HAL
open science

Les dynamiques spatiales sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale : pouvoirs et formation des territoires dans un espace de marges

Camille Le Masne

To cite this version:

Camille Le Masne. Les dynamiques spatiales sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale : pouvoirs et formation des territoires dans un espace de marges. Géographie. Université Paris-Diderot - Paris VII, 2010. Français. NNT : . tel-00601148

HAL Id: tel-00601148

https://theses.hal.science/tel-00601148

Submitted on 21 Jun 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE PARIS DIDEROT (PARIS 7)
UFR de Géographie, Histoire et Sciences de la Société

M. Camille LE MASNE

Doctorat de géographie

Les dynamiques spatiales sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale : pouvoirs et formation des territoires dans un espace de marges

Thèse dirigée par : Mme Noëlle DEMYK, Professeur émérite, Université Paris 7 - Denis Diderot

Soutenue le 30 novembre 2010

JURY composé de :

M. Olivier DEHOORNE, Maître de conférences, Université des Antilles et de la Guyane

Mme Noëlle DEMYK, Professeur émérite, Université Paris 7-Denis Diderot

M. Laurent FARET, Professeur, Université Paris 7-Denis Diderot

Mme Manuelle FRANCK, Professeur, INALCO

M. Alain MUSSET, Directeur d'études, EHESS

Sommaire 2

Remerciements 4

Présentation 6

Chapitre préliminaire : De l'espace de marges aux systèmes territoriaux 16

PARTIE 1 : La façade caraïbe de l'Amérique centrale : les structures géographiques de l'ultime frontière de l'isthme 45

Chapitre 1 : La construction d'un espace de marges entre colonisation et mondialisation 48

Chapitre 2 : Un milieu entre unité et fragmentation 100

Chapitre 3 : La façade caraïbe : une frontière humaine mobile 145

PARTIE 2 : Pouvoirs et structures économiques, politiques et culturelles de la façade caraïbe : acteurs, échelles et temporalités 189

Chapitre 4 : Pouvoirs et cultures de marges 196

Chapitre 5 : Les dynamiques économiques : l'aménagement de la façade entre logiques nationales et globales 220

Chapitre 6 : Les nouvelles formes du politique dans les espaces de marges : jeux d'échelle, acteurs, discours 265

PARTIE 3 : Les modèles territoriaux : géo-économie, organisation sociale et pouvoirs ***320***

Chapitre 7 : La problématique indigène : subsistance, communauté et territoires 325

Chapitre 8 : Le modèle globalisé : versatilité d'une territorialité réticulaire 351

Chapitre 9 : L'interface ladina : un modèle socio-économique conquérant 389

PARTIE 4 : Systèmes territoriaux et interactions dynamiques sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale : étude de trois cas ***425***

Chapitre 10 : La frontière méridionale entre Belize et le Guatemala : les recompositions territoriales dans la zone refuge 428

Chapitre 11 : Le tourisme à Bocas del Toro (Panamá) : économie d'enclave, recompositions sociales et globalisation du territoire 462

Chapitre 12 : L'incorporation de l'Atlantique costaricien au 20ème siècle : de l'enclave à l'interface 498

Conclusion générale ***538***

Annexes 544

Bibliographie 594

Table des illustrations 615

Table des matières 622

Remerciements

Afin de me dédouaner des nombreux oublis qui ne manqueront pas d'émailler ces remerciements, j'éviterai d'être trop nominatif. Mes premiers remerciements vont à mes frères et mes parents, avec une pensée pour mes grands parents. Ils ont probablement supporté le plus lourd fardeau que représentait ce travail pour mon entourage. Ils m'ont néanmoins tous aidé, à des degrés variés et sans parfois même le savoir, à le mener à bien.

Merci à mes amis centraméricains, les principaux concernés par ce travail. Non seulement mes voyages en Amérique centrale m'ont permis de rencontrer de nombreuses personnes avec qui j'ai eu le bonheur de partager, d'apprendre et aussi de comprendre un monde nouveau, mais ils m'ont aussi fait prendre conscience des implications de ce type de travail et des responsabilités inhérentes au statut de chercheur. Merci aux habitants de Bocas del Toro et de la Kuna Yala, notamment de l'île de Wuchub Huala, qui m'ont toujours accueilli avec une grande gentillesse, ainsi qu'à ceux du Toledo, des villages indiens, de San Antonio et de San Pedro Columbia, où j'espère revenir très prochainement.

Mes amis de France portent aussi une lourde responsabilité dans cette entreprise. Ils m'obligent à me remémorer le long chemin parcouru depuis les bancs de l'Université en remontant parfois jusqu'à l'école primaire. Je procéderai donc par ordre chronologique. Merci aux amis du QG, dont l'implication a été à la hauteur de leur réputation. A ceux qui s'y sont adjoints à Paris, avec qui j'ai parfois étudié, souvent habité, et ai surtout énormément partagé. Merci aussi aux amis d'Avignon, de Marseille, qui m'ont accueilli et accompagné durant ces deux dernières années. Un grand remerciement aux Oléronnais pour l'indispensable soutien apporté tout au long de l'été. Enfin, merci à ceux qui sont beaucoup moins bien localisés mais tout aussi importants : Hongrois, Asiatiques, contacts épistolaires voire abonnés absents…

Mes remerciements vont également à ceux, très nombreux, qui m'ont aidé, épaulé, encouragé, voire éclairé. Mon parcours scolaire a été parsemé d'enseignants exceptionnels, qui m'ont donné le goût du savoir, de la curiosité ; je leur rends hommage, à l'Ermitage, Renaudot, et au Bois d'Amour. Je n'oublie pas non plus l'Université de Poitiers, ni celle de Paris I, où j'ai surtout pratiqué l'histoire. Merci aux nombreux enseignants de Paris 7 et particulièrement au laboratoire SEDET, avec lesquels j'ai pris conscience de l'importance d'une géographie au cœur d'une indispensable pluridisciplinarité. A ce titre l'ensemble des participants du colloque de San José sait probablement combien cette expérience fut importante pour moi et décisive d'un point de vue scientifique. Je les remercie tous ici, et en premier lieu notre éclairé conducteur de travaux, le responsable du programme ANR-

TRANSITER, sans qui les miens auraient d'ailleurs été bien difficiles. Enfin, il me faut rendre ici un très sincère hommage à ma directrice de recherche, qui m'a permis, non seulement de mener à bien ce travail dans des conditions difficiles, en se joignant étroitement à mon ultime épreuve durant cet été oléronnais, mais aussi d'élaborer ce projet audacieux, en m'orientant, m'aiguillant, et surtout en canalisant la grande liberté qui m'avait été octroyée pendant ces quelques années. Je lui adresse ma plus grande gratitude pour tous les efforts consentis, ainsi qu'à tous ceux que j'aurais malencontreusement omis de mentionner dans ces remerciements.

Introduction

Brève présentation de la façade caraïbe de l'Amérique centrale

Plus d'un demi millénaire après le premier voyage de Christophe Colomb, les deux continents, le vieux et le nouveau, restent profondément marqués par les événements qui ont définitivement ouvert le monde, notamment à travers l'émergence d'un nouvel espace transatlantique. La transposition outre-mer des tensions européennes de cette époque conduit progressivement à l'émergence d'une nouvelle Méditerranée américaine. Pourtant, bien que l'isthme centraméricain constitue le centre de gravité de ce Nouveau monde, il est durablement délaissé par les différents acteurs qui affluent à la suite de la conquête du continent par les Espagnols. Par son positionnement au carrefour de ces influences, la façade caraïbe de l'Amérique centrale fait rapidement figure de marge parmi les marges.

Carte 1 : Le relief des Etats d'Amérique centrale

Les trois cartes introductives s'attachent à présenter succinctement les grandes structures physiques et humaines de la géographie de l'Amérique centrale. Celle du relief distingue nettement trois ensembles « longitudinaux » : une mince bande littorale pacifique, des hautes terres centrales présentes du nord au sud de l'isthme, et des plaines caraïbes d'étendues variables (***carte 1***).[1]

Les importantes densités précolombiennes des hautes terres et des plaines littorales pacifiques ont conduit la colonisation espagnole à privilégier l'installation sur ces espaces, en vue de l'exploitation de la main d'œuvre indigène. En revanche, les plaines caraïbes ont été délaissées et ont vu se développer deux formes distinctes d'occupation spatiale assez lâches : une « zone refuge »[2] pour des populations indigènes vivant hors du joug colonial, ainsi qu'un chapelet de foyers de peuplement plus ou moins pérennes sur le littoral stricto sensu, essentiellement liés à l'outre-mer : esclaves noirs, flibustiers...

L'émergence de la façade caraïbe est liée à la Conquête et à la fonction de refuge qui va désormais caractériser cet espace, marqué pendant toute la période coloniale par l'incapacité de la Couronne espagnole à s'y établir durablement, par les rivalités entre Etats-nations européens naissants, et par une occupation indigène diffuse. Ces zones d'influence hispaniques, anglo-saxonnes et indigènes se sont perpétuées jusqu'à aujourd'hui.

D'autre part, les Etats centraméricains se sont *grosso modo* établis en fonction des frontières coloniales, transversales, qui assuraient une complémentarité entre les trois milieux induits par les lignes directrices du relief et permettaient un accès maritime à l'ancienne métropole.[3] Ces frontières politiques perpendiculaires à l'espace étudié ont accru la discontinuité territoriale de la façade caraïbe. Les deux lignes de fragmentation, politique et longitudinale, et écologique et transversale, ont généré de fortes tensions pour le contrôle de l'espace, au sein de chacune des entités étatiques comme à l'échelle de l'isthme.

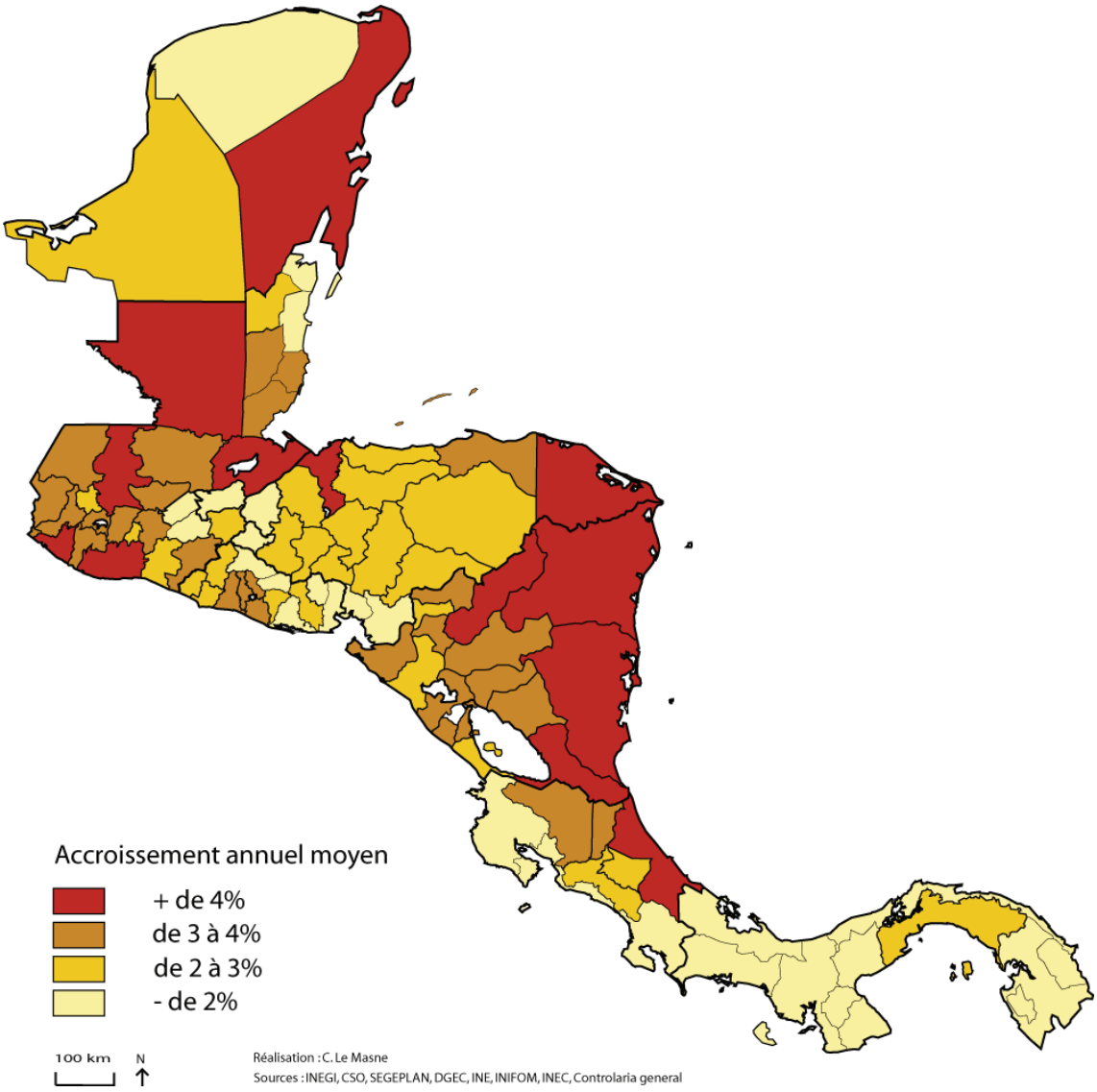
---

[1] En réalité, ces trois ensembles sont plutôt orientés nord-ouest sud-est. Néanmoins, par commodité, nous qualifierons ces ensembles de longitudinaux, étant donné qu'ils le sont par rapport à l'axe de l'isthme, tandis que les axes interocéaniques ou transisthmiques sont transversaux à cette bande de terre qui relie les deux Amériques.

[2] A travers la notion de zone refuge, Aguirre Beltran développe l'idée que les lieux inaccessibles (jungles, montagnes, déserts…), parfois déjà peuplés par des populations précolombiennes, ont aussi accueillis de nombreuses populations indigènes fuyant les autorités coloniales : *« Nous avons désigné ces régions du nom suggestif de « zones refuges », parce qu'en leur sein, la structure héritée de la colonie et la culture archaïque pré-industrielle ont trouvé des abris contre les assauts de la civilisation moderne. »*
AGUIRRE BELTRAN, Gonzalo, *Regiónes de Refugio, El desarrollo de la comunidad y el proceso dominical en mestizo america*, Instituto Indigenista Interamericano, Mexico, 1967, 367 p. ; p. XV

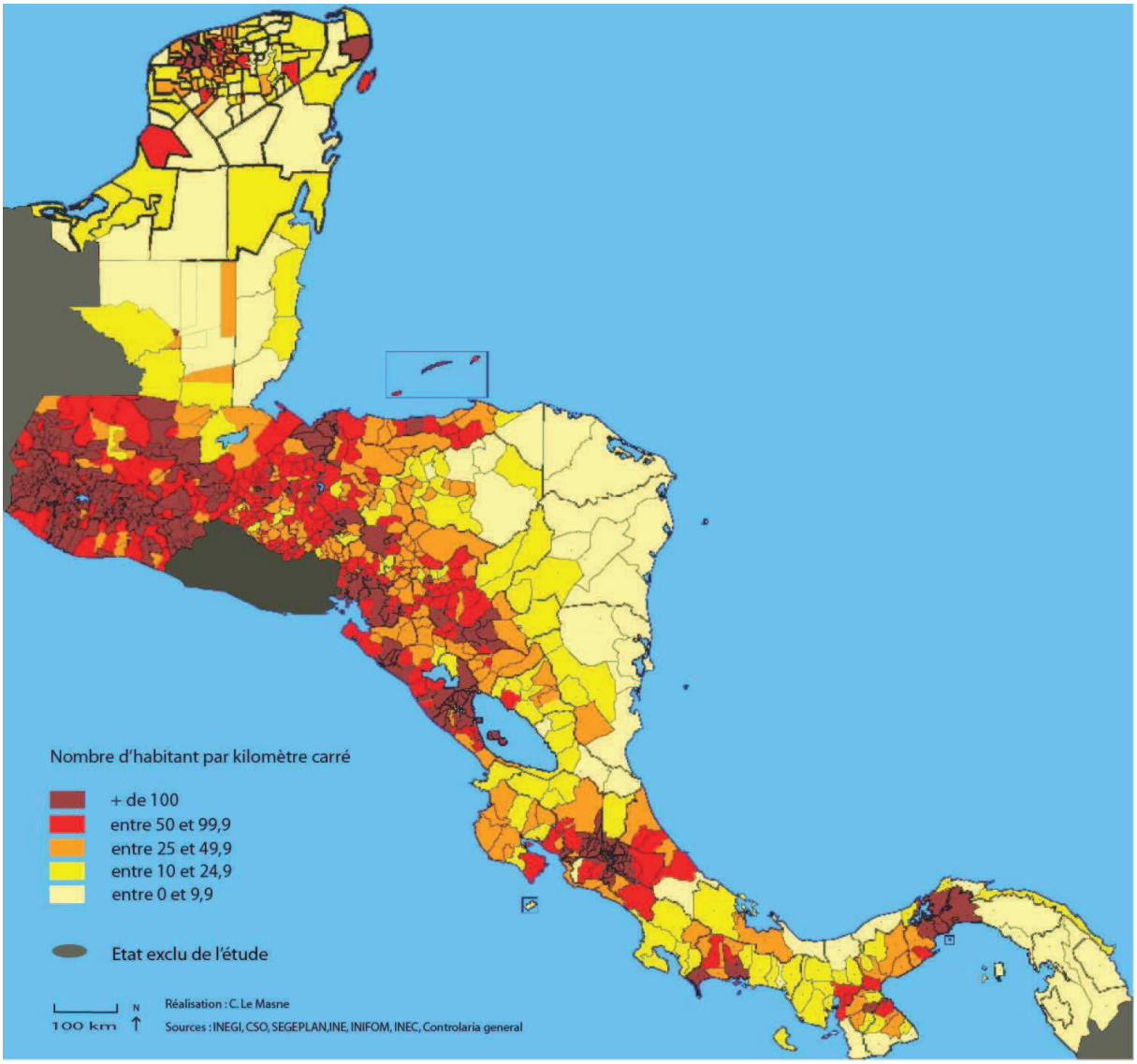
[3] Les travaux de Noëlle Demyk mettent en lumière les enjeux liés à l'émergence d'Etats transisthmiques, complexifiés par l'existence de couples : Guatemala/Belize et Salvador/Honduras.
DEMYK Noëlle, *Espace pouvoir et société : contribution à l'étude des structures territoriales de l'Amérique centrale*, HDR, Université Paris 7, 2002

Carte 2 : L'accroissement démographique annuel en Amérique centrale (1990-2000)



L'accroissement démographique, représenté par circonscriptions infranationales, témoigne des reconfigurations en cours, puisque cette variable met en évidence le dynamisme de la façade caraïbe par rapport à l'ensemble de l'isthme (***carte 2***). Cette pression humaine accélérée depuis les années 1970, qui fait de la façade un déversoir démographique des hautes terres, engendre une concurrence accrue pour le contrôle des ressources, entraînant des recompositions territoriales rapides.

Carte 3 : Les densités de population à l'échelle municipale en Amérique centrale



Néanmoins, la dichotomie entre les versants pacifique et caraïbe, notamment concernant le peuplement, s'est maintenue jusqu'à une époque très récente, comme le suggère la carte des densités de population à l'échelle municipale (***carte 3***). Ces circonscriptions locales progressivement mises en place depuis la conquête constituent une échelle d'analyse qui met en lumière la spécificité administrative et démographique de la façade, terre des vides. Ces trois représentations ne constituent qu'une propédeutique visant à livrer deux aspects essentiels de l'espace étudié : la façade caraïbe est une entité fondée sur des structures géographiques communes, génératrices d'homogénéité écologique, sociale ou culturelle, tandis qu'elle est aussi marquée par une fragmentation croissante, sensible à travers l'émergence de territoires variés.

Une géographie des territoires fondée sur la mise en évidence de modèles fondamentaux récurrents

Cette étude de la façade caraïbe de l'Amérique centrale est le résultat de plus de cinq années de recherches. L'analyse géographique de ce grand ensemble constitue une approche originale d'un espace très rarement traité dans son intégralité, et qui prend le parti de renouer avec les études de géographie régionale.[4] Ce cadre régional de l'étude se prête aussi aux nouvelles problématiques spatiales soulevées par le processus de globalisation : désengagement des Etats, émergence d'acteurs transnationaux, accentuation des phénomènes de marginalité… Les thématiques abordées s'efforcent ainsi de susciter une réflexion au-delà du strict cadre centraméricain ou caraïbe.

Nous avons pris le parti d'aborder cette étude de géographie régionale en la fondant sur l'analyse des territoires. En effet, depuis son émergence au 16ème siècle comme objet géographique, la façade caraïbe de l'Amérique centrale connaît une fragmentation continue. L'approche par la grande échelle permet de mettre en évidence des formations territoriales, construites à partir de ruptures et de continuités, dont l'hypothèse est qu'elles présentent des récurrences importantes. L'élaboration de modèles territoriaux, idéal-types visant à adapter l'organisation de cet espace à un cadre d'analyse comparatif, nous permettra de saisir les dynamiques les plus caractéristiques de l'objet d'étude, tout en restant attentifs à la spécificité des phénomènes à l'échelle locale. Ce travail s'inscrit dans la lignée de nombreuses contributions au savoir géographique, parmi lesquelles l'approche chorématique, mise en place par Roger Brunet dans le cadre de la *Géographie Universelle* et développée par Noëlle Demyk concernant l'isthme centraméricain, prend une place prépondérante.[5]

La démarche préconisée pour cette étude géographique, qui fait l'objet d'un chapitre préliminaire approfondissant les questions épistémologiques et méthodologiques, rend néanmoins compte d'une diversité des approches que l'on retrouve dans le plan de la thèse, divisée en quatre parties. La première consiste en une analyse des grandes structures humaines et naturelles de l'isthme, structures sur lesquelles s'appuie la seconde partie du raisonnement, qui propose une approche de la façade caraïbe fondée sur la notion de pouvoir et ses implications culturelles, économiques et politiques. La troisième partie est consacrée à

---

[4] CLAVAL, Paul, *Régions*, *nations*, *grands espaces*, Paris, Genin, 1968, 837 p.
JUILLARD, Etienne, *La région : contribution à une géographie générale des espaces régionaux*, Paris, Ophrys, 1974, 230 p

[5] BRUNET, Roger, *Géographie Universelle*, *Mondes nouveaux*, volume 1, GIP-RECLUS, 1990
DEMYK, Noëlle, "Chapitres 13, 14, 15", in *Géographie Universelle, Amérique latine*, volume 3, dirigée par BRUNET, Roger ; DELER, Jean-Paul ; DOLLFUS, Olivier ; THERY, Hervé, GIP-RECLUS, 1990

l'énoncé des trois modèles territoriaux indigènes, globalisés et ladinos, auxquels sont confrontés, dans une dernière partie, les systèmes territoriaux de nos trois études de terrain.

Les sources : l'écueil de l'exhaustivité

La littérature scientifique, qui constitue bien sûr le socle de notre travail, sera plus longuement appréhendée dans le chapitre préliminaire, cette sommaire présentation bibliographique visant seulement à évoquer la partie émergée de l'iceberg sur laquelle s'est échafaudée cette étude. La bibliographie des ouvrages théoriques récapitule assez bien cette diversité dans l'approche, qui intègre des travaux se réclamant de l'ensemble des disciplines composant les sciences humaines et sociales. Etant donné l'ampleur de l'espace étudié et des thématiques traitées, l'exhaustivité constitue ici un leurre et les ouvrages mentionnés sont essentiellement ceux qui ont présenté un intérêt dans notre démarche. Ainsi, la grande variété des sources écrites nous a contraint à faire un choix, celui de la qualité, que traduit bien la bibliographie resserrée, notamment concernant les différents pays centraméricains. L'absence de travail synthétique, ou de quelques précédents en français sur la façade caraïbe en tant qu'entité géographique, atteste de la vaste entreprise que constitue ce projet, et des multiples écueils qu'il nous a fallu éviter pour le mener à bien.[6]

L'Amérique centrale est loin de constituer un objet d'étude marginal chez les latino-américanistes. Au contraire, la région foisonne de publications archéologiques ou anthropologiques, sans négliger les contributions historiques, géographiques et surtout économiques. Toutefois, pour ces dernières, les nombreuses études à l'échelle de l'isthme centraméricain sont souvent marquées du sceau de l'idéologie dominante. Si la langue espagnole domine dans les publications concernant l'ensemble de l'isthme, la proximité et le rôle des Etats-Unis dans cette région ont conduit de nombreux chercheurs vers ces terrains d'études, notamment sur la façade caraïbe, où l'anglais est généralement la langue la plus utilisée. Force est de constater, néanmoins, une certaine réorientation des productions scientifiques ces dernières années : les études régionales ont bien du mal à émerger face au flot des monographies locales ou nationales liées aux thématiques en vogue dans la

[6] La façade caraïbe a toutefois déjà été abordée dans un ouvrage en langue allemande quelque peu daté, mais dans un cadre beaucoup moins strict qui intègre cette « lointaine Caraïbe occidentale » aux logiques du bassin caraïbe, et en y incorporant la Colombie au détriment du Yucatán. Si dans la seconde partie de l'ouvrage, les quatre études de cas que présente Gehrard Sandner (Darién, Talamanca, îles San Andrés et Providencia, îles Caïmans) témoignent d'une certaine proximité avec nos thématiques territoriales, la première partie replace la région dans un contexte qui s'est vu totalement bouleversé par les trois dernières décennies.
SANDNER, Gerhard, *Zentralamerika und der Ferne Karibische Westen : Konjunkturen, Krisen und Konflikte 1503-1984,* Steiner, Stuttgart, 1985, 409 p.

géographie générale. La bibliographie proposée illustre néanmoins l'indispensable contribution des études locales ou thématiques à cette géographie régionale. D'autres sources d'inspiration, parfois littéraires ou artistiques, ont contribué à ce travail, parmi lesquelles nous nous contenterons de citer la remarquable *Géographie sauvage* d'Emmanuel Lézy sur les Guyanes.[7] Sans nous attarder sur l'immensité du fonds scientifique, nous tenons à rendre hommage à ceux qui nous ont permis, à travers des approches très diverses, de corriger les inévitables lacunes qui sont les nôtres, attendu l'ampleur de l'espace étudié.

Un traitement statistique et cartographique complexifié par la configuration spatiale de l'objet d'étude

Une partie non négligeable de ce travail se fonde sur un traitement cartographique de l'isthme centraméricain. Nous avons nous-même recomposé le fond cartographique associant Amérique centrale et Mexique, grâce à ceux préalablement dressés par Violette Brustlein, et fréquemment utilisé le logiciel *Philocarto* pour son traitement. Les données statistiques représentées sous la forme de tableaux, de figures ou de cartes, proviennent généralement des sites Internet des différents organismes statistiques nationaux ou internationaux. Les sources provenant du PNUD et de la CEPAL ont largement été utilisées, tant par la qualité des statistiques que par l'intérêt des analyses. Certains chiffres ont néanmoins été recueillis sur le terrain, notamment à Belize, pour lequel les publications en ligne restent parcellaires. La collecte des statistiques n'a pas été sans difficulté, étant donné qu'il n'existe aucun organe coordonnateur des statistiques en Amérique centrale, et que le Mexique est la plupart du temps étudié à part. Les cartes n'en font pas mystère, et composent fréquemment avec des données de natures différentes pour chacun des pays, qu'il s'agisse de la fréquence des recensements ou de la nature des indicateurs. L'absence de données sur le Yucatán nous a ainsi occasionnellement conduit à produire des cartes excluant cet espace. Pour une meilleure compréhension de l'étude, nous avons reproduit en annexe un atlas de la région, qui permet de situer les lieux mentionnés, encadrés en rouge. Enfin, ce travail relativement long a aussi été voulu accessible au-delà des cercles géographique ou américaniste, ce qui nous a parfois conduits à des développements que les spécialistes estimeront peut-être ici et là superflus. Nnous nous en excusons par avance.

[7] LEZY, Emmanuel, *Guyane, Guyanes, Une géographie "sauvage" de l'Orénoque à l'Amazone*, Belin, 2000, 347p.

Le choix des terrains d'études

Le choix des terrains d'études s'est effectué en fonction de l'avancement de l'élaboration théorique des modèles territoriaux, mais surtout de notre volonté de circonscrire l'ensemble du terrain de recherche avant de s'attacher aux études locales. La relative brièveté des séjours sur le terrain, qui n'ont jamais dépassé trois mois, est liée à l'absence de financement de cette étude, malgré l'octroi d'allocations de missions par le programme ANR-TRANSITER, dont la contribution à l'achèvement de ce travail a été décisive. Nos deux premiers voyages ont donc consisté en une visite approfondie des lieux de l'étude. Cette longue phase d'observation nous semblait indispensable à la compréhension de ce lointain ailleurs, et nous a permis de nous imprégner de cette façade caraïbe, de ses cultures, de ses paysages, de ses atmosphères, de ses modes de vie, de ses habitants… Nos recherches ont quasiment toujours suscité, si ce n'est l'intérêt, en tout cas la bienveillance des populations qu'elles se proposaient pourtant d'étudier. Cette curiosité et cette ouverture d'esprit, qui fait parfois défaut en d'autres lieux davantage exposés, a elle aussi été extrêmement enrichissante.

Les quelques huit mois passés en Amérique centrale entre 2005 et 2009 nous ont permis de confronter nos hypothèses de travail aux réalités du terrain. Progressivement, nous nous sommes recentrés sur les lieux des études de cas, au nombre de trois. Les trois configurations spatiales choisies rendent compte de l'hypothèse de ce travail, à savoir l'existence de trois modèles territoriaux théoriques susceptibles d'illustrer les dynamiques territoriales de l'ensemble de la façade caraïbe. Chacune des études de cas est focalisée sur un territoire présentant des caractéristiques propres à illustrer l'un de nos trois modèles. Toutefois, ceux-ci étant fondamentalement dynamiques, nous nous sommes efforcés de choisir des configurations spatiales rendant compte du phénomène de transition territoriale, ainsi que des interrelations entre les différents systèmes territoriaux illustrant ces modèles. Dans les trois cas, le système territorial caractéristique du modèle constitue le noyau sur lequel est centré l'étude, les deux autres systèmes territoriaux emblématiques des modèles interagissant avec lui. Ainsi, dans la première étude, le territoire indigène de la zone refuge du sud Belize connaît des interactions importantes et fluctuantes avec les territoires environnants, globalisés et ladinos…

Ce souci du caractère dynamique et des interrelations systémiques propres à chaque cas nous a amené à exclure une étude sur la ville de San Pedro Sula, au Honduras, pourtant un terrain emblématique de l'émergence de territoires ladinos. D'une part le monde indigène n'interfère plus dans les dynamiques du système territorial de la métropole. D'autre part San

Pedro Sula n'est pas un exemple récurrent mais davantage une exception sur la façade caraïbe, où elle fait figure de centre inversé, puisqu'il s'agit d'une configuration inédite, propre à la faiblesse structurelle de l'Etat-nation hondurien, au sein duquel cet espace urbain est devenu en quelques décennies une marge triomphante.[8]

Les trois études de cas présentées dans cette thèse constituent trois riches expériences faisant appel à des approches diverses de la recherche en géographie. Chacune des trois enquêtes a mobilisé des matériaux différents, en fonction de la singularité des terrains et de conditions de travail très hétérogènes. Trois façons, donc, de faire de la géographie et d'utiliser les outils d'une analyse géographique à des échelles variées.

La première étude avait pour objectif de comprendre les dynamiques croisées des frontières et des hommes. Le contexte de la frontière méridionale entre le Guatemala et Belize permettait de mettre en lumière ce différentiel du fait de la cohésion ethnique d'une population maya transfrontalière et des importantes discontinuités qui régissent l'organisation sociale de ces populations. Les six semaines passées dans les deux pays, fin 2008, ont permis de bien saisir les tensions qui parcourent ces territoires indigènes, ainsi que ceux des Ladinos et des Garifunas, notamment à travers leur rapport à la terre, essentiel. [9] Le travail se fonde sur l'immersion au sein de sociétés aux frontières extrêmement marquées, laissant parfois une large part à l'étude paysagère, en raison de conditions difficiles, comme dans le département guatémaltèque du Petén, où règne toujours une atmosphère très pesante. Les sources locales relativement fournies, ainsi que les nombreux entretiens menés, ont très nettement dessiné la présence accrue des acteurs globaux sur ces territoires, malgré des discontinuités spatiales et temporelles très nettes, mais aussi l'importance fondamentale de l'échelon étatique dans la formation des territoires.

A Bocas del Toro, au Panamá, l'étude menée en janvier 2009 répondait à des objectifs très différents : la rapidité des changements dans un lieu emblématique de l'Amérique centrale et de sa façade impliquait une analyse beaucoup plus fine, dans l'espace et dans le temps, des mutations territoriales. Le terrain a aussi été choisi en fonction de son échelle, qui permettait de mieux cerner cet espace peu étendu. Ces deux éléments nous ont conduit à analyser les dynamiques territoriales en nous appuyant sur une enquête conçue lors des trois premières semaines d'observation et réalisée durant la dernière. Cette enquête s'est attachée à saisir, sur

[8] HARDY, Sebastien, "La vallée de Sula (Honduras), une marge triomphante ?", in Mosella, tome XXVIII, n°3-4, 2003, pp. 221-233

[9] Nous reviendrons plus loin sur ces minorités garifunas, issues du métissage entre Indigènes caraïbes et esclaves noirs, et disséminées sur les côtes de l'Amérique centrale ou émigrées à New York.

cet archipel touristique, des représentations du lieu assez disparates en fonction de l'enracinement au territoire des différents résidents. Elle a mis en valeur une typologie des d'acteurs fondée sur les différentes vagues migratoires dans l'île. Des démarches corollaires ont été adjointes à ce principal outil d'analyse : entretiens avec les principaux acteurs de l'île, appréciation des flux dans l'archipel, voyages dans les territoires indigènes de l'arrière-pays...

L'étude de la façade caraïbe du Costa Rica n'a pas exigé le même investissement sur le terrain que les deux autres. D'une part nous disposions déjà de nombreux éléments d'analyse accumulés suite à deux précédents voyages sur ce terrain, et d'autre part ce travail, effectué entre novembre et décembre 2009, était lié à notre participation à un colloque à San José sur les thèmes de l'intégration régionale et du transnational.[10] La collecte d'informations s'est avérée plus aisée qu'ailleurs, en raison de la collaboration entretenue avec les chercheurs de l'Université du Costa Rica et de l'accessibilité de statistiques plus fiables que sur d'autres terrains. L'analyse de cet espace infranational, plus étendu que dans les deux autres études de cas, se fonde enfin sur un important volet cartographique, qui permet de saisir la construction historique et la cohérence spatiale de ce vaste territoire ladino.

[10] Colloque international de San José (Costa Rica) : *La región centroamericana en perspectiva,* 8-10 décembre 2009

Chapitre préliminaire

La façade caraïbe de l'Amérique centrale : de l'espace de marges aux systèmes territoriaux

Ce chapitre préliminaire a pour objectif de poser les bases épistémologiques de l'étude, en justifiant l'étendue du sujet, et en proposant l'approche scientifique la plus à même de saisir l'objet géographique qu'est la façade caraïbe. Trois volets seront développés ici, témoignant chacun des concepts privilégiés et des méthodologies utilisées. Nous insisterons d'abord sur la délimitation de l'objet d'étude, la façade caraïbe, qu'il est nécessaire d'appréhender comme un espace à géométrie variable. Nous nous pencherons ensuite sur l'approche privilégiée pour étudier cet espace, celle d'une géographie des territoires indissociable d'une géographie des pouvoirs. Un dernier point sera consacré à l'organisation de l'argumentation, à travers l'énoncé détaillé du plan de la thèse.

I La façade caraïbe de l'Amérique centrale : un espace à géométrie variable

Les cartes présentées dans l'introduction ont révélé des discontinuités et des gradients qui permettent d'identifier un espace original situé entre les hautes terres de l'isthme et le littoral. La délimitation plus précise de cet ensemble soulève un certain nombre de difficultés théoriques et pratiques qui seront abordées ici sous l'angle de la terminologie et des approches conceptuelles susceptibles d'éclairer les découpages territoriaux, qu'il s'agisse de l'Amérique centrale, de sa façade caraïbe ou de son caractère d'espace de marges.

Une Amérique centrale isthmique

La délimitation de l'Amérique centrale fluctue selon l'approche disciplinaire. En anthropologie, la région est marquée par une ligne de fracture transversale à l'isthme, au nord de laquelle émerge une Mésoamérique englobant une grande partie du sud du Mexique, le

Guatemala, le Salvador, Belize et les hautes terres du Honduras, ensemble qui se distingue très nettement d'une aire chibcha moins cohérente, centrée sur le nord de la Colombie et s'étendant jusqu'aux basses terres de l'est du Nicaragua et du Honduras.[11] La *Historia general de Centroamérica* adopte en revanche une délimitation étatique et restreinte de l'Amérique centrale liée à l'histoire coloniale espagnole et à l'héritage de l'Audience du Guatemala. Dans cette acception largement utilisée, l'Amérique centrale englobe seulement le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Costa Rica, cinq pays engagés depuis les années 1960 dans un processus d'intégration économique régionale, le Marché Commun Centraméricain (MCCA).[12] La définition géographique de l'espace centraméricain rend compte de le difficulté à concilier les approches physiques et humaines, puisque dans l'*Historical Atlas of Central America,* sa définition structurale le délimite au nord par l'isthme de Tehuantepec, au Mexique, et au sud par le fossé de l'Atrato, en Colombie.[13] Si la délimitation géographique préconisée dans cet ouvrage réintègre le Panamá et Belize, elle exclut cependant de l'étude le nord de la Colombie et le sud-est de l'ensemble mexicain.[14] La principale difficulté réside dans l'intégration à la définition communément admise de l'Amérique centrale d'Etats ou de fractions d'Etats dont les caractéristiques géographiques ou géopolitiques les rattachent à d'autres ensembles, sud-américain pour la Colombie et le Panamá, seulement séparés depuis 1903, caraïbe pour Belize, membre de la communauté économique caribéenne (CARICOM) depuis 1974, et nord-américain pour le Mexique.

Pourtant, dès lors que l'objet géographique étudié est non pas l'Amérique centrale mais sa façade caraïbe, la péninsule du sud-est mexicain, le Yucatán, se trouve naturellement incluse dans la définition de notre espace, pour des raisons géographiques, mais aussi historiques, le Yucatán ayant toujours témoigné de sa spécificité vis-à-vis de l'Etat mexicain, voire de velléités séparatistes au 19ème siècle.[15] Quant à la limite méridionale de l'analyse, elle

---

[11] Cette ligne de fracture anthropologique est parfois reprise en sciences politiques pour évoquer la dichotomie entre des institutions relativement stables au sud, au Panamá et au Costa Rica et l'inachèvement du processus démocratique au nord de l'isthme.

[12] TORRES-RIVAS, Edelberto (dir.), *Historia General de Centroamérica*, CEE/Quinto Centenario/FLACSO, Madrid, ed. Siruela, 6 volumes, 1993

[13] HALL, Carolyn ; PEREZ BRIGNOLI, Hector, *Historical Atlas of Central America*, University of Ocklahoma, 2003, 322 p. ; p. 4

[14] Belize est ici employé sans déterminant, comme Panamá par le passé, et pour les mêmes raisons qu'Haïti, Israël, Djibouti ou Taïwan : son caractère « insulaire », sur lequel nous reviendrons ultérieurement.

[15] Par deux fois, les deux chambres législatives du Yucatán ont proclamé leur autonomie, totale en 1841 et couverte par un Traité avec le Texas en 1848. Au-delà du caractère finalement anecdotique de ces événements, justifiés par les difficultés des autorités locales à mater les insurrections indigènes, ces velléités séparatistes illustrent la défiance continue de la grande bourgeoisie commerciale ladina de Mérida à l'égard des autorités fédérales. L'existence d'un particularisme régional très affirmé à l'échelle de la péninsule se manifeste dans des registres variés, puisque certains descendants d'Espagnols parlaient encore la langue maya yucatèque au début du 20ème siècle.

est déterminée par la discontinuité géographique de l'isthme de Darién et la faiblesse des relations entre Panamá et Colombie, excluant de fait cette dernière de l'étude.[16]

La façade caraïbe de l'Amérique centrale

Le terme de façade caraïbe introduit de nouvelles dimensions géographiques qui sont celles de l'appartenance de l'Amérique centrale à un autre grand ensemble, celui de l'espace caraïbe, défini par la Méditerranée américaine et ses régions bordières. Cette région marquée par un passé colonial commun a progressivement subi au cours du 19ème siècle l'influence directe des Etats-Unis.[17] Ainsi, intégrer l'Amérique isthmique à un grand ensemble caraïbe relève désormais d'une approche suivie par un nombre croissant d'auteurs, dans la lignée de l'Atlantique de Pierre Chaunu.[18]

Au-delà de son évidence sonore et signifiante, l'expression « façade caraïbe » nécessite quelques éclaircissements terminologiques. Il s'agit certes d'une façade littorale et maritime, mais ces deux qualificatifs demeurent implicites dans la mesure où les définitions généralement admises de ces notions s'appliquent difficilement à l'Amérique centrale caraïbe. La notion de façade maritime a fait l'objet de développements récents dans le cadre des ouvrages publiés en 2000 à l'occasion du CAPES d'Histoire géographie. La façade maritime y est présentée comme l'apanage des littoraux développés, c'est-à-dire lorsque littoraux et arrière-pays atteignent un niveau d'intégration susceptible de lui faire jouer un rôle dans *« l'océanisation du système-monde »*.[19] Ainsi définie par le rôle central qu'elle joue dans le système-monde, et mis à part le cas du canal de Panamá qui remplit surtout ces fonctions en tant que relais, cette notion ne semble pas convenir à l'ensemble de l'entité étudiée, même si pour Joël Le Bail, l'espace caraïbe aurait rempli ce rôle central à l'échelle américaine : *« La Méditerranée caraïbe, plusieurs siècles avant notre ère, est sillonnée par les pirogues mayas qui font un commerce actif entre le Yucatán et le nord du Honduras, à tel point que l'on a pu*

---

[16] Si les deux régions ont entretenu d'intenses relations par le passé, celles-ci étaient essentiellement maritimes. Les liens se sont fortement distendus depuis le 19ème siècle, et les deux Etats ne sont aujourd'hui toujours reliés par aucune route.

[17] L'énoncé de la « doctrine Monroe » en 1823 prône une Amérique états-unienne émancipée des Etats européens, la superpuissance exerçant au besoin la politique dite du *« big stick »* à partir de 1901. Ces considérations ont transformé l'Amérique centrale et le bassin caraïbe en chasse gardée des Etats-Unis et généré des situations assez différenciées entre deux espaces désormais désignés comme Amérique du Sud ou centrale.

[18] CHAUNU, Pierre, *Séville et l'Atlantique (1504-1650)*, SEPVREN, 1955-1960, 12 volumes
BUCHET, Christian, *La lutte pour l'espace Caraïbe et la façade atlantique de l'Amérique centrale et du Sud entre 1672 et 1763*, Thèse de doctorat de l'Université Paris-Sorbonne, Paris, 1991.
LARA, Oruno D., *Caraïbes en construction : Espace, colonisation, résistance*, Editions du CERCAM, 1992, 1257 p.

[19] MIOSSEC, Alain (dir.), *Géographie humaine des littoraux maritimes*, CNED, SEDES, 1998, 471 p. ; p. 98

comparer les villes mayas aux cités grecques archaïques. »[20] En réalité, notre terrain d'études n'a jamais atteint, loin s'en faut, un niveau d'intégration économique majeur, bien qu'il se caractérise depuis deux siècles par des interrelations croissantes entre les littoraux et les avant-pays. Cette mise en valeur s'est effectuée sans concertation ni planification, et la façade caraïbe, en raison de la fragmentation territoriale qui la caractérise, fait rarement figure d'entité économiquement attractive, qualité qui semble caractériser les façades maritimes telles que définies plus haut.

La notion de façade littorale ne semble pas plus à même de rendre compte du cas centraméricain. Certes, les interrelations entre littoraux, avant et arrière-pays sont l'élément majeur de différenciation de la façade caraïbe par rapport aux autres ensembles isthmiques, hautes et moyennes terres centrales et littoraux pacifiques. La façade caraïbe est bien, à ce titre, un système spatial.[21] Parfois, cette opposition est d'ailleurs rendue inopérante par l'aboutissement des logiques transisthmiques, à l'instar du canal de Panamá, qui peut être considéré comme un élément des deux façades. Mais bien que les espaces concernés par l'étude soient des éléments du système littoral, le littoral caraïbe n'a pas, historiquement, le rôle central que suggère l'expression. Afin de ne pas réduire la façade à sa bande littorale et au contact terre/mer, nous avons privilégié la notion de façade caraïbe, expression qui suggère une épaisseur et donne une consistance à cet espace.

Quelles sont alors les limites théoriques de la façade caraïbe ? Au-delà des critères statistiques et des mesures, la notion de système littoral introduit des éléments plus qualitatifs désignant les processus et les acteurs à l'œuvre dans la structuration des territoires. Pour l'arrière-pays, il faut concéder ici que le bornage est plutôt flou et mouvant, qu'il s'agisse de la notion même ou de son application à l'objet d'étude. Dans un espace éloigné des centres de commandement continentaux intérieurs, la façade correspond durant l'époque coloniale à une zone refuge qui soustrait certaines populations indigènes à la tutelle espagnole, mais aussi à l'établissement sur le littoral de territoires émanant des centres de pouvoirs anglo-saxons qui s'exercent sur l'isthme et dans le bassin caraïbe. D'abord conditionnées par l'incapacité structurelle du pouvoir hispanique à éliminer cette zone refuge, les limites de la façade caraïbe évoluent au gré d'influences, d'intrusions ou d'installation pérennes de populations « allogènes » au fonds précolombien. La zone refuge, pour sa part, se déplace à mesure que

[20] LE BAIL, Joël, *Activités halieutiques et développement en Amérique latine*, Thèse de l'Université de Nantes, 1995, 407 + 282 p. p. 145

[21] *« Système spatial, le littoral s'organise en trois compartiments d'importance variable selon les lieux mais toujours identifiables : le rivage, […], l'arrière-pays continental ou arrière-côte, parfois qualifié d'espace rétro-littoral et l'avant-pays littoral. »*
MIOSSEC, op.cit. ; p. 103

les influences extérieures se propagent dans l'espace, réduisant ainsi considérablement son étendue au cours de la période.

Quant à l'avant-pays, deux types de limites peuvent être retenues. D'une part, la plate-forme continentale souligne le caractère maritime des territoires en intégrant un espace maritime dont les différentes ressources ont toujours été mises en valeur et sur lequel les populations se sont parfois établies, à l'instar des îles coralliennes, qui circonscrivent ainsi l'avant-pays de la façade caraïbe. D'autre part, les dynamiques et les flux animant l'espace maritime caraïbe dessinent un avant-pays d'outre-mer, tant fondé sur les connexions entretenues entre ce littoral et les îles antillaises que sur le caractère de plate-forme avancée des intérêts anglo-saxons. Ces logiques ultramarines sont le point de départ de nombreuses incursions vers la façade caraïbe centraméricaine.

En définitive, l'expression de Roger Brunet paraît provocatrice mais reste judicieuse : la façade évoque « *des lieux tournés vers l'extérieur* ».[22] C'est un peu sur cette *non Amérique centrale* que nous nous penchons : des territoires qui se démarquent de l'Etat-nation, clairement perçu comme l'héritier du pouvoir colonial espagnol. Il y a un désir d'appartenir à autre chose, au monde indigène, à la Caraïbe ou aux Etats-Unis. Mais si c'est son caractère a-hispanique qui définit le mieux la façade telle qu'elle se forme avec la Conquête, cet aspect tend à s'atténuer en raison des vagues migratoires hispanophones qui modifient les équilibres démographiques et territoriaux.

Les limites internes de la façade caraïbe : frontières politiques et fronts pionniers

Si l'expression Amérique centrale est à géométrie variable, l'espace étudié l'est d'autant plus qu'il s'agit d'un espace partiellement supranational, ou plurinational, composé de morceaux d'Etats, à l'exception de Belize qui est totalement inclus dans ces limites. Les frontières nationales transversales font naître des enjeux spatiaux qui diffèrent selon l'échelle privilégiée : si pour les Etats la tendance est au contrôle de ces espaces frontaliers, important enjeu pour affermir leur souveraineté nationale, ces délimitations symboliques poreuses sont fréquemment transgressées par les populations. Sur la façade caraïbe, où les institutions étatiques sont notoirement plus défaillantes que sur les hautes terres, les frontières doivent être perçues selon deux dimensions : linéaires et objets de litiges pour les Etats, elles sont des

[22] BRUNET, Roger, FERRAS, Robert, THERY, Hervé (co-dir.), *Les Mots de la géographie, dictionnaire critique*, Reclus-La Documentation française, 1992, 518 p. ; p. 209

zones mouvantes pour les hommes, parfois de véritables territoires transfrontaliers, terrains de prédilection des migrations indigènes, puis des fronts pionniers.

Si la définition de Michel Foucher précise que les frontières *« sont d'abord l'enveloppe continue d'un ensemble spatial, d'un Etat, qui a atteint suffisamment de cohésion politique interne et d'homogénéité économique pour que les clivages principaux ne traversent plus l'intérieur du territoire et la collectivité humaine, mais aient été reportés, par changement d'échelle, en position limite »*, force est de constater que le processus est loin d'avoir été abouti en Amérique centrale.[23] Il existe en effet une très forte dichotomie entre les espaces frontaliers de l'Atlantique et du Pacifique, dont rend compte Lucile Medina Nicolas dans les trois pays du sud de l'isthme.[24] Ce différentiel d'horogénése n'est que le résultat de la consolidation des territoires nationaux sur les versants pacifiques ; en comparaison, moins que des espaces en construction, les frontières caraïbes apparaissent comme des marges. Le phénomène découle de logiques propres à l'Amérique centrale – les populations locales ignorent les frontières et les Etats n'ont pas les moyens de s'y projeter – mais aussi d'ingérences extérieures à l'isthme.

Michel Foucher estime que seulement 30,6 % des frontières latino-américaines proviennent de la période coloniale, tandis que 62,2 % s'expliqueraient par des tensions purement latino-latines.[25] Toutefois, les modifications furent rarement d'ampleur entre les territoires des Intendances et ceux de Républiques devenues indépendantes entre 1821 et 1838, de l'émancipation de la tutelle espagnole à la fin des Provinces unies d'Amérique centrale. L'héritage colonial est donc indéniable, mais le subit effondrement de l'Empire espagnol a conduit les élites des Républiques indépendantes à des affrontements multiples pour affirmer leur souveraineté sur des entités effectivement mal circonscrites. Le processus de délimitation s'est principalement illustré par l'intermédiaire de guerres internes sur le tracé des dyades.

La mise en place et l'évolution des frontières interétatiques en Amérique centrale révèlent l'influence des pouvoirs extérieurs sur le façonnement de l'isthme. Certains épisodes, comme celui de William Walker, témoignent de l'extrême fragilité des provinces nouvellement indépendantes et d'une marche plus que laborieuse vers l'accomplissement de

---

[23] FOUCHER, Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991 (2ème ed.), 691 p. ; p. 59

[24] MEDINA NICOLAS, Lucile, *Le dilemme des frontières en Amérique centrale, marges symboliques ou espaces en construction. Le cas des frontières Nicaragua-Costa Rica et Costa Rica-Panamá*, Thèse de 3ème cycle, Paris 10, 2004, 567 p. ; "Chapitre 5 : Un modèle perturbé par la dichotomie Atlantique / Pacifique : des degrés de marginalisation différents des espaces frontaliers"

[25] FOUCHER, op.cit. ; p. 118

l'Etat-nation.[26] L'indépendance du Panamá et l'octroi du canal aux Etats-Unis sont très certainement l'événement le plus symptomatique de l'instrumentalisation des Etats centraméricains, mais ce n'est là qu'une manifestation extravagante d'une constante géopolitique : Foucher note ainsi que *« la politique frontalière a été un élément essentiel du contrôle impérialiste, qui a tiré parti des divisions et rivalités entre les dirigeants locaux de l'ensemble centraméricain.[…]Plusieurs segments frontaliers – Honduras/Guatemala, Panamá/Costa Rica – ont été déterminés en fonction des intérêts et des rivalités des compagnies bananières et de leurs alliés caudillos. »*[27] Bien que n'ayant pas atteint un niveau de structuration suffisant pour sceller l'adéquation entre territoire et nation, les frontières nationales se consolident, même sur la façade caraïbe. Elles gardent aussi une valeur symbolique indéniable comme marqueur de la souveraineté nationale : Belize apparaît sur la plupart des cartes guatémaltèques comme partie intégrante du territoire national.

Le caractère plurinational de l'entité géographique étudiée semble s'ériger contre l'acception essentiellement politique de la frontière, dont l'axiome est la ligne frontière (*border)*, négligeant le second aspect de la notion, celui de zone frontière (*frontier*). C'est traditionnellement par leur transgression que les frontières politiques jouent un rôle majeur dans les processus de différenciation territoriale dans l'isthme et sur sa façade caraïbe. Cette fonction des frontières est patente concernant les trafics ou la contrebande entre Etats, mais également dans la formation d'espaces locaux plus lisibles, parfois des territoires. La notion de « front » met en lumière une instabilité de ces zones que l'on retrouve dans le registre militaire : « la ligne de front ». Les frontières « chaudes », zones de tensions entre Etats, comme celle entre Belize et le Guatemala, ont parfois été mises à profit par les populations, dans un premier temps par la création de zone refuge vis-à-vis des autorités coloniales, et de plus en plus par celle de fronts pionniers, plus ou moins encouragés par les autorités nationales selon les configurations.

L'existence de zones frontières entre chacun des Etats illustre la perméabilité de frontières longtemps ignorées par les populations : le peu de cas qu'en font les Indigènes révèle le maintien de systèmes spatiaux s'affranchissant de limites souvent plus abstraites que concrètes. Ainsi, les Garifunas, par le caractère ultramarin très prononcé de leur territoire,

[26] William Walker est un aventurier états-unien, devenu président du Nicaragua en 1856 et fusillé par les autorités du Honduras en 1860. Ses interventions dans les deux pays témoignent de l'instabilité des Etats centraméricains naissants et des visées impérialistes des Etats-Unis sur la région, notamment autour du rio San Juan, axe transisthmique très emprunté avant la construction du canal de Panamá.
[27] FOUCHER, op.cit. ; p. 152

témoignent de la continuité territoriale qui peut exister entre les espaces insulaires et maritimes de la façade, bouleversant les frontières politiques, mais aussi les supposées frontières naturelles. Il existe donc des structures géographiques – sociales, ethniques ou culturelles – qui échappent aux frontières politiques et s'incarnent dans ces territoires locaux caractéristiques de la façade caraïbe.

A l'établissement et l'agriculture fréquemment itinérants des populations indigènes succèdent de plus en plus des fronts pionniers agricoles durables qui stabilisent progressivement les frontières internationales de la façade caraïbe. Le flux et le reflux des populations se manifeste par la multiplication de fronts pionniers plus ou moins pérennes, dans les contrées les moins contrôlés et les plus éloignés. La recherche de nouvelles ressources, parfois éphémères, laisse une place toujours plus grande au contrôle de la terre. Le front pionnier agricole est souvent légitimé par une idéologie nationale conquérante : d'une part il assure le contrôle d'un espace vierge au détriment des entités étatiques concurrentes, d'autre part il véhicule l'idéal de domestication des immensités naturelles que l'Indigène, dans son désert technologique, est inapte à mettre en œuvre.

Les reconfigurations des contours de l'espace caraïbe de la façade s'effectuent désormais surtout au gré des fronts pionniers, qui sont très souvent orientés par les autorités nationales. Les limites de la façade caraïbe connaissent ainsi une institutionnalisation croissante. Cette accentuation du contrôle des Etats est remarquablement illustrée par la création tardive de divisions administratives sur ces marges caraïbes, municipes, provinces, voire Etats.[28] Les frontières infranationales rendent ainsi davantage compte de l'existence de cet espace plurinational, puisque les circonscriptions de la façade caraïbe sont nettement plus étendues que sur les hautes terres ou les plaines pacifiques. La géographie des territoires que nous proposons utilise dans une large mesure les limites administratives précédemment relativisées, mais principalement pour des raisons essentiellement statistiques, ce bornage rigide peinant à illustrer la complexité des territoires. Néanmoins, la grande échelle, par l'intermédiaire des municipes, affine l'analyse en déterminant parfois des circonscriptions assez réduites pour correspondre à certaines approches territoriales. Les créations de municipes qui s'y multiplient témoignent aussi de l'importance grandissante que revêtent les marges orientales pour les Etats centraméricains.

[28] La transformation du Territoire de la fédération mexicaine du Quintana Roo en Etat, en 1974, est la meilleure illustration d'un phénomène très marqué à l'échelle infranationale, où les circonscriptions caraïbes ont longtemps disposé d'administrations spécifiques : Comarca de Limón, Zones spéciales de l'est du Nicaragua…

Le renouveau des pratiques politiques (globalisation, gouvernance, processus d'autonomie…) constitue toutefois un contrepoids à l'affirmation continue des frontières nationales en Amérique centrale, revitalisant par là même des limites plus locales. La façade caraïbe doit ainsi être pensée à travers un double prisme, celui de son enveloppe propre, c'est-à-dire en fonction du caractère protéiforme de ses frontières externes (qui isolent différents espaces sociaux, culturels, écologiques…), ainsi que celui de la différenciation spatiale que créent les frontières nationales en son sein. Dans l'optique territoriale qui est la notre, la notion de gradient, *« variation continue mais pas nécessairement linéaire d'une grandeur en fonction de la distance »*, permet de souligner le caractère graduel, spatial et temporel, de limites qui fluctuent selon les critères retenus : politique, économique, culturelle, physique…[29] Au même titre que la zone frontière, essentielle s'agissant des contours de la façade, le gradient permet de saisir le caractère protéiforme de cet espace plurinational.

Confins, périphéries et marges

La façade caraïbe évolue au contact d'autres espaces, auquel ce grand ensemble régional est lié, intégré ou juxtaposé, à des niveaux variés et selon des temporalités fluctuantes, phénomène dont rend bien compte le concept de « système monde ».[30] La notion d'espace de marges, constitutive du titre de ce travail, se nourrit de cette organisation protéiforme du monde en s'efforçant de situer l'ensemble caraïbe isthmique dans une longue durée par rapport aux Etats nationaux et aux centres de pouvoirs extérieurs. Cette position prend forme très rapidement après la Conquête avec la dénomination d'Audience des Confins qui précède de 1543 à 1567 celle d'Audience de Guatemala, et regroupe les provinces

[29] LEVY, Jacques, LUSSAULT, Michel, *Dictionnaire de la géographie, de l'espace et des sociétés*, Belin, 2003, 1034 p. ; p. 426

[30] Les différentes théories historiques sur l'organisation du monde, économies-mondes ou systèmes-mondes, témoignent bien d'une ouverture en même temps qu'une complexification du monde. A travers le concept d' « économie-monde », Fernand Braudel propose une lecture historique de l'espace, pensé, selon les termes d'Immanuel Wallerstein, en *« temps structurel (celui des structures fondamentales durables, qui sans être éternelles, sous-tendent des systèmes historiques), et celui des processus conjoncturels au sein de ces structures (tendances de moyen terme, comme les expansions et les contractions de l'économie-monde) »*. Dans cette lignée, le « système-monde » se veut une approche plus globale des différentes formes du concept de Braudel, par l'intermédiaire d'une pluridisciplinarité bouleversant l'unité d'analyse des sciences humaines, celle de l'Etat national. Le concept s'attache à mettre en valeur différents systèmes évolutifs qui créent un monde. Ainsi, les *« systèmes-mondes désignent chaque fois une zone spatiale/temporelle qui traverse nombre d'unités politiques et culturelles, et qui constitue une zone intégrée d'activités et d'institutions régies par certaines règle systémiques »*. Le système-monde méditerranée s'est ainsi progressivement transformé en système-monde transatlantique, puis mondial.
WALLERSTEIN, Immanuel, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-mondes*, La Découverte, 2004, 173 p. ; p. 32 ; p. 34

coloniales qui donnent naissance aux cinq républiques historiques d'Amérique centrale. A l'intérieur de cet ensemble, la façade caraïbe est un assemblage de périphéries délaissées par les instances coloniales puis par les Etats centraméricains, qui demeurent plus faiblement développées que le cœur de ces pays. Trois notions sont ainsi utilisées pour décrire cet espace : confins, périphéries et marges. Ils sous-entendent des configurations spatiales différentes, qui permettent de cerner un aspect qui nous semble fondamental : la double dépendance de l'espace étudié par rapport à deux types de centres de pouvoir. Continentaux – coloniaux puis étatiques – et ultramarins – impérialistes et globaux.

Pour Jacques Lévy et Michel Lussault, les confins se rencontrent dans cinq types de situations, la plupart correspondant à notre objet : c'est le cas historiquement, lorsque sont évoquées des *« situations à faible consistance institutionnelle »* qui rappellent l'émergence de la zone refuge, de la même manière que le terme illustre des *« régions à double allégeance »* caractéristiques de la lutte des pouvoirs pour le contrôle de l'espace au 19ème siècle. Enfin, les auteurs évoquent une configuration spatiale caractéristique de certains territoires de la façade caraïbe de l'Amérique centrale, *« dans le cas d'une interpénétration entre les deux espaces concernés, c'est-à-dire d'une interface dont la distance qui sépare les deux éléments est négative, la notion de confins prend tout sons sens. »*[31] Néanmoins, si elle est très pertinente d'un point de vue spatial, la notion de confins n'induit pas la logique de domination présente dans la notion de périphérie et surtout dans la relation centre-périphérie.

Pourtant, l'isthme comme la façade caraïbe sont symptomatiques des rapports centre-périphérie, et il est possible d'évoquer le caractère *périphérique* de ces deux espaces, terme préconisé encore il y a peu. Les années 1960 consacrent la périphérie comme un grand classique de l'économie. L'économiste argentin Raúl Prebisch et la CEPAL proposent de l'adapter à l'analyse des économies sous-développées, que Samir Amin qualifie de *formations du capitalisme périphérique.*[32] Emancipées du dogme marxiste, ces théories de l'échange inégal vont durablement influencer l'ensemble des sciences humaines, expliquant le déséquilibre structurel à l'échelle mondiale. L'application de la notion de centre-périphérie à la géographie est remarquablement finalisée par Alain Reynaud, qui la spatialise, l'adapte aux différentes échelles, et en propose une interprétation en fonction de la distance, qui n'est pas ici seulement spatiale. Le modèle devient dès lors dynamique entre des centres et des périphéries dont la typologie s'efforce de rendre compte des effets de rattrapage observables

[31] LEVY ; LUSSAULT, op.cit., p. 197-198
[32] AMIN, Samir, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos, 1970, 592 p. ; p. 42

dans les pays dits émergents.[33] Néanmoins, la différenciation des processus de croissance des pays du Tiers-monde a mis à mal la valeur heuristique du concept de périphérie, auquel celui de marge a fréquemment été substitué. Cette terminologie nouvelle s'est affranchie du caractère universel – et par là même parfois figé – de la notion de centre-périphérie, en suggérant une complexité et un enchevêtrement accru des causalités. D'autre part, on constate un glissement sémantique d'un terme à la filiation très économique à un autre beaucoup plus socioculturel, que révèle l'origine de la notion de marge.

La racine *marge* traduit la situation de ce qui n'est pas central. Le latin *margis* et le gotique *mark* expriment de manière similaire cette notion de bordure ou de frontière que l'on retrouve dans l'institution des marches d'Empire, postes avancés de la « civilisation carolingienne » face aux Avars, aux Saxons et autres Sarrasins… L'instabilité est chronique même si l'objectif affirmé est d'y remédier. La marche est une zone de contact stratégique, dont on peut supputer qu'elle joue un rôle dans les deux sens, bien qu'elle suggère un déséquilibre dans l'exercice du pouvoir absent dans la notion de confins. L'adjectif *marginal* apparaît en 1960 chez Georges Balandier dans un sens secondaire, accessoire. [34] L'instrumentalisation du terme est nette, à travers l'expression « communautés marginales » (les hippies). Pourtant, le verbe *marginaliser*, apparu vers 1970, semble nier cette auto exclusion consciente en insistant sur le rôle central du non-marginal. La marginalité est intimement liée à la volonté du fort, qui marginalise le faible, c'est-à-dire qui l'isole en lui faisant porter la responsabilité de son état. Simple bordure au commencement, la marge se meut au gré des usages en territoire de la contestation ou en refuge de l'exclu, du dominé.

Le terme de marge permet d'articuler les deux autres, confins et périphérie, et d'agencer des caractéristiques très prégnantes de notre objet d'étude. La première concerne le flou, l'instabilité et l'éloignement, matériel comme imaginaire, que l'on retrouve dans les confins. La seconde traduit les interdépendances entre la marge et l'entité qui l'engendre : la relation centre-périphérie. La troisième notion, c'est le déséquilibre : la marge se sait marge, mais elle n'a pas inventé de mot spécifique pour identifier son centre. Pour sa part, le centre, appelé ainsi faute de terminologie adaptée, connaît l'existence de cette marge, quel que soit le niveau de domination qu'il exerce sur elle. Le dernier aspect est probablement le plus important, c'est le caractère fractal de la marge, tel que l'entend Reynaud, c'est-à-dire la reproduction du phénomène à des échelles variées. L'isthme centraméricain est une marge du

[33] La situation périphérique peut être caractérisée par un niveau d'exclusion variable, sous forme d'angle mort, d'isolat, de périphérie exploitée, dominée ou intégrée…
REYNAUD, Alain, *Société, espace et justice*, PUF, 1981 ; pp. 62-76
[34] REY, Alain*, Dictionnaire historique de la langue française,* Le Robert, 1992

continent nord-américain, tandis que la façade caraïbe est une double marge, de l'Amérique centrale, mais aussi des Etats-Unis.

Davantage que confins ou périphérie, la notion de marge nous permet de désigner de manière problématisée cet espace caractérisé par l'exclusion, y compris dans ses rapports avec des centres multiples, parfois de plus en plus lointains, souvent de plus en plus présents, toujours de plus en plus puissants. Elle nous renseigne également de manière indirecte sur la faiblesse de la structuration de l'espace caraïbe et sur le caractère protéiforme et inachevé des processus de territorialisation, ce qui justifie l'emploi de la locution *espace de marges*, au pluriel.

II Une géographie des territoires

La façade caraïbe de l'Amérique centrale est un espace aujourd'hui plurinational, qui émerge avant la mise en place des Etats-nations et présente une certaine cohérence géographique. Cette cohérence résulte de sa relative homogénéité environnementale et géophysique (basses terres caraïbes), mais aussi d'autres caractères communs socio-ethniques (la zone refuge des populations indigènes), démographiques (les faibles densités de population), économiques (l'agriculture de subsistance) ou culturels (la survivance de cosmologies précolombiennes). Cette entité, issue de la conquête, qui la crée dans les faits comme dans les représentations, se perpétue à l'époque moderne et contemporaine à travers la dialectique colonisation/impérialisme. Mais c'est aussi un espace qui connaît des discontinuités importantes, notamment dans son organisation socio-politique, qui regroupe des groupes ethniques épars, sans aucune unité. Il ne s'agit donc pas d'un territoire, puisque aucun groupe social ne considère l'ensemble de cette entité spatiale comme la sienne. Si cette entité fait sens, c'est notamment par ses rapports avec l'extérieur, qui sont par ailleurs indissociables de son fractionnement interne.

A l'échelle régionale de l'Amérique centrale ou du bassin caraïbe, la façade caraïbe côtoie deux entités plus structurées et plus puissantes qu'elle. D'un côté, son pendant, l'autre « façade » de l'isthme réunit les hautes terres centrales et le versant pacifique, formant un espace géographique cohérent, héritier du monde colonial, actuellement fragmenté en

différents Etats, mais qui connaît une réelle homogénéité culturelle. De l'autre, la mer des Caraïbes, malgré l'absence de marqueurs spatiaux forts, constitue elle aussi une entité géographique, Méditerranée américaine, voire lac états-unien. L'une est continentale, organisée selon une « économie territoriale » marquée par la continuité spatiale, l'autre, originellement maritime, s'est développée grâce au réseau et prend la forme d'une « économie réticulaire », pour reprendre la terminologie de Pierre Veltz.[35] L'intervention des centres actifs de ces deux entités vers et sur la façade caraïbe est une constante historique depuis cinq siècles qui s'effectue par l'intermédiaire d'acteurs individuels et collectifs très variés : conquistadors, flibustiers, missionnaires, compagnies bananières, Marines, paramilitaires centraméricains, investisseurs asiatiques, touristes, narcotrafiquants, ONG… Il s'agit le plus souvent de relations univoques de domination et d'exploitation dont les raisons diffèrent suivant les périodes (intérêt stratégique, pression démographique, contrôle des ressources naturelles…). Cela ne signifie pas pour autant l'absence d'interactions, la réaction au pouvoir illustrant remarquablement ce qu'Henri Laborit considère comme les structures élémentaires du comportement social : fuite, résistance ou acceptation.[36] On s'en doute, ce triptyque ne va pas sans résonance territoriale.

La concurrence pour le contrôle des ressources et de l'espace, instrumentalisée par l'extérieur, a généré des discontinuités spatiales fortes et fait naître des spécificités territoriales locales. A compter du 19ème siècle, le processus de modernisation de l'isthme, lié aux indépendances et à l'émergence d'une superpuissance, les Etats-Unis, a encore accru la pression sur la zone refuge de cette façade caraïbe. La concurrence entre territoires s'est ainsi surtout affirmée à l'échelle nationale, et il est possible de retrouver au sein des entités infranationales de la façade caraïbe des formes de territorialisation récurrentes et comparables.

Cette brève évocation des traits marquants de la façade caraïbe nous donne le fil rouge de cette partie théorique et méthodologique : articuler une géographie du pouvoir et une analyse des territoires, réduire la diversité et la singularité des territoires observables à un nombre restreint de modèles territoriaux susceptibles de rendre compte des structures récurrentes et des mutations territoriales.

[35] VELTZ, Pierre, *Mondialisation, villes et territoires : une économie d'archipel*, PUF, 1996 ; p. 99
[36] LABORIT, Henri, *L'éloge de la fuite*, Robert Laffont, 1976

Une géographie du pouvoir

L'idée d'une géographie du pouvoir émerge dans les années 1970. Elle propose des outils conceptuels d'analyse dans un monde où l'Etat n'est plus perçu comme l'unique référent du pouvoir. C'est notamment la prise de conscience du pouvoir des firmes ou des multinationales, à travers ce que l'on nommera bientôt la mondialisation ou la globalisation, qui est à l'origine de cette remise en cause.[37] D'autre part, ce nouveau paradigme permet de s'émanciper de l'approche géopolitique classique en adaptant les théories sur l'échange inégal à un monde où l'Etat n'est plus le seul vecteur de pouvoir. [38] Depuis les années 1990, l'émergence de réseaux horizontaux ou de nouveaux acteurs institutionnels transnationaux susceptibles de concurrencer les Etats ont effectivement revitalisé les dynamiques locales et globales, comme l'explique Bertrand Badie dans la *Fin des territoires*.[39] Cette remise en cause de l'échelle étatique est particulièrement valide sur notre terrain, en raison de la faiblesse des Etats centraméricains, de l'ancienneté des ingérences extérieurs et de l'importance grandissante du processus de globalisation, où ce sont des réseaux autonomes par rapport à l'Etat, ou éventuellement l'intégrant comme relais, qui modèlent directement les territoires.

Si l'on suit Raffestin, plusieurs aspects intéressent le pouvoir en vue du contrôle d'une population : au premier titre son dénombrement, mais aussi sa langue, sa religion, ou son niveau d'unité ethnique. Les acteurs sont susceptibles d'exercer un pouvoir tour à tour coercitif (basé sur la sanction), rémunérateur (fondé sur l'exploitation des ressources naturelles), ou normatif (en manipulant les ressources symboliques). On retrouvera ces distinctions, en fonction des périodes, sur les différents territoires. Le contrôle du territoire a pour objectif celui des ressources, dont l'appropriation génère un différentiel vis-à-vis d'autrui : la ressource peut dès lors être créée ou inventée comme prétexte dans le but de dominer. La population, les territoires ou les ressources sont indistinctement les enjeux du pouvoir. Les flux de populations, de marchandises et d'informations entre les marges et les centres référents, sont par leur intensité et leurs polarités de remarquables indicateurs du rapport de dépendance. Dans le cadre de ce qu'on nomme actuellement la globalisation, ces flux sont caractérisés par un formidable accroissement en termes de volume et de vitesse.

L'objectif est de comprendre le processus de construction territoriale en fonction de la *« dissymétrie [qui] est le fait du pouvoir »* entre des enveloppes territoriales de dimensions

[37] BALANDIER, Georges, *Anthropologie politique*, PUF, 1967 ; p. 67
[38] RAFFESTIN, Claude, *Pour une géographie du pouvoir,* LITEC, 1980, 249 p.
[39] BADIE, Bertrand, *La fin des territoires,* Fayard, 1995, 286 p.

variées et inégalement connectées entre elles.[40] Le rapport scalaire entre pouvoir et espace n'est pas simple. Les pouvoirs existent à des niveaux institutionnels ou informels divers et s'exercent sur des espaces d'échelle variable selon deux hiérarchies distinctes qui ne coïncident pas nécessairement. Le système du pouvoir global, notamment, profondément transscalaire, nous conduit à signaler d'emblée qu'il n'existe pas un pouvoir correspondant à chacune des échelles supranationale, nationale, ou infranationale.

Cette importance des réseaux dans l'exercice du pouvoir est rappelée par Raffestin : *« Contrôler les réseaux c'est contrôler les hommes et c'est leur imposer un ordre nouveau qui se substituera à l'ancien. »*[41] Sur la façade caraïbe, comme le rappelle Pierre Veltz à propos des « économies en réseau », les réseaux, notamment globaux, doivent être appréhendés comme un élément ponctuel à fort pouvoir territorialisant et déterritorialisant. [42] Le réseau peut créer localement et ponctuellement du territoire sous la forme spécifique du rhizome, *« réseau limité par des confins »*, territoires éventuellement interconnectés sous la forme du système territorial archipélagique des marges globalisées, ou micro-territoires littoraux servant de relais au centre ultramarin.[43] A l'autre extrémité, le réseau est relié à un ou de multiples centres, qui ne disposent pas nécessairement d'une assise territoriale concrète.

Les dynamiques observées dans un territoire donné font intervenir de multiples acteurs de niveau et d'envergure hétérogènes, certains ayant comme seul horizon celui du territoire local, d'autres utilisant depuis l'extérieur ce même territoire dans des stratégies plus vastes et n'entretenant qu'un lien faible avec celui-ci. Autre cas de figure, des acteurs locaux, fortement enracinés, peuvent déployer des stratégies à des niveaux scalaires nationaux ou s'insérer dans des réseaux globaux. La configuration des territoires vue à travers le prisme du pouvoir combine les logiques d'acteurs multiples dont les interactions sont articulées en réseau.

Les acteurs, groupes ou individus, sont les agents du pouvoir. Ils sont liés à un ou plusieurs centres de pouvoir, rarement évidents à discerner, et disposent d'une capacité d'action plus ou moins étendue dans l'espace. Pour l'Amérique centrale et le bassin caraïbe, il

---

[40] RAFFESTIN, op.cit. ; p.43
[41] RAFFESTIN, op.cit. ; p. 192
[42] *« La dualité entre des économies en réseau et des économies territoriales est un schème ancien, dont on peut trouver de nombreuses illustrations historiques ou géographiques. Les économies en réseau, plutôt maritimes, sont appuyées sur des villes, des comptoirs, des chaînes d'acteurs ne visant nullement un contrôle territorial allant au-delà des itinéraires sécurisés qui sont le support de leurs échanges ; les secondes, terriennes, tendent à un contrôle territorial extensif des espaces continentaux, si terriblement résistants aux transports, et elles construisent pour cela un appareil administratif et bureaucratique dans lequel le principe de l'emboîtement territorial joue un rôle central. »*
VELTZ, op. cit., p. 99
[43] LEVY, LUSSAULT, op. cit. ; p. 804

est important de distinguer d'emblée les niveaux territoriaux et les périmètres d'action des différentes catégories d'acteurs, non exclusives, auxquelles nous allons nous référer. Les **acteurs locaux** ont un périmètre d'action réduit, local, sur un espace infranational : municipe, région, territoire… Les **acteurs coloniaux** agissent sur l'ensemble de la région centraméricaine, durant la période coloniale, avec plus ou moins d'efficacité selon les configurations territoriales : oligarchies terriennes et urbaines, négociants, congrégations religieuses… Les acteurs **nationaux, ladinos ou créoles**[44] succèdent dans une large mesure aux acteurs coloniaux après les indépendances : Armée, administrateurs, organismes de colonisation agricole… Les **acteurs ultramarins** sont ceux par qui s'établit une connexion directe entre la façade caraïbe de l'Amérique centrale et l'outre-mer, c'est-à-dire la Caraïbe insulaire, mais aussi l'Amérique du Nord ou l'Europe, sans passer par les autorités coloniales ni par les Etats centraméricains ; ils regroupent une grande variété d'agents : flibustiers, contrebandiers, missionnaires… Les **acteurs impériaux** défendent les intérêts des Etats-Unis, à partir du 19ème siècle dans toute la Méditerranée américaine : Marines, compagnies bananières, diplomates… Les **acteurs globaux** sont liés à des centres multiples, extérieurs à l'isthme (Asie, Europe, Amérique du Nord ou du Sud…), et émergent véritablement à la fin du 20ème siècle, en lien avec la globalisation : organismes financiers internationaux, églises évangélistes, ONG, mouvements altermondialistes, narcotrafiquants… Les **acteurs transnationaux** diffèrent des derniers, puisqu'ils sont caractérisés par une allégeance ambiguë à une entité nationale, parfois remise en cause par leurs relations avec des centres à des échelles supérieurs : ils incluent surtout la nouvelle classe entrepreneuriale centraméricaine, mais aussi des élites politiques inféodées à des acteurs extérieurs plus puissants…

Les dynamiques territoriales

Si le territoire a fait une entrée fracassante dans le vocabulaire des sciences humaines dans les années 1980, il n'en reste pas moins un concept très proche de l'espace géographique, bien qu'il y ajoute une intentionnalité à laquelle ne se réfère pas

[44] La catégorie créole regroupe des populations très différentes à Belize et dans le reste de l'Amérique centrale : il s'agit dans le premier cas d'une élite de culture anglo-saxonne, rassemblant des populations blanches, noires et métisses, tandis que les créoles constituent dans les autres pays de l'isthme une catégorie dominante de populations peu métissées, d'origine européenne. Le terme ladino concerne des populations généralement issues d'un métissage entre descendants d'Espagnols et Indiens, mais pas exclusivement. C'est avant tout une catégorie socio-culturelle, opposée à celle des Indiens, qui rassemble les métis hispanophones, et par extension l'ensemble des populations centraméricaines qui adhèrent à l'idéologie métisse ou ladina des Républiques centraméricaines. Nous reviendrons longuement sur ce terme dans le quatrième chapitre.

nécessairement ce dernier. Le concept de territoire suscite des définitions différentes selon les courants de la géographie humaine. On peut grossièrement schématiser ainsi les deux courants : le premier insiste sur les mécanismes sociaux et les approches en terme de pouvoir comme élément déterminant de l'organisation de l'espace par les sociétés, le second retient plutôt les (super)structures culturelles et identitaires comme catalyseur des comportements sociaux. Si nous estimons que la géographie culturelle néglige de considérer les productions culturelles comme des *« fabrications, souvent manipulées ou biaisées en fonction des stratégies et luttes sociales du moment »*, nous n'en accordons pas moins une importance majeure aux identités dans la construction de nos modèles territoriaux.[45]

Le territoire est un système spatial à forte connotation sociale. « *Le territoire tient à la "projection" sur un espace donné des structures spécifiques d'un groupe humain, qui incluent le mode de découpage et de gestion de l'espace, l'aménagement de cet espace. Il contribue en retour à fonder cette spécificité, à conforter le sentiment d'appartenance, il aide à la cristallisation de représentations collectives, des symboles qui s'incarnent dans des hauts lieux.* »[46] Sur la façade caraïbe, nos modèles territoriaux s'appuient en partie sur des identités (*ladina, india, gringa, negra*) qui suggèrent un rôle prépondérant du fait identitaire dans la territorialisation. Cette approche du territoire par l'identité constitue pour certains auteurs une nécessité dans le cadre de sociétés qui ne s'intègrent nullement au système-monde. Joël Bonnemaison rend compte de ces sociétés des marges ou de l' « antimonde » à travers le territoire-identité : *« Il est idéel et même souvent idéal, alors que l'espace est matériel. Il est une vision du monde avant d'être une organisation ; il ressort plus de la représentation que de la fonction, mais cela ne signifie pas qu'il soit pour autant démuni de structures et de réalités. »*[47] Cependant, sur la façade caraïbe, l'intégration au système-monde est précoce et les identités sont créées à partir de rapports sociaux et d'enjeux de pouvoirs, comme l'entend clairement la notion d'identité négative, sur laquelle nous reviendrons longuement dans le chapitre 4.[48] En effet, nos instances, même identitaires, n'ont jamais l'ancrage que Braudel donne à ses « civilisations ». Les racines profondes des groupes sociaux ne sont pas niées, et le long cours n'est pas éludé, mais plutôt compris à travers les très fortes fractures qu'induisent immanquablement colonisation, déportation, esclavage ou impérialisme. En

[45] DI MEO, Guy ; BULEON, Pascal, *L'espace social*, Armand Colin, 2005, 304 p.
[46] BRUNET ; FERRAS ; THERY, op.cit. ; p. 480
[47] BONNEMAISON, Joël, *La géographie culturelle*, C.T.H.S, 2004, 152 p. ; p. 130
[48] *« Définis comme différents par les majoritaires, différents par rapport à la référence que ceux-ci constituent, les minorités ne se voient reconnaître qu'une identité négative. […] L'identité négative apparaît alors comme une identité honteuse et plus ou moins refoulée, ce qui se traduira fréquemment par une tentative pour éliminer autant que faire se peut les signes extérieurs de la différence négative. »*
CUCHE, Denys, *La notion de culture dans les sciences sociales*, La Découverte, 2004, 123 p. ; p. 87

Amérique centrale, nous avons affaire à des « identités fractales », pour étendre les « sociétés fractales » de Gruzinski à cette instance de la représentation.[49] Cette notion de fractales nous rappelle qu'il n'y a pas d'emboîtement d'échelles, ni de niveau scalaire a priori, mais reconfigurations et superpositions territoriales. A ce titre, il y a rarement adéquation entre territoires et circonscriptions politiques, notamment dans des espaces peu ou pas contrôlés. Il n'y a pas non plus de dimension standard, puisque le territoire est lié au groupe social et à sa volonté de représentation. Ainsi que le rappellent Di Méo et Buléon, *« les territoires échappant à une stricte logique politique ne brillent pas par la précision de leurs configurations et de leurs limites »*.[50]

Au-delà du fait territorial, nous portons une grande importance au processus de territorialisation. L'analyse proprement dite de ces territoires requiert une méthode qui puisse dans le même temps souligner les aspects synchroniques des phénomènes territoriaux sans négliger les conditions historiques qui ont présidé à leur mise en place. Les territoires peuvent dès lors être compris comme des systèmes spatiaux dynamiques, ainsi que le décrit Noëlle Demyk : *« Combinaisons d'éléments multiples et interdépendants, en interaction relativement stable, les configurations territoriales peuvent être analysées comme des systèmes spatiaux. La structure des territoires résulte de l'agencement des diverses facettes, écologique, matérielle (usages), organisationnelle et idéologique, exprimant l'inscription de la société dans un espace donné ainsi que les contraintes des milieux, naturels ou hérités (Le Berre, 1995). Ces structures sont régies par des systèmes mobilisant les grandes formes d'énergie distinguées par Roger Brunet : les forces de travail, l'information, les capitaux et les ressources. Tout système fonctionne dans la durée et, à ce titre, l'analyse systémique n'oppose pas la synchronie et la diachronie mais en renforce plutôt la nécessaire complémentarité. »*[51] La systémogenèse permet d'intégrer *« le caractère irréversible des évolutions, l'aspect cumulatif des phénomènes »*, en discernant les processus de territorialisation et de déterritorialisation. [52] Cet aspect dynamique est fondamental dans le cadre de nos modèles territoriaux, ou modèles de territorialisation, qui cherchent à illustrer les processus de différenciations, spatiale comme temporelle.

---

[49] GRUZINSKI, Serge, *La pensée métisse*, Fayard, 1999, 345 p.
LANGUE, Frédérique, "Les identités fractales : honneur et couleur dans la société vénézuélienne du XVIIIe siecle", Nuevo Mundo Mundos Nuevos
[http://nuevomundo.revues.org/index633.html]
[50] DI MEO ; BULEON, op.cit.. ; p. 89
[51] DEMYK, op. cit., 2002 ; p. 46
[52] LEVY, LUSSAULT, op. cit. ; p. 890

L'architecture théorique des modèles territoriaux

La principale caractéristique du territoire semble donc être son rapport immanent à l'espace, c'est-à-dire une incapacité à se reproduire ailleurs, en vertu de la spécificité de chaque lieu et de logiques d'acteurs adaptées à cette singularité. Il peut donc paraître surprenant d'associer territoires et modèles, le premier suggérant la spécificité, le second la généralisation. Pourtant, ces deux conceptions géographiques, l'une concrète, l'autre abstraite, se fondent sur des critères ou des instances analogues.

La construction de nos modèles territoriaux, préalable à la compréhension de systèmes plus complexes dans la réalité, est un outil méthodologique essentiel de l'étude : les modèles sont des grilles d'analyse qui s'efforcent d'articuler les logiques de l'organisation sociale interne et externe des territoires. Ils sont liés à l'analyse des processus spatiaux sur la façade caraïbe, lui sont propres, et n'ont donc pas de vocation universelle... S'ils sont basés sur une analyse empirique des faits, ils relèvent néanmoins de généralisations abstraites, théoriques, d'« idéal-types », singuliers mais adaptables à différentes échelles de la façade ; ils sont des constructions, issues d'une observation des traits les plus significatifs d'une réalité. Ils se situent ainsi en droite ligne d'autres outils de la connaissance, comme les chorotypes de Roger Brunet ou les géotypes de Jacques Lévy.[53] Ces modèles permettent de repérer des configurations comparables, récurrentes dans le temps et dans l'espace, d'une façade caraïbe simultanément homogénéisée et fragmentée par la dialectique colonisation / impérialisme.

Pour réaliser ces modèles, nous avons adopté la méthode d'analyse qui nous semblait la plus adaptée au contexte, que Guy Di Méo présente sous l'appellation formation socio-spatiale (FSS), et qui repose sur l'articulation sociale de quatre instances associées en deux couples d'infrastructures et de superstructures.[54] Il s'agit des instances géographiques et économiques (espace concret et travail), ainsi que de l'instance idéologique (culture et représentation) et de celle du pouvoir. Pour Di Méo, le territoire naît de trois situations : une infrastructure géoéconomique très prégnante, une volonté politique affichée, et l'enracinement d'une idéologie territoriale fondée sur des formes culturelles, des rapports spatiaux, des genres de vie ou des représentations sociales.

Cette définition du territoire procède d'une conception systémique de l'espace. Celle-ci permet dans une large mesure d'éviter les déterminismes absolus, naturels ou économiques,

[53] Le chorotype illustre, dans une situation donnée, la récurrence d'un grand nombre de chorêmes (structures géographiques élémentaires, en nombres limités), tandis que le géotype correspond au traitement unique d'un espace concret composé de configurations spatiales interactives. Nos modèles et nos systèmes reprennent dans une certaine mesure cette différenciation entre des espaces produits par l'abstraction et des espaces concrets.
[54] DI MEO, Guy, *Géographie sociale et territoires*, Nathan, 1998, 317 p.

en privilégiant la multiplicité des facteurs et les rapports de réciprocité au détriment du simple rapport de causalité. Ainsi, si les choix économiques d'un groupe se répercutent sur son agencement social, sur son organisation politique ou sur ses représentations communes, chacun de ces éléments agit de manière rétroactive sur les autres. Cette logique réflexive est fondamentale pour saisir le territoire, qui naît de ces interrelations systémiques. Ces quatre instances interactives constituent non seulement une grille d'analyse des différents systèmes territoriaux, mais nous l'utilisons aussi comme matrice de nos trois modèles territoriaux.

Les processus observés dans les nombreuses configurations spatiales de la façade caraïbe étudiées sont susceptibles d'être intégrés à cette grille, se rapprochant plus ou moins du modèle théorique en fonction de la concordance de l'ensemble des instances préconisées dans l'analyse. Dans le cas spécifique de la façade caraïbe, ces modèles intègrent des logiques externes, qui sont liées au degré d'influence des différents pouvoirs préalablement définis et transcendent les différentes instances. La brève présentation typologique des modèles territoriaux reprend à chaque fois la distinction entre les quatre instances, ce qui permettra d'observer que ces critères ne sont pas nécessairement exclusifs à chacun des trois modèles.

Trois modèles territoriaux pour la façade caraïbe de l'Amérique centrale

Ces trois modèles de formation territoriale seront longuement développés dans la troisième partie mais il est apparu nécessaire de les introduire dans la mesure où ils sont le résultat d'une interaction permanente entre travail de terrain et réflexion plus abstraite sur les structures et les processus de territorialisation. S'ils découlent logiquement du travail de terrain et de l'élaboration théorique des résultats, ils structurent finalement l'organisation de la thèse. En tant qu'outils heuristiques de la recherche ils doivent être définis dans ce chapitre théorique alors que l'exposé complet se situe à mi-parcours du travail entre l'analyse des principales thématiques et l'exposé des études de cas retenues.

Afin d'en accroître la lisibilité, nous avons attribué des lettres à chacun des modèles territoriaux. Plutôt qu'opter pour un classement ordinal peu signifiant, nous avons préféré nommer ces modèles en fonction d'une lettre initiale, I, L, ou G, correspondant aux *indigènes*, aux *ladinos* et aux *globalisés (gringos et noirs).* La composante identitaire a été retenue car elle nous paraît synthétiser les instances signifiantes de nos modèles en référence aux conditions d'émergence ou de glissement des systèmes territoriaux.

Le **modèle territorial indigène (I : indio)** correspond au cœur de la *zone refuge* : à l'inaccessible, aux lieux du repli, circonscrits par les montagnes ou la forêt vierge. La production, qui s'adapte aux lieux, est basée sur l'agriculture de subsistance, ou vivrière, activité économique de référence qui occupe la grande majorité de la population. L'auto-subsistance – bien qu'elle ne soit jamais totale – constitue à la fois un élément symbolique fort voulu pour lutter contre la dépendance, coloniale ou autre, et le moteur d'une socio-économie qui laisse peu de place à l'accumulation de capital et permet de limiter les trop fortes distinctions sociales. La gestion politique se fait par l'intermédiaire de la communauté, groupe réduit qui limite les initiatives individuelles. Toutefois, les institutions politiques sont assez diversifiées selon les appartenances nationales, et l'on ne peut négliger l'influence extérieure sur ces formations. La survie des cosmologies indigènes, le maintien de langues et la préservation de certaines pratiques culturelles ont joué un rôle important dans la conscientisation du groupe et dans la reconstruction d'identités partiellement détruites par la conquête espagnole.

Ce modèle correspond à des territoires résiduels, ceux de la fuite ou du refus volontaire, mais aussi parfois de l'exclusion : en ce sens, ce sont les territoires de l'*indio*, dans son acception sociale. Le modèle est parfois adaptable à d'autres communautés isolées qui ne sont pourtant pas à proprement parler indigènes : noirs marrons, certaines communautés garifunas, métis « ensauvagés »...

Le **modèle territorial globalisé (G : globalizado, gringo et negro)** désigne des espaces sur lesquels l'objectif initial de déstabilisation de l'économie coloniale (flibuste), puis de ponction des ressources (enclave forestière, bananière, canalière, touristique…), s'est traduit, temporairement ou durablement, par la constitution d'un véritable territoire. Ces territoires sont généralement organisés en rhizomes, éléments épars d'un réseau fluctuant dont les centres sont extérieurs à l'isthme. La connexion de ces rhizomes aux réseaux est extrêmement variable, elle peut être intense ou seulement résiduelle. L'île, son rôle stratégique, ou l'insularité culturelle qu'illustre remarquablement Belize, constitue la structure géographique élémentaire de ce type de territoire.[55] A Bocas del Toro, cette prédisposition spatiale est marquée du temps long, puisque s'y sont pratiquement succédées toutes les activités susmentionnées. Ces territoires sont souvent des enclaves, dont les économies

[55] Elisée Reclus rapporte que les Britanniques considèrent l'île de Roatán, au Honduras, comme "un nouveau Gibraltar".
RECLUS, Elisée, *Nouvelle Géographie universelle, XVII. Indes occidentales : Mexique. Isthmes américains, Antilles*, 1891, Paris ; p. 467

réticulaires sont totalement liées aux logiques d'avant-pays. Quelles que soient les activités économiques qui les structurent, celles-ci sont orientées de ou vers l'extérieur, au besoin en important une main d'œuvre ultramarine : *baymen* et leurs esclaves à Belize, main d'œuvre antillaise de la *United Fruit Company* dans les concessions bananières, canal de Panamá, zones franches diverses, tourisme, mais aussi trafics en tous genres, dont celui de la cocaïne constitue le dernier avatar.

En termes politiques, l'organisation de ces territoires est surtout marquée par la défiance à l'égard de l'Etat national, qui constitue une sorte de ferment idéologique instrumentalisé par le réseau. Il y a peu de formes communes d'agir politique, puisque les efforts de structuration de micro-sociétés locales doivent composer avec l'intérêt hautement stratégique que revêtent fréquemment ces lieux. Le concept d'antimonde, dans un registre politique ou économique, illustre bien ces espaces régis par la « dérogation permanente ».[56]

Ce modèle de territorialisation est caractérisé par une extrême diversité ethnique. Précocement marquées par l'influence de l'Angleterre, puis des Etats-Unis, les populations sont très sensibles à l'émergence d'une culture globale, tout en s'efforçant parfois de conserver les spécificités culturelles de leurs diverses origines ultramarines. Notons seulement qu'à l'image du *Peau noire, masques blancs* de Frantz Fanon, le couple Noirs / Blancs constitue un étonnant exemple de solidarités au long cours, qui puise son essence dans le déracinement et l'extraterritorialité, notamment vis-à-vis de l'isthme, et qui justifie le choix du nom de ce modèle de territoire, *globalizado* ou *gringo* (étranger).[57]

Le **modèle territorial ladino (L)** s'applique dans une large mesure à certains espaces des façades caraïbes, lieux stratégiques ou potentiellement transisthmiques où les Espagnols ont vainement essayer de s'établir. Ces territoires n'apparaissent véritablement sur la façade caraïbe que lorsque les Etats indépendants profitent de leur convergence d'intérêts avec une mondialisation largement dynamisée par le capital états-unien. Les compagnies bananières, par l'intermédiaire d'énormes concessions, ont généralement polarisé le futur corridor transisthmique de chacun des Etats, le plus souvent une dépression littorale ou une large plaine. Si le modèle territorial ladino succède dans une large mesure à l'enclave, c'est-à-dire au modèle globalisé, il peut aussi être issu d'une transition du modèle territorial indigène, après une spoliation.

---

[56] DESSE, Michel ; HARTOG, Thierry, "Zones franches, offshore et paradis fiscaux : l'antimonde légal", in Mappemonde, n°72, 2003, pp. 21-24

[57] FANON, Frantz, *Peau noire, masques blancs*, Seuil, 1952, 188 p.

Ainsi, à travers les cultures d'exportation, l'héritage économique de l'enclave est patent, en termes d'infrastructures spatiales comme d'organisation : le modèle est caractérisé par un mode de production capitaliste, très inégalitaire, où une part réduite de la population détient les moyens de production. Ces territoires restent extrêmement dépendants de leur intégration au système économique mondial, et ce quel que soit le type de production, qui est vouée à l'exportation.[58] Néanmoins, les acteurs nationaux se sont parfois progressivement substitués aux investisseurs étrangers. L'enclave a paradoxalement accouché d'une « interface », puisque ce territoire est désormais relié à l'espace national. Mais le modèle ladino s'applique aussi aux fronts pionniers, à la colonisation agraire ou à l'occupation illégale des paysanneries des hautes terres en quête de terres vierges. Ces cas de figure s'effectuent généralement au détriment du territoire *indio*, en marge des infrastructures transisthmiques, lesquelles sont généralement au cœur du territoire ladino.

Davantage encore que dans le cœur de l'isthme, l'Etat local caraïbe se caractérise ici par son incapacité à assumer ses pouvoirs régaliens. La tradition de l'enclave et de l'arbitraire du pouvoir se retrouve chez des acteurs variés qui contrôlent tant bien que mal un territoire instable mais en constante expansion : industriels, oligarchie terrienne, armée, multinationales étrangères... Certains auteurs considèrent que lorsque ces espaces tirent bénéfice de leur situation, ils constituent des modèles de développement « autonomisés » des centres traditionnels de l'isthme, cas du « centre inversé » de San Pedro Sula, qui nous apparaît davantage comme une configuration unique. La violence généralisée ne semble pas avoir empêché le processus d'adhésion à la nation de ces véritables « excroissances ladinas », dont la puissance démographique constitue la principale ressource.

Quant aux critères idéologiques propres à caractériser ce modèle territorial, ils sont apparentés aux aspects culturels et aux représentations que l'on associe au monde latino-américain. La figure du métis constitue sans nul doute l'élément le plus à même de fédérer des populations très diverses. La globalisation a cependant plus d'impact ici que sur les territoires qui constituent le cœur de l'isthme. Mais au-delà des dissensions nationales ou de l'attrait états-unien, les acteurs, pratiques ou médias hérités du système colonial (Eglise catholique, langue espagnole, caudillisme...) contribuent à marquer du sceau de l'assimilation ces espaces incorporés. A ce titre, la société comme le territoire peuvent être définis comme *ladinos*.

[58] C'est l'organisation, et non la nature de la production qui importe ici, comme le prouve la transition des bananeraies de territoires globalisés en territoires ladinos.

Du modèle au territoire : les interrelations de systèmes comme aboutissement heuristique

Les études de trois espaces, d'échelles et de natures variées, vont nous permettre de confronter ces modèles théoriques à des configurations spatiales concrètes, donnant par la même une valeur heuristique à ces idéal-types. Les trois espaces choisis sont circonscrits par des limites géographiques singulières, politiques, économiques, culturelles, géophysiques… La première étude est délimitée par l'étendue du peuplement maya kekchí, qui occupe depuis un siècle les basses terres caraïbes de l'espace transfrontalier entre Guatemala et Belize (limite socio-culturelle), la seconde par la mer, l'île de Colón, sur l'archipel de Bocas del Toro (limite géophysique), la troisième par une circonscription administrative, la province de Limón (limite politique). On s'émancipe bien sûr rapidement de ces stricts cadres.

Au cœur ou à l'origine de chacune de ces trois configurations spatiales existe un noyau central, dont l'hypothèse est qu'il est analysable en fonction du modèle indigène, globalisé ou ladino. Dans les trois cas, il s'agit néanmoins d'interrelations territoriales, puisque autour de ce territoire hypothétiquement illustratif d'un modèle se trouvent deux autres territoires assimilables aux deux autres modèles. Les espaces sont de taille variable et présentent des configurations différentes (espace transfrontalier, île, intégralité du littoral caraïbe d'un Etat).

La comparaison d'espaces marqués par des interrelations systémiques avec les modèles théoriques permet de vérifier la pertinence de la grille d'analyse. Il s'agit d'extraire, à différentes échelles, les logiques du pouvoir : l'analyse rend compte de l'adéquation entre les structures des entités territoriales internes à la façade et celles propres à l'entité régionale qu'est la façade. La confrontation des résultats nous permet donc de vérifier – tout en soulignant les particularités inhérentes à chaque étude de cas – des tendances spatio-temporelles, caractérisées par des processus et des jeux d'acteurs similaires et récurrents sur la façade caraïbe. Ces tendances s'inscrivent dans un mouvement de territorialisation, la structuration des groupes sociaux ayant pour principal marqueur l'appropriation d'un espace fixe ou en expansion, protégé et exclusif. Elles prennent parfois la forme de structures géographiques élémentaires (chorèmes), se retrouvent à un niveau local, infranational et régional (supranational), bien qu'il n'y ait pas d'emboîtement d'échelle, étant donné la configuration fractale de la façade. Ces structures géographiques élémentaires de la façade caraïbe recoupent dans une large mesure nos modèles territoriaux.

III Plan de travail : structures, pouvoirs, modèles, systèmes

Ce **chapitre préliminaire** intitulé « **De l'espace de marges aux systèmes territoriaux »,** vise à souligner deux idées-forces : l'une, théorique, considère notre objet géographique, la façade caraïbe, comme un espace de marges à différentes échelles, dans la lignée d'une géographie du pouvoir. La seconde est davantage axée sur la méthodologie et propose d'étudier cet espace en termes de systèmes territoriaux, par l'intermédiaire d'une grille d'analyse qui propose une typologie de trois modèles de construction territoriale indigène, ladino et globalisé. Cet aspect théorique et méthodologique (***II : Une géographie des territoires***) a été précédé d'un développement visant à cerner l'objet et ses limites (***I : La façade caraïbe de l'Amérique centrale : un espace à géométrie variable***), nous permettant sous forme d'ouverture sur les quatre grands axes de ce travail, d'aborder en profondeur le contenu, ainsi que l'articulation générale de la thèse (***III : Plan de travail : structures, pouvoirs, modèles, systèmes***) : la première partie traite des structures spatio-temporelles de notre objet d'étude, la seconde propose de continuer l'étude de ces structures, mais sous l'angle du pouvoir, tandis que nos modèles territoriaux sont énoncés dans la troisième partie, à l'échelle de l'ensemble de l'isthme, avant d'être utilisés sous la forme de trois études de cas dans une quatrième partie où sont analysés des territoires dynamiques et en interaction permanente sous la forme de systèmes.

La **première partie**, « **La façade caraïbe de l'Amérique centrale, les structures géographiques de l'ultime frontière de l'isthme » (chapitre 1-2-3)**, s'attache aux structures historiques, physiques et humaines de la façade caraïbe de l'Amérique centrale. Il s'agit d'abord d'une présentation dynamique de la façade caraïbe depuis la conquête espagnole, à compter de laquelle la façade émerge véritablement comme objet géographique. Marge parmi les marges, la façade constitue aussi une entité au sens écologique, bien que la très forte pression démographique qui s'exerce sur elle contribue à modeler en profondeur un milieu de moins en moins « naturel ». Enfin, les logiques de peuplement témoignent de son caractère de plus en plus attractif et consacrent son statut d'ultime frontière de l'isthme.

Le **premier chapitre** (**La construction d'un espace de marges entre colonisation et mondialisation**) traite de la naissance de cet espace de marges, à travers une réflexion sur l'organisation spatiale de l'isthme qui, avec l'arrivée des Espagnols, intègre cette zone aux processus de mondialisation (colonisation, impérialisme et effets périphériques) et consacre sa

marge caraïbe dans une fonction de zone refuge. Nous observerons la transformation d'un espace fragmenté en marge de l'Occident – l'isthme – et le délaissement progressif de sa façade caraïbe pour des raisons stratégiques et symboliques. Il nous semblait important d'évoquer les représentations liées à cet espace, qui rendent compte de la rupture qui existe entre les conceptions dominantes avant et après Colomb, et permettent de comprendre la frontière interne qui divise l'isthme et l'imaginaire précocement véhiculé à propos de la façade caraïbe.

En liaison avec le précédent développement, le **second chapitre** (**Un milieu entre unité et fragmentation**) traite des particularités écologiques de la façade. Il ne s'agit pas nécessairement de souscrire à la tradition académique en isolant la composante physique de l'objet spatial, mais plutôt de démontrer la filiation qui existe entre la conception occidentale du milieu qui se met en place avec la conquête et celle qui est présentée ici. Pour comprendre les spécificités locales et la très forte fragmentation, il nous faut précisément décrire ces littoraux caraïbes, à travers les éléments d'analyse classiques du relief, des climats et des paysages. La biosphère qui s'est développée dans ce milieu exigeant nous rappelle l'importance des conditions écologiques dans l'analyse spatiale, que le rejet du déterminisme s'est parfois efforcé d'annihiler. Mais il s'agit aussi de saisir un basculement récent qui fait de la façade caraïbe un espace de moins en moins protégé, en raison de la relativisation de la notion de contrainte.

Afin de démontrer le caractère d'ultime frontière de l'isthme que nous prêtons à la façade, nous présenterons dans ce **troisième chapitre** une variable indispensable, celle des implantations humaines (**La façade caraïbe : une frontière humaine mobile**). Nous dresserons un aperçu de cette « façade du vide » marquée par la faiblesse du peuplement et la fragmentation des groupes humains, en notant toutefois que la façade est désormais l'espace le plus attractif de l'isthme. Elle joue en effet le rôle de déversoir démographique des hautes terres, ce qui ne va pas sans répercussions en termes d'équilibre ethnique, puisque ces migrations marginalisent constamment les minorités indigènes de la façade caraïbe. Bien qu'il n'y ait pas nécessairement adéquation entre les limites administratives et territoriales, ce chapitre s'efforcera aussi de présenter les indicateurs statistiques susceptibles de mettre en lumière cette entité distincte du cœur de l'isthme, en s'appuyant sur le concept de développement.

La **seconde partie** est intitulée **« Pouvoirs et structures économiques, politiques et culturelles de la façade caraïbe : acteurs, échelles et temporalités » (chapitres 4-5-6)**. Elle se propose d'étudier en profondeur les structures du pouvoir et leur impact spatial. Celles-ci s'appliquent à toutes les échelles par le biais d'acteurs affiliés aux différents niveaux de pouvoirs, Etat et globalisation. Les jeux d'échelles et de temporalités mettent en lumière des tensions aux forts impacts culturels, économiques et politiques. Les différents pouvoirs s'affrontent, collaborent, ou se superposent, dans un espace de marges où les acteurs locaux sont parfois revalorisés, mais surtout instrumentalisés.

Dans le **quatrième chapitre (Pouvoirs et cultures de marges),** nous insistons sur l'opposition et la dualité entre les deux pouvoirs, dont les différents héritages culturels montrent la pérennité. En effet, les constructions et les reconstructions identitaires de cet espace de marges sont marquées par les violences inouïes de la Conquête et de la Traite des Noirs. Ces superstructures culturelles subissent d'ailleurs des évolutions plus lentes que celles du politique ou que les infrastructures économiques. Ainsi, malgré une hégémonie culturelle anglo-saxonne particulièrement sensible sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale, les identités négatives mises en place durant la période coloniale se perpétuent à travers les couples *indios* et *ladinos* ou *gringos* et *negros*.

Le **cinquième chapitre** (**Les dynamiques économiques : l'aménagement de la façade caraïbe entre logiques nationales et globales)** vise à comprendre, en termes d'affrontement et de collaboration économique, l'impact spatial des deux niveaux de pouvoirs. Cette approche permet de saisir les mutations accélérées des formes d'occupation de la façade caraïbe de l'Amérique centrale. La mise en place des activités économiques s'y effectue dans le cadre de cette collaboration, mais suivant des dynamiques qui diffèrent selon les Etats. D'autre part, l'intégration économique de l'isthme met en lumière une prépondérance de plus en plus marquée du pouvoir global, et un statut renouvelé de l'Etat, en matière économique, qui apparaît de plus en plus comme un maillon de la chaîne de décision globale.

Le **sixième chapitre (Les nouvelles formes du politique dans les espaces de marges : jeux d'échelle, acteurs, discours)** s'attache toujours à l'étude de la concurrence entre pouvoirs et à son impact en termes de gestion des territoires. Le contrôle politique de ces espaces de marges est l'objet de manipulations, notamment discursives, sensibles à travers trois phénomènes majeurs qui voient le pouvoir global user de ses relais aux différentes échelles : le régionalisme ouvert, la gouvernance et le développement durable. Qu'il s'agisse de l'ouverture totale des marchés, des nouveaux systèmes politiques décentralisés mis en place pour « suppléer » l'Etat, ou de la protection d'un patrimoine environnemental toujours

valorisé ou contrôlé, les acteurs locaux ou nationaux constituent des relais ambivalents d'une globalisation à la dualité idéologique indéniable.

La **troisième partie « Les modèles territoriaux : géo-économie, organisation sociale et pouvoirs » (chapitres 7-8-9)** présente de façon détaillée les trois modèles territoriaux. L'approche sociétale apparaît comme la plus à même pour saisir la pertinence de formes d'organisations complexes. Nos modèles sont illustrés sur toute la façade caraïbe de l'Amérique centrale par des exemples concrets qui justifient leur pertinence, bien qu'aucune forme d'organisation territoriale ne puisse prétendre à coïncider avec les constructions théoriques que nous présentons.

Les **septième (La problématique indigène : subsistance, communauté et territoires)**, **huitième (Le modèle globalisé : versatilité d'une territorialité réticulaire)** et **neuvième chapitres (L'interface ladina : un modèle socio-économique conquérant)**, constituent une tentative de synthèse, à l'échelle de l'isthme, des formes d'organisation spatiales des différents groupes sociaux. La construction interne, les recompositions actuelles, ainsi que les tendances historiques, nous permettent de saisir les logiques susceptibles de requalifier ces territoires, qui s'intègrent dans une typologie théorique. Ces différents chapitres explorent aussi les éléments conceptuels qui seront largement illustrés ou approfondis dans les deux dernières parties : zone refuge, interface, marge globalisée…

La **quatrième partie** est consacrée aux systèmes territoriaux concrets : **« Systèmes territoriaux et interactions dynamiques sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale : étude de trois cas » (chapitres 10-11-12).** L'analyse de trois espaces d'étendue variée en termes de systèmes territoriaux combine les traits distinctifs des modèles territoriaux précédemment définis tout en dégageant à chaque fois une dominante. Une analyse dynamique montre comment s'installe, se modifie ou tend à disparaître cette dominante à travers ce que l'on peut nommer des processus de glissement ou de transition territoriale. Nous vérifierons par ailleurs la capacité des modèles à s'appliquer à des espaces de taille très différente.

Le **dixième chapitre** (**La frontière méridionale entre Belize et le Guatemala : les recompositions territoriales dans la zone refuge)** traite d'un espace transfrontalier : la population maya, installée de part et d'autre de la frontière, connaît des organisations différentes en fonction des contextes nationaux, mais est aussi de plus en plus sensible aux acteurs globaux. Géopolitique, aménagement des infrastructures ou contrôle de la terre

constituent des éléments-clés pour des acteurs indigènes qui peinent à pérenniser leur territoire et à s'émanciper des pouvoirs dominants.

A travers le **onzième chapitre** (**Le tourisme à Bocas del Toro (Panamá), économie d'enclave, recompositions sociales et globalisation du territoire**), nous avons voulu, à partir de cette très grande échelle, nous interroger sur certains discours dominants, notamment concernant le caractère soutenable du tourisme. L'autre intérêt de l'étude était de se pencher sur les micro-mécanismes, spatiaux et temporels, qui font des divers acteurs et de leur degré de territorialisation des rouages essentiels de l'organisation spatiale. L'enquête a permis de dresser une typologie des acteurs individuels en fonction de leur enracinement au territoire. Ainsi, la déterritorialisation progressive des populations, liée au caractère foncièrement global du système en place, contribue très nettement à réactiver le système de l'enclave, bien que le contexte local et national induise des spécificités socio-ethniques.

Le **douzième chapitre** (**L'incorporation de l'Atlantique costaricien au 20ème siècle : de l'enclave à l'interface**) constitue une réflexion sur le modèle ladino, et sur sa filiation avec les modèles globalisés et indigènes. Du point de vue des territoires, cet espace a été complètement bouleversé au cours du dernier siècle. Il convenait dans un premier point d'en récapituler les grandes étapes, notamment autour du jeu qu'entretiennent les deux niveaux de pouvoirs, national et global, dans la conquête – économique – de cette espace. Les implications socio-ethniques de cette incorporation sont édifiantes, notamment en termes de vulnérabilité pour les populations minoritaires, Noirs et Indigènes. Elles attirent aussi l'attention sur le caractère différencié de cette ladinisation, dont on saisit bien les rouages locaux et nationaux dans le contexte particulier de l'Etat-providence costaricien. La réorganisation économique de cet espace agro-exportateur connaît des ruptures et des permanences importantes, entre l'interface ladina et le point nodal du système, Puerto Limón.

La thèse s'achève sur une **conclusion générale** qui revient sur l'importance des différentes échelles d'analyse spatiale et propose de dégager l'intérêt des modèles territoriaux, qui sont apparus comme les outils les plus appropriés à l'analyse comparative des territoires d'une entité géographique formée puis progressivement fragmentée par le jeu des pouvoirs. Les grandes structures des aires culturelles ou des pouvoirs comme les processus de territorialisation reproduisent la dialectique intégration / exclusion à des niveaux scalaires variés et nous rappellent l'existence de structures géographiques élémentaires propres à cet espace bien qu'adaptables à d'autres lieux.

PARTIE 1 : La façade caraïbe de l'Amérique centrale : les structures géographiques de l'ultime frontière de l'isthme

La littérature centraméricaine pallie avantageusement le faible éclairage médiatique sur ce trait d'union entre les deux Amériques. Ainsi, l'œuvre de Miguel Asturias nous dévoile-t-elle diverses facettes d'un isthme tiraillé entre ses multiples origines. On est saisi par les frontières qui se dessinent dans l'œuvre, à travers les paysages d'abord, entre les hautes terres du *Señor Presidente* (1946) et les chaudes plaines tropicales du *Papa Verde* (1954), mais aussi chez les hommes qui les font vivre. Certes, dans une Amérique centrale fragmentée à l'extrême, la frontière est partout, perdant par la même un peu de sa pertinence. Pourtant, à travers l'analyse des structures historiques, physiques ou sociales mises en place dans l'isthme à la suite de sa conquête par les Espagnols, c'est la formation de la frontière interne de l'Amérique centrale que nous nous proposons de mettre en exergue dans cette première partie.

Depuis la colonisation, le contraste entre les hautes terres et les plaines caraïbes structure l'organisation spatiale de l'isthme centraméricain. Cette dichotomie souvent justifiée par celle des milieux naturels, opposant la « culture » à la « jungle », ne constitue pas une évidence en soi. Ces imaginaires imprégnant la façade sont d'abord une construction intellectuelle issue des limites de la conquête : si les Espagnols ne sont pas parvenus à contrôler ces espaces, ce ne peut être lié qu'aux forces surnaturelles les régissant…

Pourtant, l'occupation des basses terres par la civilisation maya témoigne de la possibilité de se passer des moyens techniques modernes propres à relativiser les contraintes du milieu. Ainsi, l' « Enfer vert » des plaines caraïbes a vu se développer du nord au sud de l'isthme des sociétés tout aussi structurées que celles des hautes terres. Hormis au niveau des densités de population, les vestiges archéologiques montrent qu'il n'y a pas de déséquilibre à l'échelle de l'isthme entre les trois sous régions (les littoraux caraïbes, pacifiques, et les hautes terres). Cette dichotomie naît précisément avec les ères des « découvreurs », des « conquérants », puis des « pacificateurs » qui permettent l'émergence de cet espace de marges…

La construction de cet espace de marges répond dans un premier temps a des problématiques géopolitiques, liées à la crise que traverse un Empire espagnol précocement confronté au harcèlement des autres puissances… Dans ce cas, l'existence d'une zone refuge ne s'explique-t-elle pas par les données bioclimatiques et ses implications écologiques ? La concordance spatiale entre espace de marges et plaines caraïbes ne révèle-t-elle pas un déterminisme géographique fondé sur des prédispositions qui font de l'homme un objet du milieu environnant ? Ce serait cependant négliger l'extrême fragmentation du milieu et ses implications territoriales. L'étude du peuplement humain permet de bien comprendre, à travers l'idée d'ultime frontière, comment la façade caraïbe constitue une entité géographique mobile, de plus en plus marquée par une fragmentation spatiale accentuée par le recul de la notion de contrainte naturelle. Nous verrons en quoi la zone refuge a pleinement joué son rôle en permettant la conservation et la survie de populations plus faibles numériquement et techniquement. Nous évoquerons aussi la manière dont les progrès techniques relativisent les spécificités de cette zone refuge en fonction des différents cycles du capitalisme auxquels elle est confrontée. Les territorialités des différents groupes sociaux sont directement liées à cette approche et au degré d'insertion de la façade aux logiques coloniales puis nationales, ou à celles, impériales, qui en préfigurent d'autres, globales.

Cette partie s'attache à discerner les grandes structures géographiques de l'isthme, sans lesquelles il est impossible de saisir, sur le long terme, la manière dont les sociétés humaines se sont appropriées un espace jusqu'alors largement méconnu, parfois même des Indigènes contraints à la migration vers la zone refuge. Si ces structures s'inscrivent dans un temps long, elles s'affirment surtout ici à partir d'une rupture, la conquête, qui modifie profondément les structures en place. Les populations sont parfois remplacées, souvent étroitement encadrées, rarement délaissées. Le maintien de structures d'encadrement calquées sur celles de la métropole et souvent peu adaptées aux nouvelles conditions ne concerne que les espaces où des populations relativement nombreuses ont survécu, bien que leur imaginaire ait été profondément bouleversé par cette rupture. Le « collapsus » indigène rend bien compte de cette rupture. La fuite est le seul exutoire des populations désireuses de se reconstruire : la façade caraïbe apparaît dès lors comme l'unique refuge, dont vont aussi profiter les esclaves marrons ou quelques Européens ensauvagés.

Les recompositions territoriales des sociétés de la façade sont largement liées à des facteurs externes. Il s'agit de comprendre la constitution de cette marge à travers l'interaction Espagnols/Indigènes, rapidement complexifiée par des enjeux stratégiques internationaux. Si le rejet hispanique s'appuie sur la violence de la conquête, il est rapidement relayé par l'offensive d'autres puissances européennes. Deux pouvoirs se structurent progressivement et s'affrontent en Amérique centrale, notamment sur la façade caraïbe, qui constitue dans le même temps un espace hautement stratégique et un espace de « marges ». Le pouvoir colonial espagnol et les puissances européennes agissent différemment, le premier en s'efforçant de contrôler étroitement son territoire et les hommes qui lui sont attachés, les secondes en s'appuyant sur des réseaux ponctuels, fonctionnant déjà sur une convergence d'intérêts entre les divers acteurs des marges. Mais chacun crée du territoire, même sur cette « marge des marges ». Ces territoires sont par ailleurs très mobiles, très peu contrôlés, tardivement cartographiés.

Cette première partie détaille les éléments nécessaires à la compréhension de cet espace de marges, dans une construction assez proches du traditionnel triptyque histoire / milieu / peuplement. Il s'agit, à travers une présentation succincte du processus de conquête, de jeter les bases géopolitiques, écologiques et humaines qui président aux spécificités de cette façade.

Chapitre 1 :
La construction d'un espace de marges entre colonisation et mondialisation

Un élément singulier va guider notre démarche : les Caraïbes sont les premières terres colonisées par les Espagnols et l'isthme de Panamá le point névralgique de leur Empire. Comment, dès lors, expliquer le délaissement de la façade ? L'étude minutieuse du processus de conquête permet d'éclaircir cette configuration de l'isthme. Les premiers analystes de l'époque sont conscients du profond changement qu'ils vivaient : l'histoire politique des premiers siècles de la colonisation retrace bien le reflux espagnol sur la façade. Le découpage colonial, qui n'entrevoit la façade caraïbe que comme l'hypothétique prolongation caraïbe des hautes terres, ne correspond rapidement plus à aucune réalité politique du point de vue de la Couronne espagnole. Ainsi, se mettent en place à cette époque les grandes lignes de fracture politiques des futurs Etats comme les zones d'influence de l'isthme : aires culturelles, centres de pouvoirs extérieurs à la façade…

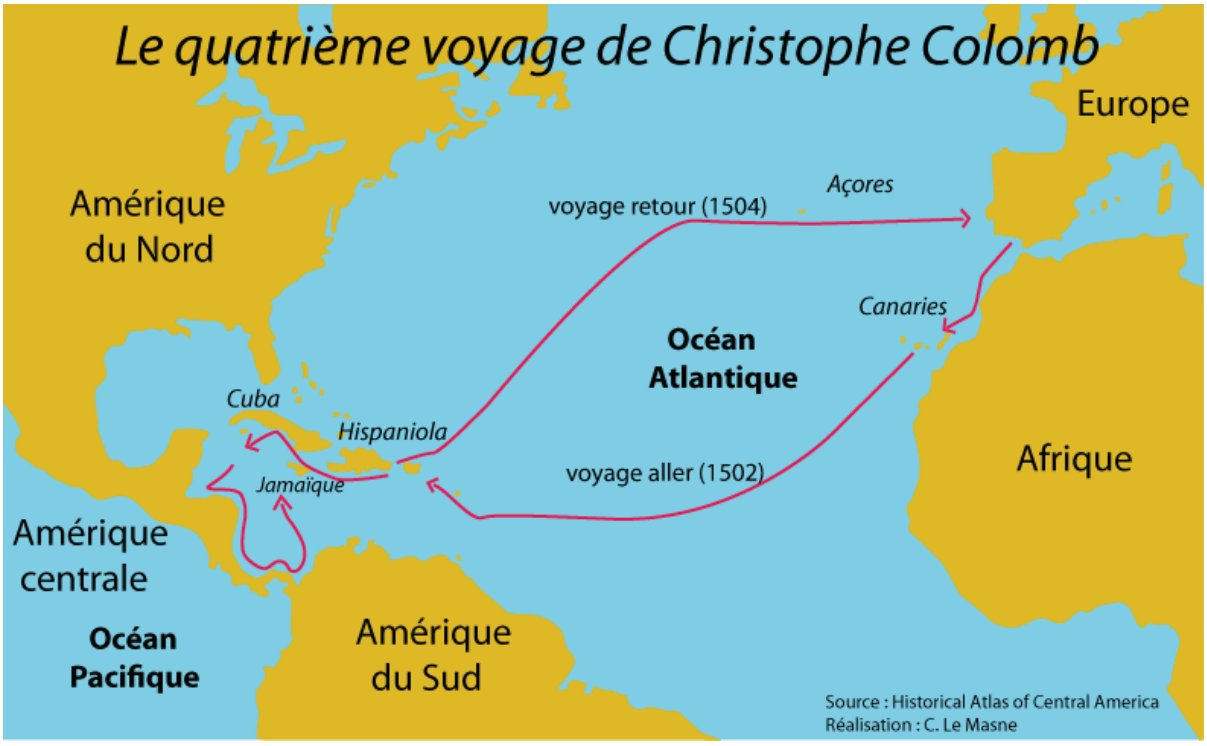
Cette partition historique – l'Amérique centrale coloniale de l'époque moderne, objet de ce premier chapitre – procède aussi d'une logique géographique, puisque la période est marquée par la mise en place de structures de contrôle de l'espace relativement stables. Ce n'est que par l'intermédiaire des évolutions technologiques de l'époque contemporaine que l'entité qu'est la façade caraïbe connaît une fragmentation territoriale accélérée.

Après avoir évoqué les premières représentations littéraires et cartographiques de la façade, nous relaterons brièvement la rapide destruction des Indes Occidentales. En effet, les sources sont maigres, malgré l'apport décisif de l'anthropologie historique, qui a permis de restituer une histoire indigène exempte de commisération. L'émergence de la zone refuge correspond bien à cette reconstruction des sociétés indigènes « par la marge ». Dans une troisième sous partie, nous nous étendrons sur les limites de la conquête espagnole : l'organisation de la colonie permet de saisir la dichotomie croissante de l'isthme. Enfin, nous nous attarderons sur le « Grand jeu » caraïbe, à savoir la translation des rivalités géopolitiques européennes vers ce nouvel espace maritime, qui contribue à déstabiliser le fragile édifice colonial espagnol et constitue bien l'acte de naissance de la façade.

A/ Aperçus sur la façade caraïbe

Pour introduire notre objet géographique, il importait d'évoquer succinctement, en guise de présentation des lieux, différents points de vue sur la façade caraïbe, principalement ceux des nouveaux maîtres du continent, à défaut de littérature indigène à l'époque. Ce sont ces conceptions qui auront le plus d'impact en termes d'organisation spatiale, comme nous le verrons dans le prochain chapitre consacré aux considérations géographiques. Nous avons donc choisi de présenter une gamme élargie des perceptions de la côte : découvreurs, géographes ou cartographes appréhendent diversement la façade caraïbe, mais ont tous en commun la vision fantasmée d'une terre qu'ils ne connaissent pas, qu'il s'agisse de son étendue, de sa nature, ou de ses populations. Ils vont pourtant réussir à la construire en tant qu'objet propre.

Carte 4 : Le quatrième voyage de Christophe Colomb



1) L'œil de Colomb : les Indes continentales

La façade caraïbe est à la base de toute la conquête : celle du Mexique à partir du nord du Yucatán et de l'île de Cozumel, celle du Pérou par l'isthme de Panamá. Cet aspect tient aux premières découvertes de Christophe Colomb : les îles des Caraïbes puis la façade du même nom. Le reste s'est effectué par tâtonnements, à mesure que l'Eldorado centraméricain s'estompait. Le témoignage le plus instructif est probablement le premier : l'évocation du nouveau monde par Christophe Colomb, qui à travers ses mémoires, reprises par son fils Fernand Colomb, nous livre les premières impressions européennes sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale.[59] Colomb croit encore – ou peut-être le feint-il – accoster les abords de l'Empire du grand Kahn, que Marco Polo nommait Mango, ou Mangui. Si la propagande n'est pas absente de cette œuvre, elle ne cède que rarement aux exagérations les plus grossières, par exemple dans le cas de l'or. Il y a néanmoins chez la famille Colomb une volonté permanente de défendre ses droits, et l'évocation de la nature généreuse des Indes occidentales, aisément colonisables, tient de la mystification. Ces quelques lignes soulignent assez nettement que la façade caraïbe de l'Amérique centrale fut inventée postérieurement à sa découverte, avec ceci de surprenant que les premières mentions de l'Amérique continentale concernent cette zone qui échappera longtemps au processus de colonisation.

Après l'installation de Colomb à Hispaniola, l'actuelle Saint Domingue, ses deux dernières expéditions atteignent enfin le continent. Le 3ème voyage de 1498 lui fait brièvement découvrir la presqu'île de Paria, à l'embouchure de l'Orénoque.[60] Lors du 4ème voyage, en 1502, son arrivée sur la façade est avérée, à travers le Golfe du Honduras jusqu'aux îles de la Baie. Dans sa relation de cette première rencontre « continentale », il ne décèle pas de différences majeures entre les grandes îles et le continent, si ce n'est que les continentaux portent des vêtements et maîtrisent davantage l'art des métaux. « *D'ailleurs, ils [les habitants de Guanazi, actuelle Guanaja (Honduras)] portaient avec eux des lingots de ce métal [le cuivre] destinés à être fondus.* »[61] Ils utilisent aussi ce qui semble être une monnaie

[59] Le texte est basé sur les notes de Christophe Colomb, ainsi que sur les observations de son fils, Fernand, qui accompagne son père lors du 4ème voyage de 1502, à l'âge de 14 ans.
COLOMB, Fernand, *Histoire de la vie et des découvertes de Christophe Colomb*, Paris, Dreyfous, 1879, 302 p.
[60] Nous ne nous étendrons pas sur les multiples controverses, stériles dans notre optique, qui affirment qu'il atteint la côte caraïbe de l'Amérique centrale à cette occasion.
[61] COLOMB, op. cit. ; pp. 253-254

d'échange, le cacao : *« certaines amandes auxquelles ils paraissaient attacher un grand prix. »*[62] Quittant ces îles, Colomb longe le nord du Honduras, avant de rejoindre le Cap qu'il nommera Gracias a Dios, après avoir essuyé des conditions de navigation épouvantables. Des cannibales peuplent cette côte, *« des hommes presque noirs […] les oreilles percées d'une ouverture si large qu'on y ferait passer un œuf de poule, de là vient que l'Amiral nomma le pays la côte de l'Oreille. »*[63] Vient ensuite le pays de Cariai (aux alentours de Puerto Limón, Costa Rica) : *« Quoique bas, le pays était beau, couvert d'une abondante végétation : on y voyait beaucoup de pins, des chênes, des palmiers de plusieurs sortes. Il s'y trouvait des cerfs, des gazelles, des léopards et les eaux foisonnaient de poissons aux formes les plus étranges. Les habitants ne nous parurent pratiquer aucune religion… »*[64]

L'objectif de ces dernières expéditions est de toucher la Terre ferme des Indes, en partie pour y découvrir le détroit dont lui parlent les Indiens du Honduras, mais aussi parce que le continent recèle davantage d'or que les îles.[65] *« Or comme tous nous parlaient du pays de Beragua, qui était le lieu de provenance de l'or, dont ils faisaient des ustensiles et des ornements, l'Amiral prit pour visée de se rendre dans cette région fortunée. »*[66] Colomb arrive à l'Epiphanie 1503 à l'embouchure d'un fleuve, qu'il nomme Bethléem. Là, les Indiens lui apprennent que ce qu'il appelle Beragua se trouve plus à l'ouest. Le roi de Beragua, Quibio, les fait emmener dans les montagnes, *« ils arrivèrent dans une région couverte de grands arbres touffus, entre les racines desquels chacun d'eux, en moins de deux heures, eut ramassé une certaine quantité d'or, ce qui ne pouvait que leur sembler merveilleux, car nul d'entre eux n'était muni d'aucun outil pour fouiller la terre. […] En réalité, les mines qu'ils avaient visitées n'étaient pas celles de Beragua proprement dites, qui se trouvaient beaucoup plus rapprochées du fleuve. Quibio, pour que les siennes fussent épargnées, avaient fait conduire les Espagnols sur celle d'Urira, tribu avec laquelle il était en guerre. »*[67] Au-delà d'une exagération grossière, il est probable que les Espagnols aient eu des preuves de l'existence des mines d'Urura ; par ailleurs, le travail de l'or est un trait caractéristique des civilisations chibchas. C'est la première fois dans tout le récit où le précieux métal est si abondant, même

[62] COLOMB, op. cit. ; p. 254
[63] COLOMB, op. cit. ; p. 257.
Etonnamment, les habitants de la future Mosquitia apparaissent déjà sous les traits de cannibales noirs.
[64] COLOMB, op. cit. ; p. 257
[65] Il semble que Colomb ait mal compris ces indigènes, qui évoquaient certainement un passage terrestre, à savoir l'isthme de Panamá. On peut noter que ces populations du nord du Honduras n'appartenant à aucune « grande civilisation » possédaient des connaissances géographiques assez précises.
[66] COLOMB, op. cit. ; p. 259
[67] COLOMB, op. cit. ; p. 262

s'il n'est pratiquement jamais de rencontre sans or : chaque tribu, chaque rivière, quasiment chaque page en recèle. Momentanément, l'Eldorado est là. C'est aussi pour cette raison que Colomb y fonde sa première cité sur la Terre ferme, Santa Maria de Belén. *« Bientôt, sur un monticule, à une portée d'arquebuse des rives du fleuve de Bethléem, s'élevèrent les premières maisons où devaient se loger les 80 personnes qui allaient demeurer avec le préfet [le frère de Colomb] sur la terre indienne. »* [68] L'entreprise colonisatrice de Colomb se fait particulièrement vigoureuse ici. Le roi est accusé d'avoir voulu incendier la ville ; il est fait prisonnier pour être emmené en Castille mais réussit à s'échapper. Ses sujets attaquent la cité et prennent une chaloupe espagnole dont ils massacrent les huit occupants. Le préfet et ses hommes se retranchent en bord de mer et l'Amiral, qui attend au large, vient finalement les sauver.

Cette première fondation en Terre ferme (Panamá) disparaît presque aussitôt, même si les noms ont été conservés par deux petits villages à l'embouchure de chacun des fleuves panaméens (Belén et Veraguas). Sans interpréter outre mesure les propos des auteurs, on peut en déduire que les habitants de la Terre ferme sont assez proches de ceux des îles, bien que les « continentaux » soient plus évolués et souvent plus agressifs. C'est un monde techniquement supérieur à celui des Caraïbes : usage des habits, métallurgie du fer et du cuivre… Leurs réserves en or semblent elles aussi plus importantes, puisqu'on en trouve entre les racines des arbres ! La colonisation effective de cet espace constitue une priorité que la mort de Colomb entravera longtemps. La légende de la *costa rica* entretiendra néanmoins les velléités d'implantation sur cette côte du Veraguas davantage qu'ailleurs…

Le continent n'est pas envisagé à travers la dichotomie classique que nous adoptons, mais en comparaison avec les îles. La façade caraïbe est perçue au travers de son miroir, les Caraïbes insulaires. Ce point de vue suppose l'existence d'un bassin caraïbe, en référence à celui de la Méditerranée antique et médiévale. Les paysages continentaux absorbent néanmoins davantage le découvreur, à travers leur alternance et la fragmentation du milieu : la Terre ferme constitue une hyperbole des îles. Tout y est amplifié : richesse, gentillesse ou félonie, voire technologie ! La continuité est claire, même si ces représentations suggèrent une complexité accrue à mesure que l'on s'enfonce dans les Indes occidentales… Il n'y a ici rien

[68] COLOMB, op. cit. ; p. 263

de commun avec les descriptions postérieures des cosmographes et leur diabolisation du milieu tropical de la façade caraïbe, même s'il ne faut pas oublier que ces témoignages s'attachent dans une très large mesure à faire financer d'autres expéditions par les autorités espagnoles.

2) Les premières représentations cartographiques[69]

Les premiers ouvrages des cosmographes, cartographes, et autres géographes témoignent bien d'un imaginaire particulier à la façade et de la difficulté à esquisser un contour vraisemblable de la Terre Ferme. Le Yucatán, longtemps considéré comme une île, est un bon exemple de la lenteur de cette entreprise (***carte O, annexe 2***).[70] En 1526, Juan Vespucci, neveu d'Amerigo, publie à Séville une mappemonde très proche de celles dont nous disposons (***carte L, annexe 2***). Puis c'est le tour de Verrazzano en 1528 (***carte M, annexe 2***). L'œuvre est complétée par Cabot, en 1544, qui exagère nettement les potentialités transisthmiques du fleuve San Juan (***carte N, annexe 2***). Enfin, Ortelius fixe la forme de l'isthme en 1564 et Mercator l'adapte à son mode de projection en 1569 (***cartes P et Q, annexe 2***).

Dans son *Atlas Major* de 1662, Joan Blaeu, géographe hollandais, produit une représentation de l'espace centraméricain très proche de celle que nous connaissons ; en revanche, l'instabilité des fondations rend toujours difficile, un siècle et demi après la conquête, le référencement de lieux. Ces représentations cartographiques traduisent bien l'équilibre des forces que l'on constate à cette époque. La carte du Yucatán et du Guatemala atteste du délaissement de la côte, mais surtout du dépeuplement de l'isthme (***carte R, annexe 2***). Les fondations espagnoles apparaissent totalement isolées des foyers de peuplement indigènes. Comparées à l'actuel Oaxaca (sud du Mexique), ces deux juridictions semblent vides, et leur faible peuplement se dessine surtout dans leurs parties occidentales. On distingue 13 fondations sur le versant pacifique, à moins de 15 lieues de la côte (et 4 sur la partie yucatèque qui borde le Golfe du Mexique). 12 villes sont au cœur de l'isthme, dans les régions centrales. En revanche, côté caraïbe, les villes sont rares et espacées, à l'exception

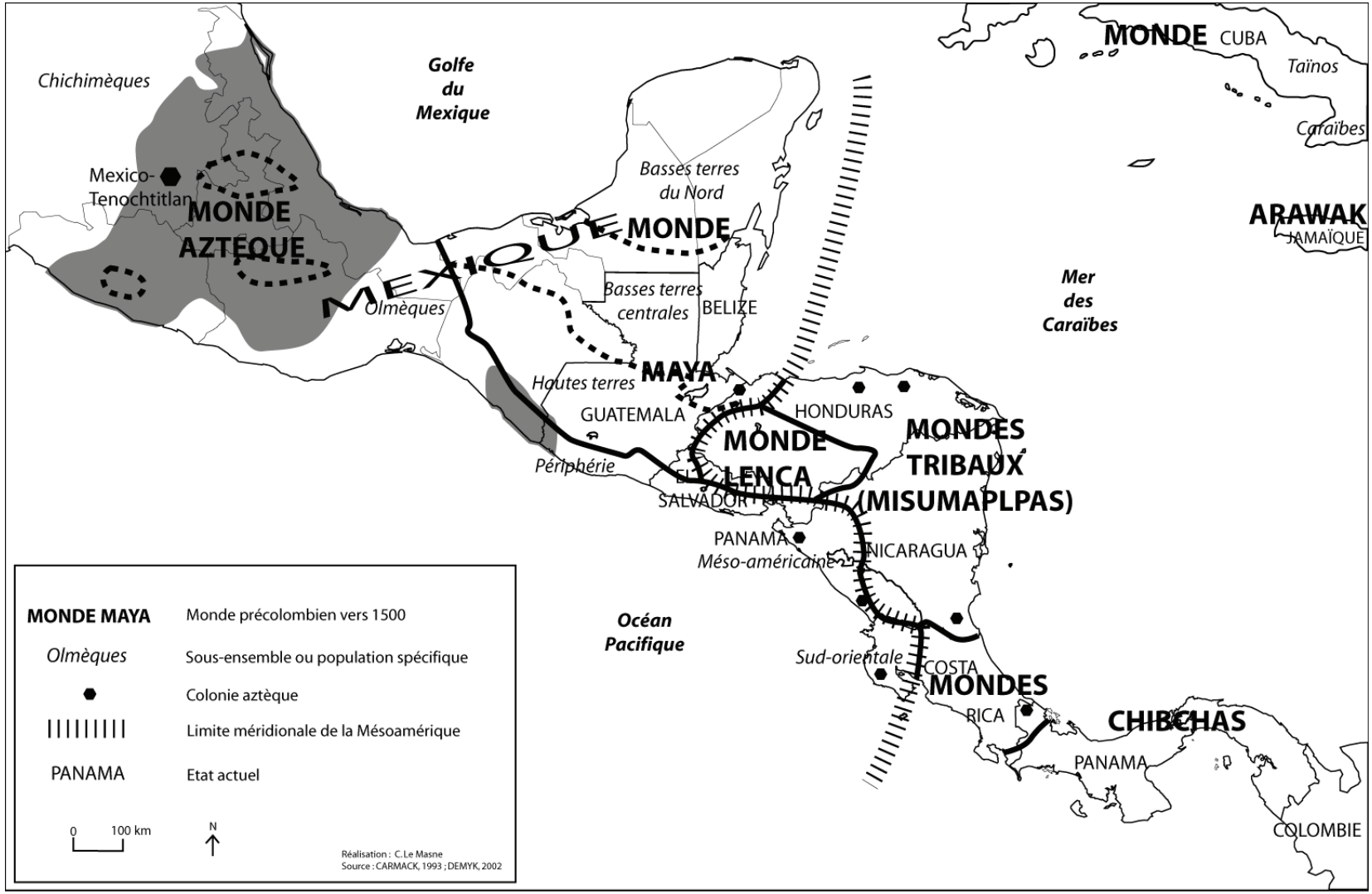
[69] Pour une meilleure lisibilité, l'ensemble des cartes susmentionnées ont été reproduites dans l'annexe 2.
[70] La carte de Sébastien Münster de 1546 est l'une des dernières à représenter cette insularité. Pourtant, Münster est un mathématicien reconnu, mais la méfiance des savants allemands à l'égard des conquérants espagnols retarde souvent leurs travaux.

notable du Honduras et du sud du Veraguas.[71] La réalité est toute autre pour le Panamá, véritable pivot du drainage des richesses vers la Vieille Espagne. Outre les cités précédemment mentionnées du littoral occidental de l'actuel Panamá, la carte, publiée dès 1630, ***(carte S, annexe 2)***, présente six fondations à l'est : Portobelo, Pocurosa, Comagre, Acla, Careta et Darién (Santa Maria del Darién). La toponymie en dit également beaucoup sur l'imaginaire de ces Caraïbes à l'époque moderne : Isla Mujeres est à l'époque *Desconocida*, le Honduras un gouffre effrayant, et Gracias a Dios un simple ex-voto de Colomb, tandis que les cayes miskitos sont appelées *Mewen* et *Hayen Eylanden*, formalisant ainsi la perte de contrôle des Espagnols sur le littoral caraïbe.

Ainsi, dès ses premières représentations, la façade caraïbe apparaît comme une marge de la déjà très obscure Audience des Confins. Dans une période marquée par les progrès de la science, notamment cartographique, ces représentations pointent l'échec des Européens à circonscrire le rivage occidental du bassin caraïbe. Cette méconnaissance est liée à l'incapacité des Espagnols à s'établir sur le littoral, phénomène qui s'explique largement par les débuts de la flibuste dans la Mer des Caraïbes. Mais elle est aussi due à la résistance indigène qui commence à se structurer dans cette véritable zone refuge que constitue la façade caraïbe.

[71] La localisation des villes révèle les difficultés cartographiques de l'époque, du fait de sources de seconde main. Valladolid est ainsi quasiment placée sur le littoral caraïbe. Salamanca, plus au sud, ne semble pas être celle de Bacalar, puisque distincte de la lagune, mais correspondre à une éphémère fondation de Montejo (le fils), sur le rio Usumacinta, San Pedro de Champotón (renommée Salamanca). Ou peut-être s'agit-il de Nueva Salamanca, que les autorités interdisent en lieu et place de Nueva Sevilla. Les informations cartographiques sont datées sur le littoral caraïbe des Mayas. San Pedro Sula, Puerto Cortés et Trujillo, témoignent de l'ancienneté du peuplement du littoral hondurien. Pour le Veraguas, que l'on distingue encore très mal du Costa Rica, Blaeu présente trois fondations : Trinidad, Concepción et Santa Fe, dont on trouve encore une trace minime pour les deux dernières.

Carte 5 : Les mondes précolombiens vers 1500



B/ Relation de la très brève destruction des Indes

A partir de 1502, soit 10 ans après le premier voyage de Colomb aux Indes, commence à proprement parler la colonisation de l'île de Saint Domingue, lorsque le gouverneur Ovando met en place l'*encomienda*.[72] Le système s'emballe rapidement, devenant un esclavage de fait accru par la présence d'or dans l'île. Maladies, massacres et suicides déciment les Indigènes : de 1 à 3 millions à la découverte de l'île, la population Taino atteint péniblement les 40 000 habitants au remplacement du gouverneur en 1509. La dizaine de milliers d'Espagnols, voyant son niveau de vie menacé par la pénurie de main-d'œuvre, déporte les populations de Lucayes des autres îles. Partout, on procède au *requerimiento*[73], on collecte le butin et on établit l'*encomienda.* Dans leur quête d'or, les Espagnols négligent la principale richesse – humaine – qui s'éteint d'elle-même.

Le continent va subir le même sort. L'empire aztèque de Moctezuma s'effondre entre 1519 et 1521. Toutefois, en Amérique centrale, les luttes entres factions espagnoles vont ralentir le processus de conquête. Les conquistadors n'y font plus face à une seule structure politique d'envergure, mais à une fragmentation politique importante, qui contrecarre leurs stratégies (***carte 5***).[74] Au-delà de cette première destruction, l'histoire des Indigènes est bien difficile à retracer, en raison de l'absence de sources dans les zones non contrôlées et de la « colonisation de l'imaginaire » des populations sous le joug colonial.[75] Quelles qu'aient été les réactions des sociétés indigènes face aux Espagnols, celles-ci sont amenées à se recomposer, d'où la notion de sociétés fractales. Toutefois, les sociétés de la façade caraïbe, qu'elles soient de la fuite ou « autochtones », vont parvenir à se reconstituer beaucoup plus rapidement et plus efficacement, déstabilisant même le fragile édifice colonial espagnol.

---

[72] L'*encomienda* correspond à l'administration des Indiens, en vue de leur évangélisation, par un *encomendero* (Espagnol s'occupant pour la Couronne de la gestion des terres). C'est une forme de servage où l'Indigène n'est pas rémunéré.

[73] Procédure instituée en 1513 visant à énoncer les droits de Dieu et des représentants de la Couronne sur les Indiens, leur refus signifiant leur réduction en esclavage.

[74] Cette carte vise seulement à donner un aperçu géopolitique du monde précolombien. Ce dernier sera plus largement évoqué dans ses grandes lignes anthropologiques au second chapitre.

[75] GRUZINSKI, Serge, *La colonisation de l'imaginaire*, Gallimard, 1988

1) L'ère des conquistadors

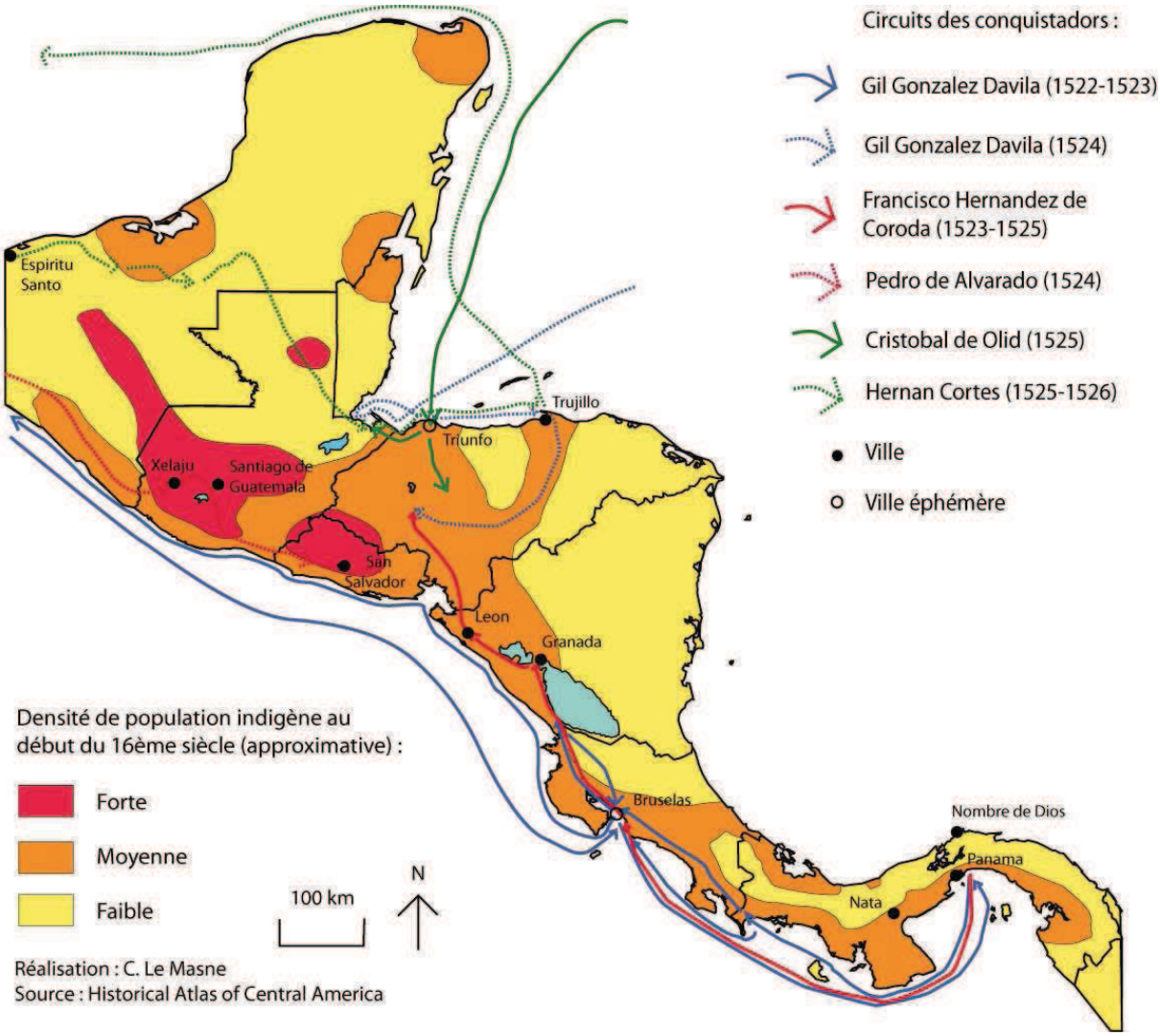
En 1509, la Couronne donne deux licences d'expédition vers la Terre ferme, l'une vers Paria (Alonso de Ojeda), l'autre entre le Darién et Gracias à Dios (Diego de Nicuesa). Mais c'est Vasco Nuñez de Balboa qui colonise véritablement le Darién. A la suite de sa découverte de la Mer du Sud en 1513, les appétits s'aiguisent autour du passage interocéanique. Pedrarias Dávila, chargé de contrôler des habitants du Darién qui s'ensauvagent, débarque sur la Terre Ferme avec 2000 colons en 1514. Progressivement, le sud de l'actuel Panamá est contrôlé, la ville du même nom fondée en 1519. Gil González Dávila, frère du premier, obtient un droit de conquête la même année, et une première expédition atteint le Costa Rica par le Pacifique en 1520 (Golfe d'Orotiña, où s'établit l'éphémère Bruselas de 1524 à 1526) ; en 1523, il rencontre le cacique des Nicarao et revient avec une énorme quantité d'or. Les conquistadors affluent alors de toutes parts.

Hernández de Córdoba reprend le même chemin et fonde Granada, puis León la même année (1524). Cortès, qui vient de conquérir le Mexique et le Guatemala, envoie une expédition terrestre (dirigée par Pedro de Alvarado, le conquistador du Guatemala, qui fonde Santiago de los Caballeros en 1524) et une expédition maritime (celle de Cristóbal de Olid, qui tente de jouer sa carte personnelle au Honduras). Puis Cortés tente lui-même de mettre au pas Olid en traversant la péninsule du Yucatan à travers l'actuel Petén, exploit qui ne parvient pas à masquer son échec. En 1526, Diego López de Salcedo, gouverneur envoyé par la Couronne, arrive à Trujillo (érigée en 1525, comme Puerto de los Cabellos) pour arbitrer les tensions entre conquistadors du nord et du sud. Mais ils ne laisseront à personne le soin de régler leurs problèmes, et un équilibre précaire s'installe entre eux. Pedrarias Dávila obtient finalement les plaines centrales du Nicaragua en 1526 (***carte 6***).

En 1528, Diego de Mazariegos fonde la Villa Real de Chiapa (la future San Cristóbal de las Casas, renommée en hommage au frère Bartolomé). Au Yucatán, Francisco de Montejo obtient un droit d'expédition en 1526 ; sa première expédition, partie de Cozumel, échoue. Après plusieurs tentatives infructueuses, les Espagnols progressent par l'ouest. T'Ho (future Mérida) tombe finalement en 1541, mais l'est et l'intérieur des terres n'est pas pour autant pacifié. Des plaines pacifiques et des hautes terres centrales, seul le Valle costaricien, peu peuplé, échappe encore à la mainmise espagnole.[76]

[76] Le Valle central costaricien est conquis à partir de la région littorale pacifique du Guanacaste entre 1561 et 1569. Cette conquête tardive s'effectue néanmoins très violemment, malgré les assurances de son conquistador, Juan Vásquez de Coronado, qui s'efforce de mater la rébellion par « l'amour et la paix ».

Carte 6 : Les conquistadors à l'assaut de l'Amérique centrale (1520-1526)



Ce premier 16ème siècle est marqué par une frénésie toujours plus tragique de la conquête : la façade pacifique et les hautes terres de l'Amérique centrale sont ravagées par des expéditions « utiles », c'est-à-dire visant des espaces aisément contrôlables et relativement densément peuplés. Faute de réserves en or suffisantes, les Indigènes sont déportés vers la Terre Ferme, le Pérou ou les Antilles.[77] Au-delà de cette déception, le rapide dépeuplement de l'isthme va précipiter le départ des conquistadors vers le Pérou.

[77] Corroborant les dires de Bartolomé de Las Casas, Fernández de Oviedo, qui est partie prenante de cette colonisation, parle de 2 millions d'habitants au Nicaragua avant l'arrivée des Espagnols : *« Ils ont, en cette manière, tiré de cette province des Indiens qu'ils ont fait esclaves, qui étaient aussi libres que je suis, plus de 500 000 âmes. […] Toutes ces tueries ont été faites par l'espace de 14 ans. Il y peut avoir aujourd'hui en toute cette province de Nicaragua le nombre de 4 ou 5 000 personnes… »*
OVIEDO, Gonzalo Fernández de, *Histoira general y natural de las Indias*, Madrid, 1540, Chandeigne, 2000 ; pp. 134-135

50 ans après le premier voyage de Colomb, il ne reste plus de sociétés structurées capables de résister frontalement. L'isthme est anéanti par une conquête aveugle et sanglante. Au Guatemala, la présence de la mission dominicaine de la Vera Paz a néanmoins permis de limiter les dégâts. La Couronne commence en effet tout juste à maîtriser ces entreprises privées que sont les conquêtes, par l'administration d'Audiences, en 1538 au Panamá et en 1543 dans le nord de l'isthme. Les *Lois nouvelles* de 1542 tentent d'arrêter les massacres, répondant aux inquiétudes de Las Casas, en empêchant de réduire les Indiens en esclavage et en prévoyant un terme à l'encomienda. Ces mesures sont levées devant l'opposition des colons, mais le processus de stabilisation est en cours, couronné par la décision du Conseil des Indes qui interdit toute licence de découvertes et de conquêtes le 16 avril 1550. Deux ans plus tard, Las Casas fera éditer sa *Brève relation de la destruction des Indes* qui entretiendra pour longtemps la légende noire – mais bien réelle – de la conquête.

Progressivement, des nouvelles conceptions « pacifiques » commencent à s'appliquer. Le massacre des Indiens est fortement condamné par un clergé qui arrive enfin à maîtriser les esprits longtemps déchaînés du Nouveau Monde. La légende noire de la conquête amène les Espagnols à une certaine retenue ; les conquistadors sont oubliés, leur identité « mutilée ».[78] Tous les sujets de dieu sont désormais de valeur égale, bien que subissant une administration et un traitement très différents. Les Indigènes qui acceptent le joug espagnol sont ainsi mieux traités que les esclaves noirs qui commencent à arriver ; de là naîtront les *ladinos*, les civilisés, par opposition aux *indios*, ceux qui sont restés sauvages.

2) Les sources de l'histoire indigène

L'histoire politique indigène est bien difficile à retracer. Dans la plupart des cas, elle n'est, au moins jusqu'au 18ème siècle, que le reflet déformé de l'histoire espagnole. Hors de la zone refuge, l'histoire des Indigènes est aussi laissée aux mains des colonisateurs. Traiter des imaginaires indigènes pose immédiatement le problème des sources : elles sont relativement nombreuses quand l'administration – ecclésiastique surtout – s'intéresse au marasme de la Conquête. Ainsi, dans des sociétés mexicaines décimées par les maladies et meurtries par l'incapacité à recommencer à vivre, les enquêtes visant à évaluer le degré de christianisation des Indiens sont nombreuses. Elles cherchent dans une certaine mesure à corriger la

[78] PINEDO, Aristarco Regalado, "Le conquistador : un soldat mutilé", Clio, n°20, 2004

trajectoire qui menace la « race » indienne d'extinction. Jusqu'à récemment, les Etats nationaux se sont généralement efforcés de nier l'existence d'une histoire sociale spécifique aux Indigènes.[79] Sur la façade, les rares recompositions historiques se sont effectuées a posteriori, par l'intermédiaire des missionnaires religieux, le plus souvent protestants comme chez les Miskitos.

A l'exception des Mayas, aucune des sociétés de la façade ne maîtrisait l'écriture. C'est d'ailleurs une pratique principalement religieuse, ayant notamment pour but de fixer le calendrier, et qui tend à décliner après la période classique (300-900). On ne peut pas séparer l'apogée culturelle et architecturale des traces épigraphiques qu'elle a laissées : elles relatent à partir de cette époque le transfert de pouvoir du 10ème siècle et l'arrivée d'une aristocratie militaire d'origine « mexicaine », un demi millénaire avant la conquête espagnole. Ainsi, ces expressions hiéroglyphiques ont décliné bien avant l'arrivée des Espagnols, traduisant déjà les prémices d'un crépuscule maya.

Par la suite, les Espagnols ont brûlé de nombreux codex mayas. Les trois qui nous sont tout de même parvenus traitent tous d'astronomie, de rites et de divinations. Les anciens auteurs espagnols rapportent que les codex disparus évoquaient certains événements historiques. Mais il pouvait aussi s'agir de prophéties, étant donné le caractère cyclique de l'histoire maya. On dispose aussi de deux sources postérieures à la colonisation. Le *Popol-Vuh* quiché, écrit vers 1530, semble fixer l'histoire d'une des créations du monde et de sa destruction avec l'arrivée des Espagnols. Ceci n'est qu'une interprétation d'un texte qui laisse une large place à la mythologie, bien qu'il apporte quelques enseignements sur les rivalités politiques à l'intérieur du monde maya. Le livre de *Chilam Balam*, maya yucatèque, compilé au 18ème siècle, retrace davantage l'histoire récente, sous forme de prédictions rétrospectives…

Diverses raisons ont poussé les civilisations amérindiennes à restreindre l'expression écrite ou imagée. Ce ne sont pas des moyens de conservation sûrs, puisque les livres ont été brûlés par les Espagnols. D'autre part, l'écrit s'apparente à l'administration, donc à la colonisation. L'absence de graffitis tient au déclin progressif de ce mode d'expression, à des élites savantes restreintes et à la forte intériorisation de la foi maya. La paupérisation générale

---

[79] *« A l'époque coloniale et jusqu'aux réformes libérales des années 1870 et 1880, le clergé catholique disposait d'importantes sources écrites. Mais les réformes libérales empêchèrent l'Eglise de continuer à les rassembler. Les informations orales et mémorielles, sources historiques importantes chez les Mayas, ont jusqu'à présent été très peu utilisées par les historiens. Cependant, pour les événements antérieurs à la mémoire des vivants, les sources orales sont fortement sujettes à l'autocorrection et donc difficiles à évaluer. »*
ADAMS, Richard Newbold, "Internal and external ethnicities : with special reference to Central America", in *Estado, democratización y desarrolló en Centroamerica y Panamá*, ACAS, 1989, pp. 475-499

a aussi assurément réduit la production culturelle… Surtout, les codes changent pour n'être pas saisis, d'où l'importance du corpus culturel oral, des chants et des rites, qui restent cependant très hermétiques. Sur les hautes terres guatémaltèques, le catholicisme se greffe sur l'idolâtrie. La danse apparaît aussi comme un mode d'expression très éloigné du credo catholique mais elle est tolérée par les autorités ecclésiastiques, qui ont pourtant bien conscience du caractère païen du phénomène. Comme souvent, le christianisme s'est imposé sur un corpus culturel préexistant qu'il n'est pas parvenu à gommer.

3) Les sociétés fractales

Il est indiscutable que l'arrivée des Espagnols constitue un bouleversement total pour les sociétés indigènes : le cheval et la poudre, les caravelles et la roue, autant d'éléments qui modifient profondément la cosmologie de sociétés amérindiennes isolées de l' « Ancien Monde » depuis plusieurs millénaires. Le « Nouveau monde », celui des Espagnols, a fait une entrée fracassante dans l'imaginaire des Amérindiens, hormis peut-être chez quelques tribus extrêmement isolées… Si la conquête s'est manifestée de manière variée selon les sociétés de l'isthme, elle a – selon Serge Gruzinski – irrémédiablement engendré des *« sociétés fractales, c'est-à-dire des configurations inédites, chaotiques, dans lesquelles les rapports sociaux et les rôles culturels subissaient des court-circuitages de toute espèce. »*[80] Le « collapsus » indigène s'explique en partie par la colonisation des imaginaires, bien que la dépression démographique généralisée qui s'ensuit en Mésoamérique soit aussi liée aux épidémies. Parfois même les Indiens s'attribuent-ils la responsabilité du marasme. Le rapport de force tourne rapidement à l'avantage des représentants d'une société cimentée par une idéologie chrétienne conquérante au détriment de sociétés fragmentées qui assimilent fréquemment le choc à une punition divine.

Il faut néanmoins se garder de tout manichéisme. La conquête n'est qu'un des aspects de l'arrivée des Espagnols. Avant la conquête et la destruction, il y a la découverte, parfois empreinte de réciprocité. Songeons que trois décennies séparent le premier voyage de Colomb de la conquête de Cortès, et que de nombreux échanges se nouent dans cet interstice. Ils permettent la survie des conquistadors, avant même les conquêtes ; ce serait négliger les dispositions indiennes que de croire en l'inégalité absolue de ce premier commerce. Tout

[80] GRUZINSKI, op. cit. ; p. 143

dépend du rapport de force, comme le montre l'expérience de Balboa au Darién qui *« s'ingénie à détourner à son profit le système des échanges »*.[81]

Sur l'ensemble de l'isthme, la destruction des Indes occidentales ne constitue pas un tout uniforme ; certaines sociétés se sont rapidement placées sous la suzeraineté espagnole, évitant ainsi les massacres. La césure entre les sociétés mayas structurées du nord acceptant le transfert de suzeraineté et celles du sud, claniques, refusant de se soumettre, est très excessive. Les sociétés mayas elles-mêmes étaient déjà très fragmentées au moment de la conquête. Cet éclatement des structures politiques explique que les Mayas n'aient pas réagi de manière concertée malgré leur appartenance à une même civilisation. Dans le nord de l'isthme, la conquête est assimilée par certaines populations à une libération des tyrans mexicains ; de nombreux groupes indigènes acceptent ce changement de tutelle, somme toute logique.

Il n'y a pas de théorie des alliances susceptible de déterminer des groupes enclins à collaborer avec l'occupant d'autres plus réfractaires. Le niveau de structuration des sociétés ne joue pas ici de rôle explicatif, comme le démontre la variété de réponses apportées par les Mayas, puisque la cité de Petén-Itzá ne tombe qu'en 1697. D'ailleurs, les sociétés placées sous contrôle espagnol l'ont été de manières distinctes, engendrant des représentations très variées. Cette diversité de l'expression coloniale est liée à la prise de conscience progressive de l'extinction de la race indienne. Les Espagnols ont dû procéder en permanence à des remaniements pour au moins assurer la survie des groupes, sacrifiant parfois à cette tâche la perception du tribut ou une évangélisation dans les formes. La soi-disant résignation de l'Indien n'est nullement généralisable, car la résistance s'est opérée dans des registres différents suivant les sociétés. La « résistance passive » des Mayas leur a finalement permis de constituer la seule majorité indigène dans l'isthme, et ce dans le pays le plus peuplé, le Guatemala.

4) Une reconstruction par la marge ?

Si les divisions anthropologiques de l'époque précolombienne ne rendent pas compte de la réaction vis-à-vis de la conquête, le poids de la colonisation a assurément induit des comportements spécifiques à chacune des sociétés indigènes. A ce titre, la zone refuge a joué un rôle majeur dans le maintien d'identités indigènes moins effacées. Cette distinction entre

[81] GRUZINSKI, Serge, "Découverte, conquête et communication dans l'Amérique ibérique : avant les mots, au-delà des mots", pp. 141-154, in *Transferts culturels et métissages Amérique/Europe 16ème-20ème siècle*, TURGEON, Laurier ; DELAGE, Denys ; OUELLET, Real, L'Harmattan, 1996 ; p. 148

sociétés colonisées et sociétés de la zone refuge reste marquée de nos jours. Ainsi les sociétés des marges caraïbes, malgré leur bien plus faible poids démographique, sont-elles les premières à avoir obtenu des statuts autonomes. Cette reconstruction par les marges est aussi patente chez les Mayas, dont on observera, dans le dixième chapitre, les différentes trajectoires selon qu'ils se trouvent à Belize ou au Guatemala.[82]

Le premier temps de la conquête est marqué par l'effondrement des sociétés structurées de l'isthme. Certaines sociétés moins « hiérarchisées » – qu'elles le deviennent par une nécessité historique (la fragmentation comme réponse à la tutelle coloniale), ou qu'elles l'aient déjà été – parviennent à lutter efficacement contre l'occupant. Ainsi, le Veraguas, espace caraïbe précocement convoité par Colomb, est le théâtre de deux défaites militaires espagnoles d'importance, l'une dans les montagnes de la Talamanca (1534), l'autre dans la plaine caraïbe costaricienne (1544). Les sociétés mayas des basses terres ne sont pas en reste, elles repoussent efficacement les invasions en se repliant au cœur du Yucatán et se distingueront par la fréquence de leurs révoltes.

Dans *L'éloge de la fuite*, Henri Laborit décrit cette condition élémentaire du comportement humain. Résister, accepter ou fuir : la première attitude occasionnant la mort, la seconde l'induisant, certains ont composé avec la troisième option, les limites de la puissance espagnole offrant une porte de sortie. Les forêts et les montagnes, très peu peuplées, ont joué ce rôle de refuge face à une modernité assimilée à la violence espagnole. Il ne s'agit cependant pas toujours de fuite, puisque de nombreuses populations occupent déjà cet espace. Mais pour ces derniers aussi, cette espace constitue un refuge, puisqu'ils ont conscience des menaces que fait peser l'Espagnol, bien que celles-ci soient moins directes et plus tardives.

En effet, zone refuge ou espace de marges ne sous-entendent pas isolement total : il y a communication avec l'extérieur, souvent violente, ou alliance avec des acteurs non institutionnels tels que les flibustiers, puis les contrebandiers. Les groupes indigènes d'Amérique centrale sont toujours un minimum connectés, avant et après la conquête. Le commerce et les migrations dans l'isthme en témoignent ; ainsi Warwick Bray évoque-t-il, du centre de la Colombie au Yucatán, une *Sphère d'interaction isthmique.*[83] Lorsque Cortès arrive chez les Aztèques, chacun est prévenu de la présence de l'autre bien avant que la

[82] La population maya kekchí de Belize, qui a tardivement rejoint la zone refuge, puisque les migrations de Guatemala vers Belize ont seulement débuté depuis un siècle, présente des spécificités par rapport à celle restée de l'autre côté de la frontière. Outre le fait que beaucoup ne parlent plus espagnol, mais anglais, le climat apaisé du petit Etat caraïbe a fortement influencé des groupes sociaux qui ne présentent plus le caractère hermétique des Mayas des hautes terres du Guatemala. On sent même pointer une certaine fierté indigène, phénomène peu visible de l'autre côté de la frontière.

[83] BRAY, Warwick, *The Archeology of Lower Central America*, Albuquerque, 1984

rencontre ait lieu.[84] Les connaissances géographiques des Indigènes de Gracias a Dios, relatées par Colomb, confirment l'ouverture de l'espace. Les traducteurs, nombreux en raison des razzias, favorisent la communication… La population précolombienne des « marges » s'adapte progressivement à l'ouverture de son œkoumène à travers les relations, guerrières ou commerciales, qu'elle entretient progressivement avec les ennemis de la Couronne espagnole.

Passé le traumatisme mental et le choc microbien, certains groupes indigènes de la façade caraïbe ont su profiter de l'intervention d'autres acteurs européens pour reprendre la lutte contre les Espagnols, profitant de la faiblesse de l'administration coloniale dans ce « ventre mou » de l'Empire. Néanmoins, dans leurs relations des événements, les Espagnols minimisent toujours la composante indigène de ces nouveaux ennemis, comme chez les *Zambos Miskitos*, qui subissent avant tout l'influence néfaste des Noirs et des Anglais.[85]

C/ Les limites de la colonisation espagnole

Le maillage colonial permet de bien saisir l'effectivité de cette dichotomie naissante de l'espace centraméricain. L'amoncellement, la superposition et la mutation des structures administratives mises en place traduisent la difficulté récurrente de la colonisation espagnole à contrôler l'immense majorité du « Nouveau Monde ». Cette faible emprise s'exprime à travers deux dimensions : l'aire d'influence de l'Empire espagnol va quasiment stagner pendant toute la période coloniale, conservant ses limites des années 1560, et les structures sont peu ancrées dans l'espace, à l'instar des populations, espagnoles ou indigènes. Le « nomadisme » des villes de l'isthme évoqué par Alain Musset et la multiplication de

[84] *« Dès les premiers contacts des peintres indigènes s'ingénièrent à fixer l'irruption de ces êtres dont on avait tout d'abord crue qu'ils étaient des dieux. C'est par ce moyen que Motecuhzoma apprit, bien avant Cortès, l'arrivée de la flotte de Narvaez et que les Indiens de Chalco et de Tlalmanalco transmirent des informations stratégiques à Cortés en figurant sur des toiles de henequén les troupes mexicas qui les menaçaient. »* GRUZINSKI, op. cit., 1988 ; p. 35

[85] Les Espagnols nomment Zambos les Indigènes de la Costa de Mosquitos avant que l'appellation Miskito n'apparaisse à la fin du 17ème siècle. Cette dernière, tardive et probablement issue du nom de la côte ou de l'altération du français « mousquet », témoigne de la lente acceptation de la contribution indienne à la résistance aux Espagnols.

structures administratives aux frontières floues, souvent symboliques, sont symptomatiques des limites du dessein civilisateur de la colonisation en Amérique centrale.[86]

L'organisation longitudinale de l'isthme, autour des hautes terres, correspond-elle à un choix délibéré des Espagnols, lié à l'attractivité d'espaces apparemment plus denses et plus riches, ou plutôt à une adaptation due aux difficultés rencontrées sur le littoral caraïbe, où la colonisation n'a pas réussi à se développer ? S'agit-il d'un abandon pur et simple de la côte caraïbe du à un désintéressement initial, faute d'hommes et d'or, à la résistance indienne, ou à l'émergence d'un phénomène qui a toujours accompagné le développement du commerce, la piraterie ? L'étude approfondie des différentes tentatives de colonisation – voire de conquête – caraïbe est assez illustrative de la variété des difficultés rencontrées. Surtout, elle traduit le désinvestissement progressif de la Couronne vis-à-vis de la marge que constitue l'Audience des Confins ; le détachement du Panamá, institué en Audience, souligne la vocation transisthmique que les autorités coloniales attribuent rapidement au sud de l'isthme.

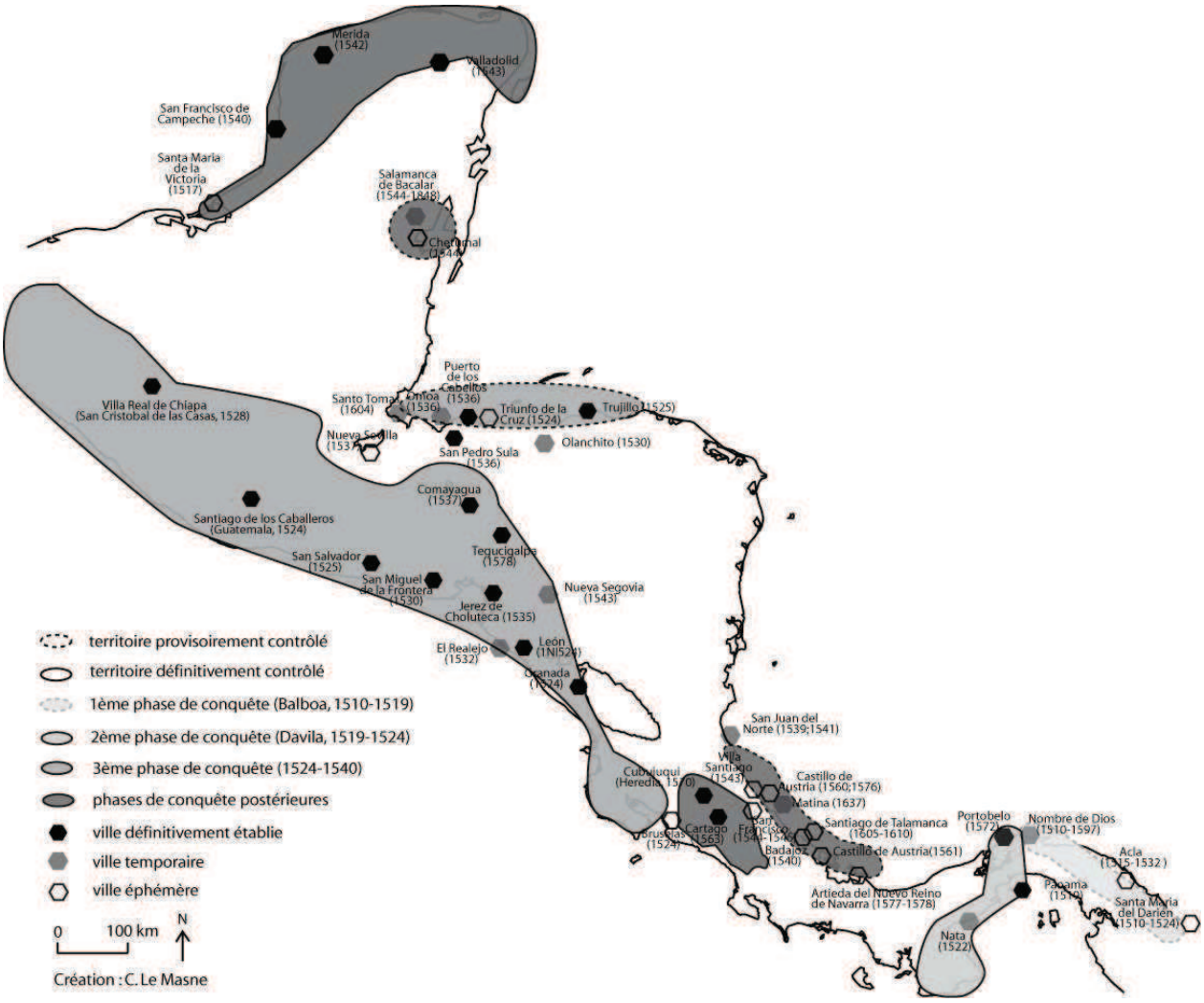
1) La façade caraïbe : une conquête précaire

Mises à part les deux premières expéditions, celle de Colomb et celle du Darién, la façade caraïbe intéresse peu. Tout juste Fernández de Oviedo évoque-t-il la possibilité d'un passage transisthmique entre Trujillo et le Nicaragua, mais c'est une vision à long terme absente chez la grande majorité des conquérants.[87] Ce délaissement dépend moins d'une éventuelle crainte des conquistadors que de leur volonté d'arriver rapidement à leurs fins : trouver l'or ou les populations qui leur en procureront. Lors de la deuxième phase de conquête évoquée précédemment (Dávila, Córdoba, Alvarado ; 1519-1524), il n'y a aucune mention particulière d'une quelconque façade caraïbe. Ni les particularités climatiques de la façade caraïbe de l'isthme, ni la résistance spécifique des populations la peuplant n'attirent l'attention.

[86] Nous avons choisi de ne pas procéder à une énumération exhaustive des villes de la période coloniale, excepté sur le littoral caraïbe. Ailleurs, il s'agit surtout de planter un décor retracé par nos travaux cartographiques. Sur le thème de la ville, on retrouvera de nombreux emprunts à divers ouvrages, notamment celui d'Alain Musset. MUSSET, Alain, *Villes nomades du Nouveau Monde*, EHESS, 2002

[87] OVIEDO, op. cit.

Carte 7 : L'établissement espagnol en Amérique centrale



La ***carte 7*** des phases de conquête et des établissements espagnols montre l'émergence de quatre ensembles caraïbes, bien qu'ils soient finalement négligés par des conquistadors souvent davantage attirés par les terres centrales :

- la Terre ferme (l'actuel Panamá), première terre continentale colonisée ; un temps vouée à un développement important, la colonisation de sa façade caraïbe est finalement abandonnée, bien qu'elle reste un point névralgique du système colonial espagnol ;
- le mythique Veraguas, élevé à la dignité de province de Cartago et de Costa Rica, qui s'étend jusqu'au cap de Gracias a Dios au nord ;
- le Honduras, région maritime elle aussi délimitée par le cap de Gracias a Dios à l'est, et où les fondations littorales n'ont de vocations que commerciales, puis militaires ;
- le Yucatán, presqu'île vierge exemplaire du repli indien sur la façade.

La naissance du corridor panaméen

Après l'échec de Belén, la cité de Colomb, la deuxième fondation sur la Terre Ferme est l'œuvre de Vasco Núñez de Balboa, qui fonde Santa Maria del Darién en 1510. Paradoxalement, l'espace qui scinde encore les deux Amériques de nos jours est au cœur de la plate-forme d'expansion des conquistadors espagnols. D'ailleurs, les premières traversées de l'isthme se font par le Darién, pour atteindre le Golfe de San Miguel : Balboa fait toutefois son premier aller-retour en 5 mois.

Cette première colonisation s'est effectuée le long de l'actuelle côte de San Blas, ce qui tend à prouver que les conquistadors ne craignaient pas a priori les particularités climatiques de la zone. Néanmoins, Santa Maria fut abandonnée en 1524, à cause des tensions grandissantes entre colons et Indiens. Acla, plus à l'ouest, est fondée en 1515 mais semble complètement déserte dès 1532. D'autres fondations, peuplées par des Indigènes, émaillent l'actuelle côte de San Blas : leur nom, souvent celui d'anciens caciques, Comagra et Careta, témoigne d'une période éphémère de la colonisation marquée par les relativement bonnes dispositions de Balboa à l'égard des Indigènes. Mais ces échecs répétés, comme la tentative infructueuse de Pascual de Andagoya pour traverser l'isthme par le rio Atrato (1522), ont probablement détourné les autres aventuriers du Darién. Avec les fondations de Dávila, Panamá en 1519 et Natá en 1522, le développement du littoral pacifique paraît plus évident. A mesure que le chemin vers la Mer des Sud se précise, les villes du Darién s'éteignent progressivement.

La dimension stratégique de la future Audience de Panamá est perçue dès la découverte du Pacifique par Balboa. Jamais démenti par la suite, le caractère transisthmique de l'isthme panaméen va s'affirmer très tôt, avec la création du *Camino Real* reliant Panamá à Nombre de Dios, que Diego de Nicuesa fonde en 1510. La ville devient l'emblème du commerce transatlantique, en même temps qu'elle illustre les difficultés de colonisation sur la façade. A partir de 1520, elle devient la base maritime de la flotte des Indes, lorsque la Couronne espagnole commence à mettre en place des convois pour protéger son commerce transatlantique des autres puissances européennes.

Afin de relier le Pérou à l'Espagne, on commence à construire un chemin entre Nombre de Dios et Panamá, où alternent routes sinueuses, parfois pavées, et voie fluviale par le río Chagres. Les esclaves noirs sont prioritairement affectés à cette tâche. C'est d'ailleurs aux alentours de ce *Camino real* que s'établissent les premiers groupes de Cimarrons, Africains en fuite qui trouvent refuge dans cette zone.

La ville de Nombre de Dios est révélatrice des dangers nés du processus de mondialisation en cours et des menaces grandissantes que font peser la France, puis l'Angleterre et la Hollande sur le bon fonctionnement de l'Empire colonial. Prise par Francis Drake en 1572, elle est progressivement transférée à Portobelo, par ordre royal, mais son déplacement ne sera effectif qu'en 1597, sans pour autant remplir son rôle de place imprenable.

Dans le Darién, la conjonction d'éléments défavorables entraîne une colonisation inefficace. Les tensions avec les Indiens s'accentuent et les conditions climatiques participent à la désaffection des colons. La difficile mise en valeur d'un environnement exigeant contribue à l'abandon progressif des fondations du Darién, d'autant plus que la relative salubrité des nouvelles fondations pacifiques de Dávila incite les colons à fuir un milieu considéré comme malsain. Enfin, les tensions entre conquistadors – dont témoigne la décapitation de Balboa – et la découverte d'un axe transisthmique plus pratique ont scellé le destin du Darién. Ce désaveu précède donc largement les premiers risques liés à la piraterie, qui ne surgiront que dans la seconde moitié du siècle, mais contribueront, à Nombre de Dios comme à Portobelo, à associer façade et péril caraïbes.

Le mythe oublié du Veraguas

Faute de réussir dans la Caraïbe, le Costa Rica se développe d'abord à partir de la péninsule du Guanacaste et autour des deux villes du Valle central : Cartago, fondée en 1563, et Heredia, en 1570, sous le nom de Cubujuquí, puis de Villavieja, pour finalement prendre son nom actuel en 1763. Le littoral du Veraguas a néanmoins suscité des aventures espagnoles nombreuses. L'appellation fait référence à l'Eldorado caraïbe de Colomb, le Veraguas, du nom des mines de Beragua. Au départ, la confusion est grande quant à son emplacement réel et à l'autorité dont il dépend, théoriquement celle de la famille Colomb. Mais les richesses soupçonnées et la perspective de s'y attacher des droits ont longtemps drainé les conquistadors sur les littoraux des actuelles provinces de Limón et Bocas del Toro.

Le Veraguas est le théâtre d'une sérieuse déconvenue pour son premier conquistador, Felipe Gutiérrez, battu en 1534 par les Guaymies, actuellement appelés Ngöbes, dans les montagnes de la Talamanca. Après l'échec de cette première expédition, Charles Quint nomme en 1540 son frère Diego de Gutiérrez gouverneur d'une nouvelle province de Cartago

et de Costa Rica, qui s'étend jusqu'au cap de Gracias a Dios. Gutiérrez érige la Villa Santiago dix kilomètres en amont du littoral caraïbe, sur le río Suerre, aujourd'hui Pacuare. L'année suivante, en 1544, il établit la cité de San Francisco, à trente kilomètres de l'embouchure. Par deux fois, les villes sont désertées en moins d'une année, et leur fondateur est finalement assassiné par les Indiens près de l'actuelle Turrialba. Pour autant, ses successeurs ne désarment pas. Castillo del Austria est fondée à l'embouchure du Suerre en 1560 par le père Juan Estrado Rávago, en provenance du rio San Juan. Elle est abandonnée, puis rétablie en 1576 par Alonso de Anguciana de Gamboa qui ouvre une voie reliant enfin les deux côtes. Avec l'envasement du port, il faut attendre 1637 pour que Gregorio de Sandoval établisse un chemin praticable entre Cartago et Matina.

Un peu plus au sud, autour de l'actuelle province de Bocas del Toro, on observe aussi quelques tentatives de colonisation marquées par des rivalités avec les expéditions venues du nord. Ainsi, Hernan Sánchez de Badajoz est envoyé en 1540 par l'Audience de Panamá pour disputer à la nouvelle province de Cartago et Costa Rica le Veraguas. Il fonde sur la rive droite du Sixaola l'éphémère ville de Badajoz, avant que la zone ne soit attribuée à l'autorité du Costa Rica. Par la suite, celle-ci envoie trois autres expéditions, entraînant la fondation de Castilllo de Austria en 1561 dans l'actuelle baie d'Almirante (deuxième du nom, après l'évacuation de la première et avant sa réhabilitation). Puis le gouverneur Diego de Artieda Chirino y Uclés fonde Artieda del Nuevo Reino de Navarra (1577), la plus orientale, dans la lagune de Chiriqui. Enfin, Santiago de Talamanca est érigée en 1605 par Diego de Sojo, toujours sur la rive gauche du Sixaola. Cette dernière survit quelque temps, commerçant vaguement avec Portobelo, avant d'être détruite lors d'une révolte indigène. Croyant à la pérennité de cette fondation, l'Audience du Guatemala crée en 1610 une nouvelle province nommée Duy y Mexicanos, placée sous le gouvernement de Gonzalo Vázquez de Coronado, le conquistador du Valle central. Celle-ci périclite rapidement, bien qu'elle suscite ça et là des tentatives désespérées pour établir un débouché atlantique. Sa mémoire entretient néanmoins les tensions frontalières entre Costa Rica et Panamá jusqu'au début du 20ème siècle.

Le Honduras comme débouché naturel de la partie centrale de l'isthme

La conquête du Honduras s'effectue conjointement par le littoral caraïbe et les hautes terres. C'est un espace marqué par de féroces luttes avec les Indigènes, mais aussi entre factions espagnoles. Certaines sources considèrent Triunfo de la Cruz (1524, environs de Tela), fondation de Cristóbal de Olid, comme étant la première ville du Honduras. Mais cette

paternité peut tout aussi bien appartenir à Gil González Dávila, qui fonde Puerto de los Cabellos (1524, l'actuelle Puerto Cortés) en hommage à ses chevaux perdus lors du naufrage. Toutefois, la première fondation d'importance est celle de Trujillo, en 1525, par Juan de Medina, pour le compte de Francisco de las Casas, qui devient la première capitale de la province du Honduras.

Il faut attendre une quinzaine d'années pour entrevoir une consolidation du pouvoir colonial au Honduras. En 1538, après six mois de siège du site de Peñol de Cerquín, les Espagnols parviennent à mater la révolte de Lempira, cacique lenca qui était parvenu à réunir 30 000 hommes. Les deux vainqueurs, Alonso de Caceres, et son chef Francisco de Montejo (*el Adelantado*), y fondent Santa María de la Nueva Valladolid en décembre (renommée Comayagua, lorsqu'elle prend la place de Trujillo comme capitale de province en 1540). En 1535, Cristóbal de la Cueva établit la ville de Jerez de Choluteca à proximité du littoral pacifique. Nueva Segovia, dans l'actuel Nicaragua, est fondée en 1543 un peu plus à l'est, elle conservera durant toute la période son statut de *ciudad* malgré la faiblesse de sa population. Avec la fondation de San Miguel de Tegucigalpa de Heredia en 1578, à la place d'un vieux village indigène à proximité de mines d'or et d'argent, c'est l'articulation du Honduras qui se met définitivement en place : le semis urbain relie les deux littoraux et consacre le caractère transisthmique du Honduras.

Si les autorités espagnoles s'efforcent effectivement de créer des débouchés caraïbes aux nouvelles provinces centraméricaines, ces axes n'auront jamais la prétention de rivaliser avec celui du Panamá, qui bénéficie de l'étroitesse de l'isthme. Ainsi, dès 1536, la création d'Omoa est préconisée pour assurer le transit caraïbe à partir du Guatemala, qui apparaît déjà comme la région la plus riche. Trujillo, qui doit rapidement renoncer à son statut de capitale, constitue surtout un poste militaire avancé. Durant toute la période coloniale, et à l'instar des autres villes du littoral hondurien, sa vocation militaire s'est constamment renforcée au détriment de ses activités économiques et politiques. Au-delà des menaces des pirates, l'arrière-pays apparaît complexe à mettre en valeur.[88]

Puerto de los Cabellos ressuscite rapidement et concurrence bientôt Omoa, en drainant aussi le maigre commerce avec le Guatemala. C'est cette proximité de places fortes sur le littoral qui va encourager la création de San Pedro de Puerto Cabezas (l'actuelle San Pedro Sula) par Alvarado en 1536. Déplacée trois ans plus tard trois lieues au sud, dans un endroit

[88] Olanchito, au sud-ouest de Trujillo, ne connaîtra jamais un développement important : elle est détruite par les eaux en 1610 et subit constamment des attaques indiennes ou pirates.

plus salubre, il s'agit du premier foyer de peuplement espagnol durable sur le littoral caraïbe. La colonie de San Pedro Sula n'est pas négligeable, car il s'agit d'un important centre administratif et religieux, ainsi que le point de passage obligé vers Puerto Cabellos, mais elle va rapidement constater qu'elle n'a aucun bénéfice à tirer de sa proximité du littoral. A ce titre, ses deux premiers siècles d'existence sont assez emblématiques des tensions qui s'exercent sur le littoral caraïbe.[89]

Les Espagnols considèrent le littoral hondurien comme éminemment stratégique : la fondation de Trujillo, alors que l'intérieur du pays n'est absolument pas pacifié, témoigne des objectifs poursuivis par la Couronne, qui organise et soutient ces fondations militaires. Elle promeut aussi la création de véritables colonies de peuplement non loin du littoral, et c'est dans cette optique que se développent Olanchito, puis San Pedro Sula. La quasi disparition d'Olanchito est d'ailleurs liée à l'éloignement de Trujillo des centres urbains des hautes terres du Honduras. Les soucis permanents des autorités vis-à-vis de ce poste militaire avancé attestent la défaillance du système de contrôle de l'espace colonial. Quant à San Pedro Sula, elle ne bénéficie que de simples fonctions administratives et ne connaîtra jamais le lustre des autres villes coloniales. Si les autorités coloniales sont conscientes que la mise en place d'un éventuel nouveau *Camino Real* passe par la colonisation effective de cette espace, la Couronne ne s'est pas donnée les moyens de ces ambitions, laissées aux seules entreprises privées des conquistadors.

Comme ailleurs sur la façade caraïbe, la colonisation espagnole a failli, par manque de volontarisme politique et faute de colonies de peuplement suffisamment puissantes. La réputation d'insalubrité de la zone littorale en a fait un repoussoir pour les colons espagnols. La proximité de la zone refuge joue ici moins qu'ailleurs, les Indigènes du littoral se manifestant peu. Les tensions qui retardent l'intégration de la zone littorale aux hautes terres

---

[89] *« Au début, les colons vivaient comme les Indiens, dans une douzaine de cases de palmes, cherchant de l'or dans les fertiles ríos Chamelecón et Ulúa. Dès 1541, on compte 35* vecinos *(citoyens espagnols) qui organisent le transfert des indigènes vers les mines de l'Occident. En 1575, les 50 Espagnols de San Pedro contrôlent 30 villages indigènes et disposent de 700* tributarios *(travailleurs indigènes). Mais l'endroit gardait toujours sa réputation de « maladif ». En revanche, les indigènes déclinèrent autant que les colons augmentèrent. Du coup, le nombre de* vecinos *déclina lui aussi : 20 en 1582 et seulement 9 en 1590. Un temps devenu Camino Real, le chemin qui la reliait à Puerto Cabellos fut emprunté par les pirates qui l'incendièrent en 1595. Santo Tomás de Amatique remplaçait Puerto Cabellos. De 1629 à 1665, la ville disparaît virtuellement des cartes. Les boucaniers contrôlent les eaux et les côtes honduriennes. Mais en 1682, San Pedro est réoccupée par 24* vecinos*. A cette époque, c'était l'une des colonies espagnoles les plus petites d'Amérique centrale. Les Anglais, alliés aux Miskitos, réattaquèrent la ville, sans faire fuir toutes les populations. 70 espagnols, presque tous éleveurs, d'environ 4 000 têtes de bétail, l'occupaient en 1714. Pourtant, lorsque le pirate John Cockburn visite St Peter Solia en 1731, il n'y a rien d'autre à manger que des bananes plantains. »*
Source Internet dont l'auteur n'est pas précisé.
[http://es.wikisource.org/wiki/Usuario_Discusi%C3%B3n:SAPtegus]

sont davantage imputables au développement de la piraterie, de plus en plus préoccupante dans la partie septentrionale de l'isthme.

La presqu'île du Yucatan

En 1527, Francisco de Montejo (*El Adelantado*, le père) réunit une expédition à Cozumel pour conquérir le Yucatán ; sans subir de défaite frontale, il échoue pourtant dans cette première tentative de conquête du Yucatán par l'est (1527-1528). Son fils Francisco de Montejo (*El Mojo*), nommé gouverneur du Tabasco en 1537, reprend la conquête de la péninsule, un temps contrariée par le départ d'une partie des troupes qui abandonnent leur chef pour le Pérou. Il fonde San Francisco de Campeche en 1540, puis érige la ville de Mérida le 6 janvier 1542, la capitale de la future province.

Cette extrémité nord de l'isthme centraméricain est instituée en Capitainerie générale du Yucatán, directement dépendante du Royaume de Nouvelle-Espagne ; elle est composée des trois Etats actuels qui constituent la péninsule, ainsi que du Tabasco, qui restera longtemps pratiquement désert. [90] Théoriquement, les futurs territoires du Petén et de Belize sont sous sa responsabilité, mais les autorités de Mérida se heurtent aux Dominicains qui commencent à administrer la Vera Paz.[91] L'émergence de deux juridictions coloniales mal délimitées (Audiences du Guatemala et de Mexico) contribue au vide littoral et continental, pointant les responsabilités de l'organisation administrative espagnole dans la perpétuation de la zone refuge. Outre la résistance des Itzás[92] et les raids des pirates, l'établissement de la Vera Paz a durablement freiné la « pacification » de la région par les autorités espagnoles. [93]

---

[90] L'histoire des Montejo est assez révélatrice des difficultés rencontrées par les conquistadors pour défendre leurs droits, voire de l'ingratitude de la Couronne à leur égard. Un temps nommé Gouverneur général de la Capitainerie du Yucatán en 1546, le père est relevé de ses fonctions en 1550, décision liée à ses efforts pour contrôler le cœur du Yucatán et à ses empiètements sur la Vera Paz. Il meurt sans avoir pu se défendre devant le Conseil des Indes, en 1553. Son fils ne réussira pas non plus dans cette tâche.

[91] Le frère Bartolomé de Las Casas a longuement mûri son projet d'évangélisation pacifique des Indiens, échouant dans une tentative d'implantation de « bons colons » à Cumaná (1522), puis dans le Desaguedero (Rio San Juan, 1535). La Couronne soutient finalement son action pacifique dans le centre du Guatemala, sur un territoire mal délimité, la Tierra de Guerra (1537). Suite aux bons résultats des Frères dominicains dans le Tuzulutlán, la Couronne suit Las Casas et interdit la « Vera Paz » à toute colonisation ou ingérence espagnole (1547). Parfois contrainte à des expéditions violentes, contre les Acalas et les Lacandons, la mission permettra néanmoins aux Indiens de bénéficier d'une grande autonomie, de sauvegarder leurs langues et de ne pas subir le système de l'encomienda. Jusqu'à son extinction au 19ème siècle, la mission sera souvent accusée d'avoir exploité les Indiens grâce à cette exclusivité de près de trois siècles au mépris du développement harmonieux du pays.

SAINT-LU, André, *La Vera Paz, Esprit évangélique et colonisation,* Institut d'études hispaniques, Paris, 1968

[92] Le littoral de l'actuel Belize s'est vidé à mesure que la pression espagnole se faisait sentir, à travers de multiples tentatives de réduction autour de Lamanaï, dans le nord, en 1568, 1608, 1615 et 1638. Les pirates contribuent eux aussi à l'abandon de la côte. Le dépeuplement de la zone n'a pas permis de la coloniser, pas plus

En l'absence de contrôle politique de cet espace, les administrateurs se plaignent de ne pouvoir développer aucune activité économique. La fondation de l'éphémère Nueva Sevilla (1547), au sud-ouest du lac d'Izabal, suscite l'ire de Las Casas, qui réussit à la faire dépeupler. L'objectif était de concurrencer la route transisthmique qui s'était établie au Honduras, en direction d'Omoa.[94] Ainsi, le Guatemala doit se contenter d'un débouché dans la baie d'Amatique, protégée par Santo Tomás, de la minuscule Bodegas del Golfo, au sud-ouest du lac d'Izabal et du fort de San Felipe à l'entrée du lac. Ce dispositif principalement militaire reste inachevé et fait figure de nouveau point faible de l'Empire espagnol sur sa façade caraïbe.

Au Yucatán, dans le berceau des basses terres de la civilisation des Mayas, les Espagnols rechignent à s'installer au cœur du territoire péninsulaire et s'établissent dans le nord-ouest, à Mérida. L'administration de la zone est assez révélatrice de la variété des méthodes employées pour contrôler la zone refuge, que retracent les exemples de Valladolid et Salamanca de Bacalar. Valladolid, la « ville héroïque », d'abord fondée aux abords de El Cuyo par *El Mojo*, sur le littoral nord-est, pour aider au débarquement des soldats espagnols, est déplacée deux ans plus tard à proximité de la ligne de front avec les Mayas (1543). Dès lors, elle fait figure de pont avancé de la colonisation, repoussant le siège des Mayas de Chemax en 1546. Elle témoigne d'une ambition nouvelle vis-à-vis des Indigènes : consolider une frontière rampante et gagner ses adversaires à la cause coloniale et chrétienne.

Chactemal (l'actuelle Chetumal) tombe en 1544, mais on lui privilégie, pour la remplacer, Salamanca de Bacalar, fondée par Melchor Pacheco, moins exposée dans la lagune. A travers l'abandon de la position de Chactemal se dessinent les appréhensions espagnoles : le danger vient aussi bien des « Barbares » de la mer que des « Naturels ». Le fort de Salamanca de Bacalar, qui n'a d'autre vocation que militaire, aura effectivement fort à faire avec les pirates. Il faudra attendre trois siècles pour que la ville commence à s'ouvrir aux populations civiles, avant de disparaître en 1848, lors de la grande révolte de la « Guerre des Castes », qui verra une partie de ses 5 000 habitants fuir vers le Honduras britannique.[95]

---

qu'autour de Salamanca. L'instruction des chefs indigènes par les Franciscains du Yucatán a probablement servi leur résistance.

[93] André Saint-Lu insiste néanmoins sur l'inefficacité des autorités militaires de l'embouchure du Golfo dulce et de l'*alcaldia major* de la Vera Paz.

[94] Omoa est rapidement marginalisée par le renouveau de Puerto Cabellos, puis par l'établissement de Santo Tomás de Castilla dans la baie d'Amatique. La zone subit néanmoins de nombreuses attaques et ne constitue jamais un axe de transit sûr.

[95] La rébellion maya ne s'est tarie que tardivement dans cette zone, se terminant pour certains avec la dernière défaite des Itzás (1697), pour d'autres avec la fin de la Guerre des Castes (1847-1901). L'accord de 1853 entre certains rebelles et le Gouvernement mexicain octroyait aux rebelles « loyalistes » la réserve du Quintana Roo

Le Yucatán est longtemps considéré comme une entité insulaire, ainsi qu'en témoigne les représentations cartographiques. Au-delà d'une méprise étonnante, puisque la zone est cernée bien avant sa conquête, cette considération tient à l'isolement de la péninsule, qui n'est connectée au reste du monde colonial que par des liaisons maritimes. Celles-ci sont menacées par les pirates sur toute la côte orientale, comme sur le littoral du Tabasco. Les liaisons terrestres, elles, restent longtemps le seul fait des Indiens. Faute d'infrastructures continentales durant la majeure partie de l'époque coloniale, le cœur de la péninsule est emblématique de cet « Enfer vert » où les Indigènes trouvent refuge.

2) Les structures coloniales des confins : un pouvoir diffus

On l'aura saisi à travers ce panorama des limites de la colonisation caraïbe, les difficultés sont multiples et ne semblent pas diminuer durant la période coloniale. Piraterie, révoltes indigènes, ou insalubrité du milieu, les trois éléments d'explication permettent au pouvoir colonial de se dédouaner…

Pourtant, l'assise même de ce pouvoir est remis en cause, comme au Yucatán, ou si l'on en juge par les luttes factieuses entre conquistadors dans le Veraguas. La distinction entre Audiences de Guatemala et de Panamá correspond bien aux différentes fonctions que prennent les deux espaces. Panamá constitue le centre névralgique de l'Empire, en tant que zone de transit pour le commerce transatlantique, où sont stockées les richesses du Pérou ou des Philippines. Au nord, l'isthme est très peu intégré économiquement, laissé à lui-même, au bon vouloir des différents administrateurs et de l'élite créole d'Espagnols nés en Amérique qui commence à se mettre en place.

Le maillage colonial rend bien compte de l'inconstance du pouvoir. La difficulté du contrôle d'un espace méconnu pose de nombreux problèmes d'organisation. Les villes monumentales sont plusieurs fois déplacées. Surtout, la Couronne ne parvient pas à s'émanciper des structures de l'Ancien Régime, marquées par l'amoncellement et la superposition des circonscriptions administratives ou l'accumulation des charges, qui se manifeste souvent par l'incompétence du personnel. Cette colonisation lâche, mouvante, quasiment « nomade », n'est pas l'apanage de la seule façade, mais un élément finalement caractéristique des confins…

---

pour une durée de 50 ans. Les rebelles non signataires continuaient à défier les autorités mexicaines, notamment dans le sud de la péninsule et l'est de l'Etat du Campêche.

L'établissement espagnol : la ville

En droite ligne de la pensée médiévale, la matérialisation du contrôle de l'espace passe par l'établissement de cités. Dans le maillage territorial qui s'esquisse en Amérique centrale, la ville apparaît comme le meilleur rempart de la civilisation et comme un dispositif militaire de première importance. Les fondations de villes illustrent l'ambivalence des conquistadors, en quête de gloire, mais surtout de richesses. Elles correspondent à l'idéal oecuménique antique comme à la volonté d'étendre le christianisme par delà les mers.

Pour les *vecinos* (citoyens), les privilèges matériels sont assurément les plus motivants. Le statut urbain permet diverses exemptions, et les fondateurs sont assurés du titre d'hidalgo.[96] En contrepartie, les villes doivent assurer l'assistance militaire aux expéditions de conquête. Elles sont toutes sont conçues selon un modèle géométrique, d'inspiration tant humaniste que militaire, en rues perpendiculaires autour de la *plaza mayor*. Contrairement à l'usage européen, elles ne sont pas repliées sur elles-mêmes et ne deviennent fortifiées que dans la seconde partie du siècle, lorsque les menaces européennes s'accroissent, notamment sur les côtes (Veracruz, Campeche et Chetumal).[97] A travers un souci d'organisation qui préexiste aux premières instructions royales, la ville monumentale célèbre le triomphe de la civilisation chrétienne (l'édifice religieux), des Rois catholiques (la Maison des représentants du Roi) et du conquistador (la Municipalité).[98] Ainsi, la culture chrétienne doit se diffuser à partir de la ville, où résident les vrais Chrétiens. Mais les villes s'attachent davantage à leur propre rayonnement qu'à l'évangélisation des Indigènes.

Les villes nécessitent une autorisation royale qui entérine leur statut. Toutefois, les rites de fondation, entérinés par les *Nouvelles Ordonnances de découvertes et de peuplement de 1573*, ne requièrent que 30 *vecinos* pour la fondation d'une ville.[99] La hiérarchie consacre la *ciudad* au dessus de la *villa* et du *pueblo*. Certains foyers de peuplement espagnol ne parviendront néanmoins jamais à bénéficier du statut de *villa*. En effet, les lourdes charges administratives, notamment juridiques, nécessitant un nombre conséquent de *licenciados* (juristes), font que seules les plus peuplées survivent en tant que *ciudades*. Les villes ne sont pas les seuls denses foyers de peuplement ; le processus de colonisation s'attache aussi à contrôler et à évangéliser les populations indiennes rurales, dont on encourage parfois la sédentarisation dans des villes préexistantes ou créées dans ce but : les *poblados*, les

[96] MUSSET, op. cit., 2002 ; p. 29
[97] MUSSET, op. cit., 2002 ; p. 35
[98] MUSSET, op. cit., 2002 ; p. 35
[99] MUSSET, op. cit., 2002 ; p. 20

reducciones, ou les *congregaciónes*. Libre aux autorités de fixer un tribut, en fonction de l'attitude des Indiens vis-à-vis des conquérants. Le problème est fréquemment réglé par la fuite des Indigènes quand les autorités se font trop pressantes.

La première ville continentale à survivre est celle de Panamá, qui va servir d'exemple aux autres fondations continentales. Nous avons déjà amplement relaté les différentes fondations des conquistadors. Il s'agit, soit de remplacer l'ancien centre autochtone, et de bénéficier de l'addition du capital symbolique des deux civilisations, l'indienne et la chrétienne, soit de fonder des villes *ex nihilo* relativement proches de foyers de population importants. Entre 1520 et 1545, avec quelques additions jusqu'en 1580, le semis urbain centraméricain colonial est pratiquement entériné, et ce malgré une nette tendance au nomadisme des villes du Nouveau Monde. Les fondations capitales, bien qu'elles aient parfois été légèrement déplacées, détruites par des révoltes indiennes (San Salvador) ou des pillages de pirates (Panamá), par des coulées boueuses (Santiago de Guatemala) ou des éruptions volcaniques (León), ont été reconstruites sensiblement au même endroit, marquant la présence inaltérable du pouvoir espagnol sur les terres centrales.[100]

La façade caraïbe est en revanche totalement délaissée par ces fondations monumentales et plutôt caractérisée par l'absence de colonies de peuplement. Face aux dangers, la Couronne espagnole encourage les fondations stratégiques, qui répondent aux impératifs de la mondialisation naissante. Mais les oligarchies créoles se désintéressent progressivement de la gestion de villes peu rentables. Chacun des sous-ensembles de la façade connaît des situations particulières, en fonction de difficultés diverses : manque de colons effrayés par le climat, piraterie, révoltes indigènes… Si Panamá et le Honduras se distinguent par des fondations pérennes, le reste de la façade caraïbe n'est toujours pas contrôlé après près de trois siècles de tentatives avortées.

[100] Las Casas se félicitera de la destruction de Santiago de Guatemala en 1541, qu'il assimile à un châtiment divin. Autre phénomène d'importance, bien que largement postérieur, l'élévation de villes plus récentes au rang de capitales des Républiques émergentes pour lutter contre les rivalités entre oligarchies urbaines (Managua ou San José). Musset évoque, pour l'Amérique centrale coloniale au sens large, 21 villes déplacées, dont 5 à cause des raids miskitos, et 27 transferts réalisés.
MUSSET, op. cit., 2002 ; p. 109

L'organisation générale de l'isthme : le « ventre mou de l'Empire espagnol »[101]

L'organisation administrative se fonde sur plusieurs logiques. Les foyers de population indigène expliquent généralement la localisation des *encomenderos*. L'administration part aussi du constat que les ressources économiques de l'isthme n'ont rien de prépondérant pour la Couronne : l'isthme revêt surtout un intérêt stratégique, celui de nœud du commerce interocéanique espagnol. Enfin, les structures d'encadrement sont mal adaptées sur un espace jusqu'alors inconnu : les fréquentes réformes témoignent de l'inadéquation de cette administration héritée de l'Ancien régime, mais aussi de l'enracinement d'une élite locale de moins en moins liée à la métropole.

Lors de la conquête, la soif d'or se combine à celle de terre, chacun cherchant avant tout à s'établir sur les zones les plus peuplées. Mais le dépeuplement de la zone complique ces objectifs initiaux. Les nouveaux maîtres, les *encomenderos*, s'installent sur les Hautes Terres de l'isthme, dans l'ouest du Guatemala, du Salvador et au Honduras. Le Nicaragua, le Costa Rica et le Panamá sont soumis à une occupation plus lâche. L'économie de l'Audience du Guatemala est essentiellement agricole, et destinée aux marchés locaux ou régionaux. Durant toute la période coloniale, les activités primaires – agricoles, sylvicoles et minières – vont concentrer l'essentiel des différentes populations, finalement très éparses. A l'échelle régionale, on peut discerner des formes de complémentarités économiques dans l'isthme, comme celle qui existe entre les producteurs de bétail du sud et les entrepreneurs de Guatemala et du Salvador, qui encouragent la production de cacao, de coton, puis d'indigo. Ces maigres cultures spéculatives ne pèsent pas très lourd, mais elles génèrent quelques échanges entre le sud et le nord de l'isthme.[102] Pour Pierre Chaunu, le bétail chasse l'homme, phénomène qui ne fera somme toute qu'empirer par la suite.[103]

La dimension longitudinale, très présente dans les dynamiques du peuplement amérindien, est pratiquement absente des considérations coloniales. Cette orientation est aussi liée à la prépondérance du transport maritime chez les Espagnols, qui contribue à marginaliser le transport terrestre. Les échanges sont faibles, car les relations entre les deux Vice-royautés (Pérou et Mexique) s'effectuent par voie maritime, excluant ainsi l'Amérique centrale. On lui préfère son caractère interocéanique ou transisthmique, car l'isthme reste un passage obligé pour relier le Pérou à Séville. L'importance stratégique du Panamá est très tôt comprise, puisque l'Audience, créée en 1538, est rattachée à la Nouvelle-Grenade en 1550. Son

[101] MUSSET, Alain, *L'Amérique centrale et les Antilles*, Armand Colin, 1998, 182 p. ; p. 28
[102] Il existe tout de même des chemins hérités qui reprennent les routes indigènes, comme celui qu'empruntent les mules du Nicaragua pour le portage à Portobelo. Mais ce sont des trajets longs et peu sûrs.
[103] CHAUNU, Pierre, *L'Amérique et les Amériques*, Armand Colin, 1964 ; p. 105

éloignement relatif des zones d'ouragans en fait un lieu privilégié, malgré l'absence de liens terrestres. Si les autres axes transisthmiques sont très tôt envisagés, ils sont handicapés par le problème du portage. Faute de moyens militaires suffisants pour garantir sa sécurité, on sacrifie l'axe terrestre qui rejoint la côte hondurienne au renforcement du corridor panaméen. L'abandon progressif des autres positions caraïbes (Trujillo, Salamanca…) atteste que le développement de l'isthme peut seulement compter sur des élites locales à l'esprit d'entreprise plutôt limité. Les 80 kilomètres qui séparent Portobelo de Panamá deviennent alors les plus empruntés au monde, orientant durablement l'organisation spatiale de l'isthme et confirmant le relatif abandon de sa partie septentrionale.

Carte 8 : La capitainerie générale de Guatemala vers 1650

Source : PEREZ BRIGNOLI, 1985

L'administration coloniale, sous forme d'Audiences royales, vise à contrebalancer le pouvoir des gouverneurs, les anciens conquistadors. Néanmoins, cette assemblée de juristes est elle-même sous la coupe du Conseil des Indes et de la Vice Royauté de Nouvelle-Espagne (Audience des Confins, 1542-1567, qui réunit l'ensemble de l'isthme avant de devenir l'Audience du Guatemala en 1570, en perdant le Yucatán en 1560) et de celle du Pérou, puis de Nouvelle-Grenade (Panamá, 1538, réactivée en 1567). Le président de l'Audience voit son titre agrémenté de celui de Capitaine général au début du 17ème siècle pour renforcer son pouvoir militaire. Les divisions administratives correspondent aussi parfois à des divisions ethniques, comme le relate Noëlle Demyk : *« les* corregimientos *correspondaient aux régions de fort peuplement indien tandis que les* alcaldías mayores *et les gouvernements désignaient plutôt les territoires, souvent très vastes, administrés par des établissements espagnols et créoles.[...] Ces circonscriptions furent remplacées par cinq Intendances (1785-1787) préfigurant les futures républiques indépendantes. [...] ».* Plus localement, le pouvoir est concentré dans les villes : *« mais la véritable expression des intérêts locaux se réalisait dans les* cabildos *ou* ayuntamientos*, c'est-à-dire les conseils de villes créés par les Espagnols, dominés par des riches familles commerçantes et terriennes. »*[104]

L'aménagement du territoire centraméricain est marqué par un foisonnement de juridictions urbaines, administratives ou religieuses (***cartes 8 et 9***). La superposition des charges répond à la multiplication des demandes et à la faiblesse structurelle de l'Etat naissant. La diversité des divisions administratives rend parfois peu intelligible l'organisation générale de l'isthme : tout juste peut on à peu près superposer Gouvernements et Evêchés.[105]

La fragmentation spatiale est accrue par cette organisation administrative aux limites floues qui diffèrent suivant le type d'administration, politique, militaire, judiciaire ou religieuse. Le relais organisé par l'Eglise soulage parfois les tensions ethniques sans pour autant intégrer les Indiens à la société coloniale. Les particularités provinciales s'affirment, notamment au Guatemala, de loin la région la plus peuplée : *corregimentos* indigènes, diocèse de l'Alta Verapaz… La mise en place des *Alcaldías mayores*, qu'on retrouve surtout sur le versant pacifique, témoigne des tendances du peuplement espagnol. Une province, une ville coloniale – parfois deux –, un siège épiscopal, des arrières pays limités, comme les échanges entre petits ports de la côte Pacifique, telle est l'ambition préliminaire des futurs Etats.

---

[104] DEMYK*,* op.cit., 2002 ; p. 212

[105] Seule Ciudad Real est siège d'évêché sans bénéficier d'un gouvernement ; le Soconusco, bordure maritime du Chiapas, dispose d'un gouvernement sans évêché et le Costa Rica dépend de l'évêché de León. Il y a superposition entre l'institution militaire et ecclésiastique dans les autres villes, qui sont de véritables *ciudades metropolitanas* au Yucatán (Mérida), au Guatemala (Guatemala), au Honduras (Comayagua), au Nicaragua (León), et au Panamá (Panamá).

Carte 9 : La capitainerie générale de Guatemala entre 1780 et 1821

Source : PEREZ BRIGNOLI, 1985

Les principaux foyers de population indigène orientent durablement l'organisation postérieure de l'isthme, puisqu'ils expliquent dans une large mesure la localisation des fondations coloniales et des circonscriptions administratives qui leurs sont liées. Ces dernières s'établissent d'ailleurs sur des espaces sur lesquels les Espagnols ne mettront parfois jamais les pieds, phénomène qui s'explique aussi par la difficile mise en valeur d'un vaste territoire par un pays européen peu peuplé.

La consolidation de la conquête affirme l'orientation pacifique des différentes provinces, sur l'axe longitudinal de l'isthme, avec chacune un morceau de Caraïbe. Il en va ainsi du Yucatán, campé sur une orientation nord-est sud-est, comme du peuplement des plaines pacifiques du Panamá, essentiellement méridional. Le Salvador, qui émerge seulement

comme intendance en 1785, constitue la seule entorse à cette alternance longitudinale des futurs Etats transisthmiques.

Toutes les fondations littorales caraïbes vont irrémédiablement décliner ; les colonies de peuplement y sont rapidement abandonnées pour y substituer des *presidios*, villes militaires, souvent portuaires. Ce désintérêt croissant pour la Caraïbe est lié au faible engagement des élites locales, hormis à Panamá, ainsi qu'à un contexte de plus en plus difficile pour la Couronne espagnole, qui essaie de limiter la contrebande en restreignant le nombre de ports.

D/ Le « grand jeu » caraïbe : naissance de la façade[106]

Le processus de mondialisation se manifeste notamment par les relations soutenues que commencent à entretenir trois continents, à travers l'exploitation de l'Afrique et de l'Amérique par l'Europe. La mise en place d'un commerce esclavagiste visant à remédier à l'extinction des travailleurs indiens et le déplacement des tensions européennes outre-mer à travers la flibuste, constituent deux phénomènes aux nombreuses implications, stratégiques, économiques, mais aussi sociales, notamment sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale à l'époque moderne. L'impact spatial et social consiste par exemple en la constitution de sociétés ultramarines emblématiques des marges. Le processus de territorialisation des Noirs marrons ou naufragés s'effectue de manière contrainte, dans un espace qui joue comme chez les populations indigènes le rôle de zone refuge. Les groupes sociaux se recomposent d'ailleurs indépendamment des origines, comme dans l'ethnogenèse miskito – sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir – qui témoigne de la porosité des barrières ethniques. Traite des Noirs et flibuste, par les profondes mutations territoriales qu'elles engendrent, jouent un rôle précurseur dans l'intégration de cette marge au système-monde, constituant par la même la base socio-économique de nos futurs territoires globalisés.

[106] En géopolitique, le « grand jeu » fait référence aux rivalités anglo-russes en Asie centrale au 19ème siècle, élargies par la suite à d'autres puissances. L'affrontement de ces deux pouvoirs d'essences continentale et maritime débouche finalement sur la création de l'Etat tampon afghan. Du sucre au pétrole, en passant par le bois d'ébène, le processus est étrangement similaire à quelques siècles d'intervalle.

1) L'arrivée des populations « ultramarines »

La Traite des Noirs

Au même titre que la destruction des Indes, la Traite des Noirs constitue l'un des chapitres les plus sombres de l'aventure américaine de l'Europe. Son volet occidental s'étend sur presque quatre siècles, effaçant au passage la réduction en esclavage et la déportation d'une population amérindienne nombreuse, qui s'effectue au mépris des lois religieuses.[107] Cette Traite est ponctuée par différentes étapes marquantes et par un investissement très divers selon les pays (***tableau 1***).[108] Sur notre terrain d'études, ses répercussions spatiales consistent surtout en un transfert de population de la côte africaine vers celle des Caraïbes.

Tableau 1 : Nombre total d'esclaves déportés, par pays, en milliers

	Portugal	**Angleterre**	**France**	**Hollande**	**Espagne**	**Etats-Unis**	**Danemark**
1519-1675	757,3	140,2	5,9	105,8	0	0	0,2
1676-1800	2044,1	2715	1135,3	419,6	9,6	189,9	83,5
1801-1867	2273,5	257	315,2	2,3	507,4	81,1	10,5
Total	**5074,9**	**3112,2**	**1456,4**	**527,7**	**517**	**271**	**94,2**

Source : COQUERY-VIDROVITCH, 1985

A partir de 1441, les Portugais capturent eux-mêmes leurs premiers esclaves noirs, en raison du monopole que les Ottomans commencent à exercer dans les relations commerciales méditerranéennes. La généralisation de l'esclavage, jusqu'alors peu répandu en Europe, tient à la supériorité commerciale et militaire d'Etats « occidentaux » qui s'affirment de manière continue pendant toute l'époque moderne. La Traite américaine est même invoquée par la plus humaniste des autorités ecclésiastiques, celle de Bartolomé de Las Casas, pour remplacer les faibles Indigènes par des Noirs plus robustes. Cette distinction entre les races, qui n'est pas encore profondément ancrée à une époque où les civilisations chrétiennes et musulmanes se croisent d'un bout à l'autre de l'Europe, va se pérenniser. Parallèlement, le métissage est très tôt envisagé comme l'unique solution au peuplement de l'Amérique, la seule population blanche ne pouvant assumer le contrôle d'un espace aussi vaste.

La première étape de la traite esclavagiste a pour but le repeuplement des îles des Antilles, qui vont bientôt devenir des « îles à sucre ». En effet, cette activité nécessite une

[107] L'esclavage des Indiens est interdit, sans grande conviction, par la bulle papale de Paul II en 1537. Selon Luis Felipe de Alencastro, les esclaves noirs et indiens étaient en nombre similaires dans le cas du Brésil.
[108] Entériné par le « Code noir » de 1685 en France, l'esclavage sera peu à peu aboli à partir de la fin du 18ème siècle dans de nombreuses colonies américaines, mais seulement en 1888 dans l'Empire brésilien.

main-d'œuvre abondante ; la canne à sucre est implantée à partir de 1517 à Hispaniola, où elle connaît son apogée vers 1560-1570, employant entre 12 000 et 20 000 esclaves noirs.[109] En ce début de 16ème siècle, les Portugais s'installent en Angola pour organiser la Traite. Alimentée par les razzias à ses débuts, elle s'oriente rapidement vers une activité commerciale classique mettant en relations des autorités africaines vendeuses et des négriers européens acheteurs. Cette répartition des rôles ne dédouane pas pour autant les sociétés européennes, l'esclavage ayant été légitimé racialement et parfois justifié par l'Eglise, par exemple à travers la malédiction de Cham. Les négriers espagnols sont nettement moins performants que leurs concurrents européens : le monopole est progressivement abandonné au profit de l'*asiento*, qui est un facteur explicatif de la moindre proportion de Noirs dans l'Amérique hispanique (***tableau 2***).[110] Les Espagnols ne commencent à pratiquer massivement le commerce négrier qu'au 19ème siècle, en raison des politiques abolitionnistes qui se mettent en place en Europe.

Tableau 2 : Principales régions d'arrivée des esclaves, en milliers[111]

	Brésil	**Amérique espagnole continentale**	**Antilles françaises**	**Antilles néerlandaises**	**Antilles espagnoles**	**Antilles britanniques**	**Amérique britannique continentale**	**Total**
1519-1675	273,1	339,3	8,5	40,8	0	117,7	2,3	**789,93**
1676-1800	1854,3	64,9	1005,9	88,9	73,6	1990,5	285,3	**5682,3**
1800-1867	1774,8	26,2	78,3	0	718,3	130	73,4	**2877,3**
Total	**3902,2**	**430,4**	**1092,7**	**129,7**	**791,9**	**2238,2**	**361**	**9349,83**

Source : COQUERY-VIDROVITCH, 1985

[109] A partir du milieu 16ème, les engagés blancs, comme dans la marine, constituent une part non négligeable de ces travailleurs, vivant dans des conditions proches de celles des esclaves, comme dans le cas d'Exquemelin (voir plus bas).
PETRE-GRENOUILLEAU, Olivier, *Les traites négrières*, Gallimard, 2004, 468 p. ; p. 47

[110] Le privilège de l'*asiento* est une concession qui assure à des intérêts privés un monopole de la traite espagnole. Tout d'abord confié à des financiers Portugais, Flamands et Italiens, il est repris par les autorités espagnoles en 1532, puis transmis au Gênois, aux Portugais, aux Hollandais et aux Français de 1701 à 1713. Le traité d'Utrecht le donne aux Anglais, à qui il est retiré en 1759, au profit d'un groupe de commerçants basques. Le principe est ensuite assoupli, encourageant la libre concurrence.

[111] Selon Catherine Coquery-Vidrovitch, la traite des esclaves africains par les Européens a concerné environ 11 millions d'Africains, sans compter les pertes avant embarquement, les suicides… En soustrayant les morts dus au voyage, environ 9,6 millions d'individus arrivent en Amérique. Ils ne sont pourtant qu'un million de 1519 à 1675, soit un dixième du total de la période 1519-1867, dont seulement un tiers (340 000) destinés à l'Amérique espagnole continentale. Par la suite, ils ne seront que 90 000 à rejoindre cet espace qui est aussi celui qui se dispense le plus rapidement de cette main d'œuvre servile. Progressivement, les Etats du nord de l'Europe interdisent la Traite, au début du 19ème, sans pour autant remettre en cause le statut servile de milliers de Noirs dans les îles des Antilles. D'ailleurs, lorsque l'esclavage est aboli dans les îles, en 1833 pour les îles britanniques et en 1848 dans les îles françaises, ces sociétés fondées sur l'esclavagisme vont connaître des graves crises sociales liées à la réorganisation économique, notamment en Jamaïque, symbole par excellence de la terre d'émigration, notamment vers les Caraïbes continentales.

Les Caraïbes continentales

Les objectifs de la Couronne espagnole consacrent le caractère secondaire de l'Amérique centrale par rapport au reste de l'Amérique continentale espagnole. Pourtant, si la façade caraïbe est délaissée par l'administration coloniale, elle est au coeur de la nouvelle Méditerranée américaine. Ainsi, les Caraïbes insulaires, dont on a vu qu'elles avaient constitué le premier socle de la colonisation hispanique, concentrent 45 % de la population servile noire. Les mutineries, les naufrages ou les fuites vont conduire de nombreux esclaves à s'installer sur le pourtour continental de la mer caraïbe, beaucoup moins contrôlé que les îles du même nom. La composante humaine africaine de la façade caraïbe n'est pas un produit voulu de la Traite mais l'une de ses conséquences insoupçonnées. La zone refuge permet ainsi l'émergence des premières sociétés noires libres en Amérique. Toutefois, en Amérique centrale, le mode, la période et le lieu d'arrivée des populations noires sont très variés, tout comme leur niveau d'intégration : esclaves et affranchis « intégrés » au cœur de l'isthme, sociétés marronnes, esclaves créoles installés avec les Anglais, déportés Garifunas… Nous ne ferons ici qu'évoquer ces phénomènes à l'époque moderne, laissant pour plus tard l'évocation des dernières vagues migratoires.

Trente esclaves accompagnent Balboa lors du franchissement de l'isthme, et davantage encore aident Cortès dans sa folle escapade. Mais il s'agit exclusivement de Noirs *ladinos*, éduqués en Espagne, assez différents donc des Noirs *bossales*, directement venus d'Afrique. La répartition des Noirs n'est nullement harmonieuse : le Panamá apparaît comme une exception, puisque la population noire, très tôt mise à contribution pour le transport sur le *Camino real*, dépasse rapidement celle des Blancs. Dans le reste de l'isthme, les esclaves sont peu nombreux, on les retrouve essentiellement dans les grandes villes, surtout dans celle de Guatemala.

Le 22 février 1542, le premier convoi atteint le nord de l'isthme. 150 Noirs *bossales* débarquent à Puerto Cabellos. Ils sont chargés de défricher les chemins, puis assignés aux mines de Tegucigalpa. La déportation de la population noire est en effet destinée à soulager une main d'œuvre indigène considérée comme peu résistante. Le maintien d'une population indigène au Guatemala dispense toutefois l'Audience du recours à cette main d'œuvre noire, fort onéreuse au demeurant. De plus, le manque de capital empêche de développer l'isthme, et les Noirs y perdent le rôle qui leur est assigné, celui des travaux de force.

Vivant le plus souvent en ville, ils sont progressivement intégrés à la société coloniale, soit par affranchissement, soit par métissage. Au même titre que les Ladinos, ils font partie de la masse des travailleurs que l'on retrouve partout dans l'isthme, entre des Espagnols et des

Indiens au statut juridique mieux défini. Les *pardos* (mulâtres) bénéficient d'un traitement différencié, parfois hommes de confiances des maîtres espagnols, contremaîtres, ou artisans respectés. Ils s'attirent aussi les foudres d'Indiens qui s'estiment moins bien traités, tout comme la méfiance des Espagnols, qui craignent qu'ils ne contaminent les Indiens *« par leur attitude nocive et pernicieuse »*.[112]

Malgré une importante discrimination à l'encontre de ces populations, la condition servile s'efface progressivement. Les Noirs s'organisent en confréries religieuses ou participent à l'effort de défense, à travers les milices de mulâtres. Certains s'installent dans des villages spécifiques à proximité des villes, encouragés par l'administration qui cherche tout de même à les fixer, comme autour de San Salvador en 1635 et de Cartago en 1650 (Puebla de los Pardos).[113]

En 1789, le Code général pour les esclaves contribue à adoucir cette condition. Il n'y a plus d'esclaves au Costa Rica dès 1790 ; quelques-uns subsistent néanmoins dans le nord de l'isthme, sur les terres ecclésiastiques ou à San Salvador, León et Comayagua. Dans les Provinces-Unies, l'esclavage est aboli en 1824, sans condition. En revanche, la situation est beaucoup plus complexe à Panamá, étant donné la très forte proportion de Noirs, phénomène lié au portage sur le *Camino real*. En 1779, sur 15 000 habitants, la ville capitale compte environ 9 000 esclaves noirs, 2 000 Noirs libres, 2 000 Indiens et 2 000 Espagnols.[114] L'émancipation, proclamée en même temps que l'indépendance de la Grande Colombie en 1819, mais seulement acceptée en 1852, est freinée par des mesures qui retardent son application durant tout le 19ème siècle.

Le marronnage des esclaves noirs en fuite a eu un impact spatial majeur, notamment sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale. On distingue généralement le petit marronnage, qui ne dure que quelques jours, du grand marronnage, définitif (*cimarrones apalencados*). On retrouve ce dernier tout au long de la période coloniale, mais il revêt une importance différente suivant la proportion de Noirs dans la population. Dans l'Audience du Guatemala, où les Noirs sont faiblement représentés, le marronnage se traduit par un banditisme itinérant de faible ampleur. Il prend en revanche une envergure inquiétante dans l'Audience du Panamá, où les groupes disséminés qui s'installent dans la forêt dès le 16ème siècle

[112] Comme l'explique Francisco Antonio de Fuentes y Guzmán en 1620, qui rapporte que les Espagnols n'en veulent plus à Trujillo.
[113] En 1778, les Noirs représentent un quart de la population de Cartago.
Historical Atlas of Central America, op. cit. ; p. 89
[114] *Historical Atlas of Central America*, op. cit. ; p. 89

représentent près de la moitié de la population non indigène.[115] En 1526, une loi y interdit l'introduction de Noirs *bossales* au profit des *ladinos*. Il est interdit aux Noirs de porter une arme en 1535, puis de sortir la nuit en 1542. Les petits groupes de Noirs marrons s'organisent en *palenques*, forteresses isolées dans la forêt, vivent des fruits de la terre et de rapines.[116] A proximité du *Camino real* panaméen, plusieurs chefs se distinguent par leur pugnacité et la qualité de leur système de défense, comme Filipillo dès 1549. En 1554, 200 soldats échouent devant la forteresse du chef Bayano. Les autorités sont contraintes à la signature d'un traité avec certains marrons en 1580, qui assure à ces derniers une autonomie totale contre leur engagement à ne pas encourager le phénomène. A quelques kilomètres de la voie la plus empruntée du monde se développent donc des sociétés noires, parfois tolérées, à Barbacoa, Cruces, Pacora ou Chepo. Ces communautés très anciennes, vivant en relative intelligence avec les Indiens du Darién, rejoindront souvent la côte Arriba du littoral caraïbe, au 19ème siècle, à mesure que la voie ferrée et le canal interocéaniques prendront leurs terres.

Esclaves, affranchis, mulâtres ou marrons, ces populations sont affiliées au pouvoir espagnol, qu'elles l'acceptent ou qu'elles le fuient. Ce n'est pas le cas de l'autre vague de peuplement originaire d'Afrique, celle des créoles noirs amenés par les pirates, puis par les colons Anglais. Ces esclaves, parfois affranchis, qui accompagnent les Européens dans leur lutte contre les Espagnols, se disséminent sur toute la façade caraïbe de l'isthme, au Darién, à Bocas del Toro ou dans les cayes du nord du Yucatán. Les Garifunas constituent eux aussi une population « noire » importante. Venus de l'île de Saint Vincent, les Garifunas sont des métis de Noirs et d'indigènes caraïbes. Alliés aux Français, ils sont déportés par les Anglais dans des conditions épouvantables et sont seulement 2026 à débarquer à la mi-avril 1797 à Roatán, dans les îles de la Baie. Bien qu'ils décident de rendre l'île aux Espagnols, l'acte ne diminue en rien la méfiance de ces derniers, et les Garifunas préfèrent alors se disséminer en petites communautés littorales du Nicaragua à Belize. Un groupe arrivé à Trujillo en 1806 y côtoie un bataillon de 300 Haitiens, dirigé par Jean François, auquel les Espagnols paient une solde pour s'assurer de son engagement contre les autorités françaises… Les situations sont donc extrêmement diverses, et beaucoup de Noirs ont oublié leur origine, quand ce ne sont pas les autorités qui nient leur histoire.

---

[115] En 1575, on compte dans l'Audience de Panamá 800 Blancs, 2000 esclaves noirs, 300 affranchis et 2500 marrons, sans compter les populations indiennes.
DEMAZIERE, Eve, *Les cultures noires d'Amérique centrale*, Karthala, 1994, 221 p.

[116] Eve Demazière mentionne aussi des palenques de Noirs dans le département d'Izabal (Guatemala), dont témoigne encore le village de Cimarron à quelques kilomètres à l'ouest de Santo Tomás, toponyme que l'on retrouve aussi à une dizaine de kilomètres de Puerto Limón, au Costa Rica…

La Traite des Noirs a eu un impact direct sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale. L'opposition des populations noires au système esclavagiste se manifeste essentiellement par le marronnage, notamment au Panamá, où elles sont très nombreuses autour du *Camino real*. Mais la façade caraïbe devient rapidement le terrain de chasse de tous les aventuriers européens, le repaire de tous les hors-la-loi, Noirs compris. Ces populations ultramarines d'origine très diverse, en raison des liens réels ou symboliques qu'elles entretiennent avec leurs lointains avant-pays, constituent le socle humain de ces marges globalisées.[117] L'impact des implantations britannique a joué un rôle fondamental dans l'entretien ces marges, mais aussi dans la revitalisation de la zone refuge, par le biais militaire.

2) Le « Grand jeu » : les origines de la Méditerranée américaine

Si la Traite négrière occidentale est un phénomène nouveau par son ampleur et l'implication de trois continents, le développement de la piraterie est surtout exceptionnel par son déplacement hors de ses bases habituelles, témoignant de cette première phase de la mondialisation et de l'émergence d'une Méditerranée américaine. Bien qu'elle soit le théâtre d'importantes tensions, dont la flibuste est le premier révélateur, et qu'elle ait accueilli des populations d'origines variées (africaines, européennes, voire asiatiques…), la mer des Caraïbes constitue bien une aire culturelle. Elle connaît en effet une très forte hégémonie britannique qui prend forme au cours du 17ème siècle avant de se transformer en impérialisme états-unien au cours du 19ème siècle. Ces influences se sont matérialisées de manière similaire sur l'ensemble du pourtour caraïbe, à travers le peuplement, les alliances stratégiques, l'investissement économique…

Ce qui nous intéresse ici, c'est de comprendre la prise de contrôle de cet espace caraïbe. La flibuste est-elle responsable de l'abandon de la façade caraïbe par les Espagnols, en ayant favorisé de nouvelles interactions entre sociétés marginales indiennes, noires et pirates ? Dans un premier temps, nous rappellerons les différentes phases du processus, avant de nous intéresser aux espaces clés de la façade du sud au nord de l'isthme. Ce bref historique permet de saisir l'hégémonie britannique qui s'exprime à partir du 17ème siècle avec la mise en place de comptoirs et de colonies. Enfin, nous nous pencherons sur les conséquences sociales de ce brassage ethnique caraïbe, en mettant en lumière les interactions

[117] Les migrations économiques des Noirs de Jamaïque ou de la Barbade, venus construire les chemins de fer ou travailler dans les bananeraies, constituent déjà un autre cycle, une autre histoire… Mais comme les « *East Indies* », les Chinois, les Libanais, les Mennonites ou les simples touristes états-uniens, ils sont liés par la même logique d'avant-pays, qui en fait souvent des acteurs ultramarins.

et la convergence d'intérêts qui existent entre les différents acteurs, au-delà des supposées frontières ethniques.

La flibuste

Pour les puissances européennes privées de terres à découvrir, l'unique moyen de bénéficier de la manne américaine consiste en rapines.[118] A l'instar de François 1er, les souverains européens, incapables de rassembler une flotte de guerre car trop occupés à s'affronter sur le vieux continent, autorisent des particuliers à *faire la course*.[119] Par une *lettre de marque*, valable pour les seuls temps de guerre, les marins peuvent prendre tout navire ennemi puis partager les prises avec leur mandataire ; ils sont alors considérés comme des militaires, les Corsaires du Roi. Les Espagnols refusent néanmoins d'admettre ce système des mercenaires de la mer et les jugent comme des pirates. Difficile de nier que les corsaires se soucient peu de ces préliminaires diplomatiques.

A l'instar des Caraïbes insulaires, la façade a rapidement aiguisé les appétits des concurrents européens. Deux optiques successives animent ces « autres » Européens : au départ, il s'agit essentiellement de déstabiliser l'ouvrage colonial par des raids et de ponctionner le commerce intercontinental. La stratégie ponctuelle fonctionne si bien qu'elle s'institutionnalise. Les Corsaires disposent même de bases continentales sur la façade caraïbe qui leur évitent de retourner dans leurs repaires insulaires (Jamaïque, île de la Tortue). Si les Espagnols ont utilisé les petits caciques locaux pour lutter contre les grands Empires amérindiens, l'Angleterre joue aussi sur ces rivalités, mais à l'encontre du seul grand Empire capable d'enrayer son développement économique et militaire : l'Empire espagnol. La comparaison s'arrête là, car les Anglais n'ont ni bénéficié de l'effet de surprise, ni d'un avantage technique absolu. D'ailleurs, l'Angleterre ne cherchait nullement à affronter l'Empire espagnol sur ses bases, mais plutôt à saper son économie grâce à sa supériorité maritime.

[118] Par le Traité de Tordesillas de 1494, Portugais et Espagnols se partagent le « nouveau monde » avec la bénédiction du pape.

[119] Les corsaires bénéficient d'une commission d'un Etat, contrairement aux pirates qui agissent pour leur propre compte. Le flibustier est un aventurier qui écume spécialement la mer des Caraïbes. Quant aux boucaniers, il s'agit d'éleveurs ou de chasseurs de bétail qui habitent les littoraux et ravitaillent à l'occasion les flibustiers. Ces trois domaines d'activité sont assez perméables et leurs conditions d'exercice très difficiles. Beaucoup sont des engagés venus faire fortune, qui doivent endurer 3 à 7 années de quasi esclavage. Leur violence perpétue celle des conquistadors, d'autant que la plupart des flibustiers sont condamnés à mort et n'ont rien à perdre. Les codes de fraternité qui existent au sein de ces groupes dépassent les appartenances nationales.

Français, Anglais et Hollandais ne sont pas seuls dans ce cas. Mis à part le Portugal, occupé à assurer la cohésion de l'autre Empire européen outre-mer, les Etats-nations émergents du nord de l'Europe (Ecosse, Danemark, ou Suède) vont eux aussi harceler la Couronne espagnole. Le contexte politique, à savoir les guerres de religion européennes, justifie les déchaînements en tous genres. Pour ces Européens arrivés tardivement, la façade ne ressemble en rien à la zone insalubre tant redoutée des colons espagnols : ce monde des criques et des tempêtes satisfait l'idéal aventurier des pirates. Le pirate, mû en corsaire au gré des alliances européennes, devient une figure mythique et controversée, à l'image du conquistador quelques années plus tôt.

Le phénomène a un retentissement énorme dès ses débuts en 1523, lorsque le corsaire français Jean Fleury prend deux des trois caravelles ramenant l'or de Moctezuma. Les premières prises dans la mes des Caraïbes commencent à partir de 1525, elles prennent de l'ampleur en 1528 avec le pillage de Cubagua, île perlière au large du Venezuela. Les guerres entre François 1er et Charles Quint alimentent ces tensions dans les grandes Antilles, rebaptisées « îles du Pérou » par les corsaires français.

Dans les années 1540, la Couronne espagnole prend la mesure de la piraterie et organise le convoi des produits américains vers l'Espagne. La flotte des Indes occidentales, composée de 6 navires de guerre et de navires marchands, se rend tous les ans de Nombre de Dios (marchandises du Pérou) à Cartagena (or, émeraudes et perles) puis à Cuba ou Hispaniola. La flotte de Veracruz la rejoint jusqu'au Açores où les attend l'Armada de la mer océane. En 1556, le monopole commercial est établi : il interdit tout commerce avec des étrangers, mis à part celui des esclaves.

En 1543, le corsaire français Robert Baal rançonne Carthagène et Santa María de la Victoria est prise ; cette dernière, en raison des trop nombreuses prises, sera finalement abandonnée par ses habitants au profit de Villahermosa. En 1554, les Français pillent Santiago de Cuba un mois durant, puis incendient les entrepôts de la Havane l'année suivante. En 1558, Trujillo est prise pour la première fois. L'année suivante, celle de la paix de Cateau-Cambrésis qui apaise les tensions en Europe, c'est le tour de Puerto Cabellos, mise à sac par les marins basques et bretons. Mais les Français, devenus les gendarmes de l'Europe, ont trop à faire pour s'occuper des affaires transatlantiques : ils ne prennent qu'un seul navire espagnol entre 1563 et 1626.[120]

[120] CHAUNU, Huguette ; CHAUNU, Pierre, *Séville et L'Atlantique (1500-1650)*, Paris, SEVPEN, tomeVI2 (tables statistiques), 1956, pp. 916-919

En fonction des tensions religieuses qui s'exacerbent en Europe, les Anglais et les Hollandais remplacent les Français. En révolte contre les Espagnols, les marins des Provinces-Unies se joignent aux pirates dans la Mer du Nord puis la Caraïbe, grâce aux possessions de Curaçao. Les Anglais reprennent le flambeau français dès 1567, en saisissant deux des trois navires en transit du rio San Juan vers Nombre de Dios, prise qui témoigne des difficultés du cabotage sur la façade caraïbe. C'est alors que commence l'épopée de Sir Francis Drake, symbole de la mainmise anglaise sur toutes les mers du monde. Parti en 1567 avec son oncle John Hawkins pour revendre des esclaves et des produits de contrebande d'Afrique en Amérique, il échappe aux Espagnols de justesse. En 1572, faute d'avoir pu prendre le fort de Nombre de Dios, il s'empare du convoi de mules chargées d'or, grâce à l'aide des Cimarrons du Darién et de quelques flibustiers français. Après son tour du monde, il contribue à la défaite de l' « Invincible Armada » de Philippe II en 1588, puis prend Cadix et ses immenses réserves d'or avant de mourir devant Portobelo en 1596.

A partir de 1600, avec le départ des Espagnols d'Hispaniola, les flibustiers de tous pays convergent vers la Caraïbe. Le 17ème siècle est l'âge d'or de la flibuste, encouragée par les Européens, avec l'installation des Français dans l'île de la Tortue. Mais Louis XIV, à la fin du siècle, s'allie à l'Espagne et entre en guerre contre les pirates. De son côté, l'Angleterre remplace progressivement les flibustiers par sa puissance nominale sur de nombreuses îles, dont la Jamaïque, au cœur de la contrebande. Le 18ème siècle est davantage marqué par des combats entre marines régulières, la sécurité du trafic transatlantique s'affirme durablement, et les aventuriers n'ont plus qu'à basculer dans la Mer des Sud, l'Océan Pacifique.

La façade caraïbe du Panamá, point névralgique du système commercial espagnol, va être constamment attaquée à partir de la fin du 16ème siècle. Construite en remplacement de Nombre de Dios, Portobelo est prise sept fois.[121] Lorsque ses forteresses repoussent ces expéditions, celles-ci sont souvent redirigées vers l'intérieur, vers Chepo, Chagres ou Cruces, et atteignent même Panamá, pillée et incendiée par Henry Morgan en 1671.

Sur la côte caraïbe costaricienne, la piraterie ne revêt pas le caractère systématique du littoral panaméen. Ce n'est pas l'or, ici, mais le cacao et la salsepareille qui suscitent l'avidité des flibustiers et de leurs alliés *Zambos mosquitos*. La côte est très mal reliée à l'intérieur des

[121] Portobelo est prise en 1596, 1604, 1668, 1680, 1702, 1742 et 1745.
MUSSET, op. cit., 2002 ; p. 159

terres, et les deux petits ports, El Portete, très proche de l'actuelle ville de Puerto Limón, et Matina, créé tardivement en 1637, servent surtout à la contrebande, en relation directe avec la Jamaïque. Néanmoins, les raids sont fréquents : en 1666, une première expédition prend Matina puis Turrialba, avant d'être repoussée sans réussir à atteindre Cartago. Matina est reprise en 1702, et la construction du fort de San Fernando en 1742 ne résout rien, il est détruit 5 ans plus tard…

Le Nicaragua a davantage souffert de la piraterie. Malgré la largeur de l'isthme et l'étendue du pays, aucune ville n'y est épargnée. Les *Zambos* entretiennent la terreur dans l'intérieur des terres. Granada est l'objectif prioritaire des pirates qui opèrent à partir du rio San Juan, via le lac du Nicaragua. La première incursion a lieu en 1640, puis Mansfeld s'empare de la ville en 1665. L'érection du fort de San Juan en 1675, à l'embouchure du fleuve du même nom, n'empêche pas un nouveau sac de Granada en 1685. L'année suivante, les flibustiers français la prennent à revers, par le Pacifique. Dans cette partie de l'isthme, le danger vient aussi du littoral pacifique et des bases du Golfe de Fonseca : El Realejo et León sont pillés dès 1585, comme Choluteca et San Miguel. Nueva Segovia est détruite par Henry Morgan en 1654, puis subit plusieurs invasions indiennes (Jicaques, Tologalpas et Taguzgalpas) ; elle est encore prise en 1676 et 1684, année qui voit Raveneau de Lussan traverser l'isthme entre le Golfe de Fonseca et le cap de Gracias a Dios, par le río Coco. En 1688, les flibustiers se réunissent à l'embouchure du río Aguán et fondent sur Olanchito. Les razzias sont si fréquentes sur le littoral du Salvador que les Indiens de Santa María Magdalena demandent leur déplacement dans l'intérieur des terres en 1684. Cinq localités du Nicaragua seront ainsi déplacées au cours du 18ème siècle pour remédier aux attaques des Miskitos.[122]

Trujillo et Puerto Cabellos sont les deux premiers ports de la façade à subir des attaques de pirates en 1559. Avec le reflux français qui se fait sentir, les Hollandais et les Anglais s'intéressent surtout aux îles et aux villes du sud de la Caraïbe, Panamá et Carthagène. Néanmoins, les attaques reprennent au tournant du siècle, lorsque Newport prend Trujillo et Puerto Cabellos en mai 1592. La ville résiste en mars et avril 1594 aux attaques de Langton et Newport, mais cède en mai devant l'association franco-anglaise de Raymond et Parker, qui triomphent à la tête de seulement 50 hommes. En mai 1595, ce dernier reprend la

[122] Ces informations sur les raids au Nicaragua viennent en grande partie du livre d'Alain Musset sur les villes nomades ; l'auteur relate aussi les razzias miskitos du 18ème siècle et le déplacement vers l'ouest des villages indiens de Boaco, Comalapa, Lovago, Lovigüisca, et Muy Muy.
MUSSET, op. cit., 2002

ville, tandis que Raymond échoue en juillet ; en fuite à Utila, il est tué par la marine de Trujillo arrivée en renfort. En 1597, les Anglais s'emparent de Trujillo le 10 avril et de Puerto Cabellos le 17. Pour les Espagnols, la coupe est pleine...

Le déplacement de Puerto Cabellos à Santo Tomás de Castilla est décidé en 1604. Trois ans plus tard, cette dernière résiste à 1000 pirates hollandais, mais la ville est finalement prise en 1640 et encore déplacée en 1665 au fond de la baie d'Amatique. Quant à Trujillo, elle symbolise l'incapacité des Espagnols à s'installer durablement sur la façade caraïbe. En 1589, la milice de Trujillo est créée : elle est composée de 70 hommes renouvelés tous les 5 mois. Sa fortification entraîne des dépenses importantes, mais la place est désormais remarquablement située et généreusement armée. Pourtant, elle est incendiée par les Français en 1622, prise par les Hollandais en 1632, par les Français en 1633, enfin détruite par les Hollandais en 1645. A partir de cette date, sa vocation commerciale est totalement abandonnée, ce qui n'empêche pas des pillages en 1672, 1689, 1787, 1794 et 1797.

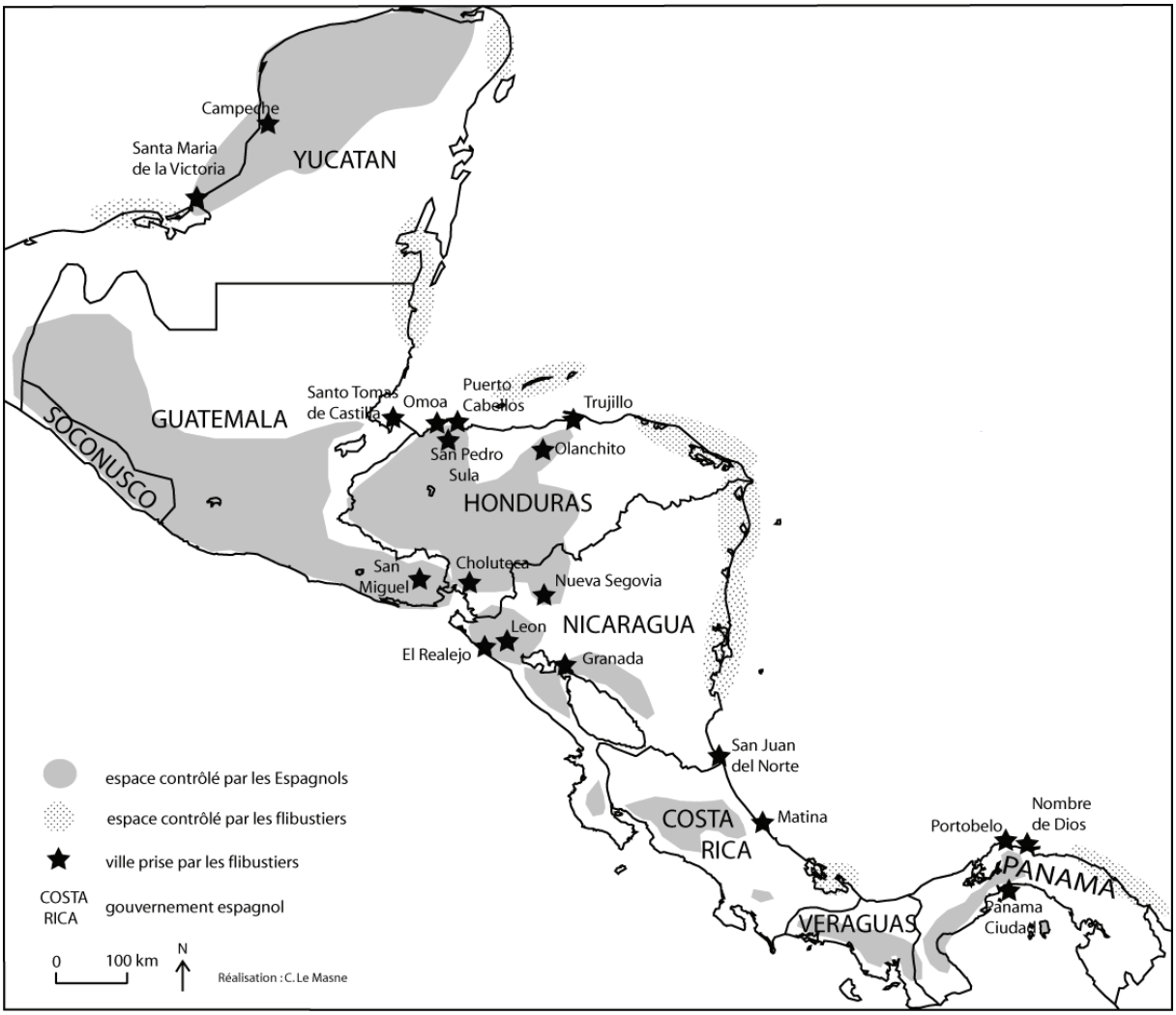
Omoa a longtemps été marginalisée par Trujillo, Puerto Cabellos, puis Santo Tomás. L'abandon de la première, la destruction de la seconde et le recul de la dernière dans la baie, ont contribué à la construction de la forteresse de San Fernando de Omoa entre 1759 et 1778, essentiellement par des esclaves noirs. A cette date, avant son achèvement, elle est occupée un mois durant par les Anglais et les Miskitos. Néanmoins, toutes ces villes ne sont pas abandonnées, comme en témoigne l'expédition de Nau l'Olonnais de 1667, qui doit renoncer à remonter vers Guatemala, mais descend tout de même à San Pedro Sula.

Sur le littoral hondurien, les pirates bénéficient de la proximité des îles de la Baie : Roatán fait progressivement office d'entrepôt et de point de réparation et de ravitaillement pour les aventuriers, avec la bénédiction des Indigènes. En 1643, les Espagnols brûlent Guanaja et déportent 700 Indigènes à Comayagua ; l'entreprise ayant été mal menée, ces derniers sont de nouveau déportés à Santo Tomás en 1650. Les îles de la Baie ne sont pas pour autant purgées, puisque l'année suivante, les miliciens de Trujillo, parvenus à résister aux Français, prennent 30 corsaires à Guanaja. Comme dans la Mosquitia ou à Belize, les Anglais dressent même des fortifications. Roatán est néanmoins reprise par les Espagnols en 1782. Le dernier effort de déstabilisation britannique a lieu en 1797 avec la déportation des Garifunas.

La Couronne espagnole s'inquiète des installations anglaises sur les côtes de l'actuel Belize et du Campêche à partir de 1627. En effet, en sus de razzier les ports du Honduras, les

Anglais s'installent à même le continent. L'exemple de Santa María de la Victoria est édifiant : fondée en 1519, elle subit d'innombrables pillages et les habitants se déplacent à Villahermosa, plus à l'intérieur des terres. Le littoral du Tabasco n'étant absolument pas contrôlé, les Anglais s'installent sur la Laguna de Terminos, à proximité de l'ancienne ville. Les quelques villages indiens contrôlés par les Espagnols sont eux aussi déplacés à l'intérieur des terres, avant que la fondation de Valero (Ciudad del Carmen), en 1717, ne conduise à l'abandon de la région par les Anglais. Les Britanniques sont présents un peu partout sur le littoral du Yucatán, qui sert de base arrière aux flibustiers ; on les retrouve aussi sur les petites îles du nord-est de la péninsule, sur les cayes de l'actuel Belize, mais surtout autour du río Hondo. Les établissements anglais, par l'intermédiaire du Gouverneur de la Jamaïque, bénéficient du soutien permanent de la Couronne britannique (***carte 10***).

Carte 10 : Le contrôle de l'espace entre flibuste et administration coloniale (16e- 18e)



L'hégémonie maritime britannique : du comptoir à la colonie

Dans la Mosquitia, le processus d'installation est échelonné, puisque les Anglais y côtoient les fameux *Zambos mosquitos*, avec lesquels ils vont sceller une alliance indéfectible pendant près de deux siècles. Au-delà des fantasmes sur l'émergence de cette population où se mélangent Noirs, Indigènes, et Européens, certains faits sont attestés, comme les premiers contacts avec les pirates français ou le naufrage de 1641 évoqué par Exquemelin.[123] En 1625, la *Providence Island Company* s'installe sur l'actuelle île de San Andres, puis la colonie puritaine crée un comptoir à Gracias a Dios en 1633, à l'embouchure du rio Coco. En 1632, un jeune Miskito était déjà envoyé étudier à Londres. Contre des armes et du rhum, les Miskitos accueillent les flibustiers, puis les implantations de colons, en marge des leurs. Ils fournissent aussi le ravitaillement et des produits exotiques dont les Britanniques sont friands : salsepareille, bois de campêche pour la teinture, puis acajou…

De Trujillo à San Juan, des petits comptoirs anglais essaiment, souvent gérés par un colon anglais accompagné de ses esclaves ; ainsi naissent Bluefields, du nom du pirate Blauveld, puis Black River, Sandy Bay, Pearl Lagoon, les Corn Island... En 1687, Jeremy est couronné premier roi de la nation Miskito. En 1740, le protectorat devient officiel avec la nomination d'un surintendant de la Mosquitia dépendant du gouverneur de Jamaïque. En 1776, la colonie du río Tinto, au Honduras, compte 3000 hommes, Noirs et Miskitos prêts à prendre les armes. On dénombre 450 Anglais et 4500 esclaves en 1778 sur toute la Mosquitia. En vertu d'un traité reconnaissant leurs droits à Belize, les Britanniques évacuent momentanément la zone en 1783, mais il faut attendre la « réincorporation » de 1894 pour que le général Zelaya établisse la juridiction théorique de l'Etat nicaraguayen, qui fait surtout figure de passage de témoin entre l'Angleterre et les Etats-Unis.

Le littoral du Honduras britannique correspond davantage que la Mosquitia à une colonie de peuplement. L'implantation britannique au futur Belize n'est en revanche favorisée par aucune alliance avec les populations locales ; les Britanniques ont plutôt des difficultés avec ces Indigènes épars vivant dans la forêt. Le *Settlement in the Bay of Honduras* qui naît dans les années 1630, est basé sur l'exploitation du bois de campêche. Par le traité de 1667, les Espagnols autorisent les Anglais à exploiter provisoirement du bois sur ce littoral, en obtenant l'assurance que les *Baymen* lutteront contre la piraterie. On compte 700 colons

[123] A travers ses pérégrinations sur la façade caraïbe, parfois quelque peu fantasmées, cet ancien « engagé » nous livre de précieuses informations sur l'ensemble des sociétés de la façade caraïbe, sur leurs mœurs et les rapports qu'ils entretiennent avec les Espagnols et les flibustiers.
EXQUEMELIN, Alexandre-Olivier, *Histoire des aventuriers flibustiers*, 1686, PUPS, 2005, 595 p. ; p. 409

bûcherons en 1670. En 1713, la Couronne espagnole tolère l'installation, confortée par le Traité de Paris de 1763. L'acajou remplace le campêche dans les années 1770 et la colonie devient un énorme exportateur de bois. Son existence est couronnée par un second Traité de Paris en 1783, qui lui garantit un territoire entre les rios Hondo et Belize, au détriment de l'autre installation de la Mosquitia. Les colons blancs travaillent sur les exploitations forestières avec leurs esclaves noirs, qui constituent 86% de la population en 1779. Néanmoins, ses habitants démontrent une forte cohésion, notamment tournée contre le Guatemala et matérialisée par la victoire de Saint George'Cay en 1798. En 1871, le Honduras britannique est tardivement érigé en colonie, avant d'obtenir une semi autonomie en 1963 et son indépendance en 1981. L'hégémonie anglo-saxonne sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale s'étend donc largement au-delà de la seule période coloniale.

Les Indigènes dans le « Grand jeu » ?

Les attaques espagnoles sur le littoral caraïbe ont dans un premier temps contribué à dépeupler les littoraux *stricto sensu,* et les foyers de peuplement indigènes de la façade se sont repliés à l'intérieur des terres. L'accroissement des menaces, avec des pirates qui n'hésitent pas à s'aventurer dans la jungle pour survivre, voire à réduire en esclavage les populations amérindiennes, a largement contribué à vider les littoraux.

L'arrivée d'Européens non hispaniques, de la même manière que celle des Noirs, a complexifié les rapports qui s'étaient provisoirement établis entre Indiens et Espagnols. Les populations indiennes contrôlées sont effrayées par ces razzias, réclamant parfois le déplacement de leurs villages. En revanche, les sociétés indigènes rebelles de la façade caraïbe opposent aux flibustiers des attitudes variées et fluctuantes : certaines les craignent, d'autres s'y allient. Progressivement pourtant, les flibustiers ont développé des relations avec les habitants de la zone refuge, pour leur ravitaillement, d'abord, puis dans des actions communes à l'encontre des Espagnols. Les Indigènes ont surtout pris conscience que les Anglais, les Français ou les Hollandais étaient les seuls à pouvoir leur fournir de la poudre.

Faute de sources, ces alliances restent souvent méconnues. Le flibustier Exquemelin nous en propose un panorama, légèrement fantaisiste, qui souligne aussi leurs supposées divisions internes. Les Indigènes du Yucatán sont plutôt placides, tandis qu'ils sont *bravos* à proximité du San Juan, au Darién, aux Corn Island ou dans l'archipel de Bocas del Toro, repaire de pirate majeur dont il raconte l'histoire.[124]

[124] *« Je me souviens que Morgan avait plusieurs fois juré de leur faire perdre la qualité d'Indios bravos et d'aller chez eux avec tant de monde qu'on pût battre tout le pays […] Ce n'est pas qu'il s'attendît à faire grand*

Dans le Darién, Noirs marrons et Indigènes de la zone refuge collaborent avec les flibustiers désireux de traverser l'isthme pour basculer dans la Mer des Sud. Abandonnant leurs rafiots délabrés, ils comptent sur les Indiens et les Cimarrons pour reconstituer leur flotte grâce à des prises faciles. En 1577, John Oxenham traverse l'isthme grâce au chef marron Luis de Mozambique, puis débarque sur les îles de Las Perlas. Ainsi, les flibustiers désireux d'accéder à la Mer des Sud sans passer par le Cap Horn utilisent le même chemin que Balboa en 1513, véritable *Camino pirata* à une centaine de kilomètre à l'est du *Camino real*. Mais les Noirs et les Indigènes ne constituent pas seulement des guides et veulent leur part du butin : en 1572, devant la résistance de Nombre de Dios, Drake prend La Cruces et le convoi d'or grâce à l'aide des Marrons, ce qui pousse les Espagnols à traiter avec eux.

Ces nouvelles configurations, faites d'interactions entre sociétés ultramarines et indigènes, prennent une ampleur non négligeable avec l'ethnogenèse Miskito, dont Exquemelin nous livre une vision très personnelle.[125] Pour les Espagnols, ces *Mosquitos* sont avant tout des *Zambos,* des Noirs, opinion partagée par les Indigènes de l'arrière-pays qu'ils terrorisent indistinctement.[126] Si les Indigènes Miskitos sont bien issus d'un métissage avec des Noirs, celui-ci n'a rien d'exclusif. L'ethnogenèse de cette population et sa différenciation avec les Sumus est surtout basée sur des critères socio-politiques. C'est l'alliance avec les Européens qui fonde les Miskitos comme peuple, le métissage ne faisant qu'illustrer cette donnée. Le rejet de l'ethnie Sumu, c'est-à-dire les non métissés, correspond à une scission politique : le refus d'entrer dans le « grand jeu » aux côté des Anglais. D'ailleurs, la tradition

---

butin dans cette expédition, mais c'était beaucoup gagner, disait-il, que d'exterminer des peuples qui étaient si contraires aux aventuriers […] Autrefois, les aventuriers traitaient avec ces Indiens qui les accommodaient de tout ce qu'ils avaient besoin. Et en échange, ces mêmes aventuriers leur donnaient des haches, des serpes, des couteaux et d'autres instruments de fer. […] les espagnols n'ont jamais pu les assujettir à cause de leur courage et de la fertilité de leur pays, dont la terre est si bonne qu'elle leur fournit de quoi vivre sans qu'ils soient obligés de la cultiver. […] Un Indien que nous avions avec nous dit que ces nations n'ont aucune habitude avec ceux de la Terre Ferme et que même ils ne s'entendent point et se font sans cesse la guerre. […] plusieurs, s'étant soumis aux Espagnols, aident à détruire ceux qui ne le sont pas : c'est pourquoi ils se font encore aujourd'hui la guerre et s'épargnent aussi peu que s'ils n'étaient pas de la même nation. »
EXQUEMELIN, op. cit. ; pp. 384-390.

[125] *« Nous trouvâmes plusieurs Indiens qui nous vinrent recevoir et nous firent mille caresses. Jamais les Espagnols n'ont pu réduire ces Indiens, non plus que les autres, et ces Indiens ont bien voulu traiter avec les aventuriers tant anglais que français sans distinction. […] Ils dirent tant de bien des aventuriers à leurs gens qu'ils conçurent d'abord de l'amitié pour eux ; et ce qui l'augmenta, c'est qu'ils leur firent entendre que les aventuriers tuaient les Espagnols. […] Ils ont maintenant beaucoup de Nègres pour esclaves ; il y en a aussi beaucoup de libres, à qui leurs maîtres en mourant ont donné la liberté. […] Un navire portugais venant de traiter pour des Nègres en ce pays, afin de les porter au Brésil, ces Nègres étaient en si grand nombre sur ce vaisseau qu'ils s'en rendirent les maîtres et jetèrent tous les Portugais à l'eau. Alors, ne sachant de quel côté tourner, ils furent où le vent les conduisit et arrivèrent au cap Gracias a Dios sans savoir où ils étaient. »*
EXQUEMELIN, op. cit. ; pp. 402, 408, 409

[126] Les razzias s'étendent sur toute la façade caraïbe, de Bocas del Toro au Petén, où un raid à lieu en 1708 par le fleuve Belize, en passant par Matina, dont les Miskitos détruisent le fort en 1742 et tuent le gouverneur en 1756. *Historical Atlas of Central America*, op. cit. ; p. 140

miskito fonde l'appartenance au corps social sur la culture, fait remarquable qui fait de certaines populations d'origine européennes des Miskitos. Au-delà de l'origine réelle ou mythique des Miskitos, il faut noter que ces derniers n'ont jamais connu le traumatisme de la Conquête, élément décisif dans leur alliance avec les Britanniques.

Pour ces nouveaux arrivants, Noirs ou Blancs, les représentations de la façade caraïbe sont très différentes de celles des Espagnols. Eldorado de la flibuste pour certains, elle apparaît comme une zone refuge pour des Noirs marrons qui s'accommodent de cette nature hostile. L'opposition des populations noires aux Espagnols ne va pas de soi, car ces derniers participent très faiblement au commerce triangulaire à cette époque, mais elle se renforce à mesure que les Anglo-Saxons l'instrumentalise. Le peuplement de la façade caraïbe ne s'effectue pas uniquement en raison de son rôle de refuge, mais aussi pour des raisons stratégiques. Il s'agit d'une lente gangrène souvent orchestrée par la nouvelle puissance hégémonique britannique.

La faiblesse de la défense espagnole s'explique d'abord par l'immensité de l'espace à contrôler et à organiser, par la défaillance des structures administratives, mais aussi parfois par celle des hommes. Ainsi la corruption règne-t-elle dans les sphères dirigeantes, promptes à détourner les fonds consacrés à l'effort de défense ou à participer à la contrebande.[127] Le manque de répondant des *vecinos* chargés de la défense des villes est aussi souligné, ces derniers préférant souvent fuir avant l'arrivée des pirates.

Les conquistadors n'ont pas véritablement « osé » la façade caraïbe, tandis que l'impérialisme naissant des puissances européennes du 17ème siècle s'engouffrait dans cette gigantesque faille du système espagnol. Inévitablement, la façade caraïbe ne pouvait plus se résumer à cette dualité un temps entrevue – Espagnols contre Indiens. L'impact de la mondialisation dans la mer des Caraïbes est énorme : elle empêche le contrôle de l'espace caraïbe continental par les Espagnols et contribue à l'émergence de sociétés de « marges », en modifiant les référents identitaires de sociétés en reconstruction, à travers des degrés d'allégeance à des pouvoirs extérieurs divers et fluctuants.

---

[127] *« Le président Mencos [de l'Audience du Guatemala], par exemple, fut acquitté en 1668, et seulement trois ans plus tard Mateo de Rivera et Domingo de Acosta furent condamnés à mort pour avoir traité avec les Hollandais. […] On sait aussi qu'en 1681, en Espagne, on devait acheter le cacao à des étrangers et à un prix exorbitant, parce que les Espagnols n'arrivaient pas à s'approvisionner par leurs propres flottes. »*
CABEZAS CARACHE, Horacio, *La Piratería en la Capitanía General de Guatemala*, 11 p. [www.mineco.gob.gt]

Conclusion du chapitre 1

La façade caraïbe est bien un objet historique qui émerge à la faveur de la conquête espagnole. Cette dernière se matérialise à travers un processus de colonisation qui vise principalement à exploiter la main d'œuvre indigène. Les espaces contrôlés par les Espagnols rendent donc assez bien compte des densités de population précolombiennes : les conquistadors s'établissent principalement sur les hautes terres du Guatemala, du Salvador, du Costa Rica et du sud du Honduras, ainsi que sur les basses terres occidentales du Yucatán et du Nicaragua, enfin sur celles, méridionales, du Panamá.

Les entreprises privées de conquête sont progressivement reprises en main par les autorités espagnoles. Toutefois, ces dernières se contentent de normaliser l'organisation de cet espace jusqu'alors inconnu, sans réellement en modifier les premières orientations. En effet, le dépeuplement rapide de l'isthme, conjugué au très fort attrait du Pérou, contribuent au délaissement de l'espace centraméricain, que traduit bien la mise en place d'une Audience des Confins. Les exigences du commerce interocéanique espagnol conduisent néanmoins la Couronne à un contrôle accru sur le principal corridor transisthmique : Panamá est ainsi rattaché à la Vice-royauté du Pérou, l'éloignant durablement du reste de l'isthme.

La nouvelle organisation de l'isthme centraméricain s'explique aussi par d'autres phénomènes. En premier lieu, la réorganisation des populations indigènes des « marges » est un problème récurrent pour les autorités coloniales. Qu'ils soient de la fuite ou autochtones, ces groupes indigènes peu nombreux et épars, en comparaison avec ceux contrôlés par les Espagnols, s'établissent dans des environnements variés mais difficilement accessibles, qui constituent une véritable « zone refuge », notamment sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale. Les relations entretenues sont cependant très distinctes suivant les lieux et les formes de contrôle colonial ; lorsque celui-ci est absent, comme sur la majeure partie de la façade caraïbe, tous les groupes indigènes ne participent pas nécessairement à la résistance contre l'envahisseur.

Très rapidement, de nouveaux acteurs « ultramarins » viennent complexifier le rapport Indien / Espagnol qui s'était instauré dans l'isthme. Les répercussions du processus de mondialisation sont très importantes sur cette façade délaissée, à travers la flibuste ou l'établissement de sociétés noires. Les deux phénomènes, indissociables, notamment lorsqu'ils sont sciemment encouragés par l'hégémonie britannique qui se met en place à partir

du 17ème siècle, entraînent de nombreuses recompositions politiques, mais aussi sociales ou culturelles sur la façade, car les Indigènes des marges s'associent fréquemment à cette déstabilisation du système colonial espagnol.

Pour les descendants d'Espagnols délaissés par la métropole, la façade caraïbe symbolise l'inachèvement du processus de conquête. Les sociétés des marges caraïbes sont assimilées à leur milieu environnant : dangereuses, accessoires, mais évitables. La façade se transforme en « Enfer vert » et devient aussi une marge de l'imaginaire. L'existence de la façade caraïbe comme objet géographique n'est donc pas tant liée à sa profonde nature physique qu'à la manière dont celle-ci est représentée.

Chapitre 2 : Un milieu entre unité et fragmentation

Le premier chapitre a montré comment la façade caraïbe de l'Amérique centrale a été progressivement délaissée par la colonisation espagnole. Nous avons insisté sur les deux facteurs géopolitiques, parfois associés, qui ont présidé à cet abandon, à savoir la résistance indigène dans ce qui devient progressivement la zone refuge, ainsi que les visées hégémoniques des autres puissances européennes – Angleterre en tête – dans le bassin caraïbe. Cette constante spatiale de l'Amérique centrale à l'époque moderne se traduit par une dichotomie très forte dans les formes de contrôle de l'espace : c'est en grande partie elle qui crée la façade caraïbe en tant qu'objet historique, puis géographique.

Cette opposition géopolitique, économique et culturelle, se fonde aussi sur des critères physiques, c'est-à-dire indépendants de – ou très peu modifiés par – l'homme. Si ces critères d'analyse « naturels » visent à l'objectivité scientifique, ils sont néanmoins pensés et construits en y intégrant l'élément humain, dont l'interaction avec l'espace n'est plus négligée dès lors qu'on évoque le milieu. Les Espagnols ont ainsi « inventé » la façade en y attachant des représentations humaines à fortes connotations négatives: *indios*, *negros*, et *piratas*. Ces stéréotypes ont été entretenus par les Etats centraméricains, même si leur désir d'expansion sur ces espaces a progressivement fait évoluer les représentations, s'accordant avec la nouvelle mise en valeur de ces espaces : *gringos* et *bananos*. Les différentes représentations de la façade caraïbe relèvent donc d'une approche qui peut être l'objet de manipulations, en fonction de logiques de pouvoirs, selon qu'elles visent à stigmatiser ou à intégrer cet espace. L'idéologie dominante en Amérique centrale, celle de la colonisation espagnole perpétuée par les Etats ladinos, a durablement institué des représentations péjoratives de sa marge jusqu'à nos jours, tandis qu'à l'échelle de l'isthme, les Etats-Unis ont popularisé les Républiques bananières…

Aujourd'hui encore, la façade caraïbe est avant tout perçue par les populations des hautes terres ou des plaines centrales à travers son climat : il y fait très chaud et il pleut continuellement. Cette allégation récurrente témoigne d'une conception prégnante du nord au sud de l'isthme : la côte comme l'Enfer vert par excellence. Ainsi, les représentations ont

évolué, les traditionnels préjugés sur les *bananos*, *indios* et *negros* ont fait place à un stéréotype moins stigmatisant : la *lluvia* (la pluie). Dans l'imaginaire collectif centraméricain, celui des hautes terres, les spécificités ethniques se sont progressivement atténuées à mesure que la façade subissait l'influence des Etats, laissant place au seul contraste climatique. Toutefois, ces clichés tiennent tous à une certaine réalité, notamment le dernier, nettement moins circonstanciel : le climat tropical humide, chaud et pluvieux, est caractéristique de cette façade caraïbe, bien qu'atténué à mesure que l'on se dirige vers le nord ou en fonction du gradient altitudinal.

La dénomination « façade caraïbe de l'Amérique centrale » fait instinctivement appel à diverses composantes de la géographie physique, qui associent généralement relief (plaines caraïbes), climat (*tierras calientes*) ou hydrographie (bassin versant caraïbe). Mais si ces considérations physiques prennent une part importante dans la notion de façade, celle-ci est avant tout une notion de géographie humaine, plus composite, car mettant en jeu les interactions sociales. A travers la notion de milieu, notre approche place l'homme au cœur de l'organisation spatiale de la façade caraïbe.

La notion de milieu, à savoir le lieu considéré dans son environnement naturel et social, symbolise l'enchevêtrement des causalités géographique, à travers l'imbrication des phénomènes atmosphériques et terrestres et l'intégration de l'être humain comme principe actif. Le milieu a néanmoins été remis en cause par certains géographes qui lui ont parfois récemment substitué l'anglicisme environnement, tandis que d'autres lui préfèrent écosystème, voire géosystème.[128] Cette conception d'un milieu « naturel », est illustrée par la définition que Jean Demangeot propose de la géographie, *« science du milieu où vit l'homme »*.[129]

Si le renouveau épistémologique lié à la multiplication des acceptions de la notion de milieu a revitalisé d'autres approches, finalement peu éloignées, le paradigme du milieu nous

---

[128] *« Le concept [de géosystème] a été introduit en France par Georges Bertrand à la fin des années 1960 dans le cadre d'une démarche de reconstruction de la géographie physique. Il permettait en effet de dépasser le cloisonnement interne à la géographie physique par l'analyse des interactions entre données géomorphologiques, climatologiques, hydrologiques, biogéographiques et pédologiques. De plus, par sa dimension systémique il ouvrait aussi la voie à la prise en compte d'un facteur d'évolution jusque là négligé : l'action anthropique, tant passée qu'actuelle. Il s'inscrivait donc en rupture par rapport aux études des milieux pratiquées en géographie à cette période. En effet, si initialement le concept de milieu a permis d'approcher de façon globale la relation entre les hommes et leur lieu de vie, il a par la suite ouvert la voie à des études ne prenant en compte que les composantes bio-physiques considérées pour elles-mêmes. »*
VERGNOLLE-MAINAR, Christine, "Géosystème", 2010, *Encyclopédie en ligne Hypergéo* [http://www.hypergeo.eu/spip.php?article404]

[129] DEMANGEOT, Jean, *Les milieux "naturels" du globe,* Masson, 1995, 313 p. ; p.1

semble néanmoins garder sa pertinence. Il permet, en raison de son ancienneté même, de saisir l'évolution de la pensée sur la façade caraïbe et sa naissance comme objet, intimement liée à celle de la notion elle-même. Dans un premier temps, nous nous intéresserons donc aux pratiques et aux représentations de la façade, par l'intermédiaire des évolutions dans le temps de l'approche en termes d'espace – ce qui nous permettra aussi d'évoquer les cosmologies précolombiennes – puis de milieu. Cette propédeutique est nécessaire pour saisir les deux niveaux scalaires proposés dans la seconde partie : d'une part un éventail des éléments de géographie physique permettant de saisir la pertinence du milieu à l'échelle régionale de la façade, d'autre part une analyse des grandes unités de la façade, qui se penche sur la transformation d'écosystèmes en géosystèmes, s'attache à la perception des paysages, et vise à saisir la juxtaposition et la récurrence des différents milieux internes à notre objet.

A/ La façade caraïbe : représentations et pratiques du milieu

Suivant les périodes et les perceptions des acteurs en jeu, la façade – ou l'entité spatiale s'en rapprochant, quand elle est conçue – suscite des représentations et des pratiques très diverses. Dans certains cas, cette représentation est strictement associée à une pratique, ou plutôt à l'absence de pratique, comme dans la pensée coloniale espagnole, qui rejette le milieu tropical humide censé incarner la façade. Dans ces différentes conceptions de l'espace, quand la place de l'homme recèle une importance non négligeable, l'espace est alors considéré comme un milieu naturel.

A une cosmologie précolombienne où la notion de milieu telle que nous l'entendons est probablement absente, l'élément humain ayant peu de place dans la représentation de l'espace, a succédé une pensée espagnole, très empreinte de considérations antiques, marquée par la zonalité climatique tropicale. Si les Indigènes ne considéraient probablement pas la façade comme un objet spécifique, les Espagnols l'ont stigmatisée comme l' « Enfer vert » par excellence. Le troisième paradigme, lié au capitalisme conquérant du 19ème siècle et imprégné par un positivisme ambiant, notamment en Amérique latine, conçoit le milieu naturel comme un potentiel de ressources à exploiter et des contraintes à dépasser. Cette dernière conception reste aujourd'hui très ancrée, avec pour corollaire des pratiques fondées sur la croyance en des ressources illimitées, mais elle a récemment subi quelques inflexions, via une interrogation, que traduit bien la notion de risque, sur la viabilité écologique de l'anthropisation accélérée des milieux.

1) Anthropologie historique des cosmologies précolombiennes

La sédentarisation des sociétés induit un enracinement à un espace spécifique, pratiqué, puis représenté. Une fois installée et adaptée à un espace particulier, chaque société constitue un corpus culturel qui intègre ce milieu en lui attribuant une place majeure, comme par exemple la centralité de la fonction nourricière de la terre dans les croyances religieuses. De surcroît, en créant du surplus, la sédentarisation stabilise l'organisation sociale et permet des constructions culturelles plus élaborées par rapport aux sociétés régies par le nomadisme ou la prédation.

L'anthropologie historique est décisive ici : elle réinscrit les sociétés indigènes dans leur diversité organisationnelle (clans, royaumes, cités…), spatiale (la fracture culturelle nord/sud, qui isole une Mésoamérique d'une « aire chibcha »), et surtout temporelle (puisqu'il ne s'agit pas, loin de là, de sociétés a-historiques).[130] L'évocation de la conception de l'espace chez les populations indigènes nous invite aussi à nous attarder sur les grands traits historiques ou civilisationnels du monde précolombien. [131]

La sédentarisation s'est produite de manière similaire et concomitante dans l'Ancien et le Nouveau monde. Les premières grandes vagues migratoires, venues d'Asie il y a environ 12 000 ans, recouvrent l'Amérique du nord au sud en fonction de tensions qui repoussent les groupes concurrents vers des lieux toujours nouveaux. [132] Les anthropologues estiment pourtant la stabilisation des sociétés précoce, comme l'indique les traits génétiques de certaines populations chibchas du Panamá, qui ne présentent pas de divergences majeures depuis 10 000 ans. A partir de -6 500, on trouve les premières traces de défrichements dans l'isthme, à Cerro Brujo (Bocas del Toro, Panamá). Progressivement, la majorité des groupes sociaux adopte cette technique permettant la reproduction des ressources alimentaires, qu'il s'agisse des civilisations chibchas au sud ou mésoaméricaines au nord de l'isthme. On a ainsi

---

[130] Différents termes ont été utilisés pour caractériser la civilisation dominante du sud de l'isthme et de la Colombie : *Intermediate Area, Lower Central America* ou *Isthmo-Colombian Area.* En effet, ce que nous nommons l'aire chibcha par commodité recouvre un territoire où les langues chibchas sont majoritaires mais pas exclusives, puisqu'elles excluent les langues Chocoes. Pourtant, la civilisation comme la génétique démontrent des variables communes, bien qu'aucun pouvoir ne semble avoir réussi à unifier l'isthme : on peut donc y parler, à l'instar de Coates, d'*unité diffuse*.
COATES, Anthony G. (dir.), *Central America, A Natural and Cultural History*, Yale University Press, 1997

[131] Il nous semblait plus à propos d'intégrer cette période où la façade caraïbe n'existe pas comme objet géographique spécifique au second chapitre traitant des conceptions géographiques, plutôt qu'à un premier chapitre consacré à l'émergence de la façade. Le bref exposé historique que nous présentons ici ne doit donc pas être compris comme une « histoire naturelle » de l'isthme ayant les populations précolombiennes pour objet.

[132] Les archéologues sont divisés sur l'origine et l'époque d'arrivée des premiers groupes humains. L'hypothèse basse, privilégiée ici, d'une migration en provenance du détroit de Béring, est actuellement complétée par l'hypothèse haute, faisant remonter les premières arrivées, beaucoup moins nombreuses, à des époques antérieures comprises entre 60 000 et 35 000 ans.

connaissance d'une domestication du maïs à Cerro Mangote (Panamá central), où de -5 000 à -3 000, une partie importante de la végétation est soumise au feu. L'adaptation des cultures est un phénomène long et très localisé qui a débouché sur la primauté du manioc, du maïs, des courges et des haricots. Les chasseurs-cueilleurs sont progressivement marginalisés, notamment dans l'actuelle Mosquitia.

L'établissement de la civilisation maya au cœur de la forêt yucatèque reste énigmatique. C'est d'ailleurs l'une des rares civilisations « majeures » et pérennes localisée dans un milieu chaud et humide. Dans cette partie de l'isthme centraméricain, il existe déjà, il y a près de 3000 ans, des populations sédentaires qui cultivent le maïs, élèvent des chiens et possèdent du jade du Guerrero (Cuello, río Hondo, Belize). Les Mayas semblent être des « autochtones », peut-être réveillés par l'influence olmèque (-1500 – 300 ; littoral de l'actuel Veracruz). Celle-ci s'est faite sentir sur les Hautes terres guatémaltèques (Kaminaljuyu ; Chalchuapa, détruite vers -250), mais aussi à Tikal et Uaxactún, au cœur de la jungle du Petén. Néanmoins, la civilisation maya de l'époque classique (300 – 900) ne semble pas subir de menaces extérieures, puisqu'il n'y a pas de systèmes défensifs des cités à cette époque. Le déclin maya qui suit cette période est très net, notamment politiquement, bien que ses différentes explications (sécheresse, invasions du nord...) demeurent insatisfaisantes. Le cœur économique de l'ensemble maya se déplace vers les hautes terres, autour de royaumes influencés par les envahisseurs mexicains ; pourtant, l'aristocratie mexicaine qui s'impose à partir du 10ème siècle dans la plupart des cités abandonnera sa propre langue pour utiliser celle des Mayas. A l'image de Tikal, progressivement désertée, le dépeuplement de la partie centrale de l'actuel département du Petén est brusque, mais les densités restent importantes sur les hautes terres et dans la partie nord de la péninsule yucatèque. Dans ce dernier cas, les populations s'établissent dans un milieu assez proche de celui du cœur de la forêt tropicale.

Si ces migrations sont peut-être liées à un changement climatique, la chute de Teotihuacan, vers 750, a assurément déstabilisé l'ensemble de la région. La partie centrale de l'isthme est progressivement occupée par des peuples nahuas qui s'installent au sud-ouest du Guatemala et jusqu'à la péninsule de Nicoya (Chorotegas, Subtiabas, Nicaraos). Les chroniqueurs espagnols estiment que certaines populations parlent le nahua sur le río San Juan, mais aussi à Bocas del Toro et jusqu'à Nombre de Dios. A l'est de Copán (Honduras), les fondations d'édifices retrouvées suggèrent des sociétés mayas « dégradées », mélangées à des populations de l'est hondurien. Mais la grande ligne de fracture de l'isthme va des îles de la Baie à la péninsule de Nicoya, isolant les Misumalpas et les Payas-Chibchas de la Mosquitia, à l'est, toujours tournés vers la prédation. Cette partie centrale de l'isthme nous est

moins connue en raison de l'absence de « grande civilisation » et de la rareté des empreintes archéologiques (***carte 5 ; chapitre 1***).

Les sociétés chibchas du sud de l'isthme ont surtout laissé des traces archéologiques, puisque faute d'écriture, les représentations ne prennent qu'une forme imagée. Considérées comme moins structurées que les Mayas, ces sociétés n'en sont pas moins généralement sédentaires et montrent une grande habileté artisanale. Le travail de l'or et du *tumbaga* (alliage d'or et de cuivre) leur assure un grand rôle dans le commerce avec le nord (bijoux, armes, vaisselle fine…). Les représentations animales sont nombreuses et les cultes de la fécondité précoces. Seules des fondations d'édifices mineurs ont été retrouvées, ainsi que des alignements de stèles funéraires (Guayabo, atlantique costaricien) et des routes pavées, dont la fonction était probablement militaire, puisque les populations centraméricaines n'utilisaient pas de bêtes de bât. Cet aménagement de l'espace a surtout une vocation pratique, que l'on retrouve dans l'utilisation des repères cardinaux et des cycles du soleil. Au-delà des représentations animistes, ces sociétés chibchas n'ont probablement pas codifié l'espace ni encore moins pensé le milieu.[133]

La cosmologie maya, en revanche, constitue un effort d'organisation, d'explication et de codification du réel très complexe. S'il est difficile de rendre compte d'une pensée souvent reconstruite par l'anthropologie historique, les nombreuses sources archéologiques permettent de renouveler périodiquement cette approche. L'astronomie, qui permet le calcul du temps, de ses cycles, et la prévision des attitudes des dieux, constitue le principal trait de la cosmologie maya. L'espace y revêt surtout une importance pour définir une centralité. Les quatre dieux qui soutiennent le ciel correspondent aux quatre points cardinaux ; le centre du monde reste celui du monde maya à l'époque classique, au Petén, même après son transfert plus au nord à Chichén Itzá.[134] Le sud-ouest accidenté du pays maya, les hautes terres, est la zone la moins prestigieuse, sans doute parce que la plus récemment occupée. Bien que l'on accorde aux montagnes le statut de divinité et que certains récits mythologiques leur attribuent la paternité du maïs, sorti du volcan par les Dieux, les traits de civilisation les plus spectaculaires sont absents des hautes terres, sur lesquelles les traces épigraphiques sont d'ailleurs très rares.

---

[133] QUILTER, Jeffrey ; HOOPES, John W., *Gold and Power in Ancient Costa Rica, Panamá, and Colombia*, Dumbarton Oaks, 2003.

[134] Les Itzás, certainement d'origine mexicaine, s'y établissent la même année qu'Hugues Capet sur le trône de France.

Dans la partie septentrionale de l'isthme, il ne semble pas y avoir chez ces populations mayas sédentarisées une quelconque notion de milieu, puisque l'espace est abordé à travers un angle astronomique, celui des points cardinaux. Pourtant, les interactions sont nombreuses (syncrétisme religieux, relations sociopolitiques avec les mexicains, mais aussi commerciales avec le sud de l'isthme) et les ruptures paysagères relativement bien délimitées. Sans préjuger de l'unicité absolue du peuple maya ni sous-entendre une tendance a-historique de ces sociétés, la culture maya nous semble un élément explicatif de cette absence d'intérêt pour le milieu. Leurs conceptions religieuses insistent sur l'inéluctabilité des phénomènes, manifeste à travers les pratiques sacrificielles, voire l'acceptation de la tutelle des « Mexicains », puis des Espagnols. L'intérêt pour la terre nourricière trouve un absolu dans le maïs. L'obsession calendaire fixe l'histoire, le temps, donc les récoltes, qui ne sont pas différenciées par le milieu mais par les dieux. Ainsi, la différenciation spatiale entre les basses et les hautes terres est seulement codifiée temporellement.[135]

Comme les sociétés chibchas, les sociétés mayas se sont indifféremment établies sur l'ensemble des milieux naturels centraméricain. Pour les autres sociétés, moins structurées, il n'existe probablement pas de différenciation spatiale en fonction d'un milieu naturel. L'espace est certainement moins perçu en terme de milieu que de territoire, selon les critères de l'identité et de l'altérité propres à l'immense majorité des groupes sociaux. Cette conception est la seule généralisable à l'ensemble de l'isthme. En revanche, s'il est probable qu'il existe des échelles de valeur sociales en fonction du degré de civilisation, rien n'indique que celles-ci se recoupent avec le milieu naturel. Si les basses terres des façades caraïbes ont abrité des groupes moins structurés, il n'y a pas, à notre connaissance, de déterminisme qui associerait milieux chauds et humides et faible niveau de développement socio-culturel. Ce n'est d'ailleurs pas davantage le cas en ce qui concerne les espaces sylvestres, puisque ceux-ci sont intégrés au sein des territoires. L'identification des quatre éléments du milieu existe pourtant : la terre, comme évident substrat sacralisé par les activités agricoles ; le feu, à travers le soleil, les volcans, les défrichements, voire l'or des Chibchas ; l'air, le ciel, lieu du divin, relié à la terre, nourricière, par les montagnes. Quant à l'eau, n'est-elle pas la face cachée de l'obsession calendaire des Mayas ? L'identification de ces éléments a produit une

[135] Chez les Mayas Guatémaltèques, l'opposition entre *nawaj* (vallée) et *mam* (montagne) n'est pas associée à une hiérarchie liée au haut et au bas, ni aux conditions sanitaires. Les deux termes suggèrent plutôt une incarnation du passé et du présent.
ARNAUD, Charlotte, "Stratégies politiques mayas et espagnoles au Guatemala, 15ème-16ème siècle", pp. 17-56, in *Pouvoirs et déviances en Méso-Amérique*, PUM, Toulouse, 1998

pensée, où l'espace jouait souvent un rôle, mais comme support des phénomènes astronomiques, comme chez les Mayas. Contrairement à la science occidentale, la conception précolombienne a oublié – ou volontairement négligé – l'homme. [136]

2) Le climat espagnol : l'émergence de l' « Enfer vert »

L'anthropologie historique nous permet dans une certaine mesure de déduire que l'association entre hautes et basses terres, sain et malsain, est inexistante chez les sociétés précolombiennes, bien que l'espace soit pensé, en termes cardinaux, spatio-temporels, et territoriaux. L'homme n'a pas de place dans les deux premières conceptions de l'espace, les plus élaborées. Les conceptions dominantes qui se mettent en place avec la colonisation espagnole sont très différentes, puisque l'espace est conceptualisé, et le milieu abordé sous un angle spécifique, sanitaire, celui du climat.

La réciprocité entre nature et culture n'est qu'un aspect récemment développé de la géographie. Auparavant, les schémas d'explication déterministes, hérités des théories antiques, s'efforçaient d'expliquer la nature des sociétés par leur environnement naturel ; l'épisode maya est à ce titre fréquemment mis à contribution pour étayer l'absence de déterminisme entre milieux naturels et sociétés humaines.[137] Ces efforts de conceptualisation de l'espace des philosophes grecs ont néanmoins mis en exergue des concepts désormais considérés comme éminemment géographiques, comme celui de climat (*klima* : inclinaison).

Parménide, au 5ème siècle avant notre ère, introduit la zonation climatique cosmique (zones froides, tempérées et torrides), en fonction de l'inclinaison de la terre par rapport au soleil. Aristote différencie les phénomènes astronomiques (ordonnés, donc susceptibles de générer un savoir) et météoriques (atmosphériques et terrestres, essentiellement dus au hasard).[138] Dans les *Météoriques*, dont le titre incline à penser qu'il s'agit d'un ouvrage de géographie, Aristote se livre pourtant à un plaidoyer a-géographique, évacuant toute finalité à

---

[136] A travers le concept de *Tierra madre*, le mouvement indigène a récemment insisté sur un élément de discours percutant, le « développement durable » qu'induit cette primauté de la nature sur l'homme apparaissant désormais comme consubstantiel à la pensée indigène.

[137] *« Les hautes civilisations précolombiennes ont brillé dans des conditions naturelles qui n'expliquent pas mieux leur naissance que leur épanouissement. Combien serait aisée au contraire l'évocation des avantages du milieu naturel et de la localisation si des civilisations précolombiennes de haut niveau avaient pris leur vol dans les îles de Cuba ou d'Hispaniola que leur valeur propre et leur localisation paraissaient vouer à un brillant destin, au moins égal à ceux de la Crête ou de Java. […] Il semble donc prudent de ne pas accorder au climat d'altitude une action favorable et au climat chaud et pluvieux une action défavorable sur les civilisations supérieures. »*
GOUROU, Pierre, *L'Amérique tropicale et australe*, Hachette, 1976 ; p. 52

[138] STASZAK, Jean-François, La géographie d'avant la géographie, Le climat chez Aristote et Hippocrate, L'Harmattan, 1995, 252 p.

cette science des choses terrestres, donc du désordre et de la corruption : les outils mathématiques sont réfutés, la zonalité réduite à l'opposition entre l'Europe et l'Asie, dont la Grèce est présentée comme l'équilibre harmonieux. La seule dimension géographique concerne le déterminisme du milieu : en fonction de l'influence des météores s'établissent les caractéristiques sociopolitiques des différents peuples. Mais cette théorie est plutôt héritée d'Hippocrate qu'élaborée par Aristote.

Davantage qu'Hérodote, qui se limite à la description, Hippocrate (-460 – -370) pose les fondements de la géographie avec *Des Eaux, des Airs et des Lieux*, bien que l'ouvrage ait longtemps été oublié. Sa réflexion vise à déterminer l'impact physiologique de l'environnement, sans pour autant tomber dans un déterminisme catégorique, puisqu'il tient à souligner l'importance des facteurs culturels et sociaux. Ce sont surtout les aspects sanitaires de sa pensée qui seront pourtant remis au goût du jour à la Renaissance. A l'instar de la pensée grecque antique, les représentations occidentales de la terre les plus élaborées, à l'aube du 16ème siècle, se fondent sur les quatre éléments et les quatre principes d'Aristote (Air, Eau, Terre, Feu ; humide, froid, sec, chaud). La combinaison de ces principes traduit l'environnement, défini comme sain ou malsain. Reprises par les autorités espagnoles, ces considérations auront un impact fondamental dans l'isthme et dans la définition de sa façade caraïbe.

La colonisation espagnole, déjà entamée avec la *Reconquista* ou l'installation aux Açores, prend un tour nouveau sur l'espace américain. Théorie et empirisme s'enchevêtrent dans le processus d'exploitation rationnelle qui se met en place dès lors que la Couronne commence à maîtriser les rouages coloniaux. La nature, en tant que construction divine, est considérée comme un élément dont il faut s'accommoder, non triompher. La tentative de peuplement du Darién témoigne d'une certaine insouciance et traduit remarquablement l'absence de préoccupations climatiques des premiers conquérants. Le climat chaud et humide est même encensé puisque le récit de Fernand Colomb s'attache à démontrer la fertilité du Nouveau monde, qui est tout d'abord présenté comme un lieu où tout pousse.[139]

[139] *« Enfin, le samedi 29 mars [1494], l'Amiral fut de retour à Isabella [fondation littorale au climat tropical humide du nord de Saint Domingue], où il constata que des melons, qui avaient été semés moins de deux mois auparavant, donnaient déjà des fruits bons à manger. En moins de 20 jours, des concombres étaient arrivés à maturité, et une vigne sauvage qu'on avait taillée montrait déjà des raisins fort bien fournis. Au 30 mars, on coupa des épis mûrs donnés par du froment semé à la fin de janvier ; on cueillit aussi des pois chiches beaucoup plus gros que ceux qui avaient été semés 25 jours auparavant. Il n'était d'ailleurs aucune graine qui, mise en terre, restât plus de 3 jours sans lever. En 7 jours des noyaux germaient ; et le même temps suffisait au développement des cannes à sucre. L'Amiral fut émerveillé en constatant cette fertilité extraordinaire qui promettait une grande prospérité à l'établissement des Espagnols dans le pays. »*

Les Espagnol sont pourtant continuellement menacés par la faim. C'est d'ailleurs pour cette raison – le ravitaillement – qu'il est nécessaire de fonder des comptoirs et de retourner en Espagne pour ramener du blé. Colomb a sciemment présumé de la fertilité de cette zone tropicale en la présentant comme un nouveau pays de Cocagne. Tandis que les savants qui l'accompagnent commencent dès le second voyage à se préoccuper des conditions de survie dans ces contrées exotiques, Colomb s'enthousiasme comme au premier jour. Comme pour l'or, la fertilité tient surtout de la propagande.[140] Colomb note cependant la nature difficile du climat de la façade caraïbe, comme les risques d'inondation, voire de sécheresse, manifestes à travers les changements de niveau du fleuve.[141] Ces premières indications tendent à prouver que les espaces littoraux sont habitables bien que contraignants.

Les Espagnols n'envisagent d'ailleurs guère trouver d'autres milieux avant les années 1520 et la conquête des hautes terres. Celles-ci semblent alors prédestinées, car rappelant étrangement le climat méditerranéen espagnol. Le relief apparaît ici clairement comme un élément positif qui relativise les particularités climatiques de la zone tropicale. Les considérations espagnoles sur l'espace et son organisation vont être durablement marquées par cette approche des milieux : d'un côté le climat sain, froid et sec, de l'autre le climat malsain, chaud et humide. L'espace est avant tout pensé pour l'humain, en termes médicaux, échelle de valeur climatique qui se répercute immédiatement dans l'aménagement du nouveau monde. La façade caraïbe incarnera dès lors l'Enfer vert, représentation auto entretenue par l'incapacité des Espagnols à contrôler la façade.

Si pour Claude Ptolémée, il est impossible de vivre dans la *zona torrida*, Alain Musset nous rapporte que Lopez de Velasco, cosmographe et courtisan, estime que *« les conditions sanitaires tendaient à s'améliorer grâce à la multiplication du bétail et à l'extension des zones de pâturages ».*[142] Au Honduras, le même décrit une situation mitigée : si à Puerto Cabellos *« il n'y a pas de* pueblos *indigènes tant cette* comarca *est malsaine »*, Trujillo est

---

COLOMB, op. cit. ; pp. 155-156

[140] Des médecins et des savants s'embarquèrent lors du deuxième voyage. Ils rendirent tous un verdict très mitigé, soulignant la difficulté d'implanter les bases alimentaires de la civilisation méditerranéenne et signalant que les fruits étaient surtout intéressants pour le glandage des porcs…

[141] « *Au moment où nous nous croyions le plus en sûreté, le fleuve de Bethléem déborda tout d'un coup[...] »* ; *« l'Amiral était sur le point de mettre à la voile pour la Castille, lorsque les eaux du fleuve, qui avaient failli nous causer tant de désastre par leur surabondance, baissèrent à ce point, que les navires furent dans l'impossibilité d'aller reprendre la mer. Notre ennui était grand, et de même que précédemment nous avions imploré l'assistance de Dieu pour qu'il fit s'achever les pluies qui entretenaient l'inondation, de même nous appelions de tous nos vœux les nuées qui pouvaient faire enfler les eaux du fleuve. »*
COLOMB, op. cit. ; p. 261-264

[142] LOPEZ DE VELASCO, Juan, *Geografía y Descriptión Universal de las Indias,* 1571-1574, reed. Fortanet, 1894, 831 p. ; cité par MUSSET, op. cit., 2002 ; p. 80

relativement bien mise en valeur.[143] Le constat est moins nuancé chez les Indiens Botos du Desaguadero (río San Juan) : *« C'est une région basse et marécageuse, ainsi est-elle pauvre de denrées et d'entretien, parce que les Indiens se nourrissent surtout de racines de manioc [...] de maïs et de patates. »*[144] Lopez de Velasco conclut cette présentation de la Mer du Nord de l'isthme par l'environnement déplorable de Portobelo et Nombre de Dios, accompagné d'un relâchement des mœurs, qui y explique la violence, l'impiété et l'inconstance des Indiens. Juan de Pineda souligne l'insalubrité du littoral du Honduras, thème repris par l'archevêque de Guatemala, près de deux siècles plus tard, qui dresse toujours le constat accablant d'une chaleur y nuisant aux bonnes mœurs.[145] On n'est dès lors plus très loin du déterminisme absolu. Quant aux littoraux pacifiques, leurs climats sont aussi considérés comme malsains, bien que l'élévation généralement rapide du relief permette de s'établir à proximité. Les littoraux ne sont toutefois pas les seuls milieux répulsifs : Jean Pierre Berthe évoque un questionnaire de 1577 où les habitants se plaignent autant de l'insalubrité de la côte atlantique que de la sécheresse des Hautes terres.[146] Après un demi siècle d'établissement, Mexico est toujours considérée comme malsaine à cause de l'environnement des lacs, et c'est la viabilité de l'entreprise coloniale dans son ensemble qui se trouve menacée.

Succédant aux initiatives individuelles, les autorités politiques vont durablement orienter cette occupation de l'espace. Ainsi les *Ordonnances de peuplement de 1573* vont elles entériner un sentiment préexistant, à savoir qu'il est préférable de s'établir dans des *« parages sains, à l'air pur et au climat tempéré »*.[147] Références antiques sécurisantes face aux défis de la nature ou adaptation aux difficultés politiques qu'occasionne la façade caraïbe ? Probablement les deux, puisque les *Nouvelles Ordonnances de 1573* insistent : n'est maintenu dans les ports *« que le personnel strictement nécessaire à la défense des côtes et au suivi des relations commerciales »,* réorganisation qui touche particulièrement le Honduras.[148] A travers les déplacements de Veracruz et des ports caraïbes du Honduras et du Panamá, la Couronne tente de rationaliser l'espace centraméricain, délaissant par la même la façade, hormis sur ces deux axes. Pour autant, Portobelo souffre d'un manque d'habitants que même les exemptions fiscales ne corrigeront jamais, tandis qu'à l'achèvement de la forteresse

[143] LOPEZ DE VELASCO, op. cit. ; p. 311
[144] LOPEZ DE VELASCO, op. cit. ; p. 333
[145] MUSSET, op. cit., 2002 ; p. 85, p. 91
PINEDA, Juan de, *Avisos tocantes a la Provincia de Guatemala,* 1595
[146] MUSSET, op.cit., 2002
[147] *Ordonnances de découverte et de peuplement de 1573*
MUSSET, op. cit., 2002 ; p. 79
[148] MUSSET, op.cit., 2002 ; p.135

d'Omoa en 1775, il n'y a toujours pas de voie carrossable pour relier les hautes terres du Guatemala.

Les déplacements de villes organisés par les autorités traduisent fréquemment ces problèmes liés au milieu, bien que les raisons soient assez variées en ce qui concerne l'ensemble centraméricain. Alain Musset estime qu'en Amérique centrale, quatre déplacements s'effectuent pour la recherche d'un nouveau site, six en raison d'un site malsain, quatre de catastrophes naturelles, sept d'attaques d'Indiens et six d'attaques de pirates ou de guerres conventionnelles.[149] Si elle souligne l'importance des facteurs « naturels » – entre le tiers et la moitié des cas –, cette étude traduit également l'enchevêtrement des facteurs naturels et politiques et l'existence d'une double menace européenne et indigène, cette dernière étant surtout représentée par les Miskitos. Quant aux populations indigènes contrôlées, s'il leur arrive de temps en temps de se joindre aux conquérants en déplorant les difficultés inhérentes au milieu tropical humide, il faut surtout voir là l'influence des conceptions espagnoles ou la volonté de se les concilier.[150]

La dichotomie dans l'occupation humaine entre hautes et basses terres est le résultat d'une conjonction de facteurs, déjà évoqués au chapitre précédent. Parmi ceux-ci, la conception du milieu est fondamentale, comme en témoigne la législation sur le peuplement, qui valide clairement le dépeuplement de la façade caraïbe. Cette pensée sur le milieu, essentiellement climatique au départ, va engendrer une typologie devenue classique en géographie, bien qu'assez spécifique à cette nouvelle Amérique tropicale. La classification en *tierras calientes, templadas,* et *frías,* voire *heladas*, se situe en droite ligne de ces conceptions climatiques adaptées à l'altitude.[151] Des potentiels agricoles et des modes de faire-valoir différents sont a priori associés à chacune de ces terres. Cette distinction fondée sur l'étagement, solidement ancrée en Amérique centrale, recoupe dans une large mesure l'opposition entre climats sains et malsains des théories antiques. Malgré une topographie mouvementée, les Espagnols assimilent la façade caraïbe aux *tierras calientes* et à un milieu malsain.

[149] MUSSET, op. cit., 2002 ; p. 142
[150] MUSSET, op. cit., 2002 ; p. 89 ; p. 91
[151] Pour Pierre Gourou, les *tierras calientes* s'arrêtent à 800-1000 mètres (température moyenne 22°), les *tierras templadas* à 1800-2000 mètres (17°), et les *tierras frías* commencent autour d'une température moyenne de 5°. GOUROU, op.cit. ; p. 131

3) Le « tournant positiviste » : exploitation des ressources et dépassement des contraintes

L'aménagement de l'espace centraméricain par les Espagnols – et particulièrement celui de sa façade caraïbe – peine à sortir des jalons posés par la contradiction d'une pensée dans le même temps hippocratique et œcuménique. En effet, au delà d'une toute relative avance technologique, l'Angleterre, ouvrant la route aux Etats-Unis, a su mettre en valeur ces milieux chauds et humides, y développant même une colonie de peuplement. Les boucaniers et autres bûcherons du Honduras britannique témoignent de la viabilité de ces littoraux caraïbes.

Ces nouvelles formes d'implantation se fondent néanmoins sur d'autres conceptions géographiques, mettant en avant la capacité de l'homme à dompter la nature. A travers les notions de ressource et de contrainte, le déterminisme naturel de l'époque est mis en doute. Les ressources naturelles correspondent aux richesses potentielles qui attendent leur mise en valeur par l'homme, tandis que les contraintes constituent l'ensemble des facteurs limitatifs induits par le milieu. A mesure que le progrès technologique s'affirme et permet d'inventer et d'exploiter les ressources, les contraintes naturelles s'effacent, laissant place aux contraintes humaines : *« Il n'existe aucune « contrainte naturelle » sérieuse sous climat tempéré, ni dans la plupart des climats tropicaux. »*[152] Le développement de l'activité bananière par les compagnies états-uniennes sur les *tierras calientes* constitue une démonstration à grande échelle du courant « positiviste » qui anime ces nouvelles conceptions de l'espace : le milieu recèle de ressources naturelles et ses contraintes sont relatives. La technique triomphe de la nature, l'homme du milieu…

La Révolution industrielle du 19ème siècle a un impact direct sur l'organisation spatiale de l'isthme. Par l'entremise du capital des puissances européennes et nord-américaines, l'organisation de la production est profondément bouleversé, notamment les structures agraires. La transformation des pays centraméricains en pays exportateurs de café (hautes terres) et de bananes (basses terres caraïbes) modifie les représentations. La façade, toujours emblématique d'un milieu malsain, est néanmoins de plus en plus considérée comme un espace à intégrer, en vertu de ressources jusque là insoupçonnées, mais également afin d'établir la souveraineté des nouvelles entités nationales. Elle est désormais à conquérir, qu'importent les contraintes à cette intégration. La diversité des milieux centraméricains implique d'ailleurs une grande variété de ressources à travers la combinaison des facteurs

[152] BRUNET ; FERRAS ; THERY, op. cit. ; p. 126

géologiques, hydrologiques, pédologiques ou faunistiques (pétrole, hydroélectricité, agriculture, biodiversité…).

Cette « modernisation » de l'isthme est d'autant plus soudaine que les moyens d'analyse technologique permettant de constater la très forte entropie des nouveaux systèmes de mise en valeur ont tardé à se mettre en place. Les signaux d'alerte ont été sciemment négligés, comme l'appauvrissement des sols et les maladies dans les bananeraies dès les années 1930. Qu'il s'agisse des infrastructures (le creusement du canal), de la production agricole (agroexportation et bétail) ou de la ponction du capital naturel (bois, pétrole, pêche), ces activités ont eu un impact majeur sur le milieu naturel, donc sur l'homme (pollutions diverses, sols lessivés, sédimentation, appauvrissement des écosystèmes…). La diversité et la richesse du capital naturel apparaissent désormais en net déclin, même si pour certains, il est possible de compenser cette perte grâce au capital humain et au progrès technologique, qui réinventent les ressources et dépassent les contraintes. L'exemple des ressources non renouvelables, en premier lieu des hydrocarbures, infirme pour l'instant cette théorie des plus optimistes.

La façade caraïbe a payé – et continue à payer – un lourd tribut à ce processus de modernisation. En effet, contrairement aux hautes terres ladinas, ce milieu naturel « nouveau », conçu comme vide, a véritablement été dévasté par cette idéologie positiviste fondée sur le triomphe de l'homme sur la nature. La modernisation a aussi contribué au très net recul de la zone refuge.

4) L'approche environnementale et la notion de risque

L'approche environnementale qui s'est propagée ces dernières décennies, notamment par l'intermédiaire du Sommet de la Terre de Rio de 1992, a rappelé le caractère réflexif du milieu et introduit la notion de risque, c'est-à-dire la probabilité d'être touché par un danger majeur. Le contexte de globalisation a certainement joué dans cette prise de conscience, puisque comme le notent Yvette Veyret et Pierre Pech, *« Plus les changements sont brusques et importants, moins la tolérance [de l'environnement] est possible. »*[153]

Les dispositions naturelles ne sont pas les seules à présider à la différenciation spatiale dans l'isthme. L'action de l'homme s'accroît et s'amoncelle dans le temps, marquant d'une

[153] VEYRET, Yvette ; PECH, Pierre, *L'homme et l'environnement*, PUF, 1993 ; p. 32

empreinte toujours plus indélébile les écosystèmes. Dans la zone tropicale, le poids des contraintes et des risques est accru par le phénomène du sous-développement. Si la façade caraïbe de l'Amérique centrale présente des risques naturels spécifiques liés à sa structure géologique et climatique, qui diffèrent de la façade pacifique et des hautes terres, c'est surtout dans leur gestion que le différentiel apparaît. Les Etats nationaux jouent ici un rôle fondamental qui se manifeste surtout par leur inaction. Par ailleurs, l'orientation des politiques de prévention des risques, pensées de l'extérieur, est souvent inefficace et mal perçue par les populations locales. Cette gestion défaillante des risques est symptomatique du caractère de marge des marges de la façade caraïbe.

Le milieu naturel apporte son lot de risques (cyclones, inondations, séismes, glissements de terrains…), mais les risques humains font certainement autant de ravages (épidémie de sida, pollution des villes, de l'industrie, de l'agriculture…), bien qu'ils soient plus difficilement appréciables. D'ailleurs, la limite est ténue entre les deux. Ainsi, l'activité sismique et volcanique sur les hautes terres constitue un risque largement et anciennement connu, compensé par la richesse des sols qu'il induit. Les populations précolombiennes comme espagnoles se sont accommodées de ce phénomène, déjà connu en Méditerranée. Néanmoins, les catastrophes sont très meurtrières du fait de la proximité des villes ou de l'absence de bâtiments aux normes antisismiques. S'il n'y a pas de volcanisme sur la façade caraïbe, les mouvements de terrains sont fréquents dès lors que les cyclones déferlent sur des espaces récemment défrichés… Bien que les risques associés à la lithosphère n'y soient pas absents, c'est bien évidemment l'hydrosphère qui constitue le sujet d'inquiétude numéro un sur la façade caraïbe, encore que chacun ne partage pas ces priorités.[154] La prévision des cyclones exige effectivement des moyens techniques qui n'existent que dans les pays développés, et les mesures de prévention pâtissent de la fragmentation de l'espace. L'absence de barrages et d'endiguement des fleuves accroît la menace en cas de cyclone ou de simple inondation. Naturels ou humains, les risques encourus sont accentués par l'explosion démographique et la dépendance technologique. Ressources, contraintes et risques sont donc indissociables puisque ces trois concepts touchent au géosystème, c'est-à-dire à un écosystème dans lequel on n'élude plus le facteur anthropique.

[154] André-Marcel d'Ans souligne la multiplicité des responsabilités dans la mauvaise gestion de l'ouragan Mitch (1998) et la trop facile mise en accusation du milieu naturel dès lors qu'aucune politique de prévention n'est mise en œuvre.
D'ANS, André-Marcel, *Ecologie politique d'un désastre, le Honduras après l'ouragan Mitch*, Karthala, 2005, 275 p.

B/ Un ou des milieux, une façade ou des façades ?

Ces mutations du paradigme de milieu, liées à son anthropisation progressive, ne doivent pas faire perdre de vue que celui-ci est en quelque sorte d'abord « proposé » par des structures physiques qui échappent largement aux logiques des hommes, lesquelles disposent ensuite d'un certain nombre de possibilités pour les aménager. Ces différents critères naturels rendent parfois compte d'une spécificité de la façade par rapport au reste de l'isthme, ainsi que d'une fragmentation interne assez nette, qui reste néanmoins marquée par la récurrence de quelques types de milieux apparentés.

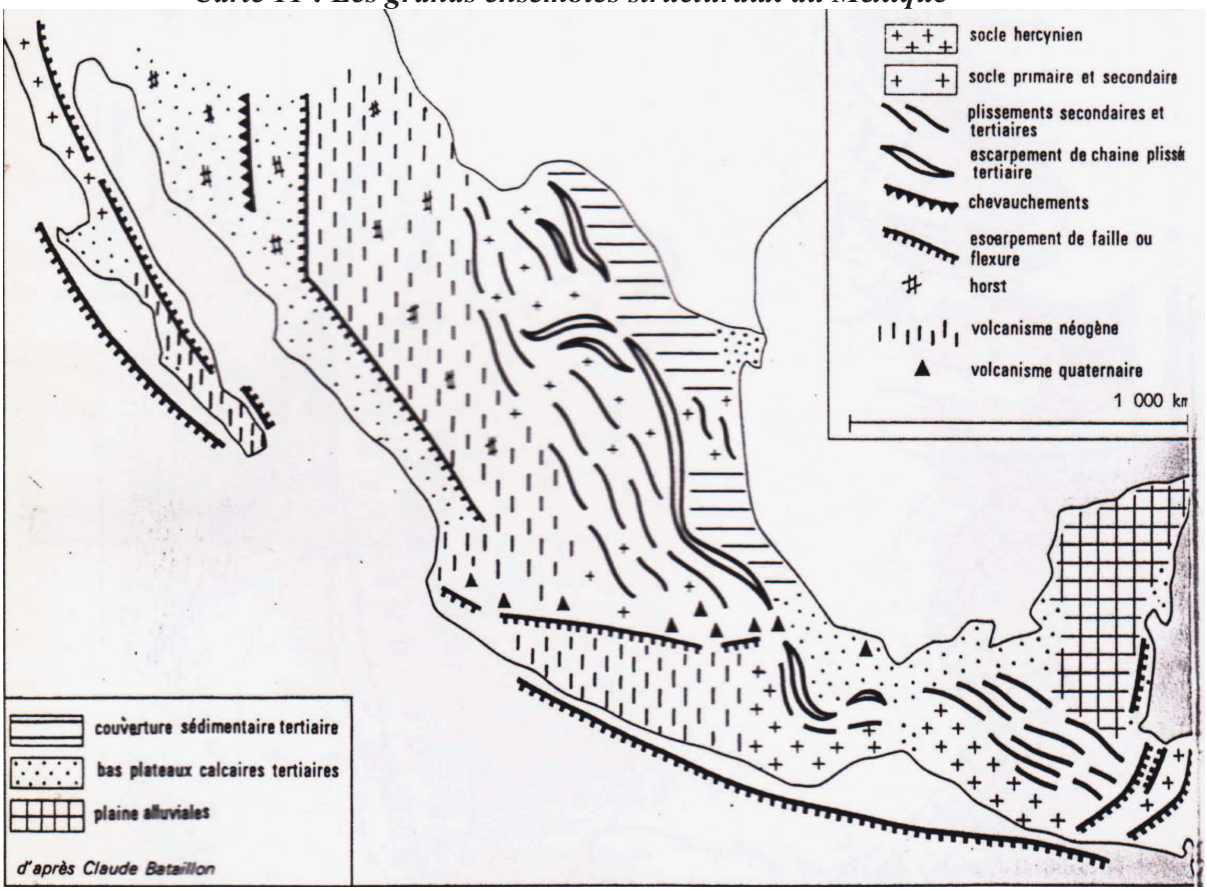
Les manuels de référence soulignent généralement que l'Amérique centrale présente trois ensembles géographiques longitudinaux distincts par rapport à l'axe de l'isthme : une mince bande pacifique, les hautes terres centrales, souvent d'altitude, et les plaines caraïbes. Pour autant, les mêmes manuels signalent l'extrême fragmentation de l'isthme, d'un point de vue géophysique comme géoclimatique. Les approches du milieu sont effectivement complexes ; elles résultent de la combinaison de diverses approches géophysiques, liées à l'interaction de trois biotopes : atmosphère, lithosphère et hydrosphère. Les différentes sciences qui composent la géographie physique (géologie, climatologie, hydrologie, pédologie…) ont dressé des typologies qui rendent seulement compte d'une certaine cohérence de la façade caraïbe de l'Amérique centrale. Le milieu, c'est-à-dire la remise en contexte du lieu dans son environnement, est marqué par des discontinuités très importantes, et il y a entité sans y avoir uniformité, bien qu'il y ait une récurrence, spécifique à la façade caraïbe, de ces types naturels.

1) Milieu naturel ou anthropisé ?

a) Géomorphologie de la façade caraïbe de l'Amérique centrale

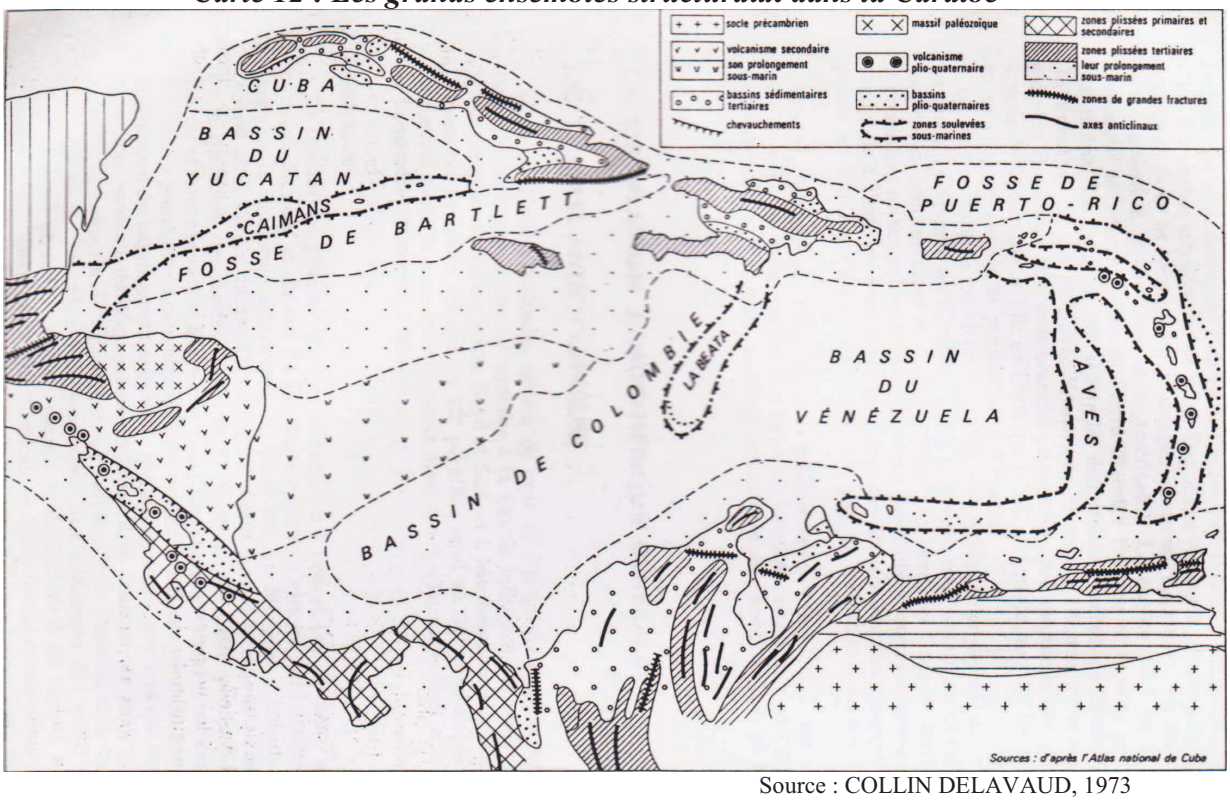
L'objectif n'est pas tant de procéder à une énumération de phénomènes géologiques que de dégager leur pertinence, qu'il s'agisse de la fragmentation de la façade caraïbe ou de son existence comme objet géographique. Les grands ensembles structuraux centraméricains, issus de processus hérités, s'intègrent aux ensembles voisins, sud et nord américains, dont ils apparaissent comme la continuité, ainsi que caraïbes, avec lesquels ils se complètent. Comme le montrent les cartes compilées par Claude Collin Delavaud, ces grands ensembles ne distinguent aucunement la façade caraïbe (***cartes 11 et 12***).

Carte 11 : Les grands ensembles structuraux du Mexique



Source : COLLIN DELAVAUD, 1973

Carte 12 : Les grands ensembles structuraux dans la Caraïbe



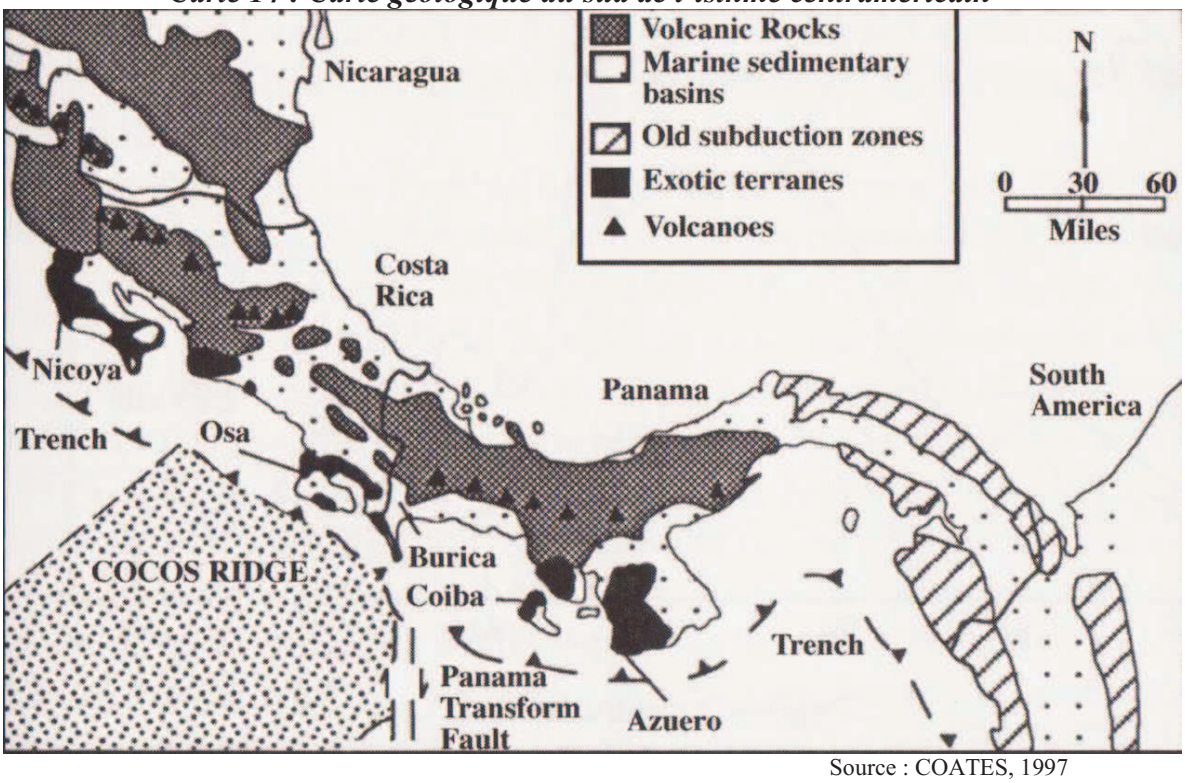
Source : COLLIN DELAVAUD, 1973

Les géologues s'accordent sur l'époque de formation de l'isthme, qui a relié les deux continents il y a 3 millions d'années, lorsque les plaques maya, chorti et centraméricaine se sont rejointes. Il est fort probable que l'isthme ait à nouveau été séparé 2,5 millions d'années plus tôt, les eaux submergeant le fossé de l'Atrato, le Panamá central et la dépression du Nicaragua. Il s'agit donc d'une histoire récente – en termes géologiques – mais extrêmement complexe, car les zones de fracture ont remodelé des reliefs hérités de manière très variée. La mise en place d'un continuum terrestre ne doit pas éluder la séparation en deux océans, autre événement fondamental à l'échelle planétaire. Au niveau géologique, on distingue deux croûtes correspondant à deux plaques, séparées par le fossé du fleuve San Juan (croûte océanique au Costa Rica et Panamá et continentale dans le nord de l'isthme). Leurs plissements récents les incorporent pourtant dans des dynamiques communes, qui distinguent, selon une délimitation proche de celle des bassins versants, une zone pacifique active d'une zone caraïbe passive (***carte 13***). L'arc volcanique centraméricain correspond à la zone de fracture pacifique qui borde l'isthme centraméricain. Cette dernière évite toutefois l'est panaméen où la subduction ne joue plus, car les plaques Coco et Nazca s'écartent à cet endroit, tandis que le rift qui borde le Costa Rica est responsable des tremblements de terre et du volcanisme de la Talamanca. Entre ces deux types de relief, on trouve surtout des bassins sédimentaires soulevés, d'origine marine (***carte 14***).

Carte 13 : Les croûtes continentales et océaniques en Amérique centrale

Source : COATES, 1997

Carte 14 : Carte géologique du sud de l'isthme centraméricain



Source : COATES, 1997

Le nord de l'isthme a une structure plus vieille et plus complexe, marquée par une relative continuité entre les plaques Mayas et Chortis. Comme plus au sud, la chaîne volcanique s'explique par le rift occidental. Au nord de cet arc, du Honduras au nord du Salvador et du Nicaragua, on trouve un haut plateau volcanique, formé des dépôts liés à l'activité volcanique d'il y 20 à 10 millions d'années. La Mosquitia correspond en grande partie à cet ensemble arasé par une érosion très ancienne. Au nord de ces terrains, du Chiapas au Nicaragua, mais aussi sur les montagnes Mayas de Belize, s'étend le plus vieil ensemble, les hautes terres cristallines. Le terrain Maya, ennoyé 90 millions d'années plus tôt, constitue une vaste étendue de calcaire sur l'ensemble du Yucatan.

Cette succincte géologie traduit la complexité des formes d'ensemble du relief centraméricain. Au niveau structural, on est bien loin du triptyque minces plaines pacifiques / hautes terres / larges plaine atlantiques. La façade caraïbe ne se distingue guère que par l'absence d'activité sismique et volcanique, dont on a vu l'importance du point de vue des ressources comme des risques. La variété des roches implique une grande diversité des phénomènes d'érosion et des reliefs de détail. Des structures profondément différentes sont

néanmoins susceptibles de créer un milieu naturel comparable, comme le montre la proximité paysagère entre Yucatan et Mosquitia. Pourtant, la géologie et le relief du Yucatan, vaste ensemble calcaire caractérisé par des modelés karstiques (*cenotes*), avec peu d'écoulements, sont très différents de l'ancien plateau arasé et des plaines alluviales à l'hydrographie dense et méandreuse de la Mosquitia.

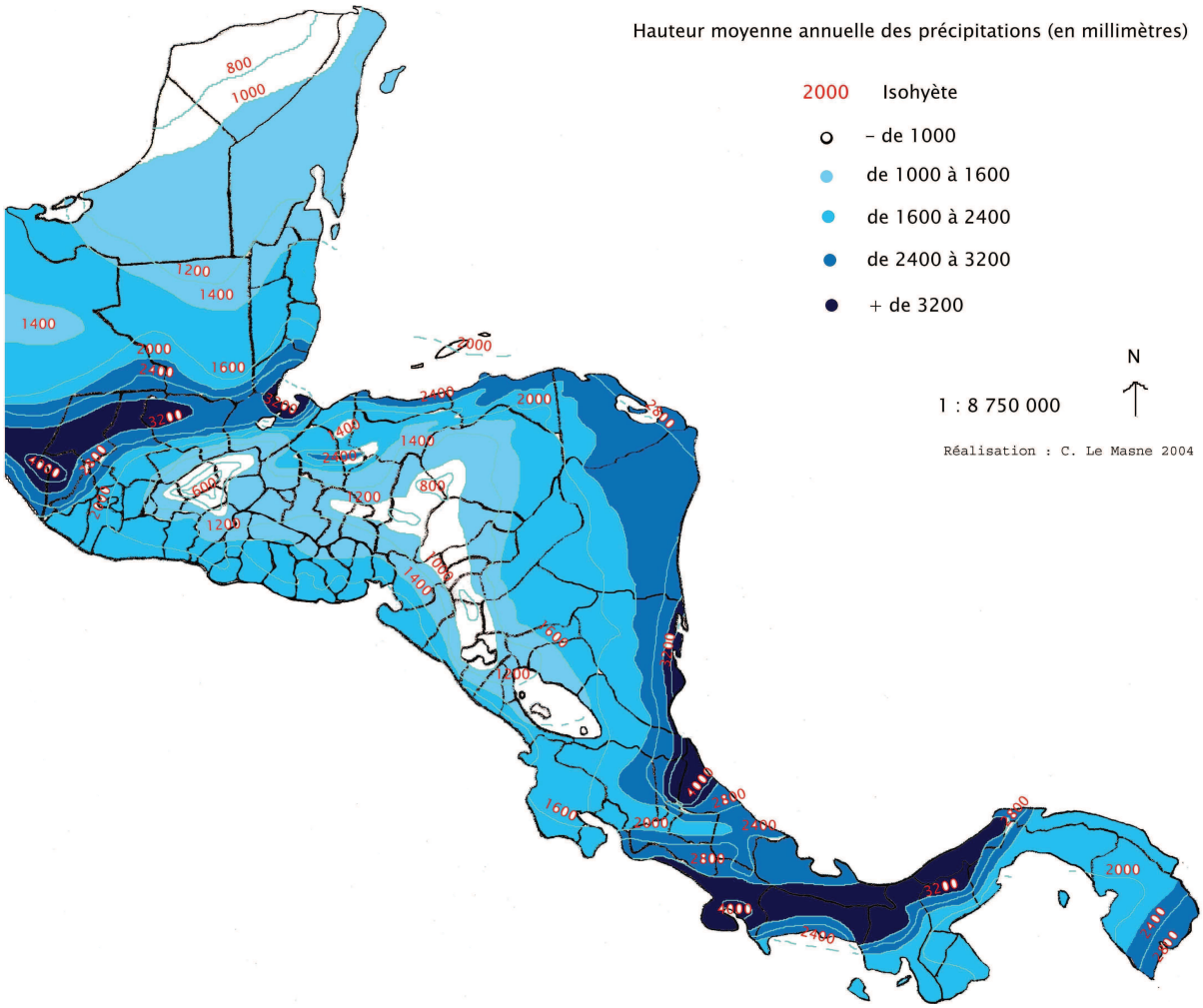
Ainsi, l'hydrologie vient souvent complexifier ces structures géologiques par les reliefs hérités. Ces rapports entre lithosphère et hydrosphère ont permis l'élaboration d'une terminologie très courante en géographie physique : celle des plaines, des plateaux et des montagnes. Les deux premiers sont en réalité très proches, car ils se différencient surtout par l'incision – plus ou moins importante – des vallées. La très grande fragmentation de l'espace centraméricain y rend toutefois cette typologie peu utile : l'absence de cours d'eau au Yucatan témoigne du flou des catégories plaines et plateaux. Si le caractère signifiant des différents termes les rend aisément maniables, il faut se garder de leur généralisation : la façade caraïbe n'est pas essentiellement composée de plaines atlantiques (*llanuras*), et l'ensemble central des hautes terres ne constitue pas nécessairement un plateau (*meseta* ou *altiplano*).

b) Le climat tropical en question

Ce relief fragmenté induit de fortes disparités par rapport à la zonalité climatique. Celle-ci est en effet profondément modifiée par la topographie mouvementée de l'Amérique centrale, dont les discordances sont d'ailleurs d'ampleurs variables : au Honduras, la montagne San Ildefonso culmine à 2242 mètres à moins de dix kilomètres de la baie d'Omoa. Outre les phénomènes orographiques, prompts à modifier les critères classiques qui servent à l'élaboration de typologies climatiques (températures et précipitations), l'influence des facteurs azonaux (étendues marines, espaces continentaux, forestiers) vient s'ajouter à cette combinaison. L'appartenance à une zone climatique est le produit de l'agrégation de différents critères naturels, qui divergent selon les approches. Les nombreux « microclimats », comme ceux des milieux insulaires, rendent la classification difficile. Des gradients climatiques ont donc été mis en place, retraçant le renforcement du climat tropical humide en direction du sud de l'isthme, qui apparaît même sous le qualificatif « équatorial ». Les ensembles centraux et occidentaux sont moins sujets à ces fluctuations, même si la présence de très hauts massifs complexifie la typologie. D'un point de vue climatique, la fragmentation côtoie la relative simplicité de l'organisation longitudinale. Il ne s'agit donc pas de réduire la façade caraïbe aux *tierras calientes*, car elle englobe aussi certaines *tierras templadas* ou

frías. La façade caraïbe ne peut pas être définie comme appartenant à une zone climatique particulière mais plutôt à un gradient de zones apparentées. Le critère climatique n'est donc que l'un des critères de définition de la façade caraïbe.

Carte 15 : Total annuel des pluies en Amérique centrale



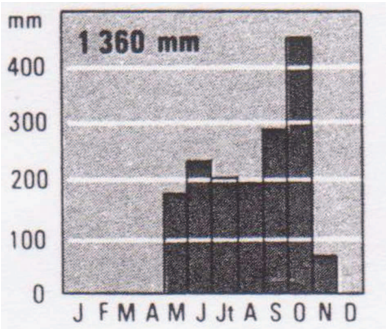
Source : Atlas climatique de l'Amérique du Nord et de l'Amérique centrale, 1979

Parmi les nombreux critères pris en compte pour l'établissement des typologies climatiques, les éléments atmosphériques sont prépondérants. Les alternances saisonnières centraméricaines s'expliquent par le déplacement du front intertropical de convergence (vaste dépression issue de l'affrontement entre alizés boréaux et austraux), qui oscille entre la partie sud de l'isthme de mai à décembre (*invierno*) et la Colombie de décembre à mai (saison sèche, *verano*). La direction générale des alizés, qui soufflent vers l'ouest, contribue à la très forte humidité ambiante sur la façade caraïbe. Celle-ci s'accroît à mesure que l'on se dirige

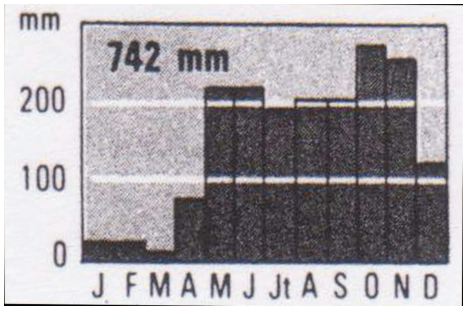
vers le sud. Quant à l'alternance saisonnière des températures, elle est davantage marquée au nord et sur la façade pacifique. Les étendues marines se conjuguent aux vents dominants en jouant sur les températures et les précipitations. La mer des Caraïbes, plus chaude que l'océan Pacifique, atténue les amplitudes thermiques de la façade caraïbe, sur laquelle on observe des températures moyennes annuelles de plus de 25 degrés, éventuellement corrigées par le gradient orographique. La mer des Caraïbes génère surtout une pluviosité généralement bien plus importante sur la façade qu'elle borde (***carte 15***).

Figure 1 : Quatre régimes pluviométriques centraméricains

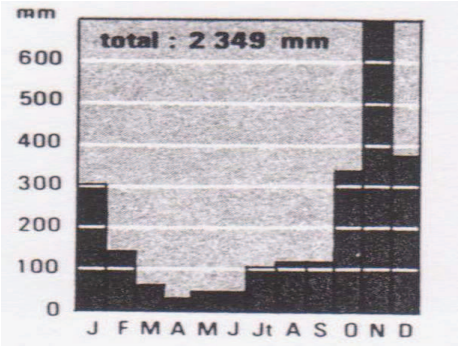
Managua (Nicaragua central)



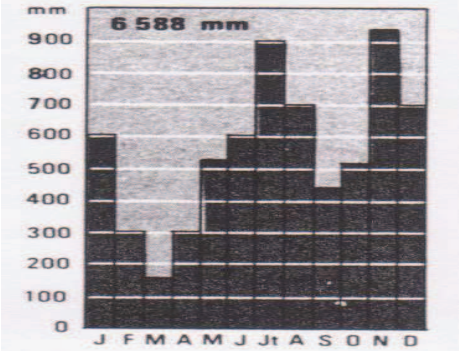
Balboa (Panamá, Pacifique)



Trujillo (Honduras, Caraïbe)



Bluefields (Nicaragua, Caraïbe)

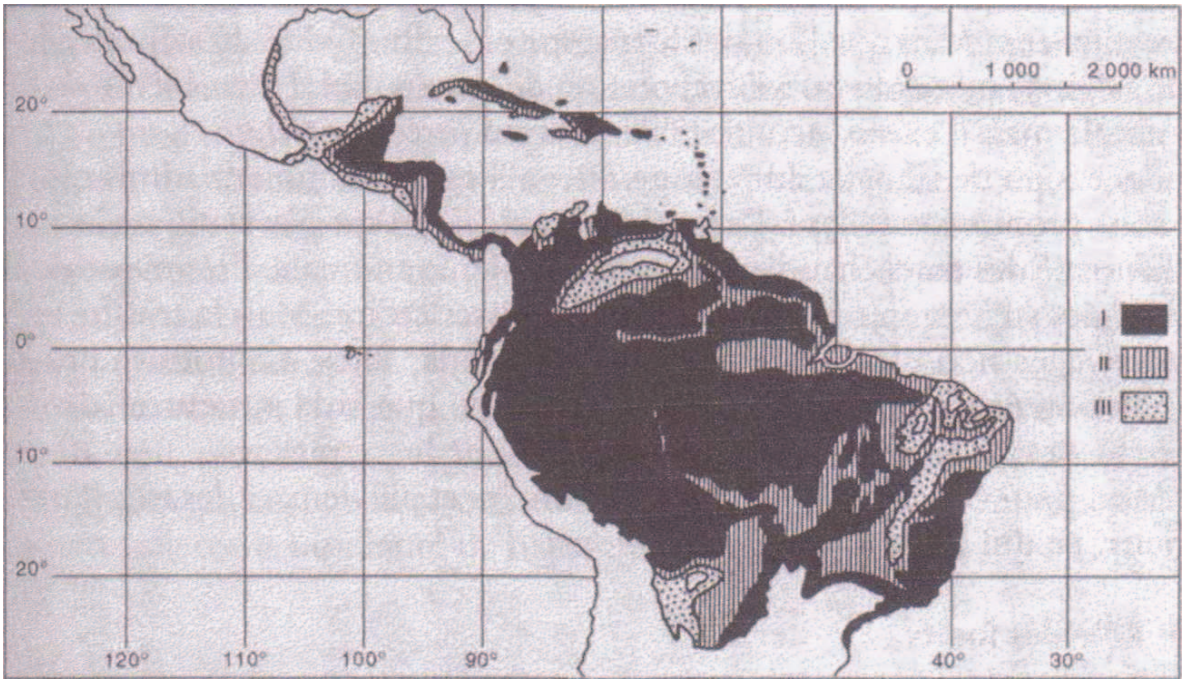


Source : GOUROU, 1976

Du fait des faibles amplitudes saisonnières des températures dans la zone tropicale, les climats sont principalement définis par les régimes pluviométriques, c'est-à-dire par leur alternance saisonnière, et non pas en fonction de la pluviosité annuelle nette (***figure 1***). Les différentes typologies climatiques, très variées, sont le plus souvent largement fondées sur le modèle de Gaussen, basé sur l'humidité et la notion de mois sec. Jean Demangeot, au-delà des zones bioclimatiques de la ***carte 16***, qui illustre assez bien la façade caraïbe, se livre à une

classification des climats tropicaux en sept types. Dans cette typologie, Mérida est « soudanienne », Nicoya « guinéenne », Bluefields « indonésienne », Colón et Balboa (Panamá), les villes de Belize et Guatemala « gabonaises ». [155] Alors que les premiers sont des climats contrastés, le dernier est un climat régulier… Ces distinctions ont du mal à rendre compte des milieux centraméricains : les rapprochements entre Colón et Guatemala City, par exemple, nous semblent montrer une certaine limite à ces typologies climatiques.

Carte 16 : Les climats intertropicaux en Amérique (Demangeot)



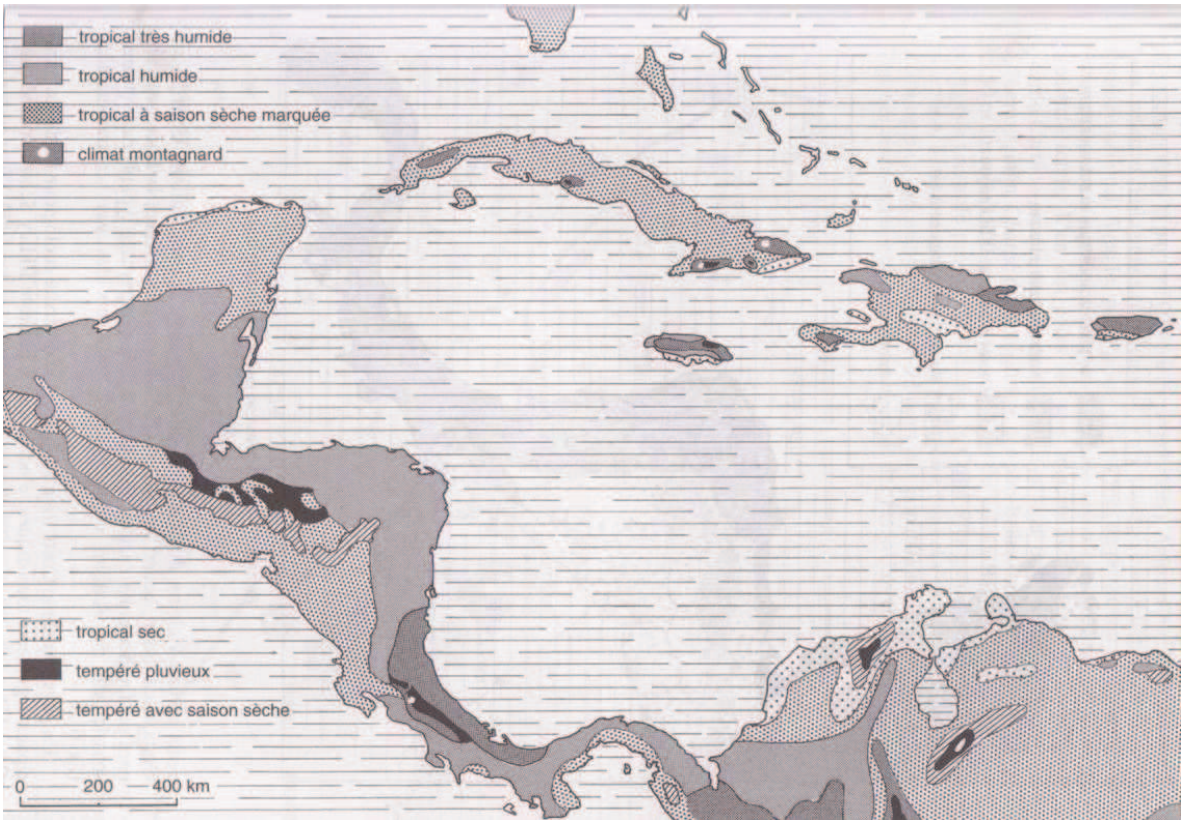
I : bioclimat très humide, généralement équatorial ; II : bioclimat moins humide, généralement subéquatorial ; III : bioclimat tropical contrasté

Source : DEMANGEOT, 1995

Alain Musset propose une alternative intéressante, par la combinaison du tempéré et du tropical, ainsi que du sec et de l'humide (***carte 17***). Les résultats mettent en valeur la dichotomie longitudinale de l'isthme : d'une part le climat tempéré, avec saison sèche ou pluvieux, ainsi que le climat tropical à saison sèche marquée (essentiellement sur les hautes terres, à part au Yucatán pour le dernier), et d'autre part les climats tropicaux humides et très humides, caractéristiques de la façade caraïbe, Yucatán exclu.

[155] DEMANGEOT, op.cit. ; pp.70-73

Carte 17 : Les climats tropicaux et tempérés dans le grand bassin caraïbe (Musset)



Source : MUSSET, 1998

c) Paléoclimats, anthropisation des milieux et limites de la classification végétative

La typologie végétative constitue davantage une extrapolation des conditions climatiques et des potentialités pédologiques qu'une réalité cartographiable. Surtout, elle doit être comprise comme profondément dynamique, puisqu'elle est fortement liée aux paléoclimats et à l'anthropisation croissante des milieux, qui suggère une végétation totalement remaniée.

Les héritages paléoclimatiques traduisent une intense fluctuation des milieux naturels en fonction de la succession des âges glaciaires, bien avant le processus d'anthropisation des milieux. Depuis la fin du Würm (-8 000), dernière phase glaciaire ayant probablement relié l'Asie et l'Amérique, cette dernière a connu des mutations climatiques intenses, notamment une « tropicalité » accrue impliquant d'importantes mutations floristiques et faunistiques. La sédentarisation des sociétés, entre -5 000 et -3 000, a elle aussi modifié les milieux par l'intermédiaire des défrichements ; elle est d'ailleurs à mettre en parallèle avec un épisode de

réchauffement. On ne peut que supputer le lien entre conditions climatiques et déclin des sociétés mésoaméricaines ; néanmoins, l'abandon progressif du cœur de la forêt yucatèque au 10ème siècle est peut-être dû à des épisodes de sécheresse prolongée. Le repli dans la zone refuge s'est généralisé à l'ensemble de l'isthme avec l'arrivée des Espagnols, bien que ces derniers aient contrecarré la reforestation par l'introduction de mammifères domestiques et sauvages. Il faut attendre le processus de modernisation de l'isthme, sensible à partir des années 1850, pour déceler des modifications d'envergure essentiellement dues à l'anthropisation. Ce processus s'est très nettement accéléré depuis 50 ans, du fait de l'intense pression démographique, notamment sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale.

On peut donc pointer des grandes étapes marquées par des changements climatiques – donc de milieux et de paysages – dans l'isthme centraméricain. Ces périodes, marquées par une anthropisation de plus en plus importante, sont toutefois régulièrement remises en cause par les nouvelles techniques de datation, comme par exemple dans la polémique sur le paléoclimat panaméen.[156]

En sus de ces héritages, la végétation est intimement liée à la nature des sols, qui s'explique une nouvelle fois par l'étroite interaction entre les trois biotopes : atmosphère, hydrosphère, lithosphère. L'eau joue toutefois moins sous forme de flux que de stock : *« pour la végétation naturelle ou cultivée, c'est l'eau contenue dans le sol qui compte, et non l'eau des pluviomètres. […] La première conséquence est de ravitailler la région. »*[157] Cet élément revalorise les bassins versants, qui ont un rôle prépondérant dans l'écoulement des eaux, bien que la structure du sous-sol puisse drainer l'eau en sens inverse du relief de surface, suivant l'orientation des plissements et la nature des roches. L'autre résultante majeure de la présence d'eau tiède et stagnante est la latéritisation des sols et la forte altération du sous-sol.

---

[156] Les océanographes minimisent l'impact de la glaciation dans le sud de l'isthme, estimant que l'influence régulatrice de la mer des Caraïbes a maintenu des températures élevées. En effet, si la forêt tropicale dense a nettement reculé, elle s'est apparemment maintenue sur les basses terres, notamment dans le Panamá central (c'est en tout cas ce que révèle le pollen retrouvé dans les couches inférieures du sol). Pourtant, les transferts faunistiques témoignent de migrations intercontinentales de grands ruminants, comme les lamas, inimaginables dans une forêt impénétrable. D'autre part, les datations récentes des lacs de La Yeguada et El Valle (Panamá) laissent penser que les températures étaient inférieures de 6 degrés à celles d'aujourd'hui. La datation du corail corrobore cette baisse des températures de la mer des Caraïbes, estimée à près de 5 degrés. Dans la péninsule du Yucatán, on évoque une baisse de 8 degrés. Les datations au pollen effectuées au Petén laissent penser qu'il y a plus de 10 000 ans, la péninsule du Yucatán était une vaste savane. Cette sécheresse est associée au froid dans le nord de l'isthme, et certains auteurs expliquent les fortes densités du Petén comme une adaptation des ancêtres des Mayas à un écosystème changeant, des savanes à la forêt dense.
COATES, op. cit. ; chapitre 2 : "The Ocean Divided"

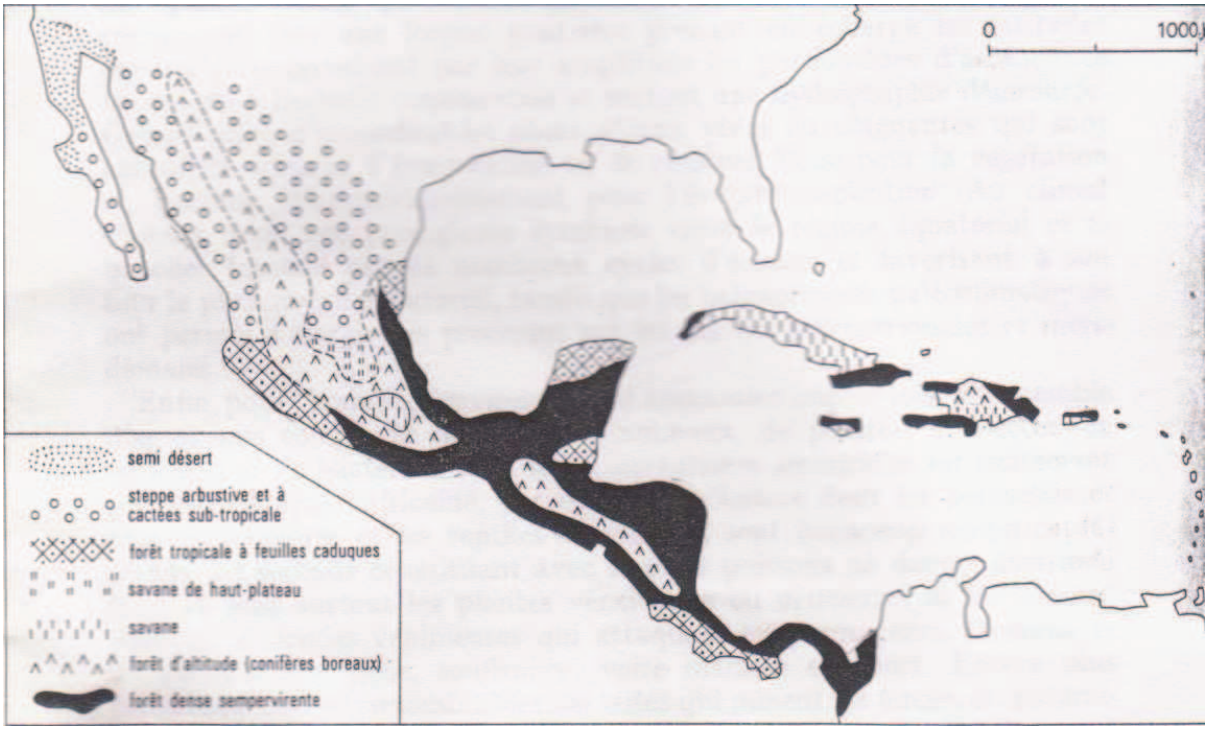
[157] DEMANGEOT, op.cit. ; p. 206

La nature des sols, supports de la végétation, est très variée et ne coïncide nullement avec les trois grands ensembles du relief. L'altération est un phénomène ancien et très marqué des sols tropicaux. Quand ces derniers génèrent des formations forestières, ils sont davantage lessivés car soumis à une humidité constante. Il en résulte une couche d'arène argilo-sableuse, d'épaisseur variable, et qui sépare nettement les sols de la roche. L'humus forestier est mince ou dévoré par les fourmis et les termites. En résumé, pour Demangeot, *« les végétaux sont mal nourris dans les intertropiques, et si l'on veut leur apporter des fortifiants sous forme d'engrais, le lessivage les entraîne au loin. »*[158] La forêt est elle aussi intimement liée à cette hydrosphère, car s'*« il pleut sur les forêts »*, selon le dicton, c'est aussi parce que l'évaporation est plus forte sur ces grandes surfaces humides gorgées d'eau. Présente dans le sol, l'eau ravitaille la végétation, de façon assez continue sur la façade caraïbe, puisqu'il n'y a de vraie saison sèche que dans le nord, mais contribue à l'altération des sous-sols. Différents types de forêts apparaissent en fonction de ces conditions générales bioclimatiques. Dense ou clairsemée, ombrophile ou mésophile, primaire dans des rares lieux inaccessibles ou secondaire le plus souvent, la forêt abrite une faune non grégaire très variée (rampante, arboricole ou aquatique), ainsi qu'une grande variété de micro-organismes, nettement plus dangereux pour les organismes humains que dans les autres formations végétales. Ces caractères zoologiques et phytologiques, très dépendants de la pédocénose, sont parfois utilisés pour définir les climats, bien qu'ils peinent à rendre compte de milieux toujours plus anthropisés.

Claude Collin Delavaud dresse une typologie qui laisse une grande place à la forêt dense sempervirente. Seul l'arc volcanique, du Chiapas au Nicaragua, présente une forêt d'altitude (conifères boréaux), tandis qu'une forêt tropicale à feuilles caduques occupe le nord du Yucatán, le sud du Honduras britannique, la façade pacifique du Costa Rica et de l'ouest panaméen. Cette typologie ne coïncide que faiblement avec celle de Guy Lasserre, qui présente 5 types de formations végétales majeures (***cartes 18 et 19***).

[158] DEMANGEOT, op.cit. ; p. 131

Carte 18 : Amérique centrale et Caraïbes : grandes formations végétales (Collin Delavaud)



Source : COLLIN DELAVAUD, 1973

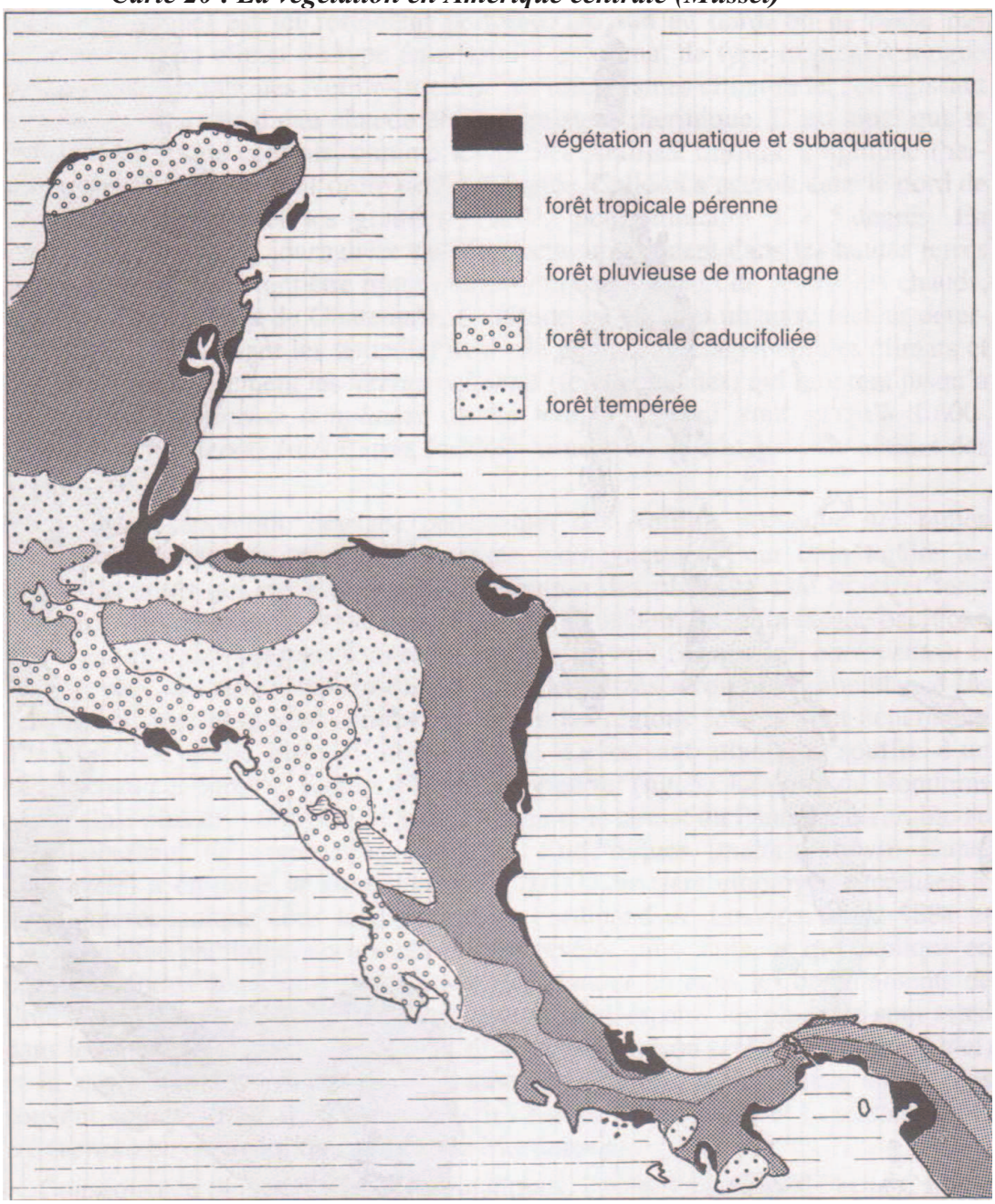
Carte 19 : Les formations végétales du Mexique et de l'Amérique centrale (Lasserre)

1 : forêt dense équatoriale; 2 : formations de montagne; 3 : formations de forêts à feuilles caduques; 4 : forêts sèches toujours vertes; 5 : formations saisonnièrement marécageuses; 6 : chaparral californien; 7 : steppes, fourrés et formations à épineux

Source: LASSERRE, 1974

Chez les deux auteurs, la forêt dense équatoriale occupe une place tout aussi importante : elle est présente au sud Belize et sur le littoral pacifique du Panamá occidental, en revanche absente sur la Mosquitia, qui est présentée, comme le nord du Yucatan et le littoral de Belize, comme une « forêt sèche toujours verte » (Lasserre). Les forêts caduques et les formations de montagne occupent une place plus importante que chez Collin Delavaud, et Lasserre introduit des formations saisonnières marécageuses, dans l'Azuero panaméen, le Nicoya costaricien, autour des lacs nicaraguayens et salvadoriens et du río Motagua.

Carte 20 : La végétation en Amérique centrale (Musset)



Source : MUSSET, 1998

Alain Musset s'inspire de cette distinction en présentant la végétation aquatique et subaquatique comme une formation à part entière : elle traduit l'importance de l'hydrologie, par l'intermédiaire de l'influence marine, très importante sur la façade caraïbe, mais aussi des écoulements de surface, comme autour du lac Izabal au Guatemala, de la lagune de Caratasca dans la Mosquitia hondurienne, de celle de Chiriquí (Bocas del Toro) ou dans le golfe de San Miguel au Darién (***carte 20***).

Les apories de la notion de milieu naturel sont retracées par la diversité des méthodologies préconisées pour sa définition. Si en 1976 Pierre Gourou évoque des *« climats bienveillants »* au sud du Rio Grande ou *« heureux et variés »* pour l'Amérique centrale, l'ouvrage d'Anthony Coates, paru en 1997, ne traite que de paléoclimats et ne propose même pas de cartes climatologiques… [159] Les difficultés à établir des typologies naturelles (structurales, climatiques, ou végétatives) retraçant une réalité sensible illustrent bien le flou qui entoure la notion de milieu naturel. Elles mettent en doute l'existence d'un milieu spécifique à la façade caraïbe, bien que de nombreux éléments physiques rendent compte de l'importante dichotomie qui existe avec les deux autres ensembles longitudinaux. Ce constat d'une entité fragmentée nous conduit à nous interroger sur sa cohérence et son homogénéité, à un niveau scalaire plus fin, à travers d'éventuels milieux naturels récurrents. Cette approche complémentaire nécessite des méthodologies plus dynamiques et plus flexibles, comme l'entrée paysagère, nettement plus empirique, ou l'analyse des écosystèmes, voire des géosystèmes, étant donné l'anthropisation croissante de ce qui reste néanmoins des milieux.

2) Ecosystèmes et paysages de la façade caraïbe

Plus qu'un changement d'échelle, cette évocation de quelques ensembles de la façade caraïbe de l'Amérique centrale, ou d'écosystèmes emblématiques de son milieu, se veut une approche systémique des divers aspects de la géographie physique. Les différentes entrées, paysagère ou environnementale, permettent néanmoins de mettre en valeur une même réalité, faite de systèmes récurrents et comparables. Ces grandes unités, formes spécifiques souvent associées à des fonctions précises, nous renvoient aux grandes structures élémentaires de la géographie.

[159] GOUROU, op.cit. ; p. 131

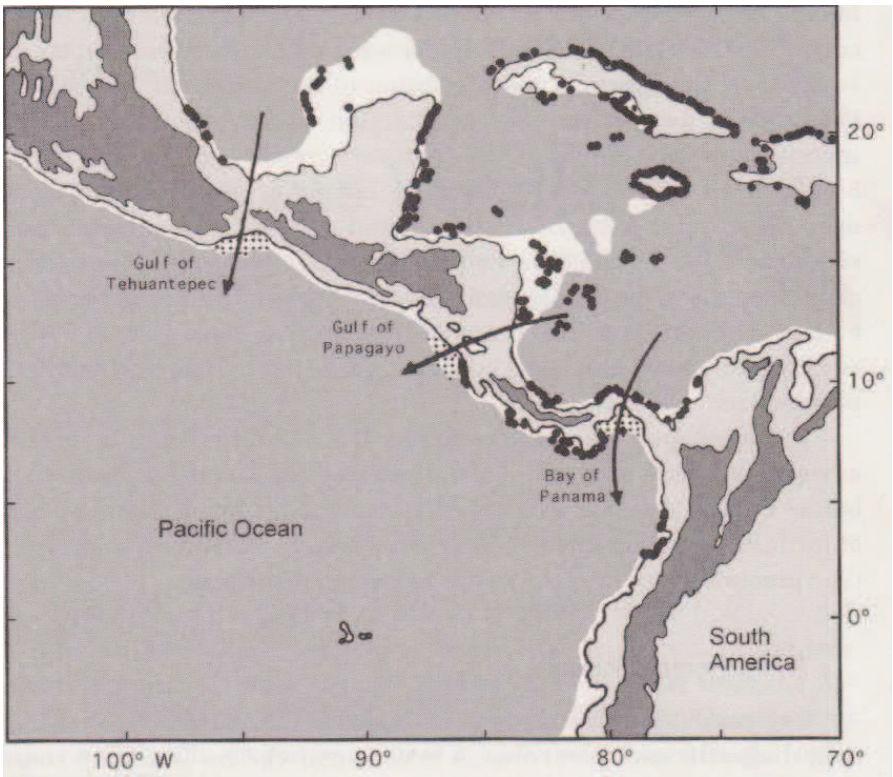
a) L'interpénétration des terres et des eaux : les espaces terraqués

Sur le bassin versant caraïbe, l'interpénétration des terres et des eaux est accrue par la densité hydrographique. Les interactions singulières entre les différents biotopes font de ces espaces terraqués des milieux très spécifiques et souvent fragiles. Les systèmes littoraux, déjà évoqués dans le chapitre préliminaire, et caractérisés par des relations entre arrière et avant-pays, intègrent ces milieux à des logiques d'échelles de dimensions toujours plus importantes. L'émergence d'Etats nationaux et les contrecoups de la révolution industrielle ont accéléré ce développement littoral. Si la représentation des littoraux, essentiellement négative, a changé, leurs fonctions ont aussi évolué. De la flibuste au tourisme, en passant par la banane, ces milieux naturels littoraux – et insulaires – prennent une part de plus en plus importante dans les activités humaines, attrait principalement du aux spécificités de la mer des Caraïbes.

L'écosystème corallien et la plate-forme continentale caraïbe

Les deux littoraux caraïbe et pacifique constituent des écosystèmes très différents, puisque le premier borde une mer « fermée » et l'autre un océan. Les alizés se conjuguent à la fraîcheur relative du littoral pacifique et produisent des phénomènes d'upwelling à Tehuantepec, Papagayo ou dans la Baie de Panamá, contribuant à la richesse du système pélagique quand El Niño ne bouleverse pas la donne. La mer des Caraïbes, quant à elle, isolée et réchauffée par ses courants internes, a vu se développer des petits écosystèmes dominés par les récifs coralliens, excepté dans les zones où les fleuves charrient une masse trop importante d'eau douce chargée de sédiments, comme au Costa Rica, tandis que l'importance de la plate-forme continentale au large de la Mosquitia a permis l'établissement d'une barrière corallienne plus éloignée (***carte 21***).

Ces écosystèmes sont très fragiles et très lents à se constituer : le corail brise les vagues, permettant aux lits d'algues de tapisser les fonds derrière la barrière corallienne et à la mangrove de se développer dans des eaux très peu agitées, condition essentielle à sa formation. Les mangroves ralentissent la circulation des eaux et permettent la sédimentation et la stabilisation des fonds marins. Les trois éléments du système sont interdépendants : l'absence de barrière corallienne contraint la mangrove à se cantonner aux lagunes, aux estuaires ou aux baies, comme c'est le cas sur le littoral pacifique. La survie de nombreuses espèces animales dépend de ce milieu semi fermé, où nombre d'entre elles passe la totalité de leur existence ; d'autres l'utilisent seulement comme une zone de reproduction, protégée par la nature méandreuse de la mangrove (***figure 2***).



Carte 21 :
Les récifs coralliens dans le bassin caraïbe

Les points noirs représentent les principales zones de récifs, les flèches les zones d'upwelling, les plates-formes continentales sont en blanc.

Source :
COATES, 1997

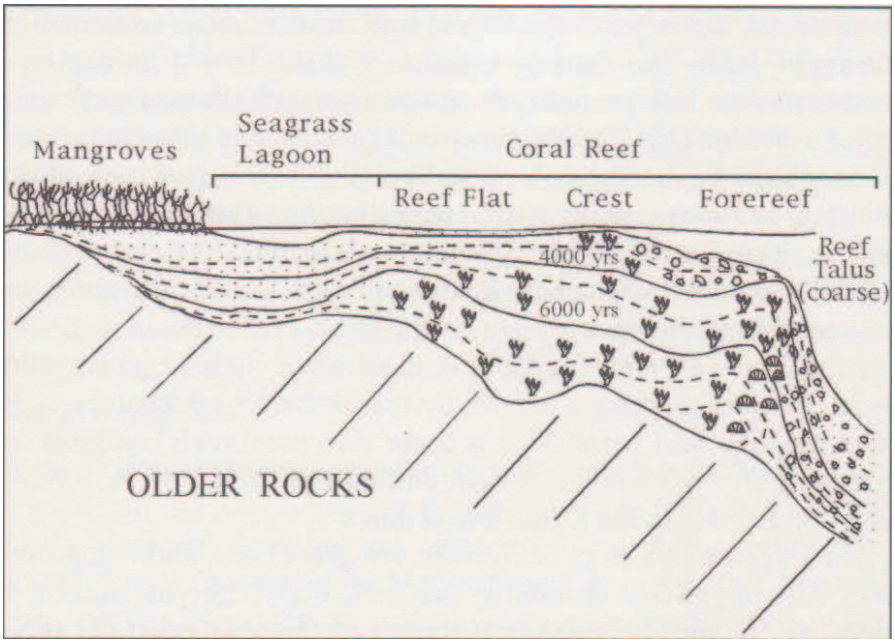


Figure 2 :
L'écosystème corallien

Schéma théorique de la structure interne d'un écosystème corallien caraïbe (mangrove / algues / corail) ; les lignes en pointillés montrent le profil du relief à différentes périodes (4000 ans ; 6000 ans…).

Source :
COATES, 1997

Le potentiel de ces eaux claires et bleutées a été exploité sans beaucoup d'égard pour la fragilité du milieu. La plate-forme continentale regorgeait de langoustes, désormais en diminution constante. Les catastrophes sont fréquentes, sans que l'on puisse toujours en connaître l'origine : en 1983, la mort de 95% du cheptel d'oursins de la Caraïbe, probablement à cause d'une maladie, a fait proliférer les algues, qui ont mangé le corail.[160] La surpêche et le chalutage contribuent aussi à cette propagation, tandis que la croissance du corail est freinée par l'afflux de produits chimiques, qu'ils soient agricoles ou liés à l'urbanisation, drainés par les eaux douces ou directement évacués dans la mer. Il existe aussi une forte corrélation entre déforestation et destruction des écosystèmes aquatiques. Quant aux risques induits par l'accroissement du trafic maritime, ils sont évidents, comme lorsque les paquebots de croisières détruisent les récifs ou lors de la marée noire de Bahía las Minas,[161] mais nettement moins perceptibles lorsque sont introduits des prédateurs ou des parasites capables de bouleverser l'écosystème, voire de menacer le tourisme par la prolifération des serpents de mer… La Caraïbe a déjà subi des bouleversements plus importants, traduits par un appauvrissement de la biodiversité, mais c'était il y a quelques 3 millions d'années. Ainsi, toutes les études montrent actuellement une réduction de celle-ci, puisque la destruction des écosystèmes coralliens entraîne automatiquement l'afflux d'espèces considérées comme « indésirables ».

Les mesures de protection ont des effets indéniables, bien que l'étendue réduite des parcs empêche de revitaliser totalement un écosystème caraïbe de très grande ampleur. L'écosystème corallien n'est qu'un élément d'un plus grand ensemble, comme l'indiquent les circuits très aléatoires des nappes de pétrole formées par les dégazages sauvages. La dérive des larves animales sur des centaines de kilomètres modifie en permanence l'équilibre des espèces dans un lieu donné. Ainsi, si l'on peut isoler des conditions locales toujours spécifiques, ces écosystèmes coralliens, continentaux comme insulaires, sont récurrents et interdépendants sur l'ensemble de la façade, et à ce titre d'autant plus menacés.

[160] COATES, op. cit. ; p.56
[161] En avril 1986, entre 60 000 et 100 000 barils de pétrole sont répandus à proximité de Colón, au Panamá.

Les côtes et la mise en valeur des littoraux caraïbes

Il existe tant de typologies des côtes que Demangeot *« [s]e borne, pragmatiquement, à distinguer les côtes rocheuses des côtes basses et des côtes de construction corallienne »*.[162] Nous ne ferons donc qu'évoquer quelques traits dominants des côtes caraïbes. En effet, ces données « naturelles » sont indissociables des dynamiques humaines, dont l'influence sur les systèmes littoraux, en provenance de l'arrière comme de l'avant-pays, est toujours plus importante. Ainsi, la variété des mises en valeur des embouchures fluviales, par exemple, témoigne bien de la nécessité de l'approche en termes de géosystèmes.

Plusieurs éléments se combinent pour classifier les côtes en plages, embouchures de fleuves, lagunes ou marais. Les rivages sont généralement tapissés par des matériaux sédimentaires de dimension et de nature variés qui constituent les plages. Sur la façade caraïbe, les plages sont souvent de sable clair, constituées de quartz, parfois éclaircies par les débris coquilliers. Mais il existe aussi des plages de galets, bien qu'elles soient généralement plus rares en raison de l'importance des processus d'attaque chimique dans les mers chaudes.

Les lagunes sont des étendues d'eau plus ou moins salée fermées par une flèche ou un cordon littoral : l'orientation de ce dernier est en liaison directe avec le courant. Elles sont très nombreuses sur le littoral de la Mosquitia et de Belize. Les marais maritimes bordent les lagunes, les deltas et les estuaires. Ils sont le territoire de la mangrove, constituée d'une variété importante de palétuviers, dont l'étagement correspond en général à la salinité des eaux.[163] La mangrove permet à la terre de s'accroître sur le littoral, à un rythme parfois rapide, jusqu'à 20 mètres par an. Elle est aujourd'hui en net recul : utilisée comme bois de chauffe ou accusée de favoriser le paludisme, on essaie d'y substituer des rivages plus attrayants…

Les dunes littorales sont fort rares en milieu tropical humide, en raison de la cohérence des matériaux due à l'humidité, de la présence d'une forte végétation, et surtout de la faiblesse des alizés. Il en est de même des falaises, formes d'érosion littorale nées du contact entre la mer et des reliefs continentaux de montagnes ou de plateaux. Le littoral caraïbe ne présente donc que des petits escarpements rocheux épars. Ces formes variées sont parfois artificielles, car les cocotiers y ont souvent été plantés.

---

[162] DEMANGEOT, op. cit. ; p. 262
[163] DEMANGEOT, op. cit. ; p. 271

Les estuaires correspondent stricto sensu à un *« ennoyage par la mer de vallées continentales »* ; leur existence dépend de la faiblesse des charges alluviales et de l'amplitude des marées, ce qui explique qu'il n'y en ait pas d'importance sur la façade caraïbe.[164] En revanche, le delta est une forme de contact terre/mer très répandue sur le littoral caraïbe, il correspond *« à l'embouchure d'un cours d'eau où les alluvions fluviatiles s'accumulent au lieu d'être redistribuées en majorité sur une grande étendue par les vagues et les courants continentaux. »*[165] Il y a de nombreux deltas hérités sur la façade caraïbe, liés à l'altération des roches propre à la tropicalité et à la grande quantité de sédiments charriés, parfois fixés par la mangrove. Leur tracé peut d'ailleurs changer rapidement, car les inondations dues aux crues sont nombreuses et accrues par la submersion des basses terres en cas de tempêtes. Les deltas contribuent aussi à limiter la formation du corail dès lors que les plates-formes continentales s'enfoncent trop rapidement.

Différents cours d'eau (Ulúa, Choloma…) cheminent dans la vallée de Sula, qui apparaît comme le delta le plus important de la façade, quand d'autre part San Pedro Sula en est la plus grande métropole. Cette corrélation nous fait nous interroger sur l'importance des deltas dans la polarisation du peuplement. San Pedro Sula est pourtant longtemps restée une ville marginale, peu attractive, pénalisée par les imaginaires liés à son environnement, et son statut de capitale économique du Honduras est très récent. D'autre part, les formes comparables, comme le Rio San Juan, entre Nicaragua et Costa Rica, sont loin d'avoir débouché sur pareille mise en valeur. Situé à l'embouchure de ce delta confirmé et axe interocéanique précoce, San Juan del Norte est resté le même village qu'il y a 500 ans. Le climat n'est pas un facteur discriminant, puisque si San Juan est plus « tropicale » que San Pedro Sula, elle l'est à peine plus que Puerto Barrios, longtemps la seconde ville du Guatemala. En revanche, le rio San Juan est une frontière internationale, contrairement à la vallée de Sula, qui a bénéficié de nombreux facteurs favorables : bananeraies à proximité, axe de transit transisthmique, aide continue des gouvernements états-uniens…

La différenciation spatiale des littoraux centraméricains s'explique par une conjonction de facteurs naturels et humains. Il n'y a pas de strictes typologies qui puissent relier formes du littoral et peuplement. On peut néanmoins déterminer des espaces contraignants, encore que ces contraintes soient relatives à la perception des acteurs ou à leurs capacités technologiques : les lagunes et les marais n'attirent pas particulièrement, mais Bluefields démontre que le milieu est colonisable par les hors-la-loi… La notion de site a

[164] PASKOFF, Roland, *Les littoraux*, Armand Colin, 2003 ; p. 158
[165] PASKOFF, op. cit. ; p. 176

valorisé les escarpements rocheux, puisque la Couronne espagnole voyait en eux une protection efficace contre les assaillants, comme à Nombre de Dios et Portobelo, mais le contexte apaisé du 19ème siècle a conduit à leur délaissement. Les baies deviennent alors un terrain de prédilection pour les ports, comme en témoignent celles de Trujillo, d'Amatique (Puerto Barrios et Santo Tomás) ou de Chetumal. Pour autant, les baies de l'Ascensión et d'Espíritu Santo (Quintana Roo), ou le Golfe de San Blas, à l'abri des tempêtes, n'ont rien développé de tel.

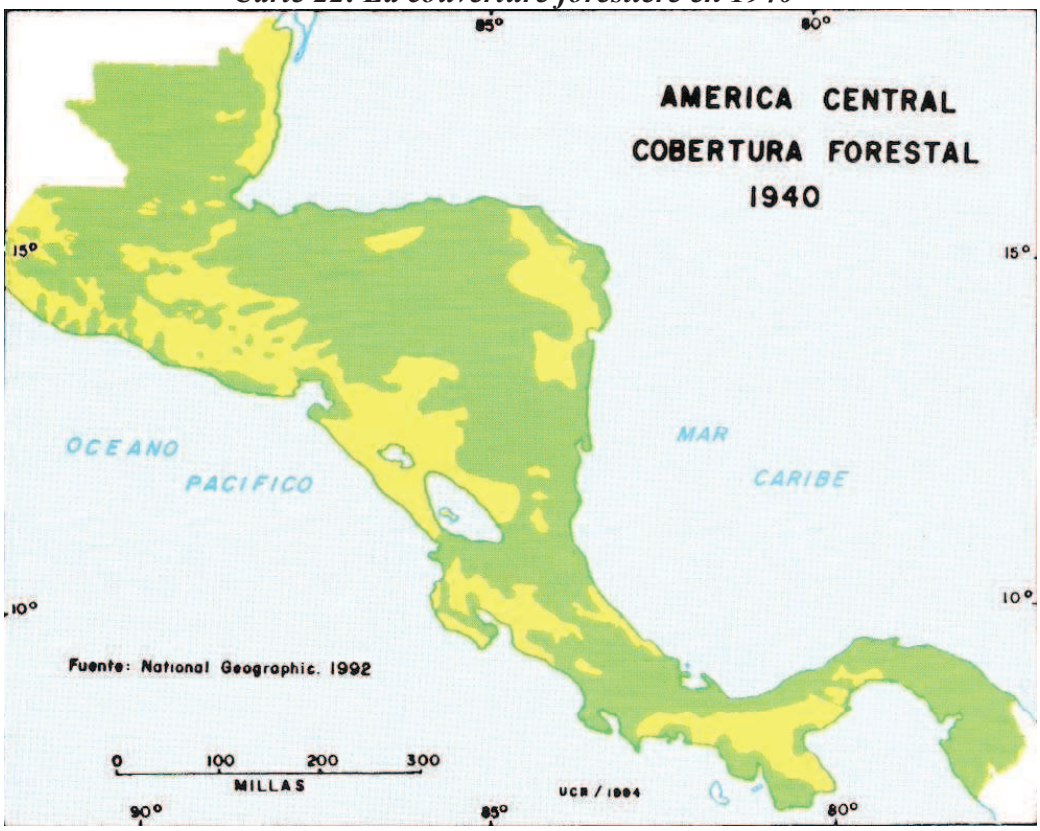
Les milieux littoraux caraïbes sont de plus en plus largement anthropisés, ils ont d'ailleurs donné naissance ça et là à des géosystèmes nouveaux, comme la bananeraie. L'étagement caractéristique de ces milieux, en fonction de la salinité – mais aussi d'autres facteurs plus humains – se retrouve à travers une autre composante de l'hydrosphère : les eaux continentales et la transition vers les formations forestières. L'anthropisation progressive des bassins des fleuves et des rivières, si elle n'est pas nouvelle, est symptomatique du caractère relatif des notions de ressources et de contraintes.[166] Elle témoigne fréquemment d'un élargissement des systèmes littoraux vers les arrière-pays, processus concomitant à l'intérêt accru des *hinterlands* pour leurs côtes.

b) La disparition des forêts

La forte présence de forêt tropicale est caractéristique de la façade caraïbe comme de la zone refuge. La forêt connaît pourtant un irrémédiable déclin depuis les contrecoups de l'industrialisation du 19ème siècle. Ce recul de la frontière forestière a des implications environnementales et humaines multiples et des processus variés sont en cause : concessions, colonisation étatique, défrichements individuels… Si la colonisation organisée par les autorités a progressivement été stoppée dans les années 1990, de nombreux groupes (Indigènes, petits paysans, grands propriétaires…) continuent à défricher massivement la zone refuge (***cartes 22, 23 et 24***).

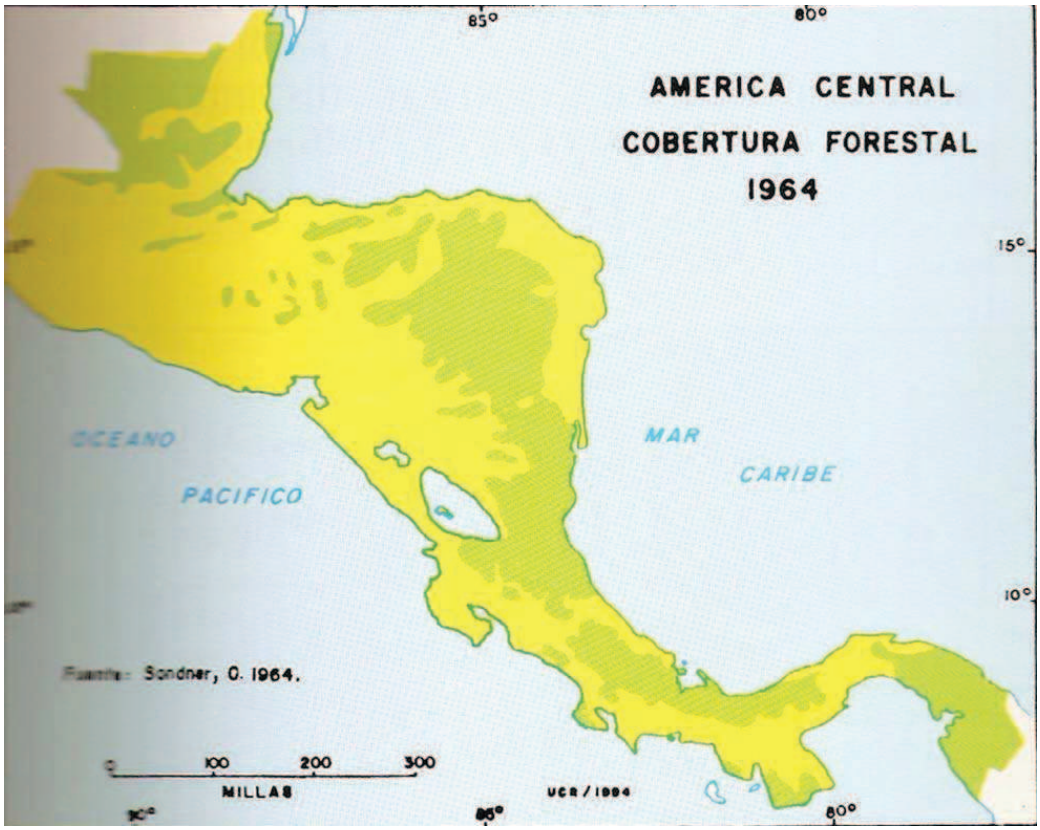
[166] Les requalifications des différents réseaux hydrographiques témoignent une nouvelle fois de la multiplicité et de la vicissitude des facteurs de localisation. Infrastructure de transport pour les raids miskitos, les fleuves constituent des contraintes aux infrastructures « modernes » (rail, route) ; en revanche, ils suscitent un grand intérêt chez les aménageurs pour l'hydroélectricité, alors que leurs ressources faunistiques, très importantes pour les populations indigènes, sont mises à mal par la pollution.

Carte 22: La couverture forestière en 1940



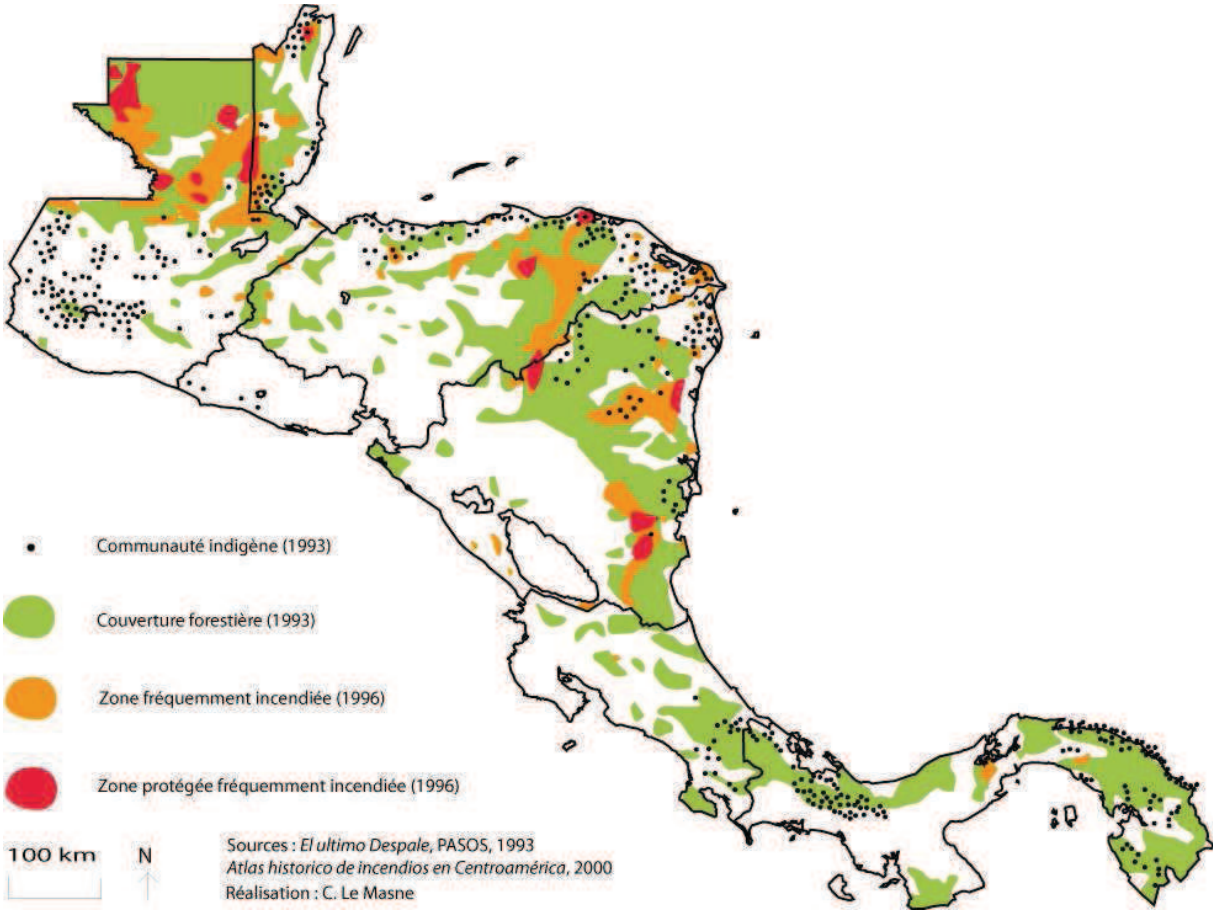
Source : PASOS, 1994

Carte 23 : La couverture forestière en 1964



Source : PASOS, 1994

Carte 24 : Défrichements et population indigène à la fin du 20ème siècle



Faute de données concordantes, ces cartes ne traitent pas de l'ensemble mexicain. Elles montrent une très forte diminution de la couverture forestière, bien qu'il existe des exceptions, comme à Belize, où la forêt progresse entre 1964 et 1993. La ***carte 24*** représente les occurrences d'incendies notables constatées entre 1996 et 1999, correspondant généralement à des défrichements. Du fait de la couverture nuageuse, notamment au Darién, les défrichements sont sous-estimés au Panamá, qui semble être davantage touché par la déforestation que ne le présente la carte. La déforestation s'explique en grande partie par des nécessités agricoles. Les terres des occupants illégaux, souvent des petits paysans, sont fréquemment rachetées – ou simplement spoliées – par les grands propriétaires terriens. La destruction des forêts tient aussi aux concessions forestières de grandes compagnies, dont la gestion reste très opaque. Au-delà des problèmes sociaux ou territoriaux – cette représentation montre bien la corrélation entre espaces forestiers et populations indigènes – que pose le contrôle des espaces ainsi défrichés, la déforestation suscite plusieurs problèmes environnementaux indissociables : une diminution de la photosynthèse, la perte de ressources

potentielles, l'impact réflexif du phénomène sur le milieu ou les milieux, lié à l'écoulement des eaux ou aux déplacements de populations, ainsi qu'une gestion des risques qui accroît la dépendance. Les défrichements font perdre d'énormes ressources potentielles ; selon Yvette Veyret et Pierre Pech, *« 4000 à 6000 espèces végétales et animales disparaissent chaque année dans la forêt tropicale humide! »*[167] Difficile de valider l'idée d'un progrès qui réinvente les ressources quand le potentiel disparaît irrémédiablement. Il y a aussi des contraintes spécifiques à la zone, comme les pluies tropicales, deux à six fois plus agressives qu'en zone tempérée : avec la pente et le surpâturage, elles contribuent à la très forte érosion des sols. Alain Musset rapporte qu' *« au Guatemala, où les cônes volcaniques ont été défrichés pour permettre la culture intensive du café, les experts de l'université de San Carlos estiment qu'un tiers de la superficie du pays est gravement menacé par l'érosion. »*[168] La monoculture de bananes, d'ananas ou de palmes a considérablement appauvri et pollué les sols, tandis que le brûlis ne semble soutenable que lorsque les essarts sont limités et la jachère longue, autant dire sur un territoire peu productif, bien géré, et dont l'expansion est retreinte. Les défrichements sauvages occasionnent aussi des pertes de biomasse, car le bois pourrit souvent sur place. Le reboisement, lui, suppose une certaine maîtrise technique.

La diminution des espaces boisés – ou leur privatisation, voire leur conservation – a des répercussions très importantes sur les conditions de vie des populations. Dans les régions montagneuses, où le bois de chauffe apparaît comme une ressource fondamentale, la forêt est souvent insérée dans le système de la *milpa*. Le bois est aussi largement utilisé pour la cuisson des aliments. En prônant la substitution du gaz ou du pétrole pour lutter contre cette déforestation, les politiques de développement accroissent la dépendance de populations dont la survie est déjà précaire. La gestion des ressources est souvent entravée par la contradiction de systèmes socio-économiques. Ainsi, selon les affinités idéologiques, on prétendra que les grandes entreprises étrangères gèrent mieux le « capital-sol » que les paysans locaux, ou que les premiers négligent une pratique soutenable jusqu'alors entérinée par le temps long. Assurément, il y a inadéquation entre les pratiques et la soutenabilité de la production agricole. Qu'il s'agisse des « grands » ou des « petits », ce constat tient à l'absence de vision à long terme, produit de la conjonction du capitalisme et du sous-développement. L'abandon du « principe de précaution », préconisé ici et là, témoigne de la précarité du nouveau paradigme environnemental, tandis que le financement des forêts costariciennes par les autorités

[167] VEYRET ; PECH, op. cit. ; p. 323
[168] MUSSET, op.cit., 1998 ; p. 50

norvégiennes nous interroge sur la nature profonde des rapports nord/sud : puisse cet arbre planté grandir par ses propres moyens.

c) Quelques évocations paysagères de l'arrière-pays caraïbe

L'approche paysagère constitue une autre entrée du milieu naturel. En effet, si le paysage est avant tout l' *« aspect du pays tel qu'il se propose à un observateur »*, la notion, du fait de son importance dans le vocabulaire géographique, peut difficilement se résumer à une simple description.[169] L'entrée par le paysage fait appel à une subjectivité assumée et permet une certaine comparabilité. Dès lors qu'on y articule des éléments d'explication, comme ici les données hydrographiques, la récurrence des structures géographiques apparaît. L'approche paysagère est à ce titre plus signifiante en s'attachant aux ensembles qu'au détail, le coup d'oeil ayant certainement été peu utile dans ce cadre précis. L'évocation non exhaustive de quelques ensembles paysagers emblématiques des arrière-pays de la façade caraïbe de l'Amérique centrale, dont on a souligné la difficile délimitation, permet à l'objet d'études, nous semble-t-il, de prendre un peu plus corps ici.

La péninsule yucatèque

Cenotes (avens) et *lagunas* (dépressions karstiques majeures) au Yucatán, cours d'eau endoréiques dans le Petén, la corrélation entre peuplement – notamment précolombien – et points d'eau est évidente dans tout le karst yucatèque : au Petén, autour du fleuve Usumacinta et des différents lacs. Plus à l'est, Belize a une hydrographie structurée par les montagnes Mayas, avec des écoulements de directions nord-est au nord, est au centre et sud-est au sud. Dans l'ex Honduras britannique, le fleuve Hondo, lieu d'implantation des premiers colons, reste un espace frontalier dynamique, contrairement au río Sarstun, sa frontière sud, profondément déprimée. Le premier, longtemps utilisé pour charrier le bois des bûcherons anglais, témoigne de la possibilité d'utiliser ces fleuves, bien qu'il s'agisse du seul axe hydrographique dynamique. Dans l'immédiat arrière-pays, non loin du littoral, se dresse une savane clairsemée de pins caraïbes et de petits palmiers, ainsi que des chênes tropicaux à proximité des ruisseaux. Il existe une saison sèche dans le nord de la péninsule et la forêt y est claire et sèche. Mise à part la discordance des montagnes Mayas, qui accroît soudainement la

[169] LEVY ; LUSSAULT, op. cit. ; p. 697

tropicalité de la végétation, plus on se dirige vers l'ouest et vers le sud, plus les précipitations sont importantes et plus la forêt devient ombrophile.

Pourtant, cette approche végétative illustre de moins en moins la réalité : tout le sud du Petén a été progressivement défriché depuis une trentaine d'années. L'élevage des bovins, organisé par le gouvernement, a ici précédé les défrichements illégaux. D'autre part, le retour des réfugiés, à partir des accords de paix de 1996, a engendré une forte pression sur les dernières terres disponibles du Petén. Nombreux sont les groupes composites (Indiens, réfugiés, migrants de l'intérieur) qui défrichent illégalement les zones protégées, notamment dans la Biosphère maya du nord. Le démantèlement de la frontière forestière qui isolait le Petén de Belize, accroissant de fait la pression du Guatemala sur son petit voisin, est toléré par les autorités guatémaltèques. Longtemps considéré comme un *far east* inépuisable, le Quintana Roo connaît une évolution similaire, bien que la pression démographique y soit moindre qu'au Guatemala. L'Etat mexicain a lui-même décidé de la mise en valeur des différents territoires, par l'octroi d'ejidos, de concessions (coupe de bois, bétail, exploration pétrolière…), et de réserves naturelles (Calakmul et Sian Ka'an).

La cordillère de Nombre de Dios

Le sud du département d'Izabal (Guatemala) et l'ouest hondurien ont en commun la rectitude et l'orientation générale de leur réseau hydrographique, en fonction des failles géologiques, de direction sud-ouest nord-est pour la dépression du lac Izabal et des rios Dulce, Motagua, Chamelecón, Ulúa, Aguán et Sico Grande. Les cours d'eau prennent naissance en altitude et charrient davantage qu'au nord de l'isthme, du fait de l'importance des bassins versants. A l'instar du rio Motagua, les réseaux hydrographiques ont des formes assez régulières, les affluents se jetant de manière quasiment perpendiculaires dans les fleuves. Les populations se sont naturellement implantées autour de ces affluents, moins dangereux, encore que les bananeraies se soient précisément développées à proximité des fleuves : Bananera au Guatemala, Olanchito au Honduras… Les entreprises bananières ont aménagé les eaux de surface en drainant les eaux stagnantes et en construisant des axes ferroviaires structurants dans les vallées fluviales, repris depuis par le réseau routier.

On observe une grande variété topographique, faite d'alternance de vallées et de reliefs élevés. La cordillère de Nombre de Dios se prolonge sous la mer et donne naissance aux îles de la Baie. Les précipitations tombent davantage sur le littoral, nettement plus arrosé que son immédiat arrière-pays. La fragmentation du relief est beaucoup plus importante que dans le

nord de l'isthme, et des bioclimats très variés se succèdent, dont certains sont même marqués par une semi aridité sur les versants sous le vent. La végétation est généralement ombrophile et dense, bien qu'on observe un étagement des pins dans les massifs montagneux. Ici, la façade caraïbe est marquée par des écosystèmes variés, ceux des littoraux, ceux des vallées fluviales, et ceux, plus diversifiés, des montagnes. Les localisations humaines à flanc de colline témoignent de la complémentarité des écosystèmes continentaux dans leur mise en valeur par l'homme. Les montagnes commencent à leur tour à subir la pression démographique, bien que les terres y soient généralement peu fertiles.

Le façonnement des paysages est ici plus ancien qu'ailleurs sur la Caraïbe. Si la colonisation espagnole a vainement cherché à s'établir sur ce débouché atlantique, le processus d'anthropisation de la façade septentrionale hondurienne s'est véritablement accéléré à la fin du 19ème siècle. L'activité bananière a durablement endommagé des sols devenus dépendant d'un enrichissement artificiel ; les cultures d'exportation (ananas, palmes, bananes, citriques…) et l'élevage occupent une grande partie de ces espaces littoraux, au détriment de l'agriculture de subsistance. Enfin, fait unique sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale, l'urbanisation est ici développée le long du littoral.

La Mosquitia

Entre Nicaragua et Honduras, les cours d'eau prennent une direction plus orientale et plus méandreuse, à l'instar du fleuve Patuca. Le bassin hydrographique de ce dernier, ainsi que ceux des rios Coco, Grande de Matagalpa, Escondido ou San Juan sont énormes : ils occupent la majeure partie du Nicaragua… Indissociables de la forêt qui les entoure, les rivières sont navigables durant la saison sèche, bien que de moins en moins utilisées, excepté le fleuve Escondido, qui reste la seule voie pour relier Bluefields de l'intérieur. La faiblesse du relief accroît encore l'humidité ambiante à travers les nombreux marais et lagunes. Les ouragans prennent ici un caractère calamiteux, car les brusques montées d'eau sont bloquées par celle du niveau de la mer. Dans ce monde humide et exigeant, la survie n'a rien d'évident pour le néophyte…

Lorsque l'on vient de la mer, la Mosquitia ressemble étrangement à Belize. Bien que les cayes et la barrière corallienne soient discontinues et plus éloignées du rivage, on observe la même alternance de lagons plus ou moins salés, puis une savane arborée peu dense, étonnante dans cette région très pluvieuse, certainement liée à l'extrême latérisation ou aux effets destructeurs du feu. La forêt se densifie à mesure que l'on s'éloigne du littoral caraïbe,

s'étendant à perte de vue sur cet ancien « poumon » centraméricain. Les montagnes centrales du Nicaragua ont longtemps joué un rôle de zone refuge pour les Indiens des plaines pacifiques, mais avec le recul progressif de la frontière agricole, entamée sous Somoza avec la création de Nueva Guinea, les terres de la Mosquitia suscitent désormais la convoitise de ces éternels exclus.

Plus au sud, la grande dépression nicaraguayenne nord-ouest sud-est part du Golfe de Fonseca, comprend les deux lacs et débouche sur le fleuve San Juan. La fracture avec la Mosquitia est surtout d'ordre géomorphologique, le couvert végétal originel étant très proche de celui du nord. Néanmoins, le fleuve San Juan apparaît dans le même temps comme une frontière naturelle et humaine, séparant un milieu quasi vierge d'un milieu fortement anthropisé. Au Nicaragua, le municipe de San Juan del Norte est le moins peuplé d'Amérique centrale, tandis qu'au sud, les *llanuras* du Costa Rica ont été aménagées, dans un premier temps sous forme de bananeraies, puis transformées en villages. Le développement continu du réseau routier vers la frontière nicaraguayenne, hormis sur les parcs naturels littoraux de Barra Colorado et de Tortuguero, illustre la très forte discontinuité spatiale que crée la frontière.

La Talamanca

La cordillère de Talamanca sépare très nettement les bassins versants pacifiques et caraïbes du Costa Rica et de l'ouest du Panamá. Au sud de Puerto Limón, les plaines littorales caraïbes se rétrécissent le long de la cordillère. Le littoral y est extrêmement cloisonné, pour redevenir plus large aux alentours de la dépression du canal de Panamá. Les seules exceptions à ces minces plaines sont le pourtour de la lagune de Chiriquí et le río Sixaola, vaste vallée frontalière très tôt consacrée à la banane. Entre l'achipel de Bocas del Toro et le port de Colón, de nombreux cours d'eau encaissés, aux ramifications peu importantes, se jettent perpendiculairement dans la mer, accroissant les difficultés de communication littorale dans tout le golfe des Mosquitos.

La couverture forestière est très importante sur l'ensemble du massif montagneux. L'étagement végétal lié aux dénivellations abruptes de la haute montagne – le volcan Barú culmine à 3474 mètres à seulement 50 kilomètres des littoraux – a généré une importante biodiversité. Hormis dans les plantations de café, sur les terres tempérées, et dans les secteurs bananiers, l'agriculture de subsistance reste importante, associée à la cueillette et à la chasse. L'exploitation irraisonnée des mines et des ressources forestières est une menace importante pour ces milieux préservés.

L'isthme de Darién

La dépression qui a laissé place au canal de Panamá marque la fin de la cordillère volcanique de Talamanca. Plus à l'est, entre les vieilles zones de subduction de part et d'autre du Darién (cordillère de San Blas et du Pacifique), s'étend un bassin sédimentaire qui abrite les lacs de Gatún et Bayano. Cette dépression centrale du Darién draine les eaux vers le Pacifique, puisque la chaîne de San Blas, continue bien que d'altitude faible, en fait l'unique espace de l'isthme où le bassin versant pacifique est plus étendu que le versant caraïbe. Le réseau hydrographique est très dense dans ces dépressions où des voies de communication sont susceptibles d'être aménagées, ce qui paraît en revanche irréalisable dans la comarca Kuna Yala. Cette mince bande de terre de San Blas est parcourue par de nombreux cours d'eaux sur la dizaine de kilomètres de son versant caraïbe, dont le rivage est constitué de mangrove, et au large duquel on trouve des petits îlots coralliens surpeuplés par rapport au littoral continental, le plus souvent vide.

Les altitudes ne sont pas assez significatives pour inférer des zones bioclimatiques différenciées sur la terre d'élection de la dense forêt ombrophile que constitue l'est panaméen. Pourtant, l'anthropisation du milieu a pris dans la zone du canal un caractère exceptionnel. Précédant la percée du canal, la déforestation est manifeste entre Panamá et Colón. Des forêts secondaires, plus clairsemés, se sont parfois établies sur ces sols lessivés. Le même processus s'est fait sentir dans le Darién, ultime frontière de l'Amérique centrale qu'illustre encore le non achèvement de la route interaméricaine. L'ancienne forêt du bassin du Chepo a été défrichée durant tout le 20ème siècle, amorçant comme souvent d'énormes concessions à « l'élevage des militaires ». Depuis les années 1970, cette quête de terre s'est propagée vers la frontière colombienne, où l'on entrevoit désormais le gigantesque potentiel hydroélectrique de la province. Tensions économiques, sociales, voire ethniques se recoupent lorsque, comme c'est désormais le cas autour de la cordillère de San Blas, les frontières géophysiques et administratives sont brouillées. La délimitation de la façade caraïbe de l'Amérique centrale montre ici son caractère protéiforme, puisqu'elle s'étend clairement au-delà de la ligne de crête et du bassin versant caraïbe, affirmant sa très forte dimension humaine.

Conclusion du deuxième chapitre

Bien que les milieux de la façade caraïbe de l'Amérique centrale soient marqués par la zonalité tropicale, sa topographie tourmentée y induit des gradients climatiques assez marqués avec pour corollaire une grande diversité des paysages et des écosystèmes locaux. C'est la raison pour laquelle les nombreuses typologies naturelles peinent à individualiser une façade caraïbe. Les dynamiques climatiques générales de la terre sont pourtant fondamentales pour saisir le milieu naturel, bien avant que l'homme ne contribue à le remodeler. Ainsi, les milieux centraméricains ont simultanément été influencés par la périodisation climatique et par les grandes époques historiques, marquées très schématiquement par la découverte (il y a environ 10 000 ans), la sédentarisation (5 000 ans), l'apogée des grandes civilisations (1 500 ans), le reflux lié à la conquête (500 ans), puis la modernisation de l'isthme (150 ans), et enfin la conquête de sa façade caraïbe (accélérée depuis 50 ans). Ces grandes étapes marquent bien la naissance de la façade caraïbe, qui ne nous semble émerger comme objet géographique qu'à la faveur de la colonisation espagnole, dont elle constitue l'évident point faible, justifié et entretenu par son climat malsain. La définition de la façade caraïbe ne peut donc pas s'appuyer sur les seuls critères géophysiques mais sur la combinaison des approches naturelles et humaines à travers les dynamiques d'avant et d'arrière-pays, qui redessinent en permanence les contours d'un espace éminemment protéiforme.

Ce chapitre témoigne, en un sens, d'une évolution concomitante de la discipline et de l'objet : il n'a guère fallu plus d'un siècle pour passer de l'évidente entité géographique « façade caraïbe » aux systèmes territoriaux. L'importance du milieu, patente dans les recompositions liées à la conquête, avec la dichotomie entre *tierras calientes* et *tierras templadas*, a fait place à une forte fragmentation, qui nous invite à réfléchir sur l'importance du milieu, mais aussi sur celle du lieu. Trois éléments géographiques nous semblent néanmoins avoir été mis en lumière et constituer des structures propres à abriter ou générer des spécificités spatiales, voire territoriales.

Les vallées et les dépressions sont souvent devenues des éléments majeurs dans l'organisation spatiale de chacun des pays de l'isthme, avec l'émergence d'interfaces marquées par des territorialités de type ladinas. L'infrastructure du canal de Panama ou la vallée agro-exportatrice du nord du Costa Rica, comme celle de San Pedro Sula, correspondent à des lignes de fracture géologiques ou des bassins sédimentaires. A contrario, l'axe qui relie les golfes du Honduras et de Fonseca ou le nouveau corridor du sud de Cancún montre que les facteurs de localisation sont multiples.

Après avoir abrité les bases arrière de la flibuste, les îles, valorisées par leur indéfectible discontinuité spatiale, ont vu se développer des enclaves économiques, stratégiques ou touristiques. L'insularité est un facteur de localisation qui préexiste au processus de globalisation (sanctuaire religieux à Cozumel), mais est assurément revalorisé par le phénomène : croisières, paradis fiscaux, plaques tournantes du trafic de cocaïne…

Au-delà de sa très grande diversité dans la zone tropicale et des spécificités liées à son étagement, la *selva* (forêt) a longtemps joué le rôle de zone refuge. Ce dernier sanctuaire des populations indigènes de la façade caraïbe est pourtant de plus en plus menacé par l'invention de nouvelles ressources. Son attractivité en terme de production agricole est désormais relayée par sa fonction de dernier réservoir du vivant, mais aussi de château d'eau.

Chapitre 3 : La façade caraïbe : une frontière humaine mobile

La présentation des grandes unités naturelles et paysagères évoquée dans le chapitre précédent a permis d'individualiser ce grand ensemble géographique dans son extension longitudinale, sinon transversale. Cependant, les limites altitudinales ou celles des écosystèmes qui se succèdent du littoral vers l'intérieur ne suffisent pas à elles seules à circonscrire une région géographique caractérisée par une emprise humaine très fragmentée et extrêmement mouvante.

Les marges caraïbes ont connu depuis la conquête une histoire mouvementée et largement subie, marquée par un processus d'abord lent puis accéléré de mobilité des hommes. La délimitation de la façade caraïbe de l'Amérique centrale est éminemment mobile, au gré des flux et des reflux du peuplement, liés à l'intervention de centres extérieurs, dont l'intérêt pour ces marges est également très fluctuant.

La notion de frontière, au sens anglo-saxon du terme (*border*), est au cœur de ce troisième chapitre consacré aux populations de la façade caraïbe, à travers leurs caractéristiques démographiques et leurs dynamiques migratoires. La forte pression démographique ladina du cœur de l'isthme, accrue tout au long du précédent siècle, a profondément modifié les équilibres ethniques et contribué à remplir un espace occupé jusque là de façon très lacunaire.

L'approche statistique des différents critères de définition humains comporte de nombreux écueils, dont celui de limites administratives peu corrélées avec celles des territoires. Bien que le processus de conquête de la façade diffère suivant les pays, dans le temps ou en fonction de leur propre structure interne de peuplement, ce volet démographique contribue néanmoins de manière décisive à faire exister cette façade par rapport aux autres ensembles de l'isthme. La multiplication des indicateurs d'appréciation humains met également en valeur la différenciation interne de cet espace et l'existence de territoires distincts, aux dimensions variables et aux configurations diversifiées.

A/ Le recul de l'ultime frontière : l'expansion démographique ladina

La façade caraïbe est longtemps restée un espace très faiblement peuplé, essentiellement occupé par des groupes humains peu nombreux, qu'il s'agisse des populations précolombiennes ayant fui la conquête ou préalablement installées dans cette région, mais aussi des populations noires et européennes plus ou moins durablement fixées sur les littoraux. Cette population composite a joui d'une grande réserve d'espace, atout majeur de sa subsistance ou de sa survie face aux tentatives de contrôle ou d'élimination des pouvoirs extérieurs à la façade.

Depuis plusieurs décennies, les fronts pionniers des populations ladinas originaires des hautes terres de l'isthme bouleversent les équilibres démographiques et ethniques et créent une concurrence pour la terre inexistante quelques siècles plus tôt. Dans un contexte de marge dominée devenant terre d'accueil, la problématique de la migration revêt bien les deux aspects dégagés par Laurent Faret dans son étude sur la migration mexicaine aux Etats-Unis, puisque au sein de cette ultime frontière aussi, *« le territoire migratoire d'un groupe [est] l'expression d'un rapport aux autres tout autant qu'aux lieux. »*[170] Néanmoins, la situation diffère ici dans la mesure où la société d'accueil que constitue à son corps défendant l'ancienne zone refuge se trouve dans une situation très défavorable face aux changements introduits par l'expansion ladina.

Les différents groupes ne sont pas toujours clairement identifiés, notamment par le biais de catégories ethniques qui sont loin d'être figées dans le temps. De nouvelles territorialités se créent, dans un contexte d'interactions croisées entre les recompositions spatiales liées au contrôle de la terre dans des milieux géographiques variés, les formes de pouvoirs, et les superstructures culturelles et identitaires. L'ensemble de ces éléments concourt à la définition des systèmes territoriaux qui régissent les territoires de la façade caraïbe.

[170] FARET, Laurent, *Les territoires de la mobilité : Migration et communautés transnationales entre le Mexique et les Etats-Unis*, CNRS Editions, 2003, 351 p. ; p. 286

1) La façade caraïbe de l'Amérique centrale comme déversoir de l'excédent démographique du reste de l'isthme

L'accroissement démographique

L'isthme centraméricain compte 3 millions d'habitants en 1900 et plus de 10 fois plus un siècle plus tard. Si l'histoire précolombienne et coloniale pose des bases indispensables à la compréhension de ces dynamiques démographiques, c'est surtout durant le dernier siècle que la façade caraïbe a connu les bouleversements dont nous décrivons les implications. Etant donné la très longue absence de contrôle sur cette zone, les indicateurs démographiques y sont par ailleurs sujets à caution durant toute la période coloniale. Nous nous intéresserons donc surtout à ces statistiques à compter de l'après-guerre, lorsque les Etats commencent véritablement à utiliser des outils fiables.

Tableau 3 : Populations et densités en Amérique centrale (1950-2050)

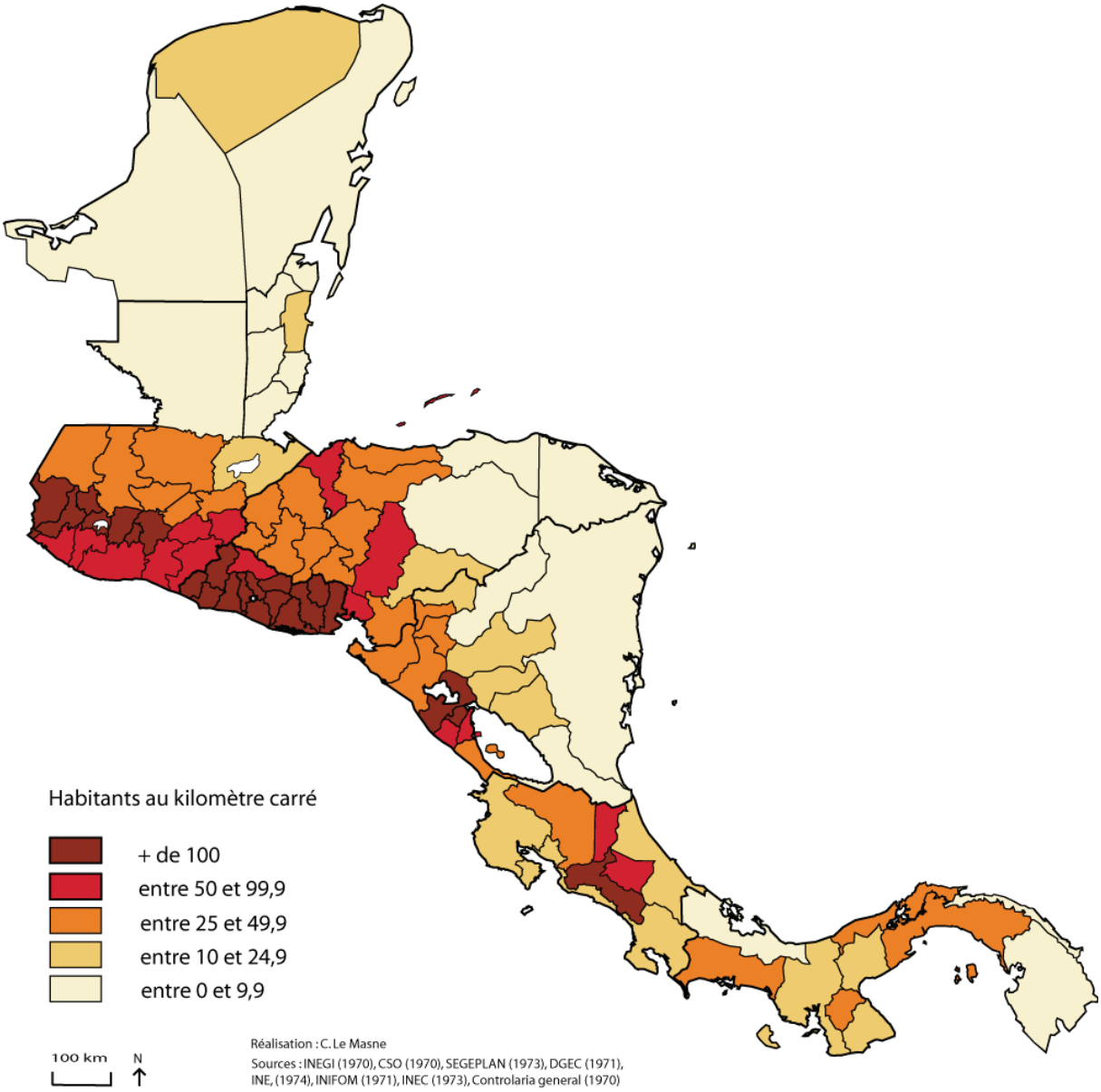
Pays	superficie (km²)	1950		1980		2010		2050*	
		population (milliers)	densité	population (milliers)	densité	population (milliers)	densité	population (milliers)	densité
Belize	22 923	72	3,0	146	6,4	313	10,5	594	25,8
Costa Rica	49 960	966	16,0	2 284	48,4	4 640	76,3	6 382	127,9
El Salvador	19 892	2 200	93,3	4 586	230,5	6 194	315,5	8 110	407,5
Guatemala	109 063	3 146	25,6	6 820	55,5	14 377	103,0	27 990	256,8
Honduras	112 302	1 487	12,2	3 569	37,8	7 617	58,2	12 372	110,4
Mexique	1 942 977	27 740	11,0	50 517	26,0	110 645	39,0	133 340	68,6
Nicaragua	126 460	1 294	8,4	2 921	23,1	5 822	39,2	7 966	62,9
Panamá	72 213	860	11,2	1 950	25,0	3 508	37,2	5 091	70,5

*Estimation Sources: INED ; DEPUALC 2004 data base

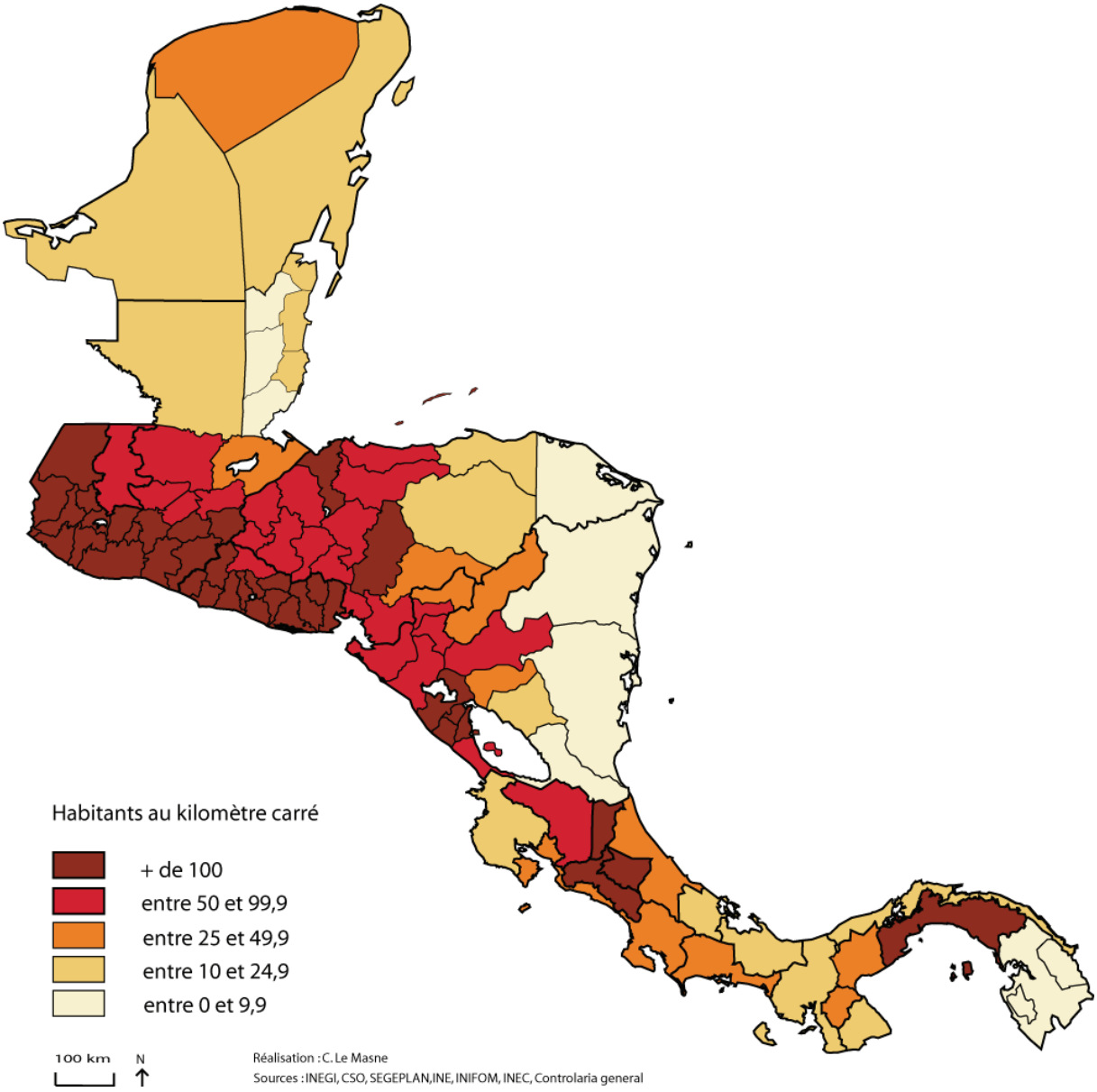
D'après les projections de la CEPAL, l'ensemble régional qui rassemble Amérique latine et Caraïbes devrait voir sa population multipliée par 4 ou 5 entre 1950 et 2050. Si ce coefficient de croissance est similaire pour le Mexique et correspond aux tendances mondiales des pays en développement, il est nettement plus important dans les pays de l'isthme centraméricain, où certaines populations nationales vont probablement décupler au cours de ce siècle (***tableau 3***). Hors Mexique, l'Amérique centrale représente une superficie d'environ un demi million de mètres carrés, soit à peu près celle de la France. Les densités de population y sont moins importantes qu'en France (114 hab/km² en 2010), mais très disparates d'un pays à l'autre. Ainsi, le Salvador est 30 fois plus peuplé que Belize, pour une superficie similaire. Le doublement de la population des sept pays de l'isthme dans la première moitié du 21ème

siècle, d'un peu plus de 35 millions d'habitants en 2000 à près de 70 millions en 2050, va indubitablement accroître des tensions pour le contrôle de la terre déjà très prégnantes dans la région. L'intérêt des Etats et des populations paysannes pour les vastes étendues caraïbes faiblement peuplées devrait continuer à s'accroître ces prochaines années, dans la lignée d'un processus de colonisation des terres que l'on entrevoit depuis plusieurs décennies sur la façade caraïbe de l'isthme.

Carte 25 : Les densités de population en Amérique centrale vers 1970, à l'échelle infra-nationale



Carte 26 : Les densités de population en Amérique centrale en 2000, à l'échelle infranationale



Les deux cartes représentant les densités de population vers 1970 et en l'an 2000 témoignent de fortes disparités spatiales (***cartes 25 et 26***). La dichotomie entre un monde plein et un monde vide est assez nette, bien que la comparaison entre les deux cartes retrace aussi les dynamiques récentes qu'illustrait remarquablement la carte de l'accroissement annuel moyen durant la décennie 1990, à savoir la récente accentuation de la pression démographique sur la façade caraïbe (voir ***carte 2 ; introduction***). Néanmoins, ce processus est beaucoup plus nuancé à grande échelle, comme l'a déjà évoqué la carte des densités

municipales de la présentation, dont nous approfondirons l'étude à la fin de ce chapitre (***carte 3 ; introduction***).

L'accroissement démographique est un indice synthétique qui combine solde naturel et migratoire. Outre l'intérêt de discerner la part respective de ces deux critères, il est intéressant d'y associer les densités de population pour comprendre la pression relative préexistante sur cet espace. A grande échelle, d'autres variables peuvent éventuellement permettre de saisir des situations qui diffèrent selon les lieux, comme la capacité du terrain à satisfaire les besoins humains, et notamment à assurer la sécurité alimentaire. Ainsi, les bons rendements des sols des hautes terres du Salvador ou du Guatemala permettent théoriquement d'accueillir une population plus importante qu'en de nombreux lieux de la façade.

La croissance rapide de la population centraméricaine est néanmoins assez différenciée dans l'isthme. Les critères des taux de natalité et de fécondité illustrent bien des situations très diversifiées selon les Etats comme en leur sein. Ainsi, en 2009, le Costa Rica présente un taux de fécondité inférieur à la moyenne mondiale quand celui du Guatemala y est très supérieur.[171] Il existe une corrélation entre croissance démographique et développement, puisque les populations centraméricaines du Guatemala, du Salvador, du Honduras et du Nicaragua connaissent des transitions démographiques plus lentes que celles de la majorité des autres pays latino-américains, en raison de taux de natalité toujours élevés malgré une baisse de la mortalité.

Cette corrélation se retrouve au sein des entités nationales. Le dynamisme démographique des Indiens des hautes terres guatémaltèques a bouleversé l'équilibre ethnique d'un pays désormais à majorité indigène, suscitant l'inquiétude des élites nationales autour du péril démographique. Ce dynamisme indigène, réel en Amérique centrale, n'a pas lieu d'être généralisé à l'ensemble de l'isthme en ce qui concerne la modification des équilibres nationaux, puisque les populations indigènes de la façade sont toujours très minoritaires. Ces importants taux de natalité sont d'ailleurs souvent accompagnés de fortes mortalités infantiles ou juvéniles, et ne concernent pas tant les populations indigènes que les situations d'extrême pauvreté, dont les Indiens n'ont pas le monopole.

Davantage que l'accroissement naturel, qui constitue souvent une reproduction de la société de départ, la mobilité humaine joue un rôle prépondérant dans les recompositions territoriales. Les phénomènes migratoires sont très fluctuants, et d'ampleurs et de directions

[171] Le taux de fécondité rapporte le nombre de naissances vivantes aux femmes en âge de procréer (15-49 ans). La moyenne mondiale est de 2,58 enfants par femme en 2009. Pour les pays d'Amérique centrale, le nombre moyen d'enfant par femme est de 3,36 à Belize, de 2,14 au Costa Rica, de 3,47 au Guatemala, de 3,27 au Honduras, de 2,34 au Mexique, de 2,57 au Nicaragua, de 2,53 au Panamá et de 3 au Salvador (*PNUD*).

variées : ils se manifestent par des flux transversaux (au sein des Etats), mais aussi longitudinaux (entre Etats), ou extérieurs à la région.[172] Historiquement, les processus migratoires prennent des formes très variées échappant à la seule sphère centraméricaine. Ainsi, si elle constitue un flux majeur, la migration ne doit pas seulement être conçue comme l'expansion du cœur ladino de l'isthme vers les basses terres faiblement peuplées. Bien que les statistiques de détail nous manquent pour évaluer les ratios migratoires/naturels au sein de chacune des marges caraïbes des Etats, cette tendance prend parfois des allures de véritable conquête de la façade par les populations ladinas, phénomène approuvé par les Etats, qui voient progressivement disparaître l'ultime frontière que constitue la façade.

Les migrations internes : l'expansion ladina

La zone refuge, d'occupation lâche, est originellement marquée par la mobilité humaine, puisqu'elle est occupée par des populations précolombiennes pratiquant une agriculture itinérante et joue le rôle de réceptacle des populations en fuite. Les faibles densités de la façade caraïbe de l'Amérique centrale ont rendu ce terrain favorable à la migration : le monde « vide » de la façade attire des populations généralement originaires du cœur de l'isthme en quête de terres. Le primat des activités agricoles, qui constituent le fondement économique des sociétés de la zone refuge, est perpétué à travers la migration ladina. Que le processus de migration soit organisé ou spontané, individuel ou collectif, les migrants ladinos sont généralement des ruraux, ou en tout cas le deviennent faute de villes. Comme nous le verrons dans le cinquième chapitre, celles-ci sont en effet très marginales sur la façade caraïbe, et constituent souvent des bourgs ruraux, hormis au Honduras et au Yucatán, ainsi que dans les trois ports du Guatemala, du Costa Rica et du Panamá (Puerto Barrios, Puerto Limón, Ciudad de Colón), où elles exercent des fonctions tertiaires.

Cette migration vers les espaces ruraux de la façade correspond dans une large mesure à un choix politique. Les autorités nationales considèrent la colonisation comme un rééquilibrage nécessaire, d'autant plus qu'elle apparaît comme la seule alternative au spectre de la réforme agraire. De surcroît, l'expansion ladina, notamment du fait des fronts pionniers, a profondément réduit l'étendue des territoires indigènes et irrémédiablement scellé l'incorporation de la façade dans le giron national. La période la plus intense a lieu dans les

[172] Les migrations internes s'effectuent à l'intérieur d'un même Etat, les migrations intra-régionales au sein de la région Amérique centrale, tandis que les migrations inter-régionales lui sont extérieures. Le déplacement d'une seule personne peut ainsi être comptabilisé dans différentes catégories.

années 1960 et 1970, lorsque les Etats ont organisé la colonisation agraire, processus qui a pris des formes différentes suivant les régimes politiques et la disponibilité des terres, et qui sera plus longuement abordé dans le cinquième chapitre consacré aux mutations des structures économiques. Cette véritable conquête de la façade caraïbe, justifiée par la croissance démographique, trouve en réalité ses racines dans l'inégale répartition des terres dans le reste de l'isthme.

Du fait de la pression internationale, les Etats ont du limiter leurs encouragements directs à la colonisation des *tierras baldias* (les terres vierges héritées de la Couronne espagnole) et mettre en place des zones protégées, qui se multiplient à la fin des années 1980. Les effets dévastateurs de la déforestation dont le Petén est le meilleur exemple donne une idée précise des risques écologiques liés à la conquête de ces nouvelles terres arables. La frontière forestière recule toujours sur la façade caraïbe du fait des fronts pionniers isolés, qui constituent désormais le principal élément de déforestation. Dans de nombreux cas, les gouvernements ferment les yeux sur des occupations illégales qui permettent d'apaiser les tensions agraires, quand ils ne couvrent pas l'installation des grands propriétaires sur les zones protégées.

Désormais, la migration ladina est surtout le fait de petits paysans, qui, étant donné la petite taille de leurs structures de production, occupent l'espace plus densément que les fincas extensives des grands propriétaires terriens. Nous reviendrons plus loin sur le système de transfert de la terre, qui conduit généralement à accroître les surfaces cultivées, puisque les petits paysans occupant illégalement ces terres sont progressivement dépossédés par les grands propriétaires.

Au-delà de tendances nationales qui suggèrent un très net transfert de population ladina des hautes vers les basses terres, les situations locales sont très diversifiées. Il existe d'autre mouvements, notamment saisonniers, comme ceux des Indigènes vers les plantations des terres pacifiques guatémaltèques. La tendance générale des migrations internes à chacun des pays met très nettement en valeur l'expansion ladina, qui joue un rôle prépondérant dans les recompositions territoriales.

Les migrations internationales

L'orientation des migrations internationales (intra-régionales et inter-régionales) est beaucoup moins nette que celle des mobilités internes. Ces mobilités sont plus anciennes aussi : elles correspondent à la mobilité transfrontalière indigène dans la zone refuge ainsi qu'aux flux de populations ultramarines dans le bassin caraïbe. L'accroissement des mouvements de populations ladinas a toutefois progressivement éclipsé les migrations de populations indiennes ou noires, traditionnellement très mobiles.

L'expansion des populations ladinas sur la façade caraïbe se traduit aussi par des migrations intra-régionales, comme du Guatemala et du Salvador vers Belize ou du Nicaragua vers le Costa Rica. Si en Amérique centrale, les migrations intra-régionales s'expliquent surtout par des motifs économiques, les persécutions liées aux guerres civiles guatémaltèques, salvadoriennes ou nicaraguayennes ont joué un rôle important ces dernières décennies. Ces migrations revêtent aussi un caractère politique, comme on le verra pour le Guatemala à Belize ou comme le montre l'exemple frappant des Salvadoriens au Honduras. Ce non-respect des frontières internationales engendre parfois des tensions diplomatiques importantes.[173] Dans ces deux cas, la puissance démographique apparaît clairement comme un « outil politique » aux mains des deux Etats les plus densément peuplés de l'isthme, qui plus est dépourvus d'une véritable façade caraïbe.

Au Costa Rica, la tradition d'accueil des migrants nicaraguayens dans les bananeraies, et désormais dans les plantations d'oranges et d'ananas, remonte au début du 20ème siècle. Elle ne doit pas occulter le statut extrêmement précaire de *Nicas* considérés comme des « sous-développés » : 66 769 interdictions de territoires sur 67 203 notifiées en 2000 l'ont été à des ressortissants nicaraguayens.[174] Il existe aussi des migrations saisonnières intra-régionales tolérées comme celle des Ngöbe vers le Costa Rica.[175]

Le Mexique reçoit des populations mais en expulse aussi. Si des Mexicains s'établissent à Belize, ainsi que des Chiapanèques dans le nord du Petén, le territoire yucatèque a abrité de nombreux réfugiés guatémaltèques et l'espace mexicain est surtout un espace de transit vers les Etats-Unis.

On peut globalement discerner quatre pays de départ, qui sont les quatre plus pauvres de l'isthme (Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, entre lesquels il existe un accord de

[173] En juillet 1969, la guerre de 100 heures entre le Salvador et le Honduras, appelé abusivement « du football », est liée à la présence massive de colons salvadoriens au Honduras, qui furent généralement contraints à la fuite après l'arrêt des hostilités.
[174] *Informes nacionales sobre migración internacional en países de Centroamérica*, CEPAL, n°24, 2000
[175] MEDINA-NICOLAS, op.cit.

libre circulation des personnes, appelé G4), et trois pays d'arrivée (Belize, Costa Rica, Panamá). Les densités de population ne sont pas l'unique facteur d'explication, puisque le Nicaragua est moins densément peuplé que le Costa Rica. Ces migrations internationales s'expliquent surtout par des motivations économiques, à savoir la recherche de salariat, et l'on peut même observer des flux inversés, comme ceux de Nicaraguayens ou de Honduriens venus travailler dans la construction d'infrastructures au Salvador. Ainsi, les travaux d'élargissement du canal de Panamá ne vont pas manquer d'attirer une main d'œuvre régionale importante. Ces migrations économiques sont souvent légales : elles sont parfois encouragées par les entrepreneurs qui souhaitent la venue d'une main d'œuvre docile et bon marché. Elles sont néanmoins assujetties à des règles plus ou moins strictes (la délivrance de permis de travail, notamment des populations frontalières du Costa Rica), comme à des contrôles policiers nombreux.

Les migrations inter-régionales, qui ne concernent pas seulement la sphère centraméricaine, contribuent aussi à expliquer le basculement des équilibres territoriaux. L'émigration massive de jeunes ladinos guatémaltèques ou salvadoriens vers les Etats-Unis est un phénomène incontournable, bien qu'il concerne moins la façade caraïbe, excepté autour du pôle de San Pedro Sula. Ces migrations sont généralement des migrations continentales et illégales à travers le Mexique. Elles sont le fait de populations relativement aisées, car atteindre les Etats-Unis nécessite de l'argent. De manière générale, plus la destination du migrant est lointaine, plus la population migrante est « riche ».

Les autres flux migratoires inter-régionaux sont bien moins importants. Si la tendance est aussi à l'émigration vers les Etats-Unis, celle-ci s'effectue de manière légale. Ainsi, les bourgeoisies centraméricaines ont pris pour habitude d'envoyer leurs enfants faire leurs études aux Etats-Unis, où ils restent parfois. Des orientations nouvelles sont apparues récemment : le Costa Rica, où l'émigration a longtemps été un phénomène négligeable, connaît des flux migratoires de plus en plus importants vers les Etats-Unis ou l'Espagne. Il s'agit souvent de populations qualifiées qui peinent à être employées selon leur niveau de compétence dans leur pays.

Sur la façade caraïbe, ces flux migratoires reliant directement les Etats-Unis ou le bassin caraïbe ont eu une importance historique indéniable dans tout le processus de modernisation de l'isthme de la fin du 19ème siècle (canal, voies ferrées, bananeraies). Qu'il s'agisse des Garifunas, des créoles de Belize, de Limón ou Colón, il existe une tradition

d'émigration des populations noires vers la côte est des Etats-Unis, et dans une moindre mesure vers le Royaume-Uni pour Belize : les Garifunas sont d'ailleurs plus nombreux à New York qu'en Amérique centrale. C'est d'ailleurs grâce à des réseaux bien en place et aux fortes solidarités à l'intérieur de ces groupes réduits que beaucoup d'afrodescendants parviennent à vivre décemment. Les transferts d'argent des migrants constituent souvent une condition *sine qua non* de la survie d'un nombre grandissant de communautés centraméricaines.

En sens inverse, il existe une migration extérieure à la région vers les pays d'Amérique centrale. Certes réduite, elle illustre bien l'intérêt que portent actuellement les acteurs globaux à l'isthme. Ainsi, le tourisme résidentiel, officiellement illégal au Panamá, est un phénomène courant à Belize, au Costa Rica et dans les îles de la Baie (Honduras). Véritable tour de Babel, Belize accueille un nombre croissant de Chinois après avoir reçu des populations d'Inde ou des Mennonites fuyant les obligations militaires des deux grands Etats du Nord.

Au-delà de l'évidente volonté des Etats de contrôler cette dernière frontière qu'est la façade caraïbe, les politiques migratoires sont aussi des instruments géopolitiques, comme entre le Guatemala et Belize. En ce qui concerne la migration nicaraguayenne au Costa Rica, il semble que les deux Etats aient perçu la complémentarité vitale du phénomène. Ces nouvelles considérations des Etats sur les migrations (permis de travail au Costa Rica, liberté de circulation du G4...) témoignent d'un pragmatisme nouveau face à une situation dont les enjeux ont enfin été saisis. Néanmoins, la migration reste par de nombreux aspects un phénomène transgressif : les pouvoirs s'efforcent de l'encadrer faute de pouvoir totalement l'organiser...

L'afflux de population ladina, souvent associé à l'expulsion de populations indigènes, a profondément modifié la composition ethnique de la façade caraïbe, jusqu'alors marquée par une très grande diversité. Le bouleversement des équilibres engendré par ces migrations est observable à travers la requalification des espaces et le recul de la frontière agricole (***voir carte 23 ; chapitre 2***), mais aussi en fonction de la diminution de la proportion des minorités ethniques dans les circonscriptions administratives correspondant à la façade caraïbe.

2) La modification des équilibres de la façade caraïbe : les minorités ethniques

Il existe deux grandes typologies identitaires propres à illustrer les populations de la zone refuge. La première, plus générique, est celle qui définit, par opposition aux populations métisses, des *indios* et des *negros*, catégories que l'on retrouve du nord au sud de la façade caraïbe. La seconde, qui s'attache davantage aux spécificités de ces populations, est la typologie ethnique. Par opposition à la race, fondée sur une homogénéité biologique, l'ethnie a progressivement intégré les caractères culturels qui individualisent chaque groupe à travers une identité propre. La catégorie reste néanmoins sujette à caution, bien qu'elle soit d'un usage commode.

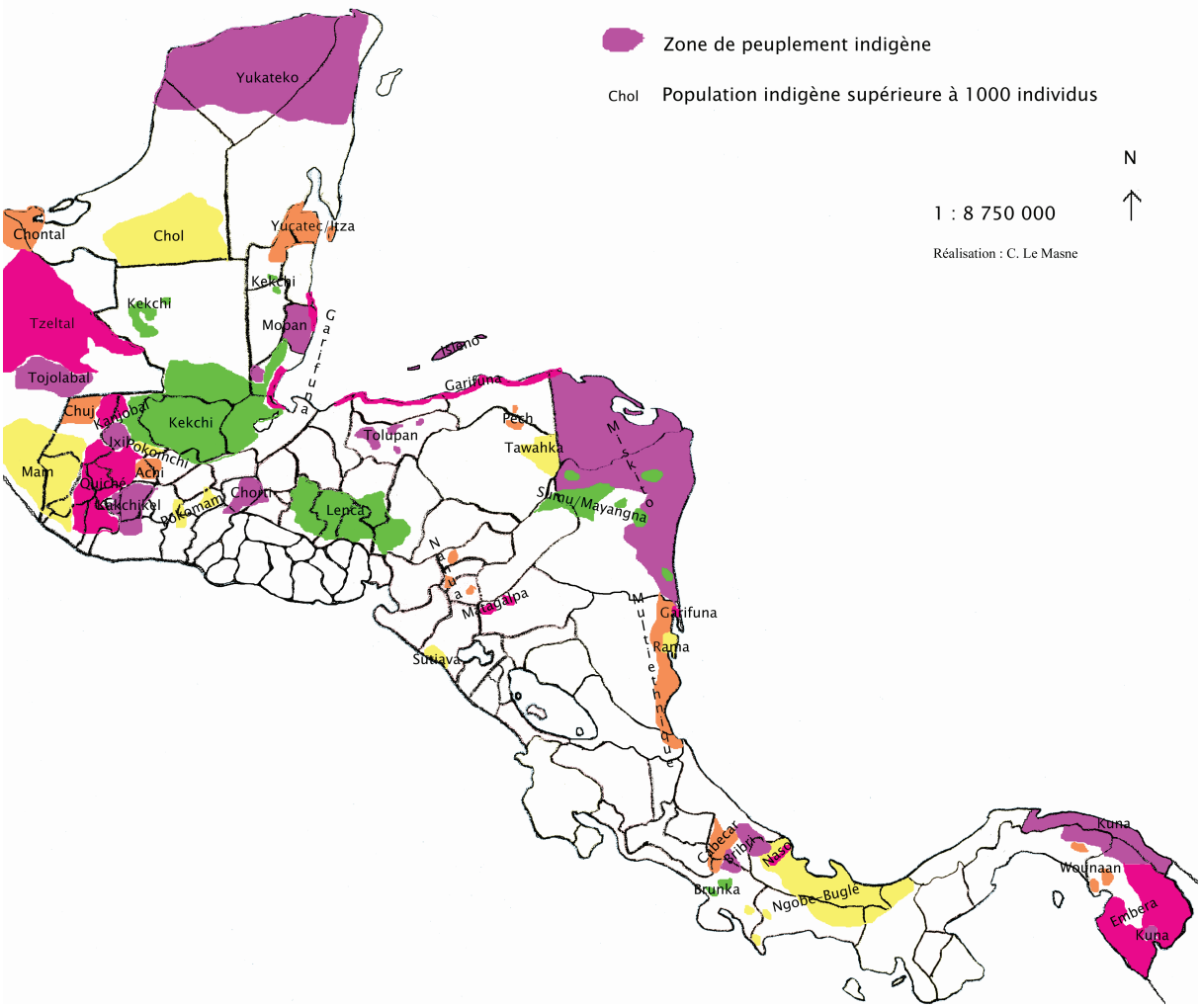
Ainsi, la colonisation a profondément marqué négativement ces identités de marges, ce dont témoigne bien l'appellation *indio*, qui naît du quiproquo de la « Découverte des Indes ». Les catégories ethniques n'échappent pas non plus à cette définition négative, phénomène patent dans les nombreux cas où les appellations ethniques ne correspondent pas à la propre définition identitaire de chacun de ces groupes sociaux (Sumus, Guaymis…). Nous nous concentrerons ici sur le fait ethnique, plus utile dans l'optique statistique propre à ce chapitre. Les constructions identitaires des ladinos, des indios, des negros et des gringos seront traitées au prochain chapitre.

L'homogénéité du peuplement précolombien de l'espace étudié apparaît ici comme une homogénéité de façade. Si les transformations de la conquête créent une nouvelle ligne de fracture qu'illustre dans une certaine mesures la limite entre hautes et basses terres, et si les grandes aires culturelles se maintiennent (maya au nord, chibcha au sud, et « intermédiaire » au centre), ces découpages rendent mal compte de dynamiques sociales qui sont surtout celles de groupes réduits, dispersés et recomposés par l'émergence de la zone refuge. Ces minorités ethniques, parfois disséminées de part et d'autre des frontières nationales, sont sujettes à de nombreuses recompositions, dont témoigne l'ethnogenèse miskito.

Les Etats centraméricains ont longtemps cessé de mentionner les Indigènes dans leurs statistiques, comme si ceux-ci s'étaient fondus dans la nation métisse. S'il est bien difficile de définir des populations en fonction de cette entrée singulière qu'est l'ethnie, les recensements indigènes coloniaux avaient au moins l'intérêt de révéler l'existence d'une divergence identitaire vis-à-vis de la population ladina. Depuis peu, des inflexions à cette politique ont permis d'évaluer plus précisément ces populations : l'entrée se fait désormais par la langue parlée au Mexique ou selon l'autodéfinition au Guatemala (auto déclaration ethnique des

recensements général de 2002 et agricole de 2005). La forte proportion d'Indiens dans ces pays, ainsi que l'écho grandissant des mouvements indigènes, expliquent ce revirement.[176]

Carte 27 : Les minorités indigènes en Amérique centrale



Cette présentation des statistiques ethniques s'efforce aussi de retracer l'extension spatiale de ces minorités (***carte 27***), tout en précisant, pour chacune de ces catégories, les dynamiques actuelles. Les statistiques utilisées manquent parfois de précision, notamment dans une perspective diachronique, étant donné le caractère souvent récent et parcellaire de ces dénombrements. Les territoires indigènes sont également rarement corrélés avec le

[176] Ces changements n'ont pourtant pas corrigé le racisme endémique qui sévit en Amérique centrale vis-à-vis des Indiens, et cette mesure présentée comme progressiste a parfois permis d'associer pauvreté et indianité, suggérant que les Indigènes portaient une lourde responsabilité dans le sous-développement.

découpage administratif. Nous resituerons donc ces statistiques ethniques en nous efforçant d'associer aires culturelles et espaces nationaux.[177]

Les populations « afrodescendantes »

La déportation des populations noires a été largement évoquée dans le premier chapitre. Leur dénombrement est encore plus difficile que celle des Indigènes puisque leur existence et leur histoire ont longtemps été niées. Les Garifunas, issus du mélange entre Amérindiens et Africains, et parfois assimilés à des Indigènes, témoignent aussi de l'ambiguïté du terme.

La définition ethnique pose problème pour une population très métissée et parvenue en Amérique centrale par des déplacements très variés depuis cinq siècles. Ainsi, il n'existe au Panamá aucune statistique nationale s'attachant à cette définition ethnique, bien que les Afrodescendants soient un élément constitutif de l'identité nationale panaméenne. Au Costa Rica, le recensement de 2000 a permis d'effectuer un premier dénombrement des populations de « culture afro-costaricienne » : elles représentaient 72 784 personnes, soit 1,91 % de la population totale et 15,95 % de la population de la province de Limón. Les Noirs créoles du Nicaragua sont encore inférieurs en nombre (29 600), tandis qu'ils seraient 20 000 au Honduras entre le littoral et les îles de la Baie, sans compter la population garifuna, dont les estimations varient très fortement, de 98 000 à 300 000.[178] Les Garifunas constituent aussi une importante communauté autour de Livingston, au Guatemala, ainsi que sur le littoral méridional de Belize (7% de la population nationale en 2000). A la même époque, Belize compte 31,3 % de Noirs créoles sur l'ensemble de son territoire. Hormis à Belize – et dans une certaine mesure au Panamá – les populations afrodescendantes sont ultra minoritaires dans les autres pays, statut qui ne se vérifie pas toujours aux échelles départementales ou municipales, malgré leur forte tendance à la dispersion sur les littoraux.

Plusieurs siècles après leur arrivée, les populations noires restent marquées par un très fort morcellement, et par une sorte de désintérêt pour le continent, que traduit le type de territorialité mise en place : la pêche est ainsi souvent préférée à l'agriculture. Pour certains auteurs, cette territorialité est remise en cause par la mise en place de frontières étatiques, comme dans le cas de la territorialité garifuna, qui n'est pas terrestre et n'a plus les moyens de

[177] Les dynamiques territoriales propres à chacune des populations indigènes de la façade caraïbe seront présentées plus loin, notamment dans la conclusion du septième chapitre, sous forme d'un tableau synthétique.
[178] RIVAS, Ramon D., *Pueblos indígenas y garifunas de Honduras,* Guaymuras, 1993

s'affirmer : *« l'établissement de frontières maritimes a sensiblement affecté l'utilisation des ressources maritimes et leur libre déplacement sur une aire qui leur appartenait traditionnellement. »*[179] Le caractère maritime et transfrontalier des territoires de nombreuses communautés noires du littoral constitue indéniablement un frein à leur cohésion (pêcheurs de tortues de la frontière entre le Panamá et le Costa Rica, populations *isleñas* des Iles de la Baie...). Pour ces populations venues d'outre-mer, la migration vers les Etats-Unis apparaît fréquemment comme la seule échappatoire.

Le monde maya

La population maya est la plus importante population indigène d'Amérique centrale. On la retrouve principalement au Mexique, au Guatemala et à Belize, ainsi qu'en très faible nombre au Honduras (Chortis). Les traits culturels communs mayas sont contrebalancés par des clivages importants qu'illustrent les distinctions linguistiques, à travers l'existence de 69 langues différentes. Les différents groupes se soucient peu des frontières nationales, et sont marqués par une forte mobilité, parfois contrainte par la colonisation agraire ou la violence des guerres internes. Nous avons déjà noté le renversement qui s'opère à la suite de la période maya classique (300-900) qui voit la population délaisser les basses terres. La très grande majorité de la population maya se situe encore aujourd'hui sur les hautes terres du Guatemala et du Chiapas, bien que les populations des basses terres de la façade soient parfois nombreuses, comme au Yucatán.

La population maya du Yucatán a profité d'un système de ségrégation raciale moins marqué qu'ailleurs au Mexique. Ainsi, elle n'a pratiquement aucun lien avec les populations mayas du Chiapas, et il existe même une certaine rivalité, qui traduit une problématique identitaire de l'*indio* moins poussée chez des populations mayas yucatèques moins asservies qu'ailleurs.[180] Si la société coloniale a cantonné les Mayas du Yucatán aux sous-classes d'*indios* ou de *masewal*, celles-ci n'étaient pas totalement hermétiques, puisque certains caciques portaient le titre d'*hidalgo*. Les quartiers réservés et le port de l'habit blanc n'existaient que dans les villes de Campeche, Mérida ou Valladolid ; ailleurs, les Indiens

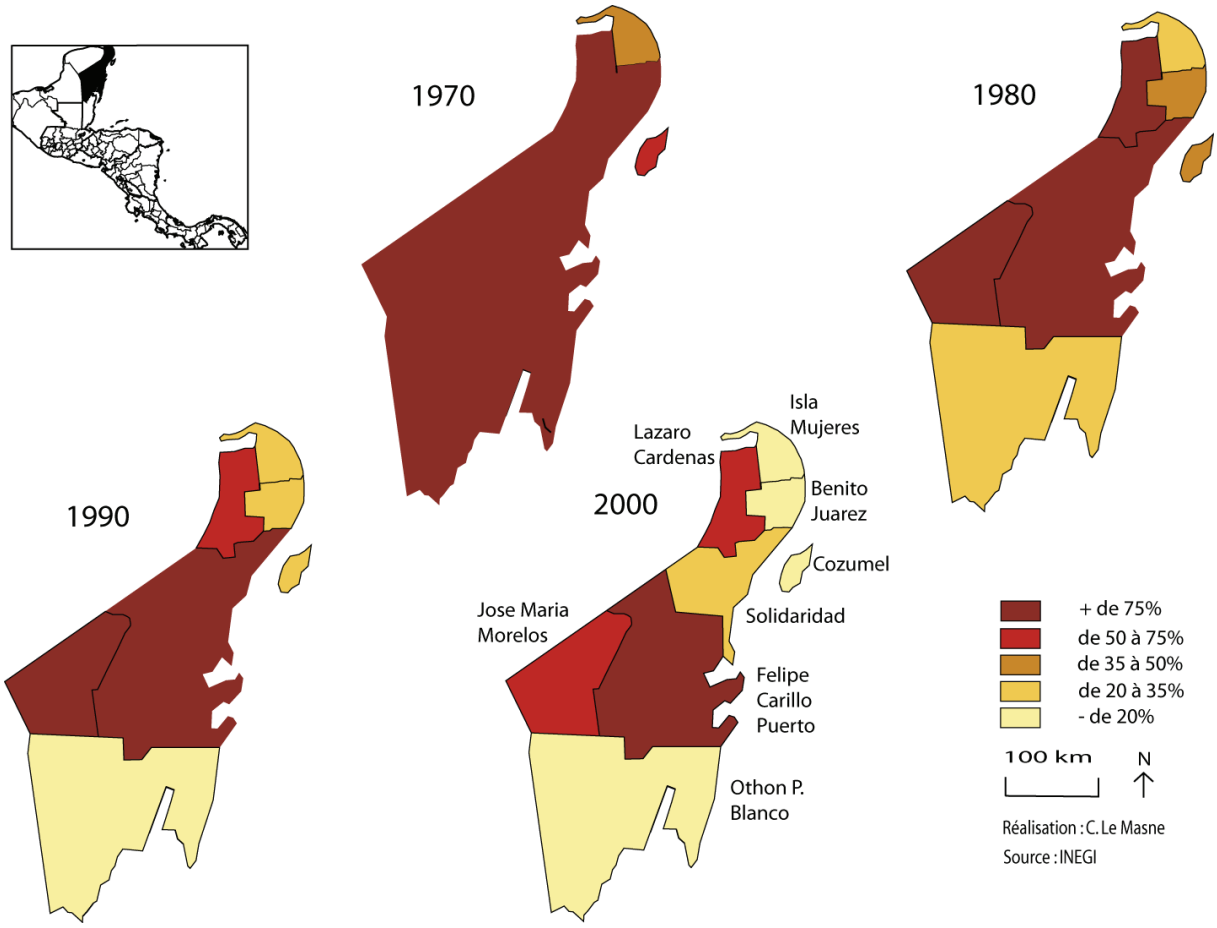
[179] ARRIVILLAGA CORTES, Alfonso, "La estructura político-administrativa y sus implicaciones en el pueblo Garifuna de Guatemala", Anales del Caribe, vol.12, 1992, p. 211-217 ; p. 217

[180] Les protestations soulevées par le film *Apocalypto* (2007) traduisent toutefois un certain malaise de l'identité maya yucatèque.

étaient mélangés à la population, et à en croire Wolfgang Gabbert, certains colons Blancs de l'intérieur ne savaient même plus parler l'espagnol.[181]

La distinction est finalement plutôt socio-économique, ce qui explique pourquoi la société yucatèque n'est pas scindée en deux. Beaucoup d'Indiens se nomment *mestizos* sans avoir une seule goutte de sang espagnol. La Guerre des Castes (1847-1901) illustre bien ces tensions internes, puisque de nombreux Indigènes « loyalistes » vont aider les forces armées mexicaines à venir à bout de ceux qu'ils considèrent comme des sauvages, des barbares, des *Indios*… L'anecdote de Gabbert est révélatrice de ce complexe : certains Indiens considèrent que ce ne sont pas leurs ancêtres qui ont construit les ruines, mais d'autres bâtisseurs, auxquels ont succédé des Barbares (les Mayas), heureusement massacrés par les Espagnols !

Carte 28 : Part de locuteurs indigènes de plus de 5 ans au Quintana Roo



[181] GABBERT, Wolfgang, "Social Categories, Ethnicity and the State in Yucatán, Mexico", in Journal of Latin American Studies, n°33, 2001, pp.459-484

Au Yucatán, les critères linguistiques distinguent deux ethnies principales assez proches, Chol au sud et Yucatèques au nord. Si les populations qui parlent la langue indigène sont parmi les plus importantes du pays, celles qui ne connaissent pas du tout espagnol sont bien moins importantes au Yucatán que dans les Etats indigènes du sud-ouest du Mexique (Chiapas, Oaxaca). Nous sommes dans le cadre de sociétés indigènes plus « ouvertes ».[182]

Le niveau d'exclusion de la population maya yucatèque reste néanmoins extrêmement élevé, notamment dans le cadre de l'explosion démographique qui secoue le Quintana Roo.[183] Les attributions d'ejidos n'ont que rarement concerné des Indiens cantonnés à leurs *milpas* ou aux emplois subalternes à Cancún. La pratique de la langue indigène, encore parlée par plus des trois quarts de la population du Quintana Roo en 1970, a connu une chute drastique en trente ans, passant à 23 % de locuteurs en 2000 (***carte 28***). Le processus d'acculturation est extrêmement rapide et accru par l'explosion démographique et l'immigration des populations métisses du reste du Mexique. Seuls les municipes de l'intérieur du Quintana Roo conservent leur principale spécificité culturelle, la langue maya. La fonction de zone refuge de l'Etat mexicain s'est pourtant perpétuée avec la guerre civile guatémaltèque qui prend fin en 1996, par l'accueil de nombreux réfugiés indigènes du Petén et des Verapaz.[184] Ce phénomène rappelle la permanence des migrations de part et d'autre d'une frontière très poreuse et l'existence d'une solidarité indigène, qui a joué un rôle primordial dans leur survie.[185]

Au Guatemala, la population indigène de la façade caraïbe est beaucoup moins importante que celle des hautes terres, où vivent la grande majorité des 41% d'Indigènes que compte le pays.[186] Dans le Petén, la colonisation agraire, conjuguée à la guerre civile, a profondément modifié les équilibres territoriaux en générant un exode massif des Indiens ; le

---

[182] Les locuteurs indigènes ne parlant pas espagnol sont 5,63% au Campeche, 7,32% au Quintana Roo, 8,75% au Yucatán, contre 34,1% au Guerrero ou encore 36,55% au Chiapas (INEGI, 2000). Nous aborderons la distinction entre sociétés ouvertes et fermées dans la troisième partie.

[183] L'Etat connaît un taux de croissance annuel moyen record de 5,94% par an dans la décennie 1990. Il compte 874 963 habitants en 2000 et 1 290 323 en 2009 (*INEGI*).

[184] Dans les années 1980, 97 % des réfugiés guatémaltèques du Quintana Roo parlent une langue.
AGUAYO, Sergio (dir.), *Los refugiados guatemaltecos en Campeche y Quintana Roo : condiciones sociales y culturales*, El Colegio de México, 1989 ; p. 88

[185] VAN DER VAEREN, Pierre, *Perdidos en la selva : un estudio del proceso de re-arraigo y de desarrollo local de la Comunidad-Cooperativa Unión Maya Itzá, formada por campesinos guatemaltecos, antiguos refugiados, reasentados en el Departamento de El Petén*, Guatemala Thela Thesis, 2000, 377 p.
L'installation s'est parfois remarquablement déroulée, même si beaucoup de réfugiés rentrent au Guatemala depuis 15 ans. L'auteur évoque les difficultés liées au retour de familles de diverses ethnies rassemblées autour d'un projet de développement durable : tensions ethniques et générationnelles, tracasseries administratives, infantilisation de la part des ONG...

[186] Selon le recensement de 2002, 4 610 440 habitants se définissent comme indigènes sur les 11 237 196 habitants que compte le Guatemala (*Instituto Nacional de Estadistica*, INE).

département guatémaltèque le plus étendu compte 16 000 habitants en 1950, 220 000 en 1994, juste avant les accords de paix, et sa population atteint les 336 000 habitants au recensement de 2002.[187] Dans les deux départements qui nous intéressent particulièrement, la proportion de population indigène est voisine, c'est-à-dire environ moitié moindre que la moyenne nationale. En 1994, les Indigènes sont 59 000 au Petén (26% de la population totale) et 57 746 dans l'Izabal (22%), contre respectivement 160 078 et 190 419 non indigènes. Les chiffres sont anciens et à prendre avec précaution, mais ils témoignent de la politique de lotissement du FYDEP (*Fomento y Desarrollo del Petén*, organisme gouvernemental chargé de la colonisation du Petén, véritable Etat dans l'Etat de 1958 à 1989), qui a privilégié l'installation de Ladinos sur les nouvelles concessions, au détriment des Mayas, dont beaucoup se sont installés à Belize, de l'autre côté de la frontière. Ils ont clairement bénéficié de la fonction de zone refuge que joue Belize depuis la conquête.

Au Honduras britannique, les autorités coloniales britanniques s'attachent à peupler cet espace désert revendiqué par le belliqueux Guatemala, bien qu'il soit hors de question de favoriser l'arrivée de populations ladinas qui menaceraient l'équilibre démographique et culturel du pays. Les populations indigènes en provenance du Guatemala s'installent progressivement sur la frontière méridionale, phénomène que l'on retrouve chez les communautés indiennes du nord de Belize qui ont fui le Mexique après leur défaite dans la guerre des Castes. Malgré des tensions fortes avec les *baymen* du rio Hondo, elles parviennent à s'installer en bénéficiant de la non ingérence britannique. Pour les Britanniques, la zone de peuplement indien fait office de cordon sanitaire, et les Indigènes vont à ce titre bénéficier de la mansuétude des autorités coloniales avant que l'indépendance ne change la donne. En 1958, 7400 Mennonites arrivent du Mexique et s'installent dans le nord du pays. Les deux parties sont satisfaites : contre leur liberté de culte, les Mennonites occupent et mettent en valeur l'espace.[188] Cette tradition d'accueil existait déjà pour les Garifunas ou les Jamaïcains, elle se perpétue et se monnaye désormais, comme pour ces migrants hongkongais a qui l'on

[187] Les Indigènes ont en partie été remplacés par des Ladinos dans le Petén, bien que les Kekchís restent une communauté importante entre les Verapaz, l'Izabal et le sud du Petén (726 723 locuteurs en 2001 pour l'ensemble du pays, selon l'INE). Nous reviendrons plus en détail sur ces questions démographiques au Guatemala et à Belize dans le chapitre 10.

[188] L'accord signé le 18 décembre 1957 est assez révélateur de cet échange de bons procédés : les Mennonites obtiennent le droit de ne pas prêter serment pendant les procès et s'engagent à apporter 500 000 dollars au capital de la colonie…
SAWATZKY, Leonard, *They sought a country : Mennonite colonization in Mexico*, Berkeley, 1971, 387 p. ; p. 333

vend des passeports à 50 000 dollars... En juillet 2003, les statistiques nationales de Belize recensent 266 440 habitants répartis en 48,7% de Ladinos, 24,9% de Créoles, 10,6% de Mayas, 6,4% de Garifunas et 3,5% de Mennonites. 12 ans plus tôt, les Ladinos représentaient 44% de la population, les Mayas 11% et les Créoles noirs 30%...

Dans les trois pays du nord de l'isthme, les groupes mayas ont un enracinement au territoire plus symbolique que matériel, puisqu'ils naviguent en permanence entre fuite et résistance. Bien que les solidarités indigènes se maintiennent parfois, les rivalités entre communautés sont palpables et traditionnellement instrumentalisées par les pouvoirs en place. Dans l'ancien cœur du pays maya, la zone refuge n'est donc en rien une zone figée mais un espace qui évolue au gré de l'expansion ladina, avec des gradients de densités assez importants. Les communautés mayas sont d'autant plus mobiles qu'elles sont perçues comme un frein à l'édification de la nation métisse, au Mexique et davantage encore au Guatemala. La zone refuge est en recul accéléré dans les trois pays, malgré l'importance du rôle de Belize dans son maintien. Au Honduras britannique, les autorités britanniques préfigurent le pouvoir globalisé, contrôlant vaguement, et ne s'impliquant réellement que lorsque des intérêts géopolitiques supérieurs sont en jeu.

Les mondes intermédiaires de la partie centrale de l'isthme

Au Honduras, l'axe transisthmique a très vite été dépeuplé. Dès le 16ème siècle, les Tolupanes, qui vivent entre le Val de Sula et Trujillo, sont des cibles de choix pour les chasseurs d'esclave. Ils désertent les littoraux et les vallées pour se disperser dans les montagnes de Yoro et y pratiquer une vie semi-nomade. L'histoire des populations indigènes du Honduras a souvent été niée, à l'instar de l'épopée garifuna, et ces minorités ethniques sont aujourd'hui encore considérées comme résiduelles La meilleure synthèse historique et anthropologique, celle de Ramon Rivas, a néanmoins permis de réintégrer les Indiens dans l'histoire nationale. En 1988, Rivas estime à 460 095 le nombre d'Indigènes sur les 4 248 561 Honduriens, soit plus de 10%.[189] Faute de recensement ethnique précis depuis 1974, il faut ici se contenter d'estimations datées de plus de 30 ans (***tableau 3***).

[189] RIVAS, op. cit. ; p. 370

Les populations indigènes du Honduras sont aussi victimes d'une très forte discrimination qui leur dénie tout droit particulier. La création du département de Gracias a Dios en 1957 (56 675 habitants en 2001) a un temps laissé penser qu'il pourrait servir de cadre aux Miskitos. En réalité, la multiplication des structures administratives sur les façades caraïbes témoigne davantage d'une volonté de contrôle des Etats centraux, comme l'indique la création de quatre municipes dans le département en 1996. Elle consacre la souveraineté nationale sur une zone refuge qui perd progressivement son caractère indigène. Cet « Etat local » ne résout en rien la question centrale des « terres indigènes ». Ainsi, sur la réserve du rio Platano, créée en 1980, les Indiens refusent d'évacuer les terres qu'on les accuse injustement d'avoir saccagées.[190] Mais le problème est probablement encore plus insoluble pour des Garifunas qui ont le désavantage de la dispersion, d'autant plus que les petites communautés du littoral sont en contact permanent avec le pouvoir ladino.

Tableau 4 : Les minorités ethniques au Honduras en 1974

Garifunas	**Miskitos**	**Pech (Payas)**	**Tawahkas (Sumus)**	**Xicaques (Tolupanes)**	**Chortis *(Mayas)***	**Lencas**	**Noirs anglophones**
90 000	35 000	1 595	500	10 000	3 500	90 000	20 000

Source : Rivas, 1993

Tableau 5 : Composition ethnique de la RAAN et de la RAAS, au Nicaragua, en 2000

Mestizos (Ladinos)	**Miskitos**	**Noirs anglophones**	**Mayangnas (Sumus)**	**Garifunas**	**Ramas**
341 818	82 500	29 600	7 950	2 000	1 100

Source : IDH Nicaragua, PNUD, 2002

Au Nicaragua, c'est la période sandiniste (1979-1990) qui a rappelé l'existence des populations indigènes de l'Atlantique. Après avoir été évacuée par les Britanniques en 1860, la Mosquitia a dû attendre 1894 pour être « réincorporée » symboliquement au Nicaragua. Les Ladinos sont à cette époque très peu nombreux sur la côte. Pourtant, en un siècle, le basculement est évident, et les Indiens sont désormais loin d'être majoritaires dans les deux

[190] *El Heraldo* (Honduras), 16 août 1999

régions autonomes de l'orient nicaraguayen (***tableau 4***). Ces statistiques illustrent une expansion ladina qui ne s'est jamais démentie au cours du 20ème siècle, quels que soient les régimes politiques.

Dans l'intérieur des terres, les populations Sumus s'étendaient entre le Honduras et le Nicaragua du rio Patuca au rio San Juan. La diminution drastique de ce groupe ethnique est assez représentative de celle de la zone refuge. Cette zone tampon a subi des pressions fluctuantes des avant-pays comme des arrière-pays.[191]

L'influence de l'intérieur se manifeste d'abord de manière limitée, puisque les flux migratoires successifs des terres centrales sont surtout l'apanage de populations fuyant le système colonial. Les fronts pionniers de l'est des départements de Matagalpa, Jinoteca, Boaco ou Chontales sont traditionnellement ceux de la fuite. Mais les Indiens ladinisés qui occupent majoritairement ces espaces rentrent en concurrence avec les populations Sumus. La pression ladina va s'accroître tout au long du 20ème siècle, notamment par l'intermédiaire d'une colonisation agricole organisée. Ces déplacements continus des Sumus constituent par ailleurs une entrave à la délimitation de leurs terres indigènes, dont ils peuvent difficilement justifier le caractère ancestral.

En sens inverse, cet espace a longtemps subi l'influence des Miskitos et des Britanniques. Cette alliance majeure ne bouleversait pas la territorialité de la communauté miskito, puisque l'objectif poursuivi était avant tout stratégique. Par la suite, les quelques enclaves états-uniennes (bananières, forestières ou minières) qui ont succédé au protectorat britannique – avec la bénédiction du pouvoir ladino – n'ont fait aucun cas de ces relations particulières. Plutôt que de composer avec les Miskitos, ex-alliés des Britanniques, les compagnies bananières ont encouragé l'émigration jamaïcaine. Ce phénomène a accru l'instabilité de la zone et conduit les enclaves à péricliter. Il faut attendre l'arrivée des Sandinistes au pouvoir pour que Washington se remémore l'alliance et s'érige en successeur de la Couronne britannique, traditionnelle protectrice des Miskitos.

Outre la pression exercée sur la zone refuge, en provenance de l'avant-pays comme des arrière-pays, la situation des Indigènes de ce monde intermédiaire traduit bien les processus de différenciation spatiale générés par les frontières étatiques. La population

[191] La toponymie de toute la partie centrale du Honduras et du Nicaragua atteste que les « Sumus » étaient l'ethnie majoritaire et disposait d'un énorme territoire progressivement occupé par les Ladinos.
DAVIDSON, William V. ; CRUZ, Fernando, "Delimitación de la región habitada por los sumos taguacas de Honduras en el período de 1600 à 1990", in Mesoamerica 29, juin 1995, pp. 160-166

indigène du Nicaragua, minoritaire dans ces deux Régions Autonomes de l'Atlantique (RAAN et RAAS), et en nombre très nettement inférieure à celle du Honduras, reste paradoxalement davantage sous les feux de l'actualité. Le rapport de force entre le pouvoir ladino (sandiniste, en l'occurrence) et global (clairement états-unien ici), défavorable au premier, a permis aux minorités indigènes de se structurer et d'obtenir la création de provinces autonomes et multiculturelles. L'action différentielle des Etats-Unis de part et d'autre du rio Coco démontre l'impact des tensions géopolitiques à différentes échelles. L'opposition aux Etats-Unis a d'une part été rapidement sanctionnée par une guerre de basse intensité débouchant sur la remise en cause des fondements de l'Etat-nation, quand Washington se désintéresse de l'atteinte aux droits des minorités du gouvernement putschiste hondurien.

Les mondes chibchas du sud de l'isthme

Les populations indigènes du Costa Rica et du Panamá appartiennent à l'aire culturelle chibcha. Les deux foyers de peuplement indigène de la montagne de la Talamanca et de la jungle du Darién sont emblématiques d'une zone refuge qui s'étend sur des milieux variés. Dans la partie orientale, en marge du *camino real*, les Noirs marrons sont aussi relativement nombreux.

Dans le nord du Costa Rica, la réserve des Indiens Guatuso (Maleku), qui bénéficie encore du statut spécifique de comarca en 1910, est transformée dès 1915 en municipe de San Jerónimo de Grecia. A cette époque, la jeune République ne livre pas de données démographiques très précises, notamment dans les comarcas, qui constituent ici des zones indigènes en voie de ladinisation. Limón constitue, comme Puntarenas, une comarca à partir de 1870 puis devient province à partir de 1892. La province, qui a multiplié sa population par 20 au cours du dernier siècle, commence à perdre son statut de zone refuge dès la fin du 19ème, avec la construction de la voie ferrée transisthmique. Pourtant, sa marge méridionale, ainsi que le versant pacifique de la Talamanca, abrite encore une population indigène importante.

Les Indiens représentent 1,68% de la population costaricienne. Au total, 63 876 personnes ont été identifiées comme indigènes lors du recensement de 2000, les Cabécars et les Bribris constituant les deux tiers de la population indigène recensée. Signe d'une situation duale, ils sont seulement 27 041 à habiter les réserves indigènes, qu'ils partagent avec 6 087 non indigènes (***tableau 6***). Les 22 « réserves indigènes » instituées par la loi de 1977 (321 000 hectares qui représentent 6,3% du territoire national) les cantonnent dans les régions

montagneuses, sur lesquelles se sont depuis superposées des réserves naturelles. L'octroi de territoires aux indigènes n'a pas été suivi de politiques leur permettant de quitter le cercle vicieux du sous-développement, puisque la plupart des projets de développement sont institués de l'extérieur, et visent à commercialiser les ressources naturelles d'un espace à la biodiversité notoire. Les recensements dénombrement aussi les minorités non indigènes, comme les « Afro-costariciens » (1,91% de la population totale) ou ceux qui se définissent comme Chinois (0,21%).

Tableau 6 : Indigènes du Costa Rica (habitant les territoires indigènes) et du Panamá (se déclarant indigènes), en 2000

Population indigène	**Costa Rica**	**Panamá**	**Total**
Bribri	9845	2521	12366
Boruca	2017		
Cabécar	9861		
Chorotega	868		
Maleku-Guatuso	460		
Teribe	621	3305	3926
Huetare	1006		
Kuna		61707	
Ngöbe (Guaymí)	2563	169130	171693
Bokota		993	
Emberá		22485	
Wounaan		6882	
Total	**27041**	**284754**	**311795**

Source : Contraloria general, Panamá ; ULAVAL, Costa Rica

Au Panamá, lors du recensement de 2000, 2 553 946 citoyens se déclarent non indigènes et 284 754 indigènes. Avec plus de 10% de la population indigène, le rapport de force est moins défavorable qu'au Costa Rica, d'autant plus qu'il existe aussi une importante population « afrodescendante », qui, elle, n'est pas comptabilisée. Contrairement au Costa Rica, l'ancien cadre territorial de la comarca, dont les Kunas sont les premiers bénéficiaires, s'est généralisé à la fin du siècle aux autres grands groupes ethniques, exception faite des Teribes.[192] Si les comarcas occupent près de 20% du territoire panaméen, la condition indigène ne s'est pas nécessairement trouvée améliorée par un dispositif qui fait parfois figure de subterfuge malgré des débuts prometteurs. L'intégrité que procure le statut est

[192] Comarca de San Blas (1938, établie en réserve dès 1925), comarca Emberá-Wounaan (1983), comarca Kuna Madugandi (1996), comarca Ngöbe-Buglé (1997), comarca Kuna Wargandi (2000).

constamment menacée par l'influence des autorités nationales, qu'elle soit directe (exploitation du sous-sol) ou indirecte (déforestation liée à la corruption). Les flux migratoires récents dévoilent d'ailleurs un aspect extrêmement inquiétant pour l'avenir de ces réserves, leur dépopulation (***tableau 7***).

Tableau 7 : Migrants indigènes sur la période 1996-2000, par province et par sexe, au Panamá

Province	Population indigène	Immigrants	Emigrants	Taux de migration (%)
		Hommes		
Total	118.386	10.705	10.705	0,0
Bocas del Toro	20.369	1.401	808	6,7
Coclé	271	82	67	12,5
Colón	1.894	398	200	23,1
Chiriquí	10.510	2.775	1.100	34,3
Darién	5.539	190	1.074	-40,3
Herrera	123	69	32	60,8
Los Santos	62	39	24	50,2
Panamá	12.728	4.685	324	68
Veraguas	2.054	344	256	9,8
Kuna Yala	14.996	179	2933	-47,0
Emberá-Wounaan	3.359	113	228	-8,1
Ngöbe-Buglé	46.481	430	3.659	-16,7
		Femmes		
Total	112.979	8.571	8.571	0,0
Bocas del Toro	18.079	1.194	570	7,9
Coclé	209	65	55	10,9
Colón	1.579	285	145	19,7
Chiriquí	8.139	1.666	1.042	17,2
Darién	5.313	158	1.113	-45,9
Herrera	102	51	23	56,1
Los Santos	40	24	11	65
Panamá	11.444	4.131	297	66,7
Veraguas	1.830	282	232	6,3
Kuna Yala	16.891	131	2.390	-33,3
Emberá-Wounaan	3.029	106	197	-7,1
Ngöbe-Buglé	46.324	478	2.496	-10,4

Source : Informes nacionales sobre migración, Panamá, CEPAL, juin 2005

3) Les mobilités dans l'espace et dans le temps : l'exemple de l'orient panaméen

Les mobilités humaines dans la zone refuge sont très anciennes, mais les sources pour les identifier peu nombreuses. Le cas spécifique des territoires indigènes panaméens permet toutefois de replacer ces espaces au cœur de dynamiques anciennes. Les soldes migratoires des populations indiennes attachées à des territoires identifiables – les comarcas, circonscriptions peuplées essentiellement d'indigènes – présentent paradoxalement des résultats négatifs, notamment dans l'Orient panaméen (***tableau 7***). Théâtre de la première traversée de l'isthme par Balboa, la jungle du Darién s'oppose toujours à la liaison continentale entre les deux Amériques. Le Darién forme une entité géographique cohérente, zone refuge par excellence du côté panaméen comme colombien ; la ligne de crête qui sépare les différentes entités administratives de l'isthme du Darién constitue une réalité humaine relativement récente (voir ***cartes 33 et 34***). La mobilité indigène a continué longtemps après la conquête, en fonction des tensions entre pouvoirs colonial et ultramarin, mais aussi en raison des tensions entre groupes indigènes.

Les Cuevas, nom donné aux Indigènes peuplant le littoral colonisé par Balboa, ont longtemps été confondus avec les Kunas, avant que les anthropologues ne s'accordent pour différencier les deux populations.[193] Les Kunas, originaires de l'actuelle Colombie, s'installent progressivement au Darién, sous la pression d'autres populations chibchas (probablement des Chocoes, ancêtres des Emberás et des Wounaans), où ils deviennent majoritaires aux 17ème et 18ème siècles. Ils commencent seulement à s'établir sur la bande côtière caraïbe de San Blas au milieu du 18ème, tout en restant implantés des deux côtés de la cordillère.[194] Les populations chocoes originaires de Colombie profitent des terres laissées vacantes par les Kunas pour s'installer au Darién. Aux dires des pirates, les deux populations s'opposent fréquemment.

Le renoncement des autorités coloniales au Darién permet néanmoins de parvenir à un équilibre et les populations Chocoes se stabilisent. Les Kunas vivent en relative intelligence avec les Cimarrons, qui ont eux aussi fui au Darién, jusqu'à l'intrusion des colons ladinos venus exploiter le caoutchouc vers 1870. Les Kunas émigrent alors massivement vers un littoral caraïbe à l'occupation très lâche ; ils y développent des plantations de cocotiers sur les îles ainsi qu'une agriculture de subsistance sur le continent. Dans l'intérieur, les tensions s'aggravent entre Noirs, Kunas et Ladinos, notamment concernant l'exploitation des

[193] TORREZ DE ARAUZ, Reina, *Panamá indígena*, Biblioteca de la Nacionalidad, 1999
[194] L'éphémère compagnie écossaise du Darién, qui tente de s'y établir entre 1698 et 1700, n'y réussit pas son installation.

ressources forestières. En 1925, les Etats-Unis soutiennent les Kunas révoltés contre l'Etat panaméen et forcent ce dernier à leur accorder une semi autonomie. La différenciation sociale entre Indiens, matérialisée par un statut spécial des Kunas, se fonde sur la précocité des contacts noués avec l'extérieur. Cette constante stratégique des Kunas va leur permettre d'exister durablement face au pouvoir national.

En 1974, l'Etat panaméen propose une intégration concertée du Darién respectueuse des équilibres démographiques. Mécontents, les colons ladinos envahissent les terres en 1976. Ils reçoivent le soutien de l'organisme de colonisation contrôlé par les militaires, la *Corporación Bayano*, qui s'accroche à son pré carré et rappelle même les colons qui avaient accepté de partir. La déforestation s'amplifie et les sols appauvris ne peuvent plus supporter les cultures d'exportation, citriques, café et cacao. Les colons ladinos continuent à défricher pour faire paître du bétail tandis que les Indiens recommencent à cultiver igname et yucca. Autour du lac Bayano, fief des descendants d'esclaves marrons, la population quadruple de 1980 à 1990, atteignant 20 000 habitants. A partir de 1988, une *Commisión Bayano* est mise en place pour essayer d'arbitrer les tensions. Si les populations emberás et wounaans de l'intérieur avaient auparavant obtenu une autonomie inspirée du modèle kuna, les territoires concédés sont peu étendus par rapport à leurs espérances, puisque la comarca est séparée en deux. Quant aux Bayaneros, les descendants de noirs marrons, ils n'obtiennent rien de substantiel.

Les statuts d'autonomie ne contribuent pas au retour des Indigènes dans leurs comarcas. Après avoir obtenu des territoires spécifiques, les Indigènes quittent maintenant la zone refuge, phénomène étonnant au vu des faibles densités qui caractérisent ce type d'espace. L'émigration indigène s'explique par plusieurs facteurs concomitants : tensions agricoles internes (surpopulation) et externes (liées aux fronts pionniers du Darién), intrusion des compagnies forestières, minières, ou octroi de monopoles de pêche, qui accentuent le marasme écologique. Ces migrations touchent davantage les populations masculines, notamment dans la comarca Ngöbe-Buglé (trois hommes pour deux femmes). Elles prennent des formes différentes de part et d'autre du Panamá : pour les Ngöbes, il s'agit d'une mobilité rurale-rurale vers les régions frontalières du Costa Rica (Chiriquí et Bocas del Toro) ou vers l'eldorado touristique de Bocas. Les Kunas, ainsi que les Indiens du Darién, se dirigent massivement vers la ville de Panamá, alors que la population du Darién s'accroît de 12,3% entre 1990 et 2000.

Le déclin numérique des minorités ethniques de la façade caraïbe témoigne bien du recul de la zone refuge et de la contraction de l'ultime frontière que constitue la façade caraïbe centraméricaine. Dans l'immense majorité des cas, ce sont les populations ladinas qui s'établissent en lieu et place des minorités, empiétant sur leurs territoires et les repoussant vers le littoral ou dans les montagnes.

Le pouvoir colonial ou ladino est le principal responsable de ces déplacements, mais ce n'est pas le seul. Les pouvoirs et les acteurs extérieurs se sont progressivement immiscés dans la zone refuge, contribuant à la différenciation spatiale en son sein, ainsi qu'à la différenciation ethnique, comme le montre l'ethnogenèse miskito. Les déplacements, forcés ou non, illustrent la mobilité de cette frontière humaine et contribuent par ailleurs aux difficultés des Indigènes à justifier un territoire ancestral. Malgré les récentes mesures de protection en faveur des Indigènes résultant de la pression internationale exercée sur les Etats centraméricains, les statuts des comarcas, des réserves ou autres autonomies multiethniques sont précaires, et peu d'Indigènes croient en la possibilité de vivre avec les Ladinos.

La négation des identités indigènes a probablement eu un rôle fondamental dans ce processus. Au-delà de l'appellation *indio*, considérée comme insultante par la plupart des populations précolombiennes, les autres dénominations ethniques traduisent une dépréciation permanente. Au Honduras, les Lencas se disent avant tout *campesinos* (paysans), tandis que le peuple Pech refuse l'appellation Paya, qui signifie animal. Quant au nom Sumu, il vient du Miskito et veut dire simplet. Cette composante symbolique mais fondamentale de l'identité, la dénomination, témoigne du rôle du pouvoir espagnol comme de celui de la mondialisation dans un processus d'acculturation qui touche jusqu'aux territoires les plus reculés de la zone refuge.

B/ Les discontinuités spatiales du développement

La modification des équilibres ethniques que génère l'expansion démographique ladina accroît la fragmentation de la façade caraïbe. Ces recompositions territoriales se manifestent à travers des discontinuités socio-économiques très nettes. Ces critères d'appréciation de la réalité socio-économique des populations sont désormais appréhendés sous l'angle relativement consensuel du développement. Elaborée en référence au sous-développement – les pays du Tiers-monde devenant à l'occasion des pays en développement – la notion de développement s'efforce de ne pas limiter la mesure du bien-être d'un groupe à sa seule croissance économique. Cet effort de relativisation de la notion de richesse n'empêche pas le développement de se fonder sur une échelle de valeur d'essence occidentale. Ainsi, les indicateurs éducatifs ou sanitaires négligent totalement les formes spécifiques qui caractérisent ces domaines chez les populations précolombiennes. Les différents indicateurs s'attachant à illustrer les conditions de vie synthétisent des variables très diverses : en tant que réductions d'une réalité complexe à des chiffres simples, ils doivent être maniés avec précaution.

La représentation cartographique de l'opposition entre la façade caraïbe et le reste de l'isthme, assez pertinente concernant les densités de population, l'accroissement démographique ou la présence de minorités ethniques, est beaucoup moins manifeste quant aux conditions de vie. L'association des variables du développement, qui se basent sur les circonscriptions administratives en place, et celles, ethniques, qui transcendent en permanence ces frontières, reste en effet complexe. Si l'entité façade caraïbe ne se distingue pas toujours nettement par ce procédé, la différenciation spatiale entre Etats et au sein de chacun d'eux apparaît en filigrane, à mesure que l'échelle s'affine, suggérant l'existence de systèmes territoriaux locaux.

Nous aborderons dans un premier temps les disparités de développement qui existent aux échelles nationales et infra-nationales, qui permettent dans une certaine mesure de mettre en lumière des façades caraïbes nationales. Celles-ci doivent néanmoins être en permanence confrontées à la spécificité humaine de territoires très fragmentés, ainsi que le montre l'exemple du Honduras. Quant au Panamá, à travers l'émergence de nouvelles structures administratives davantage calquées sur la notion de territoire, il constitue un exemple assez illustratif des dynamiques territoriales de la façade, tout en établissant une corrélation entre façade caraïbe et pauvreté.

1) Le développement humain : un critère de différenciation des façades caraïbes des Etats centraméricains

Bien que la notion de développement ait récemment été affinée par l'élaboration d'indices plus « humains », il est important de présenter l'ensemble des indicateurs susceptibles de mieux appréhender les conditions de vie des populations des pays de l'isthme. Le produit intérieur brut par habitant reste un critère significatif pour discerner les niveaux de développement économique (***tableau 8***). Néanmoins, au-delà des différences de pouvoir d'achat à l'intérieur de chacun des pays, cet indice néglige une partie de l'économie, informelle, sur laquelle repose une part très importante des ressources des populations centraméricaines. Compte tenu des disparités sociales et spatiales de niveau de vie, le PIB par habitant a en Amérique centrale presque autant de valeur comparative que « l'indice *Big mac* ».[195] A ce titre, le coefficient de Gini témoigne de l'arbitraire d'indices qui réduisent la complexité d'un groupe humain à sa valeur moyenne ; hélas non disponible aux échelons infra étatiques, l'indice rend compte d'une Amérique centrale qui apparaît comme l'une des régions les plus inégalitaires du monde.[196]

Tableau 8 : PIB et PIB par habitant en 2008

Pays	PIB (en milliers de dollars)	PIB par habitant (en dollars)
Belize	1 183,80	4 721,21
Costa Rica	23 437,76	6 519,37
Guatemala	23 253,25	3 061,26
Honduras	10 637,65	1 955,88
Mexique	766 258,90	10 034,47
Nicaragua	5 088,63	1 121,23
Panamá	18 965,70	6 808,58
Salvador	16 417,37	6 519,37
Amérique latine et Caraïbes	2 803 353	7418,15

Source : CEPAL, 2009

[195] L'indice « *Big Mac* » créé par *The Economist* en 1986, propose d'évaluer la richesse nationale en parité pouvoir d'achat en se basant sur le prix du célèbre *Big Mac* de *McDonald's*.

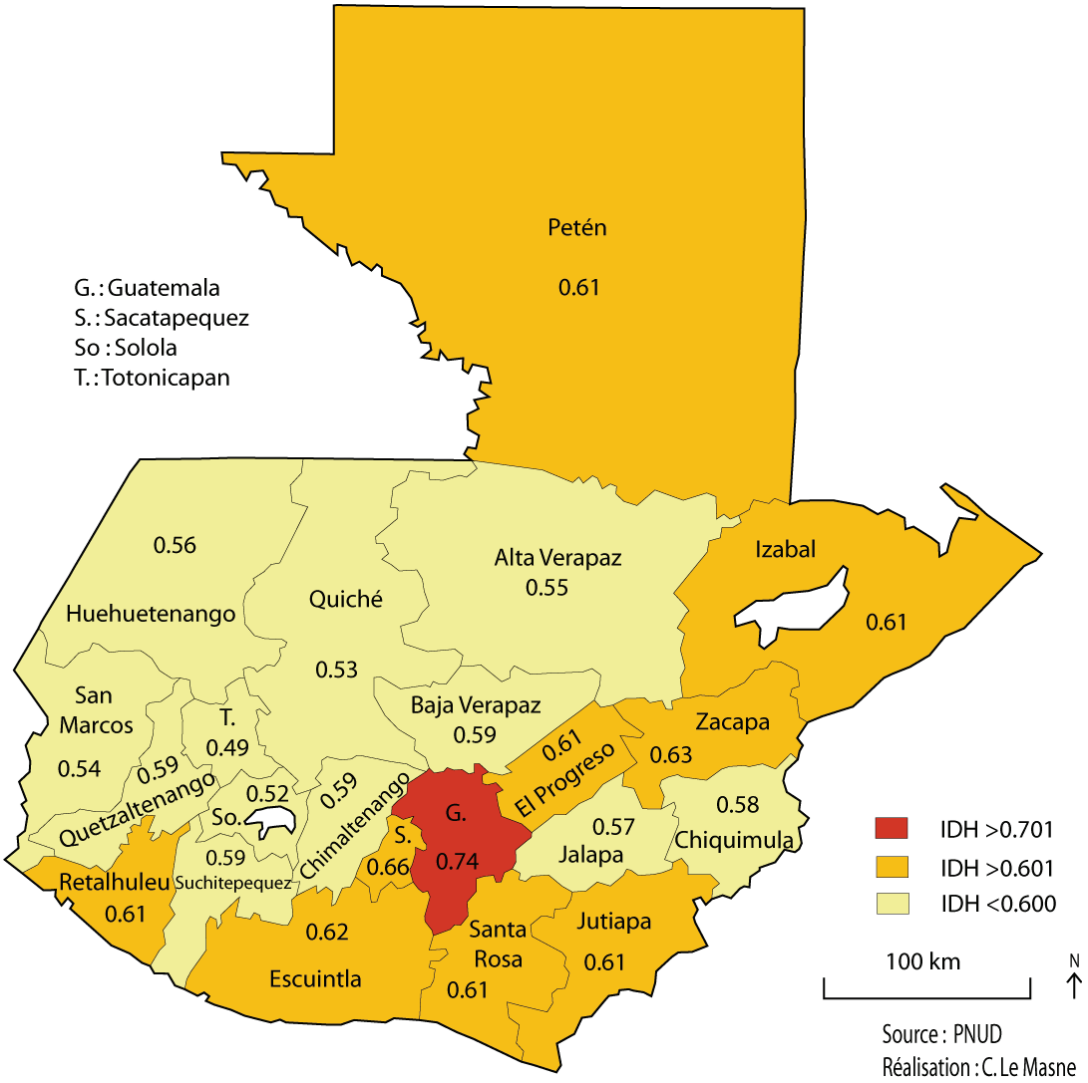
[196] Le coefficient de Gini mesure le degré d'inégalité d'une société, 1 représentant l'inégalité parfaite (une personne possède tout), 0 l'égalité parfaite (chacun dispose des mêmes ressources). En 2000, sur 124 pays recensés, les pays centraméricains comptent parmi ceux où les ressources sont le moins également distribuées. Du plus inégal au plus égal, le Guatemala est classé 7ème, la Colombie 11ème, le Panamá 14ème, le Honduras 15ème, le Mexique 16ème, le Salvador 17ème, le Costa Rica 33ème et le Nicaragua 43ème. Belize n'est pas recensé.
Rapport sur le développement humain, 2005, PNUD

Tableau 9 : L'indice de développement humain dans le bassin caraïbe entre 1975 et 2005

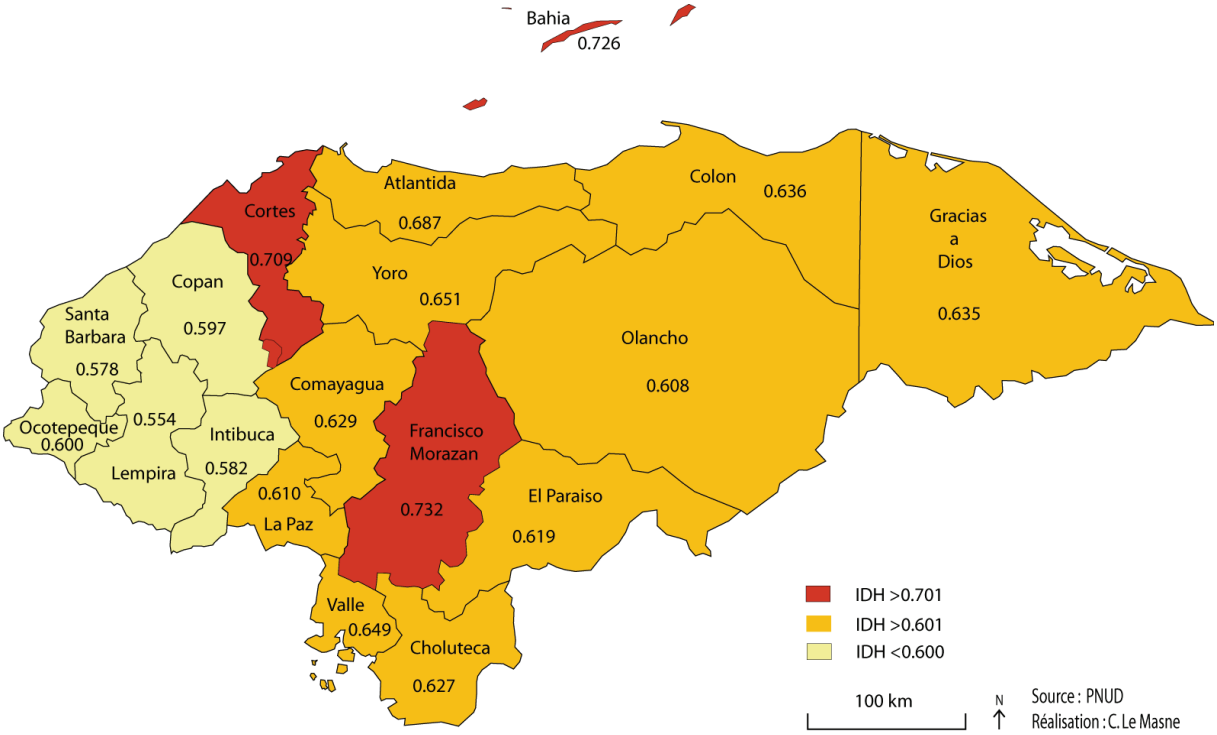
Pays	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	rang (2005)
États-Unis	0,87	0,89	0,904	0,919	0,931	0,942	0,951	**12**
Costa Rica	0,746	0,772	0,774	0,794	0,814	0,83	0,846	**48**
Mexique	0,694	0,739	0,758	0,768	0,786	0,814	0,829	**52**
Panamá	0,718	0,737	0,751	0,752	0,775	0,797	0,812	**62**
Colombie	0,663	0,694	0,709	0,729	0,753	0,772	0,791	**75**
Belize	,,,	0,712	0,718	0,75	0,777	0,795	0,778	**80**
Salvador	0,595	0,59	0,611	0,653	0,692	0,716	0,735	**103**
Nicaragua	0,583	0,593	0,601	0,61	0,637	0,671	0,71	**110**
Honduras	0,528	0,578	0,611	0,634	0,653	0,668	0,7	**115**
Guatemala	0,514	0,55	0,566	0,592	0,626	0,667	0,689	**118**

Source : Rapport mondial sur le développement 2007/2008, PNUD, 2008

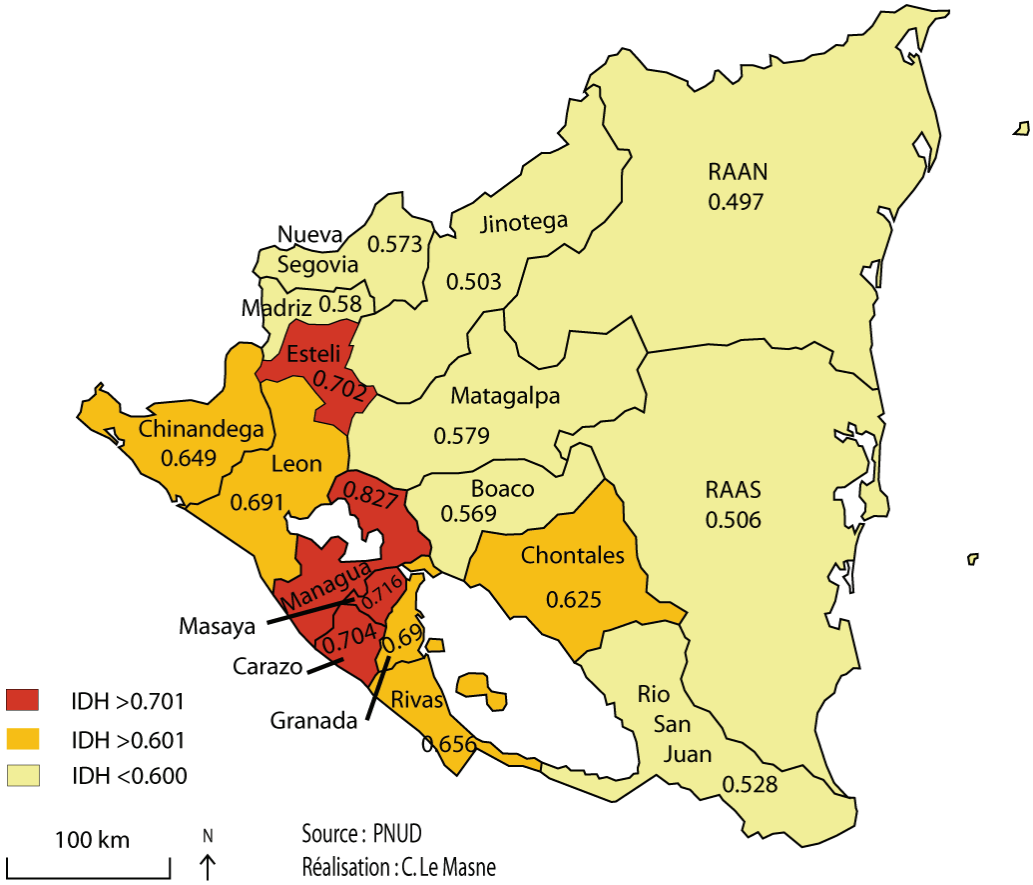
Carte 29 : L'indice de développement humain au Guatemala en 1999, par département



Carte 30 : L'indice de développement humain au Honduras en 2006, par département



Carte 31 : L'indice de développement humain au Nicaragua en 2002, par département



L'Indice de développement humain (IDH), qui s'établit par la moyenne des indices de longévité, de niveau d'éducation et de niveau de vie, est devenu depuis sa mise en place en 1990 une référence indispensable, applicable à la quasi totalité des Etats et permettant de comparer des espaces d'échelles variées. Guatemala, Honduras et Nicaragua sont ainsi classés depuis 30 ans entre la 110ème et la 120ème place mondiale, proximité étonnante étant donné les importants contrastes qui existent entre les trois Etats (***tableau 9***).

Si l'évolution de l'indice des trois pays est assez similaire, les représentations cartographiques de leur indice de développement humain à l'échelle infranationale témoignent de très fortes disparités internes. Ces disparités prennent d'ailleurs des formes très différentes selon les trois pays, notamment en ce qui concerne la spécificité caraïbe (***cartes 29, 30 et 31***). Les espaces clairement identifiés comme « faiblement développés » – au sens du PNUD, dont l'IDH est inférieur à 0,6, en jaune pâle – correspondent dans chacun des pays à des territoires traditionnellement considérés soit comme des marges spatiales, en raison de leur positionnement, soit comme des marges humaines, de par la nature de leur population.

Au Guatemala, les espaces faiblement développés se superposent aux denses foyers de populations indigènes des hautes terres. En raison de la très forte pression démographique, l'intégration des départements caraïbes de l'Izabal et du Petén au territoire national s'est effectuée en quelques décennies. Au Honduras, les zones faiblement développées sont situées sur la frontière occidentale qui le sépare des deux Etats les plus puissants de l'Amérique centrale. Cette région montagneuse, aux potentialités agricoles assez faibles, a longtemps été laissée à l'écart du pays. Enfin, au Nicaragua, on observe une conjonction entre la marge spatiale et humaine, puisque les régions caraïbes, où les minorités ethniques sont les plus importantes, sont aussi celles qui présentent les indices les plus faibles.

L'effet frontière joue pleinement entre Honduras et Nicaragua : la rupture est très nette entre les deux portions de la Mosquitia, à savoir le département de Gracias a Dios et la région autonome de l'Atlantique nord. Le différentiel de développement est énorme entre des populations qui connaissent pourtant des territorialités très proches. Au-delà de l'approximation de ces estimations, la façade caraïbe est une nouvelle fois marquée par des discontinuités importantes liées aux frontières nationales.

Cet aperçu volontairement limité à ces trois pays témoigne de l'existence de grandes entités spatiales internes, lesquelles, du point de vue du développement humain, n'ont pas nécessairement subi de recompositions liées à l'importance des flux migratoires, excepté au Guatemala. Les conditions de vie que retracent l'IDH sont un élément d'appréciation qui nécessite d'être remis dans un contexte propre à chaque entité, car c'est bien souvent dans le

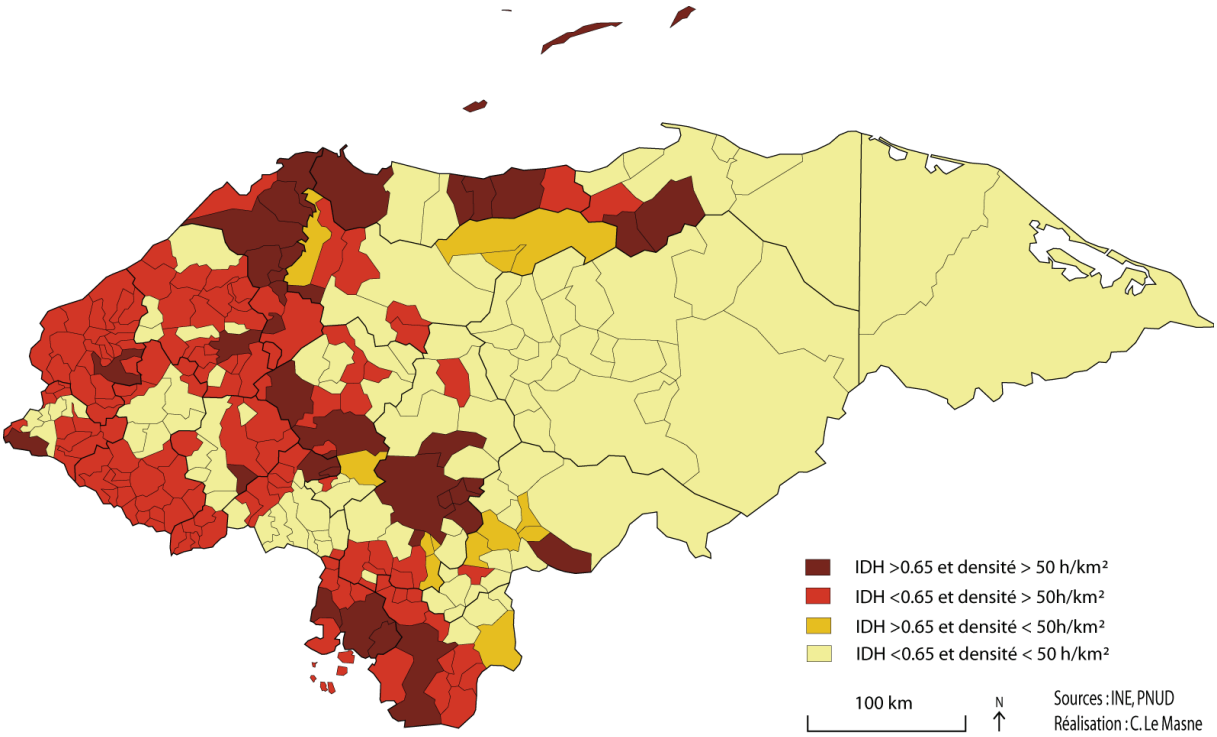
détail de la grande échelle que les multiples indices prennent sens. Plutôt que de nous livrer à un panorama fastidieux de l'ensemble de l'isthme, nous avons privilégié le traitement de deux exemples détaillés, au Honduras et au Panamá.

2) Développement et pression démographique : le cas du Honduras

Au Honduras, le rapport du PNUD sur le développement humain en 2006 met en lumière trois catégories d'espaces selon le niveau de l'IDH par département (***carte 30***). Trois départements ont un IDH relativement élevé : celui de la capitale politique, Tegucigalpa (Francisco Morazán, 0,732), le département de Cortés, qui abrite la capitale économique San Pedro Sula (0,709), ainsi que les Iles de la Baie (0,726). Les départements dont l'IDH est inférieur ou égal à 6 sont en revanche tous situés à l'ouest de l'axe San Pedro Sula – Tegucigalpa et bordent les frontières du Guatemala et du Salvador. A l'est du pays et autour de cet axe vital, les départements connaissent des indices de développement moyens compris entre 6 et 7. Au premier abord, cette carte suggère l'existence de trois centres « développés », dans le sens d'espaces où les conditions de vie des populations sont décentes, à savoir les capitales économiques et politiques et les îles touristiques. L'ouest est pauvre, du point de vue du développement humain, et l'est un peu moins. Le cœur historique du Honduras, qui ne se situe pas sur des basses terres littorales réellement peuplées depuis à peine un siècle, mais dans les hautes terres du sud, du centre et de l'ouest du pays, est faiblement développé.

Si cet aperçu rend compte de tendances réelles, l'échelle réduite ne permet pas de saisir la complexité de l'organisation de l'espace hondurien. Cet espace a été mis en valeur très diversement, selon les périodes, ce dont témoignent les forts différentiels de densités et de croissance démographique (voir ***carte 26 et carte 3 ; introduction***). Du fait de sa topographie tourmentée, les structures naturelles du pays jouent aussi un rôle prépondérant, comme les effets de vallée, et par extension ceux du fer ou de la route. La mise en parallèle, à grande échelle, des densités et des IDH, permet dans une certaine mesure de saisir l'organisation spatiale du Honduras et la spécificité de sa façade caraïbe, marquée par l'émergence précoce de territoires variés, dont le « centre inversé » de San Pedro Sula est l'exemple le plus frappant.

Carte 32 : Densité et indice de développement humain au Honduras en 2006, par municipe



L'association des variables des densités de population et de l'Indice de développement humain (IDH) permet de distinguer quatre catégories de municipes (***carte 32***) :

- *les municipes densément peuplés (>50 h/km²) dont l'IDH est relativement élevé (>0,65) :*

Cette catégorie rassemble les 4 municipes des îles de la Baie, 2 municipes sur 10 du département de Colón, la moitié des municipes de l'Atlantida, les trois quarts de ceux du département de Cortés, 3 municipes sur 21 dans le département de Comayagua, 7 sur 24 dans celui de Francisco Morazán et le tiers des municipes du Valle. Dans les autres départements, il existe souvent un municipe de ce type : le chef-lieu départemental. IDH et densités mettent surtout ici en valeur l'urbanisation et excluent la population indigène. Hormis les îles touristiques « globalisées », il s'agit généralement de territoires anciennement liés au pouvoir national, comme les chefs-lieux de département, et à ce titre davantage ladinisés.

- *les municipes densément peuplés (>50 h/km²) dont l'IDH est faible (<0,65) :*

On trouve dans cette catégorie la plupart des municipes des départements de l'ouest et du sud, hormis leur capitale ou les municipes trop montagneux, ainsi que de nombreux municipes situés en périphérie des centres mentionnés dans la catégorie précédente. 22 municipes sur 23 rentrent dans cette catégorie à Copán, 11 sur 16 dans le Choluteca, 11 sur 17 dans l'Intibucá,

9 sur 19 à La Paz, 23 sur 28 dans le Lempira, 10 sur 16 dans l'Ocotepeque, 21 sur 28 à Santa Barbara, enfin les deux tiers des municipes du Valle. Ces municipes ruraux, denses et pauvres correspondent dans leur très grande majorité à des territoires exclus de notre domaine d'étude, à savoir ceux des hautes terres.

- *les municipes faiblement peuplés (<50 h/km²) dont l'IDH est relativement élevé (>0,65) :*

Ce type de municipe est très faiblement représenté. On observe trois occurrences dans le Yoro, dans les zones pionnières dynamiques comme Olanchito ou la zone franche d'El Progreso. Plus au sud, un municipe entre dans cette catégorie dans le département de Comayagua, quatre dans celui d'El Paraíso, un à Francisco Morazán et Choluteca. Ce sont des espaces peu éloignés des centres de commandement de Tegucigalpa ou San Pedro Sula et récemment mis en valeur par des activités économiques dynamiques : maquiladora, agriculture d'exportation, aquaculture…

- *les municipes faiblement peuplés (<50 h/km²) dont l'IDH est faible (<0,65) :*

Dans les départements de l'ouest, cette catégorie concerne les seules zones reculées et montagneuses (9 sur 19 à pour La Paz, 9 sur 21 à Comayagua et 11 sur 24 à Francisco Morazán). En revanche, les municipes correspondant à cette catégorie sont de plus en plus représentés à mesure que l'on se dirige vers l'est : 13 municipes sur 19 à El Paraíso, 7 sur 10 à Colón, ainsi que tous les municipes de l'Olancho et de Gracias a Dios. Cette catégorie rassemble des municipes aux caractéristiques variées mais peu attractifs, dont l'ensemble de ceux correspondant à la zone refuge.

La partie occidentale et méridionale du pays est plus peuplée et moins développée que la partie orientale. L'absence d'infrastructure, notamment de véritable route entre le Guatemala et le Honduras, constitue l'un des facteurs du faible développement humain de ces départements de l'ouest, monde rural pauvre qui connaît un important malaise agraire.

La situation apparaît plus contrastée autour des axes de développement. Au-delà de l'axe Puerto Cortes - San Pedro Sula - Comayagua - Tegucigalpa - Choluteca, dont nous avons souligné l'importance historique, il existe au nord du pays trois axes parallèles formés par les plissures du relief : celui des îles de la Baie, lié au tourisme, celui du littoral jusqu'à La Ceiba, et celui de l'intérieur, autour du Rio Aguán, vers Olanchito et jusqu'à Trujillo. L'autre pôle secondaire – sa dimension axiale n'est pas évident – se situe au nord du Golfe de Fonseca, d'une part autour de la route panaméricaine, d'autre part entre la frontière

nicaraguayenne et Tegucigalpa.[197] Ces axes secondaires constituent des espaces dynamisés par les potentialités agricoles ou transisthmiques, que la baisse des tensions dans la région fait entrevoir. Le développement de cette région hondurienne avait jusqu'alors été freiné par les tensions avec le Salvador ou le Nicaragua.

Dans les départements de l'est, l'IDH semble relativement plus élevé et les densités moins fortes, bien que ces espaces subissent une très forte pression démographique. La structure sociale y est très différente de celle du sud et de l'ouest : les populations noires et indiennes restent très importantes et attachées à ce qu'elles considèrent comme leur territoire. Mais les statistiques rendent mal compte d'une situation complexe, puisqu'elles rassemblent dans de très grandes entités municipales des populations aux conditions de vie très différentes : grands propriétaires terriens, administrateurs, cadres dans les concessions, paysans sans terres ou pêcheurs de langoustes… Faute d'un dispositif clair d'évaluation des minorités culturelles, économiques ou politiques, l'échantillon administratif manque de pertinence dans ce lointain atlantique. Cette limite de l'indice de développement humain concerne aussi les villes, notamment les pôles de développement précédemment évoqués : au vu de la violence généralisée qui sévit à San Pedro Sula, il semble assez difficile de considérer cette ville comme humainement développée.

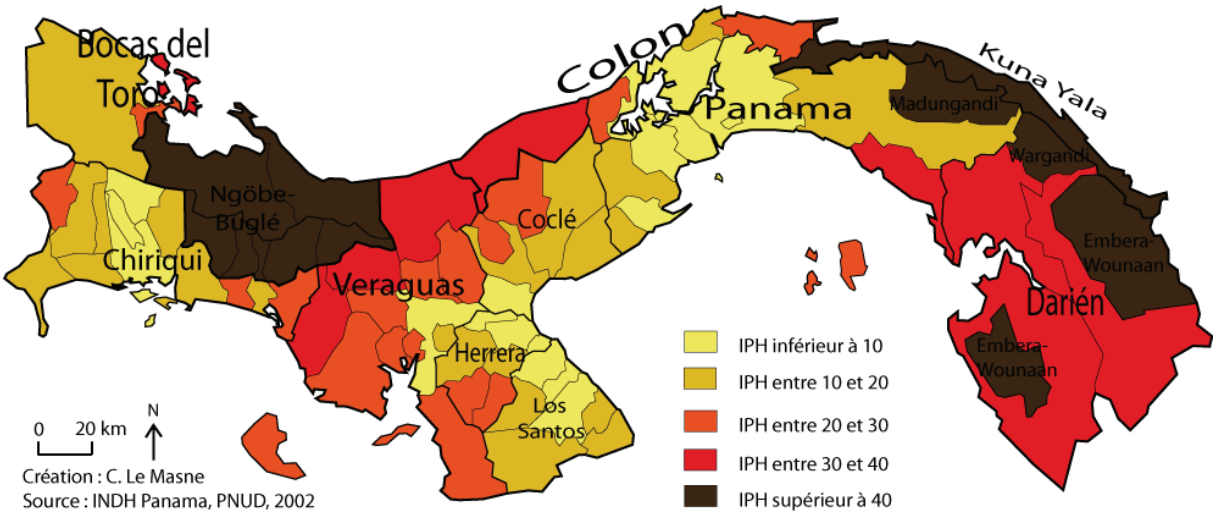
3) Pauvreté et territoires sur la façade caraïbe du Panamá

La mesure de la pauvreté pose elle aussi des difficultés certaines. Le seuil de pauvreté dans les « pays en développement » est atteint lorsqu'un individu dispose de moins de 2 dollars US pour vivre ; en dessous d'un dollar, c'est l'extrême pauvreté. Néanmoins, le dollar n'a pas le même poids au Guatemala et à Belize, où les prix sont parfois près de 4 fois plus élevés. L'indice synthétique de pauvreté humaine (IPH) propose une moyenne du pourcentage de décès avant 40 ans, du taux d'analphabétisme et d'une variable représentant les conditions de vie (moyenne de 3 sous-indices : taux de personnes privées d'eau potable, de foyers privés d'accès aux services de santé, et d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale). Le rapport du PNUD sur le développement humain au Panamá de juin 2002 présente des particularités intéressantes.[198] Alors que l'IPH est fréquemment accusé de ne pas intégrer la dimension monétaire de la pauvreté, ce rapport, probablement faute de statistiques

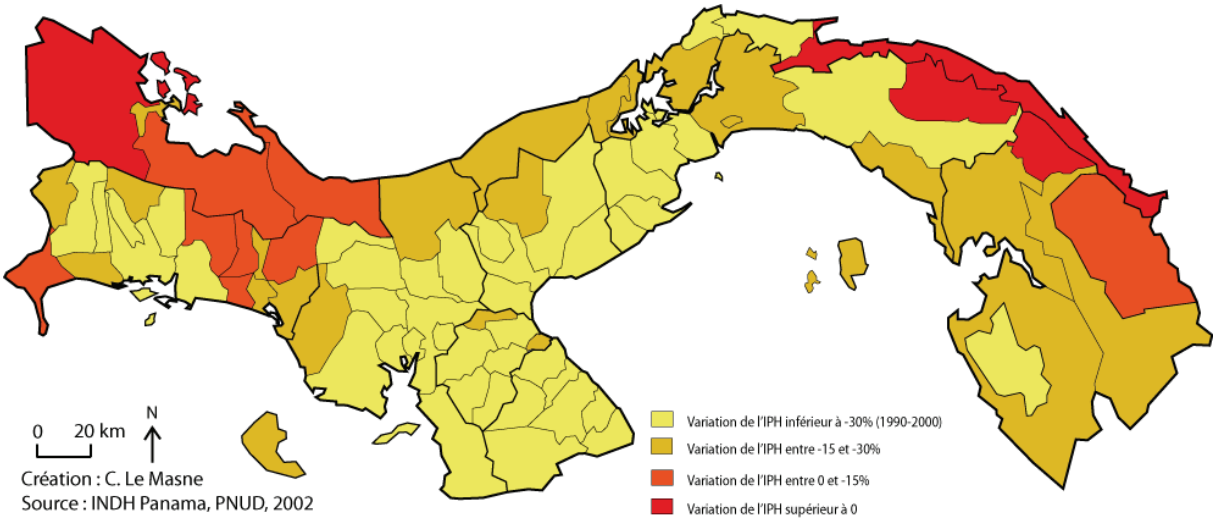
[197] HARDY, Sébastien, "Choluteca : ville hondurienne du système Monde ? ", Cybergéo, n°379, juin 2007 [http://www.cybergeo.eu/index7242.html?lang=en]
[198] Toutes les données présentées dans cette partie proviennent de ce rapport.
Rapport National sur le Développement Humain - Panamá, PNUD, 2002, 379 p.

sur la malnutrition en 1990, remplace cet indice par celui du taux de foyers dont les revenus ne dépassent pas le minimum de base. Ce critère, s'il restreint l'importance de la subsistance dans le calcul de l'indice, rend néanmoins compte de l'appauvrissement économique de la façade. Au Panamá, la différenciation spatiale est mise en valeur par la pertinence des échelles d'analyse, notamment celle des comarcas indigènes. L'analyse spatiale de l'évolution de l'IPH au Panamá au cours des années 1990, durant lesquelles le pays a connu des bouleversements notoires, illustre d'une part la cohérence de cette façade caraïbe, caractérisée dans son ensemble par la pauvreté, tout en soulignant l'existence de territoires répondant à des dynamiques distinctes.

Carte 33 : Indice de pauvreté humaine au Panamá en 2000, par district



Carte 34 : Evolution de l'indice de pauvreté humaine au Panamá entre 1990 et 2000



Comme dans la majorité des pays latino-américains, l'indice de pauvreté humaine a reculé au Panamá entre 1990 et 2000, passant de 15,3 à 10,8, soit une diminution de près de 30%. Pourtant, cette baisse nationale de la pauvreté masque une grande diversité locale (***cartes 32 et 33***). D'un bout à l'autre du pays, deux ensembles régionaux présentent une évolution inversée de cet indice : la province de Bocas del Toro, d'une part, et les comarcas indigènes de Kuna Yala, Wargandi et Madungandi d'autre part. La situation est d'ailleurs particulièrement alarmante pour ces dernières, qui présentent des IPH extrêmement élevés (en 2000, IPH de 50,5 dans la Kuna Yala, en hausse de 12,5% par rapport à 1990 ; IPH de 60,8, en hausse de 12,2% dans la Madungandi ; IPH de 75,2, en hausse de 10,2% dans la Wargandi). Les deux autres comarcas indigènes connaissent une baisse sensible de l'indice, qui reste néanmoins à un niveau très élevé (Emberá-Wounaan : IPH de 54 en 2000, en baisse de 16,3% en 10 ans ; Ngöbe-Büglé : IPH de 58,2, en baisse de 12,4%). A Bocas del Toro, la hausse n'est pas aussi significative (3,2% entre 1990 et 2000), mais l'indice croît à 21,3 en 2000, soit le double de la moyenne nationale. Cette situation est pour le moins paradoxale dans un occident panaméen dynamique qui se veut le nouvel eldorado du pays, en misant sur les infrastructures transisthmiques et l'activité touristique (***tableau 10***).

Tableau 10 : Indices servant au calcul de l'IPH, province de Bocas del Toro

Indice (%)	**PANAMA (pays)**	**BOCAS DEL TORO (province)**	**Bocas del Toro (district)**	**Changuinola (district)**	**Chiriqui Grande (district)**
(1990)	8	12	13,4	10,5	15,9
Mortalité sous les 40 ans					
(1997)	6,5	10	11,1	8,3	13,3
(1990)	10,7	22,3	17,9	22,1	34,5
Analphabétisme					
(2000)	7,6	16,9	15,8	16,5	22,2
(1990)	19,3	26,6	52,4	21,3	40,4
Foyers sans eau potable					
(2000)	10,2	25,9	44,4	24,4	16,5
(1990)	11,9	17,1	47,1	12,4	34,2
Foyers sans soins de base					
(2000)	6,8	16,8	49,4	10,4	25,7
(1990)	31,2	26,9	45,3	21,9	51,8
Revenus sous les besoins de base					
(2000)	26,5	42,7	55,3	40,6	58,1
(1990)	20,8	22,8	48,3	18,5	42,1
Carence en services de base					
(2000)	14,5	28,4	49,7	25,1	33,4
(1990)	15,3	20,2	34,3	18,3	34,2
Indice de pauvreté humaine					
(2000)	10,8	21,3	35	19,1	25,7
Evolution de l'IPH entre 1990 et 2000	**- 29,4%**	**+ 3,2%**	**+ 2,1%**	**+ 4,4%**	**- 24,9%**

Source : INDH Panamá 2002, PNUD

Le détail des indices servant au calcul de l'IPH met en valeur les spécificités de la province de Bocas del Toro par rapport au reste du pays, mais aussi une diversité par district assez emblématique des différentes territorialités en présence (voir ***carte 46, tableau 29 ; chapitre 11***). Pour l'ensemble de la province, les indicateurs démographiques et culturels (mortalité avant 40 ans et taux d'analphabétisme) présentent une évolution semblable à celle du pays, avec une légère diminution de ces deux taux. En revanche, même si elles comptent seulement pour un tiers dans le calcul de l'indice, les variables censées illustrer les conditions de vie matérielles témoignent de leur dégradation dans la décennie 1990. L'absence d'accès à l'eau potable est stable pour l'ensemble de la province (26,6% en 1990, 25,9% en 2000), diminuant fortement dans le district de Chiriqui Grande (24 points), légèrement dans celui de Bocas del Toro (8 points), mais augmentant de 3 points dans celui de Changuinola. Quant au manque d'accès aux soins de base, et malgré une diminution provinciale très légère de ce taux, le district de Bocas del Toro se singularise par un taux extrêmement élevé, en légère augmentation (49,4% des habitants du district de Bocas n'y ont pas accès en 2000, alors que la moyenne provinciale est de 15,8%). Dans la décennie 1990, le manque d'accès aux services de base augmente légèrement dans les districts de Bocas del Toro et Changuinola (respectivement 1,4 et 6,6 points), reculant toutefois de 8,7 points à Chiriquí Grande.

Le critère le plus emblématique de cette dégradation est le taux de foyer ne disposant pas de revenus suffisants : on assiste à une explosion de cette variable sur l'ensemble de la province. En 1990, ce taux était inférieur à celui de l'ensemble du pays (26,9% pour la province contre 31,2% de moyenne nationale). Dix ans plus tard, la moyenne nationale perd 4,7 points (26,5%), tandis que la proportion explose dans le district de Bocas del Toro : 43,7% des foyers ne disposent plus des revenus de base en 2000. Les importantes disparités entre les trois districts s'atténuent progressivement durant la période. C'est à Changuinola que le taux est le plus faible en 1990 (21,9%), mais c'est aussi là qu'il augmente le plus pour atteindre 40,6% une décennie plus tard. A Bocas del Toro et Chiriquí Grande, ces proportions progressent respectivement de 10 et 7 points.

Sur aucun autre espace national la progression de cet indice des revenus insuffisants n'est aussi importante, même dans les comarcas indigènes, où ces taux sont toutefois particulièrement élevés. Les foyers ne disposant pas des revenus de base représentent respectivement de 1990 à 2000 et pour chaque comarca : 80,1% à 82,4% (Kuna Yala) ; 56,4% à 63,1% (Madungandi) ; 76,6% à 78,8% (Embera-Wounaan) ; 91,4% à 93,4% (Ngöbe-

Buglé) ; 80,6% à 60,3% (Wargandi, seule valeur à diminuer). Ces valeurs et leurs évolutions sont assez proches de celles que l'on observe sur les districts qui bordent la façade caraïbe, de 78,5% à 76,4% à Santa Fe (province du Veraguas), de 79,7% à 77,2 % à Donoso (province de Colón), de 63% à 60,2% à Chagres (province de Colón) et de 59,3% à 49,8% à Santa Isabel (province de Colón). Pourtant, les indices de pauvreté humaine de ces 4 districts connaissent des baisses très proches de la moyenne nationale, d'un tiers environ, qui s'expliquent par l'amélioration des autres variables correspondant aux conditions de vie (l'eau potable, les soins et les services de base). Cet aspect témoigne d'un volontarisme politique important sur des territoires aux densités pourtant négligeables (5,3 habitants au kilomètre carré pour Donoso, en 2000, 4,6 pour Santa Isabel, 6,6 pour Santa Fe). Nous sommes effectivement dans le cadre de districts rattachés à des provinces très majoritairement ladinas. Cette appartenance est un facteur d'explication de l'étrange corrélation entre faiblesse des populations indiennes et développement des services publics : eau, électricité, services scolaires, sociaux et sanitaires…

Le cas de la province de Bocas del Toro est révélateur de la difficulté d'appréhender un espace administratif qui constitue une interrelation de systèmes territoriaux, relevant chacun de nos trois modèles de territoires. Les trois districts présentent des situations variées, mais sont marqués par une forte interdépendance, sensibles, par exemple, à travers l'importance des flux humains. Chiriqui Grande, dopé depuis le début des années 1980 par le pipeline, la route et le nouveau port, a drainé la plupart des investissements et de nombreuses populations dans les années 1990, bien que ces flux soient difficiles à évaluer, l'émergence de la comarca Ngöbe-Buglé (1997) ayant considérablement amoindri sa superficie. Ce nouvel axe transisthmique a très nettement marginalisé Changuinola, qui apparaît comme le parent pauvre de ces mutations.

Pourtant, le district de Changuinola reste une marge sous peuplée fortement touchée par la colonisation agraire. L'ancien fief de l'*United Fruit Company* abrite deux villes, Almirante et Changuinola, de nombreuses bananeraies toujours en activité, et des réserves indiennes plus ou moins protégées par la mise en place d'un parc international de la Amistad en partenariat avec le Costa Rica. C'est donc une zone d'immigration – la densité y est passée de 8 à 18 entre 1980 et 2000 – où l'élevage et les fronts pionniers ont succédé à la banane. La baisse de l'activité bananière explique pourquoi l'indice de pauvreté le plus faible de la province en 1990 est celui qui augmente le plus en 10 ans.

La paupérisation croissante de la province tient surtout à celle, légère, de l'archipel de Bocas del Toro, et à celle, plus nette, de Changuinola. Cet abandon du district de Changuinola est lié à des choix politiques nationaux, et témoigne aussi des risques de l'extraversion. Les infrastructures transisthmiques ne jouent pas ici de rôle favorable à la réduction de la pauvreté, puisque celle-ci ne diminue même pas à hauteur de la moyenne nationale à Chiriquí Grande et s'accroît considérablement à Changuinola.

Sur l'ensemble de la façade caraïbe panaméenne, l'indice de pauvreté humaine nous permet de déceler des variations contrastées durant la décennie 1990. La façade caraïbe est nettement plus pauvre, et la dichotomie avec le cœur de l'isthme semble même s'accroître au cours de cette période. L'expansion ladina ne semble donc en rien accroître le développement de la façade. Néanmoins, les dynamiques illustrent bien l'existence de différents systèmes territoriaux, qui présentent des évolutions très proches.

Dans les territoires indigènes, la pauvreté généralisée s'accroît dans les trois comarcas kunas, mais baisse légèrement chez les Ngöbe-Buglé et les Emberá-Wounaan. La pauvreté, telle que définie ici, constitue un fléau d'autant plus insoluble que l'indice comptabilise les ressources financières sur des territoires caractérisés par la subsistance.

Le territoire insulaire touristique du district de Bocas del Toro connaît lui aussi une hausse de la pauvreté, alors que le taux national chute dans les années 1990. Ici, la hausse des prix, liée à l'activité touristique, se conjugue à la faiblesse des services publics (soins de base, eau potable…).

Les territoires ladinos montrent ici leur grande diversité. Abandonné par les compagnies bananières, le district de Changuinola sombre dans un désastre humain (le taux de ressources financières insuffisantes est multiplié par deux), tandis que Chiriqui Grande, nouvel axe transisthmique peuplé par des Indigènes en voie de ladinisation, connaît des évolutions proches des moyennes nationales, notamment en raison du développement d'infrastructures nationales (dispensaires, écoles, routes…). Le littoral caraïbe central (provinces de Colón et Veraguas) connaît lui aussi une diminution de la pauvreté, due à un volontarisme politique qui vise à intégrer les territoires périphériques de ces provinces « ladinas ».

Conclusion du chapitre 3

A ce stade de la réflexion, la carte des densités de population municipales en 2000 permet de dresser un état momentané des territoires issus des mobilités humaines, bien que l'étendue des circonscriptions contribue à relativiser l'adéquation, au final rare, entre territoires et structures administratives (***carte 3 ; introduction***). Si cette carte illustre globalement la nette dichotomie de l'occupation humaine de l'isthme entre basses et hautes terres, elle permet aussi d'interpréter les gradients de densités au regard des polarités, des flux et des formes de territorialisation qui en découlent. Les mouvements de population induisent en effet un réagencement des territoires, mais aussi des flux d'informations, liés aux pouvoirs, qui recomposent les superstructures culturelles et identitaires de chacun des groupes.[199] Les différentes périodes historiques voient se développer des flux et des territorialisations souvent comparables, soit associées aux structures géographiques élémentaires distinguées dans le second chapitre (plaines, îles, montagnes et jungles...), soit à des groupes sociaux comparables (indigènes, prolétariat ladino, populations ultramarines…).

Les densités supérieures à 50 habitants par kilomètre carré, en marron et rouge, constituent soient des marges globalisées, soit des interfaces ladinas. Parfois, comme à Cancún ou dans le cas du canal de Panamá, il s'agit d'une juxtaposition des deux ou d'espaces en transition. Cozumel et les îles de la Baie correspondent nettement à ces marges revalorisées par le tourisme. Ce sont les seules qui apparaissent nettement dans cette représentation cartographique, puisque l'échelle permet rarement de distinguer cette configuration territoriale de taille souvent réduite. Les excroissances ladinas de chacun des Etats sont en revanche plus faciles à distinguer au Yucatán (Cancún), au Guatemala (l'axe du fleuve Motagua vers Puerto Barrios), au Honduras (dans la vallée de Sula, autour de San Pedro, ainsi que sur le reste du littoral aux alentours de La Ceiba), dans l'Atlantique costaricien, ou la province de Colón. Les territoires ladinos de Chetumal ou du second axe transisthmique panaméen restent en revanche invisibles à cette échelle.

Les circonscriptions ayant une densité de population comprise entre 25 et 50, en orange, apparaissent clairement comme des espaces de transition, dont les territorialités ne sont pas clairement établies : fronts pionniers guatémaltèques à la frontière de Belize, nouveaux terrains voués à l'agro exportation dans l'Atlantique hondurien, colonisation agraire

[199] Reynaud considère la mobilité des hommes, des biens, des informations et des capitaux, c'est-à-dire les flux, comme les bases de l'analyse de la justice socio-spatiale.
REYNAUD, Alain, *Société, espace et justice*, PUF, 1981

dans le sud-est et le nord-est du Nicaragua, voire tropisme du littoral chez les populations de la comarca Ngöbe-Buglé…

Les faibles densités observées, en jaune pâle et jaune foncé, correspondent généralement à des circonscriptions plus tardivement confrontées à des flux humains importants. Ces territoires correspondent en grande partie à la zone refuge et abritent les dernières minorités ethniques de la façade caraïbe, dont on rappellera qu'elle ne sont pas les seules populations indiennes de l'isthme, étant donné les denses foyers de peuplement indigène des hautes terres, notamment au Guatemala.

L'analyse des dynamiques de peuplement propres à la façade caraïbe a mis en lumière son statut d'ultime frontière de l'isthme, puisque les équilibres humains et spatiaux mis en place durant la période coloniale ont été profondément remis en cause depuis plusieurs décennies. L'étendue de la zone refuge s'est ainsi réduite à mesure que s'installaient des populations ladinas, généralement originaires de hautes terres surpeuplées au regard des ressources disponibles.

Les caractéristiques humaines du peuplement illustrent davantage le fractionnement de la façade en de multiples systèmes territoriaux que l'entité en elle-même. Ce qui faisait l'unité humaine de la façade il y a encore un siècle n'apparaît plus que sous la forme d'un reliquat, celui de la zone refuge. Si les structures géopolitiques et naturelles sont nécessaires à la compréhension du lieu, les dynamiques territoriales apparaissent de plus en plus nettement, permettant de rendre compte d'une entité qui reste en de nombreux points une ultime frontière.

Les flux et les polarités humaines sont orientées par les investissements extérieurs (canal, chemin de fer, bananeraies) ou par le volontarisme des Etats. Les mobilités humaines et les conditions de vie sont étroitement liées, mais leur analyse comparée montre que le caractère attractif ou répulsif d'un territoire dépend aussi de la nature de sa population, comme dans le cas du Darién.

Les mobilités des populations dans l'ancienne zone refuge distinguent des caractéristiques propres aux modèles territoriaux présentés, le territoire ladino par l'expansion démographique et la nécessité de s'étendre, le territoire indigène par l'isolement ou la dépendance vis-à-vis des acteurs extérieurs, et le territoire globalisé par un système complexe d'interrelations qui rend les populations – notamment noires – de plus en plus dépendantes de l'avant-pays.

Conclusion de la première partie

La mise en lumière des structures élémentaires, naturelles et humaines de l'isthme, objet de cette première partie, a rendu compte de l'émergence de systèmes spatiaux et territoriaux récurrents, à des niveaux scalaires variés, notamment sur la façade caraïbe. Le premier chapitre a montré comment la conquête, ainsi que ses contrecoups, ont involontairement fait naître l'objet géographique qui constitue le cœur de cette étude. Ainsi, les contradictions entre la colonisation espagnole et les tentatives hégémoniques des autres puissances européennes préfigurent les oppositions toujours palpables aujourd'hui : la façade caraïbe, devenue zone refuge à cette occasion, apparaît dès le 16ème siècle comme le produit d'enjeux mondiaux.

Cette fragmentation de l'isthme se retrouve dans le milieu naturel, puisque si la façade fait sens au niveau des représentations, force est de constater qu'elle est de plus en plus composite, c'est-à-dire caractérisée par l'agrégation de divers éléments, bien que récurrents du nord au sud de l'isthme, qu'il s'agisse du climat, des modelés du relief ou des sols. Excepté dans le cas de la végétation forestière, ces limites « naturelles » recoupent peu les organisations sociales qui se mettent en place sur la façade caraïbe.

Loin de l'idée de zones hermétiques, la mobilité des hommes est initialement fondée sur la porosité de frontières de l'isthme héritées de l'organisation coloniale. L'ultime frontière qu'est la façade caraïbe subit toutefois une pression croissante depuis la fin du 19ème siècle, les populations indigènes y devenant minoritaires, excepté dans les cas où des territoires spécifiques leur ont été reconnus.

Ainsi, la terminologie géographique classique (île, vallée, forêt) fait de nouveau sens dans le cadre de la pression démographique qui touche la façade depuis un siècle : l'émergence de nouveaux territoires est dans une large mesure associée à ces lieux favorables. Mais c'est surtout la dialectique de pouvoirs extérieurs à la façade qui engendre des processus de recomposition territoriale spécifiques à une entité géographique autant marquée par la cohérence de son enveloppe externe que par la lente intrusion de nouvelles frontières ne manquant pas d'accroître sa fragmentation.

PARTIE 2 : Pouvoirs et structures culturelles, économiques et politiques de la façade caraïbe : acteurs, échelles et temporalités

La première partie de ce travail s'est efforcée de présenter les structures élémentaires qui fondent la façade caraïbe en tant qu'entité géographique. Les grandes structures naturelles et humaines soulignent sa principale caractéristique, à savoir, le fait que *« la façade regarde vers l'extérieur »*. La façade caraïbe de l'Amérique centrale est en effet profondément structurée par l'interaction entre littoral et avant-pays, qui explique dans un premier temps l'émergence de cette entité géographique.

La conquête initie l'émergence de deux pouvoirs solidement établis. L'un colonial, territorial, et hispanique, doit faire face à un pouvoir impérialiste, réticulaire et peu territorialisé (l'ancêtre du pouvoir global, cantonné au début à la flibuste). Avec l'émergence des Etats centraméricains, le pouvoir colonial se fractionne et se transforme en pouvoirs nationaux, tandis que les Etats-Unis assument un pouvoir impérial de plus en plus important. En fonction des intérêts des acteurs en jeu, de temporalités et de contextes variés, ces deux pouvoirs s'opposent ou collaborent, avec pour conséquence la formation de la zone refuge dans le premier cas, sa disparition dans le second. Au-delà de la grande versatilité de leur action spatio-temporelle (selon l'intérêt des ressources, la réaction des acteurs locaux…), les pouvoirs ont un impact structurel indéniable, puisque c'est leur contradiction qui façonne la façade caraïbe de l'isthme depuis cinq siècles.

Contrairement à la période moderne, marquée par des structures au long cours assez stables, les échelles et les temporalités évoluent rapidement à l'époque contemporaine. On discerne assez nettement des périodes de statu quo territorial et d'autres ou s'accélèrent les dynamiques spatiales, que l'on distingue sur notre champ de recherche à travers le plus ou moins rapide déclin de la zone refuge. L'échelle d'analyse de l'époque coloniale est remise en cause par l'établissement de frontières nationales, mais aussi par l'émergence de nouvelles entités territoriales au sein de la façade caraïbe, qui la fractionnent encore davantage. Si les

structures culturelles connaissent des mutations similaires, elles sont marquées par une forte inertie et le maintien durable des trois aires culturelles mises en place à l'époque moderne.

Cette seconde partie se propose d'analyser la façade caraïbe de l'Amérique centrale à partir des mutations économiques, politiques ou culturelles qui touchent le grand bassin caraïbe au cours du 19ème siècle. Les processus de recompositions sociales de la façade caraïbe deviennent à partir de cette époque de plus en plus marqués par la logique de pouvoirs, liés à des centres dominants, dont les acteurs jouent le rôle de relais au sein de l'entité géographique étudiée. Ces acteurs connaissent des transformations d'ordre institutionnel lorsque les Etats d'Amérique centrale, mais aussi les Etats-Unis, commencent à se structurer. Si aux seins des entités nationales, les groupes dominants maintiennent l'ordre social colonial, ils connaissent aussi des mutations : les oligarchies terriennes et les bourgeoisies urbaines voient émerger de nouvelles élites militaires ou industrielles, bien que ces groupes soient en réalité très liés. Les mutations économiques et politiques de l'époque contemporaine contribuent aussi au renouvellement des acteurs d'outre-mer (Marines, compagnies bananières) ou à l'apparition d'acteurs locaux (caciques indigènes de la zone refuge).

Si l'origine du pouvoir pose des problèmes d'identification, son impact spatial est plus facile à discerner. L'exploitation des ressources, le contrôle stratégique de l'espace, et à certains degrés les influences culturelles, sont souvent matérialisées par des configurations spatiales aux frontières plus ou moins nettes. Le rapport de domination entre les centres et les marges crée du territoire, bien que celui-ci soit aussi construit par des logiques internes propres aux groupes sociaux. C'est particulièrement le cas sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale, marquée par la constante diminution de la zone refuge à partir du 19ème siècle, du fait de l'émergence de territoires pérennes plus ou moins liés aux deux pouvoirs extérieurs. Ainsi, pour des raisons d'organisation économique, politique, et culturelle, la zone refuge est moins un centre émetteur de pouvoir qu'une entité cohérente subissant en permanence l'influence de centres extérieurs.

Le jeu des pouvoirs doit être compris comme une orientation plus ou moins prégnante selon l'investissement des acteurs, individus ou groupes *« pourvu[s] d'une intentionnalité, d'une capacité stratégique autonome et d'une compétence énonciative. »*[200] Il est ainsi souvent complexe de saisir les hiérarchies ou les stratégies d'acteurs, puisque ces derniers

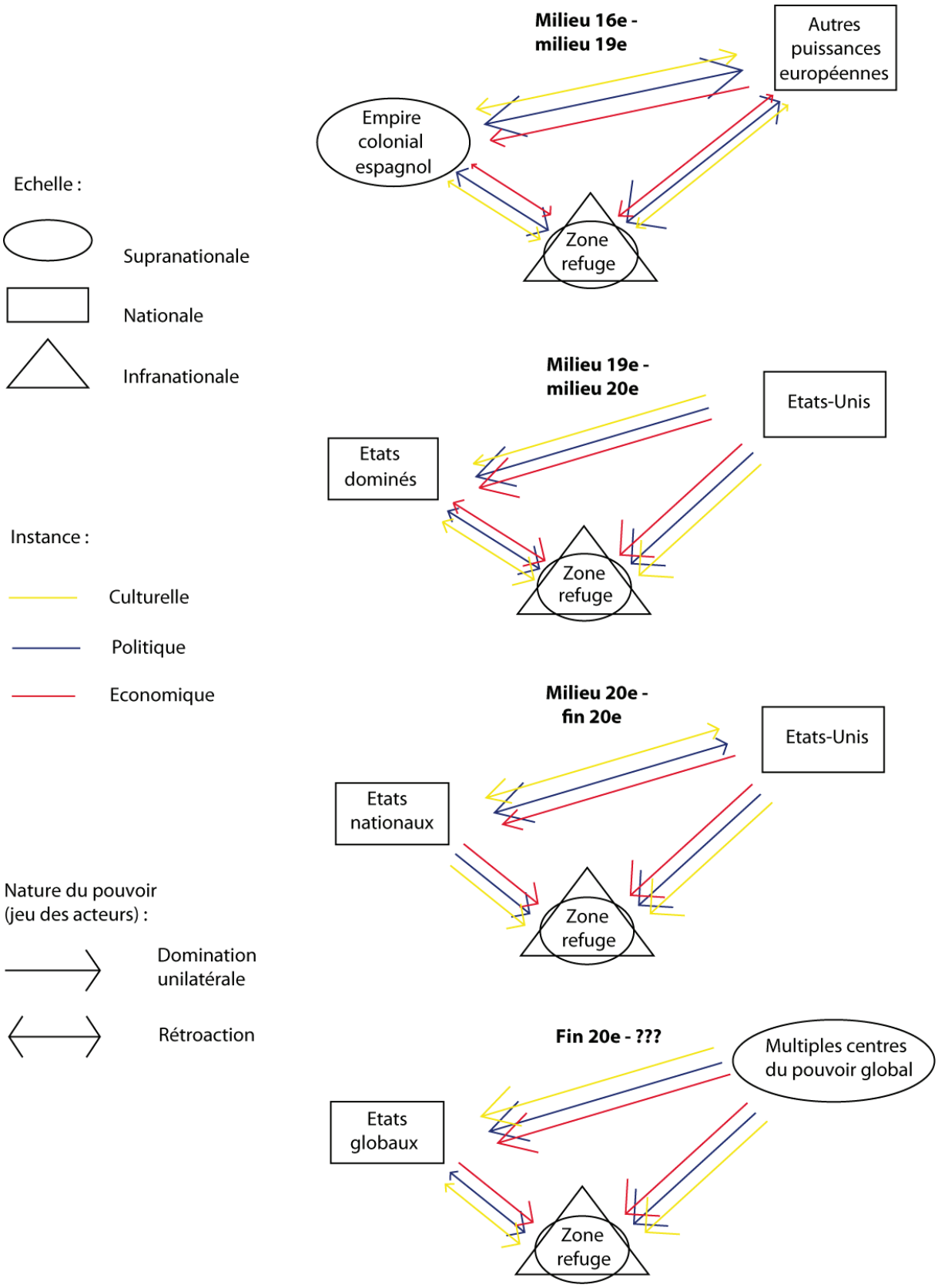
[200] LEVY ; LUSSAULT, op. cit. ; p.39

peuvent être déterritorialisés, ou répondre à des centres de pouvoir multiples et difficilement identifiables.[201]

Les acteurs, qui existent et agissent différemment selon les échelles, sont en perpétuelle recomposition, notamment en fonction des périodes historiques mises en lumière dans la ***figure 3***. Celle-ci propose une schématisation diachronique du jeu des échelles, des temporalités et des pouvoirs, mettant en évidence la corrélation entre le développement des Etats centraméricains et le reflux de la zone refuge. Elle met aussi en valeur l'hégémonie britannique, puis l'impérialisme états-unien, pouvoir « ultramarin » qui s'exprime désormais par des centres et des acteurs multiples à travers la notion de pouvoir global. Un commentaire succinct décrit ci-après chacune des séquences retenues. Inspirée par les chapitres précédents évoquant la trame historique et géographique de la façade caraïbe cette figure demeure elliptique sur le contenu des instances retenues et constitue un outil de travail systémique éclairant la mise en place datée des grandes structures culturelles, économiques et politiques de la région qui font l'objet de cette deuxième partie.

[201] La déterritorialisation est une notion assez controversée en géographie, qui dépend d'abord d'une conception du territoire plutôt identitaire ou matérielle. Dans la seconde interprétation, à laquelle nous souscrivons davantage, ces acteurs déterritorialisés, par leurs liens avec les réseaux, par exemple, sont marqués par une forte distanciation vis-à-vis de l'espace concret et des rapports sociaux. Les acteurs déterritorialisés n'ont alors plus de véritable assise territoriale.

Figure 3 : Pouvoirs, échelles et temporalités dans l'isthme centraméricain et sa façade caraïbe



Du milieu du 16ème siècle au milieu du 19ème siècle, la zone refuge est très peu intégrée aux reconfigurations régionales, hormis d'un point de vue politique, où elle est surtout confrontée militairement aux autres ensembles. S'il y a peu de relations économiques avec l'empire colonial espagnol, la restructuration culturelle et identitaire de la zone refuge est liée à l'existence de ce nouveau monde métis qui a failli anéantir le monde précolombien. L'influence politique des autres puissances européennes est parfois importante, comme chez les Miskitos, sans pour autant déstructurer une zone refuge qui conserve une forte homogénéité économique et culturelle. Les relations sont assez équilibrées entre l'empire colonial espagnol et les autres puissances, parmi lesquelles émerge l'Angleterre, dont l'impact économique, via la contrebande, après la flibuste, sape cependant progressivement le système économique espagnol.

A partir du milieu du 19ème siècle, l'intervention des centres extérieurs à la façade caraïbe est de plus en plus nette. Excepté dans le cas de l'autonomie kuna, les Etats-Unis n'essaient que très rarement de se concilier les acteurs de la zone refuge, qui subit une pression très importante avec l'installation des compagnies bananières états-uniennes. Néanmoins, l'impérialisme états-unien s'exerce d'une manière si intense sur les Etats naissants, en contribuant notamment à l'instabilité politique et aux très nombreuses guerres civiles qui suivent les indépendances, que la zone refuge se trouve moins menacée territorialement par l'arrière-pays ladino.

La période entamée au lendemain de la seconde guerre mondiale, des années 1950 à la fin des années 1980, voit la zone refuge subir une pression de plus en plus intense des multiples centres de pouvoirs extérieurs. Les Etats centraméricains sont progressivement parvenus à se structurer durant cette période, profitant du reflux de la puissance états-unienne (crise des années 1930) et du keynésianisme en vogue après-guerre. S'il existe des différences selon les périodes et les régimes centraméricains, du consensus intégrateur à la violence aveugle, la façade caraïbe s'est vu partiellement rattachée aux Etats nations, notamment par l'entremise de la pression démographique ladina.

La phase de globalisation est sensible dans l'isthme dès les années 1980, à travers les politiques d'ajustements structurels qui réduisent la puissance publique des Etats. Ces derniers apparaissent de plus en plus influencés par un processus mondial qui modifie les structures de production et intègre de plus en plus les acteurs dominants dans des réseaux transnationaux. Dans ce qui reste de la zone refuge, les nouveaux systèmes de contrôle politiques, d'inspiration globale, sont souvent mieux acceptés par les acteurs locaux, en raison du profond rejet du pouvoir ladino.

Pour William Robinson, la globalisation bouleverse profondément les structures sociales de l'isthme, désormais marquées par l'émergence d'acteurs transnationaux : *« les autres classes antérieures à la globalisation ont été progressivement désintégrées, et trois principaux groupes globalisés sont apparus sur le devant de la scène : des franges transnationalisées de la bourgeoisie, des technocrates, et des professionnels liés aux nouvelles activités économiques ; une nouvelle classe de travailleurs ruraux et urbains ; et une nouvelle masse de travailleurs surnuméraires ou superflus. Une grande partie des derniers a migré aux Etats-Unis, où ils constituent un prolétariat d'immigrants "dénationalisés". »* [202] Suivant les instances, l'affiliation des acteurs aux différents pouvoirs est plus ou moins aisément identifiable. Ainsi, si d'un point de vue économique, la globalisation se fait sentir par la multiplication des acteurs et des centres de décision, symbolisée par l'entrée en jeu de l'Asie, les Etats-Unis conservent un pouvoir politique et culturel majeur, sensible à travers l'inféodation des acteurs nationaux ou locaux, qui perpétue le rôle prépondérant de la superpuissance en Amérique depuis plus d'un siècle.

Après avoir préalablement énoncé les grandes structures géographiques dans la première partie (conditions historiques, naturelles, humaines), nous porterons une attention particulière aux processus qui conduisent aux recompositions spatiales évoquées. L'aménagement de la façade et les nouvelles structures de gestion économique, politique, juridique ou environnementale qui régissent ces espaces sont conditionnés par cette confrontation des pouvoirs nationaux et globaux, bien qu'il ne faille pas négliger la construction interne des territoires.

Dans le quatrième chapitre, l'exemple de la constitution d'identités négatives dans ces espaces de marges témoigne de l'omniprésence du pouvoir à travers des structures culturelles et identitaires marquées par la *longue durée* (langue, religion, ou référents identitaires). En effet, si le pouvoir s'attache à contrôler les ressources symboliques et les représentations, par le biais de superstructures culturelles, celles-ci sont plus ou moins exclusives ou inclusives, distinction que retrace bien le passage d'un pouvoir colonial ségrégationniste à des pouvoirs nationaux acculturateurs. C'est probablement à travers cette instance culturelle que l'on peut observer les assises spatiales des deux pouvoirs les plus ancrées. Toutefois, le processus de globalisation parvient dans une certaine mesure à transcender les deux aires culturelles dominantes grâce à une idéologie commune, notamment par le biais d'acteurs transnationaux.

---

[202] ROBINSON, William I., *Transnational Conflicts : Central America, Social Change, and Globalization*, Verso, 2003, 400 p. ; p. 65

Le cinquième chapitre vise à comprendre l'aménagement de la façade caraïbe à compter du processus de modernisation de l'isthme du milieu du 19ème siècle. Les très importantes mutations économiques mettent en jeu de nouveaux acteurs, souvent liés aux réseaux impériaux puis globaux, qui placent les acteurs nationaux dans un rôle d'intermédiaire du pouvoir global. Ces dynamiques économiques ont un impact spatial majeur, qui se matérialise au niveau des infrastructures ou des polarités du peuplement, illustrant une dialectique permanente entre organisation transisthmique (les Etats) et intégration longitudinale (la région isthmique).

L'objet du sixième chapitre est de saisir les nouvelles formes du politique qui accompagnent la disparition de la zone refuge. La façade caraïbe connaît là encore des recompositions spécifiques, justifiées par des discours ambiants sur le développement durable ou la gouvernance, dans un contexte de remise en cause de la légitimité des Etats. La réorganisation politique de cette double marge s'effectue au mépris des configurations antérieures des territoires de la zone refuge. Les acteurs locaux sont soumis à l'influence grandissante des réseaux globaux tout en restant souvent instrumentalisés par les structures nationales, dans un climat de confusion politique propice au déchaînement de la violence.

Chapitre 4 :
Pouvoirs et cultures de marges

La division raciale de la société coloniale a dans une large mesure posé les cadres des grandes aires culturelles qui structurent encore l'isthme aujourd'hui. Cependant, les typologies ont beaucoup évolué, en fonction de paradigmes scientifiques ou idéologiques caractéristiques des grandes périodes historiques. Si l'héritage colonial est fondamental en ce qui concerne les *indios*, *negros*, *zambos* ou autres *mestizos*, les catégories *gringos* ou *ladinos* émergent véritablement au 19ème siècle avec la structuration des Etats-Unis et des Etats nations centraméricains. L'élite espagnole, puis créole, qui se définit elle-même comme blanche, constitue la référence de cette hiérarchie raciale marquée par une véritable *« négation de l'autre »*[203], perpétuée dans des distinctions culturelles, identitaires ou ethniques très fluctuantes selon les contextes politiques et idéologiques. Les cultures et les identités sont en effet des structures dynamiques, dont les contenus subissent une évolution permanente. Sur la façade caraïbe, les représentations, les pratiques, ou les identités de ces groupes sociaux des marges sont conditionnées par l'existence de centres de pouvoir extérieurs, qui jouent un rôle accru à partir du 19ème siècle.

Nous avions précédemment évoqué l'existence de deux échelles de définition identitaire chez les sociétés de la façade caraïbe. L'une est raciale et culturelle : elle considère comme *indio* l'habitant de la zone refuge, où l'on peut aussi éventuellement trouver des *negros*, voire des *zambos* (Miskitos). La seconde, ethnique, se met en place plus tardivement et concerne essentiellement les populations indigènes. La première typologie correspond dans une très large mesure à ce qui va devenir des aires culturelles, en fonction de la proximité qu'elle entretient avec des rapports de pouvoir qui fonde les deux couples : *indios* et *ladinos*, et *gringos* et *negros*. Ces catégories culturelles, qui répondent à un arbitraire lié à la volonté de créer du général à partir du particulier, seront réutilisées pour désigner nos trois modèles territoriaux.

Après avoir étudié la construction de cette typologie dans la première partie du chapitre, nous nous pencherons dans un deuxième temps sur les dynamiques qui transcendent actuellement ces catégories. La sphère culturelle est un enjeu majeur pour les stratégies de

[203] CALDERON, Fernando ; HOPENHAYN, Martín ; OTTONE, Ernesto, *Esa esquiva modernidad : desarrollo, ciudadanía y cultura en América Latina y el Caribe,* UNESCO-Nueva Sociedad, 1996

contrôle des centres extérieurs à la zone refuge, dont l'influence est très perceptible à travers les mutations des pratiques culturelles. Si le processus – souvent coercitif – d'adhésion à la nation a finalement peu fonctionné dans le cas des sociétés des marges caraïbes, le « soft power »[204] états-unien séduit davantage des groupes sociaux dont la proximité culturelle avec le monde anglo-saxon est parfois très ancienne. La diversité des identités et des cultures indigènes peine néanmoins à exister face au déferlement de contenus médiatiques qui caractérise la globalisation.

A/ La construction des cultures de marges

Les catégories culturelles sont d'abord fondées en Amérique latine sur la distinction raciale qui naît durant la période coloniale et atteint son apogée dans les classifications scientifiques du 19ème siècle. La distinction raciale revêt un fort contenu social, qui s'exprime dans les sociétés coloniales à travers une partition en classes distinctes. L'abolition de l'esclavage qui se généralise dans les Etats indépendants n'empêche pas un racisme très ancré dans les sociétés post-coloniales, notamment à l'encontre des populations indigènes et afro-descendantes. La structuration de l'Etat *excluyente* (exclusif) s'effectue à l'encontre de minorités dénigrées au profit d'une seule catégorie sociale et raciale, les métis, ou ladinos.

Ces catégories dynamiques sont toujours produites par le conquérant, le colon, le missionnaire, en bref le blanc espagnol. Elles sont fondées sur des distinctions négatives, qui diffèrent néanmoins suivant les populations et les groupes sociaux : dans la conception coloniale, l'indien est une catégorie culturellement et racialement homogène, contrairement au Noir, catégorie très hétérogène, et à ce titre encore moins protégée, car n'étant pas de *raza pura*. L'attitude vis-à-vis des indigènes est assez fluctuante, puisque s'ils sont défendus par Las Casas, la dialectique de la « civilisation et de la barbarie » conduit les nouvelles élites politiques du 19ème siècle à prôner l'assimilation, si ce n'est parfois la disparition de la race indienne, tandis que le courant indigéniste du 20ème siècle permet dans une certaine mesure de « préserver » les Indiens. Le pouvoir colonial, puis national, n'aura en revanche que peu d'égard pour les populations noires, contrairement aux Britanniques, puis aux Etats-uniens, qui utiliseront à des fins stratégiques cette proximité culturelle parfois permise pas la communauté de langue.

[204] Le *soft power* est un concept inspiré de l'hégémonie britannique au 19ème siècle illustrant la capacité d'un pouvoir à influencer des acteurs par des moyens non coercitifs, culturels ou idéologiques, par exemple.

Les différentes aires culturelles sont directement issues des aires d'influence géopolitiques mises en place durant la période coloniale (cœur hispanique de l'isthme, zone refuge indigène, littoral caraïbe *stricto sensu*). Elles sont foncièrement associées à l'utilisation d'une langue, espagnole, indigène, ou anglaise, marqueur identitaire des zones géopolitiques qui se dessinent. Sur la façade caraïbe, cette opposition culturelle, véritablement construite par les Etats en quête de souveraineté, conduit à la définition de catégories identitaires négatives, celles des *ladinos* et *indios* et des *gringos* et *negros.* C'est d'une part une opposition foncièrement centraméricaine – ou latino-américaine – puisqu'on retrouve des typologies similaires au nord et au sud de l'isthme. D'autre part, c'est bien sûr une opposition réductrice, puisqu'au niveau linguistique, par exemple, les langues indigènes sont extrêmement variées et tous les Noirs du littoral ne parlent pas anglais.

La façade caraïbe est un espace de marges caractérisé par l'intervention de centres extérieurs et l'absence de cohésion politique. Son caractère multiculturel est lié à ce statut de zone refuge. La très grande diversité des groupes sociaux, très majoritairement d'origines précolombiennes, s'explique par la faible densité du peuplement de cet espace, qui permet de limiter les conflits liés au contrôle de l'espace. La longue période de stabilité de la zone refuge a aussi généré une différenciation importante entre des groupes sociaux auparavant liés. Le morcellement de ces groupes, contraints à la fuite après la conquête, a accru la fragmentation et recomposé les structures identitaires.

1) Culture, ethnie, identité : constructions internes et externes

Il est important d'insister sur la distinction entre les notions de culture et d'identité, qui répond dans une certaine mesure à la notion d'échelles : *« Participer à telle culture particulière n'implique pas automatiquement avoir telle identité particulière. L'identité ethno-culturelle utilise la culture, mais rarement toute la culture. Une même culture peut être instrumentalisée de façon différente, voire opposée, dans diverses stratégies d'identification. »*[205] Néanmoins, dans le cas centraméricain, l'identité multidimensionnelle, qui peut être pour une même personne individuelle, familiale, communautaire, kekchí, maya, indigène, bélizéenne, centraméricaine, voire américaine, ne doit pas être comprise comme un simple emboîtement d'échelles, mais comme un système profondément fractal, eu égard à

[205] CUCHE, op. cit. ; p. 95

l'instrumentalisation des différentes catégories et des différents groupes, liée à l'influence profonde de pouvoirs extérieurs.

L'ethnie est une notion qui se met en place en place très progressivement au cours du 20ème siècle. L'existence de groupes indigènes aux caractéristiques variées est tardivement acceptée par les autorités, comme nous l'avons mentionné dans le troisième chapitre à travers l'intégration des populations indigènes aux recensements. La définition culturelle globale fait place à une définition plus identitaire, c'est-à-dire prenant en compte la différenciation entre groupes sociaux, selon des catégories, une nouvelle fois, construites de l'intérieur – les pratiques culturelles spécifiées du groupes – comme de l'extérieur, par l'intermédiaire d'appellations péjoratives qui disparaissent néanmoins peu à peu du langage officiel, celles des Sumus, des Payas… L'ethnicité procède donc du même système d'identification que la culture : c'est une échelle et une catégorie de définition socio-culturelle produite par les sociétés dominantes.

Ces deux niveaux de construction identitaire, culturel et ethnique, sont extrêmement liés à des logiques extérieures au groupe, notamment en Amérique centrale où l'épisode traumatisant de la conquête, s'il n'a pas été vécu, a été connu. La « négation de l'autre » ou la notion d'identités négatives, même au sein de la zone refuge, illustre cette définition par l'altérité qu'ont mis en lumière les travaux de Fredrik Barth : *« l'identité se construit et se reconstruit constamment au sein des échanges sociaux. […] Cette conception dynamique de l'identité s'oppose à celle qui en fait un attribut permanent, qui ne saurait évoluer. […] L'identité est toujours un rapport à l'autre. Autrement dit, identité et altérité ont partie liée, et sont dans une relation dialectique. »*[206]

Les identités sont des structures dynamiques. Elles sont partie prenante des rapports sociaux classiques et construites par la dialectique des pouvoirs. Ainsi, la démarcation, ou frontière identitaire *« résulte d'un compromis entre celle que le groupe prétend se donner et celle que les autres veulent lui assigner. Il s'agit, bien sûr, d'une frontière sociale, symbolique. »*[207] La marque identitaire d'un groupe social peut être dégagée auprès d'un groupe rival assez proche, un groupe qui a la même culture (c'est-à-dire un corpus général de représentations communes) ou auprès d'un groupe totalement étranger (ayant une culture occidentale, hispanique ou anglo-saxonne). Dans ce dernier cas, le rapport ne sera pas

[206] CUCHE, op. cit. ; p. 86
BARTH, Fredrik, "Les groupes ethniques et leurs frontières (1969)", in POUTIGNAT, Philippe ; STREIFF-FENART, Jocelyne, *Théories de l'ethnicité*, PUF, 1995, pp. 203-249
[207] CUCHE, op. cit ; p. 94

systématiquement plus violent, bien qu'il mette en jeu des conceptions très éloignées. En fonction de l'intérêt des acteurs représentant un centre de pouvoir, colonial ou impérial, les stratégies divergent quant à la nature du rapport exercé sur ce groupe : stratégies de conciliations, prosélytisme religieux, alliance militaire… En Amérique centrale, les acteurs extérieurs dominants se sont toujours efforcés de jouer la carte de la division entre Indigènes, et ce gradient de proximité au pouvoir est encore très lisible dans les différentes structures sociales, comme dans les comportements politiques des différentes populations indigènes.

A l'instar des oppositions identitaires, les contacts entre aires culturelles sont aussi profondément construits par cette dialectique, notamment dans le cadre des sociétés coloniales, comme l'a montré Roger Bastide, qui préfère parler d'interpénétration des corpus culturels que d'acculturation. La dissymétrie n'a rien d'absolu, constat patent dans le syncrétisme culturel des populations noires ou dans l'opposition entre *indios* et *ladinos*, puisque en tant que métis, ces derniers restent souvent empreints d'une culture indigène. Une grande partie de la culture indigène a aussi été remodelée par la tradition coloniale.

Toutefois, les rapports de force (taille du groupe, contrôle des médias culturels…) revêtent une très grande importance, notamment lorsque la culture se meut en objet privilégié du pouvoir et répond à une instrumentalisation idéologique, comme c'est le cas dans l'idée de nation, voire même de globalisation : puisqu'il faut entrer dans la modernité… L'interaction apparaît dès lors peu évidente entre des groupes minoritaires indigènes et des acteurs dont l'objectif est la diffusion d'une « culture de masse », nationale ou globale, grâce à des moyens technologiques aux mains d'acteurs économiques et politiques liés aux centres de pouvoir extérieurs opérant à l'échelle mondiale.

Les quatre catégories culturelles que nous utilisons sont fondées sur ces différentes typologies, raciales, sociales, ou nationales, mais très peu sur les distinctions ethniques ; elles correspondent aux recompositions sociopolitiques de l'isthme centraméricain et de sa façade caraïbe, à travers deux périodes fondamentales, celle de la colonie et celle ou émergent les nations.

2) La zone refuge : indios et negros

L'*indio* renvoie à la distinction raciale mise en place par la colonisation espagnole : l'appellation englobe aussi bien les populations contrôlées des hautes terres que celles de la zone refuge qui refusent le joug colonial. Sur la façade caraïbe, cette classification raciale est

sommaire : les Mayas de la Vera Paz de Las Casas sont des *indios*, comme les *indios bravos* de la Talamanca. Le terme *indio* provient directement du quiproquo colombien qui accompagne la « découverte » de l'Amérique ; il s'est durablement installé, et la dénomination *Amérindiens* ne fait que perpétuer cette confusion originelle. *Précolombiens* fait aussi la part belle à une définition négative, opposant les populations d'après et d'avant la conquête. Quant au terme *indigène – autochtone* et *aborigène* ne sont jamais utilisés, bien qu'ils aient la même signification –, s'il est généralement accepté par l'ensemble des parties, il suggère – à l'avantage des populations concernées, cette fois-ci – l'idée d'une spécificité liée à l'ancienneté de leur présence ; pourtant, les populations « allogènes » sont seulement arrivées une dizaine de millénaires après elles. Si la nouvelle appellation a bénéficié du mouvement indigéniste des années 1940 pour triompher de ses concurrents, elle n'en reste pas moins très connotée.[208] Le terme *indio* demeure cependant un référent identitaire très utilisé, bien qu'il soit jugé dévalorisant par les indigènes ; évacué des discours officiels, l'*indio* reste, pour les autres catégories qui se sont souvent construites contre lui, celui qui n'a pas réussi à entrer dans la modernité. A ce titre, l'utilisation persistante du terme *indio*, en Amérique centrale, démontre bien la difficulté du monde indigène à sortir du ghetto ethnique et social dans lequel la société coloniale espagnole l'a durablement enfermé.

Cette distinction fondamentale de l'Indigène se retrouve aussi dans le paradigme culturaliste, dont la typologie essentialiste vise à préserver les identités indigènes en les plaçant hors de l'analyse historique. La conscience d'une certaine indianité, ou indigénisme, n'est pourtant que le long résultat de la négation des identités propres à chaque individu, à chaque groupe, à chaque culture. Elle est avant tout liée aux conceptions des nouvelles populations dominantes. Ce principe identitaire collectif – le monde ou la culture indigène – a finalement permis un rapprochement, relativement récent, entre des populations qui ont eu des rapports très variés avec les pouvoirs extérieurs à la façade. Désormais associé à la notion de *Tierra madre*, le monde indigène est essentiellement et fondamentalement écologique, raccourci réducteur mais efficace.

Néanmoins, en déniant la construction sociale qui fonde l'Indien, les approches culturalistes le figent comme un objet intemporel ou comme un pur produit de la nature. Elles justifient la difficulté d'adaptation de l'Indien aux sociétés modernes et contribuent à l'exclusion de l'Indigène des processus de décision politique le concernant. Ce phénomène s'est particulièrement développé ces dernières années, notamment à travers les nouveaux

[208] Le *Congreso Nacional de Indios Americanos* (CNIA), fondé en 1943 aux Etats-Unis et toujours actif, répond au *Congreso Indigenista Interamericano* réunit en 1940, assimilé à un instrument politique des Etats.

mécanismes de gestion politique des marges caraïbes, qui seront détaillés dans le sixième chapitre. La logique de conservation s'empare de l'Indien au nom de la biodiversité, à laquelle s'adjoint parfois la pitié chrétienne. Dès lors, l'Indien et son écosystème sont assimilés aux espèces en voie de disparition dont s'émeuvent les opinions publiques occidentales.

Les *negros* sont considérés comme des éléments extérieurs à l'isthme, de la même manière que le monde caraïbe l'est dans la conception coloniale hispanique. Ils arrivent pourtant sensiblement à la même période que les descendants des Espagnols et ne sont pas localisés sur le seul littoral. La distinction raciale espagnole se fonde ici essentiellement sur la couleur de la peau. Outre cette absence de distinction entre des populations originaires d'aires géographiques africaines très diverses, la catégorie néglige la grande diversité des chemins migratoires : Noirs ladinos insérés dans la société coloniale, Noirs marrons ayant fui les Espagnols, Noirs anglophones liés aux flibustiers ou aux bûcherons anglais, Garifunas issus d'un métissage avec les Indigènes caraïbes, émigrés antillais venus construire les voies ferrées et le canal… Ces cinq catégories de populations arrivées dans des conditions historiques différentes sont réparties sur l'ensemble de la façade caraïbe et ne présentent aucune cohésion ou unité. Ces groupes plus ou moins « afrodescendants » ne cherchent par ailleurs pas tous à défendre une identité spécifique « afro-antillaise » ou caribéenne, car en dépit d'un racisme latent, les Noirs des hautes terres sont relativement intégrés à la société ladina. L'identité négative *negra,* fondée sur une distinction raciale très peu précise, reste une catégorie culturelle très utilisée. L'appellation *negro* a pourtant le même caractère péjoratif en anglais que sa traduction française : ainsi les populations noires préfèrent-elles *black* à *negro*, voire *moreno,* selon leur langue. Hormis à Belize ou au Panamá, où les populations noires sont nombreuses, elles sont essentiellement considérées comme des populations caribéennes dans les quatre autres pays « historiques ».

3) L'émergence des Etats nations : ladinos et gringos

Amorcée au 19ème siècle, la conquête de la zone refuge a vu affluer d'autres populations. Si la logique raciale des appellations *indios* et *negros* est conservée, on applique aux nouveaux arrivants des typologies davantage socioculturelles. Celles-ci correspondent incontestablement aux mutations des rapports de pouvoirs qui s'établissent dans l'isthme entre des Etats qui prônent une idéologie fondée sur l'adhésion à la nation métisse et des nouveaux acteurs d'Outre-mer incarnant l'impérialisme triomphant des Etats-Unis.

Les *gringos* constituent une catégorie socioculturelle peu représentée, mais qui s'installe durablement dans la zone refuge – et dans le paysage culturel centraméricain – au 19ème siècle. Le terme *gringo* peut prêter à confusion : pour les sociétés latino-américaines qui l'emploient dans leur ensemble, il prend des significations plus ou moins péjoratives et généralistes, souvent liées à la nature des relations qu'entretiennent les différentes populations avec les Etats-Unis. Il existe de nombreuses versions expliquant l'origine du terme *gringo*, comme celle où *griego* (grec) est employé par les Espagnols pour désigner leurs Barbares, c'est-à-dire ceux qu'ils ne comprennent pas et avec qui ils entretiennent des relations conflictuelles. Cette définition est intéressante car elle englobe les différents impérialismes européens, puis états-uniens, qui sont les seuls à réellement menacer l'empire espagnol, le monde *indio* n'ayant pas cette capacité de nuisance.

Ce n'est pourtant que tardivement qu'a émergé un pouvoir susceptible de systématiquement contrecarrer l'influence espagnole dans la Caraïbe, rôle désormais incarné par les Etats-Unis après avoir été assumé par l'Angleterre. Ses représentants ont été appelés *gringos*, terme probablement originaire du Mexique et fondé sur une opposition culturelle, mais aussi politique et économique. *Gringo* constitue aussi une définition négative, par et contre l'autre, émanant une nouvelle fois du centre culturel de l'Amérique latine, du monde métis. Il désigne encore, de nos jours, les populations états-uniennes, mais ne se limite pas à cette stricte définition en Amérique centrale, où les caractéristiques principales du gringo sont la distinction raciale (ne pas être métissé), nationale ou régionale (ne pas être centraméricain), et socio-économique (avoir de l'argent).[209]

Le couple *ladino/indio* traduit bien le rôle prépondérant du pouvoir et de l'idéologie nationale qui l'a engendré. Il faut noter que l'appellation ladino n'est pas utilisée dans toute l'Amérique centrale, où l'on privilégie parfois *mestizo*, voire *criollo*. L'appellation *ladino* a fréquemment été critiquée, puisqu'elle ne correspond pas aux critères de l'autodéfinition, et que son mode de définition n'est ni racial (la couleur de la peau), ni national (aspect pourtant encouragé par l'Etat), bien que *ladino* corresponde à l'origine à une classification coloniale. Très proche de *mestizo*, il s'en différencie par son usage, originellement associé à la population guatémaltèque, bien que les autres Centraméricains saisissent le terme.

[209] Contrairement au Mexique, où les Nord-américains sont différenciés des Européens, la grande majorité de la population centraméricaine qualifie les deux populations de *gringos*, terme d'ailleurs moins péjoratif ici qu'au Mexique, et utilisé dans le langage journalistique. Dans l'archipel de Bocas del Toro, le gérant argentin d'un complexe hôtelier est appelé *gringo* par les jeunes de l'île de Bastimentos.

Au 18ème siècle, le terme *ladino* sert à désigner les groupes en mutation, c'est-à-dire ceux qui acceptent la tutelle coloniale et s'expriment en espagnol. Puis il commence à se substituer à l'ensemble des catégories raciales préexistantes et à désigner les groupes indigènes contrôlés comme les esclaves affranchis ou les Espagnols appauvris et isolés. Il désigne l'ensemble de la population qui ne se définit pas comme indienne. Dans son processus de modernisation, l'Etat guatémaltèque va s'efforcer d'opposer ces deux catégories simples mais efficaces : les populations modernes, le prolétariat ladino, contre les arriérés, freins à l'unification nationale, les Indiens (qui sont surtout à l'origine des Indiens des hautes terres, puisqu'on connaît peu ceux de la zone refuge). Le couple *indio/ladino* illustre la permanence d'un racisme focalisé sur l'Indien et la volonté de ladinisation du pouvoir guatémaltèque. Le terme *ladino* relativise les oppositions sociales – notamment entre l'élite blanche et le reste de la population – et valide un positionnement culturaliste réducteur. Au Guatemala, il est remplacé par le terme « non indigène » dans l'enquête de 2005, qui ne fait que perpétuer l'opposition binaire et la définition négative des deux populations.

« La multitude des significations montre la polysémie du terme "ladino", sans tenir compte de sa définition "négative" [por contra-posicion], c'est-à-dire celle qui définit le ladino comme le non-indigène, qui parle castillan et vit à l'occidentale. C'est la définition la plus courante du courant culturaliste, puis multiculturaliste qui s'est imposée comme approche conceptuelle chez les sociologues et les anthropologues qui travaillent sur le Guatemala. Par cette définition, et sous l'appellation ladino, on inclut les métisses biologiques et les indigènes qui ont perdu les référents identitaires de leur communauté d'origine, mais elle englobe aussi les Guatémaltèques récents d'ascendance étrangère (Européens, Chinois, Centraméricains et Nord-américains). Ce processus de transformation s'appelle processus de ladinisation. »[210] Le terme *ladino* renvoie à une définition négative et valide par opposition des catégories basées sur le fait culturel et ethnique, tout en induisant des références sociales claires, puisque les deux catégories rassemblent la très grande majorité de la population, à savoir les pauvres.

Les nouveaux Etats centraméricains se sont tous attachés à établir leur légitimité autour de l'idée de nation. Celle-ci devait rassembler l'ensemble d'une population très hétérogène, que les nombreux conflits régionaux du 19ème siècle ont cependant certainement contribué à souder à travers une conscience nationale. Pourtant, l'Etat centraméricain

[210] RODAS NUNEZ, Isabela, "Identidades y la construcción de la categoría oficial "ladino" en Guatemala", in Crise Working Paper, n°29, Octobre 2006, [http://www.crise.ox.ac.uk/pubs/workingpaper29.pdf]

représente aussi et surtout une frange de la population, plutôt réduite, très éloignée de cet idéal métis ou ladino. Si la majorité des populations centraméricaines ont partagé et continuent à soutenir cette idéologie fondée sur un imbroglio de race et de culture, l'élite politique ne fait que l'encourager en ce sens sans pour autant lui ressembler : *« Au 19ème siècle, et bien plus tard encore, la seule culture à vocation nationale et digne de ce nom, celle que l'on doit inculquer, est bien celle dont est porteuse la classe dominante. Soit une culture « créole », qui se veut « métisse » pour ne point être « espagnole » et avoir mûri sous les tropiques. »*[211]

Si cette idéologie constitue toujours le fondement de l'Etat centraméricain, son application diffère selon les contextes historiques et nationaux. Le poids des minorités et les différentiels d'intégration socio-économique jouent un rôle important. Ainsi le Costa Rica, après avoir mis en place une politique ségrégationniste pendant la seconde guerre mondiale, a institué un Etat providence garantissant aux Noirs une intégration sociale et économique qui a favorisé leur adhésion à la nation. A l'inverse, au Guatemala, le processus d'intégration à la nation des Indigènes a été parfois très violent et reste inabouti. A Belize, Etat récent, la nation ne constitue pas le leitmotiv d'élites culturellement ancrées dans une tradition britannique plus flexible, bien que l'idée de nation créole noire ait longtemps été mise en avant.

4) Les logiques spatiales : populations continentales et ultramarines

Sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale, ces catégories culturelles rendent assez bien compte des reconfigurations territoriales qui commencent à s'opérer au milieu du 19ème siècle. Elles distinguent d'une part des populations considérées comme ultramarines et extérieures à l'isthme, majoritairement *negras* et *gringas*, et des populations continentales ou isthmiques, qui lui sont naturellement attachées, dans un arrière-pays où recule progressivement la frontière entre *indios* et *ladinos*. Ces conceptions sont liées à l'affirmation de l'Etat nation, dont le discours stigmatise les trois catégories ne correspondant pas à l'idéal national. L'utilisation continue des termes *ladino (*ou *mestizo), indio, gringo* ou *negro* depuis un siècle et demi témoigne de la pérennité et de la généralisation du fait culturel dans l'optique de la construction nationale.

La construction identitaire de la population *ladina* se fonde sur le rejet de la catégorie *india*. Les contacts sont nombreux entre les deux catégories, notamment au gré de l'expansion

[211] GROS, Christian, "Nationaliser l'Indien, ethniciser la Nation", pp. 263-272, in *Etre indien dans les Amériques*, GROS, Christian ; STRIGLER, Marie-Claude (dir.), Institut des Amériques, 2006, 315 p.

métisse qui déferle sur la façade caraïbe à partir des années 1960. Les ladinos repoussent la limite forestière – et indigène – dans tous les pays centraméricains, et les Indigènes sont une nouvelle fois contraints à la fuite dans les montagnes, ou à l'assimilation culturelle, phénomène cependant partiel et graduel. Le processus d'identification des Indigènes révèle néanmoins le fort pouvoir acculturateur des Etats, qui ont réussi à construire de véritables identités nationales et à remodeler les imaginaires des populations centraméricaines, très attachées à cette identité nationale. La nation apparaît désormais comme un référent identitaire pour la très grande majorité de la population : la charge négative du terme *indio*, au Guatemala ou au Mexique, conduit fréquemment les Indigènes à préférer s'identifier comme guatémaltèque ou mexicain.

Pour les Etats nationaux, les populations noires anglophones font clairement figure d'alliés des *gringos*. Les épisodes de la flibuste, de la bananeraie, puis du tourisme, accréditent cette idée de populations noires liées aux acteurs économiques dominants, rôle qu'incarnent les Etats-Uniens depuis plus d'un siècle. Ainsi, ces populations « ultramarines », qui regroupent aussi des Chinois, des *East Indies*, ou des Mennonites, sont souvent assimilées à des agents de l'impérialisme par l'idéologie *policlasista* des Etats métis. Néanmoins, le racisme latent de cette idéologie nationale distingue nettement ces populations ultramarines en fonction de critères raciaux, entre *negros* et *gringos*, auxquels sont associés des a priori socio-économiques, comme avec les nouvelles populations de commerçants *chinos*.[212]

Ces populations ultramarines attachées aux réseaux du pouvoir global et bien conscientes d'un destin lié à celui des *gringos*. *« Car le Noir n'a plus à être noir, mais à l'être en face du Blanc. Certains se mettront en tête de nous rappeler que la situation est à double sens. Nous répondons que c'est faux. Le Noir n'a pas de résistance ontologique aux yeux du Blanc. Les nègres, du jour au lendemain, ont eu deux systèmes de référence par rapport auxquels il leur a fallu se situer. Leur métaphysique, ou moins prétentieusement leurs coutumes et les instances auxquelles elles renvoyaient, étaient abolies parce qu'elles se trouvaient en contradiction avec une civilisation qu'ils ignoraient et qui leur en imposait. […]Jung situe l'inconscient collectif dans la substance cérébrale héritée. Mais l'inconscient collectif, sans qu'il soit besoin de recourir aux gènes, est tout simplement*

[212] L'appellation *chino* englobe d'une part les travailleurs chinois ladinisés arrivés autour de 1900, dans la construction du canal de Panamá ou des différentes voies ferrées transisthmiques, et d'autre part les nouveaux Chinois, très peu intégrés, de plus en plus nombreux depuis les années 1990 au Panamá ou à Belize. La très forte présence de Chinois dans ces deux Etats traduit bien leur orientation ultramarine, ainsi que le caractère multipolaire de la globalisation.

l'ensemble de préjugés, de mythes, d'attitudes collectives d'un groupe déterminé. [...] Concluons. Un Antillais est blanc par l'inconscient collectif, par une grande partie de l'inconscient personnel et par la presque totalité de son processus d'individuation. La couleur de sa peau, dont il n'est pas fait mention chez Jung, est noire. Toutes les incompréhensions procèdent de ce quiproquo. »[213] La démonstration de Frantz Fanon, vieille de plus d'un demi-siècle, nous semble garder sa pertinence dans ce cadre précis : si les sociétés caribéennes d'Amérique centrale sont singulières au sein des sociétés antillaises, car elles n'ont pas subi le même type de colonisation, la typologie centraméricaine ressemble fort à une échelle de valeur morale qui commence aux *gringos* et finit aux *negros*, populations contraintes à collaborer dans le cadre de ces marges globalisées. Néanmoins, les mutations sociétales et idéologiques liées au processus de globalisation et à l'émergence d'une culture globale, essentiellement tournée vers la consommation, atténuent dans une certaine mesure ces distinctions raciales.

Le rapport de domination conduit fréquemment à une intériorisation du sentiment de dépendance, phénomène aux lourdes conséquences identitaires, aux échelles variées de l'individu, du groupe social, mais aussi des aires culturelles. Pour certains, il s'agit d'une victimisation volontaire de la part des sociétés subissant ce rapport asymétrique, ce que prétend Bernard Lewis dans sa comparaison entre Islam et Occident.[214] Il s'oppose ici à la conception d'Edward W. Saïd qui présente une vision bien plus complexe de la création du concept de l'Orient par l'Occident.[215] Ces développements prennent néanmoins le risque de proposer des modèles basés sur des aires culturelle figées, à l'instar des civilisations de Samuel Huntington.[216] En réalité, sur la façade caraïbe, on constate une grande variété des constructions identitaires, des changements sociétaux rapides et des référents culturels ambivalents. Surtout, ce sont les rapports de pouvoirs qui nous permettent de comprendre que ces identités ne sont ni acceptées, ni assimilées, mais contraintes : les deux couples identitaires, *indios* et *ladinos*, et *negros* et *gringos*, ne sont pas exempts d'un manichéisme que s'efforcent de sous-entendre les pouvoirs.

---

[213] FANON, Frantz, *Peau noire, masques blancs*, Seuil, 1952, 188 p. ; pp. 88, 152, 156
[214] LEWIS, Bernard, *Islam and the West,* Oxford University Press, 1994
[215] SAÏD, Edward W., *L'Orientalisme, L'Orient créé par l'Occident*, Seuil, 1980
[216] HUNTINGTON, Samuel, *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, 1997, 402 p.

B/ Pouvoirs et pratiques culturelles des marges

L'influence d'agents extérieurs à l'isthme a élaboré des structures culturelles progressivement inscrites sur des zones d'influence assez nettement définies. Les langues et les pratiques religieuses témoignent de l'évidente dichotomie de l'isthme, géopolitique dans ses fondements. Cette opposition reste pertinente, bien qu'elle ait été contestée par l'offensive très nette d'Etats cherchant à asseoir leur cohésion grâce à l'idée de nation, et soit désormais remodelée par le processus de globalisation et l'impérialisme nord-américain, parfois qualifié de *soft power*. Cette production culturelle globale, souvent insufflée par les Etats-Unis et relayée par des réseaux médiatiques qui leur sont affiliés, déferle dorénavant dans tout l'isthme. Sur la façade caraïbe, ces valeurs et ces pratiques, d'inspirations globales, ont nettement pris le pas sur une culture d'essence plus « continentale », en raison du rejet du pouvoir ladino.

Afin de rendre compte du rapport de force entre les différents pouvoirs, en fonction d'échelles variées et de changements de temporalités, il est nécessaire de se pencher sur les différents marqueurs identitaires (langue, religion, productions culturelles), actuellement transcendés par la sphère médiatique, et de s'interroger sur les enjeux et l'origine du pouvoir. La superstructure des groupes sociaux de la façade caraïbe apparaît comme de plus en plus conditionnée par le pouvoir global. L'influence de l'outre-mer sur la façade caraïbe, qui s'inscrit dans une *longue durée*, est accentuée par un impérialisme états-unien qui ne souffre plus de rival en Amérique centrale depuis plus d'un siècle et la mise en application de la doctrine Monroe, affirmation politique du principe.

Si impérialismes politique et culturel sont liés, le second n'est pas l'émanation directe des Etats-Unis, mais plutôt celle d'acteurs non étatiques, qui ne sont pas nécessairement nord-américains, excepté dans des institutions comme celle des *Peace Corps*, où le gouvernement états-unien – sous couvert d'aide au développement – utilise un outil de propagande remarquable et remarqué.[217] Les acteurs institutionnels sont parfois outrepassés dans leur volonté impérialiste par des composantes avant-gardistes. Les Eglises évangéliques sont au même titre que les entreprises multinationales des exemples assez symptomatiques d'acteurs du pouvoir global émancipés de la tutelle des Etats-Unis. Toutefois, de la même manière que les télévisions d'information américaines privées, elles servent les intérêts des Etats-Unis, ou

[217] Agence indépendante du gouvernement créée en 1961, le *Peace corps* envoie des jeunes Etats-uniens à travers le monde pour aider au développement et promouvoir la culture « américaine ».

plutôt de ses élites et de son idéologie. Quant à l'ensemble des productions culturelles de masse qui déferlent sur les petits pays centraméricains (sport, cinéma, musique…), elles peuvent aussi bien être comprises comme des éléments de pénétration économique qu'idéologique.

1) La fragmentation des langues indigènes

La diversité des langues indigène illustre bien un rapport de force très inégal entre les deux cultures dominantes – hispaniques et anglo-saxonnes – et un monde indigène desservi politiquement par sa diversité culturelle. La langue constitue assurément un ferment identitaire vital. L'utilisation des différentes langues précolombiennes par les Indigènes a très tôt été considérée comme un obstacle à leur assimilation. D'ailleurs, le langage constitue originellement l'élément qui différencie l'Indien du Ladino. L'emploi des langues indigènes a été l'objet de brimades durant toute la période coloniale, mais la ségrégation raciale, sociale et spatiale a parfois permis leur maintien. Cette résistance des langues indigènes est l'un des éléments qui témoigne le mieux de la ténacité – et de la simple existence – de ces sociétés. Malgré l'absence d'enseignement en langue indigène et de traces écrites pour les moins courantes, de très nombreuses langues ont réussi à survivre, non sans avoir subi l'influence de l'espagnol ou de l'anglais. Il faut néanmoins noter que les autorités spirituelles des pouvoirs ladino ou ultramarin ont parfois joué un rôle important dans la sauvegarde de ces langues, comme dans la Verapaz d'inspiration lascasienne au Guatemala ou grâce aux pasteurs moraves pour la langue miskito.

La maîtrise d'une autre langue constitue toutefois un atout très important pour jouer sur les oppositions entre pouvoirs. Là encore, le degré d'exclusion sociale des Indigènes explique leur plus ou moins grande volonté d'apprendre la langue de l'autre : les Indigènes les moins exclus apprécient l'enseignement de l'espagnol à l'école. A Belize, les jeunes Kekchís ne savent en revanche pas l'espagnol, langue parlée par leurs aïeux, que connaissent encore leurs parents. Ils maîtrisent en revanche très bien la langue anglaise, en sus du maya kekchi. Ces Mayas venus du Guatemala ont préféré ne pas transmettre à leurs enfants une langue pourtant bien connue, celle de leurs persécuteurs. Dans la comarca Kuna, les vieux chefs qui ont été en contact avec les Etats-Unis dans la lutte contre le Panamá s'essaient parfois à la langue de Shakespeare… Le bilinguisme et le trilinguisme sont extrêmement courants sur la

façade caraïbe : ils sont nécessaires pour s'établir comme acteur de référence, comme interlocuteur entre les différents pouvoirs.

De nombreux pays ont autorisé l'enseignement de la langue indigène à l'école, mais l'enseignement en langue indigène reste extrêmement rare. Ce n'est d'ailleurs pas une revendication indigène majeure, puisque la langue est toujours pratiquée en famille et au sein de la communauté. La grande faiblesse de cet aspect majeur de la culture indigène est davantage d'ordre économique. D'une part l'Etat se dédouane tant qu'il peut de la formation des enseignants en langue indigène, d'autre part ces langues pâtissent de la faiblesse de la production culturelle. La tradition orale qui oppose les langues indigènes à celle de l'écrit (la langue des prêtres espagnols) joue certainement un rôle ici, mais c'est surtout l'absence de moyens d'impression, de diffusion, voire de public, étant donné le faible nombre de locuteurs, qui leur est préjudiciable. A travers le folklore musical et la diversification des médias de diffusion (Internet, studios itinérants de création…), la langue peut néanmoins prétendre à exister hors de ses frontières, rare cas d'exportation de la culture indigène.

Pourtant, la déstructuration des communautés indigènes constitue évidemment une menace extrême pour cette base identitaire. A Bocas del Toro, la langue ngöbe n'est plus transmise aux enfants dont les parents travaillent dans le tourisme. Elle est conçue comme une arriération, et l'on peut même discerner une échelle de valeur qui place l'anglais au sommet et l'espagnol en position intermédiaire, hiérarchie profondément liée à l'idéologie véhiculée par le tourisme. Les enfants connaissent seulement les quelques mots indigènes qui permettent aux Indiens de ne pas être compris par les locuteurs espagnols, mais apprennent dès qu'ils le peuvent les deux langages dominants.

La diversité et la multitude des langues amérindiennes sont des éléments défavorables au monde indigène qui fait face à deux aires culturelles marquées par une très forte cohérence linguistique, que l'on retrouve dans les modèles territoriaux *ladinos* (espagnol) et *globalisés* (anglais). La très grande majorité des communautés noires de la façade caraïbe parle l'anglais, beaucoup venant des îles des Antilles. Il existe néanmoins toujours des langues locales créoles qui permettent aux Noirs d'être compris par les seuls initiés. La langue garifuna est fondamentalement ultramarine, puisque issue du croisement du caraïbe, des langues bantoues et du français. Pour autant, de nombreux Garifunas ne savent plus parler cette langue, alors qu'ils connaissent tous l'anglais à Belize, langue que maîtrisent aussi fréquemment les populations garifunas du Honduras et du Guatemala, qui parlent espagnol.

Les langues indigènes ne sont plus menacées en tant que manifestations de la résistance indigène. Elles le sont en revanche en tant que marqueurs de la condition indigène : pour que leurs enfants échappent à cette dernière, certains indigènes préfèrent ne pas leur transmettre cette composante majeure de leur culture. A ce titre, l'usage et l'apprentissage de la langue constitue une variable significative d'un éventuel pouvoir indigène.

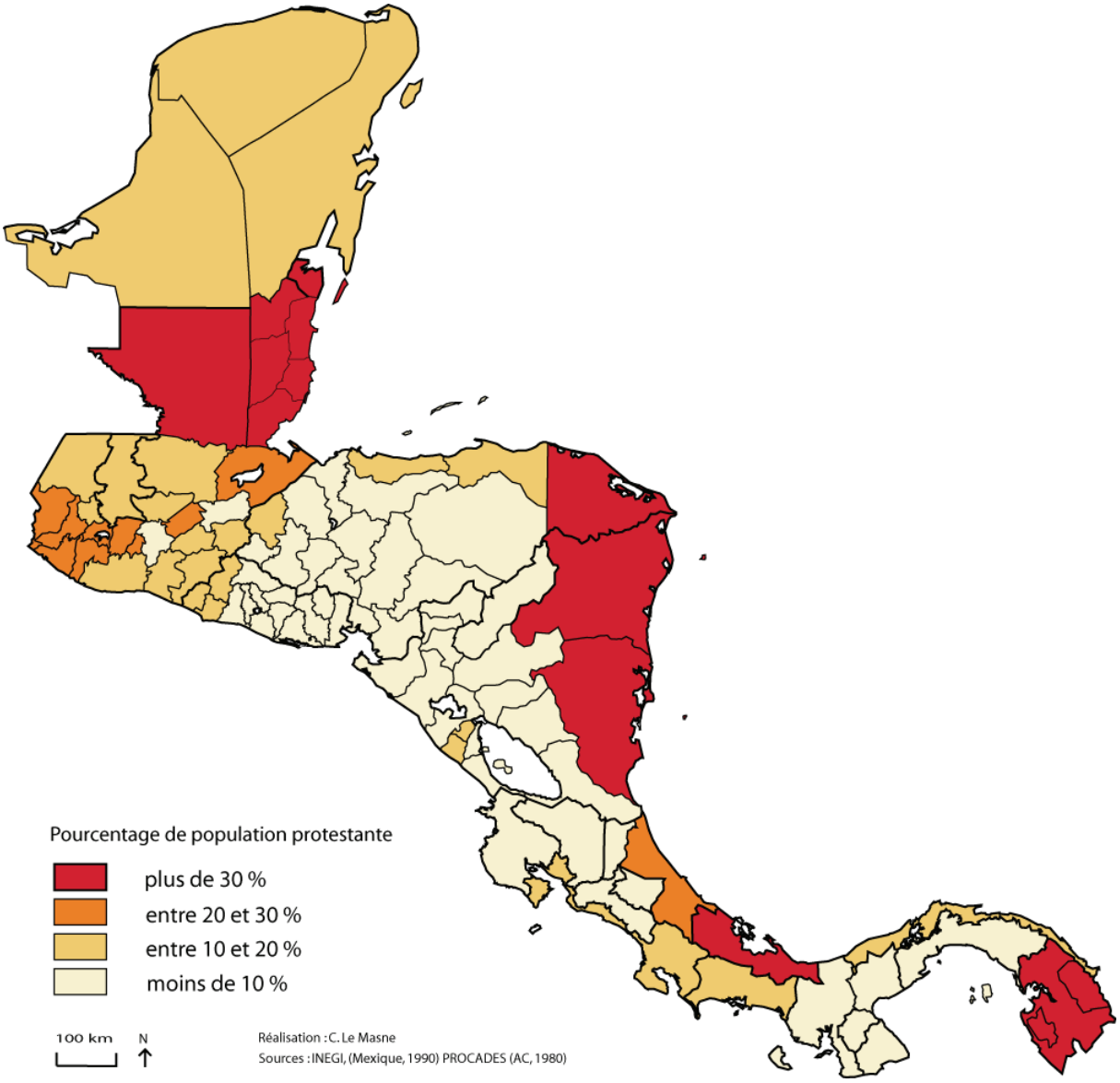
2) Les religions : l'extrême Occident centraméricain

Au même titre que la langue, qui indique l'origine du pouvoir qui imprègne les aires culturelles et les territoires, les pratiques religieuses rendent comptent d'une translation précoce des rivalités européennes dans le grand bassin caraïbe. Au sein de cet « Extrême Occident », pour reprendre l'expression d'Alain Rouquié, le christianisme s'est rapidement imposé, en s'adaptant au cosmologies locales à travers des pratiques souvent syncrétiques et une foi parfois très extravertie. La remarquable dichotomie entre religion catholique dans les espaces coloniaux hispaniques et protestante sur le littoral caraïbe montre l'influence précoce des pouvoirs et l'existence de zones d'influence géopolitiques et culturelles relativement bien délimitées dès le 16ème siècle.

Dans la zone refuge, les religions indigènes ont été très fortement influencées par un christianisme présentant des spécificités locales dans ses rituels latino-américains : les cultes rendus aux vierges noires dans les colonies mais aussi en Espagne et au Portugal témoignent d'ailleurs de cette interrelation entre les différents continents. Les deux religions dominantes connaissent des mutations, perceptibles à travers la multiplication des églises évangéliques, dont la zone d'influence dépasse désormais les aires culturelles établies durant la période coloniale.[218] L'organisation de ces églises, « congrégationaliste », c'est-à-dire sans autorité supérieure, ne les empêche pas d'être organisées en réseaux, voire en rhizome, dispositifs symptomatiques des territoires globalisés, et de prôner une idéologie d'accomplissement personnel très en vogue en ces temps d'ultralibéralisme (l'initiative personnelle de l'entrée dans l'église, par la profession de foi).

[218] Il est difficile d'établir une limite entre églises protestantes et évangéliques. Les dernières sont plus récentes, généralement issues de scissions des premières. Luthériens, réformés, calvinistes ou anglicans se reconnaissent comme protestants, car ils disposent d'organisations hiérarchiques, ce qui n'est pas le cas des pentecôtistes, figures de proue des évangélistes, qui rassemblent aussi adventistes, baptistes, ou méthodistes. Les autres églises protestantes sont plus difficilement classables : malgré leur attitude peu prosélyte, elles sont parfois assimilées à des sectes, ce qu'elles ne sont ni plus ni moins que les autres (quakers, mennonites, moraves…).

Carte 35 : La population protestante en Amérique centrale dans la décennie 1980



L'offensive des églises protestantes est un phénomène assez ancien en Amérique centrale. Dans un premier temps, elle est bien sûr à mettre en relation avec l'hégémonie anglo-saxonne sur la façade caraïbe, dont témoigne la prépondérance de l'église morave chez les Miskitos ; les églises protestantes sont aussi très présentes chez les populations noires de la côte, notamment celles émigrées de Jamaïque à la fin du 19ème siècle. Jusqu'à il y a une cinquantaine d'années, la ligne de partage entre les religions catholiques et protestantes était relativement claire : les églises protestantes n'existaient pratiquement que sur la façade caraïbe, peu contrôlée par le pouvoir colonial, puis national (***carte 35***). La religion catholique était en revanche l'une des principales caractéristiques de la culture métisse des hautes terres.

La situation s'est depuis nettement complexifiée. Les populations indigènes des hautes terres comme de la façade caraïbe ont progressivement adhéré à ces églises qui rompaient avec un catholicisme beaucoup trop assimilé au système colonial et à son héritage. Face à un catholicisme très conservateur, les églises évangélistes ont investi le terrain de l'individu contre celui du corps social, libérant chez de nombreux Indigènes des appétits individualistes inhibés par l'organisation communautaire. Ainsi, les pasteurs sont majoritairement mayas au Guatemala, et les prédicateurs exhortent les fidèles à rompre avec la logique de soumission du catholicisme au profit de la liberté individuelle, valeur phare de cette forme extrême du protestantisme. Les églises pullulent. Les prêcheurs hantent les bus. Le moindre village indigène abrite souvent au minimum trois églises différentes : adventiste, pentecôtiste, catholique romaine…

L'une des conséquences les plus évidentes de cet essor des églises protestantes est l'éclatement de la communauté. Si les groupes indigènes exerçaient auparavant un catholicisme syncrétique intégrant de nombreux éléments précolombiens, les pratiques rituelles donnaient au groupe social une unité qu'il a désormais perdue. Dans le cadre de fortes tensions communautaires internes, notamment chez les populations indigènes, cette fragmentation religieuse engendre des comportements politiques nouveaux et nuit à la cohésion sociale des communautés. Les prêcheurs mettent en avant la réussite individuelle au détriment de l'action collective, et s'opposent généralement à tout principe relativisant la liberté individuelle, en adéquation avec la doctrine économique libérale. Pour Pablo A., prêtre kekchí du sud Belize et responsable politique, la multiplication de ce qu'il nomme des sectes constitue un problème majeur pour l'avenir des communautés.[219]

Davantage que sur les hautes terres, où le phénomène est nouveau, leurs contacts précoces avec les missionnaires conduisent les sociétés de la zone refuge à relativiser la nouvelle idéologie véhiculée par les évangélistes. Il en est de même pour les populations noires, chez lesquelles il n'y a pas vraiment de concurrence religieuse, du fait de la prépondérance de la religion protestante ; il arrive d'ailleurs fréquemment aux fidèles d'assister aux cérémonies de différentes églises, comme à Bocas del Toro. On ne peut s'empêcher d'opposer la relative cohérence cosmologique des sociétés indigènes à l'éclatement des sociétés noires, bien que ces dernières se soient dans une large mesure

[219] Pablo A., dont le nom a été changé, continue de célébrer une messe très syncrétique qui combine éléments mayas et chrétiens dans le but avoué d'empêcher ses fidèles de rejoindre les églises évangélistes, qu'il considère, à l'instar des *Peace corps*, comme des espions états-uniens. Preuve du peu d'œcuménisme du mouvement évangéliste, et de l'affirmation du caractère sectaire par rapport à sa définition comme église (*ecclesia*), il nous a été plusieurs fois interdit, dans les grandes villes comme dans les petits villages, d'assister aux transes qu'occasionnent les cérémonies.

appropriées ces pratiques religieuses (*negro spiritual*, pentecôtisme…). Actuellement, la façade caraïbe suscite des antagonismes bien plus poussés lorsque les foyers de population sont plus denses, et que l'Eglise catholique domine encore, comme dans les territoires ladinos du Petén ou de l'Atlantique costaricien.

L'adéquation entre l'église catholique et l'aire culturelle centraméricaine des hautes terres et du littoral pacifique est très nette, et ne souffre pas véritablement de la concurrence évangéliste avant sa percée dans les hautes terres guatémaltèques après-guerre. Néanmoins, si les liens entre pouvoir religieux et pouvoir politique sont historiquement très importants, l'église catholique ne constitue pas seulement un instrument religieux aux mains des Etats centraméricains.

Acteurs et voix discordantes s'élèvent parfois, à la manière de Las Casas à Valladolid, comme à travers la théologie de la libération, doctrine catholique progressiste apparue dans les années 1970. L'effondrement des régimes marxistes a cependant eu raison de ce mouvement très revendicatif, au grand soulagement de la papauté et des gouvernements autoritaires. Les dignitaires catholiques jouissent parfois d'une image très positive en Amérique centrale, dont le meilleur exemple est probablement l'évêque Romero, défenseur des droits de l'homme assassiné en 1980 au Salvador. La critique sociale et tiers-mondiste est désormais associée à des préoccupations environnementales, comme celles du cardinal guatémaltèque Rodolfo Quezada, qui déclarait dans sa messe de Noël 2008 que l'Etat devrait protéger ses ressources naturelles et éviter *« de vendre ou d'hypothéquer le pays »* aux compagnies minières ou à celles qui exploitent les autres ressources naturelles.[220] Malgré ces contre-offensives, l'Eglise catholique, indissociable des autres élites centraméricaines, a progressivement été dépossédée du monopole de la spiritualité dans l'un de ses traditionnels bastions, le Guatemala, où les évangélistes projettent désormais de fonder le premier Etat évangéliste au monde, ce que semble permettre la démographie indigène.

Protestantisme et globalisation se superposent avec bonheur, non seulement sur la façade caraïbe, mais aussi sur l'ensemble de l'isthme. En 2005, le très médiatique Pat Robertson, télévangéliste baptiste états-unien, accusait Hugo Chávez, le président du Venezuela, Etat à majorité catholique, de vouloir organiser une rampe de lancement pour la conquête de l'Amérique, à l'aide de ses alliés musulmans. Le contexte des années 2000, où

[220] *« Je continue à penser que ce pays n'est pas minier, ni forestier, ni touristique, et que les mines à ciel ouvert vont lui nuire. Cela coûte beaucoup d'argent et de propagande de faire croire que c'est un fond de développement. Cet or va entièrement à l'étranger et tout ce qui reste ici est un mirage. »* Le cardinal Quezada cite même Belize et le Chiapas comme des exemples de protection environnementale.
Prensa libre, Guatemala, 28/12/2008

les néo-conservateurs ont exercé le pouvoir aux Etats-Unis, a remis à l'ordre du jour dans les *think tank*s états-uniens l'attachement au contrôle des consciences. L'appartenance à ces sectes protestantes permet dans une large mesure d'affilier le fidèle à une idéologie proche de celle des « faucons » de Washington, même si la distance reste importante entre le fidèle guatémaltèque et le télévangéliste exalté. A travers les théories sur le *Choc des civilisations*, l'Amérique latine, conçue comme une unité civilisationnelle catholique, apparaît comme un objectif prioritaire pour les sectes protestantes. Le nerf de la guerre, c'est aussi le drainage des richesses qu'engendrent ces églises, aux Etats-Unis comme en Amérique centrale, qui leur permet de mettre en place des programmes éducatifs ou sanitaires très performants…[221]

Des trois pratiques religieuses susceptibles d'illustrer nos aires culturelles, voire nos modèles territoriaux, la cosmologie indigène peine le plus à se maintenir. Les croyances indigènes ont généralement été intégrées à un corpus religieux dominant marqué par l'influence des deux autres pouvoirs présents sur la façade caraïbe : protestantisme pour le pouvoir globalisé, catholicisme pour le pouvoir ladino. Trop assimilée au pouvoir colonial espagnol, l'Eglise catholique a longtemps été boudée par les Indigènes et la christianisation s'est effectuée de manière superficielle, bien qu'elle ait parfois été associée à un système moins contraignant, ou moins violent, comme dans le cas de la Vera Paz. L'existence de contacts anciens avec les Anglais et les Hollandais sur la côte caraïbe a permis au protestantisme de s'implanter davantage chez les Indigènes.

Les territoires sont des enjeux majeurs pour les deux courants religieux, comme chez les Mayas du sud Belize, où les réseaux d'écoles des Jésuites ont permis de fidéliser beaucoup d'Indigènes. Dans les marges globalisées, l'implantation des églises protestantes est très ancienne, notamment chez les populations noires, mais aussi chez les touristes résidentiels états-uniens ; protestantisme et pratique de la langue anglaise y facilitent les attaches entre *gringos* et *negros*. A l'inverse, la religion catholique domine dans le cœur occidental de l'isthme. Quant aux excroissances des territoires ladinos de la façade, les deux religions s'y livrent une guerre sans merci dont l'issue dépend aussi du rapport de force économique ou politique entre les deux pouvoirs. La dynamique la plus nette est à l'avantage de la religion protestante, à l'image de la fascination qu'exerce la culture nord-américaine sur tous les territoires de l'isthme.

[221] Le film documentaire *La vida loca* (2009), de Christian Poveda, livre, outre un regard différent sur la *mara* salvadorienne *Barrio 18*, une remarquable analyse sur les connexions entre églises évangélistes et ONG nord-américaines de réinsertion des délinquants.

3) L'hégémonie culturelle états-unienne : le « soft power »

Davantage présente que dans le reste du monde, l'hégémonie culturelle états-unienne suscite en Amérique centrale des sentiments assez contradictoires. La diatribe anti-américaine reste certes importante, par l'intermédiaire d'un nationalisme perceptible dans les noms des partis politiques, les tribunes politiques des journaux, mais aussi dans un quotidien où règne une certaine agressivité vis-à-vis des gringos. Pourtant, l'influence culturelle nord-américaine s'exerce sur toutes les classes sociales centraméricaines, notamment à travers un mode de consommation qui fait des Etats-Unis la référence, qu'il s'agisse du Coca Cola ou des études dans les *business school*. Les flux migratoires ont joué un rôle fondamental dans cette conquête de l'Amérique centrale ; s'ils étaient traditionnellement réservés aux populations ultramarines de la façade caraïbe, la donne a été modifiée au cours des 50 dernières années : c'est désormais avec le cœur de l'isthme que les interrelations sont les plus importantes. Celles-ci sont toutefois assez dissymétriques, car si l'Amérique centrale exporte la culture de ses migrants, ceux-ci sont imprégnés par la culture de masse des Etats-Unis.

Les flux médiatiques qui touchent l'Amérique centrale sont très fortement influencés par les Etats-Unis : la télévision, plus que tout autre média, a fait une entrée fracassante dans l'isthme. Ainsi, la presse ou la radio, souvent affiliées aux institutions nationales, ne bénéficient plus du monopole informatif qu'elles ont longtemps exercé. Les grandes familles centraméricaines qui régnaient traditionnellement sur les médias, comme la famille Chamorro sur *La Prensa* au Nicaragua, se voient progressivement concurrencées par d'autres médias qui ne sont pas directement apparentés à un clivage national. Le formatage des émissions ne répond plus aux préoccupations nationales, les télévisions appartenant désormais à des entreprises extérieures à l'isthme.

Internet, média emblématique de la globalisation du fait de son caractère ambivalent, constitue un élément de pénétration des sociétés tout en leur permettant de s'organiser en réseaux sociaux horizontaux. Chez les particuliers, son usage est encore restreint, d'autant que son utilisation est toujours plus onéreuse dans les lieux reculés, comme sur la façade caraïbe, hormis au Honduras. Si les Etats ne semblent pas constituer un frein aux réseaux sociaux qui pourraient inverser la principale fonction actuelle d'Internet, à savoir le déversement massif de pratiques et de produits globaux, on constate toutefois une certaine autocensure de la part des groupes contestataires, comme au Guatemala.

La sphère médiatique reste néanmoins marquée par les clivages culturels déjà évoqués : le public est attaché aux *télénovelas* vénézueliennes, brésiliennes ou mexicaines dans les territoires ladinos, tandis que des films ultra violents mettant aux prises les gangs

noirs des grandes villes des Etats-Unis sont diffusées dans les bus à destination de Colón, histoire de se mettre dans l'ambiance… La culture s'adapte au territoire, et inversement. Les *talk-shows*, notamment participatifs, ont envahi les écrans et démontrent l'influence du modèle états-unien, même si les participants sont des métis censés représenter un modèle de société centraméricaine « moderne ». La musique porto-ricaine, issue du mouvement hip hop états-unien mais à consonance hispanophone, concurrence partout chez les jeunes la musique traditionnelle mexicaine et centraméricaine, très emblématique d'un isthme ladino intemporel, celui des kiosques des *zocalos* de León ou Zacapa. Le merengue, d'origine dominicaine, et le calypso, trinidadien, demeurent néanmoins très populaires dans les villes noires de la côte, toujours attachées à cette culture caraïbe. Chez les Kekchís de Belize, on joue encore du marimba en famille, faute d'électricité.[222] Les pratiques culturelles sont aussi dépendantes des infrastructures qui parcourent les différents territoires…

Les loisirs, notamment le sport, depuis sa popularisation au début du 20ème siècle, constituent généralement un très bon outil d'appréciation de l'influence des Etats-Unis. Le baseball reste encore le sport préféré des Nicaraguayens, phénomène lié à la longue présence de marines pendant la première moitié du 20ème siècle. Au Mexique, les *Tigers* du Quintana Roo, basés à Cancún, sont la deuxième équipe de baseball la plus titrée du pays, dans une ville créée il y a moins de 40 ans ! Quant au football, il n'existe réellement sur la façade caraïbe que sur les territoires définitivement ladinisés. Ainsi, le Honduras s'est qualifié pour le Mondial 2010 en jouant tous ses matches à San Pedro Sula ; sur les sept clubs de football qui ont remporté le titre de champion du Honduras, deux viennent de San Pedro Sula, deux de La Ceiba, et un de Puerto Cortés : c'est le signe d'un basculement du centre de gravité du pays des hautes terres vers la façade. Au Costa Rica, pays pourtant très amateur de football, le club qui représente la province de Limón en première division est situé à Guápiles, en territoire ladino ; celui de Puerto Limón, la ville la plus importante, est en seconde division. A Wuchub Huala, c'est au volley ball que s'adonnent garçons et filles de cette petite île de la Kuna Yala… preuve qu'il y a encore de l'espace entre foot et baseball ![223]

[222] Les controverses sur la musique marimba, dont l'origine africaine est aujourd'hui soulignée, témoigne de syncrétismes parfois inattendus et longtemps oubliés.
[223] La taille réduite de l'île, à peine supérieure à un hectare, explique aussi cet exemple d'adaptation culturelle à une réalité physique.

Conclusion du chapitre 4 :
Cultures et territoires de marges entre nation et globalisation

La construction de cultures de marges est liée aux oppositions géopolitiques qui font naître la façade caraïbe, frontière interne de l'Amérique centrale surtout caractérisée par son opposition au cœur de l'isthme. La violence de la conquête, qui a bouleversé les cadres communs aux sociétés préhispaniques, explique dans une large mesure les « sociétés fractales » de Serge Gruzinski évoquées dans le premier chapitre. Par la suite, le contact des impérialismes hispanique et anglo-saxon a remodelé une conscience de l'indianité. Le rapport oppresseur/oppressé a été générateur de complexes, que la création d'une nouvelle catégorie nationale, le *ladino*, a cherché à annihiler, tout en la construisant contre celle de l'indien. Cette condition indigène marquée par une marginalité sociale et parfois spatiale, reste très présente dans les différentes expressions de l'indianité. Les formes les plus extrêmes du protestantisme se sont aussi nourries de cette marginalité ; c'est d'abord sur les terres caraïbes qu'elles se sont développées avant de connaître le succès que l'on sait chez les Indiens des hautes terres au Guatemala. Cet aspect illustre autant la transformation de l'impérialisme anglo-saxon en pouvoir global que le besoin profond des sociétés fractales de s'appuyer sur des valeurs que les contradictions du catholicisme ne sont jamais parvenues à développer.

Le fait culturel est un résultat de la contradiction des pouvoirs, éventuellement favorisé par des dispositifs stratégiques, comme à Belize, où l'immigration ultramarine a été encouragée par les autorités britanniques : outre des Noirs, cette marge globalisée rassemble des populations d'origines extrêmement variées. C'est cette convergence d'intérêts, versatiles, qui nous amène à définir des modèles de territoires globalisés, constructions sociales nées de la coexistence de populations orientées vers l'outre-mer. L'approche territoriale permet dans une certaine mesure de réutiliser ces catégories identitaires ou culturelles pour illustrer les logiques de pouvoir.

Sur la façade caraïbe, les identités négatives, liées à des généralisations raciales, culturelles ou sociales, permettent aussi de caractériser les territoires, bien que ces correspondances ne soient pas exclusives. Les catégories négatives ne rendent ainsi pas toujours compte d'une pratique territoriale. L'*indio* n'obéit ainsi pas au strict déterminisme qui l'associe aux travaux agricoles. Nous verrons dans le chapitre onze que les Indigènes ngöbes, main d'œuvre privilégiée du tourisme à Bocas del Toro, sont imprégnés de culture

globale tout en étant aussi sensibles à l'idéologie nationale, à travers la langue parlée, les religions pratiquées, ou la mode vestimentaire suivie (le port de la casquette chez les jeunes Indigènes). Certains métis se consacrent à l'agriculture de subsistance et ont une pratique territoriale sans rapport avec les catégories culturelles généralistes qui leur sont accolées. Les Noirs ne sont pas nécessairement tournés vers l'Outre-mer : les Bayaneros du Darién et les Garifunas d'Orinoco, au Nicaragua, sont retournés à l'économie de subsistance et connaissent une territorialité proche de celle des Indigènes de la zone refuge, bien qu'on leur oppose fréquemment leur caractère non indigène pour les priver des droits « ancestraux » qu'on accorde parfois aux premiers arrivants.

Ces identités culturelles des marges répondent toutefois de moins en moins à un corpus élaboré de manière endogène, mais plutôt à l'adhésion à une culture dominante extérieure, véhiculée par des flux médiatiques puissants. La conscience ou la volonté d'appartenir à tel ou tel monde, c'est-à-dire à telle ou telle culture, dépend des propositions de pouvoirs plus ou moins forts. Les quatre principales catégories de population rendent néanmoins compte de la permanence de contre-pouvoirs sur une double marge où la construction d'identités collectives s'effectue à chaque fois de manière négative. Les dénominations sont toutes péjoratives, même celles, supposées dominantes, des *gringos* ou des *ladinos*.

La construction territoriale et identitaire s'effectue aussi par le biais d'acteurs locaux peu sensibles à l'instrumentalisation d'agents extérieurs, dans la logique de contre-pouvoir, que Michel Foucault estime consubstantielle à celle du pouvoir. Reste à statuer s'il s'agit d'un frein aux processus engendrés par le pouvoir ou d'un processus à échelle réduite susceptible de se structurer sur des bases semblables : le pouvoir local. Au-delà des contenus, le contrôle des supports de diffusion culturels, dont celui du réseau Internet, constitue aujourd'hui l'une des principales interrogations sur le caractère dual du processus de globalisation, par le haut, ou par le bas.

Chapitre 5 :
Les dynamiques économiques : l'aménagement de la façade caraïbe entre logiques nationales et globales

L'ambition de ce chapitre est de saisir les grandes orientations spatiales de l'isthme et de sa façade, à travers des dynamiques économiques marquées, suivant les périodes, par des logiques longitudinales (Provinces unies d'Amérique centrale, Marché commun) et transversales (indépendances des Etats, accords bilatéraux). Ces différentes organisations de l'espace rendent compte d'implications géopolitiques génératrices de fragmentation ou d'intégration à l'échelle de l'isthme. L'enjeu géopolitique est d'importance puisqu'il s'agit dans un cas de revenir aux ambitions spatiales du pouvoir colonial espagnol – néanmoins très inabouties – puis de l'idéal politique de Francisco Morazán, en établissant un espace d'intégration régionale pour contenir l'influence du pouvoir ultramarin.[224] L'autre logique d'organisation, transisthmique ou interocéanique, conduit à accroître les discontinuités spatiales de l'isthme en fonction des frontières nationales, perpétuant la fragmentation de Républiques profondément instrumentalisées politiquement par les Etats-Unis, après un siècle et demi *« si loin de Dieu et si près des Etats-Unis »*, pour étendre le mot de Porfirio Díaz du Mexique à l'Amérique centrale.[225]

Le rôle des acteurs nationaux apparaît ici comme prépondérant, bien que ces derniers soient historiquement très liés aux acteurs impériaux dès le 19ème siècle. A l'inverse d'élites centraméricaines divisées par les guerres civiles, le pouvoir impérial de cette période se caractérise d'ailleurs par une très grande cohésion de ses acteurs. Le gouvernement états-unien, par l'intermédiaire de ses diplomates en poste en Amérique centrale, encourage le déploiement des firmes ou des autorités spirituelles protestantes. Le différentiel, en termes de pouvoirs, a permis dans une très large mesure d'inféoder des acteurs, à des échelles variées, au pouvoir nord-américain.

[224] Francisco Morazán initia et s'efforça de pérenniser les éphémères Provinces Unies d'Amérique centrale (1823-1838), dont ne faisaient pas partie Belize et le Panamá.
[225] Porfirio Díaz dirige pratiquement continuellement le Mexique de 1876 à 1911.

Dans la seconde partie du 19ème siècle, cette convergence d'intérêts entre les élites centraméricaines et nord-américaines a conduit les Etats nationaux à concéder leur façade caraïbe aux compagnies bananières états-uniennes, moyennant la construction d'infrastructures transisthmiques par ces dernières. Les faibles Etats centraméricains délaissent alors le contrôle politique de ce qui constitue seulement des axes de développement sur un espace qui leur est encore très étranger. Le contrôle de ces territoires, laissé aux compagnies, puis plus ou moins lentement repris, selon les Etats, au cours du 20ème siècle, explique la spécificité des structures d'encadrement sur la façade caraïbe.

L'étude des façades caraïbes nationales montre de fortes similitudes entre chacune des organisations spatiales, bien qu'elles se distinguent suivant des conditions propres précédemment évoquées (milieux, peuplement, présence du pouvoir colonial). Cette proximité peut paraître surprenante, étant donné les dissemblances des structures agraires sur les hautes terres, qu'illustre l'opposition classique entre petits producteurs de café du Costa Rica et grands planteurs du Salvador et du Guatemala. Elle témoigne surtout de l'omnipotence du pouvoir impérial dans un processus initié par l'avant-pays.

L'enclave bananière a mis en place des infrastructures pérennes, sur lesquelles se sont progressivement établis des axes – lorsque les voies ferrées ont été démontées, elles ont fréquemment été remplacées par des routes – puis des territoires transisthmiques. Les villes et les infrastructures constituent à ce titre un bon élément d'appréciation des changements de territorialités de ces espaces et de la transition de l'économie d'enclave à l'interface ladina. Les faibles Etats centraméricains constituent une échelle majeure d'organisation dont témoigne la récurrence des systèmes territoriaux sur chacune des façades caraïbes, bien que les élites centraméricaines soient de plus en plus transnationales ou déterritorialisées, phénomène que le discours nationaliste peine souvent à masquer.

La façade caraïbe, à travers la notion de zone refuge, échappe encore largement au contrôle des pouvoirs extérieurs jusqu'au début du 19ème siècle (***figure 3 ; introduction de la partie 2***). S'il existe des acteurs représentant les différents pouvoirs, comme les militaires, acteurs politiques, ou les missionnaires, acteurs culturels, leur présence est temporaire, ou fragile, et ne permet que très progressivement de contrôler la zone. En revanche, l'implication d'acteurs économiques d'envergure, soutenus par l'impérialisme états-unien, va brusquement accélérer le processus, à la fin du siècle, par le biais de l'économie d'enclave.

La conjonction de l'impérialisme états-unien, de la mise en valeur de la façade par les compagnies bananières, et de l'émergence d'Etats nationaux exportateurs de café, conduit ces différents Etats à laisser aménager un espace caraïbe qu'ils ne contrôlent que partiellement. Cette orientation transversale conduit à délaisser durablement l'intégration longitudinale de l'isthme, qui reste extrêmement faible jusqu'à l'après-guerre.

Dans les années 1950, sous l'impulsion de la CEPAL, les Etats commencent cependant à se soucier d'une intégration régionale qui prend ici la forme du marché commun. Les infrastructures régionales concernent surtout le coeur de l'isthme, comme dans le cas de la route interaméricaine, et délaissent la façade caraïbe, qui connaît néanmoins des mutations indirectes, liées notamment aux transformations des structures productives.

Le processus de globalisation se fait d'abord sentir en Amérique centrale par les purges budgétaires prônées par le FMI, à travers les politiques d'ajustement structurel des deux dernières décennies du 20ème siècle. Le marché commun doit alors faire place au nouveau paradigme du « régionalisme ouvert », matérialisé par de nombreux accords bilatéraux de libre-échange entre les pays centraméricains et les Etats-Unis, les puissances européennes, ou asiatiques. Cette nouvelle étape induit une réorganisation des infrastructures de production, tournées vers l'exportation (nouvelles cultures agricoles, maquila, tourisme…), sensible dans les façades caraïbes centraméricaines à travers le réaménagement des ports.

Dans le même temps, les efforts d'intégration économique régionale dans une optique de fluidisation des échanges d'informations, de marchandises et de produits financiers, ont été revalorisés par le Plan Puebla Panamá depuis 2001. Désormais sous la houlette des Etats-Unis et du Mexique, ce projet à vocation longitudinale vise à développer des nouvelles infrastructures, notamment sur la façade caraïbe. En dépassant le strict cadre régional centraméricain, le plan aspire aussi au renforcement des politiques sécuritaires (migrants clandestins, trafics de drogue), amorçant un redéploiement géopolitique et militaire des Etats-Unis dans le grand bassin caraïbe, qui constitue une réponse à la structuration croissante des mouvements contestataires du sud du continent, menés par les projets bolivariens de Chávez.

A/ L'émergence d'Etats transisthmiques

L'aménagement de la façade caraïbe de l'Amérique centrale répond dans un premier temps à une logique réticulaire. Les comptoirs britanniques sont progressivement remplacés au cours du 19ème siècle par des établissements aux affiliations nationales diverses bien que souvent connectés aux Etats-Unis. Cette économie de faible envergure initialement fondée sur l'exportation de matières premières brutes (bois, caoutchouc, denrées agricoles exotiques…) est très peu dynamique, du fait de la forte instabilité politique des pays de l'isthme. Dans le même temps, les Etats naissants essaient de développer des ports sur la Caraïbe, comme à Livingston (Guatemala) ou Colón (Panamá), mais la déficience des infrastructures en amont freine considérablement leur essor.

A cours du siècle, les potentialités interocéaniques des pays centraméricains suscitent un intérêt grandissant des Etats-Unis, qui considèrent ces axes comme vitaux au Panamá ou au Nicaragua, une grande partie des *Forty-Niners* ayant ainsi transité par le fleuve San Juan. Plusieurs éléments concomitants vont contribuer au développement d'axes de transport transisthmiques dans la plupart des pays. D'une part, les Etats-Unis, qui ne possèdent pas encore de chemin de fer vers l'ouest, incitent au développement d'infrastructures modernes. D'autre part, les terres humides caraïbes constituent un terrain très favorable pour les plantations de bananes. Enfin, les élites nationales cherchent à développer des infrastructures reliant les hautes terres au littoral caraïbe, notamment pour faciliter l'exportation du café. Ces trois facteurs, d'inégale importance suivant les contextes, vont progressivement permettre la mise en place d'infrastructures ferrées transisthmiques qui vont durablement marquer l'organisation spatiale de l'isthme. Cette logique transversale, liée à l'émergence d'Etats souverains et à l'impérialisme états-unien, contribue au fractionnement de la façade caraïbe en entités nationales.

Nous avions déjà noté que l'intégration longitudinale était faible dans l'Audience du Guatemala, phénomène en partie lié au délaissement du nord de l'isthme, marginalisé par le développement de l'infrastructure panaméenne interocéanique du *Camino Real*. En 1811, il faut compter plus d'un mois pour rallier la ville de Panamá en provenance de celle de Guatemala.[226] Une grande partie du transport s'effectue par des chemins muletiers entre les différents marchés commerciaux régionaux, ou par cabotage sur le littoral pacifique. L'implication des oligarchies foncières centraméricaines qui se consacrent aux cultures d'exportation (indigo, cochenille, cacao…) va accélérer cette orientation transversale des

[226] *Historical Atlas of Central America*, op. cit. ; p. 179

infrastructures nationales, puisque de nombreuses zones de plantation situées à proximité du littoral pacifique sont progressivement reliées aux petits ports de la côte par des chemins de fer au milieu du 19ème siècle. Le développement de la caféiculture, d'abord au Costa Rica dans les années 1840, puis aux Chiapas, Guatemala, Salvador et Nicaragua à partir de 1870, va durablement accroître cette orientation.

1) La mise en valeur du littoral caraïbe : les compagnies bananières états-uniennes

Les politiques libérales qu'adoptent progressivement tous les pays d'Amérique centrale à la fin du 19ème siècle favorisent la « modernisation » de l'isthme en collaboration avec le capital étranger. Le café apparaît comme l'élément moteur du développement et son exportation nécessite des infrastructures d'envergure.

Sur le versant caraïbe, où la caféiculture est absente, hormis dans les milieux d'altitude, les compagnies nord-américaines vont progressivement obtenir d'énormes concessions de terre contre la construction de voies ferrées reliant le cœur de l'isthme à l'Atlantique. L'entreprise bananière devient Etat dans l'Etat : elle occupe toutes ses fonctions régaliennes sur ces nouveaux espaces jusqu'alors très peu contrôlés. Les concessions s'appliquent ponctuellement, sur des espaces peu aménagés, dont la fonction est essentiellement liée à l'avant pays, d'où l'appellation d'enclave.

Les enclaves s'installent généralement sur les débouchés caraïbes de l'époque coloniale. Ils sont parfois légèrement déplacés en raison des évolutions du contexte géopolitique et des nouvelles fonctions portuaires. Alors que l'avancée espagnole sur la Caraïbe prend la forme de villes fortifiées (Omoa, Santo Tomás, Trujillo, Matina ou Nombre de Dios), le port caraïbe des Etats centraméricains s'adapte à la fin des menaces caraïbes, garantie par la *pax americana*, et s'établit sur des sites favorables au commerce (Puerto Barrios, Puerto Cortés, La Ceiba, Puerto Limón et Colón). L'excroissance mexicaine de Chetumal devra attendre le début du 20ème siècle et fin de la guerre des Castes.

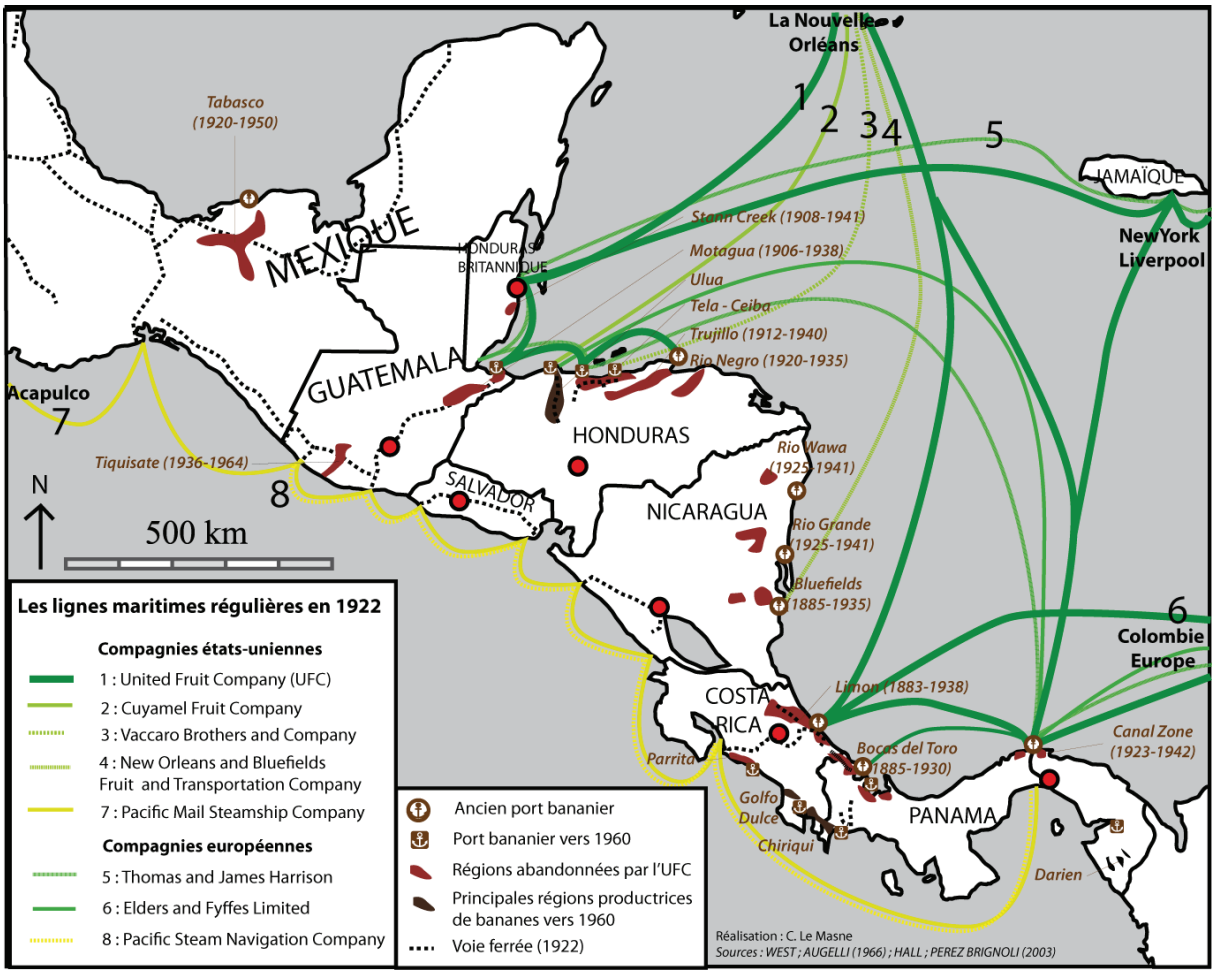
La construction la plus emblématique du début de la période est celle du chemin de fer costaricien. Entreprise en 1871 sous la forme d'un contrat classique entre le gouvernement costaricien et Henry Meiggs, citoyen états-unien, la construction du fer entre San José et Limón s'interrompt en 1882, faute de liquidités du côté centraméricain. En 1884, Minor C. Keith, neveu de Meiggs, obtient et signe un nouvel accord qui réduit l'investissement du

gouvernement costaricien. Il s'engage à terminer le chemin de fer contre une exonération pour 20 ans de taxes sur le fer et la banane et la concession pour 99 ans de 3 200 km² de terres vierges (un treizième de la superficie nationale).

Ce type de contrat qui limite au maximum les dépenses des Etats va servir de modèle dans la perspective de l'établissement de débouchés atlantiques. En 1899, le Costa Rica est le 2ème producteur mondial de bananes ; la même année naît *l'United Fruit Company* de l'union de Keith et de la *Boston Fruit*. Deux ans plus tard, la compagnie gère le service postal du Guatemala, avant d'y créer la *Tropical Radio and Telegraph Company* en 1913, qui lui assure le contrôle des télécommunications du pays. En 1930 l'UFCO exporte 100% de la production du Panamá, du Costa Rica et du Guatemala, et 73% de la production hondurienne, ne laissant que 27% à la *Standard Fruit*. Ces quatre pays représentent alors 47% des exportations mondiales. Le Honduras émerge à cette époque comme la république bananière par excellence, tant au niveau de la production agricole (30% des exportations mondiales en 1930) que par l'inféodation de ses dirigeants aux compagnies bananières. Si le gouvernement octroie des concessions aux concurrents de l'UFCO pour intégrer ses différents débouchés caraïbes à Tela, La Ceiba ou Trujillo, la liaison jusqu'à Tegucigalpa n'est jamais finalisée, et les compagnies se contentent de payer de maigres amendes pour compenser le non achèvement des voies.

Avec la chute du cours mondial à partir de 1930, conjuguée aux maladies de la banane, les plantations des façades caraïbes des différents Etats sont progressivement démantelées. L'UFCO conserve toutefois sa suprématie sans pour autant retrouver son lustre. Les différentes représentations cartographiques montrent bien dans quelle mesure les compagnies bananières, et principalement l'UFCO, surnommée la pieuvre verte, a durablement organisé la façade caraïbe de l'Amérique centrale (***carte 36***). La polarisation sur le littoral caraïbe est très nette ; elle traduit l'idée d'enclaves caraïbes déconnectées des avant-pays, notamment quand le chemin de fer transisthmique n'est pas réalisé, cas du Honduras, du Nicaragua et de Belize. La compagnie contrôle aussi la quasi-totalité de l'activité économique de la façade caraïbe, que celle-ci concerne les infrastructures de télécommunication (poste, télégraphe, radio) ou les liaisons maritimes avec les Etats-Unis. Les liens entre les investisseurs privés de l'*United Fruit Company* et le gouvernement états-unien sont considérables.

*Carte 36 : L'*United Fruit Company *dans la première partie du 20ème siècle*



2) Fer et banane : l'exemple du Honduras

Si l'organisation spatiale de la plupart des façades caraïbes des Républiques est héritée de cette domination de l'*United Fruit Company*, les vicissitudes de l'activité bananière au Honduras pointe néanmoins les fortes discontinuités spatio-temporelles de cette économie d'enclave. En 1875, le consul des Etats-Unis déplace le consulat de San Pedro Sula à Utila (îles de la Baie), car *« l'activité bananière y est intéressante et le commerce avec la Nouvelle Orléans prometteur »* ; dans les années 1880, les consuls rapportent que l'activité bananière se développe dans les villages « florissants » de l'intérieur du pays. [227] En 1889, le gouvernement hondurien accorde une exemption de taxes pour les bateaux venus chercher des bananes à Puerto Cortés. En revanche, on assiste dès 1901 au déclin des bananes à Utila et Roatán, qui s'explique en partie par la méfiance de Tegucigalpa envers ces populations essentiellement

[227] SOLURI, John, "People, Plants and Pathogens : the Eco-social Dynamics of Export Banana Production in Honduras, 1875-1950", in Hispanic American Historical Review, vol.80, n°3, 2000, pp. 463-501

noires. Cet événement démontre la capacité des Etats à influer sur les compagnies dans les débuts du processus.

A l'instar des autres zones de production des façades caraïbes centraméricaines, les producteurs locaux sont totalement dépendants des prix fixés par les compagnies qui commercialisent les bananes. Dès 1893, les *poquiteros* (petits producteurs indépendants) de Tela réclament le soutien du président général Leiva contre les abus des compagnies d'exportation.[228] Ces dernières, contre la promesse d'établir des voies de communication, obtiennent dans les premières années du siècle d'énormes concessions sur tout le littoral hondurien. Pour autant, jusqu'à la crise de 1929, le nombre de petits planteurs augmente aussi sur l'ensemble du littoral, à proximité des terres des différentes compagnies (*Standard, United Fruit Company, Cuyamel*). Bien que la plupart de ces paysans s'emploient de temps en temps auprès de la compagnie tout en cultivant des parcelles à proximité, les tensions se multiplient entre la *« compagnie étrangère, qui n'offre aucun futur »* et les nombreux *ranchers*, notamment autour de la clôture des parcelles et du devenir des *ejidos* (terres d'usage commun).[229] La rhétorique nationaliste partagée par de nombreux *poquiteros* progressivement marginalisés par le monopole sur la commercialisation ne dépasse pas l'échelle locale : les autorités nationales et les gouverneurs de province subissent sans discuter l'ascendant de la compagnie. Celui-ci n'est pas seulement dû à la puissance financière – et corruptrice – des compagnies, mais aussi à la fascination qu'exercent leurs prouesses technologiques (tracteurs, machines-outils, intrants chimiques…) sur un environnement rapidement domestiqué. [230]

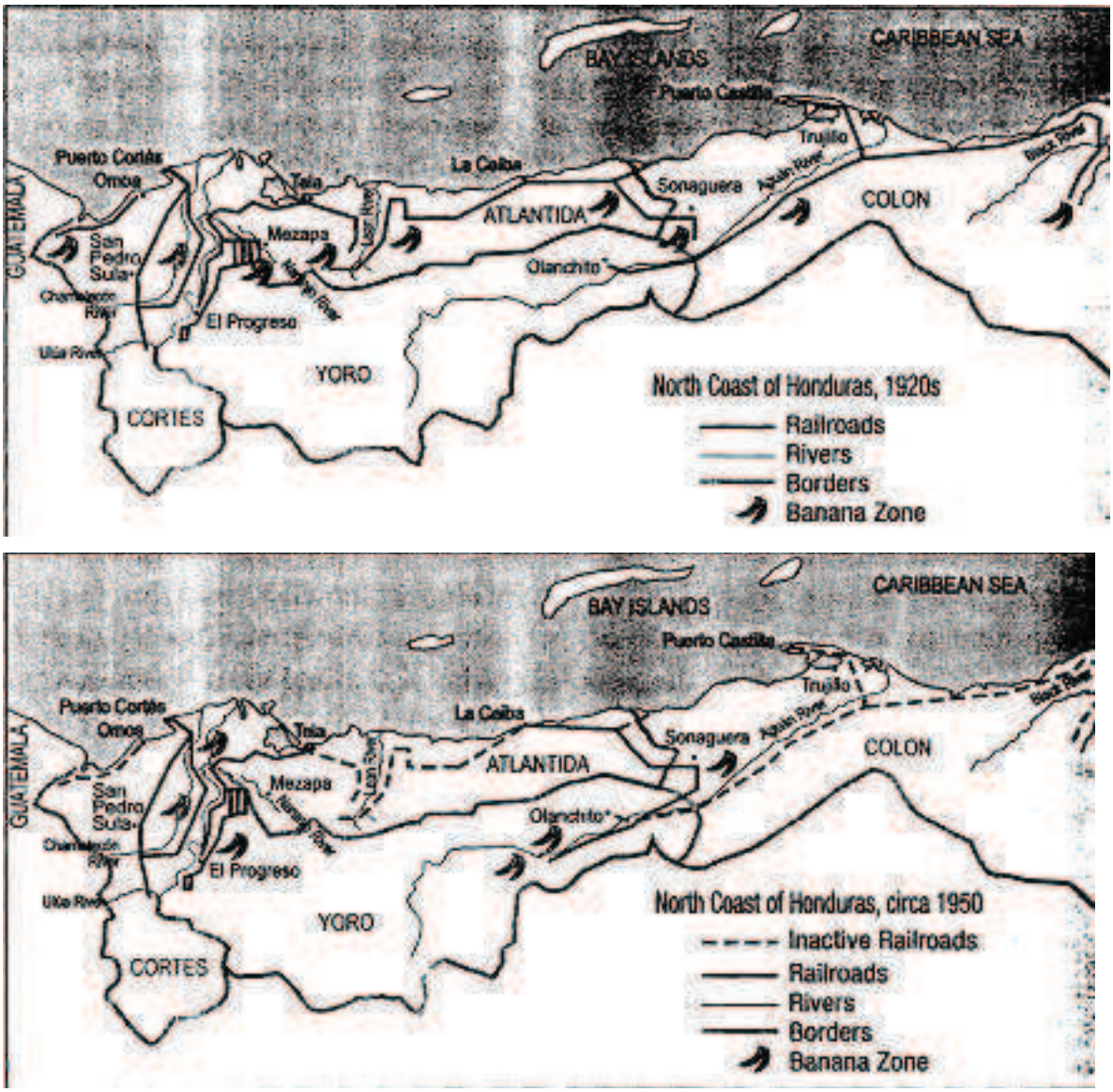
Si le Honduras est le premier producteur mondial à la fin des années 1920, les effets concomitants de la crise de 1929 et du mal de Panamá vont néanmoins conduire les compagnies à recentrer leur activité autour de La Ceiba et du département de Cortés. A Cuyamel, vers la frontière guatémaltèque, l'UFCO abandonne ses parcelles en 1933. Le paysage change. De nouvelles forêts réapparaissent, ainsi que des petites fermes aux plantations diversifiées de grains, plantains, ananas, cannes à sucre ou arbres fruitiers. Dans ces espaces périphériques, le déménagement des lignes de la compagnie constitue l'activité

---

[228] En 1899, 70% des planteurs ont moins de 7 hectares (*poquiteros*).
SOLURI, op. cit.
[229] SOLURI, op. cit. ; p. 480
[230] Les témoignages comparés de deux voyageurs nord-américains confirment l'impact paysager de l'activité dans le département de Cortés. En 1898, l'archéologue George Byron Gordon, descendant en canoë le rio Ulúa, considère que les gens, fidèles à la tradition *costeña*, laissent pousser et vivent comme des sauvages dans la jungle. Trente ans plus tard, le botaniste Paul Standley, traversant le pays en train, décrit l'endroit comme planté partout de monotones bananiers. Dans cette région qui devient progressivement le cœur économique du Honduras, ce paysage de monoculture va se maintenir durablement.
SOLURI, op. cit. ; p.482

principale de travailleurs désoeuvrés, comme autour de Trujillo : en 1937 le gouvernement autorise le démantèlement de la voie ferrée du rio Negro (***carte 37***). Au début des années 1940, Trujillo est totalement sinistrée. Le commerce y est devenu inexistant. Les populations reviennent vers le Cortés, ou l'UFCO parvient à maintenir une production élevée grâce aux intrants chimiques.

Carte 37 : Concessions bananières et voies ferrées dans le nord du Honduras



Source : SOLURI, 2000

L'occupation illégale des parcelles à l'abandon est organisée. Des pétitions circulent pour réclamer l'autorisation de cultiver les terres des compagnies ; la titularisation est souvent acceptée. La frontière reste en revanche toujours mince entre travailleurs de la compagnie et *poquiteros*. Faute d'accès aux marchés extérieurs, de moyens financiers pour lutter contre les

maladies, et du fait de la disparition des infrastructures, ces derniers sont finalement marginalisés par les grands planteurs, de plus en plus souvent des entrepreneurs nationaux.

En 1950, la stabilité géographique des zones de production est assurée. Les compagnies états-uniennes et les grands producteurs de la côte, souvent issus des élites terriennes des hautes terres, règnent en maîtres sur des espaces emblématiques du glissement de l'enclave impériale à l'interface ladina. La carte de Soluri montre bien la très forte versatilité de l'activité et des espaces concernés, induite par le système de la concession, la très forte mobilité de la main d'œuvre, voire celle des infrastructures. Cette mobilité n'est pas absolue, puisque dans le cas spécifique du Honduras, l'activité bananière s'est polarisée dans la vallée de Sula, autour de San Pedro, amorçant le transfert du centre économique du pays sur sa façade caraïbe.

3) Une organisation transisthmique pérenne

Le développement de ces lourdes infrastructures transisthmiques est principalement favorisé par le capital états-unien, bien que le phénomène diffère selon les Etats et les deux façades. L'axe mixte (route et fer) de Puntarenas, construit entre 1844 à 1846 sur le littoral pacifique du Costa Rica, est financé par l'impôt sur le café exporté.[231] Dans le cas du *Ferrocarril Interoceánico de Panamá* (1850-1855), développé par les Etats-Unis, c'est davantage l'intérêt de ces derniers que ceux des exportateurs qui motive le projet. Au Nicaragua, le fer arrive à Managua et Granada à la fin du 19ème siècle, tandis que les projets vers l'intérieur et les plantations de café de Matagalpa et Jinotega ne sont jamais achevés. Au Mexique, le chemin de fer relie Mexico à Veracruz en 1873 ; les *Ferrocarriles Unidos del Yucatán* sont concédés en 1874 et la ligne Mérida-Progreso inaugurée en 1881. En 1915, on compte 918 kilomètres de fer au Yucatán, principalement dans l'Etat du même nom, réseau qui passe sous contrôle fédéral en 1968. Sur la façade caraïbe yucatèque, aucun réseau ferré ne s'est développé, faute de bananeraies.[232]

La construction du canal de Panamá procède d'un phénomène similaire. Suite à l'échec des Français entre 1882 et 1889, les Etats-Unis reprennent le projet. Après s'être assuré de leur total contrôle sur l'infrastructure, ainsi que sur le nouvel Etat panaméen, dont ils favorisent l'indépendance en 1903, les ingénieurs états-uniens commencent un ouvrage

[231] GUTTIEREZ, Secundino-José, *Las comunicaciones en América, de la senda primitiva al ferrocarril*, MAPFRE, Madrid, 1993, 424 p.
[232] ELLIS, Frank, *Las transnacionales del banano en Centroamerica*, EDUCA, San José, 1983, 463 p.

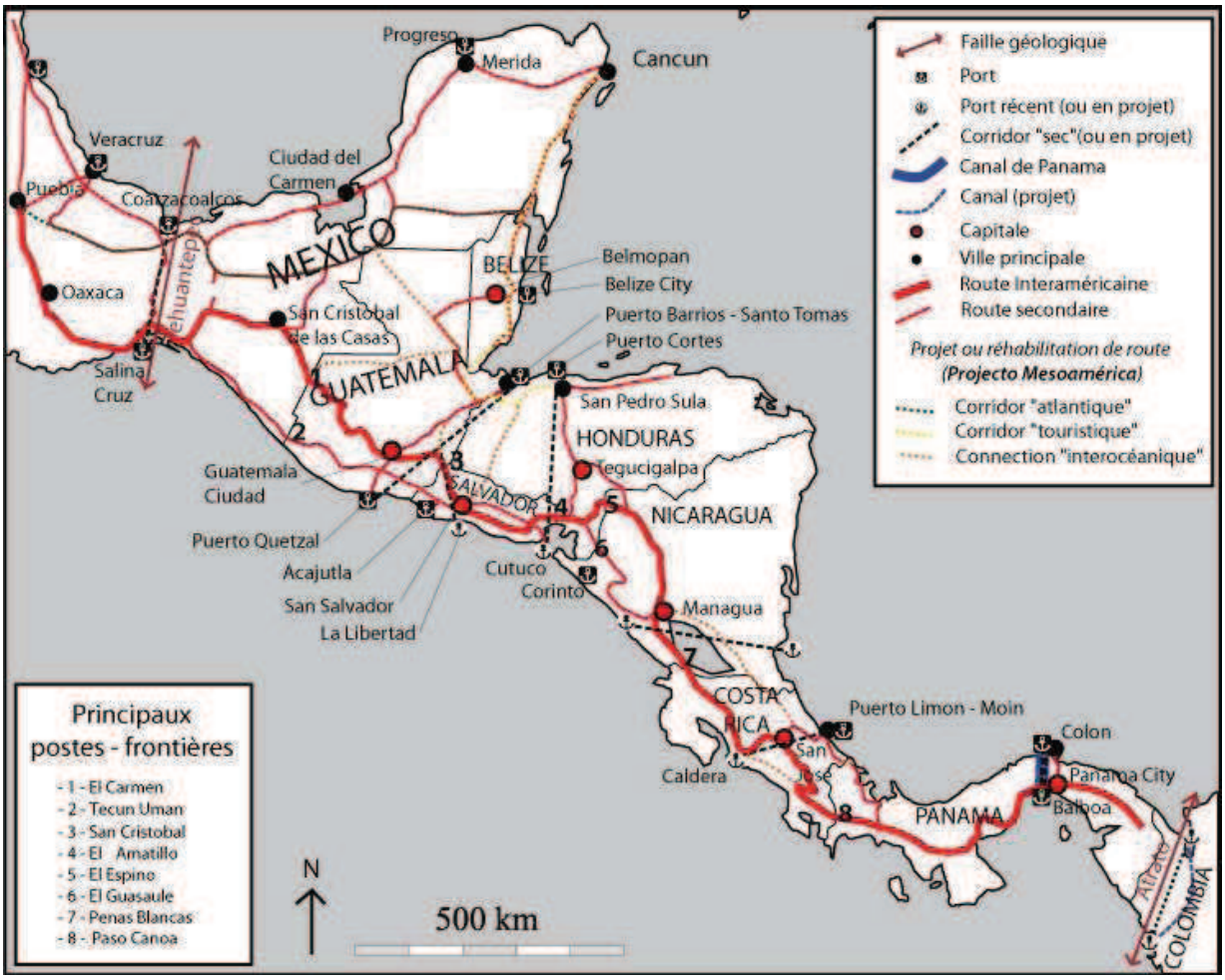
d'une décennie inauguré en 1914. Nous reviendrons plus longuement dans le chapitre 8 sur le canal de Panamá et le maintien, exceptionnel, de l'extraterritorialité de cette infrastructure.

Carte 38 : Les réseaux de transport en 1922

Source : *Historical Atlas of Central America*, 2003

La ***carte 38*** montre la très nette orientation transisthmique des axes de transport en 1922, au paroxysme de la domination des compagnies bananières. Près d'un siècle après l'Indépendance, il n'existe pas de voie ferrée transfrontalière et plus qu'une seule route carrossable entre des pays auparavant davantage interconnectés, comme entre le Salvador et le Guatemala. Ainsi, si les voies ferrées ont parfois été démantelées à la faveur du reflux économique des années 1930 et du départ de nombreuses compagnies bananières, ces dernières ont très sérieusement contribué à l'orientation spatiale de ces infrastructures, progressivement remplacées par des routes après la seconde guerre mondiale (***carte 39***). C'est autour de ces axes de pénétration que s'engage dans la seconde partie du 20ème siècle le processus d'incorporation des façades caraïbes aux logiques spatiales des Etats auxquels elles sont rattachées.

Carte 39 : Les infrastructures isthmiques à la fin du 20ème siècle



La mise en valeur des espaces caraïbes répond à une logique d'avant-pays, celle, impérialiste, des Etats-Unis. L'établissement d'une économie d'enclave sur le littoral caraïbe s'est effectué avec l'accord des élites centraméricaines, puisque dans bien des cas, cette répartition de l'espace sert les intérêts des oligarchies terriennes des hautes terres, par l'exportation de café par le rail vers les ports de la Caraïbe, puis la côte est des Etats-Unis ou l'Europe. Néanmoins, dans la mesure ou la liaison est aboutie, elle affermit la dépendance des pays centraméricains vis-à-vis des compagnies, et en premier lieu des Etats-Unis.

L'enclave, au-delà du lieu économique, s'est rapidement transformée en territoire social et politique. Ces vastes espaces ont accueilli de nombreux migrants, notamment des populations ultramarines, principalement originaires de Jamaïque, lorsque la main d'œuvre locale était en nombre insuffisant (canal de Panamá, chemin de fer costaricien, littoral de la Mosquitia). Ces migrations s'expliquent aussi par la volonté des compagnies de créer un

rapport de force favorable, que l'on retrouve dans une division du travail de la bananeraie – certes schématique – qui distingue des contremaîtres noirs et des ouvriers agricoles ladinos. A ce titre, l'enclave est aussi un espace social où s'élaborent des territorialités nouvelles, dans des configurations toujours singulières, mais qui échappent largement à celles du cœur de l'isthme centraméricain. L'enclave est aussi un espace politique, une base arrière des Etats-Unis, qui joue un rôle fondamental dans le maintien de sa tutelle politique sur les pays de l'isthme, sensible à travers les multiples occupations du Nicaragua entre 1911 et 1930 ou l'intervention militaire des Marines au Honduras en 1924, et qui se perpétue après-guerre avec le renversement du président guatémaltèque Jacobo Arbenz en 1954.

Progressivement, néanmoins, la convergence d'intérêts a abouti, dans la mesure où les objectifs des gouvernements centraméricains étaient conciliables avec la doctrine Monroe. Les axes transisthmiques ont vu le jour dans la plupart des pays centraméricains, dans des conditions assez différentes selon les milieux, les configurations spatiales ou les contextes politiques, et dont nous dresserons un panorama en fin de chapitre.

B/ Les reconfigurations économiques et géopolitiques du second 20ème siècle : l'émergence d'une dimension régionale interisthmique

Le fractionnement de l'Empire espagnol en un chapelet d'Etats disposant généralement de deux façades littorales constitue une rupture importante par rapport aux structures précolombiennes de l'isthme. Les relations entre le nord et le sud de l'isthme, caractéristiques du peuplement précolombien, s'étaient néanmoins déjà taries dans les échanges coloniaux. L'isthme colonial revêt effectivement une importance économique essentiellement stratégique, à travers l'axe transocéanique de Panamá. Cette orientation s'est trouvée amplifiée par les bouleversements géopolitiques du 19ème siècle : concurrence entre Etats d'un côté et fractionnement d'un pouvoir colonial en pouvoirs nationaux, émergence d'un Empire états-unien de l'autre, qui reprend le flambeau des puissances européennes. Les flux économiques qui organisent l'isthme, liés à l'exportation de bananes et de café, sont essentiellement transversaux, transisthmiques, ou interocéaniques, entre les deux océans états-uniens.

Cependant, cette influence subit des inflexions conjoncturelles au lendemain de la seconde guerre mondiale, lorsque les Etats parviennent à collaborer entre eux (Marché commun, G4) ou quand les institutions et les bailleurs de fonds internationaux prônent une intégration longitudinale, concrétisée dans des infrastructures d'envergure, comme la route interaméricaine, tronçon isthmique de la route panaméricaine achevé en 1967. Néanmoins, les conséquences spatiales de cette réorientation, sensible des années 1950 aux années 1970, ne concernent qu'indirectement la façade caraïbe.

Les Etats centraméricains sont depuis leur naissance confrontés à deux situations-types : s'unir entre eux ou s'allier avec les Etats-Unis. Ces deux options ont pourtant été récemment transcendées à travers le processus de globalisation et le paradigme du « régionalisme ouvert ». Si l'union économique entre les pays centraméricains reste un objectif formel, le système d'intégration régionale est affaibli par des accords économiques bilatéraux qui associent chacun des pays de l'isthme aux Etats-Unis ou à des acteurs régionaux (Mexique), latino-américains (Brésil), européens (Union européenne) ou asiatiques (Corée, Chine…).

Vis-à-vis de cette nouvelle concurrence multipolaire, liée à l'émergence d'acteurs globaux, Washington s'efforce de peser davantage politiquement et militairement. Ainsi, le Plan Puebla Panamá – devenu Projet Mésoaméricain – illustre cette nouvelle volonté géopolitique, associant développement économique et sécuritaire de l'isthme centraméricain, véritable cinquième frontière, dont la façade caraïbe constitue toujours un maillon faible.

1) L'intégration régionale et la mutation des structures productives

Dans les années 1950, à l'instar du processus d'unification européenne, les pays centraméricains tentent de concilier union politique et économique. L'Organisation des Etats d'Amérique centrale (ODECA), créé en 1955, consacre cette nouvelle ambition des 5 pays centraméricains « historiques ». Le volet économique constitue le fer de lance du processus : le Marché commun centraméricain (*Mercado Común Centroamericano* ; MCCA) réunit à partir de 1960 le Guatemala, le Salvador, le Honduras et le Nicaragua, puis le Costa Rica, qui les rejoint en 1962. L'objectif est de protéger cette zone de libre-échange de l'extérieur par des barrières douanières pour enrayer sa dépendance structurelle, en encourageant l'industrialisation par substitution des importations (ISI), limitée d'abord aux produits industriels de consommation. Si le MCCA a permis une hausse non négligeable des échanges

intra-régionaux (de 13,5 % en 1960 à 17,5 % en 1970), il a en revanche favorisé la contrebande et accru les déséquilibres régionaux au profit des pays « industrialisés », Guatemala et Salvador. La substitution des importations, en misant sur la création d'un tissu industriel régional, n'a pas réussi à triompher de la faiblesse industrielle de l'ensemble centraméricain. A la veille de la « décennie perdue » des années 1980, les différents participants peinent déjà à exporter leur production industrielle hors du MCCA. Les chocs pétroliers, tout comme les conflits qui éclatent un peu partout en Amérique centrale, ont eux aussi contribué à affaiblir un marché commun plombé par la récession.

Tableau 11 : Les exportations agricoles des pays centraméricains (1950-1979)

Valeur ajoutée des exportations de café, banane, coton et sucre, en millions de $ de 1970

	1950	**1960**	**1970**	**1979**
Costa Rica	62	69	135	165
Guatemala	94	152	206	345
Honduras	59	56	106	135
Nicaragua	24	41	100	153
Salvador	94	133	220	306
Total	333	451	767	1104

Source : BULMER-THOMAS, 1987

Hormis dans le val de Sula, qui commence à concentrer la plupart des investissements au Honduras, la façade caraïbe ne constitue qu'un terrain marginal dans cette nouvelle optique d'industrialisation. Néanmoins, les bouleversements des systèmes productifs qui s'opèrent sur les hautes terres ont des conséquences non négligeables sur le versant caraïbe concernant l'activité agricole (***tableau 11***). *« Le premier [mouvement de modernisation] correspond à la diversification des exportations agricoles des années 1950, où le coton, la canne à sucre et le bétail viennent compléter les deux produits qui avaient marqué la vie économique dans la première moitié du 20ème siècle : le café et la banane. L'industrialisation par substitution des importations, au niveau régional, constitue pendant la décennie 1960 une seconde période, qui, du fait qu'elle n'affectait pas les oligarchies agroexportatrices, a été considérée comme une redéfinition hybride du modèle exportateur primaire qui s'était implanté en Amérique*

centrale depuis le 19ème siècle. »[233] Les conséquences du boom économique de l'immédiat après-guerre sont importantes, puisqu'il s'accompagne d'un très fort essor démographique, rendu problématique par les mutations des structures agraires, et qui provoque partout un intérêt accru pour les terres vierges de la façade caraïbe matérialisé par l'expansion ladina.

Sur l'ensemble de la façade, on assiste ainsi à une requalification des concessions bananières, délaissées par les compagnies depuis la baisse de la demande consécutive au second conflit mondial. Après la seconde guerre mondiale, la production bananière repart à la hausse, mais les monopoles sont désormais moins puissants et les producteurs nationaux souvent associés. Le principe de l'enclave bananière s'efface progressivement, à mesure que les Etats reprennent leurs droits sur des territoires jusqu'alors régis de l'extérieur. Le droit national y est enfin appliqué. Les hôpitaux et les écoles passent progressivement aux mains de l'Etat au Panamá et au Costa Rica, ce dernier contrôlant dorénavant les voies ferrées dans l'Atlantique. Le territoire caraïbe est reconquis, d'un point de vue juridique, et l'Etat récupère dans une large mesure les moyens de production, à travers les infrastructures majeures, voies ferrées et port, qui sont généralement nationalisées, hormis dans le cas spécifique du canal de Panamá. Néanmoins, faute de capital suffisant, les Etats centraméricains laissent aux compagnies étrangères la maîtrise des filières de commercialisation.

La conquête des terres caraïbes est généralement encadrée par des politiques nationales. Le processus de colonisation des *tierras baldias*, c'est-à-dire inoccupées, prend cependant des formes distinctes et s'effectue selon des temporalités variées selon les pays. Au Guatemala, la très inégale répartition des terres explique le rôle précurseur du pays en Amérique centrale. La réforme agraire de Jacobo Arbenz a probablement permis, entre 1952 et 1954, la distribution de terres à 100 000 familles.[234] Mais la menace que fait peser le gouvernement guatémaltèque sur les réserves de terre de l'*United Fruit Company* – le département d'Izabal, fief de la compagnie, est de loin le plus touché, puisque il est prévu d'y redistribuer 41% des terres – convainc les Etats-Unis d'intervenir conjointement à l'oligarchie terrienne, qui s'estime spoliée, pour renverser le régime progressiste.

L'expression « réforme agraire » se transforme dès lors en tabou politique, accélérant par la même les politiques de lotissements sur la façade caraïbe. Dans le cas du Honduras, les deux se conjuguent étonnamment, dans les années 1970, sous la houlette de militaires

[233] PEREZ SAINZ, Juan Pablo, *Globalización y Comunidades en Centroamérica*, FLACSO, 2001 ; p. 189
[234] PEREZ BRIGNOLI, Hector, *Historia general de Centroamérica*, tome 5, Madrid, 1993 ; p. 65

progressistes. La situation agraire du Honduras est assez particulière, puisque les compagnies bananières du littoral caraïbe y contrôlent une part très importante de la terre depuis le début du 20ème siècle. Mais les vicissitudes de l'activité ont conduit les populations à occuper illégalement une grande partie de ces terres (11% en 1952).[235] La réforme agraire promulguée fin 1971 constitue pourtant davantage une politique de colonisation que de redistribution des terres : 72,5% sont des terres nationales ou *baldías*.[236] Le dispositif est finalement de faible ampleur, d'autant plus que les politiques agraires honduriennes ont constamment essayé de développer des coopératives agricoles tournées vers l'exportation (bananes, palmes…), négligeant par la même leur soutien à des petits paysans généralement laissés à eux-mêmes. Les autorités militaires se sont aussi attribué d'énormes concessions, comme dans l'Olancho.

Au Yucatán, la situation agraire étant moins alarmante, le plan gouvernemental est plus conventionnel. Pour développer les exportations agricoles, l'Etat fédéral mexicain accorde le statut d'Etat au Quintana Roo en 1974. En contrepartie, celui-ci doit accueillir des colons du centre du Mexique à travers un projet agricole ambitieux. [237] Le plan d'aménagement est rapidement revu à la baisse à cause de la corruption qui va dilapider la plupart des fonds destinés à l'installation des colons. Ces derniers retournent alors chez eux ou s'installent à Chetumal et Cancún.

Dans les trois pays du sud, la pression démographique se fait sentir plus tardivement que dans les autres pays de l'isthme. Dans l'Atlantique costaricien, une politique agraire consensuelle est mise en place après guerre, basée sur l'accroissement de la surface agricole du pays dans la zone nord, sur la titularisation progressive des parcelles occupées par les petits paysans, et sur le respect des terres des multinationales, dont une partie est rachetée par l'Etat à partir des années 1960. Au Nicaragua et au Panamá, les politiques agraires ont connu d'importants revirements, en fonction des régimes en place (somozistes, sandinistes, torrijistes…).

---

[235] PEREZ BRIGNOLI, op. cit. ; p. 57
[236] PEREZ BRIGNOLI, op. cit. ; p. 59
[237] Les principaux points du projet sont :
- remplacer l'autoconsommation par l'agro industrie,
- tirer profit des ressources locales inexploitées,
- transformer les ejidos sylvicoles en centres de production agricole et d'élevage,
- doter chaque communauté de tous les services publics,
- attribuer à chaque colon une petite superficie agricole personnelle,
- débloquer l'investissement fédéral pour développer l'élevage.

GAULTIER, Sébastien, *La migration rurale-rurale dans le Sud-Est mexicain et ses interrelations avec les nouveaux systèmes de production localisés : le cas de la Péninsule du Yucatán*, Thèse de 3ème cycle, soutenue en 2006 à Paris III, dir. de Mme Rivière d'Arc

Les années 1950 à 1970 constituent un tournant dans l'histoire des pays centraméricains : au-delà de l'importance de la croissance économique, on assiste surtout à une diversification des structures productives. Si le grand domaine agricole des hautes terres ou la bananeraie des basses terres restent des structures de production importantes, la pression sur la terre s'accroît fortement. Surtout, l'émergence de nouvelles classes socio-économiques (industriels, petite paysannerie, moyenne bourgeoisie commerciale urbaine…) tranche avec les périodes précédentes.

Ces mutations économiques ont évidemment des répercussions dans des domaines multiples : politiques, sociaux, mais aussi spatiaux. Certains pays s'efforcent de mettre en place de véritables Etats providence, phénomène avorté au Guatemala mais abouti au Costa Rica. L'ombre de Washington pèse néanmoins toujours sur les gouvernements centraméricains et le pluralisme politique s'en ressent nettement. Les dictatures militaires essaiment en Amérique centrale, contribuant d'une part à radicaliser la contestation politique, et d'autre part à négliger des inégalités sociales accentuées par la croissance économique.

En revanche, les Etats centraméricains se structurent véritablement, parvenant même à s'organiser à travers un processus qui trouve ses racines dans l'idéologie « cépalienne » qui émerge à partir des années 1950 en Amérique centrale. La route panaméricaine, véritable colonne vertébrale isthmique achevée à la fin des années 1960, pose les jalons d'une future union économique centraméricaine. Signe du reflux des velléités intégratrices régionales, elle reste, un demi-siècle après son achèvement, la seule infrastructure longitudinale majeure. Les façades caraïbes deviennent des objectifs prioritaires pour les régimes en place, jouant surtout le rôle de palliatif à l'inégale répartition des terres dans le cœur de l'isthme. Les axes transisthmiques initiées par les voies ferrées des compagnies bananières sont ainsi fréquemment doublés par des routes goudronnées, qui pénètrent à partir des années 1970 des territoires jusqu'alors inexplorés par les compagnies bananières. Les façades caraïbes restent néanmoins des espaces spécifiques, marquées par l'influence extérieure, toujours palpable à travers la diversité ethnique de ses populations. Pourtant, ces territoires sont progressivement rattachés au cœur de l'isthme, plus ou moins violemment, générant là encore d'importantes frustrations, qui vont jouer un rôle décisif dans les guerres internes des années 1970 et 1980.

2) Le processus de globalisation et le retour à l'extraversion

Le « régionalisme ouvert »

Dans les années 1990, *« le discours cépalien s'infléchit et diffuse le message ambigu du « régionalisme ouvert » »*.[238] Dans les faits, le MCCA est affaibli par les ambitions d'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et la multiplication des accords bilatéraux par branches avec des pays situés en dehors du MCCA. Le SICA (*Sistema de la Integración Centroamericana*) prend en 1991 le relais de l'ancienne ODECA en intégrant successivement le Panamá, Belize et la République dominicaine tandis que la traité fondateur du MCCA est révisé, avec pour objectif de rejoindre la fameuse Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), prévue pour 2005. De nombreux organismes à vocation économique ou sociale sont affiliés à ce nouveau cadre juridique, comme le SIECA (*Secretaria de Integración Economica Centroamericana*) ou l'ALIDES (*Alianza para el Desarrollo Sostenible*). Le volet politique est le parent pauvre de cette réforme. Les institutions centraméricaines disposent toujours de compétences réduites, comme la Cour centraméricaine de Justice, dont les arbitrages restent généralement lettre morte. Le Parlement centraméricain, institué en 1987, n'intègre ni Belize ni le Costa Rica, mais la République dominicaine y siège depuis 2004, tandis que le Panamá s'est retiré de ce PARLACEN en 2009.

Ce statu quo traduit bien le glissement opéré dans les années 1990, où l'industrialisation par promotion des exportations prônée par l'union régionale est de fait fragilisée par les accords de libre-échange. Si les Etats-Unis n'ont pas directement court-circuité le MCCA, ils ont rendu son action caduque en multipliant les accords bilatéraux avec les différents pays centraméricains et en militant pour la baisse des barrières douanières des blocs régionaux (MERCOSUR, MCCA, CARICOM). La non participation du Panamá au MCCA s'explique aussi par le statut de sa zone spéciale, aux seules mains des Etats-Unis jusqu'aux accords de 1977. Les traités de libre-échange se multiplient avec les Etats-Unis, dont l'un, commun aux différents pays de l'isthme et défini par l'accord DR-CAFTA (*Dominican Republic – Central America Free Trade Agreement*, ou simplement TLC, traité de libre-échange), est basé sur le principe de l'ALENA et entériné par les Etats-Unis en 2005. Malgré la signature de ce traité ultra-libéral, Washington continue à appliquer des mesures protectionnistes sur sa propre production agricole. Le chapitre 10 du traité introduit d'ailleurs une nouveauté en droit international, puisqu'un investisseur privé peut obtenir l'arbitrage de

[238] DEMYK, op.cit., 2002 ; p. 248

son pays d'origine et l'application de sa législation nationale contre un Etat cherchant à l'exproprier : cette disposition sur mesure pour les compagnies minières nord-américaines nous ramène un siècle en arrière, à la logique de l'enclave.

Les accords bilatéraux avec les pays émergents se sont multipliés, comme avec le Mexique, ainsi que des combinaisons étonnantes, comme le Traité de libre-échange signé entre Taiwan, le Honduras et le Salvador début 2008. Belize, membre du marché commun caraïbe, le CARICOM, et à ce titre bénéficiant des faveurs du régime ACP, a récemment signés des accords en ce sens avec son voisin guatémaltèque. [239] Les grandes puissances asiatiques, Chine et Inde, utilisent cette arme économique, la seule à même de contrecarrer l'influence de l'Empire états-unien. Costa Rica et Chine effectuaient fin 2009 le cinquième tour de table en vue de la signature d'un Traité de Libre-échange. L'Union Européenne, dont le commerce extérieur avec l'Amérique centrale est inférieur à 0,5%, bien qu'elle y ait joué un rôle géopolitique majeur de médiateur durant la décennie 1980, s'est récemment intéressée aux pays de l'isthme et vise un accord d'association (AdA).

La réorientation des structures productives nationales vers l'exportation

Les Investissements directs à l'étranger (IDE) constituent un élément d'appréciation du degré d'ouverture des économies des pays centraméricains : les flux ont pratiquement décuplé entre 1995 et 2007, année record selon la CNUCED (***Tableau A ; Annexe 3***). Les 7 milliards d'IDE captés en 2007 par les Etats centraméricains l'ont été pour plus de la moitié au Panamá et au Costa Rica. Comparé aux 1537 milliards investis dans le monde, dont 125,8 pour l'ensemble Amérique latine et Caraïbes (environ 37 milliards pour chacun des deux pays émergents : Brésil et Mexique), ce chiffre est légèrement en dessous de la moyenne rapportée à la population centraméricaine.[240] Les trois principaux secteurs qui accueillent des IDE dans la région sont les industries extractives, les usines d'assemblage (maquiladoras) et le tourisme, devant la pêche, l'exploitation forestière ou les nouvelles cultures d'exportation (citriques, plantes ornementales…). Nous reviendrons d'ailleurs plus longuement, dans le

[239] Le CARICOM (*Carribean Community*) est né en 1973, sur les mêmes principes que le MCCA. L'étroitesse du marché intérieur a là aussi considérablement pénalisé le marché commun. Il rassemble 15 Etats insulaires de la Caraïbe, dont trois Etats « continentaux » (Belize depuis 1974, Surinam et Guyana).
Les Pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) bénéficient d'une exonération de droits de douanes vers le marché européen sur certaines exportations agricoles. Ce statut, obtenu lors de la Conférence de Lomé de 1975 et depuis farouchement combattu par les pays centraméricains, est néanmoins en voie de démantèlement.
[240] *Communiqué de la CNUCED*, 1/8/2008
[http://www.unctad.org/Templates/Webflyer.asp?docID=9439&intItemID=1634&lang=2&print=1]

huitième chapitre, sur les implications sociales de ces nouveaux secteurs d'activité et sur la proximité qu'ils entretiennent avec l'économie d'enclave.

Une part très importante des IDE est destinée aux zones franches industrielles d'exportation ou maquiladoras (ZFIE), qui font figure de fer de lance des économies centraméricaines. Les zones franches, espaces où les marchandises étrangères pénètrent librement, sans paiement de droits ni formalités, sont spatialement limitées et bénéficient d'incitations à l'investissement (exonérations d'impôts sur les sociétés, de charges, de TVA…) en contrepartie de l'obligation pour l'entreprise d'exporter sa production, essentiellement vers l'Europe, les Etats-Unis ou le Japon. Il faut distinguer les zones franches commerciales, basées sur la réexportation et jouant sur une certaine opacité, comme à Colón, des zones franches industrielles, les maquiladoras. Ces dernières essaiment d'abord sur la frontière nord du Mexique en reprenant le modèle des Tigres asiatiques avant de s'implanter dans tout le bassin caraïbe. On distingue plusieurs générations de maquiladoras, selon la nature du travail et les technologies utilisées : la première phase consiste en un assemblage assez rudimentaire, proche du taylorisme, la seconde en un système de production organisé sur le modèle japonais, tandis que la troisième vague s'éloigne de plus en plus de la production pure, y adjoignant fréquemment une fonction de conception.

Hormis au Costa Rica, c'est surtout le travail d'assemblage qui prédomine dans l'isthme centraméricain : pièces automobiles, électronique, textile… *« En Amérique centrale, fin 1996, l'industrie maquiladora avait créé environ un quart de million d'emplois directs, ce qui représentait de 25 à 30% de l'emploi formel de la région. En 2001, les exportations maquiladoras représentaient en Amérique centrale 56% des exportations totales et 50% des exportations manufacturières, avec des exemples criants comme Intel qui représentait 37,7% des exportations du Costa Rica, soit 2,5 milliards de dollars. »*[241] La part des maquilas dans la production industrielle costaricienne est ainsi passée de 10% en 1995 à 43% en 2007. Cette situation est néanmoins assez spécifique au Costa Rica, dans un pays marqué par la stabilité politique et un développement plus équilibré. L'entreprise Intel, installée depuis 1996, compte toujours pour 20% des exportations totales du pays en 2005, et emploie à la même période 2900 personnes, dont les salaires sont 50% plus élevés que dans d'autres branches industrielles.[242] Au Panamá, les investissements étrangers sont essentiellement dirigés vers la zone franche du canal.

---

[241] HUALDE ALFARO, Alfredo, "¿Existe un modelo maquilador ?", Nueva Sociedad, 184, 2003, pp. 86-101
[242] *The impact of Intel in Costa Rica*, Banque mondiale, 2006, 54 p. ; p.16

Si les maquilas ont à leurs débuts permis de doper les exportations, leur part dans celles-ci recule néanmoins légèrement entre 2000 et 2007, à part au Nicaragua, très en retard par rapport à ses voisins (***Tableaux B, C, D, E ; Annexe 3***). La crise aux Etats-Unis et la concurrence du Mexique depuis son entrée dans l'ALENA en 1994 expliquent aussi cette stagnation. Ainsi, la part du secteur industriel dans les PIB des pays de l'isthme reste plutôt faible : elle oscille entre 18,1% et 19,7% entre 1995 et 2007.[243] Le secteur agro-industriel, qui s'est aussi beaucoup développé durant cette période dans les pays centraméricains, compte pour une part importante de ces exportations.

Les maquiladoras sont emblématiques du renouveau de l'économie d'enclave et du rôle majeur que tiennent les firmes multinationales, notamment autour de San Pedro Sula, devenu le cœur économique du Honduras. Elles sont néanmoins généralement situées dans les métropoles centraméricaines des hautes terres, hormis au Honduras, où l'Association hondurienne des maquiladoras (AHM), très puissante, se targue d'être le premier exportateur mondial de chaussettes en 2008 (19% des exportations mondiales, contre 17% au Pakistan).[244] En dépit d'une extraversion importante, Robinson pointe, au cours des années 1990, l'essor d'une nouvelle classe entrepreneuriale *« plus intégrée dans la production transnationale que l'ancienne oligarchie ».* [245] Le ***tableau 12*** montre en effet la mixité des capitaux de la maquiladora.

Tableau 12 : L'origine du capital des maquiladoras au milieu des années 1990

Pays de production	Origine du capital des maquiladoras (en %)				
	National	Etats-unien	Coréen	Autre asiatique	Autre*
Costa Rica	21	60	2	2	16
Guatemala	43	9	44	2	2
Honduras	32	36	21	10	1
Nicaragua	16	32	16	32**	15
Salvador	65	11	8	6	10

* Majoritairement centraméricain et européen
** Majoritairement taïwanais

Source : ROBINSON, 2003

[http://www.fdi.net/documents/WorldBank/databases/investing_in_development/intelcr/casestudiesIntel.pdf]

[243] Pour les 5 pays « historiques », la fourchette oscille entre 15 et 25 % entre 1995 et 2007. Le Panamá, du fait du statut particulier de la zone libre de Colón, voit la part de son secteur industriel passer de 12,1 à 6,5% de son PIB total entre ces deux dates.
Istmo centroamericano : estadísticas del sector manufacturero y de la industria de exportación, CEPAL, 2009

[244] *La Prensa* (Honduras), 23/4/2009

[245] ROBINSON, op. cit. ; p. 165

Cette participation des entrepreneurs nationaux ne doit pas masquer que l'activité renforce la dépendance des pays exportateurs. La captation des IDE constitue l'un des objectifs prioritaires des Etats du monde entier, et notamment des élites centraméricaines installées au pouvoir. On assiste une nouvelle fois à une concurrence intra-régionale entre les différents Etats pour accueillir ces capitaux. Le droit du travail y est bien évidemment considéré comme un facteur limitatif aux investissements étrangers. Ainsi, le Nicaragua « sandiniste » d'Ortega fait valoir ses faibles coûts pour accueillir les nouveaux investisseurs, tirant vers le bas les salaires et les conditions de travail des ouvriers du reste de l'isthme.[246] Malgré une croissance économique importante, la concurrence entre les pays de l'isthme, liée à leur dépendance structurelle, œuvre une nouvelle fois au détriment du développement des pays centraméricains.

L'extraversion croissante des économies centraméricaines a renforcé le caractère transisthmique des infrastructures de chacun des pays, souvent requalifiées en « corridors de développement ». La façade caraïbe a évidemment pris une place importante dans ce processus, marqué par la requalification des infrastructures portuaires – et une concurrence exacerbée entre les différents ports – mais aussi par la densification des réseaux routiers des arrière-pays, dans les zones agroexportatrices, ou par l'émergence d'un réseau d'aéroports reliant les principales destinations touristiques aux hubs de San José, Cancún, et surtout Miami.

3) Le Plan Puebla Panamá (Proyecto Mesoamérica) : une reconfiguration régionale sous l'égide des Etats-Unis

Dans les années 1990, le contexte général latino-américain ne vit plus à l'heure de la guerre froide, et les Etats-Unis ne distribuent plus les bons points ostensiblement, comme c'était le cas dans les années 1980, lorsque la « guerre de basse intensité » faisait rage ou qu'éclatait l'*Irangate*.[247] Depuis le renversement du général Noriega par l'opération *Just Cause* en 1989, le grand voisin évite d'intervenir trop directement dans les affaires internes

[246] Les politiques d'ajustements structurels prônées par le FMI avaient déjà permis de privatiser l'ensemble du système de production et des services. Au Nicaragua, la fuite en avant est d'autant plus rapide que le système social sandiniste a été annihilé en moins de 10 ans, notamment sous les présidences Bolaños et Alemán. Pour des Etats exsangues financièrement, ces privatisations – émaillées de nombreux conflits d'intérêts ou faits de corruption – constituent aussi des preuves de leurs bonnes dispositions à l'égard des institutions financières internationales et de Washington.

[247] L'affaire de l'*Irangate* éclate en 1986. Des proches du gouvernement états-unien ont utilisé les commissions occultes de ventes d'armes à l'Iran pour financer la Contra nicaraguayenne. Ce volet illégal de la lutte contre les Sandinistes était assorti, tout à fait légalement, d'un renforcement de la collaboration militaire entre le Honduras et les Etats-Unis, dont les forces armées s'entraînaient à quelques kilomètres de la frontière nicaraguayenne.

des pays de l'isthme. La fin du 20ème siècle est marquée par un désengagement politique et militaire des Etats-Unis, sensible sous les présidences Clinton : elle rend caduque la concurrence politique entre Etats centraméricains, puisque l'affiliation à la superpuissance du Nord induit de moins en moins d'avantages pour les oligarchies centraméricaines au pouvoir. La fin du spectre soviétique et l'agonie programmée de Cuba ont temporairement retiré leur intérêt géostratégique aux Etats d'Amérique centrale.

Si dans les années 1990, les pays d'Amérique centrale sont majoritairement ancrés à droite, notamment au Guatemala, où les accords de paix ont été suivis par la quasi disparition des partis de gauche, l'entrée en scène de Chávez sur la scène latino-américaine ranime l'intérêt que portent les Etats-Unis à leur arrière-cour, divisée en bons et mauvais élèves suivant qu'ils adhèrent ou non à l'initiative bolivarienne.[248] Les partis nationalistes (Panamá, Honduras), ceux des anciens guérilleros (Nicaragua, Salvador), voire des coalitions hétéroclites se définissant comme progressistes (celle d'Alvaro Colom au Guatemala) se sont installés au pouvoir entre 2005 et 2009, remettant parfois en cause la doxa imposé par les Etats-Unis.[249] Ainsi, le coup d'Etat du 28 juin 2009 au Honduras a semble-t-il été mené avec la bénédiction de l'ambassadeur états-unien en place, Hugo Llorens, nommé sous la présidence Bush.[250] Derrière ce coup d'Etat militaire, le premier depuis la fin de la guerre froide, de nombreux observateurs croient discerner les réseaux politico-militaires dormants, qui avaient toute latitude sous l'administration Bush, et qui pourraient se réveiller si Obama venait à ne pas arborer assez fièrement son « *big stick* ».

---

[248] L'ALBA (Alternative bolivarienne pour les peuples d'Amérique) est une organisation internationale créée en 2004 sous l'égide de Cuba et du Venezuela, bientôt rejointe par la Bolivie de Morales (2006), puis le Nicaragua d'Ortega (2007), l'Equateur de Correa (2009) et quelques îles des Caraïbes, ainsi que le Honduras d'un Zelaya aux motivations encore vagues (2009-2010). L'objectif de cette alliance des peuples d'Amérique, dont les échanges sont encadrés par un TCP (Traité de commerce des peuples), est de combattre la mondialisation ultralibérale, grâce à une intégration économique respectueuse des peuples, par la mise en place d'une monnaie commune, le Sucre, ou d'entreprises *gran-nacionales* à capitaux pluriétatiques pour lutter contre les multinationales. Les garanties bancaires et énergétiques sont en partie assumées par l'économie vénézuélienne, fondée sur le pétrole.

[249] C'est pourtant surtout de discours ou de représentation qu'il s'agit. Mauricio Funes, le président salvadorien issu du parti des guérilleros (FMLN), est surtout affilié au président Lula (Brésil). Les politiques économiques restent toujours aussi libérales et le Nicaragua « sandiniste » multiplie les zones franches.

[250] Ce coup d'Etat constitue une piqûre de rappel des liens étroits entre diplomatie états-unienne et oligarchies – notamment militaires – en Amérique centrale. Il témoigne aussi de l'incapacité du Honduras à sortir d'une crise quasiment existentielle, qui a toujours vu des pouvoirs extérieurs dicter la loi de ce bout d'isthme. Pourtant, rien ne disposait Zelaya, le propriétaire terrien libéral, élu sous cette bannière, à rejoindre Castro et Chávez dans le pied de nez aux Etats-Unis que constitue l'ALBA. Sinon que depuis que les Etats-Unis ont cessé le financement du Honduras, justifié par la lutte contre le sandinisme au Nicaragua, la traditionnelle instabilité du pays s'est renforcée, occasionnant pour la première fois de son histoire un basculement idéologique de Tegucigalpa.

Le Plan Puebla Panamá (PPP) s'inscrit résolument dans cette lignée du redéploiement des intérêts états-uniens sur sa frontière sud. Il a été présenté en 2001 par l'initiative conjointe des gouvernements des Etats-Unis et du Mexique, puis renommé *Proyecto Mesoamérica* en 2006, suite à l'adhésion de la Colombie. C'est un projet supranational d'intégration économique, comprenant des politiques de coopération, notamment sécuritaires, visant à lutter efficacement contre les flux migratoires illégaux venus du sud.[251] Le plan se veut aussi un modèle de lutte contre les économies parallèles, notamment celles des mafias de la drogue à l'échelle du continent nord-américain. Le programme de développement économique est surtout basé sur la construction d'infrastructures majeures entre le sud du Mexique et le Darién, en désenclavant les régions périphériques afin de combattre le sous-développement. La façade caraïbe de l'Amérique centrale est particulièrement ciblée par ce dispositif.

Le plan états-unien présente une spécificité nouvelle, puisqu'il intègre pour la première fois la dimension interisthmique et longitudinale de l'Amérique centrale. Auparavant, les projets de développement s'étaient surtout focalisés sur les corridors de développement transversaux, dont l'amélioration reste néanmoins à l'ordre du jour, qu'il s'agisse du nouveau corridor honduro-salvadorien (Puerto Cortés – Cutuco), de celui de Tehuantepec ou de l'élargissement du canal, déjà en cours. Le PPP table donc sur de nouveaux axes transfrontaliers, comme entre Belize, le Guatemala et le Yucatán, ou le Costa Rica et le Panamá.

Le projet, dont les premières réalisations tardent à se faire sentir sur la façade caraïbe, propose d'articuler ces infrastructures aux nouvelles activités économiques du « troisième millénaire ». Ainsi, les plans de développement touristique se sont multipliés dans le monde maya, sans grand bouleversement, tandis que l'expropriation des petits paysans du Mexique installés sur le tracé des futures routes a débuté. On assiste d'autre part à des réinvestissements massifs dans les activités minières ou les concessions forestières, quand ce n'est pas à des tentatives de brevetage des spécificités floristiques de la façade. Le plan a suscité une opposition majeure des acteurs locaux de chacun des Etats (communautés indigènes, paysans sans terres, écologistes…), soutenus par de nombreux acteurs globaux (ONG, ALBA…). En dépit de leurs nouvelles orientations idéologiques, les dirigeants centraméricains ont bien accueilli le projet et continuent de priser le renforcement tout

[251] Le plan est constitué de huit initiatives : Energie, Transport, Télécommunications, Tourisme, Facilitation des échanges commerciaux et hausse de la compétitivité, Développement humain, Développement soutenable, et Prévention des risques naturels.

azimuts des infrastructures, notamment lorsqu'elles permettent le recul de leur propre ultime frontière, celle de la façade caraïbe (***carte T ; annexe 3***).

Malgré la structuration interne et externe des mouvements contestataires, les Etats centraméricains sont de plus en plus intégrés aux différents réseaux économiques par l'afflux du capital des multinationales sur leurs territoires, mais aussi par les prêts contractés auprès des institutions internationales, FMI, Banque mondiale, ou Banque interaméricaine, dont la connivence idéologique avec les Etats-Unis n'est plus à démontrer. Ainsi, directement gérée par le gouvernement états-unien, *« l'USAID, devenue un Etat dans l'Etat, oriente l'économie hondurienne vers un système néo-libéral qui heurte souvent le nationalisme de ses habitants »*.[252] L'embargo cubain, dernier reliquat américain de la guerre froide après le retour du Nicaragua à la « raison », démontre bien le rôle que jouent les Etats-Unis dans ces réseaux globaux. Le redéploiement des bases américaines au Panamá (2009) et en Colombie témoigne du souci récurrent de Washington de contrôler cette cinquième frontière.

Le pouvoir global, afin d'établir son influence sur ces territoires, utilise dans la plupart des cas le relais des acteurs centraméricains. Les élites au pouvoir acceptent ce qui devrait pourtant constituer pour eux une ingérence profonde dans leur souveraineté, ainsi qu'un frein à l'intégration régionale de l'isthme, dont on peut légitimement se demander si elle est vraiment souhaitée par ses dirigeants. Bien qu'il faille noter une multiplication des investissements économiques continentaux (Mexique, Brésil, Venezuela) et extra continentaux (coréens, chinois, européens…), les Etats-Unis continuent à largement assumer le volet militaire et politique de ce pouvoir global. En Amérique centrale, la proximité entretenue avec Washington conditionne le degré d'insertion à la globalisation. Pour ce faire, les Etats-Unis disposent d'une force de persuasion économique, politique, militaire, mais aussi culturelle, qu'ils hésitent rarement à mettre en œuvre. Le Costa Rica, exemple de démocratie libérale aboutie depuis un demi-siècle, l'est devenu en délégant sa sécurité militaire aux Etats-Unis ; il est pour cette raison parfois qualifié de 52ème Etat, à l'instar de l'Etat associé de Porto Rico. Après l'échec sandiniste, les tentatives d'opposition aux Etats-Unis sont davantage formelles qu'effectives, comme en témoigne des modèles économiques nationaux ouverts à la seule logique des marchés.

[252] MUSSET, op.cit., 1998 ; p. 85

C/ Infrastructures et villes des façades caraïbes

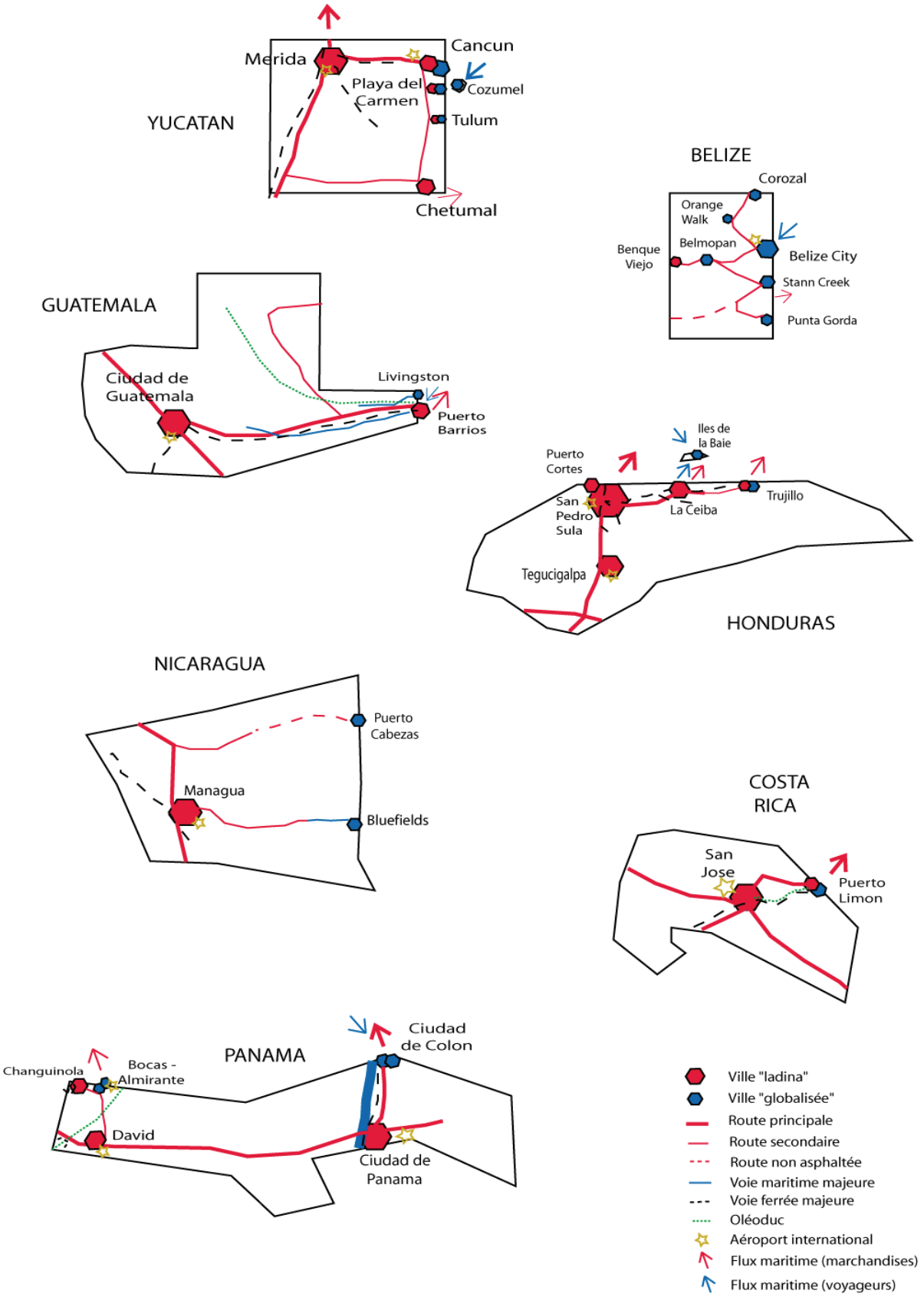
La représentation cartographique des principales villes et infrastructures fait apparaître l'organisation spatiale des différentes façades caraïbes des Etats (***figure 4***). Cette architecture nous informe sur la manière dont chacun des Etats nationaux a organisé – ou laissé organiser – ces nouveaux espaces en fonction d'un jeu d'influence entre élites nationales (dont on a noté qu'elles étaient de plus en plus transnationales au cours du 20ème siècle), acteurs globaux (principalement états-uniens, à travers les firmes devenues multinationales) et acteurs locaux (qui émergent progressivement, parfois grâce au soutien des réseaux globaux des ONG).

A l'instar du canal de Panamá, infrastructure « nationale » tardivement et partiellement réincorporée, la plupart des pays disposent de corridors transisthmiques, parfois qualifiés de « canals secs », comme à Tehuantepec. La mise en place de ces axes structurants fait appel à des processus similaires dans l'isthme à l'exception du Mexique, répondant d'abord à une logique d'avant-pays, celle de l'enclave, à laquelle on associe une territorialité ultramarine déconnectée de celle des hautes terres. Progressivement, la réalisation de ces corridors de développement a conduit à une modification des structures ethniques, sociales et territoriales de l'enclave, par l'intermédiaire, notamment, de la migration ladina.

Sur les façades caraïbes, ces territoires d'interface entre avant et arrière-pays ont été différemment gérés selon les pays et les périodes. Chaque Etat a participé, selon ses moyens politiques et ses priorités économiques (importation ou exportation d'énergie par les oléoducs, de produits agricoles, industriels), à l'aménagement d'espaces qui centralisent les flux humains et matériels sensibles sur notre espace. Les processus et les temporalités qui président à cette conquête de la façade permettent généralement de saisir l'équilibre entre acteurs nationaux, globaux, et parfois locaux.

Les espaces urbains sont eux aussi assez révélateurs du degré de contrôle de l'Etat national sur la façade caraïbe. Les villes sont généralement récentes, et surtout rares : on en dénombre seulement 14 de plus de 25 000 habitants sur l'ensemble de la façade, et plus des deux tiers de ces urbains vivent au Honduras. Les espaces urbains témoignent assez bien des reconfigurations économiques (infrastructures portuaires, aéroportuaires, touristiques), mais aussi des recompositions socio-ethniques sur chacune des façades (ségrégation spatiale, ethnique), ou de l'absence de coopération politique entre les Etats (pas de dynamiques transfrontalières officielles).

Figure 4 : Villes et infrastructures sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale



Note : les infrastructures de la façade caraïbe sont plus détaillées que celles de la partie centrale et de la façade pacifique des Etats de l'isthme

1) Les infrastructures des façades caraïbes : des configurations nationales diversifiées

La lente incorporation du Yucatán aux logiques fédérales[253]

Le développement du Yucatán, région excentrée du Mexique, s'est effectué hors du contrôle de l'Etat fédéral, qui a longtemps laissé toute latitude à la bourgeoisie de Mérida. En effet, la façade caraïbe ne revêt pas pour l'Etat mexicain la même importance que pour les pays de l'isthme, étant donné qu'il existe déjà un débouché vers les Etats-Unis par le Golfe du Mexique. L'Etat du Yucatán a donc longtemps centralisé toutes les infrastructures majeures, tenant en quelque sorte le rôle que jouent les hautes terres des pays de l'isthme vis-à-vis de la façade caraïbe, ici représentée par l'Etat du Quintana Roo. Le Yucatán s'est construit de manière autonome par rapport à l'Etat central jusqu'à la fin du 19ème siècle, qu'il s'agisse de cycles socio-économiques différents du reste du Mexique (henequen, chiclé) ou d'une histoire ponctuée par des tentatives de sécessions. La péninsule n'est d'ailleurs définitivement reliée au Mexique par le chemin de fer, via Tehuantepec, qu'au début des années 1950, inaugurant une période où l'Etat fédéral songe à aménager cet espace périphérique. Jusqu'alors, le Yucatán est considéré comme une île, et ses relations avec l'Etat fédéral basées sur les communications maritimes – elles restent encore largement aériennes aujourd'hui.

L'Etat du Yucatán et l'ouest du Campeche sont caractéristiques d'une identité ladina, bien qu'ils entretiennent des relations privilégiées avec les Etats-Unis. Cette cohésion socioculturelle en fait des territoires comparables aux Etats d'Amérique centrale du 19ème siècle, d'autant plus que dans les deux cas l'impérialisme états-unien s'est immiscé dans la vie politique de ces Etats. En raison de ces relations privilégiées et d'une configuration nationale différente (l'ouverture au nord vers le Golfe du Mexique), la zone refuge n'est apparue comme une zone à conquérir que tardivement : c'est la Guerre des Castes (1847-1900) qui a rappelé aux élites yucatèques leur rôle « civilisateur », bien que ce soit surtout l'engagement de l'Etat mexicain qui a permis d'éteindre cette révolte. La faible pression démographique au Yucatán a permis le maintien d'une zone refuge étendue, la façade caraïbe mexicaine bénéficiant d'une attention tardive. Ainsi, aucun chemin de fer n'y a été construit et aucune enclave agricole ne s'est imposée avant-guerre.

Il faut attendre les années 1970 et la construction de Cancún pour que ce littoral caraïbe soit physiquement relié au centre de décision yucatèque de Mérida (750 000 habitants en 2005) par une route à quatre voies. Aussi, la promotion du Quintana Roo du statut de

[253] Nous évoquons ici la région du Yucatán, qui réunit les trois Etats du Yucatán, du Campêche et du Quintana Roo. Pour mentionner l'Etat du Yucatán, nous utiliserons toujours cette locution complète.

territoire fédéral à celui d'Etat (1974) marque une forme de normalisation pour ce qui n'était jusqu'alors qu'une marge indigène : ce processus tardif illustre la spécificité de cette zone refuge à l'échelle de l'isthme. Ainsi, les villes et les infrastructures qui les connectent sont marquées par une temporalité très différente de celle des autres excroissances ladinas de la façade caraïbe.

Chetumal, capitale du nouvelle Etat (7 000 habitants en 1950, 136 000 en 2005), reste une ville endormie, au cœur d'une zone frontalière pacifiée mais peu dynamique – en comparaison avec les espaces centraux ou pacifiques de l'isthme, puisque c'est l'espace transfrontalier le plus dynamique de la façade caraïbe. Chetumal dispose de trois types d'infrastructures de transport : un aéroport de taille très modeste, un port, que le statut de port franc n'a pas réussi à développer, faute d'intérêt des acteurs locaux, ainsi que trois routes. La plus ancienne relie Chetumal à Belize, vieil axe à dimension locale, bien que transfrontalier. La mise en place de la Zone libre de Corozal, à Belize, a récemment porté un coup dur à la capitale politique du Quintana Roo, petite ville essentiellement administrative et commerciale. Les commerçants mexicains traversent désormais la frontière pour s'approvisionner à Belize, inversant un mouvement pendulaire très ancien.

La seconde route, vers l'ouest et Villahermosa, longe la frontière guatémaltèque et constitue un axe capital pour la conquête de territoires jusqu'alors occupés par la forêt et les Mayas, et que défrichent dorénavant des populations métisses venues du cœur du Mexique. Ce dispositif permet l'expropriation des populations indigènes du cœur de la péninsule ; le réseau routier joue ici, comme au Petén, le rôle que jouait le fer un siècle auparavant.

La route littorale qui relie Chetumal à Cancún, axe longitudinal structurant, a vu s'implanter des populations nombreuses et s'accroître l'offre touristique entre Cancún et Tulum. L'émergence économique et démographique de cette dernière a récemment été reconnue par le statut de municipe, ce qui a porté à neuf le nombre d'entités municipales au Quintana Roo, soit le plus faible nombre de tous les Etats mexicains, preuve du statut de « Far East » de cette marge caraïbe.[254]

Cancún (527 000 habitants en 2005, bien que ces chiffres soient sujets à caution), dont on étudiera la spécificité au chapitre 8, constitue le cœur économique de l'Etat.[255] Très bien reliée à Mérida, mais aussi à Playa del Carmen (100 000 habitants), autre ville touristique plus

[254] Tulum est emblématique d'un tourisme de basse intensité, ou écotourisme, qui n'a pas su résister au développement exponentiel de l'activité.

[255] C'est un territoire original dans le sens où Cancún est une création *ex nihilo* émanant du volontarisme de l'Etat national, bien que son développement soit conditionné par des logiques globales, en ce qui concerne les capitaux et la clientèle touristique (les deux tiers des touristes sont étrangers).

au sud, et à Tulum, elle abrite l'aéroport le plus important de la façade caraïbe (***tableau F ; annexe 3***). Cancún accueille aussi des croisiéristes : beaucoup de visiteurs arrivent par la mer, notamment de Cozumel, le port de croisière le plus important de la façade. L'île est aussi un important élément du dispositif touristique du nord du Quintana Roo.

L'appartenance au grand ensemble mexicain induit des spécificités à cette façade yucatèque. L'Etat a plus de poids que dans les petites Républiques centraméricains, mais la façade y a moins d'intérêt stratégique qu'au sud. Pas de fer pour relier la façade ici, mais un développement volontariste, plus tardif, qui a néanmoins fait appel aux capitaux nord-américains pour Cancún. Malgré l'existence d'un Etat relativement puissant et le décalage temporel de la mise en valeur du littoral, le Quintana Roo connaît néanmoins des recompositions territoriales très proches de celle des façades caraïbes des petits pays centraméricains.

Le jeu des acteurs distingue ici deux pouvoirs prépondérants : les acteurs nationaux et globaux pèsent beaucoup plus que des acteurs locaux marginalisés par les enjeux financiers liés au développement de ce nouvel espace. Contrairement au Chiapas, les mouvements alternatifs, notamment des minorités indigènes, n'ont ici qu'un poids médiatique très relatif, alors que les Indigènes étaient ultra majoritaires dans le Quintana Roo il y a moins de quarante ans. L'immixtion du pouvoir global est tardive mais d'envergure, tant par la taille de la métropole que par les politiques de concession touristique sur le corridor littoral ou forestière dans l'arrière-pays. Les territoires correspondant aux trois modèles territoriaux sont assez bien représentés sur cette façade caraïbe, entre un intérieur indigène caractérisé par la subsistance, des villes touristiques littorales où s'installent désormais les touristes, et l'essor régulier de territoires métis ou en voie de ladinisation (colons agricoles du cœur du Mexique, classe moyenne urbaine de Chetumal, prolétariat touristique indigène et ladino autour de Cancún et Playa del Carmen…).

Belize, Etat d'Outre-mer ?

Les gouvernements du Honduras britannique n'ont jamais eu de grandes velléités « aménageantes » dans cette ancienne colonie seulement devenue indépendante en 1981, et sont resté fidèles au « laisser faire, laisser passer » britannique. En outre, la pression politique et militaire du Guatemala a longtemps freiné les infrastructures transisthmiques réclamées par cet encombrant voisin. L'espace bélizéen est organisé de manière essentiellement réticulaire,

orientation liée à son peuplement littoral, originellement venu d'Outre-mer, et qui explique toujours son aménagement actuel.

Ex capitale du Honduras britannique, remplacée par Belmopan en 1970, Belize City reste le cœur économique, voire politique de Belize, puisque Belmopan ne rassemble que les bâtiments administratifs, les élites séjournant généralement à Belize City. Cette petite ville (70 800 habitants en 2000), la seule d'importance du pays – les cinq autres chefs-lieux de district abritent entre 5 000 et 15 000 habitants ! – est assez emblématique de l'influence ultramarine (population très majoritairement noire) ou globale (aéroport, infrastructures portuaires…). L'aéroport de Belize City permet de faire transiter un nombre conséquent de touriste, bien que peu d'entre eux séjournent dans une ville qui pâtit d'une très mauvaise réputation. Les passages de frontière des touristes à Belize attestent d'un territoire essentiellement organisé par l'avant-pays (***figure A ; annexe 3***).

Belize City, capitale économique fréquemment endommagée par les ouragans, se situe à la confluence des deux axes structurant du pays, l'un longitudinal, l'autre transversal. Le premier rejoint Orange Walk, puis Corozal à la frontière mexicaine de Chetumal ; il constitue le cœur historique de Belize, le lieu d'implantation des *Baymen* britanniques. A l'est, l'*highway,* qui ne compte que deux voies, relie Belmopan, puis la seule frontière officielle avec le Guatemala, à Benque Viejo, en direction du Petén. L'embranchement de l'*highway* de Belmopan vers les deux petites villes du sud, Dangriga et Punta Gorda, récemment remis en valeur par la construction de Big Creek, le seul port en eau profonde du pays, constitue un axe de développement périphérique. Comme au Quintana Roo, malgré quelques projets avortés des compagnies bananières, aucune voie ferrée n'a durablement vu le jour. Ce phénomène, par son absence, témoigne d'une pression ladina limitée. Hormis l'axe Belize City - Chetumal, les autres voies de communication sont très récentes. Elles constituent des axes secondaires à l'échelle de l'isthme, mais sur lesquels le Plan Puebla Panamá compte s'appuyer.

Les infrastructures transisthmiques sont de très faible envergure, en raison du caractère longtemps « insulaire » de Belize, spécificité qui s'amenuise au gré des dynamiques frontalières qui commencent à s'établir avec le Guatemala (migration ladina, accord de libre-échange, ouverture d'une seconde frontière…). Pour autant, la façade caraïbe qu'est Belize n'est ni organisée de manière transversale, ni de manière longitudinale : ce sont bien ici les relations avec l'outre-mer, par l'intermédiaire de l'aéroport et des ports, qui intègrent ce petit bout de territoire, dont Belize City est le cœur, au réseau global, grâce aux solidarités de

populations tournées vers la caraïbe, à l'activité touristique, ou au statut de pays ACP (exportation de sucre, citriques et bananes vers l'Europe).

Guatemala : la conquête par le fer

La construction de la ligne de chemin de fer reliant la Ciudad de Guatemala à l'Atlantique est qualifiée d' « entreprise nationale » par le général – et président de la République – Justo Rufino Barrios en 1883, justifiant à ce titre une nouvelle contribution obligatoire pour son financement. Cet aménagement paraît effectivement indispensable à un Guatemala qui connaît alors une forte croissance économique et dispose seulement d'infrastructures pacifiques. C'est pourtant l'*United Fruit Company* qui achève les derniers 80 kilomètres du tracé en 1904. La ligne ferroviaire fonctionne encore aujourd'hui, mais à un rythme très réduit, après avoir été arrêtée à partir de 1995. Elle est en effet marginalisée dans les années 1950-1960 par l'accomplissement d'une autre fierté nationale, la « route de la libération », initiée sous la présidence d'Arbenz. L'ère des camions se substitue irrémédiablement à celle des locomotives.

En 1920, Livingston, port caraïbe créé moins d'un siècle plus tôt, abandonne son statut de capitale de l'Izabal au profit de Puerto Barrios ; ce transfert marque l'abandon d'un axe historiquement mal exploité (le río Dulce) au profit du terminal portuaire de l'*United Fruit Company*, Puerto Barrios. La ville, qui compte aujourd'hui une centaine de milliers d'habitants, reste la seule véritable ville du littoral caraïbe guatémaltèque, et sert toujours de port d'exportation des productions agricoles. Néanmoins, elle a perdu l'accueil des bateaux de croisière au profit de Santo Tomás, situé à quelques kilomètres. Cet axe multimodal, qui passe aussi par l'autre port de conteneurs, celui de Santo Tomas, est officiellement l'unique axe transisthmique guatémaltèque, bien que l'oléoduc qui relie le Petén et débouche quelques kilomètres au nord de Puerto Barrios constitue une autre voie transversale, à l'instar de celle, moins officielle, du trafic de drogue sur le río Dulce.

La finalisation de ce corridor de développement transisthmique a seulement été rendue possible par l'investissement des compagnies étrangères. Pourtant, se sont surtout les ambitions économiques des élites nationales qui ont conduit le Guatemala à aménager sa façade de manière récurrente, quitte à superposer trois types d'infrastructures d'envergure correspondant aux différentes industrialisations (le fleuve vers Livingston, puis le fer, enfin la route). Cet axe multimodal est un exemple de territoire initié par des logiques globales mais rapidement rattaché au territoire national. Au-delà du discours nationaliste, c'est grâce au

dynamisme démographique du pays que cette façade a été intégrée territorialement. Toutefois, les compagnies étrangères y sont restées très puissantes, comme dans l'implication de l'*United Fruit Company* dans le renversement d'Arbenz en 1954, preuve de la collusion grandissante entre acteurs nationaux et globaux. Le délaissement de Livingston, autre débouché atlantique favorisé par les failles du relief, témoigne d'une discontinuité spatiale qui s'explique avant tout par le jeu des pouvoirs, et sur laquelle nous nous attarderons dans le dixième chapitre.

Honduras : une évidence caraïbe tardive

La conquête du littoral caraïbe n'a commencé que lorsque le Honduras s'est découvert pays caraïbe, c'est-à-dire quand les indépendances l'ont définitivement séparé du Salvador… Ainsi, cette orientation caraïbe est loin d'être évidente pour des oligarchies honduriennes du 19ème siècle attachées aux hautes terres de l'intérieur du pays. République « bananière », par la profonde inféodation des élites aux acteurs impérialistes, puis globaux, le Honduras l'est aussi par son organisation territoriale, qui a vu une partie de sa population ainsi que de nombreux paysans salvadoriens migrer vers les basses terres. Malgré la concurrence entre compagnies bananières et leur installation en trois points distincts du littoral, ces dernières n'achèveront jamais le chemin de fer censé relier Tegucigalpa. Contrairement au Guatemala, le volontarisme national a fait défaut ici, et le Honduras s'est rendu totalement dépendant des investissements états-uniens. Il faut dire que l'Etat naissant – à l'instar du Nicaragua – connaît une débilité structurelle caractéristique de ce « ventre mou » de l'isthme.

En raison de l'absence d'autre culture spéculative – l'exportation de café ne commence véritablement qu'à partir de 1920 –, les concessions bananières ont longtemps fait figure de seule échappatoire à la misère des hautes terres. Les concessions ont permis l'émergence de territoires ladinos d'envergure, qui présentent la particularité de ne pas seulement être des espaces ruraux. Ainsi, les villes du Honduras représentent 70% de la population urbaine de l'ensemble de la façade caraïbe, et offrent désormais une main d'œuvre peu onéreuse à proximité des Etats-Unis. Le système maquiladora s'est implanté sur ces territoires qui disposent désormais d'infrastructures de qualité, comme à Trujillo, La Ceiba, mais surtout dans la vallée de Sula. Le Honduras cherche même à promouvoir son statut de « canal sec », susceptible de concurrencer celui de Panamá, grâce à la bonne route qui relie désormais Puerto Cortés, San Pedro Sula, Tegucigalpa et Choluteca. L'autre projet, plus

récent et sensiblement basé sur le même axe, est celui d'un véritable corridor de développement transfrontalier dont le terminal portuaire se situerait à Cutuco, au Salvador.

L'incapacité de l'Etat à assumer lui-même l'aménagement de son territoire est patent à travers l'abandon de Trujillo, ancien poste militaire avancé vers la Mosquitia, puis territoire de la banane. San Pedro Sula, La Ceiba et les îles de la Baie suffisant aux projets de développement décidés par les investisseurs étrangers, l'axe vers Trujillo, progressivement abandonné par les compagnies bananières, est relégué au rang d'espace de colonisation agricole. Contrairement au Nicaragua, la Mosquitia n'a pas été l'objet d'une farouche volonté de conquête. Il s'agit pourtant de l'un des derniers « *Far East* », comme l'Olancho, où les ambitions des acteurs nationaux peuvent encore s'affirmer et où les compagnies minières ou forestières peuvent encore opérer dans la plus grande opacité…

L'Etat n'a jamais beaucoup pesé sur sa façade caraïbe, dans un pays qui apparaît économiquement, politiquement ou militairement comme le plus fidèle des alliés de Washington. Les infrastructures du Honduras témoignent d'un renforcement de cette orientation caraïbe. Ainsi, la vallée de Sula apparaît moins comme une interface ou une excroissance ladina que comme un centre inversé, de par sa taille, son statut de centre de commandement national, et sa très forte connexion aux réseaux globaux.

L'Atlantique nicaraguayen ou l'inaccomplissement national

S'il existe une proximité entre Nicaragua et Honduras, notamment concernant la déficience de leurs structures politiques, il n'a en revanche jamais été réellement question de construire un chemin de fer transisthmique au Nicaragua. Le rio San Juan assurait cette fonction, via le lac de Nicaragua, pour acheminer les « *Forty-niners* » vers leur Eldorado californien. Les Etats-Unis se sont efforcés de contrôler cette autre voie de transit interocéanique surtout réservée aux populations, phénomène qui explique leur implication majeure dans les affaires nicaraguayennes de l'indépendance à la dictature somoziste.

Au début du 20ème siècle, puis sous la dynastie Somoza (1934-1979), ce qu'on nomme encore la Côte des Mosquitos, malgré la tentative de réincorporation de Zelaya et Cabezas en 1894, est surtout le théâtre d'entreprises économiques sans envergure, même si la population noire anglophone de Bluefields a en partie été attirée par ces perspectives. Les grandes compagnies s'intéressent finalement peu à un territoire mal connu et très peu contrôlé, qui a longtemps vu opérer les Marines, mais aussi la longue révolte de Sandino. Somoza installera quelques proches sur des haciendas de la côte, mais les difficultés de communication vont

durablement isoler cet espace peuplé d'Indigènes et de Noirs anglophones de la partie centrale et pacifique du pays.

Bluefields n'est aujourd'hui toujours pas reliée par la route et il faut naviguer 50 kilomètres sur le rio Escondido pour l'atteindre. Quant à Puerto Cabezas (Bliwi en Miskito), elle est totalement isolée du reste du Nicaragua, bien qu'un chemin existe pour s'y rendre.[256] La faiblesse des infrastructures s'explique par la très grande distance à couvrir, et par l'absence d'intérêts impérialistes à développer la liaison transisthmique. Les excroissances ladinas du Nicaragua n'atteignent pas le littoral, et se limitent au triangle minier Rosita – Bonanza – Siuna, dans la RAAN, ou au front agricole de Nueva Guinea au sud, bien que le sandinisme n'ait pas dérogé à l'idéologie ladina et se soit efforcé de conquérir cet espace périphérique. Longtemps négligés par l'impérialisme états-unien, les Miskitos, ex-alliés des flibustiers et acteurs locaux majeurs, ont su à nouveau s'appuyer sur des acteurs extérieurs pour contrer les ambitions sandinistes.

Ces territoires restent tournés vers l'extérieur (Bluefields et les Corn Island), ou quasiment repliés sur eux-mêmes (la Mosquitia). Compte tenu de l'absence d'Etat, les firmes multinationales se comportent comme au 19ème siècle, et obtiennent ici des privilèges d'un autre temps. La circulation et le stockage des armes et de la drogue rendent aussi les deux nouvelles régions autonomes emblématiques des « antimondes » qui essaiment sur la façade caraïbe. Ces éléments, qui témoignent de la très forte versatilité des acteurs globaux, seront plus amplement développés dans le prochain chapitre portant sur l'autonomie nicaraguayenne.

Le corridor transisthmique costaricien[257]

La mise en place d'infrastructures transisthmiques s'est effectuée de manière très différente dans les deux pays du sud de l'isthme. La relative étroitesse du sous-continent constitue à première vue un avantage que soulignaient déjà les observateurs peu de temps après la Conquête. Pourtant, hormis autour de la dépression où s'est construit le canal, les reliefs sont importants sur les deux autres axes transisthmiques : Puntarenas – San Jose – Limón au Costa Rica et David – Bocas del Toro au Panamá. Il s'agit bien là de « conditions » naturelles, puisque ces fortes contraintes ont été dépassées dans les deux cas, mais plus précocement au Costa Rica.

[256] Rares sont les Nicaraguayens à savoir qu'un car rallie tous les jours (en saison sèche) Managua à Puerto Cabezas. Il faut néanmoins 24 heures de *chicken bus* pour couvrir quelques 400 kilomètres.
[257] Le sujet étant amplement abordé au chapitre 12, il s'agit seulement ici de poser les termes de la comparaison avec les autres pays de l'isthme.

Sur sa façade caraïbe, le manque de capital d'un Costa Rica jusqu'alors peu développé a été comblé par l'*United Fruit Company*. Le corridor transisthmique qui a pour extrémité caraïbe Puerto Limón a dès lors joué un rôle prépondérant dans l'intégration du pays au système-monde. Mais ce développement est aussi lié à l'exception démocratique costaricienne, qui s'explique en partie par l'organisation sociale d'un pays qui n'a pas connu les déséquilibres agraires de ses voisins du nord. D'autre part, le transfert des concessions bananières du littoral caraïbe à la côte pacifique, dans les années 1940, a permis un certain rééquilibrage spatial. La politique de ségrégation raciale en vigueur durant la seconde guerre mondiale a été abandonnée au profit d'un Etat providence, soucieux de l'intégration des populations noires de la façade caraïbe. Le contexte de croissance économique a permis de redistribuer les cartes dans la province de Limón, où les fragiles équilibres ethniques ont été garantis par l'intervention de l'Etat. L'expansion ladina s'est effectuée dans un contexte apaisé, où la population noire continuait à jouir d'un territoire propre, Puerto Limón, et de niches socio-économiques protégées (transport, port, enseignement, hôpitaux…). Néanmoins, le désengagement progressif de l'Etat costaricien entamé dans le milieu des années 1990 et la privatisation programmée de ces niches pointent le triomphe de logiques économiques globales peu soucieuses des équilibres mis en place entre acteurs nationaux et locaux.

Panamá : l'Etat-canal[258]

En terme de jeu des pouvoirs, Panamá apparaît comme l'exemple inversé du Costa rica. Il n'y a aucune collaboration entre les élites panaméennes, relativement faibles à l'époque, et les investisseurs venus construire le canal. La construction et le portage sur les différents chemins du *Camino real* étaient déjà organisés de l'extérieur, en faisant appel à des esclaves principalement venus d'Afrique. L'intervention de la compagnie française pour commencer le canal, puis états-unienne pour en venir à bout, perpétue cette extraterritorialité. La séparation du Panamá et de la Colombie en 1903 est un exemple unique d'une infrastructure engendrant un Etat indépendant. Il faut ensuite attendre presque un siècle pour que Panamá recouvre la souveraineté sur cet véritable épine dorsale, bien que la gestion de l'entité du canal reste distincte de celle de l'Etat. Signe de la lenteur du processus de reconquête de cette infrastructure majeure par l'Etat national, la Ciudad de Colón, son terminal, est totalement déconnectée du reste du territoire national. Les deux villes de Colón,

[258] Le canal de Panamá sera largement évoqué au chapitre 8 et l'axe transisthmique qui débouche à Bocas del Toro au chapitre 11.

la zone franche des Blancs, ainsi que la ville caraïbe des Noirs, constituent deux modèles distincts de territoires globalisés, mais aussi deux exemples illustrant le concept d'antimonde.

La prééminence de cet axe transisthmique majeur, corridor de développement mondial bientôt vieux de 500 ans, a aussi joué un rôle très important dans la marginalisation des régions périphériques. La région métropolitaine continue à drainer de nombreuses populations nationales ou étrangères, quand le Darién constitue l'espace le moins densément peuplé de l'isthme. Ce vide du Darién, qui constitue toujours une frontière nette entre les deux Amériques, illustre d'ailleurs le désir permanent des élites panaméennes de se désolidariser des logiques d'intégration régionale ou longitudinale, à moins, toutefois, que celles-ci ne regardent vers le nord. L'élargissement du canal, validé par un référendum en 2008, répond aussi à un souci vital pour les dirigeants, partagé par une grande partie de la population, d'assurer la primauté de cette infrastructure transisthmique vis-à-vis de leurs voisins – et concurrents – du nord de l'isthme.

La seconde infrastructure interocéanique, l'axe David – Bocas del Toro, est un exemple intéressant où les velléités transisthmiques, absentes au départ, ne sont apparues que tardivement pour s'accomplir il y a moins de 30 ans. C'est tout d'abord avec la banane, par l'intermédiaire de l'incontournable *United Fruit Company*, que se structure le territoire de Bocas del Toro, qui est alors conçu comme complémentaire du Costa Rica. Le déplacement de ces bananeraies sur le versant pacifique, autour de David, va créer le deuxième foyer de population du Panamá. L'Etat ne joue alors aucun rôle dans l'aménagement de ces espaces, qui ne sont pas connectés entre eux. La liaison entre les deux naît pourtant au début des années 1980 d'une collaboration entre investissements étrangers et nationaux (les capitaux issus des taxes sur le canal) à travers le pipeline qui relie Puerto Armuelles à Chiriquí Grande et la route qui permet d'accéder aux ressources minières et forestières de la future comarca Ngöbe-Buglé. Le circuit touristique qui relie désormais les deux lieux de villégiature de Boquete et Bocas del Toro s'est greffé sur cette infrastructure routière, d'autant plus que David comme Bocas disposent d'aéroports internationaux modernes.

La constitution de l'Etat panaméen s'explique avant tout par la nécessité des Etats-Unis de contrôler cette infrastructure transisthmique vitale pour leur économie. Au cours du siècle, grâce à la manne du canal, l'Etat panaméen a néanmoins su faire preuve de volontarisme en s'impliquant dans la construction d'un second axe transisthmique. Si les velléités du pouvoir national ne sont pas absentes, celui-ci est étroitement sous tutelle, et ce depuis sa naissance. Le Canal est l'évident symbole de la subordination de ce bout d'isthme aux logiques du pouvoir impérial, puis global.

2) Les villes de la façade caraïbe : miroirs et enjeux du pouvoir

Nous avions vu dans le premier chapitre l'importance que revêtaient les fondations de villes pour les conquistadors. San Pedro Sula, seule survivante avec Trujillo, a d'ailleurs connu un destin plus brillant qu'on ne l'avait pensé pendant quelques siècles. Au-delà de ces aspects symboliques, dont il ne faut pas nier l'importance – Cancún a détrôné Acapulco comme référence mondiale du tourisme balnéaire – les espaces urbains concentrent davantage l'attention des pouvoirs que les espaces ruraux. Les ressources sont en permanence renouvelées et les changements de fonction des villes traduisent généralement bien l'appartenance à des réseaux nationaux ou globaux qui ne poursuivent pas nécessairement les mêmes objectifs. Le très faible nombre de villes sur la façade caraïbe illustre aussi sa difficulté à abriter des activités autres qu'agricoles. A l'exception de San Pedro Sula et Cancún, extrêmement connectées aux réseaux globaux, les villes de la façade caraïbe, au même titre que celles des hautes terres ou du pacifique, pâtissent de la très forte métropolisation des Etats centraméricains, dont les capitales concentrent une grande partie de la population, des activités, et surtout du pouvoir.

Tableau 13 : Pourcentage de population urbaine, par pays

Pays	1950	1960	1970	1980	1990	2000
Belize	56,5	53,8	51,2	49,3	47,6	47,9
Costa Rica	33,5	34,5	40,6	44,5	46,8	59,0
Guatemala	25,0	33,6	36,4	32,7	35,0	46,1
Honduras	31,0	30,4	37,2	38,7	47,5	45,5
Mexique	36,2	43,7	51,4	58,4	65,6	74,7
Nicaragua	34,9	40,9	47,7	50,3	54,4	56,1
Panamá	36,0	41,5	47,6	50,4	53,7	65,6
Salvador	36,5	38,5	39,5	41,6	50,4	58,4

Source: *DEPUALC 2004 data base, CELADE/ECLAC*

Le taux d'urbanisation augmente dans tous les pays d'Amérique centrale, hormis à Belize, où il est d'ailleurs exceptionnellement haut dès 1950 (***tableau 13***). Cette nouvelle spécificité de Belize témoigne d'un peuplement aux modalités distinctes du reste de l'isthme, puisque la population est regroupée dans des îlots urbains littoraux ; la croissance de la population rurale depuis 1950 y correspond en grande partie à l'expansion ladina dans l'arrière-pays. Avec une moyenne de 50 % pour les 5 pays centraméricains « historiques », le taux d'urbanisation reste en 2000 assez faible par rapport à l'ensemble mésoaméricain, voire

latino-américain. Les capitales centraméricaines regroupent une part importante de ces populations ; à part San Pedro Sula ou Cancún, elles constituent bien souvent les seuls pôles urbains nationaux attractifs. Quatre d'entre elles sont millionnaires en 2000 : Guatemala Ciudad comptait 2,15 millions d'habitants, San Salvador 1,96 million, tandis que Managua et Panamá City dépassaient à peine le million.[259] Cette très forte métropolisation explique que les villes intermédiaires dépassent rarement les 100 000 habitants ; pourtant, ces capitales hypertrophiées exercent rarement leur influence métropolitaine au-delà de leur territoire national.

Le ***tableau 14*** montre la grande diversité des villes de la façade, qu'il s'agisse de leur taille, de leurs fonctions, ou du modèle territorial théorique auquel nous les rattachons. Les structures héritées de l'enclave bananière sont bien ancrées puisque les quatre Puertos (Barrios, Cortés, Limón et Colón) constituent toujours les principaux débouchés transisthmiques de leur pays. Les infrastructures portuaires ont néanmoins été bouleversées par la conteneurisation, à laquelle chaque terminal a du s'adapter **(*tableau G ; annexe 3*)**. Nous ne nous étendrons pas sur les problèmes liés aux espaces urbains, bien qu'ils soient aussi des révélateurs du fonctionnement des différents réseaux urbains. Ainsi, Cancún est scindée en deux : une ville de touristes, Isla Cancún, protégée par son caractère insulaire de la Ciudad de Cancún, ville à la croissance incontrôlée où résident les travailleurs mexicains. Cet exemple de ségrégation spatiale est encore plus marqué à Colón, où se côtoient les deux « antimondes ». Dans le cas de Bocas del Toro, les deux populations, locales et touristiques, vivent en bonne intelligence. A San Pedro Sula, le décalage temporel avec les métropoles centraméricaines des hautes terres est palpable à travers l'absence de cœur historique colonial. L'unique métropole caraïbe tarde à montrer les signes extérieurs de sa puissance (quartiers d'affaires, centre moderne…), comme si cette nouvelle riche avait honte de ce statut… ou conscience de la précarité de ce dernier.

---

[259] L'aire métropolitaine de Mérida, qui compte 900 000 habitants en 2000 (soit la moitié de la population de l'Etat), continue à exercer, comme durant toute la période coloniale, son rôle de centre de commandement à l'échelle de la péninsule du Yucatán. Si ce statut est pertinent en ce qui concerne le Quintana Roo, malgré son statut d'Etat fédéré, il l'est un peu moins pour Cancún. En revanche, Tegucigalpa, dont les estimations démographiques varient très fortement, entre 400 000 et 800 000 habitants, a perdu son statut de métropole nationale au profit de San Pedro Sula, bien qu'elle garde les attributs symboliques des vieilles capitales coloniales de l'isthme. Si la municipalité de San José compte 386 000 habitants, sa grande aire urbaine en rassemble plus de 2 millions, soit la moitié du pays : la ville constitue un centre de commandement à l'échelle du pays comme de l'isthme.
Bulletin démographique, CEPAL, 2004.

Tableau 14 : Les villes de la façade caraïbe de l'Amérique centrale
Villes de plus de 25 000 habitants à moins de 50 kilomètres du littoral caraïbe

Pays	Ville	Population	Fonction	Modèle territorial
Mexique	**Cancún**	**527 000**	Touristique Portuaire (croisières)	**G/L** (coexistence d'une ville de travailleurs et d'une ville de touristes)
	Playa del Carmen	**100 000**		
	Chetumal	**136 000**	Administrative	**L**
Belize	**Belize City**	**70 800**	Aéroportuaire (tourisme) Capitale économique	**G**
Guatemala	**Puerto Barrios**	**98 000**	Portuaire (conteneurs)	**L**
Honduras	**Val de Sula***	**3 000 000**	Métropole multimodale Capitale économique	
	La Ceiba	**300 000**	Portuaire Touristique (relais)	
	Trujillo	**30 000**	Militaire Portuaire (fonctions en déclin)	**L/G** (G profite du désintérêt de l'Etat)
Nicaragua	**Puerto Cabezas**	**33 600**	Refuge (guerre civile)	**I→G**
	Bluefields	**43 900**	Trafic	
Costa Rica	**Puerto Limón**	**105 000**	Portuaire (conteneurs)	**G→L** (le noyau G n'est plus protégé par les niches)
Panamá	**Changuinola**	**30 000**	Bananière	**L**
	Bocas-Almirante**	**25 000**	Portuaire Touristique	**G** (coexistence plus ou moins hermétique de territoires noirs et blancs)
	Colón	**204 000**	Portuaire (conteneurs) Trafic international	
Total		**4 700 300**		**Quasi absence de I**

* Zone métropolitaine du Valle de sula : conurbation de San Pedro Sula (1 600 000 hab.), Choloma (300 000), El Progreso (300 000), Puerto Cortés (85 000)…
** En raison de l'importance des relations entre ces deux petites villes, et malgré leur discontinuité spatiale, nous les avons associées dans ce tableau.

La requalification des espaces urbains est aussi sensible à travers les hiérarchies urbaines à plus grande échelle, dont nous aurons l'occasion de reparler plus longuement dans le chapitre 12 consacré aux mutations dans l'Atlantique costaricien. L'existence de deux réseaux, appartenant à des échelles différentes, est très nette : le port de Limón, en raison de son appartenance au système-monde, reste tributaire des réseaux globaux, quand les villes de l'intérieur, plus petites, jouent le rôle de relais, au sein de la province de Limón, du centre de commandement national.

Cette très forte connexion des villes de la façade caraïbe au réseau global, bien qu'elle s'estompe parfois dans une territorialité ladina beaucoup plus proche de celle des hautes terres (villes administratives, ports centenaires…), traduit bien un tropisme de l'outre-mer revitalisé par les nouvelles orientations économiques de la globalisation (tourisme, conteneurisation…). Elle illustre aussi le caractère polymorphe d'acteurs globaux prompts à encourager des activités interlopes (zones franches, paradis fiscaux, trafic de drogue…), qui constituent les seules alternatives pour des populations urbaines délaissées par les investisseurs internationaux ou les autorités nationales (Colón, Bluefields, Trujillo, Belize City…). Les villes constituent bien un miroir du jeu des pouvoirs, qui se traduit par l'absence d'un monde indigène demeuré essentiellement rural, hormis dans le cas spécifique de la guerre nicaraguayenne, où Puerto Cabezas a provisoirement joué le rôle de ville refuge !

Deux vagues distinctes d'aménagement dessinent les structures spatiales de chacune des façades, celle du fer au début du 20ème siècle, et celle de la route à partir des années 1960. Lors de la première phase, c'est l'investissement extérieur qui a permis la mise en place des infrastructures, tandis que les Etats ont joué un rôle beaucoup plus important dans la seconde période. Le processus diverge néanmoins selon les Etats, en fonction de leur puissance, mais aussi d'un jeu d'intérêts complexe entre les acteurs nationaux et impériaux, puis globaux.

La faible intégration longitudinale de la façade caraïbe n'a jamais réellement été remise en cause par des projets d'intégration régionale qui se sont surtout attachés aux hautes terres. Ainsi, il n'existe que trois postes frontières terrestres sur la façade caraïbe, et le seul qui permette véritablement des échanges de marchandises est celui précédemment évoqué entre Mexique et Belize. La liaison entre le Honduras et le Guatemala, ouverte il y a quelques

années, reste volontairement accessoire.[260] Quant au poste frontière de Sixaola/Guabito, entre Costa Rica et Panamá, il est matérialisé par le pont ferré de l'*United Fruit Company*, vieux de plus d'un siècle, qui voit les camions emprunter cette voie unique au compte-goutte.

La conquête de la façade caraïbe a pris des formes variées dans les sept pays, mais elles s'appuient toutes, à des degrés divers, sur les capitaux états-uniens. Le processus, dans lequel l'Etat mexicain a joué un rôle majeur, est très tardif au Yucatán et fondé principalement sur le tourisme, bien que les activités agricoles et forestières aient bénéficié de ce boom économique. Belize refuse encore pour l'instant son statut de façade caraïbe du Guatemala ; originellement constitué par ses aspirations caraïbes ultramarines, le petit Etat est néanmoins de plus en plus confronté à l'expansion démographique ladina et aux aspirations d'acteurs nationaux ou globaux extrêmement déterritorialisés. Le nationalisme guatémaltèque a trouvé dans cette liaison atlantique un défi à sa mesure, bien que les investissements étrangers aient largement favorisé ces desseins ; le territoire caraïbe a été précocement réincorporé, hormis sur l'axe du río Dulce, qui garde des spécificités territoriales indigènes et globalisées. Au Honduras, le système de l'enclave s'est perpétué bien au-delà de la bananeraie, à travers les maquiladoras ou le tourisme dans les îles de la Baie ; mais il a paradoxalement permis l'émergence de la seule métropole ladina de la façade caraïbe. Le sandinisme n'a pas réincorporé la façade caraïbe du Nicaragua, malgré la forte expansion des populations ladinas : les logiques ultramarines se maintiennent du fait de l'absence de liaison continentale, laissant l'ancienne Mosquitia aux mains du plus offrant. La façade caraïbe du Costa Rica illustre le glissement progressif d'une territorialité à une autre, dans un contexte politique, économique, et socio-culturel moins violent que dans les autres marges caraïbes de l'isthme. L'axe du canal continue de structurer, comme depuis un demi millénaire, l'espace panaméen ; le pays présente à ce titre des particularités en terme d'équilibre des pouvoirs, liées à la profonde ingérence impériale, puis globale, sur un Etat à peine centenaire.

[260] En 2005, les deux routes récemment ouvertes vers cette frontière internationale située à quelques kilomètres du littoral, dont le terrain ne présentait aucune difficulté majeure, n'avaient toujours pas été asphaltées et restaient seulement praticables en 4x4. Ce manque criant de volontarisme s'explique moins par d'éventuelles tensions diplomatiques entre les deux Républiques que par un souci de préserver les corridors transisthmiques de chacun des pays, qui se verraient idéalement connectés ici. L'absence de frontière officielle répond d'autre part à la logique d'acteurs locaux qui souhaitent au maximum se dispenser des obligations administratives portant le sceau de l'Etat national, perçu ici comme un frein à des mobilités caraïbes historiquement très marquées.

Conclusion du chapitre 5

L'analyse historique des flux, notamment économiques, et de leurs principaux marqueurs spatiaux, les infrastructures, révèle les mutations de l'organisation de la façade caraïbe de l'isthme depuis un siècle et demi. On assiste depuis les indépendances à une redéfinition d'un pouvoir colonial diffus, établi, faute d'autre ambition, sur l'organisation longitudinale précolombienne des hautes terres, à des pouvoirs nationaux privilégiant la logique transisthmique. Cette nouvelle logique a accru la concurrence entre Etats, désormais instrumentalisée par la nouvelle superpuissance états-unienne, dont les compagnies ont fortement contribué à développer ces infrastructures caraïbes.

Par la suite, les Etats se sont plus ou moins émancipés d'une tutelle jusqu'alors symbolisée par l'économie d'enclave des bananeraies, profitant du keynésianisme ambiant d'après-guerre favorable à l'intégration régionale et au développement d'Etats autocentrés. Les ajustements structurels des années 1980 et l'insuccès du marché commun centraméricain ont en revanche conduit à l'adoption du nouveau paradigme du régionalisme ouvert, réactivant les accords de libre-échange bilatéraux et réorientant durablement les pays de l'isthme dans une logique de corridors transisthmiques nationaux, au détriment de l'axe longitudinal incarné par la route interaméricaine. Le caractère extraverti des organisations économiques des façades caraïbes, peu modifié par la phase d'industrialisation par substitution des importations des années 1950 à 1970, est en revanche accru par la promotion des exportations qui accompagne le processus de globalisation.

Les Etats ne sortent pas renforcés par ces processus. Les efforts pour drainer les investissements génèrent une concurrence à la baisse et les économies nationales restent marquées par une profonde dépendance. Sur la façade caraïbe, les pouvoirs nationaux sont mal établis et parviennent difficilement à impulser l'activité économique. A chaque nouvelle initiative économique d'acteurs globaux déterritorialisés, le système de l'enclave réapparaît sous une forme analogue, laissant les élites nationales spectatrices ou complices. Le phénomène est aussi lié à la très grande convergence d'intérêts entre acteurs globaux et nationaux en Amérique centrale. L'Etat se désintéresse d'un véritable développement de sa façade, qui reste une marge caraïbe : il y encourage surtout le transfert de son surplus démographique. Néanmoins, du fait de la puissance démographique des Etats centraméricains et de la vigueur du processus de ladinisation, les axes transisthmiques ont culturellement été rattachés au cœur de l'isthme à travers l'émergence de territoires ladinos.

Raillé ou simplement ignoré, l'Etat centraméricain reste un échelon indispensable pour saisir les systèmes territoriaux. Tant par sa capacité à répercuter les phénomènes globaux, par le jeu d'acteurs liés à différentes échelles, qu'à aménager – ou simplement superviser – son espace, l'Etat constitue une entité qui ne peut être négligée au profit des seuls local et global : d'une part en tant que pouvoir, de l'autre en tant qu'échelle. Au-delà de la globalisation des firmes et de l'arrivée en force des investisseurs asiatiques, les équilibres géopolitiques ont peu évolué depuis un siècle et demi. Les rapports entretenus avec les Etats-Unis, incarnation politique et militaire du pouvoir global, constituent l'un des éléments les plus générateurs de différenciation spatiale entre les pays de l'isthme, mais aussi au sein de chacune de leurs marges caraïbes. Après un siècle et demi d'interventions impériales et d'aménagements étatiques en Amérique centrale, l'intégration longitudinale de la façade caraïbe est toujours lacunaire et son espace fragmenté en diverses entités. Ce phénomène s'exprime par l'orientation des infrastructures, essentiellement transisthmiques, par le primat d'une ville littorale, généralement portuaire, dans chacun des pays, et surtout par le très faible aménagement des espaces transfrontaliers de la façade caraïbe.

Chapitre 6:
Les nouvelles formes du politique dans les espaces de marges : jeux d'échelle, acteurs, discours

Les territoires de la zone refuge connaissent depuis plusieurs décennies des modifications brusques et profondes liées à l'accroissement des tensions sur cette espace, en partie lié à une concurrence exacerbée pour le contrôle des ressources naturelles. Raffestin nous rappelle que la mobilisation des ressources, qui constitue l'un des enjeux du pouvoir, peut s'effectuer de manière assez diverse : elle est pourtant généralement « exploitationniste », comportement peu soucieux du capital naturel, donc de l'avenir du territoire, illustré par la mise en valeur de la bananeraie ou des espaces transisthmiques.[261] A l'opposé, la mise en valeur « préservationniste » des ressources les met toujours plus en valeur en fonction du facteur temps, à l'instar des réserves pétrolières en Norvège. Cette conception des ressources est actuellement revalorisée : l'invention permanente des ressources pousse acteurs et pouvoirs globaux à parier sur l'avenir, à travers des nouvelles aires protégées et le souci de préserver les futures ressources (vivant, eau…), généralement localisées dans la zone refuge.

Ces nouvelles formes de gestion des espaces et des ressources de marges sont pourtant dans une large mesure des systèmes de contrôle renouvelés, symptomatiques du pouvoir ultramarin, dont témoigne la forte déterritorialisation des acteurs et le caractère extraverti des espaces. La conservation des espaces – on préférera ce terme à celui de Raffestin – modifie leurs statuts pour protéger l'environnement. Cette dérogation juridique et environnementale est étayée par un discours planétaire qui prône une gestion concertée, à l'échelle internationale, de ces réserves naturelles. Les acteurs locaux hésitent à valider ce qui apparaît clairement comme une ingérence du pouvoir global et une nouvelle fragmentation des territoires préexistants. D'autre part, ces mutations de l'idéologie dominante, notamment concernant ses stratégies en termes de ressources, ne concerne qu'une infime partie de la

[261] RAFFESTIN, op.cit. ; p. 208

façade caraïbe, et particulièrement les espaces encore peuplés par des minorités : écotourisme chez les Noirs, parcs naturels chez les Indiens…

Si les sociétés de la zone refuge ont toujours considéré le pouvoir impérial ou global comme moins dangereux que celui issu des hautes terres de l'isthme, la logique de conservation rend pourtant ces territoires très dépendants de la sphère globale en leur retirant leur socio-économie « traditionnelle », souvent liée à la subsistance. Le degré de protection, environnemental ou institutionnel, correspond aussi à l'intérêt stratégique que portent à ces espaces les représentants du pouvoir global, et en premier lieu les Etats-Unis. Cet intérêt diffère suivant les périodes et en fonction des contextes nationaux : l'autonomie nicaraguayenne s'explique avant tout par l'implication de Washington contre le sandinisme. En effet, les dirigeants centraméricains peinent à concevoir la spécificité politique indigène, qui s'apparente à une contestation de la souveraineté nationale, et ce bien que l'Etat soit le premier à brader son territoire aux multinationales.

La globalisation s'est manifestée dans les Etats centraméricains par l'émergence d'une élite transnationale, étape récente qui illustre bien le passage de l'Etat national à l'Etat global, mais aussi à l'Etat local, processus particulièrement sensible à travers le transfert du pouvoir vers les espaces locaux. Cependant, décentralisation, gouvernance ou autonomie sont des processus différents, qui font appel à des acteurs affiliés à des échelles variées (nationale, globale, locale), mais qui maintiennent ces espaces dans leur position de double marge, puisque l'organisation sociale et territoriale préalable est remodelée par des frontières bien moins pertinentes, fragmentation favorable aux stratégies des centres de pouvoirs extérieurs

La deuxième partie du chapitre s'attache à d'autres formes du politique, toujours étayées d'un discours d'inspiration globale, qui vise au renouvellement de la gestion des espaces de marges. Les acteurs locaux ne sont plus manipulés ici, mais simplement dépossédés d'un quelconque poids décisionnel au profit d'acteurs, surtout globaux, qui remodèlent les territoires préexistants par des frontières juridiques, environnementales, ou simplement économiques (le développement soutenable), fragmentant encore davantage des espaces déjà marginaux.

A/ Etat global, Etat local : gouvernance, décentralisation et autonomie

La nette affirmation des différents Etats nations depuis les indépendances peut paraître étonnante pour des entités dont la déficience est constamment soulignée, en premier lieu par l'appellation « république bananière ».[262] Plus qu'à la promotion du bien public, du droit, ou à la protection d'identités culturelles multiples, l'Etat centraméricain se consacre davantage à l'exercice d'une violence légitime, intériorisée comme telle par une grande partie de la population. L'évolution des structures politiques sur la façade caraïbe ne peut pas être comprise sans un bref aperçu de l'histoire politique de l'isthme à partir de l'après-guerre, période de structuration des Etats où la façade commence à ressentir les effets indirects de l'institutionnalisation croissante des systèmes de contrôle politique.

La croissance de l'économie centraméricaine des années 1950 aux années 1980 n'a que rarement été accompagnée d'un renforcement des libertés politiques ou matérialisée par l'émergence d'un système démocratique. Les inégalités sociales se sont accrues, parfois accompagnées d'une très forte ségrégation ethnique, comme au Guatemala. La vieille oligarchie n'a pas pris la mesure d'une contestation sociale grandissante et préféré s'assurer le contrôle du pouvoir par l'intermédiaire de régimes militaires, dont l'apparition a aussi été favorisée par Washington. Les conflits internes qui ont ensanglanté l'isthme dans la décennie 1980 au Nicaragua, au Salvador ou au Guatemala procèdent à des degrés divers de ces contradictions entre différents secteurs de la société, dans des configurations chaque fois différentes.

Nous reviendrons plus tard, à travers le processus d'autonomie mis en place en 1990, sur le cas nicaraguayen, jusqu'alors marqué par la longue dictature de la dynastie Somoza (1937-1979), renversée par la révolution sandiniste (1979). Au Guatemala, la chute d'Arbenz (1954) inaugure une très longue période d'instabilité politique où les régimes militaires se succèdent. La guerre civile qui dure de 1960 à 1996 est marquée par de nombreux massacres des populations mayas, notamment sous l'impulsion du général Efraín Ríos Montt, au pouvoir de 1982 à 1983. Au Honduras, l'oligarchie militaire a entamé un processus de démocratisation à partir de 1980, finalisé par une nouvelle constitution et des élections libres ; celles-ci ont depuis vu l'alternance au pouvoir du Parti libéral et du Parti National, dans un simulacre de pluralisme politique orchestré par les Etats-Unis, qui soutiennent financièrement le pays jusqu'à la chute des sandinistes. Au Panamá, le long règne d'Omar Torrijos (1968-1981) est

[262] Voir les rivalités entre Alcazar et Tapioca pour le contrôle du San Theodoros dans *Les aventures de Tintin*.

marqué par une défiance croissante envers l'impérialisme états-unien et l'obtention en 1977 de la future rétrocession du canal ; le régime nationaliste, populiste et autoritaire se perpétue sous Manuel Noriega (1984-1989), avant son renversement par les Etats-Unis et la mise en place d'élections libres. Au Costa Rica, la constitution de 1948 constitue une sérieuse entorse à la prolifération des régimes autoritaires dans l'isthme ; le pays abandonne son armée, au prix d'un accord tacite qui donne à Washington toute latitude pour protéger la souveraineté du petit pays. L'Etat providence doit néanmoins céder devant la pression économique internationale, dans les années 1990, et accepter les ajustements structurels prônés par les organismes financiers internationaux, Banque mondiale et FMI. Au Mexique, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), au pouvoir depuis les années 1920, gère le pays dans un consensus politique qui s'efforce d'intégrer les différentes classes sociales émergentes liées à la très forte croissance économique du pays. La corruption endémique d'une classe dirigeante qui a érigé le clientélisme en système politique et la très forte discrimination envers les populations indigènes trouvent finalement un écho en 1994 à travers la crise économique et l'insurrection armée du Chiapas. Le Honduras britannique prend finalement son indépendance en 1981. Devenu Belize, le petit Etat centraméricain conserve son caractère spécifique, à savoir des tensions sociales moins importantes et un système politique fondé sur le bipartisme ; sa faiblesse structurelle est néanmoins accentuée par les revendications guatémaltèques et l'intervention des réseaux globaux.

Tableau 15 : Appui à la démocratie (1996-2007)

Pourcentage de personnes en accord avec l'affirmation :
« La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement. »

PAYS	**1996**	**2007**
Costa Rica	80	83
Salvador	56	38
Guatemala	51	32
Honduras	42	38
Nicaragua	59	61
Panamá	70	62

Source : IDHAC, PNUD, 2009

La décennie 1990 voit la disparition des régimes autoritaires et l'apparition de régimes démocratiques. Ces derniers restent néanmoins influencés par les oligarchies traditionnelles, qui conservent le contrôle d'appareils d'Etats affaiblis par les ajustements structurels. Les

élections libres et le pluralisme peinent à masquer un vide politique et idéologique renforcé par l'uniformisation et la déficience des politiques publiques. L'évolution de la confiance en la démocratie témoigne d'une situation sensiblement différente entre les trois pays du nord et ceux du sud, césure que l'on retrouvera concernant la violence en fin de chapitre (***tableau 15***).

Guatemala, Salvador et Honduras constituent des démocraties non abouties largement paralysées par la violence, la corruption, et l'allégeance aux Etats-Unis, infaillible jusqu'en 2009, hormis durant la parenthèse Arbenz, achevée il y a déjà plus d'un demi siècle. Le système démocratique semble plus abouti dans le sud de l'isthme, notamment au Costa Rica, voire au Panamá, bien que l'impartialité de l'Etat soit fréquemment mise en cause par les nombreux conflits d'intérêts qui secouent l'élite politico-économique. Au Nicaragua, c'est plutôt le retour du pluralisme politique qui semble avoir été relativement bien accueilli.

La corruption est tellement ancrée dans la vie politique centraméricaine que son indice de perception par la population est relativement bas par rapport à d'autres régions du monde. A la question *« Le nouveau gouvernement combattra-t-il la corruption ? »*, toutes les opinions publiques nationales, hormis la guatémaltèque, répondent en cœur : « absolument pas ».[263] Sur la façade caraïbe, l'attachement aux Républiques centraméricaines est plus faible que dans le cœur de l'isthme, et l'adhésion à des principes démocratiques peu probants trouve certainement de moins en moins d'écho à mesure que l'on se dirige vers les marges caraïbes.

1) L'Etat local entre décentralisation et gouvernance

La mise en place de régimes autoritaires a accru la centralisation politique des Etats centraméricains en suspendant fréquemment les structures collégiales du pouvoir local (*alcaldía, ayuntamiento, municipalidad*). Le processus s'est pourtant inversé dans les années 1990 avec le retour – ou l'apparition – de la démocratie. On observe partout la renaissance de ces systèmes politiques locaux, dont le caractère distinct vis-à-vis des Etats est dans une certaine mesure garantie par des élections directes. Du nord au sud de l'isthme, les municipalités (cantons au Costa Rica, districts à Belize et au Panamá), constituent des circonscriptions administratives décentralisées où s'expriment pouvoirs et intérêts locaux, bien que leur affiliation au jeu politique national soit évidente, à travers le système des partis,

[263] Sur sept niveaux de réponse possible (p. 147). Quant au classement mondial de l'indice de perception de la corruption par la population, du plus faible au plus élevé, le Costa Rica est le plus crédible (47ème), suivi du Salvador (67ème), le Mexique est en 72ème position, le Panamá 85ème, le Guatemala à la 96ème place, puis viennent Belize (109ème) et le Honduras (126ème), le Nicaragua fermant la marche en 134ème position.
Informe sobre desarrollo humano para America Central 2009-2010, PNUD, 2009, 474 p.
[http://www.idhac-abrirespaciosalaseguridad.org/inicio.php]

et que leurs compétences restent réduites. C'est néanmoins le signe d'une volonté de décentralisation, réorganisation politique qui s'accompagne sur la façade caraïbe de la création de nombreux municipes, et même d'un Etat, celui du Quintana Roo en 1974.

Traditionnellement, la façade caraïbe, en tant que front pionnier, espace enclavé ou territoire indigène, est surtout caractérisée par l'absence d'état de droit et la permanence d'une sorte d'état d'exception où le pouvoir est nettement moins institutionnalisé qu'ailleurs. La multiplicité des systèmes, l'absence de contrôle institutionnel, et la dérogation juridique sont des caractéristiques de ce terrain d'affrontement entre les deux pouvoirs. Décentralisation, parfois contrainte, ou autonomie, constituent des cadres normatifs souvent récents qui visent à stabiliser ces marges. Mais cet effort de développement local témoigne surtout des enjeux pour le contrôle de l'espace entre les Etats ladinos et la globalisation, dont la façade apparaît périodiquement comme l'enjeu.

C'est dans ce contexte de faible crédibilité des Etats que la globalisation est venue en aide au principe démocratique, en reformulant les pratiques politiques, notamment dans les pays du Sud, par l'intermédiaire du principe de gouvernance. Pour résoudre l'inefficacité des politiques publiques, la Banque mondiale, grande promotrice du nouveau terme, propose de contourner les traditionnelles élites, trop clientélistes, et de s'adresser à des nouveaux acteurs, à des échelles souvent plus grandes, pour promouvoir le développement. En second lieu, le principe de gouvernance suggère une nouvelle gestion de la prise de décision, calquée sur celle des entreprises, en multipliant les acteurs, surtout privés, censés être plus efficaces. Le terme résonne chez la Banque mondiale et le FMI comme un remède spécifique aux maux de la démocratie dans les pays sous-développés.[264]

En accord avec les politiques d'ajustement structurels, la gouvernance maintient le désengagement des Etats des politiques publiques nationales. L'Etat est de plus en plus exclu de la sphère décisionnelle, il est mis sous tutelle et exclu des processus de contrôle de l'économie. En matière d'aménagement, les bailleurs de fonds de l'aide au développement

[264] Les 6 critères d'évaluation de la gouvernance par la Banque mondiale sont une comptabilité traçable, la stabilité politique et le manque de violence, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la régulation, l'État de droit et le contrôle de la corruption. Ces indicateurs, difficiles à évaluer, ont été repris par différents organismes, parmi lesquels le FNGM (Forum pour une Nouvelle Gouvernance Mondiale), du statisticien Renaud François, qui présente un Indice de Gouvernance mondiale (IGM) rassemblant les variables suivantes : Paix et sécurité, État de droit, Droits de l'homme et Participation, Développement durable, et Développement humain. En 2008, sur 179 pays, le Costa Rica arrivait en tête (22ème), le Panamá se trouvait à la 50ème place, suivait le Mexique (62ème), talonné par le Nicaragua (66ème), enfin Honduras (82ème) et Guatemala (113ème) fermaient la marche d'un classement qui considère les pays centraméricains comme de bons élèves !
[http://www.world-governance.org/spip.php?rubrique45&lang=fr]

multiplient désormais les contacts avec les villes ou les régions, mais aussi les partenariats avec des organismes privés qui ont la lourde charge de mettre en place le bien public (santé, gestion de l'eau, développement des infrastructures…).

Bien que les responsables soient désormais émancipés de la tutelle des Etats et directement affiliés à la Banque mondiale ou au FMI, ce transfert de responsabilités n'a semble-t-il pas fait diminuer les conflits d'intérêts. Pour Jean-Pierre Gaudin, *« la célébration de la* local governance *est en réalité une machine de guerre contre les politiques publiques nationales de redistribution économique, d'aménagement du territoire ou de transferts sociaux. »* [265] On objectera que dans ces trois domaines, à l'exception du Costa Rica, les Etats centraméricains ne se sont jamais particulièrement distingués. L'élite politique et économique n'a pas totalement été bouleversée par cette véritable mise sous tutelle du pouvoir global, puisque les acteurs sont sensiblement les mêmes ; ce glissement illustre en revanche la transformation d'acteurs nationaux en acteurs transnationaux qu'évoque William Robinson.

Le processus de globalisation entamé dans les années 1990 a dans une large mesure reconfiguré les équilibres et les tensions politiques au sein des pays de l'isthme. Les recompositions économiques ont surtout profondément modifié les structures de décision à l'échelle étatique et porté au pouvoir une nouvelle classe d'acteurs transnationaux : *« La recomposition de l'ordre social implique une nouvelle structure sociale. Le changement politique dans chacun des pays (excepté au Costa Rica) est seulement un aspect d'une transition plus importante dans la nature de l'autorité politique et du système de contrôle social dans la région. Les années 1960 à 1990 ont vu l'éclatement des systèmes autoritaires sous le poids de perturbations socio-économiques et de mobilisations politiques dues à l'entrée massive de capital étranger à travers le MCCA, et l'apparition de nouvelles activités économiques et de nouveaux protagonistes, qui signalaient les débuts de la globalisation de l'isthme. Ce bouleversement social a pour résultat le déclin de la vieille oligarchie, la défaite de larges secteurs populaires en Amérique centrale, et la victoire probable de nouveaux groupes dominants. »*[266]

Le principe de gouvernance a eu des répercussions politiques rapides sur les marges caraïbes de l'Amérique centrale, où des nouvelles structures politiques ont vu le jour. Si ces dernières sont parfois des émanations d'acteurs locaux, elles sont généralement reconfigurées par les décideurs globaux. Ceux que l'on nomme les acteurs globaux ou transnationaux ont

[265] GAUDIN, Jean Pierre, *Pourquoi la gouvernance ?*, Presses de sciences po, 2002, 138 p. ; p. 111
[266] ROBINSON, op.cit. ; p. 70

toujours plus de poids sur des espaces de marges dont le développement économique continue d'être planifié hors du champ de la puissance publique. L'apparition de nouvelles charges, de nouveaux financements et de nouveaux postes, à des échelles variées, contribue à l'affiliation de nouvelles élites locales formées par ce système, notamment dans le cadre de programmes universitaires financés par les organismes internationaux. *« Pour contourner les élites traditionnelles, le mieux est d'en faire naître rapidement d'autres, de les former et de les soutenir. On cherche donc à s'adresser à des associations, à leurs leaders en particulier, mais aussi à des universitaires et chercheurs, à des nouvelles couches techniciennes, et à des élus urbains. La stratégie de la Banque mondiale consiste aujourd'hui à préparer à ces approches de gouvernance des cercles renouvelés de décideurs, des leaders de demain. »* [267]

Les entreprises privées du littoral caraïbe, notamment agricoles, participent désormais aux projets de développement durable, sans qu'il soit jamais fait mention de leur œuvre environnementale dévastatrice. Sur la façade caraïbe, les collusions sont nombreuses entre responsables politiques et narcotrafiquants, et les interventions d'organismes globaux idéologiquement divergents (ONG, chartes multiples…) ne semble pas à même de remettre en cause un système bien rodé. On verra dans quelle mesure les sociétés indigènes n'échappent pas à une corruption endémique où les nouveaux réseaux globaux viennent suppléer ou remplacer les Etats, selon. Qu'il s'agisse de la distribution des aides d'urgence à l'occasion de l'ouragan Mitch ou des élections dans les nouvelles circonscriptions administratives de la façade, la décentralisation et la gouvernance s'adressent systématiquement aux mêmes interlocuteurs locaux.

2) Un exemple de décentralisation contrainte : les régions autonomes nicaraguayennes[268]

L'Atlantique nicaraguayen a bénéficié d'une attention internationale aussi brusque que rapide à l'occasion de la Révolution sandiniste. Présentés à tort comme le fief de la Contra, les deux départements de la Zelaya, qui représentent la moitié de la superficie du territoire national, sont renommés « zones spéciales » à partir de 1980. Correspondent *grosso modo* à l'ancienne Mosquitia, elles se sont vues proposer un statut d'autonomie particulier dès 1985.

[267] GAUDIN, op. cit. ; p. 73

[268] Les régions autonomes ont fait l'objet d'une littérature nombreuse, notamment dans leurs premières années. Le peu d'études publiées par la suite illustre le manque d'intérêt porté par les observateurs internationaux à un processus qui fait aujourd'hui figure d'autonomie oubliée. Afin de ne pas surcharger le texte de références, les nombreuses sources utilisées se trouvent en annexe.

Contrairement aux attentes des populations indigènes miskitos, le système d'autonomie multiethnique reprend les bases spatiales des anciens départements, caractérisés par un enchevêtrement de populations et de territoires. De nombreux Miskitos sont frustrés par un système qui les intègre dans une organisation politique partagée avec des éléments allogènes, d'autant plus qu'ils auraient pu prétendre à une autonomie basée sur des critères ethniques en arguant de la continuité territoriale de leur peuplement. Les autres ethnies minoritaires auraient en revanche été marginalisées par ce principe territorial.

En avril 1987, une « Assemblée multiethnique » se réunit pour élaborer des institutions autonomes régionales. L'Assemblée nationale de Managua ratifie le nouveau statut d'autonomie en septembre de la même année. Pour assurer la représentation des ethnies minoritaires, le statut d'autonomie met en place un dispositif de « discrimination ethnique positive » qui surreprésente leur véritable répartition. Les conseils régionaux des deux nouvelles régions autonomes (Région Autonome de l'Atlantique Nord et Région Autonome de l'Atlantique Sud) sont constitués de 45 membres, soit 3 élus pour chacun des 15 districts. Certains de ces districts sont considérés comme la base territoriale d'une ethnie particulière (Mestizo, Miskito, Créole, Sumu dans la RAAN, auxquels s'adjoignent Garifunas et Ramas dans la RAAS) ; toutes les têtes de liste doivent alors appartenir à ces ethnies. Le gouvernement élu par le Conseil doit aussi comprendre un membre de chaque ethnie. Ce dispositif, qui permet une représentation artificielle de la mosaïque ethnique de la côte afin d'empêcher une marginalisation des petites communautés, a été salué par les institutions internationales. Si cette autonomie multiethnique intègre les minorités les plus faibles, son fonctionnement nécessite en revanche un consensus généralisé pour la plupart des décisions.

Régions, communautés, municipalités : les conflits d'échelle du pouvoir local

La nouvelle Constitution de 1987 reconnaît que *« le Peuple du Nicaragua est multiethnique »*. Elle accepte l'usage officiel des langues locales de la côte et encourage un apprentissage bilingue. Elle reconnaît aussi le caractère inaliénable des territoires agricoles, forestiers et maritimes des communautés par la loi 445. En outre, elle stipule que la *« région dispose de son patrimoine écologique »*, disposition contradictoire avec la précédente qui explique les fréquentes oppositions entre communautés et régions. Les régions autonomes s'occupent des politiques de santé, d'éducation, d'aménagement et de l'exploitation durable des ressources. Elles doivent aussi intégrer les coutumes locales dans la législation. Le problème de la personnalité ou de la territorialité des lois n'est pas tranché, et celles-ci doivent s'inscrire

dans un cadre juridique national à respecter. Les attributions précises de chacun des protagonistes ne sont pas explicites, bien qu'en 1995, des amendements constitutionnels clarifient le rôle du Conseil par rapport au gouvernement et à son chef, le coordinateur régional. L'Assemblée régionale est souveraine, elle a l'initiative des lois, et elle peut aisément révoquer le pouvoir exécutif. La Cour Suprême de Justice du Nicaragua arbitre les conflits entre les instances municipales, régionales, et nationales.

Le droit des communautés est spécifié dans la constitution, mais c'est l'autorité régionale qui est chargée de le mettre en œuvre. Des conseils des Anciens sont formés selon les dispositions locales, les associations sont reçues, les propriétés communautaires sont confirmées et la médecine chamanique reconnue. Mais l'exploitation des ressources naturelles reste un sujet de tension important, et l'établissement d'une réserve des Cayes miskitos, voulue par ses habitants, s'est heurté au refus des autorités régionales et nationales. Lorsque les communautés cherchent à faire prévaloir leurs droits, elles agissent souvent par elles-mêmes : les expéditions menées par les Miskitos contre les pêcheurs illégaux venus du Honduras sont alors condamnées par les autorités supérieures. Pour peser, les communautés doivent s'unir, ce qui ne va pas sans difficultés pour les groupes ethniques ultra minoritaires, Garifunas ou Ramas.

Les municipalités exerçaient un pouvoir local non négligeable jusqu'à leur quasi suppression par Somoza en 1937. La constitution de 1987 a réactivé ces institutions, qui s'occupent désormais de l'Etat civil, de l'aménagement urbain, de la santé et de l'éducation, et qui disposent donc de presque autant de compétences que les régions autonomes. Ces dernières se sont inévitablement heurtées aux autres circonscriptions locales que sont les municipalités. La délimitation des municipalités s'est pourtant effectuée conjointement entre les régions et l'Etat. Depuis, le gouvernement de Managua tente parfois de s'appuyer sur les municipalités pour contourner la région, comme à Rosita, où la concession de 400 000 hectares de forêt accordée à une entreprise coréenne a finalement été invalidée par la Cour Suprême de Justice. Des projets d'enfouissement de déchets toxiques venus des Etats-Unis ont aussi été dénoncés. Si l'instance suprême arbitre souvent les conflits en faveur de la région, rien ne dit qu'il en sera toujours ainsi, d'autant plus que toutes les décisions sont retardées dans leur application. Les vides juridiques sont très nombreux puisqu'il est difficile de définir l'échelle de circonscription compétente, ce qui contribue fortement à l'immobilisme des régions autonomes.

Le poids des acteurs nationaux

L'absence de dévolution fixe du budget de l'Etat à la région est un important obstacle à sa viabilité. Elle avait suscité le mécontentement des signataires dès 1987. Les fonds régionaux sont donc négociés à Managua, et la contribution nationale ne représente en 1998 que 30% du budget régional. Les institutions autonomes se voient donc largement contraintes à l'autofinancement, en imposant les seuls bénéfices substantiels, ceux générés par les entreprises exploitant les ressources naturelles. Cette dépendance financière vis-à-vis de l'Etat central entraîne des abus nombreux. Ainsi, plutôt que de ne pouvoir empêcher une contrebande systématique, faute de forces de police suffisantes, le pillage des réserves de crevettes par les bateaux étrangers est cautionné par la région, qui préfère partager avec l'Etat les revenus des concessions.

L'action des régions est aussi paralysée par la présence d'élus inféodés au pouvoir central au sein des conseils. Les grands partis nationaux ont eu tendance à court-circuiter la décentralisation, en monopolisant les charges, par l'intermédiaire de l'UNO (*Unión Nacional Opositora*) de Violetta Chamorro jusqu'en 1994. A partir de 1996, le PLC (*Partido Liberal Constitucionalista*), coalition de libéraux et de conservateurs, menace la cohésion des régions par une éventuelle réforme constitutionnelle qui remettrait en cause les anciens statuts. Le parti sandiniste, longtemps minoritaire, participe désormais à ces coalitions avec ses anciens ennemis. Les élites politiques nationales gardent une influence certaine par l'intermédiaire des partis, suite au déclin rapide de YATAMA, parti miskito majoritaire dans la RAAN au début du processus. Les maux de la région sont révélateurs de la difficulté à instaurer un système démocratique viable, notamment sur une côte ruinée par la guerre, où les élites locales sont peu nombreuses, et la société civile surtout constituée par les différentes Eglises, dont l'aura auprès des populations s'est accrue avec la guerre. La corruption, pratique solidement ancrée, s'est généralisée avec la multiplication des charges. Les élus aux conseils sont mal formés et souvent déresponsabilisés au profit de coordinateurs régionaux souvent liés à Managua.

La création de l'Institut national de développement des régions autonomes (INDERA), avec rang de ministère, témoigne de la volonté du gouvernement de conserver la mainmise sur la côte. L'institut succède à l'INNICA sandiniste, considéré comme un organisme d'exploitation des ressources locales. Il est présidé en 1990 par un chef de la Contra, Brooklyn Rivera, et dispose d'un budget supérieur à celui des 2 régions autonomes réunies. Dissous en 1994, ses prérogatives sont transmises à un nouveau Ministère de l'Action sociale au nom plus consensuel.

La faiblesse des fonds consacrés au développement des régions atlantiques, et notamment au financement de l'autonomie, s'explique aussi par la conjoncture internationale et les nouvelles orientations auxquelles sont contraintes les politiques publiques des pays du Sud. L'Etat sandiniste était propriétaire d'une importante partie des moyens de production. Après la victoire de l'alternative libérale en 1990, Managua a fait appel aux bailleurs de fonds internationaux pour réintégrer l'économie de marché. Au même moment, la chute de l'URSS a conduit les Etats-Unis à limiter leurs contributions financières pour le développement dans les régions stratégiques, comme en Amérique centrale. Le Nicaragua a donc du freiner ses dépenses publiques et son endettement pour bénéficier des prêts du FMI et de la Banque Mondiale. Ces plans d'ajustement structurels ont pris des allures dramatiques sur la façade caraïbe du Nicaragua, notamment pour des paysans habitués aux prix agricoles garantis, dont beaucoup ont du vendre leurs terres. Celles-ci sont convoitées par les grandes compagnies, qui privilégient l'exploitation des matières premières sans même garantir leur transformation locale. Le taux de chômage des deux régions avoisine les 80% et la majeure partie de la population exerce une activité informelle. Les coupes dans le budget de l'Etat impliquent nécessairement une diminution du financement des régions autonomes, qui doivent négocier localement, et avec l'accord de Managua, l'imposition des investissements étrangers.

Le renouveau des cultures des marges

Le nouveau statut a bénéficié d'une légitimité certaine à ses débuts : 80% des inscrits votaient aux élections de 1994 ; quatre ans plus tard, 75% des interrogés estimaient que le système actuel était le meilleur compromis pour la région, même s'ils étaient conscients de ses imperfections. La mise en place d'instances démocratiques, même imparfaites, semble répondre aux aspirations des *costeños*. Parfois tendu, le dialogue avec les institutions est néanmoins réel : les associations de jeunes, de femmes, ou de quartiers sont perçues comme des interlocuteurs crédibles. L'enseignement bilingue se développe, même s'il est limité par la faiblesse des crédits alloués ; radios et télévisions émettent en langues indigènes, et l'université URACCAN s'est vue reconnaître par les institutions universitaires nationales.

Ces efforts pour reconnaître les spécificités indigènes de la côte ont aussi eu des répercussions sur la partie occidentale du Nicaragua, où leur existence a été reconnue, comme à Subtiava (León). Les observateurs croient déceler une baisse du racisme intercommunautaire depuis l'adoption du statut. L'exemple des Sumus (qui signifie simplets en Miskito) qui se font désormais appeler Mayangnas (Nous-autres), démontre un souci de

revaloriser l'identité indigène. De la même manière, l'ascendance miskito est aujourd'hui affichée, alors qu'elle était jusqu'à peu symbole d'arriération.

Les ONG, omniprésentes sur la côte, mènent actuellement des politiques de *rescate* (récupération du patrimoine culturel), notamment pour mettre en relation les Garifunas avec les grandes communautés du Honduras et de Belize, ou pour maintenir les trois langues des Sumus ! Utiles au maintien de la diversité culturelle, ces politiques véhiculent néanmoins un important assistanat, véritable plaie dans l'optique d'un développement volontariste de la côte par ses habitants.

Vingt ans après : l'autonomie oubliée

Vingt ans après, l'autonomie se porte mal, comme le reste du pays, plongé dans une confusion politique suite au feu vert accordé par la Cour suprême de justice fin 2009 à la réélection de Daniel Ortega, dont l'entourage est devenu un Etat dans l'Etat, au même titre que chez ses tristement célèbres prédécesseurs. Au Nicaragua, le discours schizophrène d'un sandinisme désincarné est patent au travers des encouragements aux investissements étrangers, comme dans les mines d'or de Rosita, San Pedro, Trebol ou La Flor (RAAN et RAAS), sans compter les projets hydroélectriques. Répondant aux desideratas de Managua, les régions autonomes ont accepté en 2009 d'accorder des concessions pétrolières à *Infinity Energy Resources*, entreprise de l'Utah, sur la plate-forme continentale de la mer des Caraïbes, événement qui a provoqué de nouveaux heurts diplomatiques avec Tegucigalpa concernant la délimitation des frontières maritimes.

Les Miskitos ont l'impression d'avoir transformé leur succès contre les sandinistes en victoire à la Pyrrhus. Les principaux leaders sont fréquemment accusés d'avoir vendu l'autonomie contre des postes gouvernementaux et d'encourager une corruption endémique, facilitée par la faiblesse de la société civile. La plupart des anciens leaders de la Contra, notoirement corrompus, conservent un important rôle politique ou économique : l'autonomie est vidée de son contenu de l'intérieur.[269] L'argent de la côte vient surtout des ONG et des entreprises étrangères qui y perpétuent l'influence des réseaux globaux. Elles contrebalancent ainsi l'influence de l'Etat central, toujours soupçonné d'une grande tiédeur vis-à-vis de l'autonomie. Les valeurs prônées par ces acteurs nationaux ou transnationaux sont peu en

[269] Les anciens combattants occupaient toujours des postes stratégiques en 2009, comme Steadman Fagoth à l'Institut national de la pêche, institution importante sur cette façade caraïbe, tandis que Brooklyn Rivera est désormais l'un des inamovibles députés de l'Assemblée nationale.

phase avec un esprit *costeño* frustré de sa victoire mais déjà réveillé en 1998 lors d'une insurrection stoppée par l'ouragan Mitch.

En avril 2009, le Conseil des Anciens de la RAAN a proclamé l'indépendance de la région, estimant que cette décision était la seule à même d'alerter les institutions internationales sur le non respect du dispositif d'autonomie. La déclaration, signée par 360 leaders miskitos et suivie d'une demande de reconnaissance à l'ONU, évoque une nouvelle fois l'alliance avec la Couronne britannique, pourtant obsolète depuis 1860. Des heurts périodiques ont eu lieu à Bilwi, mais les responsables locaux sont partagés et n'adhèrent pas nécessairement à ce qui ressemble à un ultime soubresaut de la Mosquitia.

Le processus d'autonomie des régions de l'atlantique nicaraguayen a été favorisé par l'intervention des Etats-Unis aux côtés des minorités ethniques de la façade caraïbe dans leur lutte contre le pouvoir sandiniste. Ce dernier diffère peu des régimes autoritaires de l'isthme quant à sa conception idéologique ladina, fondée sur l'accomplissement national à travers une société métisse. Cette idéologie est partagée par toutes les élites politiques centraméricaines, qui considèrent les spécificités indigènes comme une atteinte à la souveraineté nationale.

Si cette autonomie peut dans une certaine mesure s'apparenter à des représailles politiques du pouvoir global, incarné ici par les Etats-Unis, contre un pouvoir national divergent, elle a été rendue caduque par le retour du Nicaragua dans le giron libéral. Ce rare exemple de décentralisation poussée a aussi été paralysé par la multiplicité de ses bases territoriales et ethniques. Le pouvoir local est ici miné par la fragmentation sociale et ethnique, et pris entre les feux d'un Etat qui déstabilise en permanence le fragile édifice (corruption, non respect de la législation, chantage financier...) et d'un pouvoir global aux expressions toujours duales.

Car au-delà des discours, aucune institution internationale ne s'est chargée du financement de ce processus politique peu évident. Si les ONG contribuent certes à mener ici et là des politiques de développement, sans grande cohésion d'ailleurs, ce sont généralement aux mêmes bailleurs de fonds qu'appartiennent les multinationales qui viennent piller la côte. Faute de service après vente, l'autonomie périclite, au profit d'acteurs extérieurs à la façade caraïbe, principalement l'Etat nicaraguayen, qui exerce malgré sa débilité structurelle un pouvoir certain.

3) Pouvoirs locaux et territoires indigènes : les comarcas panaméennes[270]

Mise à part durant l'épopée miskito, rares sont les communautés sociopolitiques de marges à avoir émergé par le passé. Les représentations politiques de ces groupes réduits ne se sont établies que tardivement, progressivement, et diversement, suivant les rapports entretenus avec les autorités coloniales. La figure du « cacique » évoque fort bien le poids du pouvoir colonial dans la définition de ses interlocuteurs politiques ; les connotations coloniales du terme ont d'ailleurs conduit à son délaissement progressif. On reconnaît désormais aux sociétés de la zone refuge des autorités assez diverses et des systèmes complexes, ce qui était très certainement déjà le cas il y a quelques siècles, bien qu'il n'y fût pas porté attention.

Nous verrons plus loin que la principale caractéristique politique des sociétés de la zone refuge est leur définition communautaire, dont la milpa, en tant que structure agraire et sociopolitique, est exemplaire dans le nord de l'isthme. Les représentations politiques des différents groupes de la zone refuge correspondent dans une large mesure à la notion de superstructure appliquée à une économie de subsistance : peu hiérarchisée et répondant aux nécessités de la gestion locale des conflits. Nous reviendrons par ailleurs dans la suite du chapitre sur un phénomène majeur, à savoir l'entrée des Indigènes sur la scène mondiale à travers la signature de la *Convention n°169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux, de 1989*, qui n'a toujours pas été ratifiée par le Panamá, le Nicaragua, et Belize. Cet événement a largement contribué à donner un écho aux mouvements indigènes.

Le récent principe de gouvernance s'est donc appuyé sur les revendications des différents acteurs locaux pour renouveler les organisations politiques aux échelles locales à travers des cadres juridique nouveaux et des bases spatiales consensuelles… Ces structures se différencient néanmoins suivant leur approche de l'espace et la plus ou moins grande interférence des pouvoirs extérieurs : elles sont ethniques, communautaires, territoriales, mais aussi parfois administratives comme dans les comarcas du Panamá.

[270] Les comarcas du Panamá sont représentées dans les cartes 33 et 34 du chapitre 3.

La Kuna Yala : un système précurseur

Le système de la comarca Kuna Yala est un cas unique d'institutionnalisation précoce d'un pouvoir local indigène. Il ne répond pas à la tendance actuelle des Etats à la décentralisation, contrairement à sa généralisation aux autres populations indigènes du Panamá dans les années 1990, qui s'est effectuée en réadaptant – ou en vidant de son contenu, pour de nombreux observateurs – un système qui avait jusque là plutôt fait ses preuves. La comarca Kuna constitue l'archétype d'une autonomie respectueuse des systèmes politiques traditionnels et le peuple kuna est à cet égard un exemple d'aboutissement des revendications indigènes dans toute l'Amérique. La mise en place progressive de l'autonomie kuna doit beaucoup au bon vouloir de l'administration états-unienne et à la faiblesse de l'Etat central. La Révolution kuna de 1925, qui a expulsé les autorités panaméennes, a en effet bénéficié du concours du tout-puissant chef de la délégation du canal sur place, John Glover South, qui a lourdement insisté pour un règlement sans bain de sang de ce véritable processus de décolonisation.[271]

Le territoire indigène est organisé sous forme de petites communautés dont l'émanation politique est l'*Onmaked-Nega*. Un temps rivales dans les premières années qui suivent la reconnaissance de la Kuna Yala, les communautés dépassent leurs divisions, qui freinent la confirmation de l'autonomie, en présentant une *Onmaked-Nega Tummat* unie à partir de 1945, reconnue par la loi 16 de 1953. Ce congrès général kuna, qui représente les intérêts de l'ensemble de la comarca, est élu par les 49 communautés de la Kuna Yala, généralement insulaires. Trois *Saila Tummagan*, en fonction des trois régions de la comarca, sont élus par le congrès général pour représenter la communauté auprès des instances nationales et internationales. Ces systèmes électoraux se doublent en réalité d'héritages culturels qui placent les sages (*Saila*) au cœur du pouvoir de décision. La communauté – *Nega* signifie maison – constitue généralement une entité très forte, le pouvoir de décision de ses chefs se fonde davantage sur le prestige et le respect que sur une hiérarchie sociale prédéterminée.[272] Surtout, les Kunas refusent toujours l'établissement de districts dans la comarca Kuna Yala. Ils considèrent que le dispositif reviendrait à établir un gouvernement

[271] Revenant sur leurs promesses de 1903, les autorités panaméennes avaient interdit le port de la *mola* (habit traditionnel) chez les femmes et envoyé des missionnaires catholiques pour christianiser et promouvoir la langue espagnole (la langue kuna fut interdite). On retiendra que l'aventurier états-unien Richard Marsh, auteur de la théorie qui veut que le taux d'albinisme élevé des Kunas soit probablement lié à leur ascendance viking, était un proche du légat du Canal au moment des faits. Cet exemple souligne le rôle des acteurs extérieurs à l'isthme, en l'occurrence les Etats-Unis, qui ont contribué à un processus d'autonomie au détriment de leur propre nouvel Etat fantoche, Panamá.

[272] ARCHIBOLD, Juan Perez, "Autonomía kuna y estado panameño", pp. 243-274, in *Autonomías etnicas y Estados nacionales*, BARTOLOME, Miguel A. (dir.)

local décentralisé sur leur territoire. En revanche, ils participent à l'élection présidentielle et élisent deux députés qui siègent à l'Assemblée nationale.

Après près d'un siècle d'existence, le système montre une viabilité certaine, bien que les tensions internes et externes paralysent souvent une structure dont la principale difficulté est d'ordre socio-économique, ainsi que nous l'avions évoqué dans le chapitre 3. Les termes de l'échange dévalorisent les exportations de plantain et de noix de coco vis-à-vis du pétrole, très utilisé dans la comarca, et les tensions intra-communautaires sont de plus en plus importantes concernant l'usage des ressources.[273] Cette autonomie très poussée, basée sur une juridiction ethnique et un territoire stable, reste fragile. L'Etat panaméen se garde bien d'aider la comarca, contrariant même les communautés à travers les rares compétences qu'il a conservées, comme le contrôle des ressources marines ou du sous-sol. Le parachèvement d'une autonomie hors du sous-développement est d'autant plus difficile que les Kunas ont perdu l'appui des Etats-Unis en refusant l'exploitation systématique de leur territoire par les multinationales.[274]

Les nouvelles comarcas : fragmentation des territoires et pérennité des structures nationales

Deux principaux écueils relativisent le transfert de compétence opéré à partir des années 1980 vers des territoires indigènes panaméens bénéficiant d'une large autonomie. D'une part l'Etat panaméen s'est attaché à conserver la maîtrise des infrastructures existantes (terminal de l'oléoduc de Chiriquí Grande) ou potentielles (route interaméricaine du Darién), d'autre part les territoires indigènes sont depuis longtemps partie intégrante du territoire national, par l'intermédiaire de circonscriptions administratives locales, les districts. Les *alcaldes* qui président ces districts sont ainsi intégrés aux réseaux politiques nationaux, ce qui rend souvent cette autonomie infructueuse.

Les autres comarcas du Panamá se fondent aussi sur des critères ethniques, mais contrairement à la comarca Kuna Yala, les autorités nationales n'ont pas permis la validation des territoires traditionnels revendiqués, arguant parfois d'une occupation récente, ce qui n'est partiellement vrai que dans le Darién, toutefois occupé depuis plus d'un siècle. Ainsi, les

[273] Le tourisme est très organisé, puisque tout étranger doit se déclarer à son arrivée dans la comarca et séjourner en pension complète dans l'un des hôtels de l'archipel. Les prix sont relativement élevés (30$ par jour) mais la totalité est reversée à la communauté. Les touristes sont regroupés et encadrés : ils n'ont pas réellement d'autre choix que de plonger pour admirer la barrière de corail.

[274] D'ailleurs, faute de politiques de coopération avec les institutions internationales ou les ONG, les surplus financiers proviennent désormais d'acteurs transnationaux inattendus, les narcotrafiquants, à qui les Kunas revendent les ballots de cocaïne égarés. Bien qu'elles soient largement partagées, ces subites entrées d'argent déstabilisent en profondeur l'organisation de la communauté.

comarcas ne bénéficient plus de la complémentarité entre terroirs qui caractérisait ces vastes territoires jusqu'à ce que les acteurs nationaux s'y installent dans les années 1970 (fronts pionniers des populations paysannes ladinas, fincas des militaires, infrastructures…). Les deux autres comarcas continentales des populations kunas (Madungandi, 1996 ; Wargandi, 2000), frontalières avec la Kuna Yala, mais sur le versant pacifique, ne lui ont pas été et ne lui seront pas adjointes. Les dirigeants de ces nouvelles comarcas sont souvent les mêmes que les *alcaldes*, directement affiliés aux partis nationaux, et la méfiance des autorités de la Kuna Yala a aussi joué un rôle dans la désunion de ces communautés ethniques. D'autre part, la loi minière ôte aux autorités indigènes toute prérogative concernant leur sous-sol, ce qui crée des situations dramatiques, comme dans la comarca Ngöbe-Buglé (1997), à travers l'exploitation des mines de cuivre (Cerro Colorado), qui s'est accompagnée d'une déforestation fortement accélérée durant la première décennie de l'autonomie. Les Ngöbes ont surtout obtenu le statut de comarca grâce au clientélisme des autorités traditionnelles ; il fallait bien ça pour leur octroyer un si grand territoire… La comarca Embera-Wounaan, plus précoce (1983), est scindée en deux, absence de continuité territoriale qui constitue un frein à cette autonomie. Les autorités nationales ont fait en sorte de conserver l'axe de la possible route interaméricaine en dehors du territoire de la comarca. En outre, cette reconfiguration territoriale procède de la réunion de deux ethnies, ce qui accroît nécessairement les tensions et les instrumentalisations potentielles de chacun des groupes, d'autant plus qu'il y règne un climat d'insécurité très pesant du fait de la présence des guérilleros, de l'Armée panaméenne, et des paramilitaires et des narcotrafiquants colombiens.

Ces nouveaux territoires indigènes sont peu viables, d'une part en raison de leur situation géographique caractérisée par un fort enclavement, d'autre part en fonction de l'articulation du système politique indigène sur les structures districtales préexistantes. Hormis dans la Kuna Yala, le clientélisme des autorités traditionnelles s'est mue en corruption généralisée, notamment du fait de la faiblesse du processus décisionnel dans le cadre communautaire. L'institutionnalisation des élites en place a aussi accru les rivalités internes au sein des communautés et les luttes entre clans, sur lesquelles les pouvoirs extérieurs se sont appuyés.

D'autres communautés plus soudées souhaiteraient bénéficier de ce système mais en restent exclues, comme les Nasos (longtemps appelés Teribes) de Bocas del Toro. Au Panamá, cette population réduite (4 000 individus en 2000, dont 600 au Costa Rica) s'est toujours opposée aux autorités coloniales, puis nationales, se différenciant des Ngöbes, alliés de longue date des élites panaméennes. Bien que réservée à une seule famille, la royauté est

élective chez les Nasos, système politique démocratique et communautaire qui permet une forte cohésion du groupe social dans ses rapports avec l'extérieur. En 2004, Tito Santana a été destitué au profit de Valentin Santana, le premier ayant validé un projet de centrale hydroélectrique à Bonyic ; l'Etat panaméen refusait toujours de reconnaître cette destitution trois ans après l'exclusion du territoire de l'ancien roi naso. L'opposition s'est cristallisée d'octobre 2007 à mai 2008, lorsque quelques centaines d'Indigènes ont bloqué l'accès au chantier de la centrale hydro-électrique construite par l'entreprise colombienne *Empresas Públicas de Medellín*, située au cœur du Parc naturel de la Amistad. Les autorités panaméennes ont laissé une centaine d'hommes de la compagnie munis d'armes à feu disperser les opposants. Malgré leur faiblesse numérique, les Nasos ont toujours été des opposants farouches à toute intrusion extérieure ; leurs desseins autonomistes ne disposent en revanche d'aucune résonance internationale.[275]

La généralisation de la comarca panaméenne sur le modèle de la Kuna Yala, structure politique au premier abord très respectueuse des autorités traditionnelles, n'est pas parvenue à asseoir un véritable pouvoir local indépendant. D'une part la fragmentation politique en clans et communautés au sein même des comarcas constitue un important handicap dans l'optique du fonctionnement de territoires relativement vastes, à savoir plus du dixième de la superficie nationale. D'autre part l'inféodation des acteurs locaux à l'élite politico-économique nationale est trop ancrée, notamment quand les Indigènes participent depuis longtemps à la politique panaméenne à travers des élections municipales. Ce n'est pas le cas des Nasos, qui se sont toujours opposés aux autorités nationales et n'ont ainsi pas pu bénéficier d'institutions garantissant leur autonomie. Quant aux Kunas, ils doivent faire face à des ingérences nombreuses de la part de l'Etat panaméen. Les acteurs locaux sont davantage liés aux autorités nationales qu'à des acteurs globaux qui prennent seulement ici la forme d'entreprises capitalistes d'exploitation des ressources naturelles. Le peu de cohérence des configurations territoriales explique aussi le faible poids des acteurs globaux, puisque les nouvelles comarcas n'ont généralement pas de débouchés maritimes, hormis la comarca Ngöbe-Buglé sur la Caraïbe.

[275] Le très faible impact médiatique de ces mouvements de contestation indigènes isolés est patent sur Internet. Les occurrences des noms des populations indigènes sont surtout associées à des sites touristiques généralistes, au mieux à des études anthropologiques, mais très rarement à l'actualité politique de ces populations. Les communautés ou les associations locales les représentant disposent rarement de sites propres, et sont fréquemment hébergés par des associations plus puissantes. L'*Alianza para la Conservación y el Desarrollo,* association naso symptomatique de ce manque de notoriété, est désormais hébergée par *Facebook*. [www.facebook.com/.../Alianza-para-la-Conservacion-y-el-Desarrollo.../115374353941]

4) Organisations globales, organisations locales : les nouveaux paradigmes de la « gouvernance mondiale »

Les nouvelles normes de « bonne gouvernance » prônent notamment le contournement d'acteurs nationaux inefficaces et la mise en valeur d'acteurs locaux insérés dans les « vraies » problématiques du développement. Ce changement d'échelle se matérialise dans une large mesure par des transferts de compétences et de fonds, désormais attribués à une multitude d'organisations indépendantes des pouvoirs publics. Cette logique de management conduit à un renforcement des institutions aux échelles locales et mondiales : d'une part les entreprises multinationales et les ONG internationales contrôlent de plus en plus les politiques de développement des pays du sud, d'autre part on assiste à l'émergence d'acteurs locaux, interlocuteurs qui souscrivent à cette nouvelle orientation idéologique. Les organisations locales, souvent associatives, et leurs représentants, envisagent donc désormais la participation à des projets locaux. L'émergence de réseaux sociaux horizontaux et de nouvelles coordinations « alternatives » peine en revanche à remettre en cause des réseaux et des systèmes très hiérarchisés, qui conditionnent toujours leur participation financière aux impératifs de rentabilité du nouveau paradigme.

Belize : Etat global ou shadow state ?

A la différence des comarcas panaméennes et de l'autonomie multiethnique nicaraguayenne, l'affirmation politique de Belize tient moins de la demande locale que de la volonté d'expansion du pouvoir global. Le processus d'indépendance de l'ancienne colonie britannique du Honduras s'est essentiellement appuyé sur des élites dirigeantes qui se sont efforcées de sortir d'un cadre colonial plutôt souple pour asseoir leur domination économique sur ce petit territoire. Les dirigeants de Belize misaient sur leurs liaisons avec les Etats-Unis (réseaux migratoires, transferts monétaires, tourisme…) pour maintenir le caractère insulaire du petit Etat. Cette entrée dans le concert des nations centraméricaine l'a paradoxalement éloigné de ses réseaux ultramarins et davantage confronté aux tensions territoriales du reste de l'isthme. La colonie avait jusqu'alors toujours favorisé l'existence d'une zone tampon indigène pour se prémunir de son belliqueux voisin guatémaltèque, quitte à maintenir le territoire dans un isolement finalement coûteux, puisque la colonie était structurellement déficitaire. En se conformant aux normes juridiques centraméricaines, Belize est rapidement entré dans le jeu centraméricain, puisque dès 1983, 600 soldats britanniques sont déployés sur la frontière pour parer une éventuelle tentative d'annexion du Guatemala.

Etant donnée la juxtaposition de territoires aux fonctionnements très divers, Belize ne peut pas être catégorisé comme l'un de nos trois modèles territoriaux, bien que son fonctionnement s'apparente au territoire globalisé. Le pays est organisé politiquement, économiquement et culturellement par ses relations avec l'outre-mer depuis le 17ème siècle. L'indépendance n'a pas créé les conditions de l'émergence d'un véritable Etat, faute d'idéologie nationale en ce sens, d'abord, et surtout du fait d'une indépendance concomitante avec les nouveaux discours des bailleurs de fonds internationaux sur le désengagement des Etats des politiques publiques.

Belize constitue une illustration assez emblématique de la notion d'Etat global et fait figure de laboratoire, à l'échelle de l'isthme, pour des acteurs globaux qui contrôlent désormais de nombreuses activités. Ainsi, l'enseignement élémentaire a été délégué à l'église catholique et aux diverses églises évangélistes. La fondation états-unienne Audubon, quant à elle, dispose du monopole de la gestion des aires protégées et des parcs naturels du pays. La protection militaire du pays n'est plus assurée que par son alliance avec Washington, omniprésent à tous niveaux, notamment dans la lutte contre le trafic de drogue, qui voit la DEA (*Drug Enforcment Administration*) opérer ouvertement sur le territoire national.

L'indépendance a rendu la souveraineté de Belize plus complexe, notamment vis-à-vis du Guatemala. Les obligations coloniales de la Grande-Bretagne sont désormais monnayées par Washington contre un soutien sans faille aux projets de développement qui transforment progressivement ce bout de Caraïbe en gigantesque parc d'attraction. L'intégration croissante de Belize à des réseaux globaux divers, pas nécessairement légaux, n'empêche pas le petit pays de se retrouver à une surprenante 48ème place au classement de l'Indice mondial de gouvernance : étonnant paradoxe entre ces bons résultats et le statut de *shadow state* que d'autres lui prêtent...[276]

[276] Rosaleen Duffy évoque la manière dont les réseaux globaux peuvent transformer les Etats sous-développés en « Etats-fantômes ». Les liens entre le capital international et les élites locales empêchent les Etats de réguler les banques offshore, de lutter contre le trafic de drogue ou de protéger l'environnement, actions pourtant revendiquées par les Etats du Sud. L'auteur compare Belize aux Etats africains sur certains points, comme l'influence britannique, la relation patron client, la drogue ici (le diamant là-bas), bien que Belize ne soit pas en guerre civile et profite de la manne touristique. Néanmoins, le crime organisé se nourrit de cette corruption et influence ou contrôle des institutions clés pour limiter le renforcement des institutions et détourner la législation écologique.
DUFFY, Rosaleen, "Shadow players : ecotourism development, corruption and state politics in Belize", in Third World Quarterly, vol 21, n°3, 2000, pp. 549-565
BAYART, Jean François, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, 2006, 439 p.
RENO, William, *Corruption and State Politics in Sierra Leone*, Cambridge University Press, 1995

Les organisations noires

A l'échelle des Etats centraméricains, le poids des populations noires n'est jamais suffisant pour former un contre pouvoir, excepté à Belize où Créoles noirs et blancs se partagent le pouvoir ; il n'existe d'ailleurs aucun parti politique centraméricain fondé sur ces bases vaguement ethniques. L'éparpillement des populations noires ne leur a jamais réellement permis de peser face à des Etats qui les considèrent, à l'instar des Indigènes, comme des freins à l'unification nationale. Le Panamá a toujours revêtu une grande importance pour les militants de la « cause noire » : les statistiques les plus fantaisistes ont été présentées évoquant une proportion de population noire y avoisinant parfois les 80%. Marcus Garvey, qui a lui-même travaillé sur le Canal, essaie dès les années 1920 d'implanter son *United Negro Improvment Association* (UNIA) sur cette façade caraïbe, mais l'activité y périclite en raison de la trop grande fragmentation des communautés. Si la « cause noire » a progressé depuis les années 1970, sa représentation politique reste jusqu'à nos jours embryonnaire, bien que l'on reparle parfois de reconnaissance de territoires spécifiques, notamment garifunas au Honduras.

Chacune des associations qui constituent l'ONECA (*Organización Negra de Centroamerica*, réunion d'associations de l'ensemble de l'isthme) est formée sur des bases nationales ; ainsi se côtoient un *National Garifuna Council of Belize,* une OFRANEH (*Organización Fraternal Negra Hondureña*) et une ODECO (*Organización de Desarrollo Etnico Comunitario*) pour le Honduras. Les frontières nationales ont non seulement contraint les Garifunas à limiter leurs mobilités, comme dans le golfe du Honduras, mais elles ont aussi scindé politiquement ces différentes communautés. La décentralisation administrative touche peu des communautés souvent trop faibles numériquement pour peser dans les élections municipales. L'expansion ladina renforce cette marginalisation progressive des communautés littorales, qui vient aussi parfois de la concurrence avec les Indigènes, comme à Livingston, phénomène que nous traiterons plus longuement dans le dixième chapitre.

Le Honduras constitue l'une des rares Républiques où les populations noires, qui y représentent au moins 100 000 individus, parviennent à s'organiser. Elles n'y ont toutefois pas de représentation officielle ; quant aux associations noires, elles restent peu audibles au-delà des sphères locales. Si le leader de l'ODECO, par ailleurs dirigeant de l'ONECA, Céleo Alvarez Casildo, s'est impliqué au niveau national en appuyant les revendications de Zelaya et l'élection d'une assemblée constituante en 2009, les communautés noires, principalement garifunas, restent traditionnellement tournées vers l'extérieur. Cette marginalisation est ancienne, encore que les implications stratégiques des différents contextes nationaux puisse

éventuellement faire émerger des acteurs locaux noirs, comme au Nicaragua… Ce n'est pas le cas au Honduras, où après les compagnies bananières, les Garifunas se retrouvent face aux promoteurs touristiques.[277] L'impact local des associations n'est pas pourtant pas négligeable : l'OFRANEH est par exemple parvenue à construire un hôpital populaire ouvert à tous dans la petite communauté garifuna de Ciriboya (département de Colón) grâce à la collaboration entre des syndicats de médecins californiens et le programme cubain ELAM.[278]

L'organisation locale fondée sur des logiques associatives et communautaires pêche par la versatilité des aides et des projets. Le peu d'intérêt des acteurs transnationaux pour ces communautés éparpillées est aussi dû à leur faible visibilité : difficile en effet de comparer Mayas et Garifunas en terme de notoriété internationale. La hiérarchie des lieux et des liens n'a pas beaucoup varié au cours des précédents siècles chez ces populations. Les connexions régionales centraméricaines sont extrêmement faibles et les acteurs nationaux se désintéressent d'acteurs noirs marginaux dont le pouvoir n'est jamais institutionnalisé. On assiste en revanche à une revitalisation des flux inter caraïbes, liés aux échanges économiques légaux, mais surtout à un accroissement des trafics. Les communautés littorales sont de plus en plus tournées vers l'Outre-mer, surtout vers les Etats-Unis, d'où les émigrés peuvent envoyer de l'argent à ceux restés au « pays ». Ces flux sont les plus solidement ancrés, car ils constituent l'une des conditions de la survie de ces sociétés noires.

Associations et réseaux sociaux horizontaux : l'émergence d'une société civile ?

La « société civile » constitue un autre élément de langage des nouveaux discours de la globalisation. Si le nouveau terme n'a pas autant d'impact que celui de gouvernance en termes de politiques publiques, il contribue en revanche à décrédibiliser l'Etat tout en suggérant un certain retard dans l'organisation des sociétés des pays du sud. Néanmoins, les acteurs locaux ont su profiter de cette thématique pour se regrouper au sein d'associations, qui essaiment un peu partout, à des fins très diverses, permettant une institutionnalisation grandissante de populations auparavant ignorées. La reconnaissance officielle de nombreux groupes sociaux, culturels ou politiques constitue un changement radical dans le paysage des acteurs locaux.

[277] Anne Vigna relate la construction du complexe hôtelier de *Los Micos Beach and Golf Resort* aux portes du parc naturel Jeannette Kawas, entre Tela et Puerto Cortés.
VIGNA, Anne, "Les charlatans du tourisme vert", Le Monde diplomatique, juillet 2006.

[278] L'ELAM (*Escuela Latinoamericana de Medicina*), ouverte à toutes les nationalités par Cuba en 1999, est l'une des écoles de médecine les plus importantes au monde (12 000 étudiants par an). Différents programmes de développement existent, comme celui qui permet d'envoyer des médecins cubains dans les pays nécessiteux. C'est aussi elle qui a formé les médecins de Ciriboya, où l'hôpital a été endommagé par les forces gouvernementales en octobre 2009, prétextant qu'il abritait des narcotrafiquants.

S'il est possible d'objecter que ce monde associatif reprend en partie les vieilles structures coloniales ou nationales (confréries religieuses, communautés ethniques, corporations artisanales…), ce n'est qu'en partie vrai : au-delà d'un foisonnement qui rend difficile son identification, le dispositif associatif permet l'expression de nouvelles sensibilités, jusque là très étroitement contrôlées par des Etats aux fortes tendances autoritaires.

Les Indigènes ne sont pas les seuls à avoir su profiter de cette nouvelle marge de manœuvre. Les mouvements paysans, mais aussi syndicaux, ou simplement culturels sont devenus partie intégrante du paysage politique centraméricain. Ce foisonnement a aussi permis leur organisation en réseau, au-delà des frontières nationales ou de celles de l'isthme. A ce titre, ces émanations du local, mal contrôlées, sont à tout moment susceptibles d'être récupérées par des associations plus puissantes, disposant de fonds, aux échelles nationales comme internationales.[279] L'organisation en réseau permet néanmoins dans une large mesure d'exercer un impact sur les autorités décisionnelles, comme dans le cas du Plan Puebla Panamá, où la notion de société civile a montré une certaine pertinence, à travers la coordination d'éléments contestataires aux motivations différentes (paysans sans terre, Indigènes, écologistes…).

L'irruption du courant altermondialiste illustre bien les potentialités permises par cet intérêt pour le local affirmé en d'autres lieux. Son idéologie flexible donne à l'altermondialisme une liberté de manœuvre pour s'adapter aux spécificités locales. Ainsi, au Guatemala, les mouvements paysans ladinos et indigènes sont parvenus à s'exprimer d'une même voix, alliance longtemps rendue complexe par les divergences idéologiques entre marxisme et indianisme. L'utilisation des réseaux associatifs de manière horizontale constitue une réponse aux réseaux hiérarchiques du système libéral. Les revendications sont coordonnées par en bas et facilitées par les transferts d'information, qui rendent possible une démocratie participative ou une résistance passive globale. A ce titre, Internet joue un rôle dual de forum social comme d'ambassadeur de la société de consommation. Son contrôle peut néanmoins à tout moment mettre en péril l'équilibre actuel, par le haut et par le bas, qui caractérise désormais les moyens de communication comme d'action.

[279] Le dixième chapitre est consacré à cette dualité du pouvoir global. Le cas d'Ak'Tenamit, association du municipe de Livingston, montre bien l'influence des acteurs globaux sur les territoires indigènes, puisque c'est avant tout par le réseau et la résonance internationale – états-unienne ici –que les moyens financiers ont été réunis pour développer des systèmes locaux indigènes connectés au reste du monde. A Belize, nous montrerons l'existence de deux courants rivaux dans l'optique de la conservation d'un territoire indigène. L'un, animé par la vieille garde marxiste, ne bénéficie plus d'aucun soutien institutionnel extérieur, tandis que le mouvement « conservatiste » est remarquablement bien intégré au réseau global qui dispense les fonds nécessaires à son activité.

B/ Un discours politique global : le développement durable

L'émergence du thème de la gouvernance coïncide avec celui du développement durable. Les deux notions ont d'ailleurs des objectifs similaires, à savoir l'optimisation de la gestion de l'espace, et dans les deux cas les procédures décisionnelles et les acteurs du processus changent d'échelle, du fait du supposé manque de compétence des Etats et des sociétés locales. Ces émanations idéologiques du pouvoir global prescrivent une nouvelle gestion des espaces de marges qui consacre les acteurs globaux comme les plus performants dans la préservation de l'environnement, et impose aux acteurs locaux ou nationaux une allégeance à des principes dont l'adéquation à la spécificité des espaces peut légitimement être mise en doute.

A travers le concept de développement durable, on observe des formes de mise sous tutelle des espaces de marges en dehors de toute considération locale ou territoriale. La matérialisation juridique de ces espaces crée de nouvelles frontières qui se superposent sur les territoires préexistants, comme dans le cas des îles de la façade transformées en hauts lieux de l'écotourisme ou dans le cadre des réserves indigènes devenues parcs nationaux. Les systèmes de gestion politique antérieurs sont abandonnés, ou simplement marginalisés par l'influence des nouveaux acteurs transnationaux ou globaux. Ces nouvelles formes de contrôle sont à même de créer de nouveaux lieux, de nouveaux espaces, voire de nouveaux territoires, notamment dans le cas du tourisme. Leur caractère durable, ou plutôt soutenable, si l'on s'en réfère aux populations, est lui bien équivoque.

Ces rivalités entre pouvoirs recoupent des enjeux territoriaux récurrents au sein de chaque entité nationale, où l'on peut constater que les territoires ladinos sont très peu touchés par ces dispositifs qui remettent en cause la souveraineté des Etats. Le pouvoir global s'exerce sur les terrains favorables des populations indigènes (réserves naturelles) et noires (écotourisme). Dans sa mise en œuvre, le discours sur le développement durable se matérialise parfois par un processus juridique contraignant (cas des espaces protégés), ou simplement par un étonnant laisser-aller (la dérive du tourisme soutenable). On retrouve ici la logique « préservationniste » du pouvoir de Raffestin, à travers le contrôle des ressources naturelles. Toutefois, cet effort de conservation n'est pas suivi de véritables politiques appliquées. Dans les deux cas, les dérives sont nombreuses, en raison de l'intervention d'acteurs extérieurs à la zone, et notamment d'intérêts privés peu soucieux de la notion de bien public. La déterritorialisation des acteurs joue ici un rôle majeur.

La prise de conscience collective de la nécessité de protéger l'environnement a été matérialisée par de nombreuses créations de parcs naturels dans les années 90. De la même manière, l'écotourisme répond à cette attente, et ne peut être appréhendé séparément de ces mesures « conservatistes », puisque *« un touriste sur deux vient au Costa Rica pour visiter les réserves »*.[280] Mais dans les deux cas, contrairement aux discours assénés, on constate que le système de gestion du territoire est de plus en plus hiérarchisé, et les acteurs locaux rendus dépendants des deux échelons supérieurs, Etat et globalisation. Car si le pouvoir global apparaît comme l'initiateur du phénomène, sa mise en œuvre reste liée aux législations nationales, d'autant plus que la question des ressources naturelles est une thématique dont les opinions publiques centraméricaines se sont finalement emparées.

1) Du soutenable à l'insoutenable : le tourisme sur la façade caraïbe

Le tourisme constitue une activité économique spécifique, essentiellement balnéaire sur la façade caraïbe, générant un très fort impact spatial. Au-delà du discours sur l'écotourisme ou le *turismo sostenible*, l'ingérence des acteurs globaux engendre partout des mutations économiques, politiques et culturelles profondes, qui se manifestent à travers une reconfiguration des territoires de la façade caraïbe.[281]

Le développement du tourisme constitue l'un des phénomènes marquants de la fin du 20ème siècle en Amérique centrale. L'appellation « tourisme soutenable » permet à ses promoteurs d'en donner une image respectueuse des populations locales et de l'environnement. Cependant, le terme, comme celui d'écotourisme, est galvaudé à l'extrême et utilisé au-delà du raisonnable, comme en témoigne le manuel de géographie des collégiens de Belize, qui présente la situation en ces termes : *« Il y a deux types de tourisme : le tourisme de masse et l'écotourisme. Le type de tourisme à Belize est l'écotourisme. »*[282]

L'essor de l'activité a fait souffler un vent d'espoir sur les marges globalisées, où les populations noires ont favorablement accueilli l'installation des gringos, toujours considérés comme l'ultime recours des minorités de la côte face à l'expansion démographique ladina (***carte 40***). Contrairement aux sociétés noires du littoral caraïbe qui l'acceptent volontiers, le

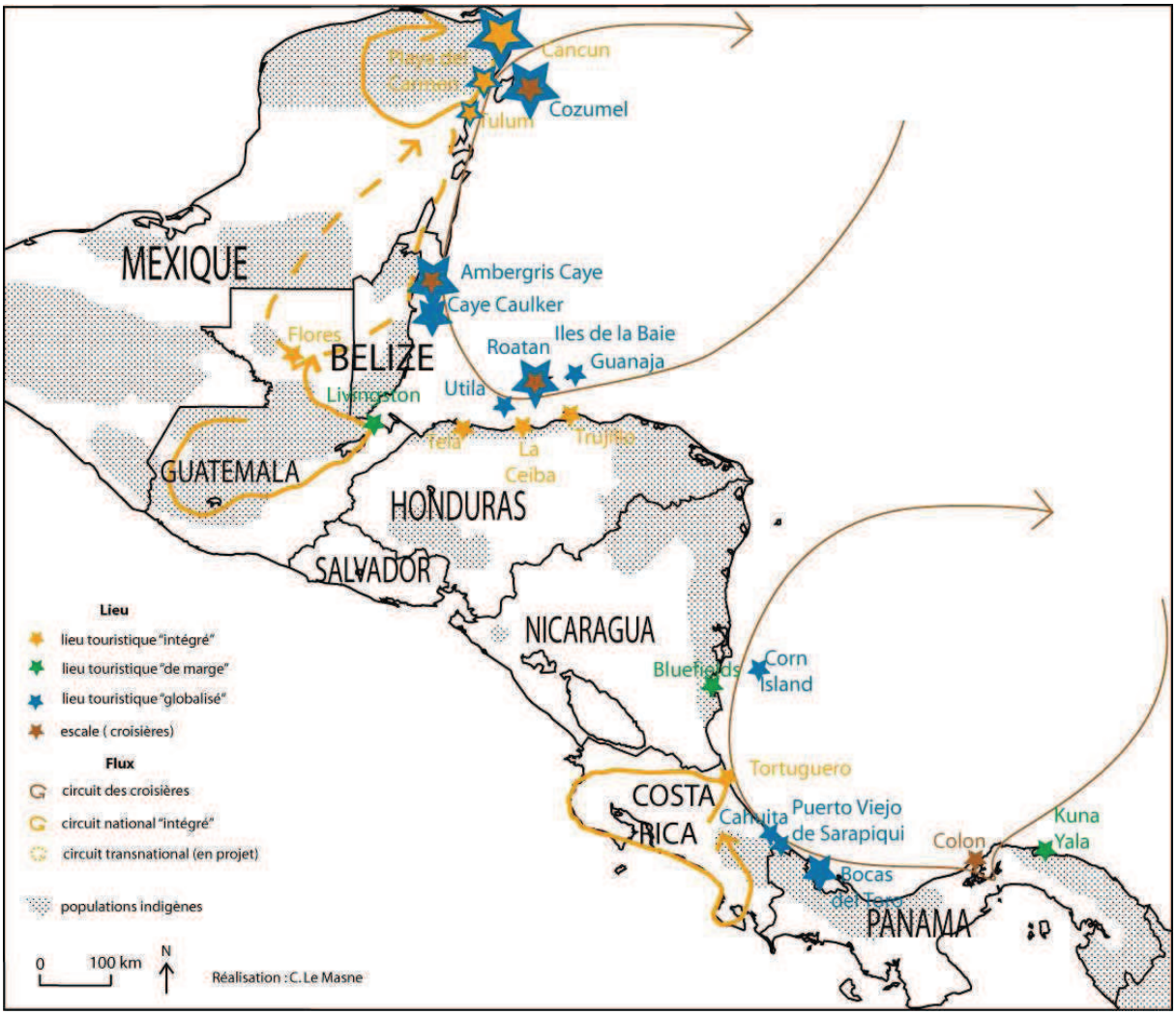
[280] BEAUVAIS, Jean-François ; MATAGNE, Patrick, "Le concept de corridor vert et le développement durable au Costa Rica", Annales de Géographie, n°605, 1999, pp. 5-20 ; p.16

[281] Nous reparlerons longuement du tourisme dans le chapitre 8 et surtout dans le chapitre 11, consacré à cette activité à Bocas del Toro.

[282] *A Geography of Belize, The Land and its People*, Cubola Books, Benque Viejo, 2005 (8 ème ed.), 144 p. ; p. 108

tourisme est conçu par les populations indigènes de la zone refuge comme une micro activité complémentaire, dont ils s'efforcent de limiter au maximum l'impact social, au grand dam des entrepreneurs « soutenables » nationaux et globaux.

Carte 40 : Lieux et circuits touristiques sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale



Souvent qualifié d'industrie en Amérique centrale, le tourisme nécessite des investissements importants (transport, logement, sécurité…) et occupe une part importante de la population dans les activités associées du secteur informel (artisanat traditionnel, vendeurs le long des routes et des plages…). Le tourisme donne donc du travail, souvent salarié (***tableau 16***). Toutefois, face aux mutations qu'engendre une activité qui occupe le quart de la population de Belize, il semble nécessaire de s'interroger sur la pertinence de l'écotourisme,

terme qui frise l'oxymore, mais aussi sur les autres appellations qui lui sont accolées, comme lorsque Allan Cordero cite l'île Colón, à Bocas del Toro, comme un exemple de tourisme « alternatif » ou intégré.[283]

Tableau 16 : Emploi direct et indirect dans le tourisme en Amérique centrale (1990-2004)

Pays/ année	**1990**		**1995**		**2000**		**2004**		**Evolution (1990-2004)**	
	milliers	%(a)	milliers	%	milliers	%	milliers	%	brute	relative
Belize	10,8	20,4	12,2	21,1	16,6	23,5	17,6	**23,1**	+63%	**+13%**
Costa Rica	131,6	11,9	132,9	10,5	188,1	13,0	188,9	**12,1**	+43%	**+2%**
Salvador	95,0	5,5	73,1	3,4	147,0	5,8	160,4	**5,8**	+69%	**+5%**
Guatemala	186,1	6,7	187,6	5,5	236,0	5,9	220,8	**4,9**	+19%	**-27%**
Honduras	70,5	4,6	107,4	5,7	155,5	6,8	165,2	**6,6**	+134%	**+43%**
Nicaragua	48,7	3,8	60,6	4,3	108,8	5,9	118,4	**5,8**	+143%	**+53%**
Panamá	53,4	7,2	97,1	10,9	133,9	13,1	143,5	**12,6**	+169%	**+75%**
Amérique centrale	**596,0**	**8,6**	**671,0**	**8,8**	**986,0**	**10,6**	**1014,8**	**10,1**	**+70%**	**+17%**
Mexique	1762,9	7,7	2139,9	8,9	2312,6	8,3	2865,7	**10,0**	+62%	**+30%**

(a) : pourcentage de la population active de chacun des pays travaillant dans le tourisme
Source : WTTC, 2004

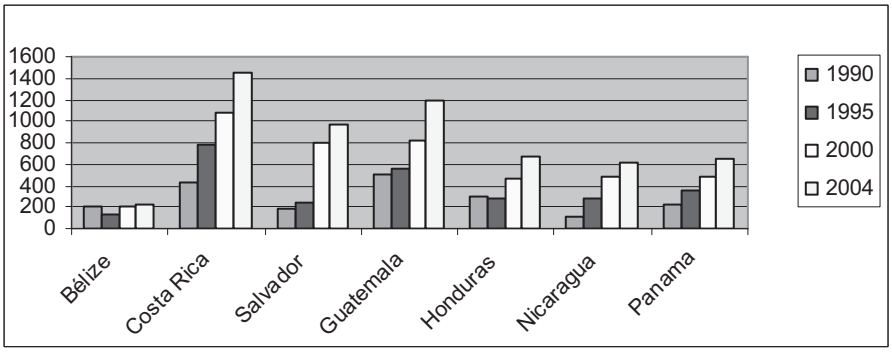
L'émergence du tourisme balnéaire sur la façade caraïbe

En Amérique centrale, le développement du tourisme remonte, comme au Mexique, au début des années 1970. L'intérêt pour les ruines archéologiques ou un certain tiers-mondisme se sont progressivement adjoints aux formidables ressources naturelles du bassin caraïbe. Généralement nord-américains et « avant-gardistes » (communautés hippies, surfeurs…), les touristes ont essaimé sur la façade caraïbe, profitant notamment de l'usage généralisé de l'anglais chez les minorités de la côte. Les infrastructures sont rudimentaires à cette époque : les routes qui relient le cœur de l'isthme à sa façade caraïbe sont quasiment inexistantes, le transport aérien très coûteux, le transport maritime hasardeux.

[283] CORDERO, Allan, *Turismo y dinámicas locales: el caso de Flores, El Petén, Guatemala*, FLACSO, Costa Rica, 2005
[www.flacso.or.cr/fileadmin/documentos/FLACSO/turismoydinamicaslocales.pdf]

Le boom touristique mexicain, matérialisé par la construction de Cancún à partir de 1974, a drainé en Amérique centrale les touristes déçus par la massification progressive du tourisme au Mexique. La démocratisation du trafic aérien a modifié les potentialités touristiques de ces marges caraïbes. Dans le sillage des destinations de la Caraïbe, certains acteurs, souvent étrangers mais installés sur place, ont progressivement développé des capacités d'accueil, notamment sur les îles, souvent considérées comme des milieux hostiles. Néanmoins, excepté au Costa Rica et à Belize, ces destinations restent peu prisées jusqu'au début des années 1990 en raison des guerres civiles qui ensanglantent l'isthme durant la « décennie perdue » des années 1980.

Figure 5 : Entrées de touristes internationaux en Amérique centrale (1990-2004), en milliers



Source : Organisation mondiale du tourisme, 2005

Dans les années 1990, l'heure est à la découverte des derniers paradis perdus et le tourisme connaît en Amérique centrale une forte croissance (***figure 5***). Les destinations caraïbes, essentiellement balnéaires, sont très prisées. Les visiteurs restent tributaires des infrastructures aériennes et maritimes, en dépit de la construction de connexions continentales routières, souvent délaissées, comme sur l'île Colón, aux trois îles de la Baie, à Cozumel ou Belize, espaces d'échelles variées qui ont en commun la logique d'enclave et la déconnexion de leurs arrière-pays respectifs. Le développement des croisières dans les Caraïbes et sur le canal de Panamá atteste cette extraterritorialité. En 2006, Belize accueillait 247 325 touristes pour 655 929 excursionnistes. Les escales sont rares, diurnes, et les excursionnistes préfèrent les magasins *duty free* des zones franches aux *tiendas* des locaux. Les yachts, qui dépassent fréquemment les cent mètres de long, dégradent fortement les écosystèmes coralliens sans pour autant générer de devises.

Un tourisme *cheap and safe*

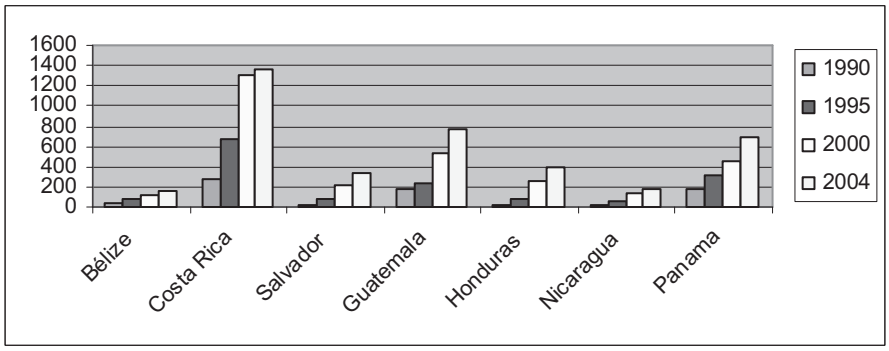
Il n'y a pas de touriste-type sur le littoral caraïbe, même si le tourisme interne y est très faible par rapport au tourisme international, surtout nord-américain (en 2006, 67,5 % des touristes de Belize proviennent du Canada et des Etats-Unis). Différents niveaux socio-économiques sont représentés. Néanmoins, quel que soit le degré d'intensité de l'activité, chacun reproduit à sa manière un système d'enclave extrêmement marqué. Les touristes aisés contribuent le plus aux entrées de devises, mais lorsque les milliardaires s'installent sur les cayes de Belize, l'activité économique devient tributaire de la volonté d'un seul acteur.

Sur le littoral caraïbe, le tourisme de basse intensité est surtout le fait de jeunes, notamment nord-américains, effectuant leur pèlerinage de fin d'études. On est bien loin du tourisme d'avant-garde mais dans un tourisme semi organisé balisé par des guides de voyage, dont le plus célèbre, *Lonely Planet*, fédère l'ensemble de ces *backpackers* (voyageurs en sac à dos). Derrière l'idéal baroudeur, des liaisons quotidiennes à Internet et un grand souci de voyager *cheap* (pas cher) et *safe* (en sécurité).

Le mode d'arrivée traduit souvent le rapport du touriste au territoire touristique. La majorité des touristes entrent à Belize par avion, où l'aéroport n'est souvent qu'une escale vers les îles (***figure A, annexe 3***). La plupart des opérations de transit (avion, navette collective, lancha) s'opèrent par le biais d'agences touristiques, ou en liaison avec des hôtels qui assurent eux même le transport. De surcroît, le tourisme résidentiel entretient le statut d'enclave de ces territoires et la défiance croissante des acteurs locaux du développement, comme à Bocas del Toro.

Les entrepreneurs nord-américains investissent dans les structures les plus imposantes (hôtels de luxe, marinas, golfs…) : l'enclave offre du travail, souvent mieux rétribué qu'ailleurs mais compensé par la cherté des prix. Les effets d'entraînement sur l'économie sont très faibles dès lors que l'activité n'est plus soutenue (construction, entretien, transports légers…). La transformation progressive de la nature des séjours touristiques tend aussi vers l'encadrement du touriste. Après la phase de développement, les revenus stagnent, comme au Costa Rica ou à Belize (***figure 6***). Sur le littoral caraïbe centraméricain, on retrouve un tourisme de plus en plus balnéaire, consensuel et extraverti. L'intensité de l'activité est variable, mais elle reproduit une division du travail qui assoit une primauté des acteurs extérieurs à travers un système économique proche de l'enclave.

Figure 6 : Revenus du tourisme en Amérique centrale (1990-2004), en millions de dollars



Source : Organisation mondiale du tourisme, 2005

L'échec de la diversification du tourisme balnéaire

Le phénomène touristique est ici principalement lié à la mer des Caraïbes, ce qui implique une étroite surveillance du capital naturel. La diversification de l'activité, à travers la mise en valeur des autres ressources, apparaît nécessaire pour compenser d'éventuels dégradations du milieu. On adjoint parfois à ce tourisme balnéaire des alibis culturels, dans le cadre de l'écotourisme patrimonial (sites mayas, canal de Panamá, biodiversité des parcs naturels), mais cette mise en valeur d'autres ressources fonctionne rarement, d'une part en raison du manque de volontarisme d'acteurs déterritorialisés, surtout tournés vers le profit à court terme, d'autre part en raison du caractère foncièrement balnéaire du tourisme sur la façade caraïbe.

Au Costa Rica, la diversification du tourisme s'est rapidement mise en place par l'intermédiaire des parcs nationaux. Elle a été facilitée par le caractère marginal du tourisme caraïbe – le tourisme balnéaire est davantage développé sur le littoral pacifique – et par des infrastructures facilitant l'existence d'un circuit touristique au sein du pays. A Belize, cet effort semble insuffisant, car en dépit de l'importance des potentiels naturels et culturels, la fréquentation stagne (***tableau H, annexe 3***). Les visites de sites mayas ne dépassent même plus les entrées annuelles dans le pays, les touristes préférant rester sur les îles. A Hol Chan, réserve marine du sud d'Ambergris Caye, qui rassemble un sixième des visites payantes du pays, on peut faire la visite pour 12 dollars. Le site archéologique continental d'Altun Ha recueille un quart de l'ensemble des touristes ; il est possible de le visiter dans la journée, en provenance des Cayes, pour 50 dollars, boissons fournies ! L'écotourisme est à la portée de tous…

Dans les îles de la Baie, longtemps considérées comme un modèle de développement soutenable, la Banque mondiale s'interroge dès 1998 sur la viabilité de l'activité touristique : *« On peut affirmer que la majorité des insulaires n'a pas bénéficié de la transformation des îles par le tourisme. Il n'est presque plus possible de vivre seulement de la terre ou de la mer… ».*[284] Autour de l'île Colón, 30 % des récifs coralliens ont été détruits depuis une dizaine d'années... A Livingston et Bluefields, la faiblesse des infrastructures permet davantage un tourisme « soutenable » ; les visiteurs, aux préoccupations culturelles plus marquées, entretiennent une certaine proximité avec les locaux.

La connexion entre le littoral et le continent peine à s'établir. Il existe par exemple une véritable coupure avec les Indigènes, qui redoutent beaucoup le développement de l'activité touristique sur leur territoire, bien qu'elle les attire pour travailler en d'autres lieux. Quand le tourisme est imposé de l'extérieur, l'Indien est transformé en objet touristique ou exclu de l'activité, comme à Flores ou Copán. Dès lors que les populations indiennes parviennent à en maîtriser le fonctionnement, exemple du tourisme régulé de la Kuna Yala, l'activité apparaît comme moins acculturante, mais sans aucune garantie.

Les deux principaux problèmes de l'activité, environnementaux et humains, sont indissociables et loin d'être résolus par l'échec de la diversification. D'une part le fonctionnement de l'activité, quelle que soit son intensité, reprend de plus en plus les formes de l'enclave. D'autre part il y a un risque de « spirale de la mort », puisque les ressources sont gravement menacées, ce qui remet en même temps en cause la viabilité des anciennes formes d'occupation de l'espace et la pérennité de ces nouveaux territoires globalisés.

L'enclave touristique

Les *costeños* vivent difficilement des transformations du tourisme qui fragilisent leur statut. Au départ, ils offraient aux touristes leurs services au travers de prestations peu onéreuses (hébergement, restauration, visites…). Mais avec l'installation progressive des Nord-américains et la mise en place d'un véritable tourisme résidentiel, la division du travail leur est devenue défavorable. Les nouveaux résidents n'ont ainsi plus besoin de l'offre touristique classique et se sont même mis à concurrencer les populations locales en organisant eux-mêmes un tourisme de proximité. Ajouté au tourisme haut de gamme qui nécessite des

[284] SEIDL, Andrew F., *Community-based natural resource management in the Bay Islands, Honduras*, The World Bank/WBI's CBNRM Initiative, 1998
[www.srdis.ciesin.columbia.edu/cases/honduras-006.html]

investissements trop lourds pour les locaux, ces derniers se sont vus progressivement marginalisés par l'accroissement de l'activité.

Tableau 17 : Honduras : répartition des emplois directs dans le secteur touristique, par zone et par activité, en 2006

Zone / activité	Centrale	Nord	*Insulaire*	Occidentale	Orientale	Sud	Total
Secteur privé	99,7	100	***100***	100	100	100	99,9
Alimentation et boissons	62,5	56,9	***25,6***	41,5	59,5	62,2	56,3
Hôtels	16,4	22,4	***58,5***	35,8	28	30,3	24,1
Agences - Tour operator	4	4,9	***4,3***	1,7	1	0,8	3,8
Location de voitures	1	1,1	***3,9***	0	0	0	1
Artisanat	2,1	1,1	***1,8***	1,6	0	0,4	1,4
Transport interurbain	9,3	10,1	***0,7***	10,2	6,5	4,8	8,8
Centres de loisirs	3,3	2,5	***5,2***	7,1	3,8	1,4	3,4
Musées et galeries	1,1	0,9	***0***	2,1	1,2	0	1
Secteur public	0,3	0	***0***	0	0	0	0,1
Total	100	100	***100***	100	100	100	100

Source : Instituto Hondureño de Turismo

Les précurseurs du tourisme se sont mus en redoutables entrepreneurs : l'activité est marquée par une très forte intégration verticale qui ne va pas sans rappeler le système de l'enclave bananière. Dans les hôtels de plongeurs d'Utila, tout l'argent est dépensé au sein même de la « communauté ». Aux abords du débarcadère, les moniteurs accostent les nouveaux arrivants pour les diriger vers les « hôtels gringos » qui s'étendent sur le front de mer. Dans le village, les pensions familiales des *isleños* peinent à se remplir. Ainsi, au Honduras, il existe un déséquilibre structurel entre tourisme continental et insulaire. Le ***tableau 17*** montre bien la spécificité du tourisme balnéaire des îles de la Baie, où les hôtels concentrent toute l'activité de restauration et de divertissement.

La division du travail est très hiérarchisée et caractérisée par une spécialisation ethnique, dont l'évolution est assez comparable à celle opérée dans les bananeraies un siècle plus tôt. Quand l'activité se développe, les *costeños*, souvent des populations noires, bénéficient d'un statut supérieur à celui des ladinos attirés par l'activité. Le niveau d'insertion de ces derniers dans l'activité touristique correspond généralement à son degré d'intensité. Ainsi, à Placencia (Belize), les grands hôtels ont de plus en plus recours à la main d'œuvre ladina pour les tâches les moins valorisées (maintenance hôtelière, cuisines…). Moins payés et moins organisés, ils suscitent la colère des insulaires qui se voient progressivement dépossédés de leur travail, dans un contexte de faible croissance où les populations locales sont fragilisées par l'absence d'autre ressource. Dans les îles de la Baie, nettement moins accessibles, les *isleños* accusent les continentaux ladinos d'une recrudescence de la criminalité. Nous verrons cependant qu'à Bocas del Toro, les activités peu rémunérées sont confiées aux Indigènes.[285]

L'intensification de l'activité semble partout inéluctable, comme dans la marge globalisée du sud-est costaricien, où les acteurs locaux n'arrivent plus à s'affranchir des circuits touristiques désormais contrôlés par les *Tour operator*. Au Panamá, la loi 2 du 7 janvier 2006 a rappelé les douloureux souvenirs du canal : la privatisation des îles est entérinée sous couvert de concessions de 90 ans. Pour Rina Stella Barba, il s'agit de *« la vente de notre patrimoine national et naturel grâce à l'ingénieuse adjonction du terme tourisme »*.[286] A Caye Chapel (Belize), le milliardaire propriétaire de l'île s'est fait construire un golf et un port pour son yacht. Mais les tensions concernent aussi bien la propriété que l'usage de la terre ou des ressources marines, qui est l'objet d'une forte spéculation. Comme le rappelle le rapport de la Banque mondiale, *« la poule ne pourra pas donner longtemps des œufs d'or [puisque] la terre est la propriété d'étrangers et les tensions agraires reflètent les nouvelles orientations des ressources naturelles des îles de la Baie»*.[287]

[285] Cette spécificité de Bocas del Toro s'explique par la faible pression démographique des populations ladinas du Panamá et du Costa Rica – où il existe un phénomène similaire – et du fait de la rapide ladinisation des populations indigènes ngöbes.
[286] STELLA BARBA, Rina, "La ley que vende nuestro patrimonio", *La Prensa* (Panamá), 21 octobre 2005
[287] SEIDL, op. cit.

Quelle que soit son intensité, l'activité est extrêmement marquée par la logique d'avant-pays, et les acteurs locaux sont marginalisés par leur manque de capital, mais aussi par les réflexes grégaires des Gringos, puisqu'il est plus *safe* – et parfois plus *cheap* – de loger chez un concitoyen. De plus, la spécificité de l'activité fait qu'elle n'exige pas nécessairement une importante force de travail, phénomène qui limite l'afflux de main d'œuvre en provenance du continent en même temps qu'il instaure une concurrence importante. Ainsi, les populations nord-américaines se satisfont d'elles-mêmes, menaçant directement l'existence des sociétés locales. Si les îles sont vendues et l'équilibre démographique avec les sociétés d'accueil inversé par le tourisme résidentiel, ces véritables « territoires » touristiques sont susceptibles de devenir essentiellement gringos.

A Belize, la future transformation du pays en parc d'attraction a été garantie par l'annexion d'une grande partie du territoire par la fondation Audubon. L'un des objectifs de la feuille de route du Plan Puebla Panamá est d'ailleurs d'articuler écotourisme et territoires indigènes, intégration favorisée par la multiplication des infrastructures, et qui produira là-bas la même chose qu'ici, puisque aucun cadre normatif ne semble envisagé pour freiner le développement de l'activité.

L'écotourisme constitue une formidable mystification tant les deux termes sont inconciliables. La dépendance des territoires sort renforcée par la conversion de la totalité de l'espace à la logique touristique, au détriment d'autres activités productives. Les populations locales sont frustrées car progressivement mises à l'écart des processus de décision, comme nous l'évoquerons largement à propos de Bocas del Toro. Certains auteurs, comme Liu et Wall conditionnent le modèle écotouristique à sa planification de l'intérieur, tandis que pour Wheeler, il s'agit seulement d'un discours sans contenu.[288] Le tourisme soutenable, qui suggère une responsabilisation commune des acteurs du tourisme, apparaît de plus en plus insoutenable pour les populations locales, puisque dans un cas le terme est préconisé au-delà de toute politique de préservation des ressources, et dans l'autre la politique « conservatiste » prive les acteurs locaux d'un territoire sur lequel l'activité productive est fortement limitée. Les acteurs globaux, désormais dans le même temps producteurs et consommateurs, ont largement pris le pas sur les organisations locales ou les institutions nationales.

---

[288] Les argumentaires des auteurs seront développés au chapitre 11.
LIU, Abby ; WALL, Geoffrey, "Planning tourism employment : A developing country perspective", in Tourism Management n° 27, 2006, pp. 159-170
WHEELER, Brian, "Eco/Ego/Sustainable Tourism : The Complete Confidence Trick", pp. 45-55, in *Tourismes, touristes, sociétés*, MICHEL, Franck (ed.), L'Harmattan, 1998

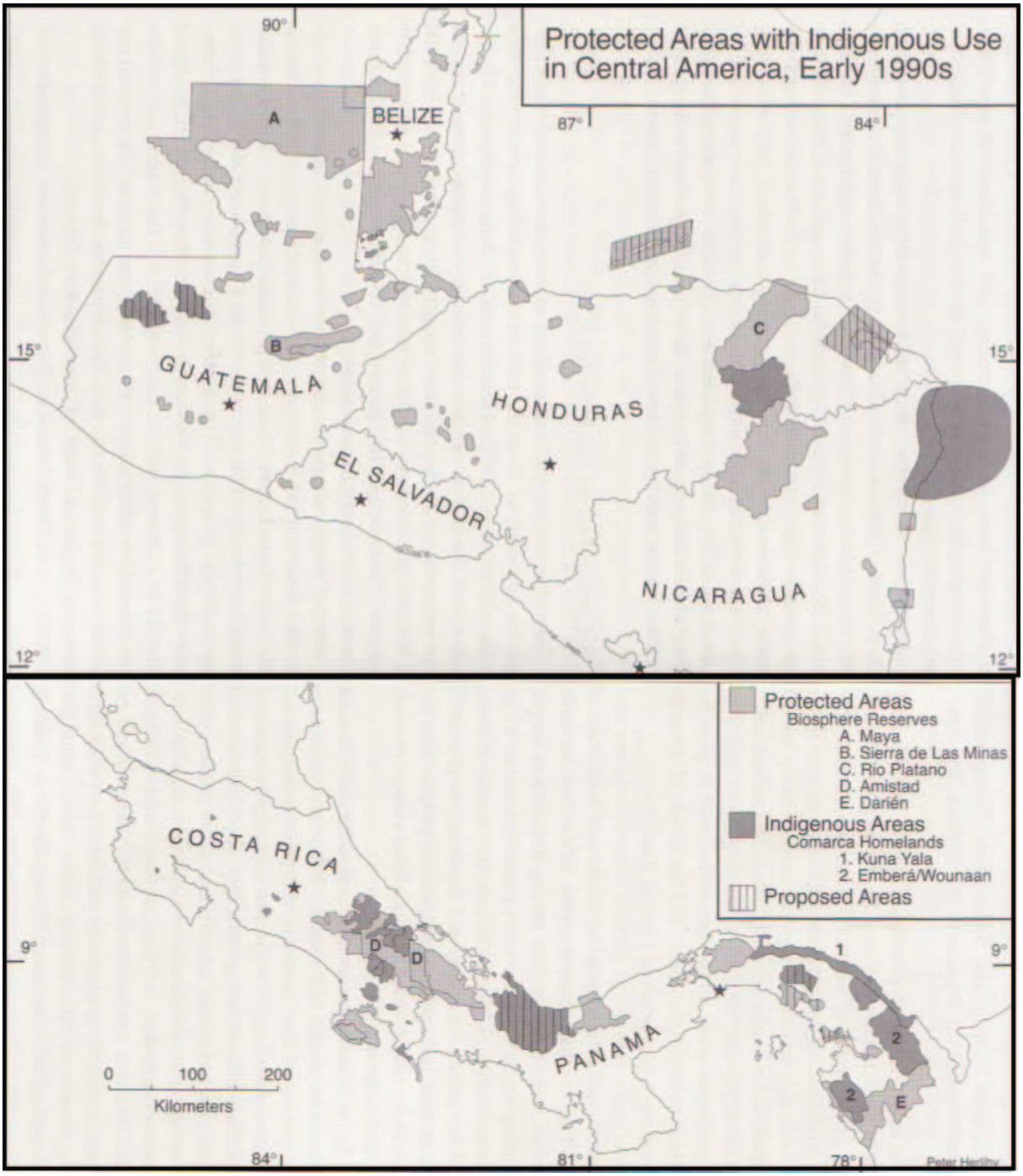
2) Les espaces « protégés » entre conservation et ingérence

La protection de l'environnement, discours ambiant justifié par l'accroissement des risques naturels et humains, notamment dans les pays du sud, s'est matérialisée dans la zone refuge par l'enchevêtrement des intérêts privés et publics et l'intervention des acteurs nationaux et globaux. Les multinationales agricoles, autrefois à la pointe des dégradations écologiques, font désormais figures d'acteurs respectueux de la biodiversité et contribuent au bon fonctionnement de cette démarche « conservatiste » en finançant les projets de réserves, mais aussi en développant leurs propres filières de commerce équitable ou biologique.[289] Etonnamment, le discours sur le développement durable omet souvent ces acteurs majeurs pour se focaliser sur les pratiques agricoles considérées comme peu soutenables des acteurs locaux, paysans sans terres ou indigènes.

Pourtant, le développement durable généralement mis en œuvre par les sociétés indigènes, dont témoignent les cadres de vie préservés des forêts de l'isthme, n'a pas été pris en compte par les initiateurs de la protection de l'environnement. Les forêts sont l'objectif privilégié des politiques conservatistes voulues par les pays « développés » pour aider les pays qui le sont moins. Les Indigènes, principaux habitants de ces espaces encore préservés, sont au mieux tolérés, parfois tout simplement expulsés. Leur pratique et leur connaissance de ces milieux spécifiques sont négligées, sur des nouveaux espaces aux frontières désormais contraignantes, qui remettent totalement en cause la viabilité des terroirs et des territoires indigènes. Les Etats assurent ainsi les autorités internationales de leurs bonnes dispositions à l'égard des acteurs globaux qui gèrent désormais ces espaces de marges, tout en remettant profondément en cause les garanties d'autonomies parfois concédées aux populations indigènes (***carte 41***).

[289] Nous verrons dans le douzième chapitre en quoi les chartes de qualité, très discutables, pénalisent les petits producteurs.

Carte 41 : Espaces protégés et populations indigènes en Amérique centrale



Source : COATES, 1997

La difficile mise en place des parcs par les autorités nationales

Depuis le Sommet de la terre de Rio en 1992, la problématique écologique a bénéficié d'un écho mondial. Les premiers efforts liés à la prise de conscience de la destruction de l'environnement des pays du Sud sont néanmoins antérieurs, puisque *« en 1992, environ 10% du territoire centraméricain se trouve sous protection par l'intermédiaire de 162 aires protégées qui couvrent 5,4 millions d'hectares. »*[290] Les créations de parcs naturels dans les années 1980 proposent d'articuler écologie, paix, et développement. Le SIAPAZ, « parc de la paix » initié en 1990, vise à faire de la zone frontalière entre Nicaragua et Costa Rica, autour du río San Juan, un ensemble de réserves naturelles entre les deux pays sur près d'un million d'hectares. La même année, la biosphère Maya, dans le nord du Petén, s'étend sur un million et demi d'hectares et devient la plus grande zone protégée d'Amérique centrale. La réserve Bosawa, dans le nord du Nicaragua est aussi mise en place en 1990, tandis que les réserves honduriennes ont vu le jour en 1987 et celles du Panamá au cours des années 1980. Le Parc international de la Amistad, entre le Costa Rica et le Panamá, répond à ces objectifs qui concilient coopération transfrontalière et protection de l'environnement. La grande majorité de ces parcs se trouvent sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale.

Bien que les forêts occupent encore en 2001 près du tiers de l'Amérique centrale, la déforestation reste un problème que l'établissement de zones protégées n'a pas enrayé. [291] Les défrichements agricoles ne sont pas seuls en cause, puisque le bois est utilisé par 72% des foyers centraméricains pour le chauffage et l'alimentation, ce qui équivaut à 2,5 kilogrammes par jour et par foyer.[292] Souvent présenté à l'avant-garde du développement durable, le Costa Rica a décidé la mise en place de parcs naturels dès les années 1970, permettant de protéger 9% du territoire dès 1983. Pourtant, la déforestation continue à un rythme très élevé, comme l'indiquent Matagne et Beauvais : *« Paradoxalement, le Costa Rica a le taux de déforestation le plus fort du monde et les meilleurs programmes environnementaux. […] Il est pourtant avéré que la déforestation continue au point qu'il n'y aura plus de forêts en dehors des zones*

---

[290] PASOS, Ruben (coord.), *El ultimo despale, la frontera agrícola centroamericana*, GRET, San José, 125 p. ; p. 71

[291] En 2001, les forêts couvrent un quart des surfaces au Guatemala, au Nicaragua et au Costa Rica, 38% au Panamá, 47% au Honduras et 58% au Belize. Elles occupaient 70% du territoire panaméen en 1950 et 66% du Costa Rica en 1940.
COLIN, France-Lise*, La gestion forestière en Amérique centrale : étude comparative du Panamá et du Costa Rica, Caractéristiques, limites et enjeux,* DEA présenté en octobre 2002 à Paris III sous la direction de Christian Girault, 129 p.

[292] COLIN, op. cit.

protégées en l'an 2000.[...] pour un arbre coupé légalement, trois sont coupés illégalement… »[293]

Sur l'ensemble de l'isthme, et malgré des chiffres à priori concluants, ces espaces sont extrêmement menacés. 60% connaissent des conflits sur la propriété de la terre et 30% sont de véritables « parcs de papier » : excepté au Costa Rica, les Etats n'ont pas les moyens d'assurer la protection de ces parcs, dont la moitié est surveillée au Panamá, un quart seulement au Nicaragua.[294] Au Petén, la colonisation illégale de la Biosphère Maya a repris à la suite des accords de paix. Schwartz dénombre 41 campements illégaux, sans compter ceux qui ont été autorisés par le gouvernement, encourageant une pratique conçue par les paysans comme un droit. L'armée, pourtant omniprésente, a perdu sa légitimité pour intervenir et les paysans se sont parfois enhardis après la signature des accords de paix : violence sur les postes de garde, kidnapping de hauts fonctionnaires, de scientifiques ou de gradés…[295]

Le transfert de responsabilités aux acteurs globaux

La faiblesse financière des Etats permet l'émergence de nouveaux acteurs dans la zone refuge. Les ONG s'investissent énormément et de manière très diverse dans ce qui apparaît de plus en plus comme leur « chasse gardée ». Le système rappelle là encore l'économie d'enclave, puisque la gestion de ces espaces est concédée à ces organismes pour des durées variables. A Belize, les réserves naturelles ont été mises en place par le concours d'ONG qui ont progressivement remplacé l'Etat dans ses prérogatives. La *Belize Audubon Society*, émanation d'une ONG de Floride, gère six aires protégées depuis 1996, auxquelles deux se sont ajoutées depuis 1999. Elle emploie seulement 30 personnes à plein temps et les postes à responsabilité sont systématiquement confiés à des ressortissants étrangers. Observateurs et communautés locales critiquent le manque de gestion commune des aires protégées, sur lesquelles Audubon exerce un véritable monopole.

De nombreuses ONG agissent avec une conception particulière du bien public, s'empressant d'obtenir des concessions permettant parfois des partenariats étroits avec des multinationales, notamment agricoles, qui profitent de ces conditions idéales pour mener à

---

[293] BEAUVAIS ; MATAGNE, op.cit., p .18

[294] Au Nicaragua, 70 personnes surveillent l'ensemble des parcs naturels. Chaque employé est chargé de la surveillance d'entre 800 et 15 000 hectares, selon les cas.
PASOS, op.cit., p. 29

[295] Cette contestation a néanmoins rapidement été matée, mais elle témoigne des ressentiments des populations vis-à-vis de ce qu'elles assimilent parfois à du néo-colonialisme.

bien leurs programmes de recherche sur le vivant, jusqu'à le breveter.[296] *« Le gouvernement [costaricien] précédent n'avait-il pas envisagé la privatisation des parcs nationaux et leur cession à des consortium japonais ? »*, s'interrogent Matagne et Beauvais. Quant au financement de la production d'oxygène des forêts, il maintient lui aussi une division internationale du travail très marquée…[297]

Il semble se dessiner une collusion d'intérêts entre des Etats exsangues ouverts au moindre investissement et des acteurs globaux très intéressés par le contrôle des futures ressources de l'eau et de la biodiversité. Au-delà d'intentions individuelles très variées chez les acteurs globaux, la filiation avec l'enclave est claire, et ce droit d'ingérence s'apparente parfois à du néocolonialisme. Qu'il vise effectivement à conserver – mais dans quelles limites temporelles et avec quels financements ? – ou à tirer un bénéfice économique ou stratégique ultérieur, le pouvoir global impose ici son contrôle. Les Etats nationaux sont parfois conscients de cette ingérence caractérisée, dont ils s'émeuvent davantage pour protéger leurs prérogatives que celles des sociétés locales : *« C'est une des dérives possibles d'une écologie gestionnaire qui serait centrée sur les problèmes de ressources, au dépens de la justice sociale. Elle conduit à penser que la biodiversité doit faire partie du patrimoine de l'humanité, ce que des milieux intellectuels et scientifiques costariciens considèrent comme une escroquerie. Ils entendent conserver des droits sur leurs ressources et rejeter ce droit d'ingérence écologique, que les Etats du Nord voudraient se voir octroyer à l'occasion des sommets internationaux, tels celui de Rio en 1992. »*[298] Néanmoins, les Etats centraméricains adhèrent généralement au système, puisque les reconfigurations spatiales de ces espaces jusqu'alors mal contrôlés contribuent au moins à diviser les acteurs locaux de la zone refuge.

Une ingérence caractérisée sur les territoires indigènes

La ratification de la *Convention relative aux peuples indigènes et tribaux* de 1989, dans laquelle la partie VII est intitulée « Contacts et coopération à travers les frontières »,

---

[296] *« Les communautés indiennes et les écologistes l'appellent « biopiraterie » ; les compagnies pharmaceutiques internationales et les chercheurs universitaires « bioprospection ». […] Les communautés locales du Guatemala ont déjà été affectées par ces méthodes. Une plante connue en quiché sous le nom de « chardon saint » a été brevetée pour le traitement du cancer. […] Le Nicaragua s'est doté d'une loi de délit environnemental qui considère comme un délit l'extraction de ressources ; elle est entrée en vigueur en juin 2006. »*
"L'accord de libre-échange ouvre le chemin à la biopiraterie", RISAL, 24 janvier 2007 [http://risal.collectifs.net/spip.php?article2068]

[297] Certains projets de séquestration du carbone sont financés par des pays pollueurs, comme la Norvège, qui paie 2 millions de dollars annuels pour que soient captées 200 000 tonnes de carbone au Costa Rica.

[298] BEAUVAIS, Jean François ; MATAGNE, Patrick, *op. cit.* ; p. 20

témoigne de l'ambivalence des Etats vis-à-vis des territoires indigènes ; elle entérine une définition extrêmement contraignante de la terre pour les Etats signataires : *« L'utilisation du terme terres dans les articles 15 et 16 comprend le concept de territoires, qui recouvre la totalité de l'environnement des régions que les peuples intéressés occupent ou qu'ils utilisent d'une autre manière ».*[299] Pour autant, la majorité des Etats centraméricains ont adopté cette convention avant de bafouer une résolution internationale dénuée de caractère coercitif. Les Etats cautionnent dans le même temps l'établissement de zones protégées qui se superposent sur les territoires indigènes. L'émergence de ces réserves naturelles génère une concurrence sur la gestion des espaces, notamment dans les cas de reconnaissance des spécificités indigènes concernant l'usage de leurs terres.

Cette notion de préservation est pourtant aussi vieille que les Républiques elles-mêmes, bien qu'aucune disposition ne l'ait véritablement favorisée, comme au Honduras. La Constitution du Honduras, dans sa Grande Charte, prévoit de tout mettre en œuvre pour protéger les droits et les intérêts des « cultures natives » du pays. La loi forestière n°88 de 1971 les considère comme des « communautés tribales sous la tutelle de l'Etat », tandis que la loi de modernisation agricole de 1992 les nomme « communautés ethniques ». Contrairement aux recommandations de la Charte de l'OIT, il n'est toutefois jamais fait mention de « peuples indigènes ».[300] Dans la réserve du Rio Platano (Honduras), les terres indigènes sont pourtant théoriquement confiées à la communauté indigène, bien que l'étendue de ces terres ne soit pas précisée. Les Ladinos présents seulement trois ans avant la ratification de la loi peuvent rester dans la zone externe, et les exceptions sont extrêmement nombreuses car laissées à la disposition des diverses administrations locales. Dans les faits, il est quasiment impossible pour les Indigènes d'obtenir l'assurance d'un espace clairement circonscrit qu'ils puissent gérer librement.

Tous les Etats centraméricains s'accordent ainsi sur une définition minimaliste des terres indigènes qui puisse faire oublier la principale revendication, celle d'un territoire indigène. Ce dernier modifierait complètement le droit d'ingérence dont ne se privent aucun des gouvernements de l'isthme, qu'il s'agisse des ressources du sous-sol (carrières, mines de la comarca Ngöbe, pétrole de la Biosphère maya) ou des infrastructures (routes, oléoducs, barrages hydro-électriques…). Ce point crucial relativise fortement les avancées juridiques

[299] Convention de l'Organisation Internationale du Travail ratifiée par le Mexique, le Guatemala, le Honduras et le Costa Rica, non ratifiée par le Nicaragua, le Panamá et Belize.
[300] VALLEJO LARIOS, Mario, "Zonas indígenas versus áreas protegidas en Honduras : el caso de la reserva de la biosfera del Río Plátano en Honduras ", in Mesoamerica, n°37, 1999, p. 145-167

des dernières années concernant les terres communautaires, d'autant plus qu'avec le Plan Puebla Panamá, le « désenclavement » des terres indigènes est au programme.

La concurrence avec les populations « allogènes » n'est pas seule en cause. A Belize, les droits des minorités sont remis en cause par les autorités légitimes, c'est-à-dire les ONG qui gèrent les réserves. Dans un pays où il n'y a que des minorités, les bienfaiteurs nord-américains sanctuarisent progressivement ces espaces en les privatisant, privilégiant la protection des espèces floristiques ou faunistiques à celle des humains. En 1992, 190 Mayas sont évacués du Chiquibul National Park et relogés dans des tentes, « *Like baboons without sanctuary* », pour reprendre le titre du poème d'Adalbert Tucker, qui précise : *« Le jaguar, lui aussi, nous demande de marcher doucement sur cette terre »*.[301]

Mais les acteurs globaux sont fréquemment considérés comme superflus et incapables de favoriser un échange réciproque, ainsi que le relate Ana Nygren à propos de la réserve Indio-Maíz du rio San Juan, *« la plupart de ces ONG montrent le même manque d'attention aux besoins de développement local que les projets gouvernementaux. […] La majorité des projets ont des objectifs conventionnels, comme la diversification agricole et l'éducation environnementale, en négligeant l'inégale distribution des ressources. […] Pour les petits paysans, l'idée de protéger l'environnement et de préserver les espaces sauvages n'a aucune justification si elle est séparée de l'actuelle dissymétrie dans le contrôle des ressources. Beaucoup doutent que les bénéfices émanant de la réserve Indio-Maíz soient redirigés vers les communautés locales. »*[302] Pour les populations de la zone refuge, le problème est clairement identifié : l'environnement dans lequel elles évoluent recèle d'importantes ressources potentielles, que les Etat et les acteurs globaux visent à contrôler d'une manière ou d'une autre, en délaissant les seuls acteurs qui avaient jusqu'alors réussi à les préserver.

Les Etats nationaux avaient déjà entériné le principe d'aires protégées qui visaient surtout à protéger leurs intérêts sur ces potentielles ressources. Le discours de la globalisation sur le développement durable maintient cette fragilisation des acteurs locaux au profit d'acteurs nationaux et globaux, voire transnationaux, qui reconfigurent ces espaces à leur guise. Ainsi, *« les réserves naturelles et les territoires indigènes sont de plus en plus présentés comme deux catégories complémentaires de la réorganisation des droits fonciers, alors qu'une véritable analyse juridique permet au contraire souvent de mettre en lumière les*

[301] SUTHERLAND, Anne, *The making of Belize, Bergin and Garvey*, 1998, 201 p. ; p. 136, p. 142
[302] NYGREN, Anja, "Competing Claims on Disputed Lands : The Complexity of Resource Tenure in the Nicaraguan Interior", Latin American Research Review, vol.39, n°1, 2004, pp. 123-153 ; p. 146

clauses contradictoires. Les limitations imposées aux activités indigènes dans l'usage des ressources naturelles, même sur leurs territoires reconnus, illustrent la force d'influence des conservationnistes internationaux. »[303]

Le contrôle des ressources et des systèmes de gestion politiques locaux constituent un objectif non négligeable de l'émergence de ces nouveaux territoires « naturels », superposés sur des territoires humains préexistants. L'appellation « naturelle » systématiquement accolée à ces parcs, réserves ou biosphères rend compte d'une conception qui les assimile à des écosystèmes vierges. A moins qu'il ne s'agisse du territoire des « Naturels », dont l'organisation sociale importe finalement peu. Il est ainsi important de rappeler, pour reprendre les mots du principal responsable d'Ak'Tenamit, au Guatemala, que *« ce sont les aires protégées qui ont envahi les communautés, et pas le contraire »*.[304]

Les aires protégées constituent un exemple frappant de dépossession des populations de la zone refuge de la gestion de leur territoire. Les thèmes de la conservation, de l'écologie ou du développement durable perdent tout intérêt pour les sociétés de la façade dès lors que l'espace est pensé sous le seul angle environnementaliste. Les politiques mises en place empêchent sans discernement la mise en valeur du territoire par des activités économiques traditionnelles qui ont pourtant souvent prouvé leur viabilité. Censées protéger le vivant, puisque c'est l'objectif qui englobe ces phénomènes environnementaux, économiques, ou sociétaux, les nouvelles normes juridiques constituent souvent des formes peu adaptées aux spécificités locales et sont assez éloignées des aspirations des sociétés de la façade caraïbe, notamment indigènes, à savoir, si ce n'est l'autodétermination, une assise territoriale qui leur permette de suivre un modèle de développement propre.

Or, cette orientation validerait la souveraineté de ces sociétés, qui n'est prônée ni par les Etats, ni par la globalisation. Cette dernière prêche plutôt l'intégration de ces territoires à l'évidente logique de concurrence internationale, s'attaquant systématiquement aux seuls modes de développement ayant prouvé leur viabilité sur ces espaces, au nom de la modernité… Le paradigme actuel, celui de la conservation, apparaît surtout comme un discours qui rend possible le contrôle de ressources qu'on suppose fondamentales dans un futur proche. On n'en comprend que mieux l'appellation « réserve ».

---

[303] DUMOULIN KERVRAN, David, "Les terres indiennes pour la conservation, Un dispositif clé du néo-indigénisme international", pp. 91-104, in *Etre indien dans les Amériques*, GROS, Christian ; STRIGLER, Marie-Claude (dir.), Institut des Amériques, 2006, 315 p.

[304] Entretien avec Esteban Duden Hoefer, assesseur technique principal d'Ak'Tenamit (voir chapitre 10).

Conclusion du chapitre 6 : Violence et globalisation

La violence constitue l'expression individuelle ou collective des tensions sociopolitiques qui existent dans l'isthme. Les transferts de compétences politiques ont semble-t-il récemment accru un phénomène qui s'exprime par tous les pores d'une société dont c'est aussi le fondement historique, à travers l'épisode de la Conquête. Les évolutions des formes de la violence et des acteurs l'exerçant nous intéressent particulièrement ici, puisque ces dynamiques récentes mettent bien en exergue l'influence de la globalisation, après celle des constructions nationales, ainsi qu'une réelle corrélation entre niveau de violence et modèles territoriaux.

Tableau 18 : Nombre d'homicides pour 100 000 habitants dans les pays d'Amérique centrale (2000-2008)

Pays	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**
Belize	19	25	30	24	27	28	31	30	32
Costa Rica	6	6	6	7	7	8	8	8	11
Salvador	**45**	**40**	39	40	**49**	**62**	**65**	**57**	52
Guatemala	28	30	32	37	38	44	47	45	48
Honduras	-	-	**69**	**65**	35	37	46	50	**58**
Nicaragua	9	10	10	12	12	13	13	13	13
Panamá	10	10	12	12	10	11	11	13	19

Source : PNUD, 2009

L'Amérique centrale est la région du monde en paix où le nombre d'homicides par habitants est le plus élevé, selon un rapport du PNUD de 2009.[305] Le taux d'homicide y est de 33 pour 100 000 habitants, soit trois fois plus que la moyenne mondiale. Ces taux ne sont concurrencés que par la Jamaïque, Haïti, la Colombie ou l'Afrique du Sud. Honduras, Salvador et Guatemala connaissent des pics de violence inouïs, notamment en raison du phénomène *marero*, indiscutablement lié à la déliquescence des Etats dans ces trois pays (***tableau 18***).[306] A un terrorisme d'Etat symptomatique des régimes autoritaires d'Amérique centrale a succédé une sourde violence quotidienne, plus asymétrique, dont témoigne

[305] *Informe sobre desarrollo humano para America Central 2009-2010*, PNUD, 2009, 474 p.

[306] Les *maras* sont des gangs auxquels adhèrent essentiellement des jeunes âgés de 12 à 30 ans, parfois la majorité des habitants de certains *barrios* de San Salvador. Elles tirent leur nom de la *marabunta*, la fourmi guerrière qui se nourrit de tout ce qui passe. La *mara* est une contre société avec ses propres codes, dont le système de contrôle social assez contraignant permet de grimper les échelons, mais pour une durée très courte… Le phénomène *marero* est originaire des Etats-Unis ; le premier gang, la *Mara Salvatrucha* (MS 13), s'est formée dans un quartier de Los Angeles où les Centraméricains, principalement des Salvadoriens, s'opposaient aux gangs mexicains pour le contrôle des extorsions, du racket, et du trafic d'armes et de drogues.

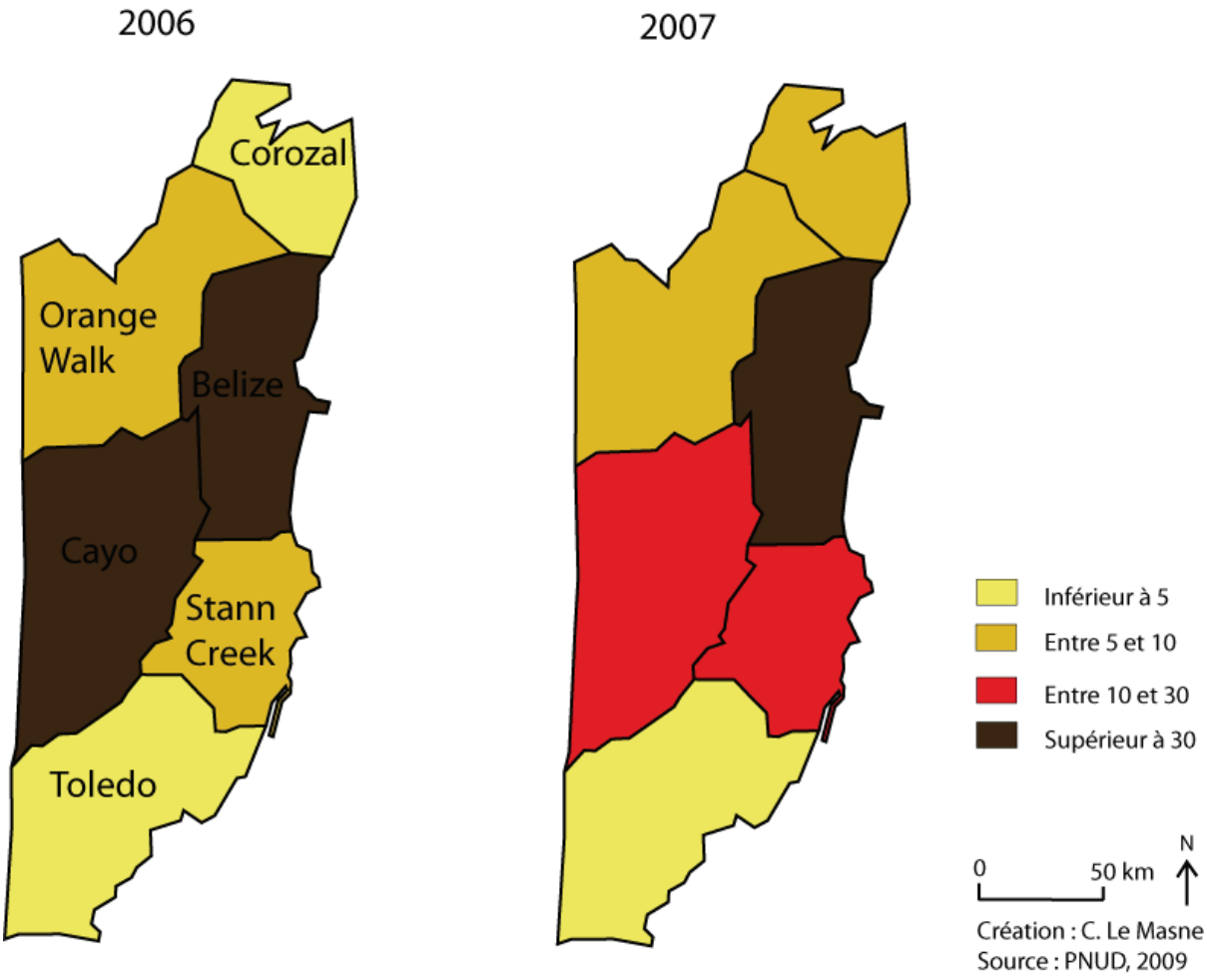
l'émergence de nouvelles organisations criminelles, les *maras*, qui ont su s'adapter aux déficiences des Etats dans les années 1990. Leur banalisation de la violence est aussi liée à l'existence de réseaux globaux, dont témoignent leur implantation spatiale et leur idéologie syncrétique. C'est d'ailleurs la déportation d'un nombre considérable de ces jeunes éléments des Etats-Unis vers le Salvador qui explique la soudaineté et la violence du phénomène. Au Honduras, l'arrêt du service militaire a contribué à faire entrer massivement les jeunes désœuvrés dans ces différentes organisations criminelles.[307] Hormis les deux principales *maras*, *MS 13* et *Barrio 18*, présentes dans les trois pays du nord et probablement connectées au Mexique et aux Etats-Unis, la délinquance juvénile reste ailleurs l'apanage de petits gangs locaux moins structurés appelés *pandillas* (***tableau I, annexe 3***).

Au sein de ces différentes entités nationales, les territoires où s'exerce la violence sont très marqués dans l'espace. Ainsi, chaque capitale se distingue par une petite zone très sécurisée où la criminalité est très faible et des *barrios* périphériques où la guerre des gangs fait rage (principalement à Panamá City, Guatemala Ciudad, San Salvador et San Pedro Sula). Mais la violence n'est pas l'apanage de la seule ville. Dans les campagnes, les situations divergent fortement, et il faut bien différencier ici l'homicide de la violence quotidienne : rackets et vols, viols, maltraitances familiales, discriminations ethniques… Au Honduras, la moindre activité économique s'effectue sous la protection de vigiles surarmés. Il faut parfois montrer patte blanche pour accéder à une boulangerie, tandis que la vente à domicile, pratiquée par une grande partie de la population, s'effectue derrière des fenêtres grillagées.

Les zones frontalières sont très touchées par cette violence, souvent liée au trafic de drogue, notamment au nord du Guatemala, et particulièrement dans les deux départements de la façade caraïbe, Petén et Izabal, qui abritent 6 municipes parmi les 15 plus criminogènes du Guatemala.[308] Au Honduras, où les villes caraïbes se sont industrialisées, on assiste à une superposition de deux phénomènes : trafic de drogue international et *mareros* s'affrontent parfois sur ce littoral caraïbe si propice aux activités interlopes. Les deux départements où les taux d'homicide sont les plus élevés sont ceux de San Pedro Sula, avec 102 assassinés pour 100 000 habitants en 2008, et de La Ceiba (92). Un peu plus à l'est, dans le département de Gracias a Dios, marge indigène correspondant à l'ancienne Mosquitia, ce taux est 15 fois moindre.

[307] Le 25 décembre 2004, pour protester contre le rétablissement de la peine de mort, des membres de la *Mara Salvatrucha*, qui compterait 100 000 affiliés de par le monde, ont mitraillé un car de voyageurs dans les faubourgs de San Pedro Sula, occasionnant la mort de 28 personnes.
[308] San Benito Petén détient d'ailleurs le triste record de 2006 avec un taux de 202 morts pour 100 000 habitants.

Carte 42 : Evolution du nombre d'homicides à Belize, par district



L'exemple du nombre d'homicides à Belize permet d'évoquer le degré de violence des trois modèles de territoires, bien qu'il faille se garder d'en généraliser trop hâtivement les conclusions (***carte 42***). Trois districts bélizéens se distinguent nettement : celui de Belize City, caractéristique du modèle globalisé, à majorité noire (59% de Créoles noirs en 2000), celui de Cayo, correspondant davantage aux territoires ladinos (63,7% de Métis), et celui de Toledo, nettement indigène (65,4% de Mayas). C'est dans la capitale économique que la criminalité est la plus importante, puisque la très grande violence chez les toxicomanes s'y conjugue à la guerre entre les cartels de la drogue.[309] Le district de Cayo, frontalier du Guatemala, connaît une violence davantage liée aux conflits agraires. Les tensions sociales et

[309] Aux éléments déstabilisants que constituent le stockage et le transit de drogue et d'armes, les populations de la façade caraïbe ont vu s'ajouter récemment la consommation massive de drogue, qui prend des allures alarmantes, notamment dans les villes noires de Belize City, Colón, ou Bluefields, mais aussi dans d'autres repères de trafiquants, comme aux Corn Islands, où le crack est devenu un fléau majeur.

ethniques y sont importantes car le district, bien qu'il accueille la capitale politique, est considéré comme un poste avancé du Guatemala. La violence s'explique par un contexte économique et social qui voit la territorialité ladina s'imposer progressivement sur cet espace. En revanche, au Toledo, district certes deux fois moins peuplé, la violence est bien moindre. Le maintien d'une territorialité indigène y garantit une société pacifiée, car moins confrontée aux recompositions politiques, économiques et culturelles de la globalisation.

Tableau 20 : Evolution du taux d'homicides par province au Panamá (nombre pour 100 000 habitants)

Province	**2006**	**2007**
Bocas del Toro	6	6
Coclé	2	5
Colón	26	32
Chiriquí	6	5
Darién	7	11
Herrera	5	3
Los Santos	5	9
Panamá	16	18
Veraguas	3	2

Source : PNUD, 2009

Au Panamá, les variations provinciales du taux d'homicide témoignent de la problématique des villes caraïbes noires de la façade abandonnées par les acteurs globaux institutionnels. Les taux sont près de deux fois plus élevés dans la province de Colón que dans celle de Panamá City, qui connaît pourtant des graves problèmes d'insécurité (***tableau 20***). A deux pas la Zone Libre de Colón, enclave dédiée au commerce international créée en 1953, la ville de Colón, qui compte 200 000 habitants, abrite les descendants des anciens constructeurs de l'ouvrage. La violence des gangs armés a surgi à la fin des années 1980 dans cet ancien port dynamique devenu délabré et inhospitalier. *« De 7 gangs à la fin des années 1990, il y en a aujourd'hui 20 sur les 16 rues que compte la ville… »,* si l'on en croit le sociologue Raul Leis.[310] En 2008, la ville a enregistré 124 homicides, 203 cas de possession d'armes à feu, 137 cas de possession de drogue et 64 de trafic, 790 vols à l'arrachée et 497 vols à main armée. La coexistence de ces deux territoires globalisés, tous deux emblématiques de l'antimonde et à peine séparés par des hautes grilles, pourrait s'apparenter à de la science fiction ; il s'agit pourtant seulement d'une effrayante réalité.

[310] "Ciudad de Colón, sin territorios libres", *La Prensa* (Panamá), 31/1/2009

L'Amérique centrale est une terre où la violence s'est exprimée de manière variée, à travers des dimensions politiques, ethniques ou sociales. La société coloniale centraméricaine n'est pourtant pas plus violente que d'autres sociétés coloniales, bien que l'esclavage et le travail forcé des Indigènes aient ancré l'isthme dans des rapports socio-ethniques très conflictuels. Les Etats-Unis ont joué un rôle non négligeable dans cette recrudescence de la violence en instrumentalisant les régimes de l'isthme au 19ème siècle, puis du fait du soutien aux dictatures qui se multiplient au 20ème siècle, enfin par des manœuvres de déstabilisation au Honduras, voire des interventions militaires directes au Nicaragua et au Panamá dans les trois dernières décennies.

Les guerres civiles ont alimenté le marché des armes à feu, dont le nombre est estimé à trois millions dans l'isthme, pour un million détenues légalement. Comme aux Etats-Unis, la grande majorité des Centraméricains trouve légitime de disposer d'une arme pour se défendre. La violence s'est encore accrue récemment du fait du trafic de drogue vers les Etats-Unis. Les flux de l'économie informelle génèrent une violence spécifique à l'Amérique centrale, d'autant plus intense sur les marges caraïbes, étant donné le caractère interisthmique de la façade. Les Etats centraméricains portent aussi une lourde responsabilité dans cette banalisation de la violence, notamment à travers une idéologie nationaliste qui a justifié la conquête aveugle des marges caraïbes et l'abandon de l'état de droit au profit de celui d'exception, dont l'Armée a assuré le maintien.

Le monopole de la violence, théoriquement détenu par l'Etat, est toujours exercé par différents groupes encore moins légitimes : grands propriétaires terriens liés aux oligarchies nationales, groupes paramilitaires ou de défense privée, *maras*, trafiquants nationaux ou des cartels internationaux, polices nationales accusées de collusion avec les narcotrafiquants, et militaires, qui conservent un rôle majeur dans la zone refuge, contrôlant les trafics, dans les deux sens du terme. Conjugués aux traditionnels conflits agraires, les zones frontalières de la façade caraïbe (Petén, Mosquitia, Darién…) sont des espaces où règne plus que jamais un état d'exception.

La violence illustre bien comment la marginalité décuple l'impact de phénomènes pourtant centrés sur d'autres lieux, sur d'autres échelles, qu'il s'agisse des processus de construction de la nation ou de globalisation. Ce statut de double marge se manifeste par les pressions permanentes exercées sur les populations de la zone refuge. Si certains espaces de la façade caraïbe ont récemment obtenu une reconnaissance juridique de leur spécificité, les

nouveaux statuts se sont en revanche généralement désintéressés des territoires et des sociétés préexistants sur cet espace. Les acteurs nationaux, ou plus souvent globaux, se sont substitués aux acteurs locaux qui géraient jusqu'alors ces espaces et ont imposé des nouvelles frontières et des pratiques territoriales jusqu'alors étrangères à la zone refuge.

Dans ce contexte de contrôle de la façade caraïbe par les nouvelles juridictions d'essences globales, les Etats n'ont pas grand-chose à gagner en misant sur leur traditionnel nationalisme, puisque leurs représentants peuvent aussi s'insérer dans les nouveaux réseaux. Si l'Etat, en tant que structure de pouvoir légitime, se trouve marginalisée par la globalisation, les acteurs nationaux issus de son sérail continuent à profiter d'un système qui repose toujours sur une grande corruption ou sur des vieilles solidarités basées sur les rivalités ethniques. Leur transformation en acteurs transnationaux assure, malgré les concurrences entre pouvoirs, le triomphe d'une idéologie libérale partagée par tous.

Aux côtés d'acteurs transnationaux institutionnels en émergent d'autres, moins légaux, qui profitent de la déliquescence des politiques publiques ou de l'absence d'Etat de droit pour revitaliser des liens anciens entre espaces de marges et économie souterraine, remettant au goût du jour le concept d'antimonde (contrebande, drogue, paradis fiscaux…). En guise de conclusion, rappelons que le réseau dispense aussi des flux d'informations horizontaux, et que le mouvement indigène, altermondialiste ou simplement paysan est à même d'être revitalisé grâce au soi-disant bras armé de la globalisation, Internet. La globalisation ne peut dès lors être seulement conçue comme un processus d'intégration mais comme un pouvoir dual.

Conclusion de la partie 2

La confrontation des dynamiques culturelles, économiques et politiques de la façade caraïbe aux logiques de pouvoirs qui les sous-tendent a mis en relief ou en creux les multiples facettes d'un espace de marge soumis à la double pression de l'avant-pays ultramarin et de l'arrière-pays centraméricain. Tour à tour ignorés et convoités, exploités et délaissés, fragmentés à l'extrême, les territoires caraïbes, lacunaires et mouvants, se sont construits et délités au gré de l'intérêt qu'ils pouvaient représenter pour les pouvoirs nationaux, impériaux et désormais globaux. Entre fuite, passivité et résistance, les populations locales ont souvent subi, parfois exploité les conflits d'intérêt entre ces différents pouvoirs. Le paradigme global leur confère cependant une importance nouvelle sur laquelle il semble important de conclure. Ces populations seraient devenues des acteurs à part entière de la gestion de leurs territoires, des partenaires de la décision, ceci dans le contexte d'une recomposition des hiérarchies du pouvoir s'effectuant au détriment des acteurs étatiques classiques. Les appareils étatiques sont en effet de plus en plus marginalisés par ce qui apparaît clairement comme une ingérence du pouvoir global vis-à-vis des compétences de l'Etat sur la façade caraïbe. L'exercice du pouvoir est de plus en plus laissé à des acteurs juridiquement indépendants des Etats. Si ces acteurs, éventuellement transnationaux, s'organisent au-delà des sphères états-uniennes ou centraméricaines, leur idéologie reste très proche.

Pourtant, les nouvelles formes d'organisation de la façade caraïbe, et particulièrement celles de sa zone refuge, si elles répondent à des demandes locales, ne sont toujours que des structures pensées ailleurs et superposées sur les territoires préexistants. A l'inverse d'un discours qui se veut attentif aux problématiques des groupes minoritaires, les nouvelles formes de gestion politique des espaces de marges prennent deux formes : soit le nouveau territoire est directement contrôlé par les acteurs transnationaux ou globaux (aires protégées, tourisme « soutenable »…), soit les acteurs locaux sont dévoyés ou corrompus pour vider de sens les nouvelles institutions censées promouvoir le développement local (autonomies, nouveaux municipes…). Ces dernières constituent dès lors des relais, soit des Etats, soit du pouvoir global, éventuellement des deux.

Seule l'approche réticulaire permet de bien envisager des acteurs de plus en plus déterritorialisés : l'exercice des pouvoirs montre qu'il est difficile de leur attribuer un seul centre, une seule filiation, un seul territoire… Les processus de décision politique ou

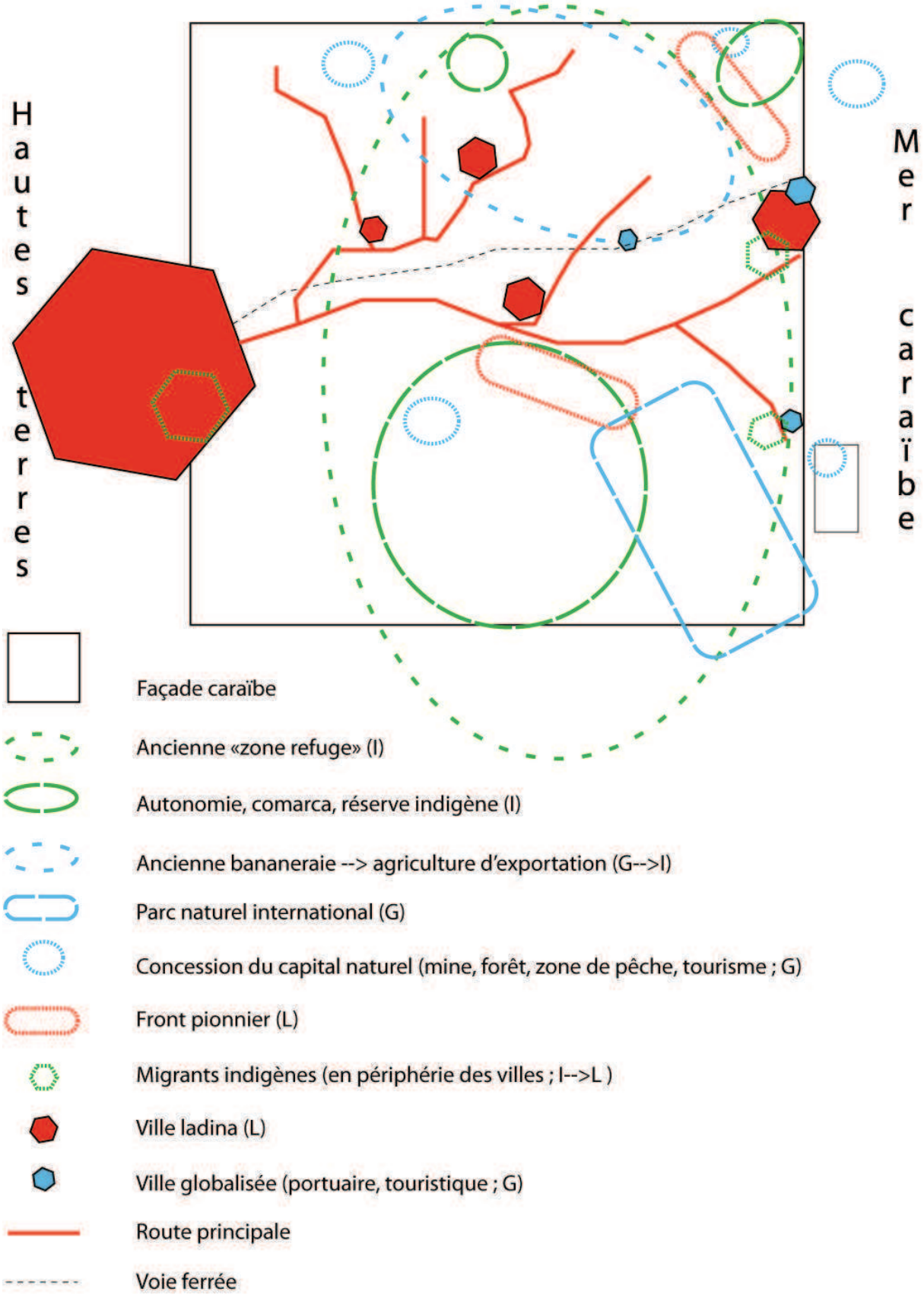
économique sont marqués par une grande confusion des échelles, imbrication systémique sans laquelle il est impossible de saisir les jeux de pouvoirs sur la façade caraïbe. Ainsi, local et global constituent des termes flous qui illustrent surtout l'infranational et le supranational, l'Etat, par sa pérennité, restant l'échelle de référence sur laquelle s'établissent les deux autres.

La logique réticulaire prend le pas sur les approches plus traditionnelles de l'espace car le pouvoir n'utilise plus forcément les anciens marqueurs spatiaux. Au continuum géographique des infrastructures ferroviaires et routières, par exemple, s'oppose le transport maritime ou aérien, dont les cheminements spatiaux sont invisibles. Idem pour les moyens de diffusion de l'information, comme le montre la disparition des lignes téléphoniques, bien que les fibres optiques gardent pour l'instant le privilège de la puissance. Ces structures immatérielles, véritables rhizomes, se retrouvent dans l'économie de la drogue, l'organisation des églises, ou la migration vers les Etats-Unis. A l'instar des flux informatifs, de moins en moins spatialisés, ou que l'on s'efforce de cacher, les sociétés apparaissent de plus en plus en réseaux.

Il était impossible d'étudier la façade caraïbe sans évoquer ces réseaux qui la relient de plus en plus nettement aux autres échelles et aux logiques de pouvoirs extérieurs. Ces derniers se sont désormais profondément immiscés dans l'espace, remodelant la façade caraïbe en y faisant émerger de nouveaux territoires. Si ces territoires résultent de la pression externe sur les acteurs du quotidien, les groupes sociaux, ils sont aussi des constructions endogènes à chaque fois spécifiques. L'objectif des deux prochaines parties est de repartir du local, et de saisir dans quelle mesure les territoires sont connectés à des centres de pouvoir multiples qui accroissent le caractère fractal des espaces et des sociétés.

Le croquis de synthèse proposé en conclusion de cette partie articule les différentes formes des territoires et leurs dynamiques sur la façade caraïbe à l'époque contemporaine (***figure 7***). Nous avons choisi de nous focaliser sur la zone refuge et sa progressive disparition, en fonction de son remplacement par d'autres formes géo-économiques (héritage de la bananeraie, front pionnier, concessions…). La figure est une modélisation, non une représentation schématique d'une façade particulière. Elle regroupe pour cette raison toutes les structures territoriales héritées ou actuelles qui configurent un territoire abstrait, un chorotype de la façade caraïbe étudié dans la partie 3 dans ses composantes fondamentales, les trois modèles territoriaux, et dans la partie 4, dans ses manifestations empiriques à travers trois études de cas.

Figure 7 : Structures politiques et dynamiques économiques d'une façade caraïbe contemporaine



PARTIE 3 : Les modèles territoriaux : géo-économie, organisation sociale et pouvoirs

Les deux parties précédentes ont permis de présenter les structures majeures de l'histoire, du milieu et du peuplement de la façade caraïbe, ainsi que les logiques culturelles, économiques et politiques interagissant sur cet espace. Cette analyse a montré l'imbrication dans le temps et dans l'espace de trois grandes logiques récurrentes de territorialité, dont la juxtaposition, la combinaison ou l'exclusion réciproque fondent l'organisation des territoires. Elle a conforté notre intuition empirique selon laquelle la configuration des territoires de la façade caraïbe s'appuie sur les grandes structures identitaires collectives qui caractérisent les groupes humains de la zone. Ces grandes structures identitaires sont en interrelations et en recompositions permanentes car définies négativement par des acteurs extérieurs à la zone. Elles correspondent aux trois identités indigène, globalisée, et ladina, aucune d'entre elles n'étant figée mais au contraire résultant d'une construction permanente faite de résistances, de transformations et de glissements. Nous avons choisi de retenir ces trois dénominations et leurs initiales (I ; G ; L) pour définir des modèles de territorialité capables de rendre compte de la mosaïque des territoires de la façade caraïbe.

Tableau 21 : Matrices des modèles territoriaux

Modèle territorial	**Géo-économie**	**Organisation sociale**	**Dynamiques du pouvoir**	**Formes spatiales**
I	agriculture de subsistance	communautés peu hiérarchisées	pouvoir essentiellement local	montagne, forêt
G	exploitation du capital naturel, tourisme, activités stratégiques	groupes multiculturels de tailles réduites, fortement hiérarchisés	expression du pouvoir ultramarin, acteurs globaux	île, port, enclave
L	agro exportation, fronts pionniers, prolétariat urbain	brassage social, société nationale	Etat, ou acteurs transnationaux	plaines, vallées,

Idéaltypes construits dans un effort raisonné de simplification du réel, les modèles territoriaux proposés combinent les aspects géo-économiques, les modes d'organisations sociales, et les dynamiques liées aux pouvoirs, matrices présentées dans leurs grandes lignes dans le ***tableau 21***. Il ne s'agit pas comme pourrait le faire penser leur dénomination d'une approche strictement culturaliste. L'ensemble des instances étudiées ne prend sens que par la manière dont se nouent ou se dénouent les interactions et les processus de rétroaction qui fondent le modèle. Cette démarche, construite à partir des données empiriques collectées sur le terrain, a une valeur heuristique en ce sens qu'elle propose une grille de lecture à grande échelle d'un espace extrêmement hétérogène et fragmenté. Leur utilisation ne préjuge d'ailleurs pas d'un niveau scalaire comme le montre la variété des dimensions des territoires étudiés dans la quatrième partie. A des sociétés fractales correspondent des territoires fractals au sein desquels on peut retrouver les mêmes composantes quelle que soit l'échelle.

Les différents modèles présentés se fondent, à l'instar de ce que propose Di Méo à travers sa formation socio-spatiale, sur des infrastructures géo-économiques prégnantes, une volonté politique affichée, et une idéologie territoriale construite à partir de formes culturelles, de rapports spatiaux, de genres de vie ou de représentations sociales. Structures élémentaires, pouvoirs et dynamiques s'imbriquent ici dans le processus de territorialisation. Chaque modèle territorial, en fonction de l'impact des pouvoirs, est différemment intégré à la logique réticulaire à laquelle contribuent des acteurs de plus en plus transnationaux. Les modèles sont une synthèse de ces aspects, compris dans leur dynamique sociale interne et externe.

Le **modèle territorial I (indio)** est marqué par l'agriculture de subsistance, à laquelle se consacre la très grande majorité du groupe social. Ce dernier est organisé en communautés, formes politiques souples qui associent fréquemment autorités spirituelles stables et autorités politiques renouvelées. Ces territoires sont très peu intégrés au système-monde et le capital financier y joue un rôle mineur. Toutefois, ces espaces aux densités de population faibles jouissent d'un capital naturel important, et subissent une forte pression externe pour l'accès à ces ressources. Ce modèle territorial est parcouru par des tensions politiques externes venues du cœur des Etats nationaux ou de la globalisation – actuellement considérée comme une échappatoire à la ladinisation. Elles se répercutent à travers des tensions sociopolitiques internes quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de l'extérieur. Spatialement, ces territoires sont ceux de l'inaccessible : la forêt, la montagne, la jungle…

Dans le **modèle G (globalisé)**, le capital financier est très présent et très mobile, il joue sur l'innovation, sur l'exploitation de nouvelles ressources naturelles ou sur les effets de sites (tourisme, zone franche portuaire, base stratégique…). Des populations extrêmement diverses y vivent dans un équilibre souvent précaire, puisque ce sont les zones les plus attractives économiquement. Ces territoires multiculturels sont néanmoins très hiérarchisés, en fonction de critères sociaux qui se doublent de critères ethniques. Les Etats nationaux ont peu de poids dans ce monde de la dérogation juridique, hormis celui de favoriser l'afflux de population ladina comme main d'œuvre dans ces marges globalisées. Ce sont des territoires, certes, mais aussi les éléments d'un réseau, très versatile, comme le prouve le jeu permanent qui inclut puis exclut les populations noires des littoraux caraïbes. Ces territoires sont aussi ceux de l'antimonde (paradis fiscaux, lieux de trafics, bases militaires secrètes…). Ils obéissent à des logiques d'avant-pays, et sont davantage disposés en rhizome que reliés entre eux : ce sont des îles ou des enclaves continentales qui bénéficient de protections naturelles (la mer), matérielles, (les grillages des zones franches, par exemple) ou politiques (les frontières nationales comme à Belize).

Le **modèle L (ladino)** est caractérisé par différentes populations correspondant à des types d'activités variées : prolétariat urbain, salariés de l'agriculture d'exportation dans les anciennes enclaves (glissement du territoire G), agriculture paysanne moins intégrée dans les fronts pionniers (glissement du territoire I). Ces territoires rassemblent des populations d'origines sociales et ethniques très diverses, mais qui par leurs pratiques économiques, politiques ou culturelles sur ces lieux, adhèrent au projet de société ladina des nations centraméricaines. Les densités de population, l'accroissement naturel et l'immigration venue du cœur ladino de l'isthme sont importants. La volonté d'expansion sur les autres territoires est évidente et rappelle l'héritage de la Conquête. Ces espaces connaissent des tensions sociales et politiques internes dues à des inégalités extrêmement fortes, notamment dans le contexte libéral actuel. Les tensions externes sont liées aux rivalités avec les Indigènes pour le contrôle de la terre, aux relations ambiguës toujours entretenues avec les acteurs globaux, ainsi qu'à un certain antagonisme avec le cœur de l'isthme, duquel ces territoires sont relativement distincts, comme le suggère la notion d' « interface ladina ». Il s'agit d'ouvertures géographiques, de plaines ou de vallées ; leur accès et leur aménagement témoignent de contraintes naturelles souvent moindres que sur les autres territoires.

La mise en place de ces modèles territoriaux correspond à une combinaison de critères interdépendants. L'organisation de la production est indissociable de l'organisation sociale. La « fonction » sociale de chacun des trois modèles de territoires varie peu dans le temps (bien que le modèle ladino soit plus tardif), mais davantage dans l'espace, en fonction de structures élémentaires pérennes (île, vallée, montagne - forêt). Ainsi, chacun des modèles dispose de caractéristiques à même de l'incarner : principe communautaire ici, brassage social là, convergence d'intérêts là-bas... Des caractéristiques historiques prégnantes rendent compte de la pérennité de ces modèles. Les sphères économiques (production, commercialisation, consommation) et stratégiques (appartenance ou affiliation à un centre de pouvoir) jouent un rôle fondamental dans le processus de territorialisation. Le territoire I est caractérisé par l'économie de subsistance et l'isolement en termes stratégiques. Le territoire L s'organise en fonction d'une logique d'interface, c'est-à-dire par la collaboration entre des centres relais du système-monde et les Etats centraméricains, qui cherchent à asseoir leur souveraineté nationale. Le territoire globalisé connaît différents systèmes se réactualisant depuis plusieurs siècle mais présentant une forte extraterritorialité vis-à-vis de l'Etat qui les abrite : rhizome, enclave ou antimonde.

Territoires et pouvoirs sont articulés entre eux mais constituent surtout des systèmes imbriqués. En effet, le pouvoir est transscalaire et ne s'incarne que rarement dans une figure spatiale unique et clairement bornée. Ainsi que l'a démontré la seconde partie traitant de l'impact des pouvoirs globaux et nationaux sur la façade caraïbe, il ne peut être considéré comme en concordance avec le territoire. Tout en gardant à l'esprit l'impact du pouvoir, le propos est de repartir des logiques internes aux groupes sociaux afin de mener une réflexion sur les constructions sociales des territoires, à grande échelle.

Les territoires doivent être par ailleurs différenciés des populations et de leurs identités. La très forte mobilité des hommes – et des territoires – dans cette ultime frontière de l'isthme rend nécessaire la distinction entre les constructions sociales basées sur ces territoires et les populations qui en sont issues. Les populations indigènes ne vivent pas nécessairement dans un territoire indigène, pas plus que les Ladinos ou les populations ultramarines dans un espace dont la territorialité serait conforme à leur définition identitaire. Cet aspect est particulièrement manifeste chez les populations indigènes, très présentes dans les modèles territoriaux ladinos (travail saisonnier) ou globalisés (dans le tourisme).

Ces territoires ont des configurations et des dimensions très variées, leur existence est faite de continuités et de discontinuités spatiales et temporelles complexes à cerner : *« Cet intervalle de temps entre deux systèmes spatiaux correspond à une situation de transition territoriale au cours de laquelle existent des inadéquations entre des acteurs, leurs champs d'intervention, les structures spatiales qu'ils produisent et un territoire. »*[311] Si la zone franche de Colón, après un demi siècle d'existence, constitue un territoire, puisque les interactions tissées entre les populations et l'espace sont réelles et ancrées, il est plus difficile de l'affirmer pour la maquiladora.

Ainsi, la notion même de territoire – et donc de territorialité – est à relativiser. Individu, famille nucléaire ou élargie, tribu, clan, gang, ethnie, communauté religieuse, nationale ou transfrontalière, l'analyse du rapport qu'entretient l'homme avec l'espace dépend de l'échelle d'analyse choisie. La notion de groupe social, plus floue, a de commode la marge de manœuvre que nous laisse Roger Brunet quand il évoque une *« réunion de personnes associées par des liens quelconques mais avec une certaine constance et pour un certain objectif. »*[312] L'établissement de territoires doit prendre en compte cette diversité des tissus sociaux. Partir des mobilités et des groupes sociaux, ce dont rend bien compte la notion d'ultime frontière, c'est ne pas considérer nos modèles comme figés, mais entrevoir des territoires en permanence remodelés par les processus irréversibles liés au double rapport colonisation/mondialisation.

Les diverses instances des modèles territoriaux permettent d'adapter les groupes sociaux à des tendances protéiformes et relatives, à travers la notion de gradient. Cette grille d'analyse retrace un champ des possibles commun face aux défis de la globalisation, puisque chaque groupe social subit dans le même temps une pression extérieure très forte, mais aussi des tensions internes liées à la porosité des frontières territoriales. Les différentes organisations sociales se voient donc fréquemment déstructurées et restructurées par la modernité et ses relais à l'intérieur de chaque groupe.

---

[311] ELISSALDE, Bernard, "Géographie, temps et changement spatial", in L'Espace Géographique, 2000, n°3, pp. 224-236 ; p. 233
[312] BRUNET ; FERRAS ; THERY, op. cit. ; p. 247

Chapitre 7 : La problématique indigène : subsistance, communauté et territoires

La notion de territoire a récemment été réactualisée dans le cadre des revendications indigènes. La délimitation précise d'un espace constitue une requête d'autant plus légitime que les sociétés indigènes sont profondément agraires. Ce ne sont pas les seules, puisque les sociétés ladinas sont aussi attachées à la mise en valeur de la terre. La territorialité paysanne est en revanche bien moins répandue dans les territoires globalisés.

Cette territorialité indigène est tributaire d'un héritage, d'un temps long qui codifie une appropriation de l'espace largement influencée ou remodelée par les pouvoirs extérieurs, comme le rappelle Aguirre Beltran : *« Les populations indigènes ne sont pas par essence des populations rurales sous-développées, mais plutôt des groupes ethniques de culture différente qui ont une grande cohésion interne et présentent une forte résistance à l'intégration, laquelle se propose de maintenir les mécanismes de domination qui placent les indigènes dans une position de subordination ostensible. »*[313] Il n'y a pas d'essence territoriale indigène, bien que ces groupes sociaux, en dépit de leur diversité, matérialisent leur territoire à travers une relation fondamentale à la terre. Ainsi, tous les efforts juridiques de défense des territoires indigènes s'appuient sur le droit à la terre, conçu comme le principal élément de territorialisation.

Les revendications territoriales s'efforcent de rappeler que le respect du milieu naturel s'inscrit profondément dans la cosmologie indigène. La notion de *tierra madre* traduit cette idée de réciprocité entre la nature et l'humain, bien avant les récentes mises en garde environnementalistes. Au-delà d'un discours qui vise aussi à séduire les observateurs internationaux, ces valeurs semblent effectivement bien présentes dans le mode de production privilégié, celui de l'agriculture de subsistance, ou vivrière, c'est-à-dire principalement destiné à l'autoconsommation.

[313] AGUIRRE BELTRAN, op. cit. ; p. XVI

La notion de communauté est un autre élément important chez ces groupes, par opposition à celle de société.[314] L'approche culturaliste considère que *« l'essence de la communauté réside dans son caractère holiste : elle est un « tout humain », dont les membres vivent pour et par elle »*, tandis que son étude dans une démarche historique retrace davantage la complexité des dynamiques socio-économiques, en estimant que la communauté *« associerait, en proportion variable, propriété collective et propriété privée et soumettrait ses membres à des disciplines collectives dans une sorte de tension constante vers le maintien de sa cohésion et la pérennisation de son existence ».*[315] Dans les deux approches, l'individu est clairement au service de la collectivité, qui organise une grande partie des activités économiques pour sa subsistance. Cette notion de communauté n'est pourtant pas consubstantielle à la population précolombienne, comme l'indiquent les organisations sociales très stratifiées des sociétés mayas et aztèques, où il existe des fonctions spécialisées matérialisées par des castes (prêtres, militaires…) ; elle constitue plutôt une adaptation au contexte colonial.

La pression exercée par les acteurs extérieurs à la zone refuge s'est accrue depuis le 19ème siècle. Si ces derniers ont souvent abandonné l'intimidation physique, la déstructuration communautaire continue par d'autres moyens. Elle s'appuie par exemple sur les thématiques de la liberté individuelle ou du droit à la propriété privée, références majeures des deux pouvoirs dominants, qui remettent en cause la propriété commune de la terre qui caractérise cette territorialité indigène.

Ces conceptions territoriales communautaires, qui mettent en avant l'intérêt collectif du groupe social, sont désormais en très net recul dans l'isthme. L'autre logique, individualiste, gangrène progressivement les territoires indigènes de l'intérieur. Au sein des sociétés et des territoires indigènes, quand ils existent, les tenants du système communautaire s'opposent fréquemment aux « modernes », tandis que les acteurs globaux font parfois entrevoir des solutions alternatives, comme la protection du capital naturel et humain, qui

---

[314] *« La différence entre la communauté india sans classe et la société ladina avec classes se fonde sur le critère des manières opposées d'organiser les rapports de production, conformément à la théorie sociale élaborée par Marx. D'autres études sociales ont utilisé des critères distincts pour fonder les dichotomies variées qui opposent communauté et société comme le fait Tönnies : la société de statut et celle de contrat, selon Maine, la société séculaire et sacrée, selon la formulation de Becker, et la société urbaine et la folk, d'après la brillante élaboration conceptuelle de Redfield, sans en mentionner bien d'autres… »*
AGUIRRE BELTRAN, op.cit. ; p. 156

[315] BONTE, Pierre ; IZARD, Michel, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, PUF, 1991 ; pp. 165-166

conduit néanmoins à un transfert des responsabilités politiques hors de la communauté et à la transformation du territoire en musée.

Le discours autonomiste indigène évoque généralement deux acteurs qui s'opposent à l'existence de territoires librement gérés par les communautés locales : l'Etat et les entreprises multinationales. Certaines sociétés indigènes ont pourtant parfois su mettre en valeur leurs rapports précoces avec le pouvoir ultramarin, comme les Miskitos avec les Anglais ou les Kunas en jouant sur l'impérialisme états-unien au Panamá. Mais ces cas de figure sont rares et concernent d'ailleurs précisément des sociétés qui n'ont pas subi la colonisation espagnole. Pour les autres sociétés indigènes, toute la problématique du territoire indigène réside dans leur volonté de ne pas sortir de l'enveloppe protectrice communautaire, seule démarche susceptible de les voir se structurer en tant que véritable contre-pouvoir et d'assurer une certaine pérennité à leurs territoires.

Nous avions évoqué le repli indigène dans notre premier chapitre. Il semble en effet que tout le processus de restructuration sociale de ces sociétés indigènes soit basé sur le maintien, à travers le territoire ou l'identité collective, du principe communautaire et de la subsistance. Il s'agit là d'une spécificité de ces territoires, qui rappelle que la survie a très souvent été permise par la fuite, puis l'organisation de ce que Eric Wolf considère comme des sociétés « fermées ».[316] Zone refuge peuplée par des minorités ethniques dites indigènes, marquées par l'économie de subsistance, organisées en communautés, autrement dit en sociétés « fermées » : telles sont les caractéristiques d'une territorialité I très lisible.

La non disposition d'un territoire remet profondément en cause l'identité indigène. La fragmentation du monde indigène se traduit par l'absence d'adéquation entre populations, identités et territoires indigènes. Le tableau conclusif de cette partie s'efforcera de présenter les différents groupes ethniques indigènes en fonction des différentes territorialités qui les définissent le mieux.

[316] WOLF, Eric, *The Mexican Bajío in the 18th Century*, Middle American Research Institute, 1955

A/ Subsistance et communauté : les fondements du territoire indigène

Le territoire indigène est caractérisé par son organisation sociale communautaire. La communauté est conçue comme le fondement du territoire et du groupe social, qui ne font qu'un. La notion de communauté, associée à celle de subsistance, permet de différencier cette territorialité des deux autres territorialités présentes sur l'espace étudié, puisque ici, comme *« chez les chasseurs-cueilleurs ou les petites sociétés paysannes, la culture, la technique, la foi, la croyance sont un bien partagé par tous »*.[317] Néanmoins, la notion de communauté reste floue, puisqu'elle s'exprime à travers de multiples instances culturelles, économiques, ou politiques.

Dans notre démarche de construction d'un idéal-type, l'instance qui nous semble la plus à même d'illustrer une constante territoriale *india* est celle du travail. Le travail, notamment agricole – et souvent collectif – constitue un fondement économique, mais aussi géographique du territoire. La pratique et l'impact spatial du travail agricole prennent des formes similaires chez de très nombreuses sociétés indigènes, en tout cas chez celles qui disposent encore d'un territoire. Toutefois, l'association du travail et de la communauté ne constitue pas une spécificité indigène, qu'il s'agisse de propriété commune de la terre ou de pratique agricole en commun.

L'organisation communautaire est une échelle spatiale, souvent celle du village, qui traduit bien la nécessité de subsistance à travers l'idée de groupe réduit. Au-delà de ce niveau scalaire de référence, il existe d'autres organisations internes, comme la famille nucléaire, ou externes, à travers des solidarités ethniques toutefois moins importantes. L'organisation communautaire est indissociable de la notion de subsistance et indique bien une spécificité de la territorialité indigène, qui est aussi fondamentalement liée à l'existence de menaces extérieures.

[317] BONNEMAISON, op. cit. ; p. 122

1) Les sociétés « fermées » de la zone refuge

Ce qui caractérise le plus ces sociétés, c'est leur caractère fermé – ou hermétique – au sens défini par Eric Wolf : « *Wolf (1955) distingue deux grands types de communautés : la communauté corporative où priment le bien commun, la tradition et l'intérêt de la communauté sur les intérêts privés (cas de nombreuses communautés indigènes) et la communauté ouverte, où priment les intérêts particuliers, la loi du plus fort et le chef. Ainsi, de nombreuses zones de frontière agricole sont le lieu de confrontation entre des groupes d'acteurs aux intérêts économiques, aux stratégies politiques, aux dynamiques sociales et à l'organisation interne diamétralement opposés. […] L'accès aux ressources naturelles, et surtout à la terre, est au cœur du conflit.* »[318]

La subsistance constitue le fondement territorial du modèle I, d'un point de vue agricole, certes, mais aussi social, puisque l'émergence de sociétés « fermées » est avant tout un élément de réponse à la conquête, une conséquence de la fuite. Il n'est en effet pas l'unique système agricole et social caractéristique des sociétés précolombiennes, et ce serait nier le caractère historique de ces sociétés que de les enfermer dans une temporalité figée. La notion de contrainte illustre bien l'inscription spatiale de ces sociétés : le caractère incessible et commun de la terre fonde le territoire, marqué par une frontière, qui est aussi une enveloppe sociale protectrice vis-à-vis des autres. Le système relativement clos des communautés assure ainsi leur pérennité. L'organisation collective et concertée de la mise en valeur des terres n'est qu'une des manifestations de la nécessité, pour le groupe social, de maintenir et de valoriser les solidarités. Les sociétés indiennes de la zone refuge ne nient pas l'individu, mais elles l'enferment dans une territorialité beaucoup plus contraignante, celle de la communauté : elle suggère des représentations, des temps de vie, un espace perçus comme immuables. L' « espace-paysage » tel que le définit Joël Bonnemaison rend assez bien compte de cet attachement communautaire au territoire.[319] Ce paysage s'inscrit néanmoins très souvent dans la fuite et dans l'adaptation ; si les lieux et les milieux se ressemblent, ces sociétés ont en

---

[318] PASOS, op.cit. ; p. 29

[319] *« Les trois dimensions de l'espace-paysage considérées par la géographie culturelle sont les suivantes :*
- *un* territoire *au sens géopolitique du mot ; avec des enjeux et une frontière. Une structuration politique avec des centres, des cœurs et des marges*
- *un* milieu géographique*. L'homme fait partie intégrante de ce système écologique car tous les milieux géographiques sont plus ou moins anthropisés.*
- *un* géosymbole *: la structure symbolique d'un milieu, d'un espace, ses significations. […] L'homme inscrit et montre dans son paysage les valeurs qui sont les siennes. […] C'est la spiritualité d'un lieu : ce qu'on appelle l'esprit du lieu. »*

BONNEMAISON, op. cit. ; p. 26

permanence dû modifier leurs références territoriales. Le patrimoine culturel s'est adapté ou réadapté à la montagne ou à la jungle, milieu nouveau ou correspondant parfois à un âge d'or passé, comme le Petén pour les Mayas.

La subsistance se retrouve dans l'organisation économique, sociale, mais aussi culturelle. Dans tous les cas, la mise en valeur du milieu répond à l'objectif de subsistance, à travers la pratique agricole mais aussi dans l'économie en général. Ainsi, l'absence de réinvestissement de surplus – à travers les dons, les charges religieuses chez les Mayas, voire les sacrifices – peut aussi être conçue comme assumée, notamment dans le cadre de sociétés complexées par leur manque de technologie : pour reprendre Georges Bataille, le surplus n'est pas réinvesti et joue le rôle de « part maudite ». [320] Cette analyse rejoint celle du « collapsus » amérindien de Pierre Chaunu, qui constate que l'effondrement démographique est surtout le corollaire de la conquête. L'absence de surplus – y compris démographique – permet la reproduction du système. En revanche, dès que ces sociétés modifient leur approche, en essayant de valoriser le produit de leur travail par l'accumulation ou l'échange en dehors du groupe, il apparaît des mutations politiques ou culturelles liées à la gestion du surplus. Pour autant, ces sociétés présentent aussi des hiérarchies ou des distinctions : leur caractère égalitaire est loin d'être évident.

2) Le primat de l'agriculture de subsistance

L'agriculture de subsistance n'est ni intégrale, ni intemporelle dans le modèle I ; elle constitue néanmoins la base de la vie économique et sociale. Les sociétés de la zone refuge se distinguent très nettement des autres par le primat des activités agricoles vivrières, c'est-à-dire celles *« dont le producteur consomme l'essentiel des produits »*.[321] Si l'agriculture vivrière n'est pas le propre de la territorialité indigène, puisqu'elle est pratiquée dans une large mesure hors de ces territoires indigènes, notamment par les populations ladinas, elle rend bien compte d'une volonté de subsistance. Toute l'organisation sociale des populations du territoire indigène se fonde sur cette capacité à subsister qui prend en premier lieu un caractère alimentaire. Ce primat de l'agriculture de subsistance ne doit pas masquer la réalité des échanges à l'extérieur du groupe. Une partie de la production est souvent destinée à être troquée, et désormais surtout vendue, afin d'obtenir d'autres produits agricoles (sel, coton…),

[320] BATAILLE, Georges, *La part maudite,* Les Editions de Minuit, 1967, 231 p.
[321] BRUNET ; FERRAS ; THERY, op. cit. ; p. 23

mais aussi des biens manufacturés (vêtements, outils…). Néanmoins, la circulation monétaire reste très faible dans la plupart des territoires indigènes. Dans le modèle indio, les relations commerciales sont minimes et présentent un caractère de subsistance. Le fondement économique et social, celui de la terre, implique que l'immense majorité des habitants des territoires indigènes consacre leur activité à sa culture.

Si la propriété collective des terres est une constante du territoire indigène, les pratiques agraires et la nature des productions agricoles varient beaucoup selon les sociétés indigènes, en fonction du milieu environnant, mais aussi des interactions sociales. Ainsi, si le maïs est cultivé dans tout l'isthme, où il a été domestiqué, il l'est davantage dans les pays du nord (Honduras, Guatemala, Belize, Mexique). Les basses terres caraïbes sont moins propices à sa culture, en raison des fréquentes inondations ; il suffit néanmoins d'une faible pente pour drainer les eaux et planter du maïs. Le yucca, la patate, le riz et surtout le plantain, sont davantage présents dans les aires culturelles chibchas (Mosquitia, Costa Rica et Panamá) ; pour le dernier, il n'est plus question d'agriculture itinérante. Il s'agit pourtant toujours d'agriculture de subsistance, qui intègre aussi d'autres produits du terroir issus de la cueillette, de la chasse ou de la pêche.

L'histoire des Nasos (Teribes) du Panamá illustre l'importance des influences extérieures dans les pratiques agricoles, ainsi que la capacité d'adaptation des populations indigènes, mais aussi l'étroite relation entre subsistance et fuite.[322] Longtemps opposés aux Espagnols, les Nasos participent à la révolte de 1761 à Bocas del Toro ; une partie d'entre eux est transférée sur le versant pacifique du Costa Rica tandis que les autres se replient dans la montagne. Au début du 19ème siècle, on les retrouve sur le littoral caraïbe à chasser la tortue, ainsi que d'autres Indiens de l'intérieur pour les vendre aux Miskitos et aux Jamaïcains. La concurrence ne favorisant pas ces desseins, ils se retirent définitivement vers l'intérieur et ne travailleront pas dans les bananeraies toutes proches. Les Nasos ont depuis recomposé une territorialité propre, basée sur une agriculture de subsistance qui reste influencée par les deux autres mondes, continental et ultramarin. Ils sèment le maïs des Espagnols, faute d'avoir pu conserver le leur, tandis qu'une partie de la communauté, évangéliste, refuse de manger du porc.

[322] SOLORZANO, Juan Carlos, "Evangelización franciscana y resistencia indígena : dos rebeliones en la frontera entre Panamá y Costa Rica, (Cabagra, Terraba, 1761 y Bugaba, Alanje, 1787)", Anuario de Estudios Centroamericanos, 28 (1-2), 2002, pp. 57-88

L'intégration précoce des Miskitos au système-monde et la différenciation au sein même de cette population les a éloignés d'un idéal-type indio vers lequel ils sont souvent revenus, bien que les territorialités restent assez variés localement dans la Mosquitia du fait de l'importance stratégique de la zone. Pour sa part, l'émigration kuna sur le littoral caraïbe s'explique par des motivations économiques. Mais la socio-économie kuna n'a semble-t-il pas été bouleversée par l'exportation de noix de coco, dont le faible surplus n'a pas déstabilisé une organisation socio-économique surtout tournée vers la subsistance. A l'intérieur de groupes ethniques élargis, certaines communautés se sont donc essayées à d'autres modes de production et l'économie de subsistance est bien souvent une recomposition.

Les Garifunas illustrent cette absence de déterminisme ethnique, car bien qu'ils soient parfois qualifiés d'indiens, ils ne sont pas indigènes d'Amérique centrale. Si certains ont opté pour le commerce transfrontalier et les trafics, comme dans le Golfe du Honduras, d'autres ont parfois adopté des systèmes marqués par l'agriculture de subsistance, comme à Orinoco, au Nicaragua. Pamela Perry montre que le ralliement de cette communauté garifuna aux sandinistes – c'est le seul village qui a toujours voté pour eux entre 1984 et 1990 – s'explique par leur définition communautaire, qui s'oppose à celle, ethnique, des autres populations de la côte, Miskitos et Créoles, dont ils redoutent la domination.[323] Les Noirs marrons du Panamá s'organisent aussi en fonction de cet impératif de subsistance. Bien qu'elles aient pu adapter des pratiques agricoles venues d'ailleurs, de nombreuses communautés se sont reconstituées autour d'une économie de subsistance plus à même de rompre avec les incertitudes auxquelles elles étaient exposées.[324]

3) Les échelles d'organisation : famille, village, ethnie…

La notion anthropologique de communauté fait immanquablement appel à celle d'échelle ; dans son acception générale, la dimension du groupe y est réduite. Le village constitue habituellement la base spatiale de l'organisation sociale, bien qu'il prenne des formes différentes selon divers facteurs, dont celui du milieu. L'habitat est généralement

[323] PERRY, Pamela, "The Politics of Identity : Community and Ethnicity in a Pro-Sandinista Enclave on Nicaragua's Atlantic Coast", in Berkeley Journal of Sociology, n°36, 1991, pp. 115-135

[324] Schwartz relate le double processus qui se déroule au Petén de 1920 à 1940 : beaucoup de Mayas abandonnent leur langue pour l'espagnol, tandis que les colons ladinos adoptent totalement le système de la *milpa* tel qu'il est pratiqué par les Mayas au Petén.
SCHWARTZ, Norman B., *Forest Society, a Social History of Petén*, Guatemala, University of Pennsylvania Press, 1992, 367 p.

dispersé dans les basses terres, comme dans la Mosquitia, où les parcelles sont souvent attenantes aux maisons. Il est plus concentré chez les Mayas, puisque les milpas sont à l'extérieur du noyau d'habitations. L'habitat est en revanche très concentré chez les Kunas, où le bâti occupe la majorité de la surface des îles.

La cellule familiale constitue une autre cellule d'organisation très importante, que l'on retrouve à travers la *milpa* maya, parcelle dont la famille bénéficie en usufruit. L'organisation collective du travail est loin d'y être exclusive, contrairement à la propriété collective de la terre, qui est un aspect récurrent de la territorialité maya.

Dans les communauté kunas de la Kuna Yala, on distingue 4 types de terres : communes à tous et mises en valeur par tous ; appartenant à des groupes d'hommes et de femmes qui la cultivent en commun ; propriétés des individus, aliénables ; familiales et non aliénables. Des groupes de cinq hommes se relaient tous les cinq jours pour aller cultiver sur le continent les terres communes ; la récolte, souvent du plantain, est répartie entre chaque foyer.[325] Les parcelles collectives sont très majoritaires chez les Kunas, phénomène qui s'explique aussi par leur éloignement du village.

Chez les populations Buglé (Bokotas) décrites par Reina Torres de Arauz, la propriété individuelle répond surtout à un impératif de sécurité juridique exigé par les législations nationales : les autres membres de la communauté aident alors les paysans dans la difficulté à travers le système de la *junta*.[326] La mise en valeur individuelle ne pose pas de problèmes tant que le caractère communautaire des moyens de production, donc leur contrôle, est assuré.

La propriété collective de la terre est celle des communautés, des villages ; elle est gérée par les institutions communautaires assez variées, mais prépondérantes, comme celle des *alcaldes* dans le Toledo, système imposé par les Britanniques, ou des *sailas* dans la comarca Kuna Yala. Cette échelle réduite de gestion pose de nombreux problèmes dans le cadre des revendications territoriales indigènes. Nous avions déjà évoqué les conflits d'intérêts au sein des institutions locales dans les régions autonomes nicaraguayennes ; les

---

[325] ARCHIBOLD, Juan Perez, "Autonomia kuna y Estado panameño", pp. 243-274, in *Autonomias etnicas y Estados nacionales*, BARTOLOME, Miguel A. (dir.)

[326] *« De mai à juin ont lieu les semences, auxquelles participent tous les membres de la famille. Bien que l'éclaircissement des parcelles soit une tâche masculine, qui s'effectue généralement grâce au système d'aide réciproque autrement appelé « junta », les femmes et les enfants participent aussi aux semences et à la récolte. Selon les moyens économiques de l'agriculteur, celui-ci convie ses amis au système d'aide communautaire de la « junta ». Ce qui implique de les nourrir et de leur donner de grandes quantités de chichas (alcool). »*
TORRES DE ARAUZ, op. cit. ; p. 373

tensions sont aussi récurrentes entre communautés voisines. Nous verrons dans le chapitre 10 comment dans le Toledo, deux communautés seulement sur la trentaine que compte cette zone de peuplement indigène – Conejo et Santa Cruz – ont obtenu la reconnaissance du caractère inaliénable de leurs terres en 2007, tandis que d'autres communautés ont entamé le partage des terres communales (Big Falls et San Pedro Columbia). La déstructuration des sociétés de la zone refuge résulte aussi de l'imposition de normes juridiques extérieures, inconciliables, sur la propriété de la terre. La stabilité de la communauté passe par la reconnaissance de la propriété collective et inaliénable de la terre. Lorsque les terres sont attribuées individuellement, elles peuvent dès lors être vendues et profondément remettre en cause une communauté qui est fondamentalement territoriale.

Le groupe communautaire, dont l'ampleur est peu significative sur l'ensemble de la zone – sa taille varie de quelques dizaines à un millier d'individus –, constitue la cellule d'organisation la plus pertinente, notamment dans la gestion de l'espace agricole. Ce niveau d'organisation réduit, en nombre et en superficie occupée, s'il permet une capacité de réaction par la fuite, implique aussi l'absence de coordination et l'impossibilité d'établir un contre-pouvoir crédible.

A une échelle plus petite, l'existence d'une véritable communauté ethnique fait débat. Elle a en tout cas un faible pouvoir contraignant et un impact mineur sur les activités du quotidien. Il existe indéniablement des communautés qui partagent des identités culturelles très proches, catégorisées dans leur ensemble comme des ethnies. D'ailleurs, les rituels témoignent de la proximité de ces communautés, tandis que l'exogamie à l'extérieur du village, autre nécessité de la subsistance, montre bien l'insertion des communautés villageoises dans un ensemble plus vaste, peuple, ethnie ou communauté culturelle. Pourtant, les tensions sont nombreuses entre les différentes communautés, notamment sur la délimitation des territoires. Dans le cas des communautés kunas, les tensions entre les 49 villages entre-deux-guerres et l'absence de redistribution au sein de la comarca témoignent de la relativité des solidarités ethniques. Celles-ci se manifestent surtout quand la survie du groupe ethnique est menacée. Néanmoins, les populations indigènes ont récemment dépassé ces inimités communautaires pour présenter un visage plus soudé, qui prend parfois un caractère pluriethnique, comme chez les Ngöbes et les Buglés, ou les Emberás et les Wounaans du Panamá, ainsi que chez les Mopáns et les Kekchís du sud Belize.

4) La *milpa* : un système spatial emblématique

La *milpa* n'est que l'exemple type de cette agriculture de subsistance organisée par la communauté et à ce titre emblématique d'une territorialité indigène. La *milpa* a souvent été évoquée en tant que technique agricole, à savoir un système d'agriculture sur des espaces itinérants, mais aussi comme structure sociale, celle de la famille. Le terme *milpa* a été repris par la plupart des agronomes et est aussi employé par les populations du Mexique pour caractériser cette agriculture sur brûlis ; il est pourtant attribué de façon abusive aux Indiens de la partie sud de l'isthme, ou chez certains Mayas comme les Lacandons, qui l'appellent *caribal*. La *milpa* correspond à fin de la période sèche où l'on défriche en les brûlant les futures terres à cultiver. La cendre sert de fertilisant. Toutefois, le brûlis n'est pas l'unique mode de défrichement, bien qu'il soit le plus pratique et le plus répandu. Les champs ne sont cultivés que 2 ou 3 ans, puis laissés au repos entre 5 et 20 ans, selon le sol, la végétation et la disponibilité en terre. Cette jachère nécessite une gestion collective afin de respecter les temps de repos. On distingue la mise en culture associée du maïs, des haricots et de la courge, de la phase de récolte, qui peut être extrêmement échelonnée, mais débute au cours de l'automne. Le maïs est la céréale de base de la milpa, mais on y cultive aussi des piments, ainsi que de nombreux autres légumes. Le petit élevage, souvent de volailles, est nourri par les tiges de maïs (*zacate*). Il est aussi possible de perfectionner le système par l'introduction de pratiques culturales capables d'inverser le processus de dégradation des ressources naturelles, à savoir l'utilisation croissante de légumineuses, de plantes fourragères, ou de fumures au lieu des cendres.

Ces pratiques agricoles ont souvent été considérées comme néfastes pour l'environnement et peu productives, car nécessitant beaucoup d'espace ; elles ont été critiquées tant par les oligarchies terriennes centraméricaines que par les chantres du productivisme après-guerre. Difficile de trancher ici sur le caractère adéquat de ce système de production, car il faut le comprendre comme une totalité. Il est impossible de dissocier la productivité par hectare ou par individu de l'organisation sociale qui l'accompagne. Les études de productivité sont bien souvent contradictoires : l'autosuffisance est extrêmement répandue, bien qu'on assiste parfois à une baisse des rendements assez préoccupante, comme à San

Lucas Quiaviní.[327] De nombreuses analyses récentes montrent que cette pratique est la mieux adaptée à certains écosystèmes. Bien qu'elle engendre des rendements faibles, ceux-ci sont stables, et l'autoconsommation évite des coûts de transport souvent élevés dans les régions isolées ; ainsi, Schwartz considère que la milpa peut actuellement nourrir entre 83 et 125 habitants par kilomètre carré au Petén.[328]

Les discours alarmistes ont donc fait place à des analyses plus mesurées. Bien qu'il soit difficile de généraliser la soutenabilité d'une pratique liée à la spécificité des sols, la milpa a progressivement retrouvé une crédibilité, qui n'est d'ailleurs pas sans lien avec la remise en cause des systèmes productivistes. Le système reste néanmoins fragile, et très dépendant d'aléas climatiques qui peuvent priver les paysans de semences d'une année sur l'autre. La viabilité de ce système agraire est surtout menacée par la diminution de la superficie disponible par habitant à mesure que la population augmente. Dans les rares cas où les Indigènes ont obtenu des terres, la répartition des milpas pose de plus en plus problème, notamment si l'on veut respecter les temps de repos des sols. La surpopulation crée un manque de terre au sein des communautés – mais aussi à l'intérieur des familles – et constitue le motif de départ du territoire indigène le plus fréquent.[329]

---

[327] Dans ce village situé en Oaxaca, les finages s'étalent sur des milieux assez voisins de ceux de l'Amérique centrale. En moyenne, les producteurs achètent du grain pendant 3,7 mois par an lorsqu'ils cultivent moins de 3 hectares, 2,4 mois entre 3 et 6 hectares, et sont autosuffisants au dessus de 6 hectares.
COLIN, Jean-Philippe ; DE CHATEAU-THIERRY, Hélène ; ROUY, Clémence ; NAVARRO, Hermilio, "Système de production et migration dans un village mexicain", in *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du 20ème siècle*, pp. 553-573

[328] Quant à ses performances passées, Pierre Gourou estime qu'au cœur du Yucatán, les densités agricoles devaient atteindre 25 habitants au kilomètre carré et la milpa pouvait en nourrir 50. Selon Sébastien Gaultier, la réserve de Calakmul, au sud du Yucatán, était susceptible d'accueillir 150 habitants par km². Diaz Bolio, considère que le peuplement préhispanique du Yucatán ressemblait peu ou prou à celui des années 1980 : la population précolombienne du Campeche est dépassée dans les années 1960, celle du Quintana Roo dans les années 1980, alors que l'Etat du Yucatán a doublé sa population de 1500 vers 1950. Pour tous ces auteurs, ces systèmes de production sont probablement aptes à soutenir des populations plus importantes que celles qui vivent actuellement sur la façade caraïbe des pays du nord de l'isthme.
DUPRIEZ, Hélène ; DE LEENER, Philippe, *Arbres et agricultures multiétagées d'Afrique*, Terres et Vie/CTA, 1993, 280 p.
SCHWARTZ, op. cit.
GOUROU, op. cit. ; p. 129
GAULTIER, op.cit.
DIAZ-BOLIO, José, *Mi descubrimiento del culto crotalico*, Mérida, Yucatán, 1977-1980, 180 p.

[329] *« L'essor du mouvement messianique, nativiste, ou revitaliste au sein de la communauté indigène entraîne toujours un grave péril ; […] La migration est utilisée pour maintenir l'ordre traditionnel la continuité et la stabilité de la culture de la communauté »*
AGUIRRE BELTRAN, op. cit. ; p. 71

La zone refuge constitue le niveau scalaire le plus étendu sur lequel les notions de communauté et de subsistance sont toutes les deux pertinentes. Les territoires indigènes se déplacent au sein de cette zone en fonction de la pression des autorités coloniales. Les faibles densités de population ont rendu possibles ces migrations, même si certaines sociétés étaient déjà sédentarisées. En outre, cette zone ne s'est pas développée en dehors du rapport au temps et à l'altérité, mais plutôt dans son refus, en ayant conscience de l'existence d'un ailleurs menaçant. Face à la Conquête, les sociétés précolombiennes ont réagi très différemment, au sein de groupes ethniques parfois très proches, qui ont choisi de fuir, de subir ou de s'allier avec tel ou tel pouvoir. Celles qui correspondent à la territorialité indigène se sont repliées sur des valeurs qui placent la communauté réduite au centre du système social.

Chez ces sociétés de la zone refuge, la terre constitue un référent qui s'inscrit dans la longue durée : la géo-économie des territoires *indios* est caractérisée par la propriété collective de la terre, en vue de leur subsistance. Ce primat de la terre imprègne une territorialité qui s'exprime généralement à travers le maintien du travail collectif, d'un finage organisé, d'un paysage sensible, d'une certaine alchimie sociale marquée par la division sexuelle du travail, de temps de la production liés aux héritages cosmologiques… L'équilibre du corps social est gravement menacé par l'abandon de la propriété collective de la terre, pour des groupes autant paysans qu'indigènes. La crise des identités indigènes qui sévit actuellement est indiscutablement liée à la désarticulation du secteur agraire, et réciproquement.

B/ La déstructuration du territoire indigène

La localisation de la zone refuge est liée à la notion de contrainte. Le dépassement progressif de cette entrave à l'exploitation des ressources, du fait des progrès technologiques, confronte de plus en plus ces sociétés « fermées » à celles du reste de l'isthme. Les nouvelles infrastructures menacent un système économique fragile, tandis que les superstructures imposées de l'extérieur déstabilisent une organisation fondée sur la communauté. La déstructuration des sociétés indigènes s'explique par un différentiel trop fort avec les pouvoirs extérieurs, qui bénéficient de relais importants en leur sein. Ces contacts prennent des formes très diverses selon les périodes et les contextes spatiaux : tentatives d'encadrement, violences et spoliations, alliances militaires, nouveaux modèles de société… De l'apparition des mousquets à celle des camions Coca Cola, l'immense majorité des sociétés de la zone refuge est désormais touchée par l'évident constat de l'ouverture du monde.

1) Communauté et pouvoir ladino

L'encadrement des pratiques agricoles collectives

Pour mieux encadrer les Indigènes, la colonisation espagnole, puis les Etats nationaux, se sont efforcés de leur donner un cadre « communautaire », qui rentrait en général en contradiction avec les principes régissant l'organisation indigène.[330] Cette notion de travail communautaire se met en place à travers les *reducciones*, qui fonctionnent à partir de 1531. Face au collapsus indigène, les *reducciones* ont pour but la survie de l'indigène en préservant son cadre traditionnel. Néanmoins, si le système a permis de préserver certaines pratiques culturelles, notamment chez les populations mayas, le contrôle exercé par les autorités coloniales, et particulièrement l'existence du travail forcé, a fréquemment conduit les Indigènes à s'enfuir.

Autre illustration de cette volonté du pouvoir colonial, puis national – mexicain ici – d'encadrer les communautés indigènes en leur octroyant un cadre collectif qui puisse satisfaire une partie de leurs ambitions territoriales, l'*ejido* est une structure de production qui

[330] *« Les formes de coopération dans le travail [dans la communauté indigène] se basent sur la réciprocité et la redistribution ; ces principes d'intégration qui, de manière trompeuse, paraissent favorables à la constitution de formes de coopérations modernes, sont en réalité des principes opposés aux règles qui fondent le capitalisme moderne. »*
AGUIRRE BELTRAN, op.cit. ; p. XI

s'efforce d'institutionnaliser les pratiques agraires collectives dans un cadre moderne. A leur promotion en 1920 au Mexique, les ejidos sont des concessions de l'Etat mexicain à un groupe, les *ejidatarios*, qui en détiennent uniquement l'usufruit, avec pour vocation l'exploitation collective des terres (*tierras de uso común*). Les ejidos sont théoriquement accessibles aux métis comme aux indiens, sans discrimination ethnique. De nombreuses communautés ont toutefois dévoyé le dispositif en se répartissant la terre et en individualisant son exploitation, tandis que les populations indiennes ont dans une large mesure conservé cette exploitation concertée. Les ejidos ne peuvent cependant pas être assimilés à l'économie de subsistance, étant donné qu'ils répondent à une volonté politique extérieure. Les Indiens y souscrivent seulement quand ils n'ont pas réellement d'autres choix, quand leur territoire est devenu impraticable.[331] D'autre part, les assemblées ejidales ont souvent mis en place une agriculture commerciale : les parcelles d'un *ejidatario* peuvent atteindre 60 hectares dans la réserve de Calakmul.[332] Les ejidos ont ainsi rapidement été vidés de leur caractère collectif (répartition arbitraire, sous-location...), glissement vers la propriété privée validé en 1992 à travers un programme de titularisation (PROCEDE). Ces structures agraires ne sont pas des émanations d'une volonté de subsistance, mais correspondent plutôt aux rares tentatives de préservation issues du pouvoir ladino. Bien qu'ils répondent à des objectifs très différents, ces modes d'encadrement apparaissent surtout appropriés quand les colons espagnols ou ladinos rechignent à s'installer.[333]

La diversité des pratiques communautaires se retrouve aussi à travers l'installation des Mennonites à Belize. La communauté mennonite n'est en revanche pas fondée sur l'économie de subsistance, ou elle en est sortie, puisque son agriculture est vouée à l'exportation. Bien qu'elle connaisse parfois une mise en valeur collective, tout comme dans les coopératives honduriennes, puis sandinistes, la pratique agricole de ces groupes ne correspond pas à l'idéologie de la subsistance. Davantage que les distinctions ethniques, c'est le rapport à l'autre qui différencie ces sociétés agricoles communautaires de celles, indigènes dans leur immense majorité, de la zone refuge.

---

[331] *« Récemment, le nombre de familles Chol et Tzeltal [dans les* ejidos *de la réserve de Calakmul] a augmenté en raison des troubles dans l'Etat voisin du Chiapas. »*
ERICSON, Jeny ; FREUDENBERGER, Mark S. ; BOEGE, Ekart, *Population Dynamics, Migration, and the Future of the Calakmul Biosphere Reserve*, Occasional Paper No. 1, 1999, Program on Population and Sustainable Development, (PSD), American Association for the Advancement of Science (AAAS) ; p. 18
[332] ERICSON ; FREUDENBERGER ; BOEGE, op. cit. ; p. 18
[333] SOLORZANO, op. cit. ; pp. 57-88

L'opposition (agri)culturelle indio/ladino

Les principes agraires caractéristiques du modèle indigène sont actuellement gravement menacés par des conceptions du travail agricole dirigées vers la production à des fins commerciales. L'opposition entre culture vivrière et élevage est emblématique de ces divergences entre territoires indios et ladinos.[334] La supposée opposition entre Indigènes et Ladinos concernant leur respect du milieu naturel est néanmoins à relativiser. Le premier, héritier du « bon sauvage », est désormais mis en avant pour sa capacité – innée, semble-t-il – de développement durable, après avoir été longtemps stigmatisé pour sa pratique du brûlis. Le second est resté associé aux dégradations écologiques propres aux populations sous-développées. Au Nicaragua, les *costeños* dénoncent le danger pour l'environnement que représentent les migrants métis de l'intérieur en les qualifiant de *machete man,* de *rancheros,* ou simplement de *spaniards*. La dernière appellation démontre bien le contenu identitaire de l'opposition.

Pourtant, les différentes pratiques illustrent des modes de production davantage liés à la conception et à l'idéologie du territoire qu'à un quelconque déterminisme ethnique. Dans la réserve de Calakmul, *« les communautés locales considèrent le bétail comme un symbole de puissance »*.[335] Les clichés qui associent strictement *ladinos* et élevage, *indios* et subsistance, sont véhiculés par les fronts pionniers générés par le trop plein démographique du cœur de l'isthme. Organisés ou non, ils se caractérisent en effet par une mise en valeur extrêmement préjudiciable pour les écosystèmes : élevage massif, coupes de bois sauvages…[336] Si elles constituent un élément non négligeable du territoire ladino, ces pratiques agricoles ne rendent pas nécessairement compte de toute l'agriculture des paysans ladinos. Toutefois, les éleveurs de bétail de la frontière agricole, aux codes vestimentaires proches de ceux des *cow boys* du *Far West,* sont assez emblématiques d'une territorialité ladina.

---

[334] *« Dans les zones refuges où se confrontent Indios et Ladinos, le milieu est mis en valeur par des activités agricoles d'un côté, et par l'élevage de l'autre. Les Indios, habitués à la culture de la milpa, travaillent sur les pentes des collines, qu'ils défrichent et brûlent quand elles sont couvertes de forêts ; les Ladinos occupent des plaines à peine arborées, où paît un bétail abondant. Les deux, Indios et Ladinos, considèrent la forêt comme une ressource, mais dans un sens différent ; pour les premiers c'est un combustible et une matière pour la construction de maison et de mobilier ; pour les seconds, c'est un produit d'exportation dont l'exploitation dépend de la relation, à un moment donné, entre les coûts d'extraction et les prix du marché. »*
AGUIRRE BELTRAN, op. cit. ; p. 96

[335] ERICSON ; FREUDENBERGER ; BOEGE, op. cit. ; p. 21

[336] DE GROOT, Jan P., "Production Systems in the Humid Tropics of Nicaragua : a Comparison of Two Colonization areas", pp. 67-88, in *Sustainable agriculture in Central America*, DE GROOT, Jan P. ; RUERD, Ruben, Macmillan Press, 1997, 234 p.

Sarah Howard relate remarquablement les différentes conceptions territoriales et environnementales des Ladinos et des Mayangnas, qui s'affrontent autour de la création de la réserve naturelle de Bosawas, dans le nord du Nicaragua, en 1991.[337] Jusqu'à la création de la réserve, les Ladinos venus de l'intérieur rachetaient les terres des Mayangnas pour des sommes modiques, repoussant toujours ces derniers vers la frontière forestière. En effet, les pratiques agricoles des Mayangnas s'effectuent à l'intérieur de la forêt, sur des petites parcelles peu visibles de l'extérieur. Ces déplacements expliquent que le territoire des Mayangnas, qui se trouve dans la forêt, ait été intégré à la réserve naturelle. Les Mayangnas ont pris conscience du risque d'invasion et délimité des parcelles individuelles pour lutter plus efficacement contre les empiètements des paysans ladinos. Les Indiens ont donc été obligés de modifier le mode de tenure traditionnel, collectif, en fonction d'éléments extérieurs, se pliant ainsi aux normes juridiques du pays. Un temps opposés à la réserve, considérée comme une grave ingérence, les Mayangnas la considèrent désormais comme une enveloppe protectrice potentielle, qui peut leur permettre de maintenir un écosystème en péril ; ils s'opposent à l'arrivée de l'entreprise forestière et comprennent mal l'intérêt du bétail. Etant donné son étendue, les Ladinos ne croient pas à la disparition de la forêt, qu'ils conçoivent comme une ressource à mettre en valeur ; ils souhaitent voir s'installer une entreprise forestière et pouvoir développer l'élevage. D'autre part, la possession de bétail constitue paradoxalement pour les Ladinos un élément de sécurité alimentaire, puisque les cours du bétail sont moins fluctuants que ceux des matières premières agricoles.

Les multiples spoliations de terres dont les populations indigènes sont victimes ont déjà été évoquées, notamment dans les régions de fronts pionniers (Petén, Darién, Mosquitia, Olancho…). Plusieurs cas de figure se présentent alors pour les populations indigènes : soit elles parviennent à se réinstaller sur des terres encore disponibles, soit elles doivent s'employer dans les exploitations agricoles des grands propriétaires ladinos. En outre, comme nous le verrons dans le cas de San Luis Petén, les fincas des grands propriétaires s'accroissent en permanence sur les terres récemment défrichées par les paysans, notamment du fait de l'absence de titre de propriété chez les Indigènes. Schwartz présente plusieurs cas où l'Etat guatémaltèque s'oppose systématiquement à toute pratique agricole communautaire, même lorsqu'elles ne sont pas dirigées uniquement vers la subsistance ; c'est le cas des coopératives

[337] HOWARD, Sarah M., "Livelihoods, Land Rights and Sustainable Development in Nicaragua's Bosawas Reserve", pp. 129-141, in *Sustainable agriculture in Central America*, DE GROOT, Jan P. ; RUERD, Ruben, Macmillan Press, 1997, 234 p.

kekchis de Poptún, au sud-est du Petén, qui pratiquent aussi l'élevage.[338] Les Etats nationaux ne visent pas seulement à limiter une agriculture de subsistance considérée comme peu productive, mais aussi la propriété collective de la terre, et parfois même les pratiques agricoles communautaires, tous ces principes étant assimilés à des contre-pouvoirs.

2) Indianité et réseau ultramarin : une constante géostratégique

Toute la problématique de la survie des modèles territoriaux I réside dans l'absence de pouvoir propre à ce monde de la subsistance. La protection de ces territoires ne semble pouvoir émaner que de la globalisation, dont on sait pourtant que les acteurs ne sont pas dénués d'arrière-pensées. Comme le souligne la tendance historique du pouvoir ultramarin, impérial, puis global, à s'infiltrer et à se concilier les sociétés de la zone refuge, ces territoires sont autant bouleversés par l'expansion ladina, qui les menace directement, que par l'alternative « globale », dont on a déjà évoqué les nouveaux cadres politiques de gestion dans les marges indigènes dans le sixième chapitre.

L'ouverture des sociétés de la zone refuge aux acteurs ultramarins constitue dans un premier temps un moyen de s'opposer au pouvoir colonial. Les sociétés indiennes cherchent à se munir d'armes à feu ; dans cette optique, elles nouent des relations commerciales avec les flibustiers. Lorsque ces sociétés parviennent à générer des surplus substantiels en détroussant d'autres Indiens dépourvus des nouvelles technologies guerrières, elles s'intègrent davantage au système-monde, cas des Miskitos. Ces relations prennent forme lors de phases de très fortes tensions entre les représentants de la colonie espagnole et ceux de la puissance émergente britannique, aux 17ème et 18ème siècles.

Les indépendances vont modifier cette relation ; avec l'adoption de la politique dite du « Big stick », l'Amérique centrale devient l'arrière-cour des Etats-Unis. Les moyens de contrôle sur le cœur de l'isthme étant accrus, la fonction déstabilisatrice de la façade caraïbe n'est utilisée que de manière sporadique, excepté au Nicaragua. Les échanges entre acteurs du pouvoir impérial états-uniens et acteurs locaux de la zone refuge changent de nature pour se conformer à des pratiques moins « belliqueuses » : l'alliance stratégique se meut en collaboration économique, qui prend surtout un caractère d'exploitation systématique. Cette seconde phase, beaucoup plus déstructurante, différencie profondément les sociétés de la zone refuge de celles qui échappent définitivement à ce modèle de territorialité. La période

[338] SCHWARTZ, Norman B., "Reprivatización y privación : sistemas tradicional y contemporáneo de tenencia de la tierra en el Peten, Guatemala", in Mesoamerica, n° 29, juin 1995, pp. 215-232

impériale consolide les appuis économiques des Etats-Unis sur la façade caraïbe sans pour autant se matérialiser par un contrôle total de sa superstructure culturelle et politique.

La façade caraïbe reste un contrepoids évident au cœur de l'isthme, et est parfois ménagée pour déstabiliser ce dernier. La nature des rapports entre les Etats centraméricains et le pouvoir global, politiquement assumé par les Etats-Unis, détermine un contexte plus ou moins avantageux pour les sociétés indigènes. La menace nationaliste, socialiste, voire bolivarienne, peut réactiver à tout moment le soutien états-unien aux sociétés de la façade caraïbe. Ainsi, la révolution sandiniste apparaît paradoxalement comme un détonateur pour l'indianité : Washington va s'engouffrer dans cette brèche en se proclamant défenseur des identités menacées. L'exploitation économique passe alors temporairement au second plan.

3) Des limites perméables : l'ouverture des territoires

La présence d'individus ou de groupes qui n'appartiennent et ne participent pas à la vie communautaire des territoires indigènes contribue à leur déstructuration. Nous avons déjà amplement évoqué le phénomène concernant le tourisme, les aires protégées, ou les diverses institutions extérieures (ONG, églises…). Les communautés réagissent assez différemment à ces intrusions, certaines s'efforcent de limiter au maximum l'intervention d'agents extérieurs, prenant exemple sur l'EZLN au Chiapas, mais sur des territoires beaucoup plus réduits.[339] Dans le cas des réserves costariciennes, ce refus des contacts extérieurs, surtout gérés par les autorités traditionnelles, crée une situation problématique, puisqu'il permet par exemple aux caciques borucas d'entraver un processus d'autonomie probablement souhaité par la population.

Le refus de la présence d'acteurs extérieurs ne limite pas nécessairement l'influence des Etats ou du processus de globalisation, puisque les acteurs locaux sont fréquemment intégrés à des réseaux, nationaux ou globaux, qui permettent aux pouvoirs extérieurs de s'exercer sur le territoire communautaire. Les acteurs locaux sont parfois liés à plusieurs niveaux de pouvoir, comme on l'a vu dans le cas nicaraguayen avec les anciens animateurs de la Contra. Chez les Ngöbe-Buglé, la comarca s'est établie à partir des institutions nationales : les nouvelles autorités « autonomes » sont surtout composées par les anciens élus municipaux.

[339] Au Chiapas, sur les territoires contrôlés par l'EZLN, les volontaires internationaux qui proposent aide et formation aux Indigènes vivent séparément de ces derniers ; les rencontres entre les deux populations sont limitées au maximum.

A Belize, dans le district du Toledo, le lobbying organisé de l'extérieur, par Greg Choc, leader Indigène vivant hors des villages, s'est substitué à une lutte politique menée par des acteurs locaux, les paysans mayas.

Les pouvoirs ladinos ou globaux parviennent à s'immiscer au sein même des communautés, par le biais d'acteurs issus de la communauté mais davantage liés à un ailleurs. Dans certains cas, les individus agissant au détriment de l'intérêt communautaire sont exclus du territoire, ainsi que le rend possible le droit coutumier des Kunas, ou comme ce fût le cas pour le roi naso en 2004. Cette ingérence extérieure au sein des territoires s'appuie aussi sur un différentiel économique et financier qui marginalise les territoires I. La subsistance ne permet effectivement pas de dégager les surplus nécessaires à la constitution d'un pouvoir indigène endogène, et a fortiori multilatéral.

Sur la façade caraïbe, ces sociétés « fermées » de la subsistance perdent chaque jour de leur pertinence. L'ouverture du territoire et de la communauté s'explique aussi par une accentuation des tensions internes. La migration constitue un phénomène récurrent chez les populations indigènes, parfois de grande ampleur : Ngöbes se rendant au Costa Rica récolter le café, Kekchís sur le littoral pacifique guatémaltèque pour le coton…

Etant donné la forte pression démographique, et du fait de la proximité grandissante des différents territoires sur la façade caraïbe, les déplacements sont dorénavant moins lointains, comme dans le cas de la migration ngöbe dans la construction à Bocas del Toro, ou de celle des Bribris vers les bananeraies du val de Sixaola au Costa Rica. Dans la Kuna Yala, la migration s'effectue essentiellement à destination de Panamá City. D'ailleurs, des espaces attractifs pour les populations ladinas peuvent devenir répulsifs pour les habitants de la zone refuge, comme au Darién, où les communautés Emberá et Wounaan ont une très faible emprise sur la gestion du territoire. L'ampleur de ces migrations, évoquée au chapitre 3, s'explique par la pauvreté, mais surtout par la surpopulation des territoires indigènes, qui pose de graves problèmes concernant la gestion de la terre. La migration permet aussi de générer des surplus financiers et une circulation monétaire. Le retour de la main-d'œuvre saisonnière ou permanente dans la communauté de départ constitue alors un important agent du changement : *« La migration génère des éléments qui altèrent l'équilibre traditionnel non*

seulement dans la société nationale, où le processus est le plus visible, mais surtout et principalement dans les zones refuges. »[340]

Les divisions internes que l'on constate actuellement chez les sociétés de la zone refuge reflètent les trois idéologies, chacune liées aux pouvoirs et aux acteurs l'exerçant, du repli (I), de la dérogation (G), ou de l'assimilation (L). Cette instance idéologique peut ainsi s'appliquer à des niveaux scalaires différents : échelles régionales, locales, mais aussi individuelles. La communauté yucatèque de Cham Kom présente un condensé intéressant de ces tensions.[341] Chan Kom est un petit village de paysans situé à 14 kilomètres de Chichén Itzá, au Yucatán ; il faisait partie de l'ex zone des rebelles et fut pacifié en 1937. La crise s'est matérialisée au travers de deux événements concomitants : *la Política* et *el Gilberto*. Ce dernier évoque le cyclone qui a touché l'isthme en 1988 et détruit les fruits de la milpa, tandis que la même année, les élections ont porté au pouvoir de nouveaux acteurs : *los Modernos*. Ces derniers, aussi appelés *los de Cancún*, sont des jeunes migrants, fils de la classe dirigeante précédente, surnommée *los Antiguos*, et à laquelle ils s'opposent, bien que les deux tendances soient estampillées PRI. Cette victoire traduit le basculement de cette communauté de paysans en communauté de migrants. Les jeunes de Cancún font cultiver leur milpa par d'autres et certains considèrent même que leur milpa est à Cancún, c'est-à-dire que leur base sociale et culturelle se trouve désormais en milieu urbain, touristique. Parallèlement, les distinctions sociales entre riches et pauvres se sont aiguisées au sein de la communauté, ici comme à Cancún. Le passage de témoin entre les *Antiguos* et les *Modernos* a été violent, puisque les *Antiguos* sont emprisonnés après avoir tenté de séquestrer le nouveau maire du village. Le changement générationnel a entériné l'ouverture définitive de la communauté.

Les sociétés de la zone refuge vivent dans le refus d'un ailleurs pourtant omniprésent. Tout concourt à la pénétration et à l'éclatement de la communauté : les vêtements (*venta de ropas americanas…*), la télévision, et en dernier lieu les quatre roues motrices du camion Coca Cola. Si la globalisation ne vise pas sciemment à désorganiser les sociétés de la zone refuge, elle y contribue forcément en insérant ces sociétés dans une logique de marché et de consommation, à l'exact inverse du principe de subsistance.

---

[340] AGUIRRE BELTRAN, op.cit. ; p. 85

[341] RE CRUZ, Alicia, "Una comunidad maya de Yucatán : transformación social y expresión simbólica", in Revista Española de Antropología Americana, n°26, 1996, pp. 167-181

La diminution drastique de la zone refuge depuis deux siècles a profondément remodelé les zones de peuplement indigènes. Selon les Etats, les territoires indigènes, reconnus ou non, s'étendent sur différents espaces correspondant plus ou moins au modèle territorial I. Dans les anciens foyers de peuplement, il existe souvent des gradients, au sein d'un même groupe ethnique, entre des territoires caractéristiques du modèle I et d'autres, périphériques de ce dernier, qui n'y correspondent quasiment plus. En effet, les structures administratives qui se sont calquées sur les territoires indigènes ont réparti les populations en différentes zones, souvent divisées entre un noyau et sa périphérie. Ainsi les modèles de territoires I sont dans la plupart des cas cernés par des gradients très affaiblis de ce modèle, comme nous le verrons chez les Mayas Kekchís du sud Belize ou chez les Bribris du Costa Rica. Dès lors, la juxtaposition de territoires et de communautés ouvertes et fermées constitue nécessairement un facteur déstabilisant pour ces dernières.

Le pouvoir ne connaît pas les frontières territoriales qui lui sont assignées : les tensions internes au sein du modèle territorial indigène reflète la perméabilité de ses frontières et le caractère transscalaire du pouvoir et de ses agents. Le mouvement indigène peine à se structurer, non pas en raison d'antagonismes profonds en son sein, mais plutôt du fait du mode de constitution et de survie de ces sociétés, la fuite, ou du moins le repli. A ce titre, toute ingérence extérieure, même lorsqu'il s'agit d'efforts de coordinations indigènes multilatérales, suscite la méfiance de populations qui ont assuré leur pérennité grâce au repli communautaire et à la subsistance, comme principe économique général. Toute la problématique des territoires indigènes réside dans l'impossibilité du système de la fuite dans un espace désormais fini. La disparition de l'ultime frontière les contraint pourtant inévitablement à s'ériger en contre-pouvoirs.

Conclusion du chapitre 7

La zone refuge, en tant qu'entité géographique, la subsistance, comme principe économique, et la communauté fermée, comme enveloppe sociopolitique, constituent les fondements territoriaux des territoires indios. Ces trois éléments clés du modèle de la territorialité indigène subissent une érosion très forte du fait de l'expansion ladina et de la multiplication des acteurs globaux. Le modèle territorial I reste néanmoins pertinent en fonction de caractéristiques communes sur l'ensemble de la zone refuge.

Le territoire I est une modélisation. Les formations territoriales divergent par rapport à ce modèle théorique I. Il n'est pas l'unique territoire des populations auxquelles est accolée l'identité *india*, mais une synthèse d'éléments constatés empiriquement, qui permet d'illustrer les organisations sociales existantes ou recomposées dans la zone refuge.

La zone refuge est un espace en diminution permanente, en fonction de mobilités humaines qui illustrent l'impact différentiel de pouvoirs extérieurs à la zone. Elle se déplace en fonction des migrations des Indigènes et se réduit au gré de l'expansion ladina, directe, ou de l'influence globale, indirecte. Si les recompositions territoriales indigènes ont été permises par des migrations permanentes depuis la conquête, l'indisponibilité des espaces rend désormais cette fuite impossible.

La terre constitue la principale assise économique et culturelle des sociétés de la zone refuge. Cette territorialité s'exprime par une économie de subsistance principalement tournée vers l'agriculture. Au même titre que pour les autres ressources naturelles (sous-sol, eau, biodiversité…), les acteurs extérieurs exercent une intense pression sur la terre indigène. La dérégulation du système de gestion communautaire de la production agricole constitue l'un des éléments les plus problématiques pour la survie de ces territoires ; la subsistance est en effet un principe économique pensé pour assurer la pérennité de ces sociétés de la fuite.

La communauté sociale, politique et culturelle assure la cohésion du territoire. Cette cohésion a été permise par la recomposition en sociétés « fermées », qui a assuré la survie des diverses identités indigènes. La crise profonde que traversent ces identités est accrue par l'intervention d'acteurs extérieurs, notamment culturels, qui bouleversent l'organisation communautaire. C'est un des paradoxes des mesures conservatoires prônées par le pouvoir global, qui fait néanmoins figure d'échappatoire au processus de ladinisation.

Il n'existe pas de pouvoir indigène au-delà du territoire indigène. Par conséquent, l'absence de collaboration entre sociétés indigènes marginalise toujours plus des populations

qui peinent à s'organiser de manière horizontale. Le caractère fractal des sociétés de la zone refuge, divisées en aires culturelles, peuples, ethnies ou communautés, constitue un frein manifeste à la constitution d'un contre-pouvoir.

Afin de valider la pertinence du modèle I et de le confronter aux dynamiques actuelles, le ***tableau 22*** propose un état des lieux des principaux groupes indigènes de la zone refuge (***carte 27, chapitre 3 ; carte 41, chapitre 6***). Les estimations des différents groupes ethniques s'efforcent de rendre compte des populations vivant sur la façade caraïbe, au sein ou non de territoires protégées. En partant de la définition ethnique et des distinctions nationales, le tableau récapitule sur l'ensemble de la façade caraïbe de l'isthme les géo-économies locales, et la présence éventuelles d'enclaves économiques extérieures. Il évoque aussi l'existence d'un statut juridique particulier du territoire indigène, bien que celui-ci soit rarement respecté ou rendu inopérant par l'inféodation des dirigeants locaux aux autorités nationales. La conservation des pratiques culturelles constitue un excellent critère de comparaison par rapport au modèle théorique. Quant aux tensions internes et à l'influence des pouvoirs extérieurs, éléments difficilement dissociables, ils rendent compte de la plus ou moins grande fragmentation territoriale, et d'éventuelles dynamiques de transition vers une autre territorialité, ladina ou globalisée.

Tableau 22 : Territoires et pouvoirs chez les principaux groupes indigènes de la façade caraïbe de l'Amérique centrale

Groupe ethnique	Pays / sous-région	Mode de production dominant	Présence d'enclaves extérieures	Statut particulier du territoire indigène	Organisation et représentation politique	Pratiques culturelles traditionnelles	Tensions internes	Influence des pouvoirs	Modèle
Maya Yucatèque (150 000)	Mexique (Quintana Roo)	Subsistance	Forestière	Aucun	Très faible (contrairement au Chiapas)	Langue peu transmise Cosmologie présente	Moyennes	**G : moy. L : forte**	**I**
	Belize	Subsistance (ouverte sur l'extérieure)	Plantations	Aucun	Très faible	Langue peu transmise Cosmologie présente	Moyennes	**G : moy. L : faible**	**I**
Maya Kekchí (140 000)	Belize	Subsistance	Aucune	Reconnaissance partielle (terres indigènes)	Importante : divergence sur modèle propre ou aide des réseaux globaux	Langue transmise Cosmologie importante	Faibles	**G : faible L : faible**	**I**
	Guatemala (Petén)	Elevage (prolétariat agricole)	Pétrole, réserve naturelle	Aucun	Réduite à néant par l'Etat guatémaltèque	Langue transmise Cosmologie importante	Fortes	**G : faible L : forte**	**L**
	Guatemala (Izabal)	Subsistance	Réserve naturelle	Non reconnu, mais toléré	Importante, gérée par les acteurs globaux (ONG)	Langue transmise Cosmologie importante	Faibles	**G : forte L : moy.**	**I**
Garifuna* (100 000)	Belize	Tertiaire	Touristique, pêche	Aucun	Moyenne : population anciennement intégrée au système politique	Langue négligée Cosmologie résiduelle	Faibles	**G : forte L : faible**	**G**
	Honduras	Subsistance + tertiaire	Touristique, Pêche, plantations	Communautés ethniques reconnues, terres pas respectées	Faible : morcellement des communautés	Langue peu transmise Cosmologie résiduelle	Moyennes	**G : moy. L : forte**	**G/I**
Miskito (120 000)	Honduras	Subsistance	Réserve naturelle, forestière, pêche	Communautés ethniques reconnues, terres à peu près respectées	Faible : mais la frontière avec le Nicaragua et le peu d'intérêt du Honduras les a prémunis	Langue peu transmise Cosmologie résiduelle	Faibles	**G : faible L : moy.**	**I**
	Nicaragua	Subsistance + tertiaire	Forestière, minière, pêche, prospection pétrolière	Communautés indigènes reconnues, mais conflits sur la terre	Importante, mouvement affaibli par la corruption et intégré dans la RAAN	Langue peu transmise Cosmologie résiduelle	Moyennes	**G : forte L : moy.**	**G/I**
Sumu / Tawahka (8 000)	Nicaragua	Subsistance	Réserve naturelle, forestière	Communautés reconnues, mais conflits sur la terre	Très faible, dissoute dans la RAAN	Langue en danger Cosmologie présente	Moyennes	**G : moy. L : forte**	**I**

Sumu / Mayangna (500)	Honduras	Subsistance	Réserve naturelle, hydro-électricité, élevage	Communautés ethniques, terres pas respectées	Très faible	Langue en danger Cosmologie présente	Moyennes	**G : faible** **L : forte**	**I**
Bribri + Cabécar (22 000)	Costa Rica (réserve)	Subsistance	Aucune	Réserve indigène	Réelle, mais peu efficace	Langue transmise Cosmologie présente	Moyennes	**G : faible** **L : faible**	**I**
	Costa Rica	Prolétariat agricole (bananeraies)	Bananeraie, prospection pétrolière	Aucun	Très faible	Langue négligée Cosmologie résiduelle	Fortes	**G : moy.** **L : moy.**	**L**
Terraba / Teribe/ Naso (4 000)	Costa Rica	Subsistance	Réserve naturelle, hydro-électricité	Réserve indigène	Réelle, mais peu efficace	Langue transmise Cosmologie présente	Faibles	**G : faible** **L : faible**	**I**
	Panamá	Subsistance	Réserve naturelle, hydro-électricité	Comarca refusée	Réelle, mais peu efficace	Langue en danger Cosmologie présente	Faibles	**G : faible** **L : moy.**	**I**
Ngöbe – Buglé / Guaymi (172 000)	Panamá (comarca)	Subsistance	Forestière, minière	Comarca inopérante	Fortes dissensions sur l'exploitation des ressources, corruption	Langue négligée Cosmologie résiduelle	Fortes	**G : moy.** **L : forte**	**I**
	Panamá (Bocas del Toro)	Subsistance + prolétariat touristique et agricole	Touristique, bananière	Aucun	Aucune	Langue peu transmise Cosmologie résiduelle	Fortes	**G : forte** **L : moy.**	**L**
Kuna (62 000)	Panamá (comarca)	Subsistance	Aucune	Comarca ancienne et stable	Unité importante malgré dissensions entre communautés	Langue transmise Cosmologie importante	Faibles	**G : moy.** **L : faible**	**I**
Emberá – Wounaan (30 000)	Panamá (comarca)	Subsistance	Forestière, élevage	Comarca faible	Faible cohésion entre ethnies	Langue en danger Cosmologie importante	Moyennes	**G : faible** **L : moy.**	**I**

* Les Garifunas peuvent être assimilés à une population indigène, ou en tout cas de la subsistance, notamment au Honduras.

Chapitre 8 : Le modèle globalisé : versatilité d'une territorialité réticulaire

Ce chapitre traitant du modèle territorial globalisé s'attache à décrire des marges caraïbes centraméricaines dont le processus de territorialisation s'est effectué de manière comparable, malgré d'importantes discontinuités spatiales et temporelles. Le pouvoir ultramarin qui s'exerce depuis cinq siècles à travers des activités économiques ou stratégiques très variées, sur des lieux peu renouvelés de la façade caraïbe, contribue à mettre en place des organisations spatiales récurrentes, marquées par des hiérarchies sociales et ethniques très spécifiques. La récurrence des lieux (île, port, enclave…) et des populations en contact, en interrelations du fait de processus de longue durée dans la Caraïbe (Traite des Noirs, « Grand jeu » puis « cinquième frontière » des Etats-Unis), engendre des territorialités proches entre des espaces de marges où l'accroissement récent des flux fait qu'ils sont de plus en plus globalisés.[342] Ces territoires sont caractérisés par l'extraterritorialité, le rhizome, et la versatilité des réseaux auxquels ils sont connectés.

Les territoires globalisés sont d'abord des espaces dont la géo-économie est marquée par la logique d'enclave, aussi appelée exclave, qui *« qualifie parfois la situation d'une unité qui opère de façon autonome par rapport à son environnement immédiat, mais en relation suivie avec un partenaire extérieur : plantation industrielle exportant vers la métropole, usine travaillant pour sa maison-mère ou un donneur d'ordre exclusif, banque offshore dans un paradis fiscal. »*[343] Nous privilégierons l'emploi du terme enclave, eu égard à l'importance de l'économie d'enclave bananière, emblématique de ce système, mais aussi du fait d'une

[342] L'emploi du terme globalisation peut paraître anachronique pour illustrer des phénomènes antérieurs au 20ème siècle, puisqu'elle constitue, dans son acception commune, le dernier avatar de la mondialisation. Néanmoins, la globalisation consiste aussi en la mutation décisive des structures internes d'un espace – du globe, par exemple, chez Laurent Carroué. Dans le cadre des modèles territoriaux G, la notion de globalisation apparaît beaucoup plus pertinente que celle de mondialisation, puisqu'elle remodèle l'ensemble de ces territoires, sans référence à une échelle fixe. Plutôt que d'évoquer un processus de mondialisation somme toute très proche, nous emploierons fréquemment dans ce chapitre le terme globaliser pour nous référer à l'accroissement des flux qui touchent ces territoires « globalisés ».

[343] BRUNET ; FERRAS ; THERY, op.cit. ; p. 184

approche centrée sur isthme : l'enclave est à l'intérieur. Ces espaces, même lorsqu'il n'y a plus de relations économiques avec les réseaux ultramarins, conservent souvent ce statut d'enclave politique ou culturelle au sein de l'isthme et de sa façade caraïbe.

Les acteurs du pouvoir et les vicissitudes des activités, en fonction des fluctuations de la notion de ressource, expliquent la localisation des enclaves. Celle-ci est liée à l'élection d'une ressource, qui peut-être naturelle (mine ou forêt, basses terres caraïbes propices à la banane, mer turquoise favorable au tourisme…), humaine (populations parlant la même langue que les acteurs globaux, réserve de main d'œuvre…) ou simplement stratégique (zone franche, canal…). Il s'agit à l'origine d'un lieu potentiellement déstabilisateur pour le cœur de l'isthme, dont témoigne bien la piraterie, qui entame le processus. Cet aspect stratégique de l'enclave peut donc difficilement être éludé, notamment du fait qu'elle émane d'acteurs dominants, les agents de ce que nous qualifions en ce début de siècle le pouvoir global. Les ressources sont inventées par ces acteurs. Elles peuvent être mises en valeur grâce à la maîtrise d'une technologie innovante (extraction minière), par son utilisation massive (transport aérien à vocation touristique) ou par la simple disposition de capital (pavillons de complaisance). Selon que l'activité reste innovante ou non, la ressource peut se maintenir ou se tarir, le lieu prospérer ou péricliter.

Afin de se protéger des périls liés à sa situation à l'intérieur d'un autre ensemble, généralement un Etat centraméricain, l'enclave est protégée, soit *de facto* par son caractère furtif ou évanescent (paradis fiscaux, relais de la drogue, boucaniers…), soit par la puissance militaire des acteurs qui la contrôlent (repaire de pirate, base de *Marines*…), voire juridiquement, lorsqu'un contact s'est établi avec les acteurs de l'espace qui accueille l'enclave (concession bananière, maquiladora, tourisme…). Parfois la reconnaissance juridique n'est pas entérinée et les frontières bafouées, comme lorsque Belize s'est émancipé de la tutelle britannique. L'enclave n'a en effet ni configuration ni échelle spatiale particulière : elle est une ambassade comme un canal interocéanique. Elle répond à des lois spécifiques, différentes de l'espace au sein duquel elle est enclavée, qui entérinent son extraterritorialité. Si elle n'a pas de terme prévu à Belize, l'enclave a souvent une durée fixe, généralement au moins équivalente à une génération humaine, négociée à travers une concession bananière, portuaire, militaire, canalière... Cette durée, souvent prolongée, peut permettre aux populations y vivant d'élaborer un attachement spécifique au lieu, aux lieux de devenir territoires.

Sur la façade caraïbe, la relation entre les hommes et les lieux constitués en enclaves est particulièrement révélatrice des flux et des reflux impulsés par des centres de pouvoir extérieurs. La disposition rhizomique des populations afro descendantes est dans le même temps une ressource et une conséquence de la mise en valeur des lieux par les réseaux du pouvoir ultramarin. L'articulation de la ressource rhizomique (la population noire, la mine d'or, la crique…) avec ces réseaux est extrêmement versatile, notamment dans un contexte de globalisation où s'opère une diversification des réseaux et une accélération des flux. Ainsi, la convergence d'intérêts – temporaire et dissymétrique – entre populations noires et blanches est actuellement rendue caduque par la multiplication d'acteurs globaux peu attachés aux structures socio-culturelles de l'isthme et du bassin caraïbe.

Nous verrons dans quelle mesure les populations noires, pourtant au cœur de ces territoires globalisés, sont progressivement marginalisées par leur dépendance vis-à-vis d'acteurs globaux qui remodèlent leurs territoires. En fonction des équilibres démographiques et du renouvellement des activités, ces territoires globaux, notamment urbains, peuvent se mouvoir en territoires ladinos (Puerto Barrios, Puerto Limón, San Pedro Sula…) ou en simples antimondes (Colón, Bluefields…).

A/ Les lieux : géo-économies des enclaves de la façade caraïbe

L'héritage de la concession bananière a durablement inscrit l'enclave comme une forme spatiale emblématique de la façade caraïbe de l'Amérique centrale. Le système n'est pourtant pas entièrement nouveau ; nous avions évoqué les fortes similitudes qui existent déjà à travers la flibuste ou les établissements britanniques (bûcheronnage et comptoirs). Les dynamiques actuelles, marquées par le désengagement des Etats et l'accroissement des IDE, perpétuent fréquemment dans les nouvelles activités économiques, mais à des degrés divers, les deux caractéristiques majeures, sociales et spatiales, de la bananeraie et de l'enclave en général. Le territoire est exclusif et ses frontières relativement hermétiques, tandis que son organisation sociale fondée sur celle du travail implique des hiérarchies socio-ethniques souvent similaires.

1) Les anciennes enclaves : flibuste, bûcheronnage et concessions bananières

Le système de l'enclave remonte aux premières interventions des puissances européennes rivales de l'Espagne en Amérique centrale. Ces lieux extraterritoriaux ont largement été évoqués dans les deux premières parties. Bien qu'ils soient reliés à des centres extérieurs à l'isthme, les espaces mis en valeur par ces activités très variées (piraterie, comptoirs, bûcheronnage, concessions bananières) ont généré des organisations sociales internes largement autonomes. Au risque de généraliser des fonctionnements très divers, étant donné la très longue période durant laquelle se succèdent ces géo-économies, ces territoires sont marqués par une grande filiation, bien qu'il faille différencier l'enclave bananière des précédentes, puisqu'elle répond à une nouvelle étape où les enclaves sont désormais consenties par l'ensemble spatial qui les accueille.

Les premières enclaves mettent en présence des populations très composites, d'origines variées. Le caractère illégal, pionnier ou périlleux de l'activité engendre une très grande proximité des acteurs. L'organisation sociale est néanmoins codifiée par des hiérarchies ethniques assez similaires. Les acteurs blancs, flibustiers, négociants ou *baymens*, souvent minoritaires, contrôlent et organisent l'activité économique. Celle-ci constituant le socle et la raison d'être du territoire, les hiérarchies sociales, sans être nécessairement prédéfinies, résultent de la domination d'une élite blanche sur une population majoritairement noire. Les populations noires établies sur le littoral caraïbe de l'Amérique centrale ou venues

des grandes îles de la Caraïbe, constituent une main d'œuvre appréciée, en raison de leur communauté de langue avec les gestionnaires de l'activité.

Cette organisation sociale se perpétue, mais de manière beaucoup plus rigide, dans l'activité bananière. Les Noirs de Jamaïque ayant émigré pour la construction des voies ferrées ou du Canal sont les interlocuteurs privilégiés des ingénieurs états-uniens et occupent des postes intermédiaires de contremaîtres ou de techniciens. Leur bon niveau d'éducation leur assure des emplois plus valorisés que les autres groupes ethniques, Chinois, Indigènes, Italiens ou Ladinos qui se joignent à eux dans la bananeraie. Néanmoins, la grande crise qui réduit l'activité dans les années 1930, conjuguée à l'afflux de population ladina, amenuise progressivement le statut privilégié des populations noires.

La bananeraie constitue une nouvelle étape de la logique d'enclave, qui s'institutionnalise. Si les autres enclaves vivaient déjà en circuit fermé, le dispositif s'accentue, puisque les compagnies organisent elles-mêmes le territoire selon des considérations « modernes », en y construisant des écoles, des centres de soin, ou des bâtiments où logent les travailleurs de la bananeraie. Au-delà de cette philanthropie toute relative, les enclaves bananières constituent surtout des territoires clos, dont l'extraterritorialité se manifeste au travers du contrôle très poussé de la compagnie sur les activités internes. L'activité politique et syndicale est extrêmement limitée, les circuits économiques sont aux mains de la compagnie, qui récupère les salaires en vendant les produits de première nécessité à des prix exorbitants, tandis que les pasteurs y prêchent la religion protestante. L'hermétisme du territoire est une constante de l'enclave, bien qu'il soit plus ou moins planifié ou effectif.

L'économie d'enclave n'est d'ailleurs pas une spécificité de la façade caraïbe, comme le rappelle le transfert des bananeraies costariciennes sur le littoral pacifique, mais elle a pris une ampleur bien plus importante sur ce versant de l'isthme, en raison d'un contexte géopolitique favorable, engendrant des cycles économiques parfois brefs, comme celui du *chicle* au début du précédent siècle.[344] Ces territoires ont souvent disparu, se sont parfois déplacés ou éventuellement renouvelés, sur les mêmes lieux, suite à une reprise de l'activité,

[344] La récolte du chiclé (gomme du sapotillier utilisée comme chewing-gum) s'effectue de 1890 à 1970 dans les forêts du Petén. A une échelle bien moindre que la bananeraie, et dans des conditions encore plus difficiles, les *chicleros* sont employés par les intermédiaires des grandes compagnies états-uniennes, les *contratistas*. Ils louent seulement leur force de travail sans détenir les moyens de production.
SCHWARTZ, Norman B., *Forest Society, a social history of Peten, Guatemala*, University of Pennsylvania Press, 1990, 298 p.

ou en fonction d'une nouvelle ressource située dans un lieu déjà « enclavé ». Si l'extraterritorialité est une constante très nette, les hiérarchies socio-ethniques dans ces territoires divergent en fonction des contextes. Ces distinctions sont aussi liées à la nature des activités, très diverses, et à la plus ou moins grande main d'œuvre qu'elles nécessitent. Cette composante démographique est fondamentale, notamment pour saisir le fréquent glissement de l'enclave bananière en territoire ladino.

2) L'enclave en perspective

Afin de mieux comprendre la filiation entre l'enclave bananière et les nouvelles enclaves, ainsi que le glissement de l'enclave bananière en interface, qui s'appuie notamment sur ces critères (***tableau 23, chapitre 9***), il est nécessaire de rappeler les principaux points qui caractérisent l'enclave bananière dans son rapport à l'Etat national ainsi que les débats sur la validité du concept lui-même. Le sociologue costaricien Viales Hurtado reprend notamment les principaux points développés par Torres Rivas sur l'Atlantique costaricien en les relativisant et estime nécessaire de reconceptualiser l'enclave en insistant sur sa diversité.[345] Notre description de l'enclave intègre un certain nombre de ces observations dont l'intérêt est de ne pas réduire l'enclave à un modèle trop simpliste.

L'enclave bananière résulte d'un rapport de force entre les acteurs nationaux et les compagnies états-uniennes ; si ses caractéristiques divergent selon les pays, ses formes sont relativement proches. Le lien entre banane et café est évident. La concession bananière est utilisée par les Etats pour développer leur espace caraïbe, par l'intermédiaire d'acteurs

[345] *« Il existe différents liens entre l'Etat, l'économie nationale et l'enclave bananière. L'enclave s'explique par les politiques libérales et non comme sous-produit de l'économie du café. L'enclave doit être remise dans son contexte régional. Elle ne se développe pas dans des régions vides. La bananeraie n'est pas l'unique mode de production : il existe aussi une agriculture de subsistance dans l'enclave, tous les biens de consommation ne sont pas achetés auprès de la compagnie. Il existe un marché régional qui relie l'enclave au reste de l'isthme (chaussures de Turrialba). Le modèle agroexportateur est lié aux conditions du marché extérieur (à l'offre et la demande). L'UFCO développe aussi des activités agricoles complémentaires et alternatives pour l'export. L'UFCO et la Northern Railway Company établissent une alliance pour exercer un monopole dans la commercialisation de la banane et du café par la Caraïbe L'UFCO essaie de s'adapter au maximum aux potentialités écologiques de la plantation. L'enclave bananière n'est pas seulement marquée par l'extraterritorialité externe, mais aussi par l'extraterrritorialité interne (exportation de citriques de Orosi). La prolétarisation est marquée par une division du travail en classes, ethnies et genres, mais c'est aussi un espace de la mobilité caractérisé par la "multiculturalité". Enfin, l'enclave a réduit la biodiversité et appauvri les sols. »*
VIALES HURTADO, Ronny J., "Una propuesta de reconceptualización del "enclave" bananero desde la perspectiva de la historia económica. El caso de la región Atlántica (Caribe) costarricense entre 1870 y 1950", Iberoamericana, VI, 23 (2006), pp. 97-111
TORRES RIVAS, Edelberto, *Interpretación del desarrollo social centroamericano*, San José, EDUCA, 1971, pp. 90-108

extérieurs, faute de capital national. La caféiculture des hautes terres apparaît comme le moteur du développement quand les basses terres caraïbes constituent essentiellement son corollaire potentiel. Si le capital étranger met librement en valeur ces espaces, il est plus ou moins contraint d'assurer la construction de liaisons transisthmiques.

Les territoires de l'enclave n'étaient pas nécessairement déserts avant l'arrivée des compagnies. Il s'agit d'espaces assez hétérogènes : dans les cas où ils sont présents, les petits producteurs, assez disséminés, sont effectivement expropriés par la compagnie, comme nous l'avons vu avec les *poquiteros* du Honduras (chapitre 5). Si les enclaves s'appliquent sur des terrains plus ou moins défrichés par le pouvoir ladino, puisqu'il s'agit généralement des débouchés caraïbes de la colonie, les concessions sont énormes et s'étendent surtout sur des espaces non contrôlés, voire inconnus. Toutefois, le point nodal, le port, est parfois au préalable un espace en transition plus ou moins contrôlé par les Etats. L'enclave ne se greffe donc pas au cœur de la zone refuge.

L'existence d'un marché parallèle montre que l'enclave n'est pas absolument hermétique, bien qu'il semble difficile de remettre en cause son caractère d'entité territoriale. Enfin, la « multiculturalité » y apparaît davantage comme la somme de différentes cultures, bien souvent instrumentalisées par la compagnie : les distinctions socio-ethniques sont réelles, notamment entre Blancs, Noirs et Ladinos.

Le concept de l'enclave permet de définir une situation d'extraversion qui doit être comprise sous l'angle de la discontinuité spatiale et temporelle. Les différentes activités économiques présentées dans le ***tableau 23*** connaissent toutes une très forte extraterritorialité. Les processus divergent mais restent assez similaires, bien que les lieux soient périodiquement renouvelés en fonction des différentes ressources. Au-delà du caractère clos de l'enclave, c'est surtout un territoire où s'exprime pleinement l'influence du pouvoir global. Les Etats-Unis conservent d'ailleurs un rôle important dans ce dispositif, où intérêts économiques et politiques se combinent, sur des territoires de marges qui ont périodiquement été utilisés pour déstabiliser les gouvernements centraméricains. Ces activités, outre qu'elles ont une tendance prononcée au rapatriement des devises, ne nécessitent pas forcément de main d'œuvre locale, aspect stratégique que l'on retrouve de la flibuste aux nombreuses activités illicites du littoral, et qui influence nécessairement l'organisation sociale en créant des configurations territoriales composites et variées.

Tableau 23 : L'enclave économique : un système pérenne

	Enclave bananière classique	**Zone franche, concession forestière, minière, pétrolière, maritime…**	**Territoire touristique**
Capital	Etats-Unis*	Amérique du Nord, Europe, Asie…	Amérique du Nord…
Centres de décision	Etats-Unis : éloignés*	Etats-Unis, Asie : éloignés (les filiales locales appartiennent aux compagnies étrangères)	Amérique du Nord : investissements des grandes compagnies ; existence de centres-relais autonomes : les acteurs individuels locaux, états-uniens,
Intégration industrielle	Intégration verticale et horizontale*	Intégration verticale et horizontale	Intégration verticale (*Tour operator*), mais pas horizontale (la concurrence existe)
Enclave politique et juridique	Les lois nationales ne sont pas reconnues*	Les lois nationales sont détournées par des principes d'exception (lois minières, syndicales, exonérations fiscales…)	Enclave politique par la forte présence étrangère (et la vigilance des autorités états-uniennes), juridique par la corruption endémique
Infrastructures	L'investissement est lié aux chemins de fer et/ou au transport maritime*	L'investissement est lié à la route et au transport maritime	L'investissement est lié aux infrastructures aériennes et maritimes
Souveraineté	L'Etat ne peut pas développer cette enclave où il n'est pas souverain : l'enclave est Etat dans l'Etat*	L'Etat ne peut pas développer cette enclave car il l'a concédée : elle est de taille plus réduite et fait moins figure d'Etat dans l'Etat	La souveraineté n'est théoriquement pas entravée ; elle l'est seulement par la corruption et la pression des investisseurs
Dépendance du territoire	La bananeraie renforce l'orientation agricole et la dépendance envers les marchés mondiaux*	La concession renforce la dépendance ; la technologie n'est pas transférée	La dépendance est très forte, puisque elle est liée à la confiance des investisseurs mais aussi à celle des touristes
Prolétarisation	Prolétarisation des travailleurs de la bananeraie et des ports*	Pas de prolétarisation massive puisque la technologie permet de limiter l'intervention humaine (à part maquila)	Mise en place d'une société de services, ou la main d'œuvre est plus ou moins nécessaire selon l'intégration de l'activité
Hiérarchies ethniques	**Blancs > Noirs > Ladinos et Indigènes**	**Ingénieurs blancs> Ouvriers ladinos (en faible nombre, excepté dans la maquila)**	**Blancs > Noirs > Ladinos et Indigènes (les Noirs sont progressivement marginalisés quand l'activité s'intensifie)**
Période	**Début du 20ème siècle**	**Début du 21ème siècle**	**Début du 21ème siècle**
Modèle	**G**	**G**	**G**

* Critères de définition de l'enclave bananière chez Torres Rivas, op. cit., 1971

3) Les concessions du capital naturel : le retour des Gringos

L'exploitation des ressources naturelles de l'Amérique centrale par les grandes compagnies étrangères est un phénomène ancien et largement analysé. Depuis la fin des années 1990, on assiste à un retour des firmes multinationales, du fait de la prise de conscience du caractère limité de certaines ressources : le système des concessions permet en effet de voir venir…

Les activités d'extraction minière ou pétrolière, les concessions forestières ou de pêche s'inscrivent dans la logique de l'enclave. L'activité économique sous-tend un contrôle de l'espace, qui devient exclusif. L'exploitation du capital naturel connaît ces dernières années des dynamiques assez similaires : l'investissement technologique y prime de plus en plus sur le capital humain. L'utilisation de technologies sophistiquées, souvent préjudiciables pour l'environnement, relativise l'importance de la main d'œuvre. Les concessions du capital naturel n'ont même plus la justification de l'enclave bananière, celle de générer des emplois. Les transferts monétaires sont faibles, hormis des pots de vins distribués aux élites nationales. L'important *turn over* rend la construction territoriale de plus en plus fragile, et l'enclave permet parfois seulement d'exclure les populations, comme lors des longues périodes de prospection, où les populations ne peuvent plus accéder aux autres ressources.

Les mines ont surtout été exploitées durant la période coloniale par le travail forcé des Indiens ; faute de rendement, elles ont souvent périclité par la suite. Au Honduras, l'activité, très ancienne, s'interrompt après la seconde guerre mondiale avant de redevenir rentable dans les années 1980 grâce à de nouvelles technologies qui permettent d'exploiter des mines à ciel ouvert jusqu'alors inexploitables. L'activité minière – d'or, notamment – est vouée à l'exportation ; elle nécessite d'importants capitaux car elle demande beaucoup d'eau et emploie des procédés chimiques, cyanure et arsenic. C'est une activité extrêmement polluante, notamment pour les sols, d'autant qu'elle s'accompagne de larges infrastructures routières, pour l'acheminement des machines, et génère fréquemment une prospection illégale. Au Honduras, les concessions minières reprennent surtout à partir de 1998, après l'ouragan Mitch, sous la forme d'énormes zones de prospection, correspondant à 35 % du sous-sol du pays. La loi minière a été modifiée au lendemain de l'ouragan pour permettre une mise en valeur rapide

de ces ressources. Le pourcentage du minerai dans le total des exportations a fortement augmenté, passant de 1,9% en 1998 à 4,7% en 2002.[346] La plus grande mine à ciel ouvert, dans le Valle de Siria, à San Martin, a été concédée en 1999 à une filiale hondurienne de *Glamis Gold Ltd* (Canada/USA), *EntreMares*, qui bénéficie de 14 100 hectares pour une durée de 20 ans. Les protestations des populations expropriées, s'estimant lésées par les pollutions engendrées et la faiblesse des retombées financières – la mine emploie 218 personnes, y compris les étrangers –, ont contraint le gouvernement à intervenir et certains dirigeants de l'entreprise ont été arrêtés.

La fièvre de l'or avait généré des fronts pionniers anciens, dont l'un des plus connus est celui du « Triangle minier du Nicaragua » découvert vers 1880 (Rosita, Siuna, et Bonanza, trois villes de l'ouest de la Région Autonome Nord du Nicaragua). Rachetées en 1934 par la firme canadienne *Rosario Mining Company* du Canada, les mines fonctionnent à plein régime dans les années 1960 et 1970. Les *costeños* y ont progressivement été remplacés par les populations métisses de l'intérieur, amorçant le rattachement de l'ouest de la future RAAN au cœur de l'isthme. Depuis sa nationalisation en 1979, l'activité est surtout devenue artisanale et la production d'or et d'argent a chuté. Faute de technologie, la prise de contrôle de l'Etat échoue et l'activité périclite pendant quelques décennies. En 2009, la société canadienne *Calibre Mining Corporation*, par l'intermédiaire de sa filiale *B2Gold*, a racheté cette mine d'or pour 53 millions de dollars et contrôle désormais les 70 000 hectares de la concession. Au Costa Rica, dans le bassin du San Juan, le projet d'exploitation de la mine d'or de Crucitas a été couvert par les autorités, suscitant l'ire des écologistes.[347] A El Estor, au Guatemala, la récente remise en fonctionnement de la mine de nickel divise les communautés indigènes.

Les autres ressources naturelles de l'isthme suscitent elles aussi un grand intérêt chez les dirigeants centraméricains, mais faute de technologies de pointe, ils doivent concéder ces espaces aux multinationales. Les concessions octroyées par les gouvernements centraux se multiplient dans la zone refuge, même lorsque celle-ci dispose d'un statut juridique particulier, comme dans le cas de la RAAN du Nicaragua. D'après la loi d'autonomie de 1987, l'octroi de concessions nécessite l'accord de la communauté concernée, du gouvernement

[346] L'or est en valeur la quatrième exportation du Honduras en 2002, pour un total de 80,5 millions de dollars, notamment vers l'Amérique du Nord.
LINDSAY, Ann, *El verdadero precio del oro en Honduras*, Rapport pour la CAFOD, 2006, 24 p.
[347] BOEGLIN, Nicolas, « Sala Constitucional rechazó recurso de amparo contra Crucitas », El Pais, 11 mai 2010 [http://elpais.cr/articulos.php?id=2236]

autonome et du gouvernement central ; pourtant, cette législation est fréquemment contournée et les communautés locales mises devant le fait accompli. Si la guerre a permis aux réserves de pêche de se reconstituer (crevette, langouste, tortue), les bateaux étrangers ont afflué dès 1990 pour écumer la plate-forme continentale ; entre 1990 et 1995, la pêche illégale, notamment de langouste, est estimée à 30 millions de dollars par an au Nicaragua.[348] En décembre 1990, un accord confidentiel avec la compagnie de Floride *Carribean 2000* est dénoncé : il accordait l'exclusivité de la pêche au large de la Mosquitia contre 75 emplois sur les bateaux de la compagnie, l'installation d'une antenne satellite et celle d'un magasin d'électroménager ! En octobre 1994, 14 bateaux industriels coréens s'activent dans les eaux territoriales nicaraguayennes en vertu d'un accord, lui aussi immédiatement dénoncé, avec le Ministère de la pêche. A Belize, de gigantesques fermes aquacoles consacrées à la production de crevettes se sont installées depuis quelques années à proximité de la bananeraie de Bella Vista.

Ces concessions prennent parfois un caractère stupéfiant : dans la RAAN, de nombreuses tentatives pour favoriser l'accueil de déchets hautement toxiques ont été révélées : déchets pneumatiques de Philadelphie, hospitaliers de Floride, chimiques du Texas, et même nucléaires, de faible intensité, à l'origine non identifiée. Ils devaient simplement être « enfouis » dans la lagune. En 1991, le vice-ministre de l'IRENA (Institut des ressources naturelles du Nicaragua) et un conseiller présidentiel signent un accord avec une compagnie pétrolière taïwanaise, *Equipe Entreprise Company Limited,* à laquelle est concédé 90% du territoire miskito pour la prospection. L'accord est unanimement dénoncé, et les leaders locaux reçoivent l'appui d'un groupe de sénateurs états-uniens. L'exploitation offshore du pétrole de la plate-forme continentale est pourtant fortement encouragée afin de limiter la dépendance énergétique du Nicaragua, bien que ces forages créent de la sédimentation et menacent gravement l'équilibre écologique corallien.

Dans la cordillère de Talamanca, au Costa Rica, les différentes phases de prospection et d'exploitation pétrolières témoignent de ce rapport de force entre Etat et firmes multinationales, mais aussi de la capacité de résistance des acteurs locaux de cette marge caraïbe du sud-est, qui sont parvenus à stopper ces activités. Concédée dans les années 1960 à l'entreprise Penshurst, qui donnera son nom à la ville, puis réactivée par l'entreprise nationale *RECOPE* dans les années 1980, la concession connaît sa dernière tentative d'exploitation par

[348] NIETSCHMANN, Bernard, "Conservacion, autodeterminacion y el Area Protegida Costa Miskita, Nicaragua", in Mesoamerica, n° 29, 1995, pp. 1-55

l'intermédiaire d'une filiale d'Exxon, qui abandonne finalement le projet en 1996, en raison d'une forte mobilisation locale.

L'exploitation des forêts, principal objectif de la colonie du Honduras britannique, constitue toujours l'une des ressources majeures de la façade caraïbe ; c'est aussi l'une des rares activités qui n'a jamais cessé. La gestion erratique des divers acteurs auxquels elles sont concédées, que relate Ronnie Vernooy à travers le récit de la vie d'un bûcheron nicaraguayen de la côte au 20ème siècle (multiplicité des investisseurs, absence de protection, circuits économiques fermés, dégradations écologiques…), permet aux firmes étrangères de faire bonne figure.[349] La ressource forestière s'est diversifiée, puisque les forêts et les montagnes de la zone refuge attirent de plus en plus les multinationales en tant que réservoirs d'eau douce. Combinés à l'exploitation pétrolière et aux centrales géothermiques, les barrages hydroélectriques constitueraient au Guatemala, selon l'entreprise néo-zélandaise *World Energy Research*, la solution pour l'indépendance énergétique de tout l'isthme ! On comprend dès lors l'exclusion des acteurs locaux, généralement indigènes, des réserves naturelles qui se multiplient sur la façade caraïbe. Au Petén, au cœur de la biosphère Maya, l'exploitation de gisements pétroliers, mais aussi le brevetage d'espèces rares, témoignent de cette réactivation de la stratégie d'enclave.

Si toutes ces concessions ont en commun l'exploitation des ressources naturelles par des moyens technologiques importants, elles ne se matérialisent pourtant pas nécessairement par l'emploi d'une main d'œuvre nombreuse, ce qui les différencie fortement de l'enclave bananière. Les concessions s'appliquent prioritairement sur des milieux faiblement anthropisés, à savoir ceux de la zone refuge, raison pour laquelle elles sont encouragées par les gouvernements nationaux. Déterritorialisation et extraversion caractérisent remarquablement ces lieux étroitement circonscrits, que les acteurs globaux cherchent au maximum à déconnecter des territoires et des populations préexistants.

[349] VERNOOY, Ronnie, "A Nicaraguan Atlantic Coastal Labour History", in European Review of Latin American and Caribbean Studies, n°58, 1995, pp. 23-24

4) Le canal de Panamá : l'enclave géopolitique

Au regard de l'histoire séculaire de ce bout d'isthme, le Panamá est indissociable du Canal, ce que confirme le poids de cette fabuleuse infrastructure dans une économie panaméenne qui repose essentiellement sur cette artère maritime et les activités connexes qu'elle abrite. Le Panamá est surtout né du canal et de la volonté de Washington de contrôler ce point stratégique, qui a été longtemps été marqué par une extraterritorialité *de jure* avant sa remise en cause par les accords Torrijos-Carter de 1977. Au-delà du canal, Panamá est longtemps resté une enclave stratégique, pour des raisons économiques, mais aussi militaires. Le passage de la marine US d'un océan à un autre constitue un élément clé du dispositif géostratégique des Etats-Unis, qui ont longtemps conservé le contrôle effectif de la zone du Canal, « cinquième frontière » concédée aux Etats-Unis pour une durée illimitée, dont témoignait jusqu'il y a peu la présence de l'École des Amériques, célèbre laboratoire de la politique du « *big stick* ».

Le transfert de responsabilité accompli en 1999 peine en revanche à masquer une extraterritorialité remise au goût du jour par les nombreuses concessions octroyées par le petit Etat sur l'ancienne zone du Canal. Si l'Etat dispose désormais de la maîtrise de la voie d'eau, *« la prolifération des contrats de concession consacre la privatisation d'une part croissante des terrains et des infrastructures récupérées. Cette évolution s'inscrit dans le processus de mondialisation de l'économie panaméenne entamé en 1948 avec la création de la zone franche de Colón et poursuivi par le régime torrijiste dans les années 1970 avec celle du Centre bancaire international. »*[350]

Malgré la rétrocession, l'Autorité du Canal reste une entité juridique autonome : les administrateurs sont nommés de façon échelonnée pour éviter la mainmise du gouvernement et le budget de l'Autorité du Canal est séparé de celui de l'Etat. Si le transfert des emplois à la population panaméenne a été effectif et les salaires maintenus à un niveau élevé, l'interdiction du droit de grève n'est pas levée.[351] Revu en 1995, le code du travail se montre davantage tolérant vis-à-vis des licenciements. La plupart des terrains récupérés sont concédés à long terme et les entreprises étrangères bénéficient toujours d'exonérations fiscales. La loi relative à la stabilité des investissements de 1998 institue de véritables contrats-lois entre les

---

[350] DEMYK, Noëlle, "Le canal de Panamá : le nouveau statut et les contraintes de la mondialisation", Problèmes d'Amérique latine, n°35, 1999, pp. 79-106 ; p. 80

[351] Dès 1997, 92,4% des 9 766 emplois étaient occupés par des Panaméens, 7,1% par des Nord-américains, et 0,5% par d'autres ressortissants étrangers.
DEMYK, op. cit., 1999, ; p. 89

entreprises et l'Etat, qui figent pendant 10 ans la législation sociale et permettent le rapatriement des capitaux et celui des infrastructures…

Si l'Etat panaméen a symboliquement repris le contrôle de l'infrastructure, la zone reste une enclave. Avec la création de l'Autorité de la région interocéanique (ARI), *« l'Etat panaméen renoue par ailleurs avec le modèle concessif du 19ème siècle ».* [352] Les infrastructures ont une nouvelle fois été concédées à des acteurs globaux par des dirigeants qui ont rapidement fait le *« choix de la privatisation des biens rétrocédés ».* [353] Le fonctionnement interne de la région interocéanique accentue la dépendance vis-à-vis des investisseurs extérieurs, leur garantissant davantage encore que les privilèges existant jusqu'alors sur cet ancien territoire nord-américain.[354] Ces nouveaux statuts entérinent le caractère offshore du Canal et de l'ensemble du pays, mais aussi celui d' « antimonde », que l'on retrouve à travers la juxtaposition de la ville de Colón et de l'autre territoire globalisé que constitue la Zone Libre de Colón, créée en 1953.[355]

La rétrocession du Canal n'aura finalement été qu'un feu de paille. La course aux investissements s'explique par le contexte des années 1980, mais aussi par une position économique fragile. Le trafic relatif est en baisse – 4% du trafic mondial contre 6% pour celui de Suez – et le Canal n'est pas « vital », puisqu'il transporte surtout des denrées non périssables, céréales et conteneurs, mais finalement peu de pétrole. Son élargissement, approuvé par referendum en 2008, devrait permettre d'accroître le trafic, ainsi que le contrôle des acteurs globaux, parmi lesquels les investisseurs nord-américains sont de moins en moins présents. Pourtant, l'ombre de Washington plane encore sur le Canal : en octobre 2009, la signature d'un accord entre les deux Etats avalisait l'utilisation de 4 bases aéronavales panaméennes par les Etats-Unis, arguant de la nécessité de lutter contre le trafic de drogue…

---

[352] DEMYK, op. cit., 1999 ; p. 101

[353] DEMYK, op. cit., 1999 ; p. 97

[354] Sur le littoral caraïbe, la gestion des terminaux de conteneurs est concédée à des investisseurs d'origines diverses : terminal de Manzanillo (Panamá/USA), terminal de Colón (Taïwan), terminal de Cristóbal (Honk-Kong), transport de conteneurs par la voie ferrée (*Panamá Canal Railway,* USA). L'ancien site de l'Ecole des Amériques a été réaménagé pour accueillir un centre touristique (Mexique/Espagne) et un centre de formation à l'hôtellerie et au tourisme (Suisse).
DEMYK, op. cit., 1999 ; pp. 103-104

[355] « *Deuxième zone franche derrière Honk Kong, elle contribue pour 9 à 10% au PIB panaméen. Localisé dans la capitale, le Centre bancaire international accueille 115 établissements bancaires, étrangers pour la plupart, qui bénéficient des avantages de l'extra-territorialité et du secret d'un paradis fiscal. »*
DEMYK, op. cit., 1999 ; p. 89

5) Zones franches et maquiladoras (ZFIE)[356]

Les Zones Franches d'Importation et d'Exportation constituent elles aussi des activités économiques qui échappent à la souveraineté nationale par les législations particulières qui les régissent. Si elles sont fréquemment situés au cœur de territoires ladinos ou des métropoles centraméricaines – notamment les maquiladoras, dont le fonctionnement est assuré par une main d'œuvre ladina et un *turn over* importants – elles s'apparentent à des micro-territoires foncièrement globaux, d'une part en raison de leur versatilité, puisqu'ils peuvent disparaître à tout moment, et d'autre part en fonction de la dérogation juridique qui les fonde. Ce sont des lieux déconnectés de l'espace sur lequel ils se greffent, statut que requiert leur fonctionnement. Il s'agit clairement d'avatars modernes de l'économie d'enclave.

Au Quintana Roo, il n'existe aucun investissement étranger avant les années 1970. C'est d'ailleurs pour attirer les investisseurs que le littoral du Quintana Roo s'est mu en zone franche à partir de 1972, à Chetumal, Isla Mujeres et Cozumel. Faute de main d'œuvre, et contrairement à l'Etat voisin du Yucatán, les investissements sont restés très limités. Cette situation a même contribué à accroître la contrebande, notamment le trafic de bois avec Belize. Chetumal est longtemps resté le seul port franc dans le nord de l'isthme, et les habitants de Belize ont profité de ce statut jusqu'en 1994, lorsque la zone détaxée de Corozal, à Belize, ouvre ses portes et inverse la tendance concernant les produits manufacturés. Ces zones commerciales, à l'instar de la plus célèbre d'entre elles, celle de Colón, sont assez symptomatiques du modèle de territoire globalisé, d'autant plus que ce monde de la dérogation juridique oscille toujours entre le légal et l'illégal : elles abrite aussi les banques offshore ou des sociétés établissant des pavillons de complaisance (***carte U ; annexe 3***).

Les zones franches constituent une entorse juridique à la souveraineté nationale qui favorise l'émergence de territoires enclavés, peu étendus, mais concentrant une part très importante des investissements, enjeu important pour des pays obsédés par les IDE. Les Etats-Unis ne sont d'ailleurs pas les seuls à investir sur ces territoires clés disposant d'une importante réserve de main d'œuvre et d'infrastructures de réexportation de qualité, comme à San Pedro Sula : les entreprises taïwanaises et coréennes ont aussi délocalisé leur production à proximité du grand marché nord-américain.

[356] Le thème a déjà été largement abordé, pour l'ensemble de l'isthme, au chapitre 5.

Comme dans les enclaves précédemment évoquées, les bénéfices sont très faibles pour les territoires qui abritent ces entreprises, bien que les revenus y soient plus élevés que la moyenne nationale. L'investissement s'appuie sur un capital humain important, tournant, mais au final peu valorisé. Ce sont des entreprises closes, où le spectre d'emploi dépasse rarement le diptyque ouvrier/contremaître. La concurrence est souvent importante pour ces emplois convoités par les populations locales, notamment chez les femmes, très majoritaires dans les branches du textile. La main d'œuvre est renouvelable à loisir, encore que dans certains cas, l'image de la maquila est tellement mauvaise qu'elle peine à recruter. Cette disponibilité permet de déprécier les salaires et les conditions de travail et de limiter toute revendication syndicale. Les atteintes aux droits de l'homme et au code du travail sont fréquentes, les conflits permanents, les syndicats étroitement surveillés ou achetés.[357] Les investisseurs sont en position de force et n'hésitent pas à se déplacer chez un voisin moins regardant.

Les effets d'entraînements sur l'économie ne sont toutefois pas nuls, comme dans la vallée de Sula, où les très nombreuses maquilas ont aussi contribué à l'émergence d'une élite entrepreunariale. A l'instar de l'enclave bananière, le phénomène est fréquemment légitimé comme étant la seule voie vers le développement. Ces nouveaux territoires s'installent sur les zones densément peuplées et disposant déjà d'infrastructures, c'est-à-dire sur les extrémités caraïbes des interfaces ladinas. Ils constituent des nouvelles enclaves au sein des anciennes enclaves bananières progressivement ladinisées de Puerto Barrios, San Pedro Sula ou Puerto Limón. Si les zones franches, par leur opacité, sont toujours promises à un avenir radieux, beaucoup d'observateurs doutent de la pérennité du système maquiladora.

---

[357] *« Le Panamá est le seul pays d'Amérique centrale à avoir adopté une législation du travail spécifiquement applicable aux zones [franches] qui se substitue au Code du travail. Au départ, un décret a été adopté, qui visait à restreindre l'influence des syndicats dans les zones. Mais celui-ci ayant suscité une forte opposition, il a été modifié de telle sorte que les libertés syndicales soient reconnues. Toutefois, le décret reste sujet à controverse et la liberté syndicale n'est pas dûment établie dans les zones. »*
Organisation Internationale du Travail, *Rapport annuel*, 2007

6) Les territoires touristiques et le cas de Cancún

Les territoires touristiques, évoqués au chapitre 6 dans leur forme « soutenable », peuvent aisément être assimilés à des enclaves. Leur rapide développement sur la façade caraïbe a été facilité par la présence de populations noires. Leur localisation rappelle les vieux territoires de la flibuste, comme Roatán, Bocas del Toro ou les Corn Islands, dont l'appellation officielle, Islas de Maíz, est même tombée en désuétude.

Le développement de l'activité touristique connaît une croissance très forte, amorcée par la création de Cancún en 1974, mais généralement très peu planifiée, notamment sur la façade caraïbe. Plusieurs éléments président à la mise en place de véritables territoires touristiques globalisés, au sens que c'est désormais cette seule activité qui structure des portions d'espaces définis, une nouvelle fois, par des acteurs globaux. Par exemple, le degré d'intensité de l'activité lui fait prendre des formes différentes, mais qui restent toujours marquées du sceau de l'extraterritorialité. L'appartenance au réseau global ou la connexion aux infrastructures continentales renforce ou non le caractère extraverti du territoire : le volontarisme politique des Etats, totalement absent dans la phase de développement des années 1990, n'a généralement pas conduit à restreindre cette extraterritorialité inhérente à l'activité, excepté dans une certaine mesure à Cancún et sur le littoral hondurien.[358]

Sur les autres espaces touristiques de la façade caraïbe, les problématiques majeures de l'activité ont déjà été évoquées ; toutes rendent compte de l'indéniable logique d'enclave qui caractérise l'activité. Les infrastructures aériennes et maritimes, qui essaient d'accueillir le maximum de croisiéristes, permettent désormais de contourner le continent, accentuant l'effet d'extraterritorialité, déjà très marqué par l'origine nord-américaine des touristes (***carte V ; annexe 3***). Il existe d'autre part une concurrence déloyale des nouveaux colons : les Gringos contrôlent de plus en plus une activité dont les locaux sont exclus. La marginalisation d'acteurs locaux disposant d'un capital très faible s'accentue à mesure que le territoire touristique se développe.

L'activité touristique rend bien compte d'un processus très similaire à celui de l'enclave bananière, à près d'un siècle d'intervalle. La hiérarchie classique de l'enclave se met d'abord en place au profit des *costeños*, populations généralement noires qui occupent une

[358] Le tourisme caraïbe est essentiellement international, hormis à Cancún, qui compte une part non négligeable de touristes nationaux (32,7% de Mexicains en 2005), ou sur les installations littorales continentales du littoral hondurien, à Tela, La Ceiba et Trujillo.

position socio-économique privilégiée. Par la suite, l'intensification de l'activité engendre une concurrence vis-à-vis des populations ladinas, voire indigènes, qui marginalisent progressivement les populations noires. D'autre part, la spécificité de l'activité touristique, et l'écologisme ambiant, fait qu'elle peut ne nécessiter qu'une main d'œuvre faible. Cet aspect tient à la nature, au projet ou à la capacité d'organisation des acteurs sur ces territoires : les acteurs globaux s'emparent du territoire et le font leur, grâce à des législations qui permettent d'obtenir des concessions sur les îles, comme au Panamá. Les anciennes populations locales, dont on peut désormais se dispenser, n'ont plus qu'à partir.

La distinction entre un tourisme de masse et un tourisme plus extensif nous incline à souligner la spécificité de Cancún, qui apparaît comme une juxtaposition des deux territorialités, globalisée et ladina, en raison de l'importance de la main d'œuvre drainée. L'émergence de l'interface ladina du Quintana Roo est un exemple type de développement volontariste de la part de l'Etat mexicain, qui a créé *ex nihilo* un lieu assimilable à une enclave, Cancún. Celle-ci prend place dans un projet plus global d'intégration de cette marge caraïbe combinant les activités agricoles, forestières et touristiques ; c'est surtout sur ce dernier point que s'est concrétisé le plan d'aménagement. Ce sont effectivement les potentialités touristiques de Cancún qui attirent hommes et capitaux dans cette marge mexicaine, et c'est par le pôle touristique que s'établit la connexion avec le système-monde, celle qui crée les flux les plus importants, notamment ceux des Gringos, en provenance de l'avant-pays.

Puerto Juarez n'est encore en 1973 qu'un minuscule village de pêcheurs des Caraïbes lorsque le FONATUR (*Fondo Nacional de Fomento al Turismo*) décide de créer un complexe touristique ultra moderne quelques kilomètres plus au sud. La première phase de développement s'étend de 1975 à 1978 sur le nord de la lagune. L'activité touristique connaît une croissance extrêmement rapide : de 100 000 visiteurs en 1975, elle franchit la barre des 2 millions en 1995 et des 3 millions en 2003. Sur les 300 000 touristes de l'année 1978, et pour la dernière fois, une courte majorité est mexicaine. En moins de trente ans, le nombre d'hôtels a été multiplié par 10, celui des touristes par 30 (***voir tableau F, annexe 3***).

La langue de terre de l'île est complètement urbanisée en 1992, et la réserve écologique un temps projetée par le FONATUR est repoussée au-delà de la lagune.[359] Les autorités sont conscientes de la dérive écologique de ce tourisme de masse, ce qui ne les empêche pas de continuer à promouvoir l'activité le long du littoral du Quintana Roo. Un peu plus au sud, Playa del Carmen fait de plus en plus figure de seconde Cancún. C'est moins évident pour Tulum, qui pourrait bénéficier d'un ralentissement de la frénésie touristique, même si de nombreux projets en cours s'y parent du qualificatif usurpé d'écotouristique. Les projets d'aménagement concertés sont toujours soupçonnés de vouloir étendre ce tourisme de masse aux ruines mayas : projets successifs de Ruta maya, puis Mundo maya et Costa maya… On est bien loin du tourisme soutenable si souvent vanté. Les problèmes d'eau et de gestion des déchets engendrent une forte pollution sur tout le littoral, tout comme les croisières qui font halte à Cancún et Mahajual : la pêche et la zone protégée de Sian Ka'an en font les frais. Mais Cancún, érigée *ex nihilo* en lieu touristique mondialement réputé est une grande fierté pour les Yucatèques : la plupart s'étonnent qu'on puisse ne pas apprécier y séjourner.

Bien que l'investissement national soit prépondérant au début, notamment en provenance de Mérida, les différentes phases d'agrandissement ont été marquées par l'arrivée d'investisseurs étrangers. Si les hôtels restent aux mains des Mexicains, ils sont devenus dépendants des chaînes de restauration états-uniennes.[360] Le système des voyages « clé en main » contribue au retour des devises dans les pays de provenance, sans parler des croisières qui ne transfèrent pratiquement aucune devise à l'économie locale. De plus, les *Tour operator* pressent les hôteliers pour obtenir les tarifs groupés les plus compétitifs possibles, jouant sur la concurrence interne et sur celle des autres destinations insulaires caraïbes. La ségrégation spatiale limite l'échange direct de devises qui n'existe souvent que par la prostitution.

A proximité, Cozumel, ancien paradis de la plongée transformé en gigantesque port de croisiéristes, illustre bien ce retour de d'enclave. L'île située au large de Playa del Carmen accueille plus de 2 millions de visiteurs par an, la plupart venus par yacht des Etats-Unis. Là aussi, les capitaux fédéraux ont permis le développement du lieu et *« l'essor des croisières à Cozumel peut-être attribué au plan de développement touristique de l'Etat mexicain de 1989*

---

[359] PEREZ VILLEGAS, Graciela ; CARRASCAL, Eurosia, "El desarrollo turístico en Cancún, Quintana Roo y sus consecuencias sobre la cubierta vegetal", Boletín del instituto de Geografía. UNAM, n°43, 2000, pp. 145-166 ; p.150
[http://www.igeograf.unam.mx/instituto/publicaciones/boletin/bol43/b43art9.pdf]

[360] Gaultier signale que 71% de la fréquentation des franchises de Cancún concernent des restaurants nord-américains.
GAULTIER, op. cit.

à 1994. »[361] Helle Sorensen indique pourtant que l'extraterritorialité s'est accrue avec l'intensification de l'activité, comme l'indique le contrôle direct des compagnies états-uniennes sur les infrastructures portuaires.[362]

L'exemple de Cancún témoigne des liens étroits qui président aux relations entre territoires globalisés et ladinos, comme dans le cas du canal de Panamá. Si l'équilibre des investissements se maintient entre capitaux mexicains et états-uniens, l'activité est tributaire des acteurs globaux (touristes, investisseurs états-uniens…). La très forte dépendance qu'entretient Cancún avec les investisseurs et les consommateurs nord-américains entretient la question de l'extraterritorialité, d'autant plus que l'activité touristique est fragilisée par un milieu contraignant : sécheresse, pollution, ouragans… La configuration de la ville touristique rappelle étrangement l'enclave, avec la coexistence de deux territoires très nettement différenciés, grâce à l'île. Toutefois, l'enclave est bien située à l'extrémité d'une interface ladina. Les deux systèmes spatiaux, Isla Cancún et le Quintana Roo, diffèrent en termes d'échelle et d'intensité des réseaux, puisque dans un cas le micro-territoire d'Isla Cancún abrite et concentre les flux financiers les plus importants, quand son environnement immédiat, l'ensemble de l'interface, se nourrit surtout de ses miettes.

---

[361] SORENSEN, Helle, "Cozumel : The Challenges of Cruise Tourism", pp. 350-359, in *Cruise Ships Tourism*, DOWLING, Roos. K (ed.), CAB International, 2006, 441 p. ; p. 352

[362] *« Le développement des croisières à Cozumel dépend largement des investisseurs et des besoins du centre US et de la popularité croissante des croisières aux Etats-Unis. Ceci a conduit les Etats-Unis à dominer le tourisme de croisière aux Etats-Unis. A Cozumel, tout le monde sait que Carnival Cruise Lines (CCL), la plus grande compagnie états-unienne, opère sur le quai Maya, dont elle est en partie propriétaire depuis 2002. Ce statut donne à CCL la priorité pour accoster. Pour les locaux, CCL contrôle le lieu. »*
SORENSEN, op. cit. ; p. 353

B/ Des sociétés ultramarines aux territoires globalisés

Les enclaves abritent des géo-économies assez diverses et établissent des lieux globaux – au sens qu'ils sont régis par des acteurs globaux et que les flux sont essentiellement extraterritoriaux – nettement délimités, notamment par l'exclusion de l'Etat. Il n'y a pas nécessairement adéquation entre ces lieux globaux et les territoires globalisés que nous allons évoquer. En effet, le processus de territorialisation implique la conjonction de deux facteurs, spatiaux et humains, sur une assez longue durée pour leur permettre une interaction. Le lieu enclavé, nourri par ses relations avec les réseaux globaux, est approprié par un groupe humain, lui aussi dans une situation spatiale et identitaire d'extraterritorialité. Soit ces hommes viennent directement avec l'activité, de l'Outre-mer, comme ce fut le cas des Européens dans la flibuste ou des Jamaïcains dans la bananeraie, soit ils sont déjà présents, utilisés, puis éventuellement rejetés, par les agents globaux qui contrôlent l'activité.[363] Le territoire ne naît ni du lieu, ni des hommes, mais de l'interaction durable des deux.

Après en avoir évoqué les lieux, il est nécessaire de s'intéresser aux hommes pour comprendre l'émergence de ces territoires, en gardant toujours à l'esprit la versatilité des activités. Celle-ci implique des discontinuités temporelles très importantes, puisqu'un territoire globalisé peut subitement être abandonné par les agents économiques si l'utilisation de la ressource n'est plus jugée financièrement ou stratégiquement satisfaisante.

Les hommes sont moins mobiles que les activités. Etant donné les longues périodes de vacance du pouvoir global, il est fréquent qu'un groupe humain établi sur ce qui est devenu son territoire soit abandonné par les réseaux globaux, avant d'être une nouvelle fois « globalisé ». Ainsi, nous verrons dans le chapitre 11 comment la territorialité des habitants de Bocas del Toro est conditionnée par ces multiples vagues de « globalisation » : flibuste, banane, tourisme… Ces processus de « globalisation » créent à chaque fois de la distinction sociale. Le pouvoir global est extrêmement déstructurant puisqu'il est le pouvoir dominant par excellence, le pouvoir qui innove, qui élit les nouvelles ressources, les nouveaux acteurs locaux. Si les différentes activités économiques d'enclave reproduisent souvent une organisation sociale proche de l'enclave bananière, elles véhiculent surtout une idéologie spécifique. L'organisation sociale de ces territoires répond à l'organisation très hiérarchisée

[363] Purcell et Sawyers estiment à 84 000 le nombre de Jamaïcains émigrés en Amérique centrale de 1880 à 1889. PURCELL, Trevor W. ; SAWYERS, Kathleen, "Democracy and ethnic conflict : Blacks in Costa Rica", in Ethnic and Racial Studies, vol.16, 1993, pp. 298-322 ; p. 302

du travail, dont l'unique objectif est l'accumulation de capital ; généralement déterritorialisés, les acteurs globaux s'intéressent davantage aux lieux qu'aux hommes.

1) Les sociétés ultramarines : rhizomes et réseaux

Les sociétés des territoires globalisés présentent des configurations très variées selon l'équilibre des composantes sociales et ethniques et l'impact différencié des périodes de « globalisation ». Pourtant, dans leur territorialité, on retrouve des caractères commun, une organisation sociale et une conception territoriale proche sur toute la façade. Ces similitudes s'expliquent par la vigueur du pouvoir global et par le caractère ultramarin des groupes sociaux de la façade caraïbe de l'Amérique centrale. Ceux-ci sont en effet généralement extraterritoriaux, arrivés d'Outre-mer par divers aléas, quand ce n'est pas directement par l'intermédiaire du pouvoir global. Ces groupes ou ces sociétés, établis en rhizome sur la façade caraïbe, sont ponctuellement « globalisés » par les réseaux globaux. Il existe en effet un terrain plus que favorable, périodiquement mis à contribution, chez des sociétés *costeñas* pour qui le pouvoir global semble assurer leur protection et leur promotion.

Le modèle territorial globalisé se caractérise par l'hétérogénéité de son peuplement. L'éparpillement des groupes sociaux est un héritage vieux de près de 500 ans dans tout l'isthme ; néanmoins, sur la façade caraïbe, il est en permanence remodelé socialement, ethniquement, culturellement, par des dynamiques liées aux pouvoirs venus d'Outre-mer. Ces sociétés ultramarines continuent à regarder dans cette direction, parfois près d'un demi millénaire après leur installation. Elles ne se définissent pas contre le cœur de l'isthme, qu'elles n'ont pas fui, contrairement aux populations *indias* de la façade caraïbe ; elles lui sont seulement étrangères.

Les groupes sociaux, souvent de tailles réduites sur la côte, ne peuvent être systématiquement catégorisés comme « globalisés » dès leur origine, simplement du fait d'être originaires d'Outre-mer. Les esclaves marrons du lac Bayano, au Darién, ont constitué des sociétés aux caractéristiques socio-économiques proches du modèle territorial indio. Néanmoins, l'origine ultramarine alimente ce regard vers l'extérieur – Afrique, puis Caraïbes insulaires, enfin Amérique du Nord – sur lequel vont s'appuyer les impérialismes européens, puis états-uniens. L'organisation, la disposition et la faiblesse de leurs interconnexions font de ces groupes des sociétés en rhizome.

La notion de rhizome a souvent été utilisée pour évoquer l'identité antillaise, sans racine unique, en devenir.[364] Pour certains auteurs, c'est davantage une diaspora.[365] Dans le cadre de ces sociétés ultramarines et des dynamiques qui les bouleversent et les remodèlent périodiquement, le rhizome fait sens, notamment quand Gilles Deleuze et Félix Guattari le définissent ainsi : *« contre les systèmes centrés (même polycentrés), à communication hiérarchique et liaison préétablies, le rhizome est un système acentré, non hiérarchique et non signifiant… ».*[366] En effet, cette caractéristique du rhizome ressurgit dès lors que le pouvoir global s'esquive, que les activités économiques cessent, que la société ultramarine doit se recomposer, par l'intérieur, en fonction de sa nouvelle diversité. Toutes ces acceptions rendent bien compte du potentiel intrinsèque du rhizome, qui est le point du possible. Le rhizome est une ressource, un terrain favorable pour le réseau, étant donné que le réseau y est en même temps absent et omniprésent.

Contrairement aux territoires fermés que sont les communautés indigènes, le caractère déstructuré des sociétés ultramarines, forcément « ouvertes », attire le réseau et les acteurs globaux. Mais les réseaux ne s'attachent pas seulement à cette population ultramarine, mais aussi aux structures rhizomiques matérielles, aux filons des mines d'or, aux criques des contrebandiers… Le rhizome attise cette versatilité du réseau par sa disposition aléatoire. D'allers en retours, le pouvoir global et ses acteurs, dont certains restent au bord de la route, engendrent une territorialité rhizomique, certes, mais aussi réticulaire, car le rhizome est avant tout un réseau souterrain, d'où émergent des perches tendues, qui n'attendent que d'être saisies, éventuellement par la part d'ombre de la globalisation, par l'antimonde.[367]

---

[364] « *Si la métaphore de la mangrove rappelle l'enchevêtrement des racines antillaises, elle évoque aussi l'aspect "rhizomatique" de l'identité antillaise. Appliquées au concept de l'identité, l'image de la racine évoque toute identité fondée sur l'appartenance ancestrale à une culture, alors que celle du rhizome admet une identité multiple, née non pas du passé mais de relations qui se tissent au présent. Alors que l'identité "racine" est héritée des ancêtres, localisable dans un lieu géographique et une histoire familiale, l'identité "rhizome" reste à se construire au présent. Elle n'admet ni un seul lieu d'origine, ni une histoire familiale précise, elle naît des relations qu'elle crée. »*
CHIVALLON, Christine, "Du territoire au réseau : comment penser l'identité antillaise", Cahier d'études africaines, vol. 37, 1997, pp. 767-794
[http://www.unc.edu/depts/europe/francophone/Creole/creole_fren/introentiere.pdf]

[365] *« La combinaison d'un sentiment d'appartenance à un réseau social fort et de la dilution dans un gradient topographique forme un rhizome. »*
RETAILLE, Denis, "L'Etat, le territoire et les relations internationales, nouvelles approches géographiques", in Revue du monde musulman et de la Méditerranée, vol. 28, 1993, pp. 41-64 ; p. 59

[366] DELEUZE, Gilles ; GUATTARI, Félix, *Milles Plateaux*, Edition de Minuit, 1980 ; p. 30

[367] En sciences politiques, le concept d'Etat-rhizome est d'ailleurs assez proche de celui de *Shadow state*, toutes deux illustrant bien la forte extraversion de ces structures, notamment en Afrique, mais aussi à Belize.
BAYART, op. cit.

2) L'évolution des composantes ethniques et culturelles des sociétés ultramarines

Les mutations des relations internationales consécutives au processus de globalisation ont récemment remodelé la composition de ces territoires ultramarins. Cette nouvelle étape est marquée par une diversification des identités ethniques et culturelles et par la relativisation du rapport noir/blanc qui caractérisait ces sociétés ultramarines depuis leur émergence.

Les communautés globalisées

L'organisation en rhizome ne constitue pas l'unique caractéristique des sociétés ultramarines. Certaines sont aussi marquées par des organisations communautaires de taille réduite. Les Mennonites et les Garifunas démontrent une certaine capacité à s'insérer dans les réseaux globaux tout en conservant une base sociale communautaire. Les premiers pratiquent une agriculture commerciale, éventuellement illégale, comme la production de cannabis. Ils sont profondément intégrés à l'économie mondiale mais restent totalement étrangers aux évolutions politiques – en refusant le service militaire et en ne participant généralement pas aux élections – et surtout culturelles : ils n'ont par exemple pas de télévision. Cette petite communauté bélizéenne d'environ 10 000 individus parvient ainsi à vivre en vase clos en assurant son indépendance financière grâce à son insertion économique. Quant aux Garifunas, communauté soudée par les conflits contre les Britanniques, puis par le rejet des autorités centraméricaines, leur territorialité maritime a été progressivement marginalisée par les frontières nationales. Les trajectoires des communautés garifunas sont très diverses : certaines se sont tournées vers la subsistance et rapprochées du modèle de territorialité indigène. D'autres ont oublié leurs racines et sont devenues des éléments du rhizome en se mélangeant aux autres populations ultramarines, majoritairement noires. Enfin, certaines populations garifunas continuent à entretenir l'existence d'une communauté transnationale entre les pays de l'isthme et les Etats-Unis. Si les relations avec les Etats-Unis sont nombreuses, en raison de migrations anciennes, et assez communes aux différentes sociétés ultramarines, les Garifunas sont la seule population de la façade caraïbe à conserver une territorialité maritime au sein de l'Amérique centrale, qui les interconnecte, notamment dans le Golfe du Honduras, entre le Honduras, Livingston et Belize. Garifunas et Mennonites constituent donc deux exemples de communautés globalisées, illustrant la très grande variété des configurations sociales de ces territoires.

Les réseaux chinois

Les mutations du capitalisme international se sont manifestées dans la région par une concurrence entre la superpuissance historique de la zone, les Etats-Unis, et les pays asiatiques émergents (Taïwan, Corée du sud, Singapour, Hong Kong...), menés actuellement par la Chine. Les manifestations spatiales de cette influence croissante sont multiples : d'une part les Asiatiques contrôlent de plus en plus les investissements auparavant tenus par les Nord-américains (maquiladoras, gestion des ports, concessions minières ou maritimes...), d'autre part la diaspora asiatique, principalement chinoise s'est fortement implantée sur ces marges globalisées. Nous aborderons dans le chapitre 11 ce phénomène à travers les investissements chinois à Bocas del Toro (spéculation immobilière, contrôle des filières commerciales...). Contrairement à la première vague migratoire de Chinois au début du 20ème siècle, ces populations sont désormais intégrées à des réseaux, dont témoigne leur principale activité, commerciale. La migration chinoise est extrêmement importante à Belize ou au Panamá, où les commerçants chinois de détail sont présents jusque dans les toutes petites villes, à part dans les territoires indigènes. L'existence d'une vaste communauté, certes extraterritoriale, mais soudée, et de réseaux pérennes, tranche ici avec l'organisation rhizomique.

Peau noire, masques blancs

La présence accrue des populations nord-américaines consécutive au développement du tourisme se manifeste de manière variée, par des acteurs aux natures et aux finalités très diverses. Cette présence de moins en moins temporaire est facilitée par l'accroissement des flux, notamment aériens, qui permet une certaine ubiquité d'acteurs globaux qui peuvent éventuellement se muer en acteurs locaux (***carte W ; annexe 3***). Il paraît au premier abord difficile de comparer les objectifs du retraité de l'Isla Colón, du milliardaire propriétaire de Caye Chapel, à Belize, des administrateurs des compagnies forestières, ou du commandant du navire-usine venu ratisser le plateau continental de la Mosquitia. Ils sont pourtant tous des éléments de divers réseaux, qui les relient notamment au centre de leur système, aux Etats-Unis. Certains peuvent éventuellement être totalement abandonnés par les réseaux. C'est l'une des conséquences de l'organisation capitaliste et libérale du système, qui peut licencier les administrateurs et ruiner les retraités.

Lorsque le lieu globalisé est en phase d'expansion et que les réseaux fonctionnent à plein, ils élaborent un système hiérarchique très proches de celui de l'enclave bananière, qui requalifie systématiquement ces espaces sociaux en véritables territoires globaux. Ces territoires sont finalement profondément structurés par une division du travail qui voit les Blancs contrôler les activités économiques et l'organisation sociale : la multiplication des églises ou des ONG en constitue d'ailleurs un autre exemple, puisqu'elles exportent désormais, quelle que soit la taille du territoire, ce couple noir / blanc toujours très connoté.

Les distinctions raciales et ethniques ne sont pas primordiales dans les débuts du processus de recomposition des groupes sociaux ultramarins qui succède à la Conquête. L'ethnogenèse miskito montre le brassage ethnique qui caractérise des sociétés de marges parfois alliées aux puissances européennes. Les considérations stratégiques ont toutefois conduit à l'assimilation des populations noires à l'hégémonie britannique, du point de vue des élites centraméricaines émergentes. Ainsi, abandonnés par les Britanniques, les Miskitos sont quelque part redevenus indigènes, alors qu'ils étaient auparavant considérés comme des Zambos, des Noirs.

Cette convergence d'intérêts entamée au 16ème siècle se base sur le constat, pour ces petits groupes isolés, qu'il est possible de se prémunir du pouvoir colonial par l'intermédiaire de son rival, le pouvoir ultramarin. Ce dernier s'impose alors sur les terrains fertiles que sont les territoires des populations noires anglophones, en connectant verticalement des espaces très peu interconnectés entre eux. La convergence d'intérêts entre Noirs et Blancs se base d'abord sur une communauté culturelle (langue, religion), conséquence de l'influence anglo-saxonne sur le bassin caraïbe à partir du 17ème siècle. Le caractère vital de l'alliance s'accroît au fur et à mesure de l'expansion ladina. La configuration spatiale des lieux et les conditions historiques marquées par une opposition géopolitique et identitaire très nette, entre negros et gringos, d'un côté, et ladinos et indios de l'autre, assure la pérennité du système.

Néanmoins, les populations noires restent implantées sur le continent, à la merci des autorités nationales. Cette vulnérabilité des populations noires illustre parfaitement la versatilité des réseaux qui font exister ces territoires globaux, et leur très forte dépendance vis-à-vis du pouvoir. Dans l'enclave bananière, l'implication du pouvoir impérial a longtemps favorisé la population noire. La différenciation en deux classes de travailleurs, où les Noirs occupent les postes à responsabilité et les Ladinos et les Indigènes les emplois subalternes, est caractéristique de la politique de l'*United Fruit Company*. Cette hiérarchie ne doit cependant

pas dissimuler le véritable écart qui existe entre les ingénieurs états-uniens blancs et les autres. Dans les nouvelles enclaves touristiques, l'exclusivité d'un territoire organisé par et pour cette élite blanche s'est maintenue à travers une division ethnique du travail héritée de la concession bananière. Elle s'amenuise en revanche beaucoup plus rapidement, puisque les populations noires sont marginalisées par l'accroissement de l'activité, l'irruption de nouveaux acteurs indigènes et ladinos, ainsi que la transformation des touristes en acteurs locaux. Le couple noir/blanc paraît aujourd'hui dépassé, à travers l'abandon de ces vieux alliés noirs par les acteurs globaux blancs.

Cette marginalisation rapide des acteurs noirs peut-être mise en relation avec l'accroissement des flux et des temporalités qui caractérise la globalisation. Pourtant, cet argument ne suffit pas à expliquer les clichés qui font des Noirs des travailleurs durs à la tâche, appréciés et résistants dans la construction du canal et dans les bananeraies, tandis qu'un siècle plus tard, dans l'activité touristique, les Noirs sont fainéants, mal formés, et exigent des salaires bien trop élevés. Les enjeux du pouvoir expliquent davantage cette marginalisation grandissante.

Les populations noires sont systématiquement abandonnées quand les activités se structurent, comme ce fut le cas dans la bananeraie, en raison de l'irruption, par l'arrière-pays, du pouvoir ladino et des populations qui lui sont liées. Le processus est aussi accru par la diversification des acteurs globaux et la multiplication des centres extérieurs : on quitte le couple noir/blanc du monde colonial et impérial anglo-saxon, puisque les nouveaux acteurs chinois et argentins, s'ils restent des ultramarins, ne sont plus liés aux héritages du « Grand jeu » dans la Caraïbe.

Etant donné le nouveau contexte international, les intuitions de Frantz Fanon prennent un caractère encore plus alarmant, malgré l'exception costaricienne, dont nous verrons qu'elle n'est plus vraiment d'actualité : *« Ainsi, la désagréable conclusion que présentait Fanon il y a 20 ans, "bien qu'il m'est pénible d'accepter la chose, il n'y a qu'un seul destin pour les Noirs, et il est blanc" ne semble pas devenir une réalité dans un futur proche. Car "il n'y a pas de relations de pouvoir sans résistance", nous rappelle Michel Foucault. »*[368] Sur le reste de la

[368] L'affirmation des Etat ladinos constitue une véritable menace pour les populations ultramarines. Pourtant, dans le cas l'Etat-providence costaricien, des années 1950 à 1990, où Purcell a fait son étude, l'intégration de ces groupes non communautaires à la logique de la nation métisse a été favorisée par des niches socio-économiques

façade caraïbe, les populations noires restent sujettes à une vulnérabilité bien plus importante, que la perte d'influence des acteurs états-uniens devrait accentuer.

Pour les sociétés ultramarines, et notamment noires, ne reste-t-il qu'à abandonner leur identité pour adhérer à une identité globale ? Pour paraphraser Touraine, la modernité ne consiste-t-elle pas en ce dépassement des anciennes appartenances sociales et à la mise en place de définitions de l'individu et du groupe en fonction de perspectives culturelles ?[369] La réalité territoriale « globalisée » est effectivement susceptible d'être illustrée par ce partage d'idéologies et de cultures liées, au-delà des appartenances nationales ou ethniques. Certes, en Amérique centrale, la période globale est actuellement marquée par une accélération des flux humains, d'informations et de marchandises, et par des enclaves désormais localisées au-delà du strict périmètre de la façade caraïbe.

Mais malgré l'émergence d'une véritable culture « globale » qui transcende tous les territoires, le pouvoir global reste multipolaire, et à ce titre tout sauf universel. L'émergence d'acteurs transnationaux accrédite cette thèse de la déterritorialisation, bien que les conceptions liées à l'origine du pouvoir demeurent fondamentales. Sur la façade et en Amérique centrale, le mode de définition de ces groupes sociaux morcelés renvoie à leurs instances psychanalytiques, caractérisées par des définitions identitaires négatives très prégnantes : *indio, ladino, negro*, *gringo* voire *chino*… Il ne nous semble pas que les sociétés globalisées aient véritablement réussi à dépasser ces oppositions, comme le montre d'ailleurs l'organisation des territoires globalisés.

---

qui ont maintenu leur statut social. Le désengagement de l'Etat a en revanche remis ces populations dans leur situation classique de vulnérabilité, concept que nous approfondirons dans le chapitre 12. Si l'existence d'une large frange aisée dans la population noire costaricienne de Limón est tout à fait remarquable, comparée aux autres populations afro-américaines ou au Panamá voisin, elle tient au caractère particulier de collaboration qui préside à l'interface ladina costaricienne : un Etat peu belliqueux et un pouvoir global qui connaît les avantages du consensus costaricien.
PURCELL, *op. cit*., p.315

[369] TOURAINE, Alain, *Un nouveau paradigme*, Fayard, 2005, 412 p.

3) Structure interne et externe du modèle G : une organisation extraterritoriale ?

La principale caractéristique sociale des territoires globaux est la faiblesse de l'organisation politique locale, puisque ces territoires sont généralement régis par des acteurs extérieurs. Les réseaux, versatiles, prennent périodiquement le pas sur le rhizome : le centre est de plus en plus valorisé au détriment des marges, qui sont totalement dominées, économiquement, politiquement, et surtout culturellement. Les flux et les reflux de ces acteurs globaux, et la nature des relations entretenues avec les élites nationales, s'expriment dans les devenirs de ces territoires, qui peuvent être maintenus dans une extraterritorialité légale, intégrés dans des interfaces ladinas, ou se muer en antimondes.

Les territoires globaux entre ouverture et ségrégation

Quand le territoire n'est pas créé par l'enclave, les modes d'organisation préalables sont reconfigurés par les distinctions sociales rapides engendrées par le système capitaliste. Il est possible de déterminer deux modes d'organisation du territoire : le partage et la ségrégation. Cette dernière se fonde en principe sur des critères sociaux, bien que des considérations ethniques s'y adjoignent fréquemment.

Ainsi, dans le tourisme « soutenable » théorique, les deux sociétés se côtoient sans pour autant se confondre. Les Noirs et les Blancs – pour schématiser, car certains locaux sont d'origine européenne, certains touristes noirs – partagent un espace commun dans leurs pratiques quotidiennes. Il s'agit d'un espace ouvert où les tensions transparaissent peu, en raison d'une distribution des richesses contrôlée. Néanmoins, au-delà de cette pratique comune, la conception du territoire est assez différente. Nous verrons dans quelle mesure dans le chapitre 11, par l'intermédiaire d'une analyse qui souligne l'existence de perceptions très différentes selon le temps de résidence, qui génère un attachement plus ou moins important au lieu.

A Bocas del Toro, l'enclave bananière a drainé une population nombreuse : Noirs, Indigènes, Européens, Ladinos. 80 ans après le départ de l'*United Fruit Coimpany*, tous se définissent comme *bocatoreños*. Le déclin de l'organisation sociale de la bananeraie a laissé la place à un district sans grand pouvoir, et les habitants se sont reconvertis dans d'autres activités comme l'agriculture, la pêche, le commerce. Depuis peu, le tourisme constitue une nouvelle phase de « globalisation » où l'ensemble de la population abandonne ses activités

pour participer au boom touristique. Le phénomène touristique, qui s'exprime par l'intervention d'acteurs liés à des réseaux très puissants sur un territoire jusqu'alors en rhizome, déstructure totalement l'organisation sociale. La production agricole n'est plus assurée et la concurrence s'exacerbe pour le contrôle des nouvelles activités : hôtellerie, restauration, transport, divertissement… Progressivement et insidieusement, la ségrégation spatiale s'impose, par l'exclusion des plus pauvres du centre, l'atteinte à la liberté de circulation, la mise en place de clôtures et de quartiers surveillés…. La conception du territoire des acteurs extérieurs, conçu en termes de richesses, s'impose au détriment de celle des locaux.

Dans les territoires globalisés, l'intensification de l'activité économique implique généralement cette ségrégation spatiale, que l'on retrouve dans la concession bananière ou la maquiladora, mais beaucoup moins dans les sociétés pirates ou dans les concessions forestières du chiclé, où certains ont des lits, les autres des hamacs… Les différents groupes sociaux peuvent éventuellement se fondre dans un territoire commun, mais c'est un phénomène assez rare, qui a davantage lieu quand l'activité cesse. Si dans la pratique touristique dite « soutenable », il y a adhésion des deux groupes sociaux au projet territorial commun, celui-ci diverge lorsque l'activité gagne en intensité, puisque les locaux sont dépossédés des moyens de production.

Au Quintana Roo, l'Isla Cancún, la ville des touristes, se distingue très nettement de Ciudad Cancún, la ville des Ladinos. Les frontières sont ici matérialisées par des ponts de part et d'autre du lagon, d'ailleurs utilisés pour circonscrire le contre sommet de l'OMC de septembre 2003. Dans la « seconde Cancún », un peu plus au sud, à Ciudad del Carmen, l'absence de frontière nette engendre des tensions importantes, puisque la ville *gringa* connaît une criminalité inquiétante. A Livingston, les populations noires de l'ancienne ville globalisée sont abandonnées au profit des Indigènes, dont la territorialité est de plus en plus marquée par cette connexion aux réseaux globaux.

Parfois, la nouvelle enclave se greffe directement sur une ancienne enclave majeure, sur un ancien territoire globalisé, mais sur un espace plus réduit. Dans ce cas, le territoire est délimité par des frontières d'autant plus infranchissables que les enjeux sont importants. L'établissement de la Zone Libre de Colón consacre l'exclusion des acteurs locaux par la convergence d'intérêts entre acteurs nationaux et globaux. La société noire de Colón, qui

avait construit la voie ferrée et le Canal, se voit totalement dépossédée d'une partie de son territoire et des retombées financières de son travail passé.

La très forte ségrégation spatiale qu'on observe à Colón témoigne de la difficulté d'une territorialisation commune, puisque les deux sociétés globalisées y sont hermétiquement cloisonnées. La violence qui sévit dans la ville noire, déjà évoquée, constitue assurément une conséquence de cette ségrégation spatiale et raciale. Mais si la ville noire est ravagée par la drogue et le crime organisé, elle n'en reste pas moins un territoire globalisé. Les connexions nouées avec les centres globaux sont surtout d'ordre culturelle et placées sous le signe de la domination : les codes culturels s'inspirent de ceux des quartiers noirs des grandes villes états-uniennes. En revanche, les traditionnels acteurs du développement ont totalement abandonné la ville aux acteurs emblématiques de l'antimonde (gangs et narcotrafiquants).

L'antimonde opère aussi dans la Zone Libre de Colón, à quelques mètres de là, mais dans un registre très différent, où les opérations financières constituent le fonds de commerce de ce lieu totalement extraverti. Ce territoire extrêmement contrôlé vit dans l'ignorance totale de son prédécesseur globalisé, signe de l'intérêt beaucoup plus marqué du pouvoir global pour les lieux que pour les hommes.

L'organisation et la gestion du territoire globalisé n'émanent pas de sa population. Elles rendent pourtant compte du formidable impact des pouvoirs extérieurs sur un espace qui fait parfois davantage figure de lieu que de territoire. A Bocas del Toro, les organisations locales qui essaient de maintenir une activité « soutenable » sont animées par des acteurs venus de l'extérieur et récemment installés. A Colón, les gangs apparaissent de plus en plus comme les véritables dépositaires de la puissance publique. L'organisation des territoires globalisés est extraterritoriale, calquée ou instrumentalisée par des acteurs extérieurs. Ce qui n'empêche pas une territorialité, une sociabilité particulière adaptée aux lieux, mise en place par les individus qui vivent sur ce territoire. Il n'est possible aux sociétés locales de se réorganiser que lorsque le lieu perd de son intérêt, ce qui accentue le caractère fractal de ces sociétés. Cette reconstruction interne est néanmoins toujours concurrencée par d'autres formes de sociabilités, verticales, régulièrement proposées ou imposées. L'idéologie globale a en effet été transférée, et continue à être entretenue par le déferlement de flux médiatiques du « soft power ».

Les territoires en réseaux

Si la versatilité des connexions politiques et économiques est indéniable, les échanges avec les centres extérieurs sont surtout marqués par un contrôle accentué des flux humains et par des flux médiatiques en accroissement constant partout. Ce « soft power » est parfois épaulé par des vecteurs directs de l'idéologie globale, dans le cas du tourisme. Il rend compte de l'absence totale de contre-pouvoir, et d'un renforcement du ou des centres extérieurs, au détriment de territoires totalement dominés.

Les flux humains ne sont pas aisés à quantifier car les statistiques sont défaillantes sur ces territoires morcelés ; seuls les flux touristiques sont à peu près appréhendés. L'activité touristique engendre de forts mouvements migratoires, de toutes natures, des Etats-Unis et en provenance du cœur de l'isthme, mais aussi pendulaires entre les différents territoires. En sens inverse, l'évaluation du poids des migrations vers les Etats-Unis souffre de la clandestinité et des problèmes de définition du migrant : définitifs, nationalisés, temporaires… Les marges globalisées sont traditionnellement des territoires de la mobilité ; à l'instar des jeunes Miskitos engagés sur les bateaux de flibustiers, les populations globalisées conçoivent l'émigration vers les Etats-Unis comme la seule porte de sortie d'un monde en sursis. Ils bénéficient là-bas de l'existence de solidarités non négligeables.[370]

Mais au-delà du lieu, le pouvoir doit composer avec les hommes. Nous avons saisi de quelle manière dans le cadre de l'enclave bananière : lorsque le « mal de Panamá » a décimé les plantations, celles-ci ont été réimplantées sur les versants pacifiques des deux pays du sud de l'isthme. Les populations attachées à ces territoires ont alors été abandonnées, ou empêchées de migrer, comme au Costa Rica. Les Etats accroissent actuellement leur contrôle sur les mobilités humaines, les Républiques par la mise en place de frontières, et le gouvernement états-unien dans la lutte contre le trafic de drogue. La dissymétrie est très nette : ce sont surtout les populations nord-américaines, dans le tourisme, ainsi que l'ensemble des acteurs globalisés ou transnationaux, qui jouissent de la libre circulation dans cette zone.

Parallèlement, les flux financiers et matériels semblent avoir pris le dessus sur les mouvements des hommes, comme l'indiquent les transferts monétaires, devenus une véritable bouée de sauvetage pour les populations *costeñas*. Ces connexions sont essentiellement

[370] En 1990, 29 957 Bélizéens habitaient légalement aux Etats-Unis, soit plus de 10% de la population du petit Etat caraïbe.
WOODS, Louis A. ; PERRY, Joseph M. ; STEAGALL, Jeffrey W., "The composition and distribution of ethnic groups in Belize", in Latin American Research Review, n°32, 1997, pp. 65-88 ; p. 70

bilatérales. La plupart des territoires globalisés sont humainement déconnectés au sein de la façade caraïbe, et seulement reliés entre eux par l'intermédiaire d'un centre, notamment symbolique ou culturel, lui aussi fluctuant. Quand Miami est le centre états-unien des Ladinos, New York s'est progressivement imposée comme la référence de l'ensemble des populations noires ; elle s'est substituée à La Nouvelle Orléans et à Kingston dans le cas des migrants de la fin du 19ème siècle, et certainement à une Afrique mythique pour les esclaves arrivés auparavant.

Les notions de centre et de périphérie, comme celle de marges, achoppent ici sur un écueil majeur : situer le centre. Si les puissances européennes ont clairement joué ce rôle au 16ème au 18ème siècle puis été relayées par les Etats-Unis, il est devenu difficile de localiser précisément qui servent les acteurs globaux, puisque le capitalisme s'émancipe des anciens points d'ancrage nationaux : les flux informationnels, décisionnels, ou financiers, sont plus difficilement spatialisables. L'éclatement et la déresponsabilisation des acteurs classiques au profit de nouveaux acteurs transnationaux ou d'organismes non identifiables constituent l'une des commodités du processus de globalisation pour les bénéficiaires du système.

Les dynamiques spatiales des territoires globalisés

Les territoires globalisés sont régis par leurs connexions à des centres de pouvoir extérieurs qui remodèlent la composition et l'organisation sociale des territoires. Toutefois, ces territoires sont aussi envisagés comme des ressources pour des Etats qui s'efforcent de s'établir durablement sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale.

Le volontarisme des Etats est fondamental pour saisir les reconfigurations de ces territoires. Dans certains cas, les Etats visent à les contrôler, ou du moins à participer à l'activité économique quand la législation mise en place par les acteurs globaux le permet, c'est-à-dire quand l'enclave a besoin de main d'œuvre ou quand les firmes quittent les territoires globalisés. Dans ce cas, l'immigration ladina permet de les incorporer partiellement à l'Etat national, cas des infrastructures portuaires de Puerto Barrios, du val de Sula, ou de Puerto Limón… Parfois, en revanche, la prise de contrôle de ces territoires par les Etats n'est pas souhaitée, puisque la population n'est pas considérée comme une ressource : ces ghettos noirs constituent alors des antimondes, où seules les activités interlopes prospèrent, comme à Colón ou Bluefields… Ces deux optiques constituent surtout des tendances assez

schématiques, mais elles rendent bien compte de la différenciation entre l'économie « territoriale » du modèle ladino, marquée par le contrôle diffus de vastes espaces, et « réticulaire » du modèle globalisé, qui se manifeste ponctuellement, parfois à travers la concentration urbaine.

Les territoires globalisés présentent de nombreuses caractéristiques de ce que Roger Brunet nomme « antimonde », à savoir des espaces qui illustrent en même temps *« la négation et la préparation du monde »*.[371] Certains évoquent « l'antimonde légal » pour qualifier les activités tolérées comme l'octroi de pavillons de complaisance à Colón, les enclaves militaires dont la plus emblématique est l'ancienne école des Amériques, ou les paradis touristiques ou fiscaux à San Andres et Providencia (***carte U ; annexe 3***).[372] Les foyers urbains constituent un terrain très fertile pour des activités plus interlopes, comme le blanchiment d'argent ou le trafic de drogue, qui élisent domicile sur ces territoires où sévit le *« principe de la dérogation permanente »*.[373]

L'antimonde s'apparente à la face cachée – ou à cacher – de la globalisation. Les anciens comptoirs et les repaires de contrebandiers du littoral caraïbe (archipel de San Blas, Mosquitia, Belize) servent de lieux de stockage pour une cocaïne qui remonte doucement mais sûrement vers son principal marché de consommation, les Etats-Unis (***carte Y ; annexe 3***). L'incapacité de la DEA (*Drug Enforcment Administration*) à obtenir des résultats probants dans sa lutte contre le trafic s'explique par l'implication de populations marginalisées, délaissées par les réseaux et les principes économiques classiques du capitalisme (firmes, salariat, contrôle social…). Pourtant, les villes garifunas de Livingston, Punta Gorda ou Stann Creek se distinguent nettement des villes créoles de Belize City, Bluefields ou Colón, par la capacité de la communauté à restreindre la violence, et notamment la consommation de crack. Le narcotrafic tient aussi à une certaine indépendance des acteurs transnationaux, qui refusent de se plier aux règles du jeu imposées par Washington. A ce titre, les aventures du général

---

[371] BRUNET ; FERRAS ; THERY, op. cit. ; p. 35

[372] La population afro-antillaise des Raizal regrette aujourd'hui d'avoir refusé l'adhésion au Panamá que lui proposait les Etats-Unis en 1903, puisque *« la « colombianisation » s'est transformée dans la pratique en une assimilation, une colonisation culturelle, une réduction des différences et l'imposition d'un modèle culturel. »* CLEMENTE BATALLA Batalla, Isabel, *Educación, política educativa y conflicto político-cultural en San Andrés y Providencia (1886-1980)* , Bogotá, Universidad de los Andes, 1991 ; pp. 130-131

[373] DESSE, Michel ; HARTOG, Thierry, "Zones franches, *offshore* et paradis fiscaux: l'antimonde légal", Mappemonde, n°72, 2003, pp. 21-24

Noriega témoignent de l'ambivalence des acteurs.[374] D'autre part, l'évolution des routes de la drogue, recentrées sur le cœur de l'isthme – le Mexique abriterait désormais les trois quarts du transit –, illustre bien les reconfigurations spatiales de réseaux globaux de moins en moins focalisés sur la façade caraïbe.

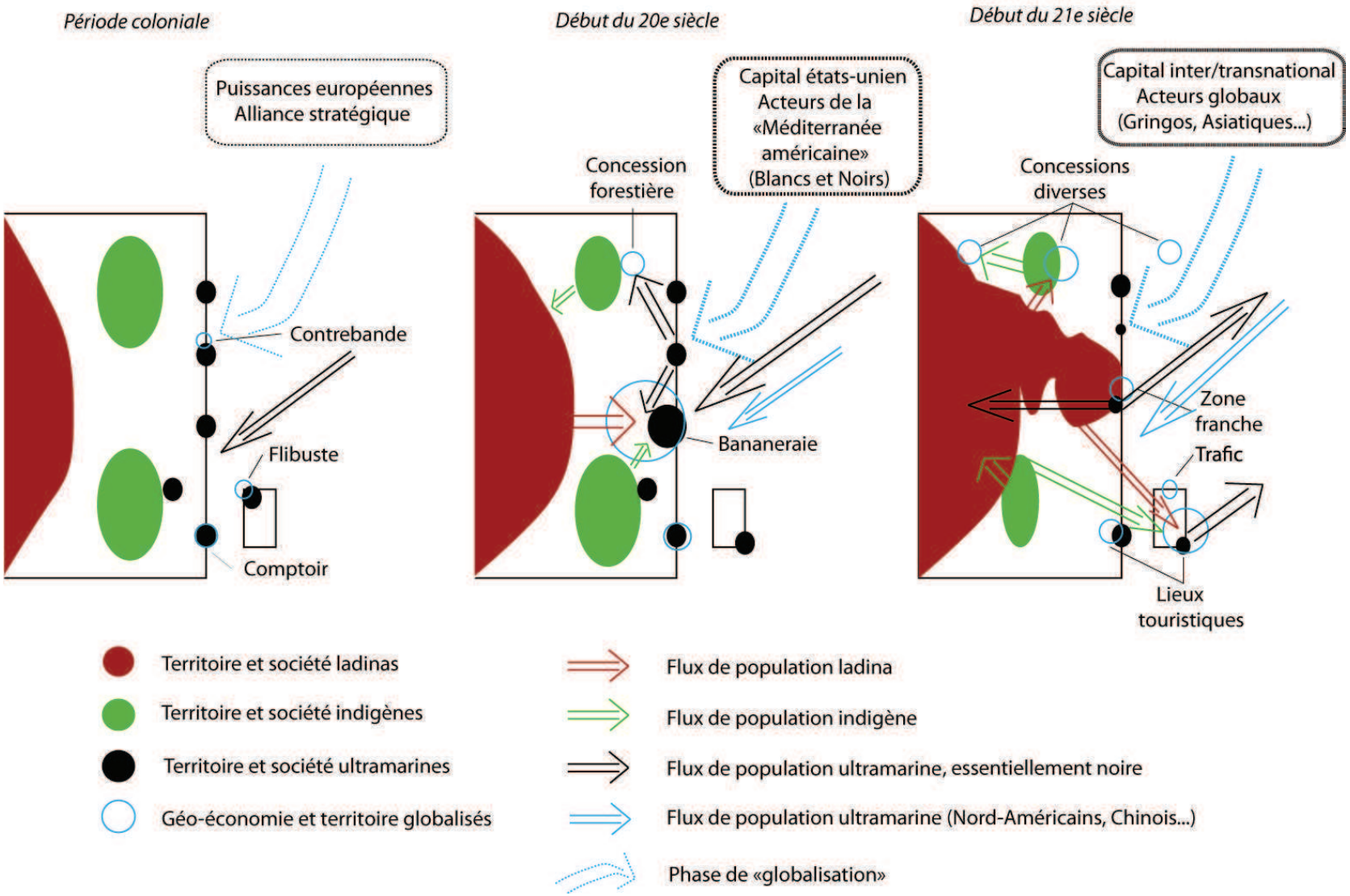
Enclaves ou antimondes s'établissent sur la structure élémentaire « île », au sens d'espace séparé d'un autre par une frontière : mer, population indigène, forêt, démarcation militaire, grillage… L'insularité sert de socle territorial à un phénomène qui présente des échelles variées : le Yucatán est longtemps resté une île pour de nombreux cartographes, tandis que Belize jouissait de la quiétude propre aux îles jusqu'à ce que sa frontière, forestière et indigène, soit menacée par son voisin guatémaltèque. L'altération de cette insularité conduit généralement à la transformation en interface ladina.[375]

On peut comprendre les devenirs distincts des ports de la façade caraïbe de l'Amérique centrale à la lumière de l'intérêt des Etats : Bluefields ou Trujillo n'en ont apparemment pas beaucoup. Les équilibres démographiques sont aussi extrêmement importants : les Etats doivent disposer d'un réservoir de population ladina prête à migrer, ce qui n'a jamais été le cas à Colón (Panamá), et a pris davantage de temps au Costa Rica (Limón) qu'au Honduras et au Guatemala (San Pedro Sula et Puerto Barrios). Cette transition territoriale n'est qu'un éventuel devenir à long terme des territoires globalisés, comme dans le cas de la bananeraie, voire du tourisme de masse. Dans les autres configurations géo-économiques, la mise en valeur du capital naturel ou des potentialités stratégique évacue de plus en plus la composante humaine.

[374] Manuel Noriega, chef des services de renseignement panaméens sous Torrijos, puis de l'Etat-major à partir de 1983, est nommé président en 1989 suite à l'annulation de l'élection présidentielle. Agent aux multiples casquettes, lié à la CIA, aux Cubains et aux cartels et guérillas colombiens, il est accusé de trafic de drogue et renversé par les Etats-Unis à la fin de l'année 1989, avant d'être emprisonné, jugé, condamné, puis récemment extradé en France.

[375] Au Honduras, certaines enclaves bananières n'ont même pas été transformées en presqu'îles, puisque les compagnies bananières n'ont pas terminé le chemin de fer jusqu'à la capitale. L'inachèvement du processus contribue à la spécificité hondurienne et au statut de « centre inversé » de San Pedro Sula.

Figure 8 : Géo-économies, sociétés et territoires sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale (modèle théorique)



Conclusion du chapitre 8

La ***figure 8*** retrace les différentes configurations historiques qui ont vu l'émergence de territoires globalisés. La notion de rhizome transcrit bien la versatilité de leurs connexions aux réseaux, le caractère asymétrique de cette relation, et une absence de relations horizontales renforcée par la globalisation.

Les territoires globalisés présentent trois principales caractéristiques qui les distinguent des autres modèles de territoires présents sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale. Le modèle théorique, malgré sa grande diversité sociale, présente un caractère extraterritorial. Ce qui fonde le territoire globalisé, c'est la garantie de son caractère extraverti, assuré par le renoncement de l'Etat. C'est un lieu qui est ou a été relié à l'outre-mer, par l'intermédiaire d'une activité économique d'enclave.

Ces lieux sont marqués par la versatilité du pouvoir et sont ponctuellement connectés ou déconnectés aux centres du système-monde par les vicissitudes des activités. Le capital financier, très mobile, peut facilement y être concentré pour des raisons stratégiques ou au travers d'activités économiques d'innovation. Les territoires sont profondément déstructurés par l'importance des flux, qui engendrent une dépendance vis-à-vis du pouvoir. La diversité des populations et le déséquilibre social interne (hiérarchies socio-ethniques, population masculine de migrants), accroissent plus qu'ailleurs dans l'isthme le caractère fractal de ces groupes sociaux.

L'organisation en rhizome des territoires globalisés est en même temps une cause et une conséquence de la versatilité des réseaux, puisque rhizomes et réseaux sont en perpétuelle interaction systémique. Les dynamiques opaques de l'antimonde profitent aussi d'un contexte géopolitique et géographique qui facilite son implantation sur la façade caraïbe (l'île, le milieu fragmenté, la ville interlope…). Mais les nouvelles formes géo-économiques, comme la maquila, qui n'est pas spécifiquement localisée sur la façade caraïbe, traduisent bien le dépassement des anciennes frontières qui est le propre de la globalisation.

L'enclave politique, économique ou culturelle, dispose d'une très grande lisibilité sur la façade caraïbe, car elle tranche avec des territoires diffus, dont la mise en valeur est beaucoup moins intensive. Comme le modèle ladino, le territoire globalisé est conçu en termes de richesses, contrairement au territoire indio, où priment la notion de ressources et la gestion des hommes et des lieux à long terme. Enclave, insularité, rhizome ou antimonde

caractérisent les territoires globalisés, qui font la part belle aux lieux. Au détriment, d'ailleurs, des populations ultramarines sur lesquels ces territoires se fondent, et qui constituent surtout un support humain pour le pouvoir global. Le territoire globalisé, dès lors, a pour principale fonction celle de vecteur spatial du pouvoir global.

Chapitre 9 : L'interface ladina : un modèle socio-économique conquérant

Si les autorités coloniales espagnoles ont toujours considéré les empiètements des puissances d'outre-mer sur la façade caraïbe comme une grave atteinte à la souveraineté de la Couronne, les indépendances et l'émergence des Etats-Unis ont changé la donne au cours du 19ème siècle. L'influence de ces derniers s'est institutionnalisée, par l'octroi de concessions aux compagnies agricoles états-uniennes qui ont requalifié une partie de ces plaines caraïbes, devenues territoires de la banane. La mise en valeur s'est effectuée hors du contrôle de l'Etat central, puisque les infrastructures n'ont pas toujours été réalisées dans leur totalité et que la main d'œuvre métisse s'est trouvée subordonnée aux Noirs et aux Gringos.

Les Etats centraméricains ont néanmoins su profiter du reflux des compagnies états-uniennes, au milieu du 20ème siècle pour se réapproprier, à des degrés divers, des territoires de la banane emblématiques de la transition territoriale qui s'opère sur ces espaces. Dans le même temps, l'étendue des territoires indigènes de la zone refuge s'est extrêmement réduite. L'occupation lâche des sociétés de la zone refuge, souvent marquée par l'agriculture itinérante, a favorisé la colonisation agraire des petits paysans ou l'installation de grands domaines. Les fronts pionniers ladinos, légaux ou spontanés, se sont multipliés sur l'ensemble d'un territoire national considéré comme à conquérir. Les nouvelles infrastructures, notamment routières, ont encouragé cette expansion ladina, qui s'est aussi manifestée par des tensions sociales importantes entre grands propriétaires et petits exploitants concernant le contrôle de la terre et des graves dégradations environnementales sur les derniers espaces vierges de la façade caraïbe.

L'Etat a favorisé cette exploitation irraisonnée des ressources qui apparaît comme une solution aux problèmes agraires des hautes terres et permet en outre l'intégration de territoires « vierges » ou la conquête des marges caraïbes, c'est-à-dire d'espaces échappant à la souveraineté nationale. Les espaces jusqu'alors empreints d'autres territorialités sont conçus comme appartenant légitimement à la nation, et à ce titre voués à se plier à l'organisation sociale et territoriale qui est celle des Etats.

Ces marges caraïbes sont aussi les héritières de l'enclave et de l'influence du monde ultramarin, les anciens territoires des pirates, de la banane, des Noirs et des Indiens. Pour les migrants ladinos des hautes terres, la chaleur et l'humidité tranchent avec le climat « sain » des hautes terres. L'idéal pionnier se fonde aussi sur ce défi à l'encontre du milieu naturel : les *ranchers* et autres *vaqueros* incarnent bien cette conception illimitée de l'espace, peu soucieuse des autres territoires. Au sein de l'« Extrême occident » que constitue par certains aspects l'Amérique centrale, la façade caraïbe fait souvent figure d'ultime *Far East* ou d'*Oriente* à conquérir.

Le monde ladino de la façade caraïbe n'est pas seulement un monde agricole, mais aussi un monde urbain. D'ailleurs, la connexion est très importante entre les deux types d'espaces, qui peuvent difficilement être dissociés, en ce qui concerne le maillage urbain de l'intérieur des terres. Cette continuité territoriale est un aspect majeur de la territorialité ladina, faite de mobilité interne, et une caractéristique de l'interface et de son « économie territoriale », par opposition à l' « économie réticulaire » des territoires et du pouvoir globalisé. En revanche, les villes les plus importantes, celles du littoral, ne constituent pas systématiquement des territoires ladinos, puisqu'elles demeurent toujours connectées au système-monde et souvent marquées par l'extraterritorialité, phénomène accru par la récente période de globalisation. Le territoire ladino ne s'applique en général pas sur les nodalités externes (port, aéroport, pôle touristique, île) du système spatial de l'interface, qui restent en général contrôlées par les acteurs globaux.

L'interface ladina est un territoire issu de la transition territoriale, où la maîtrise des moyens de production par les acteurs nationaux a permis de contrebalancer l'influence ultramarine, bien que l'activité économique reste tributaire d'acteurs globalisés. En revanche, la territorialité indigène est dissoute dans la conception ladina de la nation. C'est une interface au sens qu'elle accueille un gigantesque brassage social, ethnique et culturel. Les populations, bien que souvent métisses, hispanophones et catholiques, se distinguent de celles des hautes terres par leur mobilité et leur caractère dynamique. La prolétarisation massive et la violence qui accompagnent le processus font de ces territoires des interfaces ladinas : *« les interfaces moins immédiatement lisibles méritent autant, et peut-être encore davantage, d'intérêt : limites et échanges entre quartiers, entre aires de civilisation perméables l'une à l'autre et en général, chaque fois que la limite en vient à constituer un espace propre. »*[376]

[376] LEVY ; LUSSAULT, op. cit. ; p. 552

Dans un premier temps, nous nous intéresserons aux structures géo-économiques, dont la diversité est liée au degré d'investissement de chacun des Etats. La transition territoriale sera étudiée à travers l'héritage territorial de la banane, auquel s'adjoint le volontarisme des Etats ou des individus, à travers les fronts pionniers et le développement de l'élevage du bétail. Les sociabilités urbaines sont indissociables de ce continuum spatial qu'est le territoire ladino. L' « agrégat » que constitue le modèle ladino se fonde sur la mobilité des hommes et différents types d'activités économiques.

Les différentes formes de géo-économies de ces territoires ont en commun une idéologie commune : la ladinisation. C'est indubitablement le phénomène le plus à même d'illustrer la manière dont cet impressionnant mélange social et ethnique a réussi à engendrer une construction territoriale. Si ces territoires occupent une proportion toujours plus importante de la façade caraïbe, ils sont issus d'une transition et très récents par rapport aux deux autres modèles. L'interface ladina reste donc marquée par une diversité sociale et ethnique caractéristique des sociétés libérales ou ouvertes, elle est culturellement perméable aux influences ultramarines, mais beaucoup moins au monde indigène. L'importante croissance démographique, naturelle et migratoire, crée une concurrence effrénée pour le contrôle de l'espace. Ce qui caractérise l'ensemble de ces territoires ladinos, c'est la violence des tensions qui les ont fait naître et qui continuent à les parcourir.

Ces territoires ladinos, malgré la diversité de leur construction, entretiennent des rapports assez similaires avec les autres zones ou modèles territoriaux que nous avons évoqués : le cœur du monde ladino des hautes terres, les territoires globalisés, ainsi que la zone refuge. Si le modèle territorial ladino se distingue par sa continuité spatiale, il est aussi emblématique de la difficulté qu'ont les petits Etats à se structurer autour d'une « économie territoriale », toujours menacée par des tendances centrifuges importantes. Les formes spatiales seront évoquées dans une troisième partie qui s'attachera à illustrer l'interface – ou plutôt les interfaces, en raison de la diversité des configurations nationales – comme zones de contact entre plusieurs mondes, à travers leur organisation interne (maillage et réseau urbain) surtout marquée par la bipolarité, à savoir l'existence de deux centres de commandement à leurs extrémités : global (le relais du centre extérieur) et national (la métropole).

A/ Les géo-économies des territoires ladinos

Les exemples de géo-économies présentées ici ne se veulent pas un panorama exhaustif des modalités de formation des territoires dits ladinos. Ils présentent des éléments moteurs des processus de construction ou de transition territoriale : le rôle déclencheur du capital extérieur dans l'exploration de ces terrains, l'importance du pouvoir ladino dans la reconquête à travers un volontarisme politique variable selon les Etats, ainsi que l'absence de pouvoir indigène, qui conduit à une érosion de la zone refuge en fonction de l'expansion ladina, couplée à une assimilation ininterrompue des populations indigènes par la migration.

Les infrastructures ferrées liées à la bananeraie avaient dans certains cas permis de connecter ces excroissances aux hautes terres. Dans les années 1950 et 1960, la route succède au fer, achevant la connexion entre le cœur de l'isthme et les marges caraïbes, quand celle-ci était défaillante, hormis au Nicaragua. L'espace-temps dans lequel se sont constituées les interfaces est assez proche au Guatemala, au Honduras, au Costa Rica et au Panamá, bien que dans ce dernier pays les stratégies liées au Canal soient prépondérantes. Les infrastructures sur lesquelles se greffent ces interfaces sont en revanche très inabouties au Nicaragua et à Belize, pour ce dernier du fait de son orientation ultramarine. Quant au Nicaragua, elles ont longtemps été limitées au fleuve San Juan, tandis que les compagnies bananières ont délaissé une littoral caraïbe marqué par l'instabilité politique. En revanche, la principale excroissance ladina du Quintana Roo, Cancún, n'a pas quarante ans, quand les autres ont commencé à se constituer depuis plus d'un siècle. Ce décalage induit obligatoirement des formes de territorialité différentes, car Cancún ne s'est pas développée à partir de l'infrastructure lourde du chemin de fer et du port de commerce mais grâce à d'autres modes de transports : maritime, aérien, voire routier. Les villes et les campagnes sont finalement extrêmement connectées, et les activités urbaines et agricoles indissociables dans un territoire diffus, marqué par la mobilité et la continuité territoriale, fondé sur la diversité, voire sur une certaine complémentarité des activités.

1) Les territoires hérités : de l'enclave bananière à l'économie de plantation

L'enclave bananière ayant déjà été évoquée comme processus historique dans le cinquième chapitre, et en tant que territoire globalisé au chapitre précédent, nous nous

intéresserons principalement ici à la prise de contrôle des terres et à la diversification des structures agraires qui s'opèrent essentiellement après-guerre.

La crise des années 1930 avait laissé de nombreuses concessions bananières exsangues. Les zones de production avaient parfois été transférées sur les littoraux pacifiques pour lutter contre les maladies. Après-guerre, la productivité augmente énormément et le nombre d'hommes par hectare commence à baisser. Les tensions se multiplient entre les Etats et les multinationales. Au Guatemala, *l'United Fruit* contribue à faire échouer la réforme agraire. Au Costa Rica, une grande partie des terres, très peu utilisées, est progressivement rachetée. Les Etats centraméricains ont généralement su profiter de ces ouvertures caraïbes qu'ils ont transformé en territoires ladinos en reprenant les terres parfois laissées vacantes par le ralentissement de l'activité des compagnies états-uniennes. Ce retrait a généré des mutations profondes sur ces « territoires de la banane ». Les populations ladinas sont progressivement devenues majoritaires, souvent au détriment des Noirs, et les Etats ont récupéré les infrastructures qui avaient été laissées sur place : bâtiments scolaires ou sanitaires, rail, réseau électrique…

La « guerre de la banane » éclate en 1974 : les Etats d'Amérique centrale se regroupent avec la Colombie sous le modèle de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) et revendiquent le paiement d'un dollar d'impôts par caisse, qu'ils obtiennent. Les multinationales appliquent alors aux consommateurs des hausses de prix sans communes mesures avec celle de la taxe par caisse. Elles se tournent de plus en plus vers la commercialisation, délaissant la production et évitant ainsi les scandales liés aux maladies et à la destruction des écosystèmes générée par la logique productiviste de l'activité.[377] Progressivement, l'activité bananière décline en Amérique centrale, laissant émerger un nouveau producteur, l'Equateur.[378]

Mais la banane n'est plus l'unique denrée agricole des basses terres exportée par les pays centraméricains. La mise en place du MCCA dans les années 1950 conduit à l'extension du modèle agro-exportateur et à l'intervention des oligarchies terriennes du cœur de l'isthme sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale. Si la banane a perdu son lustre au gré des

[377] Jesus Ramirez Cuevas évoque les dégâts liés à l'utilisation de pesticides au Nicaragua, et le déni des compagnies quant aux réparations.
CUEVAS, Jesus Ramirez, "Ciudad Nemagon, histoire d'une tragédie", RISAL, septembre 2005 [http://risal.collectifs.net/spip.php?article1462]

[378] Certains pays centraméricains restent néanmoins d'importants exportateurs mondiaux : Belize, 0,63% ; Costa Rica, 13,96% ; Guatemala, 8,24% ; Honduras, 4,11% ; Mexique, 0,35% ; Nicaragua, 0,32% ; Panamá, 3,1%, contre 35,34% des exportations mondiales pour l'Equateur (FAO, 2004).

fluctuations du marché, l'économie de plantation se maintient à travers des productions caraïbes plus variées, mais qui perpétuent le rôle agroexportateur des pays de l'isthme : sucre, citriques, palmes, melons, ananas… Dans les plantations ou les ranches, les propriétaires fonciers conservent des structures de production très hiérarchisées et vouées à l'exportation. Mais les moyens technologiques engagés ou la nature de la production minimisent généralement l'importance de la main d'œuvre.

Le capital extérieur reste souvent prépondérant dans les nouvelles plantations qui s'étendent sur les mêmes terrains que les anciennes bananeraies. A l'échelle mondiale, la dépendance demeure très importante, le principe de la monoculture étant extrêmement sensible à la conjoncture économique. Même si le poids des investissements états-uniens diminue fortement, la commercialisation reste l'apanage des grandes firmes multinationales. Elles continuent toutefois à s'impliquer dans la production par l'intermédiaire de filiales ou de participations. L'externalisation de la filière conduit aussi à l'émergence d'entrepreneurs locaux, dans les activités de fret routier, de stockage, ou dans l'empaquetage. Nous reviendrons largement sur cette diversification des acteurs de la production agricole dans le dernier chapitre consacré à l'Atlantique costaricien.

L'intégration par promotion des exportations a conduit les Etats à délaisser les politiques d'autosuffisance alimentaire, qui avaient parfois été mises en place comme au Costa Rica. Celles-ci ont totalement été abandonnées dans les années 1990, où les plantations ont été encouragées par les organismes bancaires internationaux, au détriment de l'agriculture vivrière et paysanne. Cette dépendance se manifeste dans la balance commerciale des Etats, puisqu'en 2007 le maïs constitue en valeur la première importation agricole au Mexique, au Guatemala, et au Costa Rica, la seconde au Salvador et au Panamá, la troisième au Honduras et la cinquième au Nicaragua (***voir Annexe 4 : Principales importations et exportations des pays centraméricains en 1967, 1987 et 2007***). La vocation agricole des plaines caraïbes se maintient toujours à travers de nouvelles productions, ainsi qu'en témoigne l'apparition de nouvelles cultures, comme les plantes ornementales ou l'ananas *« Sweet ».* Cette espèce, conçue par la multinationale *Del Monte*, a connu une croissance exponentielle au Costa Rica depuis 2004. Ainsi, le Costa Rica reste le premier producteur de banane en Amérique centrale et le premier exportateur mondial d'ananas en 2009.[379]

[379] En 2007, au Costa Rica, les exportations cumulées de bananes et d'ananas ont rapporté 1,1 milliards de dollars, tandis que les importations de maïs coûtaient 140 millions de dollars. (FAOSTAT, 2007)

Le système agroexportateur maintient une organisation sociale très inégalitaire, où les acteurs nationaux sont clairement identifiés comme les nouveaux bénéficiaires du système, ce qui était moins le cas dans le cadre de l'enclave, en raison du caractère dominant des élites dirigeantes étrangères. Les hiérarchies socio-économiques restent clairement définies, et l'exploitation d'une main d'œuvre nombreuse et souvent temporaire entretient une tension sociale très sensible. Ces espaces conservent des géo-économies proches de celles d'il y à un siècle (nature, lieu de production, systèmes d'exploitation, division du travail…), bien que la diversification des activités soit marquée par le reflux des acteurs globaux, notamment dans la production.

2) Les territoires conquis : colonisation agraire et fronts pionniers

Les fronts pionniers renvoient à la notion d'ultime frontière qui caractérise la façade caraïbe de l'Amérique centrale. Ils représentent bien les dynamiques spatiales du second 20ème siècle et l'expansion des territoires ladinos au détriment des territoires indigènes. Nous avons déjà évoqué les politiques agraires des différents Etats centraméricains de l'isthme au chapitre 5, ainsi que la conquête du Darién, au chapitre 3, avant d'aborder celle du Petén au chapitre 10. Dans ces deux derniers cas, par le biais d'organismes représentant les intérêts conjoints des élites des hautes terres et des militaires, très actifs dans les années 1960 et 1970 (*Corporación bayano, FYDEP*), les Etats ont permis en un temps record la mutation de territoires de la subsistance en espaces agroexportateurs.

Cette conquête volontariste parfois très violente a fait l'objet de nombreuses critiques internationales, tant pour ses conséquences environnementales que sociales. Si la démocratisation progressive des régimes centraméricains dans les années 1990 a mis le holà à la colonisation officielle, celle-ci se s'est perpétuée de manière plus officieuse. Les défrichements illégaux se sont multipliés, profitant de l'atermoiement d'autorités considérant ces pratiques comme une soupape au malaise agraire lié à la très inégale répartition des terres. Aux entreprises de reconquête nationale ont succédé un peu partout des initiatives individuelles marquées par la déforestation sauvage sur l'ultime frontière forestière.

Les structures agraires de ces nouveaux territoires sont très différentes de celles héritées de l'enclave. A la concentration de la terre entre les mains d'une élite nationale ou transnationale, s'oppose la diversité des structures des nouveaux territoires conquis par les Ladinos, sur lesquels se sont installés des acteurs extrêmement variés : grands propriétaires, organismes liés aux militaires, coopératives, moyens et très petits exploitants… Les fortes tensions qui existent entre ces différents acteurs se fondent sur les incertitudes concernant le statut de la terre, qui oscille toujours entre propriété officielle et officieuse. A mesure que le caractère limité de l'espace est saisi, la lutte pour la terre devient de plus en plus féroce sur la façade. De nombreuses parcelles ont été occupées illégalement, notamment celles détenues par les compagnies agricoles états-uniennes. Le système de titularisation, de contrôle et de transfert de la terre maintient des hiérarchies très nettes, dans un contexte où l'état de droit peine à s'imposer.

Il est difficile d'opposer catégoriquement grand planteurs et petites tenures, agriculture d'exportation et agriculture paysanne destinée aux marchés locaux ou régionaux. Structures et productions sont assez variées : de nombreux petits planteurs participent ainsi à la production d'ananas, qui sont parfois exportés, tout en maintenant une agriculture vivrière et quelques cultures commerciales destinées aux marchés locaux (légumes, papayes…). La taille des exploitations est extrêmement variable, et la production des petits lopins de terre attenants aux maisons est aussi destinée à l'auto consommation. L'agriculture vivrière est toutefois peu développée, puisque la logique n'est pas à la subsistance, mais à l'intégration aux circuits économiques.

La possession de terre constitue assurément un symbole de réussite sociale, qui est cependant loin d'être partagée par la majeure partie de la population. Celle-ci est bien souvent seulement employée au gré des migrations saisonnières, tandis que les paysans sans terre se multiplient en raison du rachat des terres ou des dépossessions dont ils sont fréquemment victimes de la part des grands propriétaires. A ce titre, le destin des petits paysans ladinos et indigènes du Petén est assez similaire. De plus, la pluriactivité est très fréquente, faute de travail suffisant dans les petites exploitations. Certains paysans qui possèdent leur propre terre travaillent dans des structures plus importantes, notamment grâce à la mécanisation, à l'existence de coopératives, ou parce que le bétail peut être surveillé par les enfants dans le cadre d'une petite agriculture familiale.

Organisés ou illégaux, collectifs ou individuels, les fronts pionniers obéissent à des logiques proches, qui sont aussi celles de l'ensemble de la production agricole dans les interfaces ladinas. Spatialement, la colonisation s'effectue en périphérie des centres de production agricole hérités de l'enclave, souvent au détriment des territoires indigènes. Ces espaces sont très extravertis, puisque l'activité la plus rentable à moyen terme est l'élevage bovin, voire laitier, dont une grande partie est destinée à l'exportation.

3) Le bétail : un idéal ladino

L'essor du bétail symbolise assez bien celui du territoire ladino. Cette ancienne activité des basses terres pacifiques ou de la frontière forestière du Nicaragua a progressivement été transférée sur les basses terres caraïbes à partir des années 1970. Elle constitue désormais une activité majeure des différentes paysanneries ladinas. Surtout, elle représente l'idéal ladino, celui d'un territoire extensif comme celui de l'indépendance financière, qui se manifeste de manière variée, par quelques têtes de bétail consacrant le labeur d'une vie, à travers la conquête des terres vierges par les *ganaderos* (éleveurs), mais aussi par la réutilisation des terres ravagées des bananeraies.

Lorsque les cours des cultures spéculatives s'effondrent, l'économie centraméricaine s'adapte au manque de capital et d'innovation. Elle réadapte les anciens terrains bananiers pour les convertir en pâtures. Les Etats tiennent un rôle majeur dans ce processus.[380] Vendues par l'Etat ou simplement concédées à des lobbies puissants, comme aux militaires, les terres sont désormais aux mains de grands propriétaires qui privilégient l'exportation de la viande vers les Etats-Unis, à travers la véritable « *hamburger connection* » qui s'établit avec l'Amérique du Nord.

Si la déforestation illégale s'explique aussi par les nécessités de l'agriculture vivrière, David Kaimovitz estime que l'élevage occupe la majorité des surfaces défrichées. Dans tout l'isthme, le nombre de têtes de bétail passe de 600 000 en 1950 à 10 millions en 1978, pour

[380] Kaimovitz nomme deux responsables, l'Etat et l'idéologie libérale, et différents facteurs :
- *les marchés favorables au bétail ;*
- *les subventions pour le bétail et la construction de routes par le gouvernement ;*
- *les politiques de déforestation qui visent à établir la propriété de la terre ;*
- *le peu d'investissement de la production de bétail ;*
- *les politiques dépréciant les prix du bois et n'encourageant pas la sauvegarde des forêts.*

KAIMOVITZ, David, "Policies Affecting Deforestation for Cattle in Central America", pp. 51-66, in *Sustainable agriculture in Central America*, Jan P. De Groot ; Ruben Ruerd, Macmillan Press, 1997, 234 p.

stagner jusqu'en 1992. La baisse du nombre de têtes constatée dans les années 1980 pour l'ensemble de l'isthme est liée à la violence, aux mauvaises conditions économiques d'exportation de la viande et des produits laitiers, aux taux d'intérêts élevés et à l'extension des zones protégées. Mais l'activité reprend dans les années 1990 car elle présente peu de risques liés aux aléas climatiques et nécessite peu d'investissements.

Selon Kaimovitz, les seuls remèdes pour limiter l'activité consistent en la restriction des prêts pour le *ranching*, l'augmentation du prix du bois, la promotion de la préservation des terres indigènes, et surtout l'arrêt de la construction de routes, puisque pour un kilomètre de route, 200 à 400 hectares sont défrichés ! Malgré des politiques timides pour limiter ce phénomène en encourageant la production de grain et la stagnation consécutive aux guerres de la « décennie perdue » des années 1980, les tensions restent importantes entre les *ranchers* et les tenants de l'agriculture de subsistance, généralement des Indigènes, mais aussi quelques Ladinos. En effet, cette stagnation des années 1980 à l'échelle de l'isthme a pour corollaire le transfert des lieux de pâture des régions pacifiques aux basses terres atlantiques, où la croissance de l'élevage est permanente depuis l'après-guerre.

Une grande partie de la production de bétail est toujours aux mains d'acteurs économiques très puissants, qui sont liés aux filières de commercialisation des cultures d'exportation classique. En 2007, au Nicaragua, les exportations de produits liés à l'élevage sont capitales : en valeur, la viande bovine désossée est la seconde exportation derrière le café, le lait la septième, la viande bovine la neuvième (***annexe 4***). Au début des années 2000, dans l'exploitation de Lankin, dans le département guatémaltèque d'Izabal, la multinationale Del Monte a préféré vendre ses bananeraies au dixième du prix du marché pour éviter une grève. Les acheteurs, des *ganaderos* locaux, puissants alliés de la compagnie, font régner la terreur sur leurs nouvelles terres, que les anciens travailleurs des bananeraies occupent illégalement. Les *ganaderos* profitent de l'incurie des autorités en multipliant les menaces, les intimidations, voire les meurtres… Pour une ancienne employée occupant les terres, *« toute l'industrie, et pas seulement Del Monte, utilise l'élevage du bétail comme moyen de contrôler la terre. Il ne s'agit pas seulement d'une activité économique, c'est aussi un moyen de maintenir l'ordre. »*[381]

Pourtant, l'élevage de bovins n'est pas réservé aux seuls grands propriétaires terriens. Pour de nombreux petits paysans, le bétail constitue une assurance contre les aléas

[381] PACENZA, Matt, "Bananes amères pour les paysans du Guatemala", *RISAL*, février 2004 [http://risal.collectifs.net/spip.php?article821]

climatiques. Leur production n'est d'ailleurs pas nécessairement intégrée aux marchés mondiaux, mais plutôt destinée aux marchés locaux ou régionaux. Toutefois, l'activité incite au défrichement de nouveaux espaces, rendus nécessaires lorsque les terres ne nourrissent plus le bétail : on laisse paître quelques vaches dans les bois, puis la parcelle se pérennise et est rachetée par un grand propriétaire qui parvient à obtenir un titre.

Les paysans ladinos des marges de l'Atlantida hondurien qui se tournent vers l'activité vivrière sont pénalisés financièrement et leurs terres subissent tout de même les dégradations engendrées par le surpâturage.[382] Les petits paysans vendent leur terre aux éleveurs, avant de repartir plus loin vers la frontière pour cultiver d'autres espaces de la zone refuge. Les routes nécessaires à l'intégration du bétail favorisent à leur tour le cercle vicieux du couple déforestation / élevage. Bien que plus soutenable pour le milieu et moins prédatrice en terme d'espace, l'agriculture de subsistance subit la loi de l'intégration au marché mondial. Enfin, les fluctuations des prix à l'exportation fragilisent les petits exploitants de ces nouveaux territoires ladinos. L'extraversion de l'économie accroît la vulnérabilité de l'agriculture vivrière destinée aux marchés locaux, et les petits paysans sont souvent contraints de vendre leurs terres aux plus puissants.

On observe un système similaire dans l'élevage. L'espace est progressivement accaparé par un petit nombre, parfois en toute légalité, puisque les grands propriétaires s'efforcent de s'assurer juridiquement du contrôle des terres, profitant de l'absence de titres des Indigènes comme des paysans ladinos. Les petits éleveurs sont aussi victimes de la fluctuation des prix : ils sont contraints de vendre leur bétail ou leurs terres car ils ne bénéficient pas d'assez de capital pour attendre et jouer sur les fluctuations des prix.

L'essor de l'élevage du bétail est symptomatique de la transition territoriale sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale : l'idéologie ladina se fonde en partie sur le *ranching* sur les terres vierges. Comme l'affirme sans ménagement une publicité pour une banque costaricienne de *ganaderos* : *« la valeur d'une nation peut se compter au nombre de ses têtes de bétail »* ! L'élevage reproduit un système très hiérarchisé, accentuant la dépendance alimentaire et l'intégration des petits paysans aux logiques des marchés internationaux. Soit l'Etat favorise expressément l'élevage, soit il n'a pas la force de lutter contre les corporations d'éleveurs ou de s'opposer aux petits paysans qui défrichent illégalement pour faire paître

[382] HUMPHRIES, Sally, "Milk Cows, Migrants, and Land Markets : Unraveling the Complexities of Forest-to-Pasture Conversion in northern Honduras", in Economic Development and Cultural Change, 1998, pp. 95-124

quelques têtes… Ces espaces, qui constituent souvent des zones de non droit, contribuent à étendre le territoire ladino sur les espaces vierges et les territoires indigènes, accroissant la masse de paysans sans terres acculturés et le pouvoir des oligarchies rurales que l'on retrouve au sommet de l'Etat…

4) Des activités urbaines liées au territoire agricole (petits lieux centraux)

Le modèle territorial ladino est un modèle ouvert. Le territoire semble illimité, contrairement à la communauté indigène ou au rhizome ultramarin, qui sont des espaces strictement définis. La territorialité ladina n'est pas uniquement fondée sur les activités paysannes, bien que celles-ci soient très valorisées, mais aussi sur les activités urbaines qui ne manquent pas d'accompagner la conquête du territoire. Celles-ci sont de deux types, soit les urbains ladinos s'établissent dans les petites villes ladinas dont le fonctionnement est liée à l'activité agricole de production, soit le prolétariat ladino se masse aux portes de villes littorales consacrées à d'autres activités : terminaux portuaires ou pôles touristiques.

Si à proximité du point nodal caraïbe, on trouve encore des populations ultramarines, souvent éparses mais urbaines, les villes sont toujours plus marquées par le caractère ladino à mesure que l'on s'enfonce dans l'arrière-pays. Ce sont souvent des villes pionnières, poussiéreuses, sans passé, parfois établies par la compagnie bananière, souvent par les pionniers eux-mêmes. On est très loin des villes coloniales des hautes terres, et parfois seulement dans des villes rues, qui n'ont de fonction que celle d'intermédiaire entre les centres de commandement national, régional et local.

Toutefois, la diversification de l'activité bananière et des structures agraires a multiplié les activités liées à la ville, qui prennent un caractère formel dans l'agriculture. En amont, l'activité requiert des banques ou des magasins de matériel agricole, et en aval des usines de conditionnement, des activités liées au stockage, à la logistique, au transport routier… Le semis urbain de l'interface répond aussi à la logique de marché local, souvent d'une grande importance pour l'écoulement de la production. Il existe d'autres activités moins liées à la production agricole, comme les transports de voyageurs, les magasins de biens de consommation. Enfin viennent les activités plus informelles de la ville, comme celle des multiples vendeurs des rues, des cireurs de chaussure…

Ces petites villes intermédiaires comptant souvent de moins de 10 000 habitants, constituent l'armature urbaine de l'interface ladina, tandis que les points nodaux du système,

reliés à l'extérieur, sont des territoires beaucoup moins clairement identifiés. Ainsi, on ne circule pas fièrement à cheval dans une ville du littoral *stricto sensu*. Ces villes répondent à d'autres fonctions et les *vaqueros* n'ont aucune raison de s'y rendre. Les Ladinos jouent souvent ici le rôle de prolétariat urbain, soit dans les activités liées à l'exportation agricole (port, conditionnement…), soit dans les activités liées au tourisme, comme à Cancún. La mobilité ladina est surtout spatiale, la mobilité sociale restant très faible. Le côtoiement des riches et des pauvres engendre une violence quotidienne certaine, héritière de la division du travail dans les grandes exploitations du cœur de l'isthme, où les *peónes* sont très peu considérés. La violence diffère suivant les pays, mais elle est extrêmement sensible au Guatemala ou au Honduras, où les tensions pour le contrôle de la terre sont exacerbées. Signe de l'acceptation générale du système, la violence ne s'exerce que rarement envers les riches, protégés dans leurs haciendas par des gardes du corps, mais plutôt à l'encontre de la masse des travailleurs.

Grâce à l'activité bananière, l'économie d'enclave a paradoxalement permis aux Etats centraméricains d'établir leur souveraineté sur le territoire national, par la transformation d'un territoire globalisé (la bananeraie au tournant du 20ème siècle) en un territoire ladino (les mêmes lieux actuellement). La période de structuration des Etats dans l'immédiat après-guerre a permis cette transition territoriale, d'une part par l'intermédiaire de la très forte pression démographique des populations ladinas, et d'autre part par la prise de contrôle des moyens de production, la propriété de la terre, par des acteurs plus « nationaux ». Néanmoins, la principale activité économique, la production agricole, reste liée aux anciens circuits : les compagnies étrangères gèrent toujours la commercialisation de la production.

La mise en valeur de la façade caraïbe a finalement été peu planifiée, ni réellement concertée, hormis au Quintana Roo. Ce dernier est un bon exemple de mobilité ladina organisée autour d'un continuum terrestre caractérisé par des activités complémentaires. L'essor démographique qui l'accompagne interpelle aussi sur la soutenabilité du processus en termes de ressources. Ciudad Cancún, la ville mexicaine, devait être un modèle de ville harmonieuse, mais l'afflux de migrants a modifié la donne : elle s'étend de façon désorganisée sur les espaces laissés vacants par les énormes infrastructures routières ou aéroportuaires. Les travailleurs, qui ne séjournent généralement pas sur l'île, sont pour la plupart des migrants

mexicains, originaires de l'ensemble du Mexique, mais aussi du Yucatán, d'où des migrations pendulaires ou saisonnières importantes. Les hommes sont davantage représentés, quand de nombreuses femmes travaillent dans les maquilas de l'Etat du Yucatán, à El Progreso. L'expansion démographique ladina cerne désormais la ville globalisée et le Quintana Roo fait de plus en plus figure de territoire ladino, puisque la population s'identifie très majoritairement à la nation mexicaine. Au Quintana Roo, les spécificités de l'Etat mexicain (réserve de main d'œuvre, capitaux nationaux..) ont joué un rôle important pour transformer en moins de quarante ans une marge indigène en interface, par l'intermédiaire de l'enclave touristique de Cancún.

Par son ampleur et sa soudaineté, l'émergence de l'interface du Quintana Roo est exceptionnelle sur la façade caraïbe. Ailleurs, la conquête des marges indigènes s'est généralement effectuée par le biais d'acteurs variés, individuels ou plus ou moins liés aux Etats, bien que ces derniers aient dans une large mesure encouragé le processus. En raison de la collusion entre entrepreneurs et dirigeants nationaux, les différentes activités restent très peu réglementées. La création de richesse à moyen terme s'impose sur la gestion raisonnée des ressources. Les importants dégâts environnementaux ne sont pas engendrés par les seules activités agricoles, mais apparaissent comme une conséquence de la conception extensive d'un espace illimité, que l'on retrouve dans toutes les activités humaines, qui associent exploitation du bois, destruction de la mangrove littorale, pollution des nappes phréatiques et lessivage des sols…

L'Etat a généralement établi sa souveraineté sur des territoires antérieurement marqués par d'autres territorialités, indigènes ou globalisées. Mais si ces différentes géo-économies sont très souvent contrôlées par des acteurs nationaux, ces derniers, hormis dans le cas des défrichements ou des occupations illégales des petits paysans, disposent de connexions à d'autres échelles que celle où s'effectue la production. L'élite transnationale se développe dans les métropoles ou les pôles touristiques comme à San Pedro Sula ou Cancún, quand la plupart des acteurs locaux restent impuissants face à un modèle économique agroexportateur qui a seulement adapté le principe de l'enclave au territoire national. A ce titre, plus que les activités économiques, qui subissent toujours un important tropisme ultramarin, c'est le processus de ladinisation qui explique cette « incorporation ».

B/ Société ladina et idéologie nationale

La constitution des interfaces ladinas résulte de deux phénomènes spatiaux. Le territoire ladino s'étend sur des espaces jusqu'alors contrôlés par des acteurs très peu liés aux Etats, tandis que des populations extérieures viennent d'autre part s'y intégrer, en provenance des hautes terres ou des territoires indigènes. L'accroissement continu du territoire et le brassage ethnique sont deux traits majeurs d'une société ladina cimentée par une véritable idéologie nationale.

Les processus d'intégration à la société ladina sont complexes et variés. L'idéologie *policlasista* est surtout discursive, et ne doit pas faire croire à une société où la mobilité sociale est importante. Bien que les changements d'emplois soient fréquents, ils restent subalternes pour la grande majorité de la population, puisque les inégalités sociales sont une composante indissociable de cette société « ouverte » ou « libérale », parfois fondée sur le salariat, mais aussi sur l'entreprise individuelle (front pionniers, auto entreprenariat urbain…). Les hiérarchies ethniques restent bien ancrées, et si elles intègrent progressivement les populations indigènes par des migrations temporaires, puis définitives, du fait de la disparition de leurs propres territoires, la mobilité est ici essentiellement spatiale.

1) Dynamiques migratoires et brassage ethnique

Contrairement au territoire indigène, le territoire ladino se fonde sur le métissage, valeur prônée par l'idéologie de chacune des Républiques. Le basculement des équilibres démographiques voit depuis l'après-guerre les populations ladinas marginaliser les autres. Le phénomène, déjà largement évoqué dans le chapitre 3, transcende les traditionnelles frontières culturelles de l'isthme, puisque les populations métisses sont même devenues depuis quelques années majoritaires à Belize. Dans le modèle de territoire ladino, la dynamique démographique est unilatérale, puisque la proportion de population ladina est en accroissement permanent, étant donné que les immigrants se ladinisent.

La puissance démographique est un élément déterminant dans la mise en place des territoires ladinos. Nous nous étions référés à la carte des densités municipales au troisième chapitre pour mieux localiser ces territoires. Les densités de population des municipes de la façade supérieures à 50 habitants par kilomètre carré indiquaient fréquemment des territoires ladinos, souvent des anciens terrains de la banane transformés en interfaces, tandis que les

densités comprises entre 25 et 50 représentaient souvent des zones périphériques, comme dans le cas des fronts pionniers au Petén et au Nicaragua.

En tant qu'espaces de transition connaissant des dynamiques migratoires multiples, les territoires ladinos sont parcourus par de fortes tensions ethniques. Celles-ci sont spatialement différenciées suivant plusieurs facteurs : la précocité des vagues migratoires, la capacité de l'Etat à intégrer – ou plutôt à désintégrer – les spécificités ethniques, l'organisation des groupes ethniques et leur capacité de mobilisation, enfin, le rapport qu'entretiennent les groupes minoritaires avec les acteurs globaux, qui peuvent éventuellement les prémunir de la volonté d'assimilation des Etats.

En quelques décennies, ces espaces faiblement peuplés se sont convertis en réceptacles de l'excédent démographique du cœur de l'isthme, après avoir accueilli au début du 20ème siècle des populations ultramarines. Ces migrations répondent souvent à l'attrait d'une activité productive salariée ; les migrants ont en commun d'être pauvres et de disposer de leur seule force de travail, dépossédés de leur terre par l'émergence de grands domaines sur l'autre versant de l'isthme ou venus de Jamaïque il y a près d'un siècle. D'un point de vue ethnique, c'est une mosaïque impressionnante, puisque même l'immigration européenne a été mise à contribution pour la construction du Canal : Indigènes, Ladinos de longue date, Noirs de l'isthme ou des îles, Italiens, puis Coolies indiens ou chinois. La migration provient désormais surtout du cœur de l'isthme, éventuellement d'un pays tiers, comme dans le cas des migrants nicaraguayens au Costa Rica, mais parfois aussi des territoires indigènes de la zone refuge, puisque ces zones de croissance économique génèrent une forte immigration, souvent saisonnière.[383]

La composition ethnique diverge selon qu'il s'agit de front pionniers ou d'anciennes enclaves. Dans le premier cas, ce sont des espaces nouvellement mis en valeur par des populations métisses ou dont ont été dépossédés les Indigènes. Dans le second cas, les populations ultramarines sont progressivement intégrées, bien qu'elles conservent parfois leur propre territorialité, réduite dans l'espace, à travers des activités ou des quartiers spécifiques : les niches socio-économiques de Limón (le port, l'hôpital) ou le quartier garifuna de Puerto Barrios…

[383] Les migrants nicaraguayens proviennent aussi du cœur de l'isthme, des plaines centrales du Nicaragua ou des marges orientales pionnières. D'autre part, ils transitent par les hautes terres du Costa Rica, bien qu'il existe des routes illégales sur la façade caraïbe.

Les situations divergent fortement selon les contextes nationaux. Au Guatemala, la puissance démographique des hautes terres s'est précocement exprimée sur la façade caraïbe, et les migrations antillaises y ont été relativement faibles au début du 20ème siècle. Celles-ci ont été bien plus importantes au Honduras ou à Bocas del Toro, où elles sont conjuguées à des migrations de Salvadoriens. Au Mexique, la naissance d'une interface caraïbe est beaucoup plus tardive, et il n'y a pas eu de migration internationale en provenance de la Caraïbe, puisque la conquête de cet espace de marges mexicain s'est effectuée indépendamment de l'enclave bananière. Le Quintana Roo est essentiellement un Etat de migrants, qui se différencient selon leur région de départ : ce sont surtout des métis en provenance du centre du Mexique et des régions éloignés, tandis que les Indiens viennent essentiellement de la péninsule yucatèque.

Les tensions restent très vives entre des populations ultramarines, indigènes et ladinas qui conservent des spécificités culturelles importantes, bien que les territorialités antérieures se diluent peu à peu dans le processus généralisé de ladinisation. Ce dernier est profondément ancré dans les pratiques des Républiques centraméricaines, où les élites dirigeantes ont progressivement adopté, tout en l'appliquant de manière différenciée, ce qui constitue une véritable idéologie métisse ou ladina.

2) L'idéologie ladina

La société ladina est une société « ouverte », selon la définition de Wolf. Le métissage est le seul principe susceptible de fédérer des populations d'origines extrêmement variées. Le métissage constitue surtout une norme identitaire, à vocation nationale, qui doit se substituer aux anciennes divisions raciales ou culturelles de la colonie. Les élites centraméricaines adoptent progressivement cette idéologie métisse ou ladina au cours du 19ème siècle.

Toutefois, l'idéologie ladina conduit inéluctablement à l'ostracisme de populations considérées comme des freins à l'affirmation de l'Etat-nation. Même au Costa Rica, l'idéologie introduite après la guerre civile de 1948 insiste sur le caractère *policlasista* de la société : il n'existe pas d'autres divisions que celles des classes sociales. L'homogénéité ethnique prônée par l'Etat – ou plutôt la négation du particularisme ethnique et culturel – est indissociable de son hispanité, ou de son caractère ladino, selon notre définition.

D'ailleurs, l'idéologie *policlasista*, après l'invention du *ladino*, vante l'uniformité toute théorique des nations centraméricaines et sert autant à cacher la discrimination des minorités noires ou indiennes qu'à masquer la prépondérance d'une élite blanche. L'Etat blanc costaricien a assumé la succession de la compagnie bananière, avant de la rétrocéder à des acteurs privés. Ce *blanqueamiento*, que l'on retrouve dans tous les pays de l'isthme, Belize inclus, et qui se fonde sur des distinctions raciales, se meut progressivement en une solidarité de classe motivée par les nécessités de la reproduction sociale. A Cancún, San Pedro Sula ou Colón – ville où elle travaille plus qu'elle ne réside, préférant Panamá City –, cette classe dirigeante politico-économique s'est mue en élite transnationale, après avoir été en étroite relation avec le pouvoir global, dont elle est l'interlocuteur privilégié depuis un siècle. Cette véritable classe transnationale est très fortement influencée par le modèle nord-américain, fait ses études aux Etats-Unis et part en vacances à Miami. Néanmoins, elle clame avec fierté son appartenance nationale, voire régionale, et mange encore parfois des *frijoles*.

Bien que la filiation avec les sociétés européennes soit importante, ces sociétés ladinas ressemblent surtout aux sociétés sud-américaines. « Extrême occident », peut-être, quand la pauvreté et la richesse, donc la violence, ne subissent plus de contrôle. Mais surtout, ces sociétés sont le produit de la colonisation et de l'indépendance, d'histoires variées qui s'affirment aussi à travers un territoire propre qu'elles visent à contrôler. Il y a bien une logique endogène d'enracinement, un véritable processus identitaire qui anime une Amérique espagnole et métisse au-delà des frontières de l'isthme.

L'idéologie ladina est un discours des élites blanches qui a pour vocation l'identification nationale. Tout le monde peut devenir ladino. Si la ladinisation de ces interfaces caraïbes est surtout effective à travers le critère linguistique, la promotion sociale reste possible grâce à la maîtrise de l'anglais, ce dont témoigne la situation privilégiée de certains Noirs à Limón. Il ne suffit toutefois pas seulement de parler espagnol mais aussi de souscrire à de nombreux codes. Toute l'ambiguïté de cette identité est qu'elle est la seule officielle, nationale. Les autres identités ne sont donc pas reconnues, ce qui sous-entend qu'il faut y renoncer pour s'intégrer, comme à leurs sociabilités, ou à leur propre territorialité pour les Indigènes et certains groupes de populations ultramarines qui ont réussi à maintenir des relations à l'espace privilégiées.

Les discriminations de la société *policlasista* ne se fondent en réalité pas sur les seuls critères sociaux, mais aussi sur les distinctions ethniques auxquels elles sont étroitement liées. Il faut d'ailleurs différencier les populations en fonction de leur territorialité passée. La transition territoriale peut-être plus ou moins acceptée, ou aménagée, en fonction du lieu d'origine. Les processus de ladinisation prennent des formes différentes selon qu'elles concernent des groupes sociaux indigènes ou ultramarins. Les Noirs de Limón ont accepté un processus de ladinisation exceptionnellement favorable qui les a maintenus dans une situation sociale privilégiée. Chez la plupart des populations ultramarines, il n'y a pas d'opposition fondamentale au principe national, puisque ce sont des populations qui ne se sont pas historiquement construites contre l'administration coloniale, puis l'Etat. En revanche, les Indigènes de la zone refuge conçoivent généralement cette adhésion à l'identité ladino comme exclusive, et à ce titre menaçante pour leur propre identité communautaire.

Les anciennes solidarités sociales, communautaires ou ethniques peinent à affronter cette brusque entrée dans un territoire régi par d'autres principes, ceux d'un Etat qui y délègue fréquemment l'exercice de la violence à des acteurs moins légitimes : Armée, multinationales, oligarchies terriennes... Pourtant, la solidarité communautaire se maintient fréquemment au sein des cercles restreints de la famille ou du village, qui se perpétuent à la ville. Mais les Indigènes qui vivent comme des Ladinos, dans les territoires ladinos, sont en permanence menacés par la perte de leur identité, donc de leur appartenance sociale et territoriale.

Il existe aussi des distinctions d'importance selon l'origine des migrants ladinos. Les tensions sont par exemple nombreuses entre métis costariciens et métis nicaraguayens venus travailler dans les plantations de la province de Limón. Il existe aussi des rivalités entre populations ladinas anciennement installées et migrants originaires des capitales centraméricaines. Les territoires ladinos de la façade sont souvent des lieux récents, qui n'ont guère plus d'un demi siècle. Le transfert des sociabilités des hautes terres ne s'est pas effectué sans mutations. Celles-ci sont d'ailleurs profondément liées à la spécificité d'un ancien espace répulsif, à la nouveauté du territoire, et à l'idéologie de la conquête des terres vierges. Sur la façade caraïbe, les codes culturels ladinos demeurent extrêmement marqués par les standards globaux : individualisme, compétitivité, rejet du passé et des comportements traditionnels… Si la religion catholique reste dominante, elle subit une vive concurrence de son homologue protestante, particulièrement sur les anciens territoires globalisés ou indigènes.

Par certains aspects, ce territoire est national, mais le terme est par trop englobant. Il est en revanche clairement ladino, si l'on insiste sur les caractéristiques sociales les plus signifiantes du terme, l'assimilation et la prolétarisation. Il correspond assez bien à la définition identitaire évoquée dans le quatrième chapitre. La territorialité ladina est profondément caractérisée par ces densités importantes, par le foisonnement des marchés, paradoxalement révélateur d'une pauvreté palpable, mais aussi par un idéal pionnier, une vision extensive d'un territoire à conquérir. La population ladina constitue le moteur de cette territorialité ladina, qui ne saurait exister sans sa puissance démographique.

C/ L'interface ladina : une marge transnationale ?

Les géo-économies de l'interface, bien qu'assez diversifiées, présentent un continuum spatial qui assure la cohérence de cet espace et le fonde en tant que véritable territoire. L'idéologie qui cimente la société ladina accroît encore cette prégnance des sociétés sur l'espace. L'interface reste néanmoins un système spatial qui s'est en partie greffé sur des héritages multiples, transition territoriale dont il est nécessaire d'évoquer les fondements conceptuels dans un premier temps. Ceux-ci permettent de saisir le fonctionnement d'un système marqué par deux logiques, continentale et ultramarine, à tel point que les interfaces ladinas, qui ne présentent que très peu de connexions transfrontalières nationales entre elles, apparaissent comme des espaces bipolaires. La diversité des interfaces nationales sera évoquée, notamment par l'intermédiaire de San Pedro Sula, au Honduras, qui fait davantage figure de centre inversé, eu égard à l'inversion des polarités au sein du petit Etat ; cet exemple illustre bien la forte résilience des réseaux globaux au sein de cette véritable marge transnationale.

1) De l'enclave à l'interface

Le glissement de l'enclave à l'interface est une transition territoriale des espaces ultramarins à ceux de l'Etat. Ce dernier s'impose par l'investissement dans la terre et la logique migratoire. Quand ne il dispose pas de suffisamment de main d'œuvre, il la fait venir des Etats voisins, comme au Costa Rica. Dans le cas contraire, l'extraterritorialité est maintenue faute de population ladina, l'enclave reste une enclave au sens qu'elle prenait aux débuts de la bananeraie : une entité qui échappe encore au pouvoir ladino.

Le reflux de l'enclave

L'enclave bananière se substitue à l'Etat en reprenant ses principales prérogatives, qui diffèrent suivant les rapports de force entre Etats et compagnies bananières : réglementation intérieure propre, travailleurs et familles encadrés par un système éducatif et sanitaire « d'avant-garde », hiérarchies basées sur les appartenances ethniques... Toutefois, cette diversité des enclaves bananières est beaucoup moins nette que les différentes organisations sociales qui existent sur les hautes terres, comme le prouve la distinction entre les grands

planteurs guatémaltèques et salvadoriens et la moyenne paysannerie costaricienne.[384] C'est aussi cette diversité des structures sociales, donc de l'organisation des classes dominantes qui composent l'Etat, qui explique les disparités dans la prise de contrôle des territoires de l'enclave par les Etats qui s'opère dans les années 1950. Le basculement des enclaves bananières en interface est plus ou moins abouti, et s'effectue selon des modalités et des temporalités variées.

Les raisons pour lesquelles l'enclave classique périclite et son espace passe de l'extraterritorialité à une territorialité propre, proche de celle qui existe dans le reste de l'isthme, sont de quatre ordres. Elles sont d'abord économiques et liées à la conjoncture internationale. Les compagnies ne sont pas toujours au faîte de leur puissance : la baisse de la production de bananes de 1930 à 1945, puis à partir de 1975, amoindrit considérablement leur rôle dans la balance commerciale des Etats, qui rachètent éventuellement les terres, puisque les réformes agraires se heurtent aux intérêts des multinationales. Le reflux des firmes multinationales s'explique aussi par des raisons écologiques. La destruction des écosystèmes rend les enclaves agricoles moins productives ; si elles se contentent de se déplacer au début, bénéficiant d'un espace ouvert et conçu comme infini, elles sont parfois amenées à compenser leurs dégradations et préfèrent se désengager. L'intégration de la bananeraie au territoire national se fonde en outre sur des critères socio-culturels. Les hiérarchies socio-ethniques de la bananeraie, qui favorisaient les migrants antillais, s'effacent progressivement devant l'expansion des populations ladinas qui deviennent majoritaires après-guerre. Ces dernières intègrent les structures de production des grandes plantations, mais s'établissent aussi alentour par l'intermédiaire des politiques de colonisation des Etats et de fronts pionniers spontanés. La hiérarchie « ultramarine » est progressivement remise en cause par l'idéologie nationaliste qui soude la société ladina. Enfin, politiquement et symboliquement, des Etats membres des organisations internationales, disposant eux-mêmes de leur propre organisation régionale, ne peuvent accepter cet affront à leur souveraineté.

---

[384] *"Dans son texte classique, Torres-Rivas conclut que le sous-développement centraméricain est le résultat de l'investissement étranger et de la dépendance. Dans la pratique, les résultats des processus de développement économique et social sont différenciés. Tandis que le Honduras et le Nicaragua dépendent totalement de l'investissement étranger, au Guatemala et au Salvador, bien que l'investissement étranger soit considérable, le café produit autant de richesse que de pauvreté. Le développement du Costa Rica s'est effectué différemment, pendant que les Etats-Unis investissaient dans la banane, les élites locales ont consolidé leur pouvoir économique et leur indépendance vis-à-vis de l'Etat. Ainsi, en Amérique centrale, le mode d'intervention étrangère dans la politique locale a favorisé une conscience politique entre les groupes subalternes qui ont changé la politique et la société de l'isthme."*
FUMERO, Patricia, *Centroamérica: desarrollo desigual y conflicto social, 1870-1930*, Centro de Investigaciones en Identidad y Cultura Latinoamericanas, Universidad de Costa Rica, 2004 ; 56 p.

Tableau 24 : Critères de différenciation entre l'enclave bananière et l'interface

	Enclave bananière	**Interface**
Capital	Etats-Unis*	Capital mixte : national / Amérique du Nord, Europe, Asie
Centre(s) de décision	Etats-Unis : éloignés*	Emboîtement d'échelles : internationaux, nationaux, locaux ; centres relais, filiales locales…
Intégration industrielle	Intégration verticale et horizontale*	Il s'agit toujours de productions matérielles, notamment agricoles (la production de service s'effectue surtout dans les territoires G). La concentration verticale n'existe plus, car la commercialisation est séparée de la production. L'intégration horizontale, parfois effective faute de « lois anti monopoles » dans la production, existe surtout dans la commercialisation.
Enclave politique et juridique	Les lois nationales ne sont pas reconnues*	Les lois nationales s'appliquent théoriquement dès lors que le capital extérieur ne contrôle plus l'espace, mais leur application est déléguée à d'autres acteurs. La dérogation juridique est maintenue dans le cas du canal de Panamá, ou dans les ports francs et les maquiladoras (territoires G au sein de l'interface) ; ailleurs, la dérogation n'est qu'officieuse (salaires et législations du travail non respectées, notamment vis-à-vis de la main d'œuvre migrante).
Infrastructures	L'investissement est lié aux chemins de fer et/ou au transport maritime*	Les routes goudronnées ont totalement remplacé le fer. Le transport maritime reste fondamental pour interconnecter l'interface au système-monde, même si le transport aérien peut éventuellement s'y substituer pour les biens à haute valeur ajoutée. Les flux informatifs jouent un rôle prépondérant.
Souveraineté	L'Etat ne peut pas développer cette enclave où il n'est pas souverain : l'enclave est Etat dans l'Etat*	La souveraineté nationale est limitée par la très forte intégration de ces interfaces aux logiques des marchés mondiaux. Mais le pouvoir politique n'est plus exercé de l'extérieur. Néanmoins, l'importance des investissements économiques dans l'interface et l'émergence d'une élite transnationale rendent l'Etat de moins en moins interventionniste depuis les années 1990 et le « régionalisme ouvert ».
Dépendance de l'agro exportateur	La bananeraie renforce l'orientation agricole et la dépendance envers les marchés mondiaux*	Les exportations agricoles restent très dépendantes des marchés, bien qu'elles se soient diversifiées : palme, melon, citriques, ananas… Il existe néanmoins des structures agraires très variées au sein de l'interface, dont une agriculture paysanne mixte (vivrière et commerciale vers les marchés locaux). La dépendance alimentaire est accrue par la dépossession des petits exploitants et l'essor du bétail.
Prolétarisation	Prolétarisation des travailleurs de la bananeraie et des ports*	La prolétarisation (ladinisation) est très nette dans l'interface. La concurrence mondiale tire les salaires à la baisse. Les fronts pionniers se multiplient en périphérie de l'interface.
Hiérarchies ethniques	**Blancs >** **Noirs >** **Ladinos et Indigènes**	**Blancs (élite créole et transnationale) >** **Ladinos** **(les Noirs sont progressivement exclus et les Indigènes ladinisés)**
Période	**Début du 20ème siècle**	**Début du 21ème siècle**
Modèle	**G**	**L**

* Critères de définition de l'enclave bananière chez Torres-Rivas, op. cit., 1971

L'interface comme espace de transition

Sur les mêmes espaces qu'un siècle plutôt, les critères de définition de l'enclave ne sont plus valides (***tableau 24***). Ces mutations retracent les évolutions de l'économie mondiale et des rapports de force sur la façade caraïbe de l'isthme. L'origine du capital s'est diversifiée, puisqu'il est désormais aussi détenu par des acteurs nationaux. De la même manière, les centres de décisions se sont multipliés, notamment au sein des pays, et la production est désormais organisée par des entrepreneurs nationaux ou des filiales de multinationales : la globalisation a matériellement et virtuellement rapproché les centres de décision.

L'intégration horizontale est remise en cause par la multiplication des acteurs, bien que cette logique concurrentielle reste défavorable à la rémunération du travail. L'intégration verticale a été plus ou moins délaissée par les multinationales, selon les cas, qui ont pris le parti d'une exploitation déterritorialisée en réduisant leurs investissements. Celles-ci préfèrent souvent laisser les risques écologiques (scandales environnementaux), sociaux (grèves) ou économiques (fluctuation des prix des matières premières agricoles) aux entrepreneurs nationaux et se consacrer à la commercialisation, filières qu'elles maîtrisent dans leur intégralité, puisque les producteurs nationaux ne disposent pas de capital suffisant pour diversifier leur activité en aval.

L'Etat d'accueil a réussi à établir sa souveraineté en privilégiant la continuité territoriale par divers biais : rachat des terres des multinationales, attribution de nouvelles terres « vierges » pour la colonisation, titularisation des occupations et des défrichements illégaux… La souveraineté juridique est rendue aux anciennes enclaves, mais la nature de la production, tournée vers l'exportation agricole, rend l'activité extrêmement dépendante, voire tributaire des marchés étrangers. Dans la pratique et malgré la réincorporation juridique, la loi y reste moins appliquée que sur les hautes terres : les entrepreneurs agricoles bafouent les législations sur la travail, notamment lorsque la main d'œuvre est constituée de migrants ladinos étrangers ou d'Indigènes. L'interface ne permettant pas d'intégrer toute la population dans une activité agricole salariée, les fronts pionniers se multiplient sur les franges vierges ou indigènes. Les structures agraires et les tailles des exploitations sont très diversifiées, notamment à mesure que l'on s'écarte de la zone centrale, marquée par une concentration de la terre importante, souvent aux mains d'oligarchies terriennes liées à celles des hautes terres.

Ces interfaces présentent des organisations spatiales récurrentes qui diffèrent des territoires des hautes terres de l'isthme. Leur mise en place s'est effectuée de manière similaire et elles sont marquées par une cohérence interne. Ainsi, dans la zone centrale, autour de l'infrastructure transisthmique, le contrôle de la terre est mixte, entre des acteurs nationaux et globaux qui restent très présents, notamment dans les activités post-productives. Pour généraliser, la taille des exploitations diminue à mesure que l'on se rapproche des zones périphériques de chaque interface, bien qu'il existe de nombreuses exceptions. La continuité spatiale est facilitée par le réseau routier, qui ne s'étend jamais au-delà des frontières nationales.

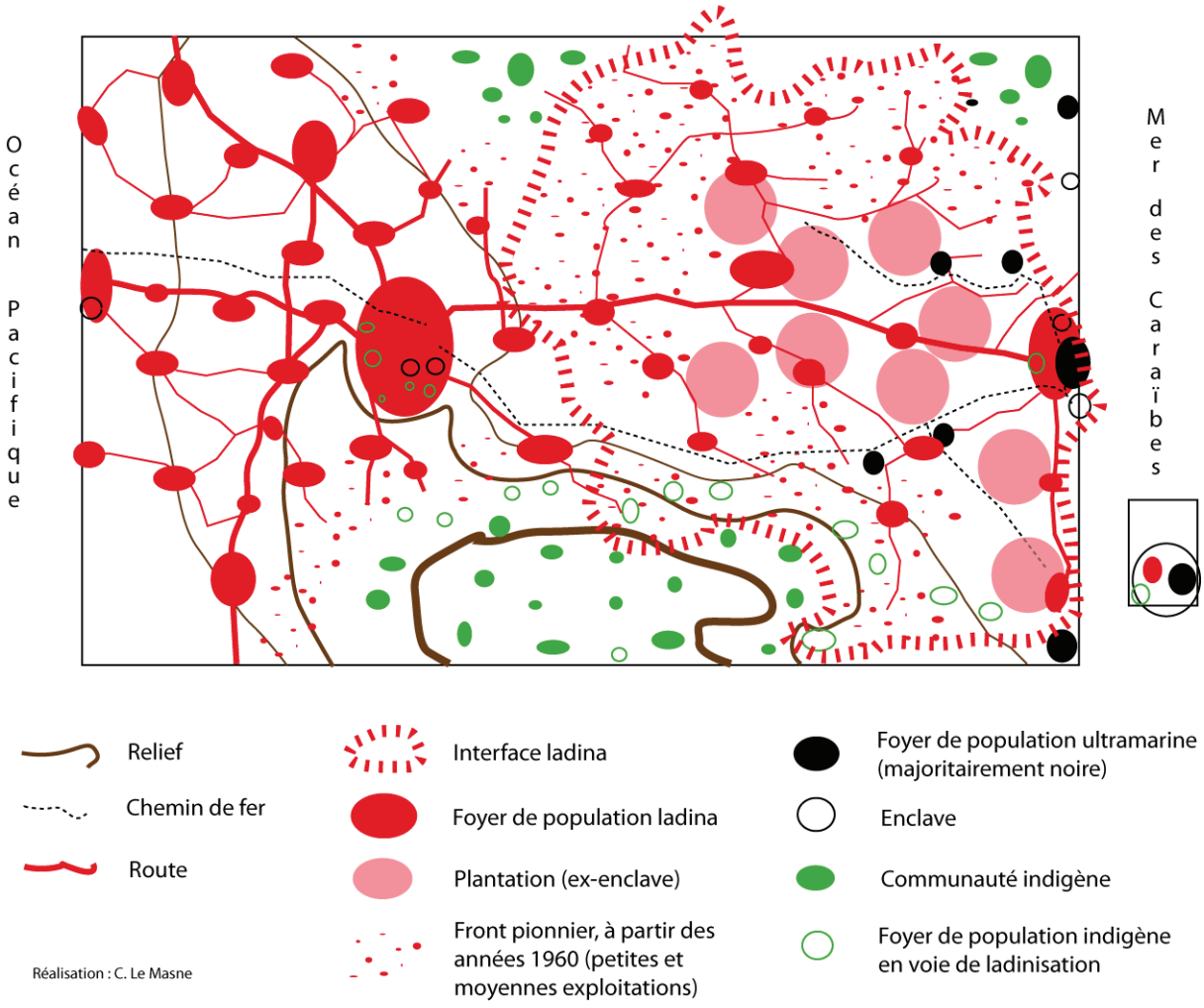
Ces interfaces sont aussi relativement cohérentes en raison de critères socio-culturels, puisque la ladinisation agit comme un catalyseur pour des groupes humains qui connaissent une grande mobilité. La territorialité ladina y reste néanmoins sujette à des influences multiples, car cet espace est localisé à la confluence des traditionnelles sphères d'action des acteurs globaux, nationaux, voire de celles, plus locales, des populations indigènes. Enfin, l'interface est politique, puisque les structures de contrôle de l'Etat y sont encore plus défaillantes que sur les hautes terres, en raison de la présence d'acteurs plus ou moins indépendants des Etats : Armée, pandilleros, trafiquants, entrepreneurs transnationaux, oligarchie terrienne…

L'interface est un espace de contact, un territoire dynamique, conquérant, qui intègre progressivement les territoires indigènes et globaux à sa logique d'organisation de l'espace, bien que la connexion avec les acteurs globaux s'effectue souvent par l'intermédiaire de nœuds toujours caractérisés par l'extraterritorialité, qui sont plus ou moins inclus au sein de l'interface. La très forte influence des acteurs globaux, qui conservent une mainmise sur les territoires les plus stratégiques, prend des formes multiples, notamment au sein des villes littorales qui polarisent les activités.

2) L'interface ladina : un système spatial bipolaire

La ***figure 9*** montre les deux systèmes d'organisation qui coexistent dans l'interface ladina tout en soulignant la discordance entre système économique et système social dans le cas des populations noires. Elle néglige volontairement l'organisation spatiale des hautes terres, où les structures agraires sont plus diversifiées en fonction de configurations nationales différentes.

Figure 9 : L'interface ladina (modèle théorique)



La métropole nationale assure le rôle de centre de commandement politique, qui se matérialise à travers des circonscriptions régionales et municipales récemment créées. La métropole a aussi progressivement établi un contrôle sur les activités économiques.

Celles-ci sont très souvent liées aux capitaux nationaux, en ce qui concerne la production, et le réseau urbain rend bien compte d'un emboîtement d'échelles qui place la capitale centraméricaine au sommet de la hiérarchie productive. Le réseau routier établit des connexions entre les villes et des petits foyers de peuplement de tailles toujours inférieures à mesure que l'on s'éloigne de l'axe principal de l'interface. Autour des petites villes de l'intérieur, l'habitat est très dispersé, diffus, autour du réseau routier qui intègre progressivement l'ensemble de la façade caraïbe au territoire ladino. Les exploitations agricoles s'étendent le long des routes, leur taille diminuant généralement à mesure que l'on s'éloigne de l'axe de l'interface, c'est-à-dire de la route qui relie la capitale au port. Ces réseaux routiers s'arrêtent aux frontières nationales, qui constituent toujours des marges déprimées, des aires protégées ou les derniers territoires des Indigènes. Cette absence de relations transfrontalières accroît la cohérence de l'interface ladina et le rôle central de l'infrastructure transisthmique.

Pourtant, ce système de hiérarchie urbaine classique proche des « lieux centraux » est concurrencé par un second réseau qui ne répond pas aux mêmes fonctions et ne correspond pas au même niveau scalaire. Le pôle caraïbe, c'est-à-dire le port, constitue toujours un nœud essentiel du système, puisque c'est par lui que s'effectue la connexion des économies centraméricaines, très extraverties, avec le système-monde. L'activité touristique rend aussi compte de cette bipolarité, que l'on retrouve à Cancún et à un degré moindre à Bocas del Toro. Si les points nodaux de connexion au système global, les « interfaces de l'interface », sont de plus en plus confrontés à la continuité et à l'expansion territoriales ladinas, ils conservent toujours une forme d'extraterritorialité : port de conteneurs concédé, port autonome de JAPDEVA, port de croisiéristes, aéroport… Comme nous le verrons à Puerto Limón, les nouvelles fonctions liées à la diversification des activités agricoles et au retrait des compagnies (stockage, transport routier, conditionnement…) sont désormais exercées par des entrepreneurs locaux, ladinos. Si les acteurs globaux refluent en ce qui concerne la production, ils contrôlent toujours les filières de commercialisation. L'enclave s'est donc souvent restreinte à un point de contact très réduit, mais qui constitue un relais stratégique fondamental. Les dynamiques de ce point nodal illustrent bien les rapports de force entre acteurs nationaux et globaux : ces dernières années, les ports ont été concédés à des investisseurs extérieurs après avoir été nationalisés après-guerre.

Cette versatilité du pouvoir global engendre aussi de fortes répercussions socio-culturelles, puisque les populations ultramarines n'apparaissent plus nécessairement comme les alliées des acteurs globaux. Le nœud, port, aéroport, ou centre de télécommunications, constitue néanmoins toujours un pôle de diffusion pour le pouvoir global, mais celui-ci s'effectue désormais par l'intermédiaire du « soft power », sans égard particulier pour les populations qui lui étaient anciennement liées.

Les villes du territoire ladino sont plus ou moins empreintes de cette territorialité à mesure que l'on s'approche du point nodal de connexion avec le système-monde. Les ports de la façade caraïbe ont diversement conservé la territorialité globalisée selon qu'ils ont été exclus de l'interface, cas de la ville noire de Colón, préservés jusqu'à peu par l'Etat providence pour Puerto Limón, totalement intégrés comme Puerto Barrios ou Chetumal, créés *ex nihilo* à Cancún, voire autonomisés, exemple unique du val de Sula. Parfois, l'interface n'existe qu'à un niveau embryonnaire, car la jonction n'a pas réellement été établie avec le littoral caraïbe, comme au Nicaragua et à Belize, bien que le processus soit en cours.

3) Le cas de San Pedro Sula, centre inversé

La spécificité du val de Sula a déjà été maintes fois évoquée. Bien qu'au premier abord la région de San Pedro Sula s'apparente à ce modèle-type, elle constitue davantage un modèle inversé de l'interface ladina. Son statut de second débouché caraïbe majeur derrière le canal de Panamá, favorisé par la mise en place de connexions transisthmiques routières dans les années 1960, a permis à cet espace excentré de se muer en moins d'un siècle en la région la plus dynamique du Honduras : *« La vallée de Sula s'affirme comme le véritable centre économique du Honduras. Elle regroupe le tiers des entreprises existantes, 50 % de la production industrielle du pays, 60 % des contributions au budget national, 40 % de l'emploi total. »*[385]

San Pedro Sula présente des spécificités vis-à-vis des autres villes caraïbes, mais aussi par rapport aux autres métropoles centraméricaines, celles d'une ville ladina des marges subitement intégrée au système-monde. N'ayant pas de passé, la ville s'est rapidement ancrée dans la modernité. Son caractère récent se retrouve dans ses

[385] HARDY, Sebastien, "La vallée de Sula (Honduras), une marge triomphante ?", in Mosella, 2003 – Tome XXVIII – N°3-4, pp. 221-233 ; p. 228

spécificités architecturales, mais aussi dans son organisation sociale ou sa gestion environnementale catastrophique. Les structures nationales sont déficientes et le poids des acteurs transnationaux plus important qu'ailleurs, dans l'économie comme dans la gestion politique. San Pedro Sula n'est pas une capitale politique et Tegucigalpa conserve certaines compétences, bien que les autorités étatiques soient peu présentes, puisque contrairement à elles, *« la gestion des acteurs non gouvernementaux est perçue comme efficace »*.[386] Par son aspect pionnier, ses paradoxes, et sa violence, San Pedro Sula rappelle les villes ladinas des interfaces de la façade caraïbe, mais par son rôle central dans l'économie hondurienne et son autonomie, elle échappe à la bipolarité de l'interface, puisqu'il n'y a plus ici qu'un seul pôle.

Les territoires de la ville et ceux des campagnes, attenants, témoignent d'une très forte expansion. Celle-ci n'est d'ailleurs pas limitée à la région de San Pedro Sula, mais s'étend jusqu'à La Ceiba, voire Puerto Castilla (Trujillo), ce qui constitue un cas unique de continuum littoral caraïbe intégré. Pour Sebastien Hardy, ces territoires, au-delà du rôle d'interface avec le pouvoir global, prennent un rôle central au sein des économies nationales atones et s'apparentent à des marges triomphantes : *« Les acteurs* sanpedranos *tirent parti de la position de marge de la vallée de Sula au sein de l'Etat-nation hondurien pour renforcer son développement fondé sur l'ouverture et l'extraversion. Mais en même temps, presque paradoxalement, pour faire face aux recompositions imposées par le système économique, ils la transforment en une interface entre le système Monde et le reste de l'Etat-nation hondurien. La vallée de Sula s'impose en quelque sorte comme modèle sociospatial, organisateur du territoire hondurien, celui d'une marge triomphante. »* [387] Effectivement, la région de San Pedro Sula, par sa densité démographique et économique, mais aussi par sa capacité de commandement et son aire d'influence, s'apparente de plus en plus aux grandes métropoles capitales d'Amérique centrale : les entrepreneurs *sanpedrenas* ont été élus aux élections présidentielles de 1998 et 2000 et étendent désormais leurs activités jusqu'au Pacifique.[388]

---

[386] Mario Martin évoque la très faible présence des autorités nationales à San Pedro Sula, qui permet aux diverses organisations locales de traiter directement avec les acteurs transnationaux : entrepreneurs des maquiladoras, ONG…
MARTIN, Mario, "Honduras, el valle de Sula", in Medio Ambiente y Urbanización, vol.12, n°47/48, 1994, pp. 69-79 ; p.78
[387] HARDY, op. cit. ; p.232
[388] *« L'association hondurienne des maquiladoras, présidée par un sanpedrano, José Canahuati, ainsi que la puissante chambre de commerce du département de Cortés, cherchent à développer les potentialités de*

La spécificité du cas du val de Sula témoigne du possible renversement du rapport de force entre pouvoirs nationaux et globaux. L'hyper croissance de cette marge de l'isthme l'a finalement autonomisée de son centre de tutelle, dans le cadre d'un Etat hondurien qui fait toutefois figure de République bananière par excellence. Ce sont d'ailleurs les concessions bananières qui ont mis en place cette polarité caraïbe, désormais accrue par le phénomène maquiladora. Pour William Robinson, au Honduras, *« le tournant dans la mise en place du projet transnational eut lieu en 1989, lorsque Callejas gagna la présidence […]. La fraction transnationale avait dès lors le contrôle total de l'appareil d'Etat. »*[389] Elle s'établit ici sur la faiblesse de l'oligarchie terrienne, sur l'inutilité de la faction militaire, et annonce le triomphe des entrepreneurs et de la marge transnationale de San Pedro Sula.

---

la maquila à travers le pays, afin d'en orienter les bénéfices sur la vallée de Sula. C'est ainsi que la zone agro-maquila de Choluteca (aquicole et fruitière) fonctionne en étroite collaboration avec la vallée de Sula. Des entreprises franches ont été installées à Choluteca pour préparer les produits agricoles (melons, crevettes) à l'exportation. Les produits sont transportés dans des conteneurs frigorifiques jusqu'au port de Puerto Cortés où ils sont ensuite expédiés vers les marchés mondiaux. »
HARDY, op. cit. ; p. 231

[389] ROBINSON, op. cit. ; p. 127

Conclusion du chapitre 9

L'activité économique du territoire globalisé est basée sur l'innovation quand celle du modèle ladino est fondée sur la normalisation et la massification. L'effet d'entraînement des infrastructures et la pression démographique ont ainsi progressivement intégré les enclaves au cœur de l'isthme. Les infrastructures des bananeraies de la première partie du 20ème siècle (chemins de fer, baraquements, usines, ports…) ont surtout orienté les interfaces et ont souvent été réadaptées après-guerre par l'ajustement des pays centraméricains aux nouveaux standards européens et nord-américains, qui permet un remodelage total du processus de conquête territoriale : la route goudronnée triomphe, tandis que les pôles industrialo-portuaires remplacent les quais… On observe alors une intégration économique croissante, ainsi qu'un transfert de responsabilités sur les élites nationales. Mais la mutation des enclaves en interface, ou leur création volontariste dans le cas de l'Etat mexicain, s'est opérée différemment selon les pays de l'isthme, en fonction de contextes spatiaux et temporels plus ou moins favorables à l'affirmation des souverainetés nationales.

L'interface n'est pas seulement économique, elle est aussi politique, culturelle, et surtout idéologique. Ces territoires ladinos sont des interfaces par le caractère de zone de contact entre deux systèmes. Ils sont imprégnés d'un ensemble de valeurs qui mélange les fonds identitaires ladinos et globaux, au détriment des territoires de l'indianité situés en marges de ces derniers. Davantage que sur les hautes terres, l'ambivalence des rapports aux Etats-Unis alimente la crise spirituelle de ces territoires.

Le modèle territorial ladino est conquérant car solidement marqué par l'idéologie ladina. Celle-ci est instrumentalisée par l'Etat national pour sa capacité à mobiliser les masses, et le métissage y prend surtout la forme d'une acculturation. L'opposition à une nation multiethnique n'est d'ailleurs pas l'apanage des seuls régimes militaires de droite, puisqu'elle a largement été partagée par les populismes de gauche comme par le sandinisme. L'immense majorité de la population ladina reste néanmoins socialement marginalisée par la profonde dépendance économique qui caractérise les sociétés centraméricaines. La conception pionnière du territoire ladino, celle d'espaces vierges à rattacher au territoire national, suscite néanmoins son adhésion.

Ces interfaces, modèles géographiques nés de la collaboration entre pouvoir national et capital états-unien, « territoires défrichés », en quelque sorte, doivent aussi être considérées sous l'angle du gradient, notamment en ce qui concerne leurs périphéries : fronts pionniers vers les territoires indigènes, prolétariat urbain autour des pôles touristiques ou portuaires globalisés, piémonts des hautes terres plus anciennement mis en valeur.

Très intégrées au système-monde, les interfaces continuent d'accueillir de nombreuses enclaves, dont la maquiladora, la zone franche ou la concession portuaire sont emblématiques : le principe d'extraterritorialité ou de dérogation juridique des territoires globalisés tient toujours une place importante, bien qu'extrêmement ponctuelle, au sein du système spatial de l'interface. La coexistence de deux niveaux scalaires, national pour l'interface et local pour l'enclave, formes spatiales qui connaissent deux types de territorialités différenciées, montre bien le caractère inachevé du processus de structuration des Etats dans la seconde moitié du 20ème siècle. Leur récent reflux est manifeste à travers le renouveau des enclaves, qui rappellent le poids de la globalisation dans la requalification territoriale de la façade caraïbe de l'Amérique centrale. Si les territoires globalisés sont susceptibles de se renouveler, ce n'est pas le cas des territoires ou des groupes indigènes, qui semblent définitivement affectés dès lors qu'ils sont intégrés aux logiques de cette interface.

Les interfaces ladinas sont des configurations spatiales plus ou moins étendues, rassemblant des géo-économies diverses, mais sur lesquelles s'exprime une territorialité commune. Le point de contact (le port, l'aéroport, l'enclave…) s'est étiré spatialement, devenant un axe reliant les deux systèmes. La logique réticulaire de l'économie globale et le continuum spatial de l'économie territoriale se conjuguent désormais sur ces interfaces. Le contrôle effectif de ces nouveaux territoires interconnectés correspond dès lors aux jeux de pouvoirs entre acteurs nationaux et globaux, dont les intérêts communs conduisent à l'émergence d'une élite, voire d'une marge transnationale. Mais c'est bien la masse de la population qui permet cette transition et l'essor d'une territorialité ladina, qui rappelle la capacité mobilisatrice des idéologies nationales dans le monde latino-américain.

Conclusion de la troisième partie

Les modèles territoriaux se fondent sur différents critères géographiques, au sein desquels l'instance économique est prépondérante pour distinguer les différents processus de territorialisation. Le contrôle des ressources, notion dont nous avons souligné les différentes conceptions, constitue l'enjeu de pouvoirs transscalaires qui s'expriment par l'intermédiaire d'acteurs liés à des centres toujours plus nombreux. Les trois modèles de territoires, diversement connectés à des centres de pouvoirs s'exerçant à des échelles variées (infranationale, nationale, supranationale), sont caractérisés par des spécificités géo-économiques. Le modèle I est marqué par la subsistance, le modèle L par la logique d'interface, c'est-à-dire une très forte insertion des espaces devenus nationaux au système-monde, tandis que le modèle G s'organise autour de la l'innovation, de la versatilité et de l'extraterritorialité.

Toutefois, dans le processus de construction territoriale, conditions économiques et organisations sociales sont indissociables et interagissent de manière systémique, les mutations de l'une ou l'autre des instances désorganisant l'ensemble du système spatial, notamment dans les modèles plus ponctuels – indio et globalisé – et contrairement au modèle ladino, justement caractérisé par une forte résilience. Les territoires de l'ensemble de l'isthme se fondent aussi sur des identités collectives, définies négativement ici, en raison de la situation géopolitique de la façade, au carrefour d'aires d'influence multiples. L'ancrage des termes ladino, indio, gringo ou negro, rappelle l'existence de structures culturelles profondes dont l'émergence est liée à ces pouvoirs.

L'articulation des modèles territoriaux et des pouvoirs permet de discerner les modes opératoires des réseaux et des acteurs qui font vivre – et mourir – ces territoires. Ces dynamiques locales prennent une grande importance dans un contexte de globalisation qui voit les mutations sociales s'accélérer. Ainsi, chaque modèle est marqué par des tensions sociales plus ou moins importantes : l'atonie du modèle I tranche avec la violence de la territorialité ladina, tandis que les territoires G, fragiles constructions, nous rappellent à l'omniprésence d'un pouvoir venu d'ailleurs.

Tableau 25 : Les modèles territoriaux : approche géohistorique

Modèle territorial	Période coloniale	1860-1950 : période impériale	1950-1990 : période nationale	Depuis 1990 : période globale
I (indio)	Presque toute la façade, à part les territoires ci-dessous	Retour partiel de la Mosquitia à la subsistance	Retour total de la Kuna Yala à la subsistance	Territoires indigènes bénéficiant d'une reconnaissance juridique
L (ladino)	Camino real (périodiquement)	Les axes transisthmiques (progressivement et partiellement)	Petén, Darién (partiellement) ; la Mosquitia (par l'ouest) ; Ciudad Cancún	Canal de Panamá (en partie) ; la plupart des plaines et des vallées accessibles ; les pourtours des grandes villes
G (globalisé : gringo et negro)	Honduras britannique et Mosquitia ; lieux ponctuels de contrebande, notamment les îles	Canal de Panamá, Honduras britannique, Kuna Yala (très partiellement) ; concessions bananières	Enclaves militaires ; Isla Cancún ; zones franches	Lieux de la drogue et du tourisme ; concessions minières, pétrolières, portuaires, ou de pêche ; maquiladoras

En appliquant la grille d'analyse de chacun des modèles aux formations socio-spatiales passées, le ***tableau 25*** montre l'évolution des territoires dans le temps et les éventuelles transitions d'un même espace d'une catégorie à l'autre. Cette optique géohistorique illustre la nature résiduelle du modèle I, le caractère tardif mais conquérant du modèle L, et la capacité à se renouveler du modèle G. Les territoires mentionnés doivent être compris comme des gradients qui rendent plus ou moins bien compte du modèle, notamment pour la Mosquitia, territoire indigène « globalisé » qui retourne à la subsistance, auquel il est dans une certaine mesure possible d'associer la Kuna Yala pour la période suivante. Les périodes distinguées rendent compte, dans le contexte spécifique de l'Amérique centrale, de tendances plus ou moins favorables aux différentes territorialités, dont on saisit qu'elles sont surtout liées à deux niveaux scalaires : national et supranational.

Tableau 26 : Les instances des trois modèles territoriaux

Modèle	Géo-économie	Organisation sociale	Culture et idéologie	Tensions internes	Tensions externes	Structure spatiale
I	Agriculture de subsistance ; densités faibles ; faible intégration au système-monde ; capital naturel potentiel important	Communautés «fermées», essentiellement Indigènes, Noirs, groupes oubliés… ; empiétements des populations allogènes	Fonds extra-européen ; peur de la ladinisation ; attitude ambiguë envers le pouvoir global (USA, ONG ou protestantisme…)	Tensions sur la gestion des ressources et l'organisation interne ; acteurs locaux de plus en plus liés aux centres de pouvoir extérieurs	Territoires en recul, confrontés à deux optiques : l'incorporation voulue par leur Etat tutélaire ou le réseau global (seule échappatoire)	Zones refuges : l'inaccessible ; la jungle, la montagne, voire l'île…
L	Anciennes enclaves Fronts pionniers ; Zones périurbaines (pôle touristiques) et réseau urbain ; densités fortes ; capital US et capital national	Accroissement naturel et migratoire ; processus de ladinisation ; société nationale (Noirs et Indigènes marginalisés)	Idéologie ladina : catholique et espagnole, culture indigène reniée ; forte influence du « soft power » nord-américain	Inégalités et tensions sociales très fortes ; l'Etat contrôle peu la violence, exercée par d'autres acteurs	Volonté d'expansion sur les territoires I, et glissement des G ; rivalités avec les centres politiques auxquels ces territoires sont rattachés	Interfaces ; ouvertures géographiques ; aménagement des plaines et vallées ; contraintes faibles : réseau routier important
G	Innovation et économie d'enclave, capital financier international ; ressources naturelles et humaines réinventées et surexploitées	Diversité ethnique (Noirs, Blancs, Indigènes, Chinois) et compositions diverses; hiérarchies socio-ethniques ; sociétés fractales	Cultures « globalisées », liées au brassage ethnique, religion protestante : le modèle nord-américain est très puissant	Tensions liées à l'équilibre précaire entre les divers groupes et aux distinctions créés par l'activité économique, Eventuellement à l'abandon des réseaux globaux	Territoires instables et mouvants qui espèrent accueillir des acteurs globaux pour continuer à être protégés par les Etats-Unis ; possibilité de transition en territoires L ou en antimondes	Rhizomes : îles et enclaves continentales, micro-territoires ; frontières naturelles ou géopolitiques (Belize)

Le ***tableau 26*** s'efforce de récapituler les critères de définition des différents modèles territoriaux en fonction des instances préalablement développées. Les critères de chacun des modèles ne sont pas exclusifs. Comme le précédent tableau, celui-ci rend autant compte de la dynamique des territoires que de celle des pouvoirs, et illustre les ruptures, les continuités et les transitions sensibles sur la façade caraïbe.

Le modèle indio, ponctuel dans l'espace (les communautés éparses), voit son étendue spatiale, la zone refuge, s'éroder depuis cinq siècles, en raison de la fragmentation des organisations sociales et des structures de pouvoir dans le monde indigène. Ce modèle territorial, qui présente la plus grande cohérence culturelle, économique, ou écologique, est paradoxalement le plus menacé. Le modèle basé sur la subsistance subit la pression des deux autres, fondés sur l'accumulation.

Les territoires L et G sont tous les deux caractérisés – malgré des formes diverses – par l'existence d'une économie capitaliste très insérée au système-monde. Les dynamiques spatiales sont en revanche totalement opposées, puisque le modèle globalisé est rhizomique ou réticulé, tandis que le modèle ladino est un continuum spatial. Les dynamiques humaines sont elles aussi très distinctes, car le territoire ladino existe par sa vitalité démographique, accrue par la prégnance d'une idéologie nationale toujours prépondérante, quand le pouvoir global s'intéresse davantage aux lieux qu'aux hommes.

La grande proximité entre pouvoir et territoire ladino rend toujours ce dernier menaçant pour les territoires indios (front pionniers au détriment de la zone refuge…), mais aussi pour les territoires globalisés (transformation de l'enclave en interface) : c'est l'une des conséquences de l'instrumentalisation de la politique migratoire par les Etats. Toutefois, les territoires globalisés sont juridiquement protégés, en fonction de rapports de force internationaux actuellement défavorables aux Etats centraméricains, qui expliquent que les acteurs locaux indigènes hésitent de moins en moins à se placer sous la protection des réseaux de pouvoir globaux. La tension est d'ailleurs de plus en plus symbolique et discursive entre des acteurs globalisés et ladinos aux idéologies très proches, qui peuvent éventuellement fusionner dans une élite transnationale.

PARTIE 4 :
Systèmes territoriaux et interactions dynamiques sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale : étude de trois cas

Les études de cas s'efforcent de confronter les constructions théoriques que sont les modèles territoriaux aux configurations spatiales concrètes de trois systèmes territoriaux emblématiques du terrain de recherche. Ces systèmes territoriaux sont dynamiques dans le temps et dans l'espace : ils sont le produit d'une évolution, éventuellement d'une transition territoriale, et sont par leur localisation en interaction spatiale permanente avec d'autres systèmes territoriaux, au sein desquels ils sont intégrés, ou auxquels ils peuvent être associés ou simplement juxtaposés. Si la territorialité s'inscrit dans une longue durée, en fonction de structures pérennes et récurrentes sur l'ensemble de l'espace étudié, les dynamiques des pouvoirs influent énormément, avec un impact diversifié localement, sur des *« structures spatiales aux temporalités variables fonctionnant selon des temps à la fois « spiralaires » et irréversibles. »*[390] Ainsi, les situations territoriales mises en lumières sont dynamiques et évoluent continuellement, graduellement, mais sans véritables niveaux ou stades, étant donné que notre acception du territoire est fondée sur les interrelations des différentes instances géo-économiques, politiques et culturelles.

Nous utiliserons la même méthode pour les trois cas, basée sur des dispositions semblables, à savoir un système territorial central en interaction avec des systèmes territoriaux périphériques – les centres et les périphéries étant ici uniquement spatiales et non connotées. Les trois exemples choisis cherchent aussi à démontrer la validité des modèles à des niveaux scalaires variés et dans des configurations très diversifiées sur la façade caraïbe (espace binational, insulaire, circonscription infra-nationale). Les trois études sont focalisées sur un

[390] ELISSALDE, op. cit. ; p. 235

noyau principal, dont l'hypothèse est qu'il se rapproche de l'idéal-type d'un des trois modèles territoriaux. A travers l'articulation systémique des différents critères d'appartenance géo-économiques, sociaux, culturels, ou politiques, chaque système sera confronté à l'idéal-type du modèle lui correspondant. Autour de chaque système territorial central ou principal, du point de vue de l'étude, et avec lui, interagissent d'autres formations socio-spatiales périphériques correspondant aux autres modèles territoriaux. L'articulation de ces différents systèmes territoriaux permet de dégager des tendances spatio-temporelles, faites de ruptures, de continuités, ou de transitions territoriales. Ces tendances intègrent les matrices de la construction territoriale que sont le contexte historique, les configurations spatiales et la confrontation des pouvoirs.

La première étude locale est centrée sur le modèle territorial indigène. La frontière méridionale entre Belize et le Guatemala constitue un espace transfrontalier, relativement étendu, sur lequel les trois modèles de territorialités se sont progressivement mis en place, dans un contexte de forte mobilité humaine depuis deux siècles, avec l'installation des Garifunas au début du 19ème siècle, des Mayas à la fin du même siècle, et enfin des Ladinos depuis les années 1950. Les territoires indigènes, qui sont au cœur de cet espace, illustrent bien les principales problématiques soulevées, notamment celles concernant le contrôle des ressources et l'ambivalence des infrastructures. Si la frontière internationale permet de bien saisir les très fortes connexions qui existent entre territoires et pouvoirs, le changement d'échelle remet en question localement la stricte délimitation entre le Guatemala et Belize, et leur caractère d'Etats « ladino » et « globalisé ». L'existence de territoires assimilables aux trois modèles territoriaux au sein des deux entités étatiques témoigne de discontinuités spatiales et territoriales complexes.

A Bocas del Toro, au Panamá, l'espace est abordé à très grande échelle afin de bien saisir le processus de territorialisation dans les marges globalisées à travers l'activité touristique en milieu insulaire. Deux éléments nous ont particulièrement incité à choisir Bocas del Toro. Le lieu a d'une part été « globalisé » par l'*United Fruit Company* au début du 19ème siècle, ce qui a entraîné des mutations territoriales importantes bien que non abouties sur un territoire finalement abandonné par la compagnie bananière. D'autre part le procès touristique, marqué par un accroissement continu de l'activité, illustre bien des dynamiques propres à l'enclave. L'extraterritorialité est patente, bien que chacune des territorialités continue à s'exprimer sur ces territoires : Bocas del Toro est clairement un espace en transition démographique où le contrôle des activités économiques suscite une importante

concurrence entre des acteurs économiques aux origines très variées. L'enracinement au territoire, fondamental dans un espace caractérisé par l'insularité ou l' « archipélité », permet de bien distinguer les acteurs locaux d'agents extérieurs, globalisés ou nationaux, dont le projet territorial est généralement tourné vers la seule exploitation des ressources.

La troisième étude porte sur une échelle volontairement réduite, qui permet de saisir l'imbrication des systèmes, et d'évoquer les relations qu'entretient l'interface ladina de la province de Limón avec les hautes terres. En effet, si la fonction économique de l'Atlantique costaricien a peu évolué depuis un siècle, ses configurations sociales et territoriales ont subi d'importantes mutations. La majeure partie de cet espace a connu en un siècle une transition territoriale au cours de laquelle les territoires indigènes et globalisés ont progressivement laissé place à une interface ladina. Mais cet exemple manifeste du glissement de l'enclave vers l'interface n'est pourtant pas totalement abouti, eu égard aux spécificités de l'Etat-providence costaricien : les territorialités résiduelles, globalisées ou indigènes, n'ont pas été brutalement éliminées par le processus de ladinisation. Les dynamiques récentes, dans un contexte de réactivation des réseaux globaux, assurent dans une certaine mesure le maintien de cette diversité territoriale.

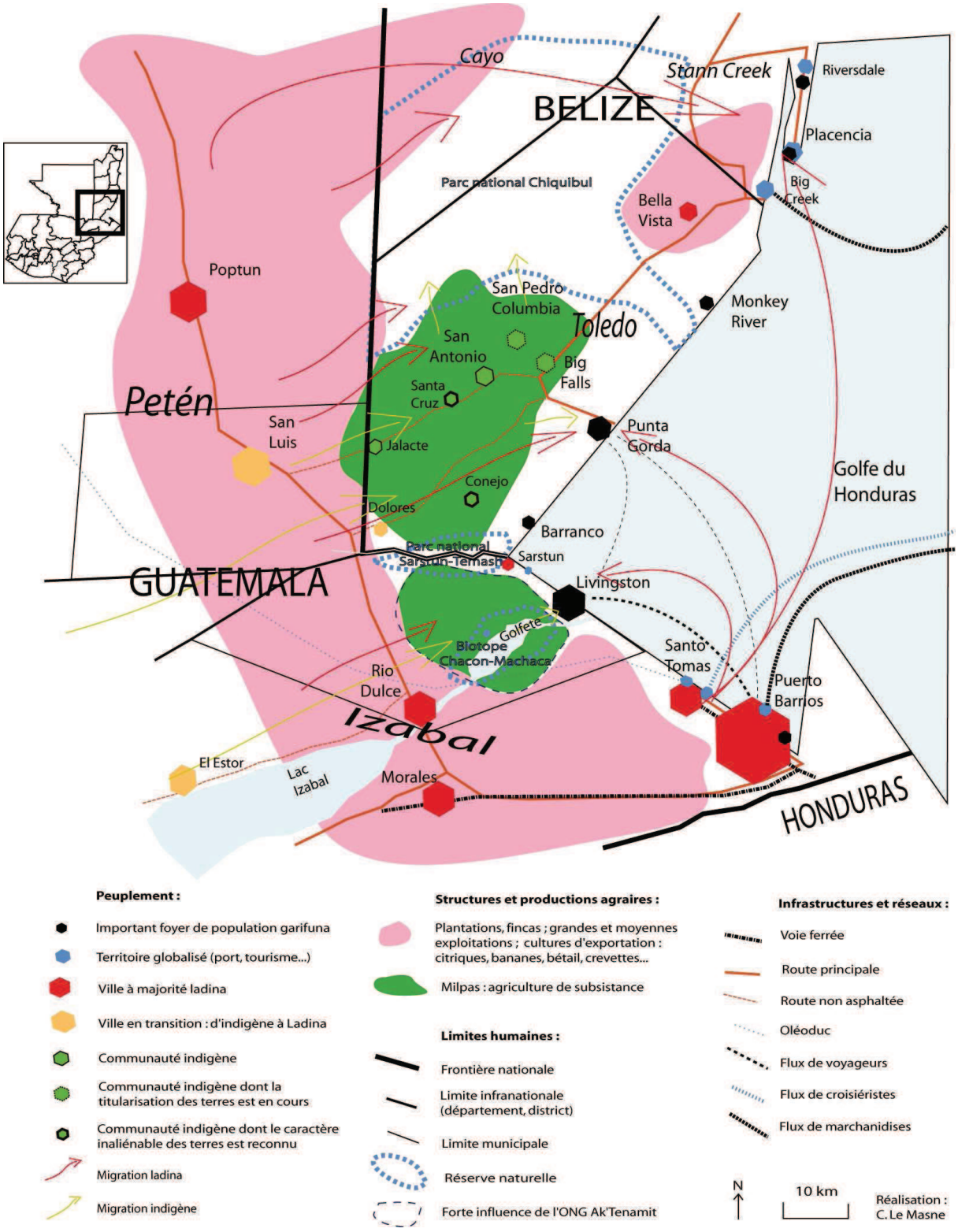
Chapitre 10 :
La frontière méridionale entre Belize et le Guatemala : les recompositions territoriales dans la zone refuge

Les études de cas visent à montrer l'émergence de systèmes territoriaux précédemment caractérisés à travers trois idéal-types théoriques : communautés indigènes de la zone refuge, territoires globalisés, interfaces ladinas. Pour bien comprendre le caractère dynamique de systèmes en interrelations permanentes, nous avons choisi de centrer cette étude sur une zone de peuplement indigène transfrontalière cernée par des systèmes territoriaux se rapprochant des deux autres modèles.

La frontière méridionale qui sépare Belize du Guatemala est longtemps restée un espace de marges très peu peuplé. La zone n'est d'ailleurs occupée que depuis environ un siècle par ces populations mayas, après que le littoral stricto sensu ait accueilli les premières vagues migratoires garifunas au début du 19ème siècle. Les communautés indigènes ont généralement fui l'oppression ladina, matérialisée par les oligarchies terriennes, l'Armée, voire les colons guatémaltèques. Le contexte actuel est marqué par une pression accrue des populations ladinas sur l'espace, notamment sur la zone refuge, tandis que les populations littorales garifunas, minoritaires, sont de plus en plus exclues des recompositions territoriales.

La frontière est une zone de tension géopolitique importante qui délimite les anciennes sphères d'influence de l'impérialisme britannique et de la colonie espagnole. Toutefois, c'est une limite peu hermétique, dont ont profité certaines populations indigènes pour fuir le Guatemala et se fixer à Belize. Les sociétés indigènes, qui partagent des cultures et des identités proches, se sont établies sur différents territoires dont les organisations sociales sont distinctes en fonction des contextes nationaux comme locaux. Les dynamiques territoriales du 20ème siècle ont nettement dessiné trois zones de peuplement indigène qui s'étendent sur les trois circonscriptions étudiées : si la population indigène est largement dominée dans le municipe de San Luis, au Petén, la situation est différente dans le nord du municipe de Livingston au Guatemala, et dans l'ouest du district de Toledo à Belize, véritables zones refuges caractérisées par l'organisation communautaire et l'agriculture de subsistance.

Figure 10 : Les dynamiques territoriales sur la frontière méridionale entre Belize et le Guatemala



La ***figure 10*** montre schématiquement dans quelle mesure les trois circonscriptions frontalières abritent différents systèmes territoriaux s'approchant des modèles territoriaux énoncés : celui des foyers de peuplement garifunas, villes ultramarines actuellement abandonnées par les acteurs globaux, celui d'un monde indigène parfois préservé, comme à Belize ou au nord du municipe de Livingston, et celui d'un monde ladino où sévit une importante ségrégation entre Indigènes et Ladinos dans le reste de l'espace guatémaltèque étudié. A Belize, dans les cultures d'exportation ou les espaces touristiques, les populations ladinas des autres pays centraméricains servent de main d'œuvre privilégiée.

Cette étude de cas rend aussi compte de la pertinence des modèles territoriaux à une petite échelle, celle de l'Etat bélizéen. Après que le Honduras britannique ait longtemps joué le rôle de relais du pouvoir ultramarin britannique, Belize est de plus en plus confronté aux logiques centraméricaines. Contrairement aux pays voisins, Belize n'a rien d'un Etat centralisé ou autoritaire et a tendance à déléguer nombre de ses prérogatives étatiques au puissant voisin états-unien, qui a en quelque sorte succédé à la Grande Bretagne après l'indépendance de 1981. Ce phénomène a été accru par les privatisations qui se sont mises en place dans le cadre des politiques d'ajustements structurels des années 1980 : pour Rosaleen Duffy, on est d'ailleurs dans le cadre d'un *« shadow state »*.[391]

Dans le même temps, le voisin guatémaltèque, en pleine guerre civile, ne renonçait pas à sa revendication pure et simple du territoire bélizéen, débouché caraïbe « naturel » constamment revendiqué. L'influence du Guatemala n'a d'ailleurs cessé de se faire sentir depuis l'indépendance, notamment au Toledo, bien que les autres districts, notamment celui de Cayo, plus au nord, connaissaient eux aussi un afflux de migrants centraméricains.[392] Au sein même de la mosaïque ethnique que constitue Belize, les disparités régionales apparues sous le protectorat britannique, loin de s'amenuiser, ont été renforcées par la très faible présence de l'Etat dans la sphère publique. La minorité créole qui dirige le petit Etat caraïbe doit désormais faire face à deux « ennemis intérieurs », nés de l'afflux d'une population

[391] DUFFY, op. cit.

[392] *« [A Belize] Les Créoles avaient été le groupe ethnique dominant. En 1980 ils représentaient 40% de la population, suivis par les Métis qui en représentaient 33,4%. Cependant, en 1991, les Métis représentaient la plus grande partie (43,6%), pendant que les Créoles comptaient pour 29,8%. […] La population métisse est restée le groupe dominant en 2000 et a accru sa part dans la population à 48,7%, parce que la majorité des immigrants, durant les années 1990, sont des descendants de Métis/Espagnols (65,5% des migrants). Ce taux était même plus fort pendant les années 1980 (75%). […] En 1991, 43,8% de la population estimait qu'elle parlait « très bien » espagnol. En 2000, cette proportion atteignait 52,1%. Seule une proportion légèrement plus importante signalait qu'elle parlait « très bien » anglais. »*
Informes nacionales sobre migración internacional en países de Centroamérica, Belize, CEPAL - SERIE Seminarios y conferencias Nº 24, p. 42

ladina représentant désormais plus de la moitié des habitants et de l'émergence d'un territoire indigène dans le Toledo.

Le district de Toledo est longtemps resté en marge de la colonie britannique, bien qu'il ait joué un rôle important dans la modification de l'équilibre ethnique du pays, à tel point qu'un responsable politique l'a récemment qualifié de *« Belize's Ellis Island »*.[393] Pour l'Etat, cette marge méridionale est en effet un souci constant, tant en ce qui concerne des statistiques liées à la pauvreté qui ne s'améliorent jamais que du point de vue de l'attitude à adopter vis-à-vis des « villages indigènes » prétendant à la reconnaissance de leurs terres. Ce territoire faiblement peuplé est aussi au cœur d'enjeux économiques régionaux ; la liaison avec le Guatemala par voie terrestre est fortement encouragée dans le cadre du Plan Puebla Panamá. Jusqu'à présent, la centaine de kilomètres qui sépare les deux municipes guatémaltèques du district de Toledo ne comporte pourtant toujours pas de poste-frontière terrestre officiel.

Les mobilités humaines permettent de bien saisir l'organisation spatiale de cette région frontalière peuplée tardivement. Les différentes vagues migratoires se sont établies sur des territoires juxtaposés, souvent homogènes culturellement (indigènes, ladinos, ou garifunas), se distinguant par des fonctionnements socio-économiques très différents (subsistance, salariat, transferts monétaires des Etats-Unis…).

Ces différents territoires connaissent des reconfigurations permanentes en fonction d'interconnexions toujours plus importantes. Si le caractère transfrontalier de la zone a longtemps permis de freiner l'intégration des territoires indigènes, leur ouverture s'effectue désormais par de multiples biais et s'inscrit dans un processus généralisé de « désenclavement » régional, au sein duquel les infrastructures économiques jouent un rôle prépondérant, comme en témoigne l'intégration graduelle des espaces périphériques du noyau central de l'étude.

Dans le cas spécifique des « villages indiens » du Toledo, le maintien de la zone refuge est conditionné par le contrôle du principal élément de territorialisation des populations indigènes, la terre. Ce territoire pâtit néanmoins de son manque de coordination face à des réseaux puissants et des acteurs extérieurs très structurés, notamment par des idéologies nationales qui s'opposent à la reconnaissance d'une spécificité indigène. Les relais internes des pouvoirs extérieurs, conjugués à la forte pression démographique interne et externe,

[393] *National Poverty Elimination Strategy and Action Plan 2006-2010: Investment Sectors, Geographical Areas and Potential Interventions Study*, Ministry of Economic Development, Commerce and Industry of Belize, 2005, p. 20

contribuent à déréguler un système territorial fragile. Les revendications des Indigènes s'appuient de plus en plus sur la défense des spécificités culturelles au détriment des enjeux politiques et économiques, dans un contexte où les nouveaux acteurs globaux (PPP, ONG) transcendent actuellement les frontières territoriales de la zone refuge, faisant parfois figure d'ultime échappatoire à la ladinisation.

A/ Des populations « de marges » établies tardivement

Les trois entités administratives étudiées (district de Toledo, Belize ; municipes de Livingston et de San Luis, Guatemala) présentent des situations très contrastées. Excepté dans le municipe de San Luis, qui présente une forte cohérence territoriale, celle d'un territoire en voie de ladinisation, les deux autres entités administratives rassemblent différents systèmes territoriaux : système d'une territorialité ultramarine résiduelle, système communautaire de la subsistance, et système du grand domaine agricole, voire de l'enclave agricole, forestière, ou touristique… Ces critères rendent aussi compte de l'existence de trois identités culturelles caractéristiques des modèles territoriaux, garifunas, indigènes et ladinos.

L'occupation de ces territoires est relativement récente. Les Espagnols n'étaient pas parvenus à contrôler une zone réputée insalubre. Les colons rechignaient à s'installer et les Indiens fuyaient les *reducciones*. Les flibustiers se sont aussi établis aux alentours de l'embouchure du rio Dulce, du Golfete et du lac Izabal, l'une des nombreuses faiblesses défensives de l'administration coloniale espagnole depuis le 16ème siècle. Avant 1850, l'ensemble de la zone ne rassemble que quelques milliers d'habitants et s'inscrit dans l'occupation lâche caractéristique de la zone refuge de la période coloniale. Cet espace était par ailleurs relativement déconnecté de la colonie du Honduras britannique qui se structurait plus au nord.[394] La fin progressive de la piraterie au cours du 18ème siècle permet l'installation de populations que l'on différencie ici selon leur origine ultramarine ou continentale, mais qui constituent bien des sociétés de marges, notamment à travers leur définition identitaire négative.

[394] Les premiers colons britanniques s'installent dans les années 1630 sur le *Settlement in the Bay of Honduras*, qui compte 700 colons bûcherons en 1670. En 1713, la Couronne espagnole tolère l'installation, confortée par le traité de Paris de 1763. En 1859, un traité entre la Grande Bretagne et le Guatemala reconnaît les droits de la Couronne britannique ; en 1871, le Honduras britannique est tardivement érigé en colonie, avant d'obtenir une semi autonomie en 1963 et son indépendance en 1981.

1) Les populations ultramarines

Avant même leur déportation à Roatán par les Anglais entre 1796 et 1797, les « Caraïbes noirs », qui ne sont pas encore appelés Garifunas, auraient fondé quelques villages sur le littoral, à Sarstun en 1737, Cocoli en 1741 et Barranco en 1745. Par la suite, les Garifunas sont les premiers à s'établir durablement sur ce littoral : Livingston est fondée en 1802, comme Stann Creek, les deux villes prenant respectivement leur nom actuel en 1831 et 1832, date à laquelle Punta Gorda, établissement plus tardif, obtient aussi son appellation définitive. Signe du caractère ultramarin des lieux, une colonie allemande s'installe de 1846 à 1854 sur l'embouchure du Golfete ; liée aux producteurs de café de la Verapaz et reliée par la *Hambourgo Line*, elle périclite néanmoins très rapidement. Entre 1838 et 1858, les autorités britanniques font aussi venir de nombreuses populations d'Inde pour pallier le manque de main d'œuvre ; certaines sont déportées tandis que d'autres s'engagent volontairement.[395]

A Belize, les autorités coloniales se sont efforcées de défendre les intérêts de ces populations ultramarines et de leurs territoires, qui regroupent dans le Toledo des populations majoritairement garifunas, ainsi que créoles. La distinction est assez importante entre Créoles et Garifunas : ces derniers sont moins impliqués dans la vie politique nationale et ont parfois conservé un mode de vie communautaire (voir chapitre 8). Au Guatemala, la situation des populations noires – essentiellement garifunas à Livingston – est beaucoup plus défavorable, car elles ne représentent qu'une minorité isolée et n'ont aucune connexion avec les institutions nationales. L'importance politique de l'élite créole noire et ses relations avec les centres de pouvoir extérieurs, britanniques et anglo-saxons, fait du Honduras britannique un cas rare en Amérique centrale où les populations noires ont bénéficié d'une protection sur le long terme, avant que l'indépendance ne modifie la donne.

Les populations ultramarines sont généralement installées dans les chefs-lieux districtaux et municipaux, Punta Gorda et Livingston. Cette dernière constitue une ville très importante pour les Garifunas, malgré sa faible population, puisqu'elle compte un peu moins de 5000 habitants, comme Punta Gorda.[396] Dans les deux villes, la population est de plus en plus mélangée et les Indigènes ou les Ladinos constituent parfois des communautés aussi importantes que celle des Garifunas. Les autres villages historiques garifunas des deux circonscriptions littorales (Barranco, Monkey River…) dépassent rarement les 200 habitants.

[395] Ces populations ultramarines d'*East Indies*, que l'on retrouve aussi à Livingston, sont généralement établies à proximité des villes et se consacrent à des activités variées.

[396] 4348 habitants à Livingston (2005) contre 4329 à Punta Gorda (2000). Ces chiffres semblent éloignés de la réalité à Livingston, bien plus dynamique que Punta Gorda…

2) Des populations continentales en provenance du Guatemala

Les populations indigènes et ladinas viennent en revanche du cœur du continent centraméricain. Bien souvent, les populations de l'intérieur et celles de la côte ne sont entrées en relation que depuis les années 1970. En dépit de quelques populations mayas chols résiduelles, les trois circonscriptions étudiées ont pratiquement été vidées de leur composante indigène à partir de 1697, d'une part en raison de l'insistance espagnole à briser la résistance de Petén- Itzá, et d'autre part du fait des razzias des pirates, puis des bûcherons britanniques et de leurs esclaves noirs. Ainsi, il n'existe au 18ème siècle qu'une maigre population rurale essentiellement indigène dans le municipe de San Luis.[397]

Le retour des Indigènes est une conséquence collatérale de la modernisation du Guatemala. Au 19ème siècle, les Mayas mopáns, puis kekchís, fuient leurs terres réquisitionnées pour le café dans les départements de l'Alta et de la Baja Verapaz et s'établissent dans les municipes actuels de Livingston et de San Luis. San Luis compte 617 habitants en 1845, puis 1190 en 1880. En 1883, les Mopáns de San Luis fuient une nouvelle fois la violence des autorités guatémaltèques, franchissent la frontière du Honduras britannique, et y fondent Pueblo Viejo, puis San Antonio, dans le district de Toledo. Il s'agit d'un exode massif puisque San Luis ne compte plus que 319 habitants en 1893. En 1889, c'est au tour des Mayas kekchís de quitter l'Alta Verapaz et de s'installer de l'autre côté de la frontière internationale, autour de San Pedro Columbia. L'émigration vers le Honduras britannique continue jusque dans les années 1930, tandis que l'on constate dans le même temps une émigration indigène des hautes terres des Verapaz vers les circonscriptions rurales guatémaltèques étudiées. Celles-ci restent à cette époque faiblement peuplées, essentiellement d'Indigènes pratiquant une agriculture de subsistance.

Il faut attendre 1958 et la mise en place du FYDEP (*Empresa Nacional de Fomento y Desarrollo Economico del Peten*) par les militaires guatémaltèques, chargé de la colonisation du Petén, pour observer une modification de la composition ethnique du municipe de San Luis. L'organisme de colonisation favorise l'installation des populations ladinas et bouleverse les structures agraires, puisque les grandes exploitations se substituent progressivement aux traditionnelles milpas itinérantes des Indigènes. On assiste donc, depuis les années 1960 et

[397] En 1765, on compte seulement 1168 Indiens dans tout le Petén, contre 419 Ladinos, dont 312 dans le centre administratif de Remedios. A San Luis, fondée en 1708 par les Mayas mopáns, l'administration dénombre 63 Indiens et pas un seul non Indien. En 1778 il n'y a toujours que des Indiens à San Luis (97 habitants), et leur nombre stagne dans l'ensemble du département (1158 Indigènes).
SCHWARTZ, op.cit.

surtout avec le durcissement de la guerre civile dans les années 1980, à une seconde vague de migrations indiennes vers le Toledo, principalement depuis le municipe de San Luis.

Les Indigènes connaissent donc des organisations socio-économiques variées selon qu'ils résident de part et d'autre de la frontière internationale, mais aussi départementale au Guatemala. Force de travail méprisée dans les grandes exploitations du municipe de San Luis, ils bénéficient en revanche d'une certaine liberté d'organisation dans le nord du municipe de Livingston, où l'influence de l'ONG Ak'Tenamit a permis de perpétuer l'économie de subsistance. Ce phénomène récent connaissait un précédent plus ancien de l'autre côté de la frontière, dans le district de Toledo, où la gestion communautaire des terres, qui restait très précaire, avait été tolérée par les autorités coloniales.

Bien que la population ladina soit arrivée le plus tardivement, elle est désormais présente dans les trois entités administratives. A Belize, elle regroupe des populations agricoles, salariées dans les grandes plantations de bananes et d'oranges ou cultivant illégalement la terre théoriquement contrôlée par les Mayas. Les Ladinos sont aussi de plus en plus employés dans l'activité touristique dans le district bélizéen limitrophe de Stann Creek. Au sein des réserves naturelles du municipe de Livingston, la colonisation illégale n'est pas le fait de petits paysans mais de grands propriétaires qui s'installent en toute impunité. A San Luis et dans l'ouest du district de Livingston, les Ladinos tiennent la terre à travers les grandes fincas caractéristiques du Petén. Selon qu'ils se trouvent à Belize ou au Guatemala, les Ladinos n'ont pas le même rôle dans la division du travail. Néanmoins, la très inégale répartition des terres a contribué à l'émergence d'un prolétariat agricole ladino aux conditions de vie proches de celles des Indigènes. Nous reviendrons ultérieurement sur le dynamisme de cette population ladina, qui joue un rôle majeur dans la modification des équilibres territoriaux en place.

Tableau 27 : Les équilibres ethniques dans le district bélizéen de Toledo et les municipes guatémaltèques de Livingston et San Luis

	Livingston (2005)	**San Luis** (2005)	**Toledo** (2007)
Métis / Ladino	42%	40%	14,6%
Créole (Noir)			5,3%
Garifunas	9%		6,7%
Maya (Kekchí-Mopán)	48%	60%	65,4%
Culi / East Indian	1%		6,3%
Mennonite			0,5%
Chinois			0,1%
Autres			1,1%
Population totale	48588	60 719	29 300

Sources : Statistiques nationales : INEGUAT, CSO

Les différents groupes ethniques sont d'autre part caractérisés par des dynamiques démographiques très spécifiques, qui permettent de comprendre, bien qu'il faille surtout être attentif aux mobilités humaines, les mutations des équilibres dans les différents districts (***tableau 27***). Les sociétés indigènes connaissent des taux de natalité impressionnants ; il n'existe pas de statistiques spécifiques mais le nombre moyen d'enfants par femme atteignant l'âge adulte est probablement très élevé. Au Toledo, ce phénomène s'explique par la bonne situation sanitaire, malgré le faible encadrement institutionnel, ainsi que par la précocité des mariages et l'absence de contraception. La population maya, notamment kekchí, conçoit la reproduction comme une réponse à une domination de type postcoloniale : les forts taux de natalité peuvent être assimilés à un comportement politique. Les populations ladinas ont des taux de natalité nettement moins élevés. Des mariages plus tardifs et le souci de la transmission des patrimoines expliquent en partie ce phénomène. Cette situation est encore plus marquée chez les populations garifunas et créoles noires, généralement plus éduquées, et dont l'accroissement naturel est clairement le moins important des trois groupes. La modification des équilibres démographiques est surtout préjudiciable à une catégorie de population ultramarine déjà bien moins représentée en nombre (garifuna, créole noir, culi, mennonite, chinois…), phénomène accru par les dynamiques migratoires.

B/ La contraction des zones refuges : infrastructures et mobilités

Les infrastructures de transport et de communication progressivement mises en place (fleuve, port, voie ferrée, route transisthmique) jouent un rôle primordial dans le processus de construction territoriale, dont les tendances schématiques sont l'accroissement des territoires ladinos, la déstructuration des territoires indigènes et la marginalisation progressive des communautés garifunas. Les interrelations sont de plus en plus nombreuses entre des territoires toujours plus connectés : infrastructures et mobilités humaines sont indissociables pour saisir des requalifications territoriales qui, au-delà de l'accès aux ressources, répondent parfois à une instrumentalisation par les pouvoirs en vue de l'assimilation de populations considérées comme allogènes.

Le Guatemala présente des situations assez diversifiées de part et d'autre de la frontière départementale qui sépare le Petén de l'Izabal, où le processus de conquête a été échelonné au cours du 20ème siècle. La partie nord du municipe de Livingston, frontalière et longtemps délaissée, a ainsi bénéficié de l'attractivité et de l'accessibilité des autres espaces périphériques pour maintenir des territorialités variées, fondées sur la subsistance ou l'intégration aux réseaux ultramarins. Enfin, l'expansion des populations ladinas sur les basses terres du Guatemala, après avoir contraint les Indigènes à se réfugier de l'autre côté de la frontière, se fait désormais largement sentir à Belize et dans le Toledo.

1) Le corridor transisthmique guatémaltèque et la colonisation du Petén

Le corridor transisthmique guatémaltèque qui s'établit à la fin du 19ème siècle sert de base à la future colonisation du Petén. Si les fronts pionniers spontanés sont nombreux dans tout le département, la connexion routière qui conduit vers le nord a contribué à marginaliser les populations indigènes et à accélérer la transition territoriale du municipe de San Luis.

La mise en place d'un territoire ladino autour du grand axe qui relie Puerto Barrios à la capitale est assez semblable aux autres cas d'interfaces ladinas centraméricaines. Ce sud de l'Izabal constituait l'un des terrains privilégiés de l'*United Fruit Company* et de l'économie de plantation. Le fer a été suppléé par la route autour du rio Motagua, dont la vallée, jusqu'à Puerto Barrios, constitue toujours une zone concentrant de nombreuses cultures d'exportation. Les deux axes distincts de l'est du Guatemala correspondent aussi à des temporalités différentes : le territoire ladino s'est appuyé sur l'enclave et le corridor transisthmique dans le

sud de l'Izabal, tandis qu'il s'est développé au détriment de la zone refuge dans le municipe de San Luis, où le processus de ladinisation s'appuie sur la spoliation des terres indigènes.

La route qui relie Morales à Poptún, en passant par Rio Dulce et San Luis Petén – la seule qui dessert efficacement le Petén en provenance des hautes terres – est une infrastructure majeure à l'échelle du pays. Aux alentours de cette route qui constitue aussi l'une des voies de transit pour l'économie de la drogue et des migrants, on n'entrevoit désormais pratiquement que des ranches qui se consacrent principalement à l'élevage, malgré un relief plutôt accidenté. Bien que le municipe de San Luis soit l'un des rares foyers de peuplement où les Indigènes sont restés majoritaires au Petén, ces grandes exploitations appartiennent essentiellement à des Ladinos. Depuis 1960, les oligarchies terriennes et les militaires guatémaltèques s'établissent sur des terres auparavant cultivées par les Indigènes. A San Luis le transfert de la terre effectué lors de la colonisation du Petén au mépris des petites tenures indigènes et au profit des grands et des moyens propriétaires ladinos s'est accru pendant la guerre civile.[398]

Tableau 28 : La répartition des terres dans le municipe de San Luis Petén

	*A = - de 1 mzn**	*B = 1 à 10 mzn*	*C = 10 à 64 mzn*	*D = +de 64 mzn*
Nombre total d'exploitations	28	5057	2650	1422
Surface cultivée (mzn)	21,78	17541	54440	48635
% du total cultivé	0.02%	14.48%	45.16%	40.34%
Surface des pâtures et des forêts (mzn)	0	200	22042	88264
% de pâtures et de forêts	0	0.18%	20%	80%

Une manzana (mzn) correspond à 0,7 ha en Amérique centrale. A représente les très petites exploitations, D les très grandes. Les pourcentages sont rapportés à l'ensemble des exploitations d'un même type.

Source : "*Diagnostico socioeconomico…*", 2007

[398] La modification de l'équilibre ethnique est défavorable aux Indigènes dans le municipe de San Luis : en 2005, 51,37 % des habitants de San Luis sont nés dans ce municipe, contre 48,64 % de migrants, qui proviennent surtout de l'Oriente (Santa Rosa, Jutiapa, Jalapa). Il s'agit d'une migration plus ancienne, majoritairement ladina, qui a atteint son paroxysme dans les années 1980.
Diagnostico socioeconomico, potencialidades productivas, propuestas de inversion, Municipios de San Luis, departamento de Petén, Université San Carlos de Guatemala, Faculté de sciences économiques, 2007, 660 p.

Dans ce municipe où l'accroissement migratoire s'est stabilisé, il existe un « jeu territorial » assez clair. Ce sont bien souvent les Indigènes sans terres qui repoussent la frontière agricole ; mais faute de tenures légales, ces terres échoient fatalement aux grands propriétaires terriens, surtout des éleveurs, à qui appartiennent 80 % des surfaces non cultivées dans le municipe (***tableau 28***). Autour des deux routes qui conduisent à Belize et constituent pour l'instant des frontières informelles, le même processus existe mais à un stade moins avancé, puisque moyennes et petites tenures alternent encore, les parcelles étant moins accessibles. Les infrastructures routières agissent ici comme un formidable concentrateur de terre au profit des grands propriétaires, aidées au besoin par une législation notablement détournée et des coordinations paysannes réduites au silence.

De nombreux projets visant à mettre en place des plantations agricoles de citrons, d'ananas, de papayes et d'oranges ont vu le jour dans le municipe. Les cours de la viande étant fluctuants, la diversification agricole est d'autant plus encouragée que ces nouveaux produits sont adaptés au sol et au climat. Il ne s'agit pas là d'une volonté de modifier la division ethnique du travail, mais plutôt d'une tentative de rationalisation devant le peu de capacité d'adaptation des *ganaderos* ladinos du Petén. Le développement des cultures d'exportation se fonde aussi sur la qualité des infrastructures et sur le raccordement à l'interface agroexportatrice du sud de l'Izabal, grâce à la qualité de la route goudronnée et à la proximité du port de Puerto Barrios.

La très inégale répartition des terres fait que le statut économique d'une grande partie des Ladinos est similaire à celui des Indiens. La domination des premiers reste néanmoins très nette et est assurée par le gouvernement de l'*alcalde* (maire), qui est bien sûr un Ladino…[399] Des lignes de fracture très importantes subsistent au sein de ce municipe frontalier, continuum territorial ladino touché par la ségrégation sociale, ethnique, mais aussi religieuse, puisque on dénombre 48% d'évangélistes pour 40% de catholiques.[400] Ici, le processus de ladinisation n'a pratiquement nécessité aucun capital, le rapport de force entre autorités nationales et Indigènes étant trop disproportionné. La conquête de cette lointaine marge orientale s'est effectuée au besoin militairement, dans le cadre d'un front pionnier qui s'est développé dans la continuité spatiale du glissement de l'enclave à l'interface un peu plus au sud.

[399] Le terme Ladino est peu employé dans le Petén, probablement en raison de la cristallisation des tensions ethniques durant la guerre civile.
[400] *Diagnostico socioeconomico..*, op cit.

2) Le nord du municipe de Livingston entre subsistance et réseaux ultramarins

Le municipe de Livingston n'a jamais véritablement été considéré comme un second débouché caraïbe au Guatemala, comme le démontre l'échec de l'établissement portuaire dans les années 1820 et le transfert de la capitale administrative à Puerto Barrios un siècle plus tard. Le nord du municipe est un territoire largement influencé par les logiques ultramarines, et dorénavant globales, puisque l'héritage de la flibuste et de la contrebande a consacré le rio Dulce, le Golfete et le littoral nord comme des hauts lieux du trafic de drogue. La diversité territoriale est beaucoup plus importante que dans le territoire ladino du sud du département ou du Petén. Cette zone échappe depuis longtemps au contrôle de l'Etat guatémaltèque et tend à maintenir cette particularité.

Livingston abrite la seule véritable communauté noire du Guatemala.[401] La ville est au cœur d'enjeux territoriaux pour des Garifunas de plus en plus marginalisés par l'accroissement de la pression ladina et la désaffection des acteurs globaux, notamment au profit des Indigènes. Les tensions ethniques s'articulent généralement sur des conflits socio-économiques liés au contrôle des ressources. Le transport est aux mains d'une confrérie de *lancheros* (conducteurs de bateaux à moteur) proche de celle de Puerto Barrios et surtout composée de Ladinos, qui applique des prix fixes et élevés. Traditionnellement l'apanage des Garifunas, la pêche est dorénavant massivement pratiquée par les Ladinos, ou par de nombreuses familles en quête de revenus complémentaires. Les relations entre Indigènes et Noirs sont peu développées, entre deux populations qui ne se connaissent ni ne se mélangent trop. Certains Garifunas se plaignent parfois du favoritisme à l'égard des Indigènes, qui profitent de la manne touristique alors qu' *« ils ne sont pas chez eux »*, ou seulement depuis peu de temps. Les discriminations raciales, très ancrées au Guatemala, se matérialisent surtout dans les relations entre Ladinos et Garifunas, qui préfèrent se définir comme *morenos* que comme *negros*.[402]

---

[401] Il existe aussi un petit quartier garifuna à Puerto Barrios ; le toponyme Cimarrón, cinq kilomètres à l'ouest de la ville, témoigne par ailleurs de la présence d'esclaves marrons durant la période coloniale.

[402] Le racisme est néanmoins moins patent chez les Ladinos habitant l'Izabal que chez la bourgeoisie de Guatemala Ciudad en vacances à Livingston. Si les tensions entre les deux communautés sont nombreuses, les Garifunas se refusent généralement à stigmatiser les autres catégories ethniques. Néanmoins, certains nous ont fait part d'un très fort racisme à leur égard et de leur incapacité à trouver du travail en tant que *Negros*. Ainsi, dans la restauration, les employeurs privilégient systématiquement les Indigènes au détriment des Garifunas. Le restaurant de l'association Ak'Tenamit à Livingston, où ne travaillent que des Indigènes, est surtout apprécié pour ses spécialités culinaires garifunas ! Les mutations des équilibres économiques et ethniques se manifestent aussi dans la sphère politique, où aucun garifuna ne se présente aux élections municipales de 1998, tandis que les deux derniers *alcaldes* sont indigènes.

Les Garifunas de Livingston apparaissent de plus en plus comme une communauté marginalisée, tournée vers l'extérieur, que ce soit pour l'émigration vers les Etats-Unis ou les transferts d'argent en provenance de cette même destination. Ainsi, 68% des familles garifunas perçoivent des remises de migrants, et la non disposition de cette ressource vitale fragilise le reste de la communauté.[403] Pourtant, la population garifuna de Livingston présente des spécificités culturelles uniques et joue un rôle principal dans la diffusion de la culture garifuna.[404] Ainsi, de nombreux garifunas sont trilingues, et l'ensemble de la population garifuna de la ville présentait en 1998 un taux d'alphabétisation de 85%, sans commune mesure avec celui des autres communautés.[405] Cet aspect entretient d'ailleurs leur grande proximité d'esprit avec les touristes, dont beaucoup viennent ici d'Europe, et qui ont très vite l'impression d'appartenir au même monde.

Le municipe de Livingston accueille aussi une zone refuge, où les Indigènes ont parfois remplacé les Garifunas ayant délaissé l'agriculture de subsistance. Ces communautés mayas kekchís, qui connaissent des conditions d'existence nettement plus favorables qu'ailleurs au Guatemala, ont maintenu une organisation communautaire où la terre ne peut être vendue. Les petites communautés bénéficient de la protection de l'association Ak'Tenamit, financée par les donateurs nord-américains du *Guatemala Tomorrow Fund*, basé en Floride. L'ONG constitue désormais autour du Golfete un acteur très puissant, puisqu'elle administre, en quelque sorte, ce territoire déshérité.[406]

De part et d'autre du Golfete, les ingérences restent néanmoins nombreuses sur ce territoire indigène, et sont autant liées à la permissivité des pouvoirs publics qu'à l'attractivité du territoire pour de nombreux acteurs globaux. Ainsi, la construction d'un oléoduc au sud du rio Dulce a contribué à ouvrir de nouveaux espaces de colonisation illégale, tandis que

---

[403] *Informacion general sobre Livingston y la comunidad garifuna, Diagnostico de la Organización Negra de Guatemala* (ONEGUA), 1998, 26 p. ; p. 9
[http://www.inforpressca.com/livingston/diagnostico_garifunas.pdf]

[404] Entre Livingston et Cocoli, qui ne compte plus qu'une dizaine d'habitants, tous kekchís, le village de Quehueche accueille au milieu de la jungle le plus grand centre cérémoniel garifuna.

[405] *Informacion general sobre Livingston y la comunidad garifuna…,* op. cit. ; p. 12

[406] Fondée en 1992 par deux Anglais et un Etats-Unien, Ak'Tenamit se définit comme une association maya qui consacre son activité à l'amélioration de la santé, de l'éducation, et des revenus dans l'est du Guatemala. Ak'Tenamit a fait le choix de l'écotourisme en prônant la formation des Indigènes aux différentes facettes de l'activité grâce à un surprenant institut situé sur les rives du Golfete, à Finca Tatin : maisons aux bases en béton, grandes salles de réunion, centres cérémoniaux, internat et terrains de sport… Très attaché à la parité hommes femmes, le centre éducatif accueillait en 2009 523 élèves, dont 219 filles, issus d'une centaine de villages. D'autres activités comme le grand restaurant de Livingston *Buga Mama* viennent compléter son activité et ses revenus. Circonscrite au municipe de Livingson, Ak'Tenamit a réussi en moins de deux décennies à s'imposer comme un modèle de développement incontournable pour les Indigènes kekchis, car l'association veille aussi à la qualité de l'enseignement et des soins dans les villages alentour, où elle apparaît comme une institution providentielle.

l'établissement du biotope Chacón Machaca réduisait considérablement les espaces cultivables.[407] Les réserves qui se sont multipliées depuis 1989 s'étendent en majeure partie sur les terres indigènes, au détriment des communautés et de leur agriculture itinérante, pourtant l'une des principales conditions de la survie de ces territoires indigènes.[408] Quelles que soient leurs caractéristiques (usage mixte, zone de protection totale…), le principal dirigeant d'Ak'Tenamit considère que *« ce sont les aires protégées qui ont envahi les communautés, pas le contraire »*.[409] D'autre part, les Indigènes doivent faire face à la multiplication de fincas totalement illégales sur ces mêmes réserves ou sur leurs propres terres ; ces grandes exploitations sont tenues par des riches guatémaltèques très souvent liés aux affaires de la capitale, voire aux cartels de la drogue, sur la plaque tournante du narcotrafic qu'est le rio Dulce.[410]

L'atout principal de ce territoire indigène réside dans l'activisme de l'association *Ak'Tenamit*, qui suscite une forte adhésion dans ces villages isolés. Toutefois, le mouvement politique indigène existe depuis bien plus longtemps dans l'ensemble du Guatemala. Il avait même pris au Petén une dimension importante, mais reste victime de mesures d'intimidation de la part des différents gouvernements malgré les accords de paix. Ainsi, la CONIC (*Coordinadora Nacional Indigena y Campesina*), originaire du Petén, a multiplié les actions dans la zone indigène de Livingston, notamment dans le biotope Chacón Machaca. L'épisode de l'incarcération de Ramiro Choc, agronome et ex guérillero venu militer dans cette ultime zone refuge, témoigne de la volonté du gouvernement de calmer toute revendication politique indigène.[411] Les organisations contestataires ne disposent pas de locaux et leurs représentants

---

[407] L'entreprise Perenco, originellement française, a développé depuis 2001 le pipeline qui relie le petit terminal de Piedras Negras (Santo Tomás) à la zone de production de Xan, dans le nord-ouest du Petén. Sa construction a permis aux grands propriétaires de s'installer dans une zone pourtant protégée depuis 1996. Plus à l'ouest, à El Estor, la réouverture d'une mine de nickel par une compagnie canadienne divise actuellement les populations kekchís. Le 30 septembre 2009, les vigiles de la compagnie ont tué deux paysans kekchis qui tentaient de s'introduire sur la concession pour cultiver leurs terres.
[http://www.perenco.com/100-Perenco-Guatemala.html]
[http://www.prensalibre.com/pl/2009/septiembre/29/345489.html]

[408] Entre 1989 et 1996, le Guatemala a institué des réserves naturelles, dont la variété des appellations présentait l'avantage de sous-entendre une adaptation de la législation aux situations locales. La mise en pratique de ces mesures de préservation a surtout permis le transfert de nombreuses terres indigènes de l'Izabal à la CONAP, l'organisme étatique qui gère ces terres.
[www.fundaeco.org.gt/mapa.php]

[409] Entretien avec Esteban Duden Hoefer, assesseur technique principal de Ak'Tenamit

[410] Pour Duden Hoefer, les narcotrafiquants posent peu de problèmes aux populations locales qui savent fermer les yeux ; en revanche, les affrontements se sont récemment multipliés avec les grands propriétaires qui empiètent constamment sur les territoires traditionnels des villages les plus isolés. Rios Montt dispose ainsi d'une finca donnant sur la mer aux portes de Livingston.

[411] Ramiro Choc a symboliquement défriché quelques parcelles du biotope Chacón Machaca, dans des communautés au nord-ouest et au sud-est du Golfete, à Quebra Seco et El Negro, pour protester contre

vivent dans des conditions précaires. Ils sont aussi peu connus dans cette zone où les Indigènes ont tendance à confier leur destin à la seule association Ak'Tenamit.

Dans le municipe de Livingston, l'accroissement des tensions pour le contrôle des ressources se manifeste par la juxtaposition de nombreux territoires. Les migrations sont assez faibles, hormis vers la ville de Livingston, où les Ladinos et les Indigènes marginalisent toujours plus les Garifunas. Il n'existe d'autre part aucune mobilité humaine transfrontalière de part et d'autre du fleuve Sarstun entre les zones refuges des deux pays, et le petit village de Sarstun constitue surtout un pont avancé pour la contrebande de biens de consommation vers Belize, que suggère l'incessant balai des *lanchas* sur un littoral très peu peuplé.

Le municipe de Livingston reste une exception à l'échelle guatémaltèque, puisque contrairement à San Luis, l'idéologie nationale ne s'est pas imposée et le processus de ladinisation est peu marqué. L'absence d'infrastructure majeure et la configuration quasi insulaire du lieu expliquent que ce sont toujours les réseaux globaux qui structurent cette marge globalisée.[412] Celle-ci accueille différents territoires aux configurations variées : celui des firmes multinationales du pétrole, des narcotrafiquants, des populations garifunas tributaires des transferts monétaires et de la migration ou des communautés indigènes dépendantes des donateurs états-uniens…

3) Belize, Etat d'Outre-mer de plus en plus confronté aux réalités centraméricaines

L'intégration du Toledo au reste de Belize est plutôt récente du point de vue des infrastructures routières. L'achèvement de la route (*Southern Highway*) n'a été rendu possible qu'à la fin des années 1990 par l'entremise de la Banque Interaméricaine de Développement et de fonds de coopération taïwanais, et l'entretien de cet axe structurant occupe la majeure partie des employés du ministère des transports du district. Si la route qui relie Belize City à Punta Gorda via Belmopan et Stann Creek est en très bon état, presque totalement goudronnée et praticable toute l'année, il faut pas moins de 6 heures de *chicken bus* pour relier les deux villes. Les territoires très nettement définis du Toledo montrent d'ailleurs dans quelle mesure cette infrastructure majeure a requalifié les espaces, par la mise en place d'activités

---

l'empiètement des réserves sur ce qu'il estime être des terres indigènes. Arrêté le 14 février 2008, il est condamné l'année suivante à 8 années incompressibles de détention.

[412] Le caractère insulaire du lieu nous fut révélé dès notre premier voyage par un jeune kekchí, aux alentours de Livingston, nous expliquant qu'« Ici, c'est une île ! ».

économiques tournées vers l'exportation, grâce au port de Big Creek et à une main d'oeuvre essentiellement ladina dans les zones de productions agricole et aquacole du nord du district.[413] Les mutations ont aussi été profondes à Punta Gorda, tandis que les villages indiens les plus proches de cet axe sont aussi ceux qui sont les plus déstructurés, comme nous le verrons à Big Falls, dans la prochaine partie consacrée à la zone refuge du Toledo.

La *Southern Highway* a davantage intégré la ville de Punta Gorda aux logiques centraméricaines et fragilisé le statut des populations garifunas. Contrairement aux Indigènes, les Garifunas avaient accepté la titularisation des terres proposées par les autorités britanniques au début du 20ème siècle et cessé la pratique agricole collective qui caractérise encore certaines communautés, notamment au Honduras. Après s'être désintéressées de l'agriculture, elles sont maintenant exclues des activités commerciales.[414] Les activités traditionnelles des Garifunas, comme la pêche, ne génèrent guère de revenus, et le projet trinational de gestion des ressources marines du Golfe du Honduras semble inapte à contrebalancer le phénomène : l'activité du petit port de la côte caraïbe reste principalement tributaire du poste de douane. Bien qu'il existe des transferts de populations entre les différents foyers de peuplement caraïbes, puisque certains Garifunas du Honduras sont installés à Belize, les jeunes regardent surtout vers les Etats-Unis. Les dynamiques démographiques propres aux populations ultramarines semblent ici trop faibles pour maintenir les spécificités de ce territoire, d'autant plus que la ville de Punta Gorda, à l'instar de celle de Livingston, attire de plus en plus de populations indigènes ou ladinas.

Les Etats centraméricains ne font rien pour enrayer une migration ladina qui non seulement draine les ressources hors du pays par l'intermédiaire des transferts monétaires, mais est susceptible de renverser le rapport de force entre anglophones et hispanisants à Belize.[415] Près de 3000 Guatémaltèques étaient légalement déclarés dans le district de Toledo

---

[413] Construit en 1990 à Big Creek, le seul port de Belize en eau profonde permet désormais de conditionner et d'exporter directement les bananes, au lieu d'être réexportées par Puerto Cortés, au Honduras ! Son statut de pays ACP permet à Belize d'écouler toute sa production vers l'Europe, par l'intermédiaire de la société irlandaise *Fyffes*, en partie héritière de la *United Fruit Company*, qui a financé ces aménagements et détient le monopole de l'exportation de bananes dans le pays.

[414] A Punta Gorda, les marchés de plein air n'accueillent aucun commerçant noir mais seulement des Indigènes et des Ladinos venus écouler leur production agricole. Quant aux commerces de détail, ils sont exclusivement tenus par des Chinois.

[415] Si la remarque concernant la « Belize's Ellis Island » du Toledo est peut-être justifiée concernant le lieu d'arrivée, elle est fausse concernant le lieu d'installation, puisque les districts de Belize et Cayo concentrent une grande partie de la population de migrants. On assiste aussi à un phénomène migratoire bien connu, à savoir le regroupement des migrants par nationalité au sein des différents districts : Belize et Stann Creek pour les

en 2000. Ces migrations prennent des formes différentes suivant la destination. Si elles sont clandestines dans les exploitations agricoles de fortune de l'espace contrôlé par les Mayas, elles sont plutôt légales dans les autres zones ou les Ladinos sont généralement majoritaires : la ville de Punta Gorda, les plantations de bananes et de citriques ou les fermes aquacoles du nord du Toledo.[416] Ces dernières sont d'ailleurs assimilables à des enclaves en voie de ladinisation. Bien que ces entreprises soient tenues par les grands magnats créoles de Belize comme les familles Bowen ou Zabaneh, celles-ci, comme les multinationales, favorisent systématiquement la venue de travailleurs migrants au détriment des nationaux : *« Les premiers travailleurs [de la bananeraie] étaient des Bélizéens créoles et garifunas qui profitaient dans les années 1980 de leur appartenance à la plus grande organisation du pays, l'Union Générale des Travailleurs (UGWU). Le gouvernement bélizéen, poussé par le gouvernement des Etats-Unis, le FMI et* Fyffes*, une filiale de l'*United Fruit *qui monopolisait l'exportation des bananes, aida à briser le syndicat en remplaçant les travailleurs bélizéens par des immigrants centraméricains. A peu près 93% des travailleurs sont actuellement centraméricains, principalement du Guatemala, du Honduras et du Salvador, tandis que les Afro-bélizéens travaillent comme superviseurs ou au port. ».*[417] Un peu plus au nord, dans le district de Stann Creek, les populations noires de Placencia ou Riversdale sont marginalisées par l'installation de complexes touristiques intégrés, par la concurrence du tourisme résidentiel, et par l'afflux d'une main d'œuvre ladina. Le processus d'exclusion de la société d'accueil se fonde sur les mêmes principes qu'à Bocas del Toro.

A Belize, l'enclave prend une forme différente du reste de l'isthme, puisqu'elle est favorisée par l'élite créole. Elle rappelle néanmoins l'insertion toujours plus grande de Belize aux réalités centraméricaines, bien que celle-ci soit en réalité assez ancienne, comme l'indique la présence précoce de l'*United Fruit Company*.[418] Les Ladinos constituent la main d'œuvre privilégiée dans la culture de bananes et de citriques, dans l'élevage de crevettes et dans le tourisme. Ainsi l'Etat national accepte-t-il une population considérée jusqu'il y a peu

---

Honduriens, Orange Walk et Corozal pour les Mexicains, Cayo pour les Salvadoriens, Cayo et Toledo pour les Guatémaltèques.

[416] Les bananeraies de l'ancienne Cowpen, héritières de l'éphémère concession de Middlesex de l'*UFC* de 1909 à 1920, n'avaient rien à envier, durant le boom des années 1990, aux pires heures de l'économie de plantation. Face à la pression internationale, l'Union européenne a financé la destruction de la ville et le relogement des travailleurs ladinos dans deux implantations distinctes, à Bladen et Bella Vista.

[417] MOBERG, Mark, "Transnational Labor and Refugee Enclaves in a Central American Banana Industry", in Human Organization, vol. 55, 1996, pp. 425-435 ; p. 429

[418] Moberg signale que les autorités coloniales, loin de se poser en médiatrices entre les planteurs et la masse des travailleurs, comme ailleurs dans les îles de la Caraïbe, ont très rapidement accepté la domination de la compagnie états-unienne, conçue comme inéluctable sur le sous-continent centraméricain.
MOBERG, Mark, "Crown colony as Banana Republic : The United Fruit in British Honduras, 1900-1920", Journal of Latin American Studies, n°28, 1996, pp. 357-381

comme un fléau, puisque c'est sur les migrants ladinao – qui s'installent de plus en plus définitivement – que s'appuie désormais un système économique bélizéen totalement extraverti. Les préoccupations nationales – identitaires, mais aussi géopolitiques – sont sacrifiées au nom de l'intérêt économique à court terme d'une élite de plus en plus transnationale et déterritorialisée, qui rompt avec sa traditionnelle méfiance envers les autres Etats centraméricains, Guatemala en tête. [419]

Les infrastructures économiques et les dynamiques démographiques de chacune des populations permettent de saisir les recompositions des différents territoires et la localisation des zones refuges indigènes. La mise en place des infrastructures, originellement liée aux dispositions naturelles, n'obéit pas seulement aux « nécessités » du développement économique mais aussi à des logiques géopolitiques et stratégiques, comme nous le verrons dans le cas du futur poste-frontière de Jalacte, au cœur des « villages indiens ». En effet, au delà de l'accroissement des relations économiques, ces axes ou ces pôles structurant, voire ces réseaux immatériels pour les antennes de téléphone et de télévision, permettent de contrôler des flux informatifs qui jouent un rôle non négligeable dans les processus de domination, notamment culturelle. Dans les sociétés « fermées », les infrastructures intensifient les flux économiques et culturels et contribuent surtout à déstructurer les territoires. Les infrastructures favorisent moins l'intégration que la fragmentation sociale et territoriale, puisque les nouveaux réseaux créent surtout de la discontinuité spatiale. Les mobilités humaines qui se greffent sur ces nouveaux réseaux, par leur caractère transitoire, rendent plus complexe la territorialisation de nouveaux groupes de moins en moins attachés aux lieux.

[419] L'espagnol n'est pas une langue officielle de Belize, car l'élite au pouvoir tient à conserver les formes de la primauté créole, mais il n'y a guère que les Indigènes qui refusent d'apprendre l'espagnol. Ainsi, on vend les deux principaux quotidiens guatémaltèques dans la gare routière de Belmopan quand le seul hebdomadaire de Belize y reste introuvable.

C/ Les communautés indigènes du sud Belize face aux intégrations nationale et régionale

Plusieurs éléments contribuent actuellement à déstabiliser la zone refuge du Toledo. La pression démographique, interne et externe, pose problème dans le cadre d'un territoire fini. L'Etat bélizéen s'efforce aussi de remettre en cause le principe des terres indigènes, communautaires et inaliénables, en jouant sur ses relais à l'intérieur des communautés les plus ouvertes. L'ouverture du territoire indigène est aussi et surtout favorisé par des politiques de « développement » pensées à travers le seul spectre de la croissance économique. L'intégration économique par la route à destination du Guatemala est ainsi recommandée par la très grande majorité des acteurs extérieurs à la zone : bailleurs de fonds internationaux, Etat, entrepreneurs… Face à cette pression sans précédent, les communautés indigènes du Toledo sont contraintes de se placer sous la protection d'organisations internationales, uniques garantes de la survie des territoires de la zone refuge.

1) Les terres indigènes

Dans le sud Belize, deux facteurs ont facilité l'émergence de communautés indigènes pratiquant une agriculture de subsistance dans un contexte pacifié : l'administration coloniale britannique plutôt lâche à laquelle a succédé un Etat fantôme, ainsi qu'un peuplement peu dense qui a permis de mettre en place cette territorialité propre aux Mayas. La disponibilité des terres est actuellement remise en cause par l'importance de l'accroissement démographique sur un territoire limité, notamment en raison des migrations qui s'y opèrent. Il existe aussi une interrogation profonde sur le système de mise en valeur des terres, dans un double contexte de fixation de la propriété et de protection environnementale.

Des revendications politiques croissantes

Dans les débuts de la migration indigène vers ce qui constitue encore le Honduras britannique, le phénomène ne gêne pas réellement la Couronne britannique, puisque les Jésuites s'occupent de populations considérées à juste titre comme un cordon sanitaire avec le Guatemala. Le dynamisme démographique de cette population, conjugué aux atermoiements de la politique coloniale britannique, va permettre aux Mayas d'obtenir des droits spécifiques sur la terre. En 1897, les Indigènes et la Couronne britannique signent un accord garantissant 7 réserves pour un total de 62 000 acres (une acre correspond à Belize à environ 4 000 m²).

Les *alcaldes* indigènes, contre une maigre rente, sont chargés de contrôler l'utilisation de la terre. En 1933, pour faire face à la croissance rapide de ces populations, les autorités réglementent l'occupation des terres nationales, qui étaient jusqu'alors interdites, et fixent une redevance de 5 $ par acre et par an. Plus ou moins acquittée, cette taxe est abolie dans les années 1980, période d'intenses revendications politiques durant laquelle les organisations indigènes demandent la reconnaissance totale de l'appartenance des terres à la trentaine de communautés indigènes du Toledo.

A Belize, les organisations indigènes locales, après s'être affirmées dans les années 1970, se sont structurées en un mouvement autonomiste et pacifique dans les années 1980.[420] Ce mouvement politique maya, qui n'est finalement pas parvenu à obtenir la reconnaissance juridique mais s'est seulement assuré de la garantie officieuse du caractère communautaire des terres indigènes, s'étiole progressivement dans les années 1990, laissant place à un lobby écologiste moins revendicatif et surtout moins représentatif.[421] Si les tensions entre Mopáns et Kekchís pour le contrôle de ces organisations ont été soulignées, il semble que cet élément ait plutôt été marginal dans le déclin du mouvement. Surtout, le financement international de ces organisations a toujours été limité, car les principaux acteurs politiques doivent, à l'instar des autres Indigènes, nourrir leur famille en allant travailler la milpa. Ce « nationalisme de papa » associant économie politique et travail de la terre s'est tari du fait du non renouvellement des élites mayas dans le sud Belize. Il n'existe actuellement pas de relève politique aux activistes indigènes des années 1980 chez une jeune génération qui n'a connu ni l'émulation politique des années 1970 ni la guerre civile au Guatemala, et qui considère souvent le mouvement comme archaïque et vain. En quelques années, Gregory Choc est ainsi devenu l'unique représentant des Indigènes auprès des autorités nationales.

---

[420] Michael Stone relate le processus de contestation d'inspiration marxiste, entrepris dans les années 1970, qui atteint son apogée dans les années 1980. Il évoque ensuite le progressif essoufflement du mouvement au début des années 1990.
STONE, Michael, "La politica cultural de la identidad maya en Belize", in Mesoamerica, n° 29, 1995, pp. 167-214

[421] Actuellement, la *Maya Leaders' Alliance*, formée en 1999, est censée regrouper les différentes composantes du mouvement politique maya du sud Belize. Elle rassemble les 4 présidents des 4 associations reconnues par l'Etat. Le *Toledo Maya Cultural Council* (TMCC), créé en 1978 sous le nom de *Toledo Indian Movement,* puis renommé en 1982, est reconnu en 1986 ; cet organe précurseur, composé à parité de 6 Kekchís et 6 Mopáns, n'a plus aucune activité réelle depuis 1999. C'est aussi à cette date que sombre la *Toledo Alcaldes Association* (TAA), sept ans après sa création en 1992, rassemblement jusqu'alors considéré comme l'interlocuteur privilégié du gouvernement. Le *Toledo Maya Women's Council* (TMWC) est présidé par Pulcheria Teul, sénatrice de Belize élue sous la bannière de l'UDP (*United Democratic Party*, centre-gauche), l'un des deux partis qui alternent au pouvoir ! Gregory Choc est désormais le président du *Kekchí Council of Belize* (KCB), créé en 1986 et reconnu en 1992 : il s'agit du versant politique de son association environnementale, SATIIM (*Sarstoon Temash Institute for Indigenous Management),* qui gère désormais le parc de Sarstun-Temash. Dans la pratique, Greg Choc contrôle le mouvement sans qu'aucune élection n'ait plus lieu.

Pression démographique et dérégulation des systèmes de gestion agraires

Les « villages indiens » du Toledo sont restés jusqu'il y à peu en retrait du processus d'intégration régionale que connaît le petit pays caraïbe. Compte tenu de la pression exercée sur les Indigènes au Guatemala, la zone fait toujours figure d'ultime refuge. Ces mobilités internationales sont surtout le fait de Mayas kekchís, puisque les Mopáns, premiers arrivants à Belize, vivent dans des conditions meilleures, sont moins nombreux et n'accueillent plus de migrants venus de l'autre côté de la frontière, faute de communauté importante au Guatemala. La composante kekchí accueille en revanche toujours des migrants, certainement moins nombreux que par le passé, en arguant des persécutions que subit cette communauté dans le pays voisin.[422] Les migrations indigènes vers Belize proviennent essentiellement du cœur kekchí du Guatemala, de San Luis et du Petén, du municipe d'El Estor, à l'ouest de Livingston, voire des Verapaz, situés encore plus à l'ouest. Il n'existe en revanche à notre connaissance aucune migration du municipe de Livingston ou des rives du Golfete vers Belize !

La population indigène du Toledo a doublé en vingt ans, principalement du fait des migrations.[423] Cette croissance massive de la population accroît les tensions sur la terre au sein et en dehors des communautés, puisque les espaces vierges sont désormais cultivés sous la pression des Indigènes sans terre. Dans les villages, la trop forte natalité contraint des familles entières à se maintenir sur la même milpa. Au problème de la transmission de la terre, puisque les enfants travaillent jusqu'à un âge très avancé sur les terres familiales, s'ajoute désormais celui de l'autosuffisance alimentaire, rendue désormais seulement possible par un contrôle beaucoup plus lâche sur les milpas. Ainsi, les temps de repos de la terre sont de moins en moins respectés et son appauvrissement inéluctable.

Les autorités coloniales du Honduras britannique avaient délégué aux *alcaldes* le contrôle des terres allouées à la communauté. Ces derniers n'arrivant plus à faire respecter leur principale prérogative, certaines communautés se sont résolues à introduire un élément jusqu'alors inexistant dans le système de gestion des terres communautaires mayas, où seul l'usufruit existe, bien que les traditions familiales sur les terres soient respectées. Les autorités des grands villages de Big Falls et de San Pedro Columbia ont accepté le principe de titularisation des terres, attribuant à chacune des familles des parcelles désormais

[422] Greg Choc nous assurait que le Conseil Kekchí de Belize avait demandé aux communautés de refuser toute nouvelle installation, tout en admettant que l'immigration continuait à un rythme assez faible.

[423] La part de population maya dans le Toledo passe de 21,8 % en 1891 (702 habitants sur 3 218) à 62,8 % en 1991 (10 998 pour 17 486), puis à 65,4 % en 2007 (19 162 sur 29 300), ce qui correspond à 5,9 % des habitants de l'ensemble du pays.

aliénables.[424] Sur cette question de la privatisation des terres, il faut souligner l'apathie générale des Indigènes, qui considèrent le dispositif comme essentiellement juridique, donc d'ordre national et en dehors de leurs compétences. Ainsi, la plupart des Indigènes interrogés nous ont assuré qu'il était hors de question que ces terres soient ainsi vendues.

Pourtant, cette parcellisation des terres communautaires est bien un préalable à la vente des terres à des membres d'autres communautés, car bien que le phénomène soit pour l'instant plutôt rare, certaines terres sont actuellement mises en vente.[425] Outre les risques liés à leur vente, cette privatisation entraîne une fixation des propriétés, donc une exclusion des plus jeunes ou des nouveaux arrivants. Les laissés pour compte s'en vont alors créer des colonies agricoles sur des terrains encore vierges, mais protégés, comme le 15 décembre 2008 où quelques familles de San Pedro Columbia sont allées fonder un nouveau village à 12 miles au nord. Cette incapacité à gérer les terres au sein de la communauté alimente la colère des détracteurs des Indigènes qui soulignent que leur multiplication est un danger tant pour la modernisation du pays que pour l'écosystème.

Les terres communautaires : enjeux socio-économiques et ethniques

Dans le même temps, la lutte juridique pour la reconnaissance des terres indigènes, reprise par l'association de Greg Choc, s'est soldée par une importante victoire en octobre 2007, puisque la Cour Suprême du Belize a reconnu l'inviolabilité des terres indigènes dans les deux villages de Conejo et Santa Cruz. Les mesures tardent pourtant à être appliquées par le gouvernement, qui a plusieurs fois suspendu l'application de la circulaire de la Cour suprême.[426] Cette importante victoire pour l'avenir du territoire indigène – l'objectif étant bien sûr d'étendre cette jurisprudence à l'ensemble des communautés – ne suscite pas

[424] Dans l'indifférence générale, le député du PUP (*People's United Party*, démocrate-chrétien), Marcial Mes, avec l'accord de l'*alcalde*, décide la parcellisation des terres de San Pedro Columbia en 2003. Les 548 signatures obtenues lors d'une pétition contre ce qui apparaît comme une privatisation des terres n'y font rien, faute d'entente entre Greg Choc et Leonardo Acal, l'initiateur de la pétition.

[425] Entre San Pedro Columbia et Big Fall, à l'extrême lisière de la zone indigène, nous avons pu observer une très grande parcelle mise en vente par l'entreprise *Century 21*, tandis qu'à proximité du site de Lubaantum, des barbelés se dressent désormais autour de terrains à vendre, alors qu'il n'existe traditionnellement aucun système de clôtures sur les terres indigènes.

[426] *« Les organisations notent que, dans la pratique, malgré son engagement verbal de créer un cadre juridique permettant aux villages mayas de faire valoir des droits de propriété sur les zones où s'exercent leurs droits coutumiers, le Gouvernement continue de faire comme si ces droits n'existaient pas, faisant des Mayas des citoyens sans droits sur des terres qu'ils utilisent et occupent pourtant traditionnellement. Elles rapportent aussi, s'appuyant sur six exemples concrets, que le Gouvernement continue d'ignorer les droits fonciers des communautés mayas et des Mayas eux-mêmes, traitant leurs terres comme s'il s'agissait de terres vierges de toute occupation afin de délivrer des baux, permis et concessions pour l'exploitation des ressources naturelles, l'abattage et l'extraction pétrolière. »*
Rapport du Haut commissariat aux droits de l'homme pour Belize, Genève, 4-15 mai 2009 ; p. 6

forcément l'engouement des Indigènes, qui tiennent à ne pas se couper outre mesure des autres populations bélizéennes. Beaucoup s'interrogeaient sur les mesures de rétorsion que pourraient subir les villages de la part de l'Etat, notamment du point de vue des infrastructures électriques ou sanitaires. Le principe même des terres indigènes suscite fréquemment la colère des autres communautés. Dans le Toledo, l'expulsion d'un fermier bélizéen par les Indigènes sert d'exemple à la discrimination inversée dont se plaignent les non-indigènes de l'ensemble de Belize. Pour l'opinion publique, il est difficile d'accepter que les Indigènes soient les seuls à bénéficier d'un traitement de faveur *« alors que les autres paient des taxes, eux ! »*.[427]

Ce mouvement de défense des terres indigènes propose une alternative aux politiques de développement agraire tournées vers la seule exportation de produits agricoles tropicaux. La comparaison avec le district de Stann Creek et ses populations prolétarisées – ou ladinisées – permet de saisir des enjeux territoriaux, profondément socio-économiques, que l'on cherche à relativiser en les assimilant trop vite à des enjeux ethniques. Pour évoquer ces travailleurs de la bananeraie et de l'orangeraie, le leader indigène Leonardo Acal évoquait des « esclaves » : dans l'imaginaire collectif indigène, c'est ce qui les attend s'ils sont dépossédés de leurs terres.

Les élites au pouvoir s'attachent à souligner le caractère discriminatoire du principe même de terres indigènes, alors qu'elles se fondent principalement sur des revendications d'ordres socio-économiques. A Belize, deux conceptions socio-économiques s'affrontent désormais, et les Indigènes sont bien sûr stigmatisés pour leur refus de se plier aux règles du jeu : beaucoup considèrent qu'ils ont remplacé les Ladinos dans le rôle de traîtres à la nation globalisée... Le contexte relativement pacifié de Belize permet toutefois d'éviter les risques de radicalisation ethnique, d'autant plus que les autres Indigènes du nord de Belize n'ont pas de revendication en ce sens.

Le poids des hommes – l'accroissement naturel et migratoire – est un élément susceptible de déstructurer ces territoires relativement autonomes. L'équilibre interne des communautés est fragile, et la pression accrue sur la terre agricole menace le principe même de subsistance. La zone refuge est d'autre part fragilisée par l'ouverture toujours plus marquée du territoire, justifiée par des impératifs qui se fondent parfois sur une mesure assez arbitraire du développement.

[427] Francis Johnston, fermier de Golden Stream, avait acheté des terres, encouragé par le gouvernement, au frère de sa femme, une Maya. Le fermier accuse les Mayas d'avoir laissé faire cette vente pour le chasser par la suite. *Amandala News*, 12/11/2008

2) L'arbitraire de la mesure du « sous-développement » indigène

Le rapport national sur le développement à Belize de 2006 insiste sur les facteurs externes qui empêchent le petit Etat de s'émanciper des difficultés propres au monde centraméricain. Davantage que les migrants guatémaltèque ladinos, les populations migrantes indigènes, elles aussi guatémaltèques, seraient responsables du maintien du sous-développement, impact surprenant si l'on se remémore que les Indigènes représentent moins de 6% des habitants du pays. Plus que le district du Toledo, c'est le territoire indigène qui est visé par l'expression *« Belize Ellis Island »*, ainsi que le suggère la recommandation de définir les villages indiens comme une *« Special development area »*.[428]

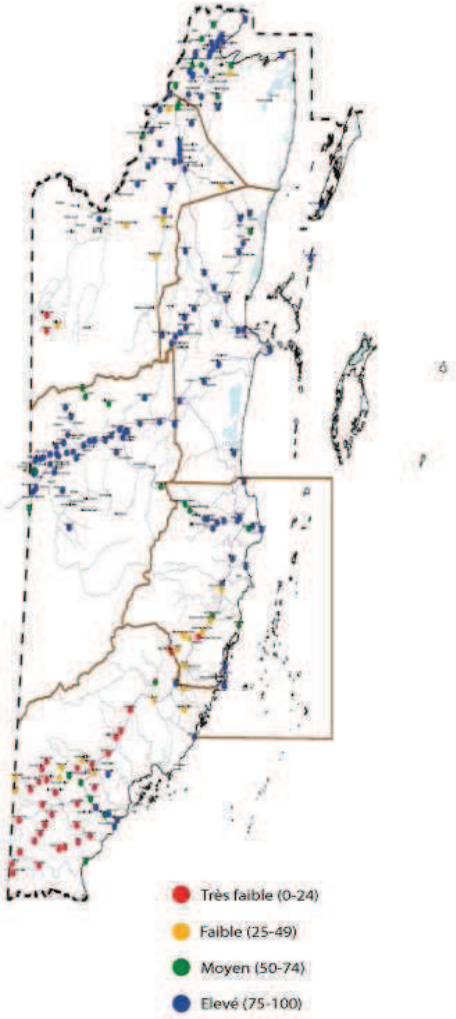
Au-delà de l'analyse, les statistiques font appel à des indices parfois arbitraires. Le calcul de la pauvreté utilise des critères comme la qualité du logis, consacrant l'idée que développement rime nécessairement avec perfectionnement technologique. L'évaluation de la pauvreté minore pourtant les indices éducatifs ou l'atmosphère apaisée qui règne dans les villages. La ***carte 43*** représente le pourcentage de foyers par communauté ayant des matériaux appropriés pour la toiture ; la tôle est ici considérée comme un matériau approprié, alors que les Indigènes, dès qu'ils le peuvent, l'ôtent pour couvrir les bâtiments de toits traditionnels en végétaux. Idem concernant le combustible utilisé pour cuisiner, puisque le bois y est clairement défini comme un indice de pauvreté.[429] Le rapport ne prend pas en compte les spécificités des villages indiens, où la cuisine au bois revient beaucoup moins cher que la cuisine au gaz. D'autres indices plus pertinents, comme le nombre de lits ou la disponibilité en eau pour se laver, négligent néanmoins le caractère spécifique de l'habitat et du mode de vie indigène, en constituant des standards qui rejettent inéluctablement le monde indigène dans le sous-développement.

---

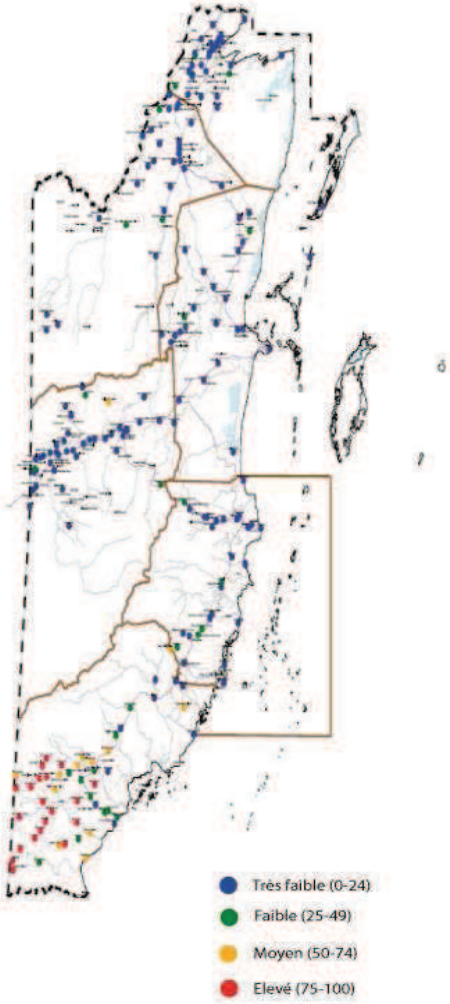
[428] Ce rapport traduit bien les orientations idéologiques sur lesquelles se base l'action politique à Belize. Les spécificités bélizéennes y apparaissent d'ailleurs assez nettement, tant dans la production des statistiques que dans le traitement des données : « *Le Toledo est caractérisé comme le passage par lequel la majorité des immigrants sont entrés dans le pays […] et le recensement montre que les Mayas se sont réinstallés du Toledo rural vers Punta Gorda et les autres villes. Le problème est que les nouveaux immigrants pauvres remplacent ceux qui quittent le Toledo, donc les statistiques restent inchangées. Finalement, on pourrait se demander si les projets de développement au Toledo ont un impact sur le long terme, avec ses bénéficiaires qui vivent désormais dans d'autres districts. L'autre possibilité, suggérée par la carte de la pauvreté, est qu'une importante proportion des pauvres du Toledo soit des vieilles familles anciennement établies essentiellement dans les villages les plus reculés. »* Cette réflexion du rapport est assez étonnante et démontre les difficultés de traitement des données statistiques, puisqu'on ne sait pas qui est comptabilisé parmi les pauvres : les nouveaux arrivants ou ceux qui habitent dans les villages les plus reculés.
National Poverty Elimination Strategy and Action Plan 2006-2010: Investment Sectors…, op. cit. ; p. 20

[429] *National Poverty Elimination Strategy and Acion Plan, 2006-2010 : Poverty Map Development for Belize,* Ministry of Economic Development, Commerce and Industry of Belize, 2006 ; p. 31

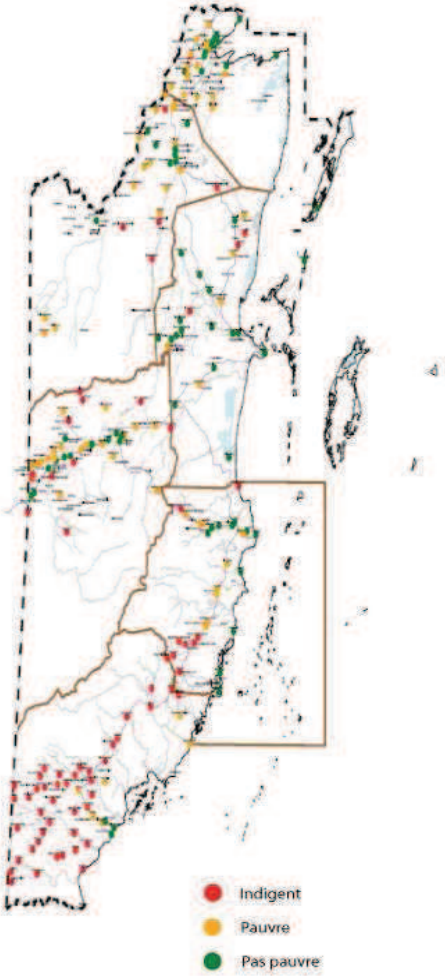
Carte 43 : Pourcentage de foyers avec du matériel pour la toiture approprié (tôle, shingle, dur), par communauté



Carte 44 : Pourcentage de foyers sous le seuil d'extrême pauvreté, par communauté



Carte 45 : Evaluation de la pauvreté basée sur huit variables de la qualité de vie et des revenus



L'évaluation des revenus montre aussi les limites de ces statistiques : le seuil d'indigence est fixé à 4,29$ par jour dans le Toledo, légèrement au-dessus de la moyenne nationale de 3,5$. Si les prix sont effectivement plus élevés dans le Toledo, la méthode de calcul ne prend pas en compte l'autosuffisance alimentaire des Indigènes, qui remet totalement en cause ce seuil. Ainsi, la ***carte 44***, qui représente l'indice d'extrême pauvreté, démontre parfaitement l'arbitraire de la mesure du sous-développement, puisque la quasi-totalité des communautés indigènes du Toledo sont considérées comme totalement indigentes, tandis qu'il n'existe qu'un village à l'échelle du reste du pays présentant une extrême pauvreté seulement moyenne. Ainsi, l'extrême pauvreté est très faible dans les enclaves bananières de Swasey et Bella Vista, pourtant connues pour abriter une misère endémique, le salariat y permettant de donner l'illusion du développement.

La ***carte 45*** de la pauvreté démontre la relative cohérence du district par rapport à ses voisins : les communautés indigènes comme les foyers de travailleurs ladinos, voire les villages garifunas, comme Barranco, y sont considérés comme indigents. Seuls Punta Gorda et les villages de métis et de coolies situés sur l'*Highway* échappent à cette classification. Les territoires ladinos de la banane ou de l'orange, comme dans le sud du district de Stann Creek, sont tout de même considérés comme indigents malgré l'importance du salariat. Ils se distinguent ici des territoires du tourisme de Riversdale ou Placencia, touchés par la ladinisation tout en conservant des aspects « globalisés », dont celui de ne pas être indigents.

Dans le district du Toledo, la spécificité indigène n'est jamais présentée par les autorités nationales que comme un reliquat caractéristique du sous-développement. La pertinence écologique du mode de développement orienté vers la subsistance est travestie et considérée comme une preuve de l'arriération de l'élément indigène de la société bélizéene. Ces considérations officielles visent particulièrement la composante kekchí, laissant de côté le problème de l'immigration guatémaltèque.

3) L'instrumentalisation de la dispute frontalière

La frontière internationale joue un rôle historique très important dans l'émergence de cette zone refuge. Elle a d'une part longtemps placé l'ancien Honduras britannique en retrait des problématiques centraméricaines, tandis que l'existence de cet îlot de *Pax britannica* a permis aux Mayas de s'établir sur un territoire protégé de la menace ladina. Toutefois, l'intégration régionale, à travers le Plan Puebla Panamá, a conduit les deux Etats à s'efforcer de coopérer économiquement, si ce n'est politiquement, notamment par le projet de route et de poste-frontière au cœur de la zone indigène. C'est dans un contexte marqué par un réchauffement des relations, notamment économiques, entre les deux pays, qu'ont pourtant récemment été renouvelées les revendications du Guatemala sur Belize.[430]

Après 1859, le Guatemala n'a plus reconnu le statut du Honduras britannique. Depuis son indépendance obtenue il y a une trentaine d'années, le voisin guatémaltèque n'a jamais cessé de revendiquer soit la totalité de Belize, soit le Toledo. Après des périodes de fortes tensions suite à l'indépendance de Belize, les quelques escarmouches sur cette frontière méridionale ont fortement diminué ces dernières années. Les diplomaties des deux pays s'affairent autour de ce litige frontalier qui permet au gouvernement guatémaltèque de continuer à exercer une pression et de ne pas perdre la face vis-à-vis de son opinion publique. Dernier épisode de ces palabres qui semblent ne jamais devoir finir, les deux Etats ont rendu public en décembre 2008 un accord jusqu'alors secret qui désignait la Cour Internationale de Justice (CIJ) comme arbitre du litige. La soumission à la CIJ nécessite néanmoins tellement de préalables (référendums nationaux simultanés, mémorandums et contre mémorandums…) que la solution du conflit semble repoussée aux calendes grecques. Même si cet épisode est loin d'être achevé, cet accord apparaît comme une victoire de la diplomatie guatémaltèque, car Belize accepte l'arbitrage de la juridiction internationale, bien que celui-ci doive normalement lui être favorable.

La possibilité laissée à la Cour Internationale de Justice de décider du destin de Belize y a été très mal perçue. Créoles et Indigènes de Belize redoutent toujours l'invasion guatémaltèque, bien que rien ne semble réellement justifier cet état d'alerte. De son côté, Greg Choc considérait cette manœuvre comme un jeu politique destiné aux opinions publiques, tandis que pour Leonardo Acal, il s'agit d'une manœuvre du gouvernement bélizéen pour

[430] Un accord commercial abaissant les tarifs douaniers a été signé en juin 2006 entre les deux pays, concernant principalement le bétail, les citriques et le tilapia d'élevage.

mettre les Mayas sous pression.[431] Néanmoins, les organisations mayas *« rejettent l'argument qu'aller devant la Cour de Justice puisse garantir la sécurité du peuple maya. […] Nous ne pouvons gagner ce que nous avons déjà. […] Nous appelons le gouvernement à accroître et à établir des forces de sécurité permanentes tout le long de la frontière de Chiquibul à Sarstoon ».*[432] Les nombreux rappels à l'ordre du gouvernement soulignant que la garantie du statut particulier des Mayas n'est liée qu'à leur appartenance à Belize fonctionne visiblement, puisque dans la même déclaration, les Indigènes affirment leur *« allégeance complète et sans équivoque à l'Etat de Belize ».* Après avoir très longtemps préservé les Mayas de Belize, la frontière sert désormais de garde-fou pour prévenir toute radicalisation de leur part. Difficile en effet d'expliquer la faiblesse des forces bélizéennes présentes sur cette zone de tension au moment où les Guatémaltèques sont soupçonnés d'empiéter sur la frontière.[433] Le jeu diplomatique auquel se livrent les deux Etats s'explique aussi par leur volonté de calmer les Indigènes, puisque dès lors que les rivalités entre les deux entités faiblissent, la pression s'accentue sur les territoires indigènes.

Ainsi, le Guatemala n'a pas tout à gagner de la légalisation de cette frontière, car si en termes de jeu territorial la libéralisation du transit lui est favorable tant du point de vue du poids économique que démographique, la fixation de la frontière constituerait une grave défaite pour l'opinion publique nationale.[434] La très prochaine ouverture d'une route et de postes frontières officiels dans ce district toujours revendiqué par le Guatemala peut dès lors être considérée comme une tentative de reprise en main de l'Etat bélizéen sur les territoires indigènes, d'autant plus que l'initiative serait appréciée à Washington, puisque cet axe fait partie des projets du Plan Puebla Panamá (***carte U, annexe 3***).

---

[431] Entretiens avec Gregory Choc et Leonardo Acal, leaders indigènes du Toledo.

[432] *Déclaration des Peuples Mayas*, émanant des Leaders Mayas du Sud Belize, *Amandala News*, 14/12/2008

[433] Lors de notre voyage, plusieurs déclarations relataient des incursions de militaires guatémaltèques à Jalacte, ainsi que la construction d'un poste avancé sur la zone de litige. Il s'agissait en réalité du local du négociant guatémaltèque qui achète la production de haricots des Mayas. Quelques jours plus tard, sur cette même frontière, nous n'avons aperçu côté bélizéen qu'un simple camion encombré de militaires très mal équipés. Par ailleurs, le poste de police de Jalacte, la plupart du temps vide, est situé de telle manière qu'il ne puisse pas prévenir les éventuelles incursions guatémaltèques par la route !

[434] Durant les 8 premiers mois de 2009, la balance des échanges est très favorable au Guatemala, qui a exporté vers Belize pour 30 millions de $US, contre 4 millions seulement en sens inverse.
[http://www.prensalibre.com/pl/2009/octubre/20/350074.html]

4) L'ouverture des « villages indigènes » du Toledo

Cette intégration économique planifiée tant par les Etats que les par les institutions internationales (PPP, Banque Mondiale, IADB…) pose les jalons d'une requalification du territoire maya, dont les modalités ont déjà été observées ailleurs à Belize. La nouvelle route constitue tout autant que la frontière une sérieuse menace pour la pérennité du territoire maya du Toledo.[435] L'ouverture prochaine d'une frontière à Jalacte pose le problème de l'intégrité territoriale de cette ultime zone refuge : l'intégration des villages indiens ne peut que s'accélérer en devenant une zone de transit. Les Indigènes sont très partagés sur l'ouverture de la frontière. La baisse des prix est évidemment un aspect mis en avant par ceux qui sont favorables à la route, mais l'inquiétude suscitée par le Guatemala est palpable. Ainsi, Gregory Choc considère que l'ouverture de cette frontière doit comporter comme préalable la reconnaissance totale des terres indigènes, *« sinon les gens se révolteront »*.[436]

En revanche, les populations indigènes sont dans leur grande majorité favorables à l'amélioration des infrastructures dans les « villages indiens ». En effet, à part l'*highway*, les routes ne sont jamais goudronnées, et les temps de parcours démesurément longs par rapport aux distances. Le coût des transports reste élevé, bien que des entrepreneurs indigènes aient mis en service des lignes concurrentes au fameux *« James bus »,* qui détenait jusqu'à peu le monopole sur les transports collectifs dans le sud Belize.[437] Pour les principaux défenseurs de la cause maya, la route n'est pas perçue comme une menace au statut spécifique des « villages indiens », tant qu'elle ne relie pas le Guatemala…

Pourtant, la route est ici un vecteur de modernité, et à ce titre un élément ambivalent qui en véhicule les contradictions, notamment sur un espace qui s'est défini en marge du reste de Belize. Elle permet effectivement de développer l'éducation secondaire, puisque les

[435] Sur ce point, Eric Moore, directeur de la délégation du Ministère des Transports et Travaux Publics pour le Toledo, nous assurait que la route entre Big Falls et Jalacte serait goudronnée au plus tard en 2013. Pour l'instant, les 4x4 ne peuvent pas passer le ruisseau frontalier, et le passage se fait à pied ou à dos de cheval pour les marchandises. Il ne semble pas que cette frontière soit un haut lieu de trafic, même si plusieurs centaines de personnes la traversent chaque jour, étant donné la différence de prix, beaucoup plus faibles au Guatemala. La police de Belize contrôle parfois et saisit le cas échéant les produits de consommation courante ramenés illégalement du Guatemala. Les Indigènes prennent généralement le bus quand les Ladinos, nettement moins nombreux, sont attendus par des 4x4 qui les amènent à Punta Gorda. Il existe aussi un autre passage moins fréquenté, plus au sud, à Dolores. Pour autant, les frontières, bien que poreuses, restent interdites, et les convois, comme ceux des migrants honduriens de Bella Vista, sont contraints d'utiliser la frontière de Melchior via Belmopan et le Petén pour retourner chez eux.

[436] Entretien avec Gregory Choc.

[437] Tous les villages indigènes sont accessibles par la route lors de la saison sèche. C'est l'un des objectifs de la délégation des transports du Toledo. La plupart des bus comprennent un équipage rassemblant un chauffeur et un contrôleur mécanicien. La desserte des villages (départ le matin pour Punta Gorda, retour le soir) est aussi dépendante du bon vouloir de la machine. Les prix restent prohibitifs pour les nombreux Mayas se rendant quotidiennement à la capitale du district, puisque un aller simple San Pedro Columbia – Punta Gorda coûte 1,5 $.

écoliers peuvent se rendre dans la journée au collège technique indigène agricole Julian Cho, situé à Big Falls, bien que les frais engagés restent dissuasifs.[438] Dans le domaine de la santé aussi, la modernisation des infrastructures donne l'impression d'un apport décisif. Sans minorer la contribution de ces structures éducatives ou sanitaires au développement harmonieux du territoire, leur intérêt réside toutefois dans le maintien de leur contrôle par les communautés, ce qui ne semble pas être le cas du futur hôpital fédéral de San Antonio.

Ainsi, les mobilités quotidiennes liées à la route ont profondément remodelé les mentalités, tandis que les nouveaux moyens de communication font une entrée fracassante dans les villages. La dépendance économique et culturelle s'accroît ici chaque jour, puisque les maigres surplus générés par l'activité agricole sont investis dans des biens de consommation (farine de blé, alcool, vêtements...) ou dans des outils technologiques de loisirs (téléphone portable, télévision…). La modernisation agricole – le bois de chauffe et les denrées agricoles sont quasiment toujours transportés à dos d'hommes – pâtit d'un vif attrait pour le monde extérieur surtout conçu à travers la consommation individuelle. La culture globale parvient à s'immiscer dans des lieux quasiment dépourvus d'électricité, puisque si les lignes électriques suivent les routes et sont présentes de nombreux villages, seuls les bâtiments publics et quelques habitations en disposent. Enfin, l'antenne de téléphone portable de Punta Gorda permet, bien perché sur une colline, de rentrer en contact avec le reste du monde.

[438] Le financement d'une année d'école technique supérieure, en comptant frais d'inscription, de transport, livres et uniforme, revient environ à 500 $ par élève et par an !

Conclusion : Pouvoir et territoire indigènes : du politique au culturel ?

Les territoires indigènes caractérisés par la subsistance et situés de part et d'autre de la frontière du rio Sarstun n'ont aucune relation entre eux. Il s'agit pourtant de populations ethniquement homogènes, essentiellement différenciées culturellement par leur langue officielle, espagnole au sud et anglaise au nord. Si cette absence de contact tient aussi au souci de ne pas froisser les autorités nationales qui pourraient s'inquiéter de l'émergence d'un territoire transfrontalier, elle s'explique surtout par deux processus de revendications qui ont pris forme dans des contextes spatiaux et temporels distincts : années 1970-1980 à Belize et 1990-2000 pour le Guatemala. Les deux mouvements se sont structurés très différemment, l'un s'appuie sur les élites indigènes vivant dans les villages indiens du Toledo, tandis que le processus est totalement exogène au Guatemala, où la formation d'une élite n'est pas forcément à l'ordre du jour. Dans le second cas, la primauté des acteurs globaux dans le processus d'autonomie traduit aussi un basculement idéologique.

Au Guatemala, les Indigènes ont peu pris part aux guérillas qui s'opposèrent frontalement à l'armée guatémaltèque dans les années 1960. Comme le montre Yvon Le Bot, c'est surtout le raidissement de l'armée qui contribue à rapprocher les revendications indigènes de celles des guérilleros, notamment au Petén.[439] La violence a totalement annihilé les organisations de petits paysans, comme le rappelle la lourde atmosphère qui règne encore au Petén, en raison de la présence de nombreux groupes responsables de la terreur : gangs, militaires, grands propriétaires, narcotrafiquants… Directement inspirée des mouvements paysans actifs auparavant au Petén et rare organisation guatémaltèque à réclamer une réforme agraire, la confédération syndicale CONIC a étendu son activité au municipe de Livingston. L'arrestation de son principal représentant, Ramiro Choc, apparaît clairement comme un avertissement adressé à ce type d'organisation contestataire, car il est plutôt rare que l'Etat s'immisce directement dans un municipe de Livingston sur lequel il n'exerce traditionnellement qu'un contrôle très souple. C'est le mouvement politique indigène qui est visé ici, l'Etat profitant du manque de connexions de ces organisations.

[439] LE BOT, Yvon, *La guerre en terre maya: communauté, violence et modernité au Guatemala, 1970-1992*, Karthala, 1992, 335 p.

A quelques kilomètres de là, Ak'Tenamit, l'association qui développe la formation à un tourisme soutenable, n'est pas menacée. Son orientation idéologique focalisée sur la conservation du patrimoine n'a pas de vocation nationale ; elle est néanmoins très ancrée localement, à tel point que de nombreux villages se considèrent sous sa protection. Ils le sont d'ailleurs probablement, car l'ONG dispose de réseaux solides, et constitue une excellente vitrine, tant pour les donateurs états-uniens que pour le gouvernement guatémaltèque, qui a eu l'intelligence politique de laisser se développer de manière alternative cette infime portion de l'espace occupé par les Indigènes au Guatemala. Ak'Tenamit a aussi bénéficié du souci des autorités de tourner la page après les drames de la guerre civile.[440]

Dans le Toledo, Gregory Choc symbolise le tournant pris par la contestation indigène. Avocat formé aux Etats-Unis, jonglant entre Punta Gorda, Belize City et l'ONG canadienne qui finance son association, il a été nommé sénateur de Belize en 2009. Son organisation, *SATIIM*, créée seulement en 1997, se préoccupe surtout de questions écologiques.[441] Pour les anciens leaders indigènes, Greg Choc n'a d'ailleurs ni programme politique, ni légitimité ; les plus radicaux le considèrent comme un agent de l'extérieur, au même titre que les *Peace Corps* ou les églises évangélistes. En dépit de ces accusations, le poids de Greg Choc dans la *Maya Leader Association* a largement contribué à la reconnaissance des terres indigènes des villages de Santa Cruz et Conejo par la Cour suprême, intervenue en 2007, bien que le gouvernement freine le processus. Inutile de préciser que l'Etat préfère négocier avec le policé Greg Choc qu'avec les rugueux paysans indigènes…

Ainsi, malgré la structuration interne de la contestation maya à partir des années 1970 (Petén, Belize), les réseaux globaux ont pris le pas sur le militantisme politique, et jouissent désormais d'une puissance financière et idéologique sans commune mesure avec les organisations locales. Difficile pour les tenants du mouvement politique indigène d'ignorer qu'il n'y a point de salut sans soutien global, notamment au Guatemala, ainsi que le prouve l'épisode Ramiro Choc. De plus, les projets de développement soutenable de Greg Choc s'ancrent, à l'instar de l'écotourisme d'Ak'Tenamit, dans une logique culturaliste très en vogue chez les donateurs nord-américains. De cette confusion entre protection de l'environnement et de l'Indigène, nul doute que c'est ce dernier qui a le plus à perdre.

---

[440] Duden Hoefer considère que le ralentissement du processus à Belize tient à l'absence de guerre civile, tandis qu'il estime qu'au Guatemala, les Indigènes ne se démobiliseront jamais.

[441] *« Notre mission : sauvegarder l'intégrité écologique de la région Sarstun-Temash et employer ses ressources dans un sens environnemental pour le bien-être économique, social, culturel et spirituel de ses populations indigènes. »*
[http://www.satiim.org.bz/index.php?section=2]

La frontière internationale avait jusqu'à l'indépendance de Belize créé une très forte démarcation entre des espaces similaires d'un point de vue géophysique et ethnique, notamment entre Petén et Toledo, qui constituent deux exemples extrêmes du destin des territoires indigènes de la subsistance. La frontière politique favorise cette distinction, par le processus migratoire maya sensible à partir de la fin du 19ème siècle. Les années 1970 et 1980 constituent une période où l'influence des Etats est la plus nette en termes de recomposition territoriale entre un Guatemala poursuivant une ladinisation forcée au Petén et un Belize au sommet de son « *home rule* » garantissant officieusement les terres indigènes.

Dans les années 1990, le processus d'autonomie n'a pas abouti à Belize, faute de soutien international, mais aussi en raison de l'afflux de populations indigènes et de la forte croissance des communautés sur un espace limité. Dans le même temps, la relative pacification du Guatemala a permis l'émergence d'une zone refuge, hors de la chasse gardée ladina du Petén, sur la marge globalisée que constitue depuis longtemps le municipe de Livingston. Ce mouvement guatémaltèque rejette les revendications politiques concernant la répartition de la terre à l'échelle du pays pour demander modestement le maintien d'une culture en péril sur un territoire restreint. Les zones refuges ne sont pas des modèles figés, mais prennent des formes diverses en fonction des contextes, quitte, devant l'échec du mouvement politique interne au Toledo, à s'appuyer sur des acteurs extérieurs, comme dans le cas d'Ak'Tenamit.

La vulnérabilité des populations des marges s'accroît. Les élites transnationales de Belize se soucient de moins en moins de la préservation de la société « ultramarine » qui constituait pourtant le socle humain du pays. Le modèle indigène montre aussi ses limites ici, puisque ce sont désormais des acteurs extérieurs à l'isthme qui assurent sa protection. Pourtant, les anciennes formes de revendications locales, tronquées aujourd'hui par une approche culturelle de la défense d'un territoire de plus en plus « ethnicisé », peuvent être revitalisées par l'intermédiaire des réseaux sociaux locaux qui s'épanouissent actuellement en Amérique latine. Leur discordance idéologique pose peut-être les bases d'un autre pouvoir, que seul le monde indigène semble à même d'incarner.

Chapitre 11 :
Le tourisme à Bocas del Toro (Panamá) : économie d'enclave, recompositions sociales et globalisation du territoire

La province de Bocas del Toro est créée conjointement à l'Etat panaméen en 1903. Auparavant, c'est l'installation de l'*United Fruit Company,* dès 1898, qui avait signé l'acte de naissance de Bocas del Toro, capitale de l'archipel du même nom, déserté par les populations indigènes pendant la période coloniale (***carte 46 ; tableau 29***).[442] Pourtant, si la ville est un temps considérée comme la capitale mondiale de la banane en tant que siège de la *United Fruit Company*, l'activité périclite et la compagnie l'abandonne peu à peu au profit de l'arrière-pays et du littoral pacifique à partir de 1928. Il faut attendre la dernière décennie du 20ème siècle et l'essor de l'activité touristique pour que l'on réentende parler de Bocas del Toro.

Historiquement, la province de Bocas del Toro n'a jamais réellement été intégrée à l'ensemble panaméen et répond davantage à des logiques d'avant-pays.[443] L'archipel de Bocas del Toro présente d'ailleurs l'intérêt d'avoir été touché par de multiples activités d'enclave : piraterie, comptoirs britanniques, bananeraies, tourisme... Les processus de « globalisation » ont ainsi périodiquement réorganisé le territoire bocatoreño, dans des configurations spatiales assez diverses, spécifiques à chacune des activités économiques. Le tourisme qui émerge dans les années 1990, présente ainsi de grandes proximités avec les précédentes économies d'enclave, d'autant plus qu'elle s'inscrivent sur un lieu particulièrement propice au phénomène, l'île. Le tourisme balnéaire répond néanmoins à des

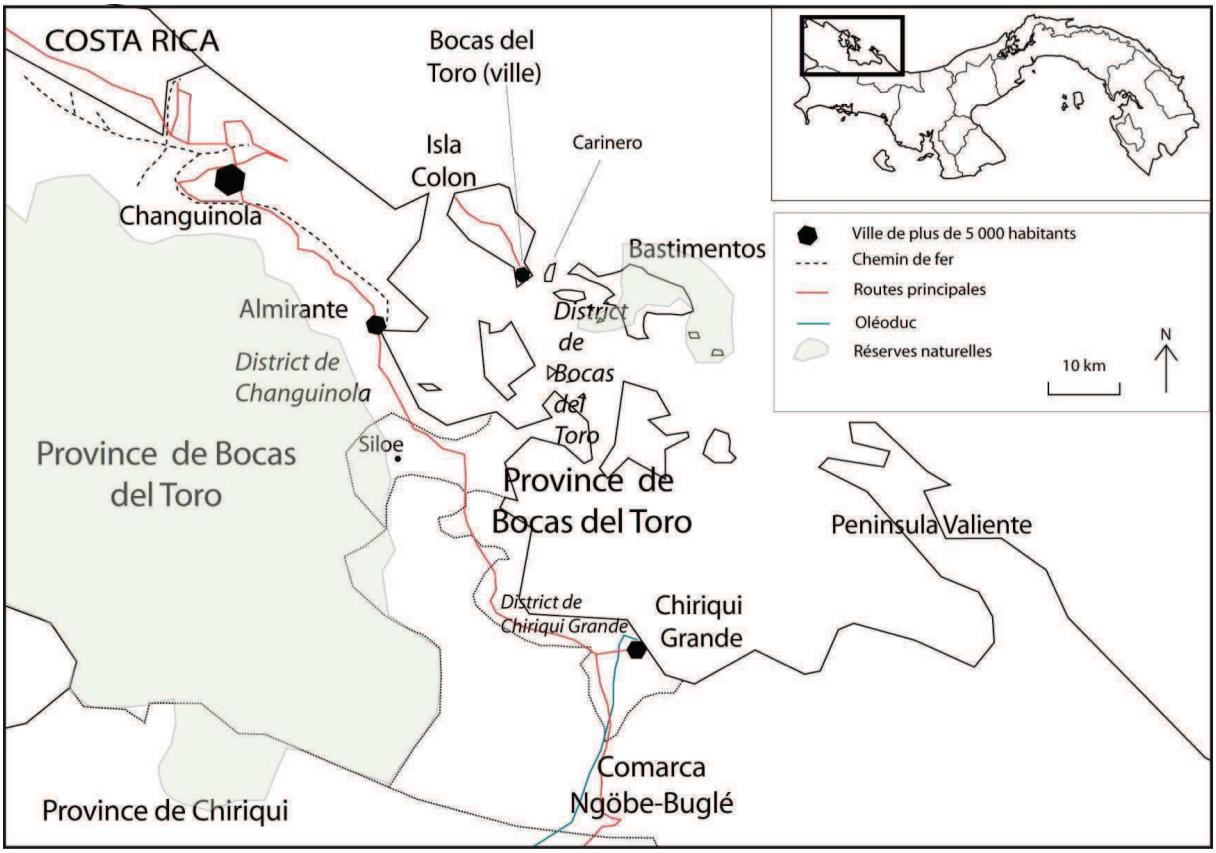
[442] La ville de Bocas del Toro, capitale de la province du même nom, est située sur la principale île, l'île de Colón, dont elle concentre l'essentiel de la population. Les deux lieux, la ville et l'île, sont difficilement dissociables. Par commodité, Bocas del Toro, utilisé seul, fait référence à l'ensemble de l'archipel, la ville de Bocas del Toro à sa capitale, principal lieu touristique, tandis que la province de Bocas del Toro sera toujours évoquée par l'intermédiaire de cette locution complète. Les statistiques sont assez parcellaires à l'échelle de l'île. Ainsi selon les estimations panaméennes de 2010, le corregimiento de Bocas del Toro, qui s'étend principalement sur l'île de Colón et comptabilise tous les habitants de la ville de Bocas del Toro, ne compterait que 5268 habitants en 2010.

[443] Jusque dans les années 1960, avant la construction de la route interaméricaine, les habitants de la province de Chiriquí, sur le versant pacifique, parlaient de la « République de Chiriquí » pour évoquer leur appartenance territoriale. Le phénomène est encore plus accentué concernant la province de Bocas del Toro, véritablement marquée par l'extraterritorialité, notamment du fait de l'éloignement du centre de commandement national.

logiques différentes de celles de l'enclave classique, tant du point de vue de l'organisation des acteurs que du discours « soutenable » qui se propose de le légitimer. Le nouveau contexte international a complexifié le jeu des pouvoirs en multipliant les acteurs, et la concurrence pour le contrôle des ressources a nettement perdu en lisibilité par rapport à l'enclave bananière.

Dans l'île de Colón, la principale de l'archipel, les récentes mutations économiques ont bouleversé une organisation présentant jusqu'alors une importante ouverture sociale et territoriale. L'activité touristique a progressivement supplanté toutes les autres activités, qui lui sont désormais assujetties. L'afflux de nouveaux acteurs individuels marginalise toujours plus les anciens habitants dont la conception du territoire est remise en cause par l'idéologie dominante, celle d'une exploitation toujours plus poussée des ressources. Le tourisme, ultime avatar de l'économie d'enclave, transforme profondément le système territorial insulaire, qui est brusquement connecté à d'autres espaces plus ou moins éloignés. L'intégration sans précédent aux multiples réseaux globaux ne doit cependant pas éclipser d'importantes migrations en provenance de l'arrière-pays.

Carte 46 : La province de Bocas del Toro



Bocas del Toro est un territoire en mouvement, où l'intensité des flux d'origine extérieure recompose en permanence l'organisation sociale. Cette enquête de terrain consacrée à un micro-territoire s'est particulièrement intéressée aux perceptions de l'activité touristique des différents acteurs présents sur l'île. La grande échelle et l'insularité nous ont permis de circonscrire plus aisément l'objet géographique qui nous intéressait particulièrement, à savoir l'île de Colón et la petite ville touristique de Bocas del Toro, bien que les dynamiques spatiales externes, très prégnantes, aient nécessairement été intégrées à l'étude. C'est surtout la soudaineté du phénomène touristique et ses implications sur la société d'accueil que nous nous sommes efforcés d'analyser à Bocas del Toro.

Le travail de recherche, outre un dialogue avec les principaux acteurs de l'archipel, a principalement consisté en une enquête portant sur les perceptions d'une quarantaine de sondés résidant sur l'île de Colón, lors d'entretiens individuels. Le projet d'une énorme marina aux portes de la ville nous a permis de structurer notre enquête autour de cet événement décisif dans l'actualité de l'île. Les résidents de l'île ont aussi été interrogés sur leur conception du territoire et sur la manière dont ils souhaitaient le mettre en valeur. L'enracinement au territoire est apparu comme la grille d'analyse la plus lisible pour différencier des acteurs mus par une exploitation raisonnée des ressources du lieu de ceux, généralement moins attachés au territoire, seulement intéressés par son potentiel en termes de richesses. Les représentations de chacune des catégories traduisent bien des fractures territoriales liées aux différentes vagues migratoires qui se sont récemment succédées sur l'île. Les critères socio-ethniques s'articulent dans une large mesure sur cette distinction historique (la période d'arrivée), elle-même indissociable du critère spatial (l'attachement au territoire) et identitaire (les Bocatoreños). Le basculement de l'équilibre démographique entre les anciennes populations et celles récemment installées rend compte du caractère irréversible des mutations engendrées par l'ouverture du territoire.

Nous nous efforcerons dans un premier temps de présenter brièvement l'activité touristique à Bocas del Toro, dont l'intensification remet profondément en cause le paradigme « soutenable ». Le second point sera consacré, grâce à la grille d'analyse élaborée par le biais de l'enquête, à la réorganisation des acteurs, marquée par une très forte fragmentation ; celle-ci conduit à exclure les acteurs locaux des processus décisionnels, faute de société civile locale, et à accentuer l'influence des acteurs extérieurs. La troisième partie s'intéressera aux proximités qu'entretient l'activité avec l'économie d'enclave, en termes de risques écologiques et de dépendance économique, d'une part en fonction d'une exploitation des ressources périlleuse pour l'environnement, et d'autre part en raison d'une exclusion

progressive ou d'une dépendance accrue des acteurs locaux dans la division du travail. Enfin, les reconfigurations territoriales suscitées par l'activité témoignent d'une fragmentation grandissante, voire d'une ségrégation spatiale parfois fondée sur des critères socio-ethniques : ces logiques propres à l'activité touristique et spécifiques au contexte local et national nous rappellent étrangement celles du modèle de territoire globalisé.

Tableau 29 : Population et densité dans la province de Bocas del Toro (1980-2000)

	Corregi-miento	**Superficie (km²)**	**Population**			**Densité (hab/km²)**		
			1980	**1990**	**2000**	**1980**	**1990**	**2000**
PANAMA		**75 517**	**1 805287**	**2 329329**	**2 839177**	**23.9**	**30.8**	**37.6**
BOCAS DEL TORO		**4 601.3**	**41 611**	**74 139**	**89 269**	**9**	**16.1**	**19.4**
Bocas del Toro (district)		**399.4**	**5 374**	**6 954**	**9 916**	**13.5**	**17.4**	**24.8**
	Bocas del Toro	63.6	4 363	5 274	4 020	68.6	82.9	63.2
	Bastimentos	32.5	680	988	1 344	10.9	15.8	21.5
	Cauchero**	114.2	…	…	1 636	…	…	14.3
	Punta Laurel	70.1	331	692	966	4.7	9.9	13.8
	Tierra Oscura**	89	…	…	1 950	…	…	21.9
Changuinola (district)		**3 994.6**	**31 933**	**56 430**	**71 922**	**8**	**14.1**	**18**
	Changuinola	543.6	18 911	33 721	39 896	34.8	62	73.4
	Almirante	159.2	7 047	11 854	12 430	44.3	72.8	78.1
	Guabito	817.9	5 975	11 125	14 366	7.3	13.6	17.6
	Teribe**	850.4	…	…	1 808	…	…	2.1
	Valle del Risco**	1623.5	…	…	3 422	…	…	2.1
Chiriqui Grande (district)*		**207.3***	**4 304**	**10 755**	**7 431**	**21**	**52**	**35.8**
	Chiriqui Grande	55.7	2 891	7 637	2 069	51.9	137.1	37.1
	Miramar**	27.3	…	…	912	…	…	33.4
	Punta Peña**	17.9	…	…	1 730	…	…	96.6
	Punta Robalo	72.1	1 413	3 118	1 673	19.6	43.2	23.2
	Rambala**	34.3	…	…	1 047	…	…	30.5

* : la superficie du district de Chiriqui Grande a été réduite par la création de la Comarca Ngöbe-Buglé en 1997
** : corregimiento créé en 1997 *Source : Controlaria general, 2002*

A/ L'irrésistible essor du tourisme à Bocas del Toro

Clyde Stephens, ancien ingénieur de la *United Fruit Company* et historien de l'île, rapporte qu'en 1989, *« les 3 hôtels de Bocas del Toro se trouvaient fréquemment vides à cause de la peur du gouvernement militaire ».*[444] Plusieurs éléments étroitement liés ont présidé au soudain développement du tourisme à Bocas del Toro à partir de 1990. La chute de Noriega a durablement stabilisé le pays et rassuré les touristes nord-américains. L'utilisation du dollar et de la langue anglaise ont aussi joué un rôle majeur : les ingénieurs du Canal et les anciens formateurs de l'école des Amériques ont été nombreux à s'installer ici, comme à Boquete, dans la province de Chiriquí, avec la fermeture de la base militaire puis la rétrocession du canal en 1999. La proximité du Costa Rica a conduit les touristes résidant à Bocas del Toro à faire renouveler leur visa en visitant le pays frontalier ; enfin, l'achèvement de la route transisthmique en 2000 a ouvert cette nouvelle destination au plus grand nombre.[445]

A cette époque, Bocas del Toro n'est qu'une destination mineure, et les auteurs qui cherchent à valider l'hypothèse d'un tourisme soutenable s'y intéressent particulièrement. Ainsi, pour l'Amérique centrale, Allan Cordero propose une classification basée sur l'intégration sociale de l'activité.[446] Il distingue le tourisme de ségrégation ou d'enclave, à Cancún de 1976 à 1984, le tourisme relativement intégré comme à Cancún après 1985 ou à Flores (Petén, Guatemala), à savoir le développement de relations entre le touriste et les communautés locales, enfin un tourisme intégré, social, ou alternatif, qui s'appuie sur les communautés locales (Cordero cite l'exemple de l'île de Colón, à Bocas del Toro). Bocas est présenté comme l'inverse du trop fameux Cancún, devenu le symbole de ce qui est parfois improprement défini comme une « industrie touristique ». Néanmoins, Bocas del Toro montre

[444] STEPHENS, Clyde S., *Bosquejo historico de la provincia de Bocas del Toro, Panamá*, édition de l'auteur, Panamá, 2008, 84 p.

[445] Les moyens d'accès sur l'île sont assez diversifiés : l'aéroport accueille désormais des vols internationaux en provenance de San José (Costa Rica), tandis que deux routes terrestres ont ouvert depuis 2000. La décennie 1980 voit se développer les principales infrastructures autour desquelles s'organise actuellement la province. L'oléoduc, ouvert en 1980, fait du Panamá le premier pays centraméricain à disposer de deux axes transisthmiques distincts. La route qui relie David (capitale de la province de Chiriquí) à Chiriquí Grande le double en 1984, année où est enfin établie une véritable route reliant Changuinola à Almirante. En 2000, la route Almirante - Chiriqui Grande est achevée et le Costa Rica accessible par une deuxième voie terrestre. Ce nouvel axe transisthmique a redéfini les fonctions de chacun des ensembles territoriaux, déjà remodelés par la création de la comarca Ngöbe-Buglé en 1997. Le transport maritime reste toutefois primordial dans l'archipel, et ce sont d'ailleurs à chaque fois les infrastructures routières qui sont déficientes en cas d'intempéries. Almirante est redevenu le port officiel des voyageurs vers Bocas del Toro, accessible par un ferry peu onéreux, ainsi que par un service de bateaux rapides (*lanchas*, 4$ le voyage). Toutes ces infrastructures ont permis à l'activité touristique de se développer de manière fulgurante en moins de 20 ans.

[446] CORDERO, op. cit.

que l'on peut franchir les étapes de cette typologie en un temps record, puisque l'actuelle intensification de l'activité a pour corollaire une baisse notable de l'intégration sociale.

Les graves inondations qui ont touché la province de Bocas del Toro en novembre 2008 ont mis à jour la fragilité de l'organisation spatiale de ce lointain ouest panaméen. Ainsi, l'archipel, présenté par certains comme les « Galapagos du Panamá » ou par d'autres comme *« les keys de Floride il y a encore 30 ans »*[447], a été coupé du monde durant plusieurs jours. C'est finalement par la voie aérienne qu'a été rapatriée la grande majorité des touristes, puisque l'unique route reliant la province au reste du Panamá est restée impraticable pendant plusieurs jours.[448] Au-delà de son caractère anecdotique, l'événement a attiré l'attention des médias panaméens sur l'existence d'une population bocatoreña dont les conditions de vie ne correspondaient pas réellement à l'image d'eldorado touristique véhiculée jusqu'alors. Les inondations ont d'autre part remis à l'ordre du jour les interrogations sur les risques naturels et humains liés à la dégradation d'un écosystème caraïbe particulièrement fragile, voire sur la potentialité d'une « spirale de la mort ».[449] Bien loin de la carte postale du « tourisme soutenable », pourtant érigé en dogme par la plupart des nouveaux acteurs, le développement ininterrompu de l'activité touristique depuis une vingtaine d'années a profondément réorganisé les structures socio-économiques de cette ancienne capitale de la banane au Panamá.

---

[447] *Panama Real Estate Magazine*, n° 15, 2008

[448] En janvier 2005 déjà, soit quelques jours avant notre première visite dans l'archipel, les pluies torrentielles qui s'étaient abattues six jours durant sur Bocas del Toro avaient alors été considérées comme les « inondations du siècle ». Lors de notre départ de l'île en février 2009, d'autres inondations ont elles aussi conduit à fermer l'accès au reste du Panamá, ainsi que la route à destination du Costa Rica. Sur l'archipel même, les inondations de novembre 2008 n'ont occasionné que des dégâts matériels avec quelques 22 000 personnes affectées. C'est la terre ferme qui a été la plus touchée. Nous reviendrons plus loi sur la gestion locale des risques qui présente des faiblesses évidentes dans le cadre d'une intense spéculation foncière.

[449] Par cette expression les auteurs évoquent les dégradations écologiques qui finissent par ruiner l'écosystème, support de l'activité touristique.
DE ALBUQUERQUE, Klaus ; McELROY, Jerome L., "A longitudinal study of serious crime in the Caribbean", in Caribbean Journal of Criminology and Social Psychology, n°4, 1999

B/ La réorganisation des acteurs

Plus d'un demi siècle sépare le reflux de la compagnie bananière de l'essor de l'activité touristique. Dans ce laps de temps, les recompositions sociales ont solidement ancré une identité bocatoreña non exclusive et sans stricte limite spatiale, qui a intégré des populations d'origine très diverses dans un territoire commun. Il est ainsi bien difficile d'établir une délimitation au territoire ou à l'identité bocatoreños, qui transcendent les frontières de l'archipel et sont revendiqués par de nombreuses populations du littoral stricto sensu. Celles-ci, notamment les populations noires, sont pourtant issues de vagues migratoires très diverses, qui conservent une certaine importance dans leur définition identitaire : Miskitos ou esclaves liés aux Anglais au 17ème siècle, puis pêcheurs de San Andres ou des Corn Islands vers 1820, migrants de retour de la construction du chemin de fer interocéanique après 1855… Pour les habitants, il existe deux acceptions à Bocas del Toro, l'une est territoriale et correspond à cette territorialité ultramarine de l'archipel au sens large, l'autre est essentiellement administrative, concerne la province, et n'a ni effectivité territoriale, ni identitaire. Ce territoire, matérialisé par sa déconnexion de l'arrière-pays et des relations essentiellement maritimes, constitue une échelle d'organisation rassemblant des micro-territoires et des populations conservant des identités propres.[450] Cette société ouverte aux influences de l'extérieur est néanmoins profondément recomposée par l'irruption de nouveaux acteurs, du fait de l'activité touristique.

Pour bien comprendre les processus décisionnels au sein de l'île, il est important de dissocier les deux types d'acteurs : individuels et institutionnels. En effet, l'organisation sociale du territoire bocatoreña n'est absolument pas institutionnalisée. La compagnie avait été l'interlocuteur privilégié des populations ultramarines, et le pouvoir central s'était finalement peu intéressé à celles-ci, excepté à Changuinola, où s'était maintenue une activité agricole importante. Conjugué au boom touristique, le développement des infrastructures transisthmiques réintègre néanmoins depuis peu ce petit bout de caraïbe au territoire national. Que leur rayon d'action soit local ou provincial, et malgré leur discrédit, les institutions politiques tiennent un rôle non négligeable, puisqu'elles sont les interlocutrices privilégiées

[450] Ainsi, Almirante, Bastimentos ou la ville de Bocas del Toro constituent chacun des territoires distincts, intégrés au sein d'un plus grand ensemble bocatoreño. Les particularités identitaires liées aux différentes vagues migratoires maintiennent des distinctions peu évidentes mais réelles, par exemple entre les populations noires de San Andres et Providencia et celles arrivées plus tardivement de Jamaïque. Le caractère fractal de la société bocatoreña, très éloignée de la logique communautaire, n'empêche pas ses membres de partager une identité et un territoire communs.

des acteurs globaux. Le territoire s'est par ailleurs ouvert aux influences de l'arrière-pays panaméen, que l'on retrouve dans la décentralisation des institutions ou dans le rôle accru de populations indigènes ngöbe en voie de ladinisation. Surtout, l'influence des acteurs globaux s'accroît à mesure que l'activité s'intensifie. L'irruption soudaine de flux financiers importants, la corruption des autorités, ainsi qu'une déterritorialisation de plus en plus marquée des acteurs, interdit toute émergence d'une société civile à Bocas del Toro.

1) Une typologie des acteurs fondée sur les vagues migratoires

Bien avant d'avoir mis en place le questionnaire qui nous servirait pour notre enquête, alors qu'il nous fallait dresser un panel représentatif des populations de l'île, nous nous sommes interrogés sur les frontières sociales qui parcouraient la société bocatoreña.[451] La typologie fondée sur l'ancienneté dans l'île nous est apparue comme la plus à même de dégager des perceptions communes vis-à-vis du territoire. Cette logique historique recoupe celle des migrations et des recompositions liées à l'activité touristique (***figure 11***).

[451] Nous avons nous même dressé un panel de 40 sondés, en fonction des constatations empiriques faites sur place. Ce panel s'efforce d'intégrer divers critères représentatifs de la population de résidents au moment de l'enquête, parmi lesquels les catégories socioprofessionnelles, le déséquilibre des genres intégrant la surreprésentation masculine dans la population migrante, la pyramide des âges ou les catégories ethniques et identitaires. La définition du résident étant quelque peu imprécise, puisqu'elle rend seulement compte d'une personne dont la résidence principale est située dans une localité, nous l'avons assortie d'un minimum de 3 mois de vie dans l'île dans le cadre de cette enquête.

Figure 11 : Vagues migratoires, acteurs et ressources à Bocas del Toro

	Avant 1990	***De 1990 à 2002***	***Depuis 2002***
Typologie historique et socio-ethnique des acteurs dominants	**Populations isleñas (PI)** *Populations installées avant 1990 (généralement bien avant)* Noirs, Indigènes, Ladinos, Européens, Asiatiques...	**Populations récemment intégrées (PRI)** *Populations installées entre 1990 et 2002 (période du tourisme de basse intensité)* Européens, Nord-américains, Ladinos (nationaux et étrangers)...	**Populations récentes (PR)** *Populations installées après 2002 (intensification du tourisme)* Etats-uniens, Indigènes, Ladinos, Chinois...
Ressources du lieu	La terre agricole à usages multiples ; l'insularité (pêche, trafic)	La désaffection du lieu (infrastructures faibles mais suffisantes) ; statut d'ex marge globalisée (proximité culturelle) ; faible coût des terrains (différence de pouvoir d'achat); l'insularité (beaucoup d'espaces littoraux, récif corallien et climat tropical) ; tropicalité (chaleur, dépaysement...)	L'accessibilité (notamment aérienne) ; proximité d'une main d'oeuvre nombreuse et peu exigeante (indigène) ; fragmentation de l'espace (lieux isolés, possibilité de spéculer (commerces chinois, resort US)
Contraintes du lieu	Tropicalité / insalubrité ; infrastructures déficientes (transfert de la bananeraie à Changuinola, du port à Almirante)	Très peu de contraintes : élection du territoire pour cette raison ; peu de numéraire : difficile de transformer ressources en richesse	La "société civile" (limitée) ; la promiscuité et la tension liée à la hausse des distinctions sociales ; tropicalité (humidité-->besoins sanitaires, chaleur-->air conditionné)
Risques liés au lieu	Terrains fragiles surexploités (moins maintenant) ; risques "naturels" : cyclone, inondations ; instabilité politique : politiques parfois discriminatoires (Noirs dans les années 1930)	Risques essentiellement liés à l'accroissement de l'activité, à son caractère parfois informel : statut juridique des étrangers, propriété immobilière	Risques naturels et humains cumulés : dégradation de l'écosystème et population en hausse : gestion des déchets, approvisionnement en eau, matériaux de construction polluants => "spirale de la mort"
Valeur du lieu et conceptions du territoire	Ex enclave bananière délaissée : lieu sans valeur ; conception commune d'un territoire mis en valeur de manière raisonnée, sur le long cours (faute de moyens techniques) : adéquation entre lieu, société et territoire	Lieu attractif , potentialités importantes, société partagée entre PI et PRI ; mais territoire appréhendé à la manière des PRI : adéquation entre lieu et territoire, bien que distinctions sociales entre anciens et nouveaux	Lieu hyper attractif, eldorado : fractures historiques entre trois vagues migratoires, dont la dernière est morcelée en fonction de l'origine ethnique et de l'appartenance nationale (liée aux pouvoirs) : pas d'adéquation entre lieu (espace fragmenté) et territoire, peu de cohésion sociale
Activité économique	Restes d'agriculture d'exportation (bananes, noix de coco) ; fincas ; agriculture de subsistance (plantain, manioc, pêche) ; commerce et trafic (légers)	Services (pas nécessairement monnayés), production légère, valeur ajoutée faible, redistribution sociale	Intensité en hausse : constructions lourdes (immeubles à étages, resort, piste...) ; service au touriste encadré, labélisé ; aucune production locale (tout est importé pour répondre aux standards modernes des nouveaux touristes)
Pouvoirs et acteurs / hiérarchies socio-ethniques	Pas de ressources : acteurs locaux et peu de distinctions sociales ou ethniques ; Etat très peu présent (à part ponctuellement : élection, finca militaire...), adhésion de principe à la nation panaméenne ; Pouvoir global résiduel, mythe de la flibuste et de la bananeraie : grande importance symbolique des Etats-Unis (ex-rôle des Noirs dans la bananeraie)	Les PRI permettent l'arrivée d'une légère plus-value ; ils sont surepresentés dans les processus de décision ; Etat intervient timidement par le biais d'acteurs corrompus : alcalde, organismes nationaux ; PRI symboliquement liés à pouvoir global, même s'ils le combattent, ils restent des Gringos, à la suite des flibustiers et les ingénieurs de l'UFC	Transformation des ressources en richesse : distinctions sociales en hausse ; Pouvoir global fixe les règles du jeu, par lobbying et corruption : dérogation juridique accordée par l'Etat, qui concède le territoire = accord officiel, comme dans l'enclave ; Capitalistes nationaux essaient de s'immiscer dans les investissements, mais disproportion trop forte : la majorité des investissements sont le fait des Gringos et des Chinois ; Les PRI partent, s'opposent sous forme d'associations (liées aux ONG) ou prennent le parti d'investir ; Main d'oeuvre indigène dans la construction ; services de base rendus par les Ladinos ; les Noirs sont progressivement exclus

La typologie distingue trois périodes récentes de l'île : pas de tourisme (**Populations Intégrées, installées il y a plus de 20 ans : *PI***), tourisme de basse intensité (**Populations Récemment Intégrées, installées de 1990 à 2002 : *PRI***), tourisme de plus en plus intensif (**Populations Récentes, installées depuis moins de 7 ans : *PR***). Si cette typologie basée sur le moment d'installation illustre bien les différentes conceptions du territoire et permet d'analyser ce basculement d'un tourisme de basse intensité vers un tourisme de masse, nous avons aussi procédé à des analyses transversales (générationnelles, ethniques, sociales), lorsque la logique historique ne nous semblait pas suffisamment pertinente.

Tableau 30 : « Que pensez-vous du tourisme à Bocas del Toro ? »

	PI (+ de 20 ans)	PRI (20-7ans)	PR (- de 7ans)
Bonne chose	43%	29%	70%
Mitigé	22%	42%	30%
Mauvaise chose	35%	29%	0%

Sur 34 sondés ayant donné une réponse claire à la première question, *« Que pensez-vous du tourisme sur l'archipel, est-ce plutôt une bonne ou une mauvaise chose ? »*, beaucoup perçoivent l'activité de manière positive : 50% des sondés ont une image assez ou très positive du tourisme, 30% sont mitigés, tandis que 20% considèrent l'activité comme mauvaise pour l'île, en tout cas dans sa forme actuelle. En analysant les réponses en fonction des catégories précédemment énoncées, nous arrivons cependant à des résultats beaucoup plus signifiants, qui montrent que la plus ou moins grande adhésion au tourisme est clairement liée à la période d'installation dans l'île (***tableau 30***).

Les *PI* (14) répondent de manière assez partagée : 6 considèrent sans discussion que le tourisme est une bonne chose, 3 considèrent que ses effets sont mitigés, soit qu'il faille que le tourisme donne réellement du travail, soit parce que le tourisme soutenable est négligé. Enfin, 5 estiment que c'est une mauvaise chose, l'un parce qu'une minorité s'arroge les richesses de l'île : *« ceux qui tiennent les lanchas et les hôtels »*, parce que la terre a été vendue aux étrangers, qui n'investissent pas dans l'île (2 sondés), parce que l'île court à la catastrophe écologique, et qu'il faut *« établir un plan de gestion et une limite du nombre d'entrée, comme aux Galapagos »*, ou parce que la société a changé et qu'il n'existe plus la tranquillité d'antan.

Les *PRI* (7) ont des avis tranchés sur le tourisme, notamment soutenable, dont ils sont les représentants officiels : 2 sondés sont très favorables au tourisme, 3 considèrent que l'activité est bonne pour l'île, même si le tourisme se doit d'être soutenable (il s'agit là d'acteurs liés aux « institutions » associatives). 2 sondés considèrent que le tourisme est dévoyé sous cette forme et qu'il n'apporte rien à terme : *« Quel travail après la construction de résidences ? »*

Plus des deux tiers des *PR* (9 sur 13) considèrent le tourisme comme une activité positive, généralement sans concevoir l'intérêt de la question. Certains craignent néanmoins pour l'avenir de l'activité – et de leur emploi – en raison du manque de publicité pour l'une, et des problèmes de criminalité pour l'autre. Les 4 derniers sondés adhèrent à cette activité, à condition qu'elle procure du travail, ou si son caractère soutenable se confirme (1 sondé).

La seconde question *« Que pensez-vous du tourisme soutenable ? »* nous a fréquemment amené à expliquer le concept, ce qui a immanquablement orienté les réponses des sondés dans un sens favorable. Cette question a surtout été une base de discussion intéressante. Le tourisme soutenable est validé par la très grande majorité des sondés à qui le concept est présenté, et ceux qui connaissent déjà le concept répètent la leçon à merveille : il faut protéger l'écosystème. Certains y voient tout de même un frein à l'activité économique, notamment dans la construction, à savoir les Indigènes ngöbes arrivés récemment.

Quatre sondés considèrent que le « tourisme soutenable » est une escroquerie. L'un pointe la corruption totale de la municipalité, l'autre l'orientation d'une économie uniquement tournée vers le tourisme résidentiel, et la fuite en avant de la construction qui ne garantit aucun travail ensuite ; la dépossession des ressources naturelles, assimilée à du néo-colonialisme, est évoquée par deux sondés. Cette opinion rassemble des individus très différents, en âge (23, 25, 45 et 65 ans), en genre (une femme pour trois hommes), en origine ethnique (deux Noirs, un Ladino, une Ngöbe), en catégorie socio-économique (deux cadres, deux sans emplois). Quant au moment d'installation, trois sont nés ici pour une arrivée il y a une dizaine d'années : la grille d'analyse historique est une nouvelle fois la plus lisible, en permettant d'exclure les nouveaux arrivants.

Les différentes conceptions du tourisme permettent de valider la grille d'analyse fondée sur les vagues migratoires récentes. L'existence d'une catégorie spécifique, celle des nouveaux migrants, témoigne du fort pouvoir fédérateur de l'activité touristique. Ces acteurs venus de l'extérieur, malgré leur très grande diversité, adhèrent totalement au projet touristique, et souvent à son intensification, tandis qu'il existe une absence de consensus chez

les deux autres catégories. Si le territoire est souvent conçu en termes communs chez les populations bocatoreñas, il n'existe aucune organisation collective pour mettre en pratique ces conceptions.

2) Une société civile déficiente

Pour bien comprendre la logique des acteurs à Bocas del Toro, il est important d'étudier les mécanismes décisionnels : le tourisme soutenable, intégré ou alternatif suppose l'intégration des populations locales dans les processus de décision, à travers l'idée de société civile, de gouvernance, ou même de démocratie. L'enquête et les différentes interviews ont livré un verdict qui contredit l'effectivité d'une gestion locale, celle-ci faisant la part belle aux logiques nationales et surtout globales.

Les autorités décentralisées, maillon d'un système politique de plus en plus étendu

La tenue des élections générales, temps fort du début d'année 2009, a mis en lumière les nouveaux enjeux liés à l'ouverture du territoire et à la marginalisation démographique des Bocatoreños. La campagne électorale a aussi montré les limites d'un système démocratique qui ne parvient pas à s'émanciper des vieux démons centraméricains : bipartisme, clientélisme, fraudes électorales... Ainsi, bien que sur l'île de Colón beaucoup arborent fièrement les couleurs des partis nationaux sur leurs maisons, personne n'est dupe concernant la marge de manœuvre des futurs élus, quelle que soit l'issue de l'élection. Corruption ou simples « copinages » *(amistad)*, la municipalité de Bocas est souvent discréditée, bien que ceux qui préfèrent ne pas se prononcer sont les plus nombreux. Il faut dire que l'élection d'un proche des associations écologistes, en 2005, n'a absolument rien changé. Pour la plupart des personnalités de l'île, il a été *« acheté comme les autres ! »*. Le système électoral ne semble avoir ici d'autre fonction que de mettre en place un intermédiaire entre les vrais tenants du pouvoir et une société civile inexistante. Lors de la réunion d'information concernant le projet de marina de *6 diamonds*, l'actuel *alcalde* a préféré en appeler au calme et aux experts, tandis que les candidats, à quelques jours des élections, s'abstenaient de prendre la parole. [452]

[452] L'alcalde est l'équivalant du maire, principal élu de la municipalité, ou *alcaldía*, de Bocas del Toro. L'*alcaldía* de Bocas del Toro gère l'un des trois districts de la province de Bocas del Toro. Elle rassemble cinq *corregimientos*, deux continentaux et trois insulaires.

La campagne électorale nous a permis de saisir des reconfigurations spatiales importantes, puisque désormais, *« les Indigènes constituent la majorité des habitants du district. Celui qui remportera les voix des Indigènes remportera l'élection. »* C'est en tout cas en ces termes que le candidat favori à l'élection au poste d'*alcalde*, Dario Banxul, présentait la situation à Bocas del Toro. Lors d'un meeting électoral sur la terre ferme en sa compagnie, chez les populations indigènes du village de Siloe, nous avons assisté à une scène édifiante : distribution de tee-shirt, de casquettes et de calendriers portant le nom du candidat national, ainsi que d'un repas copieux pour les femmes, assorti de cadeaux tirés au sort, remis par les militants du *Cambio Democratico*, le parti du futur président panaméen Martinelli. A chaque présent, le cacique local, Daniel Montezuma, insistait pour que les femmes acceptent une modeste bise du militant, ce qu'elles refusèrent quasi systématiquement. Pour ces populations indigènes vivant dans le dénuement le plus complet, les campagnes électorales ne constituent en aucun cas un quelconque espoir de changement, mais plutôt un rituel assimilable aux campagnes d'évangélisation, sauf qu'ici le *sulia*, nom que les Ngöbe donnent aux non-indigènes et qui signifie cafard dans leur langue, vient tous les quatre ans acheter le vote des populations locales. En l'occurrence le candidat, Noir originaire de l'île de Colón, est venu avec guitare et flûte de pan pour chanter des chansons aux femmes indigènes. Il ne semblait pas pour autant susciter l'engouement dans le village, plus enclin à respecter le cacique local, pourtant très ladinisé, vivant à l'extérieur du village, portant complet et roulant en 4x4.[453]

Certes anecdotique, cet événement montre l'intérêt que portent les institutions nationales aux populations indigènes, qui représentent 63% de la population de la province. Bien que les pratiques coloniales restent à l'ordre du jour entre les représentants du pouvoir panaméen et les Indigènes vivant de la subsistance, ces derniers sont de plus en plus nombreux à venir travailler à Bocas del Toro, accélérant un processus de ladinisation favorisé par la corruption endémique qui sévit chez les caciques Ngöbe, au sein comme en dehors de la comarca.

[453] Le village de Siloe, dans le corregimiento de Cauchero, a seulement été reconnu depuis 4 ans, avant de bénéficier de la construction d'une école l'année suivante. Néanmoins, le village est uniquement accessible en remontant le rio Uiama à l'aide d'un canot, à une heure et demie de la route reliant Almirante à Chiriqui Grande, quand l'état du cours d'eau s'y prête. Ce service très aléatoire est tenu par un Ladino, dont les prix prohibitifs conduisent certains à descendre le rio à l'aide de radeaux de fortune, construits à l'aide de deux ou trois troncs d'arbre reliés par une simple corde. La route promise n'a toujours pas été construite, en raison des détournements de fonds supposés de l'*alcalde* en place. La communauté vit dans une précarité totale. La quasi-totalité des enfants souffre de malnutrition et ne disposent pas même de bottes, indispensables ici. En plus de l'école, deux minuscules panneaux solaires et un système précaire d'approvisionnement en eau constituent les seuls apports de l'extérieur. Quant aux candidats du *Cambio democratico*, Montezuma gagna les élections dans le village indigène, Banxul perdit l'*alcaldia*, Martinelli obtint la présidence.

Le triomphe des acteurs globaux

L'île était aussi au moment de l'enquête en plein débat sur le bien fondé de l'installation d'une gigantesque marina à proximité du front de mer par le consortium *6 Diamonds*.[454] Quand on leur demande ce qu'ils pensent du projet de marina, plus d'un tiers des sondés n'en a pas entendu parler (13 réponses sur 35). Certains sont seulement au courant depuis peu et comprennent mal de quoi il s'agit, puisque la réunion d'information publique qui présentait la version finale du projet avait été organisée quelques jours avant le début de notre enquête. Une proportion importante de ceux qui ne connaissent pas le sujet sont pourtant des Bocatoreños de longue date (*PI*). Chez les opposants au projet, les *PRI,* souvent des acteurs associatifs, sont les plus actifs, ainsi que quelques personnalités importantes nées sur l'île, généralement des acteurs économiques de premier plan.

Cette réunion témoigne de la difficile émergence d'une société civile et de la déconnexion entre les acteurs associatifs et la base sociale, puisqu'on reproche à ce tissu associatif de ne pas être représentatif de Bocas del Toro. Même si les entretiens ne livrent que rarement cet aspect, le déroulement de cette réunion d'information et de sa réunion préparatoire ont été émaillés par les salves de plusieurs locaux (*PI*) à l'encontre de cette élite rapportée censée défendre leurs intérêts (les *PRI*). Certains se sont même élevés contre les politiques conservatistes, car la préservation des réserves naturelles rend désormais ces espaces indisponibles pour les locaux. L'Institut Smithsonian, autour duquel la pêche est prohibée, était ainsi accusé de seulement s'intéresser à l'affaire du fait de la proximité du projet.

Sur 14 sondés *PI*, la moitié n'est pas au courant ou ne se prononce pas, 1 considère que ça ne concerne que ses voisins, 6 sont contre, aucun n'est pour. C'est une catégorie peu informée mais qui s'exprime toujours contre dès qu'elle à vent du projet. Sur 7 sondés *PRI*, 5 sont contre, 1 a changé d'avis et se dit dorénavant contre, 1 ne se prononce pas. Cette catégorie est très au courant et la plus engagée contre le projet. Sur 14 sondés *PR*, 5 n'ont pas d'avis, 2 sont partagés et hésitent, 2 sont contre et 5 sont pour. C'est la seule catégorie de population dont des membres se prononcent pour le projet, et dont la majorité exprimée se positionne aussi en ce sens.

[454] Le projet du consortium texan *6 Diamonds* n'est que le dernier projet pharaonique à défrayer la chronique ces dernières années à Bocas del Toro. Après l'échec de la gigantesque *resort* de Red Frog, sur l'île de Bastimentos, des projets d'envergure moindre se sont multipliés sur des sites invisibles depuis la ville de Bocas. A l'occasion d'une réunion de présentation aux « communautés », *6 Diamonds* a présenté son 7ème projet d'installation, mû en véritable prouesse écologique. La marina doit pourtant accueillir 435 bateaux dans une zone de mangrove à proximité de la ville…

Ceux qui estiment le projet intéressant sont essentiellement installés depuis peu et généralement indigènes.[455] Les autres installés les plus récents, comme les touristes résidentiels, ne conçoivent pas la marina comme un problème, pas plus que les commerçants ladinos venus de Chiriquí ou de la ville de Panamá. Les fractures de la société bocatoreña sur cette question témoignent une nouvelle fois de l'importance de l'enracinement au territoire. Les autres modes de classification (appartenance ethnique, genre, âge ou classe sociale) ne sont pas pertinents, même s'ils s'articulent dans certains cas avec la typologie historique, notamment pour les Indigènes, catégorie surtout composée d'hommes, jeunes, pauvres, dont beaucoup travaillent dans le bâtiment.

A la question *« Qui détient le pouvoir à Bocas del Toro ? »*, la réponse est sans équivoque, celui qui tient le pouvoir ici est la *plata* (l'argent). Dans son ensemble, la population estime que les acteurs économiques les plus puissants semblent plus à même que quiconque d'orienter le destin de l'île. Les associations « conservatistes » (ONG internationales et locales) sont relativement bien perçues dans les rares cas où elles sont identifiées, hormis pour quelques anciens qui considèrent qu'elles ne sont pas représentatives de la vraie population bocatoreña. La plupart des sondés comprennent mal le rôle des associations et les assimilent parfois à des entreprises qui privatisent l'espace et travaillent pour leur propre compte, cas de l'Institut Smithsonian. D'autres institutions, notamment gouvernementales, sont dénoncées ici, comme l'ANAM *(Autoridad Nacional del Ambiente)*, accusée de vendre purement et simplement les licences de construction.

Le faible intérêt pour la gestion du territoire des populations anciennement installées s'inscrit dans la tradition de l'enclave. Bien que les recompositions sociales de cet ancien territoire de la banane aient permis l'émergence d'une identité et d'une territorialité locale, les acteurs extérieurs parviennent sans difficulté à contrôler les processus décisionnels, du fait d'une organisation politique locale qui reste déficiente, voire embryonnaire.

La société civile, balbutiante et n'émanant pas réellement de la base sociale bocatoreña mais des *PRI*, peine à s'opposer à l'influence toujours plus grande des investisseurs globaux, qui s'exprime surtout par leur *plata* et s'appuie sur des institutions nationales corrompues. Les acteurs locaux les plus anciens (*PI*) sont aussi marginalisés économiquement et

[455] L'avocat d'une association de Panamá City s'opposant au projet m'affirmait que de nombreux Indigènes avaient été payés pour venir approuver le projet lors de la réunion de présentation. Devant l'opposition générale, ils ont rapidement quitté l'enceinte.

démographiquement, tant par l'installation de touristes résidentiels que par celle de Panaméens, ladinos ou indigènes. L'origine continentale de ces derniers ne remet pas en cause le caractère d'enclave du lieu touristique, puisque ce sont les logiques ultramarines et globales qui président à ses destinées.

On est donc très loin du modèle alternatif, intégré ou soutenable, puisque la société s'adapte au tourisme, et non l'inverse. L'explosion démographique alimente d'autant plus la fragmentation des anciennes structures sociales, économiques, ou culturelles, que les nouveaux venus estiment leur passage à Bocas del Toro comme temporaire. Le territoire n'est plus conçu comme un bien commun, mais comme un lieu qui, indépendamment des hommes qui l'habitent, permet de créer le maximum de richesses en un minimum de temps.

C/ Le tourisme à Bocas del Toro, ultime avatar de l'économie d'enclave ?

1) La « spirale de la mort » : déterritorialisation des acteurs et accroissement des risques

L'enquête révèle une prise de conscience très inégale des risques écologiques liés à l'accroissement incontrôlé de l'activité touristique. Les populations arrivées le plus récemment sont celles qui attachent le moins d'importance à la conservation des ressources, qu'il s'agisse des travailleurs indigènes ou des touristes. Par ailleurs, les jeunes, dans leur ensemble, réagissent au phénomène par un fatalisme préoccupant. Pour les populations locales, les implications écologiques sont pourtant énormes, bien que souvent indirectes. Ainsi, selon Ilker Lasa, davantage que les défrichements agricoles sur la côte, qui amènent immanquablement leur lot de sédimentation et modifient l'équilibre écologique de la baie, l'activité générée par le tourisme résidentiel, et particulièrement les constructions isolées, constitue le facteur le plus déstabilisant pour l'écosystème corallien.[456]

Les préoccupations écologiques, quand elles existent, portent davantage sur le court terme : les populations locales sont sensibles à la gestion des déchets, ainsi qu'à la question de l'assainissement de l'eau et à l'approvisionnement en électricité. Il n'existe pas de tri des

[456] Entretien avec Ilker Lasa, représentant à Bocas del Toro de l'ONG *The Nature Conservancy*.

déchets, et la décharge de Bocas del Toro accueille la grande majorité des ordures ménagères, brûlées sans aucune précaution à quelques mètres de la magnifique plage d'El Bluff. Le projet de décharge provinciale à côté d'Almirante semble difficile à mettre en place, puisqu'il induit une collecte, notamment en bateau, des déchets de l'archipel.[457] Les quelques efforts de recyclage, comme l'aluminium, sont des actes isolés qui présentent une certaine rentabilité. Bien que les plus pauvres la boivent, l'eau de Bocas est impropre à la consommation.[458] L'approvisionnement en électricité est permis par d'immenses citernes de fioul ; son prix dépend des fluctuations de celui du pétrole, ce qui suscite l'inquiétude des associations locales, puisque la consommation augmente dans des proportions sans commune mesure avec celles de la capacité de production.

Le développement incontrôlé de l'habitat urbain implique d'importants problèmes de santé pour les populations de migrants. Plusieurs quartiers ont essaimé spontanément sur les rares espaces disponibles, dans les marais et au détriment de la mangrove, comme autour de l'aéroport, ou dans l'île toute proche de Carinero. Les conditions d'existence y sont bien sûres très précaires, d'autant que les terrains sont occupés illégalement. Ces nouveaux résidents sont ceux qui sont les moins sensibles aux problématiques écologiques : dans le cas des migrants ngöbes, le supposé comportement écologique des Indigènes est mis à mal !

L'enquête montre que la problématique écologique est considérée comme mineure par rapport aux autres conséquences négatives de l'activité touristique : les difficultés sociales (63% : vols, drogue, privatisation du littoral…) prennent le pas sur les problèmes économiques (23% : hausse des prix, chômage…), tandis que les inquiétudes environnementales sont nettement en retrait et ne concernent que 14% des réponses (le corail, l'évacuation de déchets, l'approvisionnement en eau et en électricité…). Même si les comportements écologiques sont plus développés ici que sur d'autres littoraux touristiques de la façade caraïbe, les acteurs responsables restent minoritaires. Peu se soucient des dégâts écologiques sur le long terme, et certains assimilent même cette vague écologique à de la propagande, comme cet ingénieur pétrolier sortant de l'ANAM.

Bien qu'éloignée de ces problématiques écologiques, la question *« Aimeriez vous vivre dans un autre endroit plus tard ? »* a permis de bien cerner les conceptions des différents acteurs concernant leur rapport au lieu : les résultats ont validé l'hypothèse historique et sa très forte corrélation avec l'attachement au territoire (***tableau 31***).

[457] Les autorités municipales rechignent à s'occuper du problème et souhaitent la confier à une entreprise privée.
[458] Selon les statistiques nationales, 100% des habitants de l'île disposent d'eau potable.

Tableau 31 : « Aimeriez-vous vivre dans un autre endroit plus tard ? »

	PI	**PRI**	**PR**
Non	93%	22%	14%
Peut-être	7%	56%	29%
Certainement	0%	22%	57%

La catégorie des plus anciennement installés (*PI* ; 13 sondés) souhaite à l'unanimité rester à Bocas del Toro : « *Me encanta Bocas !* » ou *« Je suis né(e) ici, je mourrai ici ! »* sont des réponses répétées avec enthousiasme. Seul bémol, un jeune très remonté contre les touristes qui souhaite vivre là où il n'y en aura pas, mais sur l'archipel ! Les trois sondés bocatoreños indigènes (*PI*) s'avèrent les moins enthousiasmés par l'île : l'un soulignant que c'est trop dangereux ailleurs, l'autre qu'il est seulement *« bien ici »,* tandis que le dernier, après avoir hésité avec une vie moins chère sur le continent, opte finalement pour Bocas.[459]

Les *PRI*, arrivés sur l'île il y a entre 7 et 20 ans et attirés dans leur très grande majorité par l'activité touristique, ne présentent pas vraiment de cohésion sur cette question. Pour les moins aisés, généralement des nationaux, c'est bien ici car plus tranquille que le reste du Panamá (2). Pour deux commerçants, un costaricien et une kuna, ça devient trop cher ici ; ils ne sont donc pas très attachés au lieu, l'important étant surtout de gagner de l'argent. Les autres sont assez dubitatifs et s'inquiètent de la dérive touristique, bien qu'ils ne veuillent pas quitter l'île dans l'immédiat.

Les 14 *PR* (- de 7 ans) présentent une situation contrastée mais où se retrouvent les lignes de fracture ethniques ou nationales. D'abord les Indigènes, arrivés depuis peu, ont tous la même réponse, à savoir qu'ils souhaitent se réinstaller dans la *comarca*, une fois qu'ils auront gagné suffisamment d'argent (4 sur 4). L'un d'eux déclarait, en montrant la piste d'atterrissage : *« C'est comme toi, tu viens de là-bas et tu vas retourner là-bas, mais moi je ne sais pas encore dans combien de temps. »*

Les Ladinos, eux aussi assez jeunes dans l'ensemble, sont plus nuancés. 2 *PR* métis sur 4 déclarent être bien ici, au calme ; l'une me fait part de son désir de revenir chez elle, à

[459] Ces trois sondés représentent bien les vagues d'immigration indigène : l'un, âgé de 91 ans, est arrivé il y a 40 ans de la région de Chiriquí Grande à cause des ravages liés à la maladie du cacao. L'autre, installé il y a 30 ans à l'âge de 25 ans, lui aussi de Chiriquí Grande, nous explique qu'il n'y a personne avec qui parler le ngöbe ici en montrant ses fils. Enfin, le dernier, né ici il y à 30 ans de parents ngöbes de la péninsule Valiente, ne parle pas la langue indigène mais seulement un petit peu anglais. Si ces trois sondés présentent des niveaux de langue indigène différents, ils se définissent tous trois comme indigènes, mais aussi comme Bocatoreños. Cette identité se répercute dans leur rapport au territoire bocatoreño, moins exclusif que pour les autres habitants installés depuis plus de 20 ans.

Panamá City, tandis que la dernière s'intéresse surtout aux potentialités économiques du lieu… Une partie de cette population métisse a su s'intégrer sur l'île et semble parfois s'intéresser au destin de celle-ci.

Pour les étrangers (6 *PR*), la situation diffère selon qu'ils viennent ici concilier tourisme et activité professionnelle ou seulement travailler. Les premiers, des Gringos salariés, n'ayant pas investi, profitent de ce petit paradis sans s'inquiéter outre mesure de l'avenir, qui n'est bien sûr pas intimement lié à l'île. Ceux qui ne sont là que pour le travail (une Colombienne et une Haïtienne) apprécient surtout l'endroit pour les revenus qu'il procure, tandis que les résidents (deux Nord-américains venus l'un acheter une guesthouse, l'autre pour se reposer) se posent sérieusement la question de leur avenir dans l'île. Les populations étrangères sont finalement très peu attachées à l'île.

Ce faible attachement est commun aux populations récemment installées : Bocas del Toro est surtout considéré comme un eldorado, évidemment temporaire, dont il faut tirer le maximum au plus vite, car l'idée est répandue que ça ne durera pas éternellement. La seule catégorie récemment installée qui songe à rester durablement est celle des Ladinos du Panamá, qui s'y retrouvent dans un monde de plus en plus métissé, où il y a des optiques de développement et une violence moindre que dans le reste du pays. Chez les travailleurs indigènes, le retour au territoire mythique est clamé mais semble impossible. L'un d'eux, non sondé, me confiait qu'il s'agissait là d'une position de principe : personne ne souhaite réellement retourner dans la *comarca*, car il n'y a rien à faire là-bas. Bocas del Toro n'est donc pas conçu comme le berceau originel des Indigènes et pas revendiqué comme tel. Quant aux *PI*, les distinctions sociales ou le niveau d'éducation ne jouent qu'un faible rôle, la véritable ligne de fracture à l'intérieur de cette catégorie étant générationnelle, puisque les jeunes apparaissent clairement désabusés. Quelle que soit leur catégorie, ces derniers, à part chez les Indigènes, sont conscients de la « spirale de la mort », qui, contrairement aux plus âgés, leur semble désormais inévitable.

2) L'économie de la dépendance

Plusieurs mécanismes économiques permettent de mesurer cette « économie de la dépendance » qui semble véritablement s'être développée en parallèle de celle du tourisme : ils nous rappellent effectivement le système de l'enclave, dans un monde très extraverti, tourné vers l'extérieur, et où la concurrence pour le contrôle des ressources et des moyens de production ravive brusquement des hiérarchies socio-ethniques jusqu'alors plutôt discrètes.

L'extraterritorialisation progressive du tourisme balnéaire

La nouvelle activité dominante du lieu présente une forte filiation avec l'économie d'enclave, orientation ultramarine qui s'inscrit dans un temps long sur cet ancien centre de la flibuste et de la banane. Les différentes formes de l'activité touristique, analysées par l'intermédiaire de typologies, insistent généralement sur le nombre, les motivations, ou la capacité d'adaptation du touriste.[460] Il nous semble qu'à Bocas del Toro, c'est son caractère caraïbe, balnéaire et insulaire, qui définit le mieux l'espace touristique, puisque les acteurs doivent progressivement se plier à cette fonction première du lieu. Cette nouvelle fonction attire des acteurs divers mais caractérisés par leur extraterritorialité, qu'il s'agisse du consommateur-producteur ou d'investisseurs globaux très puissants.

Sur l'île de Colón, nous sommes davantage dans le cadre de ce que Olivier Dehoorne nomme une « bulle touristique en milieu tropical », c'est-à-dire un espace fini.[461] La fragilité du milieu naturel n'en est qu'accentuée. Bien que les îles de l'archipel n'aient pas encore toutes été bétonnées, le lieu touristique est connu, recensé et estimé. Le caractère balnéaire de ce tourisme, bien que la plage n'en soit pas l'unique fer de lance, car le surf et la plongée peuvent éventuellement être considérés comme des alternatives, a inéluctablement inspiré aux investisseurs potentiels une intensification à la Cancún. Bocas del Toro rassemble actuellement un grand nombre de critères attractifs et draine une population variée mais de moins en moins sensible aux implications sociales ou environnementales de l'activité. Ainsi,

---

[460] Smith distingue sept catégories, de l'explorateur au touriste totalement encadré, tandis que le schéma de Plog affirme la disparition des destinations touristiques considérées comme trop consensuelles : Acapulco connaît un désintérêt progressif, contrairement à la chaotique frontière entre le Panamá et la Colombie, lieu touristique d'avant-garde. Pour Litvin, ce schéma est plutôt celui des destinations idéales, et l'activité ne disparaît jamais totalement.
SMITH, Valene L., *Hosts and Guests, The Anthropology of Tourism*, University of Pennsylvania Press, 1977
PLOG, Stanley C., "Why Destination Areas Rise and Fall in Popularity", in Cornell Hotel and Restaurant Administration Quarterly, vol. 42, no 3, juin 2001
LITVIN, Stephen W. "Revisiting Plog's Model of Allocentricity and Psychocentricity - One More Time", in Cornell Hotel and Restaurant Administration Quarterly, vol. 47, no 3, août 2006

[461] DEHOORNE, Olivier, "Les bulles touristiques en milieu tropical : logiques et enjeux des enclaves touristiques dans les pays en développement", pp. 289-319, in : RIEUCAU, J. ; LAGEISTE, J. (dir.), *L'empreinte du tourisme. Contribution à l'identité du fait touristique*, L'Harmattan, 2006

l'île de Colón constitue par exemple l'une des destinations favorites des jeunes *porteños* (habitants de Buenos Aires) lors de leurs vacances annuelles, en raison de prix bas et d'une vie nocturne relativement animée.[462]

Les touristes, majoritairement nord-américains, peuvent être distingués en fonction de leur pouvoir d'achat ou de leur temps de présence. Ce dernier critère les répartit en deux catégories assez distinctes, celle des touristes au sens classique du terme, et celle qui rassemble les touristes résidentiels.[463] Ces deux catégories transcendent toutefois les distinctions sociales, puisqu'elles rassemblent chacune des touristes au pouvoir d'achat très varié. Les *backpackers* constituent les petits budgets du tourisme sur l'île, avec des nuitées coûtant entre 6 et 20 dollars. Il existe ensuite toute une gamme de tarifs, jusqu'à 600 dollars par jour dans le complexe de Playa Tortuga.[464] Cette distinction sociale entre touristes génère nécessairement un impact différent sur l'économie de l'île de Colón, mais il s'agit surtout d'effets d'échelle, puisque ces dépenses s'effectuent dans un contexte d'intégration verticale de la filière touristique, qui fonctionne de plus en plus en circuit fermé.

Dès 2005, en dépit des apparences et des discours, le système qui existait à Bocas del Toro portait en lui les germes des dérives auxquelles on l'opposait alors. Les locaux étaient déjà dépossédés des moyens de production par la multiplication des « hôtels gringos », qui cherchaient à intégrer au maximum le touriste en offrant eux-mêmes les activités que les locaux proposaient, mais à moindre coût : location de surf, visite de l'archipel, cours d'espagnol... Ce phénomène concernait tout autant le tourisme haut de gamme que celui des *backpackers*, les hôtels fréquentés par ces derniers, pour la plupart tenus par des nord-américains, disposant de dortoirs aux prix défiant toute concurrence, d'une cuisine permettant

---

[462] La législation nationale est plus ou moins appliquée aux touristes selon les cas. Par exemple, les jeunes touristes s'offusquent de l'interdiction de se promener sans tee-shirt. A contrario, la fermeture des lieux de nuit est plus tardive que sur le continent, et il existe une certaine tolérance concernant l'usage de drogue. Cette bienveillance des autorités s'inscrit dans ce monde de la dérogation juridique déjà évoquée : on favorise les investissements étrangers, quitte à sacrifier l'intégrité du territoire national.

[463] L'organisation mondiale du tourisme (OMT) définit comme touriste celui qui réside d'une nuit à une année dans un lieu autre que le sien. Bien que la législation panaméenne leur interdise d'y séjourner plus de 90 jours, les citoyens états-uniens installés sur la côte vont faire renouveler leur carte de tourisme au poste frontière costaricien de Sixaola, éventuellement par un tiers moyennant finance. On peut aussi disposer d'un passeport panaméen sans en avoir la nationalité pour 5 800 dollars, sans compter le dépôt d'une somme de 45 000 dollars sur un compte bancaire du pays. Ce système vaut surtout pour les retraités fortunés récemment établis. Cependant, ces touristes n'ont pas le même rapport au territoire selon qu'ils se sont installés récemment ou il y a une dizaine d'années. Ces derniers, peu nombreux, sont bien intégrés à la société bocatoreña et ont adopté le mode de vie local, tandis que les nouveaux arrivants réclament le confort de l'*american way of life* qu'ils ont quitté : air conditionné, accès à Internet, services à la personne…

[464] Cet énorme complexe, ouvert début 2008 à quelques kilomètres de la ville, ne suscitait étonnamment pas les foudres d'Ilker Lasa, car le projet avait été finalisé, notamment par des fonds panaméens. Les associations s'inquiètent surtout de l'inachèvement des projets, faute de liquidités, phénomène encore plus dommageable aux écosystèmes.

des économies substantielles ou de la gratuité des connexions à Internet. Dès lors, les deux types de tourismes, de plus en plus intégrés, contribuaient également à marginaliser les acteurs économiques locaux, dont la plupart disposaient de structures plus petites, moins compétitives, peu visibles ou non référencées par les guides de voyage.

L'absence d'une législation protégeant les intérêts nationaux a permis l'établissement d'acteurs étrangers cumulant les deux fonctions : touristes et « touristés ». Contrairement au système de l'enclave bananière, l'investissement étranger n'est plus ici l'apanage d'une seule multinationale mais le fait d'acteurs aux moyens financiers et aux objectifs variés. La gestion de l'espace n'est plus planifiée, mais livrée aux logiques individuelles ou à celles d'investisseurs très puissants : l'effacement des solidarités communautaires ou sociales n'en est qu'accélérée, puisque l'activité économique sélective crée de fortes distinctions entre les locaux, quand elle n'est pas uniquement gérée par les acteurs extérieurs.

Lors de notre second voyage, en 2009, le tourisme résidentiel s'était développé dans tout l'archipel, tandis que l'encadrement des touristes était accentué par l'entrée en lice des voyagistes internationaux. D'autres événements récents, comme l'ouverture d'un fast-food *Subway*, fin 2008, ou la construction d'un gigantesque hôtel sur 4 niveaux dans la rue principale, témoignaient d'une emprise toujours plus forte des acteurs extérieurs.[465] D'autre part, les projets de développement touristique aux alentours de l'île principale accréditent la thèse d'un investissement accru des firmes multinationales, comme le projet de Playa Chiriqui, dans la péninsule Valiente.[466]

La déstructuration de l'économie pré-touristique

La dépendance économique est aussi accrue par la déstructuration de l'économie pré-touristique. L'ouverture du territoire a totalement bouleversé les anciennes structures de production, qui sont marginalisées ou simplement délaissées du fait de l'attractivité du tourisme. En outre, l'encadrement croissant des touristes dans des structures intégrées engendre une très forte concurrence sur les rares activités encore détenues par les locaux, qui sont progressivement contraints à s'employer auprès des nouveaux entrepreneurs de l'île.

[465] La réglementation sur la taille des édifices ayant récemment été suspendue, ce bâtiment va devenir le plus haut de l'île. Le propriétaire de l'hôtel est un Chinois inconnu dans l'île et ce sont essentiellement des Indigènes qui travaillent à son érection.

[466] Les informations contradictoires permettent difficilement de saisir la nature du projet, que les autorités de la comarca présentent comme écotouristique, tandis que l'investissement de 2 milliards de dollars d'un consortium espagnol a été évoqué par le président Martinelli en octobre 2009 !

Le tourisme a généré une très forte inflation, qui concerne autant les prix à la consommation que les prix immobiliers. Concernant les produits de première nécessité, l'effet-archipel joue pleinement ici : les prix des denrées connaissent une croissance exponentielle en fonction inverse de la qualité des réseaux de communication. Sur la terre ferme, dans les villes de Changuinola et d'Almirante, les prix sont légèrement plus élevés qu'à Panamá City. Le tarif de certains produits alimentaires, tels que la viande ou les légumes, double ensuite quasiment dans la capitale de l'archipel, alors qu'il existe un ferry quotidien qui assure la liaison avec Almirante ! A Bastimentos, essentiellement reliée à la ville de Bocas del Toro, les différentiels de prix sont encore plus importants. Dans toute la province de Bocas del Toro, la totalité des grossistes alimentaires sont des Chinois, ainsi que la très grande majorité des commerçants de détail dans l'archipel. Ils sont évidemment accusés de profiter du renchérissement de l'alimentation de base, qui est davantage attribué aux Chinois qu'au tourisme. Ainsi, pour Angel Gonzalez, habituellement mesuré : *« Ils [les Chinois récemment installés] se reproduisent comme des rats, et sont d'ailleurs tout aussi dangereux ».*[467] Pourtant, le phénomène ne peut être attribué au seul monopole chinois. La hausse des prix alimentaires s'explique aussi par la diminution de la production agricole dans les îles.

Le changement des habitudes alimentaires – le riz et le blé panifiable se sont progressivement substitués aux plantains et autres ignames – a semble-t-il durablement rendu la consommation locale dépendante des circuits marchands internationaux. Le manque d'organisation locale est criant, puisque il n'existe pas de magasin où l'on puisse trouver du poisson fraîchement pêché, tandis que les noix de coco des anciennes plantations de Bastimentos pourrissent sur place… Si l'île a toujours importé une grande partie de sa consommation alimentaire, il existait des exploitations agricoles de taille non négligeable, qui ont été quasiment abandonnées ces dix dernières années. Quant au déclin de l'agriculture vivrière, il s'explique par l'attrait du tourisme et le désintérêt des locaux pour des activités devenues peu gratifiantes.

La très inégale répartition des terres à Bocas del Toro, liée au transfert des terres de la compagnie à quelques grands propriétaires terriens, n'a fait que s'accroître ces dernières années. La hausse des prix du terrain, en raison de la très forte spéculation foncière, empêche tout accès à la propriété pour les travailleurs locaux.[468] Néanmoins, les Bocatoreños n'ont pas

[467] Entretien avec Angel Gonzalez, dirigeant de la coordination d'associations *Allianza Bocas*.

[468] Les prix au m² fluctuent énormément en fonction de leur localisation dans l'archipel, ce qui fait dire aux promoteurs que ce n'est que le début du boom : 0,18 $ le m² pour le non bâti sur la terre ferme, à Punta Robalo, 11 $ à Bastimentos pour du non bâti en front de mer, 100 $ pour du bâti mi-luxe à Bastimentos, 500 $ pour un terrain derrière l'aéroport à Bocas del Toro, 1250 $ pour une maison de luxe à Big Creek, à 3 km de la ville de

tout vendu et restent souvent propriétaires des maisons du centre ville, qui sont louées à des prix exorbitants, autour de 400 dollars par mois. Certains *PI* stigmatisent ceux qui ont vendu leur terre ou leur maison : pour cette vieille dame bocatoreña ladina, ceux de Bastimentos *« ont bu leurs maisons »*. Pourtant, à Bastimentos aussi, la pression foncière demeure importante, et la stagnation du tourisme y conduit progressivement les plus anciens habitants de l'île à vendre terrains puis maisons, faute de revenus.

Afin de s'opposer au règne de la *plata*, les *PI* sont nombreux à se prononcer pour la planification et l'organisation du tourisme. Les mêmes s'insurgent contre un individualisme grandissant qui ruine toute tentative de cohésion et qui fait dans le même temps baisser les prix des activités proposées aux touristes. Les tours de l*anchas* (petits bateaux à moteur) s'efforcent maintenant de visiter l'ensemble des curiosités de l'archipel en un seul voyage, au lieu de deux ou trois précédemment, réduisant encore les dépenses des touristes, qui ne paient désormais quasiment plus que l'essence, et non plus un équipage où le guide touristique jouait un rôle important. Dans certains secteurs marqués par l'auto entreprenariat (restauration, guide, vente d'objets d'art…), généralement les plus valorisés au début de l'activité touristique, les prix sont tirés à la baisse par la concurrence interne et l'absence totale d'encadrement. Dans les autres secteurs d'activité, les locaux refusent de travailler en raison de la faiblesse des salaires, quand ce ne sont pas les préjugés qui les détournent du commerce ou de la construction.[469]

L'exemple du système des *lanchas* est assez révélateur des dysfonctionnements profonds de la société bocatoreña. Jusqu'il y a quelques mois, les locaux pouvaient encore bénéficier du système des doubles prix : les courses maritimes leur étaient facturées moitié moins chères qu'aux touristes. Mais la multiplication des *lanchas* a paradoxalement modifié la donne, puisque les prix du transport ont baissé tandis que les autres prix augmentaient : les patrons de *lanchas* refusent de plus en plus d'appliquer un tarif local qu'ils n'estiment plus rentable. L'intensification des connexions maritimes dans l'archipel est à double tranchant. Le manque d'organisation locale crée une situation paradoxale, puisque les îles de Colón et de

---

Bocas et jusqu'à 1875 $ pour une bicoque délabrée en front de mer à Bocas. C'est la proximité du centre touristique, à savoir la ville de Bocas de Toro, qui crée la valeur.

[469] Les nouveaux entrepreneurs soulignent que les Bocatoreños ne sont pas formés dans la construction, ou ne sont pas bons en commerce, reprenant parfois le préjugé raciste du Noir trop fatigué pour travailler. Pour trois sondés, non Indigènes, l'absence de formation des locaux justifie la venue des Indigènes sur l'île. Cet argument est fréquemment utilisé, bien que l'on comprenne mal où les Ngöbes ont bénéficié d'une meilleure formation à la construction. Le cercle vicieux de la construction constitue un autre problème sensible, puisque les Indigènes désormais installés constituent un réservoir de main d'œuvre qu'il faut bien employer ; c'est d'ailleurs l'une des justifications des promoteurs, qui promettent l'emploi de 300 à 400 personnes pour le projet de marina.

Bastimentos sont désormais mieux connectées pour les touristes que pour les locaux. Le développement du territoire touristique engendre une fragmentation du territoire bocatoreño.

Les transferts de richesses

Le rapatriement des richesses pratiqué par quasiment toutes les populations installées récemment (*PR*) est fréquemment souligné par ceux plus anciennement installés (*PI*), mais très rarement par les élites associatives œuvrant pour la conservation de l'écosystème et un tourisme « soutenable » (essentiellement des *PRI*). Les touristes-entrepreneurs mettent en place une activité qui fonctionne en circuit fermé, emploient une main d'œuvre étrangère à l'île pour son fonctionnement (celle des Indigènes, qui ne dépensent rien dans l'île à part chez les Chinois, qui ne paient pas de loyers sur leurs logements illégaux, et rapatrient les devises dans leur village d'origine), et proposent des activités multiples en privilégiant leur encadrement par des accompagnateurs gringos, souvent volontaires.[470] Ainsi, le touriste totalement intégré ne rencontrera le local que dans le cadre officiel ou informel : dans l'office de la migration, pour lui acheter de la drogue ou s'en plaindre à la police du tourisme… Tandis que l'entrepreneur gringo réinvestira ou non les dollars engrangés dans l'économie locale.[471]

Les projets d'investissement dépassent rarement le cadre individuel ou familial ailleurs que dans la construction : l'investissement est peu productif, surtout spéculatif. C'est en tout cas l'avis de nombreux anciens, qui citent la bananeraie comme un exemple, qu'il s'agisse de la création de richesses ou de l'encadrement sanitaire ou social, désormais absent, étant donné l'incurie du gouvernement et de la municipalité.[472] Qu'il s'agisse des Chinois, des Indigènes, de la plupart des travailleurs et commerçants ladinos, ou des investisseurs et des retraités gringos, tous concourent au rapatriement des devises : la base sociale bocatoreña est donc marginalisée faute d'investissement dans son propre territoire, qui rétrécit à mesure que son pouvoir financier relatif s'amenuise.

---

[470] Le volontariat prend souvent en Amérique centrale des formes étonnantes : il n'est pas rare de payer pour s'engager, comme dans certaines associations caritatives, tandis que dans les hôtels, la plupart de ces emplois non rémunérés sont accessibles à n'importe quel touriste en vacances parlant anglais, ce qui évite aux employeurs de salarier un travailleur local. En échange, le volontaire aura dépensé son argent de poche au bar de l'hôtel.

[471] Il est néanmoins indéniable que la pression des locaux sur les entrepreneurs fonctionne dans certains cas, et qu'il existe une économie souterraine de redistribution, qui oscille entre charité et corruption : financement des maillots de l'équipe de football, des églises locales, des campagnes électorales ou de la police…

[472] Toutes les personnes âgées ne s'extasient pas en se remémorant le système de l'entreprise bananière, mais beaucoup estiment que le système était plus juste.

Ce drainage des richesses constitue l'une des caractéristiques majeures du système de l'enclave. Il s'apparente à un cercle vicieux, puisqu'il est aussi lié à l'inflation, qui crée ici une barrière très nette à l'investissement, réservé à une frange minime de la population, et surtout aux acteurs peu attachés au lieu. Néanmoins, en fonction de logiques d'acteurs assez diverses, de l'ouverture du territoire à des populations variées, et de l'absence de société civile, ces transferts s'effectuent par des réseaux variés et selon des flux multidirectionnels : ils ne consistent plus seulement en l'énorme retour sur investissement de la compagnie bananière. En fonction de solidarités communautaires extérieures à l'île, les richesses repartent surtout dans deux directions : vers le continent pour les Indigènes et les Ladinos, vers l'outre-mer pour les Gringos et les « nouveaux » Chinois. Si les premiers, nationaux, sont supérieurs en nombre, en valeur, c'est bien entendu les flux globaux qui sont les plus importants : d'un point de vue financier, l'enclave touristique reste très peu reliée au continent.

Les acteurs locaux sont économiquement marginalisés par l'intensification du tourisme, qui prend un caractère de plus en plus insoutenable à Bocas del Toro. La dépendance du territoire est accentuée et les populations frustrées, puisqu'elles sont mises à l'écart des processus de décision et de production. Liu et Wall soulignent les limites du modèle écotouristique tant qu'il n'existe pas de cohésion et de projet global : le tourisme accroît les processus de dépendance et génère de fortes inégalités, surtout s'il est un produit planifié de l'extérieur et non de l'intérieur.[473] Pour Wheeller, les infrastructures requises par l'activité remettent tout simplement en cause le concept d'écotourisme.[474] Si la soutenabilité apparaît parfois comme l'argument décisif qui retire aux populations locales la gestion de leurs ressources, consacrant l'existence de territoires touristiques régis par un pouvoir extérieur, le phénomène n'est même plus d'actualité à Bocas del Toro. Dans l'archipel, le tourisme « soutenable », qui suggère une responsabilisation commune des acteurs de l'activité, est une véritable arlésienne dont les locaux se défient progressivement. Plutôt qu'illustrer un écotourisme envisageable à ses débuts, la nouvelle activité balnéaire fait ici davantage figure d'ultime économie d'enclave de cette lointaine province du petit Etat panaméen.

[473] LIU ; WALL, op. cit.
[474] WHEELER, op.cit.

D/ Un territoire entre fragmentation et globalisation

Les reconfigurations territoriales liées à l'attractivité du lieu rendent compte de deux logiques différentes, continentales et ultramarines. D'une part les migrations d'Indigènes et de Ladinos en provenance de l'arrière-pays amorcent une timide prise de contrôle de l'Etat, et d'autre part les acteurs globaux, plus puissants, accroissent leur contrôle sur un espace sur lequel ils s'installent désormais. Le territoire bocatoreño est de plus en plus fragmenté par l'intervention d'acteurs extérieurs, qui remodèlent l'espace en fonction de réseaux ou de solidarités nouvelles et variées.

1) Vers un « tourisme de plantation » ?

Loin du modèle « soutenable » évoqué il y a quelques années, les tensions sociales et l'organisation de l'espace rapprochent davantage l'activité touristique de Bocas del Toro du « tourisme de plantation », phénomène caractéristique des petites îles des Antilles et marqué par la ségrégation spatiale.[475] La globalisation du territoire se manifeste non seulement par des distinctions économiques, des tensions sociales internes, mais aussi par une très forte fragmentation de l'espace, sur lequel s'appliquent désormais de nouvelles frontières, dont témoignent les évolutions récentes de l'aménagement de Bocas del Toro. La société locale est dès lors confrontée à deux optiques : résister ou accepter.

Les mesures de rétorsion de la société d'accueil

L'incapacité de la société bocatoreña à s'organiser pour limiter l'expansion du tourisme ou redistribuer les richesses se manifeste par des réactions plus individuelles que collectives, plus illégales que formelles. La criminalité a connu une hausse non négligeable : on note de très nombreux vols, des touristes détroussés sur les plage, parfois par des hommes armés. A Bastimentos, notamment, où les cambriolages sont de plus en plus fréquents, les locaux estiment que la situation est devenue problématique. Même si elle connaît les coupables, la communauté n'est plus capable de gérer elle-même cette situation de crise, pas plus qu'une justice déficiente totalement focalisée sur le trafic de drogue.

[475] WEAVER, David B., "The evolution of a "plantation" tourism landscape on the Caribbean island of Antigua", in Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie, n°79, 1988

Faute de capital de départ, seules les activités économiques de l'antimonde semblent à même de créer des richesses susceptibles de rivaliser avec ceux à qui les locaux sont désormais confrontés. L'économie de la drogue, la prostitution ou le racket attirent de plus en plus de jeunes individus, accélérant la déstructuration progressive de la société bocatoreña. Phénomène nouveau dans l'île, les dealers sont très souvent consommateurs. Cette augmentation de la consommation de drogue chez les jeunes inquiète les populations locales. Plus que la marijuana, c'est la cocaïne qui a fait son irruption dans le quotidien des familles, car Bocas est l'une des étapes de son transit de la Colombie vers les Etats-Unis. Pour l'instant, le crack n'a heureusement pas fait les ravages qu'on lui connaît dans d'autres territoires caraïbes de l'Amérique centrale, comme à Puerto Colón ou Bluefields.

Il existe différents moyens, plus ou moins légaux, pour profiter du tourisme, comme le système des double prix, ou l'opaque gestion de la frontière avec le Costa Rica.[476] La tension entre touristes et touristés est accrue par ces petites mesures de rétorsion. Ainsi, les artisans panaméens qui vendent leur production dans la rue s'insurgent de la concurrence des Gringos et les dénoncent aux autorités migratoires pour les empêcher de bénéficier de ce pignon sur rue. Ces derniers sont parfois contraints à rejoindre le Costa Rica. Beaucoup d'autres éléments accréditent ces réactions plus ou moins violentes de la société d'accueil, qu'il s'agisse des terrains vendus plusieurs fois (l'ancien *alcalde* était d'ailleurs en prison à ce titre au moment de l'enquête), ou des intimidations que subissent parfois les Gringos la nuit tombée. Ces mesures de rétorsion de la population locale ne font souvent pourtant que nuire aux relations entre les différentes communautés, sans remettre en cause le modèle touristique.

La fragmentation de l'espace

La très forte immigration et la paupérisation d'une grande partie de la population remodèlent les territoires de la ville. A Bocas del Toro, des nouveaux quartiers indigènes se sont dressés dans des conditions sanitaires très difficiles. Les Ngöbes se sont installés sur des espaces inconstructibles, les moins accessibles et les plus insalubres. Entre l'aéroport et la station d'épuration, les mangroves ont été sommairement aménagées en un village indigène qui croule sous les eaux à chaque nouvelle inondation. A Bastimentos, tous les espaces périphériques de la ville sont occupés par les Indigènes. En face de la ville de Bocas, la petite

[476] La mise en application, en octobre 2008, de l'obligation de disposer d'un billet retour du Panamá vers son pays d'origine est désormais devenu un business lucratif, puisque les douaniers de Guabito, le poste-frontière, contraignent les entrants à s'acheter un billet retour vers le Costa Rica d'une valeur de 12 dollars.

île de Carinero tient lieu de banlieue dortoir. Le va-et-vient des *lanchas* ne pose pas que des problèmes de sécurité : la privatisation de l'espace public – ou la dérive sécuritaire des nouveaux propriétaires – empêche désormais les canots de débarquer sur l'île de Colón. Les pêcheurs ne sont pas les seules victimes de ce phénomène, puisqu'il est aussi difficile pour ceux qui vivent en dehors de Bocas de venir y travailler. En dehors de la ville, les *resort* sont désormais extrêmement surveillées, certaines encloses pour éviter toute incursion ; les structures économiques les plus petites font désormais appel à des vigiles. Les locaux s'insurgent fréquemment contre cette dérive sécuritaire qui restreint leur accès à de nombreux espaces, notamment maritimes, et tranche avec la conception d'un territoire jusqu'alors très ouvert.

Néanmoins, l'organisation du territoire ne prend pas totalement les formes du « tourisme de plantation » observé dans les îles de la Caraïbe, où la spécialisation des espaces est davantage marquée. Si ce différentiel est évidemment lié au caractère récent de l'activité, plusieurs autres éléments, comme les caractéristiques socio-ethniques, le jeu des pouvoirs, ou la simple configuration du lieu, empêchent ce système de se reproduire. Les distinctions ethniques et sociales sont ici complexifiées par la très grande diversité des éléments en présence, et ce d'autant plus que Bocas del Toro est déjà un ancien territoire « globalisé », qui connaît à ce titre des métissages nombreux. D'autre part, contrairement aux îles des Antilles, l'insularité n'est pas ici celle de l'ensemble national mais celle d'un petit espace périphérique : les jeux de pouvoir sont moins nets sur l'archipel panaméen. Enfin, la discontinuité de l'espace, en fonction du caractère archipélagique du lieu, engendre une importante fragmentation territoriale, mais qui n'est ni exclusive, ni binaire : le schéma de Weaver, celui d'une importante ségrégation spatiale entre touristes et « touristés », ne s'applique donc que partiellement à Bocas del Toro.

2) Le territoire globalisé : une redéfinition des frontières socio-ethniques

Dans un archipel où les métissages sont anciens, le tourisme a semble-t-il redéfini des frontières socio-ethniques jusqu'alors peu visibles. Les distinctions sociales liées au fort impact économique de la nouvelle activité s'articulent sur des distinctions ethniques, réactivées par le jeu des pouvoirs entre un Etat en retrait et un pouvoir global triomphant. Les importantes discontinuités spatiales sont accentuées par des réseaux assez divers qui contribuent à marginaliser progressivement la société locale et à fragmenter son territoire.

Le mythe de la culture globale

L' « américanisation » de la société d'accueil est un autre élément qui concourt à la fragmentation interne, notamment générationnelle. Rappelons que les Bocatoreños sont majoritairement des descendants d'Antillais, et que les nombreux contacts noués avec les Etats-Unis les lient fortement à cet autre outre-mer. Pour beaucoup, l'anglais créole est donc la langue maternelle, même si les dernières générations connaissent très bien l'espagnol, la langue de l'école. L'espagnol est la langue maternelle d'une proportion toujours plus importante de la population noire, mais davantage dans la capitale administrative de Bocas del Toro qu'à Bastimentos, où tous les locaux parlent parfaitement anglais. Bocas del Toro n'est donc pas un archipel qui connaît une extraterritorialité totale, mais une ancienne enclave sur laquelle l'Etat panaméen a seulement établi une influence très lâche.

Les États-uniens étaient très positivement perçus au début du procès touristique, phénomène indépendant de l'émigration vers l'Amérique du Nord ou des transferts monétaires de migrants, négligeables ici. Cette relation privilégiée tient à l'idée, très ancrée sur l'ensemble de la façade caraïbe, que les Etats-Unis sont susceptibles de prémunir les populations noires de la volonté d'assimilation dont elles soupçonnent généralement les Etats centraméricains. En outre, les Nords-américains sont assimilés à des développeurs, les seuls susceptibles de créer de l'activité économique, de la valeur ajouté. Cette tradition a pris un nouveau tour avec le phénomène touristique, où les touristes apparaissent désormais comme les meilleurs agents de l'impérialisme culturel. On peut dès lors difficilement s'étonner que les locaux adoptent des comportements empruntés au grand voisin du Nord. Le phénomène concerne aussi les jeunes générations venues de David ou de Panamá City, villes très « américanisées », mais l'aspect le plus surprenant, pour qui connaît les rapports qu'entretiennent les Indigènes à cette modernité, c'est de voir le processus toucher aussi les jeunes Ngöbes, qui vendent désormais eux aussi de la cocaïne. Effectivement, le processus de ladinisation des Ngöbe, très puissant dans les terres de l'arrière-pays, saute ici une étape, chez des jeunes générations au contact d'un monde globalisé qu'elles n'avaient auparavant pas encore vu à la télévision. Comme le rappelle Ilker Lasa : *« Il y a quelques années, on ne voyait pas ces petits Indiens déguisés en gangsta rappeurs »*. Cette fracture générationnelle extrêmement marquée est incontestablement liée au tourisme, phénomène qui fait se côtoyer deux populations se réclamant d'une même culture, globale ou nord-américaine, sans pour autant disposer des mêmes moyens pour y participer.

Le territoire entre conscience nationale et réseaux globaux

« Y a-t-il des tensions entre les gens installés depuis longtemps sur l'île et ceux qui le sont depuis peu de temps ? » La question – volontairement large – présentait l'avantage d'évoquer en même temps le rapport à la population touristique proprement dite et les relations entre natifs et non natifs. Au premier abord, chacun voit les gens de dehors à sa manière : il s'agit bien sûr des touristes pour les migrants les plus récents, tandis que les Bocatoreños anciennement installés se distinguent de ceux nés ailleurs. Ceux qui se sont installés le plus récemment feignent de ne pas remarquer les tensions, comme les étrangers faisant du tourisme au long cours ou les Indigènes arrivés depuis peu. Il a ainsi fréquemment fallu préciser la question pour que les sondés abordent les deux aspects du problème. Sans être suggérée, la distinction nationale s'est alors spontanément mise en place.

Sur l'ensemble des sondés, 42% n'ont pas constaté de tensions de ce type, 48% affirment que ces tensions existent sans pour autant les considérer comme fondamentales, évoquant la tolérance comme caractéristique principale de l'île, et 10% seulement des sondés estiment que ces tensions sont très importantes sur l'archipel. Parmi ces tensions, certaines sont liées à l'origine ethnique, et concernent surtout les nouveaux « envahisseurs » de l'île, Indigènes (4 sondés disent qu'ils sont trop nombreux) et Chinois (3). Si beaucoup s'accordent sur les tensions qui existent entre locaux et touristes, sans trop insister d'ailleurs, certains estiment que les seconds ne sont pas assez respectés. D'autres soulignent que les seules dissensions perceptibles sont celles qui existent entre nationaux et étrangers (7), et que tous les Panaméens qui viennent travailler ici sont les bienvenus.

S'il y a bien une certaine défiance des locaux envers les Indigènes, voire envers ceux de la Ciudad ou les Chiriqueños, la principale tension est d'ordre international, avec les Chinois et les Gringos, qui rapatrient les devises vers leur territoire, bien que cette accusation concerne aussi les Indigènes. C'est aussi l'une des caractéristiques de cette marge anciennement globalisée : les métissages ont développé la tolérance et relativisé les tensions liées à l'appartenance ethnique. Ainsi, ceux qui accusent les Indigènes de venir prendre le travail des Bocatoreños visent essentiellement les Ngöbes arrivés récemment de la comarca, pas ceux qui vivent sur l'île depuis longtemps. Aucun des sondés n'a exprimé de propos racistes vis-à-vis des Indigènes : ceux qui ont évoqué les tensions y voient surtout un problème socio-économique, où les anciens habitants se sentent spoliés. Ainsi, deux Noirs de Bastimentos et un de Bocas del Toro nous confient que les dissensions sont vives avec les

Indigènes, phénomène qu'aucun Ngöbe ne relève, mais que relate avec passion la commerçante Kuna.[477] On ose le dire pour les Chinois, mais beaucoup moins pour les Indigènes, pour lesquels il s'agit d'un tabou : la solidarité nationale reste donc une ligne de démarcation nette pour la plupart des sondés…

La césure la plus pertinente est celle qui différencie les nationaux des étrangers. Les seuls à être ouvertement victimes de racisme sont les Chinois arrivés récemment, tandis que les Gringos, appellation qui englobe aussi les touristes européens, voire argentins ou chiliens, sont plutôt bien accueillis par la très grande majorité des locaux, bien que critiqués. Cette distinction entre Gringos et Chinois s'explique en partie par la convergence d'intérêts qui a longtemps existé entre les populations noires et anglo-saxonnes sur le littoral caraïbe.

Le moment d'installation dans l'île est une nouvelle fois la variable la plus nette, bien que le critère ethnique la corrobore assez bien, étant donné que les vagues migratoires présentent des fortes dominantes ethniques. Ainsi, si tout indique que les tensions ethniques étaient négligeables avant le retour de l'enclave touristique, on sent pointer un renouveau des discriminations. Les stratégies communautaires sont ravivées par la concurrence pour l'accès aux ressources, au travail, au logement… Ce renouveau des distinctions ethniques et raciales est lié au caractère attractif de l'espace et à une translation sur le territoire bocatoreño des tensions infranationales (ladinas / indias / negras) et des rivalités globales (ladinas / gringas / chinas).

La marginalisation des populations noires

Les locaux, majoritairement noirs, et qui sont les seuls à pouvoir légitimement s'opposer au système, ne sont plus intégrés à aucun réseau susceptible de les prémunir. L'Etat panaméen n'entretient plus de relations clientélistes avec cette population devenue minoritaire dans la province comme sur l'île et préfère s'intéresser aux Indigènes. Quant aux Gringos, ils n'ont plus nécessairement besoin des Bocatoreños maintenant qu'ils sont installés.

A Bastimentos, île très majoritairement peuplée de Noirs depuis plus d'un siècle, les tensions ethniques sont plus importantes qu'ailleurs, du fait d'une concurrence pour l'emploi accrue par le reflux de l'activité. L'émergence de gros entrepreneurs handicape les offres « soutenables » émanant des locaux et il faut désormais trouver un travail dans un

[477] La discussion avec cette Indigène kuna fut assez révélatrice des tensions sur l'île. Celle-ci justifiait son activité en nous expliquant qu'ils ne produisaient rien d'artisanal ici, mais vivait en revanche difficilement les tracasseries administratives et les réflexions sur cette *« Indienne qui devait retourner dans son île »*.

établissement regroupant hôtel, restaurant, bar et centre de loisirs. Ce nouveau type de complexe, ouvert en 2009 par un Argentin, appelé Gringo par les habitants de Bastimentos, a toutes les apparences d'une construction « écotouristique ». Les anciens habitants de l'île n'y travaillent pourtant pas, expliquant que les salaires y sont trop faibles, et l'entrepreneur emploie seulement la main d'œuvre indigène installée depuis peu, nettement plus docile, qu'il laisse en outre vivre et cultiver sur ses terres en amont. On assiste clairement à une baisse des salaires liée à la concurrence de cette main d'œuvre abondante.

Dans la construction, les Indigènes, comme manœuvres, et les Ladinos de Chiriquí en tant que contremaîtres, sont les plus nombreux ; les locaux sont rarement employés, faute de formation suffisante. Idem dans le commerce, alors que les bocatoreños parlent quasiment tous anglais ! Ainsi, les commerçants à leur compte viennent pour la plupart de David ou de Panamá City, voire des pays frontaliers, tandis que les employés des Chinois ou des Gringos sont presque essentiellement des Ngöbes : leurs salaires sont réglementés, 1,25 $ par heure, comme dans la construction ; la détérioration du pouvoir d'achat explique aussi que les Indigènes soient les seuls à accepter ces emplois.

Sur les cinq secteurs d'activité majeurs (commerce, construction, hôtellerie-restauration, transports et secteur public), les locaux sont cantonnés aux deux derniers. On a néanmoins vu que le transport, très important ici, s'était progressivement déréglementé, entraînant des revenus à la baisse. Le secteur public, très prisé, est de plus en plus sujet aux manœuvres politiques. Le local, ou Bocatoreño, hormis celui qui a réussi et constitue l'exemple à suivre, est de fait exclu et rendu vulnérable par la transformation de l'économie. Les activités traditionnelles sont dévalorisées, et les locaux ne disposent presque plus d'aucun moyen de production, de plus en plus contrôlés par les acteurs globaux (***figure 12***).

Figure 12 : Ressources, recompositions socio-ethniques et territoires à Bocas del Toro

	Ressource		Population	Fonction économique	Acteurs et pouvoirs	Inpact social et territorial
1550	Ressource stratégique : flibusterie, piraterie, boucanerie...		Européens	Capitaines	Représentants officiels des Etats européens contre l'Empire espagnol	Investissement faible
1700	Accords internationaux : fin de la ressource		Noirs	Matelots, ravitaillement...	Alliés des Européens	Immigration marginale
1820	Ressource commerciale : contrebande, comptoir...				Désintérêt des deux pouvoirs	Emigration, raids miskitos, quelques migrations indigènes (Teribe)
			Anglais, Etats-Uniens	Colons, commerçants	Renouveau de l'influence anlo-saxonne liée aux indépendances	Commerce important : noix de coco, tortue...
			Noirs (Corn Island, San Andres, Jamaïque)	Travailleurs agricoles, pêcheurs	Esclaves, travailleurs libres	Immigration non négligeable
1890	Nouvelle ressource agricole : banane		Métis, Ladinos, Chinois, Italiens...	Manoeuvres dans la bananeraie	Prolétariat exploité (peu importe d'où)	Immigration importante
			Noirs	Position intermédiaire, contremaîtres...	Alliés du pouvoir global (parlent anglais)	
			Gringos, britanniques...	Ingénieurs	L'UFC : maître d'oeuvre de l'exploitation	Investissement massif (mais pas individuel)
1930	"Mal de Panama" : fin de la ressource				Processus de ladinisation léger, intégration lâche à la Nation, départ des acteurs globaux	Emigration, stabilisation sociale et cohérence territoriale
2000	Ressource touristique : nouvelle fonction des îles et littoraux	PI	Noirs, population métissée	Fonction résiduelle, folklorique, quelques rentes	Peu d'intérêt pour cette population, chez les deux pouvoirs	Marginalisation
		PRI	Gringos	Petit investissement, contre-pouvoir léger (ONG)	Contre-pouvoir inhérent au pouvoir global, peu vindicatif	Investissement limité ; faiblesse numérique
		PRI	Ladinos	Services, commerce	Acteurs individuels : très peu liés au pouvoir	
		PR	Ladinos	Services, activité intermédiaire, représentent l'Etat : police, instituteurs, administratifs	Etat favorise imgration ladina Pouvoir global limite l'encadrement national (notamment juridique)	Immigration importante, temporaire ou non ; pas d'investissement
		PR	Indigènes*	Main d'oeuvre, construction	Idée de ladinisation future; pouvoir global favorise (prolétariat bon marché)	
		PR	Gringos	Investissement, organisation, consommation	Ils incarnent la spécificité de l'activité touristique, sont investisseurs, consommateurs, et souvent producteurs	Immigration très importante, avec installation des touristes
		PR	Chinois	Commerce (gros et détail), investissement immobilier	Nouveaux acteurs globaux asiatiques, faible concurrence avec les Nord-américains	Capacité d'investissement, pouvoir d'achat élevé
2010?	"Spirale de la mort" ? fin de la ressource ?					Ségrégation spatiale ? "Tourisme de plantation" ?

** L'utilisation d'une main d'oeuvre indigène est particulièrement poussée à Bocas del Toro en raison de l'éloignement du principal foyer de population ladina*

Conclusion du chapitre 11

L'ensemble du système économique, social, politique ou culturel du territoire est bouleversé par l'installation de nouveaux acteurs liés à l'activité touristique. Les distinctions sociales, ethniques, voire nationales, recoupent à des degrés divers les différentes conceptions du territoire de Bocas del Toro qui se mettent en place. Celles-ci se fondent sur les registres socio-économiques, comme la logique de classe, présente chez les populations intégrées (*PI*) : ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas. Des considérations socio-culturelles s'y adjoignent chez les populations récemment intégrées (*PRI*) : on différencie ceux qui sont éduqués et intégrés au système institutionnel associatif, souvent étrangers, de ceux qui sont seulement venus travailler avant les autres, peu sensibles aux discours sur le tourisme « soutenable ». Chez les populations récentes (*PR*), on distingue nettement ceux qui contrôlent l'île (Gringos, Chinois, entrepreneurs de Panamá City ou trafiquants), de ceux qui en profitent temporairement (touristes, travailleurs indigènes et commerçants ladinos...).

L'appartenance à telle ou telle catégorie engendre des représentations différentes d'un même territoire. Il y a bien un territoire mythique, carte postale bordée de cocotiers pour les touristes et communauté originelle comme à Bastimentos ou dans la comarca Ngöbe-Buglé, mais l'île a été progressivement envahie, tandis que le territoire indigène n'en a pas eu besoin pour se désintégrer de l'intérieur. Bocas del Toro représente désormais la jungle, l'argent et la modernité, le phantasme devenu réalité par une brusque translation territoriale propre à la globalisation. Le territoire prend parfois des airs d'antimonde, par la renonciation politique voulue par le pouvoir global, par la corruption de l'Etat, et par l'incapacité de la société d'accueil à s'organiser. Les tensions territoriales sont accrues par l'absence de pouvoirs publics et le triomphe du modèle nord-américain par le règne de la *plata*.

L'origine ethnique ou identitaire ne fait que s'adjoindre à ces logiques historiques et socio-économiques, puisque les catégories sont assez lâches sur un espace précocement globalisé et une population anciennement métissée. Ainsi la population locale se garde généralement de stigmatiser telle ou telle ethnie, bien que les Indigènes soient fréquemment assimilés à la cheville ouvrière d'un tourisme intensif dont profitent surtout Gringos et Chinois. L'exclusion des populations noires n'est pas nécessairement fondée sur une démarche raciste, mais plutôt une conséquence de leur isolement et de l'ouverture du territoire à d'autres populations mues par des fortes solidarités communautaires ou connectées à des réseaux plus puissants.

Le degré d'intégration n'est pas lié qu'à la période d'installation mais aussi à des critères beaucoup plus spatiaux, comme l'échelle géographique. Ainsi, l'appartenance insulaire est primordiale, suivie de celle à l'archipel. C'est ensuite la logique nationale qui peut octroyer une certaine légitimité : il est mieux vu d'habiter Panamá City que Sixaola, au Costa Rica, à quelques kilomètres de là. En revanche, celui qui n'est pas du Panamá est uniquement perçu à travers sa *plata* : on est vite un Gringo à Bocas del Toro…

Ce « sentiment national » peut sembler paradoxal au vu de l'extraversion permanente du lieu depuis cinq siècles. Le statut d'ancienne enclave a pourtant suscité l'intérêt momentané des autorités nationales : les infrastructures transisthmiques et le pôle bananier de Changuinola rappellent la logique d'interface dans le proche arrière-pays, et il ne faut pas négliger le rôle de capitale administrative de Bocas del Toro. L'idéologie *policlasista* progresse ici sans combattre, puisqu'elle n'est pas mue par les objectifs assimilateurs qu'elle poursuit ailleurs, en raison du contrepoids des acteurs globaux. En immigrant à Bocas del Toro, les Indigènes adhèrent à la nation métisse et se ladinisent progressivement en cessant de transmettre leur langue aux enfants. Le tourisme n'est pas seulement une vitrine du pouvoir global, mais aussi une activité très attractive pour les populations nationales : comme la bananeraie, elle constitue un véritable catalyseur de l'acculturation.

La filiation avec l'enclave bananière est très nette. Elle est néanmoins complexifiée par le statut d'ex marge globalisée du lieu, où les processus de « globalisation » sont profondément ancrés dans la société et sur l'espace, qui se sont recomposés à travers l'émergence d'une territorialité bocatoreña maritime, ouverte, et multiculturelle. Les prémices inaboutis d'une interface ne doivent pas dissimuler la suprématie des acteurs globaux sur ce territoire. L'élection du lieu touristique correspond à une notion de ressource qui évolue indépendamment des acteurs locaux, mais bien en fonction d'une orientation globale, émanant d'agents déterritorialisés, voire de plus en plus transnationaux. La marge touristique globalisée peut donc à son tour subir une désaffection, une « spirale de la mort », pour des raisons écologiques, mais aussi sociales. A moins que les structures géographiques particulières du lieu, liées à l'insularité caraïbe, ne constituent pour ce territoire prématurément globalisé une garantie pour le maintien de son extraterritorialité, ce qui nous semble illusoire.

Chapitre 12 :
L'incorporation de l'Atlantique costaricien au 20ème siècle : de l'enclave à l'interface

Cette troisième étude de cas s'intéresse à l'évolution des systèmes territoriaux dans l'Atlantique costaricien. Plusieurs éléments déjà évoqués dans la présentation de ce travail nous ont conduits à choisir un terrain de recherche présentant un condensé des transitions territoriales, ici à moyenne échelle, sur l'ensemble de la façade caraïbe d'un même Etat. L'emploi du terme atlantique, que l'on retrouve dans la plupart des pays de l'isthme quand il est question de cette façade orientale, nous rappelle à une définition spatiale, et non territoriale, qui permet de minorer les spécificités humaines induites par l'appellation caraïbe. Ainsi, la province de Limón est emblématique des efforts de « réincorporation » de l'ensemble des Etats centraméricains, qui visent tous à contrôler une façade caraïbe sur laquelle les autorités coloniales n'étaient pourtant jamais parvenues à s'établir durablement par le passé.[478]

Le développement des bananeraies sur le littoral caraïbe à la fin du 19ème siècle constitue le point de départ d'un processus de transition territoriale extrêmement rapide, puisque le dernier siècle a vu se succéder trois systèmes territoriaux proches des modèles théoriques proposés : l'ancienne zone refuge, devenue enclave bananière par excellence, s'est progressivement mue en interface. Toutefois, le processus est beaucoup plus complexe et connaît de très fortes discontinuités spatiales à une échelle plus fine : les systèmes territoriaux antérieurs se maintiennent tant bien que mal dans le cas du territoire indigène ou se renouvèlent dans celui du territoire globalisé. L'interface ladina constitue seulement le système d'organisation spatiale le plus étendu et le plus évident dans la province de Limón, et s'étend d'ailleurs au-delà de cette stricte délimitation (**carte 47**).[479] C'est du moins l'hypothèse

[478] Le terme « réincorporation » a été utilisé au Nicaragua en 1894, lorsque les troupes du président Zelaya ont débarqué à Bluefields pour rappeler l'indéfectible unité qui devait régir les rapports entre les deux façades du Nicaragua. En réalité, cette unité n'a jamais existé pendant la colonie et peine toujours à se matérialiser, comme l'indiquent l'émergence de régions autonomes. Le terme incorporation sera donc privilégié dans ce chapitre.

[479] L'Atlantique costaricien, dans notre acception, rassemble les provinces de Limón et le canton de Sarapiqui, au nord de la province d'Heredia, dont les dynamiques territoriales sont indissociables. L'ouverture d'une route dans les années 1980 permettant d'éviter San José a en effet totalement reconfiguré la partie nord de cette zone depuis une vingtaine d'années. Dans les analyses économiques et agricoles, on évoque désormais deux régions

développée dans ce chapitre, qui vise à comprendre la nature de cette interface agroexportatrice, principalement de bananes et d'ananas, en l'analysant sous l'angle d'un système territorial présentant une forte cohérence économique, culturelle, et politique, sans pour autant négliger les interrelations avec d'autres systèmes juxtaposés, souvent résiduels, comme celui de l'enclave ou de la marge indigène du sud-est.

Carte 47 : Circonscriptions administratives et infrastructures terrestres au Costa Rica

Nous rappellerons d'abord brièvement le contexte spatial et historique de la zone, marqué durant la période coloniale par des tensions entre des populations indigènes éparses et des autorités coloniales affaiblies par la permanence de menaces venues d'outre-mer, puis par l'installation de l'*United Fruit Company* à la fin du 19ème siècle, enfin par l'instauration d'un Etat-providence unique en Amérique centrale. Les mutations de la province de Limón au 20ème siècle s'expliquent d'abord par un essor démographique très important, puisque sa

complémentaires : le Huetar nord (nord des provinces de Heredia et d'Alajuela, ou *Zona Norte*) et le Huetar atlantique (la province de Limón).

population est multipliée par 20 en moins d'un siècle et par 2 en 15 ans.[480] Les reconfigurations territoriales s'expliquent non seulement par le bouleversement des équilibres démographiques, mais aussi par les infrastructures qui permettent l'accès aux ressources. Elles illustrent bien l'essor et le reflux d'activités liées à l'influence de centres extérieurs à cet espace de marges.

Trois zones distinctes se mettent en place dans l'Atlantique costaricien au cours du 20ème siècle, témoignant d'un processus de ladinisation asses diversifié selon les territoires. Le sud de la province reste marqué par la coexistence de systèmes territoriaux divers, dont les interrelations s'effectuent néanmoins surtout aux dépens d'un territoire indigène de plus en plus fragilisé. La ville de Puerto Limón abrite toujours une importante population noire, qui est parvenue à maintenir ses spécificités territoriales à travers une intégration nationale « différenciée », tandis que le statut particulier du port dans les interfaces présente toujours une forte extraterritorialité. Ce point nodal de connexion avec le système-monde a toutefois perdu sa fonction de centre de gravité de la province, au profit d'un vaste espace connectant plusieurs provinces au nord : cette interface ladina, caractérisée par un contrôle accru des acteurs nationaux, reste cependant attachée aux réseaux globaux.

A/ L'Atlantique costaricien : une croissance exponentielle au 20ème siècle

1) La marge des marges

Avant la requalification territoriale qui s'opère au 20ème siècle, l'espace étudié est au préalable profondément marqué par deux systèmes territoriaux caractéristiques des modèles proposés, à savoir la zone refuge durant la période coloniale puis l'enclave bananière à partir de la fin du 19ème siècle. Le processus, malgré des spécificités indéniables, est assez symptomatique de l'évolution de l'ensemble de la façade caraïbe de l'Amérique centrale durant ces périodes. En revanche, ce n'est pas le cas de la vie politique du Costa Rica après-guerre, qui se différencie fortement des autres Etats centraméricains à travers ce que certains nomment l'exception costaricienne. Si le développement de l'Etat-providence a eu des

[480] La province de Limón compte 18 195 habitants en 1910 et 437 588 en 2009, contre respectivement 379 533 et 4 509 392 pour l'ensemble national aux mêmes dates (INEC, 2010).

répercussions sociales très importantes dans la province de Limón, il n'a pas remis en cause la mise en place d'une interface ladina similaire à celle d'autres façades caraïbes nationales. Le récent reflux de l'Etat costaricien témoigne des difficultés récurrentes de ces petits pays, et particulièrement de leur façade caraïbe, à échapper à des structures de domination économiques, politiques, et culturelles très ancrées.

La zone refuge coloniale

Malgré les formidables richesses que Christophe Colomb vante sur ces côtes, il semble bien que l'actuelle province de Limón n'ait pas suscité l'engouement des populations précolombiennes. Les populations indigènes, éparses, appartiennent à des aires culturelles différentes suivant qu'elles se trouvent dans les montagnes de la Talamanca ou autour du bassin du rio San Juan : Indios Botos, Guatusos… On sait peu de choses de ces derniers, Indiens des basses terres négligés par les Espagnols. En revanche, la Talamanca intéresse davantage des autorités coloniales qui s'efforcent de contrôler une proximité entre Indigènes et colons que le faible nombre des derniers rend périlleuse.

Les Indigènes réfugiés dans la cordillère de Talamanca, au sud, fuient les deux principales menaces que constituent les razzias miskitos et les expéditions espagnoles. Certains missionnaires franciscains parviennent pourtant à pénétrer à l'intérieur de cette zone refuge, mais les diverses autorités coloniales désertent la montagne après les révoltes de 1709 et 1761 : *« Il est important de signaler que les indigènes des "reducciones" créées par les missionnaires maintenaient des relations commerciales avec ceux vivant dans les "palenques", et que les "sauvages" visitaient ces "reducciones". Certains se faisaient passer pour des fidèles ou bien acceptaient de s'y présenter de manière pacifique, pour ensuite fuir, après avoir obtenu des informations sur les forces espagnoles. Sans la complicité de ces indigènes, ils n'auraient pu tendre des embuscades aux colonnes espagnoles ni abandonner totalement leurs palenques en brûlant les cultures avant que les Espagnols n'arrivent. Ainsi, il existait une solidarité indigène. »*[481] D'autres auteurs confirment que pour se protéger des Miskitos, certaines populations indiennes aient profité des "*pueblos de reducciones*" des Franciscains ; surtout, il y a bien une différenciation importante entre les populations qui acceptent la tutelle coloniale et sont déplacées dans les vallées du versant pacifique de la

[481] SOLORZANO FONSECA, Juan Carlos, "Indigenas insumisos, frailes y soldados : Talamanca y Guatuso, 1660-1821" in Anuario de Estudios Centroamericanos, Universidad de Costa Rica, 23(1-2), 1997, pp. 143-197

Talamanca (Terraba, Boruca, Coto Brus), beaucoup plus accessible, et ceux qui restent dans des palenques côté caraïbe.[482]

La différenciation entre Indigènes selon leur degré de proximité au pouvoir colonial est une constante sur cette façade caraïbe.[483] L'installation de villages d'esclaves en fuite y témoigne aussi de l'absence de pouvoir dominant.[484] Comme l'indique le caractère éphémère du port de Matina, les Espagnols ne contrôlent pas le littoral caraïbe, longtemps chasse gardée des Miskitos, tandis que dans les montagnes, les Indigènes entrent en résistance dès que les velléités espagnoles deviennent sérieuses. De nouvelles populations s'installent sur la côte à partir de 1820. Ces Noirs chasseurs de tortue des littoraux nicaraguayens et panaméens vont contraindre les Bribris et les Cabecars à se déplacer dans une zone jusqu'alors extrêmement peu peuplée, phénomène accentué par l'installation de l'*United Fruit Company*.

L'enclave bananière[485]

La construction du chemin de fer entre San José et Puerto Limón est liée à un accord, signé en 1884, entre l'Etat et un entrepreneur américain, Minor C. Keith, qui se charge d'achever le fer en échange d'une concession de 324 000 hectares vierges et d'une exonération pour 20 ans de taxes sur le fer et la banane. Pour réaliser l'ouvrage, Keith fait appel à des travailleurs centraméricains, européens et chinois, puis à des Noirs des Antilles, dont beaucoup restent par la suite dans les bananeraies, au nord du tracé de la voie ferrée. Sa propre compagnie ferroviaire, la *Northern Railway*, s'étend vers le nord-ouest, sur le tracé de la principale route entre San José et Limón, tandis que le chemin de fer reliant San José passe plus au sud, par Turrialba. Entre 1870 à 1898, de nombreux petits producteurs viennent s'installer sur la côte. L'activité se développe très rapidement sur ce littoral et le Costa Rica devient le 2ème producteur mondial en 1899. La même année naît l'*United Fruit Company* de

---

[482] BOZA VILLAREAL, Alejandra, "La poblacion indigena de la Gran Talamanca : tamaño y ubicacion, Costa Rica, 1840-1927", Revista Historia Nº 51-52, enero-diciembre 2005, pp. 9-78

[483] *« Les indigènes du Pacifique parlent majoritairement espagnol et forment des familles nucléaires, de la même manière que leurs voisins non indigènes, qui habitèrent d'abord dans de multiples villages qui s'agrégèrent ensuite aux localités indigènes. De l'autre côté, la majorité des indigènes caraïbes parlent une langue indigène, vivent dans des familles élargies et se trouvent davantage discriminés, au niveau spatial, que ceux du Pacifique. Néanmoins, les populations des deux côtés de la cordillère entretiennent des relations complexes, établies durant la période coloniale et constamment accrues durant les 19ème et 20ème siècles qui se manifestent par des migrations temporaires comme permanentes dans les deux sens, et l'existence de relations commerciales importantes. »*
BOZA VILLAREAL, op. cit. ; p.65

[484] L'existence d'un toponyme Cimarrones à quelques kilomètres de Puerto Limón rappelle exactement la configuration de l'atlantique guatémaltèque.

[485] Le phénomène de l'enclave bananière ayant déjà été largement évoqué précédemment, nous nous bornerons ici à en rappeler les principales caractéristiques.

l'union de Keith et de la *Boston Fruit*. 20 millions de dollars de capital, 180 kilomètres de voies ferrées et 10 bateaux à vapeur, la « pieuvre verte » est née : elle commercialise 75% des bananes vers les Etats-Unis et l'Europe dès 1900. La compagnie va régner sans partage sur ces façades caraïbes tout en exerçant un très fort pouvoir de déstabilisation sur les Etats centraméricains, désormais affublés de l'appellation « Républiques bananières ».

L'Etat-providence costaricien

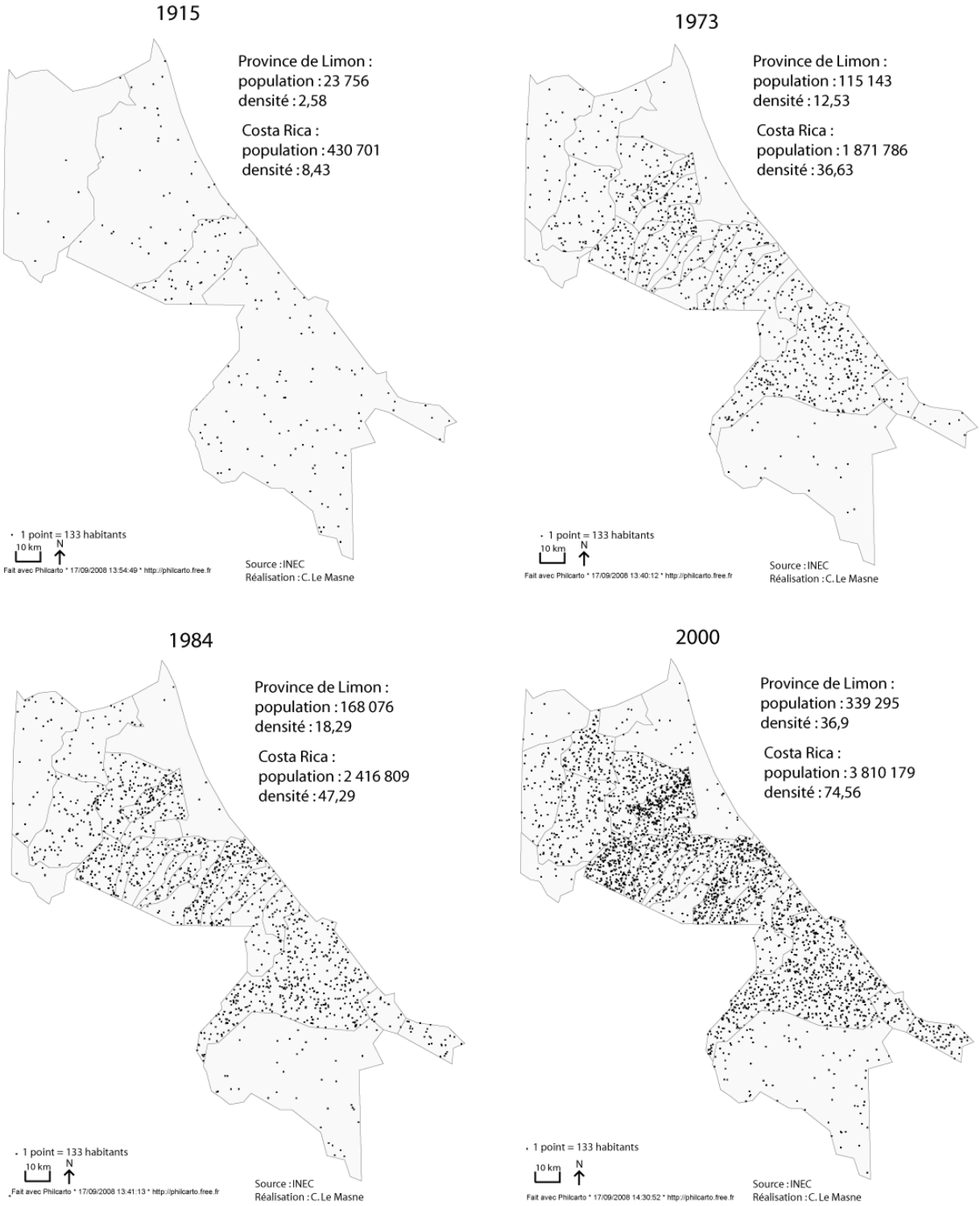
La province de Limón connaît une grave crise économique à partir des années 1930 du fait du déplacement des bananeraies sur le littoral pacifique. Le territoire est progressivement reconquis, d'un point de vue juridique, et l'Etat récupère aussi les moyens de production, à travers les infrastructures majeures, voies ferrées et port, qui sont souvent nationalisées. La compagnie oppose peu de résistance au Costa Rica, où émerge à la même époque un véritable Etat-providence. Le processus est aussi fondé sur le principe de neutralité, adopté à partir de 1948, qui contribue à rassurer la diplomatie états-unienne. En plus de l'abandon de l'Armée, le président Pepe Figueres entame une campagne de nationalisation de secteurs clés de l'économie, tout en conservant un fonctionnement libéral quant au reste des activités.

Pendant près de 50 ans, le Costa Rica va faire figure d'exception en Amérique centrale, tant par le maintien d'organismes publics puissants – et ce malgré les ajustements structurels des années 1980 – que par une politique sociale avancée : assurance maladie, chômage, éducation pour tous... Ainsi, dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications, les monopoles étatiques se mettent en place dans les années 1960 : RECOPE pour le pétrole, ICE pour l'électricité... Les ports de Puntarenas et de Limón sont nationalisés, occasionnant dans le cas du dernier la naissance d'un organisme, JAPDEVA (*Junta de Administracion Portuaria y de Desarrollo Economica de la Vertiente Atlantica*), qui a aussi pour mission l'aménagement du littoral atlantique.

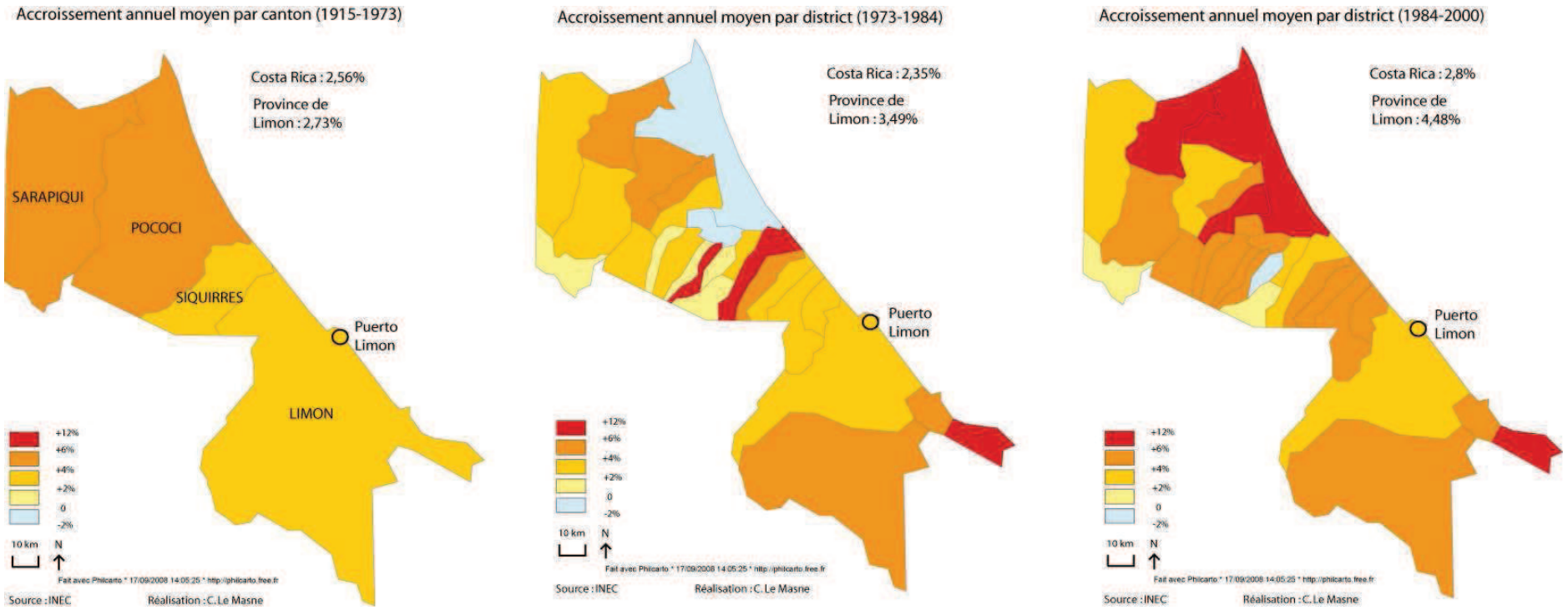
La situation va évoluer au cours des années 1990. La libéralisation de l'économie costaricienne, prônée par le FMI et relayée par les différents gouvernements, s'effectue selon les modalités habituelles : budget de l'Etat en berne et ouverture à la concurrence. L'Etat-providence s'efface progressivement, notamment du point de vue de la législation sociale. Quant aux services publics, ils cèdent aussi aux exigences libérales des divers traités de libre-échange : privatisation du secteur bancaire pour les particuliers en 1993, de la téléphonie mobile en 2008, concession du nouveau port de Caldera à proximité de celui de Puntarenas en 2006… En revanche, malgré les pressions, l'autorité du port de Limón, JAPDEVA, continuait, début 2010, à défendre l'exception costaricienne sans négliger celle de la façade.

2) Peuplement et infrastructures : la transition territoriale vers l'interface au 20ème siècle

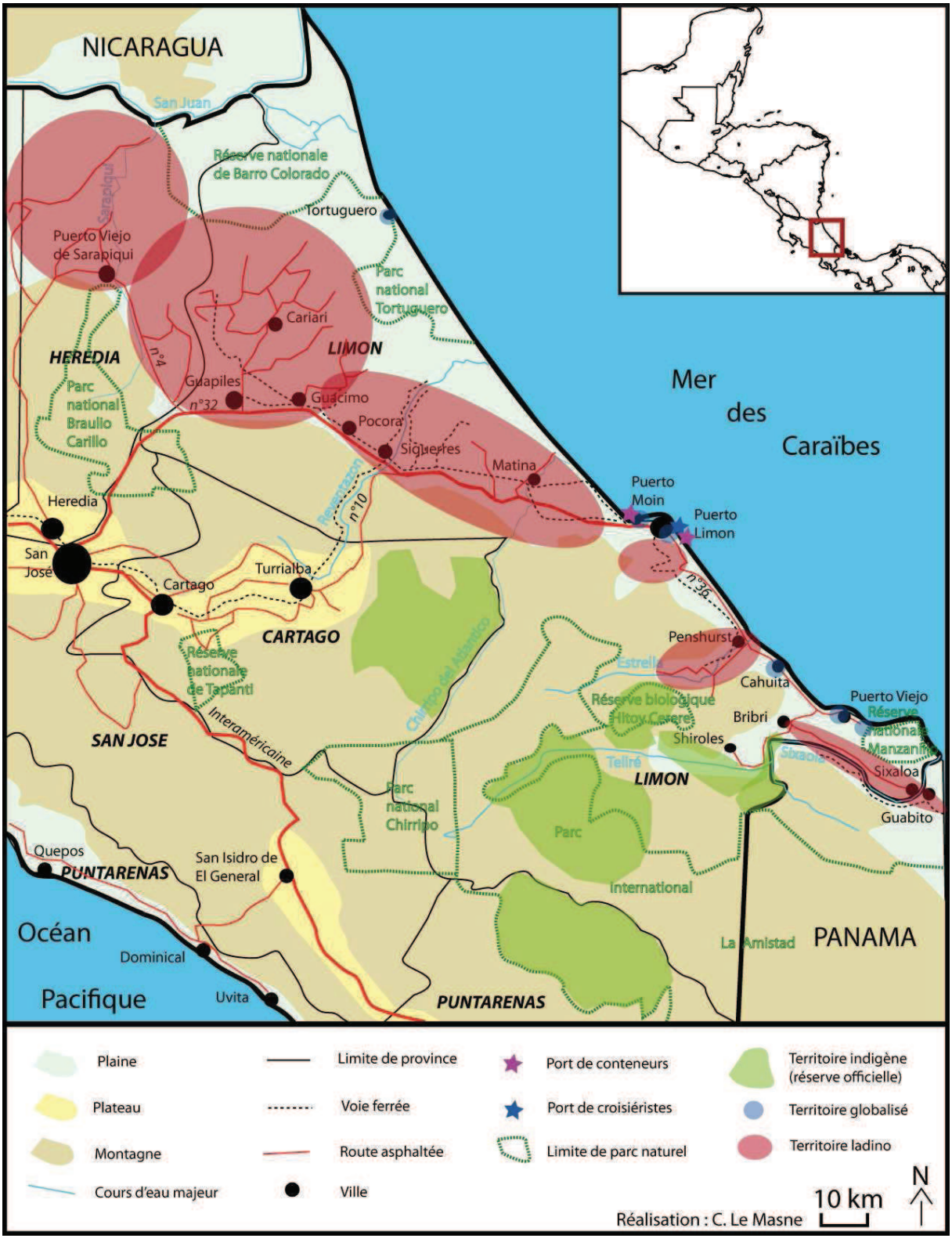
Carte 48 : La répartition des populations dans l'Atlantique costaricien (1915-2000)



Carte 49 : L'accroissement annuel moyen dans l'Atlantique costaricien (1915-2000)



Carte 50 : Infrastructures et territoires dans l'Atlantique costaricien



Une enclave déconnectée du territoire national dans la première moitié du 20ème siècle

La façade caraïbe a été très tardivement intégrée administrativement à l'ensemble national, puisqu'il faut attendre 1870 pour que soit attribué à l'actuelle province de Limón le statut de comarca, expression précédemment évoquée à propos des comarcas panaméennes qui traduit bien le caractère marginal de cet espace. Ce soudain intérêt de la petite République pour ce qu'elle nomme son « Atlantique » est lié au chemin de fer dont la construction commence dès 1871. Il faut attendre 1892, deux ans après l'achèvement de la voie ferrée, pour que Limón obtienne, comme les six autres circonscriptions infra étatiques, le statut de province. La création des cantons de Siquirres et de Pococi, en 1911, illustre le lien entre chemin de fer, bananes, et peuplement : ces cantons du nord de la province sont reliés aux concessions de Keith et à sa *Northern Railway Company*.

Au début du 20ème siècle, Puerto Limón occupe un rôle central dans la province. Le port caraïbe constitue le point de convergence des différentes infrastructures, hormis celles de la vallée du fleuve Sixaola, orientées vers la province de Bocas del Toro, au Panamá. Le réseau s'étend au sud de la capitale provinciale et dispose de nombreuses ramifications dans la partie nord, autour de la *Railway Company* de Keith. La voie ferrée qui relie San José adopte un trajet tortueux, le long du rio Reventazón, via Cartago et Turrialba, importantes zones de production du café. Façade caraïbe et hautes terres sont juxtaposées, seulement reliées par un « chemin » de fer dont l'unique vocation est le transport de marchandises. Les structures agraires des deux zones, tout comme leur composition ethnique, sont très différentes : petites et moyennes exploitations caféières détenues par des métis d'un côté, fincas bananières géantes de l'autre, où les populations noires jouissent d'un statut socio-économique relativement élevé.

Le taux d'accroissement annuel moyen de 5,43 % de la province de Limón sur la période 1910-1915, contre 2,56 % pour l'ensemble du pays, montre la soudaineté de la conquête des terres caraïbes. Les cartes des densités et des répartitions de population de l'Atlantique permet de suivre l'évolution par cantons, puis à l'échelle plus fine des districts (***cartes 48, 49***). Bien après l'achèvement de la voie ferrée, le littoral caraïbe continue à répondre à des dynamiques différentes du reste du pays, puisque seul le canton central de Siquirres présente une densité relativement importante. Ailleurs, les très faibles densités attestent d'un peuplement extrêmement épars et de l'impact limité des infrastructures et des

concessions bananières sur l'ensemble de la province. La relative étendue du canton de Limón ne doit pas masquer que la ville rassemble une grande partie des habitants du canton, bien qu'il existe aussi un second front bananier dans le sud du canton autour du val de Estrella (***carte 50***). Les densités et la répartition des populations en 1915 nous confirment aussi que l'Atlantique costaricien du début du 20ème siècle constitue un espace sous-peuplé par rapport au reste du pays.

Jusque dans les années 1970, la population de la province s'accroît au même rythme que le reste du pays, phénomène qui s'explique par le transfert des bananeraies de la façade caraïbe au littoral pacifique, en raison des maladies qui touchent les plantations dans les années 1930. Le statut de ville noire de Puerto Limón va néanmoins se perpétuer, voire s'accentuer malgré l'abandon de l'activité, puisqu'il est interdit aux Noirs de quitter la province, et bien que près d'un tiers de la population émigre vers la Jamaïque et les Etats-Unis. Limón reste la seule ville importante entre 1915 et 1973, mais l'accroissement annuel moyen témoigne d'une bien plus forte expansion de son arrière-pays, notamment vers le nord-ouest, où la colonisation agraire se développe dans les zones de plaine. Le canton de Matina est créé en 1969, comme celui de Talamanca, au sud-est, puis celui de Guacimo en 1971. Ces nouvelles circonscriptions administratives répondent à la colonisation agraire des populations ladinas du Valle central et du Nicaragua en direction du nord-ouest. L'aménagement de ces territoires ne procède plus de la seule logique d'avant-pays ; s'ils étaient emblématiques de l'enclave au début du 19ème siècle, ils correspondent de plus en plus à des territoires ladinos, puisqu'ils sont réellement connectés aux hautes terres du Valle central.

L'essor des plaines du nord dans les années 1970

Dans les années 1970, sous l'impulsion de l'Etat, dont le volontarisme politique se manifeste à travers d'importants efforts en matière d'infrastructures, le chemin de fer de Turrialba est doublé par une voie asphaltée. Puerto Limón est désormais relié à la route interaméricaine mais, bien que carrossable, la route reste longue et sinueuse entre San José et le port caraïbe. A la même époque, un oléoduc vient compléter cet axe majeur, tandis qu'en 1982, les travaux d'électrification de la voie ferrée se terminent : il s'agit pourtant du chant du cygne de l'activité ferroviaire et de l'axe de Turrialba.

La même année, en 1982, une seconde liaison routière ouvre entre San José et Puerto Limón : cet axe majeur commencé dans les années 1970 emprunte dorénavant un trajet

différent de la voie ferrée transisthmique et reprend celui de la *Northern Railway Company* (route n°32). Il ne faut plus que trois heures pour rallier le littoral caraïbe depuis la capitale. La route suit désormais la zone économique la plus développée de la province de Limón, concrétisant le basculement du centre de gravité de la province. A partir de la route n°32, de nombreuses routes perpendiculaires se développent vers le nord, permettant l'accroissement des surfaces cultivées. Le fret ferroviaire est progressivement marginalisé par les camions, plus maniables, qui assurent l'acheminement de la production agricole vers Puerto Limón.

Ce basculement du centre de gravité de la province, sensible à travers la répartition des populations en 1973, s'accroît encore en 1984 en gardant sensiblement les mêmes orientations. C'est avant tout le développement d'un front agricole dans les cantons situés sur la route n°32 qui crée la forte croissance démographique de la province : 3,49 % par an dans la province de Limón contre 2,35 % pour l'ensemble du Costa Rica entre 1973 et 1984. Mais cette croissance s'oriente de plus en plus vers les territoires du nord, bien que le cordon sanitaire qui les sépare du Nicaragua ne soit toujours pas entamé. Seul le sud-est du Costa Rica, dans le district de Sixaola, connaît une croissance similaire, liée à la réactivation des bananeraies sur les terres des Bribris. La partie sud de la province, où les populations indigènes étaient restées nombreuses, ressent alors davantage l'expansion démographique des populations ladinas. Dans les vallées des fleuves Estrella et Sixaola, les Bribris sont d'ailleurs progressivement intégrés à la bananeraie, où le processus d'acculturation est rapide et puissant autour des infrastructures routières.

L'ouverture de l'interface à la fin du 20ème siècle

Au milieu des années 1980, l'organisation de la province est profondément modifiée puisqu'elle n'est désormais plus seulement reliée au Valle central : la roue n°4 permet d'éviter San José et les hautes terres, par le nord, pour accéder directement aux provinces d'Heredia et d'Alajuela. Ce nouvel axe offre aux régions périphériques et enclavées du nord des perspectives nouvelles en facilitant l'exportation de leur production agricole via Puerto Limón. Depuis une vingtaine d'années, les deux espaces – Huetar atlantique et nord – sont de plus en plus connectés : les flux de marchandises, mais aussi de migrants nicaraguayens, connaissent une croissance exponentielle qui s'explique aussi par la politique nationale de soutien à l'agriculture d'exportation.

En 1984, la marge sud-est est définitivement rattachée à l'ensemble national. Le chemin existant est asphalté, réalisation en partie effectuée par JAPDEVA. La route n°36

double la voie ferrée du val d'Estrella et poursuit jusqu'à la frontière panaméenne. Le chemin de fer cesse progressivement son activité dans toute la province au cours des années 1990 ; il a fait les frais de l'ouverture de la province et du changement d'ère technologique. Les seules infrastructures qui comptent sont désormais la route, pour rallier Limón, puis son port, pour se connecter au reste du monde.

De 1984 et 2000, la population s'accroît encore de manière significative par rapport à l'ensemble du pays, en raison des fortes migrations internes et transfrontalières, et du fait de taux de natalité élevés chez les migrants. Phénomène nouveau, ce sont les marges encore peu touchées par cette soif de terres « vierges » qui connaissent les croissances de population les plus fortes, aux extrêmes sud-est et nord-est.

La situation diffère cependant fortement entre le nord et le sud de la province, ainsi qu'à Puerto Limón, qui subit elle-même des mutations importantes et concentre encore 61,3% de la population du canton en 2000. Si les trois espaces ont à un moment constitué des territoires plus ou moins proches des modèles territoriaux indigène, globalisé et ladino, c'est clairement le modèle de l'interface ladina qui est en mesure de triompher, notamment dans l'Atlantique nord.

Le développement de nouvelles infrastructures a totalement réorienté l'organisation de la province. L'axe historique de la voie ferrée du rio Reventazón a finalement périclité au profit de celui des basses plaines caraïbes du nord. L'ouverture géographique de l'interface s'est effectuée au cœur des *llanuras* vierges du nord du pays et s'est prolongée vers d'autres territoires au-delà de la stricte province de Limón. Si Puerto Limón constitue toujours le débouché naturel de la province, il n'en constitue en revanche plus le centre de gravité.

B/ Les reconfigurations territoriales du 20ème siècle : l'expansion du territoire ladino

Les différentes cartes permettent de bien saisir les recompositions de la province au 20ème siècle. L'Atlantique est progressivement fragmenté en trois espaces assez distincts : la partie méridionale de la province est marquée par la résilience des anciens systèmes territoriaux, notamment celui de la zone refuge, mais aussi par l'émergence d'une marge touristique globalisée. La ville de Puerto Limón présente toujours des spécificités liées à sa population ultramarine et à son statut de port, véritable point nodal de l'interface vers

l'extérieur. Ces deux espaces sont néanmoins de plus en plus intégrés à l'interface ladina qui s'est développée sur les basses terres du nord, au-delà de la seule province de Limón. Pour chacun de ces trois espaces, plus ou moins assimilables à des territoires selon les temporalités, nous essaierons de saisir la spécificité du processus de ladinisation, ainsi que les recompositions socio-économiques qui permettent d'expliquer les transitions territoriales.

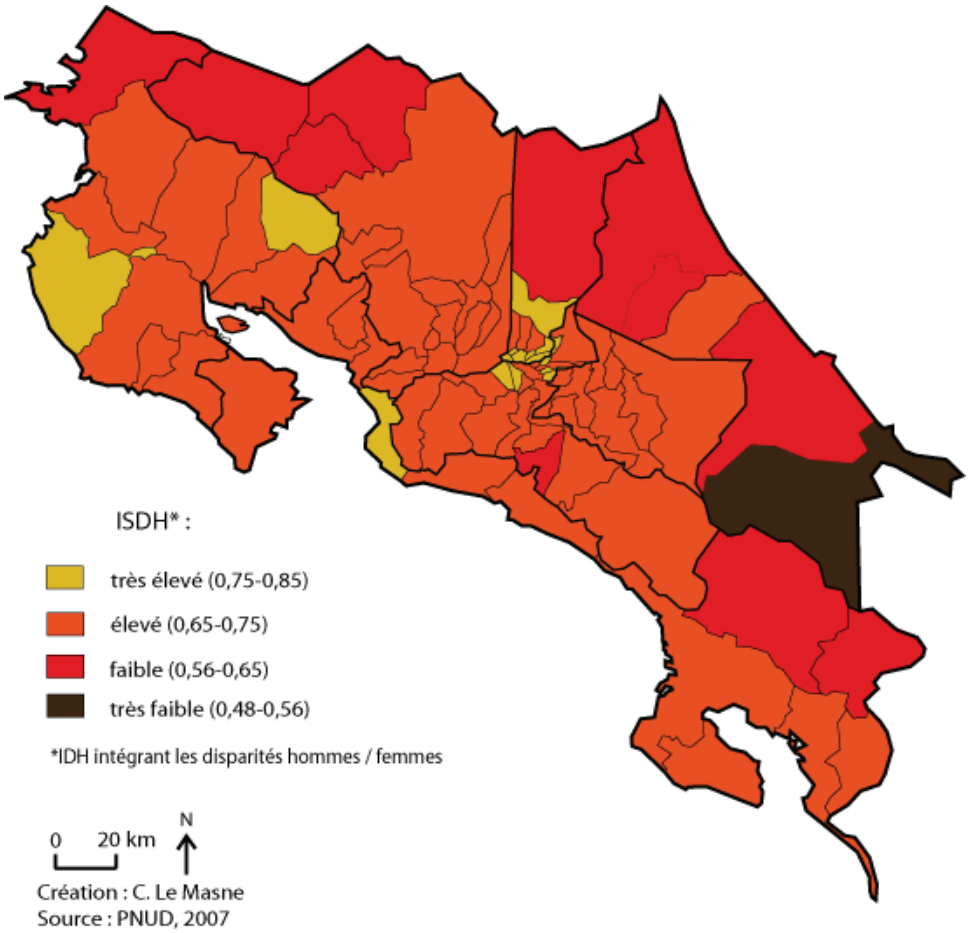
L'accroissement démographique apparaît clairement comme l'un des éléments qui permet la transition territoriale. Dès lors que les enclaves périclitent, l'Etat national prend le relais et favorise l'intégration de cet espace de marges en encourageant l'émigration de populations censées lui être davantage attachées : les populations ladinas, qu'elles viennent des hautes terres ou du Nicaragua voisin. Cette ladinisation se traduit aussi par l'adhésion des populations allogènes indiennes ou noires à l'idéologie nationale ladina. Dans la mesure où l'Etat costaricien récupère après-guerre tout le système d'encadrement social (entreprises publiques, éducation, santé, médias...), il est désormais beaucoup plus facile d'imposer des conceptions sociales et nationales qui tranchent avec l'extraterritorialité de mise avec l'enclave. La figure du métis permet d'estomper des antagonismes sociaux et ethniques assez importants entre trois populations appartenant à des aires culturelles différentes. Néanmoins, ce processus de ladinisation ne va pas sans susciter des réactions d'hostilité envers une intégration dont les modalités oscillent entre la carotte et le bâton, car si le statut socio-économique relativement élevé des Noirs est maintenu, l'assimilation des Indigènes s'effectue sans contrepartie.

L'évolution de l'organisation économique de l'Atlantique costaricien est assez emblématique de celle des autres façades caraïbes centraméricaines. La réorganisation de ces économies dépendantes, fondées sur l'exportation de matières premières, diffère néanmoins selon les contextes nationaux. Les structures naturelles – caractéristiques écologiques et pédologiques des basses terres – et humaines – infrastructures de transport et semis urbain – sont indissociables pour comprendre des formes territoriales qui se « recontinentalisent » à partir du point nodal de connexion avec le monde ultramarin, auquel l'ensemble de l'activité reste plus que jamais lié. La comparaison entre le port et son arrière-pays témoigne de la coexistence de deux systèmes au sein de cet espace infranational toujours assujetti à des logiques globales.

1) L'Atlantique sud : des interrelations territoriales marquées par la disparition progressive de la zone refuge

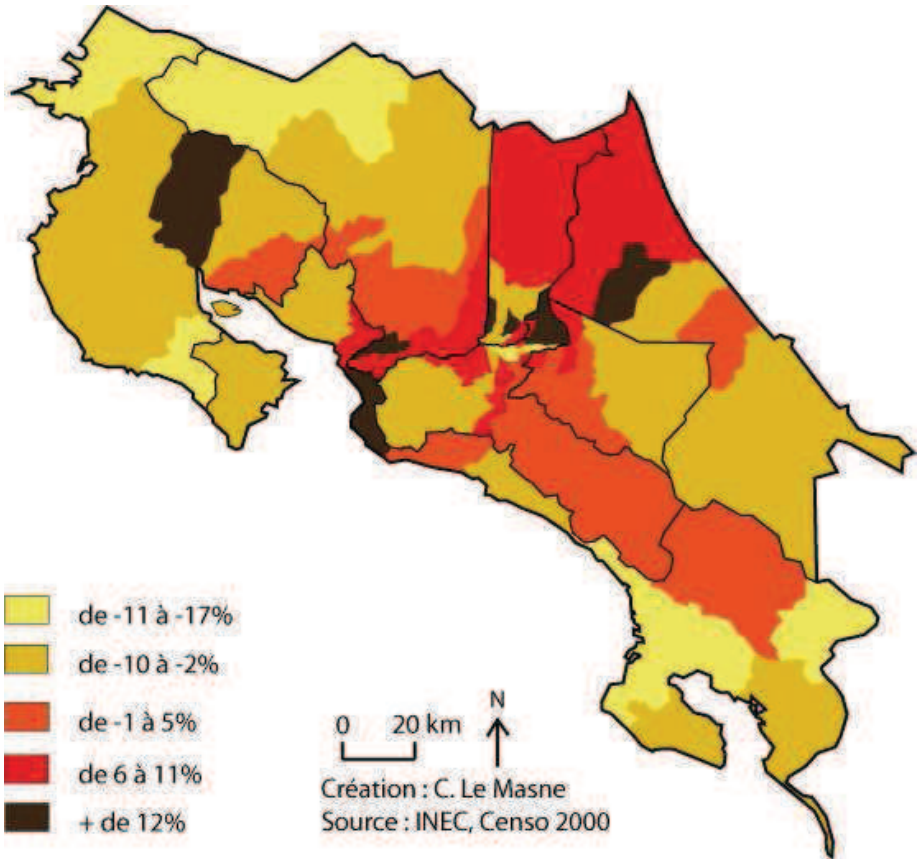
Dans l'Atlantique sud, les principaux foyers de peuplement rendent assez bien compte du maintien d'une diversité territoriale. Les deux bananeraies sont localisées à proximité des voies ferrées, l'une à quelques kilomètres au sud de Puerto Limón, dans la vallée de la Estrella, et l'autre dans la vallée transfrontalière de Sixaola. La première connaît un développement limité lié au relief environnant, tandis que la seconde est surtout connectée au Panamá. La marge globalisée littorale touristique se situe à Cahuita et à Puerto Viejo, non loin de la frontière panaméenne. L'aire de peuplement indigène, dans les montagnes, s'organise sous forme d'un gradient territorial entre des populations pratiquant une économie de subsistance dans des réserves difficilement accessibles, et des Indiens très ladinisés, travailleurs saisonniers du tourisme ou de la bananeraie.

Carte 51: Indice sexo-spécifique de développement humain en 2005, par canton



La marge indigène est caractérisée par une forte croissance démographique et des indices de développement humain parmi les plus faibles du pays (***carte 51***). En revanche les variables de la migration indiquent que le sud de la province est une zone répulsive (***carte 52***). Dans le sud-est de la province de Limón, ce sont les taux de fécondité qui expliquent l'accroissement démographique, puisque beaucoup d'Indigènes émigrent. D'autre part, les variables traditionnellement utilisées pour évaluer le sous-développement indiquent clairement une marginalisation du sud de la province de Limón, qu'il s'agisse des périodes moyennes de scolarisation ou de la disposition d'eau courante.

Carte 52 : Taux de migration par canton au Costa Rica (1995-2000)



Ce sud accueille différents territoires, parfois récents, puisqu'on y retrouve même une enclave touristique, qui, contrairement à celle de Bocas del Toro, est en contact direct avec les populations indigènes et ladinas, puisqu'il n'existe pas de barrière maritime. L'attraction touristique constitue assurément l'un des éléments de cette croissance rapide sur le littoral,

tandis que les bananeraies du val de Sixaola drainent une population ladina et des travailleurs temporaires indigènes bribris. Les spécificités démocratiques du Costa Rica assurent une certaine cohésion, notamment entre les différentes populations, qui sont ainsi parvenues à lutter efficacement contre l'exploitation pétrolière offshore.[486] L'activité touristique est ici davantage contrôlée qu'à Bocas del Toro et la loi littorale plutôt respectée.[487] Néanmoins, les populations de ces villages de Noirs émigrés de la Jamaïque ou du littoral centraméricain se voient marginalisées par l'accroissement rapide de l'activité et le manque d'organisation collective pour y faire face.

La toponymie de cet Atlantique sud nous rappelle aux influences nord-américaines de la compagnie bananière : clinique de Hone Creek, fondée en 1961, qui draine l'ensemble de la population de la zone, village de Penshurst, du nom de l'éphémère compagnie de prospection pétrolière, Westfalia, Beverly, ou plus simplement finca 7. Les foyers de peuplement qui ont essaimé sur les routes reliant ces localités anciennes prennent désormais des noms à consonance hispanique : Margarita, Porvenir, Miramar, tandis que Old Harbour a été rebaptisé Puerto Viejo de Talamanca… Cette toponymie traduit la marginalisation démographique des populations noires, qui constituaient une part très importante de la main d'œuvre dans la première moitié du 20ème siècle, et ont progressivement été remplacées par des Panaméens, des Colombiens ou des Nicaraguayens dans cette marge sud mal reliée aux hautes terres.[488]

Davantage que dans l'Atlantique nord, les populations indigènes – panaméennes et costariciennes – constituent une importante main d'œuvre, temporaire ou définitive. Les deux types de migration impliquent fréquemment un bouleversement du rapport entretenu au territoire de départ, ainsi qu'une plus ou moins grande perte de l'identité indigène. Si les villages indigènes ont dans une large mesure conservé leurs appellations d'origine – et des noms parfois mixtes, indigènes et espagnols, comme San Jose Cabecar ou Alto Chirripo – les gradients d'acculturation sont très nets et fortement corrélés aux infrastructures. Bribri, situé

---

[486] Cette étude relate l'union des différentes communautés des districts de Cahuita et Sixaola pour s'opposer aux prospections pétrolières off shore qui menacent tourisme et pêche. L'association ADELA, fondée en 1999, parvient à fédérer les différentes communautés, avant d'inspirer un nouveau parti politique de la côte, le PAC, dont deux députés sont élus aux élections législatives de 2002.
RODRIGUEZ ECHAVARRIA, Tania, *Mouvements sociaux et résistance : Le cas du mouvement « Action de lutte anti-pétrolière » (ADELA) dans le Caraïbe costaricien entre 1999 et 2002*, Mémoire de DEA à Paris III, sous la direction de Christian Gros, 2005

[487] La loi littorale stipule une bande de 50 mètres inconstructible, et une bande de 150 mètres où s'appliquent seulement des concessions pour les nouveaux propriétaires. Elle est davantage respectée ici qu'au Guanacaste, sur l'autre littoral, où le tourisme est nettement plus développé.

[488] Si le Valle de Estrella était correctement relié à Puerto Limón par un chemin de fer construit au début du 20ème siècle, le sud de la province était en revanche seulement connecté au Panamá, par lequel transitait la majorité des bananes, malgré quelques exportations par Old Harbour.

sur la route qui relie Puerto Limón au Panamá, et qui tient lieu de centre administratif pour une population indigène nombreuse, ne se différencie des villages ladinos que par la composition ethnique de sa population. Architecture en parpaing et toits de tôles, bâtiments administratifs et établissements institutionnels, quant au principal restaurant, attenant à la station de bus, il est tenu par des Chinois ! A Bribri, les Indigènes apparaissent de plus en plus comme une population acculturée dont les surplus démographiques se noient dans la bananeraie.

La ville de Bribri constitue pourtant le seuil d'un territoire qui peut encore être considéré comme une zone refuge : son maintien est avant tout lié à la dégradation des infrastructures à mesure que l'on se rapproche de ces espaces. En s'enfonçant dans la montagne, les premiers villages de Bambu (Bratsi), Suretka ou Shiroles apparaissent comme des territoires intermédiaires entre les modèles ladinos et indigènes : les terres défrichées pour le bétail sont moins nombreuses que les plantations de bananes-plantains destinées à la subsistance, mais les engins agricoles témoignent de l'influence ladina. L'électricité suit la route, de nombreuses antennes paraboliques fleurissent sur les maisons en dur, et le gouvernement finance des terrains de football : on comprend mieux en quoi consiste la ladinisation façon *tica*.

En revanche, la situation est très différente dès lors que l'on s'aventure plus profondément dans les montagnes. L'absence de route et la fragmentation spatiale induite par les cours d'eau engendrent un changement de territorialité immédiat. Il existe néanmoins ici aussi un gradient dans l'isolement de ces territoires. Certains s'essaient à l'écotourisme, mais le système fonctionne très mal car les Indigènes refusent souvent aux acteurs extérieurs la planification de l'activité. D'autres cultivent la banane organique, ce qui n'empêche pas l'entreprise Gerblé de jouer sur les fortes variations des cours, tandis que l'activité la plus lucrative est sans conteste la culture de marijuana, chez les Chirripos, qui place ses producteurs en marge du système économique classique.

Les réserves indiennes, instituées depuis 1977, s'étendent sur 6% du territoire costaricien. A l'instar des autres territoires de la zone refuge, elles sont sujettes à des fortes tensions, internes et externes, qui menacent à terme leur viabilité. Les communautés indigènes contrôlent la terre mais la loi minière stipule que l'Etat peut s'y établir si l'intérêt national est en jeu, et les concessions pétrolières ou la construction de barrages hydroélectriques sont susceptibles de mettre en péril les réserves. D'autre part, la corruption retarde un processus d'autonomie semble-t-il largement plébiscité par la population des réserves. Le bon

fonctionnement du système communautaire est aussi affecté par les migrations temporaires, surtout masculines, dans la bananeraie.

En se réfugiant dans les montagnes, les Indigènes ont pensé qu'ils échapperaient à un système capitaliste fondé sur l'exploitation des ressources. Le soudain intérêt pour l'eau semble contredire cette tendance et menacer une nouvelle fois la dernière des terres d'élection indigène. Au Costa Rica, la ladinisation s'est arrêtée aux frontières de l'inaccessible et la territorialité indigène a même été reconnue. La colonisation agraire des paysans ladinos ne menace plus directement les territoires indigènes, qui sont davantage acculturés par la périphérie, à travers des infrastructures au rôle ambivalent. Les métis de Sixaola s'insurgent en revanche contre les politiques de développement qui s'intéressent uniquement aux Indigènes !

2) Puerto Limón, territoire globalisé de l'interface ladina ?

Puerto Limón reste encore une ville « caraïbe » où vit une importante population noire, désormais cantonnée à cette enclave urbaine continentale que tout relie à une logique d'avant-pays : particularismes culturels de la diaspora antillaise, dépendance économique vis-à-vis d'activités spécifiques, forte émigration vers les Etats-Unis, liens avec les narcotrafiquants… Le contexte pacifié des relations sociales et ethniques du Costa Rica d'après-guerre a pourtant permis à cette population de maintenir le statut élevé qui était le sien dans la bananeraie du premier 20ème siècle, ce qui en fait un rare exemple d' « intégration différenciée ». Les Noirs de Puerto Limón restent néanmoins particulièrement touchés par la « vulnérabilité », notamment depuis la remise en cause de l'Etat-providence à partir de 1995, qui amorce celle de l'autorité portuaire de JAPDEVA.

a) L'« intégration différenciée » d'une société ultramarine aux logiques nationales

Lors de la construction du chemin de fer par la compagnie nord-américaine, de 1874 à 1893, les ingénieurs font appel à la population antillaise, jugée plus valeureuse et susceptible de comprendre l'anglais. L'*United Fruit* favorise les travailleurs noirs en les payant davantage et en leur confiant des postes à responsabilité. De plus, leur qualité de sujet britannique et leur éducation les placent dans une situation de supériorité culturelle vis-à-vis des hispaniques. Le déplacement des bananeraies sur la côte pacifique de 1936 à 1942 constitue une période très

difficile pour des Afro-caribéens à qui l'on interdit de quitter la province de Limón. Beaucoup s'installent à Puerto Limón, d'autres émigrent outre-mer, laissant les Ladinos devenir majoritaires dans l'intérieur.

A partir de 1949, la situation s'améliore grâce à la reconnaissance des droits politiques et au volontarisme de l'Etat dans la mise en valeur de la plaine caraïbe : nationalisation des chemins de fer, construction d'une raffinerie et décentralisation d'institutions gouvernementales… Les travailleurs noirs bénéficient à nouveau d'institutions protectrices, d'autant que leur formation plus aboutie leur garantit un travail et des salaires plus élevés. Ils n'en restent pas moins une minorité peu active dans la construction nationale, comme l'indique Victorien Lavou-Zoungbo : *« L'absence du port ou son élision dans les deux romans de Joaquin Gutierrez [Cocori (1947), Puerto Limón (1950)] est en soi un discours qui marque une double négation : celle des Noirs comme population nationale et celle de la culture de la banane comme trace visible de la dépendance économique du Costa Rica. »*.[489] Le déclin des bananeraies avait conduit une grande proportion de la population noire, jusqu'alors disséminée dans tout l'Atlantique, à se réinstaller à Puerto Limón. Là, les populations noires conservent des prérogatives particulières et des secteurs d'activité réservés et bien rémunérés. L'Etat social a dans une certaine mesure remplacé la compagnie en employant les populations noires dans les services publics : chemin de fer, transport et port pour les hommes, enseignement et santé pour les femmes...[490]

Dans son article, Cathy McIlwaine souligne que la province est toujours dénigrée, en tant que province de « *los negros* », et que le niveau de vie est relativement faible par rapport aux autres provinces, alors que les salaires moyens sont les seconds plus élevés derrière celle de San José. Ce sont surtout les inégalités qui sont importantes dans cette province, et ce depuis l'époque de l'enclave. Pourtant, d'après les statistiques, le canton de Limón se distingue par sa « normalité » à l'échelle nationale, qui pourrait être analysée comme la preuve de l'intégration précoce du canton aux logiques nationales. Ce point de vue est aussi celui de

---

[489] LAVOU-ZOUNGBO, Victorien, "Puerto Limón : imaginaire social et représentation littéraire", pp. 159-168, in, *Les ports dans l'espace caraïbe*, GUICHARNAUD-TOLLIS (ed.), L'Harmattan, 2003, 296 p. ; p. 167

[490] McIlwaine souligne que les Noirs ont bénéficié depuis 1949 d'emplois privilégiés, notamment dans toute l'activité récemment nationalisée : raffinerie, compagnie nationale d'électricité, Ministère de la sécurité sociale (surtout des femmes, à l'hôpital). Le très puissant *Sindicato de Trabajadores Portuarios y Ferrocarrileros de Limón* (STPFL) s'est employé à maintenir des hauts salaires jusqu'aux privatisations de 1995. Malgré le très fort taux de chômage chez les Noirs, et grâce à un niveau d'éducation supérieur, ces derniers sont toujours les plus présents dans le secteur public, donc les plus vulnérables, mais aussi dans les professions libérales supérieures : avocat, médecin… En revanche, les Noirs sont totalement absents dans l'activité commerciale. L'auteur privilégie le concept de vulnérabilité à celui de pauvreté, qui permet une analyse dynamique. Au-delà des distinctions ethniques, elle insiste sur les distinctions sexuelles, extrêmement importantes chez cette population. MCILWAINE, Cathy, "Vulnerable or poor? A Study of Ethnic and Gender Disavantadge Among Afro-Caribbeans in Limon, Costa Rica", in The European Journal of Development Research, n°9, 1997, pp. 35-61

nombreux observateurs nationaux, pour qui la province a été définitivement réintégrée à l'espace national, bien qu'elle garde certaines spécificités.

Pourtant, la ville de Limón connaît toujours des dynamiques spécifiques par rapport à la province. Son canton est celui qui connaît l'accroissement le plus faible entre 1984 et 2000 (3,41%). Bien qu'étant la principale ville de la province et l'unique port d'un arrière-pays agricole en plein essor, la ville stagne et le canton connaît une forte émigration, contrairement à Puntarenas et Caldera, ports du Pacifique pourtant eux aussi situé dans une région défavorisée. A Puerto Limón, le territoire ultramarin est en crise. A travers la privatisation programmée de JAPDEVA, surnommée *Blackdeva*, en raison de la très forte proportion de Noirs en son sein, c'est l'ultime niche socio-économique des Noirs qui est menacée (***tableau 32***).

Tableau 32 : Structure de l'emploi dans la province de Limón (1990)

Public/ privé	Secteur	Entreprise	Employés permanents	Employés temporaires	% de femmes	% d'afro-caribéens
PUBLIC	Port et transport	JAPDEVA	1325	150	15,1%	40%
		INCOFER	680		2,4%	43%
	Industrie	RECOPE	350	220	9,1%	23%
	Services	CCSS/ hopitaux	502	70	70%	50%
		Institut de l'electricité	230	3	4,3%	30%
PRIVE	Port et transport	ESTIBA	475	325	0,8%	50%
		CADESA	285	95	1,4%	50%
		COOPEUTBA	250	400	2,8%	50%
		BANDECO	112	20	5,4%	30%
		COOPELIMON	45		26,6%	15%
	Industrie	Carboard box Factory	230		3%	12%
		Cardboard box Factory	150		1,3%	40%
		Drinks Processing	90		4,4%	12%
		Plywood factory	105		2,9%	50%
	Commerce	Supermarchés	110		37,2%	15%
		Book/ Stationary shop	8		62,3%	0%
		Restaurant	11		81,8%	0%
TOTAL			4957	1283	14,8%	30%

Source : McIlwaine, Employer survey, 1990

Pendant plus d'un siècle et malgré le basculement du rapport de force, la population noire a réussi à maintenir des spécificités culturelles et socio-économiques, et ce malgré la discrète hostilité d'une idéologie nationale rétive à l'existence de distinctions ethniques. Les Noirs ayant fait le choix de l'intégration socio-économique, ils ont finalement été protégés par l'Etat-providence. Mais comme le rappelle Mclwaine, *« la situation des Afro-caribéens au Costa Rica en termes de statut économique est probablement davantage l'exception que la règle chez les Noirs en Amérique latine. »*[491] Le désengagement de l'Etat remet désormais pourtant en question les niches socio-économiques qui avaient permis le maintien de cette territorialité caraïbe spécifique à Puerto Limón. Comme dans le cas de la zone indigène, il y a fort à parier que compte tenu de l'absence de tensions entre les acteurs dominants des territoires ladinos et globalisés, les spécificités territoriales de la ville s'effacent progressivement.

b) La pérennité des territoires globalisés : les ports de Limón

Au sein de la province, Puerto Limón constitue toujours un élément central du dispositif économique costaricien, puisque l'augmentation de la production agricole de l'arrière-pays entraîne une hausse de l'activité du port. La définition du territoire globalisé montre ici son caractère protéiforme : alors que la composante sociale peine à se maintenir, puisque les Noirs ne sont plus majoritaires dans la ville, la privatisation du port constituerait un autre processus de globalisation, excluant cette fois-ci la population ultramarine d'une des niches socio-économiques qui l'avait jusqu'alors protégée.

L'activité portuaire constitue la raison d'être de la ville de Puerto Limón, dont témoignent les infrastructures héritées : *barrio americano* de l'*United Frui*t en plein centre, nombreuses voies ferrées... L'accueil de la régate Jacques Vabre reliant Le Havre à Puerto Limón, en 2009, témoigne aussi des ambitions d'une ville qui peine pourtant à se départir de sa mauvaise réputation.[492] L'un des quais de Puerto Limón accueille aussi de nombreux excursionnistes, qui passent quelques minutes dans la vieille ville caraïbe avant de rembarquer sur leurs gigantesques yachts. L'impact de ce type de tourisme est bien sûr très limité, bien qu'il ait constitué dans les années 1980 une autre niche pour les Noirs, nombreux à s'engager sur ces bateaux. JAPDEVA a aussi l'ambition de créer un port de plaisance, non loin de celui réservé aux croisières, car il n'existe aucun port de ce type sur la façade caraïbe du Costa

[491] MCILWAINE, op.cit. ; p. 57
[492] D'après les skippers, le dispositif de sécurité mis en place pour l'arrivée était néanmoins beaucoup moins lourd qu'à Carthagène ; à l'échelle du grand bassin caraïbe, Puerto Limón apparaît comme une ville plutôt sûre.

Rica ! Ces efforts d'ouverture sur l'extérieur sont moins liés à des questions de prestige qu'au fort tropisme de l'Outre-mer sur la ville et sa population afro-descendante.

Derrière Puerto Colón au Panamá, Puerto Limón, est le second port de conteneurs de la façade caraïbe centraméricaine, et de très loin le principal port du Costa Rica (***tableau G ; annexe 3***). Depuis les années 1980, il existe deux zones portuaires différentes pour le transit de conteneurs, les deux étant gérés par JAPDEVA : le vieux site est à Puerto Limón, aux portes de la ville, le nouveau quelques kilomètres au nord-ouest, à Puerto Moín. Ce dernier port, le plus récent, manipule 70% des marchandises, la plupart dans des conteneurs, dont un est manipulé toutes les deux minutes. Les produits exportés sont essentiellement agricoles et voyagent généralement dans les conteneurs, bien que les ananas soient aussi exportés empaquetés en palettes ; le pays importe presque autant qu'il n'exporte en volume : biens d'équipement, intrants chimiques, céréales... Les énormes cargos, dont l'équipage est souvent philippin, appartiennent principalement aux anciennes compagnies bananières, *Chiquita* ou *DelMonte*, qui assurent aussi l'approvisionnement du Costa Rica. La proportion de Noirs est très importante parmi les travailleurs des ports, ce que ces derniers justifient par leur capacité à parler anglais avec les commandants de bateaux. A Puerto Moín, les grues qui servent à manier les conteneurs sont situées sur les bateaux, et non à quai : l'extraterritorialité peut difficilement mieux être illustrée.

Le gouvernement cherche actuellement à agrandir le port de Moín et à privatiser JAPDEVA, organisme portuaire qui dispose aussi de nombreuses terres dans tout l'Atlantique. Fin 2009, les conflits sociaux étaient encore nombreux pour s'opposer au plan de privatisation, réalisé en 2006 à Puntarenas, sur le littoral pacifique. Le projet de nouvelle concession portuaire, assortie d'un bail de 33 ans, permettrait d'accueillir des porte-conteneurs de type post-Panamex, en face du port de Moín, bien qu'aucune étude environnementale n'ait été effectuée. L'investissement d'environ 600 millions de dollars serait mixte, la moitié provenant de l'Etat, l'autre moitié d'un conglomérat britannique, états-unien et canadien. Le projet générerait 7 000 emplois. Les travailleurs du port restent néanmoins en position de force, car les pertes sont énormes en cas de paralysie de l'activité.[493]

Les deux sites portuaires génèrent de nombreuses activités connexes, notamment dans l'énergie et les transports. A ce sujet, l'abandon du chemin de fer est très critiqué par les

[493] Début 2010, des changements dans la direction du principal syndicat ont semble-t-il modifié la donne : les nouveaux représentants semblaient prêts à négocier, ce qui contrastait avec les impressions laissées lors de notre passage quelques jours plus tôt.
[http://www.bnamericas.com/news/infraestructura/Japdeva_publicara_bases_para_concesion_de_puertos_Limon_y_Moin_en_mayo1]

travailleurs de JAPDEVA, puisque la route n°32 parvient difficilement à drainer toutes ces marchandises ; l'axe est sérieusement embouteillé, et il n'existe pas de projet d'élargissement des deux voies de circulation. A proximité de Puerto Limón, les entrepôts de conteneurs et de camions s'étendent sur des kilomètres. Les activités de location, de gardiennage ou de transport prospèrent dans une certaine opacité, en relation avec les narcotrafiquants ou les multinationales agricoles, qui assurent le maintien des réseaux globaux.

Le transfert des activités des services de l'Etat aux mains d'entrepreneurs privés a modifié l'économie et l'organisation spatiale de Puerto Limón. Si l'extraterritorialité est accentuée par le contexte néolibéral, la population noire est désormais marginalisée et n'a aucune place particulière dans le processus actuel. JAPDEVA illustrait bien cette intégration « différenciée » des populations noires, à savoir le relais de l'Etat-providence pour assurer une transition progressive du territoire globalisé vers l'intégration. La tendance actuelle est à une juxtaposition de deux territoires globalisés : le premier, social, de la vieille ville noire de Puerto Limón, qui est aussi celui des entreprises publiques, est résiduel et marginalisé. Il se distingue spatialement de plus en plus nettement de l'autre, essentiellement économique : les ports, de croisière, de plaisance, ou concédés à des investisseurs étrangers, illustrent bien ce renouvellement de territoires globalisés peu soucieux des anciennes populations ultramarines.

3) L'interface ladina de l'Atlantique nord

La transition de l'enclave à l'interface est liée à différents critères. Si les aspects démographiques et socio-ethniques jouent un rôle fondamental, à travers les identités et les idéologies liées, les statuts juridiques restent prépondérants, tant au niveau de la possession de la terre (entreprises multinationales, moyenne ou petite propriété nationale...) que de la législation en vigueur (l'application de la législation nationale, dont l'enclave se dispensait). La présence accrue d'acteurs nationaux, détenteurs d'un capital apte à générer une activité productive dont le surplus peut être conservé au sein du pays, est un autre critère de ce glissement. Cet aspect ne remet pourtant pas en cause la dépendance de ces territoires, que prouve toujours l'incapacité des acteurs nationaux à influer sur la commercialisation.

a) Le système agroexportateur de l'interface ladina

Le contexte international de crise des années 1930 à 1950 a permis de remettre en cause l'omnipotence des compagnies bananières sur la plupart des façades caraïbes. Ces dernières ont néanmoins conservé le monopole de la commercialisation, parfois sur l'ensemble de la production nationale, comme *Fyffes* à Belize. Si les structures agraires ont évolué depuis l'enclave, la nature de la production des interfaces des pays centraméricains n'a guère changé : elle se base sur l'exportation des denrées agricoles, bien que le triptyque simpliste de l'époque de l'enclave classique (cane à sucre sur le littoral pacifique, café sur les hautes terres, bananes sur les basses terres caraïbes) ait subi certaines modifications. Les politiques agricoles volontaristes des Etats ont parfois réorienté la production des terres redistribuées, en encourageant la diversification des cultures ou l'autosuffisance alimentaire. Mais malgré des politiques nationales moins libérales au Costa Rica qu'ailleurs dans l'isthme, la vocation agricole intensive des basses terres caraïbe orientées vers l'exportation, érigée en évidence par les multinationales, est souvent admise par les planificateurs nationaux. L'impact écologique désastreux de cette production massive s'inscrit lui aussi dans une certaine continuité.

Sur les *tierras calientes* de la façade caraïbe du Costa Rica, la nature de la production agricole a beaucoup évolué ces dernières années, profitant des atermoiements concernant la sécurité alimentaire : hausse vertigineuse de la production d'ananas, leadership centraméricain dans la production de bananes sur un espace relativement réduit, développement de nouvelles cultures, comme le yucca, la papaye, et les plantes ornementales... La production bovine, dont une part importante est vouée à l'exportation vers les Etats-Unis, reste une activité d'appoint très importante, puisqu'elle nécessite un investissement relativement réduit. Si le nombre de têtes baisse au Costa Rica depuis les années 1990, le bétail constitue toujours une alternative pour de nombreux paysans, sur des exploitations de taille variée, gâtées par la surexploitation, ou sur d'autres récemment défrichées. On assiste, pendant les années 1980 au Costa Rica, au transfert de l'activité d'élevage du littoral pacifique vers la Caraïbe, le premier se consacrant désormais à l'activité touristique. Il reste pourtant difficile d'évaluer les dynamiques agricoles dans cette région du Huetar, faute d'un recensement agricole récent – le dernier date de 1984. Toutefois, les trois produits clés du système agricole y sont la banane, l'ananas, et le bétail.

Ces espaces, originellement mis en valeur par la production bananière dans le cadre de l'économie d'enclave, continuent à être voués à la même fonction dans la division internationale du travail ; dans leur immense majorité, les enclaves de la façade caraïbe de

l'Amérique centrale se sont transformées en des zones de production agricole souvent plus vastes, où l'on constate une juxtaposition de structures agraires assez variées, bien que la majorité poursuive le même but : l'exportation. Les productions se sont certes légèrement diversifiées (bois, bananes, sucre, citriques, palme, ananas, bétail…) mais restent fondamentalement liées aux importantes fluctuations du marché mondial. Les petits paysans sont ici surtout des producteurs de bétail, illustrant l'écroulement de l'agriculture vivrière, qui n'existe pratiquement plus sur ces territoires. Cette extraversion de l'économie, caractéristique des interfaces, présente une forte filiation avec l'enclave.

Une diversification des structures agraires ?

Les statistiques costariciennes sont extrêmement opaques concernant la propriété de la terre : aucune étude récente ne permet de saisir son niveau de concentration, alors que le cadastre est très correctement tenu par rapport à d'autres pays centraméricains. La redistribution des terres concédées autrefois aux multinationales de la banane n'a pas éliminé les très fortes inégalités liées à la taille des parcelles. Si, à partir des années 1960, la redistribution des terres a concerné de petits paysans,[494] le gouvernement costaricien a également favorisé la conquête de nouvelles terres en y installant des colons pratiquant une agriculture familiale peu extensive, en développant les infrastructures et en pourvoyant une assistance technique. Cependant, les politiques libérales des années 1980 et 1990 et la fin des politiques de limitation de la dépendance alimentaire ont conduit nombre de petits producteurs de maïs et de haricots à la ruine. On observe à partir de cette époque un processus de reconcentration de la terre, particulièrement étudié dans la Zona Norte.[495]

Dans l'Atlantique, notre visite dans le canton de Pococi nous a permis de mieux saisir des dynamiques qu'aucun travail ne retrace : les entretiens et l'analyse paysagère donnent des éléments assez éclairants sur la situation agricole de cette frange de l'enclave bananière

[494] Financé par une partie des impôts sur les cigarettes, l'alcool et les boissons gazeuses, l'IDA (*Instituto de Desarrollo Agrario*) remplace l'ITCO (*Instituto de Tierras y Colonizacion*) à partir de 1961. L'organisme se charge de racheter la terre pour l'attribuer à des paysans n'en disposant pas. S'il suit les prescriptions de l'organisme, notamment sur l'orientation de la production, le paysan, quelle que soit sa nationalité, obtient la titularisation au bout de 15 ans. Différents organismes nationaux sont affectés au développement ou à la colonisation agraire, comme le FODESAF (*Fondo de Desarrollo de Asignaciones Familiares y Sociales*), célèbre pour des affaires de corruption. Lors d'un entretien avec le directeur de l'IDA de Pococi (Cariari), Raul Rojas Cubero, ce dernier insistait sur le terme « redistribution », pour l'opposer à celui de « réforme », qu'il réservait à Chávez, qui volait la terre aux gens.

[495] FAURE, Guy ; SAMPER, Mario, "Vingt ans d'ouverture économique : l'avenir compromis de l'agriculture familiale au nord du Costa Rica", in Tiers-Monde, n° 183, 2005, pp. 581-602

classique. Le canton de Pococi est l'un des territoires de la banane les plus précoces, puisque il est créé en 1911. A une échelle plus fine, le district portant le nom de Cariari, qui voit le jour en 1971, est le plus dense de la province de Limón en 1984 et en 2000. C'est en revanche une marge stabilisée, ce dont témoigne le faible taux de surreprésentation masculine (***carte 53***). La bananeraie a périclité dans les années 1940, comme ailleurs dans la province, et il n'y a actuellement quasiment plus de population noire dans le district. Bien que les concessions n'aient pas entièrement disparues, l'IDA (Institut de Développement Agraire) y a joué un rôle majeur en redistribuant les terres ou en procédant à la titularisation des terres illégalement occupées.

La toponymie témoigne toujours de l'importance de la bananeraie, avec des foyers de population (*poblados*) appelés Campo 5, Campo 2, 4 Esquinas ou Campo Kennedy. D'ailleurs, les panneaux *Chiquita*, nouveau nom de l'*United Fruit Company* depuis 1989, témoignent de l'emprise de la compagnie, qui n'a pas disparu, mais s'est seulement longuement absentée. Ainsi, *Chiquita* a racheté les énormes plantations de la *Banagro*, coopérative créée en 1965 reprenant largement l'organisation sociale de la bananeraie, en construisant par exemple un lotissement isolé réservé à ses ingénieurs. La compagnie ne s'étend pas sur les mêmes terrains qu'avant : la nouvelle bananeraie occupe des terrains plus au nord, défrichés après la période de l'enclave, probablement parce que les sols de l'UFC étaient trop appauvris.

Autour de la ville de Cariari, capitale du district du même nom, le cadastre et les paysages nous indiquent des exploitations petites et moyennes consacrées aux activités traditionnelles de la zone : beaucoup de bétail, ainsi que des parcelles réduites de bananes ou de papaye. Ces terrains, ceux où la redistribution avait été la plus précoce, sont particulièrement touchés par la fragilisation des petites et moyennes exploitations. Les investissements coûteux de l'agriculture d'exportation les marginalisent vis-à-vis des grandes compagnies, à qui ces terres sont progressivement cédées. Au nord-est de ces zones, vers la frontière nicaraguayenne, l'habitat dispersé témoigne d'un peuplement récent caractéristique du front pionnier. Les populations disposent de parcelles de petites tailles, les clôtures dessinent des champs d'environ un hectare, et les jardins fruitiers sont nombreux autour des maisons dispersées le long des routes. La production est ici davantage liée aux marchés locaux qu'à l'exportation. Ces activités agricoles peu intensives semblent avoir pour corollaire une activité forestière illégale autour du parc national de Tortuguero. La route qui mène au parc a effectivement été ouverte vers 1995, période marquée par l'adhésion du pays aux politiques de libéralisation et par un envahissement des terres sans précédent. Le directeur de

l'IDA nous a par ailleurs confirmé que l'organisme avait du recourir à un très grand nombre de titularisation, hors du processus classique, cette fois-ci, suite aux occupations illégales constatées à partir de 1995. Il semble donc, pour prendre l'exemple du district de Cariari, et faute d'études globales sur la question, que des exploitations agricoles de tailles assez variées continuent à coexister :

- des exploitations moyennes, au cœur de l'ancienne zone bananière, et qui essaient encore d'accéder aux marchés internationaux,
- les parcelles des multinationales, légèrement déplacées, mais qui se recomposent et continuent à grossir,
- les petites exploitations légalisées récemment, en marge de la zone centrale.

L'Etat a joué un rôle important dans ce processus, et continue à jouir d'une influence certaine, notamment à travers des énièmes revirements politiques, en encourageant par exemple la riziculture dans le nord du canton, depuis 2005, afin de limiter la dépendance alimentaire. Néanmoins, l'Etat-providence a montré ses limites pendant la « décennie perdue » et fait désormais face à une forte spéculation foncière : si l'IDA dispose de fonds non négligeables, il peine en revanche à trouver des terres à acheter. Après une période d'équilibre, où les petites et les moyennes tenures parvenaient à survivre, leur démantèlement a repris ces dernières années, en raison de la pression des politiques tournées vers l'agroexportation. Dès lors que l'Etat providence s'essouffle, le territoire subit un contrôle accru de la part des multinationales.

Des grande plantations pérennes : banane et ananas

La grande plantation constitue toujours la structure de référence de cette économie d'agroexportation, phénomène récemment accentué par la monoculture d'ananas, qui reproduit le système de la bananeraie. L'introduction d'une nouvelle variété d'ananas par la firme *Del Monte*, la MD-2 (*Sweet*), a suscité un très fort engouement chez les consommateurs occidentaux : la production a littéralement explosé en quelques années. De 5000 hectares cultivés dans les années 1980, on est désormais passée à 45 000 hectares en 2008, principalement dans les deux régions du Huetar. L'activité, qui génère 572,9 millions de dollars à l'exportation en 2008 (+18,2% par rapport à 2007), se situe juste derrière la banane (680,2 millions de dollars, +3%), mais largement devant le café (327,8 millions de dollars,

+29,6%).[496] L'ananas compterait 1200 petits producteurs, responsables de 4% de la production nationale, 20 000 travailleurs « occasionnels », et entre 50 000 et 90 000 emplois indirects. Ce nouveau cycle, comparable à la banane un siècle plus tôt, n'existe en revanche quasiment qu'au Costa Rica. Faute de statistiques fiables dans la province de Limón, l'une des rares études sur les mutations des structures agraires consiste en une modélisation des structures de production témoignant du déséquilibre grandissant entre petits et grands producteurs dans l'ensemble de la région, province de Limón et *Zona norte* ***(tableau 33)***.[497]

Tableau 33 : Simulation de résultats techniques et économiques des exploitations productrices d'ananas et importance des coûts de certification EurepGap, Costa Rica

	Exploitation (superficie en ananas, en ha)				
	0.5	**1**	**5**	**10**	**100**
Nombre de plants par hectare	3000	4000	5000	6000	6000
Poids moyen ananas (kg)	2	1.8	1.7	1.7	1.7
Destination de la production					
% exportation	25	25	40	70	80
% industrie nationale	35	35	30	15	15
% marché frais local	35	35	25	10	0
% perte	5	5	5	5	5
Résultats par hectare					
Charges/ha ($)	2800	3750	5000	12000	15000
Produit brut/ha ($)	12300	14700	20400	32130	34170
Marge brute/ha ($)	9500	11010	15400	20130	19170
Résultats par exploitation					
Marge brute totale ($)	4750	11010	77000	201300	1917000
Coût certification ($)	3000	3000	3000	6000	15000
% coût certif /marge brute totale ($)	63	27	4	3	1

Les prix de l'ananas sont : exportation 0,4$/kg, industrie nationale à 0,1$/kg, marché frais local 0,2$/kg

Source : S. Veerabadren 2005

[496] *Costa Rica : Estadisticas de comercio exterior 2008*, PROCOMER, 2009, 236 p. ; p. 27

[497] FAURE, Guy ; HOCDE, Henri ; VEERABADREN, Sendy, "L'agriculture familiale mise sous normes : jusqu'où les producteurs d'ananas du Costa Rica pourront-ils relever le défi ?", in *"Les institutions du développement durable des agricultures du sud",* Journées de Montpellier : 7-8-9 novembre 2005

Les petits producteurs écoulent la majorité de leur production sur le marché national, pour la vente fraîche ou l'industrie de transformation, qui absorbe 20% de la production. Le reste de la production est exporté vers les Etats-Unis (60%) et l'Europe (30%). Ce sont d'ailleurs toujours les héritières des illustres compagnies bananières qui commercialisent l'immense majorité des ananas : *Dole* (ex *Standard Fruit*), *Fyffes* et *Chiquita* (ex *UFCO*), *DelMonte* étant la seule à ne pas être historiquement liée à la banane sur la façade caraïbe.

Les petits producteurs sont surtout exclus du système de commercialisation par les mesures de certification exigées pour accéder aux marchés extérieurs. Le tableau en montre les coûts élevés, et les risques encourus par les petits planteurs qui veulent exporter leur production. L'article insiste d'autre part sur le manque de pertinence des différentes certifications (loi sur le bioterrorisme aux Etats-Unis, protocole *EurepGap* en Europe), qui nécessitent beaucoup de capital, accroissent la dépendance et menacent cette petite paysannerie sans pour autant juguler les terribles impacts sociaux et environnementaux de la nouvelle activité phare. L'accroissement de la concentration de la terre est indiscutablement lié aux législations extérieures, à savoir la certification.

Les compagnies se sont souvent volontairement retirées de la production au milieu du 20ème siècle, et ce bien qu'elles aient gardé certaines concessions, mais elles ont en revanche conservé le monopole de la commercialisation. Elles restent donc pendant tout le siècle des acteurs majeurs de l'activité. Toutefois, selon les compagnies, le contexte national et international, leur politique a beaucoup varié au cours du dernier demi-siècle : certaines continuent d'intervenir dans la production quand d'autres s'occupent uniquement de commercialisation.[498] Plusieurs éléments nous empêchent de clairement comprendre qui sont les actionnaires des multiples entreprises qui se consacrent à l'ananas et à la banane, phénomène propre au capital transnational. L'absence de recensement agraire et la très grande opacité du système empêche de discerner la nationalité des acteurs de cette double monoculture, et nos interlocuteurs costariciens nous avouaient eux aussi leur ignorance à ce propos. Le système des filiales et des participations entretient en permanence ce doute sur la propriété des terres et des usines. Il semble néanmoins que coexistent des capitaux nationaux et d'autres injectés de l'extérieur ; c'est en tout cas de cette manière que les activités bananières ont repris, les compagnies préférant assister techniquement les gros producteurs

[498] Le CIB (*Consejo Institucional Bananero*) témoigne de la mixité de l'activité, où se mélangent organismes nationaux, entrepreneurs privés costariciens et firmes multinationales. Cet organisme chargé de l'orientation des politiques de développement de la banane rassemble Dole, Chiquita Brand's, DelMonte, ANAPROBAN (*Camara de Productores Bananeros Independientes*), CANABA (*Camara Nacional de Bananeros*), CORBANA S.A. (*Corporacion Bananera Nacional*) et la CAB (*Comision Ambiental Bananera*).

nationaux afin de limiter leurs ennuis juridiques. Néanmoins, le très fort besoin de capital qui a récemment accompagné ce cycle de l'ananas (semences, terres, intrants, usines...) a nécessairement modifié la donne en termes de dividendes entre les entrepreneurs nationaux et les multinationales, probablement au profit de ces dernières.

L'agroexportation : dérogation juridique, environnementale et sociale

En sus d'une extraversion manifeste que traduisent bien les dynamiques des structures agraires, ananas et bananes menacent l'ensemble de la zone d'une catastrophe écologique et sociale : *« Des milliers de petits producteurs, à cause de politiques gouvernementales inconséquentes, faute d'aides, ou juste par nécessité, tombent sous la coupe des entreprises d'ananas et vendent leurs terres à un prix ridicule ; et ceux qui ne veulent pas vendre, on leur installe simplement des plantations à proximité, et leurs cultures, ainsi que leurs animaux domestiques, commencent à souffrir de diverses maladies, les obligeant à quitter l'endroit et à vendre à ceux qui achètent insatiablement des terres pour planter de l'ananas. »*[499] Ainsi, les scandales se sont multipliées ces dernières années, tant du fait des conditions de travail dans ces plantations d'ananas, qui évoquent la bananeraie du siècle précédent, que par les dégâts irréversibles que génère l'activité sur un écosystème aussi sensible que les basses terres de l'Atlantique costaricien.

Socialement, d'abord, la production d'ananas et de banane est caractérisée par des conditions de travail très difficiles et par le non respect des législations sur le travail. L'exploitation féroce de la main d'œuvre n'est pas l'apanage des seules entreprises étrangères mais un code auquel se sont pliés les nationaux depuis longtemps. Le nouveau produit exige encore davantage de main d'œuvre que la banane. Les travailleurs, dont l'immense majorité est nicaraguayenne, travaillent 16 heures par jour sans protection, au contact de produits chimiques menaçant gravement leur santé, et sont théoriquement payés 1$ de l'heure. Les autorités gouvernementales ferment d'une part les yeux sur des conditions de travail que la plupart des associations dénoncent – les syndicats sont pour la plupart fantoches, puisque chaque entreprise dispose du sien, tandis que les confédérations sont corrompues – d'autre part sur le transit de milliers de travailleurs nicaraguayens illégaux nécessaires au bon fonctionnement de l'activité. La production d'ananas a ainsi triomphé en raison d'une

[499] ARGUEDAS, Carlos, "Falacias y ocultamientos de los piñeros", in Ambientico, n°177, juin, 2008, San José, Costa Rica, p. 9

organisation de la production calquée sur celle de la banane encouragée par la vague néolibérale des années 1990.

Ananas et bananes ont aussi en commun d'être des activités agricoles très techniques, qui nécessitent un entretien permanent et l'utilisation de produits chimiques lourds. A ce titre, l'ananas surpasse une nouvelle fois sa grande sœur : *« La quantité d'intrants chimiques utilisés dans la production d'ananas dépasse de beaucoup la quantité utilisée dans la production bananière. »*[500] Pour autant, les autorités sanitaires, de la même manière qu'elles s'étaient désintéressées des dégradations écologiques de la bananeraie, couvrent des pratiques non seulement préjudiciables à l'écosystème ou aux travailleurs étrangers mais aussi à l'ensemble de la population. Dans le district de Cairo (canton de Siquirres), lieu historique de la bananeraie, les produits chimiques utilisés pour la culture de l'ananas se sont déjà infiltrés dans les nappes phréatiques ; ainsi, les conduites d'eau potables de quatre communautés sont désormais contaminées par deux produits extrêmement dangereux, le Bromacil et le Diuron. Sur ces mêmes terres, le Nemegon avait déjà posé de graves problèmes dans l'activité bananière. Face à ces scandales à répétition qui menacent gravement la réputation d'un pays qui se veut à l'avant-garde du développement soutenable, le gouvernement peine à réagir. Plutôt qu'un moratoire interdisant l'utilisation de ces produits hautement toxiques, le gouvernement a proclamé en 2007 un décret augmentant les seuils de tolérance du Bromacil et du Durion dans les eaux utilisées par la population ![501]

L'autre grande interrogation porte sur la capacité des sols à supporter une activité aussi intense. L'exemple de la banane montre que les sols présentent des capacités de résistance assez diverses. En effet, le maintien de la gigantesque bananeraie de la vallée de Sixaola, frontalière avec le Panamá, toujours florissante plus d'un siècle après sa plantation, montre que l'enrichissement et l'entretien permanents des sols peut permettre leur conservation, mais à quel prix ? Les situations sont extrêmement variables selon les terrains, et les études d'impact environnemental en amont sont très souvent tronquées. Plus prosaïquement, les champs de bananes abandonnés sont tout juste bons à faire paître du bétail, parfois à retravailler au bulldozer quand les sols sont assez épais. Rien en tout cas qui ne présage la fin de l'investissement massif des entreprises agricoles sur ces terres, devenues elles aussi totalement dépendantes de l'escalade technologique nécessaire à leur survie.

---

[500] SALAZAR, Omar, "Plantaciones de piña en Costa Rica contra la sostenibilidad ecológica y social", in Ambientico, n°177, juin, 2008, San José, Costa Rica, p. 13

[501] CUADRADO Gabriela, "Legalización de la contaminación de aguas para consumo humano", in Ambientico, n°177, juin, 2008, San José, Costa Rica, pp. 11-12

Après l'Etat providence, l'Etat schizophrène ! Difficile, effectivement, de confronter le discours des autorités costariciennes à la réalité d'une activité économique qui rappelle étrangement celle de l'enclave bananière. Le discours écologique, d'abord, apparaît chaque jour plus en décalage avec un écosystème qui pâtit terriblement du renoncement politique, voire d'une corruption institutionnalisée. L'exemple de la concession minière de Crucitas, à quelques encablures du parc de Tortuguero et de la frontière nicaraguayenne, témoigne de la perméabilité de l'Etat aux intérêts privés des multinationales.[502] Dans la protection de l'environnement ou le tourisme, le basculement politique opéré dans les années 1990 a généré des contradictions profondes qui remettent totalement en cause le système relativement démocratique dont s'enorgueillissait le Costa Rica.

De l'enclave bananière à l'interface actuelle, la filiation est assez nette, bien que des acteurs et des processus nouveaux modèlent une empreinte territoriale plus complexe. Si en termes économiques, l'activité est dirigée de et vers l'extérieur et la dépendance très poussées, le capital n'est pas uniquement étranger et les acteurs nationaux sont très intégrés au système (ingénieurs, producteurs...). Sur l'ensemble de la zone, malgré les répercussions directes des marchés sur des structures agraires fragilisées par le désengagement de l'Etat, la moyenne et la petite propriété ont réussi à se maintenir et occupent une part importante de l'ensemble des terres arables. Enfin, l'éloignement des multinationales après-guerre a en réalité totalement bouleversé l'organisation sociale et ethnique du nord de la province de Limón : l'intérieur constitue désormais un territoire dont l'identité est clairement décelable : dans le nord, *ticos* et *nicas* sont les principaux acteurs d'un territoire *ladino*, auquel seul Puerto Limón n'est pas encore réellement intégré.

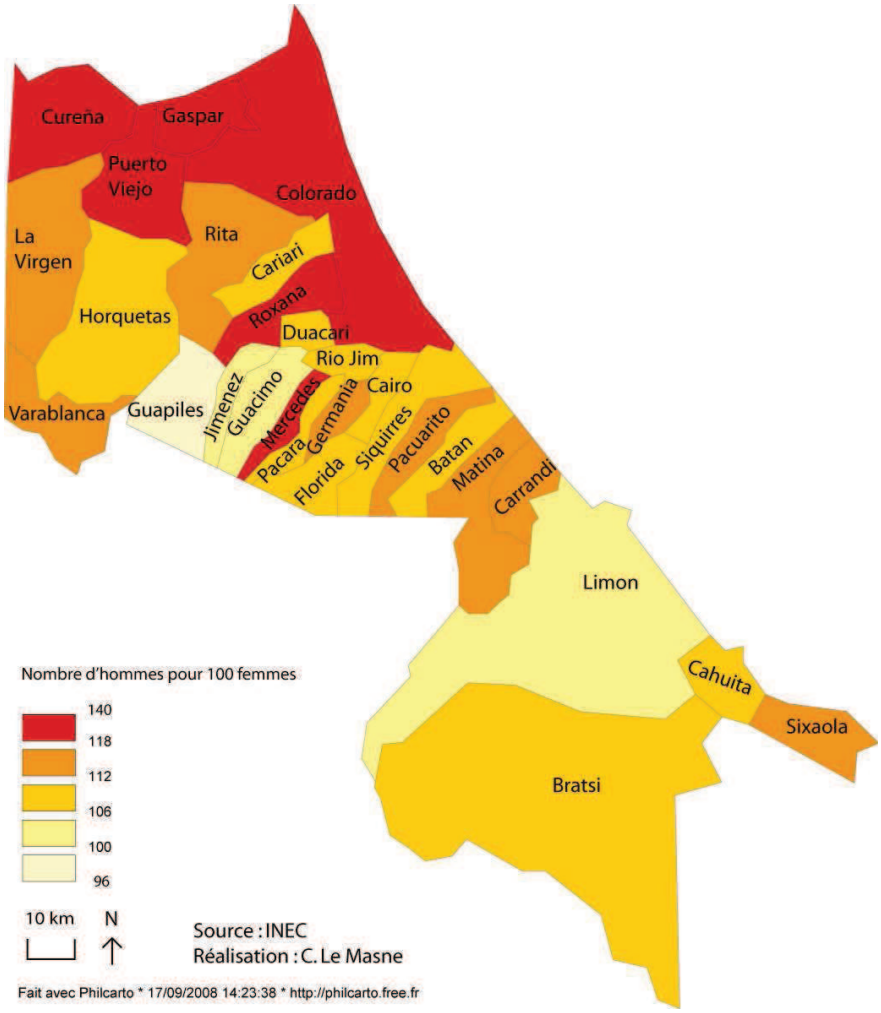
b) L'Atlantique nord, terre de migrants

Dans le nord de la province, le processus de ladinisation prend des formes très différentes de celles du sud, en raison de la faiblesse et de la disparition précoce des populations indigènes. Ici, le territoire ladino s'est institué par l'intermédiaire d'une politique nationale volontariste, alliant rachat des terres et colonisation agraire, mais surtout par un recours massif à l'immigration, notamment en provenance du Nicaragua. De nombreux

[502] BOEGLIN, op. cit.

indicateurs nous permettent de rapprocher les différents districts de l'Atlantique nord du modèle territorial ladino. Ainsi, la surreprésentation masculine, qui frise les 140% dans certains districts du nord-est, traduit bien l'existence d'un front pionnier dynamique et relativement récent (***carte 53***).

Carte 53 : La surreprésentation masculine dans l'Atlantique costaricien en 2000, par district



La carte de la surreprésentation masculine montre bien l'existence de fronts pionniers dans le nord de la province de Limón et de l'Heredia. D'ailleurs, les statistiques nationales procèdent de plus en plus au rattachement des deux provinces. Sur cet ensemble constitué par une grande dépression structurale où s'étale une large plaine littorale vouée à l'agriculture d'exportation, le processus de ladinisation s'est accéléré depuis une trentaine d'années. La jonction des deux ensembles par la route n° 4, qui évite San José, a permis la constitution de

ce Huetar, à savoir deux sous-provinces présentant des conditions climatiques proches entièrement tournées vers l'exportation agricole par Puerto Limón.

Comme les autres espaces de colonisation agraire caractéristiques des territoires ladinos, les deux provinces sont caractérisées par un taux de masculinité impressionnant, une grande pauvreté, une très forte exclusion sociale et des problèmes agraires et environnementaux préoccupants. Ainsi, malgré un discours écologique bien rodé, l'Etat costaricien reste en proie aux errements de la République bananière : concessions aux entreprises minières, aménagement de la loi littorale, carte blanche à la prolifération des champs d'ananas, dont les pesticides mettent désormais en danger la réserve naturelle de Tortuguero…[503]

Au nord-est, l'inhospitalité du milieu, la proximité du Nicaragua et les débordements de la guerre civile ont longtemps assuré à cette marge le rôle de zone-tampon, où la Contra nicaraguayenne n'hésitait pas à se replier. L'établissement d'une réserve naturelle des deux côtés de la frontière répondait à l'objectif de pacification des frontières par l'intermédiaire d'un réseau centraméricain de parcs naturels (SIAPAZ). La préservation des ressources semble pourtant démentie par les récents taux d'accroissement annuels des populations des districts du nord, bien que cet espace frontalier reste très contrôlé, notamment par des barrages routiers, qui rappellent l'intense pression démographique comme les tensions entre les deux Etats.[504]

La région jouit d'une mauvaise réputation, celle d'un front pionnier, d'un *far east* périlleux. Dans les villes intermédiaires qui ont essaimé le long de la route vers San José, mais aussi sur les axes perpendiculaires de colonisation agraire, les tensions sociales sont très importantes. Néanmoins, ici, les tensions ethniques se sont progressivement effacées au profit des tensions nationales : après la présence des Noirs, c'est aujourd'hui celle des Nicas qui rend la province mal famée du point de vue des Ticos des hautes terres. La proportion de population nicaraguayenne est très difficile à évaluer, puisque très mobile et vivant dans des conditions de légalité assez diverses. Il existe des permis de transit pour les populations

[503] Les autorités sanitaires nicaraguayennes s'inquiètent de l'intensification de la colonisation agraire dans le nord du Costa Rica. Le bassin du fleuve San Juan est directement affecté par la sédimentation occasionnée par les défrichements, ainsi que par la pollution des intrants chimiques, qui menace gravement l'équilibre écologique de cette réserve naturelle située en aval des zones de colonisation. Récemment, le scandale lié à la mine d'or de Crucitas a aussi défrayé la chronique.
"Le San Juan est de moins en moins Nica", *Nuevo Diario* (Nicaragua), 27 mars 2006
[http://impreso.elnuevodiario.com.ni/2006/03/27/nacionales/15913]

[504] Le Costa Rica ne dispose d'ailleurs que de la rive droite du rio San Juan, lequel appartient exclusivement au Nicaragua, qui menace périodiquement d'y interdire le trafic aux embarcations costariciennes ou de les soumettre à des droits de passage. Depuis 2005, le Costa Rica a d'ailleurs porté l'affaire devant la Cour Internationale de Justice (CIJ)…

transfrontalières, qui facilitent l'arrivée d'une main d'œuvre nicaraguayenne vitale pour l'économie agroexportatrice, mais beaucoup de travailleurs sont des clandestins, statut qui permet aux entrepreneurs de s'émanciper des législations sur le travail...

L'idéologie *policlasista* est très ancrée sur ces marges emblématiques du système capitaliste et perçues comme telles. La différenciation sociale s'inscrit ici dans un temps long que nous rappelle la précocité des migrations nicaraguayennes dans les bananeraies. Les tensions sociales restent ainsi très importantes entre les acteurs économiques possédants, Costariciens plus ou moins récents, puisque de nombreux Nicaraguayens le sont devenus, et la main d'œuvre nicaraguayenne, temporaire ou non. La masse des migrants ladinos a réinséré ces territoires dans une territorialité de type ladina, malgré quelques aspects résiduels de la territorialité globalisée, comme à Siquirres, l'une des plus anciennes villes de l'intérieur, où certains parlent encore le *limonense*, créole local d'origine antillaise. Mais seul Puerto Limón témoigne réellement du maintien d'un territoire globalisé au sein de cette interface.

L'une des manifestations les plus évidentes de ces changements de territorialité se traduit par le basculement du centre de gravité de la province : Guápiles, centre urbain localisé entre Puerto Limón, San José, et la Zona norte, occupe une place de plus en plus importante au sein de la province.[505] Tout d'abord, la ville concentre les activités liées à la production agricole : vente de matériel, centres de stockage, banques agricoles... Par effet d'entraînement, Guápiles apparaît aussi comme un centre commercial important pour les biens de consommation courante (alimentation, vêtements...), et accueille aussi des transports de passager à l'échelle de la province (entreprise Guápileños). Cette vocation tertiaire de la ville est illustrée par le taux de surreprésentation masculine du district, qui, malgré un accroissement démographique récent, est le seul de la province à être négatif (***carte 53***). Au sein de ce monde agricole, les activités tertiaires sont majoritairement exercées par des femmes. La ville abrite aussi de nombreux établissements d'enseignement, ainsi que des centres de recherche agricoles (CORBANA S.A.). Le caractère pionnier de la ville est sensible à travers son organisation : contrairement aux villes coloniales et à leur héritage, la construction en *cuadras* autour du *parque central* est illisible, et l'énorme cathédrale en construction n'est pas au centre : on n'a pas eu le temps ici de penser la ville. Enfin, le sport le

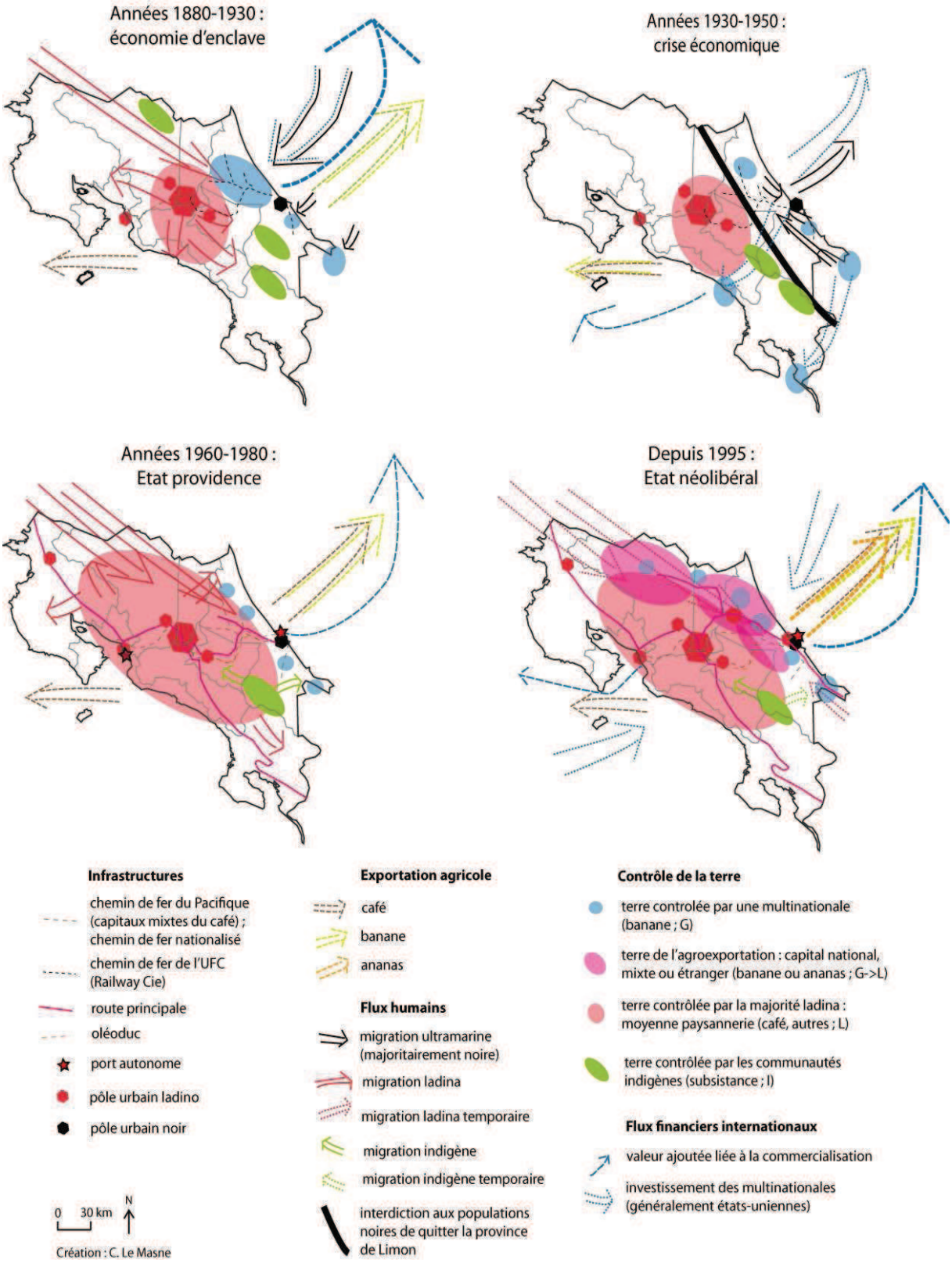
[505] La population urbaine du district de Puerto Limón rassemble 55 667 habitants en 2002, contre 15 723 pour lcelle du district de Guápiles, dont le canton relativement peu étendu (Pococi) compte néanmoins une population urbaine de 35 160 habitants. (INEC)

plus populaire est le football quand c'est encore le baseball à Puerto Limón. Pocora, Guacimo, Cariari, ou Puerto Viejo de Sarapiqui témoignent aussi, à leur manière, de l'intégration de ces villes pionnières, finalement très rurales, au territoire national. Il n'y a guère plus que le climat qui rappelle les basses terres caraïbes de la littérature centraméricaine : les parapluies ont d'ailleurs remplacé les machettes des ouvriers agricoles, qui leur sont désormais fournies par les entrepreneurs costariciens. La transition territoriale de cet espace présente une continuité avec les hautes terres, auxquelles l'interface est culturellement très liée, tandis que de nombreuses spécificités subsistent, tant sur le plan de l'organisation sociale qu'économique.

Ainsi, il s'agit toujours de marges caraïbes dans l'imaginaire collectif *tico*, pour qui les clichés sur la province restent ancrés : violence, écosystème dégradé, province des « *Negros* » ou des « *Nicas* ». Les fronts pionniers et l'héritage de l'enclave ont effectivement généré des solides marqueurs spatiaux : défrichements sauvages, maisons sécurisées, présence des armes accrues, locaux industriels désaffectés... A contrario, on sent poindre une certaine fierté chez la classe moyenne costaricienne locale, solidement implantée dans l'ensemble du tissu économique d'une province qui compte désormais dans les bilans nationaux.

Cette marge connaît toujours des inégalités sociales beaucoup plus patentes que sur les hautes terres. Les hiérarchies sociales sont assez bien définies : une minorité d'acteurs transnationaux (compagnies et élite nationale), qui contrôle des acteurs nationaux aux statuts assez divers (une vaste gamme d'exploitants agricoles), le tout reposant sur une main d'œuvre nicaraguayenne surexploitée. Le système de l'exportation agricole n'a pas beaucoup changé en un siècle : la principale différence dans la nouvelle division du travail réside dans la disparition de la catégorie intermédiaire des Noirs, remplacée ici par des Ladinos. C'est l'un des aspects qui différencie nettement ce système de celui de l'enclave bananière, puisque les acteurs nationaux ont réussi à s'intégrer au processus. L'interface est ici une manifestation sur le long terme de la collaboration entre acteurs nationaux et investisseurs globaux.

Figure 13 : Infrastructures, flux et polarités liés à l'exportation agricole : la transformation d'enclave en interface de l'Atlantique costaricien au 20ème siècle



Conclusion du chapitre 12 : le système spatial de l'interface

L'objectif de ce chapitre était de saisir les recompositions territoriales de l'Atlantique costaricien au 20ème siècle. Les trois modèles territoriaux restent présents sur la période mais en raison de l'élargissement de l'espace mis en valeur et de son intégration à l'Etat national, cette région caraïbe anciennement marquée par des territorialités indigènes ou globalisées constitue un exemple de territoire ladino en voie d'achèvement. Le système spatial que nous désignons par le terme interface, c'est-à-dire un espace de contact, est historiquement une formation héritée de l'enclave. Selon des temporalités variées, le système territorial de l'enclave s'est transformé pour laisser place à des formes nouvelles de territorialité, souvent hybrides. Les schémas chorématiques présentés dans la ***figure 13*** retracent de manière diachronique quelques unes des évolutions majeures de la région aboutissant à une intégration plus poussée des territoires atlantiques à l'espace national. Il y a bien translation d'un système territorial à un autre, de l'enclave à l'interface ladina, celle-ci incorporant tout ou partie des systèmes globalisés antérieurs largement renouvelés. Dans cet ensemble régional assez vaste, ces mutations entraînent des différenciations territoriales et créent de nouvelles connections internes et externes qui structurent l'espace sans toutefois remettre en cause fondamentalement son caractère de marge.

La mise en place de l'économie d'enclave de la banane a longtemps juxtaposé la province de Limón et les hautes terres centrales, ce dont témoigne pendant près d'un siècle la seule infrastructure propre à les connecter : la première voie ferrée autour du rio Reventazón. (années 1880-1930). Il faut attendre les années 1970 pour que la route prenne le relais. Cette nouvelle ère, en termes de transports, se développe rapidement au Costa Rica, grâce aux investissements publics et privés. Jusqu'alors, enclave économique et particularismes ethniques étaient liés, et la population noire apparaissait clairement comme l'un des éléments propres à maintenir l'extraterritorialité. C'est aussi ce qui a poussé l'Etat à les intégrer économiquement en maintenant leur statut privilégié dans les entreprises nationalisées.

Dans le même temps, la production agricole de la façade caraïbe a été dopée par la reconversion de l'Etat aux cultures d'exportation. L'essor très rapide de ce Huetar atlantique s'explique par plusieurs éléments concomitants, comme le maintien de compagnies bananières toujours puissantes, l'existence d'une élite entrepreneuriale costaricienne décentralisée ou la présence d'une main d'œuvre nicaraguayenne corvéable à merci. Le nord

de la province reste structuré par les fronts pionniers des années 1970 et 1980, et la légalisation des parcelles illégalement occupées en 1995 nous rappelle l'importance des petites tenures. La zone-interface du Huetar a une vocation essentiellement agricole et les villes y apparaissent très empreintes par cette territorialité pionnière, rurale.

L' « incorporation » de l'Atlantique au territoire national s'exprime dans l'origine des populations, essentiellement ladinas. Bien que contrairement à d'autres façades centraméricaines, le processus de ladinisation n'ait pas été violent, les répercussions du consensus costaricien sont finalement les mêmes que sur les autres façades caraïbes. L'ancien territoire globalisé s'est rétracté, en fonction de l'évolution des relations entre les pouvoirs nationaux et globaux. Cependant, la prise en compte des dynamiques propres à l'organisation du système territorial montre que le territoire ladino ne s'étend pas à l'ensemble de l'Atlantique costaricien. Les effets d'enclave continuent, à grande échelle, à structurer des territoires globalisés qui apparaissent néanmoins comme résiduels et s'émancipent de plus en plus des populations ultramarines, comme dans les activités portuaires à Puerto Limón, tandis qu'une certaine continuité de l'enclave est aussi notable dans l'Atlantique nord, dans les espaces extravertis de la banane et de l'ananas qui ignorent la législation nationale.

La ville de Puerto Limón tient toujours une place particulière dans le système régional bien qu'elle ne soit plus l'évident centre de gravité de la province. Le port demeure une véritable synapse assurant les relations avec l'Outre-mer dont l'ensemble du territoire régional est dépendant, un point nodal d'interconnexion entre les deux systèmes auxquels il appartient, l'espace national costaricien et le système-monde. Le territoire globalisé – au sens social – des populations noires se voit désormais marginalisé dans le processus de réactivation de l'enclave portuaire, nouveau territoire globalisé prêt à se greffer sur les décombres d'un système social marqué par une « intégration différenciée » des populations. La collaboration entre pouvoirs national et global constitue une menace pour ces populations ultramarines. Cet aspect se retrouve dans le principe même d'interface, comme espace d'interrelation entre les deux pouvoirs, où l'Etat national impose sa population tandis que les réseaux globaux drainent les ressources humaines et naturelles. Ainsi, l'interface naît de l'équilibre des flux, humains d'une part, financiers de l'autre : c'est ce phénomène qui rompt avec l'unilatéralisme de l'enclave.

Conclusion générale

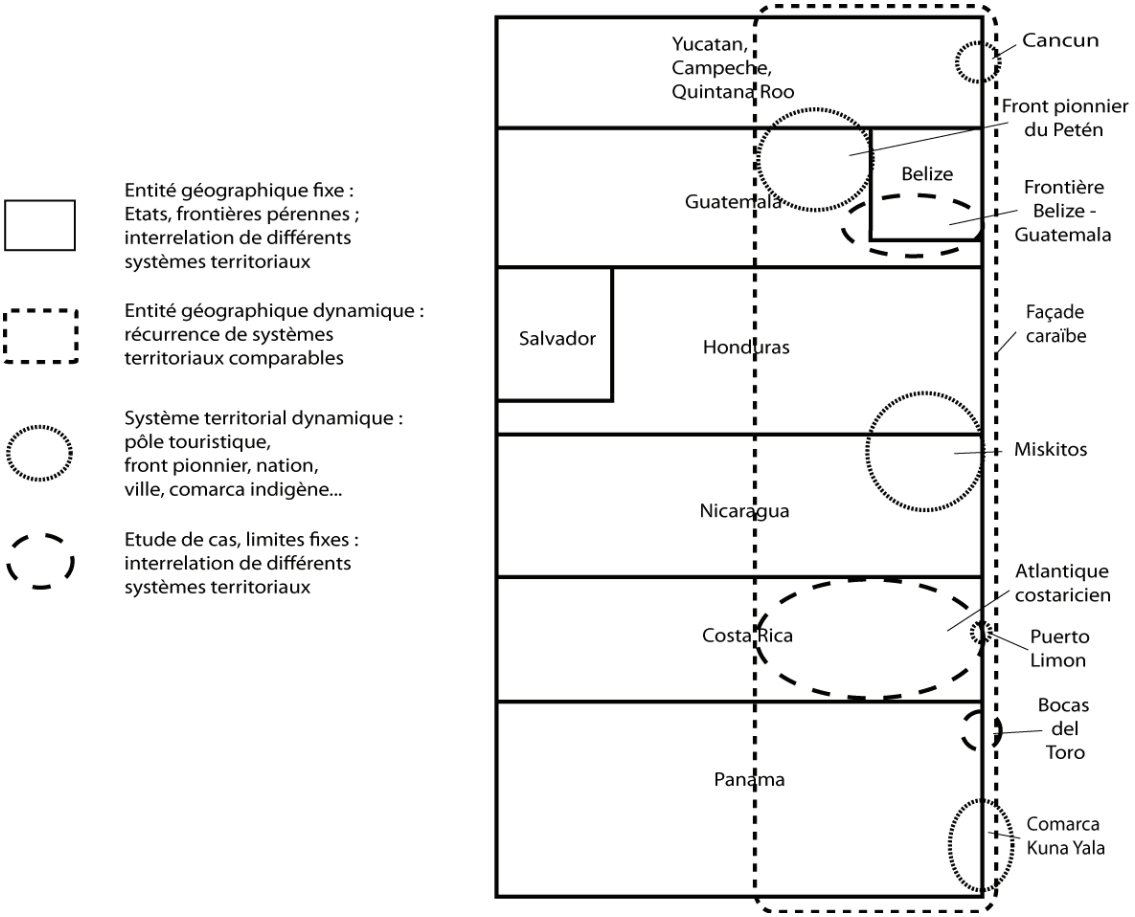
A l'origine de cette démarche, il y a une interrogation sur la nature de la façade caraïbe de l'Amérique centrale : les formes d'organisation spatiale qui existent en son sein sont-elles à même de la légitimer en tant qu'objet géographique ? La première carte proposée, celle du relief de l'isthme centraméricain, évoque déjà une dualité que l'on retrouve tout au long de l'étude. Notre champ de travail constitue une entité évidente dans sa structure géophysique (larges plaines caraïbes, *tierras calientes*, zone tropicale humide) mais c'est aussi un espace fragmenté et morcelé, comme l'indiquent les modelés de détail ou la variété des écosystèmes locaux.

Si la mise en place d'une véritable zone refuge coïncide dans une large mesure avec ces critères « naturels », la constitution de cet espace s'explique surtout par des tensions géopolitiques, schématiquement matérialisées par les processus de colonisation et de mondialisation, qui ont paradoxalement transformé ce centre de gravité du « nouveau monde » en espace de marges. En moins d'un siècle, la zone refuge s'est pourtant vue réduite à la portion congrue. La relativisation de la notion de contrainte et l'intégration accélérée au système-monde ont profondément bouleversé les organisations sociales locales. Celles-ci ont été intégrées à des réseaux essentiellement connectés à l'extérieur de la façade caraïbe, accroissant la fragmentation de cette dernière.

L'émergence d'une superpuissance états-unienne s'est manifestée de manière réticulaire et ponctuelle, occasionnant néanmoins la création de territoires, tandis que les Etats centraméricains se sont exprimés plus tardivement par le biais de l'expansion démographique ladina, emplissant progressivement cette ancienne terre des vides. La disparition de la zone refuge est concomitante à cette intervention directe des Etats ladinos sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale. Jusqu'alors, le pouvoir ultramarin, impérial, puis global, s'était seulement efforcé d'instrumentaliser les populations des marges sans vraiment chercher à les contrôler. L'existence de la façade en tant qu'entité prend ici consistance dans sa capacité à osciller entre les deux aires d'influence qui la bordent et la définissent négativement : la Caraïbe, vers laquelle elle regarde, et l'autre versant de l'isthme, auquel elle tourne le dos.

Les trois études de cas se sont penchées sur des espaces concrets et relativement bien circonscrits permettant de saisir les processus, scénarios, ou modèles de transitions et de glissements territoriaux. Cette analyse des formes de territorialisation visait à confronter la pertinence de modèles territoriaux valables pour l'ensemble de la façade caraïbe à des systèmes territoriaux concrets. Elle a mis en lumière deux aspects distincts, l'un rendant compte des impératifs méthodologiques que requiert l'étude d'un grand ensemble, à savoir la prise en compte des interrelations d'échelles entre systèmes spatiaux représentées dans la ***figure 14,*** l'autre résidant dans l'intérêt pratique d'idéaltypes s'efforçant de retracer une réalité.

Figure 14 : Les systèmes d'organisation spatiale sur le façade caraïbe de l'Amérique centrale



L'absence d'échelle préétablie dans les formations territoriales se manifeste ici par leur caractère fractal. Le cas de Bocas del Toro a bien montré en quoi le territoire et l'identité bocatoreños n'étaient que l'une des échelles spatiales et l'un des cadres identitaires des

populations concernées parmi d'autres. Ces dernières se définissent aussi en fonction d'échelles spatiales plus réduites, correspondant à des îles ou des villes, tout en participant d'un territoire et d'une identité nationale. Ces systèmes spatiaux sont caractérisés par des tailles variables et par des instances dominantes culturelles, économiques, ou politiques, présentant une forte modularité, qui favorisent leur plus ou moins grande viabilité territoriale.

La ***figure 14*** présente quelques éléments évocateurs de la diversité des formations et de leurs instances dominantes : géographique (le cadre de la ville touristique ou portuaire), sociale (le front pionnier du Petén), économique (l'agroexportation dans l'Atlantique costaricien), culturelle (la nation miskito), ou politique pour la Kuna Yala, qui bénéficie d'une autonomie fonctionnelle et constitue un territoire abouti. Dans ce dernier cas, l'échelle d'organisation, qui s'exprime ici à travers la notion de communauté, permet de bien comprendre les enjeux auxquels sont confrontés les territoires. La survivance territoriale a été rendue possible par le dépassement des divisions qui existaient entre les différentes communautés indigènes, bien qu'elle ait aussi été favorisée par des acteurs extérieurs à l'isthme.

Les systèmes territoriaux sont non seulement des constructions interactives mettant en œuvre différentes instances organisationnelles (géo-économie, politique et culture chez Di Méo), mais aussi d'autres formations systémiques imbriquées entre elles. Les territoires n'ont souvent pas de délimitations exclusives et se caractérisent par des interrelations permanentes, faites de connexions réticulaires dans des domaines variés : échanges économiques, migrations, influences culturelles... Dans chacun des systèmes – y compris au sein des territoires indigènes – ces interrelations sont actuellement accrues par la multiplication des réseaux, l'intensification des flux, voire l'ubiquité d'acteurs exerçant leur influence à des niveaux variés.

Les délimitations fixes structurent néanmoins de plus en plus les systèmes territoriaux. Entre Belize et le Guatemala, le cordon sanitaire indigène des autorités britanniques s'est conformé à la frontière internationale qui sépare deux Etats indépendants : celle-ci isole maintenant totalement deux formations territoriales mayas aux caractéristiques pourtant proches. Face aux systèmes territoriaux locaux peu structurés, le système territorial étatique, généralement caractérisé par des emboîtements d'échelles administratives, par le haut, comme dans les petits lieux centraux du maillage urbain de l'interface, bénéficie d'atouts liés à son ancienneté, à sa cohérence, à son pouvoir.

Le maintien de structures étatiques pérennes et rigides est corroboré par nos constatations empiriques. Il est apparu que les modèles étaient surtout altérés en fonction de

délimitations spatiales fixes, celles des Etats, bien que ce ne soit pas tant les frontières étatiques que les structures du pouvoir dans chacun des Etats qui remodèlent les territoires. Dans l'Atlantique costaricien, le système territorial de Puerto Limón, longtemps marqué par une adéquation entre société ultramarine et territoire globalisé, a été dans une large mesure pérennisé par l'Etat providence costaricien. A Belize, l'établissement des territoires ladinos est favorisé par l'Etat « global ». Ces deux exemples rendent compte de la difficulté à établir une corrélation trop stricte entre pouvoirs et territoires, mais revalorisent l'Etat comme une échelle d'organisation majeure sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale.

Les interrelations entre échelles d'organisation de l'espace plurinational et partiellement supranational qu'est la façade caraïbe correspondent moins à un emboîtement d'échelles qu'à des formes fractales. Ce phénomène est lié à la configuration de l'espace, à sa localisation médiane entre deux entités plus ou moins bien délimitées qui sont aussi des structures émettrices de pouvoir : les Etats et les multiples centres de la globalisation. Dans le cadre spécifique de la façade caraïbe de l'Amérique centrale, les très fortes connexions qui existent entre ces deux éléments, par l'intermédiaire de réseaux transnationaux, réactivent la pertinence de l'échelon spatial national. La double marge qu'est la façade présente nécessairement une organisation spatiale qui retrace ces influences, comme à travers l'affermissement des frontières nationales et l'orientation transisthmique et bipolaire des interfaces ladinas de chacun des Etats. La façade caraïbe ne constitue en revanche nullement une échelle d'organisation territoriale mais un espace qui connaît une récurrence de ces systèmes.

Les trois modèles territoriaux élaborés au cours de cette étude s'efforcent de saisir l'évolution de la nature des conflits ayant pour objet le contrôle de l'espace depuis cinq siècles, dans un cadre spatial totalement renouvelé par la Conquête, et qui voit progressivement l'espace étendu et ouvert de la façade caraïbe de l'Amérique centrale devenir limité, voire fini. La combinaison de structures de pouvoirs essentiellement extérieurs à la zone et de constructions territoriales qui lui sont propres nous conduisent à proposer une synthèse de ce grand ensemble sous la forme de trois modèles de territoires. Les configurations spatiales et les limites externes des modèles sont des éléments explicatifs de leurs interrelations : deux modèles sont continus – le modèle ladino dans l'interface et le modèle indigène dans la zone refuge – tandis que le modèle globalisé du rhizome est ponctuel et bien délimité. Ces caractéristiques propres à chacun des modèles et les interrelations

qu'elles génèrent permettent dans une certaine mesure de saisir les dynamiques passées, présentes, et les enjeux futurs.

Le modèle G est une émanation du pouvoir ultramarin, et impérial, puis global, dont le territoire peut prendre différentes formes suivant que l'activité qu'il abrite est en expansion ou en déclin. En cas d'activité économique nécessitant une main d'œuvre importante, le territoire G se meut en territoire L, en fonction du volontarisme étatique, des infrastructures « matérielles », et surtout du surplus démographique des hautes terres. Les aspects stratégiques peuvent éventuellement modifier la donne et assurer l'extraterritorialité, comme dans le cas du canal de Panamá. En revanche, si le territoire G abrite des activités économiques où la main d'œuvre ne constitue pas une nécessité (tourisme, trafic, paradis fiscal, parc naturel…), cet espace clairement délimité maintiendra très certainement ses spécificités globales. Enfin, il peut aussi être abandonné par les réseaux globaux et devenir antimonde, comme dans le cas des villes-ghettos noires de la façade caraïbe de l'Amérique centrale.

Les phases de collaboration entre les deux pouvoirs extérieurs sont extrêmement destructrices pour ce qui reste des territoires I de la zone refuge, tandis que cette dernière bénéficie fréquemment des périodes de tensions entre eux. Les interrelations entre les deux modèles « continentaux » I et L sont plus intenses et le rapport de force plus disproportionné du fait de la continuité spatiale et temporelle des formations étatiques. Le mode opératoire des territoires L par rapport aux territoires I se base sur le contrôle des ressources, notamment de la terre. Ces tensions agraires se produisent de plus en plus à proximité des frontières nationales de la façade caraïbe, où s'étaient jusqu'alors réfugiées les populations indigènes.

Depuis le début des années 1990, le pouvoir global favorise le maintien des territoires indigènes en prônant leur conservation, à travers des mesures de protection qui apparaissent pourtant illusoires dans cette configuration. Ces groupes fondent en effet leur équilibre sur une gestion communautaire des ressources, en limitant résolument des échanges souvent considérés comme acculturateurs. La crise identitaire de ces communautés provient en partie de la frustration qui découle de leur ouverture toujours plus grande à l'altérité ; elle ne peut être résolue par l'adhésion à une logique de conservation qui, outre son caractère parcellaire, apparaît aujourd'hui comme une manipulation évidente. La structuration du mouvement indigène doit par ailleurs faire face à l'omniprésence des deux pouvoirs. Difficile, donc, d'entrevoir l'existence d'un pouvoir indigène en Amérique centrale, bien qu'ici les espoirs viennent pour une fois du Sud.

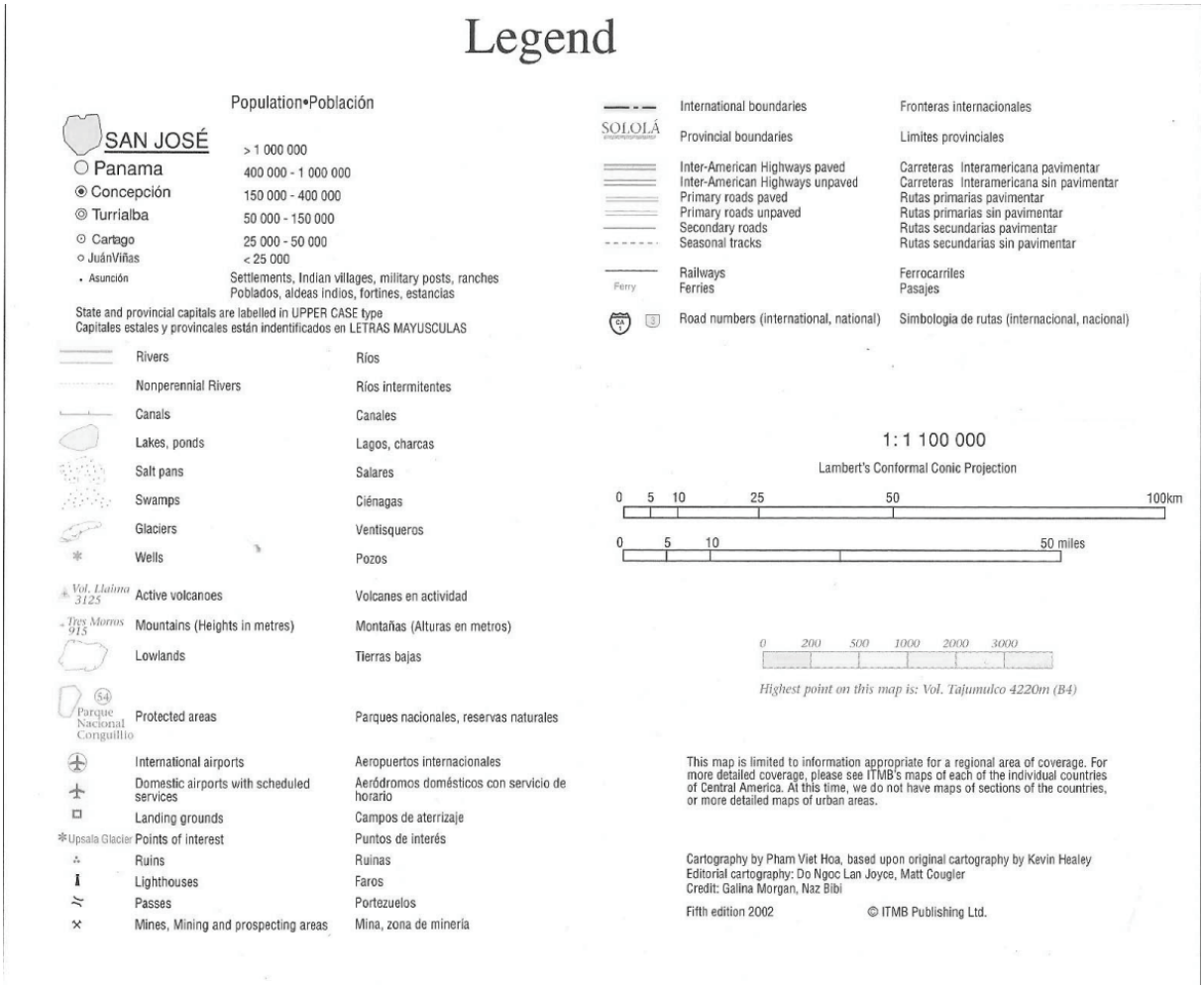
Septembre 2010, Saint Pierre d'Oléron, rivage d'en face.

Le soleil se couche. Il est déjà levé de l'autre côté de l'océan. L'humidité tombe sur le jardin. Le vieux figuier est très malade, il n'a rien donné. J'espère qu'il survivra. Sa lente déchéance nourrit peut-être la déconcertante vitalité de son jeune rival. En effet, en dépit de son apparence disgracieuse, le prunier ploie sous le poids de ses branches. Personne en revanche pour s'occuper de ces fruits. Pas de sucre pour faire de confitures, ni de temps pour les confier au bouilleur de cru. Restent les guêpes… Quant au bambou, malgré mes efforts acharnés pour le contenir à son parterre, il affleure désormais dans tout le jardin en d'improbables multiples pousses, se rappelant à mon bon souvenir en blessant mes pieds nus. Sans doute dois-je m'y habituer. Cette saine contemplation me laisse pourtant un arrière-goût un brin amer. Mon jardin m'échappe toujours, bien que je le comprenne maintenant un peu mieux.

ANNEXE 1 :
Atlas des pays de l'Amérique centrale

Carte A : Yucatán (nord)
Carte B : Yucatán (sud)
Carte C : Belize – Guatemala (nord)
Carte D : Guatemala (sud)
Carte E : Honduras (nord)
Carte F : Salvador – Honduras (sud)
Carte G : Honduras (est) – Nicaragua (nord)
Carte H : Nicaragua (sud)
Carte I : Costa Rica
Carte J : Panamá (ouest)
Carte K : Panamá (est)

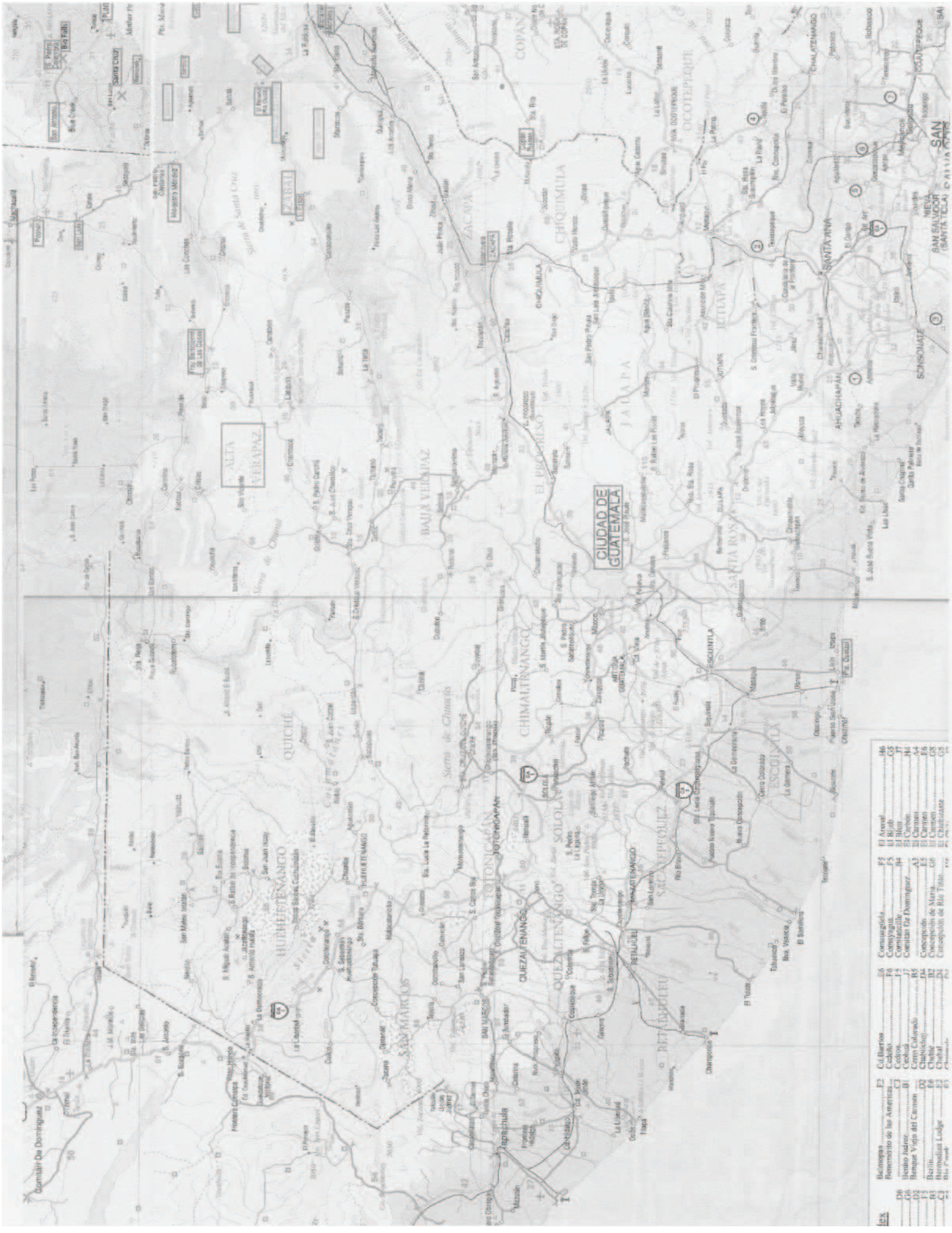
Sources :
Central America Travel Reference map, International Travel Maps, Vancouver, 2004
Mexico South Travel Reference map, International Travel Maps, Vancouver, 2004

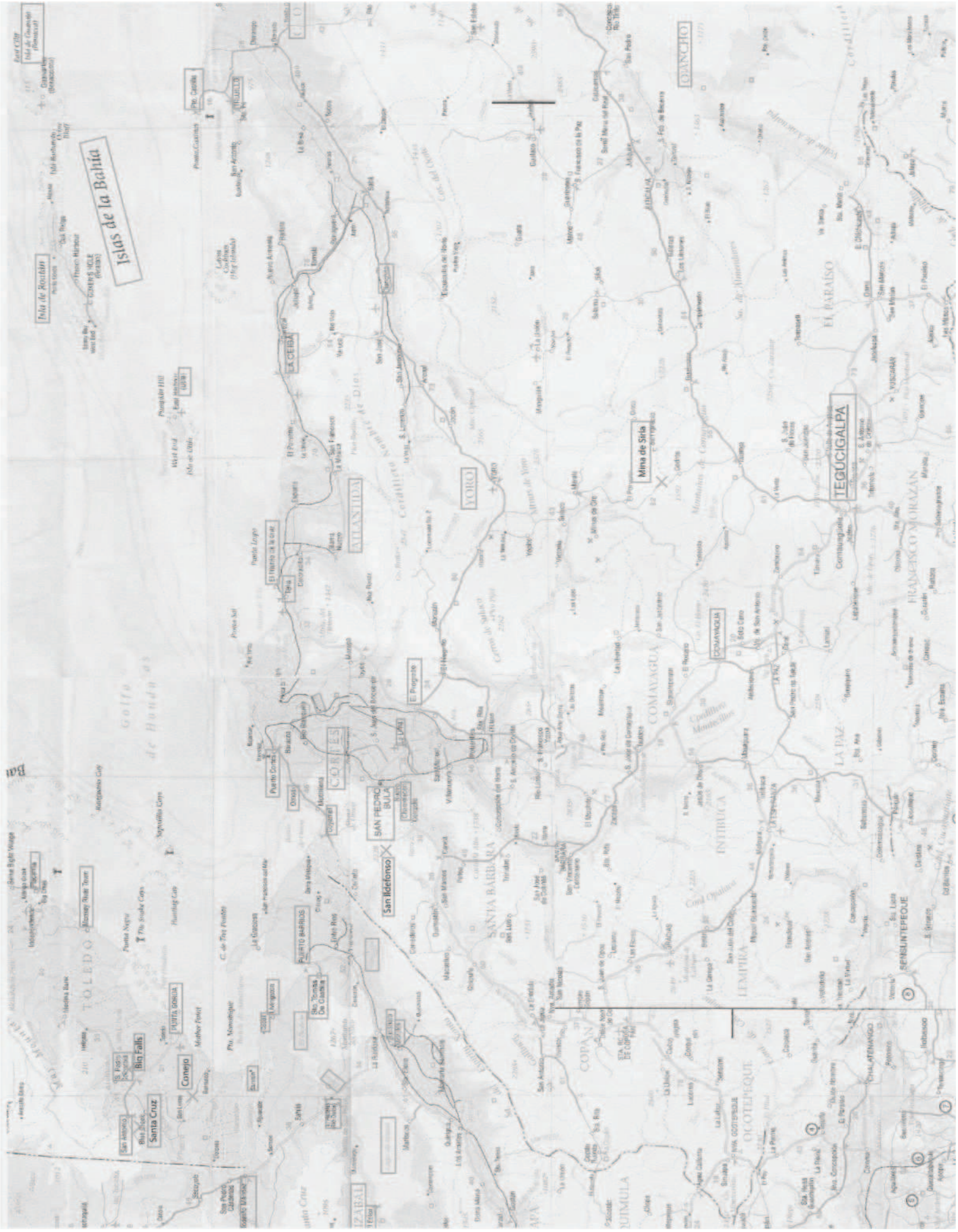


YUCATÁN
QUINTANA ROO
CANCÚN
MÉRIDA
Progreso
Valladolid
Tizimín
Izamal
Chemax
Tulum
Playa del Carmen
San Miguel de Cozumel
Felipe Carrillo Puerto
José María Morelos
Hopelchén
Peto
Ticul
Motul

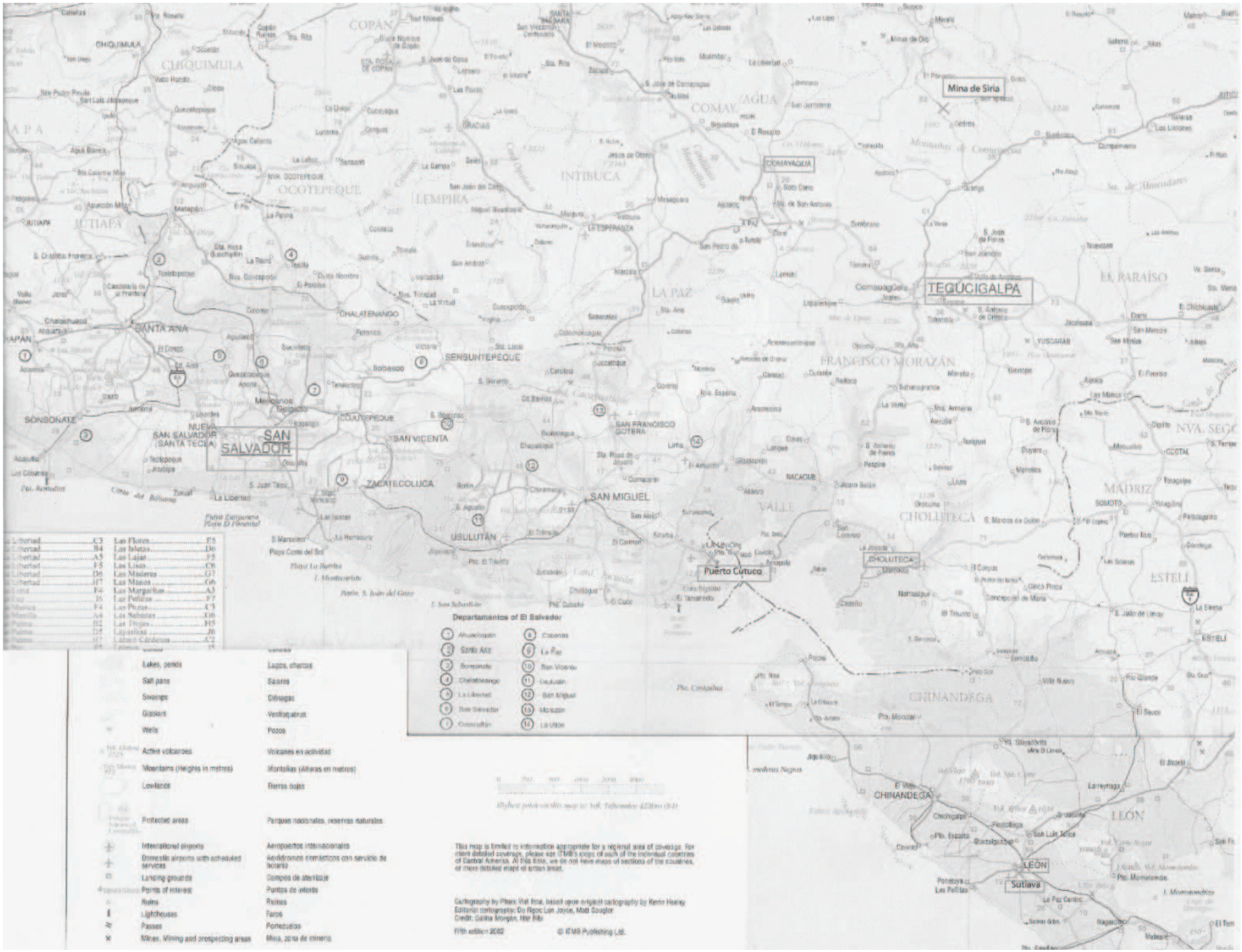
YUCATAN
QUINTANA ROO
CAMPECHE
COROZAL
BELIZE
CAMPECHE
Champotón
Seyba Playa
Hopelchén
Francisco Escárcega
Chetumal
Corozal
Orange Walk
Felipe Carrillo Puerto
Jose María Morelos
Tekax
Oxkutzcab
Tizucacab
Tinosucol
Tulum
Bahía de Chetumal
Reserva de la Biosfera Cefakmol
Corozal Bay
Boca Bacalar Chico
91°
20°

Península
de Yucatan
CAMPECHE
QUINTANA ROO
PETEN
ALTA
ORANGE WALK
CAYO STANN CREEK
TOLEDO
BELIZE
COROZAL
Barrier
Reef


CIUDAD DE GUATEMALA
ALTA VERAPAZ
BAJA VERAPAZ
HUEHUETENANGO
QUICHÉ
CHIMALTENANGO
EL PROGRESO
ZACAPA
CHIQUIMULA
JALAPA
JUTIAPA
SANTA ROSA
ESCUINTLA
COPAN
OCOTEPEQUE
CHALATENANGO
SANTA ANA
AHUACHAPAN
SONSONATE

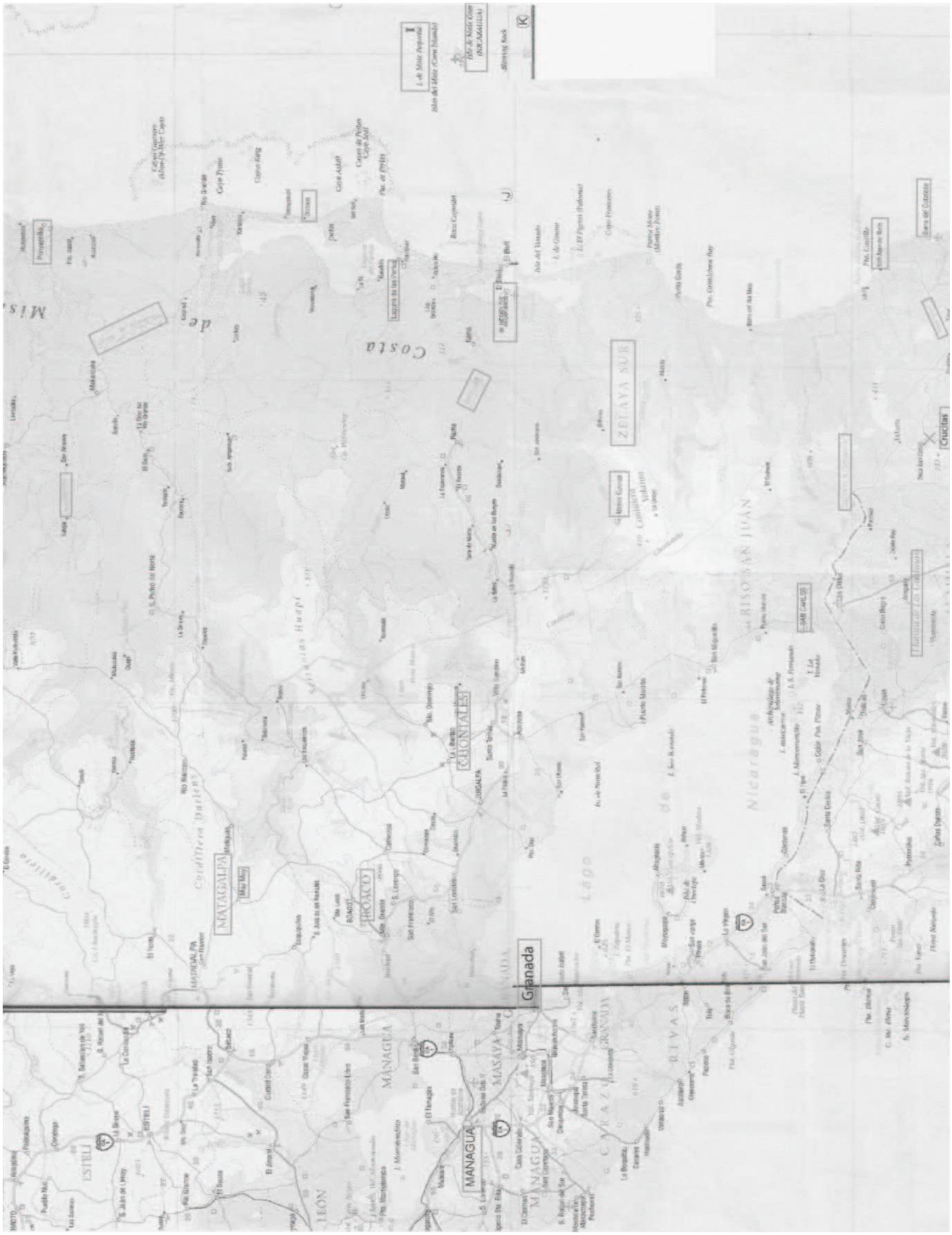


Islas de la Bahía
Mina de Siria
San Ildefonso
SAN PEDRO SULA
TEGUCIGALPA
COMAYAGUA
YORO
ATLANTIDA
CORTES
SANTA BARBARA
LA PAZ
EL PARAISO
OLANCHO
FRANCISCO MORAZAN
COPAN
LEMPIRA
INTIBUCA
OCOTEPEQUE
TOLEDO

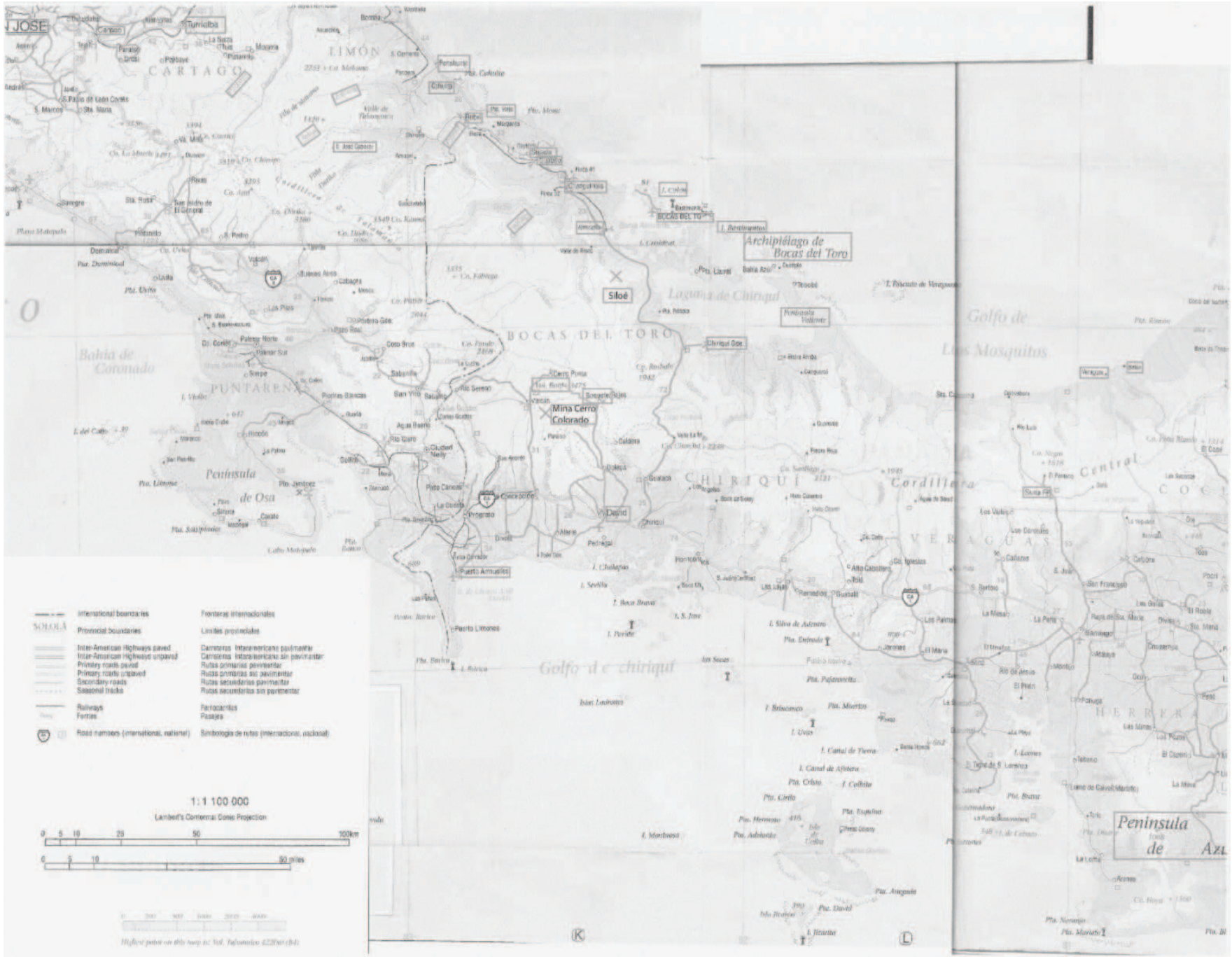


Mina de Siria
TEGUCIGALPA
COMAYAGUA
SAN SALVADOR
SAN MIGUEL
Puerto Cutuco
LEÓN
Sutiava
CHINANDEGA
CHOLUTECA
SANTA ANA
SONSONATE
SAN VICENTA
ZACATECOLUCA
USULUTÁN
SENSUNTEPEQUE
CHALATENANGO
COJUTEPEQUE
NUEVA SAN SALVADOR (SANTA TECLA)
CHIQUIMULA
COPÁN
OCOTEPEQUE
LEMPIRA
INTIBUCA
LA PAZ
FRANCISCO MORAZÁN
EL PARAÍSO
MADRIZ
ESTELÍ
LEÓN
Departamentos of El Salvador
Lakes, ponds
Salt pans
Swamps
Glaciers
Wells
Active volcanoes
Mountains (Heights in metres)
Lowlands
Protected areas
International airports
Domestic airports with scheduled services
Landing grounds
Points of interest
Ruins
Lighthouses
Passes
Mines, Mining and prospecting areas
Lagos, charcas
Salares
Ciénagas
Ventisqueros
Pozos
Volcanes en actividad
Montañas (Alturas en metros)
Tierras bajas
Parques nacionales, reservas naturales
Aeropuertos internacionales
Aeródromos domésticos con servicio de horario
Campos de aterrizaje
Puntos de interés
Ruinas
Faros
Portezuelos
Mina, zona de minería
This map is limited to information appropriate for a regional area of coverage. For more detailed coverage, please see ITMB's maps of each of the individual countries of Central America. At this time, we do not have maps of sections of the countries, or more detailed maps of urban areas.
Cartography by Pham Viet Hoa, based upon original cartography by Kevin Healey
Editorial cartography: Do Ngoc Lan Joyce, Matt Coughlin
Credit: Galina Morgan, Nat Bibi
Fifth edition 2002
© ITMB Publishing Ltd.

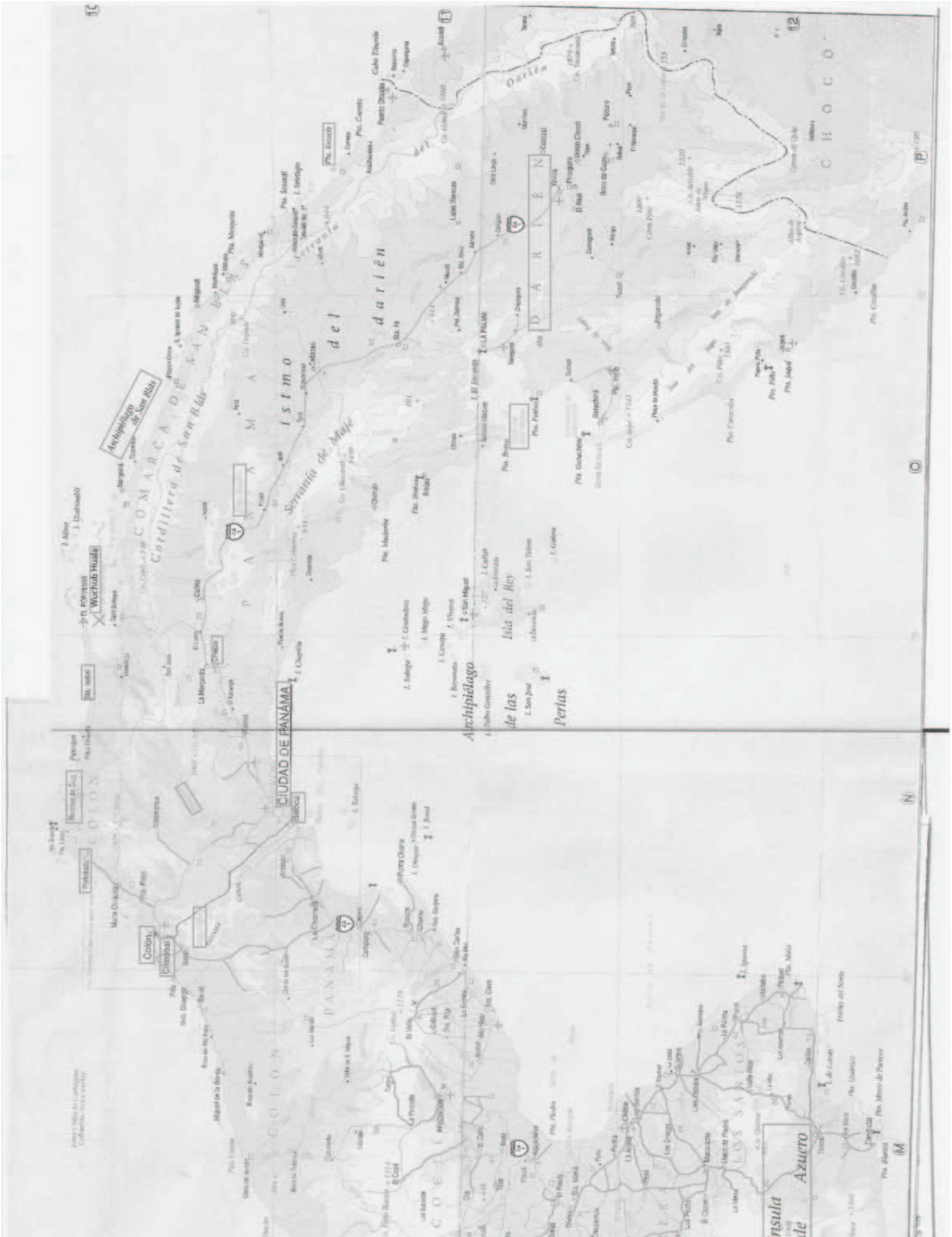
GRACIAS A DIOS
COLÓN
OLANCHO
ZELAYA NORTE
Miskitos
EL PARAÍSO
NVA. SEGOVIA
MADRIZ
JINOTEGA
PUERTO LEMPIRA
PUERTO CABEZAS


Granada
MANAGUA
MATAGALPA
CHONTALES
ZELAYA SUR
RIVAS
Lago de Nicaragua
Costa de Mis
Cordillera Darien
Cordillera Huapi
Crucitas

Nicaragua
Golfo de Papagayo
Peninsula de Nicoya
GUANACASTE
PUNTARENAS
ALAJUELA
HEREDIA
LIMON
CARTAGO
SAN JOSE
BOCAS
Pacífico
Bahía de Coronado
Peninsula
Llanura de Los Guatusos
Llanura de San Carlos
Puntarenas
Caldera
Alajuela
Heredia
Cartago
Turrialba
Puerto Limón
Crucitas
Barra del Colorado
Puerto Viejo de Sarapiquí
Ciudad Quesada (San Carlos)
Los Chiles
SAN CARLOS
Mina Colon
International boundaries
Provincial boundaries
Inter-American Highways paved
Inter-American Highways unpaved
Primary roads paved
Primary roads unpaved
Secondary roads
Seasonal tracks
Railways
Ferries
Road numbers (international, national)
Fronteras internacionales
Límites provinciales
Carreteras Interamericana pavimentar
Carreteras Interamericana sin pavimentar
Rutas primarias pavimentar
Rutas primarias sin pavimentar
Rutas secundarias pavimentar
Rutas secundarias sin pavimentar
Ferrocarriles
Pasajes
Simbología de rutas (internacional, nacional)
1: 1 100 000
Lambert's Conformal Conic Projection
0 5 10 25 50 100km
0 5 10 50 miles



CARTAGO
LIMON
BOCAS DEL TORO
PUNTARENAS
CHIRIQUI
VERAGUAS
HERRERA
Bahía de Coronado
Península de Osa
Golfo de chiriquí
Golfo de Los Mosquitos
Archipiélago de Bocas del Toro
Laguna de Chiriquí
Cordillera Central
Siloé
Mina Cerro Colorado
Puerto Armuelles
Puerto Limones
David
Concepción
Progreso
Península de Azuero
International boundaries
Fronteras internacionales
Provincial boundaries
Límites provinciales
Inter-American Highways paved
Inter-American Highways unpaved
Primary roads paved
Primary roads unpaved
Secondary roads
Seasonal tracks
Railways
Ferries
Road numbers (international, national)
Carreteras Interamericanas pavimentar
Carreteras Interamericanas sin pavimentar
Rutas primarias pavimentar
Rutas primarias sin pavimentar
Rutas secundarias pavimentar
Rutas secundarias sin pavimentar
Ferrocarriles
Pasajes
Simbología de rutas (internacional, nacional)
1:1 100 000
Lambert's Conformal Conic Projection
0 5 10 25 50 100km
0 5 10 50 miles



CIUDAD DE PANAMÁ
Wuchub Huala
Archipiélago de San Blas
COMARCA DE SAN BLAS
Cordillera de San Blas
Serranía de Majé
istmo del darién
Archipiélago de las Perlas
Isla del Rey
D A R I É N
C H O C Ó
Colón
Azuero

ANNEXE 2 :

L'Amérique centrale : premières représentations cartographiques

Carte L : VESPUCCI, Juan,
Le Nouveau Monde (détail),
Séville, 1526,
in NEBENZAHL, Kenneth,
Atlas de Christophe Colomb
et des Grandes découvertes,
Bordas, 1991, 175 p. ; p.93

Carte M : VERRAZANO, Geraloma da, *Carte du monde (détail),* 1529, in NEBENZAHL, op.cit.; p.97

Carte N :
CABOT, Sebastien,
Mappemonde (détail),
Anvers, 1544,
in NEBENZAHL,
op.cit. ; p.113

Carte O :
MUNSTER, Sébastien,
Les nouvelles îles (détail), **Bâle, 1546,**
in NEBENZAHL, op.cit.; p.107

Carte P :
ORTELIUS,
Abraham,
Mappemonde (détail),
Anvers, 1564,
in NEBENZAHL,
op.cit.; pp. 130-131

Carte Q :
MERCATOR, Gerald,
***L'Amérique (détail),* 1569,**
in NEBENZAHL,
op.cit.; p. 135

Carte R :
BLAEU, Joan,
Yucatan, Convention Juridique de la Nouvelle Espagne, Partie Occidentale, et Guatemala, Convention Juridique,
1662,
in BLAEU, Joan, Atlas Maior, 1665, Taschen, Köln, 2005, 593 p. ; p.550

Carte S :
BLAEU, Joan,
***Tierra firme (détail),* 1662,**
in BLAEU, Joan,
Atlas Maior, 1665, Taschen,
Köln, 2005, 593 p. ; p.551

ANNEXE 3 :
Sociétés et économies en Amérique centrale

Tableau A : Les flux d'IDE en Amérique centrale (1995-2007)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Investissement direct à l'étranger total, en millions de dollars courants												
Amérique centrale	823	1101	2150	3885	2391	2083	1809	1912	2401	3268	3683	5720	7058
Costa Rica	336.9	426.9	406.9	611.7	619.5	408.6	460.4	659.4	575.1	793.8	861	1469.1	1896.1
Salvador	….	….	59	1103.7	215.8	173.4	279	470.2	141.7	363.2	511.1	124.6	1463
Guatemala	75.3	76.8	84.5	672.8	154.6	229.8	148.5	205.3	263.3	296	508.3	591.6	723.5
Honduras	69.4	90	127.7	99	237.3	381.7	304.2	275.2	402.8	546.7	599.8	674.2	815.9
Nicaragua	75.4	97	172.1	194.7	300	266.5	150.2	203.9	201.3	250	241.1	286.8	335.3
Panamá	266.7	410.4	1300.2	1203.1	864.4	623.9	467.1	98.6	817.5	1019.1	962.1	2574.2	1825.1
	Pourcentage de participation par pays												
Amérique centrale	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Costa Rica	40.9	38.8	18.9	15.7	25.9	19.6	25.4	34.5	23.9	24.3	23.4	25.7	26.9
Salvador	….	….	2.7	28.4	9	8.3	15.4	24.6	5.9	11.1	13.9	2.2	20.7
Guatemala	9.1	7	3.9	17.3	6.5	11	8.2	10.7	11	9.1	13.8	10.3	10.2
Honduras	8.4	8.2	5.9	2.5	9.9	18.3	16.8	14.4	16.8	16.7	16.3	11.8	11.6
Nicaragua	9.2	8.8	8	5	12.5	12.8	8.3	10.7	8.4	7.6	6.5	5	4.8
Panamá	32.4	37.3	60.5	31	36.1	29.9	25.8	5.2	34	31.2	26.1	45	25.9

Source : CEPAL, 2007

Tableau B : Répartition des Zones franches d'exportation (ZFE) en 2003, par région

Région	**Nombre ou type de ZFE**	**Nombre d'emploi**	**Note**
Afrique	103	1 500 000	Egypte, Maroc, Tunisie, Nigeria, Afrique du Sud
Océan indien	Entreprises franches	189 412	…
Moyen-Orient	51	1 070 275	(1/2 aux Emirats Arabes Unis)
Asie	Inchiffrable (trop de types différents)	53 089 262	La Chine compterait 40 millions d'emplois…
Amérique centrale	75 en Amérique centrale (inchiffrable au Mexique)	4 988 459	Le Mexique compterait pour 4 312 125 emplois…
Amérique du Sud	43	456 175	
Caraïbes	Inchiffrable	542 163	Dont 154 000 pour Rep. Dom et 340 000 pour Porto Rico
Europe centrale et orientale	Inchiffrable	1 131 462	…
Océanie	105	145 300	…
Europe	Inchiffrable (statuts divers)	45 472	Les 2/3 sont en Turquie
Total	Inchiffrable	63 118 236	Les 2/3 sont en Chine

Source : Jean Pierre Singa Boyenge, BIT, 2003

Tableau C : Les zones franches et les maquiladoras en Amérique centrale en 2003

Pays	Nombre et type de Zone franche	Nombre d'emplois	Pourcentage d'emploi féminin
Belize	1 (Zone libre de Santa Elena, Corozal)	1 200	…
Costa Rica	12 ZFE + 127 « entreprises de perfectionnement »	34 000	…
Savador	16 ZFE + 2 Zones franches industrielles	76 134	85 %
Honduras	26 ZFE	135 000	75 %
Guatemala	16 ZFE	72 000	70 %
Mexique	18 maquiladoras + entreprises aux statuts spécifiques	3 100 000 directs + 1 212 125 indirects	60 %
Nicaragua	Las Mercedes (30 parcs industriels)	340 000	90 %
Panamá	1 (Zone de libre-échange du Canal)	18 000	70 %
TOTAL	Inchiffrable	4 988 459	…

Source : Jean Pierre Singa Boyenge, BIT, 2003

Tableau D : Montant et part des exportations des maquiladoras et des zones franches en Amérique centrale (2000-2007)

	2000	*2001*	*2002*	*2003*	*2004*	*2005*	*2006*	*2007*
Montant des exportations des maquiladoras et des zones franches en millions de dollars courants								
Costa Rica	3355.2	2713.2	2984.7	3635	3621.1	4072.3	4732.1	5497.8
Salvador	1609	2650.3	1757.5	1873	1923.1	1821.3	2777.4	1802.2
Guatemala	….	….	1886.2	2046.9	2372.6	2354.8	2601.2	2699.6
Honduras	2037.8	2247.7	2494.5	2389.9	2888.1	3149.8	3228.4	3313.5
Nicaragua	230.7	296.3	347	433.7	595.7	773.7	966.2	1086.2
Panamá	4791.1	4913.6	4344.6	4080.4	4932.4	6308.9	7012.6	7695.4
Part des exportations des maquiladoras et des zones franches par rapport aux exportations totales (%)								
Costa Rica	56.6	53.6	56.4	59.4	57.6	58.1	57.7	58.8
Salvador	54.7	57.6	58.7	59.9	58.2	53.3	46	45.3
Guatemala	….	….	45.3	45.9	47.1	43.8	43.3	39
Honduras	61.1	63	66.8	63.8	63.8	62.5	60.4	59.4
Nicaragua	26.4	33.5	38.3	41.5	44	47.2	47.9	47.5
Panamá	86	85.9	85.1	83.5	84.7	86.8	87.3	87.3

Source : CEPAL, 2007

Tableau E : Evolution de l'emploi dans les maquiladoras et les zones franches (2000-2007)

	2000	*2001*	*2002*	*2003*	*2004*	*2005*	*2006*	*2007*
Emploi dans les maquiladoras et les zones franches								
Costa Rica	26291	34085	35053	34303	35513	39810	43060	….
Salvador	82517	82220	84267	86655	86626	80963	79868	90000
Guatemala	….	….	….	….	….	128465	144362	….
Honduras	106530	94416	105556	114237	129947	125224	130145	134007
Nicaragua	37000	37000	45771	60226	66040	75008	80515	87500
Panamá	….	….	….	….	….	….	….	….
Salaire moyen mensuel en dollars								
Costa Rica	371.1	399	582.6	478.9	534.3	554.7	610.4	….
Salvador	144	144	144	151.2	151.2	151.2	167.5	176.1
Guatemala	….	….	119.1	133.7	154.8	162.4	179.4	184.5
Honduras	236.8	268.8	273.8	285.1	291.9	316.2	….	….
Nicaragua	74.3	66.6	67.4	68.7	70.9	77.5	94.9	94.2
Panamá	516.8	536.3	426.2	532.3	535.3	537.3	563.9	….

Source : CEPAL, 2007

Carte T : Les infrastructures routières du Plan Puebla Panamá (Proyeto Mesoamérica)

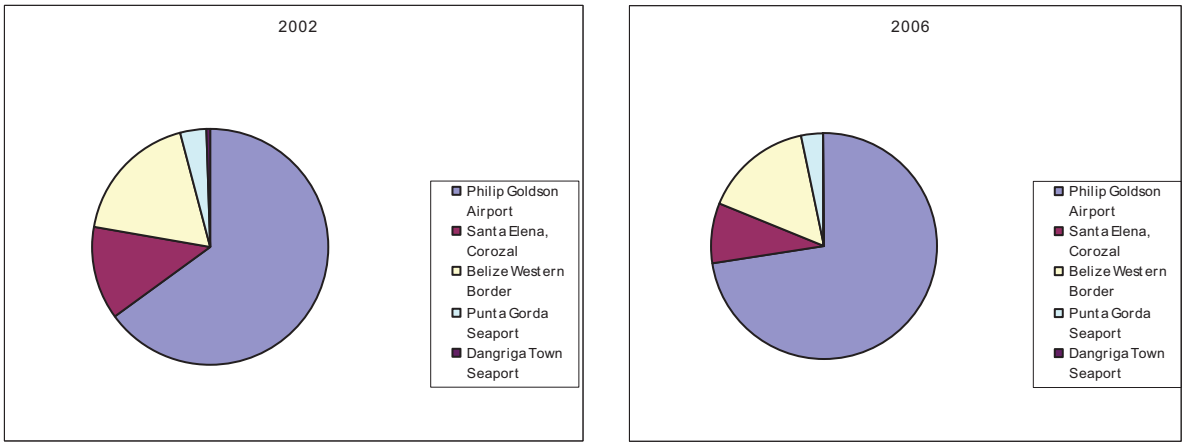
Source : Page d'accueil du site Proyecto Mesoamérica, 19/9/2010
[http://www.cca.ipn.mx/mesoamerica/mesoamerica.html]

Tableau F : Le tourisme à Cancún (1975-2005)

Année	Nombre d'hôtels	Taux d'occupation (%)	Total visiteurs (milliers)	Taux d'étrangers (%)	Arrivées de passagers aériens (milliers)	Taux d'arrivée par charters (%)
1975	15	61	99.5	27.4	48.1	0
1976	22	60.9	180.5	37.1	166	11.9
1977	30	68	265.2	44	248.8	19.5
1978	37	70	309.8	48.3	296.1	18.5
1979	41	77	395.8	50.5	338.6	13.7
1980	47	66	460	52.5	332.7	11.5
1981	54	64	540.8	51.2	407.7	6.5
1982	52	64	643.8	52.3	471.8	8.8
1983	52	81	764.6	67.6	655.3	18.3
1984	57	72	713.9	70	670.3	15.9
1985	59	72	729.1	68.9	722.3	15.5
1986	65	81	869.3	73.8	802.3	20.5
1987	86	83	960.6	79.2	1014.7	18.3
1988	95	56	838.2	78.4	856.7	22.2
1989	103	57	1153.9	74.3	1080.9	31.9
1990	110	68	1575.7	74.9	1529.3	36.2
1991	107	69	1912.1	74.9	1738.6	39.5
1992	106	75	2046	76.1	2067.3	42.7
1993	109	72	1979.2	75.4	2134.3	44.2
1994	113	69.1	1958.1	73.8	2198	***47.6***
1995	121	75.8	2154.6	77.3	2462.3	47
1996	122	77.8	2305.5	***79.5***	2589.2	44.4
1997	124	***81.1***	2640.2	79	2988.3	36.8
1998	133	76.3	2652	75.6	3128	39.8
1999	140	71.6	2818.3	73.5	3414	43.8
2000	142	73.8	3043.8	74.1	3825	44.8
2001	142	71.2	2988.4	72.5	3755	40.7
2002	140	66.1	2825.7	69.9	3819	33.1
2003	144	70.2	3056.7	68.4	4334	34.9
2004	***146***	76.8	***3367.5***	69.4	4935	30.9
2005	***146***	74.8	3072.1	67.3	***4981***	26.4

Source : FONATUR ; http://www.fonatur.gob.mx/estadisticas/historicos/historicos_cancun.pdf

Figure A : Lieux d'arrivée des touristes à Belize, en 2002 et 2006



Source : Department of Immigration and Nationality, Abstract of Statistics 2007

Tableau G : Le trafic de conteneurs en Amérique centrale et dans le bassin caraïbe

Rang en Amérique latine	Port	Pays	Total de conteneurs manipulés (2008)	Total de conteneurs manipulés (2009)	Variation 2008-2009
1	Santos	Brasil	2.677.839	2.255.862	-15,80%
2	**Colón (MIT, Evergreen, Panamá Port)**	**Panamá**	**2.468.520**	**2.210.720**	**-10,40%**
3	***Balboa***	***Panamá***	***2.167.977***	***2.011.778***	***-7,20%***
4	*Kingston*	*Jamaica*	*1.830.000*	*1.700.000*	*-7,10%*
5	*Freeport*	*Bahamas*	*1.698.000*	*1.680.000*	*-1,10%*
7	*Cartagena*	*Colombia*	*1.060.714*	*1.237.873*	*16,70%*
10	*Caucedo*	*República Dominicana*	*736.879*	*906.279*	*23,00%*
12	*Puerto Cabello*	*Venezuela*	*809.454*	*790.000*	*-2,40%*
13	**Puerto Limón-Moin**	**Costa Rica**	**835.143**	**748.029**	**-10,40%**
24	**Puerto Cortes**	**Honduras**	**572.382**	**484.184**	**-15,40%**
26	*Port of Spain*	*Trinidad y Tobago*	*385.000*	*...*	
27	*La Guaira*	*Venezuela*	*436.911*	*378.318*	*-13,40%*
29	**Santo Tomas de Castilla**	**Guatemala**	**322.519**	**329.946**	**2,30%**
30	*La Habana*	*Cuba*	*319.000*	*...*	
31	**Puerto Barrios**	**Guatemala**	**248.797**	**317.646**	**27,70%**
32	*Haina*	*República Dominicana*	*283.229*	*277.971*	*-1,90%*
36	***Puerto Quetzal***	***Guatemala***	***278.798***	***212.941***	***-23,60%***
41	*Point Lisas*	*Trinidad y Tobago*	*175.000*	*...*	
42	*Jarry*	*Guadalupe*	*170.729*	*142.692*	*-16,40%*
44	***Caldera***	***Costa Rica***	***169.827***	***127.658***	***-24,80%***
47	***Acajutla***	***El Salvador***	***156.323***	***115.165***	***-26,30%***
50	*Willemstad/ Curacao*	*Antillas Holandesas*	*102.082*	*97.913*	*-4,10%*
51	**Puerto Castilla**	**Honduras**	**97.420**	**87.572**	**-10,10%**
53	*Bridgetown*	*Barbados*	*87.255*	*82.832*	*-5,10%*
56	***Corinto***	***Nicaragua***	***58.879***	***55.742***	***-5,30%***
58	*Georgetown-Cayman*	*Cayman Island*	*57.770*	*51.198*	*-11,40%*
62	*Guanta*	*Venezuela*	*41.700*	*...*	
64	*Maracaibo*	*Venezuela*	*37.400*	*...*	
65	*Puerto Plata*	*República Dominicana*	*43.622*	*33.029*	*-24,30%*
66	**Belize city**	**Bélice**	**38.211**	**31.344**	**-18,00%**
67	*Castries*	*Santa Lucía*	*35.977*	*30.186*	*-16,10%*
69	*St John*	*Antigua and Barbuda*	*32.562*	*29.150*	*-10,50%*
72	*Santo Domingo (ITTS)*	*República Dominicana*	*46.041*	*23.799*	*-48,30%*
74	*Vieux Fort*	*Santa Lucía*	*34.225*	*21.756*	*-36,40%*
75	**Almirante**	**Panamá**	**9.846**	**20.696**	**110,20%**
79	*Boca Chica*	*República Dominicana*	*19.909*	*10.985*	*-44,80%*
80	*Manzanillo-DO*	*República Dominicana*	*8.190*	*10.880*	*32,80%*
91	**Arlen Siu/El Rama**	**Nicaragua**	**3.706**	**3.293**	**-11,10%**
94	**Chiriqui Grande Terminal**	**Panamá**	**5.582**	**1.532**	**-72,60%**
95	*La Romana*	*República Dominicana*	*601*	*...*	
96	**El Bluff**	**Nicaragua**	**445**	**436**	**-2,00%**

Les ports du littoral caraïbe de l'Amérique centrale sont en gras, ceux de son littoral pacifique en italique gras, ceux de la Mer des Caraïbes en italique.

Source : CEPAL, Containerized Port Throughputs 2009 - Latin American and Caribbean Countries, 2010

Tableau H : Visiteurs dans les parcs, réserves et sites mayas de Belize (2002-2006)

Parcs, réserves, sites mayas	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution (2002-2006)
Guanacaste National Park	2,445	2,288	2,306	N/D	1,564	-37%
Crooked Tree Wildlife Sanct.	1,440	1,299	2,359	N/D	2,180	+51%
Cockscomb Basin Wildlife Sanct.	6,343	10,062	9,194	N/D	4,163	-35%
Blue Hole National Park (Inland)	8,485	7,880	10,448	N/D	8,818	+3%
Half Moon Caye National Mon.	10,207	7,141	9,803	N/D	9,502	-7%
Total	**28,920**	**28,670**	**34,110**	**N/D**	**26,227**	**-10%**
Belize Zoo & Tropical Educ. Centre	69,461	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Mountain Pine Ridge	23,911	29,107	42,221	39,361	N/D	N/D
Community Baboon Sanctuary	6,567	9,452	16,892	12,849	10,153	+54%
Hol Chan Marine Reserve	55,701	74,375	87,136	73,619	54,625	-2%
Total	**155,640**	**112,934**	**146,249**	**125,829**	**64,778**	**N/D**
Altun Ha	58,175	96,861	112,113	94,274	74,726	+28%
Cahal Pech	13,089	15,492	18,558	17,860	19,780	+51%
Lamanai	19,524	25,085	30,455	32,843	32,157	+65%
Xunantunich	40,311	44,874	51,173	51,039	44,198	+10%
Caracol	6,151	8,652	12,117	16,769	12,717	+107%
Santa Rita	fermé	fermé	fermé	fermé	fermé	N/D
Nim Li Punit	2,231	3,469	3,258	3,253	4,333	+94%
Lubaantun	2,014	3,570	3,690	3,608	4,490	+123%
Cerros	502	494	1,993	2,091	3,380	+573%
El Pilar	1,309	1,005	1,254	566	684	-48%
Barton Creek	N/D	1,760	9,371	7,149	5,923	N/D
Tunichil	N/D	1,941	7,066	6,062	6,834	N/D
Total	**162,584**	**269,196**	**345,744**	**235,514**	**209,222**	**+29%**
TOTAL GENERAL	**347,144**	**410,800**	**526,103**	**361,343**	**300,227**	**-14%**

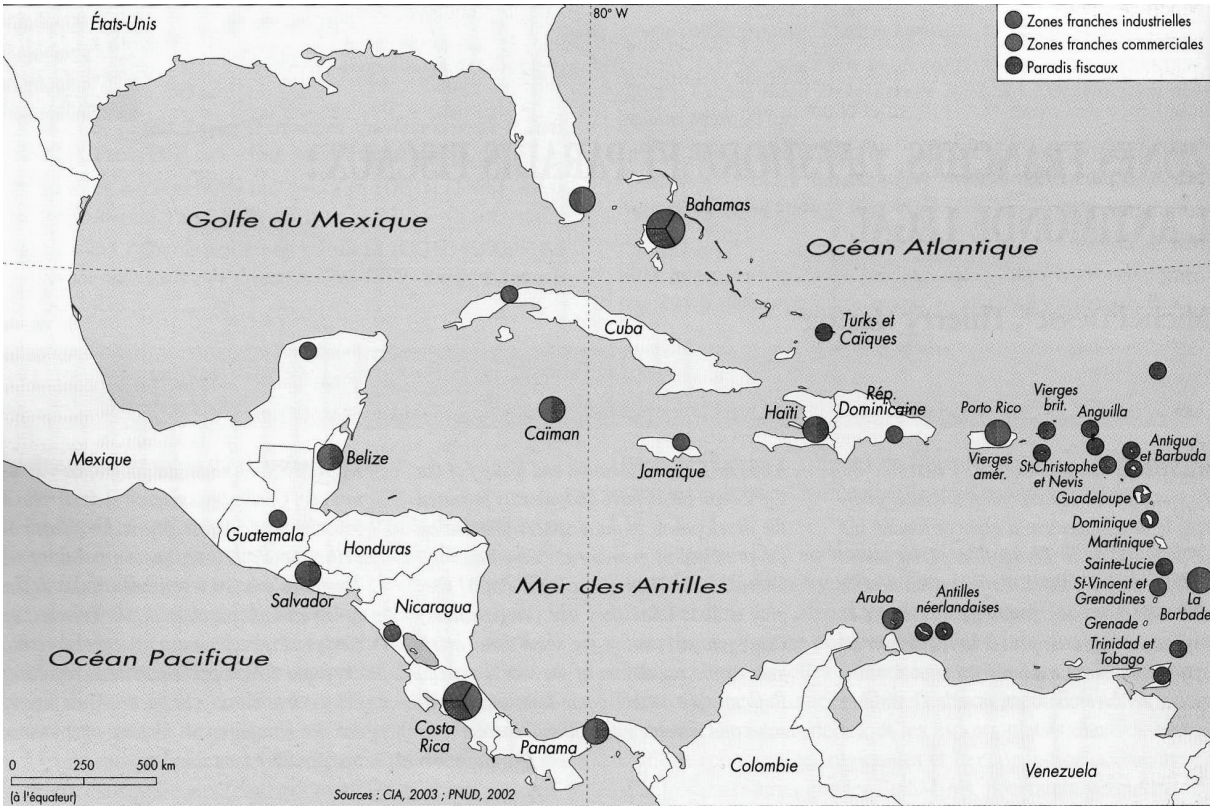
Source: Belize Audubon Society, Belize Zoo & Tropical Education Centre ,
Forestry Department, and Community Baboon Sanctuary, Archaeolgy Department

Tableau I : Les gangs et les **pandilleros** *en Amérique centrale, en 2006*

Pays	Gangs	Nombre de *pandilleros*
Honduras	112	36 000
Guatemala	432	14 000
Salvador	4	10 500
Nicaragua	268	4 500
Costa Rica	6	2 660
Panamá	94	1 385
Belize	2	100
Total	902	69 145

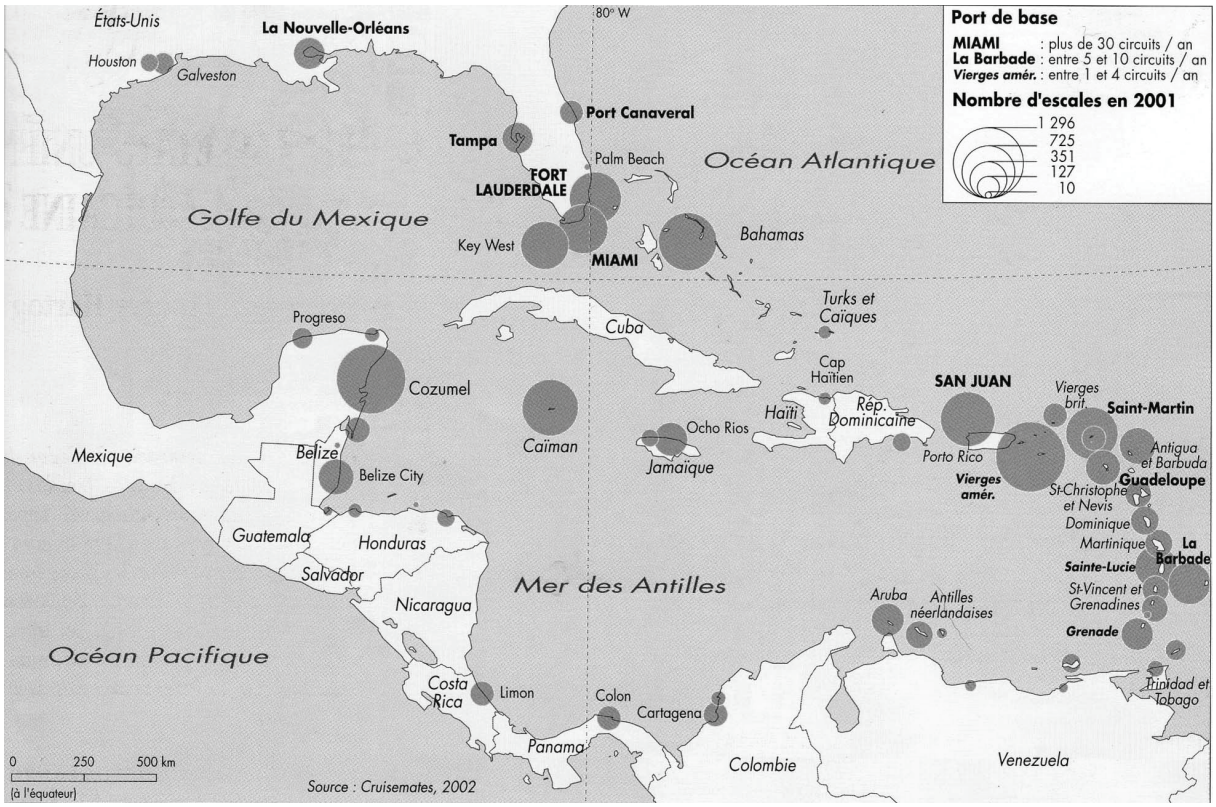
Source, PNUD, 2009

Carte U : L'Antimonde légal dans le bassin caraïbe



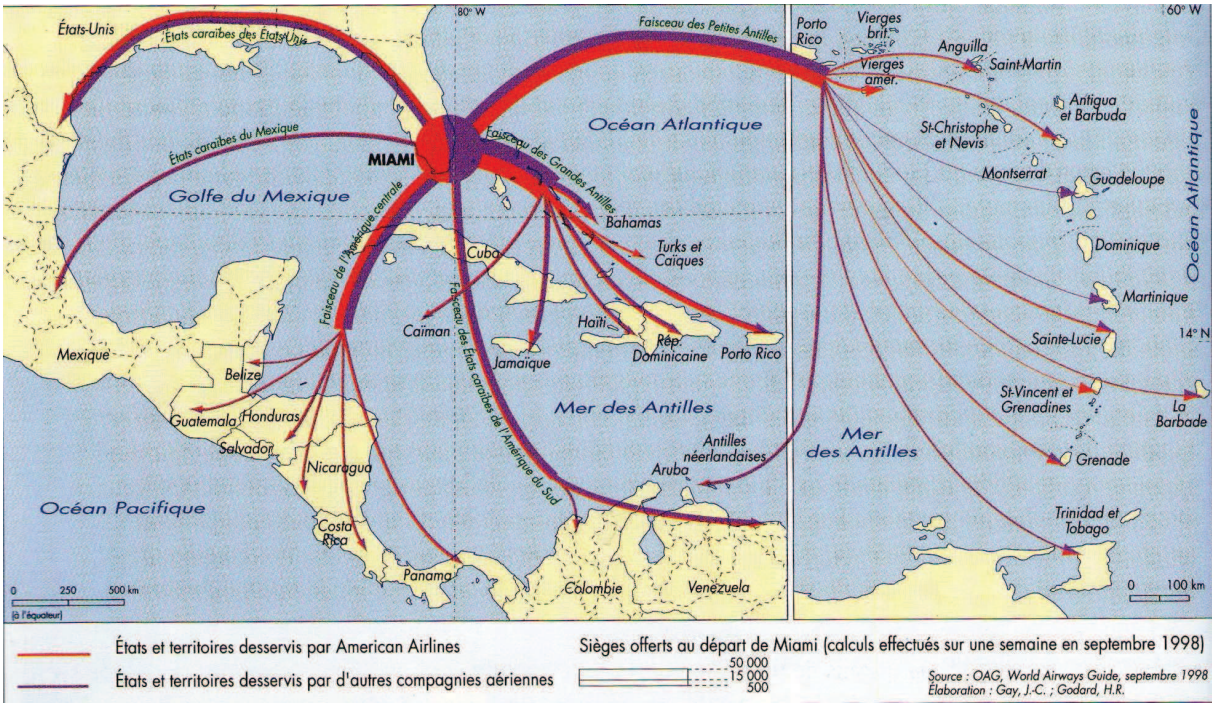
Source : Mappemonde, 2003

Carte V : Le tourisme de croisière dans le bassin caraïbe



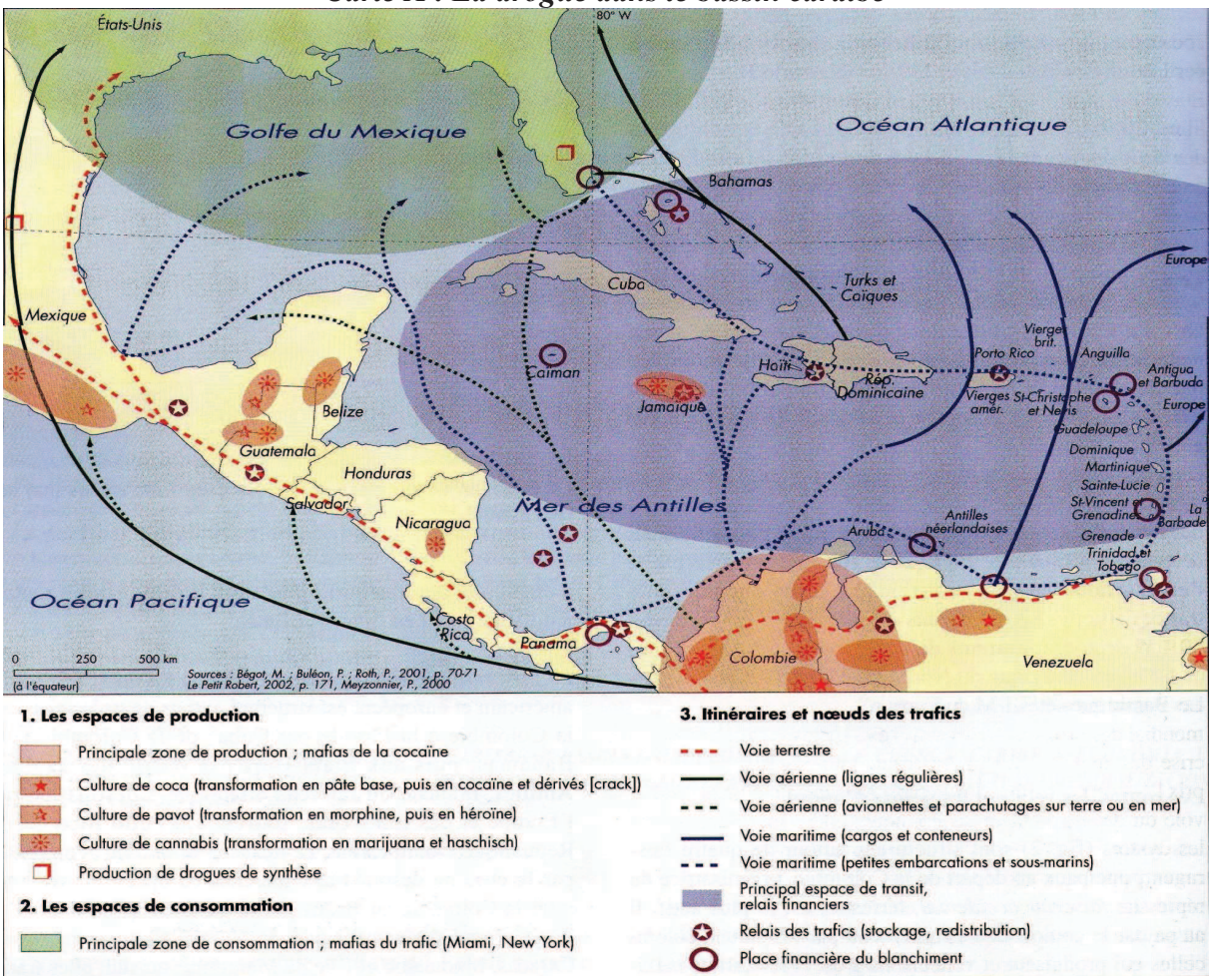
Source : Mappemonde, 2003

*Carte W : La domination d'*American Airlines *dans le trafic aérien caraïbe*



Source : Mappemonde, 2003

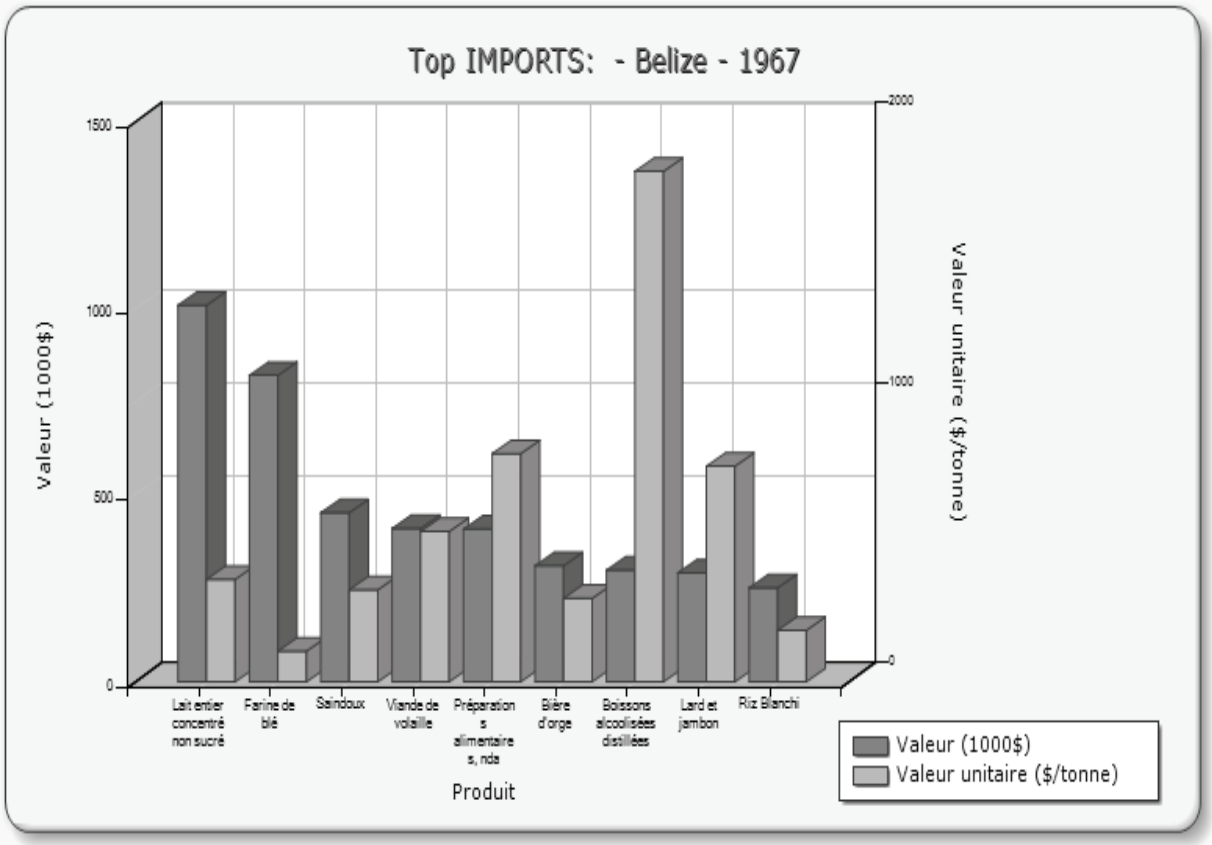
Carte X : La drogue dans le bassin caraïbe

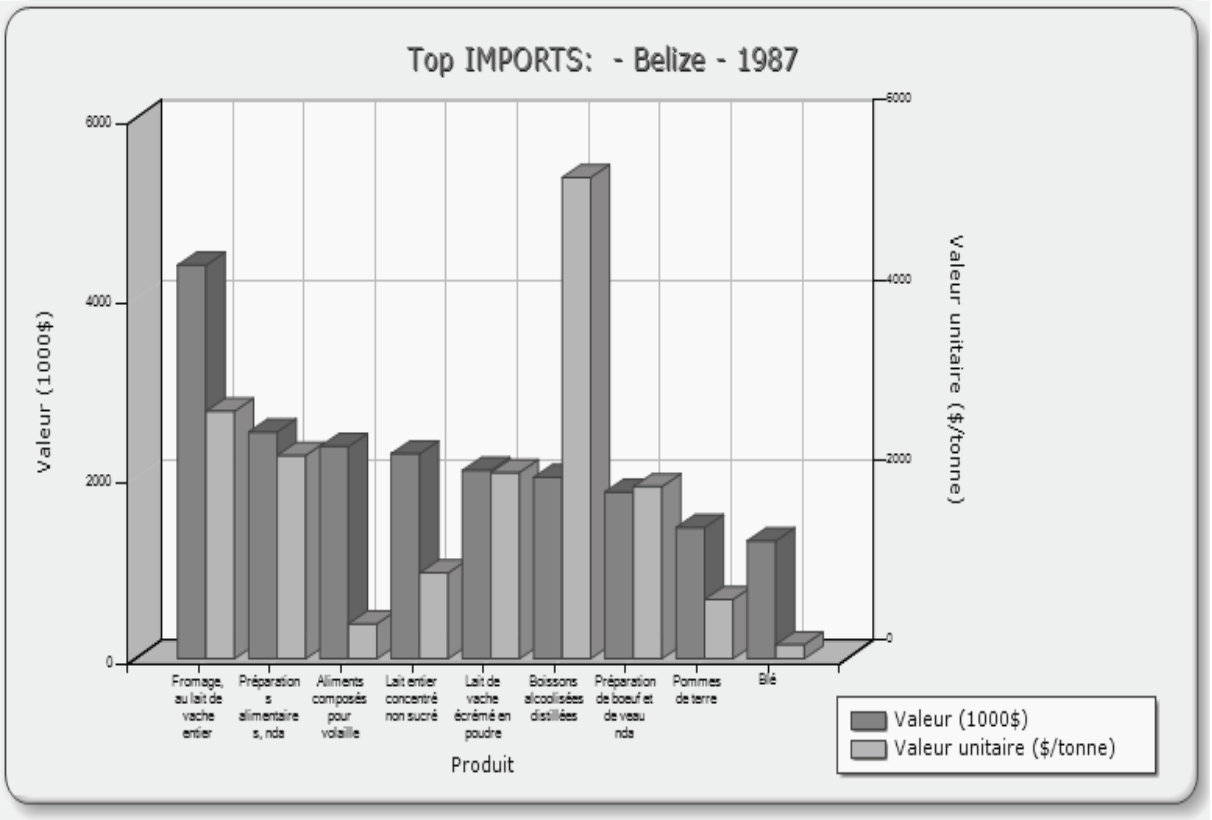


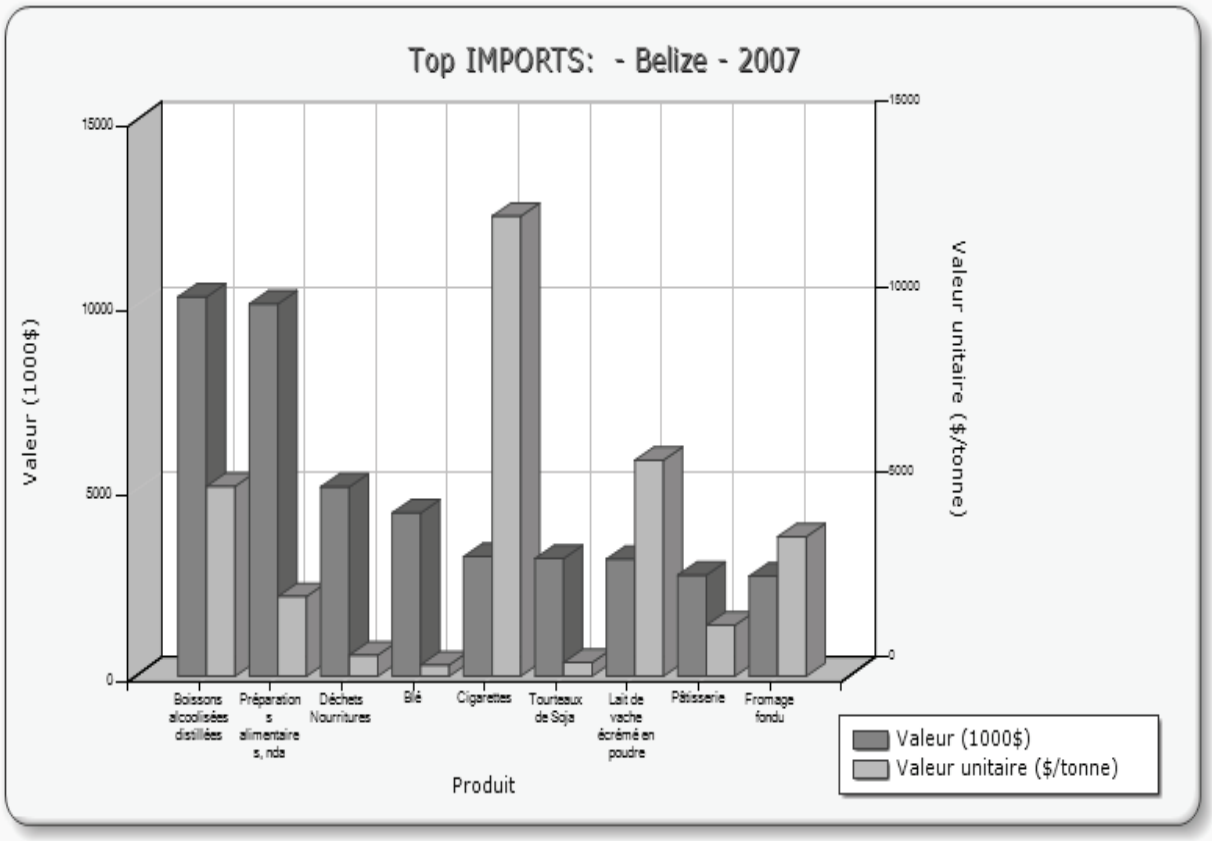
Source : Mappemonde, 2003

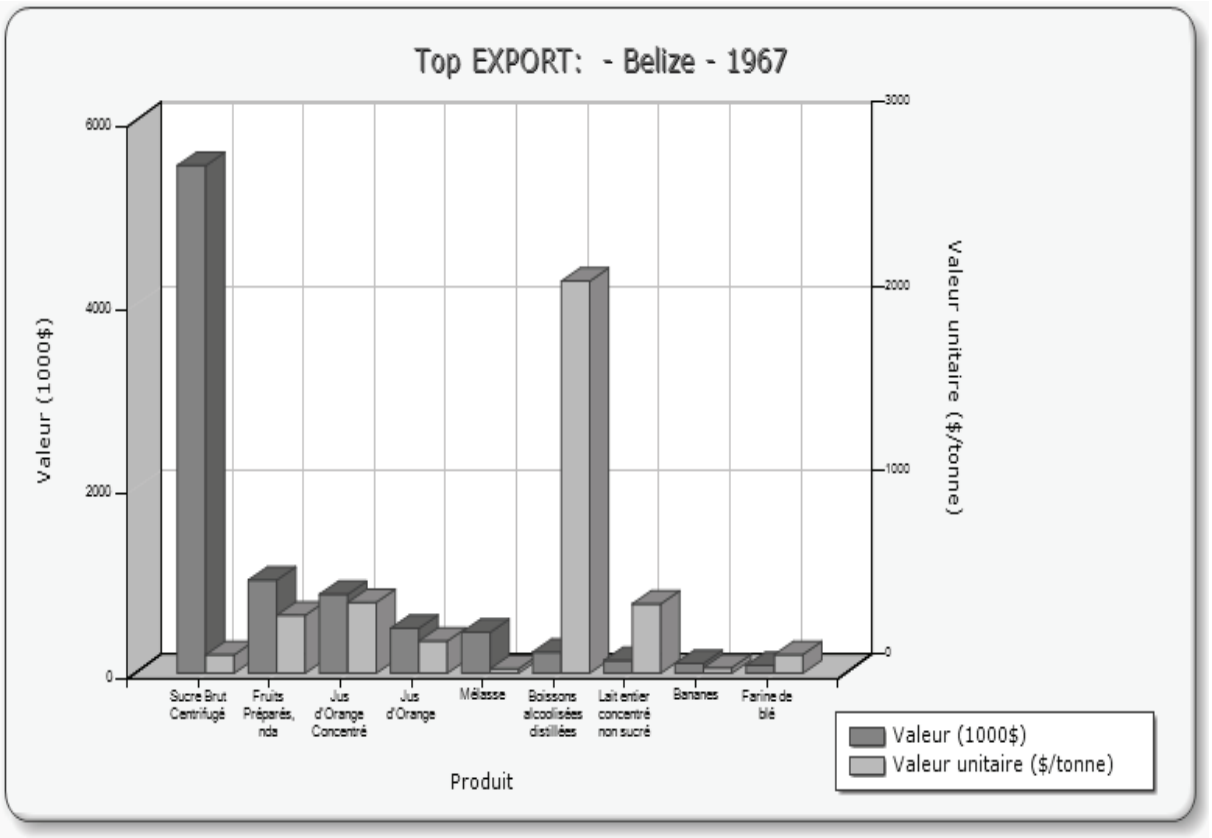
ANNEXE 4 :
Principales importations et exportations agricoles des pays centraméricains en 1967, 1987, et 2007 ; FAOSTAT, 2010

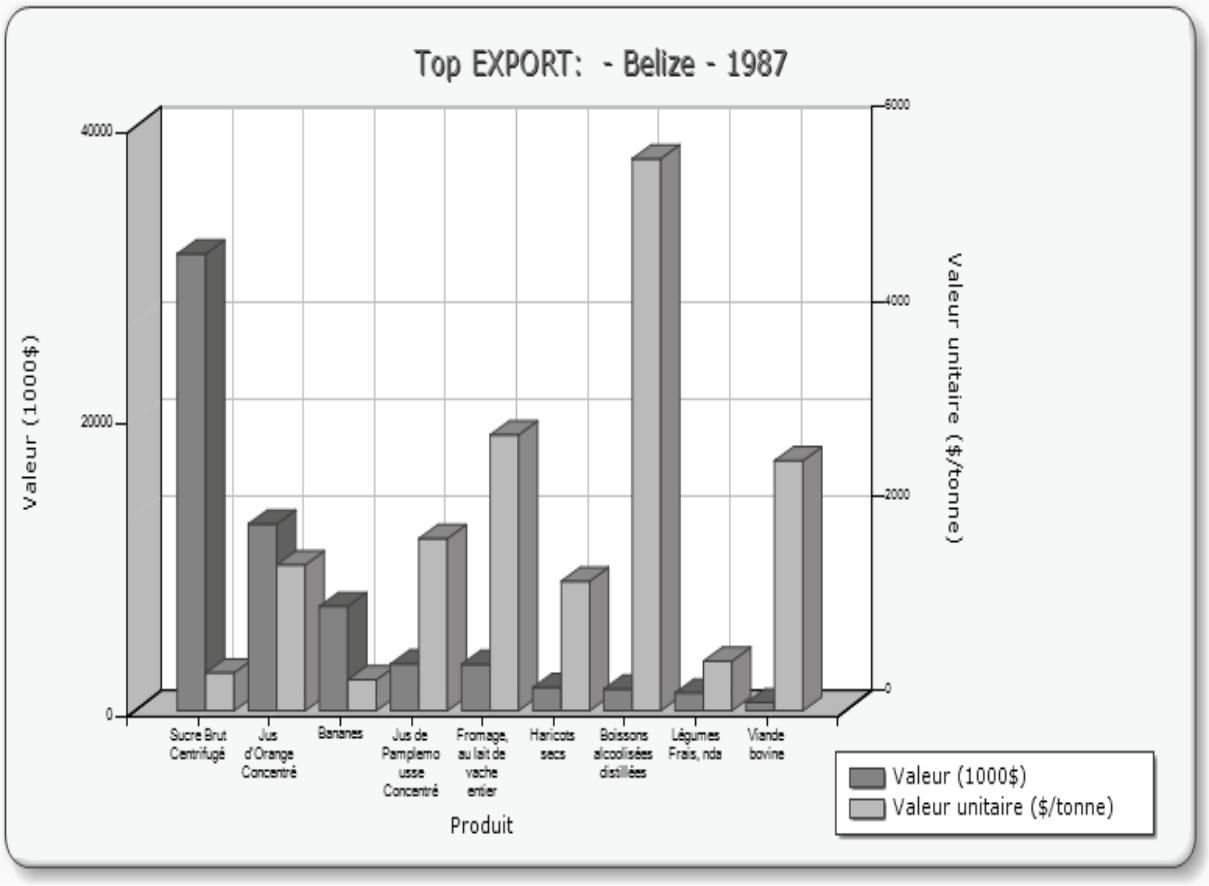
Figure B : BELIZE






Top IMPORTS: - Belize - 2007
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)
15000
10000
5000
0
Boissons alcoolisées distillées
Préparations alimentaires, nda
Déchets Nourritures
Blé
Cigarettes
Tourteaux de Soja
Lait de vache écrémé en poudre
Pâtisserie
Fromage fondu
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Belize - 1967
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)
6000
4000
2000
0
3000
2000
1000
0
Sucre Brut Centrifugé
Fruits Préparés, nda
Jus d'Orange Concentré
Jus d'Orange
Mélasse
Boissons alcoolisées distillées
Lait entier concentré non sucré
Bananes
Farine de blé
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Belize - 1987
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)
40000
20000
0
6000
4000
2000
0
Sucre Brut Centrifugé
Jus d'Orange Concentré
Bananes
Jus de Pamplemousse Concentré
Fromage, au lait de vache entier
Haricots secs
Boissons alcoolisées distillées
Légumes Frais, nda
Viande bovine
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)

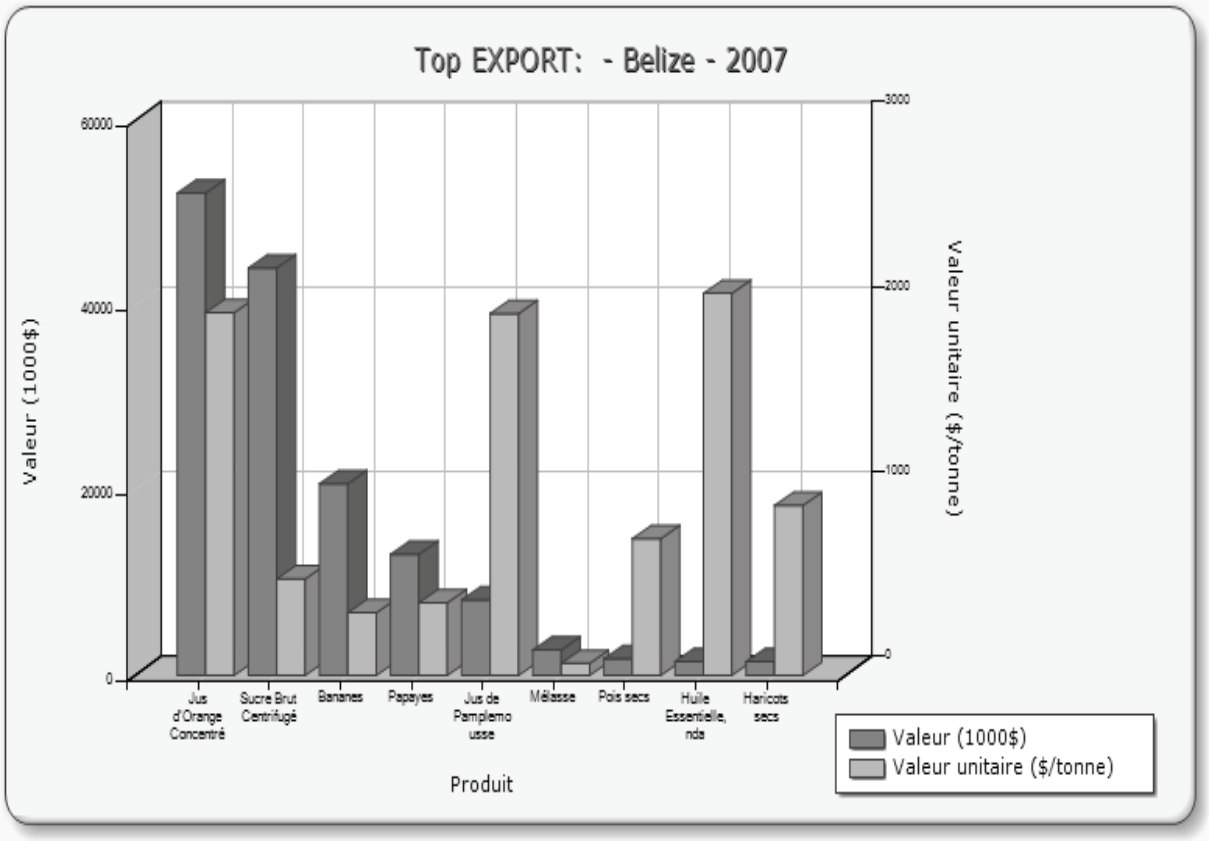
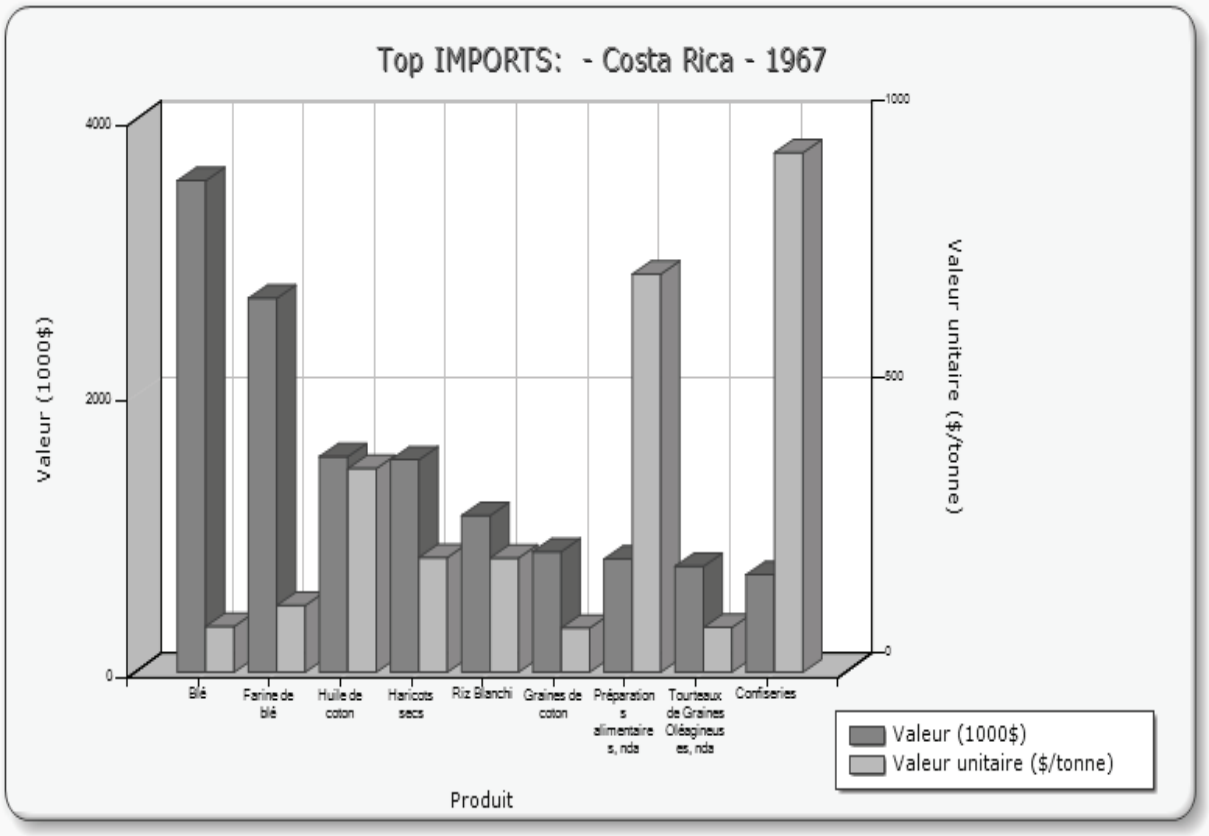
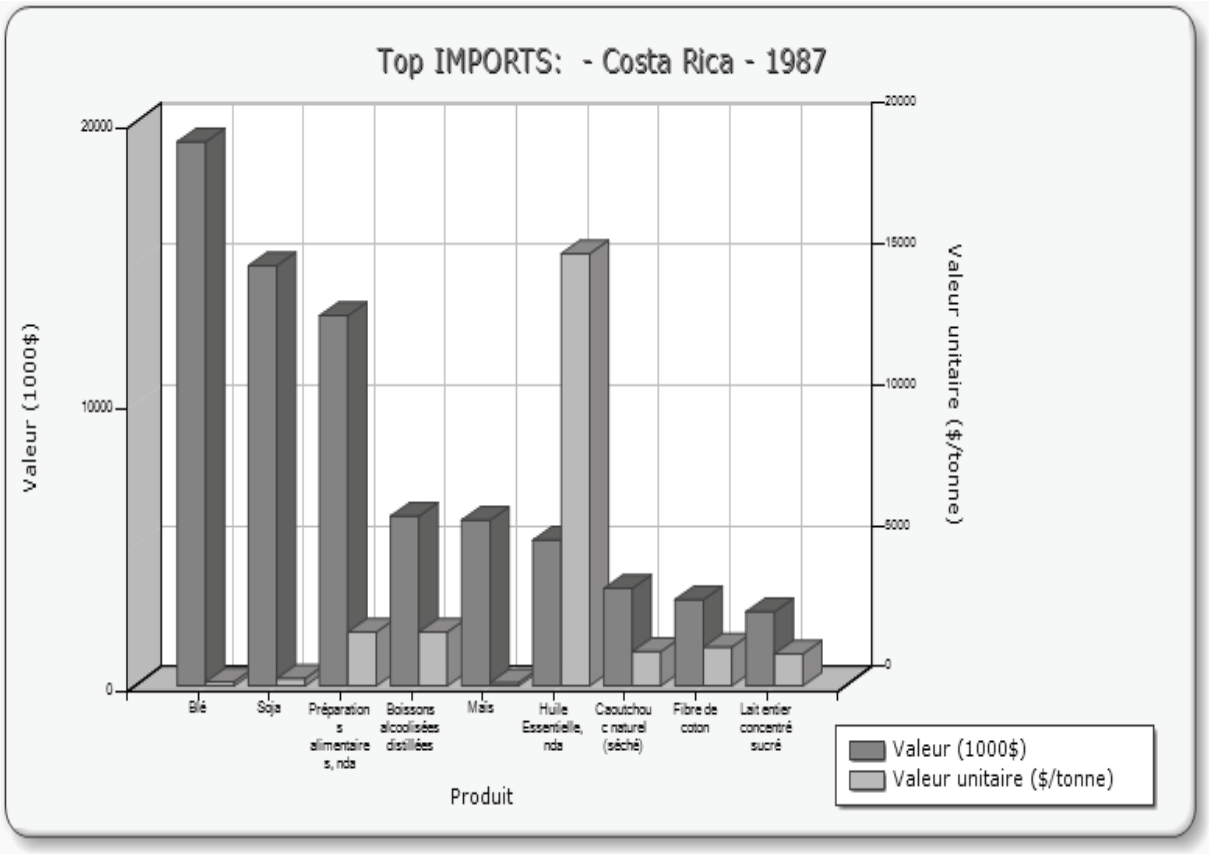
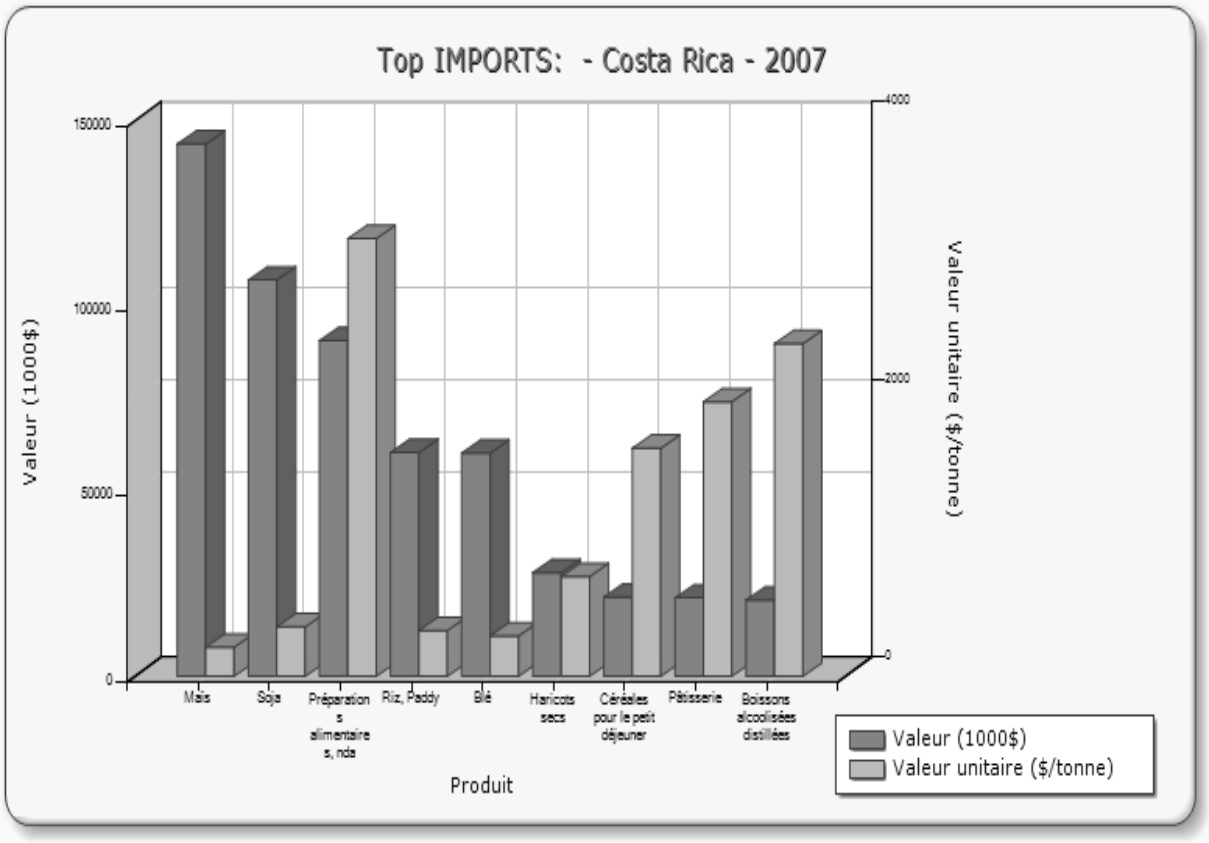
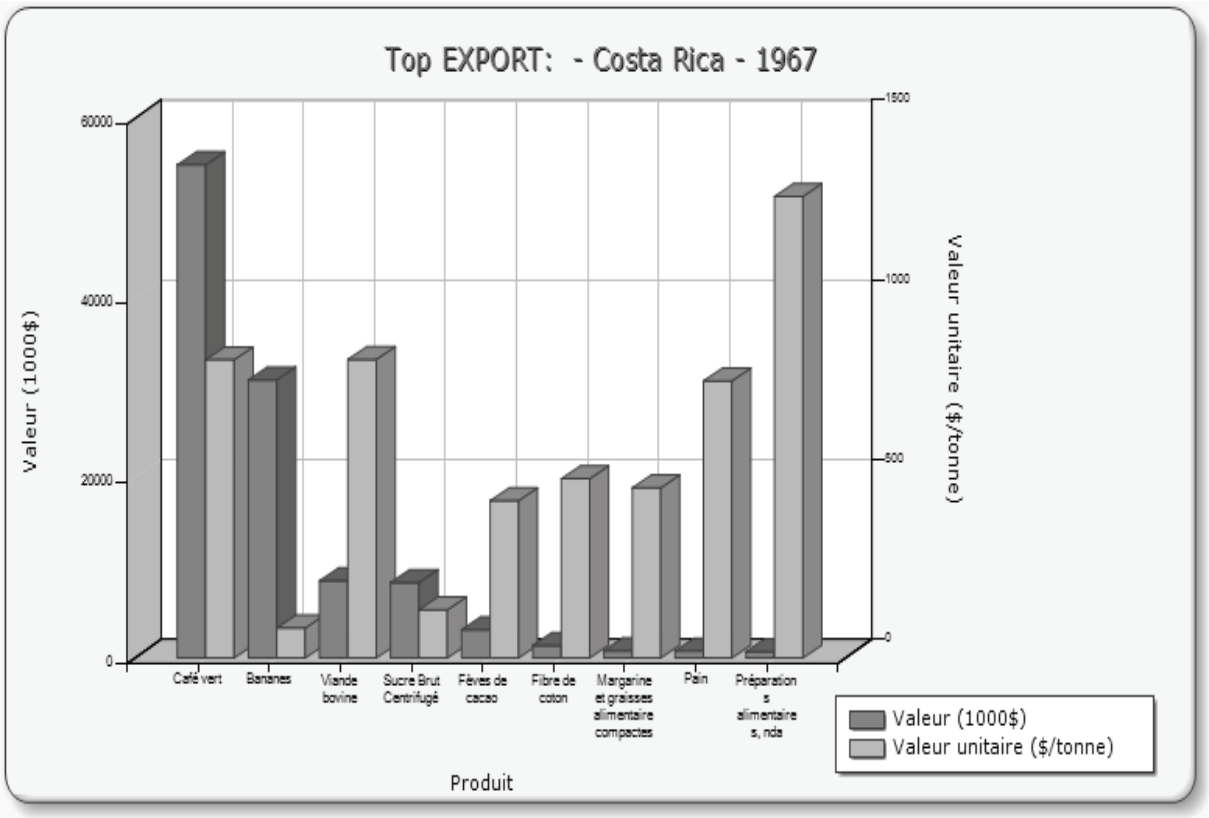

Top EXPORT: - Belize - 2007
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)
60000
40000
20000
0
3000
2000
1000
0
Jus d'Orange Concentré
Sucre Brut Centrifugé
Bananes
Papayes
Jus de Pamplemousse
Mélasse
Pois secs
Huile Essentielle, nda
Haricots secs
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)

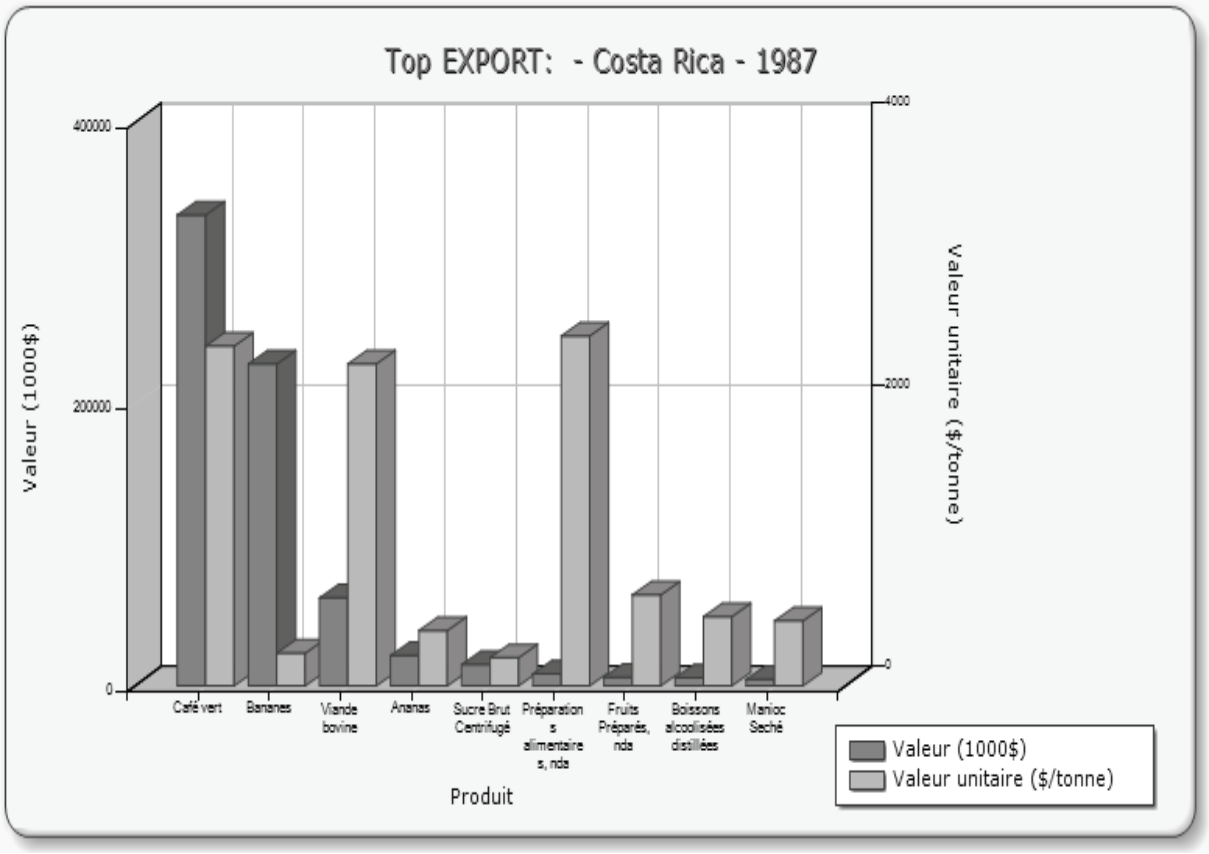
Figure C : COSTA RICA






Top IMPORTS: - Costa Rica - 2007
Valeur (1000$)
150000
100000
50000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
4000
2000
0
Maïs
Soja
Préparations alimentaires, nda
Riz, Paddy
Blé
Haricots secs
Céréales pour le petit déjeuner
Pâtisserie
Boissons alcoolisées distillées
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Costa Rica - 1967
Valeur (1000$)
60000
40000
20000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
1500
1000
500
0
Café vert
Bananes
Viande bovine
Sucre Brut Centrifugé
Fèves de cacao
Fibre de coton
Margarine et graisses alimentaire compactes
Pain
Préparations alimentaires, nda
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Costa Rica - 1987
Valeur (1000$)
400000
200000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
4000
2000
0
Café vert
Bananes
Viande bovine
Ananas
Sucre Brut Centrifugé
Préparations alimentaires, nda
Fruits Préparés, nda
Boissons alcoolisées distillées
Manioc Seché
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)

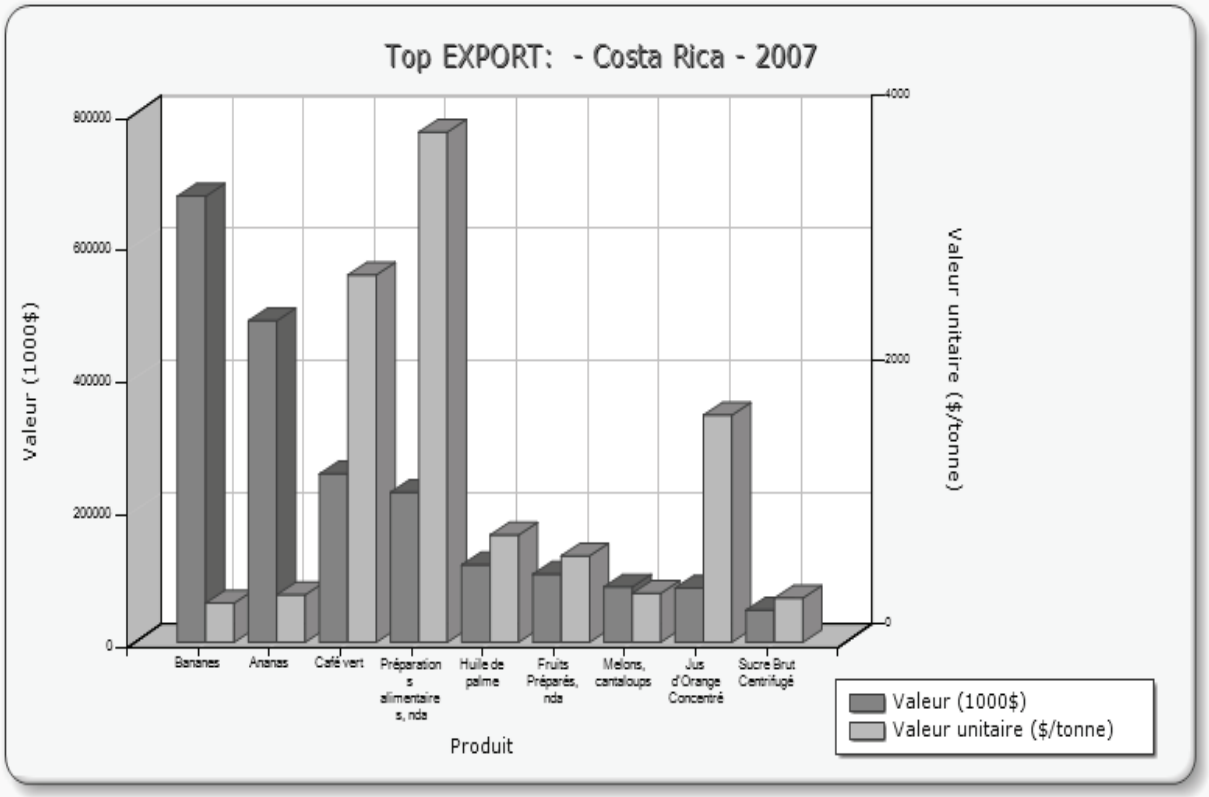
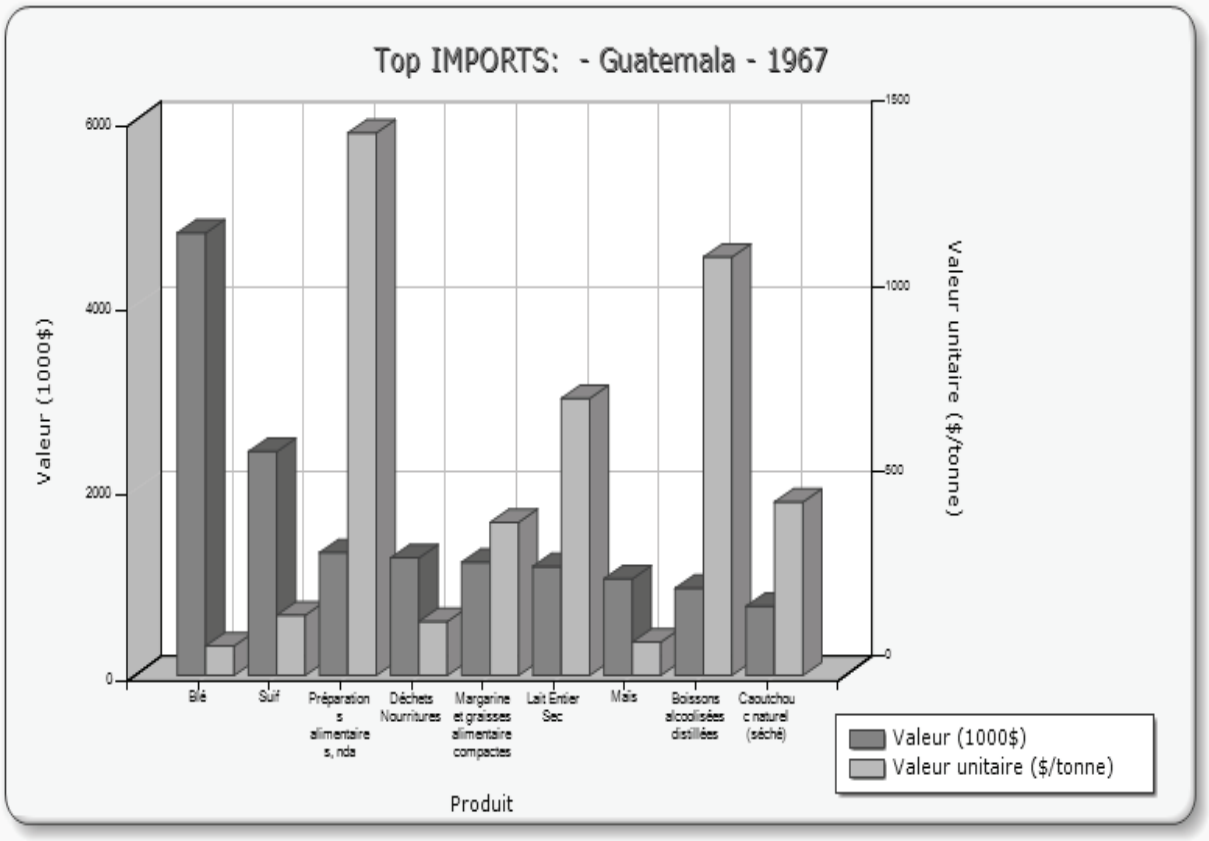
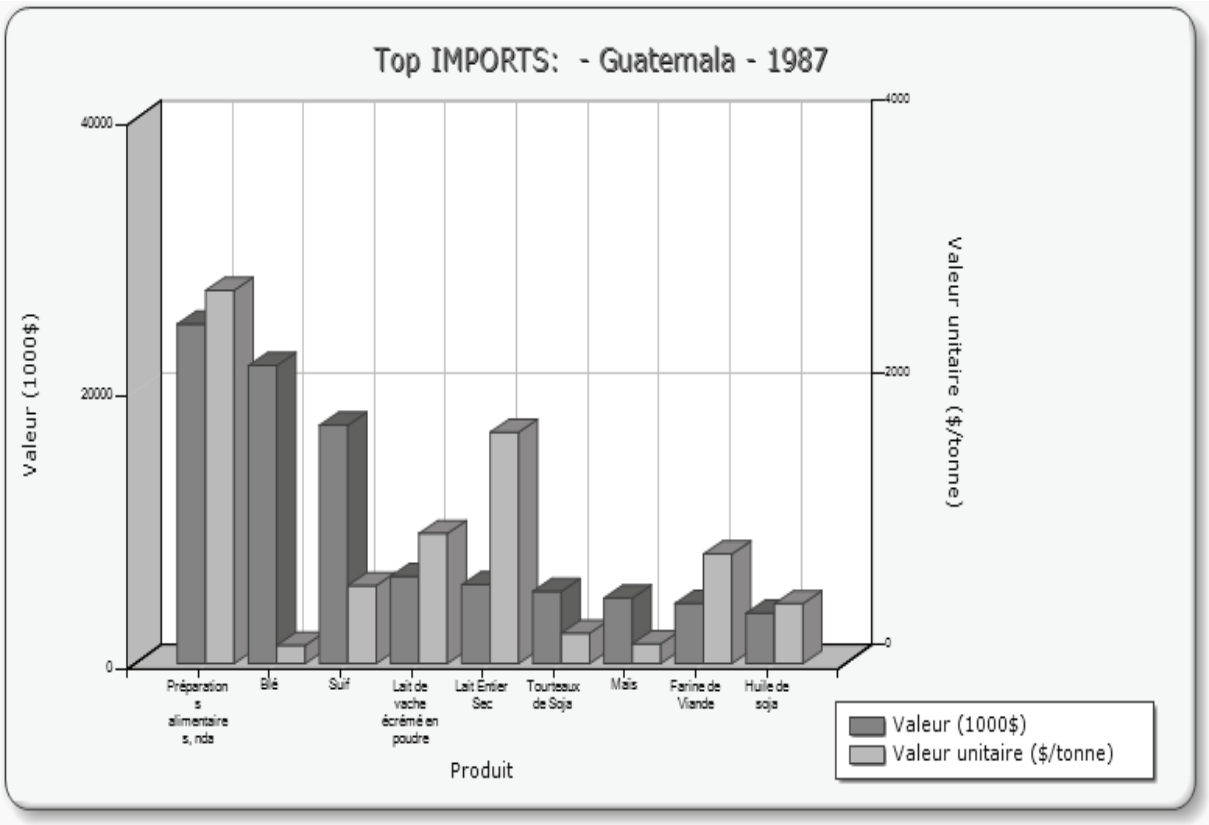
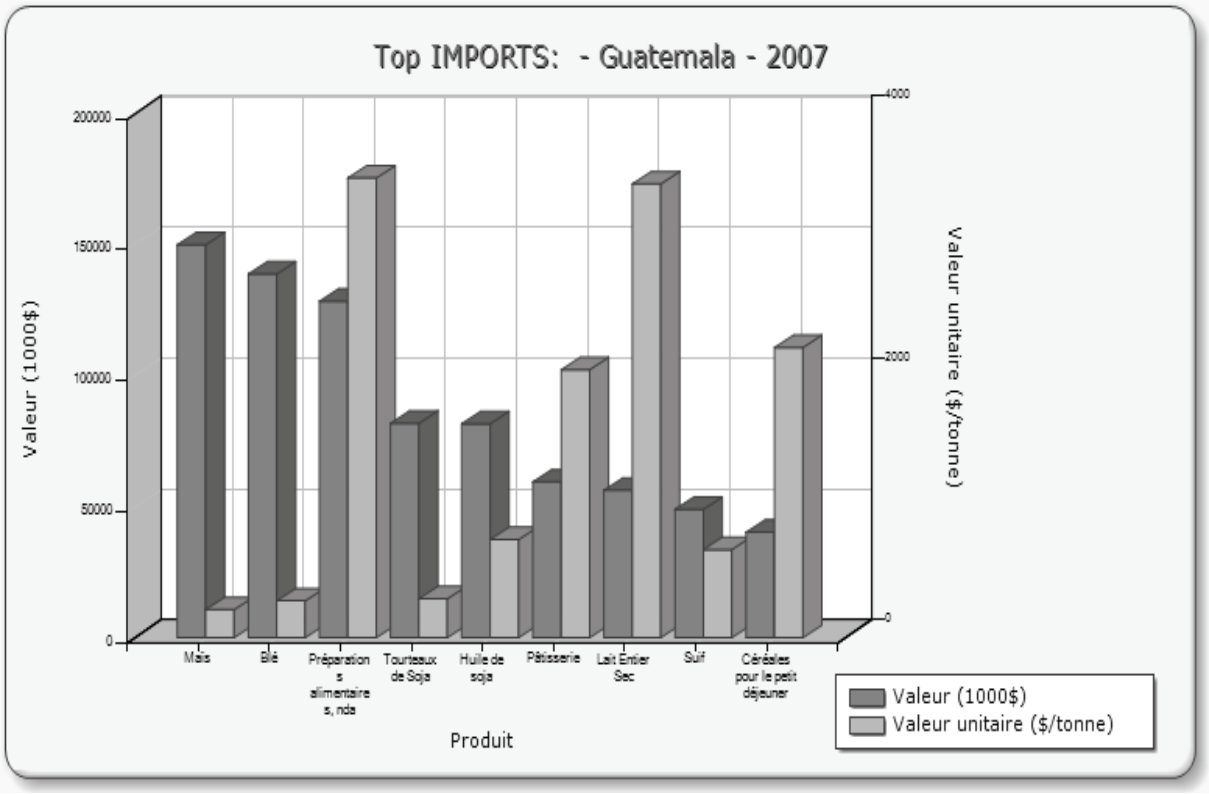
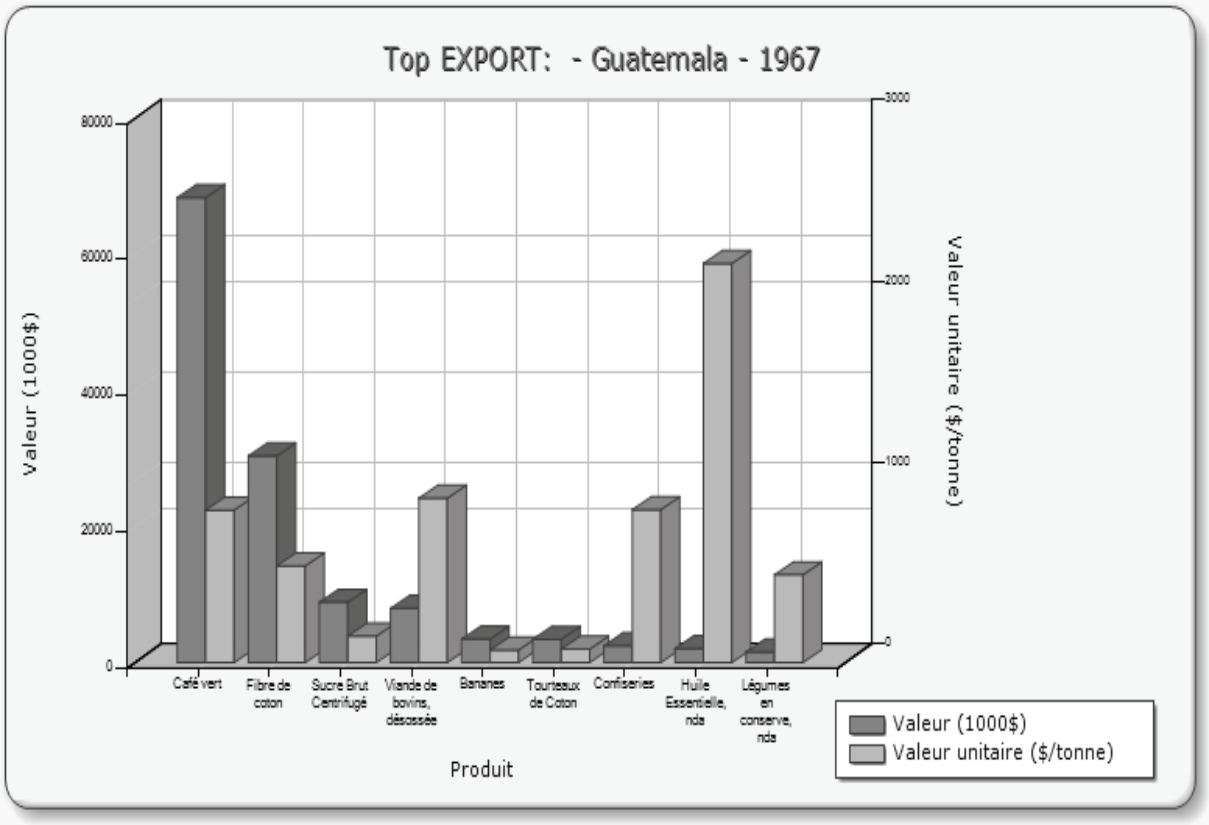

Top EXPORT: - Costa Rica - 2007
Valeur (1000$)
800000
600000
400000
200000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
4000
2000
0
Bananes
Ananas
Café vert
Préparations alimentaires, nda
Huile de palme
Fruits Préparés, nda
Melons, cantaloups
Jus d'Orange Concentré
Sucre Brut Centrifugé
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)

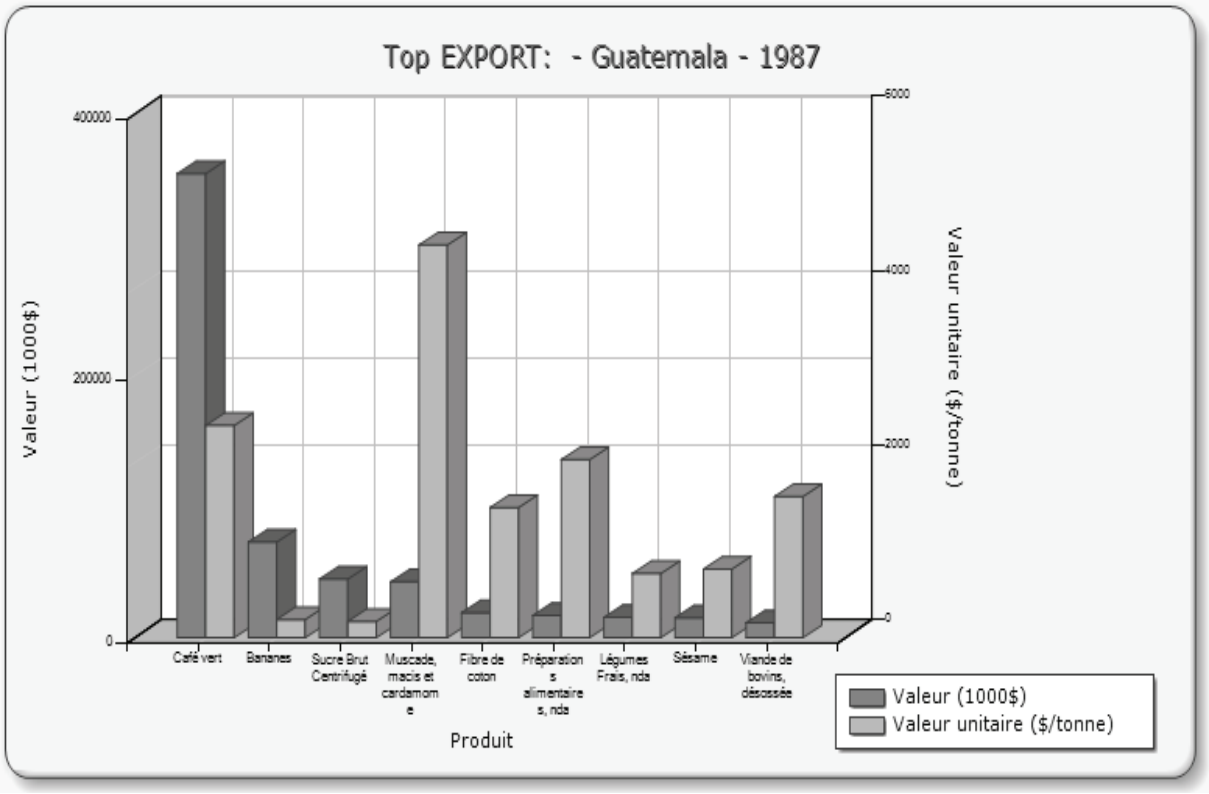
Figure D : GUATEMALA






Top IMPORTS: - Guatemala - 2007
Valeur (1000$)
200000
150000
100000
50000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
4000
2000
0
Maïs
Blé
Préparations alimentaires, nda
Tourteaux de Soja
Huile de soja
Pâtisserie
Lait Entier Sec
Suif
Céréales pour le petit déjeuner
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Guatemala - 1967
Valeur (1000$)
80000
60000
40000
20000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
3000
2000
1000
0
Café vert
Fibre de coton
Sucre Brut Centrifugé
Viande de bovins, désossée
Bananes
Tourteaux de Coton
Confiseries
Huile Essentielle, nda
Légumes en conserve, nda
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Guatemala - 1987
Valeur (1000$)
400000
200000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
6000
4000
2000
0
Café vert
Bananes
Sucre Brut Centrifugé
Muscade, macis et cardamome
Fibre de coton
Préparations alimentaires, nda
Légumes Frais, nda
Sésame
Viande de bovins, désossée
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)

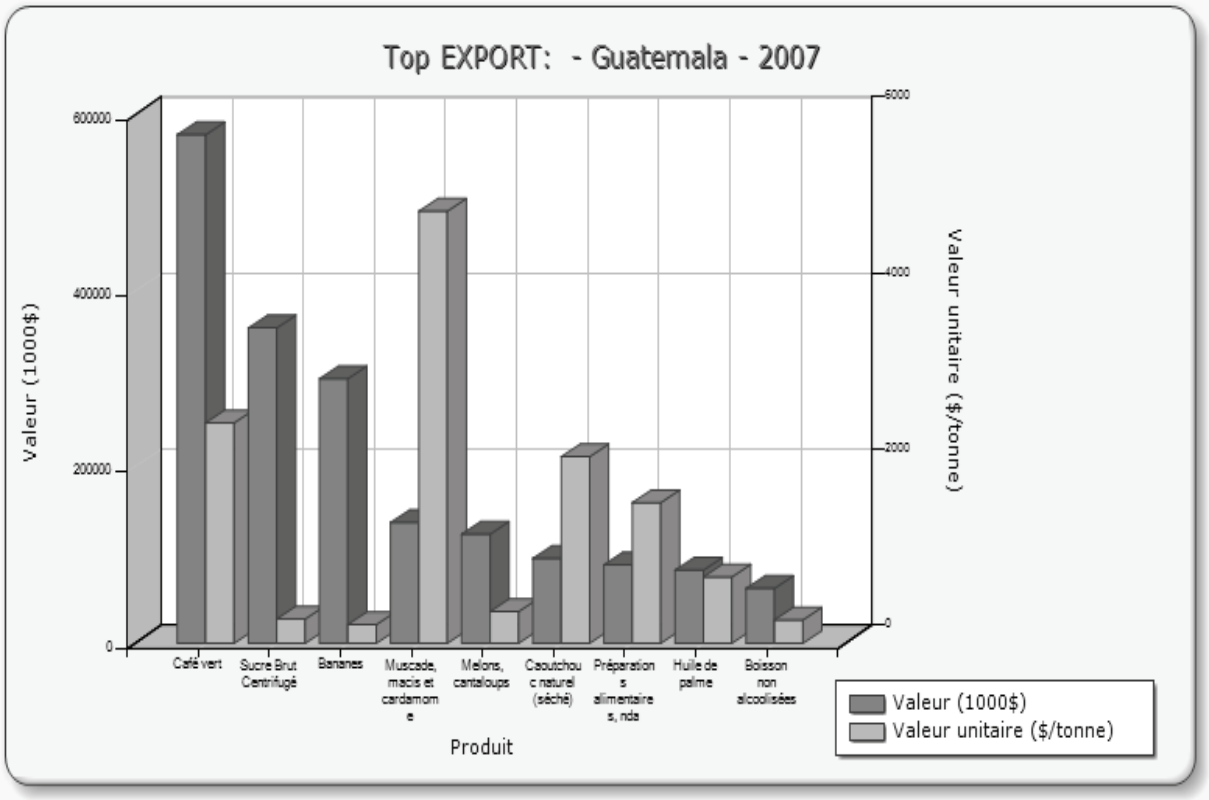
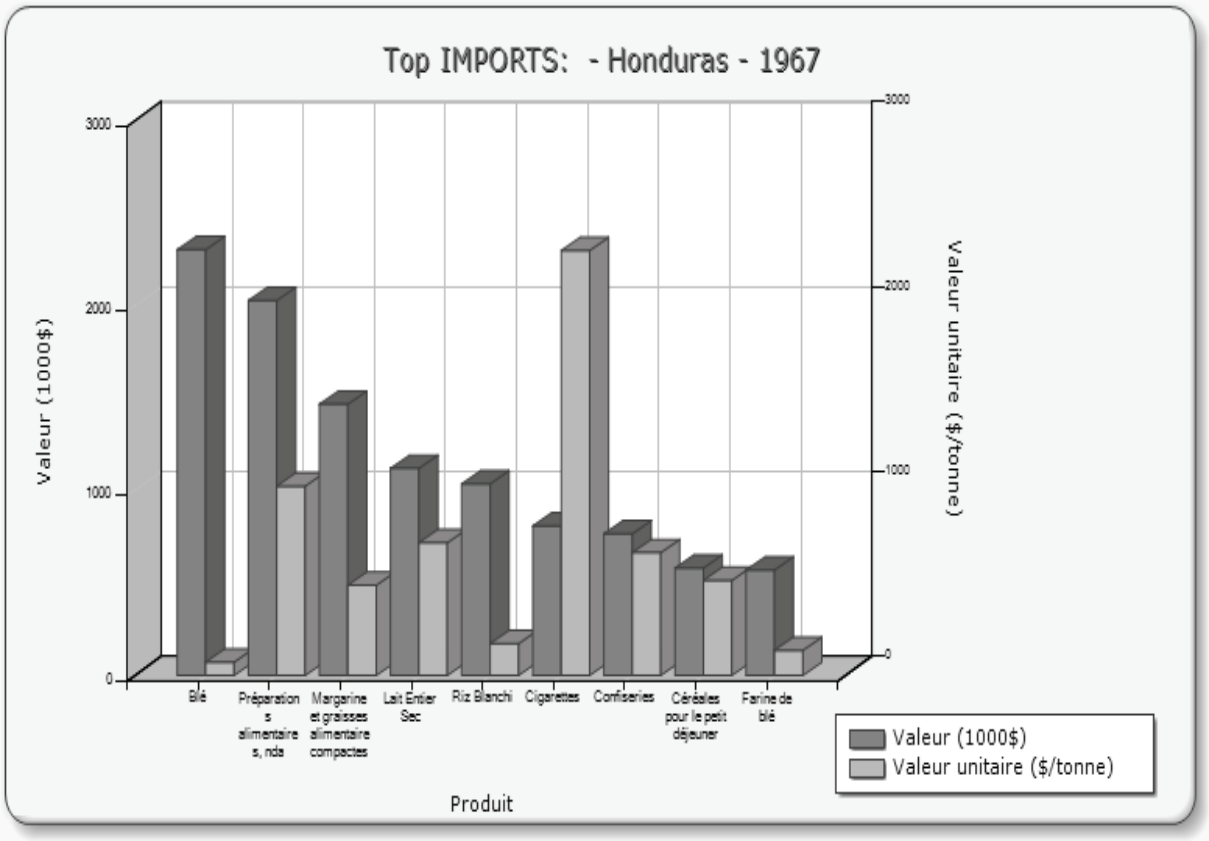
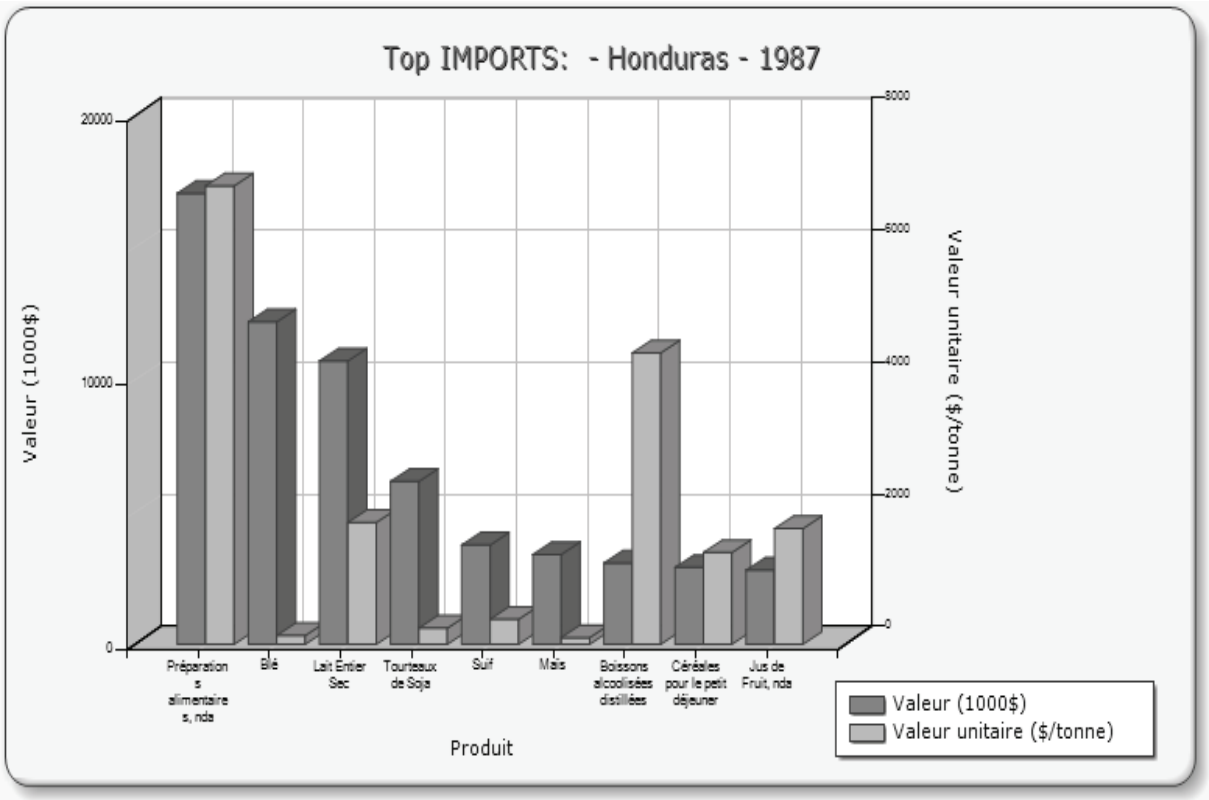
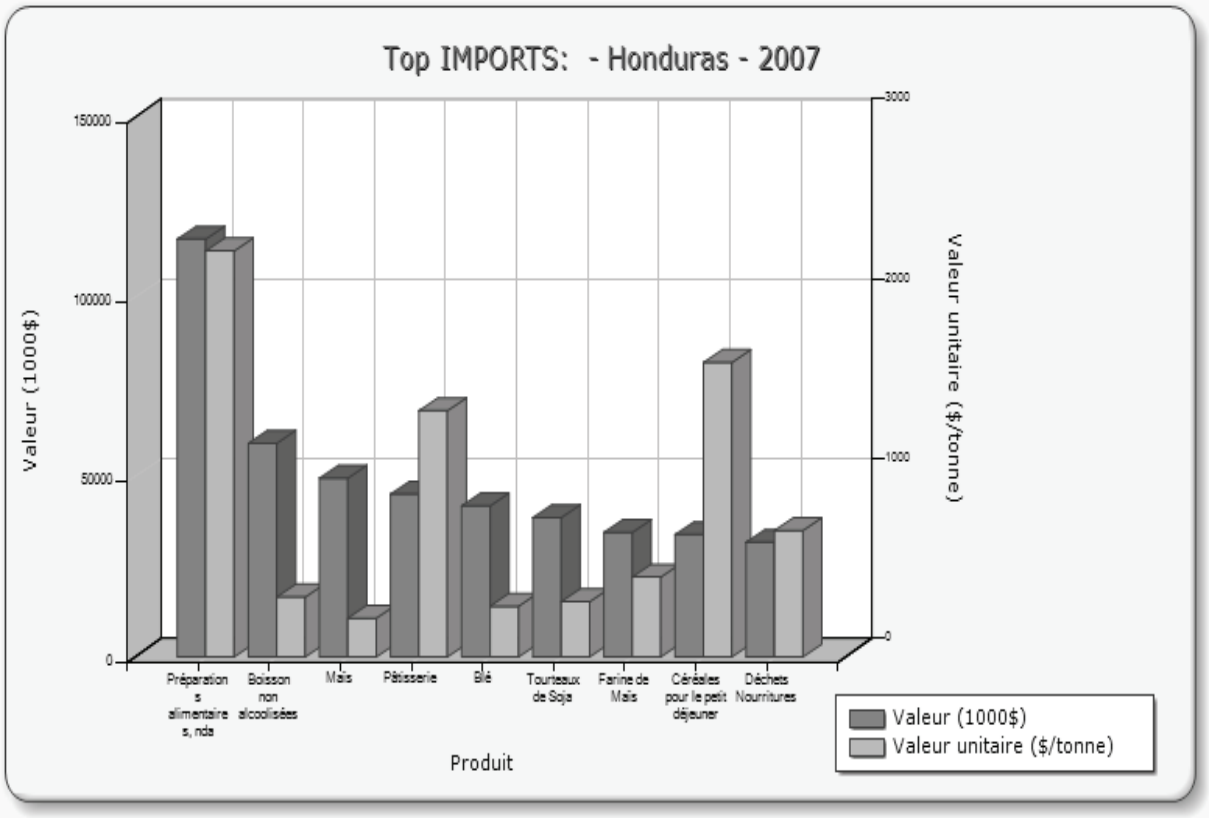
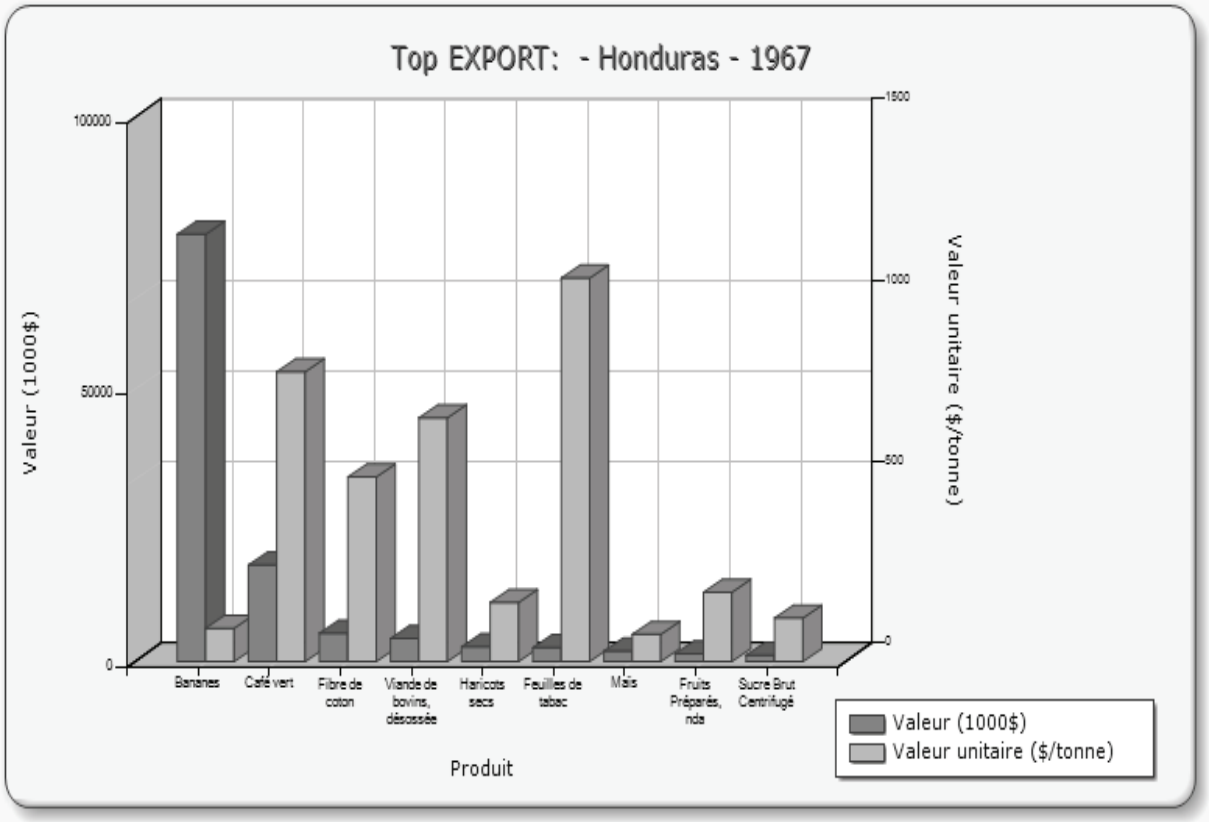

Top EXPORT: - Guatemala - 2007
Valeur (1000$)
600000
400000
200000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
6000
4000
2000
0
Café vert
Sucre Brut Centrifugé
Bananes
Muscade, macis et cardamome
Melons, cantaloups
Caoutchouc naturel (séché)
Préparations alimentaires, nda
Huile de palme
Boisson non alcoolisées
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)

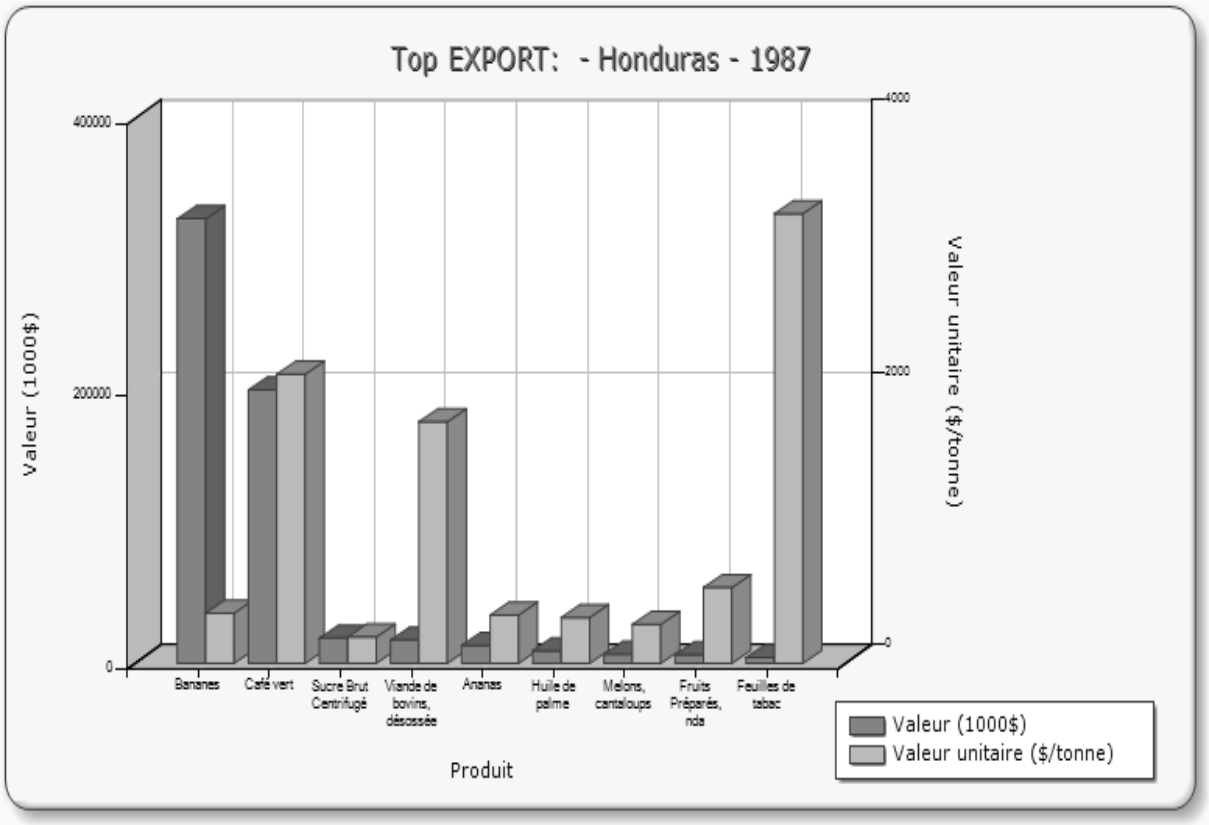
Figure E : HONDURAS






Top IMPORTS: - Honduras - 2007
Valeur (1000$)
150000
100000
50000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
3000
2000
1000
0
Préparations alimentaires, nda
Boisson non alcoolisées
Maïs
Pâtisserie
Blé
Tourteaux de Soja
Farine de Maïs
Céréales pour le petit déjeuner
Déchets Nourritures
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Honduras - 1967
Valeur (1000$)
100000
50000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
1500
1000
500
0
Bananes
Café vert
Fibre de coton
Viande de bovins, désossée
Haricots secs
Feuilles de tabac
Maïs
Fruits Préparés, nda
Sucre Brut Centrifugé
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Honduras - 1987
Valeur (1000$)
400000
200000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
4000
2000
0
Bananes
Café vert
Sucre Brut Centrifugé
Viande de bovins, désossée
Ananas
Huile de palme
Melons, cantaloups
Fruits Préparés, nda
Feuilles de tabac
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)

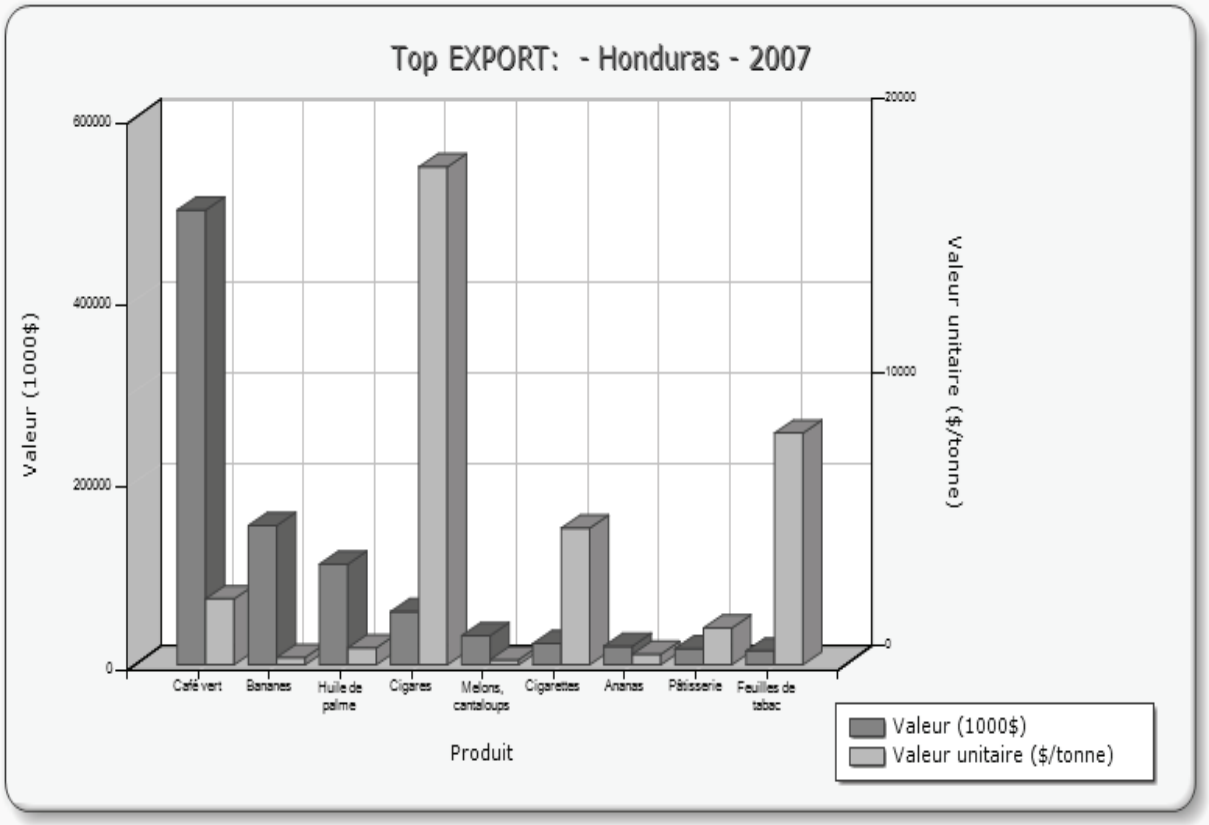
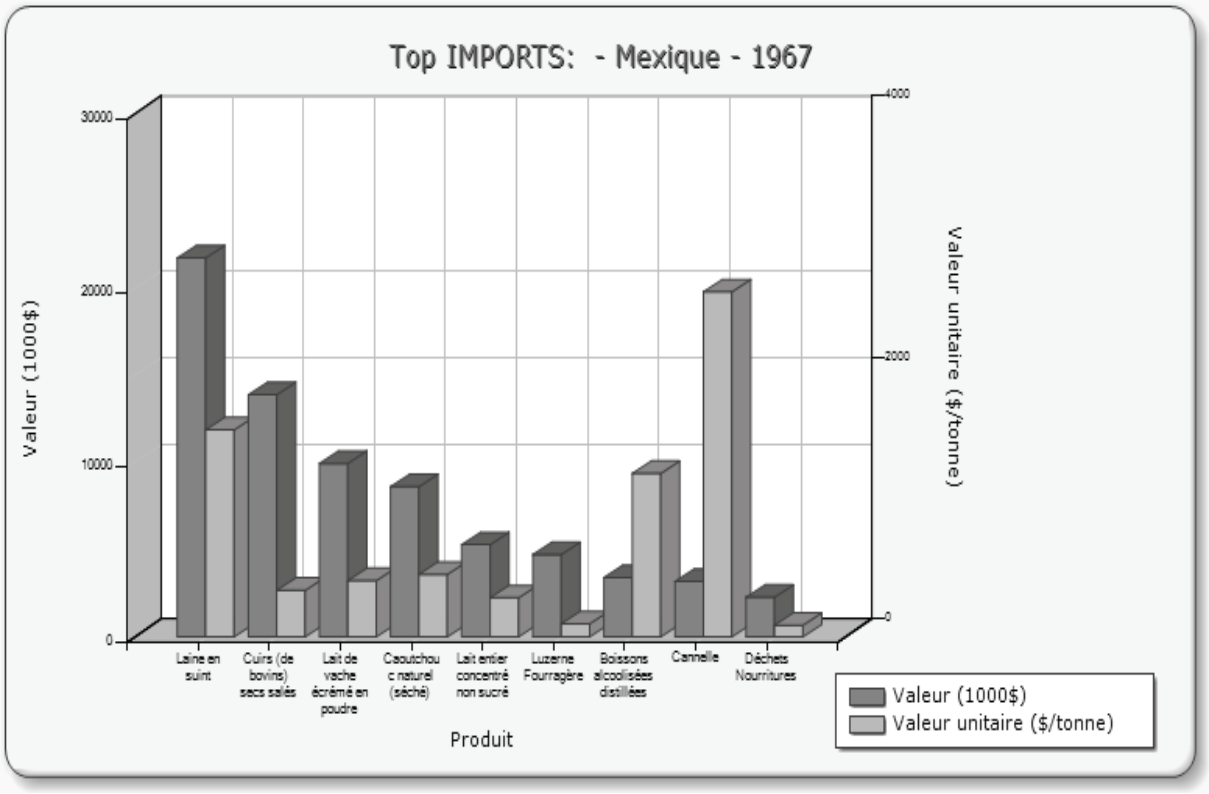
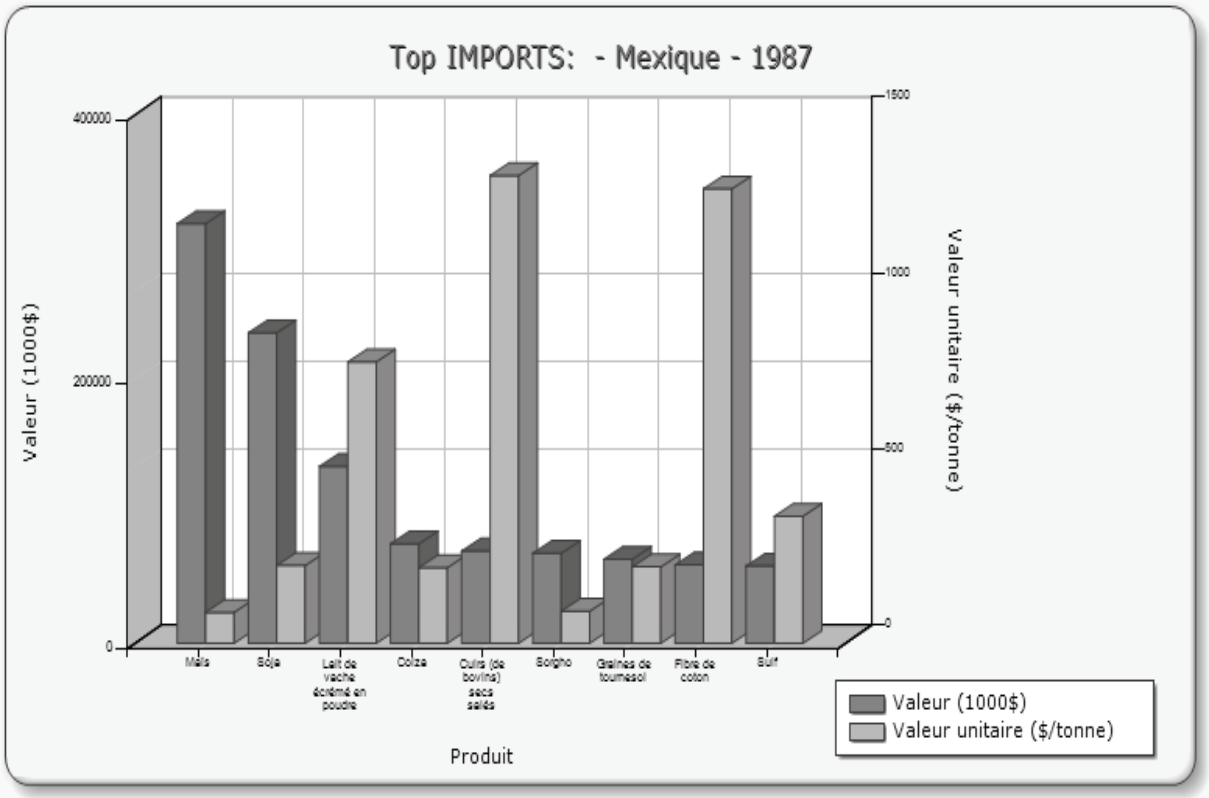
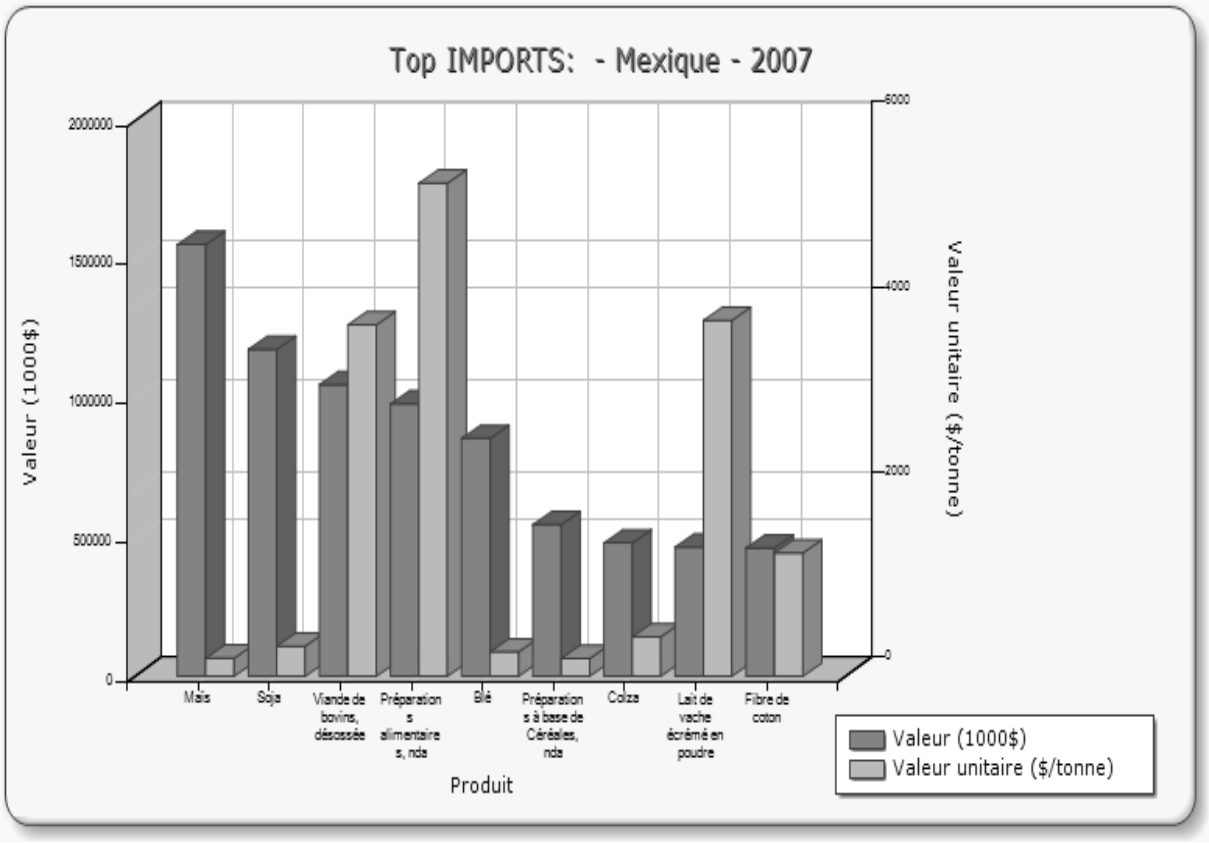
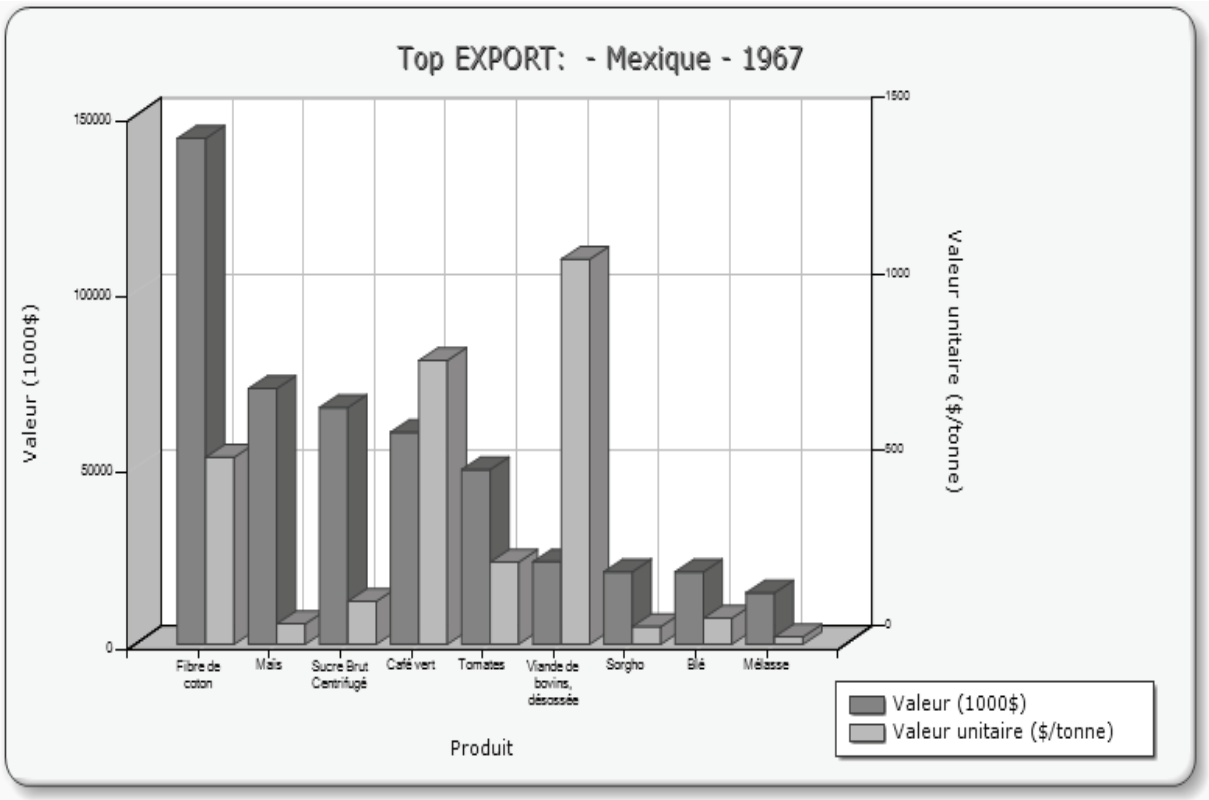

Top EXPORT: - Honduras - 2007
Valeur (1000$)
600000
400000
200000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
20000
10000
0
Café vert
Bananes
Huile de palme
Cigares
Melons, cantaloups
Cigarettes
Ananas
Pâtisserie
Feuilles de tabac
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)

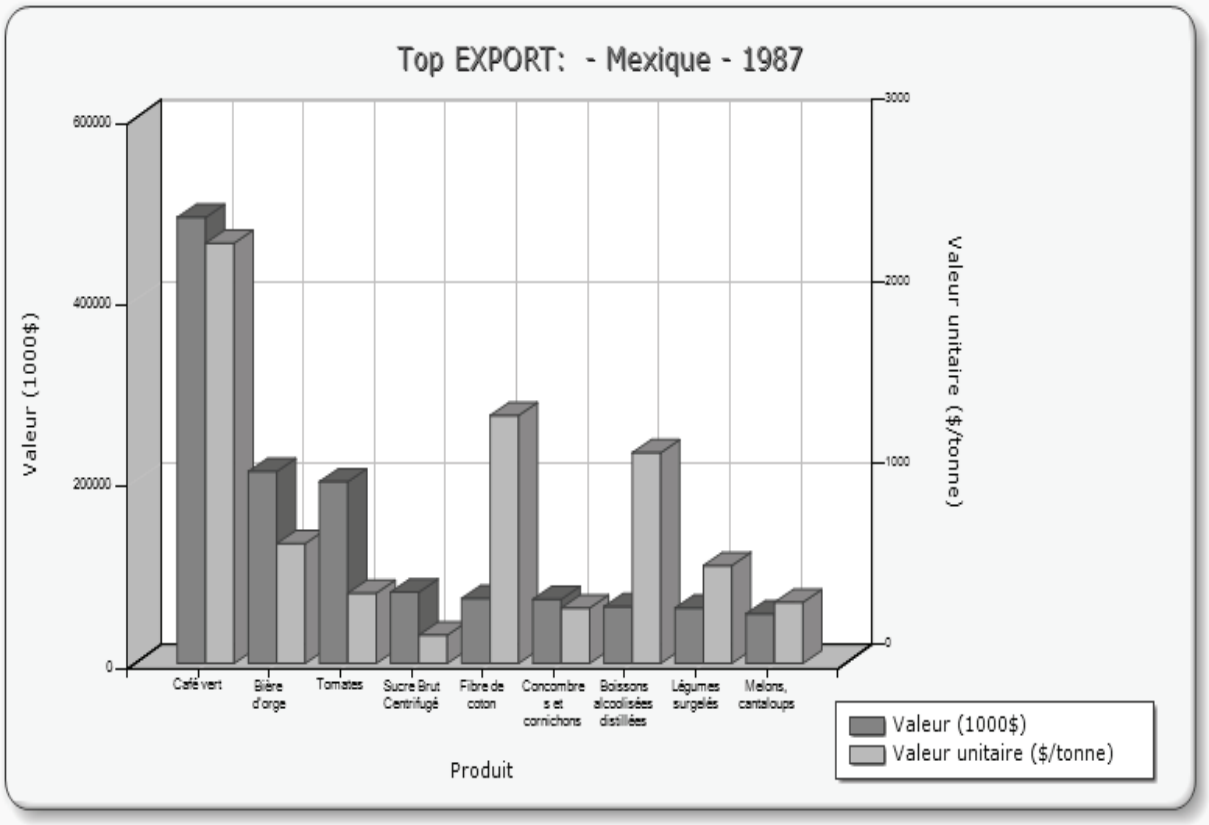
Figure F : MEXIQUE






Top IMPORTS: - Mexique - 2007
Valeur (1000$)
2000000
1500000
1000000
500000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
6000
4000
2000
0
Maïs
Soja
Viande de bovins, désossée
Préparations alimentaires, nda
Blé
Préparations à base de Céréales, nda
Colza
Lait de vache écrémé en poudre
Fibre de coton
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Mexique - 1967
Valeur (1000$)
150000
100000
50000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
1500
1000
500
0
Fibre de coton
Maïs
Sucre Brut Centrifugé
Café vert
Tomates
Viande de bovins, désossée
Sorgho
Blé
Mélasse
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Mexique - 1987
Valeur (1000$)
600000
400000
200000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
3000
2000
1000
0
Café vert
Bière d'orge
Tomates
Sucre Brut Centrifugé
Fibre de coton
Concombres et cornichons
Boissons alcoolisées distillées
Légumes surgelés
Melons, cantaloups
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)

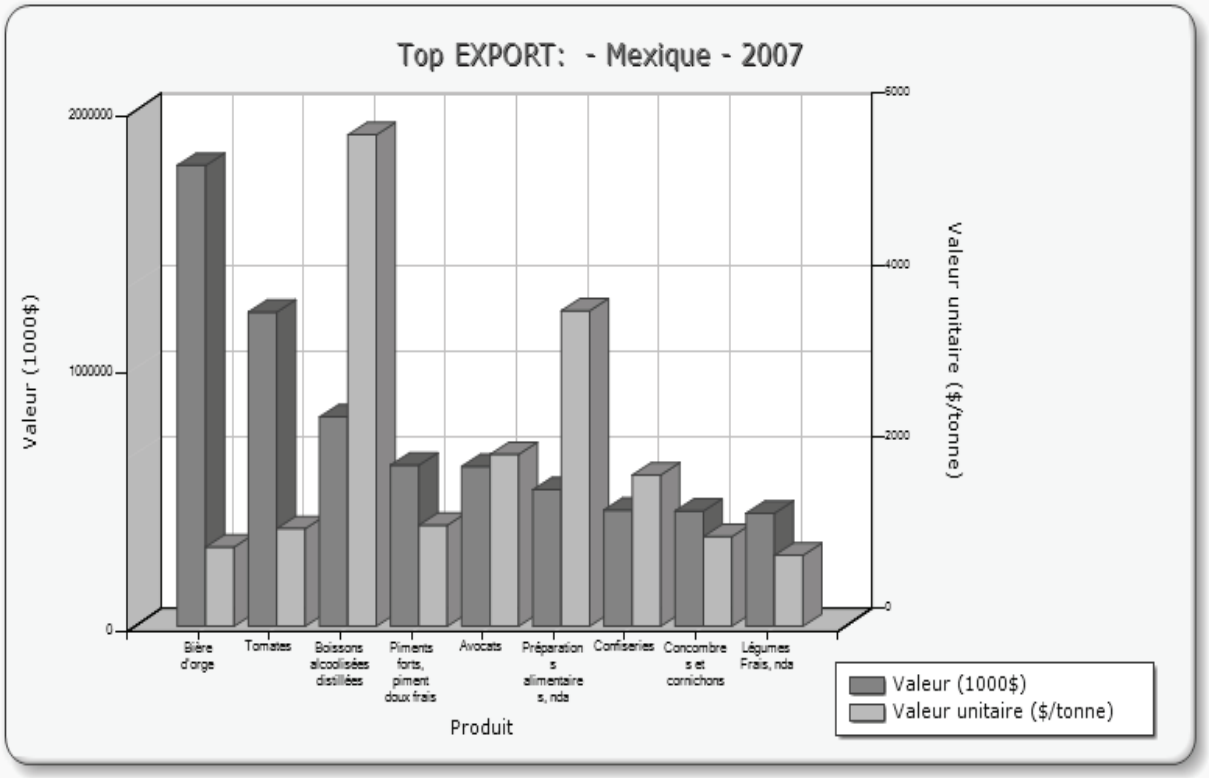
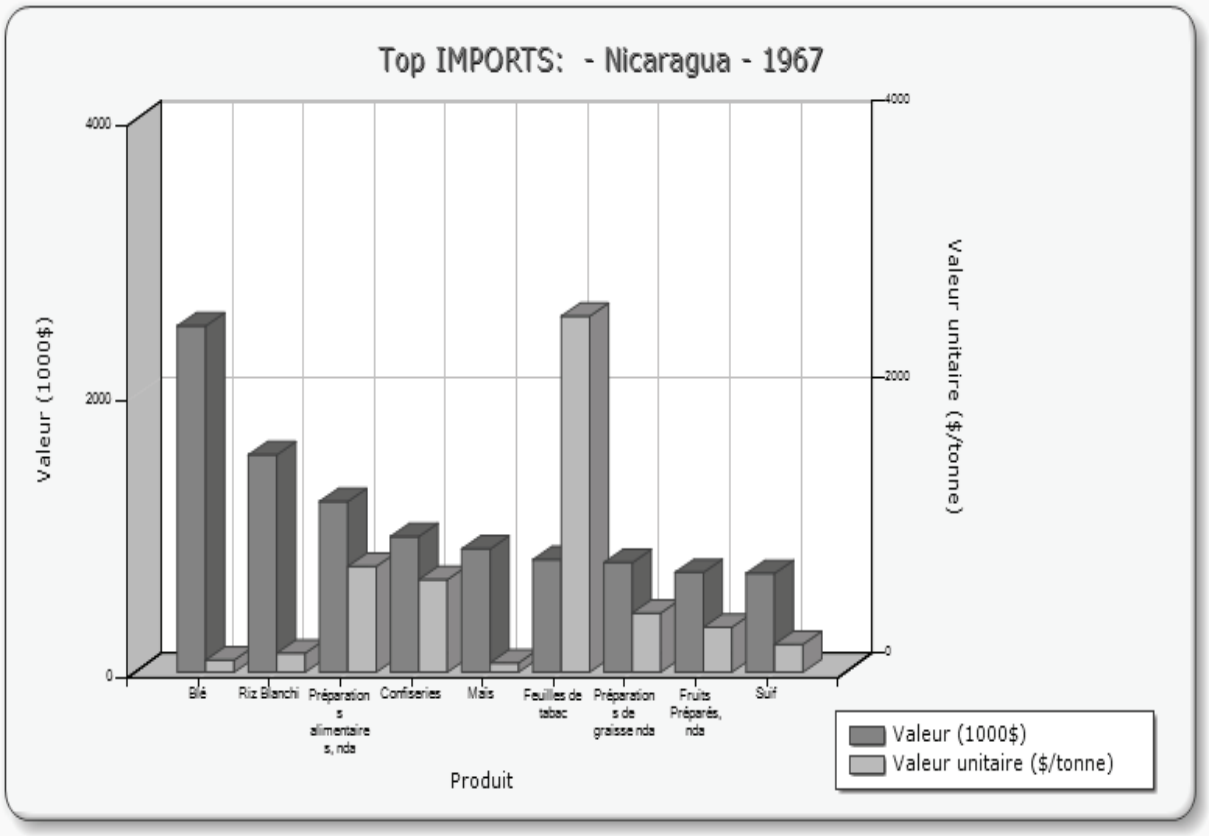
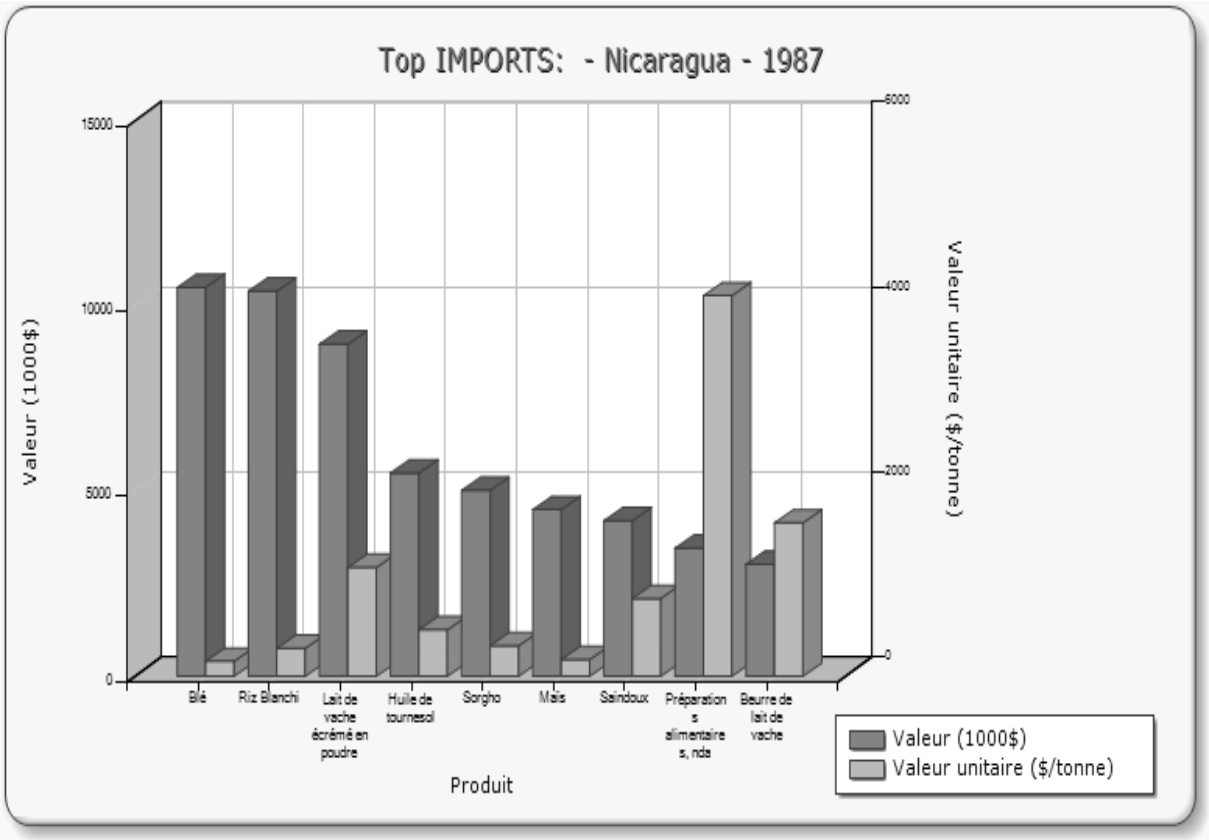
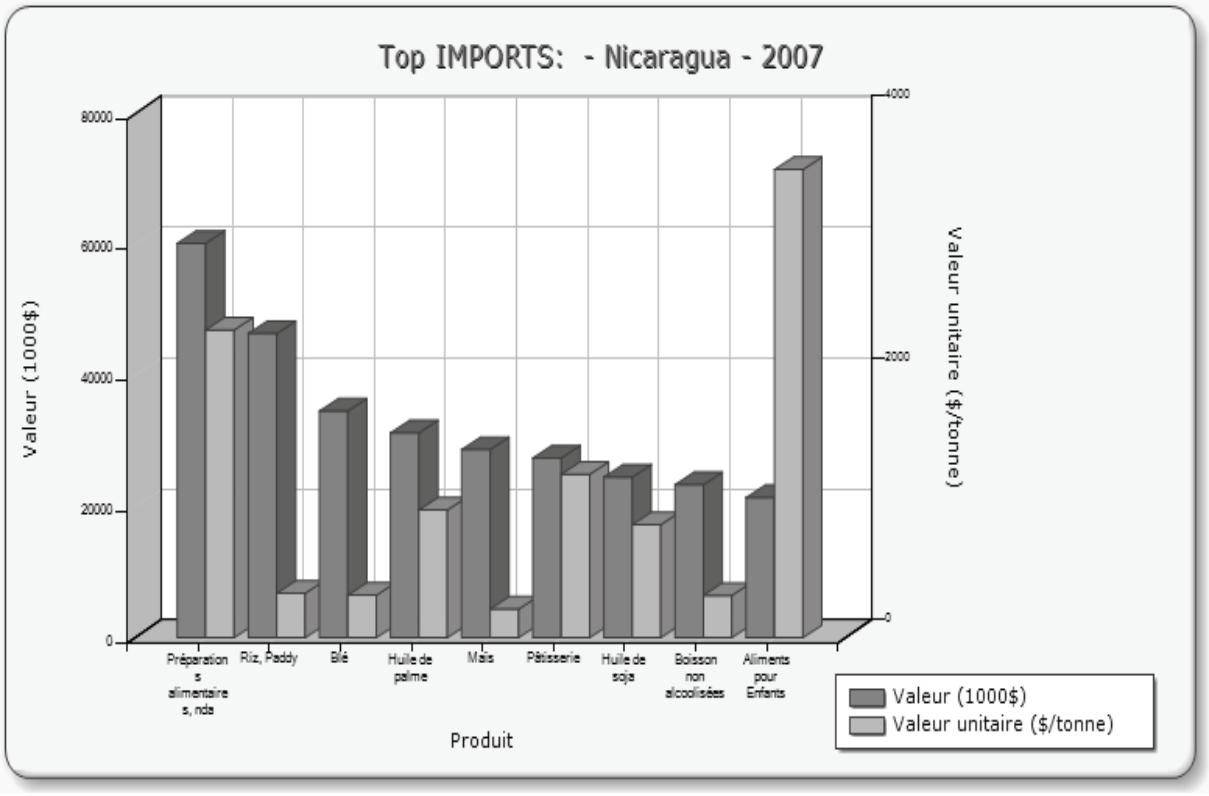
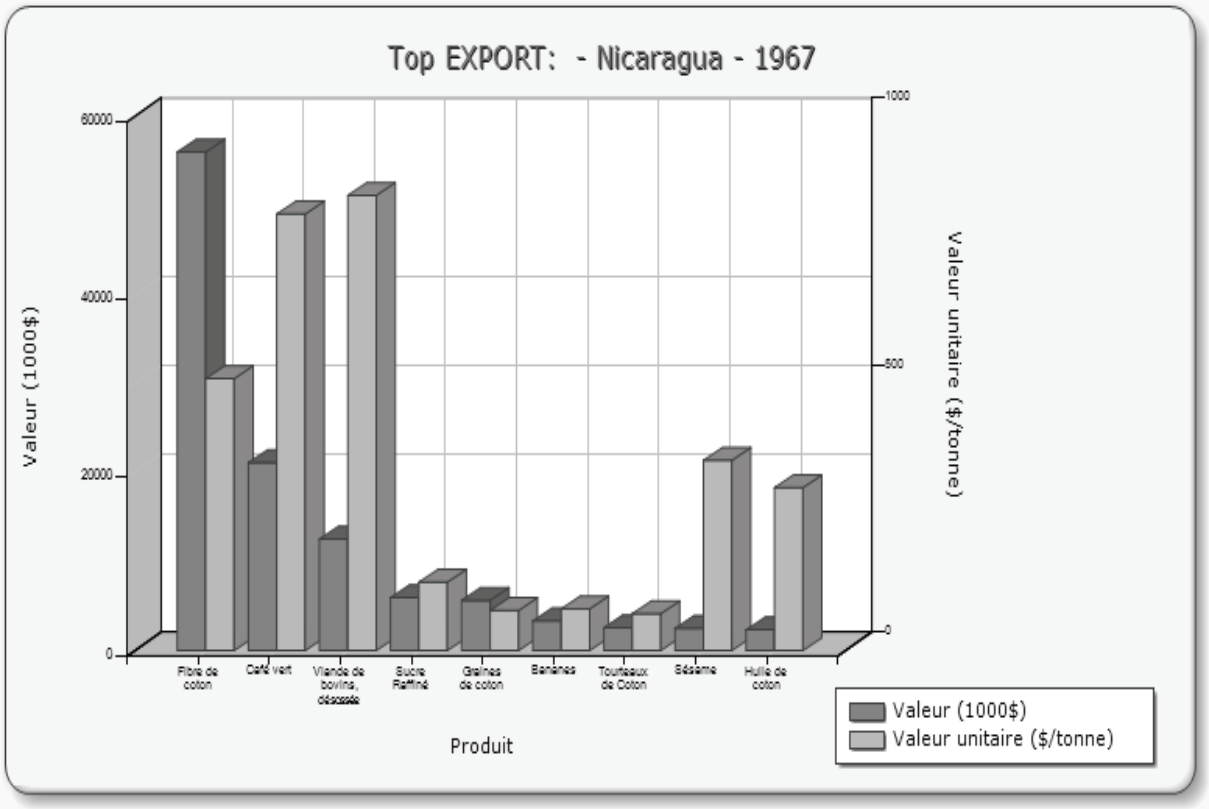

Top EXPORT: - Mexique - 2007
Valeur (1000$)
2000000
1000000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
6000
4000
2000
0
Bière d'orge
Tomates
Boissons alcoolisées distillées
Piments forts, piment doux frais
Avocats
Préparations alimentaires, nda
Confiseries
Concombres et cornichons
Légumes Frais, nda
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)

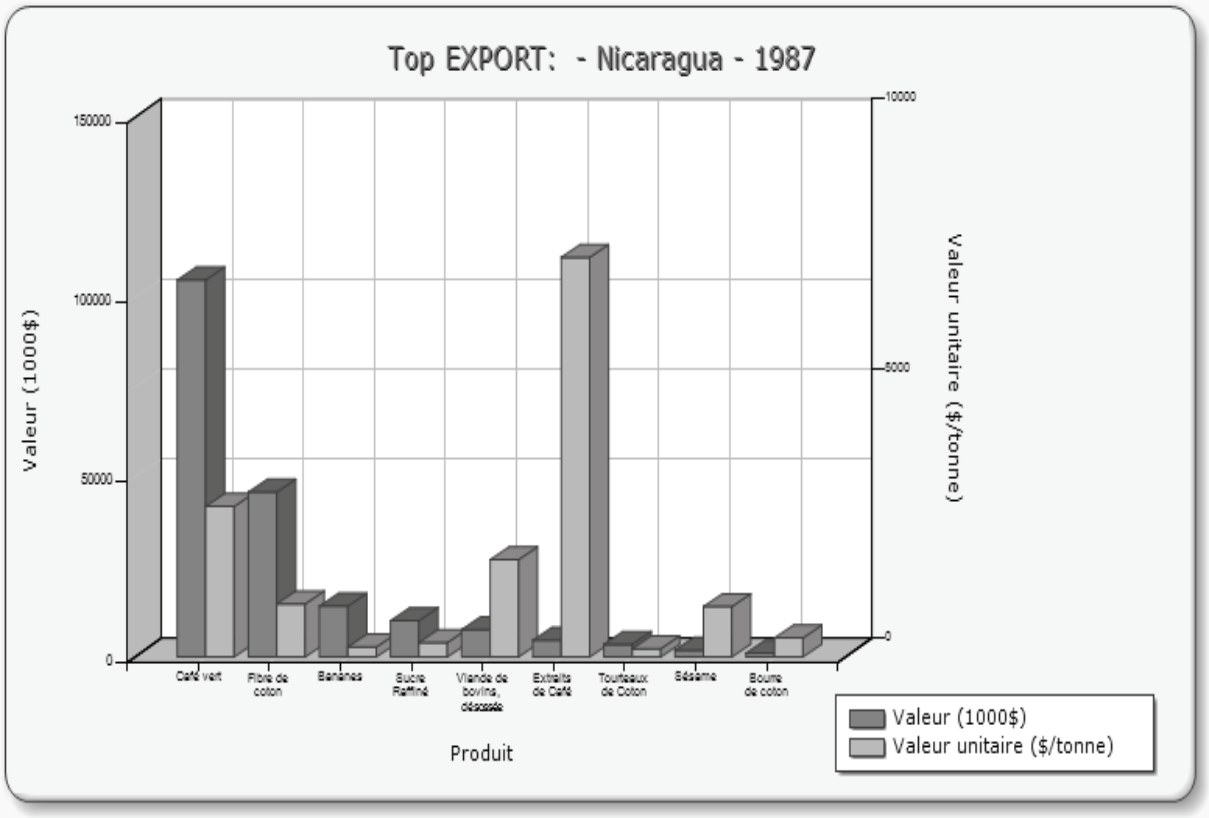
Figure G : NICARAGUA






Top IMPORTS: - Nicaragua - 2007
Valeur (1000$)
80000
60000
40000
20000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
4000
2000
0
Préparations alimentaires, nda
Riz, Paddy
Blé
Huile de palme
Maïs
Pâtisserie
Huile de soja
Boisson non alcoolisées
Aliments pour Enfants
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Nicaragua - 1967
Valeur (1000$)
60000
40000
20000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
1000
500
0
Fibre de coton
Café vert
Viande de bovins, désossée
Sucre Raffiné
Graines de coton
Bananes
Tourteaux de Coton
Sésame
Huile de coton
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Nicaragua - 1987
Valeur (1000$)
150000
100000
50000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
10000
5000
0
Café vert
Fibre de coton
Bananes
Sucre Raffiné
Viande de bovins, désossée
Extraits de Café
Tourteaux de Coton
Sésame
Bourre de coton
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)

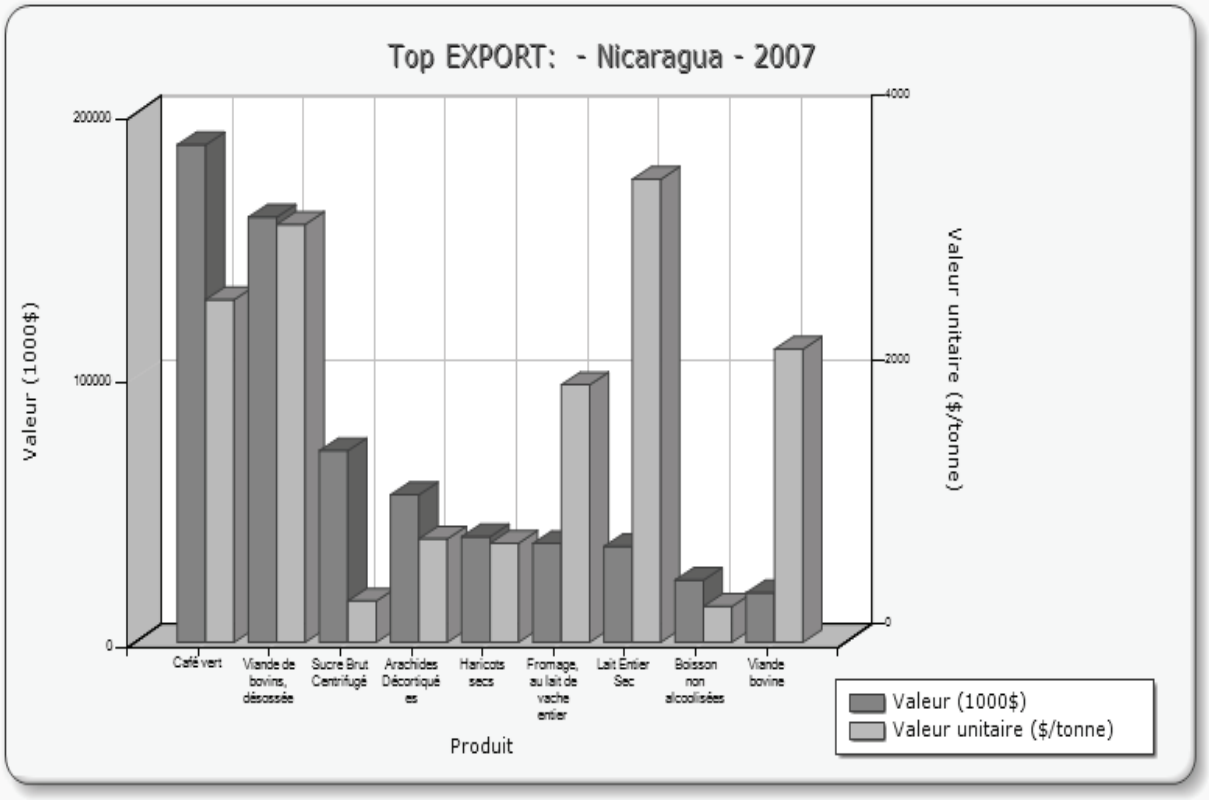
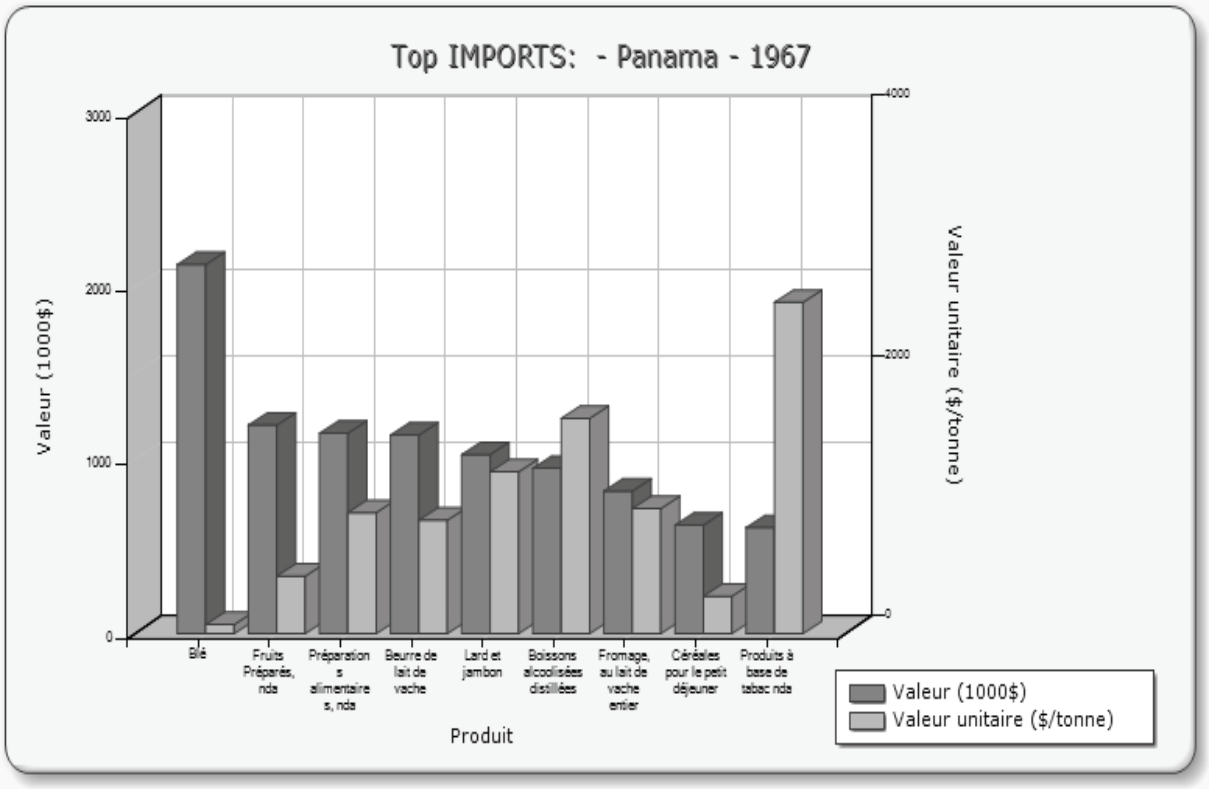
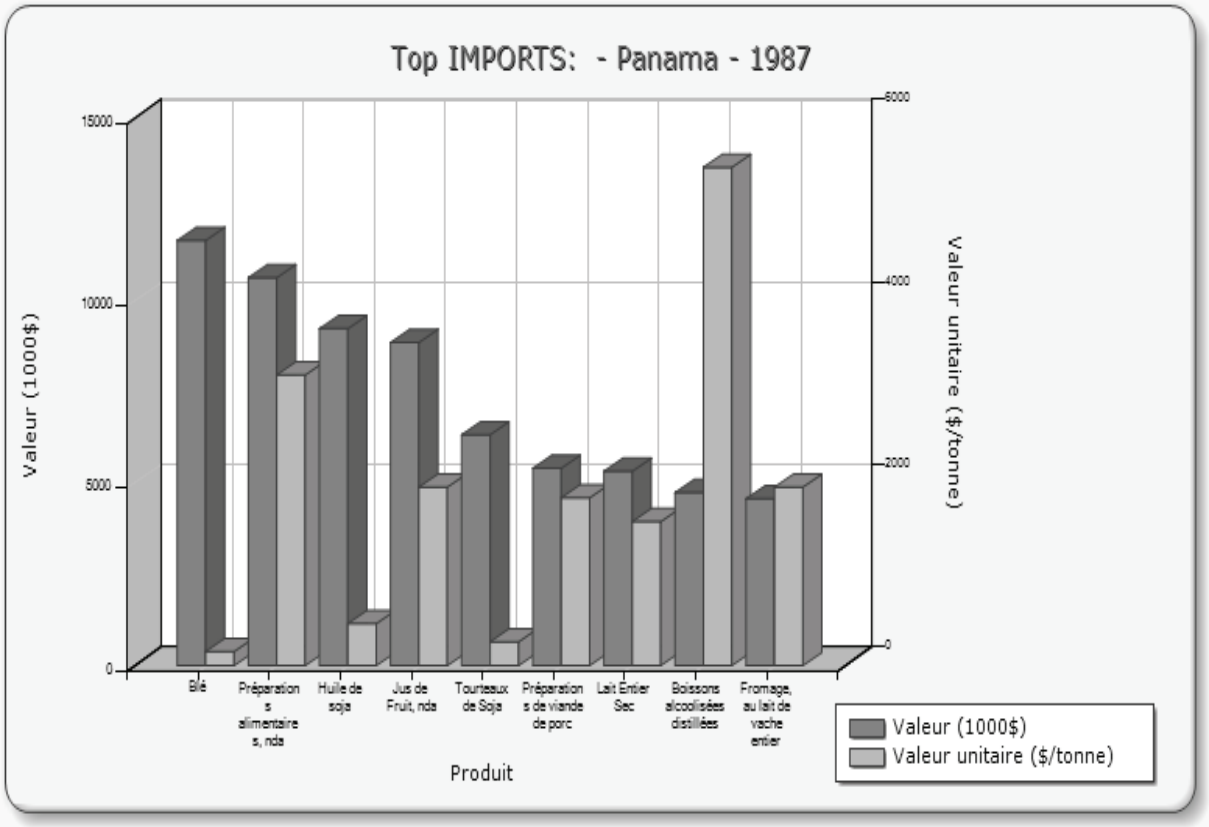
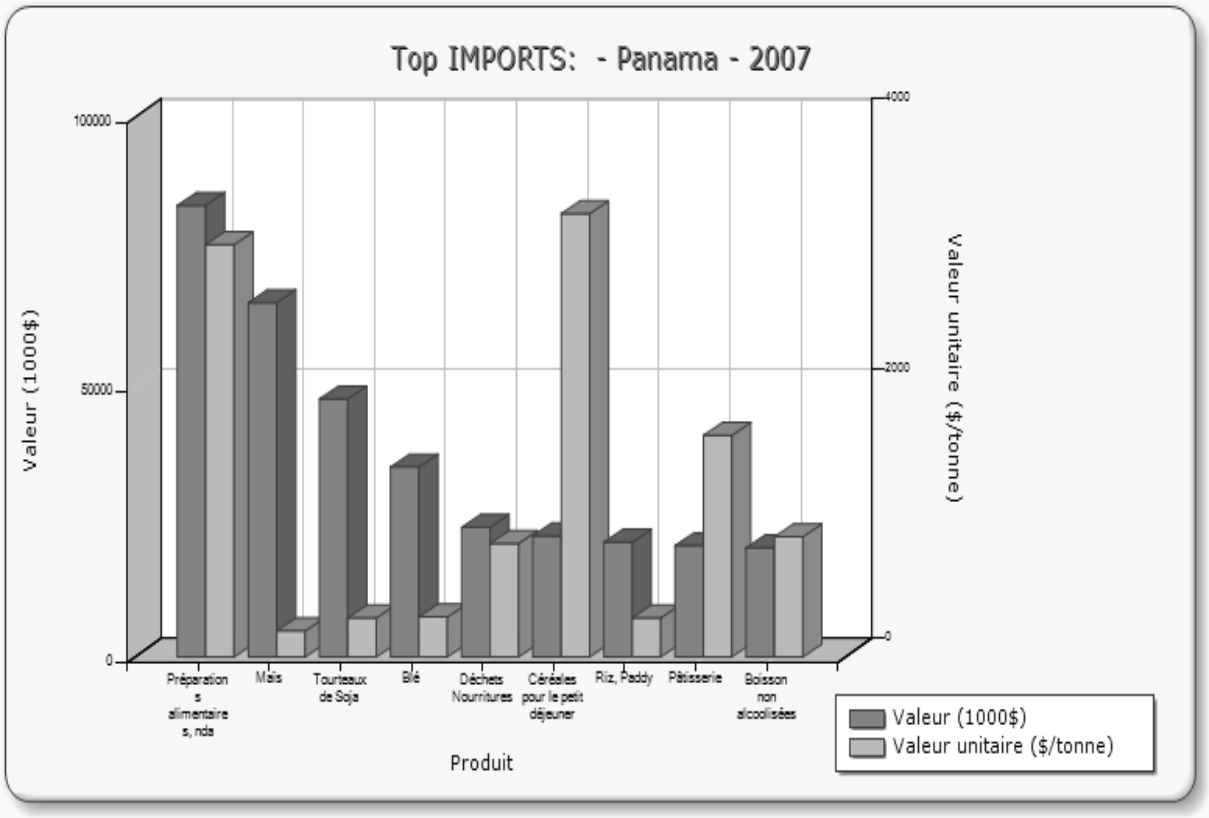
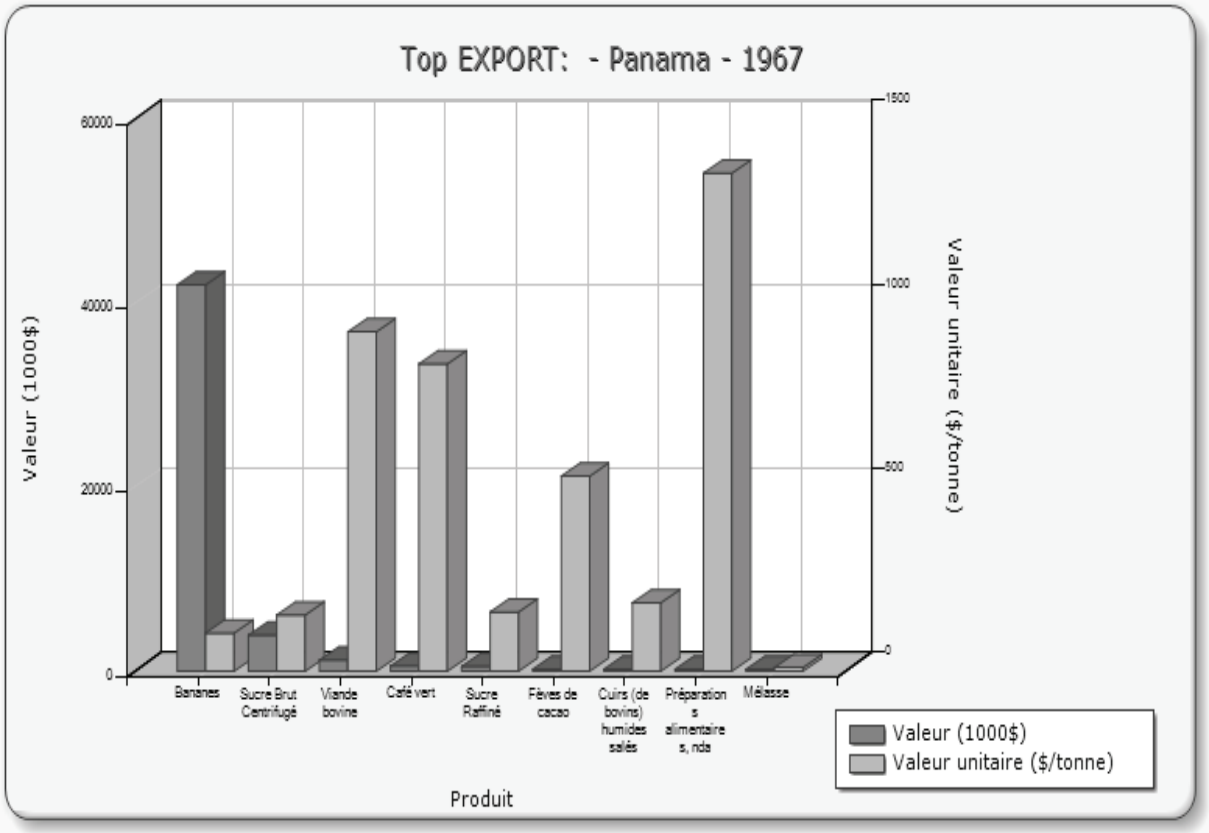

Top EXPORT: - Nicaragua - 2007
Valeur (1000$)
200000
100000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
4000
2000
0
Café vert
Viande de bovins, désossée
Sucre Brut Centrifugé
Arachides Décortiquées
Haricots secs
Fromage, au lait de vache entier
Lait Entier Sec
Boisson non alcoolisées
Viande bovine
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)

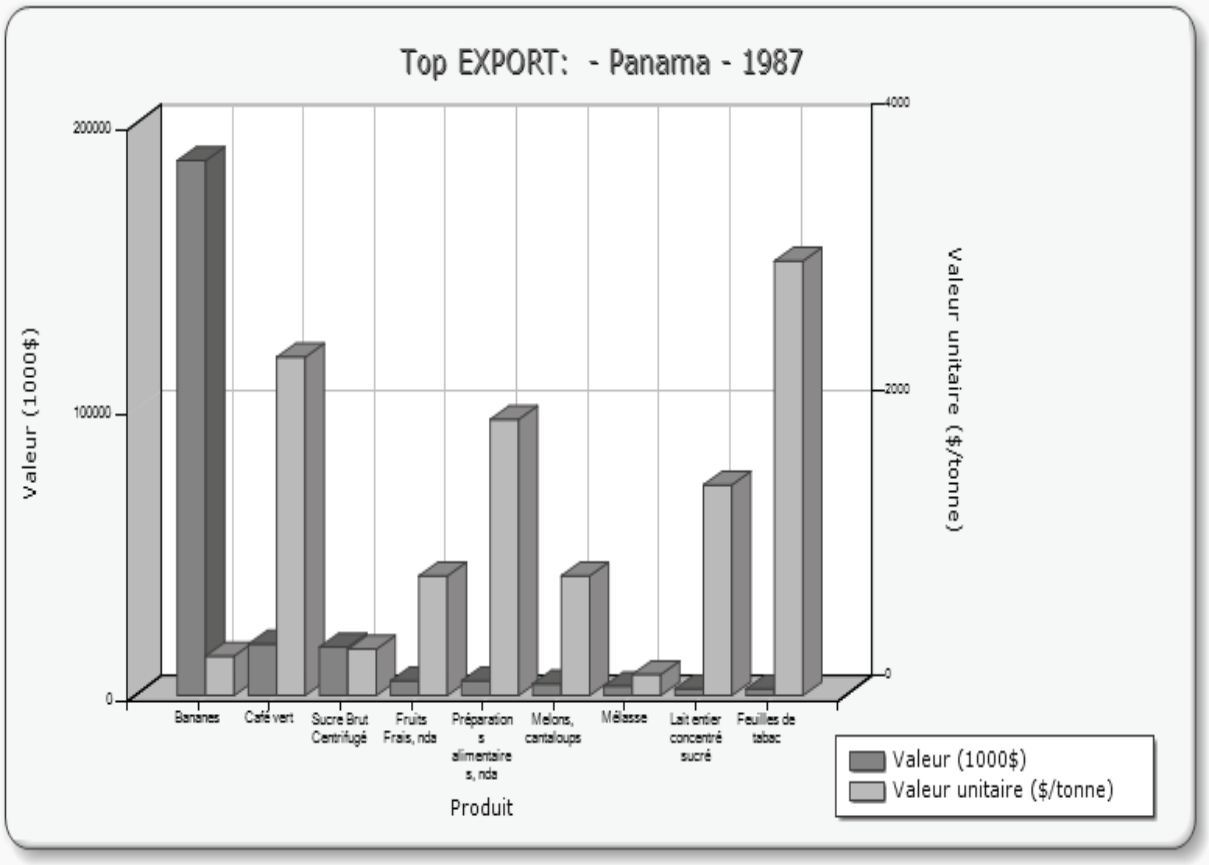
Figure H : PANAMA

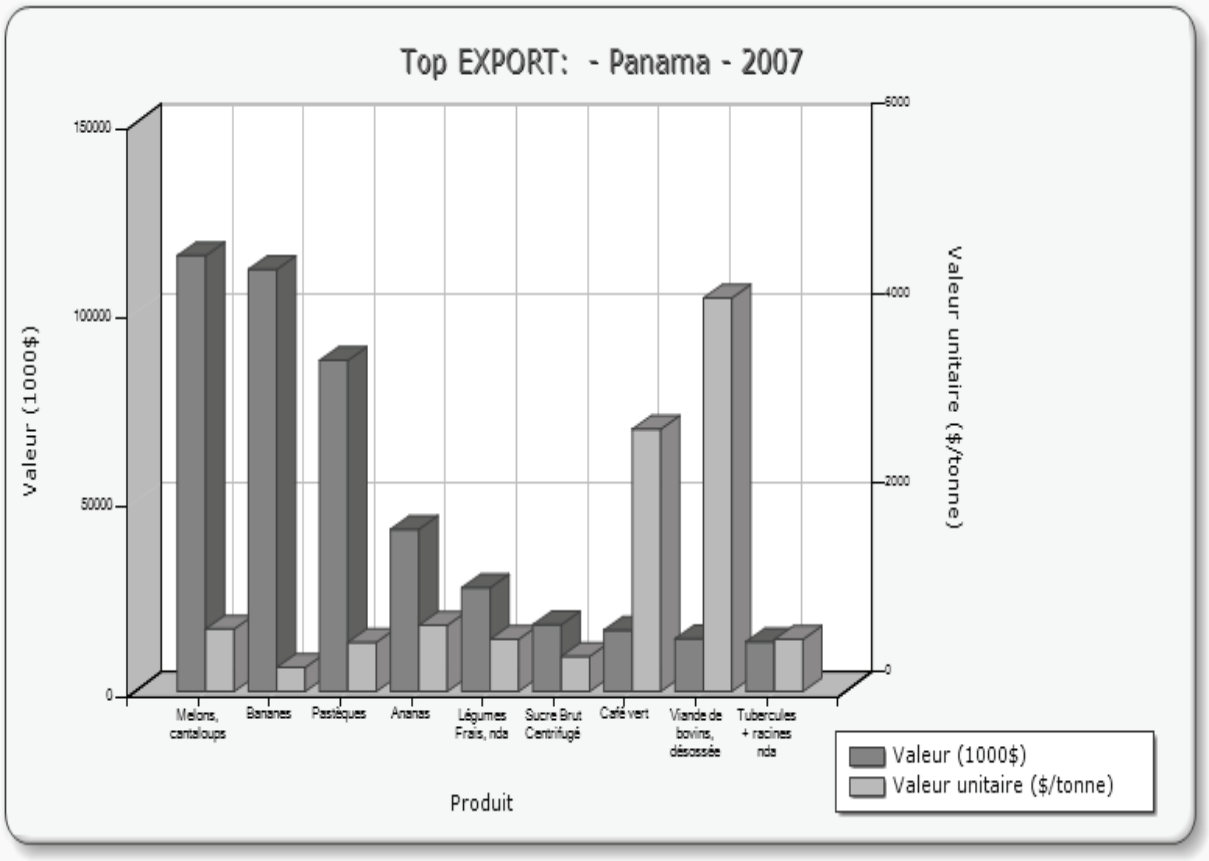





Top IMPORTS: - Panama - 2007
Valeur (1000$)
100000
50000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
4000
2000
0
Préparations alimentaires, nda
Maïs
Tourteaux de Soja
Blé
Déchets Nourritures
Céréales pour le petit déjeuner
Riz, Paddy
Pâtisserie
Boisson non alcoolisées
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Panama - 1967
Valeur (1000$)
60000
40000
20000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
1500
1000
500
0
Bananes
Sucre Brut Centrifugé
Viande bovine
Café vert
Sucre Raffiné
Fèves de cacao
Cuirs (de bovins) humides salés
Préparations alimentaires, nda
Mélasse
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Panama - 1987
Valeur (1000$)
200000
100000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
4000
2000
0
Bananes
Café vert
Sucre Brut Centrifugé
Fruits Frais, nda
Préparations alimentaires, nda
Melons, cantaloups
Mélasse
Lait entier concentré sucré
Feuilles de tabac
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)


Top EXPORT: - Panama - 2007
Valeur (1000$)
150000
100000
50000
0
Valeur unitaire ($/tonne)
6000
4000
2000
0
Melons, cantaloups
Bananes
Pastèques
Ananas
Légumes Frais, nda
Sucre Brut Centrifugé
Café vert
Viande de bovins, désossée
Tubercules + racines nda
Produit
Valeur (1000$)
Valeur unitaire ($/tonne)

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

A Approche générale

1 SCIENCES HUMAINES, GENERALITES

AMIN, Samir, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos, 1976 (2ème ed.), 592 p.

BADIE, Bertrand, *La fin des territoires*, Fayard, 1995, 286 p.

BAILLY, Antoine (dir.), *Les concepts de la géographie humaine*, Armand Colin, 1998, 333 p.

BALANDIER, Georges, *Anthropologie politique*, PUF, 1967, 237 p.

BATAILLE, Georges, *La part maudite*, Les Editions de Minuit, 1967, 231 p.

BONNEMAISON, Joël, *La géographie culturelle*, Paris, C.T.H.S, 2004, 152 p.

BONTE, Pierre, IZARD, Michel, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, PUF, 1991, 842 p.

BRUNET, Roger, *Géographie Universelle, Mondes nouveaux*, vol.1, GIP-RECLUS, 1990

BRUNET, Roger, FERRAS, Robert, THERY, Hervé, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, RECLUS-La Documentation française, 1992, 520 p.

CARROUE, Laurent, *La mondialisation*, CNED/CEDES, 2006, 311 p.

CASTELLS, Manuel, *La société en réseaux, L'ère de l'information*, tome 1, Fayard, 1998, 613 p.

CHARRAS, Muriel ; FRANCK, Manuelle, "Les configurations et recompositions spatiales dans l'Asie du Sud-Est insulaire contemporaine", pp. 399-420, in *Intégrations régionales en Asie orientale*, TAILLARD, Christian (dir.), Les Indes savantes, 2004, 495 p.

CLAVAL, Paul, *Espace et pouvoir*, PUF, 1978, 257 p.

CLAVAL, Paul, *Régions*, *nations*, *grands espaces*, Paris, Genin, 1968, 837 p.

DEMANGEOT, Jean, *Les milieux "naturels" du globe*, Masson, 1995, 313 p.

DEMANGEOT, Jean, *Tropicalité*, Armand Colin, 1999, 340 p.

DELEUZE, Gilles ; GUATTARI, Félix, *Milles Plateaux*, Edition de Minuit, 1980, 645 p.

DI MEO, Guy, *Géographie sociale et territoires*, Nathan, 1998, 317 p.

DI MEO, Guy ; BULEON, Pascal, *L'espace social*, Armand Colin, 2005, 304 p.

DOLLFUS, Olivier, *La mondialisation*, Presses de sciences po, 1997, 166 p.

ELISSALDE, Bernard, "Géographie, temps et changement spatial", in L'Espace Géographique, 2000, n°3, pp. 224-236

FOUCHER, Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991 (2ème ed.), 691 p.

GRATALOUP, Christian, *Géohistoire de la mondialisation : le temps long du monde*, Armand Colin, 2007, 256 p.

JUILLARD, Etienne, *La région : contribution à une géographie générale des espaces régionaux*, Paris, Ophrys, 1974, 230 p.

LABORIT, Henri, L'éloge de la fuite, Robert Laffont, 1976, 188 p.

LE BERRE, Maryvonne, "Le territoire selon Maryvonne Le Berre", 1992, *Encyclopédie en ligne Hypergéo*
[http://www.hypergeo.eu/spip.php?article335]

LEVY, Jacques, LUSSAULT, Michel, *Dictionnaire de la géographie, de l'espace et des sociétés*, Belin, 2003, 1034 p.

LEZY, Emmanuel, *Guyane, Guyanes, Une géographie "sauvage" de l'Orénoque à l'Amazone*, Belin, 2000, 347 p.

MIOSSEC, Alain (dir.), *Géographie humaine des littoraux maritimes*, CNED, SEDES, 1998, 471 p.

PASKOFF, Roland, *Les littoraux*, Armand Colin, 2003, 260 p.

RAFFESTIN, Claude, *Pour une géographie du pouvoir*, LITEC, 1980, 249 p.

RETAILLE, Denis, "L'Etat, le territoire et les relations internationales, nouvelles approches géographiques", in Revue du monde musulman et de la Méditerranée, vol. 28, 1993, pp. 41-64

REYNAUD, Alain, *Société, espace et justice*, PUF, 1981, 263 p.

STASZAK, Jean-François, *La géographie d'avant la géographie. Le climat chez Aristote et Hippocrate*, L'Harmattan, 1995, 252 p.

TOURAINE, Alain, *La parole et le sang*, Odile Jacob, 1988, 532 p.

VELTZ, Pierre, *Mondialisation, villes et territoires : une économie d'archipel*, PUF, 1996, 262 p.

VERGNOLLE-MAINAR, Christine, "Géosystème", 2010, *Encyclopédie en ligne Hypergéo* [http://www.hypergeo.eu/spip.php?article404]

VEYRET, Yvette ; PECH, Pierre, *L'homme et l'environnement*, PUF, 1993, 423 p.

WALLERSTEIN, Immanuel, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-mondes*, La Découverte, 2004, 173 p.

2 AMERIQUE CENTRALE, GEOGRAPHIE ET HISTOIRE

AGUIRRE BELTRAN, Gonzalo, *Regiones de refugio, El desarrollo de la comunidad y el proceso dominical en mestizo america*, Instituto Indigenista Interamericano, Mexico, 1967, 367 p.

Atlas climatique de l'Amérique du Nord et de l'Amérique centrale, OMM-UNESCO, 1979

Atlas historico de incendios en Centroamerica, PFA-CEE-CCAD, Panama, 2000

BASTIDE, Roger, *Les Amériques noires*, Payot, 1967 (2ème ed.), 236 p.

BLAEU, Joan, *Atlas Maior*, 1665, Taschen, Köln, 2005, 593 p.

BRAY, Warwick, *The Archeology of Lower Central America*, Albuquerque, 1984

BUCHET, Christian, *La lutte pour l'espace Caraïbe et la façade atlantique de l'Amérique centrale et du Sud entre 1672 et 1763*, Thèse de doctorat de l'Université Paris-Sorbonne, Paris, 1991

CARRE, Fréderic ; DE SEGUIN, André, *Mexique, Golfe, Caraïbes, une Méditerranée américaine ?*, PUF, 1998, 249 p.

CABEZAS CARCACHE, Horacio, *La Piratería en la Capitanía General de Guatemala*, 1994
[www.mineco.gob.gt]

COATES, Anthony G. (dir.), *Central America, A Natural and Cultural History*, Yale University Press, 1997, 277 p.

CHAUNU, Huguette ; CHAUNU, Pierre, *Séville et L'Atlantique (1500-1650)*, Paris, SEVPEN, 1956

CHAUNU, Pierre, *L'Amérique et les Amériques*, Armand Colin, 1964, 470 p.

COLLIN DELAVAUD, Claude (dir.), *L'Amérique latine, approche géographique générale et régionale*, Bordas, 1973, tome 1, 295 p. ; tome 2, 443 p.

COLOMB, Fernand, *Histoire de la vie et des découvertes de Christophe Colomb*, Paris, Dreyfus, 1879, 302 p.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine, "Traite négrière et démographie. Les effets de la traite atlantique : un essai de bilan des acquis actuels de la recherche", in DAGET, Serge, *De la Traite à l'esclavage,* 1985, vol. 2, pp. 57-69

DEMYK, Noëlle, "chapitres 13, 14, 15", in *Géographie Universelle, volume 3, Amérique latine*, dirigée par BRUNET, Roger ; DELER, Jean-Paul ; DOLLFUS, Olivier ; THERY, Hervé, GIP-RECLUS, 1990

DEMYK Noëlle, *Espace pouvoir et société : contribution à l'étude des structures territoriales de l'Amérique centrale*, HDR, Université Paris 7, 2002

DESTEXHE, Alain, *Amérique centrale, enjeux politiques*, Paris, Complexe, 1989, 276 p.

EXQUEMELIN, Alexandre-Olivier, *Histoire des aventuriers flibustiers*, 1686, PUPS, 2005, 595 p.

FONSECA, Elisabeth, *Centroamérica, su historia*, FLACSO, 1996, 379 p.

GOUROU, Pierre, *L'Amérique tropicale et australe*, Hachette, 1976, 432 p.

HALL, Carolyn ; PEREZ BRIGNOLI, Hector, *Historical Atlas of Central America*, University of Ocklahoma, 2003, 322 p.

KIRKPATRICK, Frederick Alexander, *Les conquistadors espagnols*, 1935, Payot, 1992, 276 p.

L'Amérique centrale de l'après-guerre, Problèmes d'Amérique latine, n°30, 1998

LARA, Oruno D., *Caraïbes en construction : Espace, colonisation, résistance*, Editions du CERCAM, 1992, 1257 p.

LASSERRE, Guy, *Les Amériques du Centre : Mexique, Amérique centrale, Antilles, Guyane*, Paris, PUF, 1974, 380 p.

LEMOINE, Maurice, *Les naufragés d'Esquipulas*, Atalante, 2002, 805 p.

Le monde caraïbe, Mappemonde, n°72, 2003

LOPEZ DE VELASCO, Juan, *Geografía y Descripción Universal de las Indias*, 1571-1574, Fortanet, 1894 (reed.), 831 p.
[www.archive.org/stream/sixteenthcent00lboprich#page/352/mode/2up]

MEDINA-NICOLAS, Lucile, *Le dilemme des frontières en Amérique centrale, marges symboliques ou espaces en construction. Le cas des frontières Nicaragua-Costa Rica et Costa Rica-Panama*, Thèse de 3ème cycle, Paris 10, 2004, 567 p.

MUSSET, Alain, *L'Amérique centrale et les Antilles*, Armand Colin, Paris, 1998 (2ème ed.), 182 p.

MUSSET, Alain, *Villes nomades du Nouveau Monde*, EHESS, 2002, 397 p.

NEBENZAHL, Kenneth, *Atlas de Christophe Colomb et des Grandes découvertes*, Bordas, 1991, 175 p.

OVIEDO, Gonzalo Fernández, *Brève relation de la destruction des Indes*, Chandeigne, 2000, 224 p.

PEREZ BRIGNOLI, Hector, *Breve Historia de Centroamerica*, Alianza Editorial, Madrid, 1985, 169 p.

PETRE-GRENOUILLEAU, Olivier, *Les traites négrières*, Gallimard, 2004, 468 p.

QUILTER, Jeffrey ; HOOPES, John W., *Gold and Power in Ancient Costa Rica, Panama, and Colombia*, Dumbarton Oaks, 2003

RECLUS, Elisée, *Nouvelle Géographie universelle, XVII. Indes occidentales : Mexique. Isthmes américains*, Antilles, Paris, 1891, 932 p.

ROBINSON, William I., *Transnational Conflicts : Central America, Social Change, and Globalization*, Verso, 2003, 400 p.

ROUQUIE, Alain, *Guerres et paix en Amérique centrale*, Seuil, 1992, 399 p.

ROUQUIE, Alain (coord.), *Les forces politiques en Amérique centrale*, Karthala, 1991, 302 p.

SANDNER, Gerhard, *Zentralamerika und der Ferne Karibische Westen : Konjunkturen, Krisen und Konflikte 1503-1984*, Steiner, Stuttgart, 1985, 409 p.

TORRES-RIVAS, Edelberto (dir.), *Historia General de Centroamérica*, CEE/Quinto Centenario/FLACSO, Madrid, ed. Siruela, 6 volumes, 1993

WOODWARD, Ralph Lee Jr., *Central America: a nation divided*, Oxford University Press, 1999 (3ème ed.), 436 p.

B Approche thématique

1 ESPACE ET ECONOMIE

ALONSO, Irma T. de, Trade, *Industialization and Integration in 20th Century Central America*, Westport, 1994, 291 p.

ANKERSEN, Thomas T., "Abordando el enigma de la conservacion en Mesoamerica : un estudio de caso bioregional", in Mesoamerica, vol. 20, n°37, 1999, pp. 7-30

BULMER-THOMAS, V., *The political economy of Central America since 1920*, Cambridge University Press, 1987

CASILLAS, Rodolfo R. (compilador), *Los procesos migratorios centroamericanos y sus efectos regionales*, FLACSO, 1992, 127 p.

COLIN, France-Lise, *La gestion forestière en Amérique centrale : étude comparative du Panama et du Costa Rica, Caractéristiques, limites et enjeux*, DEA à Paris III présenté en octobre 2002 sous la direction de Christian Girault, 129 p.

COLIN, Jean-Philippe ; DE CHATEAU-THIERRY, Hélène ; ROUY, Clémence ; NAVARRO, Hermilio, "Système de production et migration dans un village mexicain", pp. 553-573, in *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du 20ème siècle,* ORSTOM, 1997, 768 p.

CORDERO, Allan (2005), *Turismo y dinámicas locales: el caso de Flores, El Petén, Guatemala*, FLACSO, Costa Rica [www.flacso.or.cr/fileadmin/documentos/FLACSO/turismoydinamicaslocales.pdf]

DE ALBUQUERQUE, Klaus ; McELROY, Jerome L., "A longitudinal study of serious crime in the Caribbean", pp. 32-70, in Caribbean Journal of Criminology and Social Psychology, n°4, 1999

DEHOORNE, Olivier, "Les bulles touristiques en milieu tropical : logiques et enjeux des enclaves touristiques dans les pays en développement", pp. 289-319, in *L'empreinte du tourisme. Contribution à l'identité du fait touristique*, RIEUCAU ; LAGEISTE, (dir.), L'Harmattan, 2006

DELGADO-RAMOS, Gian Carlo, "Recursos naturales, población y reordenamiento territorial. El caso del Plan Puebla-Panamá", in Realidad Económica, Buenos Aires, n°193, 2003, pp. 96-117

DESSE, Michel ; HARTOG, Thierry, "Zones franches, offshore et paradis fiscaux : l'antimonde légal", in Mappemonde, n°72, 2003, pp. 21-24

DUPRIEZ, Hugues ; DE LEENER, Philippe, *Arbres et agricultures multiétagées d'Afrique*, Terres et Vie/CTA, 1993, 280 p.

ELLIS, Frank, *Las transnacionales del banano en Centroamerica*, EDUCA, San José, 1983, 463 p.

FARET, Laurent, *Les territoires de la mobilité : Migration et communautés transnationales entre le Mexique et les Etats-Unis*, CNRS Editions, 2003, 351 p.

GIROT, Pascal, "Border Regions and Transborder Conservation in Central America", pp. 247-267, in *Borders and Border Politics in a Globalizing Word*, GANSTER, Paul ; LOREY, David. E. (ed.), SR Books, 2005, 353 p.

GUERRA-BORGES, Alfredo, *Globalización e integración latinoamericana*, Coyocán, Mexico, 2002, 295 p.

GUTIERREZ, Secundino-José, *Las comunicaciones en América*, MAPFRE, Madrid, 1993, 424 p.

HUALDE ALFARO, Alfredo, "¿Existe un modelo maquilador ?", Nueva Sociedad, 184, 2003, pp. 86-101

Informe sobre desarrollo humano para America Central 2009-2010, PNUD, 2009, 474 p. [http://www.idhac-abrirespaciosalaseguridad.org/inicio.php]

Informes nacionales sobre migración internacional en países de Centroamérica, CEPAL, n°24, 2000

Importencia del turismo en la economia nacional (2000-2006), Instituto hondureño de turismo, 2007
[www.visitehonduras.com/userfiles/file/estadisticas/boletin_estadistico_2000_2006.pdf]

Istmo centroamericano : estadisticas del sector manufacturero y de la industria de exportacion, CEPAL, 2009

KAIMOVITZ, David, "Policies Affecting Deforestation for Cattle in Central America", pp. 51-66, in *Sustainable agriculture in Central America*, DE GROOT, Jan P. ; RUERD, Ruben, Macmillan Press, 1997, 234 p.

LABROUSSE, *Dictionnaire géopolitique des drogues*, De Boeck, 2003, 745 p.

LE BAIL, Joël, *Activités halieutiques et développement en Amérique latine*, Thèse de l'Université de Nantes, 1995, 407 + 282 p.

LE MASNE, Camille, "Du soutenable à l'insoutenable : le tourisme à Bocas del Toro (Panamá). L'impact des logiques nationales et globales dans la déstructuration progressive d'une société d'accueil", Etudes caribéennes, n°13-14, décembre 2009
[http://etudescaribeennes.revues.org/3820]

LE MASNE, Camille, "Territoires et acteurs touristiques des littoraux caraïbes de l'Amérique centrale : entre intégration régionale et globalisation", pp. 233-246, in *Mer, détroits et littoraux : charnières ou frontières des territoires*, SEMMOUD, Bouziane (dir.), L'Harmattan, 2009, 413 p.

LIU, Abby ; WALL, Geoffrey, "Planning tourism employment: A developing country perspective", in Tourism Management, n° 27, 2006, pp. 159-170

LITVIN, Stephen W., "Revisiting Plog's Model of Allocentricity and Psychocentricity - One More Time", in Cornell Hotel and Restaurant Administration Quarterly, vol. 47, n°3, 2006, pp. 159-170

MEYZONNIER, Patrice, *Trafics et crimes en Amérique centrale et dans les Caraïbes*, PUF, 2000, 145 p.

MIT, *Tourismes (tomes 1 et 2)*, Belin, coll. Mappemonde, 2002, tome 2, 320 p. ; tome 2, 350 p.

PASOS, Ruben (coord.), *El ultimo despale, la frontera agrícola centroamericana*, GRET, San José, 125 p.

PENELLO-RIAL, Dennise, *Turismo y condiciones sociales en Centroamerica : las experiencias en Costa Rica y Nicaragua*, CEPAL, Juin 2007

PLOG Stanley C., "Why Destination Areas Rise and Fall in Popularity", Cornell Hotel and Restaurant Administration Quarterly, vol. 42, no 3, juin 2001

Rapport mondial sur le développement 2007/2008, PNUD, 2008

SMITH, Valene L., *Hosts and Guests, The Anthropology of Tourism*, University of Pennsylvania Press, 1977, 254 p.

STELLA BARBA, Rina, "La ley que vende nuestro patrimonio", *La Prensa* (Panama), 21 octobre 2005
[www.dosier.prensa.com/especiales/web.asp?Id_dossiers=4]

SORENSEN, Helle, "Cozumel : The Challenges of Cruise Tourism", pp. 350-359, in *Cruise Ships Tourism*, DOWLING, Roos. K (ed.), CAB International, 2006, 441 p.

TORRES RIVAS, Edelberto, *Interpretación del desarrollo social centroamericano. Procesos y estructuras de una sociedad dependiente*, San José, EDUCA, 1971

VIALES HURTADO, Ronny J., "Una propuesta de reconceptualización del "enclave" bananero desde la perspectiva de la historia económica. El caso de la región Atlántica (Caribe) costarricense entre 1870 y 1950", Iberoamericana, VI, 23 (2006), pp. 97-111

WEAVER, David B., "The evolution of a "plantation" tourism landscape on the Caribbean island of Antigua",in Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie, n°79, 1988, pp. 50-71

WEST, Robert C. ; AUGELLI, John P., *Middle America: Its Lands and Peoples*, Englewood Cliffs, Jersey, 1966, 528 p.

WHEELLER, Brian, "Eco/Ego/Sustainable Tourism : The Complete Confidence Trick", pp.45-55, in *Tourismes, touristes, sociétés*, MICHEL, Franck (ed.), L'Harmattan, 1998

2 ESPACE ET POLITIQUE

BATAILLON, Gilles, *Genèse des guerres internes en Amérique centrale (1960-1983)*, Belles-Lettres, 2003, 474 p.

BAYART, Jean François, *The State in Africa : The Politics of the Belly*, Longman, 1993, 370 p.

CANDA, Jorge, "El diferendo entre Honduras y Nicaragua. Conflicto en el Caribe", in Nueva Sociedad, n°166, 2000, pp. 15-21

CASSEN, Bernard, "Le piège de la gouvernance", *Le Monde diplomatique*, juillet 2001

GAUDIN, Jean Pierre, *Pourquoi la gouvernance ?*, Presses de sciences po, 2002, 138 p.

GIROT, Pascal ; GRANADOS, Carlos, "La cooperacion transfronteriza y los nuevos paradigmas de la integracion centroamericana", pp. 289-310, in *Las fronteras del Istmo*, BOVIN, Philippe (coord.), CEFMC/CIESAS, Mexico, 1997, 349 p.

MORALES GAMBOA, Abelardo, "Cruzar la raya : frontera y redes sociales entre Costa Rica y Nicaragua", pp. 267-275, in *Las fronteras del Istmo*, BOVIN, Philippe (coord.), CEFMC/CIESAS, Mexico, 1997, 349 p.

MUSSET, Alain, "Villes frontières et nations en Amérique centrale", in Hérodote, n°99, vol.4, 2000, pp. 37-60

NELKEN-TERNER, Antoinette, "Las fronteras del istmo centroamericano y el derecho internacional maritimo", pp. 123-128, in *Las fronteras del Istmo*, BOVIN, Philippe (coord.), CEFMC/CIESAS, Mexico, 1997, 349 p.

NICKSON, Andrew R., *Local government in Latin America*, Lynne Rienner, 1995, 316 p.

OSSA, Alvaro de la, "Cooperacion e integracion entre gobiernos en centroamerica", in Nueva Sociedad, n°186, juillet- août 2003, pp. 61-68

PREVOT-SCHAPIRA, Marie-France, RIVIERE D'ARC, Hélène (dir.), *Les territoires de l'Etat-nation en Amérique latine*, Paris, IHEAL, 2001, 318 p.

RENO, William, *Corruption and State Politics in Sierra Leone*, Cambridge University Press, 1995, 229 p.

ROUQUIE, Alain, *L'Etat militaire en Amérique latine*, Seuil, 1982, 464 p.

SANTANA, Adalberto, "Ideas y perceptiones sobre las fronteras del istmo centroamericano", pp. 65-74, in *Las fronteras del Istmo*, BOVIN, Philippe (coord.), CEFMC/CIESAS, Mexico, 1997, 349 p.

3 ESPACE ET CULTURE

ADAMS, Richard Newbold, "Internal and external ethnicities : with special reference to Central America", in *Estado, democratización y desarrolló en Centroamerica y Panamá*, ACAS, 1989

BARTH, Fredrik, "Les groupes ethniques et leurs frontières (1969)", pp. 203-249, in POUTIGNAT, Philippe ; STREIFF-FENART, Jocelyne, *Théories de l'ethnicité*, PUF, 1995

BASTIAN, Jean-Pierre, "El marcado sagrado : frontera interna y religion en Centroamerica y en el sur de Mexico", pp. 325-333, in *Las fronteras del Istmo*, BOVIN, Philippe (coord.), CEFMC/CIESAS, Mexico, 1997, 349 p.

CALDERON, Fernando ; HOPENHAYN, Martín ; OTTONE, Ernesto, *Esa esquiva modernidad :desarrollo, ciudadanía y cultura en América Latina y el Caribe,* UNESCO-Nueva Sociedad, 1996

CHIVALLON, Christine, "Du territoire au réseau : comment penser l'identité antillaise", Cahier d'études africaines, vol. 37, 1997, pp. 767-794
[http://www.unc.edu/depts/europe/francophone/Creole/creole_fren/introentiere.pdf]

CLEMENTE BATALLA Batalla, Isabel, *Educación, política educativa y conflicto político-cultural en San Andrés y Providencia (1886-1980)* , Bogotá, Universidad de los Andes, 1991

CONCHA MALO, Miguel, "Los derechos de los pueblos indigenas en la organizacion de las naciones unidades", pp. 131-143, in *Diversidad étnica y conflicto en América Latina : organizaciones indígenas y políticas estatales*, BARCELO, Raquel; PORTAL, María Ana ; SANCHEZ, Martha Judith (coord.), Plaza y Valdes ed., 1995, 251 p.

CUCHE, Denys, *La notion de culture dans les sciences sociales*, La Découverte, 2004, 123 p.

DEMAZIERE, Eve, *Les cultures noires d'Amérique centrale*, Karthala, 1994, 223 p.

DUMOULIN KERVRAN, David, "Les terres indiennes pour la conservation, Un dispositif clé du néo-indigénisme international", pp. 91-104, in *Etre indien dans les Amériques*, GROS, Christian ; STRIGLER, Marie-Claude (dir.), Institut des Amériques, 2006, 315 p.

FANON, Frantz, *Peau noire, masques blancs*, Seuil, 1952, 188 p.

FUMERO, Patricia, *Centroamérica: desarrollo desigual y conflicto social, 1870-1930*, Centro de Investigaciones en Identidad y Cultura Latinoamericanas, Universidad de Costa Rica, 2004 ; 56 p.

GROS, Christian, "Nationaliser l'Indien, ethniciser la Nation", pp. 263-272, in *Etre indien dans les Amériques*, GROS, Christian ; STRIGLER, Marie-Claude (dir.), Institut des Amériques, 2006, 315 p.

GRUZINSKI, Serge, *La colonisation de l'imaginaire*, Gallimard, 1988, 376 p.

GRUZINSKI, Serge, "Découverte, conquête et communication dans l'Amérique ibérique : avant les mots, au-delà des mots", pp. 141-154, in *Transferts culturels et métissages Amérique/Europe 16ème-20ème siècle*, TURGEON, Laurier ; DELAGE, Denys ; OUELLET, Real, L'Harmattan, 1996

GRUZINSKI, Serge, *La pensée métisse*, Fayard, 1999, 345 p.

HUNTINGTON, Samuel, *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, 1997, 402 p.

"La etnografía de Mesoamérica meridional y el área circuncaribe : II Coloquio Paul Kirchhoff", MEDINA, Andres (Coord.), UNAM, IIA, Mexico, 1996

LANGUE, Frédérique, "Les identités fractales : honneur et couleur dans la société vénézuélienne du XVIIIe siecle", Nuevo Mundo Mundos Nuevos [http://nuevomundo.revues.org/index633.html]

LE BOT, Yvon, *Violence de la modernité en Amérique latine. Indianité, société, et pouvoir*, Karthala, Paris, 1994, 291 p.

LEWIS, Bernard, *Islam and the West*, Oxford University Press, 1994, 217 p.

MACKLEM, Patrick, "The Amicus Curiae Brief of the Assembly of First Nations", in Human Rights Quarterly, vol.22, 2000, pp. 572-602

MARTINEZ MONTIEL, Luz Maria (coord.), *Presencia africa en Centroamerica*, DGCP, Mexico, 1993, 177 p.

PEREZ SAINZ, Juan Pablo, *Globalización y Comunidades en Centroamérica*, FLACSO, 2001

PINEDO, Aristarco Regalado, "Le conquistador : un soldat mutilé", in Clio, n°20, 2004

RODAS NUNEZ, Isabela, "Identidades y la construcción de la categoría oficial "ladino" en Guatemala", Crise Working Paper, n°29, Octobre 2006 [http://www.crise.ox.ac.uk/pubs/workingpaper29.pdf]

SAID, Edward W., *L'Orientalisme, L'Orient créé par l'Occident*, Seuil, 1980, 392 p.

SOLIEN GONZALEZ, Nancie L., *Black Carib household structure*, University of Washington Press, 1969, 163 p.

STEIGENGA, Timothy J., *The Politics of the Spirit. The Political Implications of Pentecostalized Religion in Costa Rica and Guatemala*, Lexington Books, 2001, 202 p.

TOURAINE, Alain, *Un nouveau paradigme*, Fayard, 2005, 412 p.

YACOUB, Joseph, *Les minorités dans le monde*, Desclée de Brouwer, 1998, 925 p.

WOLF, Eric, *The Mexican Bajío in the 18th Century*, Tulane University, Middle American Research Institute, 1955

C Approche par pays

1 MEXIQUE

AGUAYO, Sergio (dir.), *Los refugiados guatemaltecos en Campeche y Quintana Roo : condiciones sociales y culturales*, El Colegio de México, 1989, 88 p.

BATAILLON, Claude, "Nations au Mexique, construction et métissage", in Hérodote, n°99, vol.4, 2000, pp. 18-36

BROWN, Denise F., "Familia y comunidad en la definición del paisaje cultural maya yucateco", in Sociológica, vol.11, n°32, 1996, pp. 37-49

BURNE, Stella Maris Arnaize, "Costa Maya-San Pedro : los retos del desarollo turistico fronterizo", pp. 281-287, in *Las fronteras del Istmo*, BOVIN, Philippe (coord.), CEFMC/CIESAS, Mexico, 1997, 349 p.

CANCHE ESCAMILLA, Jorge Luis, "La industria maquiladora de exportación en Yucatán, México", in Comercio Exterior, vol.48, 1998, pp. 324-327

DACHARY, Alfredo Cesar, "La frontera Mexico-Belice : un reto para el desarollo sustentable", pp. 277-287, in *Las fronteras del Istmo*, BOVIN, Philippe (coord.), CEFMC/CIESAS, Mexico, 1997, 349 p.

DIAZ-BOLIO, José, *Mi descubrimiento del culto crotalico*, Mérida, Yucatán, 1980, 180 p.

EASTMOND, Amarella, "Modernización agrícola y movilidad social hacia arriba en el sur de Yucatán", in Nueva Antropología, vol.11, n°39, 1991, pp. 189-200

ERICSON, Jeny ; FREUDENBERGER, Mark S. ; BOEGE, Ekart, *Population Dynamics, Migration, and the Future of the Calakmul Biosphere Reserve*, Occasional Paper No. 1, 1999, Program on Population and Sustainable Development, (PSD), American Association for the Advancement of Science (AAAS)

FABREGAS PUIG, Andres, "Vivir la frontera sur de Mexico", pp. 343-349, in *Las fronteras del Istmo*, BOVIN, Philippe (coord.), CEFMC/CIESAS, Mexico, 1997, 349 p.

GABBERT, Wolfgang, "Social Categories, Ethnicity and the State in Yucatan, Mexico", in Journal of Latin American Studies, n°33, 2001, pp. 459-484

GAULTIER, Sebastien, *La migration rurale-rurale dans le Sud-Est mexicain et ses interrelations avec les nouveaux systèmes de production localisés : le cas de la Péninsule du Yucatan*, Thèse de 3ème cycle soutenue en 2006 à Paris III, dir. de Mme Rivière d'Arc

HERAUD-PINA, Marie-Anne, *Le karst du Yucatan, pays des Mayas*, Presses universitaires de Bordeaux, 1996, 282 p.

MUSSET, Alain, *Le Mexique*, Armand Colin, 1996 (2ème ed.), 274 p.

NAVEDA CHAVEZ-HITA, Adriana, "Los estudios afromexicanos : los cimientos y las fuentes locales", in La Palabra y el Hombre, n°97, 1996, pp. 125-139

PEREZ VILLEGAS, Graciela ; CARRASCAL, Eurosia, "El desarrollo turístico en Cancún, Quintana Roo y sus consecuencias sobre la cubierta vegetal", Boletín del instituto de Geografía, UNAM, n°43, 2000, pp 145-166
[http://www.igeograf.unam.mx/instituto/publicaciones/boletin/bol43/b43art9.pdf]

RAMIREZ CARRILLO, Luis Alfonso, *Sociedad y población en Yucatán, 1950-1989*, El colegio de Mexico, 1993, 110 p.

RAMIREZ CARRILLO, Luis Alfonso, "La politica del desarrollo regional en Yucatán. Descentralización administrativa y empresariado", in Estudios Demográficos y Urbanos, n°2/26, 1994, pp. 381-393

RE CRUZ, Alicia, "Una comunidad maya de Yucatán : transformación social y expresión simbólica ", in Revista Española de Antropología Americana, n°26, 1996, pp. 167-181

REDFIELD, Robert, *The Folk Culture of Yucatán*, University of Chicago Press, 1941, 416 p.

REED, Nelson A., *The Caste War of Yucatán*, Stanford University Press, 1959, 428 p.

ROSADO, Diana M. ; FUENTES José H. "Turismo local, espacio costero y problemas urbanos en Yucatán", in Anuario de Estudios Urbanos, México, n°3, 1996, pp. 163-176

XII Censo General de Población y Vivienda, Instituto Nacional de Estadístrica y de Geografía (INEGI), 2000

2 BELIZE

A Geography of Belize, The Land and its People, Cubola Books, Benque Viejo, 2005 (8 ème ed.), 144 p.

CHOMITZ, Kenneth M. ; GRAY, David A., "Roads, Land Use and Deforestation : A Spatial Model Applied to Belize", in World Bank Economic Review, vol.10, n°3, 1996, pp. 487-512

DUFFY, Rosaleen, "Shadow players : ecotourism development, corruption and state politics in Belize", in Third World Quarterly, vol.21, 2000, pp. 549-565

HILLEBRANDS, Bernd, "Dem is one race, De Caribbean man ?", in Lateinamerika, n°27, 1994, pp. 25-48

FLACSO (ed.), *Belice, historia y sociedad*, 1990, 71 p.

Informes nacionales sobre migración internacional en países de Centroamérica, Belize, CEPAL - SERIE Seminarios y conferencias, nº 24

JUDD, Karen, "In the name of the people: populist ideology and expatriate power in Belize", pp.133-158, in *The White Minority in the Caribbean*, Johnson, Howard, Ian Randle Publishers, Kingston, 1998

LEIKAM, Ginny ; OTIS, Stephanie ; RAYMOND, Tristan ; SIELKEN, Nicole ; SWEENEY, Tom, *Evaluation of the Belize Audubon Society Co-Management Project at Crooked Tree Wildlife Sanctuary and Cockscomb Basin Wildlife Sanctuary, Belize*, University of Michigan, April 2004
[www.snre.umich.edu/ecomgt/pubs/bascm/complete.pdf]

MOBERG, Mark, "Structural Adjustment and Rural Development: Interferences from a Belizean Village", in Journal of Development Studies, n°27, 1992, pp. 143-163

MOBERG, Mark, "Crown colony as Banana Republic : The United Fruit in British Honduras, 1900-1920", in Journal of Latin American Studies, n°28, 1996, pp. 357-381

MOBERG, Mark, "Transnational Labor and Refugee Enclaves in a Central American Banana Industry", in Human Organization, vol. 55, 1996, pp. 425-435

National Poverty Elimination Strategy and Action Plan 2006-2010, Ministry of Economic Development, Commerce and Industry of Belize, 4 volumes, 2005

Rapport du Haut commissariat aux droits de l'homme pour Belize, Genève, 4-15 mai 2009

SAWATZKY, Leonard, *They sought a country: Mennonite colonization in Mexico*, Berkeley, 1971, 387 p.

SERNA, Juan Manuel de la, "Belice, de la colonia mercantil a la independencia dependiente", pp.401-416, in *"America latina, historia y destino"*, Colloque de l'Universidad Nacional Autonoma de Mexico, 1992

STONE, Michael, "La politica cultural de la identidad maya en Belize", pp. 167-214, in Mesoamerica, n° 29, juin 1995

SUTHERLAND, Anne, *Caye Caulker, Economic Success in a Belizean Fishing Village*, Westview Press, 1986, 153 p.

SUTHERLAND, Anne, *The Making of Belize, Globalization in the Marges*, Bergin and Garvey, 1998, 201 p.

WIEGAND, Bruce ; Benett, Richard, "The will to win : Determinants of public support for the drug war in Belize", in Crime, Law, and Social Change, n°19, 1993, pp. 203-220

WOODS, Louis A., "The composition and distribution of ethnic groups in Belize", in Latin American Research Review, n°32, 1997, pp.65-88

2000 Population and Housing Census, Central Statistical Office (CSO)

3 GUATEMALA

ARNAUD, Charlotte, "Stratégies politiques mayas et espagnoles au Guatemala, 15ème-16ème siècle", pp. 17-56, in *Pouvoirs et déviances en Méso-Amérique*, Presses Universitaires du Mirailh, Toulouse, 1998

ARRIVILLAGA CORTES, Alfonso, "La estructura político-administrativa y sus implicaciones en el pueblo Garifuna de Guatemala", in Anales del Caribe, La Habana, n°12, 1992, pp. 211-217

CLARK, Charles, *The delegitimation of land tenure in tropical Petén, Guatemala*, Albuquerque, Univ. of New Mexico, 1998, 19 p.

Diagnostico socioeconomico, potencialidades productivas, propuestas de inversion, municipios de San Luis, departamento de Petén, Université San Carlos de Guatemala, Faculté de sciences économiques, 2007, 660 p.

DOUZANT-ROSENFELD, Denise, "Dinamica del espacio fronterizo en el norte de Guatemala : el frente pionero de Ixcan entre 1966 y 1996", pp. 171-181, in *Las fronteras del Istmo*, BOVIN, Philippe (coord.), CEFMC/CIESAS, Mexico, 1997, 349 p.

FORD, Anabel ; MONTES, José Antonio, "Medio ambiente, uso de la tierra y desarrollo sostenible : la reserva arqueológica de El Pilar para la flora y fauna mayas de Belice y Guatemala", in Mesoamérica, vol.20, n°37, 1999, pp. 31-50

Informacion general sobre Livingston y la comunidad garifuna, Diagnostico de la Organización Negra de Guatemala (ONEGUA), 1998, 26 p.
[http://www.inforpressca.com/livingston/diagnostico_garifunas.pdf]

LE BOT, Yvon, *La guerre en terre maya, Communauté, violence et modernité au Guatemala (1970-1992)*, Karthala, 1992, 336 p.

ROJAS LIMA, Flavio, *Los indios de Guatemala*, MAPFRE, 1995

ROSENFELD, Amy B. ; BOWLES, Ian A. ; KORMOS, Cyril F. ; REINING, Conrad C. S. ; NATIONS, James D. ; ANKERSEN, Thomas T., "Conservación y desarrollo petrolero en Petén, Guatemala : el impacto ambiental de los préstamos de la International Finance Corporation y propuestas de reforma", in Mesoamérica, vol.20, n°37, 1999, pp. 73-110

SAINT-LU, André, *La Vera Paz, Esprit évangélique et colonisation*, Institut d'études hispaniques, Paris, 1968

SCHWARTZ, Norman B., *Forest Society, a Social History of Peten*, Guatemala, University of Pennsylvania Press, 1992, 367 p.

SCHWARTZ, Norman B., "Reprivatización y privación : sistemas tradicional y contemporáneo de tenencia de la tierra en el Peten, Guatemala", in Mesoamerica, n° 29, juin 1995, pp. 215-232

VALENZUELA DE PISANO, Ileana, *Agricultura y bosque en Guatemala : estudio de caso en Petén y Sierra de las Minas*, Ciudad de Guatemala, Universidad Rafael Landívar, 1996, 244 p.

VAN DER VAEREN, Pierre, *Perdidos en la selva : un estudio del proceso de re-arraigo y de desarrollo local de la Comunidad-Cooperativa Unión Maya Itzá, formada por campesinos guatemaltecos, antiguos refugiados, reasentados en el Departamento de El Petén, Guatemala*, Amsterdam : Thela Thesis, 2000, 377 p.

XI Censo de Población y VI de Vivienda, Instituto Nacional de Estadística (INE), 2002

4 HONDURAS

AMERICAS WATCH COMMITTEE, *The Sumus in Nicaragua and Honduras : an endangered people*, Americas Watch Committee, 1987, 43 p.

ARDON MEJIA, Mario, "Panorama etnográfico de la vivienda rural en Honduras", in Folklore Americano, n°49, 1990, pp. 51-66

D'ANS, André Marcel, *Honduras, La difficile émergence d'une nation, d'un Etat*, Karthala, 1997, 385 p.

D'ANS, André-Marcel, *Ecologie politique d'un désastre, Le Honduras après l'ouragan Mitch*, Karthala, 2005, 275 p.

DAVIDSON, William V. ; CRUZ, Fernando S., "Delimitación de la región habitada por los sumos taguacas de Honduras en el período de 1600 à 1990", in Mesoamerica, n°29, juin 1995, pp. 160-165

GOMEZ, Elvia Elisabeth, "Incendias de la presencia de la contra revolucion nicaragüense en el municipio de Trojes, departamento de El Paraiso, Honduras", pp. 183-191, in *Las fronteras del Istmo*, BOVIN, Philippe (coord.), CEFMC/CIESAS, Mexico, 1997, 349p.

HARDY, Sébastien, "La vallée de Sula (Honduras), une marge triomphante ?", in Mosella, 2003, tome XXVIII, n°3-4, pp. 221-233

HARDY, Sébastien, "Choluteca : ville hondurienne du système Monde ? ", Cybergéo, n°379, 2007
[http://www.cybergeo.eu/index7242.html?lang=en]

HUMPHRIES, Sally, "Milk Cows, Migrants and Land Markets: Unraveling the Complexities of Forest-to-Pasture Conversion in Northern Honduras", in Economic Development and Cultural Change, vol.47, 1998, pp. 95-124

JOHNSTON-DODDS, Kimberly A. ; DODDS, David J., "El Proyecto de la Presa Patuca y el Corredor de la Mosquitia Hondureña ", in Mesoamérica, vol.20, n°37, 1999, pp. 169-196

LINDSAY, Ann, *El verdadero precio del oro en Honduras*, Rapport pour la CAFOD, 2006, 24 p.

MARTIN, Mario, "Honduras : el valle de Sula" pp. 69-79, in Medio Ambiente y Urbanización, vol.12, n°47/48, 1994

RICHARDS, Michael, "Alternative Approaches and Problems in Protected Area Management and Forest Conservation in Honduras", pp. 142-156, in *Sustainable agriculture in Central America*, DE GROOT, Jan P. ; RUERD, Ruben, Macmillan Press, 1997, 234 p.

RIVAS, Ramon D., *Pueblos indígenas y garifunas de Honduras*, Guaymuras, 1993

MILADY SALINAS, Iris, *Arquitectura de los grupos étnicos de Honduras*, Guaymuras, Tegucigalpa, 1991, 205 p

SEIDL, Andrew F., *Community-based natural resource management in the Bay Islands, Honduras*, The World Bank/WBI's CBNRM Initiative, 1998 [www.srdis.ciesin.columbia.edu/cases/honduras-006.html]

SOLURI, John, "People, Plants and Pathogens : the Eco-social Dynamics of Export Banana Production in Honduras, 1875-1950", in Hispanic American Historical Review, vol.80, n°3, 2000, pp. 463-501

VALLEJO LARIOS, Mario, "Zonas indígenas versus áreas protegidas : el caso de la reserva de la biosfera del Río Plátano en Honduras", in Mesoamérica, vol.20, n°37, 1999, pp. 145-167

XVI Censo de Población y V de Vivienda, Instituto Nacional de Estadística (INE), 2001

5 NICARAGUA

BATAILLON, Gilles, "Comandantes, Etat-Major et Guerilleros : Jeux de pouvoirs à l'intérieur de la guerilla Miskitu (Nicaragua, 1981-1984)", in Cahiers des Amériques latines, n°36, 2001, pp. 127-159

CUNNINGHAM, Myrna, "La autonomia regional multietnica en la Costa atlantica de Nicaragua", pp. 275-303, in *Autonomias etnicas y Estados nacionales*, BARTOLOME, Miguel A. (dir.)

DE GROOT, Jan P. ; AMBROGUI, Rosario ; LOPES JIMENEZ, Mario, "Productions Systems in the Tropics of Nicaragua : a Comparison of Two Colonization Areas", pp. 67-88, in *Sustainable agriculture in Central America*, DE GROOT, Jan P. ; RUERD, Ruben, Macmillan Press, 1997, 234 p.

DIAZ POLANCO, Hector, "Nicaragua : Diez años de autonomia en Nicaragua", in America Latina en Moviento, 1997

ENRIQUEZ, Laura J., "The Varying Impact of Structural Adjustment on Nicaragua's Small Farmers", in European Review of Latin American and Caribbean Studies, n°69, octobre, 2000, pp. 47-68

GARCIA, Claudia, "La enfermedad entre los Miskito : su causa y su curacion", in America Indegina, n°4, 1990, pp. 93-115

GISMONDI, Michael ; MOUAT, Jeremy, "Merchants, Mining and concessions on Nicaragu's Mosquito Coast : Reassssing the American Presence, 1893-1912", in Journal of Latin American Studies, n°34, 2002, pp. 845-879

HAWLEY, Susan, "Protestantism and Indigenous mobilisation : The Moravian Church among the Miskitu Indians of Nicaragua", in Journal of Latin American Studies, n°29, fevrier 1997, pp. 111-129

HOWARD, Sarah M., "Livelihoods, Land Rights and Sustenaible Development in Nicaragua's Bosawas Reserve", pp. 129-141, in *Sustainable agriculture in Central America*, DE GROOT, Jan P. ; RUERD, Ruben, Macmillan Press, 1997, 234 p.

MEMBRENO IDIAQUEZ, Marcos, *La estructura de las comunidades etnicas*, Managua, Envio, 1994, 320 p.

MUSSET, Alain ; DELHOM, Joël, *Nicaragua, dans l'œil du cyclone*, IHEAL-IHNCA-UBS, 2000, 303 p.

NIETSCHMANN, Bernard, "Conservacion, autodeterminacion y el Area Protegida Costa Miskita, Nicaragua", in Mesoamerica, n° 29, juin 1995, pp. 1-55

NYGREN, Anja, "Competing Claims on Disputed Lands : The Complexity of Ressource Tenure in The Nicaraguan Interior", in Latin American Research Review, vol.39, 2004, pp. 123-153

ORTEGA HEGG, Manuel, "El regimen de autonomia en Nicaragua, contradicciones historicas y debates recientes", Alteridades, n°7, 1997, pp. 99-105

PERRY, Pamela, "The Politics of Identity : Community and Ethnicity in a Pro-Sandinista Enclave on Nicaragua's Atlantic Coast", in Berkeley Journal of Sociology, n°36, 1991, pp. 115-135

VERA HERRERA, Ramon, "Cercar el mar a los peces", in Boletín de Antropología Americana, n°30, 1994, pp. 81-120

VERNOOY, Ronnie, "A Nicaraguan Atlantic Coastal Labour History", in European Review of Latin American and Caribbean Studies, n°58, 1995, pp. 23-24

WALKER, Thomas W. (dir.), *Nicaragua without illusions*, Scholarly Resources Inc., 1997, 332 p.

VIII Censo de Población y IV de Vivienda, Instituto Nicaragüense de Fomento Municipal (INIFOM), 2005

6 COSTA RICA

ALVARENGA, Patricia, "Cultura y sobrevivencia : la migracion nicaragüense en Costa Rica", pp. 221-229, in *Las fronteras del Istmo*, BOVIN, Philippe (coord.), CEFMC/CIESAS, Mexico, 1997, 349 p.

ARGUEDAS, Carlos, "Falacias y ocultamientos de los pinnnnneros", in Ambientico, n°177, juin, 2008, San José, Costa Rica, p. 9

BEAUVAIS, Jean-François ; MATAGNE, Patrick, "Le concept du corridor vert et le développement durable au Costa Rica", Annales de géographie, n°605, 1999, pp. 5-20

BOEGLIN, Nicolas, "Sala Constitucional rechazó recurso de amparo contra Crucitas", *El Pais* (Costa Rica), 11 mai 2010
[http://elpais.cr/articulos.php?id=2236]

BIESANZ, Maris ; BIESANZ, Richard ; BIESANZ, Karen, *The Ticos, culture and social change in Costa Rica*, Lynne Rienner, 1999, 307 p.

BOZA VILLAREAL, Alejandra, "La poblacion indigena de la Gran Talamanca : tamaňo y ubicacion, Costa Rica, 1840-1927", Revista Historia, nº51-52, 2005, pp. 9-78

CARRIERE, Jean, "The Political Economy of Land Degradation in Costa Rica", in International Journal of Political Economy, n°21, 1991, pp. 11-31

Costa Rica : Estadisticas de comercio exterior 2008, PROCOMER, 2009, 236 p.

CUADRADO Gabriela, "Legalizacion de la contaminacion de aguas para consumo humano", in Ambientico, n°177, juin, 2008, San José, Costa Rica, pp. 11-12

FAURE, Guy ; HOCDE, Henri ; VEERABADREN, Sendy, "L'agriculture familiale mise sous normes : jusqu'où les producteurs d'ananas du Costa Rica pourront-ils relever le défi ? ", in *"Les institutions du développement durable des agricultures du sud"*, Journées de Montpellier, 7-8-9 novembre 2005

FAURE, Guy ; SAMPER, Mario, "Vingt ans d'ouverture économique : l'avenir compromis de l'agriculture familiale au nord du Costa Rica", in Tiers-Monde, n° 183, 2005, pp. 581-602

LAVOU-ZOUNGBO, Victorien, "Puerto Limón : imaginaire social et représentation littéraire", pp. 159-168, in *Les ports dans l'espace caraïbe*, GUICHARNAUD-TOLLIS (ed.), L'Harmattan, 2003, 296 p.

MATAGNE, Patrick, "Les paradoxes de l'écotourisme au Costa Rica", in Ecologie Politique, n°15, 1995, pp. 95-102

MCILWAINE, Cathy, "Vulnerable or poor ? A Study of Ethnic and Gender Disavantadge Among Afro-Caribbeans in Limón, Costa Rica", in The European Journal of Development Research, n°9, 1997, pp. 35-61

PURCELL, Trevor W. ; SAWYERS, Kathleen, "Democracy and ethnic conflict : Blacks in Costa Rica", in Ethnic and Racial Studies, vol.16, 1993, pp. 298-322

ROJAS BOLANOS, Manuel, *Costa Rica*, San José, 1989

SALAZAR, Omar, "Plantaciones de piña en Costa Rica contra la sostenibilidad ecologica y social", in Ambientico, n°177, juin, 2008, San José, Costa Rica, p. 13

SCHELHAS, John, "Land Use Choise and Change : Intensification and Diversification in the Lowland Tropics of Costa Rica", in Human Organization, vol. 55, 1996, pp. 298-306

SOLORZANO FONSECA, Juan Carlos, "Indigenas insumisos, frailes y soldados : Talamanca y Guatuso, 1660-1821" in Anuario de Estudios Centroamericanos, Universidad de Costa Rica, n°23(1-2), 1997, pp. 143-197

STEINBERG, Paul F., *Environmental leadership in developing country*, MIT, 2001, 281 p.

The impact of Intel in Costa Rica, Rapport de la Banque mondiale, 2006, 54 p. [http://www.fdi.net/documents/WorldBank/databases/investing_in_development/intelcr/casestudiesIntel.pdf]

VERSCHOOR, Gerald, "Farmers, Multinationals and the State in the Atlantic Zone of Costa Rica", in *European Review of Latin American and Caribbean Studies*,n° 57, 2004, pp. 69-87

WILEY, James, "Undocumented Aliens and Recognized Refugees : The Right to Work in Costa Rica", in International Migration Review, vol. 29, 1995, pp. 423-440

IX censo nacional de población y el V censo nacional de vivienda, Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC), 2000

7 PANAMA

ARCHIBOLD, Juan Perez, "Autonomía kuna y Estado panameño", pp. 243-274, in *Autonomías etnicas y Estados nacionales*, BARTOLOME, Miguel A. (dir.)

CASTILLO, Jorge, *Colón, ruta de transito : diagnostico Socio-Economico de la provincia de Colón*, Vicariato Apostólico de Darien y CEASPA, 1987, 36 p.

Ciudad de Colón, sin territorios libres, *La Prensa* (Panamá), 31/1/2009

DEMYK, Noëlle, "Le canal de Panamá : le nouveau statut et les contraintes de la mondialisation", Problèmes d'Amérique latine, n°35, 1999, pp. 79-106

"Foro sobre el Pueblo Guaymí y su Futuro", *Panamá* (23-27 mars 1981), Centro de Estudios y Acción Social, CEASPA, 1982, 402 p

GUIONNEAU-SINCLAIR, Françoise, "Movimiento profetico-mesianico entre los Ngöbe (guaymi) de Panamá", in America Indegina, n°4, 1990, pp. 63-92

GUIONNEAU-SINCLAIR, Françoise, *Messianisme et luttes sociales chez les Guaymi du Panamá*, L'Harmattan, 1994, 122 p.

HERLIHY, Peter H., "La revolucion silenciosa de Panamá : las tierras de comarca y los derechos indigenas", in Mesoamerica, n° 29, juin 1995, pp. 77-93

HOWE, James, "La lucha por la tierra en la costa de San Blas (Panamá), 1900-1930", in Mesoamerica, n° 29, juin 1995, pp. 57-76

Informes nacionales sobre migración, Panamá, CEPAL, juin 2005

MARIN, Raul, "Kunas de Panamá : salir de la reserva", in Pensamiento Propio, n°88, 1992, pp. 37-39

MCKAY, Alberto, "Mares, aires y fronteras maritimas de Panamá", pp. 129-134, in *Las fronteras del Istmo*, BOVIN, Philippe (coord.), CEFMC/CIESAS, Mexico, 1997, 349 p.

PUJOL, Acela, "El desenclave geografico de la frontera colombo-panameña", pp. 261-265, in *Las fronteras del Istmo*, BOVIN, Philippe (coord.), CEFMC/CIESAS, Mexico, 1997, 349 p.

SOLORZANO FONSECA, Juan Carlos, "Evangelización franciscana y resistencia indígena : dos rebeliones en la frontera entre Panamá y Costa Rica, (Cabagra, Terraba, 1761 y Bugaba, Alanje, 1787")", Anuario de Estudios Centroamericanos, n°28 (1-2), 2002, pp. 57-88

STEPHENS, Clyde S., *Bosquejo historico de la provincia de Bocas del Toro, Panamá*, édition de l'auteur, Panamá, 2008, 84 p.

TORREZ DE ARAUZ, Reina, *Panamá indígena*, Biblioteca de la Nacionalidad, 1999

VENTOCILLA, Jorge ; NUNEZ, Valero ; HERRERA, Francisco ; HERRERA, Heraclio ; CHAPIN, Mac, "Los indigenas kunas y la conservacion ambiental", in Mesoamerica, n° 29, juin 1995, pp. 95-124

WALI, Alaka, "La politica de desarollo y las relaciones entre region y estado : el caso del oriente de Panamá, 1972-1990", in Mesoamerica, n° 29, juin 1995, pp. 126-158

XVI Censo Nacional de Población y Vivienda, Dirección de Estadística y Censo, Contraloría General de la República, 2000

Table des illustrations

Cartes

Carte 1 : Le relief des Etats d'Amérique centrale *6*

Carte 2 : L'accroissement démographique annuel en Amérique centrale (1990-2000) *8*

Carte 3 : Les densités de population à l'échelle municipale en Amérique centrale *9*

Carte 4 : Le quatrième voyage de Christophe Colomb *49*

Carte 5 : Les mondes précolombiens vers 1500 ..... *55*

Carte 6 : Les conquistadors à l'assaut de l'Amérique centrale (1520-1526) 58

Carte 7 : L'établissement espagnol en Amérique centrale *66*

Carte 8 : La capitainerie générale de Guatemala vers 1650 ..... *78*

Carte 9 : La capitainerie générale de Guatemala entre 1780 et 1821 ..... *80*

Carte 10 : Le contrôle de l'espace entre flibuste et administration coloniale (16e- 18e) *93*

Carte 11 : Les grands ensembles structuraux du Mexique *116*

Carte 12 : Les grands ensembles structuraux dans la Caraïbe *116*

Carte 13 : Les croûtes continentales et océaniques en Amérique centrale *117*

Carte 14 : Carte géologique du sud de l'isthme centraméricain *118*

Carte 15 : Total annuel des pluies en Amérique centrale *120*

Carte 16 : Les climats intertropicaux en Amérique (Demangeot) *122*

Carte 17 : Les climats tropicaux et tempérés dans le grand bassin caraïbe (Musset) *123*

Carte 18 : Amérique centrale et Caraïbes : grandes formations végétales (Collin Delavaud) *126*

Carte 19 : Les formations végétales du Mexique et de l'Amérique centrale (Lasserre) *126*

Carte 20 : La végétation en Amérique centrale (Musset) *127*

Carte 21 : Les récifs coralliens dans le bassin caraïbe *130*

Carte 22 : La couverture forestière en 1940 ..... *135*

Carte 23 : La couverture forestière en 1964 ..... *135*

Carte 24 : Défrichements et population indigène à la fin du 20ème siècle *136*

Carte 25 : Les densités de population en Amérique centrale vers 1970, à l'échelle infra-nationale *148*

Carte 26 : Les densités de population en Amérique centrale en 2000, à l'échelle infra-nationale *149*

Carte 27 : Les minorités indigènes en Amérique centrale *157*

Carte 28 : Part de locuteurs indigènes de plus de 5 ans au Quintana Roo *160*

Carte 29 : L'indice de développement humain au Guatemala en 1999, par département *174*

Carte 30 : L'indice de développement humain au Honduras en 2006, par département *175*

Carte 31 : L'indice de développement humain au Nicaragua en 2002, par département *175*

Carte 32 : Densité et indice de développement humain au Honduras en 2006, par municipe *178*

Carte 33 : Indice de pauvreté humaine au Panamá en 2000, par district *181*

Carte 34 : Evolution de l'indice de pauvreté humaine au Panamá entre 1990 et 2000 ..... *181*

Carte 35 : La population protestante en Amérique centrale dans la décennie 1980 ..... *212*

*Carte 36 : L'*United Fruit Company *dans la première moitié du 20ème siècle* *226*

Carte 37 : Concessions bananières et voies ferrées dans le nord du Honduras *228*

Carte 38 : Les réseaux de transport en 1922 ..... *230*

Carte 39 : Les infrastructures isthmiques à la fin du 20ème siècle *231*

Carte 40 : Lieux et circuits touristiques sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale *291*

Carte 41 : Espaces protégés et populations indigènes en Amérique centrale *301*

Carte 42 : Evolution du nombre d'homicides à Belize, par district *310*

Carte 43 : Pourcentage de foyers avec des matériaux appropriés pour la toiture à Belize, par communauté *450*

Carte 44 : Pourcentage de foyers sous le seuil d'extrême pauvreté, par communauté 450

Carte 45 : Evaluation de la pauvreté basée sur 8 variables de la qualité de la vie et des revenus 450

Carte 46 : La province de Bocas del Toro 460

Carte 47 : Circonscriptions administratives et infrastructures terrestres au Costa Rica 496

Carte 48 : La répartition des populations dans l'Atlantique costaricien (1915-2000) 501

Carte 49 : L'accroissement annuel moyen dans l'Atlantique costaricien (1915-2000) 502

Carte 50 : Infrastructures et territoires dans l'Atlantique costaricien 503

Carte 51: Indice sexo-spécifique de développement humain en 2005, par canton 509

Carte 52 : Taux de migration par canton au Costa Rica (1995-2000) 510

Carte 53 : la surreprésentation masculine dans l'Atlantique costaricien en 2000, par district 528

Annexe 1 : Atlas des pays de l'Amérique centrale

Carte A : Yucatán (nord) 542

Carte B : Yucatán (sud) 543

Carte C : Belize – Guatemala (nord) 544

Carte D : Guatemala (sud) 545

Carte E : Honduras (nord) 546

Carte F : Salvador – Honduras (sud) 547

Carte G : Honduras (est) – Nicaragua (nord) 548

Carte H : Nicaragua (sud) 549

Carte I : Costa Rica 550

Carte J : Panamá (ouest) 551

Carte K : Panamá (est) 552

Annexe 2 : L'Amérique centrale : premières représentations cartographiques

Carte L : VESPUCCI, Juan, Le Nouveau Monde (détail)*, Séville, 1526* *553*

Carte M : VERRAZANO, Geraloma da, Carte du monde (détail)*, 1529* *554*

Carte N : CABOT, Sebastien, Mappemonde (détail)*, Anvers, 1544* *555*

Carte O : MUNSTER, Sébastien, Les nouvelles îles (détail), *Bâle, 1546*..... *556*

Carte P : ORTELIUS, Abraham, Mappemonde (détail), *Anvers, 1564* *557*

Carte Q : MERCATOR, Gerald, L'Amérique (détail)*, 1569* *558*

Carte R : BLAEU, Joan, Yucatan, Convention Juridique de la Nouvelle Espagne,
Partie Occidentale, et Guatemala, Convention Juridique, *1662*..... *559*

Carte S : BLAEU, Joan, Tierra firme (détail)*, 1662* *560*

Annexe 3 : Sociétés et économies en Amérique centrale

Carte T : Les infrastructures routières du Plan Puebla Panamá (Proyeto Mesoamérica) ... *563*

Carte U : L'Antimonde légal dans le bassin caraïbe..... *567*

Carte V : Le tourisme de croisière dans le bassin caraïbe *567*

Carte W : La domination d'American Airlines dans le trafic aérien caraïbe..... *568*

Carte X : La drogue dans le bassin caraïbe..... *568*

Figures

Figure 1 : Quatre régimes pluviométriques centraméricains..... *121*

Figure 2 : L'écosystème corallien..... *130*

Figure 3 : Pouvoirs, échelles et temporalités dans l'isthme centraméricain
et sa façade caraïbe..... *192*

Figure 4 : Villes et infrastructures sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale..... *247*

Figure 5 : Entrées de touristes internationaux en Amérique centrale
(1990-2004), en milliers..... *293*

Figure 6 : Revenus du tourisme en Amérique centrale (1990-2004),
en millions de dollars *295*

Figure 7 : Structures politiques et dynamiques économiques d'une façade caraïbe contemporaine 316

Figure 8 : Géo-économies, sociétés et territoires sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale (modèle théorique) 383

Figure 9 : L'interface ladina (modèle théorique) 411

Figure 10 : Les dynamiques territoriales sur la frontière méridionale entre Belize et le Guatemala 426

Figure 11 : Vagues migratoires, acteurs et ressources à Bocas del Toro 467

Figure 12 : Ressources, recompositions socio-ethniques et territoires à Bocas del Toro 492

Figure 13 : Infrastructures, flux et polarités liés à l'exportation agricole : la transformation d'enclave en interface de l'Atlantique costaricien au 20ème siècle 532

Figure 14 : Les systèmes d'organisation spatiale sur le façade caraïbe de l'Amérique centrale 536

Annexe 3 : Sociétés et économies en Amérique centrale

Figure A : Lieux d'arrivée des touristes à Belize, en 2002 et 2006 564

Annexe 4 : Principales importations et exportations agricoles des pays centraméricains en 1967, 1987, et 2007

Figure B : Belize 569

Figure C : Costa Rica 572

Figure D : Guatemala 575

Figure E : Honduras 578

Figure F : Mexique 581

Figure G : Nicaragua 584

Figure H : Panama 587

Tableaux

Tableau 1 : Nombre total d'esclaves déportés, par pays, en milliers 82

Tableau 2 : Principales régions d'arrivée des esclaves, en milliers 83

Tableau 3 : Populations et densités en Amérique centrale (1950-2050) 147

Tableau 4 : Les minorités ethniques au Honduras en 1974 164

Tableau 5 : Composition ethnique dans la RAAN et la RAAS, au Nicaragua, en 2000 164

Tableau 6 : Indigènes du Costa Rica (habitant les territoires indigènes) et du Panamá (se déclarant indigènes), en 2000 167

Tableau 7 : Migrants indigènes sur la période 1996-2000, par province et par sexe, au Panamá 168

Tableau 8 : PIB et PIB par habitant en 2008 173

Tableau 9 : L'indice de développement humain dans le bassin caraïbe entre 1975 et 2005 174

Tableau 10 : Indices servant au calcul de l'IPH, province de Bocas del Toro 182

Tableau 11 : Les exportations agricoles des pays centraméricains (1950-1979) 234

Tableau 12 : L'origine du capital des maquiladoras au milieu des années 1990 241

Tableau 13 : Pourcentage de population urbaine, par pays 258

Tableau 14 : Les villes de la façade caraïbe de l'Amérique centrale 260

Tableau 15 : Appui à la démocratie (1996-2007) 268

Tableau 16 : Emploi direct et indirect dans le tourisme en Amérique centrale (1990-2004) 292

Tableau 17 : Honduras : répartition des emplois directs dans le secteur touristique, par zone et par activité, en 2006 297

Tableau 18 : Nombre d'homicides pour 100 000 habitants dans les pays d'Amérique centrale (2000-2008) 308

Tableau 20 : Evolution du taux d'homicides par province au Panamá (nombre pour 100 000 habitants) 311

Tableau 21 : Matrices des modèles territoriaux 317

Tableau 22 : Territoires et pouvoirs chez les principaux groupes indigènes de la façade caraïbe de l'Amérique centrale 346

Tableau 23 : L'enclave économique : un système pérenne 355

Tableau 24 : Critères de différenciation entre l'enclave bananière et l'interface 408

Tableau 25 : Les modèles territoriaux : approche géohistorique 419

Tableau 26 : Les instances des trois modèles territoriaux 420

Tableau 27 : Les équilibres ethniques dans le district bélizéen de Toledo et les municipes guatémaltèques de Livingston et San Luis 433

Tableau 28 : La répartition des terres dans le municipe de San Luis Petén 435

Tableau 29 : Population et densité dans la province de Bocas del Toro (1980-2000) 462

Tableau 30 : « Que pensez-vous du tourisme à Bocas del Toro ? » 468

Tableau 31 : « Aimeriez-vous vivre dans un autre endroit plus tard ? » 476

Tableau 32 : Structure de l'emploi dans la province de Limón (1990) 515

Tableau 33 : Simulation de résultats techniques et économiques des exploitations productrices d'ananas et importance des coûts de certification EurepGap, Costa Rica 523

Annexe 3 : Sociétés et économies en Amérique centrale

Tableau A : Les flux d'IDE en Amérique centrale (1995-2007) 561

Tableau B : Répartition des Zones franches d'exportation (ZFE) en 2003, par région 561

Tableau C : Les zones franches et les maquiladoras en Amérique centrale en 2003 562

Tableau D : Montant et part des exportations des maquiladoras et des zones franches en Amérique centrale (2000-2007) 562

Tableau E : Evolution de l'emploi dans les maquiladoras et les zones franches (2000-2007) 563

Tableau F : Le tourisme à Cancún (1975-2005) 564

Tableau G : Le trafic de conteneurs en Amérique centrale et dans le bassin caraïbe 565

Tableau H : Visiteurs dans les parcs, réserves et sites mayas de Belize (2002-2006) 566

Tableau I : Les gangs et les pandilleros en Amérique centrale, en 2006 566

Table des matières

Sommaire **2**

Remerciements **4**

Introduction **6**

Brève présentation de la façade caraïbe de l'Amérique centrale 6

Une géographie des territoires fondée sur la mise en évidence de modèles fondamentaux récurrents 10

Les sources : l'écueil de l'exhaustivité 11

Un traitement statistique et cartographique complexifié par la configuration spatiale de l'objet d'étude 12

Le choix des terrains d'études 13

Chapitre préliminaire :

De l'espace de marges aux systèmes territoriaux ***16***

I Un espace à géométrie variable **16**

Une Amérique centrale isthmique 16

La façade caraïbe de l'Amérique centrale 18

Les limites internes de la façade caraïbe : frontières politiques et fronts pionniers 20

Confins, périphéries et marges 24

II Une géographie des territoires **27**

La géographie du pouvoir 29

Les dynamiques territoriales 31

L'architecture théorique des modèles territoriaux 34

Trois modèles territoriaux pour la façade caraïbe de l'Amérique centrale 35

Du modèle au territoire : les interrelations de systèmes comme aboutissement heuristique 39

III Plan de travail : structures, pouvoirs, modèles, systèmes **40**

PARTIE 1 : La façade caraïbe de l'Amérique centrale : les structures géographiques de l'ultime frontière de l'isthme 45

Chapitre 1 : La construction d'un espace de marges entre colonisation et mondialisation 48

A/ Aperçus sur la façade caraïbe 49

1) L'œil de Colomb : les Indes continentales 50

2) Les premières représentations cartographiques.....53

B/ Relation de la très brève destruction des Indes 56

1) L'ère des conquistadors 57

2) Les sources de l'histoire indigène.....59

3) Les sociétés fractales.....61

4) Une reconstruction par la marge ? 62

C/ Les limites de la colonisation espagnole..... 64

1) La façade caraïbe : une conquête précaire.....65

La naissance du corridor panaméen.....67

Le mythe oublié du Veraguas 68

Le Honduras comme débouché naturel de la partie centrale de l'isthme.....69

La presqu'île du Yucatán 72

2) Les structures coloniales des confins : un pouvoir diffus.....74

L'établissement espagnol : la ville.....75

L'organisation générale de l'isthme : le « ventre mou de l'Empire espagnol » 77

D/ Le « grand jeu » caraïbe : naissance de la façade..... 81

1) L'arrivée des populations « ultramarines » 82

La Traite des Noirs.....82

Les Caraïbes continentales.....84

2) Le « Grand jeu » : les origines de la Méditerranée américaine 87

La flibuste 88

L'hégémonie maritime britannique : du comptoir à la colonie.....94

Les Indigènes dans le « Grand jeu » ? 95

Conclusion du chapitre 1..... 98

Chapitre 2 : Un milieu entre unité et fragmentation 100

A/ La façade caraïbe : représentations et pratiques du milieu 102

1) Anthropologie historique des cosmologies précolombiennes.....103

2) Le climat espagnol : l'émergence de l' « Enfer vert » 107

3) Le tournant « positiviste » : exploitation des ressources et dépassement des contraintes 112

4) L'approche environnementale et la notion de risque.....113

B/ Un ou des milieux, une façade ou des façades ? 115

1) Milieu naturel ou anthropisé ? 115

a) Géomorphologie de la façade caraïbe de l'Amérique centrale.....115

b) Le climat tropical en question.....119

c) Paléoclimats, anthropisation des milieux et limites de la classification végétative 123

2) Ecosystèmes et paysages de la façade caraïbe.....128

a) L'interpénétration des terres et des eaux : les espaces terraqués.....129

L'écosystème corallien et la plate-forme continentale caraïbe.....129

Les côtes et la mise en valeur des littoraux caraïbes 132

b) La disparition des forêts 134

c) Quelques évocations paysagères de l'arrière-pays caraïbe.....138

La péninsule yucatèque.....138

La cordillère de Nombre de Dios.....139

La Mosquitia 140

La Talamanca.....141

L'isthme de Darién 142

Conclusion du chapitre 2 143

Chapitre 3 : La façade caraïbe :
une frontière humaine mobile 145

A/ Le recul de l'ultime frontière : l'expansion démographique ladina 146

1) La façade caraïbe de l'Amérique centrale comme déversoir de l'excédent démographique du reste de l'isthme 147

L'accroissement démographique 147

Les migrations internes : l'expansion ladina 151

Les migrations internationales 153

2) La modification des équilibres de la façade caraïbe : les minorités ethniques 156

Les populations « afro-descendantes » 158

Le monde maya.....159

Les mondes intermédiaires de la partie centrale de l'isthme 163

Les mondes chibchas du sud de l'isthme.....166

3) Les mobilités dans l'espace et dans le temps : l'exemple de l'orient panaméen.....169

B/ Les discontinuités spatiales du développement..... 172

1) Le développement humain : un critère de différenciation des façades caraïbes des Etats centraméricains 173

2) Développement et pression démographique : le cas du Honduras 177

3) Pauvreté et territoires sur la façade caraïbe du Panamá.....180

Conclusion du chapitre 3..... 186

Conclusion de la première partie..... 188

PARTIE 2 : Pouvoirs et structures économiques, politiques et culturelles de la façade caraïbe : acteurs, échelles et temporalités..... 189

Chapitre 4 : Pouvoirs et cultures de marges 196

A/ La construction des cultures de marges 197

1) Culture, ethnie, identité : constructions internes et externes 198

2) La zone refuge : *indios* et *negros* 200

3) L'émergence des Etats nations : *ladinos* et *gringos* 202

4) Les logiques spatiales : populations continentales et ultramarines 205

B/ Pouvoirs et pratiques culturelles des marges 208

1) La fragmentation des langues indigènes.....209

2) Les religions : l'extrême Occident centraméricain.....211

3) L'hégémonie culturelle états-unienne : le « soft power ».....216

Conclusion du chapitre 4 : Cultures et territoires de marges entre nation et globalisation 218

Chapitre 5 : Les dynamiques économiques : l'aménagement de la façade caraïbe entre logiques nationales et globales..... 220

A/ L'émergence d'Etats transisthmiques 223

1) La mise en valeur du littoral caraïbe : les compagnies bananières états-uniennes 224

2) Fer et banane : l'exemple du Honduras 226

3) Une organisation transisthmique pérenne 229

B/ Les reconfigurations économiques et géopolitiques du second 20ème siècle : l'émergence d'une dimension régionale interisthmique 232

1) L'intégration régionale et la mutation des structures productives.....233

2) Le processus de globalisation et le retour à l'extraversion 238

Le « régionalisme ouvert » 238

La réorientation des structures productives nationales vers l'exportation.....239

3) Le Plan Puebla Panamá (Proyecto Mesoamérica) : une reconfiguration régionale sous l'égide des Etats-Unis.....242

C/ Infrastructures et villes des façades caraïbes 246

1) Les infrastructures des façades caraïbes : des configurations nationales diversifiées 248

La lente incorporation du Yucatán aux logiques fédérales.....248

Belize, Etat d'Outre-mer ? 250

Guatemala : la conquête par le fer 252

Honduras : une évidence caraïbe tardive 253

L'Atlantique nicaraguayen ou l'inaccomplissement national.....254

Le corridor transisthmique costaricien.....255

Panamá : l'Etat-canal 256

2) Les villes de la façade caraïbe : miroirs et enjeux du pouvoir 258

Conclusion du chapitre 5 263

Chapitre 6: Les nouvelles formes du politique dans les espaces de marges : jeux d'échelle, acteurs, discours 265

A/ Etat global, Etat local : gouvernance, décentralisation, autonomie 267

1) L'Etat local entre décentralisation et gouvernance.....269

2) Un exemple de décentralisation contrainte : les régions autonomes nicaraguayennes.....272

Régions, communautés, municipalités : les conflits d'échelles du pouvoir local.....273

Le poids des acteurs nationaux 275

Le renouveau des cultures des marges 276

Vingt ans après : l'autonomie oubliée 277

3) Pouvoirs locaux et territoires indigènes : les comarcas panaméennes 279

La Kuna Yala : un système précurseur 280

Les nouvelles comarcas : fragmentation des territoires et pérennité des structures nationales 281

4) Organisations globales, organisations locales : les nouveaux paradigmes de la « gouvernance mondiale » 284

Belize : Etat global ou *shadow state* ? 284

Les organisations noires.....286

Associations et réseaux sociaux horizontaux : l'émergence d'une société civile ?....287

B/ Un discours politique global : le développement durable 289

1) Du soutenable à l'insoutenable : le tourisme sur la façade caraïbe 290

L'émergence du tourisme balnéaire sur la façade caraïbe 292

Un tourisme *cheap and safe*.....*294*

L'échec de la diversification du tourisme balnéaire 295

L'enclave touristique 296

2) Les espaces « protégés » entre conservation et ingérence 300

La difficile mise en place des parcs par les autorités nationales.....302

Le transfert de responsabilités aux acteurs globaux 303

Une ingérence caractérisée sur les territoires indigènes 304

Conclusion du chapitre 6 : Violence et globalisation..... 308

Conclusion de la deuxième partie..... 314

PARTIE 3 : Les modèles territoriaux :
géo-économie, organisation sociale et pouvoirs 317

Chapitre 7 : La problématique indigène :
subsistance, communauté et territoires..... 322

A/ Subsistance et communauté : les fondements du territoire indigène.... 325

1) Les sociétés « fermées » de la zone refuge 326

2) Le primat de l'agriculture de subsistance 327

3) Les échelles d'organisation : famille, village, ethnie… 329

4) La *milpa* : un système spatial emblématique.....332

B/ La déstructuration du territoire indigène..... 335

1) Communauté et pouvoir ladino 335

L'encadrement des pratiques agricoles collectives.....335

L'opposition (agri)culturelle indio/ladino 337

2) Indianité et réseau ultramarin : une constante géostratégique.....339

3) Des limites perméables : l'ouverture des territoires.....340

Conclusion du chapitre 7 344

Chapitre 8 : Le modèle globalisé : versatilité d'une territorialité réticulaire 348

A/ Les lieux : géo-économies des enclaves de la façade caraïbe 351

1) Les anciennes enclaves : flibuste, bûcheronnage et concessions bananières 351

2) L'enclave en perspective 353

3) Les concessions du capital naturel : le retour des Gringos.....356

4) Le canal de Panamá : l'enclave géopolitique 360

5) Zones franches et maquiladoras.....362

6) Les territoires touristiques et le cas de Cancún 364

B/ Des sociétés ultramarines aux territoires globalisés 368

1) Les sociétés ultramarines : rhizomes et réseaux 369

2) L'évolution des composantes ethniques et culturelles des sociétés ultramarines 371

Les communautés globalisées.....371

Les réseaux chinois 372

Peau noire, masques blancs.....372

3) Structure interne et externe du modèle G : une organisation extraterritoriale ?.....376

Les territoires globaux entre ouverture et ségrégation.....376

Les territoires en réseaux 379

Les dynamiques spatiales des territoires globalisés.....380

Conclusion du chapitre 8..... 384

Chapitre 9 : L'interface ladina :
un modèle socio-économique conquérant 386

A/ Les géo-économies des territoires ladinos..... 389

1) Les territoires hérités : de l'enclave bananière à l'économie de plantation....389

2) Les territoires conquis : colonisation agraire et fronts pionniers 392

3) Le bétail : un idéal ladino.....394

4) Des activités urbaines liées au territoire agricole (petits lieux centraux).....396

B/ Société ladina et idéologie nationale 400

1) Dynamiques migratoires et brassage ethnique 400

2) L'idéologie ladina 402

C/ L'interface ladina : une marge transnationale ? 406

1) De l'enclave à l'interface.....406

Le reflux de l'enclave 406

L'interface comme espace de transition 409

2) L'interface : un système spatial bipolaire 411

3) Le cas de San Pedro Sula, centre inversé.....413

Conclusion du chapitre 9..... 416

Conclusion de la troisième partie..... 421

PARTIE 4 : Systèmes territoriaux et interactions dynamiques sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale : étude de trois cas..... 422

Chapitre 10 : La frontière méridionale entre Belize et le Guatemala : les recompositions territoriales dans la zone refuge 425

A/ Des populations « de marges » établies tardivement..... 429

1) Les populations ultramarines.....430

2) Des populations continentales en provenance du Guatemala 431

B/ La contraction des zones refuges : infrastructures et mobilités 434

1) Le corridor transisthmique guatémaltèque et la colonisation du Petén.....434

2) Le nord du municipe de Livingston entre subsistance et réseaux ultramarins.....437

3) Belize, Etat d'Outre-mer de plus en plus confronté aux réalités centraméricaines.....440

C/ Les communautés indigènes du sud Belize face aux intégrations nationale et régionale 444

1) Les terres indigènes 444

Des revendications politiques croissantes.....444

Pression démographique et dérégulation des systèmes de gestion agraires 446

Les terres communautaires : enjeux socio-économiques et ethniques.....447

2) L'arbitraire de la mesure du « sous-développement » indigène 449

3) L'instrumentalisation de la dispute frontalière 452

4) L'ouverture des « villages indigènes » du Toledo.....454

Conclusion du chapitre 10 : Pouvoir et territoire indigènes, du politique au culturel ?..... 456

Chapitre 11 : Le tourisme à Bocas del Toro (Panamá) : économie d'enclave, recompositions sociales et globalisation du territoire 459

A/ L'irrésistible essor du tourisme à Bocas del Toro 463

B/ La réorganisation des acteurs 465

1) Une typologie des acteurs fondée sur les vagues migratoires 466

2) Une société civile déficiente.....470

Les autorités décentralisées, maillon d'un système politique de plus en plus étendu 470

Le triomphe des acteurs globaux 472

C/ Le tourisme à Bocas del Toro, ultime avatar de l'économie d'enclave ? 474

1) La « spirale de la mort » : déterritorialisation des acteurs et accroissement des risques.....474

2) L'économie de la dépendance.....478

L'extraterritorialisation progressive du tourisme balnéaire.....478

La déstructuration de l'économie pré-touristique 480

Les transferts de richesses.....483

D/ Un territoire entre fragmentation et globalisation 485

1) Vers un « tourisme de plantation » ? 485

Les mesures de rétorsion de la société d'accueil.....485

La fragmentation de l'espace 486

2) Le territoire globalisé : une redéfinition des frontières socio-ethniques 487

Le mythe de la culture globale.....488

Le territoire entre conscience nationale et réseaux globaux 489

La marginalisation des populations noires.....491

Conclusion du chapitre 11 493

Chapitre 12 : L'incorporation de l'Atlantique costaricien au 20ème siècle : de l'enclave à l'interface..... 495

A/ L'Atlantique costaricien : une croissance exponentielle au 20ème siècle 497

1) La marge des marges.....497

La zone refuge coloniale.....498

L'enclave bananière.....499

L'Etat providence costaricien 500

2) Peuplement et infrastructures : la transition territoriale vers l'interface au 20ème siècle.....501

Une enclave déconnectée du territoire national dans la première moitié du 20ème siècle.....504

L'essor des plaines du nord dans les années 1970.....505

L'ouverture de l'interface à la fin du 20ème siècle.....506

B/ Les reconfigurations territoriales du 20ème siècle : l'expansion du territoire ladino 507

1) L'Atlantique sud : des interrelations territoriales marquées par la disparition progressive de la zone refuge.....509

2) Puerto Limón, territoire globalisé incorporé à l'espace national 513

a) L'« intégration différenciée » d'une société ultramarine aux logiques nationales.....513

b) La pérennité des territoires globalisés : les ports de Limón.....516

3) L'interface ladina de l'Atlantique nord.....518

a) Le système agroexportateur de l'interface ladina5219Une diversification des structures a

La pérennité de la grande plantation : banane et ananas.....522

L'agroexportation : dérogation juridique, environnementale et sociale 525

b) L'Atlantique nord, terre de migrants 527

Conclusion du chapitre 12 : le système spatial de l'interface 533

Conclusion générale *535*

Annexes **541**

Annexe 1 : Atlas des pays de l'Amérique centrale **543**

Annexe 2 : L'Amérique centrale : premières représentations cartographiques **553**

Annexe 3 : Sociétés et économies en Amérique centrale **561**

Annexe 4 : Principales importations et exportations agricoles des pays centraméricains en 1967, 1987, et 2007 ..... **569**

Bibliographie **590**

Table des illustrations : cartes, figures, tableaux **611**

Table des matières **618**